

3 1761 11648761 2



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116487612>

L'ACTUALITÉ

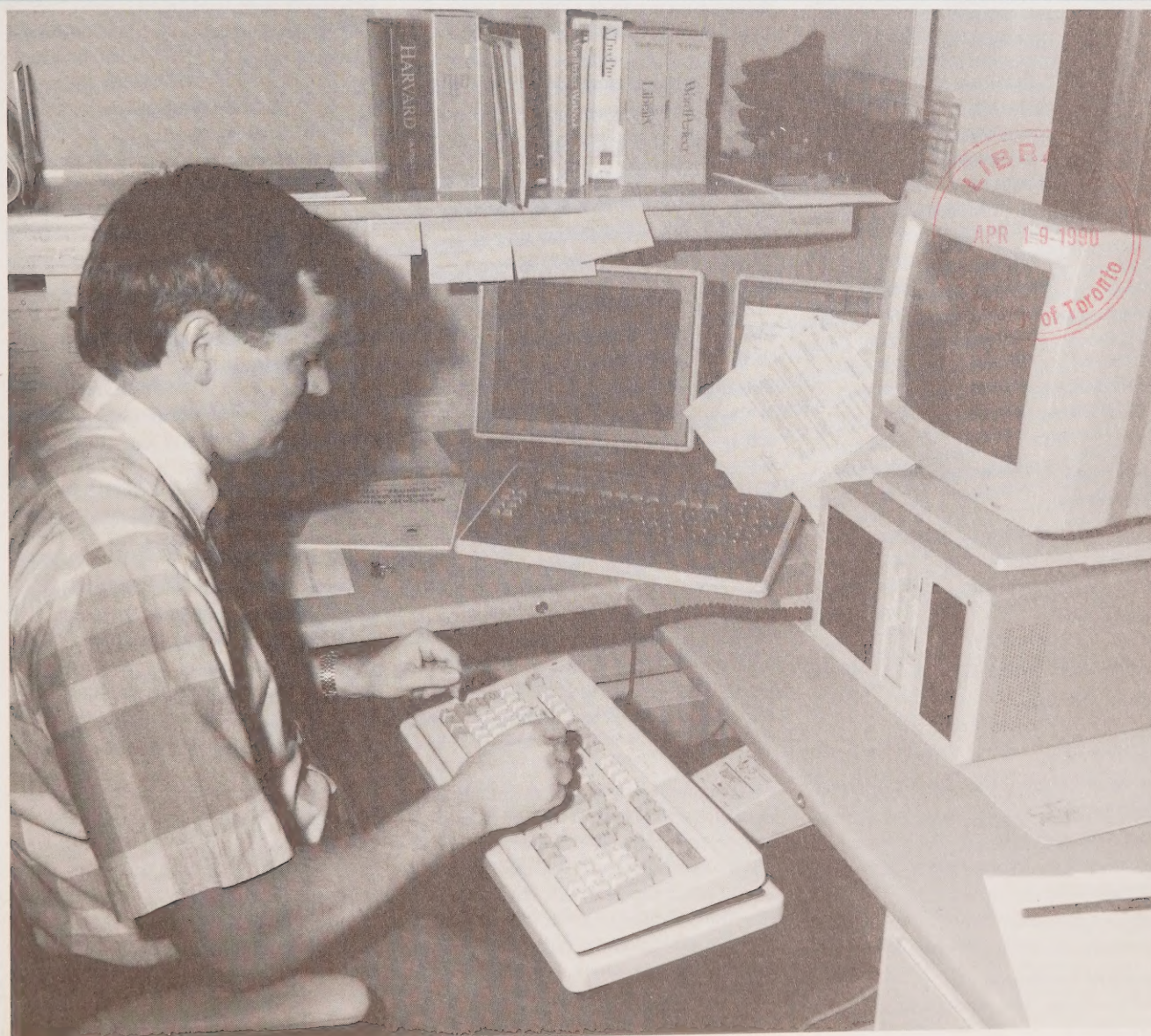
TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

CAI
SS215
-A17

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 23, 1, 1990



INFORMATISATION / COMPUTERIZATION



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

Le poste de travail du traducteur par Aurèle Motard	3
An Off-the-Shelf Workstation by Elliott Macklovitch	4
Vers la lexicographie de l'an 2000 par Jean-Claude Boulanger	7
Compact Disks : A New Means of Distributing Terminology Banks and Dictionaries by Christine Leonhardt	10
La terminologie se taille une place dans les industries de la langue par Monique C. Cormier	17
Industries de la langue et filières de formation par André Dugas	18
Les outils informatisés au service des publications terminologiques par Yolande Bernard	21
Le Secrétariat d'État à l'heure de la modernité par Daniel Deveau	22
Au fil des événements / <i>News and Events</i>	22
Le Coin des publications / <i>Publications in Review</i>	25

Comité de lecture / Review Committee

Rédactrice en chef / Editor :

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee:

Gérard Bessens

Direction des services centraux

Denise F. Cyr

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Pierre Goulet

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Janine Laurencin

Direction des services centraux

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction des services multilingues

Editorial

L'année 1989 en a été une de changements pour *L'Actualité terminologique* : nouvelle chronique « Au fil des événements / *News and Events* », liste des congrès et colloques à l'échelle nationale et internationale, compte rendus d'événements du milieu linguistique ainsi qu'un numéro thématique spécial sur les industries de la langue pour souligner le Sommet francophone de Dakar (mai 1989). À l'aube d'une nouvelle décennie *L'Actualité terminologique* fait peau neuve : nouvelle page couverture, et quatre numéros semithématiques par an de vingt-huit pages chacun et un index annuel.

En 1990, les numéros semi-thématiques aborderont une langue de spécialité ou un phénomène de langue sous diverses facettes. Ils traiteront d'informatisation, de médecine, de diverses techniques et de droit. La partie non thématique sera composée de divers articles, de la chronique « Au fil des événements / *News and Events* » de la rubrique « Le Coin des publications / *Publications in Review* » ainsi que, parfois, d'une présentation des activités linguistiques de divers organismes. Outre les « langagiers », qui sont à la fois auteur et public-cible de la revue, des spécialistes de divers domaines signeront de temps en temps des articles.

Dans ce premier numéro consacré à l'informatisation, il est question du poste de travail du traducteur, du disque optique compact et de dictionnaires, bases de données et encyclopédies disponibles sur ce support; on y traite également de l'avenir de la lexicographie, de la place de la terminologie dans les industries de la langue, de la formation qui s'y rattache et du rôle de l'informatique dans les publications terminologiques.

À compter du prochain numéro, les fiches Repères/TR, dont la publication était arrêtée, paraîtront en un feuillet détachable inséré dans *L'Actualité terminologique*. Il y aura par conséquent une hausse du prix de vente au numéro et du tarif de l'abonnement annuel pour les nouveaux abonnés. Pour les abonnés actuels, la hausse n'entrera en vigueur qu'au moment du renouvellement de l'abonnement.

Michèle Valiquette

Editorial

The past year was a year of change for *Terminology Update*. During it we saw the launching of a new feature "Au fil des événements / *News and Events*", the publication of a list of national and international congresses and symposiums, accounts of significant "happenings" in the world of language, and the production of a special issue on the language industries in connection with the Dakar Francophone Summit (May 1989). As it crosses the threshold of a new decade, *Terminology Update* has adopted a new image, symbolized by its new cover page; it will now consist of four 28-page semithematic issues and an annual index.

In 1990, the semithematic issues will deal with language use in the specialized fields of computerization, medicine, various techniques and law. The non-thematic part will consist of various articles, the feature "Au fil des événements / *News and Events*", the column "Le coin des publications / *Publications in Review*" and, occasionally, items on the language-related activities of various organizations. In addition to the regular articles produced by language professionals, who are also the target audience of the publication, from time to time articles will appear above the signature of specialists in various fields.

This first issue, which is dedicated to computerization, contains articles on the translator's workstation, the compact optical disk and dictionaries, data bases, and encyclopedias available through this medium. Also included are articles on the future of lexicography, the place of terminology and terminological training in the language industries, and the role of informatics in terminological publications.

Starting with the next issue, the Repères/TR which had been discontinued will be published as a detachable leaf inserted in *Terminology Update*. However, there will be an increase in the cost of each issue, and of the annual subscription rate for new subscribers. For current subscribers, the increase will take effect when the subscription is renewed.

Michèle Valiquette

Le poste de travail du traducteur

par Aurèle Motard

Historique

Les progrès de l'informatisation du travail et de la bureautique ont amené les traducteurs du Bureau de la traduction à manifester le souhait d'un poste de travail dont les fonctions répondraient à leurs besoins particuliers.

Dès l'établissement par le ministère des Communications du Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail (CCRIT) en 1983, la création d'un poste de travail du traducteur (PTT) débutait en collaboration avec les directions de la Technologie et de l'Informatique du Secrétariat d'État.

En octobre 1988, le CCRIT présentait au Bureau de la traduction un prototype autonome, prêt pour l'essai opérationnel.

Concept de base

Le prototype est construit autour d'un concept de base suivant : l'exploitation de matériels et de logiciels commerciaux permettant d'informatiser la plupart des fonctions connexes à l'acte de traduction comme tel. Celui-ci, contrairement à la traduction assistée par ordinateur (TAO), demeure le fait du traducteur lui-même.

Prototype

Le prototype créé par le CCRIT est un poste autonome fonctionnant sur un micro-ordinateur compatible IBM PC-AT. Il comprend une carte d'extension de mémoire de 2 mégaoctets, un écran pleine page (66 lignes) et une imprimante à matrice de 24 points.

Les logiciels ont été choisis parmi tous ceux qui fonctionnent en MS-DOS® et testés au CCRIT pour déterminer leur convivialité, leur « cohabitabilité » et leur performance au regard des besoins exprimés par les traducteurs lors d'un sondage effectué en 1984.

Fonctions automatisées

La base du PTT est le WordPerfect® 5.0, le logiciel de traitement de texte le plus utilisé par les ministères et organismes du gouvernement canadien qui s'adressent au Bureau de la traduction. S'y ajoutent un logiciel de vérification orthographique et un logiciel de conjugaison, qui soulagent en partie le traducteur de la tâche fastidieuse de la lecture.

D'autres logiciels permettent :

- la gestion du fichier terminologique du traducteur et du service de traduction;
- la comparaison de deux versions successives d'un texte pour y déceler les passages ajoutés et supprimés;
- la confection d'une liste des termes utilisés dans un texte (glossaires d'uniformisation); et
- compensant ainsi le choix du logiciel de traitement de texte, la conversion de fichiers WordPerfect® en fichiers conformes à plusieurs des logiciels les plus populaires.

Toutes ces applications sont intégrées dans un logiciel de fenêtrage, offrant la possibilité, grâce à une souris, de passer de l'une à l'autre.

Réseau local

Les traducteurs souhaitent que leurs postes soient reliés en réseau local afin de pouvoir échanger des fichiers ou partager certains périphériques coûteux (imprimante au laser, lecteur de TERMIUM sur CD-ROM). L'essai en situation de travail permettra de vérifier si cela est faisable tout en maintenant un niveau de convivialité convenant à des traducteurs non informaticiens. Le premier essai de mise en réseau se fera autour de TERMIUM : l'intérêt des traducteurs pour l'accès direct à la banque de données linguistiques devrait être assez fort pour qu'ils surmontent les difficultés d'implantation.

Conception modulaire

Tous les logiciels ont été choisis pour des fonctions spécifiques. Selon l'évolution de la micro-informatique, chacun d'entre eux pourra être remplacé par un logiciel plus performant ou plus polyvalent, sans que cela menace la cohérence de l'ensemble.

Si les progiciels de TAO se révèlent utiles ou nécessaires, cette conception modulaire permettra aussi d'intégrer un ou plusieurs de ceux-ci au poste de travail. De cette façon, le PTT, tout en reflétant l'état actuel de la technologie demeure un système ouvert sur les progrès technologiques à venir.

Essai en situation de travail

À l'heure actuelle, le PTT est soumis à un essai en milieu de travail. L'objet principal est de vérifier si les traducteurs non informaticiens trouvent le prototype suffisamment convivial. Cet essai permettra aussi de voir si les logiciels ne souffrent pas de limites de performance inacceptables dans un contexte où les courts délais et le volume considérable de documents et de mots à traduire sont des contraintes de tous les jours.

L'essai se poursuit, avec l'appui de la Direction de l'informatique, dans deux services de la Direction générale des opérations de traduction (DGOT) et se terminera en octobre 1990. L'évaluation de l'essai se fera de concert avec le CCRIT, dont l'expérience en ce domaine est reconnue.

Et l'avenir ?

Après l'essai opérationnel, le PTT pourra être implanté progressivement dans tous les services de la DGOT et des Opérations régionales du Bureau de la traduction du Secrétariat d'État pour que tous les traducteurs du Bureau et tous ses clients puissent en profiter. Il est à prévoir que les résultats de ces travaux déboucheront sur d'autres recherches portant sur la création d'un PTT de seconde génération.

An Off-the-Shelf Workstation for Translators

By Elliott Macklovitch

1. Background

The history of the Canadian Workplace Automation Research Center (CWARC) translator's workstation project has been documented elsewhere (see Ref. 1); here, I would like to begin by simply reviewing the objectives of the latest phase of the project. Our first objective was to determine to what extent the need for certain automated aids expressed by translators via questionnaire and formalized in our functional specifications could be satisfied by commercially available hardware and software. Secondly, we wanted to determine to what extent the previously identified hardware and software components could be harmoniously integrated.

Several additional considerations stemming from our principal client — the Canadian government's Translation Bureau — also deserve to be mentioned. For one thing, the Translation Bureau had other computer-assisted projects in progress, with which our workstation would have to be compatible: in particular, its Operational Information System and the pilot project of its terminology bank on CD-ROM, both of which were implemented on IBM PC-compatible micro-computers (PC/ATs). Furthermore, the Bureau was anxious to receive the translators with very costly equipment. Taken together, these considerations led us to select a PC/AT as our hardware platform as well. The challenge, then, was to find software applications that could reliably assist the translators with the peripheral tasks¹ they routinely perform, while trying to get those different packages to mesh together smoothly.

2. The current prototype

The backbone of the translator's workstation is the word processor. It is the instrument that the translator uses most frequently to actually draft the target text, and as such, it must provide for a number of more or less standard features and a certain degree of user-friendliness, e.g.: prompts and a flexible help facility in the user's preferred language. There are a

number of very good word processors on the market that meet these requirements, and different people tend to have strong feelings about which is the best. We wanted to avoid imposing a single standard upon all the various sections in the Translation Bureau, each with its own particular operating conditions. This meant that the workstation had to be modular enough to be able to operate with any of the most popular word processing packages. For our own prototype, we adopted WordPerfect®, not only because it is so prevalent in Canada, but also because it offers a 66-line driver that functions well with our full-page monitor².

With the word processor come a number of other utilities that should be of considerable use to a translator: for example, a word counter, a thesaurus and a spelling checker³. As it turns out, the word processor is by far the most complex of the software applications that make up the workstation; none of the other applications demand nearly as much effort or training.

Briefly, here are the other software applications that constitute the current version of our workstation prototype. Alongside the word processor, we have added commercial programs for:

- (i) identifying updates or modifications in two versions of a word processing file (CompareRite®);
- (ii) producing a concordance of a given text, as well as a frequency count of each form in that text, and allowing the user to recall one or more of those forms in context (TextSearch®);
- (iii) managing personal or local terminology (Mercury/Termex® — more on this below);
- (iv) sending and receiving text files, or accessing remote data banks via a modem and the phone lines (Procomm®);
- (v) conjugating French verb conjugation (Seconde mémoire®);

(vi) converting word processing files from one commercial format into another (Software Bridge®).

This should not be construed as a fixed list; as other useful applications are identified, they will be added to the current prototype.⁴

3. Access integration

All of these programs run under DOS and, it should be emphasized, each has its own command sequences and *modus operandi*. Our second objective was to determine to what extent these disparate components could be integrated into a more cohesive product. Here too our approach was to try commercially available software before undertaking any development. We tested two well-known integrators, DESQview® and Windows®, and generally found them to be functionally equivalent in the way they handle programs, such as those listed above, which are not specifically designed for the integrator. Our current prototype uses DESQview, and for those unfamiliar with this product, I will briefly describe how it operates as a "shell" for the other workstation components.

The user begins a workstation session by typing "DV" at the DOS prompt: this brings up the DESQview main menu in the top right-hand corner of the screen. From there, the user can start up any of the aforementioned applications, either by clicking on the "OPEN" option if the station is equipped with a mouse, or by typing "O" and the appropriate program abbreviation. When this is done, DESQview loads that application's executable program into a separate DV window. Dozens of programs can be loaded simultaneously, allowing the user to switch from one window to another without having to close any of the applications⁵. Moreover, the windows can be moved around or resized on the screen at will. This is, however, the extent of application integration possible. Once a program has been started up, the user must know

how to operate that particular program and remember its keyboard commands. There is no shared repertoire of common interactions, no familiar pull-down menus activated by the mouse that are common to all programs. DESQview does allow the user to cut and paste text from one window to another, and to define rather elaborate scripts, or macros. But basically, the level of integration provided is that of simultaneous access to programs. This is why we have tried to select user-friendly applications, operated by simple menus and offering readily accessible help functions, such as CompareRite and Software Bridge.

4. Terminology management

More than any other component, it is the terminological facilities that distinguish a workstation for translators from that designed for other types of writers. Since this publication is particularly concerned with terminology, I would like to provide a few more details about this component within our prototype.

First, the criteria that led us to select Mercury/Termex over some of the other PC-based term management programs. The most important, perhaps, concerns the format and the length of the term records.

Within Termex, what you get is a blank index card, as it were, that can hold up to sixteen lines of text; the user is free to define the format and type of information considered pertinent for the desired bilingual glossary. Within Ink Textools® (another product evaluated), on the other hand, the fields of each record are predefined and are simply too restrictive in length. Another important consideration was the fact that Termex offers sizable commercial dictionaries, in particular a version of the *Harraps English-French* with over 43,000 entries. Finally, Termex is relatively inexpensive and simple to operate, and it runs well within DESQview, whereas Textools, with its multiply embedded display menus, left unwanted residue on the screen⁶.

To say that Termex runs well within DESQview may be somewhat misleading. Like most of its competitors, Termex is designed as a memory-resident program; that is, it is meant to be loaded into memory before you load your word processor, and

invoked in a small pop-up window that appears over the word processing text. Information on a Termex record can then be cut and pasted directly into the text being drafted with a minimum number of keystrokes. This is *not* the way Termex functions within our workstation, however. The makers of DESQview strongly suggest running memory-resident programs within their own windows, rather than loading them into memory before starting up the integrator. Termex can be made to work in this manner, so that it does pop up over the word processor in the WordPerfect window; but doing so creates all sorts of unpredictable problems with programs running in other DESQview windows. These conflicts disappear when, following DESQview's recommendation, Termex is run within its own window, distinct from that of WordPerfect. In order to access a term record, then, the user must switch from one window to the other, which is easy enough; in so doing, however, he loses Termex's attractive cut-and-paste feature is lost. This is certainly unfortunate and is only partially remedied by using the DESQview clipboard, which is rather cumbersome and only worth the effort for lengthy passages.

The extent to which working translators will find this a serious impediment remains to be seen. For those who make extensive use of the term management program, there is always the option of using Termex and the word processor outside of the DESQview environment. This is not, as it may at first seem, tantamount to an admission of defeat. As it is, most of the other workstation programs pertain either to the pre-analysis of the source text (e.g.: CompareRite or TextSearch), or to the preparation of the final copy (e.g.: Software Bridge); and these rarely need to be accessed at the same time as the terminology management program. On the other hand, I doubt that the problem can be easily corrected. After all, memory-resident programs and windowing environments like DESQview are both attempts to circumvent a limitation that is inherent to DOS, i.e. the fact that it does not allow for true multi-tasking.

Even if this problem could be corrected, there are other improvements to Termex that users would appreciate. For one thing, the merge program — the routine that allows two individual glossaries to be

combined into a common glossary — is too long and complicated to the point that it might even discourage translators from sharing the results of their terminological research and creating a local section glossary. Another desirable improvement would be to allow terminological lookup without having to key in the source term⁸; rather, the user should be able to position the cursor under the form in the word processing window and simply hit a hot key — similar to the way WordPerfect's thesaurus program works. But since the selected forms may be inflected, term lookup would probably have to be preceded by some sort of morphological analysis; I'm not sure the desired results could be obtained by recalling the closest approximate match.

If I refer to Termex as a *local* term management facility, it is because Canadian government translators also have access to a large-scale, centralized terminology bank, known as TERMIUM. In addition to the on-line version of TERMIUM, which users can access via dedicated terminals or telecommunications, there is now a CD-ROM version of the bank, which can be queried from a PC equipped with a CD-ROM player and a software program called FindIt. One of our objectives at the outset of the workstation project was to facilitate access to the bank by trying to integrate this CD-ROM version with the workstation. Unfortunately, this has not proven possible, at least not with the standalone version of the workstation. We could not get FindIt to run in a DESQview window without sacrificing expanded memory. There are at least two ways in which this problem could be resolved. Either future versions of the bank's CD-ROM querying software will conform to ISO standards; or TERMIUM will run on a dedicated PC which other workstations will access over a local area network. In fact, both these changes are more than likely.

5. Plans for future workstations

Our prototype workstation has now reached the stage where it would be unwise to undertake further development without receiving input from the eventual users. To this end, a field trial has been planned at two

Translation Bureau sites, involving at least thirteen translators. The trial will last eight months, including time for training, and will serve to evaluate such things as the usefulness of each workstation component in an operational environment, the robustness of the components, and of course the effect of the workstation on translator productivity. Because it is a prototype that is being evaluated, the results of the trial should not be seen as determining a "go or no go" decision on the part of the Translation Bureau. Rather, the Bureau and the CWARC both view the translator's workstation as an ongoing project; this trial culminates the first phase. From our point of view, the trial is a channel through which translators can provide input that will orient the development of future versions of the workstation.

Certain of these orientations are already clear, even before the trial begins. For instance, the current prototype is a stand-alone station that would certainly benefit from being linked into a local area network. As mentioned above, this could provide a short-term solution to the problem of facilitating access to TERMIUM on CD-ROM. Moreover, new products are constantly appearing whose relevance for the workstation needs to be tested. With regard to hardware, for example, we have begun evaluating the performance of an optical character reader (OCR), which would allow translators to convert written texts into electronic files that could then be submitted to our pre-analysis programs. As for software, we have been testing a sophisticated desktop publishing package, and we are always on the lookout for electronic dictionaries and other lexical databases that could be useful to translators.

In the longer term, it also seems quite clear that we will have to provide a greater degree of integration than is currently possible under DOS using an integrator like DESQview and off-the-shelf software. Whether this will emerge naturally under DOS's successors, as an increasing number of programs are specifically designed for the OS/2 Presentation Manager, or whether it will require an extensive amount of programming and product development on our part remains to be seen. In fact, the CWARC has a rather ambitious plan for the workstation's long term evolution. The basic idea is to fuse the two axes of our

group's program by developing a sophisticated workstation that would incorporate specialized machine translation modules. Texts from the sublanguages for which these modules were designed could be translated automatically and post-edited on the workstation. Translators would continue to ensure the translation of all other texts, supported by all of the resources the workstation can put at their disposal.

Needless to say, a workstation incorporating MT modules will have to run on more powerful hardware than a PC-286, and should offer such amenities as electronic mail and genuine multi-tasking. Another area that we have begun to explore is the application of vocal technology to translation tasks. In fact, we have already assembled a prototype MT system called IRMA that, like its predecessor CRITTER (see Ref. 3), translates agricultural market reports, but which also recognizes a limited vocabulary of vocal input and can synthesize its English and French translations in vocal form. IRMA was on display this summer at the Expotec show in Montréal, and while the system remains quite limited, the results are certainly suggestive of the shape of things to come.

Notes

1. By "peripheral", we mean to exclude the central task of linguistic reformulation. Given our current understanding of natural language, it is not possible to reliably automate this process, except within very limited domains. Outside those domains, the best we can do is provide the human translator with increasingly sophisticated automated aids, i.e. develop better translator workstations. See Reference 2 for a more detailed defence of this position.

2. On the questionnaire mentioned above, many translators had indicated that they would like to see more (con)text on the screen than the 25 lines allowed by a standard PC monitor. This led us to test a relatively expensive full-page monitor, known as "The Genius". We liked its high resolution display, although some people complained of the small size of the characters and of the blinking of the screen when switching from one program to another. It should also be noted that the only programs that can take full advantage of the 8½" by 11"

screen are those that provide a special full-page driver: in our case, WordPerfect, DESQview's DOS Services, and Ventura. See note 5 below for other non-standard features of our PC platform.

3. In the Canadian context of official bilingualism, it is important that the spelling checker and thesaurus be available — and function equally well — in both French and English.

4. Among the additions that have already been suggested are Gofer®, a file search utility that can locate Boolean combinations of text strings in very rapidly flat; and WordPerfect Library®, a collection of utilities including a calculator, agenda and alarm, all of which operate using the same function keys as the WordPerfect word processor.

5. DESQview functions best on a PC that is equipped with extended memory: ours contains a Rampage® 286 memory card that is configured to give 1.5 megabytes of expanded memory. DESQview can operate without a memory extension card, but on a workstation like ours, 640 kilobytes of conventional memory quickly becomes saturated; when this happens, DESQview has to swap a program out of memory onto the hard disk, causing minor, though irritating, delays.

6. These comments pertain to version 1.0 of Ink Texttools; some of the problems mentioned may since have been corrected in subsequent versions.

We also had a terminologist evaluate ABC Word®, version 1.0, from ALP Systems. This program was not selected for our prototype because it contained a number of serious bugs. For example, there was no indication or flag on the screen when a term being searched appeared on more than one record. Cutting and pasting information from a record into the word processing text was complicated because there are no designated field markers. ABC Word can run the Collins series of bilingual dictionaries, but since only one term file can be active at a time, the user is constantly switching back and forth between the personal glossary and the commercial dictionary. The program occupied too much RAM, and, most seriously, lacked a merge routine that would allow several translators to share the results of their research.

7. The advent of 386-based PCs may allow for a straightforward solution to the loss of Termex's cut-and-paste facility. The commercial integrators that operate with these new machines provide a full 640K for each application window. A batch file could therefore be written which would first load Termex and then WordPerfect within the same window, without exceeding the maximum available memory. Once the two programs run in the same window, cut-and-paste would again be operative. The lower memory limitations on the 286-based version of DESQview exclude this solution for the current prototype.

8. This is one of the attractive features of ABC Word, although the matching criteria — capitals and lower case; base and inflected forms — appear to differ with various reference files. The upcoming version 2.0 of MTX (the new name for Mercury/Termex) is

also said to offer lookup without rekeying, although only for uninflected forms.

References

1. Macklovitch, E. & Isabelle, P. "The Translator's Workstation Project". CWARC Technical Report, October 1988.
2. Macklovitch, E. "The Proper Place of Man and Machines-Revisited". *Circuit*, No. 19, p. 9-10, December 1987. (Also available as a CWARC Technical Report.)
3. Isabelle, P., Dymetman, M. & Macklovitch, E. "CRITTER: A Translation System for Agricultural Market Reports". *Proceedings of COLING XII*, Budapest, Hungary, August 1988.

Acknowledgments

I would like to thank all the translators and managers at the Translation Bureau who participated in this project, as well as my colleagues at the CWARC who have helped me all along the way. Special thanks to Pierre Brazeau of the CWARC's Computer Services Group, who did so much to get this prototype up and running, and to Jean-François Marrotte of the Informatics Directorate, Department of the Secretary of State, for his insightful evaluations.

An earlier version of this paper was presented at the 30th Annual Conference of the American Translators Association, held in Washington, D.C., October 11-15, 1989.

Vers la lexicographie de l'an 2000

par Jean-Claude Boulanger

1. Introduction

Du 17 au 20 septembre 1989, le collège St. Catherine d'Oxford accueillait plus de 250 personnes liées de près ou de loin à la lexicographie théorique et pratique, à la métalexicographie ainsi qu'à l'édition des dictionnaires. Vingt-sept pays avaient délégué un, deux ou plusieurs chercheurs. La rencontre était sous la responsabilité du *Centre for the New Oxford English Dictionary* de l'Université de Waterloo au Canada auquel les Presses de l'Université d'Oxford (OUP) s'étaient associées.

Le colloque portait le titre officiel de *Fifth Annual Conference of the University of Waterloo Centre for the New Oxford English Dictionary*. Il avait pour thème «Dictionaries in the Electronic Age». Les organisateurs avaient encadré le thème central par deux journées d'atelier.

2. L'atelier Euralex Dictionary Assessment and Criticism

Le dimanche 17 septembre, l'association Euralex parrainait un atelier sur la critique et l'évaluation des dictionnaires. Les discussions étaient davantage orientées vers des prospectives plutôt que vers l'établissement du bilan de réalisations passées. C'est donc sur les modalités d'évaluation et de critique des instruments lexicographiques de l'avenir que se sont penchés les participants aux ateliers. Le thème central était subdivisé en trois sous-thèmes :

- les dictionnaires monolingues pour locuteurs natifs;
- les dictionnaires monolingues pour locuteurs étrangers;
- les dictionnaires bilingues.

Les points suivants ont été discutés en petits groupes :

- le dictionnaire en tant que produit commercial qui projette une image chez l'utilisateur;
- la sélection et la présentation des éléments lexicaux;
- la sélection et la présentation des informations sémantiques;
- la sélection et la présentation des informations grammaticales;
- la sélection et la présentation des relations lexicales.

Lors de la plénière de l'après-midi, les participants ont fait le point sur les rapports entre le lexicographe qui veut décrire l'ensemble du lexique et l'éditeur limité par son budget.

Il est ressorti des discussions que les dictionnaires sont destinés d'abord à des utilisateurs, que les informations lexicales, sémantiques, grammaticales et associatives sont basées sur la compétence des utilisateurs, que les dictionnaires sont soudés aux réalités socioculturelles et à la vision du monde que chaque langue a élaborée, et que les lexicographes et les éditeurs sont souvent en conflit plus ou moins déclaré au sujet du produit à réaliser.

La synthèse de l'atelier fut confiée à un représentant des éditeurs qui a fait part des constats suivants :

- l'utilisateur est la cible privilégiée quand on décide d'élaborer et de mettre en marché un dictionnaire;
- l'éditeur et le lexicographe sont tenus de fournir une information simple, claire et concise;
- le dictionnaire est un très long texte qui prend beaucoup de temps à construire et qui doit avoir une fin même si, pour le lexicographe, il n'a jamais de fin;
- le texte lexicographique est fort complexe, d'où la nécessité d'un ordonnancement sans faille des informations;
- le lexicographe doit posséder les qualités qui lui permettront de respecter les objectifs, d'assurer des choix de valeur et de porter un jugement pertinent lorsque le besoin s'en fait sentir.

En conclusion de l'atelier, les participants ont proposé que l'association Euralex prépare un guide d'évaluation et de critique des dictionnaires. Il faudra cependant examiner attentivement la suggestion afin de voir si elle ne constitue pas une entrave à la liberté d'expression individuelle si précieuse à l'évaluateur et au critique.

3. Dictionaries in the Electronic Age

Le colloque central s'est déroulé le lundi 18 septembre et le mardi 19 septembre. Le contenu du programme était réparti en trois volets : les exposés (il y en a eu huit), la démonstration d'un logiciel lexicographique et une table ronde.

Les communications présentées ont permis de scruter quelques problèmes fon-

damentaux à l'heure où la lexicographie s'adapte aux technologies nouvelles de l'informatique, au moment où la plupart des étapes du travail dictionnaire prennent le chemin de l'automatisation complète ou une forme d'assistance par ordinateur.

Les thèmes retenus pour les exposés étaient les suivants :

- les ressources lexicales;
- l'édition des dictionnaires à l'ère de l'électronique;
- la documentation d'un dictionnaire de langue historique (*le Trésor de la langue française*);
- le corpus d'un dictionnaire de l'ancien anglais (*le Dictionary of Old English*);
- les rapports entre le lexique et le dictionnaire;
- les dictionnaires à des fins informatiques et les dictionnaires destinés à des utilisateurs humains;
- les relations entre les sens des mots;
- le codage des textes lexicographiques (la mise sur disque compact de l'*Oxford English Dictionary*).

Toutes ces discussions ont favorisé un examen modulé des rapports qui s'établissent entre la lexicographie, dont l'objectif est la production de dictionnaires, et l'informatique, dont le double rôle consiste à améliorer la préparation des dictionnaires et à servir d'outil pour la consultation des produits finis et disponibles sur disque optique compact ou sur disquette traditionnelle.

Les besoins se font donc sentir chez les chercheurs qui souhaitent disposer de bases de données textuelles (BDT) accessibles rapidement, moins coûteuses, et à l'abri des problèmes de propriété intellectuelle et de droits d'auteur. Deux remarques peuvent être formulées à ce sujet : 1. Si l'on pousse un tant soit peu l'examen de la création de bases de données lexicales (BDL), on s'aperçoit que le développement de BDL dépendra de plus en plus des BDT; 2. La multiplication des recherches dans les domaines des BDT et des BDL conduit à la nécessité de mettre au point des normes en ce qui regarde la constitution des bases de données.

L'examen concret de l'informatisation de deux vastes répertoires, l'*OED* pour l'anglais et le *TLF* pour le français, a bien mis en évidence deux étapes différentes du travail lexicographique. Dans le cas de l'*OED*, on a démontré comment l'information est programmée pour l'ensemble du dictionnaire; c'est donc la démarche lexicographique comme telle qui est explicitée ici. Pour le *TLF*, c'est un aperçu sur la documentation qui a été donné; on en est donc à la phase pré-lexicographique.

Par ailleurs, l'attention des participants aux colloques fut aussi attirée sur les objectifs actuels de la recherche en lexicologie et en lexicographie liée à l'ordinateur, à savoir :

- accroître les ressources existantes et en créer de nouvelles à l'intention des utilisateurs humains des dictionnaires;
- utiliser les dictionnaires automatisés pour accomplir des tâches traditionnelles et nouvelles grâce à l'aide apportée par l'ordinateur;
- établir des méthodes de transformation automatique de l'information contenue dans les dictionnaires imprimés à des fins d'exploitation et d'application informatiques.

Dans les rapports multiples entre la linguistique et l'informatique, l'aspect le plus difficile à saisir et à intégrer demeure la sémantique. C'est souvent là-dessus que bute l'intelligence artificielle, notamment les systèmes experts. Il faut donc accroître les capacités sémantiques des systèmes afin de les rendre plus performants, car dans l'avenir ils devront se comporter comme s'ils comprenaient les textes analysés.

Le texte qu'il faut coder constitue un autre volet important de l'informatisation de la lexicographie. Les informaticiens qui œuvrent à la réalisation d'un disque optique compact (DOC) lexicographique se heurtent tous à la masse des textes très particuliers qu'il faut manipuler et mettre en dictionnaire. Ceux-ci sont fort différents des autres types de bases de données traitées habituellement. Les textes lexicographiques présentent en effet des structures si diverses qu'aucun modèle de traitement existant ne vient faciliter leur analyse. Le marquage des textes devient donc primordial, comme on l'a bien vu avec l'expérience de l'*OED*.

Les problèmes examinés dans l'ensemble des communications ont fait l'objet de nombreuses discussions après chaque exposé. Les débats ont été entrecoupés par la démonstration d'un logiciel d'un poste de travail lexicographique automatisé pour l'italien. Le poste est modulaire, ses fonctions de base peuvent être consultées en permanence et il peut être amélioré constamment. Le logiciel a bien illustré comment peut s'accomplir une lemmatisation interactive entre une BDT et une BDL. Le logiciel peut aussi fonctionner en un mode bilingue.

Les ateliers et les démonstrations se sont terminés par une table ronde qui a rassemblé quatre spécialistes venus discuter des défis les plus immédiats et des défis futurs de la lexicographie. Parmi les sujets abordés, il faut retenir :

- la nécessité de resserrer les normes de la lexicographie;
- l'accroissement des relations entre les professionnels de la lexicographie (enseignants, lexicographes);
- la formation en lexicographie : pour les uns, elle doit se faire à l'université tandis que pour d'autres, il suffit d'acquérir ses connaissances sur le tas;
- les rapports entre les lexicographes et leurs employeurs;
- le temps consacré à la rédaction et à la consultation qui sera modifié et réduit grâce à l'informatique;
- la mise au point de dictionnaires à des fins informatiques par rapport à la transformation d'un dictionnaire informatisé.

Outre les problèmes soulevés par les panélistes, la discussion générale a conduit à s'interroger sur :

- la taille des dictionnaires imprimés par rapport aux DOC lexicographiques;
- les formateurs universitaires qui n'ont souvent qu'une compétence métalexicogra-

phique et maîtrisent mal les techniques de la rédaction;

- les rapports entre la lexicographie et l'informatique qui se multiplient constamment et se compliquent.

Au terme de ce fertile colloque, je constate que toutes les discussions furent extrêmement enrichissantes, que la lexicographie s'engage inévitablement dans une nouvelle ère qui modifiera considérablement les habitudes des lexicographes et des utilisateurs de dictionnaires. Nombre de problèmes ont déjà trouvé leur solution, mais la masse d'informations à maîtriser continue de croître à mesure que les connaissances augmentent et que la maîtrise des difficultés semble chose faite. Au delà de toutes les discussions, il reste une question cruciale à régler : les dictionnaires de demain seront-ils faits pour les ordinateurs ou pour les humains ?

4. L'atelier Developing Lexical Resources

Le mercredi 20 septembre, l'Association de linguistique computationnelle, Bellcore et les Presses de l'Université d'Oxford réunissaient plus de cent personnes qui ont participé à un atelier sur le développement des ressources lexicales. L'atelier était composé de sous-groupes qui ont discuté des sujets suivants :

- quelles sont les ressources lexicales disponibles et que fait-on pour les enrichir?
- quels sont les besoins de la communauté scientifique ?
- quelles sont les ressources dont disposent les éditeurs tant au point de vue matériel qu'au point de vue économique ?
- quels sont les logiciels disponibles et quelle est leur utilité réelle ?
- qu'en est-il des droits de propriété intellectuelle ?

- comment les gouvernements participent-ils à la recherche ?
- comment doit-on envisager l'avenir ?

La plénière a permis d'explorer les avenues envisageables afin d'apporter des solutions aux conflits d'intérêt apparents ou réels entre les différents groupes qui interviennent dans la réalisation des dictionnaires. Le nombre de chercheurs qui croît sans cesse et dont un certain nombre s'associent à des entreprises lexicographiques, les logiciels qui prolifèrent sans harmonisation aucune ni standard, les productions de dictionnaires qui se diversifient et dont la quantité augmente considérablement chaque année, les éditions nouvelles qui se rapprochent de plus en plus, les projets de coopération entre éditeurs de pays différents, sans compter la concurrence entre les DOC lexicographiques, tout cela crée parfois des divergences entre les spécialistes des dictionnaires. Ces questions ont fait l'objet d'analyses dans les ateliers. En raison du manque de temps, les échanges n'ont pas favorisé l'approfondissement de tous les problèmes soulevés. On a constaté, entre autres, que le manque de coordination est souvent à l'origine des conflits entre les intervenants dans un même dossier. L'amorce de réflexion qui a commencé en atelier et qui s'est poursuivie en séance plénière a cependant eu des effets positifs. Notamment, elle aura permis un dialogue fructueux et un contact direct entre tous les partenaires qui participent à l'aventure de la lexicographie moderne de l'anglais.

Note

Fifth Annual Conference of the University of Waterloo Centre for the New Oxford English Dictionary: Dictionaries in the Electronic Age, St. Catherine's College, Oxford (Angleterre), 18-19 septembre 1989.

Compact Disks: A New Means of Distributing Terminology Banks and Dictionaries¹

by Christine Leonhardt

Compact disks with read-only memory, or CD-ROMs, can store over 550 megabytes of data. Those 550 million characters represent the equivalent of more than 1,400 standard floppy disks, or 250,000 printed pages. Because of their tremendous capacity, CD-ROMs were originally perceived as simply another new storage medium. However, when this kind of storage capacity is readily available, information distribution begins to be viewed in a different light.

In addition to the sheer volume of information that can be stored on them, a number of other factors have contributed to the growing acceptance on the part of publishers of CD-ROM as an excellent distribution medium. For one thing, the contents of the disk cannot be modified or removed by users in any way. Further, CD-ROMs are not at all susceptible to magnetic interference, since magnetism is not the technology used to store the data. (Rather, microscopic pits are created in the disk's surface. When a laser beam inside a special CD-ROM player is used to read the disk, its light is reflected back from the pits and the intervening flat surfaces in a manner that can be translated into the binary code understood by computers.) As a further safety measure, the CD-ROM has a hard, transparent coating over the pitted substrate. Their replication costs are such that these disks often constitute the least expensive way to disseminate large amounts of computer-readable information. CD-ROMs are easy to transport, and are less vulnerable to scratches, dust, and spills than are other media. In addition, since they are never subject to mechanical wear while being read — after all, the only thing that touches them is light — they have a very long life expectancy.

These characteristics in themselves make the technology attractive to publishers. From both the user's and the publisher's points of view, though, the real excitement comes with the discovery of just how well information can be exploited when CD-ROM technology is incorporated

into the rapidly evolving field of microcomputing. By creating powerful search and retrieval software and manipulating data to achieve optimum performance, system integrators are helping publishers find ways to make the most of the contents of the CD-ROM publication.

All of the information stored on a CD-ROM is, after all, virtually useless unless there is a way of accessing it in an intelligent, useful, and efficient manner. This is accomplished by extensively indexing and cross-referencing the data. On many CD-ROM products, much of the disk space is actually occupied by indexes and pointers that enable users to perform intelligent searches and retrieve pertinent documents.

The user interface provided can contribute greatly to the user's understanding of how to query the CD-ROM database. This is the part of the search software that allows commands to be entered and search results to be displayed. Such an interface can supply menus and windows, or emphasize the use of function keys to enter commands. The design of pleasing yet powerful user interfaces is of particular concern these days, and CD-ROM producers are both contributing to and benefiting from recent developments in this area.

As a result of the storage, search, and retrieval technology used with CD-ROM publications, their contents can be accessed and used to a far greater extent than is possible with conventional documents. This is the characteristic that makes the CD-ROM version of a publication so much more valuable a tool than its paper-bound counterpart. As a bonus, the desired information can be retrieved almost instantaneously.

A number of CD-ROM products available today or in the near future are of particular interest to translators and terminologists. These include unilingual and multilingual dictionary databases, bilingual and multilingual term banks, and

encyclopedias. I have collected information about as many of these publications as possible and compiled it into the appendix accompanying this paper before leaving this workshop. The CD-ROM publications in question include two term banks, TERMIUM and TERMDOK 89. The TERMIUM CD-ROM includes the French-English portion — some 900,000 records — of the Canadian government's Linguistic Data Bank. (At this time, a prototype version is being tested by almost 200 clients; if all goes as planned, this database will be commercially available in April.) TERMDOK 89 is a multilingual database of technical terminology taken from seven different term banks prepared by the Swedish Centre for Technical Terminology.

Harrap Ltd distributes two multilingual dictionary databases that are soon to be integrated into a single publication comprising 18 dictionaries, with 12 languages.

The unilingual CD-ROM dictionary databases include *Merriam-Webster's Ninth New Collegiate Dictionary* and *The Oxford English Dictionary*.

Other unilingual dictionaries have been integrated into or exploited to create databases of writing tools. *Microsoft Bookshelf*, for example, includes the *American Heritage Dictionary* among its ten reference works, while ZYZOMYS includes *Le Dictionnaire de notre temps* and *Le Dictionnaire de synonymes* by M. Bénac. Publication of *Le Robert Électronique* in Canada is scheduled for January; this CD-ROM is not simply *Le Grand Robert de la langue française* on a computer medium, though. The contents of the database prepared for the new edition of *Le Grand Robert* were used to create a set of writing tools that include a spelling checker/corrector, a verb conjugator, and a thesaurus.

The encyclopedia category of CD-ROM publications includes the *New Grolier Electronic Encyclopedia*, a new edition of one

of the first CD-ROM products intended for the general public which now boasts a greatly improved search and retrieval system. While the *McGraw-Hill Science and Technical Reference Set* has been available for some time, a multimedia (that is, incorporating text, images, and sound) CD-ROM version of the Compton encyclopedia is scheduled for publication by Britannica early in 1990.

As is the case with *Le Robert Électronique*, none of these products is simply a clone of its original incarnation. Searches in the unilingual CD-ROM dictionaries, for example, can be performed not only on the headwords, but on the definitions, on etymologies, on phonetic representations, on synonyms, or on other elements of the lexicographic entry. Access to information is consequently greatly enhanced compared to the book form of each dictionary, which is essentially searchable only on the headwords.

The multilingual databases include information taken from bilingual or multilingual sources. Because the original documents can nonetheless be distinguished from one another in the CD-ROM database, users can compose very precise search requests when this seems advisable. For example, these multilingual databases offer the possibility of restricting searches to a single pair of languages, or of retrieving equivalents in all available target languages. Similarly, searches can be restricted to a particular dictionary or can be performed on the entire contents of the CD-ROM.

Especially clever, though, is the possibility of automatically extending a search by turning around and requerying the database using the target-language equivalent retrieved in an initial search. *The Harrap's* CD-ROM, for example, is made up of a number of bilingual dictionaries in which one of the languages is English. Although there is no French-German dictionary in the CD-ROM database, the effect of having one can be created. Performing an initial search using the French word will provide the English translation. A second search can then be performed in the English-German dictionary, and will hopefully provide the German translation of the English translation of the source French word. By using English as the pivot language, numerous language-pair combina-

tions are in fact possible because the appropriate documents have been stored in the CD-ROM database.

With TERMDOK 89 it is also possible to extend a search by selecting any one of the words in a record retrieved in one search, including those found in the definitions, and then automatically using that word as the subject of the next query.

Most of these products offer the option of browsing in the alphabetical indexes of search words, which is a valuable feature — much appreciated by TERMIUM users — that allows you to note related words or alternate word forms that you may not have thought of including in your search request. With products such as TERMIUM and *Harrap's*, you can select multiple items from the index and instruct the software to retrieve the documents related to all of them.

Some of these publications automatically perform the search using all index items that begin with the series of letters you input. For example, unless you specify otherwise, by using the word **window** as your search key, you will access all records for **windows**, **windowing**, **windowpane**, and so on.

Obviously, the search possibilities included with each CD-ROM product were created with that publication's contents and probable use in mind. TERMIUM, for example, is a database designed for and oriented towards translators and translation. In this case, it is essential to provide access via the terms designating the concepts for which terminology records were prepared. Every main and secondary entry therefore appears in the indexes of English and French terms. To allow users to make the most of the available linguistic information, additional indexes were prepared. They are made up of all of the individual words comprising the terms and textual supports in each language. Consequently, if a search for the exact equivalent of a given term is unsatisfactory, the database can be searched for records on related concepts that may indirectly supply the desired equivalent term. On the other hand, for a number of reasons, it was decided not to include an index of subject fields.

A major advantage, from the translator or writer's point of view, of many of the products I have mentioned is that they can be used as either memory-resident or stand-alone programs. While resident in your microcomputer's memory, such a program can be started up from your word processing software, allowing you to consult your reference documents quickly and easily, and hopefully without derailing your train of thought. You may even, depending on the product, be able to copy some of the information retrieved directly into your word-processing document with a couple of keystrokes. In the case of TERMDOK 89 or *Harrap's*, you may copy an equivalent term or word; consultation of *Le Robert Électronique* may lead you to copy an entire quotation or replace one of the words in your text with a synonym.

To put it briefly, more and more interesting reference works are becoming available on CD-ROM. Almost as importantly, they are being made according to an internationally accepted standard, ISO-9660. Further, the tricky problem of ensuring that the CD-ROM reader, the microcomputer, and DOS understand each other has essentially been resolved, thanks to a product called Microsoft MS-DOS CD-ROM ExtensionsTM, which is becoming a de facto standard to which manufacturers of CD-ROM readers are conforming.

You can assume that you will be able to successfully consult a particular CD-ROM product if you have ensured that (a) the CD-ROM reader you have is compatible with Extensions; (b) you have a copy of the Extensions software installed on your microcomputer; (c) that you are using MS-DOS² 3.1 or later; and (d) that the publisher of the CD-ROM product states that the CD-ROM was made according to the ISO-9660 or High Sierra format. Incidentally, it is becoming possible to use the same CD-ROM in either a Macintosh or an IBM/DOS environment (an example is TERMDOK 89).

While some of the "older" CD-ROM products do not yet conform to these standards, they soon will have to if their publishers want them to be successful. Because of the increasing availability of compatible software and hardware, the power and flexibility of CD-ROM search

and retrieval software are putting the contents of your favourite reference tools at your fingertips.

Notes

1. Text of paper presented at the Association of Translators and Interpreters of Ontario's annual conference held in Ottawa on October 27 and 28, 1989

2. MS-DOS CD-ROM Extensions is a trademark of Microsoft Corporation.

References

Buddine, Laura and Elizabeth Young. *The Brady Guide to CD-ROM*. New York, NY: Prentice Hall Press, 1987.

"CD-ROMS: Computer Data on CDs," *Computer Buyer's Guide*, 1989, V. 3, No. 1, pp. 61-62.

DeMaria, Rusel. "Microsoft's Bookshelf," *BYTE*, 1988, V. 13, No. 1, pp. 176-178.

Holtz, Frederick. *CD-ROMS: Breakthrough in Information Storage*. Blue Ridge Summit, PA: Tab Books Inc., 1988. 215 p.

Kahn, Paul. "CD-ROM Rocks the Ox," *CD-ROM Review*, V. 3, No. 8, pp. 14-16.

Launet, Édouard et Jean Segura. "CD-ROM, CD-I et DVI les nouveaux horizons du disque compact," *Science et Technologie*, 1988, n° 10, pp. 46-57.

Microsoft CD-ROM Yearbook, 1989-1990. Redmond, WA: Microsoft Press, 1989. 935 p.

Multilingual Dictionary Database: User's Manual. London: Harrap Ltd., 1988. 37 p.

Pournelle, Jerry. "Disasters and Diversions," *BYTE*, 1989, V. 14, No. 10, pp. 115-126.

Ropiequet, Suzanne, ed. *Optical Publishing*. (CD-ROM, Volume 2) Redmond, WA: Microsoft Press, 1987. 358 p.

Tiampo, Janet M. "Out of the Race," *CD-ROM Review*, 1988, V. 3, No. 3, pp. 35-40.

— — . "Spotlight: Settling On Mac," *CD-ROM Review*, 1988, V. 3, No. 3, p. 52.

User's Manual: CD-WORD 12 + 1. Tokyo, Sansyusya Publishing Co., Ltd. 40 p.

Zilber, Jon. "Optical Horizons," *MacUser*, 1988, V. 4, No. 6, pp. 157-167.

ZYZOMYS: Manuel d'utilisation. Paris: Act informatique et Hachette, 1988. 40 p.

Appendix

Term Banks Dictionaries and Encyclopedias on CD-ROM

System Requirements for "Standard" CD-ROMs

Many of the products in the following list conform to the new ISO standard for the creation of CD-ROM files. The standard in question is ISO-9660; you may also come across the description "High Sierra format" when you talk to publishers or distributors about CD-ROM; the ISO standard was based on the High Sierra proposed format.

If a CD-ROM was not created according to the standard (and if it dates from before 1987, it probably wasn't), the installation of the software required to access the CD-ROM often involves some unexpected complication. It will undoubtedly work, but it may interfere with other applications you have on your microcomputer.

In order to consult an ISO-9660 formatted CD-ROM on an IBM type of microcomputer, you will usually require a software product called MS-DOS CD-ROM Extensions. Often this software is sold to you when you buy your CD-ROM reader. However, if you bought your reader a year or so ago, you may have to buy a copy of this software (\$60-\$80); be sure to specify the make and model of your reader in your order, and that you want version 2.0 or a later version.

Installing the Extensions software is a very straightforward process. Once it has been installed, consulting a variety of CD-ROM products is similar to reading a floppy diskette or the hard disk drive.

Here is the compatibility story in a nutshell:

any CD-ROM made according to the ISO-9660 or High Sierra format can be accessed under DOS on a microcomputer running Extensions to which is connected a CD-ROM reader that is compatible with Extensions.

Term Banks

TERMDOK 89

Description:

a multilingual database of technical terminology; languages include Swedish, English, French, German, Spanish, Russian, Danish, Norwegian, Finnish

Contents:

Glossaries of the Swedish Centre for Technical Terminology
Swedish standards
Document extracts prepared by the Swedish Centre for Technical Terminology
Term bank of the Norwegian Council for Technical Terminology
Finnish data bank of standards and glossaries
100,000 English/French records extracted from TERMIUM
47,000 English/French records extracted from NORMATERM

Functionality:

memory-resident or stand-alone application
ISO-9660
3 working languages (English, French, Swedish)
retrieval software included on CD-ROM
introductory lesson included on CD-ROM
free-text and structured searching
capability of extending search so that the target-language equivalent of one search automatically becomes the source-language search term of the next
capability of selecting a word from a retrieved record and automatically using it as the key for a new search
capability of restricting search to certain databases
capability of combining search terms using Boolean operators
capability of browsing in index
capability of displaying up to 4 retrieved records at a time through windowing
unless otherwise specified, all words beginning with the characters comprising the search word are retrieved

search history provided
notebook feature allows temporary storage of up to 2,000 characters which can then be printed, saved on disk, or pasted into background program (i.e. word processor)

System Requirements:

IBM PC/XT/AT or compatible micro-computer
640 kilobytes RAM
MS-DOS or PC-DOS 3.1 or later
MS-DOS CD-ROM Extensions 2.0 or later
CD-ROM reader compatible with Extensions
OR

Macintosh II, SE, Plus
1 megabyte RAM
CD-ROM reader

Publisher:

Walters Lexikon
P.O. Box 119
S-16126 Bromma, Sweden
Telephone: 011-46-8-26-1470

Distributor:

same as above

Price:

SEK 5,900 (about US\$1,000)

Update schedule:

annual

Availability:

Since spring 1989

TERMIUM

Description:

Bilingual (English/French) database of terminology in all subject fields

Contents:

900,000 English/French records extracted from the Canadian government's Linguistic Data Bank

Functionality:

Spring 1990 edition will be formatted according to ISO-9660 (existing edition is not)
interface available in French or English
indexes of English terms, French terms, English words, French words
capability of browsing through index
capability of combining selections using Boolean operators

capability of selecting multiple items from index for combined "OR" search
capability of copying records to disk or to printer
capability of creating alternate display formats

System Requirements:

IBM PC/XT/AT or 100% compatible microcomputer
640 kilobytes RAM
MS-DOS or PC-DOS 3.1 or later
MS-DOS CD-ROM Extensions 2.0 or later
CD-ROM reader compatible with Extensions

Publisher:

Department of the Secretary of State of Canada
Official Languages and Translation Terminology and Linguistic Services
Promotion and Co-ordination
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0M5
Fax: (819) 994-3670
Contact persons:
Christine Leonhardt
Telephone: (819) 997-7929
John Carey
Telephone: (819) 997-0852

Distributor:

not yet determined; write to above address

Price: CAN\$1,500 (annual subscription) (approx)

Update schedule:

3 updated CD-ROMs per year

Availability:

April 1990

Unilingual dictionaries

(including those integrated into sets of writing tools)

The Original Oxford English Dictionary

Description:

well-known unilingual dictionary providing the history of English vocabulary

Contents:

the 12 volumes of the original Oxford published in 1933 (does not include supplements published between 1958 and 1986); provides word derivations, quota-

tions, trivia associated with any particular word. 42 million words, 252,259 entries, 1.86 million quotations

Functionality:

not memory resident
separate indexes provided for lemma, etymology, sense, usage labels, quotations (date, author, word, text of quotation)
capability of storing search profiles
special codes for characters esp. in etymologies

System Requirements:

IBM PC/XT/AT or 100% compatible
640 kilobytes RAM
MS-DOS or PC-DOS 3.1 or later
Hitachi, Philips or Sony CD-ROM reader

Publisher:

TriStar Publishing
475 Virginia Drive
Fort Washington, PA 19034
Telephone: (215) 641-6200

Distributor:

Oxford University Press
200 Madison Ave.
New York, NY 10016
Telephone: (212) 679-7300

R.R. Bowker

245 West 17th St.
New York, NY 10011
Telephone: (212) 337-6989

Price: Single-disk version: US\$950

Update schedule:

none

Availability:

available since early 1988; the CD-ROM version of the recently published New OED is presently under development and will be available within two years. Owners of the current edition will be able to obtain the update by paying the difference in price between the two editions.

Le Robert Électronique

Description:

ensemble d'outils d'aide à la rédaction fondé sur la base de données à partir de laquelle on prépare la nouvelle édition du *Grand Robert de la langue française*

Contents:

Nomenclature de 100 000 entrées; dictionnaire de 80 000 articles; anthologie littéraire de 160 000 citations; recueil d'éléments analogiques comprenant 1 000 000 de synonymes, homonymes, dérivés, composés et contraires; liste d'abréviations et de signes conventionnels; annexe bibliographique.

Functionality:

ISO-9660

memory-resident or standalone application
text can be cut and pasted into word processing document

access through phonetic representations
complete conjugation of 10,000 verbs available

spell checker available

System Requirements:

IBM PC/XT/AT and compatibles

512 kilobytes if used as memory resident program; 256 kilobytes if only main modules are used

MS-DOS or PC-DOS 3.1 or later

MS-DOS CD-ROM Extensions 2.0 or later

CGA, EGA or VGA display card

CD-ROM reader compatible with Extensions

Publisher:

Les Dictionnaires Robert

107, avenue Parmentier

75011 Paris

Telephone: 011-1-33-43.57.73.13

Fax: 011-1-33-43.57.36.11

DICOROBERT INC.

543, boul. Lebeau

Québec (Québec) H4N 1S2

Téléphone : (514) 745-0510

Fax : (514) 745-3406

Contact person:

Alain Duval

Directeur de Collection

Bureau van Dijk

57, boulevard de Montmorency

75016 Paris

Telephone: 011-33-1-45.24.49.10

Fax: 011-33-1-45.25.08.04

Contact Person:

Eric Gandibleu

Distributor:

unknown (probably will be same as for printed Robert dictionaries)

Price: not yet determined for Canada; in France, 6 600 F HT + TVA 18,60% = 7 709 F TTC + shipping

Update schedule:

not yet determined

Availability:

in France, November 1989; in Canada, January 1990

Macintosh version to be available in June 1990

Merriam-Webster's Ninth New Collegiate Dictionary**Description:**

The full text, illustrations, and recorded pronunciation of every headword in the paper version of *Webster's Ninth*

Contents:

160,000 definitions

Functionality:

phonetic representations provided

standard American pronunciation digitally recorded

text can be displayed in normal or large characters

artwork found in dictionary is included on CD-ROM

includes sections on person and place names

System Requirements:

Macintosh SE or II or Plus

1 megabyte RAM

CD-ROM drive with SCSI connector (e.g. AppleCD SC or NEC)

Publisher:

Highlighted Data, Inc.

Washington-Dallas International Airport

P.O. Box 17229

Washington, DC 20041

Telephone: (703) 241-1180

Contact person:

Anne-Marie Barker

Distributor:

Same as above

Price: US\$199.95

Update schedule:

none

Availability:

available since early 1988

ZYZOMYS**Description:**

« Le Dictionnaire électronique de notre temps »; set of writing tools created using the contents of the three publications included on the CD-ROM

Contents:

Le Dictionnaire de notre temps, *Le Dictionnaire de synonymes* by M. Bénac and *L'Atlas pratique*. 50 000 noms communs, 20 000 noms propres, règles d'orthographe, tableau des monnaies, principaux proverbes, atlas avec 8 500 noms de lieux et 80 cartes géographiques

Functionality:

ISO-9660

not memory resident

use of mouse strongly recommended

verb conjugation

word division suggestions

synonym retrieval

search by word, by group of letters, by date
extraction of dictionary items by "theme"
(there are 171 specialized topics)

access to map if search word is place name
clipboard available to cut information to be
pasted into another application

capability of copying information to disk or
to printer

capability of automatically querying a word
selected from the definition of another
word (up to 5 such search extensions
allowed)

list of 350 000 variant forms of defined
words

System Requirements:

IBM PC/XT/AT and compatibles

640 kilobytes RAM

Hard disk drive recommended

Mouse (Microsoft or Logitech) recommended

EGA card recommended

MS-DOS 3.1 or later

MS-DOS CD-ROM Extensions 2.0 or later

CD-ROM reader compatible with Extensions

Publisher:

Act Informatique

12, rue de la Montagne Sainte-Geneviève

75005 Paris

Telephone: 011-33-1-46.33.72.60

Fax: 011-33-1-46.33.95.73

Contact Person:

Michèle Dell-Prane

Directrice Applications CD-ROM

Distributor:
same as above
Price: 3 600 F

Update schedule:
annual

Availability:
available now

Microsoft Bookshelf

Description:
a reference library of useful writing tools

Contents:
The American Heritage Dictionary; The World Almanac and Book of Facts; U.S. ZIP Code Directory; Bartlett's Familiar Quotations; The Chicago Manual of Style, 13th ed.; *Roget's II: Electronic Thesaurus*; *Business Information Sources*; Houghton Mifflin Spelling Verifier and Corrector; Houghton Mifflin Usage Alert; Forms and Letters

Functionality:
High Sierra format
memory-resident or standalone program
compatible with many word processing products
learning program included on CD-ROM
capability of copying 50 lines of text at a time into the clipboard
dictionary: searches on headwords, combinations of words in definitions
thesaurus: multiple searches, cross-referencing of results, automatic replacement of word in word-processing document
spelling verifier and corrector: phonetically based; checks word on screen; automatic replacement of word in word-processing document
usage alert: displays usage rules, if any, for word identified
manual of style: searched using key words; provides writing rules
almanac: queried by combining search criteria
quotations: searched by author or subject; multiple criteria can compose search request
business info: searched by subject
ZIP codes: can either type in address or use address already entered in word-processing document to perform search

forms and letters: searched by topic; entire template can be imported into word-processing document
can be removed from RAM
will work in networks
does not work with all multitasking software

System Requirements:
IBM PC/XT/AT and 100% compatibles;
PS/2, all models
512 kilobytes RAM minimum for hard drive, 640 kilobytes RAM minimum for floppy disk systems and use with word processor
MS-DOS or PC-DOS 3.1, 3.2 or 3.3 (not OS/2)
MS-DOS CD-ROM Extensions 2.0 or later
Microsoft or PC mouse recommended
compatible word processor recommended
CD-ROM reader compatible with Extensions, and appropriate interface card

Publisher:
Microsoft Corporation
16011 NE 36th Way
P.O. Box 97017
Redmond, WA 98073-9717
Telephone: (206) 882-8080
Fax: (206) 883 8101
Contact Person:
Linda Mitchell
Product Marketing
Multimedia Publishing Group

Distributor:
same as above
Price: US\$ 295
Network Price: Server: US\$295
Additional nodes: US\$65 / workstation

Update schedule:
none

Availability:
available since 1987

Encyclopedias

The New Grolier Electronic Encyclopedia

Description:
A unilingual general-knowledge encyclopedia

Contents:
the 21 volumes of the *Academic American Encyclopedia*; 33,000 articles; 9 million words (4,000 new and revised articles compared to the first edition)

Functionality:
ISO-9660
capability of accessing full text of articles, factboxes and bibliographies
capability of extending searches using links that automatically access related articles
capability of having up to 10 windows of retrieved information open at once
capability of reviewing search history
capability of narrowing searches to articles or paragraphs
capability of truncating words to search for all variations of the root word
capability of copying full or partial text to disk or to printer
capability of browsing through articles
capability of combining search criteria with operator WITH
capability of viewing two windows at once using split screen
can work in network

System Requirements:
IBM PC/XT/AT, PS/2 or compatibles
512 kilobytes RAM
MS-DOS 3.0 or later
CD-ROM drive with appropriate controller card (Philips CM100, Hitachi 1502S, 1503S, Amdek Laserdek, Sony CDU100)
(MS-DOS CD-ROM Extensions not required for these readers)

OR

Macintosh Plus, SE or II
1 megabyte RAM
CD-ROM reader with SCSI interface:
AppleCD SC, Denon DRD253, Hitachi CDR1553S, Toshiba XM3201-MAC

Publisher:
Grolier Electronic Publishing, Inc.
Sherman Turnpike
Danbury, Connecticut 06816
Telephone: (203) 797-3500
Fax: (203) 797-3197
Contact person:
Maryanne Piazza
Director of Marketing
(203) 797-3365

Distributor:
same as above
Price: US\$395

Update schedule:
none

Availability:
available now

Multilingual dictionaries

CD-WORD 12 + 1

Description:

a compilation of 18 bilingual or multilingual dictionaries in 12 languages. Note that this is the replacement for the original *Harrap's Multilingual Data Base CD-ROM*, and that the title may change when the new edition becomes available.

Contents:

Harrap's Shorter French-English, English-French Dictionary;

Harrap's French-English, English-French Dictionary of Data Processing;

Harrap's French-English, English-French Science Dictionary;

Harrap's Concise German-English, English-German Dictionary;

Harrap's Business Dictionary: English-French, French-English;

Compact Dictionary of Exact Science and Technology, English-German, German-English;

Spanish - English, English - Spanish Dictionary;

Il Nuovo Ragazzini, English-Italian, Italian-English Dictionary;

Five Language Dictionary — English-German-French-Italian-Spanish;

Dutch-English, English-Dutch Dictionary;

Norwegian-English Dictionary, English-Norwegian Dictionary;

Swedish-English Dictionary, English-Swedish Dictionary;

Finnish-English Dictionary, English-Finnish Dictionary;

Danish-English Dictionary, English-Danish Dictionary;

American Idioms Dictionary;

Dictionary of Science and Technology, English-German-Japanese;

English-Japanese, Japanese-English Dictionary;

English - Chinese, Chinese - English Dictionary;

7 million words

Functionality:

ISO-9660

memory-resident or stand-alone program compatible with most, but not all, other terminate-and-stay resident programs

capability of searching for translations in language pairs that do not include

English, using English as the key file of kanji characters for Japanese and Chinese provided

when consulted from word processing document, CD-ROM information appears in top half of screen, word processing in bottom

capability of selecting languages or dictionaries

capability of searching on headwords and/or sub-headwords and examples; searching in reverse order of target/source languages; searching on last compound element of multi-word expressions; main words of idioms

information in retrieved records is colour-coded

capability of searching in translation mode or in dictionary mode

can select multiple items from wordlist (index) and perform search on all of them at once

cannot be used in networks

System Requirements:

IBM PC/XT/AT or compatibles

256 kilobytes RAM

MS-DOS or PC-DOS 3.1 or later

EGA display card

PC-AT keyboard

CD-ROM reader

(According to the information I have, MS-DOS CD-ROM Extensions is not required for Philips, Sony, Hitachi, Toshiba, JVC or Sanyo CD-ROM readers; this should be checked before the product is purchased, however.)

Publisher:

Sansyusya Publishing Co., Ltd.

1-5-34, Shitaya, Taito-Ku

Tokyo / 110 Japan

(Partner: Harrap Ltd.)

Telephone: 011847-2581

Fax: 0113-843-5190

Contact person:

Kanji Maeda, President

Distributor for Canada:

Harrap Ltd.

Chelsea House

26 Market Square

Bromley Kent BR1 1NA

England

Attention:

Mr. Jean-Luc Barbanneau

Editorial Director

Telephone: 011-44-1-313-3484

Price: £600 + VAT

Availability:

While the CD-WORD product exists according to Sansyusya Publishing, the people at Harrap's seem unaware of it; according to them, they are working with Sansyusya to produce a new CD-ROM for January 1990. In the meantime, it is possible to get copies of the Harrap's CD-ROM Multilingual Data Base, but this disk was created before the ISO standard existed, and you have to specify what kind of CD-ROM player you use when you order it.

Other products

A number of other CD-ROM publications appear in lists of available products that I have consulted, but I do not have much information about them. In case one of the titles could pique your interest, I am supplying whatever information I do have. Some of the prices listed could not be confirmed.

Publisher:

John Wiley & Sons Inc.

International Dictionary of Medicine and Biology

Kirk-Othmer Encyclopedia of Chemical Technology

1200 articles taken from the 25-volume set, plus supplements, indexing, abstracts, and 6000 tables; for IBM PC/XT/AT, 640 K RAM; US\$895.

Mark Encyclopedia of Polymer Science and Engineering

19 volumes of articles dealing with the evolution of polymer technology in recent years; for IBM PC/XT/AT, 640 K RAM; US\$3,200.

according to Helen Ramsey, Software Editor, these publications are being updated at present, so no information about them is being distributed.

Here is Helen Ramsey's address:
John Wiley & Sons Limited
Baffins Lane
Chichester
West Sussex PO19 1UD, England
Telephone: 011-44-243-770377
Fax: 011-44-243 775878

McGraw-Hill CD-ROM Science and Technical Reference Set

Publisher:
McGraw-Hill Book Company
11 West 19th Street
New York, NY 10011
Telephone: (212) 512-2000

Includes the *McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms* and *The Encyclopedia of Science and Technology*.

Price: US\$300

Navigation aérienne (true title unknown)

Publisher:
Aérospatiale (Toulouse)

Four-language dictionary (French, German, English, and Spanish) dealing with air navigation technology.

For further information, contact:
Eric Gandibleu
Bureau van Dijk
57, boul. de Montmorency
75016 Paris
Telephone: 011-33-1-45.24.49.10
Fax: 011-33-1-45 25 08 04

Standards CD-ROM — France, Germany, United Kingdom

For further information, contact:
Claire Cambours
Service information
AFNOR
Tour Europe — Cedex 7
92080 Paris La Défense
Fax: 011-33-1-42 91 56 56

Visual Dictionary

Development of this product on CD-ROM was discontinued by the publisher, Facts on File.

Dictionnaire économique et commercial Le Gabler

Created by EPS (Electronic Printing Services), a subsidiary of Bertelsmann.

Trademarks

1. IBM PC, IBM XT, IBM AT, PS/2, OS/2, PC-DOS are trademarks of International Business Machines.

2. MS-DOS and MS-DOS CD-ROM Extensions are trademarks of Microsoft Macintosh SE-11 Plus, Apple CD SC are trademarks of Apple.

La terminologie se taille une place dans les industries de la langue

par Monique C. Cormier

Plus de 80 participants ont assisté le 23 novembre 1989 à la demi-journée de réflexion sur la terminologie à l'ère des industries de la langue. Cette rencontre était organisée par la Section des terminologues (SECTER) de la Société des traducteurs du Québec. Devant l'intérêt qu'avait suscité l'exposé sur la terminotique donné au Congrès de la STQ du 13 juin dernier, la SECTER a voulu approfondir la question et a invité des spécialistes des industries de la langue (IDLL) à exprimer leur point de vue.

M^{me} Marielle Hébert, de Lingua Inc., a lancé le débat en insistant sur l'urgence pour les terminologues de se familiariser avec les nouveaux outils informatiques et de prendre une part plus grande dans le développement des IDLL. M. Pierre Auger, de l'Université Laval, a fait état du flou qui

entoure encore le concept des industries de la langue et a proposé différentes définitions. Il a aussi brossé un tableau des vastes horizons qui s'ouvrent aux terminologues, notamment en ce qui a trait à l'automatisation et aux systèmes de gestion de bases de données (SGBD) de 4^e génération. Il a enfin rappelé l'importance du couple linguistique-informatique en recherche-développement.

Pour sa part, M. Jean-Claude Corbeil, directeur linguistique aux Éditions Québec-Amérique, a insisté, lui aussi, sur les grandes perspectives qu'offrent les IDLL. Si les terminologues ont du mal à trouver leur voie dans cet univers technologique, il est cependant essentiel pour l'avenir de la profession qu'ils s'y engagent. Pour ce faire, il leur a notamment suggéré d'acquiescer une formation de base en informatique.

M. John Chandioux, président de John Chandioux experts-conseils, a traité du rôle du terminologue en traduction assistée par ordinateur : il a montré comment et pourquoi la TAO n'est pas encore mûre pour l'intégration des terminologues au processus. Enfin, M. André Dugas de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a proposé différentes filières de formation pour les terminologues désireux d'en connaître davantage.

Le premier colloque international sur les IDLL à se tenir à Montréal est prévu pour novembre 1990. Les grands intervenants du domaine devraient y participer. Nul doute qu'on y traitera à nouveau de la place de la terminologie et que nous pourrions alors mesurer le chemin parcouru en un an.

Industries de la langue et filières de formation¹

par André Dugas

Présentation

En présence d'un auditoire composé en majorité de terminologues, il est à propos de souligner au départ que le terme **industries de la langue** est très récent. Il a été lancé en 1984 par Jean-François Dégremont, haut fonctionnaire du ministère français de la Recherche et de la Technologie, dans un texte intitulé précisément : « L'émergence d'une industrie de la langue ». Le journaliste Bernard Cassen, chargé spécial de mission, remettait l'année suivante à ce même ministère, un rapport dont les titre et sous-titre sont « Les industries de la langue — un grand enjeu culturel, scientifique et technologique pour la France ». (Cassen 1985)

Dans ce rapport, M. Cassen fait un premier constat : si le français demeure une valeur sûre à l'étranger, bien des scientifiques (qui veulent être lus par les anglophones) succombent à la tentation du « tout anglais » et cela fait très mauvaise presse à notre langue. Il faut invoquer, à ce sujet, l'humiliante volte-face qu'a dû effectuer récemment la direction d'une revue scientifique² qui s'était anglicisée. Volte-face d'autant plus humiliante qu'elle dépendait surtout de l'intervention énergique d'un chercheur québécois!

Un deuxième constat. L'auteur du rapport souligne que la France a pris du retard dans la « naturalisation » des logiciels; on y lit qu'il est possible d'admettre à la rigueur les instructions fournies en anglais seulement quand elles appartiennent aux langages informatiques, mais que les simples commentaires et même les messages affichés à l'écran soient aussi en anglais est jugé tout à fait intolérable.

D'autres constats suivent. Les Français se rendent compte que, même s'ils devaient être traduits, ces logiciels demeureraient néanmoins des produits culturels étrangers véhiculant une vision du monde qui peut s'éloigner passablement de la leur. Ils vivent depuis longtemps une expérience connue des Québécois et des Canadiens : ils viennent de s'apercevoir qu'être assis entre deux langues dans sa propre maison n'est guère confortable!

Ils mesurent aussi tout d'un coup que des progrès formidables ont été accomplis un peu partout dans la fabrication, la diffusion et l'amélioration de produits informatiques rédigés en anglais comme des logiciels de traitement de texte ou des outils d'aide au stockage de données puis de gestion de bases de données. Par contre, la recherche des produits équivalents en français est infiniment moins importante.

Il faut donc se rendre à l'évidence : c'est un retard colossal qu'il faut rattraper et « le coût de l'investissement linguistique et informatique » qu'exige le rattrapage « peut devenir tel que le marché ne sera plus suffisant pour l'amortir; ... il y aura nécessairement un surcoût à assumer pour que le français puisse être présent dans tous les systèmes avancés. » (Cassen 1985, p. 4-6)

La conclusion de ce rapport est nette : « les langues qui ne s'industrialiseront pas, cesseront à un terme plus ou moins bref, d'être véhiculaires, parfois même dans d'importants secteurs d'activité des pays où elles sont parlées ». (Cassen 1985, p. 4-6)

Enfin, une proposition vise au « lancement d'un programme national de description de la langue française écrite et parlée, de « mise à plat », pour l'usage par des ordinateurs ». (Cassen 1985, p. 4-6)

On connaît la suite. Le français allait devenir un objet de commerce, un produit industriel en soi. Les Sommets francophones sont des lieux privilégiés pour développer les idées maîtresses rapportées ci-dessus et pour tenter d'y donner suite.

Le Québec, pourtant habitué aux batailles de rues mais aussi aux grands combats linguistiques, ne semble pas participer à la mesure de ses ressources à cette vaste entreprise. Que des spécialistes langagiers veuillent s'informer davantage indique peut-être un début de retournement de cette situation.

Je vais présenter aux spécialistes qui œuvrent dans l'un des secteurs névralgiques du développement de ces industries, en ter-

minologie ou en terminotique, des indications bien sommaires pour la détermination de filières de formation sur mesure qui vous soient propres.

La formation que vous souhaitez devrait viser à la valorisation de vos travaux et recherches et mieux tenir compte de leurs relations avec les travaux et recherches actuels en linguistique et en informatique linguistique; elle devrait également favoriser l'acquisition de compétences nouvelles vous permettant d'intervenir explicitement dans des secteurs des industries de la langue.

Les nouvelles technologies

La rapidité des transformations technologiques est telle que cela nous effraie. Et il y a de quoi! Personnellement, je peux en témoigner. Il y a exactement 25 ans, je terminais ma thèse en traduction automatique en utilisant l'un des plus gros ordinateurs d'alors (un IBM 7044); les étudiants d'aujourd'hui ont souvent une calculette plus puissante.

En 1980, c'est le début des jeux électroniques, des Atari et des Commodore 64 envahissent les foyers nord-américains. Ils seront rangés dans le placard cinq ans plus tard mais d'autres machines semblables inonderont peu à peu les entreprises ainsi que les institutions gouvernementales et les établissements scolaires : c'est en 1981 qu'IBM met sur le marché son premier micro-ordinateur, un Personal Computer (PC), avec 16 kilo-octets de mémoire (pour un maximum de 64 Ko). En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, produire des textes avec du graphisme deviendra un jeu d'enfant. Cette fois, le micro-ordinateur, au fur et à mesure qu'il devient plus convivial (merci la pomme!) et plus puissant, remplace non seulement la machine à écrire (c'était pourtant le dernier modèle...) mais aussi les classeurs.

Vous voulez le rapport annuel de l'entreprise? On vous présente un petit morceau de plastique dont le volume est le quart de celui d'un paquet de cigarettes. On com-

prend facilement pourquoi les **chiffriers** et les **traitements de textes** sont les deux créneaux privilégiés de la bureautique. Au Québec, 60 % des entreprises qui ont moins de 20 employés et 100 % de celles qui en comptent plus de 500 possèdent de l'équipement informatique, et pas seulement en bureautique.

Récemment, on vous aura peut-être fait cadeau d'un modem et d'un **émulateur** pour le **réseau Alex**, à moins que vous n'ayez acheté un deuxième micro pour les enfants (c'est la faute à l'école!...). Vous mourez d'envie de vous acheter un **micro portable** pour effectuer du travail tant à domicile qu'à l'extérieur. Je fais remarquer en passant que le phénomène du bureau à domicile, avec parfois une **liaison en réseau**, prend de plus en plus d'importance aux États-Unis et en France.

Au bureau, on s'habitue rapidement à l'usage du **télécopieur**, du **vidéotex** ou d'une **photocopieuse couleur à commandes électroniques**. D'autres mots en « ique » comme **courrier électronique** ou **babillard électronique** nous deviennent progressivement familiers ainsi que l'usage de ces services. La micro-informatique de bureau, à peine installée, subit actuellement et subira encore durant les prochaines années des modifications importantes.

Les maisons d'enseignement songent, après l'introduction de la micro-informatique, à l'utilisation de techniques comme le **vidéodisque** ou d'autres qui sont liées à la **télématique** comme l'**animation vidéo en temps réel** (Dugas 1989, Garrigues 1988). Le micro-ordinateur devient un jeu d'enfant; on crée des versions de plus en plus adaptées aux « analphabètes » que nous sommes. C'est ainsi que le clavier est remplacé par une souris, un **écran tactile** ou des **tablettes graphiques**. Et bientôt, la voix humaine sera un instrument suffisant pour remplacer les substituts même du clavier.

Informatique et industries de la langue

Une bonne part de notre insécurité vis-à-vis la chose informatique n'est pas de ne pas savoir mais d'ignorer comment c'est fait et s'il y a malgré tout des outils de travail adaptés à notre ignorance. Parce qu'on

veut se servir de l'informatique! Les tâches qu'on prévoit d'effectuer à l'aide de cette technologie sont nombreuses mais on peut les résumer de la façon suivante : **traiter des données et de l'information**.

Il nous faut d'abord savoir ce qu'il est possible de traiter. On veut ensuite connaître les moyens de **codage et de stockage de données**, les méthodes d'accès à ces données, la manière de les manipuler, les statistiques qu'on peut en tirer. Quels sont les **systèmes et les outils pour la conception et la gestion de bases de données**? On se demande peut-être enfin ce que recouvrent les notions de **système de correction d'orthographe, de dictionnaires électroniques et de grammaires électroniques**.

Linguistique et industries de la langue

Comme il se doit, le **traitement automatique des langues naturelles** est tributaire de la linguistique et de l'informatique. C'est grâce à la **traduction automatique** qu'a eu lieu, il y a une trentaine d'années, le mariage en grande pompe de ces deux disciplines. En effet, ce genre de traduction requiert une **formalisation des données lexicales** et une **présentation rigoureuse des faits morphologiques, syntaxiques et sémantiques**. Les recherches issues de la traduction automatique ont notamment contribué à souligner les limites des grammaires traditionnelles et l'incapacité des **modèles syntaxiques** d'alors à décrire des phrases et surtout à résoudre les problèmes d'ambiguïté dans l'**analyse** ou la **production** de ces phrases. (Rapport Cognos 1985)

De nos jours, des **systèmes de traduction assistée par ordinateur** (Observatoire des industries de la langue 1989b) et des **systèmes d'analyse de textes par ordinateur** (ATO) sont d'usage courant et remplissent différentes fonctions. Pour ce qui est de la traduction d'une langue ou de l'analyse de texte, on parlera de **règles formelles**, de **représentation syntaxique**, de **prédicat**, d'**argument**, d'**opérateur de variable**, etc.

La morphologie consiste en l'**analyse des mots**. La construction d'un **dictionnaire électronique**, par exemple, comprend non seulement les **procédés de dérivation** ou de **composition des mots**, mais encore des **recensements** et des **calculs sur la produc-**

tivité des formes, leur **lemmatisation**, l'**élaboration de modèles de reconnaissance** des mots simples ou des mots composés et des phrases idiomatiques. Les travaux dans ce domaine sont un moyen sûr de se rendre compte de la complexité de l'orthographe du français. Il n'est donc pas étonnant que les logiciels conçus pour la correction automatique de nos fautes graphiques, d'orthographe et d'usage, les **correcteurs orthographiques**, sont souvent l'œuvre d'informaticiens. De plus en plus, c'est l'arrivée sur le marché des **lecteurs optiques** qui stimule la recherche en matière de **reconnaissance automatique des formes graphiques** dont l'objectif visé est de ne pas échouer quand des **cacographies** ou des **coquilles** surviennent.

La construction des dictionnaires électroniques fournit un cadre idéal pour la **vérification de modèles de stockage et de manipulation de données lexicales** et d'un **modèle de créativité lexicale**. Ces dictionnaires qui tendent à l'exhaustivité doivent de ce fait suppléer aux carences nécessaires des dictionnaires en circulation et être constamment mis à jour pour rendre compte de l'évolution du français. Comme on estime qu'il y a entre trois millions et demi et cinq millions de mots en français, nous avons du pain sur la planche. (Gross et Cartier 1989)

Enfin deux autres domaines d'activité importants doivent être mentionnés. Il s'agit d'abord de l'**analyse** (reconnaissance) et de la **synthèse de la parole**. Les résultats en analyse sont loin d'atteindre l'excellence de ceux qui sont obtenus en synthèse. Les recherches de ce domaine sont plus le fait d'ingénieurs en acoustique que de phonéticiens. L'**enseignement assisté par ordinateur** (EAO), ou les **applications pédagogiques à l'ordinateur** (APO), est le second de ces domaines. L'environnement pédagogique est partiellement composé d'un ordinateur et suppose une riche variété de **modes d'interaction**. Naturellement, les applications ne portent pas que sur la langue et dépendent davantage de pédagogues en diverses disciplines que des linguistes.

Intelligence artificielle et industries de la langue

Les recherches en **intelligence artificielle**, c'est-à-dire la **simulation des processus cognitifs**, intéressent énormément les

industries de la langue. L'intelligence artificielle est l'une des techniques de l'informatique qui croît le plus rapidement. Les domaines d'application, par l'intermédiaire de systèmes experts, sont innombrables et vont de l'ingénierie des systèmes assistés par ordinateur à la conception ou à la fabrication assistées par ordinateur (CAO ou FAO), en passant par l'enseignement intelligent assisté par ordinateur (EIAO). Comme dans la fable, ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés.

On dit cependant que les progrès nouveaux en intelligence artificielle dépendront essentiellement de ceux des sciences cognitives dont l'objectif est de fournir des représentations formelles de plus en plus valables de notre connaissance du monde. La structuration de la connaissance est l'une des composantes essentielles de l'intelligence artificielle. De la même manière que les terminologues construisent des structures notionnelles à partir des termes d'une technique ou d'une science, les informaticiens établissent la hiérarchisation de domaines du savoir ou de savoirs spécifiques. Dans une certaine mesure, un graphe conceptuel est à l'intelligence artificielle ce que l'arbre de domaine est à la terminologie. (Sowa 1984)

Il serait sans doute intéressant d'analyser de plus près ce rapprochement et de constater les progrès accomplis dans les trois principaux axes de l'intelligence artificielle : la robotique, les systèmes experts, la vision et la reconnaissance de formes. En particulier, on pourrait s'intéresser à la notion de système de base de connaissance et à la structure de l'information. Des concepts clés surgissent : résolution de problèmes, ingénierie des connaissances, règles d'inférence, interfaces usagers, compréhension d'une langue naturelle.

Conclusion

Nous voici au bout de ce survol dirigé pour lire entre les lignes de ce texte un aperçu de besoins de formation. Mes indications ne sont peut-être plus adéquates. Si demain est déjà aujourd'hui, je ne suis pas sûr de ne pas être en retard par rapport à hier, l'évolution des nouvelles technologies est si rapide!

Notes

1. Exposé présenté aux membres de la Section de terminologie de la Société des traducteurs du Québec le 23 novembre 1989.
2. Annales de l'Institut Pasteur à Paris.

Bibliographie sélective

Actes du Colloque tenu à Paris (à la Défense), 9 au 11 nov. 1985. Terminologie et technologies nouvelles. Québec, OLF / Paris, Commissariat général de la langue française.

Actes du Colloque tenu à Tours (à l'Université), 28 fév. au 1er mars 1986. Les industries de la langue. Enjeux pour l'Europe. Dans *Encrages*, n° 16, Université Paris VIII.

Auger, Pierre, Jean-Claude Boulanger et Conrad Ouellon, réd., 1988. *Origine et développement des industries de la langue*. Québec, CIRB.

Bourret, Annie et Marie-Claude L'Homme, réd., 1988. *Les industries de la langue : au confluent de la linguistique et de l'informatique*. Québec, CIRB.

Cassen, Bernard, 1985. *Les industries de la langue — un grand enjeu culturel, scientifique et technologique pour la France*. Paris, Ministère de la Recherche et de la Technologie.

Danlos, Laurence et Maurice Gross, 1989. *Compte rendu du Séminaire sur les Industries de la langue*. Université Paris 7, LADL.

Dégremont, Jean-François, avril 1984. *L'émergence d'une industrie de la langue*. Paris, Brises, Centre de documentation des sciences humaines.

Dossier spécial sur les industries de la langue, sept. 1988. *Circuit*, n° 22.

Dugas, André, réd., sept. 1989. « Langue française et nouvelles technologies ». *Langue Française*, n° 83. Paris, Larousse.

Garrigues, Mylène, réd., août-sept. 1988. « Nouvelles technologies et apprentissage des langues ». *Le français dans le monde*. Sèvres, CIEP.

Gross, Maurice et Michel Cartier, réd., janv.-févr. 1989 « Traitement des langues naturelles. » *Annales des télécommunications*, tome 44, n° 1-2. Issy-les-Moulineaux, CNET.

Jayez, Jacques-Henri, réd., 1988. *Actes du Colloque Informatique et langue naturelle*. Liana, Université de Nantes.

L'Actualité terminologique, 1989, vol. 22, n° 3. Bulletin du Bureau de la traduction. Édition spéciale sur les industries de la langue à l'occasion du Sommet francophone de Dakar (mai 1989). Ottawa, Secrétariat d'État.

Observatoire des industries de la langue (France), 1987. *Les industries de la langue : les applications industrielles du traitement de la langue par les machines*. Vol. I. et II. Paris, Daicadif.

Observatoire des industries de la langue (France), 1989a. *Répertoire des produits et services de traitement automatique de la langue française*. Paris, Daicadif.

Observatoire des industries de la langue (France), 1989b. *La traduction assistée par ordinateur — Perspectives technologiques, industrielles et économiques envisageables à l'horizon 1990 : l'offre, la demande, les marchés et les évolutions en cours*, Paris, Daicadif.

Rapport Cognos, 1984. *Traitement informatisé des langues naturelles et intelligence artificielle*. 6 volumes. Ottawa, Secrétariat d'État et ministère des Communications.

Rapport Cognos, 1985. *La traduction automatique et le traitement des langues naturelles : crêneaux pour l'intelligence artificielle au Canada*. Ottawa, Ministère des communications.

Rapport du Conseil de la langue française, 1988. Québec, L'informatisation et le français au Québec.

Sowa, John F., 1984. *Conceptual Structures : Information Processing in Mind and Machine*. New Jersey, Addison Wesley.

Les outils informatisés au service des publications terminologiques *

par Yolande Bernard

Dans la production d'une publication terminologique, les étapes sont nombreuses avant d'en arriver à un succès de librairie. Voyons dans quelle mesure les terminologues du Secrétariat d'État tirent profit de tous les outils que nous offre aujourd'hui l'informatique pour arriver à produire des publications terminologiques de qualité.

J'ai choisi de vous parler des bases de données documentaires, de la banque de terminologie TERMIUM et de l'aspect technique de la production de publications terminologiques.

La qualité d'une publication terminologique repose en grande partie sur la documentation consultée.

Comment fait-on pour repérer la documentation nécessaire? Il y a, entre autres, les bases de données documentaires. Ces bases constituent un outil très précieux pour le terminologue, non seulement dans la préparation de publications, mais aussi dans son travail de tous les jours. Parmi les utilisations possibles des bases de données, citons d'abord la recherche de termes en contexte, pas nécessairement pour fournir un équivalent, mais pour cerner la notion dans la langue de départ — ce qui s'avère extrêmement utile pour la recherche ponctuelle. Cet outil permet aussi au terminologue de se faire une idée de la fréquence d'utilisation d'un terme, en d'autres mots de constater l'usage, un aspect important de la recherche terminologique. Illustrons ceci par un exemple : pour le terme anglais *joint venture*, on relève au moins quatre équivalents possibles : **coentreprise**, **entreprise conjointe**, **entreprise commune** et **société en participation**. Une recherche dans les bases de données pertinentes et accessibles a fourni un certain nombre d'occurrences pour ces termes dans le journal québécois *Les Affaires*, indexé depuis 1987. La recherche révèle que **coentreprise** apparaît 31 fois et **entreprise conjointe**, 20 fois; **entreprise commune** et **société en participation** n'ont aucune occurrence. Ces don-

nées viennent donc s'ajouter aux autres résultats de recherche pour permettre au terminologue d'exercer un choix quant au terme à privilégier. Dans ce cas-ci, **coentreprise** serait probablement le terme à recommander. Enfin, l'utilisation probablement la plus connue des bases de données documentaires est l'extraction de références bibliographiques.

Il existe un nombre incalculable de bases de données documentaires, et de nouvelles bases voient le jour à un rythme très rapide. Au Secrétariat d'État, nous avons accès à 13 systèmes qui englobent environ 500 bases de données. Dialog, Pascal, CAN/OLE, Questel sont quelques-uns de ces systèmes. Inutile de dire que tous les domaines sont couverts et que toutes les formes de documentation sont répertoriées, qu'il s'agisse de dictionnaires, de vocabulaires ou de lexiques, ou encore de monographies, de périodiques, de journaux, de lois, de thèses, de rapports financiers de compagnie, de publications gouvernementales. La plupart de ces bases sont mises à jour mensuellement et, dans le cas des journaux, quotidiennement. En résumé, les bases de données documentaires peuvent donc fournir une bibliographie très exhaustive ou très restreinte selon les besoins.

Le terminologue peut aussi faire appel à la base de données documentaires de la banque de terminologie TERMIUM pour identifier des sources.

À partir d'un domaine indexé dans le système de classification des données TERMIUM, il est possible d'obtenir non seulement une liste des sources utilisées sur les fiches qui traitent de ce domaine, mais aussi le nombre d'occurrences de ces sources pour l'ensemble des fiches du domaine. De ce fait, le terminologue peut découvrir rapidement les ouvrages et les auteurs qui font autorité en la matière.

Je vais maintenant parler du principal outil de travail du terminologue : la banque de terminologie.

Dans quelle mesure peut-on en exploiter le contenu pour la production de publications? Tout dépend de l'état des données de la banque dans le domaine visé par la publication. Certains facteurs doivent être examinés, entre autres, le nombre de fiches en banque portant sur le sujet et les fichiers dans lesquels se trouvent les fiches. Les fichiers indiquent la cote de fiabilité et le degré d'achèvement des fiches. À titre d'exemple, on peut dire que la nomenclature du *Vocabulaire de l'administration publique et de la gestion*, qui sera publié dans quelques mois, a été élaborée presque entièrement à partir des données de la banque qui compte plus de 65 000 fiches dans le grand domaine **Administration**. Par contre, dans le cas du *Vocabulaire de la numismatique et du monnayage*, qui est également en préparation, TERMIUM n'aura pas été aussi utile, vu que seulement 24 fiches portent sur ce domaine.

Interroger une banque de terminologie, c'est plus que consulter un ouvrage terminologique ou lexicographique en ce sens que la fiche terminologique qui s'y trouve regroupe sur un seul support les opinions ou la position de divers auteurs. Autrement dit, un terminologue a analysé et synthétisé les renseignements glanés dans plusieurs ouvrages. Ce support qu'est la fiche rassemble, en général, plusieurs sources, des définitions, des contextes, des synonymes ou parfois des noms de services ou de spécialistes consultés ainsi que des indications quant à l'usage.

Quand la banque ne peut pas servir de point de départ, il existe un autre moyen de recueillir la matière destinée à faire partie d'une publication : le dépouillement qui consiste à extraire d'un texte les unités terminologiques pertinentes au domaine étudié afin de constituer une nomenclature de départ. Au Secrétariat d'État, cette étape se

fait sans l'intervention de l'ordinateur bien que des expériences tendent à démontrer que le dépouillement assisté par ordinateur est possible.

Pour terminer, je vais aborder très brièvement l'aspect technique de la production de publications terminologiques.

Nous disposerons sous peu d'un système d'édition électronique qui nous permettra d'éliminer certaines étapes très coûteuses en temps et en argent comme les multiples relectures et la photocomposition. Jusqu'à maintenant, nous avons utilisé le système de traitement de texte WordPerfect pour la préparation du manuscrit par le terminologue et AES pour la mise en forme finale par les opératrices. Ces systèmes nous ont quand même bien servi puisque nous avons fait paraître, l'an dernier, 10 bulletins de terminologie et 5 petits lexiques. Nous

prévoyons maintenir la même production pour l'année en cours.

Nos publications doivent répondre à des normes de qualité élevées aussi bien du point de vue de la présentation que du contenu. C'est pourquoi les terminologues et les spécialistes du traitement des données travaillent ensemble pour trouver des façons de mieux exploiter les systèmes disponibles; il faut raccourcir le temps consacré aux multiples étapes mi-techniques mi-terminologiques nécessaires à l'obtention d'une publication de qualité. Une de ces étapes consiste à faire l'inversion : à partir de la version anglais-français d'un lexique ou d'un vocabulaire, il s'agit de produire un lexique français-anglais. Les difficultés sont plus nombreuses pour produire cette version que pour constituer un simple index. Une autre étape consiste à faire les entrées aux synonymes, c'est-à-dire que chaque

synonyme doit être accessible à son rang alphabétique et que tous les termes qui décrivent la même notion doivent être regroupés à une entrée principale. C'est le soin apporté à ce qui pourrait être parfois perçu comme des détails qui fait que nos publications sont bien reçues.

Voilà donc un bref aperçu de l'apport des outils informatisés utilisés dans la production de publications terminologiques au Secrétariat d'État du Canada.

Note

* Communication présentée au Congrès de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario tenu à Ottawa les 27 et 28 octobre 1989.

Le Secrétariat d'État à l'heure de la modernité

par Daniel Deveau

Du 20 au 24 août 1989 se tenait à l'Université Laval de Québec la XIII^e Biennale de la langue française. Bien que ce soit le Québec qui en était l'hôte, le Canada n'y avait pourtant pas négligé sa participation. M. Alain Landry, sous-secrétaire d'État adjoint, Langues officielles et Traduction, faisait partie du triumvirat qui présidait le comité organisateur et il était efficacement et élégamment secondé par M^{me} Michèle Valiquette, rédactrice en chef de *L'Actualité terminologique*.

En plus des communications présentées, les organisateurs de la XIII^e Biennale avaient cru bon d'ajouter un volet « exposition », qui devait permettre à divers organismes contribuant au rayonnement du français de se faire mieux connaître des biennialistes de 1989.

Plus de vingt organismes avaient des stands ou zones d'exposition où ils présentaient divers aspects de leur activité. Il y avait, bien entendu, les instances administratives québécoises chargées des publica-

tions, de la terminologie, de la protection de la langue française, de la toponymie et des archives nationales. On y retrouvait également des associations de professeurs de français d'ici et d'ailleurs, l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), l'Association des usagers de la langue française (ASULF), le Bureau de l'Acadie au Québec, la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ). Pour sa part, l'administration fédérale était représentée par le Commissariat aux langues officielles et par le Secrétariat d'État.

Dans la zone des stands d'exposition, ce dernier avait décidé de faire connaître trois secteurs de pointe de son activité : ses publications terminologiques et TERMIUM, banque de données linguistiques du gouvernement canadien, le poste de travail du traducteur et le projet Logos de traduction assistée par ordinateur. M. John Carey, de la Division de la promotion et de la coordination de la Direction de la terminologie et

des services linguistiques, était chargé de faire connaître les diverses publications terminologiques de notre ministère et de faire des démonstrations de TERMIUM, maintenant accessible sur disque optique compact. M. Jean-François Marrotte, de la Direction générale de la planification, de la gestion et de la technologie, assurait la présentation du poste de travail du traducteur. Moi-même, membre de la première équipe TAO-Logos de la Direction des services du Québec de la Direction générale des opérations de traduction, je faisais des démonstrations du système de traduction assistée Logos.

Les visites aux stands se faisaient principalement entre les ateliers et les plénières, mais certains participants — par ailleurs très occupés — prenaient un rendez-vous. C'est ainsi que j'ai fait des démonstrations jusqu'au jour de la clôture, notamment pour des personnes qui occupaient des stands voisins du nôtre. Mais les curieux n'étaient pas rares : on s'arrêtait quelques instants au stand du Secrétariat d'État pour se faire

expliquer les modalités d'interrogation de TERMIUM, pour assister à une démonstration du système de TAO de Logos ou du poste de travail du traducteur.

Nos démonstrations ne se sont pas limitées aux participants de la Biennale. En effet, l'Université Laval tenant ses inscriptions en même temps que se déroulaient les travaux de la Biennale, bon nombre de jeunes étudiants se sont « glissés » parmi les biennalistes. J'ai constaté que leur perspective se démarquait de celle des universitaires et des professionnels qui formaient l'ensemble des biennalistes. S'il faut généralement *justifier* le bien-fondé d'un projet de traduction assistée par ordinateur auprès des plus âgés, il en va tout autrement auprès des jeunes. Dans l'ensemble, ces derniers trouvent tout à fait normal qu'on fasse ce genre d'expérimentation. Les questions qu'ils posaient

étaient plutôt d'ordre technique : on voulait se faire préciser la portée de telle fonction informatique, on s'intéressait à la puissance des appareils, on se demandait s'il était possible de fonctionner en mode « réseau », etc. Par contre, je me suis aperçu rapidement que, contrairement à leurs aînés, ils ne soupçonnent pas tous les problèmes d'ordre langagier que pose la mise en œuvre d'un logiciel de traduction assistée.

En plus d'assurer les démonstrations prévues au stand du Secrétariat d'État, nous pouvions rencontrer de nombreux professionnels qui occupaient d'autres stands. C'est ainsi que nous avons pu échanger avec des représentants de l'Office et du Conseil de la langue française, de l'Association des professeurs de français du Québec, de l'ACELF, du Commissariat aux langues offi-

cielles, de l'ACFAS, etc. Enfin, le dernier jour, on m'a demandé de remplacer au pied levé un rapporteur d'atelier.

Parmi les exposants de la Biennale, le Secrétariat d'État était l'un de ceux qui avait le plus misé sur le rôle de la technologie comme instrument de soutien et de promotion de la langue. Les habitués des biennales sont pour la plupart des agents de promotion linguistique et culturelle; les techniciens et les informaticiens y sont plutôt rares. Par contre, les premiers sont à l'affût d'outils susceptibles de faciliter ou d'accélérer leurs travaux et de décupler leur action. Notre participation à la Biennale arrivait donc à point nommé : nous nous trouvions à un carrefour de qualité où la culture et la langue croisaient avec bonheur la technique et certains de ses outils de pointe.

Au fil des événements / News and Events

Ordre de la Pléiade

M. Alain Landry, sous-secrétaire d'État adjoint du Canada, Langues officielles et Traduction, a été fait officier de l'Ordre de la Pléiade le 29 novembre dernier à Paris.

La Pléiade, ordre de la francophonie et du dialogue des cultures créé à Luxembourg en 1976, est l'ordre privé de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF). À vocation internationale, cette distinction est destinée à reconnaître les mérites éminents des personnalités qui se sont distinguées en servant les idéaux de coopération et d'amitié de l'AIPLF.

Nommé membre du Haut Conseil de la francophonie par le Président François Mitterrand en 1984, M. Landry a été étroitement lié à la préparation et à la tenue des trois Sommets de la francophonie. Il est également très actif au sein des Biennales de la langue française.

D'autres personnalités canadiennes sont aussi récipiendaires de l'Ordre de la Pléiade. Outre M. Alain Landry, M. D'Iberville Fortier, commissaire aux langues officielles, et M. Jean-Paul Hubert, ambassadeur du Canada au Sénégal, ont reçu le grade d'officier. Pour leur part, le très Honorable John N. Turner, chef de l'opposition officielle, l'Honorable Benoît Bouchard, député et ministre des Transports, l'Honorable Marcel Masse, député et ministre des Communications, et l'Honorable Jean Charest, député et ex-ministre d'État à la Jeunesse, ont reçu le grade de commandeur.

Quant à M. Claude Baillargeon, directeur du Bureau du coordonnateur fédéral pour la francophonie au ministère des Affaires extérieures, à M. Charles Desmarteau, gestionnaire et journaliste, à M. Ernest Hébert, secrétaire adjoint du Cabinet au bureau du Conseil privé, à M. Claude Laverdure, coordonnateur fédéral pour la francophonie au ministère des Affaires extérieures, et à M. Serge Pelletier, adjoint exécutif du pré-

sident de l'AIPLF, ils ont reçu le grade de chevalier.

Ordre des Palmes académiques

Le 28 juillet 1989, par décret de l'Assemblée nationale française, M. Pierre Auger, professeur de linguistique et de terminologie à l'Université Laval de Québec, a été fait chevalier de l'ordre des Palmes académiques par M. Lionel Jospin, ministre français de l'Éducation nationale. La décoration lui a été remise le 1^{er} décembre 1989 au cours d'une réception donnée au Consulat de France à Québec.

Créé en 1955, l'ordre des Palmes académiques est appelé officieusement la Légion violette et quelques décorations peuvent être attribuées à des étrangers. Le gouvernement français a ainsi tenu à souligner les services que M. Auger a rendus à la langue française durant les quinze dernières années.

Colloque international La Traduction prolifère

Du 5 au 7 octobre 1989 a eu lieu à l'Université de Montréal le Colloque international La Traduction prolifère, afin de marquer le trente-cinquième anniversaire de la revue *Meta*.

Une trentaine de conférenciers, tant d'Europe que d'Amérique du Nord, ont abordé diverses facettes de la traduction, de l'interprétation et de la terminologie. Il a été entre autres question de l'Europe en neuf langues, des mécanismes de traduction et de formation des mots, de l'étude des langues des spécialités médicales, du foisonnement en traduction technique, du traitement des hyperonymes en traduction, du statut des textes traduits, de l'erreur en traduction, de l'interprète face aux emprunts, de la traduction et du développement de la terminologie du français des affaires, de l'argot des toxicomanes, du traducteur littéraire comme marieur de cultures, du texte publicitaire et de la fonction civilisatrice de la traduction.

Une trentaine de conférenciers, tant d'Europe que d'Amérique du Nord, ont abordé diverses facettes de la traduction, de l'interprétation et de la terminologie. Il a été entre autres question de l'Europe en neuf langues, des mécanismes de traduction et de formation des mots, de l'étude des langues des spécialités médicales, du foisonnement en traduction technique, du traitement des hyperonymes en traduction, du statut des textes traduits, de l'erreur en traduction, de l'interprète face aux emprunts, de la traduction et du développement de la terminologie du français des affaires, de l'argot des toxicomanes, du traducteur littéraire comme marieur de cultures, du texte publicitaire et de la fonction civilisatrice de la traduction.

Congrès du Centre régional nord-américain de la Fédération internationale des traducteurs

Du 9 au 11 octobre 1989 s'est déroulé à Washington le deuxième Congrès du Centre

régional nord-américain (CRNA) de la Fédération internationale des traducteurs (FIT). Un peu moins de trente conférenciers venus du Canada, des États-Unis et du Mexique ont prononcé des communications en français, en anglais et en espagnol.

Les sept thèmes retenus ont traité des associations professionnelles aux États-Unis, au Canada et au Mexique, de la terminologie et de la documentation, des côtoiements linguistiques et du traducteur littéraire, des nouveaux défis en interprétation, du traducteur face aux nouvelles technologies, de la formation et de l'internationalisation du marché de la traduction.

Congrès de l'American Translators Association

Du 9 au 15 octobre 1989 a eu lieu le 30^e Congrès annuel de l'American Translators Association qui s'est déroulé à Washington (D.C.) aux États-Unis. Les communications ont porté, entre autres, sur les thèmes suivants : traduction et terminologie juridiques, traduction en langues étrangères, traduction littéraire, traduction pour les arts de la scène et le cinéma, interprétation judiciaire et gestuelle, formation du traducteur et de l'interprète, traduction à la pige, poste de travail du traducteur, éditique, gestion des données.

Congrès de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario

Les 27 et 28 octobre 1989 s'est déroulé à Ottawa le Congrès de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO). Une trentaine de conférenciers répartis en une dizaine d'ateliers ont abordé les thèmes suivants : les rôles des traducteurs, interprètes et terminologues dans les services français en Ontario, l'intégration professionnelle du diplômé en traduction, la traduction multilingue face à l'ouverture du monde communiste, l'avenir qui se trouve dans la traduction automatique, la reconnaissance professionnelle en régime parlementaire, la reconnaissance profession-

nelle et l'examen d'agrément, la terminologie à l'ère de l'informatique et de la TAO, les perspectives du marché en Ontario, l'incidence du titre réservé sur la profession, l'évaluation de la profession dans l'optique de la décentralisation, de la privatisation et des regroupements, la nouvelle taxe sur les produits et services et son incidence sur l'industrie des services linguistiques.

Colloque Applications micro-informatiques multifonctionnelles de la terminologie

Les 22 et 23 novembre 1989, une centaine de participants ont assisté à Vienne au Colloque international Applications micro-informatiques multifonctionnelles de la terminologie organisé par le Réseau international de la terminologie (TermNet) sous le patronage du Centre international d'information pour la terminologie (Infoterm) et soutenu par l'Institut international pour la recherche terminologique (IITF) et le CNRS/CTN.

Le Colloque a abordé divers sujets : les différentes catégories de données à combiner sur des fiches; la réalisation de relations notionnelles (p. ex. survol des systèmes notionnels à l'aide d'un éditeur sur tout l'écran); la complexité des problèmes posés par l'échange de données terminographiques; la documentation dans la terminographie informatisée : les informations sur les données bibliographiques et factuelles, documentation de texte; l'application et le développement/la gestion des langages de classification et/ou d'indexation ainsi que leur notation; le support de l'écriture technique, p. ex. la formulation de définitions, la traduction, etc.; la communication avec des partenaires et des systèmes externes : le point sur les possibilités techniques; l'intégration de systèmes tels que l'interface à la publication électronique, à l'éditique, etc.

Plusieurs logiciels destinés à rentabiliser le travail du traducteur et du terminologue ont été présentés dont ISIS (UNESCO), ORACLE (DANTERM), Term-PC (Siemens), Terminformatique (Micro-Cézeau/Clermont-

Ferrand), Mercury-Termex. À souligner le fait que Siemens a déjà réussi à relier le PC à la banque de données centrale de sorte que le terminologue peut saisir ses fiches directement.

Cinquantième de la Société des traducteurs du Québec

L'année 1990 marque le cinquantième anniversaire de la Société des traducteurs

du Québec. Le slogan retenu pour illustrer cet événement est « Gens de parole depuis 50 ans ».

Michèle Valiquette

Le Coin des publications / Publications in Review

Bell Canada. Centre de terminologie et de documentation. La télématique. Services vidéotex. Terminologie / Telematics Services, Videotex. Terminology, Montréal, Bell Canada 1989, 128 p.

La télématique, mieux en parler

Bell Canada, chef de file dans le domaine des télécommunications, offre des services et des équipements qui font appel à des technologies de pointe. De telles réalisations supposent une langue technique dynamique et évolutive.

Ainsi, lorsqu'en 1987 Bell Canada décide de se lancer dans la grande aventure du vidéotex, ceux qui s'engagent dans la mise en œuvre de ce projet vont également s'initier à un nouveau vocabulaire, celui des technologies de l'information. Cette terminologie se greffe à celle de la téléinformatique et de la télématique, déjà relativement bien assimilée. Toutefois, les échéances sont brèves; il faut agir rapidement. L'entreprise veut faire connaître le vidéotex, tout d'abord, à son personnel et, presque simultanément, aux fournisseurs de services — ses principaux partenaires dans ce vaste projet — et enfin à la clientèle. Télématiciens, traducteurs et terminologues travaillent donc de concert et, en même temps qu'ils se familiarisent avec la technologie avancée, ils apprennent à en parler la langue et à exprimer les nouvelles réalités.

Mais, la recherche linguistique se poursuit bien au-delà de la mise en exploitation du service ALEX, en décembre 1988, et vient à en rassembler une terminologie plus vaste que celle exigée par les besoins immédiats.

La publication *La télématique. Services vidéotex* est issue de cet ensemble de travaux. Découvrir l'univers télématique, bien y situer le vidéotex et en présenter les particularités langagières et techniques, tels sont les objectifs de l'ouvrage.

Au cours des dernières années, la télématique — ensemble de services à usage professionnel ou domestique qui ont pour objet la transmission des informations textuelles, graphiques ou sonores sur un réseau de télécommunications par la mise en œuvre de techniques téléinformatiques — a connu une vaste expansion. Cet essor s'est réalisé grâce au perfectionnement des matériels et des logiciels, d'une part, et des réseaux de télécommunications, d'autre part. Par ailleurs, la clientèle manifestait de nouvelles exigences, les entreprises ainsi que le grand public réclamant des services qui soient à la fois conviviaux et performants et qui permettent un accès rapide à l'information. Les services déjà existants tels le courrier électronique, le transfert électronique de fonds se sont raffinés; leurs applications se sont diversifiées et de nouveaux services, comme les services audiotex, ont été mis au point. C'est dans cet environnement que le vidéotex a été introduit en France voilà quelques années déjà et qu'aujourd'hui, il est implanté au Canada.

Le vidéotex

La technique du vidéotex a, en fait, vu le jour en Grande-Bretagne où l'on voulait relancer le marché de la télévision couleur par la création de nouveaux services. Dans plusieurs pays, des groupes de recherche se sont intéressés à cette nouvelle technique. Au cours de la période expérimentale, le réseau de télédistribution a servi de moyen de transport des informations et le téléviseur muni d'un décodeur, de support d'affichage. On a cependant vite constaté que le réseau de transmission de données constituait un moyen de transport plus fonctionnel et qu'il permettait, en outre, d'atteindre une clientèle plus vaste.

Simple et concurrentielle, la technique mise au point offre la possibilité à un large éventail d'utilisateurs d'accéder à des banques de données et de services. Toutefois, le vidéotex ne doit pas être considéré comme un simple dérivé de la télévision, de l'informatique ou de la téléinformatique; il a des spécificités, notamment au niveau du réseau, du terminal et du serveur, équivalent qui gère les applications.

Le réseau

Actuellement, le réseau de télécommunications est l'infrastructure de communication la mieux adaptée pour assurer la liaison entre l'utilisateur et une base de données et de services. Un certain nombre de points d'accès vidéotex (PAV), répartis dans l'ensemble du territoire, composent avec le réseau téléphonique public commuté (RTPC) et le réseau à commutation de

paquets (Datapac, au Canada) ce qu'on appelle plus spécifiquement le « réseau vidéotex ».

Le terminal

Le terminal vidéotex, conçu spécialement pour donner accès aux services vidéotex, est un terminal de consultation et de transaction. Compact, léger et peu coûteux, il n'est toutefois doté que d'une faible capacité de mémoire. Il se compose de quatre éléments — un écran, un clavier, un modem et une prise péri-informatique — regroupés dans une architecture simple. Il est de conception très sobre et répond à certains critères d'ergonomie, de sorte que son utilisation ne nécessite aucune formation préalable.

Le serveur

L'exploitation d'un service vidéotex fait appel à un équipement informatique appelé serveur. Le serveur est un ordinateur qui assure les fonctions suivantes : stockage et gestion d'une ou de plusieurs applications, d'une part, et gestion du réseau et du dialogue avec l'utilisateur, d'autre part.

Les logiciels d'application qui équipent le serveur sont fonction du type de service offert. On distingue trois grandes familles d'applications vidéotex : les applications de recherche, les applications de saisie (parmi lesquelles on classe les applications transactionnelles) et les applications de messagerie. Dans les faits, la plupart des services accessibles associent généralement deux types d'application : application de recherche et application transactionnelle (catalogue et prise de commandes, horaires et réservation de places, par exemple).

Les services peuvent donc être très divers; il suffit que les informations soient codées selon des normes propres au vidéotex. Ces normes permettent le transport de textes et de graphiques sur le réseau numérique à haute vitesse. Trois modes de présentation des données, caractérisés par la finesse du détail qu'ils permettent d'obtenir, ont été normalisés : le **mode alphamosaïque**, le **mode alphagéométrique** et le **mode alphaphotographique**. Ce dernier mode permet d'atteindre une grande précision. Cependant, comme il n'assure que la

transmission d'images fixes qui nécessitent des vitesses très élevées et une importante capacité de mémoire du terminal, il s'est révélé jusqu'à présent peu fonctionnel.

Les trois modes permettent la représentation des caractères alphanumériques de l'alphabet international n° 5, réalisée par la division de la page-écran en une grille dont chaque élément est réservé à un caractère, forme et fond. L'affichage des majuscules, des lettres accentuées ou du soulignement est ainsi rendu possible.

Le **mode alphamosaïque** est le premier mode de présentation des informations graphiques qui a été utilisé. La création des graphismes s'y fait par la juxtaposition d'éléments qui sont choisis dans le jeu mosaïque. Ce répertoire se compose de formes élémentaires (carré, rectangle, triangle, par exemple), obtenues par la subdivision en six cases (3×2) de l'emplacement de caractère. Seuls des dessins simplifiés aux contours imprécis peuvent être créés par la combinaison de mosaïques. Certains perfectionnements ont permis d'enrichir l'option alphamosaïque du jeu de caractères dynamiquement redéfinissables. Ce jeu est élaboré au moment de la création de pages et est téléchargé, en début de séance, dans la mémoire morte. La possibilité de créer ou de recréer de nouveaux alphabets et de nouvelles formes — mêmes simples — ajoute une certaine souplesse à l'option de base.

Dans le **mode alphagéométrique**, les graphismes ne sont pas définis caractère par caractère, mais par des ensembles de lignes et de surfaces. L'écran est considéré comme un rectangle rempli de points, tous accessibles indépendamment. La position de chacun de ces points est désignée par les valeurs fractionnaires de 0 à 1 dans un système de coordonnées cartésiennes. Les graphismes sont décomposés en des figures géométriques simples (point, ligne, rectangle, arc et polygone) dont l'emplacement et la forme sont commandés à l'aide d'instructions de description d'images (IDI). Le jeu IDI s'inspire des langages graphiques utilisés en infographie.

Un des avantages du codage alphagéométrique est de permettre la création d'images complexes dont la finesse est fonction

de la définition de l'écran récepteur. L'option alphagéométrique offre, en outre, une vaste gamme d'attributs de visualisation ainsi que certaines fonctions évoluées de traitement comme la rotation, le déplacement ou changement d'échelle.

La norme NAPLPS, actuellement utilisée au Canada et élaborée à partir de la norme Télidon proposée en 1978, est une norme alphagéométrique. En réalité, elle définit également un jeu de caractères mosaïques et certaines commandes qui permettent un affichage semblable à celui du mode alphaphotographique.

Si on veut en savoir davantage, la publication *La télématique. Services vidéotex* informe sur la nouvelle technologie du vidéotex grâce, entre autres, à des textes descriptifs qui incorporent la langue de spécialité. De plus, quelque 120 définitions ainsi qu'un lexique bilingue comptant plus de 1100 entrées anglaises et 1300 entrées françaises recensent le vocabulaire du vidéotex. Nous espérons que cet ouvrage accompagnera les réalisations télématiques et qu'il sera utile aux personnels techniques (télématiciens, professionnels de la langue, etc.) et aux usagers mêmes de la télématique.

Thérèse Martin

Note

On peut se procurer *La télématique. Services vidéotex* en adressant un chèque ou un mandat de 15 \$ CAN à :

Centre de terminologie et de documentation
Bell Canada
700, rue de la Gauchetière Ouest
Bureau 25N2
Montréal (Québec)
H3B 4L1
Tél. : (514) 870-5472

Jean-Claude Corbeil et Ariane Archambault. *Dictionnaire visuel junior*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, VII — 160 p.

Le 17 novembre 1989, la maison d'édition Québec/Amérique procédait au lancement du *Dictionnaire visuel junior* de Jean-Claude Corbeil et d'Ariane Archambault au Salon du livre de Montréal.

Une nouvelle génération de dictionnaires visuels entièrement réalisés à l'aide de l'ordinateur est née avec la parution du *Dictionnaire visuel junior*. Ce tout nouveau dictionnaire est l'aboutissement du travail du service infographique de Québec/Amérique, qui a réussi l'informatisation de toutes les étapes précédant l'impression de l'ouvrage : conception, illustration, typographie, mise en page, montage, séparation des couleurs et films. En effet, l'utilisation de l'ordinateur permet, dans un premier temps, de créer des images en couleurs d'une précision sans pareille, ensuite de placer des filets mots-idées garantissant une plus grande exactitude terminologique, enfin d'élaborer une base de données en plusieurs langues à partir de laquelle on peut produire instantanément de multiples versions bilingues ou multilingues.

Les éditeurs présents à la dernière Foire du livre de Francfort se sont montrés fort impressionnés par la qualité des résultats, les économies que permet de réaliser ce nouveau procédé et les possibilités virtuellement illimitées de mise au point de sous-produits, autant dans le domaine de l'imprimé que dans celui du disque compact.

Le *Dictionnaire visuel junior*, tiré à plus de 150 000 exemplaires, est publié en même temps par Larousse, Stoddart et Facts on File, qui en assurent la distribution en France, au Canada anglais, aux États-Unis et en Angleterre. Il a nécessité des investissements de plus de 1,2 million de dollars. Avec ce produit haut de gamme, Québec/Amérique entend se tailler une place importante sur le marché international.

Les répertoires terminologiques de la bureautique (dir. Monique C. Cormier et Jean-Claude Boulanger), Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme (CIRB), Presses de l'Université Laval, 1989, XIII + 120 p. (publication F-6).

La présente bibliographie comporte 129 répertoires terminologiques relatifs à la bureautique et à quelques domaines connexes. L'équipe de recherche a inventorié les ouvrages unilingues français, unilingues anglais et bilingues parus entre 1980 et 1987. Une vingtaine d'autres ouvrages parus avant 1980 ont aussi été retenus en raison de leur valeur.

De consultation aisée, la bibliographie présente des références claires, accompagnées de descripteurs qui permettent au lecteur de se faire une idée du contenu de chaque document répertorié. Une brève évaluation de chaque ouvrage complète bien les renseignements techniques précédents.

La bibliographie se révélera utile à différents usagers. D'abord, les professionnels de la langue — traducteurs, rédacteurs, terminologues et autres — ainsi que les étudiants trouveront dans cet ouvrage un outil de travail et de référence utile et commode. Ensuite, toutes les personnes qui, de près ou de loin, utilisent l'informatique tireront profit des nombreuses sources documentaires compilées et analysées.

Rappel

Du 31 mai au 2 juin 1990 aura lieu le 2^e Congrès du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC) au Bonaventure Hilton International de Montréal (maintenant hôtel Montréal Hilton) sous le thème *La traduction au Canada : les acquis et les défis*.

La traduction a fait du chemin, particulièrement au Canada où, du fait de la situation politique, elle a dû s'organiser et évoluer rapidement pour répondre à des besoins croissants. Aujourd'hui, au-delà du simple bilinguisme, il y a des progrès techniques et l'internationalisation des marchés.

La planète se rétrécit de plus en plus et les échanges augmentent à un rythme effréné. Il faut donc faire le point : recenser nos acquis pour savoir ce dont nous disposons et scruter l'horizon pour savoir ce qui nous attend. C'est à cette mise au point que vous convie le CTIC à l'occasion de son deuxième Congrès. Nous vous proposons d'examiner un à un chacun des aspects de notre profession afin de prévoir ensemble l'avenir et de nous y préparer.

L'inscription, qui est de 150 \$ jusqu'au 15 avril et de 180 \$ après cette date, couvre les frais des déjeuners durant les trois jours

et les Actes. Sur présentation d'une attestation, les étudiants à temps plein bénéficient d'un tarif de 30 \$, repas et Actes non compris. Le bulletin d'inscription et le chèque peuvent être retournés à l'adresse suivante :

CONGRÈS CTIC 1990
1140, boul. de Maisonneuve Ouest
Bureau 1060
Montréal (Québec)
H3A 1M8
Canada

Tél. : (514) 845-9257
Télec. : (514) 845-9903

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) les membres du Bureau de la traduction sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) les abonnés qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada (v. bande de couleur) doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Promotion et Services à la clientèle
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, en anglais comme en français, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing or damaged issues should be directed as indicated below.

a) All members of the Translation Bureau should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275),

b) Subscribers having an account with the Canadian Government Publishing Centre (see coloured strip) should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Promotion and Client Services
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in English or in French, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro /

This issue's contributors

Yolande Bernard, réviseure, Division centrale, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Hull;

Jean-Claude Boulanger, professeur, Département de langues et de linguistique, Université Laval, Québec;

Monique C. Cormier, professeure, Département de linguistique et de philosophie, Université de Montréal, Montréal;

Daniel Deveau, réviseur, Section Informatique et Projet Logos, Direction des services du Québec, Secrétariat d'État, Montréal;

André Dugas, professeur, Département de linguistique, Université du Québec à Montréal, Montréal;

Christine Leonhardt, terminologist-analyst, Promotion and Coordination Division, Terminology and Linguistic Services Directorate, Department of the Secretary of State, Hull;

Elliott Macklovitch, linguist, Canadian Workplace Automation Research Center and Translation Bureau, Department of the Secretary of State, Montréal;

Thérèse Martin, terminologue, Centre de terminologie et de documentation, Bell Canada, Montréal;

Aurèle Motard, chef retraité, Section Économique et juridique, Direction des services du Québec, Secrétariat d'État, Montréal.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 12,95 \$
Étranger : 15,55 \$US
Numéro : Canada 2,25 \$ — Étranger 2,70 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$12.95
Other countries: US\$15.55
Per issue: Canada \$2.25 — Other countries: US\$2.70

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9

CA1
SS 210
-A17

ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 23, 2, 1990



MÉDECINE / MEDICINE



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

La terminologie en santé par Martine Devaux	3
La sémiologie médicale : par le docteur André Lussier	4
Manifestations articulaires de la polyarthrite rhumatoïde par Sylvie Dionne	6
Terminologie en biotechnologies par le docteur Edgar Delvin et Gisèle Pham	7
La fermentation par Sylvie Filiatrault	9
Les « ventres à louer » par Sylvie DuPont	12
Evaluating Interpreters at Work by David Roberts	13
Écologie : Pistes pour les traducteurs et les rédacteurs par Philippe Blain	17
Nomenclature française de cinq espèces d'oiseaux des îles Hawaï par Jean-Pierre Artigau	19
Congrès et colloques / Congresses and Symposiums	21
Réunion à Hull du Réseau international de néologie et de terminologie par Pierre Goulet	22
Abonnements à TERMIUM / Subscriptions to TERMIUM	24-25
Le Coin des publications / <i>Publications in Review</i>	25

Comité de lecture / Review Committee

Rédactrice en chef / Editor :

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services
linguistiques

Comité de lecture / Review Committee :

Gérard Bessens

Direction des services centraux

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des
langues officielles

Janine Laurencin

Direction des services centraux

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services
Directorate

Bruno Lobrichon

Direction des services multilingues

Éditorial

Le second numéro semi-thématique de l'année 1990 est consacré à la santé et à la médecine. Il présente les travaux de recherche terminologique d'Entraide Traduction Santé et du Conseil de recherches médicales du Canada, un article sur les procédés de fermentation et un lexique sur les mères porteuses.

En 1983, un regroupement de traducteurs du domaine de la santé, appelé Entraide Traduction Santé, s'est formé. Il constitue un réseau de traducteurs et de terminologues représentant les administrations publiques, les hôpitaux, les associations professionnelles et les organismes bénévoles.

Pour sa part, le Conseil de recherches médicales du Canada (CRM) effectue de la recherche terminologique en biotechnologies et en sémiologie médicale depuis 1984. Les travaux publiés jusqu'à maintenant ont porté, en biotechnologies, sur le génie génétique et sur le génie enzymatique et, en sémiologie, sur le vocabulaire de base de cette discipline. Une mise à jour de ces travaux paraîtra bientôt dans la collection *Bulletins de terminologie du Secrétariat d'État* du Canada. D'autres domaines sont maintenant à l'étude : la fusion cellulaire, en biotechnologies, et l'appareil locomoteur, en sémiologie.

La partie non thématique comporte des articles sur différents sujets. Il y est question de l'évaluation des interprètes, de la diffusion de TERMIUM sur disque optique compact, d'écologie, d'ornithologie, d'un compte rendu de la réunion du Réseau international de néologie et de terminologie (Rint) tenue à Hull en décembre 1989 et de la liste des prochains congrès et colloques à l'échelle nationale et internationale. Comme nous l'avons indiqué dans le numéro précédent, les fiches Repères — T/R du Secrétariat d'État portant sur les difficultés de grammaire sont insérées dans la publication sous forme d'un feuillet détachable.

Sous la rubrique *Le Coin des publications / Publications in Review* figurent la liste des publications récentes du Secrétariat d'État, la présentation d'un lexique publié par l'Association des infirmières et infirmiers du Canada et une bibliographie fondamentale et analytique de la terminologie.

Michèle Valiquette

Editorial

The second semithematic issue of 1990 focusses on health and medicine. In addition to descriptions of the terminological research work performed by "Entraide Traduction Santé" and the Medical Research Council of Canada, it includes an article on fermentation processes and a glossary on surrogate motherhood.

In 1983, a group of translators working in the health field created "Entraide Traduction Santé", which constitutes a network of translators and terminologists representing public administrations, hospitals, professional associations and volunteer organizations.

Since 1984, the Medical Research Council of Canada (MRC) has been conducting terminological research in biotechnologies and medical semiology. In the area of biotechnologies, vocabularies were recently published on genetic and enzyme engineering; a third publication presents the basic vocabulary of the field of semiology. Updated works in both fields will soon be published in the Terminology Series of the Department of the Secretary of State of Canada. Other topics currently under study are cellular fusion (in biotechnologies) and the musculo-skeletal system (in semiology).

The non-thematic part of this issue includes articles on a variety of subjects: the evaluation of interpreters, the distribution of TERMIUM on compact disk, "ecology" and related terms, bird names, an account of the meeting of the *Réseau international de néologie et de terminologie* (International Network on Neology and Terminology) held in Hull in December 1989, and upcoming national and international congresses and symposiums. As mentioned in the previous issue, the Repères — T/R of the Department of the Secretary of State, which deal with grammar problems, will be published as a removable insert.

The column "Le Coin des publications / *Publications in Review*" includes a list of recent publications of the Department of the Secretary of State, a review of a glossary published by the Nurses Association of Canada, and a fundamental and analytical bibliography on terminology.

Michèle Valiquette

La recherche terminologique dans le domaine de la santé

par Martine Devaux

Quiconque a dû, à un moment ou à un autre, faire de la traduction dans le domaine de la santé sait très bien quels problèmes cela peut représenter. Qu'est-ce au juste que le domaine de la santé? Il s'agit, entre autres, de la médecine et de toutes ses spécialités et sous-spécialités, des soins infirmiers, des soins de réadaptation, de la physiothérapie, de la nutrition, de la pharmacologie, de la psychologie, de la santé publique, des services sociaux, de la dentisterie, de l'optométrie, etc. C'est un domaine technique, scientifique et administratif. Un domaine extrêmement vaste, sur lequel nous ne possédons que relativement peu d'ouvrages de référence spécialisés bilingues.

Il n'est donc pas surprenant que les traducteurs se heurtent à de nombreuses difficultés lorsqu'ils s'attaquent à ce domaine. Il leur faut le plus souvent l'aide de terminologues qui, faute de trouver facilement les termes voulus, doivent effectuer des recoupements pour arriver à trouver les équivalents, lorsqu'ils peuvent trouver des ouvrages. Car le domaine de la santé, toujours en pleine évolution, connaît de grands progrès scientifiques et technologiques. Les néologismes sont donc très courants et, bien entendu, des plus difficiles à rendre dans la langue d'arrivée. Il y a aussi la question des variantes terminologiques non seulement entre le Canada et la France, mais aussi entre les provinces canadiennes.

Par ailleurs, un grand nombre de traducteurs dans ce domaine travaillent de façon isolée, dans des organismes où ils sont seuls à exercer leur art. Ils doivent par conséquent demeurer constamment à l'affût des nouvelles notions et savoir maintenir le dialogue avec les collègues œuvrant eux aussi dans ce domaine.

Toutes ces conditions réunies ont été à l'origine d'un regroupement de traducteurs du domaine de la santé en 1983, professionnels qui, souffrant de travailler en vase clos, ont choisi de collaborer et de s'entraider en matière de traduction et de terminologie. Ce groupe, officiellement désigné par l'appellation Entraide Traduction

Santé (ETS), constitue donc un réseau de traducteurs et de terminologues représentant quatre grands secteurs : administrations publiques, hôpitaux, associations professionnelles et organismes bénévoles. Il a pour mandat de :

- a) fournir aux membres un réseau d'entraide et de soutien;
- b) discuter de problèmes de traduction et de terminologie pour arriver à un consensus et à une harmonisation des termes employés;
- c) présenter le résultat de ses travaux et recherches terminologiques suivant un format pratique et normalisé;
- d) rassembler un groupe important de traducteurs œuvrant dans le domaine de la santé et le faire connaître au sein de la profession;
- e) établir des contacts avec d'autres réseaux de traducteurs se donnant des buts semblables; et
- f) le cas échéant, faire des recommandations au nom d'ETS aux organismes concernés.

Au début, le groupe a entrepris principalement des travaux de recherche thématique dont les résultats étaient consignés sur des fiches. Des séances de « remue-ménages » incluses également au programme ont ainsi permis aux membres du groupe de présenter les problèmes rencontrés dans leur travail quotidien.

Après plusieurs années de recherches dans le domaine, ETS a décidé de publier le fruit de ses travaux afin que tous les traducteurs puissent en profiter, plutôt que de limiter la consultation des fiches aux seuls membres du groupe.

C'est ainsi qu'avec la collaboration de la Direction de la terminologie et des services linguistiques du Secrétariat d'État du Canada, Entraide Traduction Santé publiera son lexique sur les services de santé sous forme de bulletin terminologique au printemps de 1991.

Dans le cadre de leurs travaux, les membres de ETS ont dû se pencher sur des problèmes de contexte, d'usage, de sémantique, de stylistique, d'historique et même de statut professionnel pour les titres de postes.

Cela a été le cas, par exemple, pour l'équivalent de *dietitian* en anglais, qui est diététicienne en France, mais diététiste au Canada. On pourrait penser qu'il s'agit là uniquement d'une question de préférence, mais une étude plus poussée nous apprend que la profession et la formation qui y mène diffèrent entre ces deux pays. En effet, nos diététistes possèdent une formation universitaire plus poussée, et leurs fonctions varient par rapport à celles des diététiciennes d'outre-mer.

Le statut juridique d'une profession peut également avoir une incidence sur le titre réservé chez les professionnels de la santé, ce qui est parfois à l'origine des variantes entre les provinces. *Registered nurse*, par exemple, se rend par infirmière autorisée dans l'ensemble du Canada, sauf au Québec où, de par la loi, le titre d'infirmière sous-entend son autorisation à exercer sa profession. On doit donc parler uniquement d'infirmière lorsque le contexte se situe dans la province du Québec. Au Québec, Ms. Jane Doe, R.N. deviendra donc Madame Unetelle, infirmière. Les lois provinciales continuent de déterminer les équivalents français de nombreux autres titres, comme *denturist* ou *denture therapist*, termes qui se rendent par denturologiste au Québec et denturothérapeute en Ontario, pour ne citer qu'un autre exemple.

Les nouvelles notions dans les soins de santé posent également des problèmes de traduction, surtout lorsqu'elles ont vu le jour dans un pays étranger. C'est le cas, en particulier, de *primary nursing*, *primary health care* et *primary care*. De prime abord, ces notions ont l'air d'être liées. Elles appartiennent pourtant à des domaines bien distincts. *Primary nursing*, une modalité de distribution des soins, demeure une notion assez récente ayant fait son apparition aux

États-Unis, dont l'objectif principal est l'humanisation des soins. Cette modalité isole cinq principes pour définir l'organisation et la répartition du travail : la décentralisation des prises de décision, le clair partage des responsabilités, l'attribution des soins à une seule infirmière durant chaque horaire de travail, le suivi entre la planification et l'application des soins et la centralisation des communications relatives à un bénéficiaire par l'infirmière qui en a la charge. Ce sont, en français, les soins intégraux.

La notion de *primary health care*, par contre, se traduit par soins de santé primaires. Il s'agit là des soins de santé essentiels universellement accessibles à tous les individus et à toutes les familles de la communauté par des moyens qui leur sont acceptables, avec leur pleine participation et à un coût abordable pour la communauté et le pays. Les soins de santé primaires constituent le noyau du système de santé du pays et font partie intégrante du développement social et économique global de la communauté.

Toutefois, lorsque l'on parle de *primary care*, on veut essentiellement parler des soins médicaux de première ligne, c'est-à-dire du premier contact avec le médecin et du pouvoir de contrôle qu'exerce ce dernier sur l'accessibilité des services assurés. Les soins médicaux de première ligne, généralement axés sur la maladie, comprennent le diagnostic, le traitement et le suivi, ainsi que l'aiguillage vers d'autres services de santé et des services sociaux spécialisés.

Le lexique sur les services de santé comportera également une partie réservée à la terminologie administrative propre au domaine de la santé, par exemple, les diverses catégories de lits dans un hôpital : **bed in operation** — lit en service
bed scheduler — préposé à l'attribution des lits
bed set up for use — lit dressé
closed bed — lit désaffecté
contingency bed; swing bed — lit tampon
extra bed — lit en réserve
free bed; vacant bed — lit disponible
rated bed — lit basé sur la capacité théorique
staffed bed — lit doté en personnel

Il ne nous reste plus qu'à patienter encore un an avant de pouvoir nous procurer ce nouveau lexique des services de santé tant attendu.

Bibliographie

Dionne, D., Moussette D., Serralheiro, M., Struelens-Galand, B. « Que sont les soins intégraux? » *Nursing Québec*, volume 7, n° 3, mai/juin 1987, p. 21

Innes, J. « Primary Health Care in Perspective », *The Canadian Nurse / L'infirmière canadienne*, vol. 83, n° 8, septembre 1987, p. 17

Mongeau, E. *Bulletin de l'Association des diététistes du Québec*, 1962, p. 14-19

Organisation mondiale de la santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Rapport de la Conférence internationale sur les soins de santé primaires, Alma Ata 1978*, OMS : Genève, 1978, p. 38

La sémiologie médicale : Projet-clef de la terminologie du futur

par le docteur André Lussier

Lacunes à combler

Les mots, sibyllins ou non, sont trop souvent la cause de méprises. Une même étiquette peut recouvrir des contenus différents, et la forme peut parfois porter aussi à faux. C'est le problème majeur dans les sciences, notamment en biomédical.

Après avoir constaté les lacunes dont souffre la terminologie des sciences de la santé, le Conseil de recherches médicales (CRM) du Canada s'est interrogé sur les profondes répercussions de cette situation sur la recherche, sur l'enseignement et, par le fait même, sur les soins de la santé. À l'ère des télécommunications et des banques de données informatisées, ces lacunes risquent de poser de sérieux problèmes. À partir de ces constatations, le Conseil, reprenant les

objectifs que s'était déjà fixés le gouvernement en matière de langues officielles, proposa, dès le plan quinquennal de 1983, une série de projets de nature terminologique.

Amorce de solution

Avec l'approbation du Cabinet, le CRM, en collaboration avec le Secrétariat d'État, lançait en avril 1984 une série de projets de terminologie dans le domaine des sciences de la santé. Cette initiative visait notamment à promouvoir l'usage d'une terminologie de qualité dans les deux langues officielles chez les universitaires, chez les chercheurs, chez les praticiens et chez tous les utilisateurs de cette terminologie spécialisée.

Pour assurer la qualité des travaux et pour faciliter ainsi leur acceptation par le

milieu, plusieurs intervenants ont été mis à contribution. Un comité de direction, composé de représentants de cinq universités canadiennes (Laval, McGill, Montréal, Ottawa et Sherbrooke), de représentants du Secrétariat d'État et de représentants du Conseil de recherches médicales, a d'abord été formé. Le Comité a ensuite déterminé les grandes orientations du projet avant de coordonner leur mise en œuvre. Les principaux objectifs retenus par le Comité s'énoncent comme suit : promouvoir le développement, la diffusion et l'utilisation d'une terminologie normalisée de qualité dans le domaine des sciences de la santé.

Le Comité de direction a choisi de concentrer les premiers efforts de recherche terminologique dans deux domaines importants : les biotechnologies en médecine

fondamentale et la sémiologie en médecine clinique.

En sémiologie, les médecins cliniciens et les professeurs de facultés de médecine ont l'impression de bien maîtriser les termes traitant des bases diagnostiques, soit les signes et les symptômes. C'est une impression, difficile à accepter de prime abord, mais qui a été confirmée par d'éminents professeurs de médecine spécialisée qui ont participé aux séances de sélection et de vérification des termes étudiés dans les divers travaux de terminologie en sémiologie.

Une certaine uniformisation de la terminologie de cette discipline s'impose, d'autant plus qu'il existe déjà sur le marché international une multiplicité de progiciels de diagnostic et d'enseignement médical. L'utilisation de ces outils peut être faussée en l'absence d'une terminologie exacte.

Travail terminé : Sémiologie médicale générale

Les travaux de terminologie en sémiologie médicale générale ont été confiés au soussigné et à M^{me} Sylvie Dionne, terminologue du CRM et coordonnatrice du travail. Le domaine est défini comme « Partie de la médecine traitant des signes et symptômes qui traduisent la lésion d'un organe ou le trouble d'une fonction » (Manuila). Ce premier vocabulaire, intitulé *Sémiologie médicale*, a été publié par le Secrétariat d'État du Canada dans la collection « Les Cahiers de terminologie » en avril 1986, un peu moins de deux ans après le début du projet (juillet 1984).

Le corpus de base qui a servi à l'élaboration de cet ouvrage a été constitué des traités de propédeutique utilisés dans les diverses facultés de médecine au Canada. Comme il s'agit d'un vocabulaire de sémiologie élémentaire, le Comité a cru bon d'exclure la majorité des épreuves de laboratoire ainsi que tous les modes d'investigation paraclinique. Par contre, il a fallu conserver certains signes radiologiques et certaines analyses de laboratoire élémentaires de même que les techniques d'examen usuelles (palpation, percussion, auscultation, manœuvres, etc.). Le lecteur constatera l'absence de toute sémiologie obstétricale et la rare apparition de termes concernant la pédiatrie et la psychiatrie, ces domaines faisant généralement l'objet de traités particuliers.

De nombreux travailleurs ont participé au dépouillement des documents : terminologues, consultants de la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) du Secrétariat d'État, étudiants de la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke, consultants en spécialités médicales. Après l'étape de la recherche terminologique proprement dite et de la préparation des dossiers par des terminologues, un comité de normalisation formé de médecins de diverses formations et provenant de différentes facultés de médecine a tenu une dizaine de réunions sous la direction du docteur Philippe Dionne, spécialiste reconnu en sémiologie générale. Ce vocabulaire comporte un peu plus de 1 500 notions avec leurs désignations anglaises et françaises.

Travaux en cours : Sémiologie médicale spécialisée

Durant la réalisation du premier cahier de terminologie en sémiologie générale, le Comité de direction s'est penché sur la sélection d'un domaine spécialisé et sur un plan de réalisation de différents vocabulaires dans ce domaine. Les appareils et systèmes de l'organisme humain ont été évalués à la lumière de différents facteurs dont la morbidité, la mortalité, l'incidence de consultations journalières, le potentiel de récupération et l'avenir caractérisé par une augmentation des loisirs et de la population gériatrique. Compte tenu de l'importance de ces facteurs dans les statistiques à l'échelle nationale et internationale, l'appareil locomoteur a été retenu comme objet d'étude.

Il est prévu de publier quatre vocabulaires spécialisés de sémiologie de l'appareil locomoteur dont trois porteront sur les sous-domaines suivants : signes cliniques, signes radiologiques et signes biologiques (ou tests de laboratoire). Enfin, le quatrième vocabulaire sera consacré à la sémiologie quantitative.

Le premier vocabulaire spécialisé de l'appareil locomoteur portant sur les signes cliniques sera présenté sous forme de bulletin de terminologie. Un groupe de travail, sous la présidence du soussigné, et formé de spécialistes d'envergure internationale (rhumatologues, orthopédistes et physiatres), a établi les listes des traités spécialisés utilisés pour le dépouillement et la recherche terminologique. Il va de soi que, dans ce vocabulaire, tous les signes patronymiques

ainsi que les manœuvres correspondantes aidant à les élucider ont été ajoutés aux signes et aux symptômes usuels. De même, certains noms de maladie ont été inclus parce qu'ils font partie intégrante d'une certaine symptomatologie.

Le travail de recherche terminologique ayant été fait par domaine (crâne, rachis, etc.), il a semblé logique de conserver cette méthodologie et de présenter le vocabulaire dans un ordre systématique. À ces domaines ont été ajoutées les manifestations, les malformations congénitales et certaines cutanées neuro-musculaires et extra-articulaires. Le *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur. Volume I : signes cliniques* paraîtra sous peu.

Un radiologue spécialiste de l'appareil locomoteur fait actuellement partie du comité de révision des travaux de recherche terminologique portant sur l'imagerie médicale et qui donneront lieu à la publication prochaine du *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur. Volume II : signes radiologiques*.

Conclusion

Les divers vocabulaires de sémiologie sont diffusés à l'échelle nationale et internationale, notamment par le truchement de TERMIUM, banque de données linguistiques du Secrétariat d'État du Canada. À l'ère de l'informatique médicale, ils suscitent déjà l'intérêt de spécialistes étrangers et favorisent les échanges professionnels avec eux.

Notes

1. Le *Vocabulaire de sémiologie médicale* *Vocabulary of Medical Signs and Symptoms* est l'objet d'une mise à jour qui paraîtra dans la collection *Bulletins de terminologie / Terminology Series* du Secrétariat d'État en 1990.
2. Le *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur. Volume I : signes cliniques* paraîtra également dans la même collection en 1990.
3. Le *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur. Volume II : signes radiologiques* paraîtra également dans la même collection un peu plus tard.

Bibliographie

Conseil de recherches médicales du Canada et Secrétariat d'État du Canada/Medical Research Council of Canada and Department of the

Secretary of State of Canada. *Vocabulaire de sémiologie médicale / Vocabulary of Medical Signs and Symptoms*, (Ottawa), Direction générale de la terminologie et des services linguistiques/Terminology and Linguistic Services

Branch, avril/April 1986, XVIII-396 p. (Collection Les Cahiers de terminologie/Terminology Series, CT-29)

Manifestations articulaires de la polyarthrite rhumatoïde

par Sylvie Dionne

Le diagnostic de la polyarthrite rhumatoïde, « maladie inflammatoire du tissu conjonctif essentiellement polyarticulaire et à tendance symétrique », est relativement facile à poser lorsque l'affection atteint sa période d'état. Bien souvent, le simple examen du malade suffira : les déformations articulaires sont caractéristiques et prédominent aux mains et aux pieds, mais se retrouvent également aux genoux, aux coudes, aux épaules et aux hanches; le rachis cervical est assez souvent touché, mais le reste du rachis et les sacro-iliaques demeurent intacts sauf rares exceptions. Les manifestations extra-articulaires telles que les nodosités sous-cutanées ne seront pas traitées dans cet article.

L'atteinte des articulations des doigts est presque constante. Le gonflement en fuseau (*fusiform; spindle-shaped*) des interphalangiennes proximales est assez évocateur. On observe en outre aux doigts deux déformations principales : la **déformation en col de cygne** (*swan-neck deformity*) et la **déformation en boutonnière** (*boutonnière deformity*). La première est caractérisée par une flexion des métacarpophalangiennes, une hyperextension des interphalangiennes proximales et une flexion des interphalangiennes distales, auxquelles s'associe habituellement une déviation des doigts vers le côté cubital de la main, appelé **coup de vent cubital** ou **doigts en coup de vent** ou **main en coup de vent** (*ulnar drift; ulnar deviation of the fingers*). La deuxième, plus rare selon certains auteurs, correspond à une flexion des interphalangiennes proximales associée à une hyperextension des interphalangiennes distales; elle est due à une destruction du tendon de l'extenseur médian par la synovite rhumatoïde, à la face dorsale de l'articulation, près de l'insertion du ten-

don sur la base de la deuxième phalange. La déformation en col de cygne intéresse surtout le 2^e ou le 3^e doigt, et la déformation en boutonnière le 3^e ou le 4^e doigt.

On rencontre souvent au pouce une déformation analogue à la déformation en boutonnière. Le **pouce en Z** (*thumb boutonnière deformity; boutonnière deformity of the thumb; Z-shaped deformity of the thumb*) est caractérisé par une flexion de la métacarpophalangienne et une hyperextension de l'interphalangienne. Une deuxième variété de déformation du pouce consiste en une adduction du premier métacarpien, souvent compensée par une hyperextension de la métacarpophalangienne avec flexion de l'interphalangienne distale : c'est le **pouce en baïonnette** ou **pouce adductus** ou **pouce en C** (*thumb swan-neck deformity*). L'inflammation des gaines tendineuses des fléchisseurs peut provoquer le phénomène du **doigt à ressort** ou **doigt à ressaut** (*trigger finger*), caractérisé par un blocage dans le mouvement de flexion ou d'extension du doigt qui, à la suite de manœuvres, cède brusquement comme s'il était mû par un ressort. Cette affection est due à l'existence d'un nodule tendineux ou à une sténose de la gaine.

Les articulations des pieds sont fréquemment atteintes et leur inflammation entraîne un certain nombre de déformations, telles que l'**avant-pied plat** ou **pied plat antérieur** (*anterior flat foot*), marqué par un affaissement de l'arche antérieure du pied qui entraîne une hyperextension des têtes métatarsiennes moyennes, et responsable de l'apparition de durillons plantaires douloureux. L'**avant-pied rond** ou **pied rond** ou **avant-pied convexe** ou **pied rond antérieur** (*sag foot*) constitue une déformation de

l'avant-pied dont la plante devient convexe par affaissement de la voûte métatarsienne. À cette déformation s'associent un **coup de vent péronier** (*fibular drift*) et un **hallux valgus** (*hallux valgus*). Le coup de vent péronier est une lésion typique de la polyarthrite rhumatoïde, qui se caractérise par une déviation des orteils vers l'extérieur ainsi qu'une rétraction réalisant des **orteils en griffe** (*claw toes*). L'**hallux valgus** représente une abduction permanente du gros orteil coexistant généralement avec l'adduction permanente du premier métatarsien.

L'inflammation des genoux, très fréquente, se manifeste au début par une **hydarthrose** (*hydarthrosis*) traduisant un épanchement liquidien séreux dans la cavité articulaire. On peut observer une **atrophie du quadriceps** ou **atrophie quadricipitale** (*quadriceps atrophy; quadriceps wasting*) dès les premiers jours. Le **genu flexum** est une autre manifestation précoce de la polyarthrite rhumatoïde au genou. Il s'agit d'une déformation du genou en flexion, consécutive à la rétraction des tissus péri-articulaires postérieurs augmentant ainsi la pression intra-articulaire et entraînant la formation d'une hernie de la synoviale appelé **kyste poplité** ou **kyste de Baker** (*popliteal cyst; Baker's cyst*). Cette tuméfaction kystique, prenant naissance dans le creux poplité, est due soit à une inflammation de la bourse séreuse du muscle poplité, soit à une hernie capsulo-synoviale de l'articulation du genou. Les phénomènes inflammatoires de l'articulation du coude peuvent présenter un tableau à peu près identique à celui du genou.

Enfin, l'atteinte de la hanche, de l'épaule et du rachis cervical se manifeste habituellement par des douleurs et un enraidissement.

Conclusion

Ces manifestations, on ne peut malheureusement que les soulager. Il est impossible, d'après les connaissances actuelles, de les prévenir malgré les recherches en cours depuis de nombreuses années.

Bibliographie

De Seze, Stanislas et Antoine Rickewaert. *Maladies des os et des articulations*. Paris : Flammarion, 1954- , 3 v. (f. mobiles)

Kelley, William N., et al. *Textbook of Rheumatology*. 2nd ed. Philadelphia : Saunders, 1985, 2 v.

Rickewaert, Antoine. *Os et articulations*. Paris : Flammarion, c1971, 263 p. (La pathologie médicale, 8)

Simon, Lucien, Francis Blotman et Joseph Claustre. *Abrégé de rhumatologie*. 4^e éd. Paris : Masson, 1984, 589 p.

Lexique anglais-français

anterior flat foot — avant-pied plat; pied plat antérieur

Baker's cyst — V. popliteal cyst
boutonnière deformity; buttonhole deformity — déformation en boutonnière

boutonnière deformity of the thumb — V. thumb boutonnière deformity

buttonhole deformity — V. boutonnière deformity

claw toes — orteils en griffe

fibular drift — coup de vent péronier

fusiform; spindle-shaped — en fuseau

hallux valgus — hallux valgus

hydrarthrosis — hydarthrose

popliteal cyst; Baker's cyst — kyste poplité; kyste de Baker

quadriceps atrophy; quadriceps wasting — atrophie du quadriceps; atrophie quadricipitale

quadriceps wasting — V. quadriceps atrophy
sag foot — avant pied rond; pied rond; avant-pied convexe; pied rond antérieur

spindle-shaped — V. fusiform

swan-neck deformity — déformation en col de cygne

thumb boutonnière deformity; boutonnière deformity of the thumb; z-shaped deformity of the thumb — pouce en z

thumb swan-neck deformity — pouce en baïonnette; pouce adductus; pouce en c
trigger finger — doigt à ressort; doigt à ressaut

ulnar deviation of the fingers — V. ulnar drift

ulnar drift; ulnar deviation of the fingers — coup de vent cubital; doigts en coup de vent; main en coup de vent

z-shaped deformity of the thumb — V. thumb boutonnière deformity

Terminologie en biotechnologies

par le docteur Edgar Delvin et Gisèle Pham

Historique

Le Conseil de recherches médicales du Canada est une société d'État établie par le Parlement en 1969. Sa mission essentielle consiste à appuyer la recherche en sciences biomédicales et la formation de chercheurs par des subventions et des bourses. La recherche en sciences de la santé, comme la recherche dans tout autre domaine, nécessite l'acquisition de nouvelles connaissances ainsi que le développement et l'utilisation d'une vaste gamme de techniques nouvelles. Les biotechnologies et les domaines qui s'y rattachent font partie de cet arsenal de moyens.

À l'ère de la mondialisation des échanges, les carences terminologiques risquent de créer des problèmes de communication et de compromettre le développement des jeunes scientifiques. Ces constatations et les objectifs du gouvernement fédéral en matière de bilinguisme ont incité le Conseil à entreprendre des travaux en terminologie dans le cadre de son plan quinquennal de 1983.

Domaines d'étude

À la suite de l'approbation du Cabinet, le Conseil de recherches médicales du Canada, en collaboration avec la Direction générale de la terminologie et des services linguistiques du Secrétariat d'État, lançait en 1984 un projet de terminologie en biotechnologies. Les biotechnologies, selon notre propre définition, désignent l'ensemble des méthodes et des techniques qui, appliquées à des micro-organismes, des cellules ou des parties de celles-ci, produisent des cellules modifiées ou des organismes nouveaux permettant d'obtenir des produits nouveaux ou encore des produits déjà connus, à partir de nouvelles méthodes de nature biologique. Ce vaste domaine a été divisé pour fins d'études terminologiques en trois volets : le génie génétique, le génie enzymatique et le génie cellulaire.

Le génie génétique est défini comme un ensemble de procédés issus de la biologie moléculaire permettant la manipulation de l'ADN. Certains caractères du patrimoine

héréditaire des micro-organismes peuvent ainsi être reprogrammés pour produire soit des substances nouvelles, soit plus efficacement, certains des métabolites propres à la souche ou à l'espèce.

Le génie enzymatique regroupe toutes les techniques par lesquelles un enzyme ou un groupe d'enzymes, isolés ou fixés sur un support, sont harnachés pour catalyser des réactions chimiques. Technologie nouvelle, le génie enzymatique est probablement le secteur scientifique qui regroupe le plus de disciplines variées comme la biologie cellulaire, la biochimie, la biophysique, l'enzymologie.

Le génie cellulaire se définit comme étant un ensemble de méthodes utilisées dans la culture, la transformation et la fusion cellulaire. Ce domaine fait appel à la virologie, à la bactériologie, à la biologie cellulaire et à la biologie moléculaire. Étant donné l'étendue du sujet, le génie cellulaire doit être traité en quatre volets distincts : la cellule outil de la biotechnologie, les méthodologies et applications dans différents

domaines, la caractérisation de la cellule en culture et finalement l'expression génétique.

Structure du projet de terminologie

Le Comité de direction, composé de représentants de cinq universités (Laval, McGill, Ottawa, Sherbrooke, Montréal) ainsi que des représentants du Secrétariat d'État et du Conseil de recherches médicales du Canada, a élaboré les grandes lignes du projet et en a coordonné la mise en œuvre. Les représentants de la Direction générale de la terminologie et des services linguistiques du Secrétariat d'État ont agi à titre de consultants et ont contribué à la mise en forme des documents. L'équipe de recherche terminologique se compose du directeur de projet d'une terminologue responsable du projet, (co-signataire du présent article), de deux terminologues et d'un étudiant inscrit au doctorat en biochimie.

Méthode terminologique

Nous avons suivi la méthode terminologique qui consiste à rassembler la documentation relative à un domaine d'activité et à dépouiller cette documentation afin d'identifier les unités terminologiques qui appartiennent à cette sphère d'activité. La recherche terminologique s'est faite à partir d'ouvrages scientifiques, de revues spécialisées, d'articles encyclopédiques, de dictionnaires scientifiques et techniques ainsi que de dictionnaires généraux. Les données terminologiques ont ensuite été examinées pour qu'en soient déterminés le degré d'exactitude et les possibilités d'appariement avec des termes d'une autre langue. Les équivalences fournies par les sources bilingues et plurilingues n'ont été retenues que dans la mesure où les renseignements ont été confirmés par une étude comparative des définitions et des contextes recueillis.

Les fiches terminologiques, rédigées dans les deux langues, ont ensuite été évaluées sur le plan scientifique par un comité de normalisation composé de spécialistes francophones et anglophones.

Cependant, malgré nos recherches, pour certains termes, des équivalents appropriés n'ont pu être repérés pour diverses raisons : absence de correspondance absolue,

dépouillement non paritaire entre l'anglais et le français, déséquilibre dans les ressources de recherches disponibles en termes quantitatifs et qualitatifs, et carence de notions dans l'une ou l'autre des langues. Pour ces cas, nous avons eu recours à des néologismes ou à l'emprunt pour corriger ces lacunes. Tous ces cas ont été clairement signalés au lecteur. Il nous apparaît opportun de souligner qu'en raison de cette situation, nous avons procédé avec une grande minutie à l'appariement des termes scientifiques utilisés en français et en anglais, de façon non seulement à représenter correctement la réalité scientifique d'aujourd'hui, mais aussi à ne pas figer la terminologie dans un encadrement que la réalité ne pourrait souffrir.

Les résultats des travaux ont été versés dans TERMIUM, banque de données linguistiques du Secrétariat d'État du Canada, et ont été ainsi rendus accessibles à l'ensemble des traducteurs et rédacteurs de l'administration fédérale ainsi qu'à un grand nombre d'organismes pour qui une terminologie de qualité est un moyen important de favoriser la communication dans des domaines hautement spécialisés.

Conclusion

Lorsque les vocabulaires et les bulletins seront uniformisés au Canada, le Conseil de recherches médicales établira des liens plus étroits avec les pays étrangers qui entreprennent des recherches analogues. Les travaux effectués devraient dépasser le cadre du bilinguisme et servir de point de départ dans d'autres langues.

Exemple de néologie : fiche bilingue appartenant au vocabulaire du génie génétique

Partie anglaise de la fiche chromosome jumping

Method for obtaining clones at a considerable distance from an initial cloned fragment, without the need for overlapping clones of DNA regions between the two sites. The procedure involves digesting very high molecular weight DNA with a frequent-cutting enzyme (such as Mbo I) and size selecting so that fragments of the desired jump size (N kb) are obtained. The DNA is then ligated such that ligation into circles is markedly favored over the formation of multimers. It can be advanta-

geous to include a marker DNA segment, for example sup F, within the covalently linked circles, to allow identification of the junction fragments in subsequent manipulations. The circles are then digested with a second enzyme, generating a large number of fragments. Most of these will be continuous DNA pieces from the genome, but a few will represent junction fragments originally arising from the two ends of the N kb long linear DNA. The selectable marker can then be used to generate a library of such junction fragments. Not only is jumping faster than walking, but it also has the advantage of being able to move over unclonable sequences. The human genome is studded with such sequences and they can stop a walk in its tracks.

Partie française de la fiche

saut chromosomique; butinage chromosomique; analyse chromosomique par sauts; analyse chromosomique par butinage

Technique permettant l'obtention de clones d'ADN chromosomique situés à des sites séparés par une distance considérable sans avoir besoin de clones d'ADN se chevauchant entre les deux sites. La procédure requiert la digestion d'ADN hautement polymérisé par un enzyme coupant à haute fréquence, tel l'enzyme Mbo et la sélection des fragments obtenus selon leur taille (N Kb). Les fragments sont ensuite ligaturés dans des conditions favorisant une ligature circulaire. L'inclusion d'un fragment d'ADN marqueur, Sup F à titre d'exemple, dans l'ADN circulaire permet l'identification des fragments de jonction dans les manipulations subséquentes. Les structures d'ADN circulaire sont ensuite digérées avec un deuxième enzyme produisant un grand nombre de fragments. La plupart de ceux-ci sont des segments d'ADN génomique mais quelques-uns proviennent des deux extrémités du segment linéaire d'ADN de N Kb. Le marqueur sélectionné peut ainsi générer une bibliothèque de fragments de jonction propres à l'ADN génomique analysé. L'analyse chromosomique par butinage est non seulement plus rapide que celle par marche sur le chromosome, mais aussi permet de court-circuiter certains segments d'ADN dont il est impossible d'obtenir des clones. Le génome humain est parsemé de telles séquences interrompant fréquemment l'analyse du chromosome par marche.

Note

Le *Vocabulaire de génie génétique / Genetic Engineering Vocabulary* est l'objet d'une mise à jour qui paraîtra dans la collection *Bulletins de terminologie / Terminology Series* en 1990.

Bibliographie

Conseil de recherches médicales du Canada et Secrétariat d'État du Canada/Medical Research Council of Canada and Department of the Secretary of State of Canada. *Vocabulaire de génie génétique / Genetic Engineering Vocabulary*, (Ottawa), Direction générale de la ter-

minologie et des services linguistiques / Terminology and Linguistic Services Branch, avril/April 1986, XVIII-410 p. (Collection Les Cahiers de terminologie/Terminology Series, CT-28)

Conseil de recherches médicales du Canada et Secrétariat d'État du Canada/Medical Research

Council of Canada and Department of the Secretary of State of Canada. *Vocabulaire de génie enzymatique / Enzyme Engineering Vocabulary*. (Ottawa), Direction générale de la terminologie et des services linguistiques / Terminology and Linguistic Services Branch, mars/March 1989, XVIII-753 p. (Collection Les Cahiers de terminologie/Terminology Series)

La fermentation

par Sylvie Filiatrault

« La fermentation est la vie sans air ». Cet énoncé de Pasteur, qui restreignait la notion de fermentation à celle d'anaérobiose, ne saurait s'appliquer à la fermentation telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui.

La fermentation est un des procédés chimiques les plus anciens utilisés par l'homme. À l'origine, le terme « fermentation » désignait le bouillonnement avec dégagement gazeux observé lors de la transformation des jus de fruits en boissons alcoolisées. Plus tard, pour Pasteur, il décrivait une réaction se déroulant en l'absence d'oxygène, au cours de laquelle divers micro-organismes tirent de la matière organique l'énergie nécessaire à leur croissance. Aujourd'hui, ce terme correspond à une réalité beaucoup plus vaste. Il sert à désigner presque tout procédé de transformation biologique, aussi bien en aérobie qu'en anaérobiose.

La fermentation a, de nos jours, trois grandes applications : l'alimentation; le traitement des eaux résiduaires et la production de méthane; la production d'antibiotiques et de vaccins.

Son utilisation dans l'alimentation est certainement la plus connue et la plus ancienne, que l'on pense seulement à la fermentation alcoolique. Quant à son utilisation pour récupérer du gaz à partir de fumiers et pour traiter les eaux résiduaires urbaines, elle remonte au début du siècle. Dans le domaine médical, la fermentation est utilisée depuis un demi-siècle pour la fabrication, entre autres, de vaccins et d'antibiotiques.

De simple bouillonnement, la fermentation est devenue un procédé industriel de

première importance au sein de ce qu'on appelle les biotechnologies. En constante évolution, elle pourrait, dans les années à venir, permettre de résoudre certains problèmes alimentaires, médicaux et énergétiques.

Généralités

La fermentation (*fermentation*) est la transformation de matières organiques sous l'action de divers agents biologiques (levures, bactéries, etc.). La digestion (*digestion*) quant à elle, concerne plus particulièrement le traitement des eaux usées et la production de méthane.

La notion de fermentation est intimement liée à celle d'anaérobiose (*anaerobiosis*), ou de vie en l'absence d'oxygène. Longtemps, la fermentation a été un procédé strictement anaérobie. Aujourd'hui, on considère également comme une fermentation tout procédé de transformation de la biomasse se produisant en aérobie (*aerobiosis*), c'est-à-dire en présence d'oxygène.

Une fermentation peut s'effectuer selon deux modes de production principaux : en continu ou en discontinu. Dans la fermentation continue ou fermentation en continu (*continuous fermentation*), l'apport en substrat et l'extraction des métabolites ont lieu simultanément. La fermentation discontinue ou fermentation en discontinu ou fermentation par lots (*batch fermentation*) est caractérisée, quant à elle, par un apport unique de substrat au début d'un cycle de production et une vidange en fin de cycle. L'anglicisme fermentation en batch est à déconseiller.

Un troisième mode de production, la fermentation discontinue à alimentation programmée en substrat (*fed batch fermentation*), consiste à alimenter le système en substrat tout au long de la fermentation. Comme pour la fermentation discontinue, il y a vidange de la cuve à la fin de chaque cycle.

Dans la fermentation semi-continue ou fermentation en semi-continu (*semicontinuous fermentation*), le liquide fermenté est partiellement soutiré et remplacé par de la matière fraîche. L'ensemencement ou inoculation (*inoculation*) est l'introduction d'une culture de départ dans un milieu neuf. Cette culture de départ, qui fait démarrer le processus de fermentation, s'appelle inoculum (*inoculum*).

La croissance microbienne se fait en quatre phases : une phase de latence ou temps de latence (*lag phase*) pendant laquelle les micro-organismes s'adaptent au milieu, la croissance étant pratiquement nulle; une phase exponentielle (*exponential phase*) au cours de laquelle le taux de croissance microbienne atteint son maximum; une phase stationnaire (*stationary phase*) caractérisée par la diminution puis l'arrêt de la reproduction cellulaire, les micro-organismes ayant fini par épuiser le milieu; une phase de déclin, ou phase de mortalité ou phase de décroissance (*death phase; declining phase*), correspondant à la diminution du nombre de cellules viables et, parallèlement, de la concentration en biomasse.

On appelle temps de rétention, ou temps de séjour ou temps de résidence (*retention time; residence time; detention*

time), la durée pendant laquelle une unité de volume d'une matière organique est maintenue dans une cuve à fermentation pour y produire du biogaz.

Le temps de rétention des solides (*solids retention time; SRT*) est le temps moyen de séjour des matières solides en suspension dans une station de traitement biologique des eaux usées par des boues activées. Ce temps est calculé en fonction du poids total des matières solides divisé par le poids total des matières solides en suspension soutirées par jour.

Le temps de rétention hydraulique ou temps de séjour hydraulique (*hydraulic retention time; HRT*) est le temps moyen de séjour du liquide dans le digesteur, calculé en divisant le volume du digesteur par le volume de la matière organique soutirée par jour.

Le taux de dilution ou *D* (*dilution rate; D*) est l'inverse du temps de rétention hydraulique et correspond au taux de remplacement du milieu.

L'acidogénèse (*acidogenesis*) est la phase de la fermentation méthanique au cours de laquelle il y a production d'acides gras volatils. Cette phase précède la méthanogénèse (*methanogenesis*) qui voit les acides gras volatils transformés en méthane par des bactéries méthanogènes.

Un biocombustible (*biofuel*) est un combustible solide, liquide ou gazeux tiré de la biomasse. L'un des principaux biocombustibles est le biogaz (*biogas*) obtenu par digestion anaérobie; il contient de 50 à 70 % de méthane, le reste étant composé essentiellement de gaz carbonique, d'un peu d'hydrogène, d'oxygène, d'azote, d'autres gaz divers et d'un peu de vapeur d'eau. Le terme biométhane (*biomethane*), souvent employé comme synonyme, devrait plutôt désigner le méthane produit par voie biologique, et non un mélange.

Les fermentations sont souvent génératrices de grandes quantités de mousses; pour les réduire, et ainsi prévenir le débordement du fermenteur, ou pour empêcher leur formation, on peut faire appel à une substance chimique que l'on appelle anti-mousse (*antifoam; antifoam agent; anti-foaming agent*).

Pasteur avait montré que les levures consomment moins de glucoses en aéro-

biose qu'en anaérobiose. Cette inhibition du fonctionnement des enzymes fermentaires en présence d'oxygène est connu sous le nom d'effet Pasteur (*Pasteur effect*).

Le coefficient volumétrique de transfert ou K_La (*volumetric oxygen transfer coefficient; K_La*) indique l'efficacité avec laquelle le dispositif d'aération d'un fermenteur effectue le transfert d'oxygène.

Le lavage ou lessivage (*wash out*) correspond à une chute de la concentration en biomasse dans le fermenteur à la suite d'un apport trop important de milieu réactionnel, ce qui a pour effet d'abréger le temps de séjour du fluide et de diminuer la productivité du fermenteur.

Types de fermentations

La plus ancienne des fermentations, la fermentation alcoolique, ou fermentation éthylique (*alcoholic fermentation; ethanolic fermentation*), est un processus de transformation des sucres en alcool éthylique. Au cours de la fermentation alcoolique, l'acide pyruvique est décarboxylé en acétaldéhyde et en gaz carbonique. La réduction de l'acétaldéhyde engendre la formation d'éthanol.

La fermentation acétonobutylique (*acetone-butanol fermentation*) dépend d'une bactérie du genre *Clostridium* dont le schéma métabolique de dégradation des sucres est une variante de la fermentation butyrique. Elle produit un mélange de solvants, le butanol, produit principal, et l'acétone, auquel s'ajoute un peu d'éthanol.

La fermentation lactique (*lactic acid fermentation; lactic fermentation*) correspond à la transformation du lactose ou du glucose en acide lactique, sous l'effet de micro-organismes du genre *Lactobacillus*. Elle peut être hétérolactique ou homolactique. La fermentation hétérolactique (*beterolactic fermentation*) s'effectue à l'aide de bactéries qui dégradent les hexoses pour produire de l'acide lactique, produit principal mais comptant pour moins de 50 % des sucres utilisés, ainsi que de l'éthanol, du gaz carbonique et parfois de l'acide acétique. Dans la fermentation homolactique (*homolactic fermentation*), l'acide lactique, qui provient de la réduction de l'acide pyruvique, compte pour 80 % des sucres fermentés.

La fermentation méthanique ou fermentation méthanogène ou méthanisation

(*biomethanation; methane fermentation*) est un procédé de bioconversion anaérobie des matières organiques conduisant à la formation de biogaz constitué principalement de méthane.

La fermentation acide mixte (*mixed acid fermentation; formic acid fermentation*), réalisée par des Entérobactéries, est caractérisée par la production d'éthanol et de plusieurs acides organiques : acide lactique, acide acétique, acide succinique, acide formique. Certaines bactéries (*Escherichia coli*) possèdent l'hydrogène lyase formique et décomposent immédiatement l'acide formique en hydrogène et gaz carbonique.

La fermentation propionique (*propionic fermentation; propionic acid fermentation*) est un procédé de dégradation des sucres faisant appel à des bactéries anaérobies, principalement de type *Propionibacterium*, pour produire de l'acide propionique, de l'acide acétique, du gaz carbonique et de l'acide succinique.

Fermenteurs et digesteurs

Le fermenteur (*fermenter*) est l'enceinte dans laquelle se fait la fermentation. Dans sa forme la plus simple, un fermenteur est une cuve de géométrie appropriée équipée ou non de systèmes d'agitation, d'homogénéisation et d'aération, munie d'entrées et de sorties permettant la charge (milieu de culture, inoculum, gaz divers) et la récolte ultérieure. Le digesteur (*digester*) est un type particulier de fermenteur qui s'applique plus spécifiquement au traitement des eaux usées et à la production de méthane.

Le plus utilisé des fermenteurs est le fermenteur avec agitation mécanique (*stirred tank fermenter*). Il consiste en une cuve cylindrique munie de turbines d'agitation, d'un serpentin refroidisseur immergé dans le liquide en fermentation pour la régulation de la température, et parfois d'une double enveloppe. Ce fermenteur permet une bonne aération et une bonne homogénéisation du milieu de culture.

Le chemostat (*chemostat*) est un type de fermenteur à fonctionnement continu dans lequel la concentration d'une substance nutritive critique présente dans le flux entrant est calculée de façon à contrôler la vitesse de réaction en limitant la prolifération des micro-organismes.

Dans un turbidostat (*turbidostat*), une pompe doseuse alimentant la culture en milieu neuf est asservie à un système régulateur équipé d'une cellule photoélectrique de densité cellulaire. Ainsi, la concentration en biomasse est maintenue constante.

Dans le fermenteur piston (*plug flow fermenter*), la masse réactionnelle progresse par tranches parallèles et indépendantes, sans rétro mélangeage, c'est-à-dire sans échanger de matière entre elles.

La colonne à bulles (*bubble column; bubble column fermenter*) est une colonne cylindrique verticale remplie de liquide et munie à la base d'un dispositif pour disperser le gaz. Ce dernier forme ainsi des bulles qui montent dans le liquide; la fraction du gaz qui n'a pas été absorbée par le liquide s'échappe du sommet de la colonne.

La tour de fermentation (*tower fermenter*) est une version modifiée de la colonne à bulles. Elle consiste en un cylindre vertical dont la hauteur est très supérieure au diamètre, équipé de plaques perforées, ce qui la distingue de la colonne à bulles.

Le fermenteur gazosiphon ou fermenteur à air forcé (*air-lift fermenter; gas-lift fermenter*) est encore un autre type de colonne à bulles. Il se présente sous forme d'une colonne munie à sa base d'un dispositif d'insufflation d'air; l'air et le liquide montent d'un côté de la colonne pour redescendre de l'autre. En anglais, le terme *pressure-cycle fermenter* désigne plus précisément le type de fermenteur gazosiphon construit par la firme Imperial Chemical Industries. L'anglicisme fermenteur air-lift est à déconseiller.

Dans le procédé par contact anaérobie (*anaerobic contact process*), utilisé pour le traitement des eaux usées, les micro-organismes responsables de la stabilisation des eaux sont enlevés de l'effluent traité par décantation et recyclés pour améliorer le rendement du traitement.

Un autre système de traitement des eaux usées, le filtre anaérobie (*anaerobic filter*), consiste en un digesteur dans lequel la circulation de l'effluent s'effectue de bas en haut, le fluide à épurer traversant une surface de solides inertes qui retiennent les bactéries anaérobies et maintiennent ainsi une concentration élevée en biomasse.

Le lit fluidisé (*fluidized bed*) est une version améliorée du filtre anaérobie et consiste en un biocatalyseur immobilisé sur des particules fines agrégées et maintenues en suspension par le flux ascendant du milieu de culture. Il permet une concentration encore plus grande en biomasse.

Le lit de boues expansées ou lit de boues granuleuses (*upflow anaerobic sludge blanket; UASB*) est un autre type de filtre anaérobie qui maintient la biomasse dans le digesteur grâce à des caractéristiques exceptionnelles de floculation et à une grande vitesse de sédimentation. Cette technologie repose sur l'obtention de granules, constitués d'un agglomérat de solides et de bactéries, maintenus en expansion par le flux liquide ascendant et formant un lit de boues. La partie supérieure du digesteur favorise la séparation entre le liquide et les boues.

Lexique anglais-français

acetone-butanol fermentation — fermentation acétonobutylique
acidogenesis — acidogénèse
aerobiosis — aérobie
air-lift fermenter; gas-lift fermenter; pressure-cycle fermenter — fermenteur gazosiphon; fermenteur à air forcé; fermenteur air-lift (à déconseiller)
alcoholic fermentation; ethanolic fermentation — fermentation alcoolique; fermentation éthylique
anaerobic contact process — procédé par contact anaérobie
anaerobic filter — filtre anaérobie
anaerobiosis — anaérobiose
antifoam; antifoam agent; antifoaming agent — antimousse
antifoam agent — v. antifoam
antifoaming agent — v. antifoam
batch fermentation — fermentation discontinue; fermentation en discontinu; fermentation par lots; fermentation en batch (à déconseiller)
biofuel — biocombustible
biogas — biogaz
biomethanation; methane fermentation — fermentation méthanique; fermentation méthanogène; méthanisation
biomethane — biométhane
bubble column; bubble column fermenter — colonne à bulles
bubble column fermenter — v. bubble column
chemostat — chemostat
continuous fermentation — fermentation continue; fermentation en continu

D — v. dilution rate

death phase; declining phase — phase de déclin; phase de mortalité; phase de décroissance

detention time — v. retention time

digester — digesteur

digestion — digestion

dilution rate; D — taux de dilution; D

ethanolic fermentation — v. alcoholic fermentation

exponential phase — phase exponentielle

fed batch fermentation — fermentation discontinue à alimentation programmée en substrat

fermentation — fermentation

fermenter — fermenteur

fluidized bed — lit fluidisé

formic acid fermentation — v. mixed acid fermentation

gas-lift fermenter — v. air-lift fermenter

heterolactic fermentation — fermentation hétérolactique

homolactic fermentation — fermentation homolactique

HRT — v. hydraulic retention time

hydraulic retention time; HRT — temps de rétention hydraulique; temps de séjour hydraulique

inoculation — inoculation; ensemencement

$K_L a$ — v. volumetric oxygen transfer coefficient

lactic acid fermentation; lactic fermentation — fermentation lactique

lag phase — phase de latence; temps de latence

methane fermentation — v. biomethanation

methanogenesis — méthanogénèse

mixed acid fermentation; formic acid fermentation — fermentation acide mixte

Pasteur effect — effet Pasteur

plug flow fermenter — fermenteur piston

pressure-cycle fermenter — v. air-lift fermenter

propionic acid fermentation — v. propionic fermentation

propionic fermentation; propionic acid fermentation — fermentation propionique

residence time — v. retention time

retention time; residence time; detention time — temps de rétention; temps de séjour; temps de résidence

semicontinuous fermentation — fermentation semi-continue; fermentation en semi-continu

solids retention time; SRT — temps de rétention des solides

SRT — v. solids retention time

stationary phase — phase stationnaire

stirred tank fermenter — fermenteur avec agitation mécanique

tower fermenter — tour de fermentation
 turbidostat — turbidostat
 UASB — v. upflow anaerobic sludge blanket
 upflow anaerobic sludge blanket; UASB —
 lit de boues expansées; lit de boues
 granuleuses
 volumetric oxygen transfer coefficient;
 $K_L a$ — coefficient volumétrique de
 transfert; $K_L a$
 wash out — lavage; lessivage

Bibliographie

Bu'lock, John and Bjorn Kristiansen, ed. *Basic Biotechnology*. London, Academic Press, 1987, 561 p.

Ceccaldi, Paula. « Les fermenteurs » in *Biofutur*. Paris, n° 5 (sept. 1982), pp. 67-71.

CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées). *Vocabulaire des biotechnologies*. Paris, CESTA, 1987, 218 p.

Coombs, Jim. *Dictionary of Biotechnology*. New York, Elsevier, 1986, 330 p.

Demeyer, Albert et al. *La Conversion bioénergétique du rayonnement solaire et les biotechnologies*. Paris, Technique et Documentation-Lavoisier, 1982, 314 p.

Dumon, Roger. *La Valorisation énergétique du bois et de la biomasse. L'énergie verte*. (Coll. « Les objectifs scientifiques de demain », n° 12). Paris, Masson, 1982, 201 p.

F.G.A.-C.F.D.T. *Alternative pour aujourd'hui. La biomasse. Énergie verte*. Paris, Montholon Service, 1981, 269 p.

Navarro, Jean-Marie et G. Goma. *Fermentation continue : théorie et applications à la préparation des boissons fermentées*. (Série « Synthèses bibliographiques », n° 11). Sous le patronage du BNIST (Bureau National d'Informations Scientifiques et Techniques). Toulouse, Association pour la promotion industrie agriculture, Centre de documentation internationale des industries utilisatrices de produits agricoles, 1976, 116 p.

OLF (Office de la langue française) et Association québécoise des techniques de l'eau. *Diction-*

naire de l'eau. (« Cahiers de l'OLF »). Québec, Éditeur officiel du Québec, 1981, 544 p.

OLF (Office de la langue française). *Néologie en marche*. (« Épuration des eaux. Électronique. Biotechnologies. », n° 34). Québec, Éditeur officiel du Québec, 1983, 92 p.

OLF (Office de la langue française). *Néologie en marche*. (« Épuration des eaux. Électronique. Biotechnologies. », n° 35). Québec, Éditeur officiel du Québec, 1983, 89 p.

Scriban, René, coord. *Biotechnologie*. 2^e éd. rev. et aug. Paris, Technique et Documentation-Lavoisier, 1984, 662 p.

Segura, Jean. « La fermentation méthanique et l'épuration » in *Biofutur*. Paris, n° 10 (fév. 1983), pp. 47-52.

Vauge, Christian. *Lexique des énergies renouvelables*. Paris, Éditions SCM, 1980, 202 p.

Wiseman, Alan, ed. *Principles of Biotechnology*. Glasgow, New York, Surrey University Press, 1983, 217 p.

Les « ventres à louer »

par Sylvie DuPont

Par suite de l'évolution rapide des techniques de reproduction humaine, les médecins et les législateurs, aux prises avec de nombreux problèmes d'ordre éthique et juridique, ont dû se doter d'une terminologie bien précise.

Des notions longtemps tenues pour immuables ont littéralement éclaté, donnant naissance à une multitude de nouveaux concepts, tels ceux de mère porteuse, de père social, de parent génétique. Voici un petit vocabulaire qui pourra être utile à tous ceux et celles qui doivent décrire ces nouvelles notions :

contrat de grossesse

surrogateship contract; surrogacy contract

Accord entre une « mère porteuse » et un « père biologique » qui désire un enfant

qui lui soit génétiquement lié. Contre rémunération, la mère porteuse se fait inséminer avec le sperme du père biologique, porte l'enfant ainsi conçu et le remet au père biologique et à sa conjointe dès la naissance.

couple demandeur

Couple formé par le père biologique et sa conjointe. Ce couple signe le contrat de grossesse avec la mère porteuse.

couple locateur

Terme à connotation péjorative pour désigner le couple demandeur dans un contrat (contrat de grossesse) dont l'objet est une location de services.

donneuse

Femme qui donne ses ovules à un couple dont la femme est stérile. On utilise

alors le sperme de l'homme de ce couple, et l'embryon résultant de cette fécondation est ensuite réimplanté dans l'utérus de la future mère. Voir « mère biologique » et « mère génétique ».

On parle de *donneuse élective* lorsque la future mère choisit elle-même la donneuse d'ovocytes; il peut s'agir d'une sœur ou d'une amie avec laquelle elle est très liée.

femme commanditaire

Terme péjoratif pour désigner la femme dans un couple demandeur.

maternité de substitution

surrogate motherhood; surrogate mothering

Pratique médico-légale où une femme accepte de porter à terme un fœtus pour un

couple. Cette femme se fait inséminer avec le sperme du conjoint (ou porte l'embryon conçu dans l'utérus de la femme), mène le fœtus à terme, et remet le nouveau-né au couple à la naissance.

mère biologique

biological mother

Femme qui donne ses gamètes pour fécondation dans l'utérus d'une autre femme. La femme qui mène le fœtus à terme pour un couple peut également être la « mère biologique » si ce sont ses gamètes qui sont utilisées plutôt que celles de la femme du couple demandeur.

mère génétique

genetic mother

Femme qui peut concevoir un embryon, mais est incapable de mener une grossesse à terme et dont on peut prélever l'embryon et le transférer dans l'utérus d'une autre femme (mère porteuse). La mère porteuse devient ainsi la mère biologique sans nécessairement être la mère génétique.

mère porteuse; mère de substitution

surrogate mother

Femme qui aide un couple à avoir un enfant en se faisant inséminer par le sperme de l'homme de ce couple et en menant la grossesse à terme. Elle peut également porter à terme un embryon conçu par le couple puis transféré dans son utérus.

parent biologique

biological parent

Parent qui a conçu un enfant et lui a ainsi transmis ses gènes, par opposition au parent adoptif.

parent social

social parent

Parent qui élève l'enfant; il peut s'agir du parent biologique ou du parent adoptif.

parentalité

kinship

Relation entre individus ou entre groupes, basé sur les liens sanguins ou conjugaux.

père biologique

biological father

Homme dont le sperme a fécondé une femme. On dira également le donneur (*donor*).

père social

social father

On choisit le donneur en fonction de ses caractéristiques phénotypiques (couleur des yeux, taille, teint). On cherche le donneur qui ressemble le plus au « père social ». Certains couples qui veulent un deuxième enfant vont demander au médecin d'utiliser le même donneur pour augmenter la ressemblance entre leurs enfants.

prêt d'utérus

La mère porteuse est inséminée artificiellement par le sperme du conjoint de la femme stérile et conduit la grossesse à terme

avant de remettre le nouveau-né au couple demandeur, en vertu du contrat passé avec celui-ci.

Bibliographie

Ayats, Joelle, « Faut-il interdire le prêt d'utérus? », *La Recherche*, vol. 16, n° 162, janvier 1985, p. 102-104

Dictionnaire français-anglais, anglais-français, Robert-Collins, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1987, p. 707

The Globe and Mail, Toronto, 1980, n° 9, p. 10

Gomez, Marianne, « Faire un enfant autrement *Psychologies*, n° 22, mai 1985, pp. 22-26

International Dictionary of Medicine and Biology, ed.-in-chief, Sidney I. Landau. New York; Toronto: Wiley, 1986, vol. 2, p. 1509 and 1805

Justice, Sainte-Foy, Direction des communications du Ministère de la Justice du Québec, 1988, vol. 10, n° 5, p. 12 à 21

Néologie en marche, Québec, Office de la langue française, 1985, n° 42, p. 114

The Random House Dictionary of the English Language, ed.-in-chief, Stuart Berg Flexner, New York, Random House Dictionaries, 1987, p. 1916 and 2100

Evaluating Interpreters at Work — or Trying Not to Feel Superfluous

by David Roberts

From March 1985 to March 1987 I worked as a senior interpreter for what was the Interpretation Directorate of the Translation Bureau. One of my responsibilities was to evaluate staff colleagues working for the Conference and Committee Sections. Observing the work of colleagues enabled me to appreciate more fully both the needs

of customers and also the requirements of interpreters wishing to meet those needs.

In preparing for these assignments, I quickly realised that very little has been written on methods of assessing interpreters while they are at work. There are studies on the performance of student interpreters and

candidates in interpretation examinations, but the circumstances in both cases are quite different from normal working conditions. Feeling on the one hand buoyed by a sense of freedom and yet on the other apprehensive about not having any frame of reference to fall back on, I decided to start by asking two seemingly simple questions.

- (1) Can the object be assessed accurately?
- (2) Does the assessment serve any purpose for the person being assessed?

(1) Can the object be assessed accurately?

In answering this question, we might consider three points:

- (a) conditions of work
- (b) understanding of the message
- (c) transmission of the message

Obviously, the first point will influence the second, and the second will determine the third. The basic questions asked under (b) and (c) would not vary much whether asked in examination or evaluation conditions. They would include such considerations as: did the interpreter appear to understand the concepts involved or does the listener have to guess at the sense of the interpretation? Did the interpreter seem to understand all the nuances of the source language and the cultural references behind that language (allusions to sports, literature, politics, etc)? Under (b) we might consider, for example, whether the presentation was staccato or smooth, whether there was excessive self-correction, whether the interpreter was able to change pace when necessary or seemed unduly hesitant.

These are just a few of the basic questions asked in tests or exams for interpreters, and a fair examiner would choose exercises consistent with the level of proficiency expected of candidates. In exam conditions the same quality of sound would be heard by all candidates, a transcript would be available of the original and a recording made of the interpretation. Regrettably, these ideal conditions are poles apart from the actual conditions in which professional evaluations are conducted. In fact, an evaluator rarely has a transcript of the proceedings or a recording available to check the accuracy of the interpretation. Also, the quality of the sound heard by the interpreter will vary according to the use participants make of microphones: although they are able to hear one another around the table, they do not always realize that they are not intelligible to the interpreters unless they speak into a microphone which has been switched on? These points seem to be too obvious to mention but they are in fact the very type of constraints which make it dif-

ficult to assess interpreters in normal working conditions. We might have to ask: did the interpreter misunderstand the question or did he simply not hear it because the microphone was not switched on? I would note in passing that this type of problem is compounded by some of the facilities in which interpretation is required. For example, in the main location for press conferences in Ottawa, the microphones hang from the ceiling and it is very difficult to hear, let alone interpret, the questions of journalists even when they stand to ask them. If they remain seated, they are inaudible to the interpreter and only someone endowed with remarkable gifts of ESP can fathom the question. Trying to interpret an answer without having heard the question is not normally considered conducive to a relaxed or confident delivery.

These are examples of the physical conditions to be taken into account in conducting evaluations. There are also others regarding documentation and briefings which I shall refer to when considering the interpreter's understanding of the message. Together, they constitute some of the factors an evaluator must take into account when assessing an interpreter's performance.

Notwithstanding such constraints, the reality is that professional evaluations are an administrative requirement. So, how should they be conducted? I found that the fairest approach in the circumstances was to put myself in the position of the person requiring the interpretation service. I might have decided to sit in the booth, thereby ensuring I received exactly the same sound as the interpreter, but this seemed artificial, likely to add tension to a job which is already stressful enough, and unpleasantly reminiscent of those Sunday afternoons when unwelcome relatives unexpectedly arrive for tea and there are never enough chairs to go around. So I listened in the meeting room itself using the earpieces provided. There were two disadvantages to this approach: first, it was sometimes difficult to hear the original; second, interpretation already requires very fast processing of information, and trying unconsciously to interpret the original (as I think all evaluators inevitably do so as to assess the difficulty of the original, while at the same time trying not to be too subjective) while also listening to the interpretation and evaluate its accuracy and presentation quickly proved to be a very tiring exercise. However, the

advantage of this approach was that I received exactly the same interpretation as the people actually using the service, and this led me to appreciate more fully the importance of such factors as pace, structure, and particularly control as elements in good interpretation. But more on this later.

The evaluator will try to assess whether the interpretation has fulfilled its purpose, which is to convey orally ideas expressed in another language. The ideas must first be understood clearly, and the words chosen to transmit them must be arranged to achieve that purpose efficiently. Obviously an interpreter who does not understand that may either parrot words or even resort to what is known loosely as "*interprétation par glissement phonétique*", working primarily with his ears rather than his brain and hanging on to words in the hope that some meaning can eventually be coaxed out of a disorderly stream of sound. Surprisingly perhaps, some may get away with that for a short while, but it is very hard on the listener who has to struggle with confusion expressed through an earpiece and without the support of body language suggesting at least a vague itinerary to the words.

A good interpreter is intelligible and informative. But to be so and ensure the message is not submerged by a deluge of sound, the interpreter must go beyond words and have some knowledge of the matter being discussed. This usually implies being adequately briefed and receiving documentation to be studied before the meeting. Yet regrettably, many conference organizers still think interpreters can simply play it by ear, adapting to any subject with equal ease. This is very flattering but hardly realistic. Unlike the Pope, who is said to be infallible though not necessarily well informed, interpreters are very fallible if not given adequate information.

There are sometimes surprising responses to the seemingly simple question: "Did the interpreter understand the message?" The question is relevant only when the conditions of work are taken into account. Some interpreters, as a result of their experience and conscientiousness in keeping glossaries and updating information, are able to give an efficient performance in almost any situation. This is to their credit, and it should be indicated in the evaluation. If other interpreters find a subject particularly difficult to grasp, the eval-

Nota

La présentation matérielle des Repères — T/R fera vraisemblablement l'objet d'une modification; ce changement s'avère nécessaire en raison de la complexité de certains thèmes, qui peuvent difficilement être traités dans le cadre actuel des fiches accordéons.

Dans l'attente d'une décision, nous avons choisi, à titre provisoire, de publier les fiches déjà terminées dans *L'Actualité terminologique*, pour ne pas priver plus longtemps nos lecteurs d'une documentation qui pourrait les aider à résoudre un problème courant.

La Division des recherches et conseils linguistiques espère pouvoir reprendre très bientôt la diffusion régulière des Repères

L'espacement après le point grammatical (.)

par Baudoin Allard

Condensé

Après le point grammatical (.), signe de ponctuation marquant la fin d'une phrase, le bon usage exige qu'on laisse UN SEUL ESPACE avant le mot qui suit. L'examen comparatif des usages francophone et anglo-américain relativement à l'espacement laissé après le point en typographie classique, en dactylographie et en traitement de texte informatisé révèle que, dans le domaine de la dactylographie, l'usage francophone en Amérique du Nord a été contaminé par l'usage anglo-américain. Pour assurer la francité d'un texte dactylographié il faudrait donc respecter cette règle du code typographique, au même titre que les autres règles qui donnent à un texte français son identité.

Distinctions préliminaires

Nous poserons d'abord quelques distinctions essentielles avant d'examiner les règles d'usage dans les différents modes de reproduction d'un texte, à savoir la typographie, la dactylographie et l'impression à partir d'un logiciel de traitement de texte. Cette analyse nous conduira à tirer quelques conclusions qui serviront de fondement à notre proposition.

1. Le point grammatical (.) et le point typographique

D'entrée de jeu, distinguons le point, signe de ponctuation, du point typographique.

Le point grammatical est le plus important signe de ponctuation servant à marquer la fin d'une phrase écrite. Dans le discours, il appelle une pause plus prononcée. Les typographes le rangent dans la catégorie des signes de ponctuation basse, avec la virgule (,) et les points de suspension (...), par opposition aux signes de ponctuation haute : le point-virgule (;), le deux-points (:), le point d'interrogation (?), le point d'exclamation (!) et les guillemets (« »).

Le point typographique n'est pas un point au sens courant; c'est une unité (de mesure) typographique. À ce titre, il sert de fondement à toutes les règles relatives à l'espacement des caractères, des mots et des lignes d'un texte imprimé. C'est pourquoi nous lui consacrons ci-dessous un paragraphe technique.

2. Typographie, dactylographie, traitement de texte

L'espace à laisser après le point grammatical relève, bien entendu, du code typographique pris au sens large. Mais les règles de ce code ne sont pas les mêmes en typographie, en dactylographie ou en traitement de texte. Notre examen portera donc tour à tour sur chacun de ces domaines.

3. Espace et espacement

En typographie, le mot « espace » est du genre féminin : on dit « une » espace. On distingue également des espaces fixes et des espaces variables; nous verrons pourquoi.

En dactylographie, les mots « espace » et « espacement » sont toujours du genre masculin. Dans l'expression « barre d'espacement », l'espacement visé est celui qui est défini par la barre servant à séparer les mots sur une ligne.

Un texte traité par ordinateur est affiché à l'écran à l'aide d'un clavier semblable à celui d'une machine à écrire; ce sont donc les règles de la dactylographie qui s'appliquent en matière d'espacement. Mais les logiciels ne respectent pas nécessairement les commandes dactylographiques, notamment en ce qui concerne l'espace après le point; nous verrons également pourquoi.

A. Le point en typographie

1. Le point typographique et les systèmes de points

Peu de gens, même parmi ceux qui passent le plus clair de leur temps à lire, savent que les pages et colonnes qu'ils dévorent des yeux sont le produit d'un système de mesure comportant une unité de base et une nomenclature, semblables aux unités de longueur (m, cm, mm, etc.), de poids (kg, g, mg, etc.) ou de volume (m³, cm³, mm³, etc.)

En typographie, deux grands systèmes dominent le monde occidental : d'une part, le système Didot (du nom de son promoteur français Firmin Didot), qui s'est imposé dans toute l'Europe; d'autre part, le système anglo-américain, qui est répandu dans tous les pays d'expression anglaise, y compris au Canada (notamment au Centre d'édition du gouvernement du Canada) et dans toutes les maisons d'édition au Québec.

Curieusement, ces deux systèmes sont duodécimaux (c'est-à-dire qu'ils ont pour base le nombre 12, à la différence du système métrique qui est décimal)¹. Ils n'ont cependant de commun que ce caractère duodécimal, n'ayant ni la même unité de mesure, ni la même nomenclature².

Pour donner une idée de l'ordre d'épaisseur en question par rapport au système métrique, précisons que le point Didot vaut 0,000375 m, soit 375/1 000 mm, c'est-à-dire 3/8 de mm. On compte donc 2 660 points dans 1 m, ou encore 26,6 points dans 1 cm ou 2,66 points dans 1 mm. Le point anglo-américain, qui est plus petit, vaut de son côté 0,351 mm.

L'harmonisation des mesures typographiques avec le système métrique, c'est-à-dire du point Didot et du point anglo-américain, n'a jamais été réalisée en raison des frais considérables que la refonte de tout le matériel d'impression dans le monde aurait entraînés.

2. L'art de la typographie : la justification

Même assujettie à un système de mesures non arbitraires, la typographie classique demeurerait un art dont une des exigences essentielles était la **justification** [se dit aussi bien de la longueur, fixée d'avance, que l'on veut donner à une ligne de texte à composer, que de l'activité consistant à faire tenir cette ligne exactement dans le composeur justifié (instrument de composition typographique), au moyen d'espaces (les « blancs » en typographie)].

En bref, le travail du typographe consistait non seulement à composer chaque ligne du texte, mais à **RÉPARTIR** dans son composeur tous les mots d'une ligne et toutes les lignes d'un paragraphe. Il y parvenait en réduisant ou en augmentant également les espaces, ou « blancs », entre tous les mots d'une même ligne ou encore en divisant les

mots en fin de ligne³. Les guides et manuels de typographie prodiguaient de nombreux conseils aux apprentis typographes sur la manière de s'y prendre, par exemple pour éviter les « rivières », aussi appelées « lézardes » ou « rues », coïncidences de blancs qui forment des traînées disgracieuses dans les paquets de lignes composées, ou encore pour éviter que les lignes ne bombent, que les caractères ne sautillent, etc. Une typographie est jugée réussie, du point de vue de la composition, lorsqu'elle produit un bloc (pâté) de caractères également répartis dans tous les sens sur chaque ligne et d'une ligne à l'autre.

On peut donc affirmer que l'art du typographe réside en partie dans la façon de réaliser l'espacement entre les mots. Il réside aussi, évidemment, dans la manière de disposer les autres éléments typographiques sur une page (vignettes, dessins ou images, tableaux, etc.) et dans le choix des caractères d'impression pour chacun de ces éléments.

Il existe, en effet, des centaines de caractères de style et de « corps » différents. Il ne faut pas oublier qu'en typographie classique un caractère est essentiellement un petit bloc de plomb à six faces rectangulaires, égales deux à deux. Les typographes ont donné un nom à chacune des faces de ce petit bloc. Il peut sembler inutile d'entrer dans de tels détails pour établir l'espacement à mettre après le point grammatical. Rien n'est moins vrai, comme nous le verrons tout de suite.

La hauteur d'un caractère est dite « hauteur typographique » (il ne s'agit pas de la hauteur du petit bloc au sommet duquel se trouve la surface imprimante), sa largeur (on dirait « épaisseur » en langage courant) est dite « chasse » et sa profondeur (on dirait « hauteur » du caractère imprimé en langage courant), « corps ». La surface imprimante du bloc, dite « œil », est toujours dans le sens du corps; elle occupe plus ou moins de place au sommet du bloc : un « i » par exemple étant moins large qu'un « m », le bloc sur lequel il est profilé « chasse » moins que le bloc du « m » diraient les typographes : il est de chassé différente, mais il a le même « corps » (c'est-à-dire, encore une fois, la même hauteur une fois imprimé). Les différentes grosseurs d'un même jeu de caractères sont désignées par la force du corps en points douze, ou tout simplement en douze : on dira par exemple qu'un texte est imprimé en « corps 9 », ce qui signifie

qu'il a un corps (hauteur du caractère sur la page) de 9 points.

Par commodité, et aussi sans doute parce que le point est une unité très petite, difficilement visible à l'œil nu, les typographes ont donné des noms à diverses espaces typographiques. Ils parlent par exemple, d'espaces fines, moyennes ou fortes, de cadrats, de cadratins et de demi-cadratins. Voici ce que chacune de ces espaces représente visuellement :

- espaces fines, moyennes et fortes : | | |
- demi-cadratins : ■
- cadratins : ■■
- cadrats : ■■■■

Dans le système anglo-américain, une des mesures les plus couramment utilisées (en plus du pica) est le « em » [de la lettre « M » qui, à un moment donné, était conçue pour former un carré parfait, c'est-à-dire de mêmes chasse (largeur) et corps (profondeur)]. Dans le système Didot, le **cadrat** est analogue au « em » : il équivaut à une espace imaginaire non imprimée, dont le côté est égal au corps employé : dans notre exemple, il aurait une valeur de 9 points.

3. Variabilité de l'espace après le point

Nous avons maintenant en main tous les éléments requis pour tirer deux premières conclusions assez surprenantes :

a) les manuels de typographie ne répondent pas explicitement à la question de l'espacement après le point grammatical, et

b) cet espacement est en fait **VARIABLE** en typographie. Voici pourquoi.

a) Si l'on interroge les auteurs de manuels typographiques pour savoir quelle espace laisser après le point, on constate avec étonnement qu'ils ne disent rien sur le sujet.

Ils donnent certes des précisions sur l'espace à laisser entre le point et le mot qui le précède, et indiquent que le point doit suivre directement (sans espace, ce qui, en typographie, signifie une espace fine, c'est-à-dire une espace de 1 point d'épaisseur) la dernière lettre du mot d'une phrase, contrairement à d'autres signes de ponctuation

(p. ex. le deux-points, le point d'interrogation, etc.) devant lesquels il faut laisser une espace moyenne (2 ou 2 ½ points) ou forte (3 ou 4 points). Mais ils ne précisent pas quelle espace il faut laisser après le point grammatical.

La raison en est simple, quoique pas évidente : aux fins de la justification d'une ligne, le point est traité comme la dernière lettre du mot qu'il suit. Notre question doit donc être reformulée et nous devons demander : Quelle espace convient-il de laisser entre les mots ?

b) Or, à cette question-là, les auteurs donnent diverses réponses, dont voici quelques échantillons :

« L'espacement régulier entre les mots doit correspondre à la largeur d'une lettre moyenne de bas de casse, tels « e » ou « o » ; il ne devrait jamais être inférieur à un « l », ni plus fort qu'un « m ». »

(Lecerf, *Manuel...*, p. 71.)

« Théoriquement, l'espacement des mots doit être égal au tiers de la force du corps du caractère. »

(Leduc, *Manuel...*, p. 88.)

« L'épaisseur du tiers du cadratin représente l'espacement normal pour le bas de casse et celle du demi-cadratin pour les capitales.

(*Guide du typographe...*, p. 6.)

La citation suivante est plus précise encore, puisqu'elle vise l'espacement à laisser entre les lettres :

L'espacement pour un caractère de chasse moyenne doit être égal au tiers du corps qui correspond à l'espace forte, ou mieux au « n » pour le bas de casse, et au E pour les capitales du caractères employé. Il doit être plus faible (espace moyenne) pour les caractères de chasse étroite, plus fort (demi-cadrat)in pour les caractères de chasse large.

(Augé, *L'imprimerie...*, p. 79.)

Bref, en typographie classique, l'espacement entre les mots varie selon les blancs à justifier sur chaque ligne, mais ne peut être inférieur à la force de corps d'un « l » ni plus fort qu'un « m ». Il suffit pour s'en convaincre d'examiner n'importe quel livre imprimé : l'espace après le point n'est pas fixe, bien qu'il respecte des valeurs minimales et maximales.

B. Le point en dactylographie

Qu'en est-il des textes dactylographiés ? Il sera ici beaucoup plus facile de répondre à notre question : en effet, l'espacement entre les mots étant fixe (correspondant à l'espace défini par la barre d'espacement), il suffit de se demander s'il faut FRAPPER UNE OU DEUX FOIS sur cette barre après avoir tapé un point.

1. L'usage dans les pays d'expression française

La plupart des ouvrages généraux sur l'art de bien écrire en français comportent un ou plusieurs paragraphes sur la ponctuation. Mais, aussi étonnant que cela puisse paraître, aucun de ceux que nous avons consultés ne répond directement à notre question, pas plus d'ailleurs que les normes internationales de l'iso ou les normes françaises de l'AFNOR.

Plus précisément, les ouvrages généraux rédigés en France, en Belgique ou en Suisse ne répondent pas du tout à la question, tandis que quelques ouvrages généraux canadiens ou québécois y répondent, mais en se contredisant [un (1) espace : Sauvé, *Observations grammaticales...*, fiche no 180, mars 1982, p. 1; *Communications...*, p. 34; mais deux (2) espaces : Poirier, *Au service...*, p. 114, no 431; De Villers, *Multidictionnaire...*, p. 393 et le Guide du *rédacteur...*, p. 191].

Par contre, les méthodes d'apprentissage de la dactylographie, qu'elles soient françaises (de France), suisses ou canadiennes (québécoises incluses), suivent toutes une règle très précise en la matière. Le seul problème est qu'elles se contredisent : toutes les méthodes européennes disent qu'il faut laisser UN SEUL ESPACE (*Memento...*, p. 14; Bernard et Peyrou, *Secrétariat...*, p. 127), tandis que les méthodes canadiennes ou québécoises préconisent toutes L'ESPACE DOUBLE (Lanthier, *Dactylographie...*, 1973; Laperle, *Dactylographie...*, 1987; *Méthode Gregg et Pittman*, etc.). Un bref sondage téléphonique effectué auprès des principaux établissements d'enseignement de la dactylographie dans la région de l'Outaouais (collèges commerciaux et communautaires, Collège de l'Outaouais, écoles secondaires des secteurs public et privé) confirme cet état de fait : partout on enseigne à frapper deux fois la barre d'espacement après le point.

2. L'usage dans les pays anglo-américains

Vu la nature de notre question, notre enquête dans les pays d'expression anglaise a forcément été plus limitée.

Parmi les ouvrages de style généraux consultés, les uns ne donnent aucune indication sur l'espace à laisser après le point (*A Manual of Style...*, 1969; *Hart's Rules...*, 1967), tandis que l'autre (*The Canadian...*, 7.07) recommande de laisser UN SEUL ESPACE après le point. C'est le seul ouvrage anglais à faire une telle recommandation. Il faut préciser que cet ouvrage ne s'adresse pas exclusivement aux auteurs, rédacteurs ou écrivains utilisant une machine à écrire ou un appareil de traitement de texte, mais à toutes les catégories de rédacteurs, y compris les imprimeurs.

Quant aux méthodes anglo-américaines d'apprentissage de la dactylographie, elles s'inspirent toutes de la « bible » américaine en la matière, à savoir *The Gregg Reference Manual* (p. 66, no 299), qui recommande de laisser DEUX ESPACES APRÈS LE POINT FINAL D'UNE PHRASE.

3. Contamination du français par l'anglais ?

Notre enquête sur l'espace à laisser après le point aboutit très clairement à une constatation tout à fait inattendue : puisque toutes les personnes qui ont suivi un cours de dactylographie en français au Canada ou au Québec ont utilisé des méthodes ou des manuels conçus ici et qui sont dits « bilingues », elles ont appris qu'il fallait laisser deux espaces après le point. Or cette pratique est nettement inspirée de la méthode américaine GREGG.

Cette contamination n'est d'ailleurs pas limitée à l'espacement qu'il convient de laisser après le point. Que l'on pense par exemple à l'emploi des guillemets anglosaxons (" ") plutôt que français (« »), à l'inversion de la virgule et des guillemets en fin de citation (en français elle *SUIT TOUJOURS LES GUILLEMETS*), à la virgule que les anglophones mettent après la dernière lettre d'une abréviation (no. au lieu de né sans point), etc. Le cas du double espacement après le point n'est donc qu'un des nombreux cas où le français d'ici éprouve de la difficulté à affirmer son identité. Avant de

conclure, il ne nous reste qu'à dire un mot des possibilités et contraintes des logiciels de traitement de texte.

C. Le point grammatical et les logiciels de traitement de texte

Il n'est pas question ici de passer en revue la multitude des logiciels de traitement de texte actuellement sur le marché. Notre unique but est d'indiquer ce qu'il en est de l'espacement après le point dans les principaux logiciels utilisés au gouvernement fédéral; essentiellement, ceux des appareils Micom 2000, 2001 et 3000, AES Plus et WANG, ainsi que le logiciel WordPerfect, utilisé avec les diverses marques courantes de micro-ordinateurs (p. ex. EPSON, PHILLIPS, SPERRY, etc.), dont le plupart sont des compatibles IBM.

1. La justification au mot

La plupart des logiciels de traitement de texte offrent une fonction de justification au mot, avec ou sans coupure de mot automatique ou semi-automatique, c'est-à-dire avec intervention de l'opérateur. Le seul ennui est que, trop souvent, cette opération est très lente, aussi bien à cause de la faible puissance des appareils utilisés que du temps requis pour effectuer une justification semi-automatique. Aussi, nombreux sont les opérateurs qui préfèrent laisser la machine gérer les fins de lignes de leurs travaux : ils se retrouvent alors malheureusement avec des lignes qui renferment d'énormes blancs ou lésardes for inélégants, ou encore avec des séparations de mots indésirables, par exemple avec un M. ou un M^{me} en fin de ligne, séparé du nom, ou encore un \$ renvoyé à la ligne suivante sans le chiffre qu'il accompagne.

Pour éviter ces erreurs typographiques, certains systèmes ont une fonction permettant de bloquer l'espace après une lettre ou un mot, de telle manière qu'en mode justification cet espacement demeure fixe. C'est notamment le cas avec le traitement de texte WANG. En WordPerfect, il suffit de donner la commande pour créer un espace requis.

Il est donc théoriquement possible de faire en sorte que l'espacement après le point soit toujours simple, c'est-à-dire corresponde à celui que laisse la barre d'espacement frappée une seule fois. En pratique, cependant, cet espacement varie d'une ligne à l'autre parce qu'il serait trop long d'imposer une contrainte d'espacement après

chaque point, comme d'ailleurs après les autres signes de ponctuation (virgule, deux-points, point-virgule, etc.). L'avènement des logiciels de traitement de texte crée donc dans la plupart des cas un état de choses intermédiaire entre ceux de la typographie classique et de la dactylographie : au lieu d'être fixe comme en dactylographie, l'espace après le point varie selon les capacités de justification de chaque appareil et logiciel; mais, contrairement à la typographie, cet espace varie entre un minimum et un maximum beaucoup moins précis que ne l'étaient l'espace moyenne et l'espace forte.

2. La micro-justification (au caractère)

Les meilleurs logiciels et systèmes de traitement de texte et d'édition (IBM, APPLE et XEROX) et tout le matériel mécanographique assisté par ordinateur des maisons d'impression permettent une micro-justification, c'est-à-dire la justification de l'espace entre chaque lettre ainsi que la définition de l'espace intermot maximal et minimal : les longs et souvent fastidieux calculs de justification du typographe sont maintenant effectués par la machine, l'opérateur n'ayant qu'à régler son appareil selon la marche fournie par le client. On trouve un bon exemple d'une telle marche dans la *Grammaire typographique de Ramat* (p. 30). Rappelons qu'en Amérique du Nord on utilise le système pica, parce que tout le matériel est de conception anglo-américaine.

Conclusion

Nous revoici à notre point de départ ou presque! Partis de la typographie classique et de ses exigences qui limitaient sérieusement le nombre des typographes dans la société et qui imposaient d'énormes contraintes financières à la propagation des idées par la voie de l'imprimé, nous assistons aujourd'hui, avec la vulgarisation des micro-ordinateurs et autres appareils de traitement de texte, à l'éclatement pur et simple de la profession de typographe : tout propriétaire de micro-ordinateur peut, en un laps de temps relativement bref, devenir son propre typographe, aux seules différences près de la qualité et de la puissance de son logiciel et de ses périphériques (notamment de l'imprimante). Et un des éléments qu'il peut gérer à sa guise est justement celui de l'espacement après le point.

Les progrès de le technique auront donc sonné le glas de la machine à écrire, dont l'utilité devient maintenant de plus en plus marginale. Ou bien doit-on dire que cette machine, avec son clavier, a été récupérée par l'informatique, jusqu'au jour où la voix remplacera à son tour les doigts et commandera directement à la machine... En attendant, ce sont nos doigts qui continuent de courir sur le clavier et c'est à eux qu'il faut donner une nouvelle habitude, celle que nous énonçons dans la proposition qui suit.

Proposition

Compte tenu des indications historiques, techniques et grammaticales que nous venons de présenter et notamment de la contamination du code typographique français par le code anglo-américain, compte tenu également du contexte plus général, c'est-à-dire de la francophonie en voie d'affirmation à l'échelle mondiale, notre question n'est plus tant de savoir s'il faut mettre un ou deux espaces après le point, mais bien de choisir entre une présentation typographique française et une présentation anglo-américaine.

En d'autres mots, faut-il opter pour le code typographique utilisé par toutes les grandes maisons d'édition francophones dans le monde et aligner notre pratique sur la leur, ou faut-il renoncer aux particularités typographiques de la langue française? Ou encore, l'originalité et la personnalité d'un texte écrit en français au Canada et au Québec doivent-elles s'affirmer jusque dans la présentation typographique? Nous répondons sans hésitation par l'affirmative et proposons que l'on en revienne à l'usage des pays francophones, à savoir de ne laisser qu'un seul espace après le point grammatical.

Note

En raison de contraintes d'espace, les notes et la longue bibliographie de 36 ouvrages accompagnant cet article ne peuvent être reproduites maintenant. Elles le seront toutefois dans le prochain numéro de *L'Actualité terminologique*, soit le Vol 23, 3, 1990.

uator might consider whether adequate documentation in both official languages was provided before the conference to allow the interpreters to familiarize themselves with the subject.

When a conference consists of readings of presentations, the interpreter who has received the documents only shortly beforehand may be able to produce something vaguely intelligible by hanging onto the text as best he can and giving linguistic equivalences of the technical terms involved. Although very unsatisfying from a professional viewpoint, this is often the approach taken. It works to some extent until (a) the speaker strays from his text to provide additional information; and (b) there is a question period following the presentation. It is then that the lack of briefing or documentation can create serious problems for the interpreter, who has been obliged to cope by dealing only with linguistic equivalents without understanding fully the concepts underlying them. The interpreter may find that he simply cannot determine the meaning of a question, especially when participants use terms particular to their specialized group or subject, or when participants are so familiar with a subject and at ease with one another that they speak in a kind of verbal shorthand. Of course, if the conference lasts long enough, the interpreter does have the opportunity of consolidating his knowledge and familiarizing himself with the particular jargon. Otherwise, he must simply batten down the hatches of his mind and hang on.

Sometimes delegates are sufficiently aware of the interpreter presence to announce that they regret not having given them a copy of the text but that they will make sure they do not read too quickly. There are two problems here: (a) speakers have a limited time and often read the first half slowly, panic when they see they have little time left and race off at breakneck speed, protesting all the while that they are condensing their presentation, when in fact what they are doing is simply reading twice as fast as they would normally; (b) even when a speaker does speak slowly, the interpreter may still be faced with considerable problems if the information input rate is high, as it usually is when the speaker is reading. In such cases, the stress on the interpreter is intensified when adequate documentation has not been provided beforehand. As a result of excessive stress,

efficiency drops while at the same time more and more information has to be processed. All in all, a rather unenviable set of circumstances. It should also be remembered that adequate documentation is at least as necessary to the interpreters as to the delegates at a meeting, since the latter are usually discussing subjects in which they have specialized training, whereas interpretation is one of the few professions in which members are often expected to grasp arguments and terms used in areas in which they have very limited knowledge. It could in fact be argued that far more carefully prepared documentation is needed by the interpreters than by the delegates themselves, whereas the reality is that in some cases the interpreters do not receive even the documentation sent to the delegates who are already presumed to be able to follow the papers being presented.

Factors such as those mentioned above must be taken into consideration in an evaluation. However, if the rate at which information is provided is reasonable and the subject is not too obscure, the interpreter is expected to understand. Therefore, the next question is whether he transmitted the message clearly and accurately. The problem is that what is scrupulously accurate may not always be clear. I was told that a good translation or interpretation should make the same impression on the reader/listener as the original had on the person reading or listening to it. Logically, therefore, the level of language, education, speech mannerisms or other characteristics identifying an individual should be reflected in the interpretation. In reality, however, I find that government interpreters tend to speak in the somewhat unobtrusive, safe and dignified style expected of civil servants, even if that implies a certain amount of editing or toning down of the original. Like Corneille's characters, who are said not to behave as people actually do but as they should, government interpreters speak the way the public expects government officials to. As a result, is the flavour of the original sometimes lost? Yes, I think it is. But is the content or message of the original transmitted — even if it is sometimes toned down? I think so.

We may note that there are some interpreters who give everything and in exactly the same tone as the original, conveying every sigh and nuance. I think this approach may be necessary in court interpretation,

where the work often consists of examination of witnesses and the interpreter is usually visible, and where every suggestion of doubt or hesitation in answering a question may be of considerable consequence. However, if simultaneous interpretation of conferences or committees was generally provided in this way, the person having to listen for long periods through an earpiece would soon be exhausted from the very effort of filtering the information and trying to determine where one sentence finished and the next began. Listening to interpretation through an earpiece can be tiring, and the good interpreter realizes this and adapts his presentation accordingly.

This leads to the next question: why does one person's interpretation appear clear and convincing whereas another's is jumbled and nervous? I don't think this is solely a problem of language; rather, I think it is because some interpreters seem to adapt to the medium better than others. If, notwithstanding the various constraints we mentioned, we presume all interpreters clearly hear and accurately understand the sense of the original, why do some convey the message more effectively than others? To try to answer that question I considered the qualities of those interpreters whom, if necessary, I would find it pleasant and informative to listen to for periods of twenty or thirty minutes at a time. I found that generally their tone struck the right balance: they seemed to combine interest with cool detachment and precision, in the manner of a good network newsreader. This was the case even when they were at meetings which must have been of stultifying boredom to anyone but those directly involved. Even in situations of numbing tedium, they never became numbingly tedious. Their enunciation remained clear and crisp, and ideas were presented in an orderly manner. Their orderliness was often reflected as much by what they did not say as by what they said. Their grasp of the original was such that they were not afraid to pause, and it was those very pauses that often lent considerable authority to their words. Unhurried and precise, they were ready to use pauses judiciously between units of meaning so as to allow the listener time to absorb the ideas. This is something that beginners, who are sometimes afraid of 'dead air', might do well to emulate. As suggested earlier, listening with an earpiece to an uninterrupted stream of words can be tiring,

and the occasional well-placed pause by the interpreter is very welcome.

Related to this is the ability of the best interpreters to keep their sentences well organized and often quite short. Essentially, their sentences could be broken down into three parts: subject, verb and object. A clear pattern was followed consistently, but tedium or the impression of repetition was avoided by the suppleness and exactness of their language and the quiet authority with which they spoke. If one word could describe these craftsmen, I think it might be 'control'. They were in control of the message and knew what they wished to convey. It has been suggested that simultaneous interpreters, after much practice, learn to ignore the sound of their own voice. I do not think this true of the better interpreters, whose effectiveness is, on the contrary, related to their awareness of what they are saying. Some might argue that this impression of control is simply an illusion since simultaneous interpretation involves so many activities taking place at almost the same time. In answer, I can only refer to James Callaghan's description of Margaret Thatcher: "Serene and swan-like on the surface but paddling like crazy underneath". I found that the same description could be applied to good interpreters, who appear to be in total control even as they may be desperately searching for a reference in a document, a term in a glossary or the name of an Act. As a listener, I found this question of control, which involves pace, tone, clarity and ease of expression, to be far more important than the occasional gallicism, a slight change in a figure or name of a program. To achieve this effect, the message must be understood accurately and quickly, and be presented in such a way that the listener can assimilate it through an earpiece.

Marshall McLuhan's distinction between a "hot" and a "cool" medium of communication may be relevant here. He suggested that in the age of a cool medium like television a figure such as Hitler would have had little chance of coming to power because his shrieking and violent gestures would have seemed absurd if presented on television and viewed from a comfortable chair in the intimacy of a living room. Perhaps there is a link here with the earpiece used to listen to interpretation. Is it also a 'cool' medium suited primarily to a controlled, calm delivery? The voice can still be interesting and well modulated, but abrupt

changes in volume or pace are certainly a hindrance to communication and disturbing to someone who is listening through an earpiece and is thus not always able to anticipate changes in tone through body language or facial gestures.

I think that if we follow a generally accepted definition of interpretation as the transmission of cognitive content, which, as we have seen, implies familiarity with the concepts and terms involved, it is possible to make a general evaluation of interpreters in working conditions. A more detailed evaluation requires tools such as transcripts, recordings, etc, which are not generally available to the evaluator. In both cases, in view of the constraints mentioned, such as availability of documentation, specialized nature of the subject, terminology specific to one particular group and so on, it is essential to stress that even a broad evaluation has to be conducted by someone with experience of the possibilities and frustrations of interpretation. Somerset Maugham said that an author who wishes to convey the taste of roast mutton should not be required to have devoured a whole sheep but should have eaten the occasional lamb chop. I think the same could be said of evaluating interpreters. The craft is comprehensible to the craftsman who has served the necessary apprenticeship.

(2) Does the evaluation serve any purpose?

I suppose the answer to this question depends on who is doing the evaluation and the attitude of the person evaluated. Obviously, little if any advice can be offered regarding the particular subject of the meeting, which is probably as alien to the evaluator as to the interpreter. However, advice can be suggested on presentation of information. An interpreter who has difficulty establishing that air of control we mentioned earlier might be advised to start slowly but firmly. This is particularly important in the first few sentences since the faster the interpreter tries to speak, the more tense his voice becomes, the more he tends to panic and the less he analyses. So, a conscious effort should be made to speak in a well-ordered and coherent manner from the outset. Clearly, the degree to which one can do that will be influenced by the structure and presentation of the original, but good interpreters do find intelligent solutions to

problems of meaning, produce smooth transitions from unstructured thoughts, omit cautiously but rephrase appropriately. I think that these examples are evidence of interpretation strengths and should be mentioned in an evaluation as an attainment or as an objective to be sought.

I said earlier that the value of an assessment depends partly on the use the person being assessed wishes to make of it. I found that one way of having the interpreter feel more involved in the process was by asking him beforehand what he thought his strengths and weaknesses were. The answers were often far more interesting than my somewhat limp question really deserved. Difficulties such as sudden changes of pace in the presentation (e.g. when the speaker starts quoting from a report or piece of legislation), long series of figures or references to acronyms, shifts in the level of language, non-native speakers of English or French (particularly in international meetings) were some of the points mentioned as areas where interpreters felt training or development courses would be useful.

The final question I asked myself was whether the evaluation would be more useful if it were conducted by someone other than a senior interpreter. But who, for example? Perhaps by the team leader at one or more assignments. There are certainly advantages to this: a colleague would be far better equipped to assess the level of difficulty of the conference, the documentation provided, the quality of the sound and so on. However, there are problems: colleagues are reticent about assessing one another; a good team must be free of needless tension or disagreements; the criteria for assessment might vary from team leader to team leader. I think it would be difficult to implement such an approach.

Another suggestion I have heard is to allow the customer to decide whether the service provided by the interpreter is satisfactory. I remember this was the suggestion and reaction of one interpreter to whom advice was offered on ways of enhancing his performance: "They like my work. Nobody has complained, and they often ask me to come back." I suppose an argument could be made that we provide a service, and the customer is always right. So, should we ask organizers at the end of each meeting to complete a form saying they were satisfied with the service provided? It is not

an approach which holds much appeal for me since most conference organizers know nothing about interpretation, often thinking that the process is somewhat akin to Morse code as you transfer from one language to another. Really, they have no means of judging the accuracy of the interpretation and no yardstick for comparing the quality of one person's work with another's. I must say that I would feel ill at ease if I thought I were to be judged by someone who has not had the same training as I or my colleagues and understands little of the possibilities and limitations involved in the work. But I do think that more could be done to involve the people requesting and using the service, perhaps by sensitizing them to some of the requirements mentioned earlier. Interpreters provide a service, but to do so efficiently they need the cooperation of the people requesting the service. I suggest that it would be reasonable to ask the person requesting the service to provide a brief

written explanation of the purpose of the meeting, some background information on previous meetings and decisions, and appropriate documentation. I don't think this should be considered an excessive demand as the subjects that federal government interpreters deal with are broad in both range and number and yet often very specialised in content, and it is some small comfort to have an idea of what one is going to be talking about.

As we have seen, the present system of evaluating interpreters at work has shortcomings. However, as with democracy, I think the alternatives are even less appealing. If I can draw one conclusion from the evaluation exercise, it is that the key to ensuring quality is very rigorous selection at the outset. I feel that if people know they have been carefully selected, that very sense of achievement ensures that they show pride in the job and thus seek to keep their

skills finely honed. Therefore, for reasons of quality of work and customer satisfaction, I think it is essential that standards of recruitment and accreditation be maintained at very high levels. The people I evaluated were aware of having been carefully selected, and I found that they worked seriously and patiently in often difficult and trying circumstances. If I made suggestions regarding someone's work, it was not because the work was bad but because the reputation of the profession depends on the quality of the people practising it, and it is very important they be good. And if you don't want to take my word for it, just recall the advice St. Paul gave (no doubt with interpreters in mind) some two thousand years ago.

Solikewise ye, except ye utter by the tongue words easy to be understood, how shall it be known what is spoken? For ye shall speak into the air.

I Corinthians XIV: 9

Écologie : Pistes pour les traducteurs et les rédacteurs

par Philippe Blain

L'écologie, discipline scientifique, est plus connue de la plupart des gens par ses domaines d'application et son vocabulaire que par ses principes et ses méthodes. Depuis trente ans, ce vocabulaire a été tellement emprunté, jargonisé et galvaudé à gauche et à droite que même ses usagers légitimes ne s'y retrouvent plus. Discipline jeune en évolution rapide, l'écologie en était encore à définir ses notions de base et à expliquer des phénomènes fondamentaux quand on s'est mis à la détournement de son objet et à tenter de la récupérer à des fins politiques, voire démagogiques.

En procédant de manière logique, par des définitions, je vous emmène faire une promenade au monde merveilleux de l'écologie afin de vous permettre de mieux en ressortir, si par malheur vous vous y égariez. Nous saluerons au passage quelques monstres

terminologiques, dont il faudra apprendre à se méfier.

Commençons donc par le commencement. L'écologie est une branche de la biologie qui est née au siècle dernier en Allemagne mais ne s'est vraiment développée qu'après la Dernière Guerre, aux États-Unis. À tel point que les traités fondamentaux, les « classiques », ne datent que des années 1950.

Pour jeter les bases de toute discipline scientifique, il faut d'abord, comme le disait si bien Lamark, en définir la « philosophie », c'est-à-dire l'objet et les méthodes propres. Commençons donc par définir l'écologie. Ici, comme en métaphysique, les vieilles définitions sont souvent les meilleures. Quant à moi, celle que donne le *Petit Robert*, définition empruntée à l'allemand

au début du présent siècle, convient parfaitement :

Étude des milieux où vivent et se reproduisent les êtres vivants ainsi que des rapports de ces êtres avec le milieu.

On comprendra, à cette définition, que l'écologie œuvre dans un champ d'investigation assez étroit, et qu'on ne peut prétendre faire l'écologie de la tordeuse des bourgeons de l'épinette quand on étudie son cycle vital ou la récurrence de ses infestations, ni celle du caribou quand on étudie son comportement migratoire. Ces travaux relèvent en propre de la *zoologie* (l'ancienne *bistoire naturelle*) même si le nom de cette discipline est moins en vogue, et peut être

moins utile pour décrocher des subventions de recherche.

Par contre, on peut très bien étudier l'écologie des eaux douces ou des forêts pluviales : ces réalités correspondent bien à l'objet de la discipline.

L'écologie définit de grandes entités biogéographiques à partir de la *biosphère* (*biosphere*), qui est, littéralement, l'enveloppe de vie qui recouvre la planète, et dont les limites inférieure et supérieure sont la lithosphère et l'atmosphère. Les *biomes* (*biomes*) sont les grandes subdivisions de la biosphère : les forêts, les déserts, les formations herbacées et, dans les mers, le benthos, c'est-à-dire les fonds, et le pelagos, le grand large. Les *écotones* (*ecotones*) sont les zones de contact entre les biomes, comme les rivages, et l'orée des bois; la flore et la faune y sont particulièrement diversifiées parce qu'issues de deux biomes : c'est l'*effet de lisière* (*edge effect*). Les *écosystèmes* (*ecosystems*) sont des entités plus petites que les biomes qui peuvent être aussi étendues que la forêt tempérée, et aussi restreintes qu'un étang. L'important n'est pas tant leur superficie que leurs limites assez nettes. C'est à leur échelle que travaille généralement l'écologiste. Les *écosystèmes* sont composés d'un milieu physique, le *biotope* (correspondant à peu près à l'*abiotic environment*) et d'un milieu vivant, la *biocénose* (c'est généralement le *biota* des auteurs américains) qui regroupe tous les organismes vivant dans l'écosystème. La masse totale de ces organismes, ou d'une partie d'entre-eux, est la *biomasse*, qui est donc une mesure pondérale avant d'être devenue, par détournement et déformation, une source d'énergie « alternative », faisant appel à la combustion de la matière ligneuse.

Écologie a donné naturellement l'adjectif *écologique* qu'on devrait normalement préférer, dans un contexte relatif à la notion précitée, à l'indigeste *environnemental*, dont le sens est plus flou. Certes, l'anglais n'emploie plus guère *ecological*, mais c'est sans doute une question de mode, comme celle qui a donné lieu au remplacement de *pollutant* par *contaminant*.

Le type de milieu naturel qu'habite une espèce animale constitue son *habitat* (*habitat*); parler d'« habitat faunique » constitue donc un pléonasme, que commettent allègrement les gestionnaires de la faune et les législateurs désireux de protéger les milieux

naturels et surtout l'habitat du gibier. La *niche* ou *niche écologique* (*niche*) est l'ensemble des relations qu'une espèce entretient avec son milieu, et notamment la façon qu'elle l'exploite pour se nourrir.

Il ne faut pas confondre l'habitat d'une espèce avec son *aire de distribution*, *aire de répartition* ou *aire* (*range*), qui est le territoire géographique où elle se rencontre. L'étalement entre les notions classiques d'aire et d'habitat (l'aire étant considérée comme l'expression géographique de l'habitat) est cependant remise en question aujourd'hui en *écologie des paysages* (*landscape ecology*), qui étudie justement l'habitat des espèces dans son expression spatiale.

Théoriquement (cette notion est aujourd'hui contestée dans son absolu), les milieux perturbés évoluent dans le temps vers un stade d'équilibre dit *climacique* ou *climax* (*climax*), en passant par diverses étapes de *succession végétale* (*plant succession* ou *succession*) qui impliquent une colonisation par des *espèces pionnières* (*pioneer species*). Ainsi, les champs défrichés par l'homme dans l'est de l'Amérique du Nord ou en Europe occidentale évoluent naturellement vers la forêt.

On doit à l'écologie d'avoir bien caractérisé les milieux naturels. Nous en passons en revue les plus communs dans le sud du Canada. Commençons par la forêt, biome complexe, défini d'abord par le type d'arbres qui y poussent. Ainsi, aux latitudes moyennes, on rencontrera la *forêt tempérée décidue* ou *caducifoliée* (*deciduous, temperate deciduous*), à laquelle succédera, à plus haute latitude ou en altitude, la *forêt mixte* (*mixed deciduous*), puis la *forêt coniférienne* ou *boréale* (*northern* ou *coniferous forest*). Dans le contexte canadien, il est préférable de réserver le substantif *taïga* à la forêt coniférienne claire (la forêt « hudsonnienne » des anciens auteurs), qui constitue la transition entre la forêt et la *toundra* (*tundra, barren grounds*), et qui est située au-delà de la *limite des arbres* (*tree-line*) soit en latitude, soit en altitude (*tundra alpine, alpine tundra*). À une échelle plus fine, on caractérisera la forêt par les *associations végétales* (*plant communities*) qui s'y trouvent : ainsi, l'érablière à tilleul et la sapinière à bouleau jaune sont deux types de forêts poussant au Québec. Dans ces deux cas, l'appellation regroupe un taxon dominant (respectivement l'érable à sucre et le sapin baumier) et un taxon témoin, dont la pré-

sence, plutôt que l'abondance, est caractéristique (le bouleau jaune et le tilleul d'Amérique).

Là où la pluviosité est insuffisante, aux latitudes moyennes, le climax sera constitué par la *steppe* (*prairie*) dont deux exemples sont la *Prairie* en Amérique du Nord et la *Pampa* en Amérique du Sud (notez le singulier et la majuscule, puisqu'il s'agit de noms propres); ces formations végétales sont constituées essentiellement de plantes annuelles, généralement des graminées. Quand les précipitations sont trop faibles pour supporter un couvert végétal continu, on parlera généralement de *désert* (*desert*).

Cette présentation trop brève passe sous silence des zones de transition importantes, comme la *forêt-parc* (*aspen parkland*) de l'Ouest canadien, dans laquelle la forêt boréale vient à la rencontre de la Prairie, et des *écosystèmes* irréversiblement dégradés comme le *maquis* méditerranéen.

Les *marais* ou *marécages* (*marshes, marshland*) sont des terrains immergés au moins de façon intermittente. L'anglais distingue les *marais boisés* (*swamps*) des autres types de marais (comme dans *mangrove swamp*, traduit tout simplement *mangrove* ou *marais à palétuviers*), ce que ne fait pas le français. Les *marais d'eau douce* (*freshwater marshes*) s'opposent aux *marais d'eau salée, littoraux ou côtiers* (*salt marshes*), à ne pas confondre avec les marais salants, installations servant à l'extraction du sel de mer. Le générique français *terres humides*, mauvaise traduction de l'anglais *wetlands*, est à utiliser avec circonspection, même s'il est sanctionné par l'ONU : dans les faits, toutes les terres qui reçoivent suffisamment de précipitations sont humides, sans être pour autant des marais.

De toutes les techniques qui ont puisé dans les principes et les méthodes de l'écologie, nulle n'a plus perverti son vocabulaire que la *gestion du gibier* (*wildlife management*), qu'on appelle à tort *aménagement de la faune* au Québec par attraction de l'anglais.

Il faut savoir que l'emploi du terme de *faune* dans ce contexte est une tentative de réhabilitation qui relève de l'imposture : il s'agit en fait de gibier, c'est-à-dire des espèces animales (mammifères, oiseaux ou poissons) qui font l'objet d'une chasse commerciale, et que les pouvoirs publics couvrent de sol-

licitude parce qu'elles rapportent beaucoup sur le plan économique. Ainsi, les **réserves fauniques**, dont la réalité et l'appellation sont des créatures québécoises, relèvent du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et n'ont pas pour objet de protéger la faune dans son entier, mais bien l'original, le chevreuil et la truite mouchetée.

Dans un autre domaine, les grands travaux de génie, appelés « projets » (construction de route, de barrage, d'usine importante) font aujourd'hui l'objet d'un examen de nature écologique, appelé **examen** ou

étude d'impact environnemental ou encore **étude des répercussions écologiques**, terme plus correct mais moins usité (*environmental impact study*), apparu pour la première fois semble-t-il dans la législation américaine vers 1970 avant d'être repris puis traduit au Canada. Cette étude permet de trouver des palliatifs ou des mesures d'atténuation, souvent appelés « mesures de mitigation », barbarisme calqué sur l'anglais *mitigation measures*.

En conclusion, le traducteur à l'aise avec un domaine devrait se méfier des ten-

dances jargonisantes de certains spécialistes et pseudo-spécialistes abondamment nourris de « littérature » anglo-saxonne. À défaut d'avoir à sa disposition une terminologie arrêtée et satisfaisante du point de vue du français, il doit s'attacher à comprendre les phénomènes décrits et les rendre dans les termes les plus simples et les plus clairs. Comme dans beaucoup d'autres domaines, la compréhension intime du texte de départ devrait permettre de formuler une traduction satisfaisante.

Systématique et nomenclature française de cinq espèces d'oiseaux des îles Hawaï

par Jean-Pierre Artigau

Les auteurs qui veulent nommer en langue vernaculaire (français ou anglais) un ensemble d'espèces animales ou végétales se trouvent inévitablement confrontés à certains casse-tête inhérents à ce genre d'activité. Par exemple, l'omniprésence de noms traditionnels ne correspondant nullement au découpage scientifique, ou bien le remodelage de ce même découpage par les taxinomistes peuvent représenter des embûches de taille. Le cas de quelques espèces d'oiseaux endémiques aux îles Hawaï représente à cet égard un exemple intéressant.

Ancienne conception

Jusqu'à une date relativement récente (1985), on considérait habituellement qu'il existait dans la famille des *Muscicapidae*, sous-famille des *Turdinae* (Grives, Merles, Solitaires, ...), deux espèces propres aux îles Hawaï, *Phaeornis obscurus* et *Phaeornis palmeri*, descendant probablement d'un ancêtre commun venu du continent américain. L'espèce *P. obscurus* était à son tour divisée en quatre sous-espèces dont chacune occupait une île ou un groupe d'îles distinct.

De telles divisions systématiques représentent théoriquement les degrés de différenciation résultant de périodes d'isolement

plus ou moins longues entre les différents groupes : *P. obscurus* serait séparé de *P. palmeri* depuis plus longtemps que les sous-espèces de *P. palmeri* entre elles. Chose intéressante, les noms traditionnels hawaïens correspondent bien aux subdivisions établies ici par les systématiciens. Il va sans dire que ces groupes n'avaient reçu aucun nom traditionnel en français; il fallait donc qu'un auteur francophone fasse preuve, tôt ou tard, de créativité lexicale.

Dans une publication des Musées nationaux du Canada on trouvait les noms français « Grive de Kauai » pour *Phaeornis palmeri* et « Grive d'Hawaï » pour *Phaeornis obscurus*. Ici, le générique « Grive » suppose une proche parenté avec les genres *Catharus* ou *Turdus* qui regroupent les espèces habituellement nommées Grives, plutôt qu'avec *Sialia* (Merles-bleus) ou *Copsychus* (Shamas), par exemple. Le spécifique « de Kauai » désigne l'île où habite le *P. palmeri*; « de Hawaï » ne désigne pas seulement l'île de Hawaï, mais l'ensemble de l'archipel du même nom, puisque le *P. obscurus* s'y retrouve partout. La solution préconisée par les Musées nationaux reflétait donc les données disponibles sur la distribution des espèces ainsi que leurs relations taxinomiques avec les groupes voisins.

Nouvelle conception

Ces deux noms auraient fort bien pu s'implanter pour longtemps si de nouvelles données scientifiques n'étaient venues apporter un éclairage nouveau sur les relations entre les entités endémiques hawaïennes d'une part, et entre ce groupe et les espèces étrangères d'autre part. Une étude de 1982 révèle que le groupe hawaïen est beaucoup plus proche du genre *Myadestes* que de *Catharus* ou *Turdus* ou de tout autre groupe, à tel point que l'auteur amalgame l'ancien genre *Phaeornis* au genre *Myadestes*. De plus, on découvre que les différences entre les entités *myadestinus*, *oabensis* (aujourd'hui disparue), *lanaiensis* et *obscurus* sont telles qu'elles justifient pour chacune le rang d'espèce. Le changement a été entériné par l'American Ornithologists' Union en 1985. Ce genre de remaniement n'est pas rare dans le domaine de la biologie; loin d'être un simple caprice, il reflète les progrès accomplis à un moment donné dans la connaissance du monde vivant.

Nomenclature française

Les auteurs francophones se retrouvent donc devant une situation nouvelle : d'une part, il leur faut nommer cinq espèces là où

il y en avait deux; d'autre part, les espèces du genre *Myadestes* partagent le nom générique de « Solitaire » et non de « Grive ». L'espèce continentale la plus proche parente du groupe hawaïen serait *Myadestes townsendi* de l'ouest de l'Amérique du Nord; d'autres Solitaires habitent l'Amérique latine. Plutôt que de reprendre en français le nom traditionnel hawaïen sous une forme unominale comme cela s'est fait en anglais on préférera une solution plus habituelle qui a le mérite d'être claire : un nom générique (reflétant la parenté du groupe avec un ensemble plus large tel que le genre), accompagné d'une locution spécifique caractérisant chaque espèce.

En l'occurrence, le nom commun « Solitaire » s'impose ici de lui-même comme générique, puisqu'il correspond à tout le genre *Myadestes*. En ce qui concerne les spécifiques, deux principales avenues s'offrent ici : la première serait d'apposer au générique « Solitaire » le nom traditionnel hawaïen de chaque espèce. Il en résulterait la série suivante :

M. myadestinus : Solitaire kamao
M. oabensis : Solitaire amaui
M. lanaiensis : Solitaire olomao
M. obscurus : Solitaire omao
M. palmeri : Solitaire puaiohi

L'autre voie serait de désigner chaque espèce selon sa distribution géographique.

La situation est simplifiée par le fait qu'il s'agit d'un archipel. On créerait ainsi la série suivante :

M. oabensis : Solitaire d'Oahu
M. lanaiensis : Solitaire de Molokai (ou de Lanai)
M. obscurus : Solitaire d'Hawaï

Bien qu'incomplète, la deuxième série a l'avantage de mieux renseigner le locuteur qui lit ou entend le nom de ces espèces pour la première fois. Le spécifique « d'Hawaï », appliqué à *M. obscurus*, désigne dans ce cas-ci la seule île d'Hawaï et non l'archipel. Comme *M. myadestinus* et *M. palmeri* habitent ensemble l'île de Kauai, il serait malade de nommer « Solitaire de Kauai » l'une quelconque des deux espèces. Comme *M. lanaiensis* a disparu de l'île de Lanai, le nom « Solitaire de Lanai », bien que plus proche du nom scientifique latin, n'est plus tout à fait approprié. L'espèce ne subsiste plus actuellement que sur l'île de Molokai, où son existence est aussi sérieusement menacée.

Les espèces hawaïennes citées ici ne sont qu'un exemple des problèmes qui se posent à l'auteur de nomenclatures en langue vernaculaire. La relative simplicité de ce cas (absence de noms préétablis, traditionnels ou folkloriques en français, noms génériques qui collent à la réalité scientifique, distribution bien définie des espèces) en fait

une sorte de modèle à partir duquel on peut élaborer des solutions plus complètes pour d'autres cas; ceci s'applique en particulier lorsqu'un remaniement du découpage scientifique rend nécessaire une refonte de la nomenclature vernaculaire.

Bibliographie

1. American Ornithologists' Union. « Thirty-Fifth Supplement to the American Ornithologists' Union Check-List of North-American Birds. » In *The Auk*. v. 102, no. 3. July 1985, p. 680-682.
2. *Check-List of North-American Birds : The Species of Birds of North America from the Arctic through Panama, Including the West Indies and Hawaiian Islands*. Prepared by the Committee on Classification and Nomenclature of the American Ornithologists' Union. 6th ed. Washington, D.C.: the Union, 1983, xxix, 877 p.
3. Ouellet, Henri et Michel Gosselin, *Les noms français des oiseaux d'Amérique du Nord*, Rév. Ottawa : Musée national des sciences naturelles, Musées nationaux du Canada, 1983, 36 p. (Syllogeus 43)
4. Pratt, H.D. « Relationships and Speciation of the Hawaiian Thrushes. » In *the Living Bird*. no. 19, 1982, p. 73-90.

TABEAU DES CINQ ESPÈCES DE SOLITAIRES DES ÎLES HAWAÏ

Ancien nom latin (avant 1985)	Statut (avant 1985)	Nouveau nom latin (depuis 1985)	Statut actuel	Nom Hawaïen	Noms français possibles
<i>Phaeornis palmeri</i>	espèce	<i>Myadestes palmeri</i>	espèce	puaiohi	Solitaire puaiohi
<i>Phaeornis obscurus</i>	espèce				
<i>P. obscurus myadestinus</i>	sous-espèce de <i>P. obscurus</i>	<i>Myadestes myadestinus</i>	espèce	kamao	Solitaire kamao
<i>P. obscurus oabensis</i>	sous-espèce de <i>P. obscurus</i>	<i>Myadestes oabensis</i>	espèce	amaui	Solitaire amaui Solitaire d'Oahu
<i>P. obscurus lanaiensis</i>	sous-espèce de <i>P. obscurus</i>	<i>Myadestes lanaiensis</i>	espèce	olomao	Solitaire olomao Solitaire de Molokai
<i>P. obscurus obscurus</i>	sous-espèce de <i>P. obscurus</i>	<i>Myadestes obscurus</i>	espèce	omao	Solitaire omao Solitaire d'Hawaï

Congrès et colloques nationaux et internationaux / National and International Congresses and Symposiums

(juin à décembre 1990 / June to December 1990)

Date / Date	Lieu / Location	Organisation / Organization	Activité / Activity
Juin 1990	Berne	Réseau international de néologie et terminologie (Rint)	5 ^e réunion du comité d'orientation
3-8 juin 1990	Montréal	FRAPPE Femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir politique et économique	1 ^{er} Sommet mondial : Les femmes et la multidimensionnalité du pouvoir — Entre autres volets, « Pouvoir et langue »
14-29 juin 1990	États-Unis France Royaume-Uni	AGARD Advisory Group for Aerospace Research and Development	Conferences : Benefits of computer assisted translation to information managers and end-users
15-17 juin 1990	Ottawa	FFHQ Fédération des francophones hors Québec	Assemblée annuelle
18-22 juin 1990	Rome	United Nations	10th Annual Meeting on Language Arrangements, Documentation and Publications
23-24 juin 1990	Ottawa	Fédération culturelle canadienne française	Assemblée semi-annuelle
6-9 août 1990	Belgrade (Yougoslavie)	FIT Fédération internationale des traducteurs	12 ^e Congrès mondial : La traduction, profession créative
13-18 août 1990	Helsinki (Finlande)	University of Helsinki	XVIIth International Congress of Onomastic Sciences
28 août 1990	Helsinki (Finlande)	COLING International Committee on Computational Linguistics	COLING 90 13th International Conference on Computational Linguistics
28 août- 1 septembre 1990	Benalmàdena (Espagne)	EURALEX European Association for Lexicography	EURALEX — VOX 4th International Congress: Relationship between Linguistics and Lexicography
Septembre 1990	Winnipeg	ACLA Association canadienne de linguistique appliquée	Congrès annuel
2-4 octobre 1990	Trèves (RFA)	Association for Terminology and Knowledge Transfer and the International Information Centre for Terminology (INFOTERM)	TKE'90: 2nd International Congress on Terminology and Knowledge Engineering Applications
12-15 octobre 1990	Ville à déterminer au Québec	SPPF Secrétariat permanent des peuples francophones	Conférence : Contribution des francophones d'Amérique au 4 ^e Sommet francophone
Octobre 1990	Nouvelle-Orléans	ATA American Translators Association	Congrès annuel
2-3 novembre 1990	Toronto	ATIO Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario	Congrès annuel
Novembre 1990	Copenhague (Danemark)	Association Internationale Langue et Économique	Colloque annuel
21-24 novembre 1990	Montréal	OLF/STQ Office de la langue française/ Société des traducteurs du Québec	Colloque international : Les industries de la langue — Perspectives des années 1990
1990	Thessalonique (Grèce)	AILA Association internationale de linguistique appliquée	9 ^e Congrès mondial

Réunion à Hull du Réseau international de néologie et de terminologie

par Pierre Goulet¹

Pour la première fois depuis la création en 1986 du Réseau international de néologie et de terminologie (Rint), le module canadien fut l'hôte. du 4 au 8 décembre 1989, d'une rencontre des membres de ce groupe voué au développement et à la promotion du français et des langues nationales africaines. Pas moins d'une vingtaine de participants provenant de Belgique, du Bénin, du Canada, de la Côte d'Ivoire, des États-Unis (ONU), de France, d'Haïti, du Maroc, du Québec, de Suisse et du Zaïre ont pris part aux discussions.

Cette réunion de cinq jours, préparée par le module québécois, qui assure le secrétariat du Rint, comportait deux volets. Les trois premiers jours furent consacrés à un séminaire sur l'harmonisation des méthodes du travail terminologique au sein du Réseau. Il s'agissait de mettre un point final aux travaux entrepris à l'École internationale de Bordeaux en juin 1989, travaux dont nous avons fait état dans un précédent numéro de ce bulletin². Les deux derniers jours de la rencontre furent réservés à la quatrième réunion du Comité d'orientation du Rint.

Cette semaine de travaux a permis de faire progresser considérablement les participants sur la voie de l'action et de la collaboration.

Méthodes de travail

Issus de trois continents et ayant des expériences et des besoins très variés, les membres du Réseau international de néologie et de terminologie ont senti le besoin de faire le point sur leur façon respective d'aborder la recherche terminologique et néologique. Cet exercice s'avérait d'autant plus nécessaire que le Réseau entend se doter prochainement d'une politique d'édition et d'une collection où seront publiés les travaux du Rint. Le mandat fut donc donné à l'Office de la langue française du Québec (OLF) d'organiser, en collaboration avec les autres modules du Réseau, un séminaire dont l'objet serait de dégager des principes directeurs de base essentiels à la pro-

duction d'un travail terminologique de qualité. La rencontre de Bordeaux de juin 1989 avait permis d'exposer dans le détail la démarche terminologique suivie par chacun des participants. Il restait donc à faire une synthèse des données recueillies et d'en dégager des constantes. C'est ce à quoi s'employèrent les membres du Rint au début de décembre, à Hull.

Après avoir mis à jour un tableau comparatif des méthodes préparé par M. Louis-Jean Rousseau et M^{me} Micheline Cayer de l'OLF, les participants au séminaire tombèrent d'accord sur la sélection des éléments indispensables à la bonne marche de travaux terminologiques sérieux. Les huit principes directeurs suivants furent retenus :

1. Équipes de travail

Les travaux terminologiques menés au sein du Rint sont conduits en interaction par des spécialistes de la langue (terminologues) et des spécialistes des domaines traités.

2. Milieux visés

Les milieux visés par les produits terminologiques sont consultés en cours d'élaboration du travail.

3. Systèmes de notions

L'élaboration d'un système de notions est indispensable au travail terminologique.

4. Corpus

La constitution du corpus de travail en terminologie se fait avec la participation des spécialistes et selon des critères précis.

5. Données terminologiques

Les travaux terminologiques menés au sein du Rint prennent en compte les données terminologiques suivantes.

(Les données facultatives sont précédées d'un astérisque).

5.1 Sur le terme

- Terme
- * — Indicatif de grammaire
- * — Indicatif de pays
- Indicatif de langue
- * — Variante orthographique
- * — Variante dialectale
- * — Terme abrégé
- Synonyme
- Équivalent
- * — Abréviation
- * — Symbole
- * — Statut (normalisé ou non)
- * — Cooccurrent
- Contexte langagier
- Contexte métalinguistique
- Locution
- Structure morphologique
- Note
- Source

5.2 Sur la notion

- Domaine
- Définition
- * — Explication
- * — Contexte définitoire
- * — Contexte encyclopédique
- * — Contexte associatif
- * — Exemple
- * — Illustration
- * — Note
- * — Pseudo-contexte
- * — Générique
- * — « Partie de... »
- * — Propriété typique
- * — Objet connexe
- Source

6. Méthode

Les travaux terminologiques menés au sein du Rint peuvent relever de l'une ou l'autre des démarches suivantes :

- Consignation simple des données terminologiques extraites d'un corpus;
- Recherche terminologique basée sur l'établissement d'un système de notions et sur l'analyse terminologique, c'est-à-dire l'étude des rapports entre termes et notions et entre termes;

— Recherche terminologique telle que décrite ci-dessus, à laquelle s'ajoute le choix de termes à privilégier et éventuellement, la création de termes nouveaux.

Quelle que soit la démarche adoptée, les objectifs poursuivis doivent être explicites et bien identifiés dans les produits correspondants.

7. Définition

À l'exception des travaux de consignation simple, les travaux terminologiques menés au sein du Rint proposent des définitions systémiques.

8. Termes

Dans les travaux du Rint, le traitement des termes se fait en fonction des critères suivants :

- Critères linguistiques (critères en rapport avec le fonctionnement du système linguistique);
- Critères terminologiques (critères en rapport avec le fonctionnement du système notionnel et dénominatif d'une langue de spécialité);
- Critères sociolinguistiques.

Le consensus établi autour de ces grands principes sur lesquels repose le travail terminologique permettra à tous les membres du Réseau de travailler à partir de points de repère communs. Il devient alors plus facile d'instaurer au sein du Rint une meilleure collaboration dans la production de dictionnaires, de vocabulaires et de lexiques ainsi que de documents à caractère méthodologique ou didactique.

Comité d'orientation

Les deux derniers jours de la rencontre furent réservés à la tenue de la quatrième réunion du Comité d'orientation du Rint. M. Alain Landry, sous-secrétaire d'État adjoint, Langues officielles et Traduction, et M. Malcolm Williams, directeur de la Terminologie et des Services linguistiques du Bureau de la traduction, présidèrent à tour de rôle les discussions. Absent lors de cette rencontre, le premier secrétaire général du Rint, M. Pierre Auger, présenta sa démission dans une lettre qui fut lue par le président de la séance. M. Landry ne manqua pas de souligner l'apport considérable à l'avance-

ment des travaux du Réseau du secrétaire général sortant. C'est à M. Louis-Jean Rousseau, chef du Service des travaux linguistiques et de la normalisation à l'Office de la langue française du Québec, que le Comité d'orientation a confié les fonctions de secrétaire général pour les trois prochaines années.

Nouveaux membres

Tel que convenu lors de la rencontre de Bordeaux en juin 1989, le Maroc et sept pays d'Afrique noire présentèrent une demande d'adhésion au Rint. M. Ahmed Lakhdar-Ghazal, directeur de l'Institut d'études et de recherches pour l'arabisation du Maroc, a mis l'accent sur la volonté du Maroc de développer la langue arabe en parallèle avec le français plutôt qu'avec une autre langue. Quant à la demande provenant d'Afrique noire, elle concerne les sept organismes nationaux et les deux organismes régionaux suivants :

- 1 — Centre national de linguistique appliquée (CENALA), Cotonou, BÉNIN;
- 2 — Centre de linguistique théorique et appliquée (CELTA), Kinshasa, ZAÏRE;
- 3 — Direction nationale de l'alphabétisation fonctionnelle et de la linguistique appliquée (DNAFLA), Bamako, MALI;
- 4 — Centre de recherches et d'études anthropologiques de l'Institut des sciences humaines (ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique), Yaoundé, CAMEROUN;
- 5 — Institut de recherche linguistique appliquée (IRLA), Conakry, GUINÉE;
- 6 — Institut national de documentation, de recherche et d'animation pédagogiques (INDRAP), Niamey, NIGER;
- 7 — Institut de linguistique appliquée (ILA), Bangui, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE;
- 8 — Association d'études linguistiques interculturelles africaines (AELIA);
- 9 — Centre régional de recherche et de documentation sur les traditions orales et pour le développement des langues africaines (CERDOTOLA).

Les sept organismes nationaux étant mandatés par chacun des pays représentés, les membres du Comité d'orientation approuvèrent la création d'un module collectif africain. Il a fallu cependant modifier

les statuts du Réseau afin de permettre l'adhésion de plusieurs pays au sein d'un module unique. Le nombre de modules du Rint est ainsi passé de six à huit. En ce qui concerne les deux organismes régionaux, il a été recommandé que ceux-ci fassent chacun une demande d'adhésion à titre de membre associé, conformément à l'article 4 des statuts du Rint. De plus, des démarches seront entreprises par le secrétaire général pour permettre à la Tunisie de faire partie du Réseau.

Programme de travail

Plusieurs travaux sont en voie de réalisation au sein du Rint. Le module canadien est en train de préparer deux ouvrages bilingues (français-anglais) : le *Vocabulaire des fractales* et le *Vocabulaire du didacticiel intelligent*. Ces recherches sont conduites par M^{me} Silvia Pavel, auteure du *Dictionnaire de l'intelligence logicielle* publié par le Rint en 1989. Ces documents devraient être prêts avant la fin de 1990. Il en sera de même de l'*Inventaire des besoins en terminologie*, actuellement en cours chez les membres du Réseau, travail que coordonne le module canadien.

Le module québécois, représenté par l'Office de la langue française, prépare la mise à jour de l'*Inventaire des travaux en cours et des projets de terminologie* et de l'*Inventaire des travaux de terminologie récents publiés et à diffusion restreinte*. Ces ouvrages seront publiés en 1990. L'Office de la langue française s'est de plus associé au Secrétariat d'État du Canada pour commander la mise à jour de la *Bibliographie de la néologie : 300 apports nouveaux (1980-1987)*, travail qui sera fait en cours d'année par M. Jean-Claude Boulanger, professeur à l'Université Laval. Le module québécois a aussi d'autres travaux en marche : terminologie de la robotique, dont la fin de la recherche est prévue pour juin 1990; terminologie de la mécanique automobile, dont la recherche débutera au printemps 1990; terminologie de la mécanisation forestière et terminologie des scieries, recherches dont la publication est prévue pour juin 1990. Enfin, il faut souligner, dans le volet « Support technologique aux travaux du Rint », le projet de dépouillement terminologique automatisé auquel sont associés l'Office de la langue française, l'Université du Québec à Montréal et le ministère des Communications du Québec. Le prototype

ayant été mis au point en juin 1989, les travaux actuels portent sur la production d'une version préliminaire du système de dépouillement pour mars 1990. La période d'expérimentation devrait normalement débiter à l'été de la même année.

Le module français, par l'intermédiaire de M. Pierre Lerat, responsable du Centre de terminologie et de néologie (CTN) au Centre national de recherche scientifique (CNRS), a fait état de l'avancement de certains travaux figurant au plan de travail du Rint. Ainsi, le CTN prépare un premier *Cabier de termes nouveaux*, recueil de néologismes extraits des publications *La Recherche et Science et technologie*. Ce premier numéro comprendra pas moins d'un millier de notions dont les définitions auront été cautionnées par des experts. Ces travaux seront publiés au Conseil international de la langue française (CILF) au cours de l'hiver 1991. Le CTN entend aussi faire paraître, toujours au CILF et à la même date, le *Dictionnaire francophone des organisations interafricaines*.

Le module belge, qui a déjà préparé les deux premiers numéros du bulletin du Réseau, *Terminologies Nouvelles*, planifie un numéro double (3 et 4) dans lequel seront publiés les textes découlant du Séminaire sur l'harmonisation des méthodes du travail terminologique. Le numéro 5 publiera la version définitive des statuts du Rint ainsi

que des textes présentant les modules haïtien, marocain et africain. Ce numéro comportera également une synthèse analytique des ouvrages publiés sous l'égide du Rint. Lors de la prochaine rencontre, le module belge, qui représente la Communauté française de Belgique, soumettra un état de la diffusion des travaux du Rint au sein des modules.

Autres points

À l'invitation du secrétaire général, M. Louis-Jean Rousseau, les membres du Réseau ont été invités à commenter un document préparé par le module québécois sur un projet de politique d'édition. Une décision à ce sujet devra être prise lors de la prochaine réunion du Comité d'orientation à Berne, en juin 1990.

Le Rint entend également se doter d'un plan de communication qui lui permettra d'avoir une meilleure visibilité parmi les organisations internationales à vocation terminologique. La publication du bulletin *Terminologies Nouvelles* est un premier pas en ce sens. Un dépliant décrivant les objectifs et les composantes du Réseau sera diffusé prochainement par le secrétariat du Réseau. Pour sa part, le représentant de la Belgique, M. Daniel Blampain, a présenté un projet de logo qui fut approuvé par les membres du Comité d'orientation. Ce symbole apparaîtra sur les publications du Rint.

Comme il se devait de le faire, le Comité d'orientation a adopté à l'unanimité les principes directeurs régissant les travaux terminologiques publiés par le Réseau. Les participants ont exprimé leur satisfaction sur le déroulement et les résultats de ce premier séminaire. La formule à deux volets a permis d'arriver à d'excellents résultats. La prochaine rencontre de ce genre aura pour thème *Terminologie et développement* et sera prise en charge conjointement par les modules africain et marocain. La première partie de ce séminaire se déroulera à l'École internationale de Bordeaux au début de décembre 1990.

Ainsi qu'on peut le constater, le Réseau international de néologie et de terminologie s'ouvre de plus en plus à la réalité et aux besoins des pays du Sud. Le dialogue qui s'installe entre des sociétés combien différentes, par l'intermédiaire de la terminologie, est un bel exemple de coopération internationale. N'est-ce pas là un heureux signe des temps?

Notes

1. M. Pierre Goulet qui a dirigé efficacement le module canadien du Rint est maintenant en affectation à la Direction générale de la promotion des langues officielles du Secrétariat d'État. (N.D.L.R.)
2. Vol. 22, n° 6, p. 9.

Abonnements à TERMIUM

Le Secrétariat d'État du Canada a entrepris la commercialisation de sa banque de données linguistiques, TERMIUM.

Deux options sont possibles : l'abonnement à TERMIUM sur disque optique (CD-ROM) disponible dès maintenant ou l'abonnement à TERMIUM avec l'accès par modem au tarif horaire de 45 \$ l'heure qui sera offert ultérieurement.

Le coût de l'abonnement à TERMIUM sur CD-ROM est de 1 100 \$ par année. Ce montant comprend trois disques; chaque

disque est une version à jour de TERMIUM qui sera échangée contre le disque précédent. Le logiciel de consultation est inclus ainsi que le guide d'interrogation. Des séances de formation sont offertes dans les locaux du Secrétariat d'État situés dans les grands centres du pays.

Le matériel informatique requis pour l'interrogation du CD-ROM doit répondre aux caractéristiques suivantes :

— Un micro-ordinateur de type IBM PC/XT/AT ou PS/2 ou pleinement compatible, avec 640 kilooctets de mémoire vive.

— Un lecteur de disquettes et un disque rigide, ou deux lecteurs de disquettes.

— Un logiciel d'exploitation MS-DOS ou PC-DOS, version 3.1 ou plus récente.

— Le logiciel Microsoft MS-DOS CD-ROM Extensions, version 2.0 ou plus récente. La version 2.1 est requise si la version 4.0, ou une version plus récente, du MS-DOS ou du PC-DOS est utilisée.

— Tout lecteur CD-ROM compatible avec le logiciel Microsoft Extensions.

L'abonnement se fait par signature d'un contrat dans lequel sont énoncées les modalités de l'abonnement ainsi que certaines dispositions particulières portant sur les droits d'auteurs, les obligations des parties et sur l'usage restreint de TERMIUM.

Les ministères et institutions figurant aux Annexes I et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne paient aucun frais d'abonnement à TERMIUM durant les deux prochaines années.

Les demandes d'abonnement à TERMIUM sur CD-ROM doivent être adressées à la Division de la promotion et de la coordination, à l'adresse suivante :

Division de la promotion et de la coordination
Direction de la terminologie et des services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario) CANADA K1A 0M5

Sur réception des demandes, un exemplaire du contrat de licence et un bon de commande seront alors envoyés.

Toute question au sujet de l'abonnement ou des caractéristiques techniques peut être adressée à la Division de la promotion et de la coordination du Secrétariat d'État du Canada au (819) 997-9727 (Télécopieur : (819) 994-3670).

Subscriptions to TERMIUM

The Department of the Secretary of State of Canada is now marketing its linguistic data bank, TERMIUM. Two options are possible: a subscription to TERMIUM on CD-ROM (compact disk — read only memory), available now, or a subscription to TERMIUM on line available at a later date at a rate of \$45 per hour.

Subscriptions to TERMIUM on CD-ROM cost \$1,100 per year and include three updated editions of the CD-ROM. The clients must return the previous disk upon receipt of the updated disk. The consultation software and the querying guide are included in the subscription. Training sessions will be offered on the Department of the Secretary of State's premises in major centres across Canada.

The following equipment is required to query the CD-ROM:

- An IBM PC/XT/AT or PS2 or fully compatible with at least 640K of RAM.

- A hard disk drive and a diskette drive, or two diskette drives.

- MS-DOS or PC-DOS version 3.1 or later.

- The Microsoft MS-DOS CD-ROM Extensions Software, version 2.0 or later. Version 2.1 is required if version 4.0 or later of MS-DOS or PC-DOS is used.

- A CD-ROM reader that is compatible with Microsoft Extensions.

Subscribers must sign a licence agreement. This agreement will describe the terms and conditions of the subscription, and includes as well as special clauses pertaining to copyright, the obligations of both parties and restrictions on use.

The departments and institutions listed in Schedule I and II of the *Financial Administration Act* will not be asked to pay any subscription fees for the next two years.

All requests for subscriptions to TERMIUM on CD-ROM must be sent to the Promotion and Co-ordination Division at the following address:

Promotion and Co-ordination Division
Terminology and Linguistic Services
Directorate
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of State of Canada
Ottawa, Ontario CANADA K1A 0M5

The licence agreement and an order form will be sent in response to subscription requests.

Any question concerning the subscription or equipment requirements may be directed to the Promotion and Co-ordination Division of the Department of the Secretary of State of Canada at (819) 997-9727 (Fax: (819) 994-3670).

Le Coin des publications / Publications in Review

Liste des publications récentes du Secrétariat d'État / List of Recent Publications of the Department of the Secretary of State

Bulletins de terminologie / Terminology Bulletins

Recueil des définitions des lois fédérales —
Collection of Definitions in Federal Statutes (BT-153)

Lexique des hélicoptères — *Glossary of Helicopters* (BT-186)

Le langage parlementaire — *The Language of Parliament* (BT-189)

Vocabulaire de la bourse et du placement

— *Stock Market and Investment Vocabulary* (BT-190)
 Lexique de la guerre spatiale — *Space War Glossary* (BT-191)
 Lexique juridique des lois fédérales — *Legal Glossary of Federal Statutes* (BT-192)
 Lexique de muséologie — *Glossary of Museology* (BT-187)
 Lexique de la micrographie — *Glossary of Micrographics* (BT-188)
 Conditionnement d'air — *Air Conditioning* (BT-193)

Série lexiques / Glossary Series

Immobilier — *Realty*
 Informatique (3^e édition) — *Informatics (3rd Edition)*
 Les explosifs — *Explosives*
 Emballage — *Packaging*
 Droits de la personne — *Human Rights*
 Éditique — *Desktop Publishing*

Vocabulaires de la Common Law / Common Law Vocabularies

Droit des biens — Tome III — *Property Law*
 — Part III

Lexiques ministériels / Departmental Glossary Series

Emploi — *Employment*
 Immigration — *Immigration*

Jean-Claude Boulanger et Yves Gambier. *Bibliographie fondamentale et analytique de la terminologie (1962-1984)*, Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme / International Center for Research on Bilingualism, 1989, 191 pages (Publication J-3)

Présentation

1. Origine de la bibliographie

La terminologie est devenue en quelques années un champ riche de réflexions et d'expériences. La bibliographie qui suit reflète l'émergence de cette discipline et sa relative autonomie au sein des sciences du langage.

Les objectifs poursuivis ont été les suivants :

— fournir à des usagers lisant le français, non-initiés ou praticiens langagiers (rédacteurs, traducteurs, interprètes, enseignants de langues de spécialité, terminologues, aménagistes ou planificateurs linguistiques, conseillers en communication...), un outil de travail facile à consulter et portant sur des documents que nous croyons essentiels dans le cheminement du terminologue en formation;

— dresser un bilan des avancées de la terminologie comme domaine ayant défini son objet, ses principes, sa méthodologie, tout en couvrant une variété de secteurs : la terminologie théorique, le travail terminographique (ponctuel et systématique), la normalisation terminologique, la documentation terminologique, la néologie terminologique, la terminologie assistée par ordinateur (TERAO ou terminotique), la formation en terminologie, ainsi de suite. Unité du champ et diversité de ses orientations donc, sans négliger pour autant ses rapports à la linguistique (à la lexicographie et à la sémantique notamment), à la logique, à l'aménagement linguistique, à la traduction...

Dans cette perspective, nous n'avons pas craint de donner quelques titres qui dépassent les frontières strictes de la discipline mais qui permettent l'acquisition de mécanismes fondamentaux aidant à sa compréhension et à son apprentissage. Notre visée professionnelle et pédagogique exclut les dictionnaires terminologiques (vocabulaires, lexiques, glossaires, etc.) portant sur telle ou telle branche du savoir, sur telle ou telle activité (sciences, techniques, industries, médecine, commerce, droit) : il existe déjà un certain nombre de répertoires bibliographiques pour cela.

La bibliographie est à la fois analytique et sélective :

— analytique parce que chaque référence est résumée et annotée par une série de descripteurs;

— sélective parce qu'étant donné les objectifs, il n'était pas question d'être exhaustif; les 123 titres finalement retenus peuvent être considérés comme primordiaux pour des motifs historiques, pour des raisons pratiques ou pour leur intérêt documentaire. Ainsi tel article peut être capital pour comprendre la science terminologique, tel autre essentiel pour réaliser un travail utilitaire, tel autre constituer une référence de base parce qu'il signale d'autres textes qui traitent du même thème.

Notre point de départ s'inspire surtout de la *Bibliographie internationale de la terminologie* publiée par Guy Rondeau et Helmut Felber en 1983. Ce document est constitué de 1 600 titres en mémoire d'ordinateur, avec des entrées en anglais, en français, en russe, en tchèque et en allemand.

Les critères de sélection ont été les suivants :

— ouvrages ou articles d'intérêt général pour des spécialistes dans les pays partiellement ou entièrement de langue française, engagés dans l'aménagement linguistique et le développement terminologique;

— ouvrages ou articles rédigés en français ou en anglais, comme langues de départ ou de traduction;

— ouvrages ou articles aisément accessibles, c'est-à-dire publiés et non pas à l'état de manuscrit ou peu diffusés.

En décembre 1983, près de 200 titres avaient été répertoriés et résumés. La présente bibliographie reprend ce matériel qui a été épuré des textes non conformes aux nouvelles normes de sélection mentionnées ci-dessus. La période couverte va de 1962 à 1984. Ce quasi-quart de siècle correspond à la période-clé du lancement et du développement de la terminotique dans le contexte des lois linguistiques et des projets d'aménagement des langues un peu partout dans le monde francophone. C'est en effet durant ces deux décennies que les éléments fondateurs de la discipline ont été discutés, affirmés, universalisés et que les principales méthodologies de la recherche terminologique ont vu le jour. Certes depuis quelques années, des secteurs se sont stabilisés (par exemple, celui de la normalisation et celui de la néologie) tandis que d'autres ont pris de l'essor (par exemple, celui de l'histoire de la terminologie et celui de la formation universitaire aussi bien que de la formation sur le terrain) tandis que d'autres enfin entreprennent une montée fulgurante (par exemple, celui de la terminotique) : aucun développement cependant ne remet en cause l'objet et les contours de la terminologie, au contraire.

On pourra regretter le retard de la parution : elle est en partie liée aux risques normaux de tout effort collectif, au crucial problème du financement mais surtout à la maladie puis à la disparition de Guy Rondeau en janvier 1987. Celui-ci était en effet à l'origine du projet en 1983. C'est à la demande

de Jean-Claude Corbeil, secrétaire général du CIRELFA de 1982 à 1988, que les responsables de la présente publication ont réexaminé le manuscrit à l'été 1988 et décidé de le rendre disponible grâce à l'aide de l'Agence de coopération culturelle et technique qui a subventionné notre recherche.

2. Description générale

L'ouvrage comprend 123 entrées et trois index alphabétiques : le premier rassemble des descripteurs; le second réunit tous les auteurs cités en tête de la référence ou dans la rubrique appelée Auteur, lorsqu'il y a lieu; le troisième classe les titres sur la base du premier mot significatif. Dans les index, tous les renvois sont faits au numéro séquentiel du dossier bibliographique.

L'ensemble des références répertoriées ici provient d'une documentation fort variée : actes de colloques, ouvrages collectifs, articles de revues, livres, thèses, rapports, etc.

Les dossiers documentaires suivent un mode bien connu pour la présentation des rubriques :

- le ou les auteurs;
- le titre; la référence suit immédiatement lorsqu'il s'agit d'un livre tandis qu'elle est détachée dans une rubrique indépendante quand il s'agit d'un périodique, d'un extrait (chapitre, article, etc.), d'un recueil, etc. Les indications bibliographiques habituelles ont été employées;
- le résumé du texte cible, qui est rédigé en français. Chaque résumé se termine par les initiales du résumeur placées entre crochets (voir la liste);
- le cas échéant, tout les auteurs qui ont contribué à un ouvrage pour lequel on fournit un résumé général;
- les descripteurs, dont le nombre peut varier suivant les écrits analysés. Tout en demeurant au plus près des textes, les descripteurs ont été uniformisés afin d'éviter la multiplication des renvois dans l'index. La terminologie dispose maintenant d'un appareil conceptuel suffisant qui permet de dire que la métaterminologie est bien fixée. À l'occasion, on trouvera donc des renvois internes dans l'index; ils ont pour objet de rapprocher des termes s'attachant à la même notion (exemples : aménagement linguistique et planification linguistique; néonymie et néologie). Il revient au consulteur de tra-

ser les liens entre les descripteurs associés au même réseau notionnel.

— de temps en temps, une rubrique intitulée Remarque vient préciser qu'un ouvrage a été rajouté, qu'une nouvelle édition est disponible, etc.

Enfin, le lecteur trouvera quelques éléments complémentaires indispensables pour mieux parcourir les méandres bibliographiques :

- une liste des sigles, des acronymes et des abréviations;
- une liste des revues citées permettant de retracer l'origine géographique et l'éditeur responsable d'une publication périodique;
- la liste des personnes qui ont résumé les documents retenus (le chiffre figurant entre crochets indique le nombre de résumés faits par chacun).

3. Pour conclure

La bibliographie préparée en 1983 a été entièrement réexaminée. Jean-Claude Boulanger a revérifié toutes les références à la source et jugé de la pertinence des descripteurs. Plusieurs centaines d'erreurs mineures ou d'importance relevées dans le manuscrit de départ ont pu ainsi être rectifiées. Yves Gambier a relu attentivement l'ensemble du texte. Il a également fourni quelques entrées nouvelles absentes du manuscrit de départ. Ces ajouts viennent remplacer les textes qui ne répondaient pas aux critères de sélection. Christian Paquet s'est chargé de la nouvelle saisie informatique et de la confection des index. Nous avons dû resaisir l'ensemble des données, la première entrée sur ordinateur ayant manqué d'homogénéisation et les outils informatiques ayant considérablement évolué depuis 1983.

Le produit bibliographique présenté aujourd'hui constitue à nos yeux l'ensemble des connaissances de base que doit acquérir tout futur terminologue. Rien n'interdit d'espérer une mise à jour, surtout si le besoin s'en trouve exprimé dans la francophonie.

Jean-Claude Boulanger et Yves Gambier

Note

Reproduit avec permission.

Association des infirmières et infirmiers du Canada

Lexique français-anglais/anglais-français de l'Association des infirmières et infirmiers du Canada Première édition, Ottawa, 1989, 153 p.

Le lexique de l'Association des infirmières et infirmiers du Canada (AIIC) doit son origine à une initiative de son service de traduction. Ce lexique vise à uniformiser la terminologie au sein de l'Association, à faciliter la normalisation et la communication en français et en anglais au sein de la profession infirmière et à diffuser une terminologie provenant de sources fiables.

Ce lexique présente un ensemble de plus de 1 000 termes et expressions propres à l'Association des infirmières et infirmiers du Canada et à la profession infirmière en général au pays. Il est divisé en plusieurs parties qui traitent des diverses composantes de l'AIIC, d'organismes nationaux et internationaux du secteur de la santé et de la terminologie générale des soins infirmiers.

Cette publication s'adresse aux traducteurs, terminologues et rédacteurs œuvrant dans le domaine de la santé ainsi qu'aux infirmières et infirmiers et autres professionnels de la santé. Il ne s'agit certes pas d'une liste exhaustive des termes propres aux sciences infirmières mais plutôt de la base d'une nouvelle publication qui prendra un peu plus d'expansion au fil des années et des mises à jour périodiques.

Le lexique est vendu par :

L'Association des infirmières et infirmiers du Canada
50 The Driveway
Ottawa (Ontario)
K2P 1S1

Tél. Martine Devaux (613) 237-2133

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) les membres du Bureau de la traduction sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) les abonnés qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada (v. bande de couleur) doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Promotion et Coordination
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, en anglais comme en français, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing or damaged issues should be directed as indicated below.

a) All members of the Translation Bureau should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) Subscribers having an account with the Canadian Government Publishing Centre (see coloured strip) should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Promotion and Coordination
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in English or in French, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro /

This issue's contributors

Beaudoin Allard, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Hull;

Jean-Pierre Artigau, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Hull;

Philippe Blain, Direction des services de traduction aux ministères, Secrétariat d'État, Hull;

Docteur Edgar Delvin et Gisèle Pham, Conseil de recherches médicales du Canada, Montréal;

Martine Devaux, Association des infirmières et infirmiers du Canada, Ottawa;

Sylvie Dionne, Conseil de recherches médicales du Canada, Montréal;

Sylvie DuPont, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Hull;

Sylvie Filiatrault, Conseil de recherches médicales du Canada, Montréal;

Pierre Goulet, Direction générale de la promotion des langues officielles, Secrétariat d'État, Hull;

Docteur André Lussier, Conseil de recherches médicales du Canada, Sherbrooke;

David Roberts, interprète pigiste à la Direction des services parlementaires, Secrétariat d'État, Ottawa.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 12,95 \$
Étranger : 15,55 \$US
Numéro : Canada 2,25 \$ — Étranger 2,70 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$12.95
Other countries: US\$15.55
Per issue: Canada \$2.25 — Other countries: US\$2.70

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9



CAI
SS 210
-A17

ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 23, 3, 1990



TECHNIQUES / TECHNIQUES



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

Épreuve du feu pour pétrole récalcitrant par Françoise Parc	3
Chauffage central par Louise Claude	5
Bâtiment : Que la lumière soit! par François Richard	9
Lexique de l'outillage et de l'équipement miniers par Monique Boileau	11
Du camion à traction animale au camion à moteur de traction par Yvan Cloutier et Laurent Paquin	14
Project Management: What is it Really? by Marisa Rondina	16
Uniformisation de l'écriture des noms géographiques au Canada par Hélène Gélinas-Surprenant	18
Mots de tête « Faire sa part » par Frédérin Leroux fils	22
Scénario d'anticipation par Pauline Daigneault	24
L'excellence dans notre profession Colloque international OLF-STQ.	24 25
Au Fil des événements / <i>News and Events</i>	26
Le Coin des publications / <i>Publications in Review</i>	27

Comité de lecture / Review Committee

Rédactrice en chef / Editor :

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee :

Gérard Bessens

Direction des services centraux

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Yolande Guibord

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Janine Laurencin

Direction des services centraux

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction des services multilingues

Éditorial

Le troisième numéro de *L'Actualité terminologique* de 1990 est consacré à des techniques diverses et présente les travaux de terminologie menés par les terminologues de la Direction de la terminologie et des services linguistiques du Secrétariat d'État.

La partie thématique comporte cinq articles traitant de diverses formes d'énergie et leurs applications. Il est ainsi question de pétrole, de chauffage central, d'éclairage, d'outillage et d'équipement minier ainsi que de transport routier. Quant à la partie non thématique, elle traite de gestion, d'écriture des noms géographiques et d'un problème de traduction.

L'année 1990 voit le départ de deux personnalités canadiennes marquantes du milieu linguistique qui ont contribué à la formation de nombreux linguistes et terminologues. Le linguiste de réputation internationale M. Jean Darbelnet, auteur entre autres de la *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, quittait ce monde en avril dernier.

Pour sa part, M. Robert Dubuc à qui je dois en grande partie ma formation en terminologie comme bon nombre de mes collègues, a pris en juin dernier une retraite bien méritée de la Société Radio-Canada. Pauline Daigneault, qui fut l'une des plus anciennes collaboratrices du chef du Service de linguistique et de traduction de cette société nous présente l'auteur prolifique de vocabulaires spécialisés, qui est aussi un peintre émérite.

Enfin viennent compléter ce numéro les chroniques « Au fil des événements » / *News and Events* et « Le Coin des publications / *Publications in Review* », une fiche Repères-T/R ainsi qu'un rappel de la tenue du Congrès annuel de l'ATIO et du Colloque international sur les industries de la langue qui auront lieu en novembre 1990.

Michèle Valiquette

Photo page couverture :
Kloekner Industrie — Anlagen
Entrepreneur clés en main
Usine d'engrais en Zambie

Editorial

This year third issue of *Terminology Update* focusses on technical terminology in various fields and, in particular of terminology projects carried out by a number of terminologists in the Terminology and Linguistic Services Directorate of the Department of the Secretary of State of Canada.

The thematic part of this issue includes five articles on various forms of energy and their applications: oil, central heating, lighting, mining equipment and road transportation. The non-thematic part includes articles on management, the writing of geographical names and a translation problem.

In 1990, two major Canadian figures who contributed greatly to the training of many linguists and terminologists left the linguistic scene. Well-known linguist Jean Darbelnet, author of the famous *Stylistique comparée de l'anglais et du français*, died in April.

Last June, Robert Dubuc, who taught terminology to me and to many of my colleagues retired from the Canadian Broadcasting Corporation. Pauline Daigneault, a long-time co-worker of the supervisor of this corporation's Linguistic and Translation Services, shares her reaction to the departure of this prolific author of specialized vocabularies who is also, incidentally, a highly skilled painter.

Also found in this issue are the columns « Au fil des événements / *News and Events* » and « Le Coin des publications / *Publications in Review* », a « Repères — T/R » record and a reminder of the annual congress of ATIO and of the international symposium OLF-STQ on language industries, both events to be held in November 1990.

Michèle Valiquette

Cover page photo:
Kloekner Industrie — Anlagen
Turnkey Contractor
Fertilizer complex in Zambia

Épreuve du feu pour pétrole récalcitrant

par Françoise Parc

L'image d'un flot impétueux de pétrole jaillissant d'un puits fait partie de l'imaginaire collectif. Pour le plus grand nombre, elle évoque les fabuleuses aventures des prospecteurs-aventuriers de Pennsylvanie, mais pour le spécialiste elle est surtout l'illustration du tout premier procédé de récupération du pétrole, celui qui consiste tout simplement à laisser agir l'énergie naturelle du gisement.¹

Cette énergie n'est cependant pas inépuisable; aussi faut-il au bout d'un certain temps, qui varie selon les gisements, recourir à des méthodes dites de récupération assistée. Leur but? Tenter de déloger et d'amener vers la surface les énormes quantités d'hydrocarbures qui restent encore enfouies dans le gisement après une première phase d'exploitation dénommée « primaire ».

Nous décrivons ici à larges traits l'une de ces méthodes, la combustion in situ, afin de passer en revue la terminologie de base qui s'y rattache.

Présentation générale de la méthode

La combustion in situ² est une méthode thermique de récupération assistée du pétrole (RAP) qui consiste à réaliser un processus de combustion dans la couche productrice d'un gisement : une partie de l'huile en place est brûlée ce qui facilite l'écoulement de la fraction non brûlée vers les puits de production.

Aux États-Unis, les premiers travaux de laboratoire remontent à 1947. Ils ont été suivis de quatre importants essais sur champ, échelonnés jusqu'en 1958. La première exploitation commerciale a démarré en 1959. La combustion in situ présente de nombreux avantages : rapport énergétique supérieur à celui des autres méthodes thermiques, application possible à des gisements de toutes profondeurs, à des huiles de densité et de viscosité variées, utilisation possible aux différents stades d'une exploitation (comme méthode de récupération primaire, secondaire ou tertiaire). Malgré ces avantages, cette méthode n'a pas encore connu, tout le succès qu'elle mérite aux dires des spé-

cialistes. Parmi les facteurs qui ont freiné son expansion, citons la concurrence d'une autre méthode thermique, la **récupération par injection de vapeur**, plus facile à mettre en œuvre, puis la découverte de pétrole en Alaska, qui a permis momentanément au pays de répondre à ses besoins énergétiques.

Pour mener à bien une **entreprise de combustion in situ** (ou **exploitation de combustion in situ**), il faut, d'une part, parfaitement comprendre les réactions chimiques mises en jeu par le procédé, et, d'autre part, avoir une connaissance approfondie du réservoir auquel il doit être appliqué. De là les nombreux essais en laboratoire (expériences en tubes de combustion, par exemple), les études par modèles analogiques ou numériques par **simulateurs thermiques**, effectuées à la phase de conception d'un projet. De quelles réactions chimiques s'agit-il? Sous l'action de l'air injecté par un **puits d'injection**, les fluides (pétrole et gaz) contenus dans la **roche-magasin** se transforment à basse température en produits d'oxydation, puis, après la **phase d'allumage**, en produits de combustion : l'**allumage** est parfois spontané, auquel cas on parle d'**auto-allumage**. Toutes ces réactions sont très exothermiques et, sous l'effet de la chaleur dégagée, les **fractions lourdes** de l'huile subissent une importante transformation chimique, la **cokéfaction**, c'est-à-dire la formation d'un dépôt charbonneux (« coke ») sur la roche : c'est ce dépôt qui va servir de combustible tout au long de l'opération.

Description de la combustion in situ

Il existe deux modes de combustion in situ, la **combustion à co-courant** et la **combustion à contre-courant**. Dans le premier cas, l'allumage est réalisé aux abords des puits d'injection d'air et le **front de combustion** se déplace en direction des puits de production, c'est-à-dire à co-courant de l'écoulement des fluides. Dans le second cas, l'allumage est réalisé aux abords des puits de production, le front de combustion se déplaçant en sens inverse de l'écoulement, vers les puits d'injection. Cette dernière méthode est plus ou moins utilisée à l'heure actuelle.

Combustion à co-courant

Dans ce procédé, il y a tout d'abord l'allumage de la couche au moyen d'un **allumeur** : le front de combustion ainsi créé agit alors à la façon d'un piston qui pousse devant lui l'huile non brûlée : celle-ci a beaucoup perdu de sa viscosité sous l'effet de la chaleur et est donc devenue beaucoup plus mobile. À ce stade-ci, le souci des opérateurs est de faire en sorte que l'efficacité de **balayage** du front de combustion soit aussi élevée que possible, tant en dimension horizontale (**balayage horizontal**; **balayage superficiel**) que verticale (**balayage vertical**). Les deux balayages réunis, horizontal et vertical, constituent le **balayage volumétrique**. Le balayage horizontal ayant tendance à se faire au détriment du balayage vertical, il faut veiller à ce que le front ne progresse pas trop vite, et donc que la **percée du front** aux puits de production ne se fasse pas de façon prématurée. Une **vitesse d'avancement** du front de 6 à 8 cm par jour a été, dans certains cas, jugée satisfaisante.

La forme du front de combustion sur le champ est plus complexe que celle étudiée en laboratoire.

Elle est tout d'abord conditionnée par la disposition des puits d'injection et de production.³ Dans un cas exceptionnel, celui du gisement de Suplacu de Barcău en Roumanie, on compte au total 4 148 puits, ce qui permet d'imaginer la complexité des opérations : chaque **panneau** à cinq puits, est contigu à un autre panneau identique (cf. fig.), la surface du gisement étant ainsi couverte d'un vaste réseau maille.

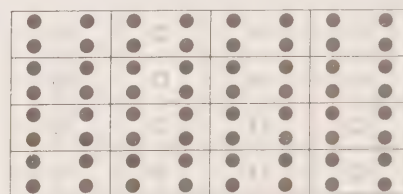


Fig. Système de mailles à cinq puits

- — puits d'injection
- — puits de production

Il existe diverses autres configurations, comme le **système de mailles à 7 puits** ou celui à 9 puits et dans chacune la position des puits peut être inversée, les puits de production occupant la position centrale. On a alors affaire à des systèmes inverses à 5, 7 ou 9 puits.

La forme du front de combustion dépend également des **fuites thermiques** aux épontes (c'est-à-dire les parois supérieures et inférieures) et de la gravité. La **ségrégation par gravité** est en effet à l'origine du **cheminement préférentiel** de l'air au-dessus de la **couche**, phénomène qui a pour effet de diminuer l'efficacité de la combustion.

Il est classique de diviser la partie du gisement balayée par le **front de combustion** en zones principales, chacune étant le siège de phénomènes réactionnels particuliers. On distingue ainsi la zone 1 en avant du front, zone nettoyée par le passage du front et dans laquelle se réchauffe l'air injecté. Viennent ensuite la zone 2, ou zone de combustion proprement dite : la zone 3, celle où se produit la cokéfaction des fractions lourdes qui, contrairement aux fractions légères, ne subissent ni déplacement ni vaporisation. Enfin, en aval du front de combustion, la zone 4 est le siège de vaporisations et de recondensations successives non seulement des fractions légères de l'huile, mais aussi de l'eau initialement contenue dans le gisement.

Il y a ainsi formation d'un **banc d'eau** en aval du front, c.-à-d. d'une zone dont la **saturation en eau** est supérieure à la **saturation initiale**, et ce banc d'eau pousse devant lui un **banc d'huile** dont la **saturation en huile** est également plus élevée. Au delà, le gisement retrouve progressivement ses caractéristiques initiales. Pour augmenter l'efficacité de la combustion in situ, diverses variantes ont été réalisées.

Par exemple, le procédé CTD appliqué en 1962 à un gisement de l'Oklahoma fait appel à la **combustion à co-courant à injection d'eau combinée**. L'eau injectée en même temps que l'air traverse la **zone brûlée** à l'état de **vapeur surchauffée**, car il y a **prélèvement de la chaleur** (ou **enthalpie**) accumulée à cet endroit. Ce type de procédé est connu sous le nom de **combustion humide** par opposition à **combustion sèche**. En combustion humide, il existe toute une gamme de formules quant au **rapport eau** (injectée)/**air** (injecté) (REA). Dans certains

cas, comme celui du **procédé COFCAW**, ce rapport est assez élevé pour « noyer » la combustion, d'où le nom de **combustion en mode noyé**, opposé à la **combustion en mode non noyé**. Les autres formules sont la **combustion humide en mode optimal** et la **combustion superhumide**.

L'opération de combustion in situ nécessite donc une préparation minutieuse, et son déroulement doit être suivi de près : il faut en particulier bien surveiller les puits qui ne doivent ni devenir trop chauds, ni prendre feu, surveiller aussi l'équipement, très exposé à la corrosion, surtout lorsque la **combustion par injection d'oxygène pur** ou la **combustion par injection d'air enrichi en oxygène** remplace la simple injection d'air.

Conclusion

Aux États-Unis, en 1985, le pétrole et le gaz produits par **combustion in situ** représentaient 600 000 m³ par an³, soit 1,7 % de toute la récupération thermique, un recul de 1 % par rapport à 1981, imputable à la mise au point de nouvelles méthodes de récupération assistée. Cependant, si l'on considère que le taux de réussite technique et économique de la combustion in situ, environ 33 %, est comparable à celui des autres méthodes assistées, et que, par ailleurs, ce procédé est particulièrement bien adapté à l'exploitation des réserves phénoménales contenues dans les gisements d'huile lourde et les sables bitumineux, il est raisonnable de penser, qu'à la longue, surmontant leurs réticences envers un procédé quelque peu complexe il est vrai, ingénieurs et opérateurs n'hésiteront plus à « jouer avec le feu » sous l'œil vigilant de Vulcain.

Notes

1. La pression au fond du puits est inférieure à celle qui règne au sein du gisement; aussi les hydrocarbures qui y sont contenus sont-ils propulsés avec force vers la surface.
2. Le cas le plus répandu est celui d'un panneau à maille carrée ou panneau à cinq puits comptant 4 puits de production aux sommets du carré et un puits de production central, la distance entre puits étant généralement comprise entre 100 et 400 m.
3. Par comparaison, en 1981, l'huile thermique produite par injection de vapeur représentait 17 millions de mètres cubes.

Lexique français-anglais

air injecté — injected air
allumage — ignition
auto-allumage — auto-ignition
balayage horizontal; balayage superficiel — areal sweep
balayage vertical; invasion — vertical sweep; invasion
balayage volumétrique — volumetric sweep
banc d'eau — water bank
banc d'huile — oil bank
cheminement préférentiel — channelling
cheminement préférentiel au-dessus de la couche — vertical override; gravity override; override
coke — coke
cokéfaction — coking
combustion à co-courant — forward combustion
combustion à co-courant à injection d'eau combinée — combination of forward combustion and waterflooding
combustion à contre-courant — reverse combustion
combustion in situ — in-situ combustion; fireflooding
combustion humide — wet combustion
combustion humide en mode optimal — optimal wet combustion
combustion non noyée — unquenched combustion
combustion noyée — quenched combustion
combustion par injection d'air enrichi (en oxygène) — (oxygen) enriched air fireflooding; oxygen enriched fireflooding
combustion par injection d'oxygène — (pure) oxygen fireflooding
couche productrice — pay zone
densité de l'huile — oil density
déplacement par combustion — combustion drive
dépôt de coke — coke deposition
distance entre puits — well spacing
efficacité de balayage — sweep efficiency
enthalpie — enthalpy
entreprise de combustion in situ; exploitation par combustion in situ — in situ combustion project; fireflood project
épontes — base and cap rock
essai de combustion par injection d'air — air combustion run
essai de combustion par injection d'oxygène — oxygen combustion run
essai sur champ — field test
expérience de laboratoire — laboratory test
expérience en tube de combustion — combustion tube run
exploitation commerciale — commercial project

exploitation par combustion in situ; entreprise de combustion in situ — in situ combustion project; fireflood project
exploité par combustion — fireflooded
fraction légère — light end
fraction lourde — heavy end
front de combustion — heat front; combustion front
fuites thermiques — heat losses
gisement — oil pool
huile en place — oil in place; OIP
maillage à cinq (sept/neuf) puits; panneau à cinq (sept/neuf) puits; système de mailles à cinq (sept/neuf) puits; panneau à maille carrée — five-spot (seven spot/nine-spot) pattern
maillage inverse à cinq (sept/neuf) puits; panneau inverse à cinq (sept/neuf) puits; système inverse à cinq (sept/neuf) puits — inverted five-spot (seven-spot/nine-spot) pattern
méthode primaire de récupération — primary recovery process
méthode secondaire de récupération — secondary recovery process
méthode tertiaire de récupération — tertiary recovery process
méthode thermique — thermal method
panneau à maille carrée; maillage à cinq puits; panneau à cinq puits; système de mailles à cinq puits — five-spot pattern
panneau inverse à cinq (sept,neuf) puits; panneau inverse à maille carrée; système inverse à cinq (sept/neuf) puits; maillage à cinq (sept, neuf) puits — inverted five-spot (seven-spot/nine-spot) pattern
percée du front de combustion — heat-front breakthrough; burnthrough
pétrole produit par combustion — combustion oil; fireflooded oil

pétrole produit par méthode thermique — thermal oil
phase d'allumage — ignition phase
prélèvement de chaleur — heat scavenging
procédé combination thermal drive; procédé CTD — Combination Thermal Drive process; CTD process
procédé COFCAW; procédé Combination of Forward Combustion And Waterflooding — COFCAW process; Combination of Forward Combustion And Waterflooding
puits de production — production well; producer
puits d'injection — injection well
RAP; récupération assistée du pétrole — EOR; enhanced oil recovery
rapport eau/air; REA — water/air ratio; WAR
rapport énergétique — energy ratio
récupération assistée du pétrole; RAP — enhanced oil recovery; EOR
récupération par injection de vapeur — steam injection recovery
récupération thermique — thermal recovery
réservoir — reservoir
roche-magasin — reservoir rock
saturation en eau — water saturation
saturation en huile — oil saturation
saturation initiale — initial saturation
ségrégation par gravité — gravitational segregation
simulateur thermique — thermal simulator
système de mailles à cinq (sept/neuf) puits; panneau à cinq (sept/neuf) puits; maillage à cinq (sept/neuf) puits — five-spot (seven-spot/nine spot) pattern
travaux de laboratoire — laboratory work
tube de combustion — combustion tube
vapeur surchauffée — superheated steam
vaporisation — vaporization

viscosité de l'huile — oil viscosity
vitesse d'avancement du front (de combustion) — heat front velocity
zone balayée (par le front) — swept zone
zone brûlée — burnt zone
zone de combustion — combustion zone
zone non balayée (par le front) — unswept zone

Bibliographie

Van Poolen, H.K. and Associates. *Fundamentals of Enhanced Oil Recovery*, Tulsa, Oklahoma, Pennwell Books, 1980, p. 41-55

White, Philip D. « In-Situ Combustion Appraisal and Status », in: *Journal of Petroleum Technology*, Richardson, Texas, vol. 37, n° 12, November 1985, pp. 1943-1949

Houpeurt, A. *Cours de production*, Paris, Société des Editions Technip, Institut Français du Pétrole, tome VI, 1975, chap. 6, Méthodes thermiques, par J. Burger et P. Sourieau p. 177-243

Petcovici, V. « La combustion « in situ » assure un taux de récupération élevé dans un important gisement d'huile lourde de Roumanie, le Samartien de Balaria », in : *Récupération assistée du pétrole*, 2^e colloque européen, Paris, nov. 1982, Éditions Technip, 1982, 623 p.

Burger, J. « Bilan et orientations de la récupération assistée par méthodes thermiques » : Status of enhanced recovery by thermal methods », in : *Revue de l'Institut français du pétrole*, Paris, Éditions Technip, vol. 43, n° 3, mai-juin 1988, p. 307-322 (article en anglais)

Chauffage central

par Louise Claude¹

Trois aspects du chauffage central seront abordés dans cet article, à savoir : la production, le transport et la distribution de la chaleur.

Nous ouvrirons d'abord une parenthèse pour expliquer le fonctionnement du système de chauffage central. Nous donnerons par la même occasion un bref aperçu de la classification des différents systèmes.

Puis, nous enchaînerons par une description des chaudières et du générateur d'air chaud, appareils responsables de la production de la chaleur.

De la production, nous passerons au transport en insistant sur la configuration des réseaux de canalisations ou de gaines qui acheminent la chaleur. Ces réseaux varient selon les modes de chauffage adoptés.

Enfin, nous terminerons par la distribution de la chaleur, en donnant un bref aperçu des dispositifs.

1. Production de la chaleur

Qu'il s'agisse d'un système de chauffage central à vapeur, à eau chaude ou à air chaud, le principe de fonctionnement est le même.

Un **générateur central** produit de la chaleur soit par la combustion complète des combustibles liquides, solides ou gazeux, soit par la transformation d'énergie électrique. Cette chaleur est ensuite transmise au fluide caloporteur (eau, vapeur ou air) qui l'achemine vers les dispositifs de distribution. De là, elle est diffusée dans les locaux à chauffer. Le fluide caloporteur revient à l'appareil et le cycle recommence. Voilà pour le fonctionnement. Qu'en est-il du classement des systèmes?

Les systèmes de chauffage sont classés différemment selon le point de vue adopté. Dès lors, si l'accent est mis sur le mode de production de la chaleur, nous avons des chauffages au charbon, au mazout, au gaz ou électrique. Si la nature du fluide caloporteur importe davantage, il s'agit de chauffages à eau chaude, à vapeur, basse pression ou haute pression, ou à air chaud. Si la circulation du fluide caloporteur est aidée ou non par un ventilateur ou une pompe, les chauffages seront dits à **circulation naturelle** ou à **circulation forcée**. Enfin, ils peuvent aussi se classer suivant l'importance ou la disposition des réseaux de canalisations ou de gaines et, de même, selon la nature des émetteurs. En pratique, tous ces genres peuvent se combiner. Il est donc fréquent de trouver des chauffages à eau chaude à circulation naturelle ou forcée ou encore des chauffages à eau chaude à distribution en chandelle.

Ces exemples donnent un aperçu de la prolifération des syntagmes qui représentent parfois un défi de taille pour les spécialistes de la langue.

Aussi, sans plus de préambule, passons aux éléments producteurs de la chaleur, la chaudière et le **générateur d'air chaud**. Généralement, le terme **chaudière** est associé aux systèmes de chauffage à eau chaude ou à vapeur et celui de **générateur** au système de chauffage à air chaud. Voyons d'abord la chaudière.

De fonte ou d'acier, la chaudière comporte une partie creuse appelée **foyer** ou **chambre de combustion**. C'est là que s'effectue la combustion ou la transformation de l'énergie électrique. L'enveloppe à double paroi est elle-même creuse. Cette enveloppe, selon qu'il s'agit d'une chaudière à eau chaude ou d'une chaudière à vapeur, est entièrement ou partiellement remplie d'eau. La chaleur du foyer est trans-

mise à l'eau par l'intermédiaire de la paroi métallique. Un conduit, relié à la cheminée, permet l'évacuation des gaz de combustion. La chaudière peut être alimentée soit en combustible solide (charbon), liquide (mazout) ou gazeux (gaz), soit en énergie électrique. Elle s'appellera alors **chaudière à charbon, à mazout, à gaz ou électrique**. La chaudière à charbon se distingue des autres chaudières par la **grille** qu'elle possède. Cette grille, située dans le foyer, est surmontée du combustible. Sous elle se trouve un cendrier dans lequel tombent les cendres. Analogues à la chaudière à charbon, les chaudières à mazout et à gaz n'ont cependant pas de grilles. Celle-ci est remplacée par un **brûleur**. Dans le cas de la chaudière à mazout, le brûleur est annexé à l'appareil. Ainsi, le brûleur, dans lequel le mazout est atomisé puis mélangé à l'air comburant, éjecte dans la chambre de combustion un mélange air-mazout qui y sera brûlé. Le brûleur de la chaudière à gaz peut être annexé à cette dernière, similairement à la chaudière à charbon. Il peut aussi être localisé à l'intérieur même de la chaudière. C'est alors là que s'effectue la combustion.

Une même chaudière peut utiliser deux types de combustibles, soit un combustible solide, soit un combustible liquide ou gazeux, d'où le nom de **chaudière polycombustible**. Plus à tort qu'à raison, certains auteurs l'appellent aussi **chaudière mixte**. De fait, la chaudière mixte joue un tout autre rôle. En effet, la chaudière mixte désigne une chaudière qui assure à la fois le chauffage central et la production d'eau chaude sanitaire. Par conséquent, ces deux termes ne doivent pas être confondus.

Voyons enfin la **chaudière électrique**. Sans combustion, elle comprend des éléments électriques chauffants. Qu'ils soient directement immergés ou non, ces éléments permettent de réchauffer l'eau, d'où la production de chaleur.

Mais qu'en est-il du générateur d'air chaud? En quelques mots, le générateur s'apparente à la chaudière par la chambre de combustion, souvent à double paroi, et par le mode de transmission de la chaleur. Il s'en distingue par le fluide véhiculé, l'air chaud.

2. Transport de la chaleur

Maintenant que nous savons comment la chaleur est produite et dans quel appareil,

voyons comment elle est acheminée vers les locaux à réchauffer. Un **réseau de canalisations** (chauffage eau chaude et vapeur) ou de **gainés**² (chauffage à air chaud) transporte le fluide caloporteur vers les dispositifs de distribution de la chaleur. La circulation du fluide chauffant, à l'intérieur de ces réseaux, est assurée par une différence de pression entre les canalisations de départ et les canalisations de retour. Cette différence de pression est obtenue grâce à l'écart des densités entre l'eau chaude et l'eau froide ou entre l'air chaud et l'air froid. Le système est alors dit à **circulation naturelle**. Lorsque la circulation est assurée par une différence de pression créée par un organe mécanique, pompe ou ventilateur, le système est dit à **circulation forcée**.

Enfin, dans les systèmes de chauffage à vapeur, une pression se forme dans la chaudière. Sous l'action de cette pression, la vapeur parvient jusqu'aux radiateurs, à travers les canalisations. Selon la pression de départ de la vapeur, le système est dit à **vapeur haute pression** ou à **vapeur basse pression**.

Les canalisations des systèmes de chauffage à vapeur ou à eau chaude sont, quant à elles, disposées de deux façons différentes, d'où la **distribution en parapluie** et la **distribution en chandelle**. Dans le système à **distribution en parapluie**, la canalisation d'alimentation monte jusqu'aux étages supérieurs et redescend ensuite, en colonne, pour alimenter les différents corps de chauffage. Les canalisations de retour sont installées en sous-sol. Par ailleurs, dans le système de **distribution en chandelle**, les canalisations de retour et les canalisations d'alimentation sont posées en parallèle, en sous-sol.

Dans le **chauffage à air chaud**, nous distinguons trois systèmes. D'abord, le système de **distribution à gaine centrale** qui se compose d'un conduit traversant la maison en son axe le plus long, généralement en son centre. Des branchements y sont raccordés qui alimentent les bouches de soufflage logées en plancher, le long des murs extérieurs de la maison. C'est le système le plus communément employé. Quant au système de **distribution radial**, il utilise des conduits d'alimentation individuels reliant la boîte centrale aux locaux à chauffer. Enfin, il existe un système de **distribution périmétrique**. Comme son nom l'indique, ce système comporte des conduits, reliés à la boîte centrale, qui forment une boucle au périmètre de la maison.

Le rôle des réseaux de canalisations ou de gaines est donc de transporter le fluide caloporteur vers les **dispositifs de distribution de la chaleur**. Ces derniers diffuseront la chaleur aux locaux à chauffer.

3. Distribution de la chaleur

Les dispositifs de distribution, pour le chauffage à eau chaude ou à vapeur, comprennent des émetteurs de chaleur tels les radiateurs, les convecteurs et les **plinthes chauffantes**, et, pour le chauffage à air chaud, les **bouches de soufflage**. Décrivons-les brièvement.

Les radiateurs sont fabriqués en fonte, en acier ou en aluminium. Le radiateur en fonte, qui est aussi le plus couramment utilisé, se compose d'éléments démontables assemblés, en haut et en bas, par des bagues de raccordement biconiques, filetées droite et gauche. Ce radiateur est constitué d'éléments à petites ou à grosses colonnes, dont le nombre varie de deux à six, ou d'éléments lisses. Il est alimenté par de l'eau chaude ou de la vapeur.

Les radiateurs peuvent être placés sous les fenêtres, et même parfois fixés au mur, le mur extérieur de préférence. Ils distribuent la chaleur par rayonnement ou par convection. C'est d'ailleurs leur capacité de rayonnement de la chaleur qui les distingue des convecteurs. Le pourcentage de rayonnement peut varier d'un fabricant à l'autre.

Les convecteurs, par contre, transmettent la chaleur à l'air ambiant presque uniquement par convection. Ils sont plus légers et plus petits que les radiateurs. Les convecteurs sont constitués d'un seul tube ou d'un faisceau de plusieurs tubes à ailettes en acier, en cuivre ou en aluminium, recouverts d'un carter métallique amovible ou enfermés dans une niche ménagée dans la maçonnerie. Ils comportent une entrée d'air à la base et une sortie d'air au sommet. Ils sont localisés sous les fenêtres ou fixés au mur, de préférence le mur extérieur, près du sol ou des plinthes.

Les **plinthes chauffantes**, de leur côté, diffusent la chaleur soit par rayonnement, soit par convection. Elles se composent de tubes lisses ou à ailettes et sont généralement installées en plinthe, sur la paroi extérieure de la maison. Parfois, elles sont même fixées au plafond. Les plinthes chauffantes ont la même apparence que les convecteurs bas, mais elles sont de moindre hauteur.

Finalement, les **bouches de soufflage** d'une installation de chauffage à air chaud sont disposées dans les plafonds, dans les murs ou dans les planchers. Elles sont formées par un cadre à l'intérieur duquel sont réparties des ailettes mobiles permettant l'orientation des veines d'air. Un registre y est parfois incorporé pour régler le débit de sortie de l'air.

4. Conclusion

En conclusion, nous pouvons dire que le chauffage central est un des modes de chauffage les plus anciens. Efficace, il s'adapte à toutes les habitations. Cependant, pour obtenir un maximum d'efficacité et un rendement supérieur, les spécialistes en chauffage recommandent de procéder à une étude de chauffage avant d'envisager l'installation d'un système.

Une fois les besoins définis, l'intéressé doit choisir les installations appropriées. Outre le système central, il y a toujours possibilité d'opter pour un système de chauffage pièce par pièce. Ce genre de système comporte entre autres des appareils et thermostats indépendants, tels plinthes ou convecteurs électriques, radiateurs à eau chaude indépendants, plafonds rayonnants. Il existe aussi un système de chauffage d'appoint qui peut être combiné avec un autre système de chauffage. Ce système peut regrouper entre autres, les poêles à combustion lente. Quant aux avant-gardistes, ils opteront carrément pour des systèmes de chauffages solaire ou géothermique.

En définitive, tous les systèmes sont polyvalents et peuvent s'adapter tant aux usages résidentiels qu'industriels.

Notes

1. L'auteure remercie Monique Boileau, terminologue au Bureau de la traduction, ainsi que Robert Bédard et Serge Charbonneau, conseillers en formation technique à Gaz Métropolitain, d'avoir bien voulu relire son article.
2. L'Ordre des architectes du Québec déconseille l'emploi du terme **gaine** au profit du terme **conduit**. Cependant, dans les ouvrages consultés, de majorité européens, ces deux termes sont utilisés indifféremment.
3. Le lecteur aura avantage à consulter TERMIUM, banque de données linguistiques du Secrétariat d'État, pour de plus amples infor-

mations sur certains termes mentionnés dans l'article. Un lexique sur le chauffage central sera également publié par le Secrétariat d'État d'ici la fin de 1990.

Bibliographie

American Society of Heating, Refrigerating and Air-conditioning Engineers, Inc. (ASHRAE). *ASHRAE Handbook & Product Directory : 1979 Equipment*, New York, ASHRAE, Inc., 1981, (reprint of the 1979 ed.), various pagings.

Andreieff de Notbeck, G. *Manuel du conditionnement d'air*, Pars, Pyc-Edition, 1974, tome 1, 485 p.

Bayon, René. *L'établissement d'un projet de bâtiment : Conseils pratiques à un projeteur*, tome 2 : Second Oeuvre, Paris, Éditions Eyrolles, 1978, 459 p.

Belakhowsky, S. *Chauffage & Climatisation*, 5^e éd., Paris, Technique & Vulgarisation, 1974, 494 p.

Blain, Michel. « Choisissez votre système de chauffage pièce par pièce : Plinthes, convecteurs, plafonds radiants... », in : *Rénovation bricolage*. Le magazine des bricoleurs québécois, Ville Mont-Royal (Québec), Éditions Le Nordais, 1988, vol. 13, n° 4, p. 44-49.

Canada. Énergie, Mines et Ressources Canada. *Les systèmes de chauffage : guide du consommateur*, (Ottawa), Énergies, Mines et Ressources Canada, 1983, 87 p.

Canada. Energy, Mines and Resources Canada. *The Billpayer's Guide to Heating Systems*, (Ottawa), Energy, Mines and Resources Canada, 1983, 81 p.

Couillard, Daniel et Bouige, René. *Chauffage — Ventilation — Climatisation : Économies d'énergie — Énergie solaire — Pompe à chaleur*, 5^e éd., mise à jour, Paris, Éditions Eyrolles, 1984, 401 p. (Traité du Bâtiment)

Dagenais, Gérard. *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, 2^e éd., Boucherville (Québec), Les éditions françaises inc., 1984, 527 p.

Dagostino, Frank R. *Mechanical and Electrical Systems in Construction and Architecture*, Reston (Virginia), Reston Publishing Company, Inc., 1978, 545 p.

Dubuisson, Bernard. *Encyclopédie pratique de la construction et du bâtiment*, Tome II, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1968, 1 540 p.

Emerick, Robert Henderson. *Heating Handbook: A Manual of Standards, Codes, and Methods*, New York, McGraw-Hill Book Company, 1964, 522 p.

Encyclopédie internationale des sciences et des techniques, (Paris), Groupe des Presses de la cité, 1969-1975, 11 vol.

Guémas, Charles. *Le chauffage central : principes, technique, installations*, Paris, Dunod, 1974, 194 p.

Guibourt, J. « La distribution de la chaleur », in : *Encyclopédie du bâtiment*, Paris, Éditions Techniques, Éditions Eyrolles, 1989, tome 4, fascicule 3 225, 14 p.

Guibourt, J. « La production de la chaleur » in : *Encyclopédie du bâtiment*, Paris, Éditions Techniques, Éditions Eyrolles, 1989, tome 4, fascicule 3 220, 20 p.

Guibourt, J. « La transmission de la chaleur » : Les canalisations », in : *Encyclopédie du bâtiment*, Paris, Éditions Techniques, Éditions Eyrolles, 1989, tome 4, fascicule 3 236, 8 p.

Guibourt, J. « Les chauffages à air chaud », in : *Encyclopédie du bâtiment*, Paris, Éditions Techniques, Éditions Eyrolles, 1989, tome 4, fascicule 3 238, 20 p.

Langley, Billy C. *Comfort Heating*, Reston (Virginia), Reston Publishing Company, Inc., 1975; 289 p.

Langlois, Alain. *Notions de mécanique du bâtiment*, 2^e éd., Québec, Modulo Éditeur, 1984, 149 p.

McGraw-Hill *Encyclopedia of Science and Technology*, New York, McGraw-Hill Book Company, 1971, 15 vol. including an index.

Merritt, Frederick S. *Building Design and Construction Handbook*, 4th ed., New York, McGraw-Hill Book Company, 1982, various pagings.

Missenard, André. « Chauffage central » in : *Techniques de l'ingénieur, Chauffage*, Paris, Techniques de l'ingénieur, 1970, tome 2-1 (Travaux publics), fascicule B170, 13 p.

Missenard, André. *Le chauffage des habitations*, 5^e éd. mise à jour, Paris, Presses universitaires de France, 1971, 127 p. (Que sais-je?, n° 249)

Mouly, Raymond et Gavelle, Roger. *Guide du monteur et du technicien en chauffage, Introduction au calcul des installations*, 9^e éd. mise à jour, Paris, Éditions Eyrolles, 1974, 534 p. (L'enseignement technique et professionnel)

Robitaille, Ludger et Bélisle, Louis-Alexandre. *Chauffage et ventilation*, Québec, La Société canadienne de technologie, Bélisle Éditeur, Inc., 1967, 446 p. (Arts, métiers et technique)

Stamper, Eugene, ed. and Koral, Richard L., consultant-ed. *Handbook of Air Conditioning, Heating and Ventilating*, 3rd ed., New York, Industrial Press Inc., 1979, various pagings.

The Encyclopedia Americana International Edition, New York, Americana Corporation, 1977, 30 vol.

Lexique anglais-français³

baseboard unit — plinthe chauffante
boiler — chaudière; fournaise (générique, CANADA)

box-plenum duct system — système de distribution à gaine centrale; système avec gaine centrale; installation de chauffage par air pulsé à distribution centrale

burner — brûleur

cast-iron boiler; cast iron boiler — chaudière en fonte

cast-iron radiator — radiateur en fonte; radiateur fonte

central heating — chauffage central

coal-fired boiler; coal-fired heating boiler — chaudière à charbon

convector — convecteur

damper — registre

down-feed distribution; downfeed distribution — distribution en parapluie; distribution supérieure

drop system; down-feed (distribution) system; downfeed (distribution) system — système à distribution en parapluie; système à distribution supérieure

dual-fuel boiler (prop.) — chaudière polycombustible

dual-purpose boiler — chaudière mixte
duct — 1. conduit; 2. gaine

finned tube; fin tube — tuyau à ailettes; tube à ailettes

forced circulation — circulation forcée

forced(-)circulation boiler — chaudière à circulation forcée

furnace — foyer

gas(-)fired boiler — chaudière à gaz; fournaise au gaz (générique, Canada)

gas(-)fired furnace; gas furnace — générateur d'air chaud à gaz; générateur à gaz; fournaise au gaz (générique, Canada)

gaseous fuel — combustible gazeux

heating medium; heat-conveying medium — fluide caloporteur; fluide chauffant
heating unit; heat-emitting unit; heat-distributing unit — corps de chauffe; émetteur de chaleur

high-pressure boiler; high pressure boiler — chaudière à haute pression; chaudière haute pression

high-pressure steam — vapeur haute pression

hot(-)water boiler — chaudière à eau chaude
hot-water heating; hydronic heating — chauffage à eau chaude

hot-water heating system; hot water heating system — système de chauffage à eau chaude; installation de chauffage à eau chaude

liquid fuel — combustible liquide

low-pressure boiler; low pressure boiler — chaudière à basse pression; chaudière basse pression

low-pressure steam — vapeur basse pression

natural circulation — circulation naturelle

natural circulation boiler — chaudière à circulation naturelle

oil-fired boiler — chaudière à mazout; chaudière au mazout

perimeter loop system — système de distribution périmétrique; système de périmètre en boucle

perimeter radial system — système de distribution radial; système de périmètre genre radial

radiator — radiateur

return pipe; return line — canalisation de retour; conduite de retour

solid fuel — combustible solide

steam boiler — chaudière à vapeur; générateur de vapeur

steam heating — chauffage à vapeur

steam heating system — système de chauffage à la vapeur; installation de chauffage à la vapeur

steel boiler — chaudière en acier

unit heater — aérotherme

up-feed distribution; upfeed distribution — distribution en chandelle; distribution inférieure

up-feed distribution system; upfeed distribution system — système à distribution

en chandelle; système à distribution inférieure
warm-air furnace; warm air furnace; furnace (générique) — générateur d'air

chaud; fournaise à air chaud (*Canada*);
fournaise (*générique, Canada*)
warm-air heating — chauffage à air chaud

warm-air heating system — système de chauffage à air chaud; installation de chauffage à air chaud

Bâtiment : Que la lumière soit!

par François Richard

Comme le nom l'indique partiellement, l'éclairage zénithal est un mode d'éclairage naturel venant du haut, c'est-à-dire du toit, du plafond. Ce mode d'éclairage qui, soit dit en passant, remonte aux temps les plus anciens, a évolué pour passer d'un simple orifice pratiqué au sommet de l'habitation à de complexes appareils de toutes formes et dimensions qui aujourd'hui connaissent une vogue sans précédent auprès des acheteurs de maisons; aux dires des agents immobiliers, ils constituent un « atout » certain.

Ces accessoires de toiture sont généralement désignés sous les noms de puits de lumière et de lanterneaux, termes qui ont servi de point de départ à notre recherche. De ces deux termes, **puits de lumière** est sûrement le plus usité au Québec; le terme **lanterneau** quant à lui, bien que connu et utilisé au Québec, jouit surtout de la faveur de nos cousins français. À première vue, pas de difficulté.

Du côté anglais, nous sommes en présence des termes *skylight* (ou *sky-light*) et *rooflight* (aussi *roof light* ou *roof-light*), auxquels s'ajoute *roof* difficulté.

Mais il suffit de pousser un peu plus loin la réflexion pour se rendre compte que la réalité n'est pas si simple :

1. **Puits de lumière** ne figure pas aux grands dictionnaires;
2. **Lanterneau**, dans sa définition consignée désigne une réalité bien précise et constitue un spécifique;
3. *Skylight* a un sens générique mais revêt un double aspect concret et abstrait;
4. *Rooflight* semble s'apparenter au sens concret de *skylight*.

Ces problèmes nous ont forcés à pousser plus loin la recherche et ce faisant, à constituer un volumineux dossier à partir duquel nous avons dressé une liste d'un peu

plus de 100 termes, tous reliés en réalité ou en apparence à la notion d'éclairage zénithal et à celle de puits de lumière.

Nous avons étudié tous ces termes un à un en gardant comme point de mire le duo **puits de lumière/skylight**, objet initial de notre recherche et au sujet duquel nous fournissons quelques remarques et observations essentielles. Suit, en fin d'article, un lexique illustrant le résultat global de notre recherche.

— *Skylight* : Le terme est utilisé tel un générique et comporte deux facettes : une facette abstraite, non palpable, désignant un orifice, une ouverture dans le toit laissant filtrer la lumière; une facette concrète, donc palpable, désignant un accessoire de toiture permettant la réalisation de l'éclairage naturel en tout confort.

— *Rooflight* : Les recherches effectuées tendent à démontrer que l'usage relie le terme au sens concret de *skylight*.

— *Roof window* : Le terme est également relié au sens concret de *skylight*, mais une des sources consultées établit une distinction qui n'a pu être confirmée ailleurs : le *skylight* serait un accessoire fixe, c'est-à-dire qu'il ne s'ouvrirait pas, alors que le *roof window* pourrait, lui, s'ouvrir.

— **Puits de lumière** : Le terme n'est attesté dans aucun dictionnaire au sens d'appareil d'éclairage zénithal. Seul le *Grand Robert* et lui seul mentionne le terme, mais au sens de **courette** (*air shaft*), sorte de petite cour intérieure complètement ou partiellement fermée servant surtout à la ventilation des espaces non habités de certains édifices en hauteur.

Hormis la publicité et l'usage courant au Québec, seule l'*Encyclopédie du bâtiment* (Eyrolles-Éditions techniques) atteste l'emploi du terme et ce, au sens abstrait.

Cependant, son usage répandu et fortement ancré au Québec, et l'absence d'un terme français polyvalent et exempt de toute ambiguïté nous semblent justifier parfaitement son emploi aux sens concret et abstrait.

— **Lanterneau** : Les grands dictionnaires donnent un sens spécifique à **lanterneau** (*lantern light*), sorte de construction surélevée sur un toit, elle-même surmontée d'un petit toit et munie en pourtour d'ouvertures verticales, vitrées ou non et servant généralement à la ventilation et à l'éclairage. Mais le concept ayant évolué (bien que non disparu), l'usage a précédé les dictionnaires et a étendu le sens du terme à tout dispositif constituant une prise de jour en toiture, quelle que soit sa forme. On note cependant que l'usage semble nettement préférer son emploi au sens concret.

* — **Fenêtre de toit** : La maison Velux[®], fabricant d'appareils d'éclairage zénithal, apporte la précision suivante, non confirmée ailleurs mais s'apparentant à la distinction déjà relevée entre *skylight* et *roofwindow* : la fenêtre de toit s'ouvre et pivote de façon à permettre le nettoyage; elle se situe à la hauteur des yeux. Le puits de lumière est fixe ou ouvrant mais il ne pivote pas et se situe généralement à une hauteur difficilement accessible.

Lexique anglais-français

* Les termes des entrées marquées d'un astérisque ne se classent pas véritablement sous la rubrique « *top lighting*/éclairage zénithal », mais peuvent être source de confusion si l'on n'y regarde pas de plus près.

air shaft; air well; light court; light well —
*courette; puits d'air; puits de lumière

* **area** (G.B.); **areaway** (U.S.); **basement area** (G.B.) — 1. *courette anglaise; fosse de soupirail 2. cour anglaise

bubble skylight; domelight; dome-light; dome-like skylight; domed skylight; saucer dome; curved skylight; dome — coupole; coupole d'éclairage zénithal; hublot; hublot galbé; lanterneau à dôme; dôme d'éclairage zénithal; dôme

*clearstor(e)y; clerestor(e)y; clerestor(e)y window — *fenêtre haute

continuous lantern light; continuous roof-light; monitor; roof monitor — lanterneau continu; bande éclairante zénithale

dormer; roof dormer — lucarne

fixed rooflight; fixed skylight; fixed window in roof — lanterneau fixe; puits de lumière fixe

flat rooflight; flat skylight — lanterneau plat; puits de lumière plat

*glass roofed light well — *cour (anglaise) vitrée

hinged rooflight; hinged skylight — tabatière; fenêtre (à) tabatière; châssis (à) tabatière

lantern; lantern light; raised skylight — lanterneau; lanterneau classique; lanterneau surélevé

monitor(ed) roof; high-low bay roof — toiture à lanterneau continu

northlight roof (SPÉC.); north-light roof (SPÉC.) — toiture à redents (GÉN.); toiture à redans (GÉN.); toiture en dents de scie (GÉN.); shed (GÉN.); toiture shed (GÉN.); toiture à sheds (GÉN.); toiture en sheds (GÉN.)

rooflight; skylight; roof window — lanterneau; lanterneau d'éclairage; puits de lumière; fenêtre de toiture; fenêtre en toiture; fenêtre pour toiture; fenêtre de toit; châssis de toit; châssis de toiture; châssis en toiture; châssis vitré dans le toit

sawtooth roof; saw-tooth roof; sawtoothed roof — toiture à redents; toiture à redans; toiture en dents de scie; shed; toiture shed; toiture à sheds; toiture en sheds

*shed roof — appentis; toit en appentis

skylight — prise de jour en toiture; jour en toiture; puits de lumière; trou de lumière; ouverture zénithale

skyshaft — lanterneau à vitrage multiple; puits de lumière vitrage multiple

slanted skylight; slanted rooflight — lanterneau pour toit en pente; puits de lumière pour toit incliné; fenêtre rampante

southlight roof (SPÉC.); south-light roof (SPÉC.) — toiture à redents (GÉN.); toiture à redans (GÉN.); toiture en dents de scie (GÉN.); shed (GÉN.); toiture shed (GÉN.); toiture à sheds (GÉN.); toiture en sheds (GÉN.)

toplighting; top-lighting — éclairage zénithal

N.B. Tous les termes du lexique ont fait l'objet de fiches complètes versées dans TERMIUM, banque de données linguistiques du Secrétariat d'Etat du Canada.

Bibliographie

Allen, Edward. *Fundamentals of Building Construction: Materials and Methods*, Toronto, John Wiley & Sons, 1985.

Barbier, Maurice et al. *Dictionnaire technique du bâtiment et des travaux publics*, 10^e éd., nouveau tirage, Paris, Eyrolles, 1988.

Bayon, René. *L'établissement d'un projet de bâtiment: conseils pratiques à un projecteur*, 2^e éd., corrigée et mise à jour, Paris, Éditions Eyrolles, 1973.

Bergeron, Lise. « Apprivoisez la lumière du jour... à peu de frais! », in : *Décoration chez soi, Rénovation, Bricolage*, Ville Mont-Royal, Éditions Le Nordais limitée, s.d., p. 77-82. (Super-Spécial n° 1 Portes & Fenêtres)

Burke, Arthur E., Dalzell, J. Ralph, and Townsend, Gilbert. *Architectural and Building Trader Dictionary*, Chicago, American Technical Society, 1950.

Canéparo, Roger. « Le toit : matières plastiques », in : *Techniques de l'ingénieur*, Paris, Techniques de l'ingénieur, 1977, vol. C3-II (Bâtiment), fascicule C1055.

Cowan, Henry and Smith, Peter R. *Dictionary of Architectural and Building Technology*, London (G.B.), Elsevier Applied Science Publishers, 1986.

Duthu, Henri, dir. *Nouvelle encyclopédie de la construction : sciences et techniques du bâtiment*, 7 000 mots clés, 2^e éd. rev. et augm., Paris, Éditions du Moniteur, 1986, 2 vol. (Collection Moniteur Référence)

Encyclopédie du bâtiment, tome 5 : *Exemples d'architecture*, Paris, Eyrolles-Éditions techniques, 1970, fascicule 5423.

Encyclopédie pratique de la construction et du bâtiment, Paris, Aristide Quillet, 1968, 3 vol.

Forbes, J.R. *Dictionnaire d'architecture et de construction français/anglais et anglais/français — Dictionary of Architecture and Construction French/English and English/French*, 2^e éd., Paris, Technique et Documentation-Lavoisier, 1988.

France. Ministère des Affaires culturelles. *Architecture : Principes d'analyse scientifique*, Paris, Imprimerie nationale, 1972, 2 vol.

Grand dictionnaire encyclopédique Larousse, Paris, Librairie Larousse, 1982. 10 vol.

Gravel, Luc. *Les fenêtres et les portes extérieures*, Québec, Les Publications du Québec, 1988. (Construction et rénovation de bâtiments)

Harris, Cyril M., ed. *Dictionary of Architecture and Construction*, New York, McGraw-Hill Book Company, 1975.

Hutin, André. « Éclairage naturel », in : *Techniques de l'ingénieur*, Paris, Techniques de l'ingénieur, 1971, vol. C3 (Bâtiment), fascicule C775.

Marsh, Paul. *Illustrated Dictionary of Building*, New York, Construction Press, 1982.

Merritt, Frederick S., ed. *Building Design and Construction Handbook*, 4th ed., Montreal, McGraw-Hill Book Company, 1982.

Nuckolls, James L. *Interior Lighting for Environmental Designers*, 2nd ed., New York, John Wiley & Sons, 1983.

Scott, John S. *A Dictionary of Building*, 2nd ed., Harmondsworth (England), Penguin Books, 1974. (Penguin Reference Books)

Outillage et équipement miniers

par Monique Boileau

Quoique simple en apparence, la question de l'outillage et de l'équipement miniers recèle, pour le terminologue et le traducteur, de nombreuses embûches. En effet, les techniques d'exploitation et la nature des gisements varient sensiblement d'un continent à l'autre, voire d'un pays à l'autre. Aussi, les constructeurs ayant suivi les tendances du marché, les notices techniques et la documentation afférente sont-elles presque toujours unilingues. Quant aux monographies et aux revues, elles ne se recoupent pas nécessairement. Le marché répondant à des impératifs que la terminologie ignore, il a donc fallu, pour mener à bien cette recherche, s'en remettre à des ouvrages généraux, d'où la constitution d'une nomenclature hétéroclite.

Il importe également de souligner que les machines décrites dans les ouvrages consultés sont désignées à la fois par un générique et par le nom d'un constructeur. La raison en est fort simple : chaque constructeur a conçu ou adapté des équipements en s'inspirant de prototypes de catégories semblables, déjà sur le marché. Dès lors, il a semblé logique de retenir, pour les besoins de cette recherche, le générique et le spécifique, sans faire mention du lien sémantique entre les vedettes, comme il est d'usage.

Dans la nomenclature, les termes retenus suivent l'ordre alphabétique absolu. Les éléments placés entre parenthèses désignent des termes facultatifs ou des variantes orthographiques. Le genre est précisé s'il y a lieu.

Ce mini-lexique s'adresse à tous ceux et celles que la question intéresse.

activated plough — V. **Huwood slicer (loader)**.
air hammer; **airhammer**; **pneumatic hammer** — marteau pneumatique; marteau à air comprimé
airleg; **air(-)leg**; **air-leg support**; **pneumatically controlled supporting leg**; **pneumatic leg** — béquille (pneumatique); poussoir pneumatique; poussoir à air comprimé
air (operated) drill — V. **pneumatic drill**.
Alimak raise climber — **Alimak^R** (n.m.)
Anbauhöbel — **Anbauhöbel^R** (n.f.); rabot rajouté

Anderton shearer (-loader) — haveuse (intégrale) **Anderton**
arcwall (coal)(-)cutter; **arc-wall cutter** — haveuse **arcwall**
armoured flexible conveyor; **flexible armoured conveyor**; **snaker conveyor**; **snaking conveyor** — convoyeur blindé; convoyeur cuirassé
backhoe — chargeuse-pelleteuse
bar (coal)(-)cutter — haveuse à barre
battery locomotive — locomotive (électrique) à accumulateurs
Beien machine; **pneumatic stowing machine** — remblayeuse pneumatique
belt conveyor — convoyeur à bande; convoyeur à courroie; bande transporteuse
bowk — V. **hoppit**.
breast machine — V. **coal(-)cutter**.
cage — cage (d'extraction)
chain coal-cutter — haveuse à chaîne
(scraper) chain conveyor — convoyeur à râclettes
chain ripper miner — abatteuse-chargeuse à chaîne de havage
chock roof support — V. **self(-)advancing support**.
coal buster; **hydraulic cartridge** — vérin hydraulique; **Hydrobuster^R** (n.m.)
(coal)(-)cutter; **coalcutter**; **breast machine**; **(coal)(-)cutting machine** — haveuse
Colmol (continuous) miner; **Jeffrey Colmol** — **Colmol** (de) **Jeffrey**
column (-mounted) drill — perforatrice (montée) sur colonne
(compressed-) air (operated) drill — V. **pneumatic drill**.
continuous miner; **continuous mining machine**; **mechanical miner** — mineuse continue
conveyor — convoyeur
conveyor (type) loader; **shaking-conveyor loader** — chargeuse à convoyeur
crawler-mounted jumbo — jumbo sur chenilles
crawler-mounted loader — chargeuse à chenilles; chargeuse chenillée; chargeuse (montée) sur chenilles
curved jib — bras courbe
cutter — V. **coal(-)cutter**.
cutter(-)loader — haveuse-chargeuse
cutting machine — V. **coal(-)cutter**.
diesel jumbo — jumbo **Diesel**
diesel (powered) locomotive — locomotive **Diesel**
Diesel shuttle car — camion-navette **Diesel**

disk coal(-)cutter — haveuse à disque(s)
double-drum ranging shearer — haveuse à double tambour
downhole drill; **down-the-hole drill**; **down (-the)-hole hammer**; **down-the-hole hammer drill** — marteau fond de trou; marteau au fond du trou; marteau fond(-)de(-)trou
Dowty roofmaster; **self-contained steel support** — soutènement **Dowty Roofmaster**; pile monobloc; pile caisson
dragline (excavator) — dragline; excavateur à benne traînante; pelle à benne traînante
drill carriage; **(drill) jumbo** — jumbo; jumbo de foration; jumbo de forage
drum cutter; **drum shearer** — haveuse intégrale; haveuse (intégrale) à tambour
duckbill (loader) — V. **shaker (-shovel) loader**.
dumper — V. **tippler**.
dumper (truck) — camion à benne; dumper
Eimco rocker shovel — chargeuse à godet **Eimco**; pelle **Eimco**
electric coal cutter — haveuse électrique
electric jumbo — jumbo électrique
electric locomotive — locomotive électrique
electric rotary drill — perforatrice électrique
face conveyor — blindé de taille
ferromatic prop — étauçon **Ferromatik**
flexible armoured conveyor — V. **armoured flexible conveyor**.
friction (yielding) prop — V. **mechanical yielding prop**.
(front-end) loader; **tractor(-)loader**; **tractor shovel**; **shovel dozer** — chargeuse (frontale); chargeur (frontal); tracto-chargeur; tractochargeur
gasoline locomotive — locomotive à gazoline
gathering(-)arm loader — chargeuse à pinces
Gloster-getter; **gloster-getter** — **Gloster-Getter** (n.m.)
grab dredger; **grapple dredger** — benne preneuse
hammer drill; **jackhammer**; **jack-hammer type drill** — marteau(-)perforateur; perfo-marteau; performarteau
hard coal plough; **Westfalia plough** — rabot **Westfalia**
high-speed plough — V. **rapid plow**.
high speed coal plow — V. **rapid plow**.

- pneumatically controlled supporting leg — V. airleg.
-
- pneumatic drill; (compressed-) air (operated) drill — perforatrice pneumatique
-
- pneumatic hammer — V. air hammer.
-
- pneumatic leg — V. airleg.
-
- pneumatic stowing machine — V. Beien machine.
-
- pod auger — tarière à coquilles
-
- Porte et Gardin plough — V. scraper plough.
-
- powered support — V. self(-)advancing support.
-
- power-operated support — V. self(-)advancing support.
-
- (steel) prop — étauçon
-
- rail-mounted jumbo — jumbo de foration sur rail
-
- ram scraper; Peissenberg ram — rabot bélier
-
- rapid plow; high-speed plough; high speed coal plow — rabot rapide
-
- roof bolter — boulonneuse
-
- rotary drill — perforatrice (rotative); foreuse rotative
-
- rotary drum head-type miner — abatteuse-chargeuse modèle rotatif
-
- rotary dumper; rotary tippler — culbuteur rotatif
-
- rotary-percussive drill — perforatrice vibro rotative; vibrorotative; marteau roto-percutant
-
- rotary tippler — V. rotary dumper.
-
- Samson stripper — rabot automoteur Samson
-
- scoop; scraper bucket — racleur; racloir; scraper
-
- scraper chain conveyor — V. chain conveyor.
-
- scraper plough; Porte et Gardin plough — décapeuse-rabot (prop.)
-
- self-advancing roof support; self(-)advancing support; power-operated support; powered support; walking prop; chock roof support — soutènement marchant
-
- self-contained steel support — V. Dowty roofmaster.
-
- shaker(-shovel)loader; duckbill (loader) — couloir oscillant; bec(-)de(-)canard; bec pelleteur
-
- shaking-conveyor loader — V. conveyor loader.
-
- shear drum — tambour ravageur
-
- shearing jib — bras rouilleur
-
- shortwall coal(-)cutter — haveuse shortwall
-
- shovel dozer — V. front-end loader.
-
- shuttle car — camion-navette
-
- side-dump car; side dumper — berline à déchargement latéral
-
- sinker (drill) (USA) — sans équivalent.
-
- sinking bucket — V. hoppit.
-
- skip (hoist) — skip
-
- slow-speed plow; low-speed plough; low speed (coal) plow — rabot statique
-
- snaker conveyor — V. armoured flexible conveyor.
-
- snaking conveyor — V. armoured flexible conveyor.
-
- spiral auger — tarière à spirale; tarière rubannée
-
- steel prop — V. prop.
-
- stoper (drill); stoping drill — marteau stopper; marteau stoper
-
- tippler; unloader; dumper — culbuteur
-
- Toussaint-Heintzmann arch — cintre T.H.; cadre T.H.; cadre Toussaint; cintre Toussaint
-
- track loader — chargeuse sur rails
-
- tractor(-)loader — V. front-end loader.
-
- tractor shovel — V. front-end loader.
-
- trolley (-type electric) locomotive — locomotive (électrique) à trolley
-
- turret coal(-)cutter — haveuse à tourelle
-
- turret jib — tourelle
-
- twin-jib coal-cutter — haveuse à deux bras
-
- two-armed coal-cutter — V. twin-jib coal-cutter.
-
- universal (coal)(-)cutter — haveuse universelle
-
- unloader — V. tippler.
-
- Valantin conveyor(-)cutter — convoyeur haveuse Valantin
-
- wagondrill — chariot de foration; wagon-drill
-
- walking prop — V. self(-)advancing support.
-
- Westfalia plough — V. hard coal plough.
- Bibliographie**
- Auger, Pierre, *Lexique anglais et français de l'industrie minière*, Québec, Office de la langue française, c1981, vol. 1, 89 p.
- Boky, B., *Exploitation des mines*, Moscou, Éditions Mih, 1968, 813 p. (traduit du russe).
- British Standards Institute, *Glossary of Mining Terms*, London, British Standards Institution, 1974, sections 8 and 9; 1967, sections 10 and 11.
- Carson, Brinton A., *General Excavation Methods*, New York, Robert E. Krieger Publishing Company Inc., 1980, 392 p.

Cauli, Bruno, *Techniques de l'ingénieur*, « Installations électriques dans les mines », Paris, 1981, fascicule D817, 20 p.

Costes, Jean, *Matériels d'extraction et de préparation des minéraux*, Paris, Éditions Eyrolles, 1968, 237 p.

Department of Mines, *Handbook on Quarrying*, Adelaide, South Australia, W.L. Hawes, Government Printer, 1961, 185 p.

Dictionnaire des industries : Paris, Conseil international de la langue française, c1986, 1 082 p.

Dictionnaire encyclopédique Quillet, Paris, Quillet, c1977, 10 vol.

Driller's Training and Reference Manual, compiled and produced by the National Water Well Association, Australia, 1970, 284 p.

Duchêne, Lebrun, Mordos et Tsemo, *Mines et carrières : Vocabulaire de l'exploitation et du traitement des minerais*, Paris, École des Mines de Paris, 1977, 160 p.

E/MJ Operating Handbook of Mineral Underground Mining, edited by Robert Sisselman, New York, McGraw-Hill Inc., c1978, 440 p.

Encyclopaedia Universalis, Paris, Encyclopaedia Universalis, France, c1980, 20 vol.

Encyclopédie internationale des sciences et des techniques, Paris, Groupe des Presses de la Cité, 1969-75, 11 vol.

Ernst, Richard, *Comprehensive Dictionary of Engineering and Technology: English-French*, Paris, L'Usine nouvelle, c1984, vol. X, 1 399 p.

Ernst, Richard, *Dictionnaire général de la technique industrielle : français et anglais*, Wiesbaden, Brandstetter, vol. IX, 1 085 p.

Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse, Paris, Librairie Larousse, c1982, 10 vol.

Herrmann, Kurt, *Précis de forage des roches*, Paris, Dunod, 1971, 147 p.

Kettridge, Julius Ornan, *French-English and English-French dictionary of technical terms and phrases used in civil, mechanical, electrical and mining engineering, and allied sciences and industries / Dictionnaire français et anglais, anglais et français de termes et locutions techniques de génie civil, mécanique, électricité, mines, sciences et industries connexes*, London, Routledge and Kegan Paul, 1980, 2 vol.

La Grande Encyclopédie, Paris, Larousse, c1971-1976, 60 vol.

Leonhardt, Christine, *English-French Vocabulary of Mining / Vocabulaire anglais-français de l'industrie minière*, Ottawa, Secretary of State, Terminology Series No. 8, 1981, s.p.

Lewis, Robert Strong, *Elements of Mining*, New York, J. Wiley, 1933, 510 p.

Long, Albert E., *A Glossary of the Diamond Drilling Industry*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1960, 98 p.

McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms, New York, Montreal, McGraw-Hill, c1976, 1 634 p.

McGraw-Hill Encyclopedia of Science and Technology: an International Reference Work, 3rd ed., New York, McGraw-Hill, 1971, 15 vol.

Mémento des mines et carrières, Paris, Régie publicité industrielle, 1983, 506 p.

Méthodes d'exploitation des mines souterraines, Paris, Industrie minérale — les techniques, février 1983, 250 p.

Mines métalliques — Méthodes d'exploitation souterraine, Revue de l'Industrie minérale, Paris, 15 septembre 1961, 2^e partie, p. 170 à 410.

Mining Explained, The Northern Miner Press Limited, Toronto, c1968, 264 p.

Nelson, A., *Dictionary of Mining*, London, George Newnes Limited, 1964, 523 p.

Péron, Jean de, *Principes et méthodes d'exploitation des mines*, Québec, ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, 1952, 283 p.

Romaniuk, A.S., *English-French Glossary of Mining and Related Terms*, Ottawa, Queen's Printer, 1970, 77 p.

Saundier, J., *Mise en valeur des gisements métallifères*, Paris, Masson et Cie, 1962, 149 p.

Stack, Barbara, *Handbook of Mining and Tunneling Machinery*, Toronto, John Wiley & Sons, c1982, 742 p.

Stout, Koehler, S., *Mining Methods & Equipment*, New York, McGraw-Hill Inc., c1980, 218 p.

The American Institute of Mining, Metallurgical, and Petroleum Engineers Inc., *SME Mining Engineering Handbook*, Baltimore, Port City Press, c1973, 2 vol.

The New Encyclopaedia Britannica, 15th ed., Chicago, Encyclopaedia Britannica, c1985, 32 vol.

Thrush, Paul W., *A dictionary of mining, mineral, and related terms*, Washington DC, U.S. Bureau of Mines, 1968, 1 269 p.

Vidal, V., *Exploitation des mines*, Paris, Dunod, 1961, tome 1, 714 p.

Vocabulaire de la mine souterraine : allemand anglais/espagnol/français, Paris, Société de l'industrie minérale, 1983, 73 p.

Webster's Third New International Dictionary of the English Language, Springfield, Mass., G. & C. Merriam Co., c1981, 2 662 p.

Woodruff, Seth D., *Methods of Working Coal and Metal Mines*, Toronto, Pergamon Press Inc., c1966, 3 vol.

Wylüe, R.J.M. and Argall, George O., Junior, editors, *World Mining Glossary of Mining, Processing and Geological Terms: English, Svenska, Deutsch, Français, Español*, San Francisco, M. Freeman Publications, 1975, 432 p.

Du camion à traction animale au camion à moteur de traction

par Laurent Paquin et Yvan Cloutier

Après avoir inventé la roue, l'homme constata qu'en la combinant à un axe et à un châssis rudimentaires, il pourrait transporter des charges plus imposantes sans trop d'efforts. Plus tard, il découvrit qu'il convenait dans certains cas de modifier son invention pour l'adapter à des besoins particuliers. C'est alors qu'il construisit des véhicules à deux, trois ou quatre essieux sur lesquels il monta différents types de superstructures selon la forme et le poids des objets à transporter. Les premiers véhicules étaient propulsés par l'homme jusqu'à ce que celui-ci découvre qu'au lieu de traîner la charge, et donc de servir d'animal de traction, il pouvait lui-même en faire partie et se faire traîner par des animaux moins nobles! La traction animale, par cheval, par bœuf, etc., allait amener le développement d'un nouveau type de véhicule appelé **camion**.

Les auteurs ne s'entendent pas sur l'étymologie véritable du mot **camion**, mais on semble reconnaître en général qu'il désignait à l'origine un véhicule bas, à petites roues, utilisé pour le transport des charges lourdes. Le terme **véhicule** dans cette définition ne désigne pas nécessairement un engin motorisé comme on le connaît aujourd'hui, mais plutôt un ensemble muni de quatre roues sans moyen de propulsion autonome et embarqué (lire **moteur de traction**).

Avant 1895, on parlait en effet de **camion à chevaux** ou, par ellipse, de **camion**, pour désigner un chariot traîné par des chevaux de trait (ou de traction). Les camions étaient alors construits par des artisans appelés **charrons** ou par des petites entreprises spécialisées dans le **charronnage**. Celui qui conduisait un chariot s'appelait un **charretier**.

Un cheval de trait attelé à un camion pouvait parcourir de trois à cinq kilomètres à l'heure. Si l'on tient compte des heures d'alimentation et de repos, il pouvait couvrir une trentaine de kilomètres dans une journée. Sa zone de livraison réelle était de quinze kilomètres si l'on considérait les retours à vide. Cette zone représentait la zone qu'on désigne aujourd'hui en termes

de camionnage, sous le nom **zone de première couronne** ou **zone de livraison** dont l'itinéraire est limité aux centres-villes.

Les premiers véhicules motorisés, qui étaient conçus pour le transport de voyageurs, furent mis en circulation entre 1895 et 1900. Ils étaient dérivés de véhicules hippomobiles tels que les **chariots**, les **landaus** et les **fiacres**, qu'on avait convenablement renforcés pour recevoir un **moteur de traction**. On conserva des camions à chevaux un soubassement, sans le cadre de châssis qu'on connaît aujourd'hui, auquel on ajouta des éléments de structure destinés à supporter la masse du moteur. En remplaçant le cheval par un moteur de traction, on dut revoir la direction et le freinage et inventer un mode de transmission du couple moteur aux roues.

La conduite des premiers véhicules était simplifiée à l'extrême. La **direction** consistait en un volant relié à une **timonerie** qui permettait l'orientation et le braquage des roues avant. Le **frein**, alors externe, était réalisé à partir de blocs et de bandes que le conducteur appliquait à l'aide d'un levier sur la surface de roulement des **roues à bandage**. La transmission du couple moteur aux roues était assurée par **roues à crénaux**, **courroies**, **trains d'engrenages** et de **chaînes** parfois reliés au moteur par un **arbre de transmission**. Dans le but de désaccoupler le moteur et les roues, on utilisait des **embrayages à cône** ou à **disque**.

Le **moteur de traction** était installé à l'origine sous la banquette du conducteur. Vers 1908, on vit apparaître les premiers camions à **capot**, appelés aujourd'hui camions classiques, dont le moteur de traction était monté à l'avant du tablier. La direction était à droite et fut remplacée par la conduite à gauche entre 1921 et 1930. Les camions motorisés pouvaient parcourir de 50 à 60 kilomètres dans une journée, les retours à vide étant naturellement très rapides. Un camion motorisé pouvait donc quadrupler l'étendue de livraison du **camion à traction animale**. Cette zone représentait la zone qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de **zone de grande couronne** dont l'iti-

néraire s'étend jusqu'à la périphérie des villes.

Les constructeurs de ce nouveau type de véhicule annonçaient à grand renfort de publicité qu'un camion de cinq tonnes pouvait remplacer 12 forts chevaux de grand trait et que, par surcroît, il n'occasionnait aucuns frais (lire nourriture et surveillance) lorsqu'il ne travaillait pas!

Entre 1900 et 1910, les camions motorisés épousaient toujours la même silhouette que les camions à traction animale, mais ils n'étaient pas encore équipés d'une cabine de conduite ou même d'un pare-brise ou d'un toit. Assis sur une banquette à découvert, à l'instar du **charretier**, le conducteur ne jouissait d'aucun confort et était exposé aux intempéries de toutes sortes. Par contre, comme le **charretier**, il devait s'assurer que la marchandise était correctement couverte. Au tournant du siècle, la protection de la charge était considérée comme plus importante que le confort du conducteur.

C'est vers 1910 qu'on vit apparaître les premiers camions dotés d'un toit en bois qui était monté en surplomb sur la face avant de la carrosserie-fourgon du véhicule. Vers la fin de la décennie, certains véhicules furent équipés d'un pare-brise. Au cours des années 1920, on vit apparaître des camions dotés de demi-cabines composées d'un toit, d'un pare-brise et de demi-portes surmontées de rideaux. Les premières cabines de conduite fermées, munies ou non de couchettes intégrées, firent leur apparition vers la fin des années 1920.

À l'instar des **chariots à traction animale**, les premiers camions motorisés étaient équipés de **roues à rayons en bois** du type à **bandage**. Ce bandage consistait à l'origine en un cercle métallique posé à chaud et qui entourait la jante. Ce type de roue limitait la vitesse de pointe entre huit et douze mils à l'heure. Le bandage métallique extérieur, qui n'avait aucun pouvoir d'amortissement, fut très tôt remplacé par un bandage en caoutchouc lui-même encastré dans un premier bandage de fer en U. La **roue à bandage en caoutchouc** fut éventuellement

L'espace après le point grammatical (suite)

par Baudoin Allard

N.D.L.R. : Cet article a été publié dans le numéro précédent de *L'Actualité terminologique*, soit le Vol. 23,2, 1990. En raison de contraintes d'espace, les notes et l'importante bibliographie accompagnant cet article n'ont toutefois pu l'être. Les voici maintenant.

Notes

1. Cette similitude s'explique assez aisément. Lorsque, en 1775 (soit 20 ans avant l'adoption du système métrique), Firmin Didot réforma le système typographique Fournier (du graveur-fondeur français qui, en 1737, avait tenté de standardiser la multitude des mesures typographiques arbitrairement fixées par les fondeurs de caractères de son époque), il le rattacha aux mesures légales ayant cours à ce moment-là. Or, semblables en cela aux mesures du système britannique, les multiples de ces mesures étaient duodécimales : la toise de Paris valait 6 pieds (1,949 m), le pied de roi 12 pouces (0,32484 m), le pouce 12 lignes (0,02707 m) et la ligne 12 points (0,002256 m). Didot fit correspondre son point à 1/6 de ligne.

2. L'unité Didot est le cicéro, qui vaut 12 points Didot, soit $12 \times 0,375 \text{ mm} = 4,512 \text{ mm}$, c'est-à-dire environ $\frac{1}{2} \text{ cm}$. L'unité anglo-américaine est le pica. Elle correspond à 12 points valant 0,013837 pouce chacun, ce qui donne 72 points ou 6 picas au pouce (ce qui est l'équivalent, en unités métriques, de 4,217 mm pour le pica et de 0,351 mm pour le point anglo-américain). On compte donc 2 835 points anglo-saxons par mètre, soit 175 points de plus que dans le système Didot.

3. Pour effectuer cette opération, il se servait d'un typomètre, qui lui donnait la largeur des espaces à pratiquer en fonction du blanc à remplir.

Bibliographie

AFNOR — Normes NF Q 60-008, 1980, pp. 4-5; NF Z 10-010, 1973, pp. 7-9 et Z 41-006, 1983, p. 10.

Augé, R. *L'imprimerie — Notions techniques sur les procédés d'impression — Notions élémentaires de typographie*, 2^e éd., Paris, 1969, 90 p.

Auger, Daniel. *La typographie*, Paris, 1980, 128 p. Coll. « Que sais-je », n° 1862, 128 pp.

Baudot, Alain et Lior, Thérèse. *Basic Rules for Typesetting in French*, Toronto, 1984, 10 p.

Bernard, J. et Peyrou, S. *Secrétariat*, Paris, 1967, 204 p.

Bernier, Benoît. *Guide de présentation d'un travail de recherche*, 2^e éd., Québec, 1983, 55 p.

Lexique des règles typographiques en usage à l'imprimerie nationale, 2^e éd., Québec, 1983, 55 p.

Brun, J. et Doppagne, A. *La ponctuation et l'art d'écrire*, 3^e éd., Bruxelles-Amiens, 1971, 249 p.

The Canadian Style — A guide to Writing and Editing, Toronto, 1985, 256 p.

Communication — Aide-mémoire : règles typographiques et présentation de textes, 3^e éd., Ministère des Communications, Ottawa, 1984, 52 p.

Clas, André et Horguelin, P. *Le français, langue des affaires*, 2^e éd., Montréal, 1969, 394 p.

Colignon, Jean-Pierre. *La ponctuation — Art et finesse*, Paris, 1975, 95 p.

Colin, Jean-Paul. *Dictionnaire typographique, dans : Dictionnaire des difficultés du français*, Paris, 1987, pp. 817-857

De Villers, Marie-Eva. *Multidictionnaire des difficultés de la langue française*, Montréal, 1988, 1143 p.

Doppagne, Albert. *La bonne ponctuation : clarté, précision, efficacité de vos phrases*, Paris-Gembloux, 1978, 112 p.

Dykman, Gommaire. *Initiation pratique au métier d'écrire*, t. 2 : *Le labeur du style et la technique de l'impression*, 2^e éd., Bruxelles, 1961, 306 p.

Elsevier's Dictionary of the printing and allied industries, Amsterdam-Londres-New York, 1967, 584 p.

Memento de la dactylographie, 4^e éd., Paris, 1973; paginé par section.

Girodet, Jean. *Dictionnaire du bon français*, Paris, 1981, 896 p.

Gouriou, Ch. *Mémento typographique*, Paris, 1973, 123 p.

The Gregg Reference Manual, Third Canadian Edition, Toronto-Montréal, 1986, 421 p.

Guide du rédacteur de l'administration fédérale, Ottawa, 1984, 218 p.

Guide du typographe romand — Règles typographiques à l'usage des auteurs et éditeurs, compositeurs et correcteurs de langue française, 3^e éd., [Lausanne], 175 p.

Hart's *Rules for Compositors and Readers at the University of Oxford Press*, 36th Ed., London, 1967, 141 p.

Lanthier, Réal. *Dactylographie La Salle : cours élémentaire — Méthode bilingue/La Salle Typewriting — Elementary course — Bilingual method*, Montréal, 1973, 214 p.

Laperle, Jean et Thérèse B. *Dactylographie générale*, 3^e éd., Montréal-Toronto-New York, 1987, 485 p. (Révision linguistique selon les normes de l'Office de la langue française du Québec).

Lecerf, Pierre. *Manuel du typographe*, 2^e éd., Paris, 1963, 495 p.

Leduc, Henri. *Manuel du compositeur typographique — Composition à la main, composition mécanique*, Paris, 1948, 547 p.

Letouzey, Victor. *La typographie*, 2^e éd. mise à jour, Paris, 1970, 128 p. Coll. « Que sais-je », n° 1101.

A Manual of Style for Authors, Editors and Copywriters, 12th Ed., Chicago-London, 1969, 546 p.

Observations grammaticales et terminologiques, sous la direction de Madeleine Sauvé, Montréal, 1972-1985, 246 fiches.

Pernin, André. *Composition typographique et description générale des techniques graphiques*

— Manuel pratique à l'usage des candidats au certificat d'aptitude professionnelle, Paris, 1957, 482 p.

Poirier, Léandre. *Au service de nos écrivains — Directives pratiques pour la recherche et l'édition*, 5^e éd., Montréal, 1968, 196 p.

Ramat, Aurel. *Grammaire typographique*, Montréal, 1981, 96 p.

Vie, Bernard et Chaumely, Jean. *La composition automatique des textes*, Paris, 1972, 98 p.

La traduction des adresses au Canada

par Sylvie Roy

I Introduction

La traduction des adresses au Canada n'est pas sans présenter de nombreuses difficultés. Comme on pourra le constater à la lecture de la présente étude, l'usage n'est nullement fixé; il nous a donc fallu prendre position. C'est dire que les recommandations formulées ci-après ne constituent pas des règles absolues, mais bien des principes directeurs. On notera également que nous nous sommes prononcés sur toutes les composantes de l'adresse, car il nous est apparu que chacune d'entre elles pouvait soulever des problèmes.

II Notes liminaires

Quelques définitions empruntées au *Guide onymique du Québec* faciliteront la tâche au lecteur :

Toponyme :

terme traditionnellement employé pour désigner les noms de lieux ou noms géographiques.

Odonyme :

nom de lieu qui désigne une voie de communication.

Exemple : *Autoroute des Cantons-de-l'Est*.

Générique :

partie de l'odonyme qui identifie de façon générale la nature d'une voie de communication.

Exemple : *Autoroute* dans *Autoroute des Cantons-de-l'Est*.

Spécifique :

partie d'un odonyme qui identifie de façon particulière une voie de communication.

Exemple : *Cantons-de-l'Est* dans *Autoroute des Cantons-de-l'Est*.

Signalons que les génériques anglais seront écrits avec une majuscule initiale tout au long de l'exposé.

III Recommandations

Dans les cas où l'on disposera déjà de l'adresse que le destinataire utilise lui-même, on n'hésitera pas, bien entendu, à la reproduire telle quelle.

1^o Titre de civilité

Comme l'a signalé Bengt Lindfelt dans un article paru dans le bulletin *Terminogramme*, le titre de civilité est le seul élément qui intéresse exclusivement le destinataire, les autres composantes étant des-

tinées aux préposés des postes. Que l'envoi s'adresse à un francophone d'Edmonton, d'Ottawa ou de Vancouver, on sera donc fondé d'écrire le titre de civilité en français.

Il peut arriver que, se trouvant devant une liste d'adresses, on ne sache pas s'il y a lieu de traduire les titres de civilité. Peut-on se fier au nom de l'intéressé? M. Bruno Langlois n'est pas nécessairement un francophone, ni M. Paul O'Connor, un anglophone. Nous croyons qu'il soit plus sûr alors de s'abstenir tout simplement de traduire. Observons également que les titres de civilité sont généralement absents des listes d'adresses.

2^o Titre de fonction

Nous croyons qu'il n'est avisé de traduire le titre de fonction que dans les cas où, le titre ayant déjà été traduit, on en connaît la forme officielle en français.

Cette règle peut certes sembler restrictive, mais il nous paraît plus simple de procéder ainsi que de traduire systématiquement ou encore de ne traduire que dans les cas où l'on est à peu près sûr de l'équivalent français.

Bien entendu, il est toujours possible de vérifier auprès de l'intéressé ou auprès de l'organisme auquel l'envoi est destiné. Dans les cas où l'on ne peut entreprendre de telles démarches, on s'abstiendra de traduire.

3° Titre de service

Les recommandations que nous avons faites pour le titre de fonction valent pour le titre de service.

4° Titre de la raison sociale

Les recommandations qui portent sur le titre de fonction s'appliquent également à la raison sociale. Il devrait toutefois être plus facile de savoir si cette dernière a une forme officielle en français.

5° Nom de l'immeuble

Dans les cas où l'envoi est destiné à une région bilingue ou réputée telle, les génériques *Tower*, *Complex*, *Center* pourront être traduits par les termes *tour*, *complexe*, *centre*.

Le mot *Building* pouvant quant à lui se traduire par *édifice* ou par *immeuble* (selon qu'il s'applique à une construction remarquable ou modeste), le terme ne sera pas traduit lorsqu'il entre dans une appellation dont il n'existe pas d'équivalent officiel en français. Si l'on a le moindre doute sur l'existence d'un tel équivalent, on évitera également de traduire.

6° Générique

Nous recommandons de ne traduire que les génériques pour lesquels il n'existe en français qu'un seul équivalent possible (soit *Street*, *Avenue*, *Boulevard*) et de ne les traduire que dans les cas où l'envoi est destiné à une région bilingue ou réputée telle.

C'est dire que l'on évitera de traduire les termes qui possèdent plus d'un équivalent en français (p. ex. *Parkway*, *Road*) de même que ceux qui, renvoyant à une réalité typiquement anglo-saxonne, prennent valeur de quasi-spécifique (p. ex. *Pack*, *Private*).

Si, pour une voie de communication donnée, il existe par contre deux noms officiels, on n'hésitera pas à employer la forme française. Dans le doute, on s'abstiendra de traduire.

Lorsque les génériques *Street* et *Avenue* se trouvent précédés d'un adjectif numéral ordinal, nous estimons qu'ils prennent alors valeur de spécifique; il n'y a donc pas lieu de les traduire.

Il convient d'ajouter que les spécifiques qui appartiennent à la catégorie des noms communs ou des noms de lieux doivent normalement, en français, être reliés au générique au moyen d'une préposition, seuls les noms de personnes pouvant y être directement apposés (rue de la Nichée, mais avenue Marie-Victorin).

Or, dans le cas qui nous occupe, les spécifiques sont généralement en anglais et il n'y aurait pas lieu d'observer la règle. On ne pourrait au fond l'appliquer que dans les cas où le spécifique anglais est un nom propre au sens strict du terme, c'est-à-dire lorsqu'il serait de toute façon intraduisible. Le respect de cette règle entraînerait cependant des complications telles que nous croyons pouvoir nous autoriser d'un usage certain (*rue Ontario*, à Montréal; *avenue Belvédère*, à Québec; *chemin Montréal*, à Ottawa) pour en déconseiller l'application.

On juxtaposera donc au spécifique les génériques *rue*, *avenue* et *boulevard*.

Notons également qu'on ne mettra pas de virgule entre le numéro de l'immeuble et l'odonyme dans les cas où l'on n'aura pas traduit celui-ci. On n'écrira donc pas 350, *Chickadee Road*, mais bien 350 *Chickadee Road*. On ne saurait en effet, selon nous, trouver sur une même ligne des renseignements donnés en anglais, mais présentés à la française.

On évitera également de traduire l'odonyme dans les cas où le générique et le spécifique anglais ne forment qu'un seul nom (p. ex. *Driveway*, *Broadway* dans 75 *Driveway*, 64 *Broadway*).

Ajoutons, pour clore cette rubrique, que nous sommes bien conscients de ce que la notion de région bilingue peut avoir d'imprécis. Cependant, comme la position que nous avons adoptée est somme toute assez prudente (ne traduire que les termes *Street*, *Avenue*, *Boulevard*) et que la Société canadienne des postes ne s'oppose nullement à la traduction des adresses, nous ne voyons aucun inconvénient à donner à la

notion de région bilingue une interprétation plus large que restrictive.

7° Point cardinal

Le point cardinal sera traduit chaque fois que le générique l'aura été.

8° Mentions P.O. Box et Station

Si l'envoi est destiné à une région bilingue ou réputée telle, rien ne s'oppose à ce que l'on traduise ces mentions. On rendra donc *Station* par succursale et *P.O. Box* par boîte postale ou case postale; on pourra également utiliser les abréviations B.P. ou C.P.

9° « Apartment, Room (Suite), Floor, Ground Floor »

Dans les cas où l'odonyme est donné en français, on traduira les termes *Apartment*, *Room (Suite)*, *Floor*, *Ground Floor* par appartement, porte ou bureau, étage, rez-de-chaussée.

Toutefois, comme il vaut mieux éviter d'avoir sur la même ligne des termes anglais et des termes français, on s'abstiendra de traduire les mots *Apartment*, *Room (Suite)*, *Floor*, *Ground Floor* lorsqu'ils accompagnent des odonymes dont le générique n'aura pas été traduit. On n'écrira donc pas 260 *Sandpiper Drive*, app. 4, mais bien 260 *Sandpiper Drive*, apt. 4 ou encore, comme il est courant de le faire en anglais, 4-260 *Sandpiper Drive*.

On remarquera également qu'il est contraire à l'usage, en français, d'écrire 24-230, avenue de l'Épervier au lieu de 230, avenue de l'Épervier, app. 24. Cette façon de faire peut à la rigueur se justifier dans les cas où l'espace est limité (p. ex. dans les annuaires et les bottins téléphoniques), mais non dans la correspondance courante.

10° Provinces et territoires

Comme les noms des provinces et des territoires sont des noms d'intérêt pancanadien et qu'ils s'adressent avant tout aux préposés des postes de la province de départ, nous recommandons de les écrire dans la langue de cette province.

On sera également justifié de donner le nom de la province en français dans les cas où l'envoi est expédié d'une région bilingue ou réputée telle.

On aura remarqué que les adresses ainsi traduites ne présenteront pas toujours un aspect homogène. Comme l'explique Bengt Lindfelt, à propos toutefois des envois à l'étranger, cette incohérence apparente se justifie par le fait que chaque élément de l'adresse concerne des services différents.

IV Méthode

Nous avons d'abord consulté les ouvrages de correspondance et de toponymie ainsi que les divers guides mis à la disposition des rédacteurs et des traducteurs. Nous avons ensuite parcouru annuaires, rapports annuels et documents administratifs pour tenter d'y déceler un usage, à défaut d'une règle. Nous avons enfin suppléé à l'indigence de la documentation par une recherche menée auprès de nombreux services de traduction et de rédaction.

Nous avons examiné chacun des points de vue recueillis en fonction de deux grands critères, que nous énoncerons sous forme de question :

1. La qualité de la langue est-elle préservée?
2. La réalité linguistique du pays est-elle respectée?

Le premier critère repose sur les règles de grammaire et de toponymie. On observera toutefois que si les règles de grammaire sont exposées dans une multitude d'ouvrages, il n'en va pas de même des règles de toponymie, plus particulièrement de celles qui touchent l'odonymie. La seule source dont nous disposions sur la question est en fait une publication de la Commission de toponymie du Québec intitulée *Guide odonymique du Québec*.

Ce guide renferme un « Vocabulaire de génériques odonymiques français » ainsi qu'un « Vocabulaire anglais-français de termes génériques en odonymie au Québec » qui nous ont été d'une grande utilité. Ces vocabulaires ont été conçus notamment pour aider les municipalités anglophones du Québec à franciser les noms des voies de communication qui se trouvent sur leur territoire. Au Québec, en effet, la *Charte de la langue française* et les normes de la Com-

mission de toponymie exigent que les génériques soient écrits en français.

Chaque fois qu'il nous a paru pertinent de le faire, nous avons donc examiné les points de vue exprimés à la lumière des règles énoncées dans les ouvrages de langue ainsi que dans les guides de toponymie, plus particulièrement le *Guide odonymique du Québec*, pour ce qui est de l'odonymie.

V Sources orales

Nous avons demandé à quelque soixante-dix personnes si elles avaient adopté une ligne directrice sur la traduction des adresses; très peu d'entre elles ont répondu par l'affirmative. La société Air Canada est par exemple le seul organisme du secteur privé à avoir énoncé officiellement sa position dans un document intitulé *Politique linguistique relative aux adresses des bureaux d'Air Canada*. (Nous étudierons ce document dans la partie Sources écrites.) Si très peu d'organismes ont élaboré des lignes directrices proprement dites, la plupart s'appuient néanmoins sur des principes qui les aident à résoudre le problème.

On remarquera que la présente partie porte surtout sur la traduction des génériques. C'est que notre enquête a surtout porté sur l'élément dont la traduction soulève le plus de difficultés.

Pour plus de clarté, nous avons classé nos sources en quatre catégories. Appartiennent à la première celles qui préconisent la traduction systématique de tous les génériques; à la deuxième, celles qui préfèrent ne traduire que les génériques pour lesquels il n'existe qu'un seul équivalent possible en français; à la troisième, celles qui ne traduisent aucun élément de l'adresse; à la quatrième, enfin, celles qui ne se sont pas prononcées assez clairement pour que nous puissions les ranger dans l'une ou l'autre catégorie.

Traduction de tous les génériques

Très peu d'organismes ont opté pour la traduction systématique de tous les génériques. Certains de ceux qui ont adopté cette

solution semblent considérer la francisation des adresses comme un moyen d'affirmer leur identité, de faire reconnaître leurs droits.

Des services de traduction ont dans cette optique établi des listes d'équivalents. Deux sources principales ont, d'après nos recherches, servi à la confection de ces listes : le répertoire des codes postaux et le *Guide odonymique du Québec*. La première de ces sources ne donne, pour chacun des génériques anglais recensés, qu'un seul équivalent possible; la deuxième en donne plusieurs, le choix devant être fait en fonction de certains facteurs (s'agit-il d'une voie réservée aux promeneurs? est-elle bordée d'arbres?). Or, nous avons pu constater que les listes utilisées ne donnaient généralement, pour chaque générique, qu'un seul équivalent possible en français. *Court* correspond ainsi souvent dans ces listes à *cour*, *Circle* à *cercle*, *Crescent* à *croissant*, *Private* à *privé*, *Terrace* à *terrasse*, *Parkway* à *promenade*, et ainsi de suite. Voyons maintenant si cette solution permet de préserver la qualité de la langue et appliquons à cette fin les règles énoncées dans les ouvrages de langue et les guides de toponymie.

Étant donné « [...] la multiplicité des sens véhiculés par les génériques des noms de voies de communication, en anglais, nous dit la Commission de toponymie, il ne saurait être question d'appliquer de façon absolue le principe de l'équivalence stricte de langue à langue [...] » (*Guide odonymique du Québec*, p. 67).

Note 1

En raison de contraintes d'espace, la suite de ce texte ne peut être publiée dans ce numéro. Elle le sera toutefois dans le prochain numéro de *L'Actualité terminologique*, soit le Vol. 23, 4, 1990.

Note 2

Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le comité consultatif des Repères-T/R.

remplacée par une roue dotée d'un pneumatique qui consistait en une **enveloppe à bande de roulement** gonflée d'air et démontable. L'invention de la jante amovible et des roues jumelées remonte à 1908, la roue de secours à 1910 et la roue à disque en acier à 1914. Les pneus « poids lourd » à forte section firent leur apparition en 1913 et permirent des vitesses de croisière allant jusqu'à 35 miles à l'heure. Ces pneus étaient cependant sujets à de fréquents éclatements, et il fallut attendre jusqu'à 1937 pour que soient mis au point des pneus d'une capacité suffisante pour permettre de rouler à des vitesses plus élevées et de parcourir des distances plus longues.

C'est entre 1911 et 1920 que, parallèlement à l'amélioration des infrastructures routières, furent effectués les premiers essais de transport des marchandises par camion sur de longues distances. Le camionnage, qui était et qui demeure toujours le moyen de transport de marchandises en zone courte ou urbaine, prit alors le nom de **transport routier** pour désigner le transport régional et le transport sur de plus longs parcours. Cette spécificité des types de transport engendra une spécialisation des véhicules, de sorte qu'on dérivait du camion de base, divers types de véhicules spécialisés adaptés à des besoins particuliers.

Dans la première décennie de ce siècle, le cheval conserva de fidèles défenseurs et le camion motorisé eut des détracteurs féroces. Ce n'est que plus tard que le camion devient un engin de transport spécifique. La guerre 1914-1918 vit se développer une utilisation intensive des camions et commencer le début de la construction en série de camions standardisés (ou banalisés) destinés à l'armée.

Note

Laurent Paquin est spécialiste du vocabulaire des matériels de transport routier. Yvan Cloutier est terminologue spécialisé en transport routier.

Bibliographie

Brochures Marius Berliet 1866-1949, dépôt légal 1966-4, imprimé par les maîtres-imprimeurs Draeger Frères à Montrouge, sans pagination.

A History of Motor Truck Development, Society of Automotive Engineers Inc., Warrendale, Pa., 1981, 65 p.

The Golden Years of Trucking, the Ontario Trucking Association, Rexdale, Ont., 1977, 187 p.

Lexique bilingue

arbre de transmission — drive shaft
bandage en caoutchouc — solid rubber tire
bandage en fer — flat steel tire
bande de freinage — brake band
bande de roulement — tire tread
basic truck — camion de base
bloc de freinage — brake block
brake band — bande de freinage
brake block — bloc de freinage
cab-behind-engine motor truck — camion à capot
cabine de conduite — driving cab
cabine de conduite fermée — closed driving cab
cadre de châssis — chassis frame
camion à capot — cab-behind-engine motor truck
camion à chevaux — horse-drawn truck
camion banalisé — production truck
camion de base — basic truck
camion standardisé — production truck
camionnage — trucking
carriage building — charronnage
cart wheel — roue à bandage
cartwright — charron
charretier — teamster
charron — cartwright
charronnage — carriage building
chassis frame — cadre de châssis
city delivery area — zone de première couronne
closed driving cab — cabine de conduite fermée
conduite à droite — right-hand drive
conduite à gauche — left-hand drive
conduite banquette à découvert — open-seat drive
cone clutch — embrayage à cône
couchette intégrée — integrated sleeper
cruising speed — vitesse de croisière
delivery area — zone de livraison
delivery distance — distance de livraison
demi-cabine — half-cab
demi-porte — half-door
demountable rim — jante amovible
disc clutch — embrayage à disque
distance de livraison — delivery distance
drive shaft — arbre de transmission

driving cab — cabine de conduite
driving engine — moteur de traction
dual wheel — roue jumelée
embrayage à cône — cone clutch
embrayage à disque — disc clutch
engine under the seat — moteur sous banquette
external brake — frein externe
flat steel tire — bandage en fer
frein externe — external brake
half-cab — demi-cabine
half-door — demi-porte
horse-drawn truck — camion à chevaux
horse-drawn vehicle — véhicule hippomobile
human-powered — propulsé par l'homme
integrated sleeper — couchette intégrée
jante amovible — demountable rim
jante de roue — wheel rim
left-hand drive — conduite à gauche
long distance transport — transport sur long parcours
moteur de traction — driving engine
moteur sous banquette — engine under the seat
motorized vehicle — véhicule motorisé
open-seat drive — conduite banquette à découvert
pneu poids lourd — tire truck
pneumatic tire — roue à pneumatique
production truck — camion banalisé
production truck — camion standardisé
propulsé par l'homme — human-powered
regional transport — transport régional
right-hand drive — conduite à droite
road transport — transport routier
roue à bandage — cart wheel
roue à disque d'acier — steel disc wheel
roue à pneumatique — pneumatic tire
roue jumelée — dual wheel
silhouette de véhicule — vehicle configuration
solid rubber tire — bandage en caoutchouc
specialized vehicle — véhicule spécialisé
steel disc wheel — roue à disque en acier
steering linkage — timonerie de direction
steering wheel — volant de direction
suburban delivery area — zone de grande couronne
teamster — charretier
timonerie de direction — steering linkage
tire tread — bande de roulement
tire truck — pneu poids lourd
transport régional — regional transport
transport routier — road transport
transport sur long parcours — long distance transport
trucking — camionnage

vehicle configuration — silhouette de véhicule
véhicule hippomobile — horse-drawn vehicle
véhicule motorisé — motorized vehicle

véhicule spécialisé — specialized vehicle
vitesse de croisière — cruising speed
volant de direction — steering wheel
wheel rim — jante de roue

zone de grande couronne — suburban delivery area
zone de livraison — delivery area
zone de première couronne — city delivery area

Project Management — What Is It Really?

by Marisa Rondina

Introduction

Project management is currently a widely accepted discipline. It is applied successfully in the private, public and parapublic sectors. Initially developed for the aerospace industry, it is now being applied within various industries such as defence, engineering, construction, pharmaceuticals, mass transportation and energy, to name but a few.

Four years ago the International Centre for Research and Training in Major Projects Management (known as the Centre) sought the assistance of the Department of the Secretary of State of Canada and of the Office de la langue française of Québec (OLF) for a terminology project.

The Centre wished to compile and publish an English and French vocabulary in an attempt to standardize the English terminology which is often characterized by polysemy (multiple meanings) and to eradicate the numerous anglicisms and promote the use of correct French equivalents.

A terminology committee was set up in January 1986 with terminologists from both levels of government and specialists from the private sector and the university milieu. Their goal was to identify the most important terms in the field, properly define them in both English and French, and eventually publish a dictionary of project management terms.

The list of terms on project management as established by the Terminology Committee covers many fields.

There are terms relating to feasibility and impact studies; planning; design; drawings; plans and specifications; construction contracts, contracting and contract manage-

ment; implementation; construction approaches; building systems; procurement; quality control; commissioning; and termination.

There are management-related terms describing organization structures; work breakdown structures; scheduling and sequencing; and CPM-PERT (critical path method-program evaluation and review technique).

There are legal, financial, accounting and insurance terms referring to cost/benefit analysis; value analysis; costs and estimates; billing and payment; bonds and guarantees.

These terms also describe the different types of projects, the players involved, their roles and functions, and the major phases of a project.

Of all the terms the Committee has encountered to date, one of the most fascinating and complex is **project management**. In the engineering and architectural context alone, it has at least five distinct meanings. We will examine each in turn and then have a look at the French equivalents for these concepts.

The First Concept

The Project Management Institute (PMI) has defined **project management** as:

the art of directing and coordinating human and material resources throughout the life of a project by using modern management techniques to achieve predetermined objectives of scope, cost, time, quality and participant satisfaction.

David Cleland, in his *A Project Management Dictionary of Terms*, states it as:

The planning, scheduling, directing, and controlling of company resources for an ad hoc effort which has been established for the completion of specific goals and objectives.

The OLF, in its publication, *Vocabulaire de la gestion de la production*, defines **project management** as:

Ensemble des activités nécessaires à la planification, à la coordination et au contrôle du déroulement d'un projet.

to which Hydro-Québec adds:

...en vue de réaliser les objectifs de contenu, de temps et de coût fixés.

Kwaku Tenah, in his book, *The Construction Management Process*, speaks of a dual focus on engineering projects which results from "concurrent emphasis on project cost and schedule along with such technical requirements as engineering design, procurement, and construction." The management of a technical project draws upon many disciplines.

These many definitions provided the Terminology Committee with its first definition of **project management**:

A series of activities by means of which the body of knowledge essential to the accomplishment of a project is orchestrated.

In French the definition reads:

Groupement d'activités qui font appel à l'ensemble des connaissances nécessaires à la réalisation d'un projet.

The Second Concept

Personnel assigned to a project often work within a matrix structure. They report to a project manager regarding project priorities and to a functional manager

regarding the technical aspects of their work.

For this reason, **project management** is sometimes defined as:

An organization form, using the dual reporting relationship of a matrix structure.

The Third Concept

The third meaning of **project management** also derives from the first concept, but focusses on another aspect of the discipline.

The Association of Consulting Engineers of Quebec (ACEQ) provides the following description:

Project management includes the organization and administration of all project-related work, from the design to the final acceptance by the client.

Management services may include the following services:

- Determination of the client's requirements...
- Design and planning,
- Budget and cost control...
- Programming and scheduling,
- Reports and records...
- Preparation of technical and contractual documents,
- Procurement, contract follow-up and expediting,
- Contractor selection and contract award,
- Construction supervision,
- Quality control,
- Commissioning.

Keith Collier, in his glossary, also defines **project management** in terms of services:

Professional services at a higher level of responsibility than construction management and often embracing or supervising the latter...

His definition echoes that of the ACEQ and differentiates between **project management** and **construction management**. This latter term refers to those services provided during the actual construction work only.

The Terminology Committee has reflected this meaning of **project management** in the following definitions:

The management services offered by a project manager.

Services de gestion qu'offre un gérant de projet.

The Fourth Concept

An owner who does not have his own resources may employ a project manager to administer the project on his behalf. He defines these services by means of a particular contractual arrangement, and this interchange is also referred to as **project management**, as the following definition demonstrates:

Doing construction by means of a particular contractual arrangement in which an owner employs an agent or representative (or an employee) called a project manager.

The Terminology Committee has prepared the following definitions to reflect this fourth concept:

The responsibilities assigned by mandate to the project manager.

Fonction qu'exerce le gérant de projet en vue de remplir le mandat reçu.

The Fifth Concept

In his book *The Construction Management Process*, Kwaku Tenah describes various emerging management approaches to project design and construction. He says:

How to keep construction projects within budget and on time is the underlying theme of these emerging management approaches... these techniques and approaches can be roughly classified into six main processes: traditional, construction management, modified traditional, project management, engineering management, and program management.

In this description of the concept, reference is made to management principles. In contrast with the first concept, however, **project management** now refers to one specific management approach which is to be distinguished from other available techniques.

The Terminology Committee also reflects this in its final definitions:

A project delivery approach whereby management techniques are applied throughout the life of a project with a view to achieving predetermined objectives.

Mode de réalisation d'un projet où l'application des techniques de gestion pendant la durée du projet permet d'atteindre des objectifs précis.

The French Equivalent of Project Management

The work of the Terminology Committee has shown that the usual French equivalent for **project management** is *gestion de projet*. This French term merits a few comments however.

First of all, the term *projet*, strictly speaking, refers to a project in its conceptual stage. The *Le Robert* speaks of *projets de grands travaux* and the *Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse* defines *projet* as:

Idée de qqch à faire, que l'on présente dans ses grandes lignes.

The OLF, in keeping with the strict meaning of *projet*, also distinguishes the terms *projet* and *travaux* and has proposed *gestion de projet et de travaux* to designate this technique that is applied to the entire life cycle of a project.

In the area of technical projects, however, it can be argued that until a facility has been completely constructed, it remains a project in the eyes of the owner, and the term *projet* is correctly applied to both the planning and construction phases. One can correctly speak of *gestion de projet* to refer to the management of the entire project from design to completion.

Note also that, whereas in English the singular is always used, in French *projet* may be written in the singular or in the plural. If one wishes to emphasize that each project is being managed with project management techniques, then the singular is used. To emphasize that the project manager is managing several projects simultaneously, one uses the plural structure.

Madeleine Sauvé, in *Observations grammaticales et terminologiques*, writes:

Le complément déterminatif se met au pluriel s'il a un sens concret, évoquant plusieurs objets particuliers.

A final remark about the French equivalent of **project management** must be made. We have noted the many meanings of this term and *gestion de projet* correctly renders all of these meanings but one. When **project management** is used to refer to the responsibilities assigned under mandate to the project manager (Concept No. 4), in

French one speaks of *gérance de projet*. The Terminology Committee aptly explains this:

Il convient de préciser la distinction à faire entre *gestion de projet* et *gérance de projet*. Le terme *gestion de projet* désigne l'ensemble des activités rattachées à la conduite d'un projet. Le terme *gérance de projet*, emprunté aux domaines commercial et juridique, sert à exprimer le lien contractuel entre le maître de l'ouvrage et l'entreprise retenue pour assurer la direction du projet. À titre d'exemple, citons le cas où la société XYZ nomme M^{me} L. Dirige, ingénieure, au poste de directeur de projet. De façon absolue, M^{me} Dirige fait de la gestion de projet. Cependant, face à la société ABC qui a retenu les services de la société XYZ, elle exécute un contrat de gérance de projet.

Conclusion

The term *project management* is polysemous and complex. It refers not only to the art and science of managing but also to the type of contractual arrangement between the parties, to the project delivery approach, and to the organizational structure that will be required to complete the project in such a manner.

Project management thus refers to several very closely related concepts. The links between these concepts are so strong that one might be persuaded to consider that there is but a single multifaceted concept.

Gestion de projet is the usual French equivalent of *project management*. If one

wishes to emphasize that several projects are being managed simultaneously, *projet* is written in the plural.

Gérance de projet is the correct equivalent when *project management* refers to the responsibilities of the project manager.

Note

I would like to thank the members of the Terminology Committee, Jacques Cléroux, professor at the École Polytechnique; Mariette Gagnon, terminologist at Bell Canada; Paul Gervais, professor at the École de technologie supérieure; and Nicole Poulin, terminologist at the Office de la langue française, whose combined efforts provided the basis for this article. A special thank you goes to Michael Primiani, also a member of the Committee and a consultant in the field, for his numerous comments and many valuable suggestions.

Bibliography

Project Management Institute. "General Glossary of Terms Some General Definitions in Project Management". *Project Management Journal*, August 1986: 21-102.

NORDNET. *Nordisk Projektterminologi. Nordic Project Terminology*. Norway: Tormod Eskeland, 1985.

Cleland, David I. and Harold Kerzner. *A Project Management Dictionary of Terms*, New

York: Van Nostrand Reinhold Company, 1985.

Gouvernement du Québec. Office de la langue française. *Vocabulaire de la gestion de la production*. Québec : Éditeur officiel du Québec, 1981.

Hydro-Québec. *Vocabulaire du système de gestion intégrée de projets*, 1987.

International Centre for Research and Training in Major Projects Management. *Project Management: Bilingual Vocabulary / Gestion de projets : Vocabulaire bilingue*. Publication under preparation.

Tenah, Kwaku A. *The Construction Management Process*. Reston (Va.): Reston Publishing Company, Inc., 1985.

Association of Consulting Engineers of Quebec. *Proposed Schedule of Fees 1983*. rev. ed., n.p. 1984.

Collier, Keith. *Construction Contracts*. Reston (Va.): Reston Publishing Company Inc., 1979.

Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse. Paris: Librairie Larousse, 1982.

Le Robert, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française. Paris : Société du nouveau littré Le Robert, 1985.

Sauvé, Madeleine. *Observations grammaticales et terminologiques*. Université de Montréal, October 1979.

Uniformisation de l'écriture des noms géographiques au Canada

par Hélène Gélinas-Surprenant

Plus d'un traducteur s'interroge sur les règles qui régissent l'écriture des toponymes au Canada.

Un comité formé de représentants des composantes traditionnelles du Bureau de la traduction (traduction, terminologie, formation et services linguistiques) s'est réuni en 1989 pour étudier les diverses pratiques

dans la traduction des noms géographiques anglais officiels au Canada.

L'étude des douze catégories de cas problèmes relevées a mené le Comité à l'élaboration des *Règles générales pour la traduction et l'écriture des noms d'entités géographiques du Canada*, que nous publions à titre provisoire.

Note

Comité d'uniformisation de l'écriture des noms géographiques officiels du Canada (CUENGO)

Président

Normand Lemieux, traducteur
Énergie, Mines et Ressources
Direction générale des opérations de traduction

Membres (et titres au moment de leur participation aux travaux du Comité)

Robert Bellerive, formateur-réviseur
Direction de la terminologie et des services linguistiques

Ex-membre du Comité de toponymie et de terminologie du Service canadien des parcs

Hélène Gélinas-Surprenant, terminologue
Direction de la terminologie et des services linguistiques

Normand Denis, traducteur
Environnement, Direction générale des opérations de traduction
Membre du Comité de toponymie et de terminologie du Service canadien des parcs

Huguette Guay
Chef, Recherches et conseils linguistiques
Direction de la terminologie et des services linguistiques

Léo La Brie, traducteur et géographe
Direction générale des opérations de traduction
Membre du Comité consultatif des noms d'entités sous-marines et marines

Jocelyne Revie, toponymiste
Secrétariat du Comité permanent canadien des noms géographiques

Les lecteurs sont invités à transmettre au Comité leurs suggestions ou leurs observations au sujet du présent article et à lui signaler tout oubli ou toute erreur.

CUENGO
a/s de Hélène Gélinas-Surprenant
Secrétariat d'État du Canada
Langues officielles et Traduction
Direction de la terminologie
et des services linguistiques
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

À compter d'une prochaine livraison de *L'Actualité terminologique*, la chronique D'un océan à l'autre traitera de sujets reliés à l'actualité toponymique au Canada.

Règles générales pour la traduction et l'écriture des noms d'entités géographiques du Canada

Préambule

Les règles générales qui suivent n'ont d'autre objet que d'uniformiser la traduction

et l'écriture des noms d'entités géographiques dans les textes suivis, en tenant compte des lignes directrices établies par le Conseil du Trésor et le Secrétariat d'État au sujet du traitement linguistique des noms géographiques. Elles proposent des moyens qui permettent de préserver la forme officielle des noms géographiques anglais qu'on incorpore à des textes français.

I. Définitions

Nom géographique

Parmi les noms géographiques, on distingue les noms de lieux habités et les noms d'entités géographiques. Un nom d'entité géographique est généralement composé d'un générique et d'un spécifique.

Générique et spécifique

Le *spécifique* est l'élément du toponyme qui identifie de façon particulière l'entité géographique (*Guide toponymique du Québec*, Commission de toponymie du Québec, 1987).

Exemples :

Dans *Alexandra River*, le spécifique est *Alexandra*.

Dans *Crown Prince Frederik Island*, le spécifique est *Crown Prince Frederik*.

Dans *River of Ponds Lake*, le spécifique est *River of Ponds*.

Le *générique* est l'élément du toponyme qui identifie de façon générale la nature de l'entité géographique dénommée (*Guide toponymique du Québec*, Commission de toponymie du Québec, 1987).

Exemples :

Dans *Hudson Bay Lake*, le générique est *Lake*.

Dans *Bay d'Espoir*, le générique est *Bay*.

Dans *Little Lake Francis*, le générique est *Lake*.

Le français a recours à un générique pour identifier avec précision la nature de l'entité que désigne un toponyme donné. Le générique précède généralement l'élément spécifique du toponyme, qu'il introduit soit directement par simple juxtaposition ou par l'emploi d'une préposition.

Les génériques entrent dans la composition de deux types de dénominations :

les toponymes désignant des entités dites naturelles (anse, baie, bois, cap, chaîne, chute, détroit, fleuve, forêt, golfe, île, lac, mer, massif, mont, montagne, océan, péninsule, pic, pointe, presque île, rapide, ravin, rivière, ruisseau, torrent, vallée, etc.);

les toponymes désignant des entités dites socio-culturelles, parce qu'elles impliquent une intervention humaine (canal, chenal, col, côte, passage, passe, etc.).

Le français supprime exceptionnellement le générique lorsque le toponyme désigne un cours d'eau ou une chaîne de montagnes. Ainsi dira-t-on plus naturellement le Saint-Laurent, les Laurentides, les Appalaches et le Richelieu que le fleuve Saint-Laurent, les montagnes des Laurentides, etc. Sauf exceptions (voir les règles), le spécifique est alors précédé de l'article que requiert la syntaxe, c'est-à-dire de celui qui accompagnerait normalement le générique demeuré sous-entendu, ou de l'article qu'ont consacré l'usage ou la tradition.

Par ailleurs, le générique qui entre dans la composition d'un toponyme à titre de spécifique ne se répète pas. Il serait incorrect de dire « la rivière Grande Rivière ».

Une certaine vigilance s'impose dans la traduction des toponymes, la nature véritable de l'entité n'étant pas toujours évidente dans les dénominations exprimées dans une langue étrangère. Dans le doute, on effectuera les vérifications nécessaires pour assurer l'authenticité de l'appellation.

Nom géographique officiel

On entend ici par noms géographiques officiels la ou les formes d'un nom géographique (toponyme) qui sont approuvées par une autorité toponymique provinciale, territoriale ou fédérale. Ces noms figurent généralement dans le *Répertoire géographique du Canada* publié par le Comité permanent canadien des noms géographiques. Au Canada, la plupart des noms d'entités géographiques n'ont qu'une seule forme officielle.

II. Application

Les règles énoncées s'appliquent à la traduction en français des noms d'entités géographiques dont la forme officielle est en anglais. Pour connaître la forme officielle des noms géographiques adoptés en français, on consultera le *Répertoire géographique du Canada* et le *Répertoire toponymique du Québec*.

Sont donc exclus les types de toponymes suivants :

Noms de lieux habités

Une seule municipalité du Canada possède un nom ayant deux formes officielles différentes en français et en anglais, soit *Grand-Sault* ou *Grand Falls*, au Nouveau-Brunswick. Toutes les autres municipalités ne possèdent qu'une seule forme autorisée. (*Principes et directives pour la dénomination des lieux*, Comité permanent canadien des noms géographiques).

Noms scientifiques ou géologiques

Les noms scientifiques, en particulier les noms des entités géologiques (provinces et formations géologiques, plates-formes structurales, bassins tectoniques, boucliers, etc.) diffèrent essentiellement des noms géographiques par le fait qu'ils désignent des entités que l'on ne peut circonscrire ou définir uniquement au moyen de critères géographiques (latitude, longitude et altitude). Cela dit, la démarcation entre « nom géographique » et « nom d'entité géologique » est parfois très floue, et seule la consultation des répertoires géographiques permettra de déterminer si le bassin X, par exemple, est un nom géographique officiel.

Deux autres facteurs rendent difficile une compilation de noms scientifiques. D'abord, beaucoup de noms d'entités géologiques ont une existence précaire, du fait qu'ils désignent des entités qui sont constamment étudiées, remises en question, redéfinies et, éventuellement, rebaptisées. Ensuite, la forme française des noms d'entités géologiques établis en anglais à l'origine varie souvent d'un auteur à l'autre. C'est ainsi que le nom « Laurentide Ice Sheet » donné à l'immense glacier qui recouvrait le centre du Canada au Quaternaire est rendu indifféremment, dans la littérature récente de langue française, par « nappe glaciaire laurentidienne », « nappe glaciaire des Laurentides » et « Inlandsis laurentidien ». Et les exemples sont légion. De plus, la nomenclature géologique n'échappe pas au phénomène de la « majusculite », qui semble se répandre dans la plupart des sciences de la nature. L'emploi de la majuscule dans des noms tels que « Bouclier canadien », « Cordillère canadienne » et « Inlandsis laurentidien » tend à démontrer que la nomenclature géologique reçoit, à tort ou à raison, un traitement différent de celui qui est généralement réservé aux noms géographiques.

En attendant la publication de l'ouvrage en 9 volumes intitulé *Géologie du*

Canada (en cours de traduction), qui dans une certaine mesure fixera la terminologie et la toponymie géologiques, les personnes aux prises avec un problème de traduction des noms d'entités géologiques consulteront de préférence le service des publications françaises de la Commission géologique du Canada.

Noms d'intérêt pancanadien

Les 81 noms d'intérêt pancanadien, dont la liste a été établie par le Conseil du Trésor (Circulaire 1983-58), ont une forme bien connue en anglais et en français. Aux fins des publications de l'administration fédérale, les deux formes sont également officielles.

Noms de parcs nationaux

La liste des noms des parcs nationaux, des lieux historiques nationaux canadiens et des canaux et écluses historiques est établie, mise à jour et diffusée par Environnement Canada — Service des parcs.

Noms des entités sous-marines

Plusieurs noms d'entités sous-marines ont une forme française approuvée par le Comité consultatif des noms d'entités sous-marines et marines. À ce sujet, le lecteur consultera la plus récente édition du *Répertoire des noms d'entités sous-marines*.

Noms des réserves indiennes

Tous les noms de réserves indiennes ont une forme française officielle. Ils figurent dans les répertoires géographiques publiés par le Comité permanent canadien des noms géographiques.

Noms alternatifs (Alternate Names) et traductions provinciales

Dans certaines circonstances, les autorités toponymiques provinciales et territoriales admettent l'emploi de noms géographiques qui ne sont pas officiels. Lorsqu'il existe une variante française pour un nom officiel anglais, cet autre nom sera préféré à toute autre forme française non officielle du toponyme. Les listes des « noms alternatifs » et des traductions provinciales sont diffusées par la Direction de la terminologie et des services linguistiques du Secrétariat d'État et par le Comité permanent canadien des noms géographiques.

Exemples :

Nom officiel	Nom alternatif
French River	— rivière des Français (Ont.)
Detroit River	— rivière Détroit (Ont.)
St. Clair River	— rivière Sainte-Claire (Ont.)

III. Règles

GÉNÉRIQUE

Traduction du générique

1. En règle générale, il faut traduire le générique d'un nom d'entité géographique.

(On utilisera de préférence l'équivalent français indiqué dans le glossaire des *Génériques en usage dans les noms géographiques du Canada*, BT-176, à moins que l'usage* n'en ait consacré un autre).

2. Cependant, dans les cas précisés ci-dessous, le toponyme est laissé dans sa forme officielle et est précédé, au besoin, du terme géographique approprié. (Pour déterminer la nature de l'entité, consulter le répertoire toponymique de la province ou du territoire.)

Cas où le générique ne doit pas être traduit :

a) Le générique n'indique pas la véritable nature de l'entité désignée.

Exemples :

Old Sea (lake)	— lac Old Sea (T.-N.)
Beaver Brook (river)	— rivière Beaver Brook (T.-N.)
Black Duck Pond (lake)	— lac Black Duck Pond (T.-N.)

Dans le même ordre d'idées, il est déconseillé de traduire les génériques rares ou empruntés à des langues étrangères, lorsqu'ils ajoutent à la spécificité du nom géographique.

Exemples :

Robinson Bight	— baie Robinson Bight (T.-N.)
Whale Grotto (cave)	— la (caverne) Whale Grotto (T.-N.)
Hanbury Kopje (hill)	— colline Hanbury Kopje (T.-N.-O.)
Loch Erne	— le Loch Erne (Ont.)

b) Le spécifique comporte au moins un nom commun séparé du générique par une ou plusieurs particules de liaison.

Exemples :

Bay of Two Rivers	— la Bay of Two Rivers (T.N.-O.)
Cascade of the Thirteen Steps (rapids)	— Cascade of the Thirteen Steps (T.N.-O.)
Islands of God's Mercie	— les Islands of God's Mercie (T.N.-O.)

c) Le générique, souvent précédé de l'article « The », constitue à lui seul le toponyme et a donc valeur de spécifique (appellatif).

Nota : Il est préférable de conserver tel quel l'article « The » placé au début des appellatifs et des autres toponymes, et de faire précéder le toponyme du terme géographique approprié.

Exemples :

The Falls (rapids)	— les rapides (appelés, dénommés) The Falls (N.-É.)
The Peak (shoal)	— le haut-fond The Peak (N.-É.)

d) Le générique n'a pas d'équivalent reconnu dans l'autre langue.

Exemples :

Freeman Barren	— Freeman Barren (N.-B.)
Musgrave Land (peninsula)	— la péninsule Musgrave Land (T.N.)
Pollys Place (rapids)	— les rapides Pollys Place (N.-É.)

Minuscule au générique

3. Dans les textes suivis, le générique s'écrit avec la minuscule en français.

Cependant, lorsque le générique est placé après le spécifique, il prend la majuscule.

Exemple :

le lac Grand MAIS les Grands Lacs

Omission du générique

4. Le générique peut être omis en français dans les noms de fleuve et de rivière. Le genre de l'article est alors masculin dans le cas des fleuves et féminin dans le cas des rivières, exception faite des cas particuliers reconnus par l'usage.

Exemples :

le (fleuve) Nelson (Man.)
la (rivière) Saskatchewan-Sud (Sask.)

Exceptions :

le Richelieu (Québec)
le Saint-François (Québec)
le Saint-Maurice (Québec)
le Saguenay (Québec)

SPÉCIFIQUE

Non-traduction du spécifique

5. À l'exception des cas mentionnés aux paragraphes 6 à 9 ci-dessous, le spécifique ne se traduit pas. Il faut le laisser dans sa forme officielle (c'est-à-dire dans la forme où il figure dans le répertoire toponymique de la province ou du territoire), avec tous les traits d'union, marques du possessif ('), accents, signes diacritiques et majuscules qu'il peut comporter, sans rien ajouter ni retrancher. Ainsi :

traits d'union

Clinton-Colden Lake	— lac Clinton-Colden (T.N.-O.)
Wynne-Edwards Bay	— baie Wynne-Edwards (T.N.-O.)
Bell-Irving River	— rivière Bell-Irving (C.-B.)

MAIS

Graham Moore Bay	— baie Graham Moore (T.N.-O.)
Frederick House Lake	— lac Frederick House (Ont.)
Fitz Hugh Sound	— détroit de Fitz Hugh (C.-B.)

marques du possessif

Deadman's Bay	— baie Deadman's (T.N.)
Hermit's Cove Point	— pointe Hermit's Cove (T.N.)
St George's Bay	— baie St George's (T.N.)

accents

Chéticamp Island	— île Chéticamp (N.-É.)
Point Enragée	— pointe Enragée (T.N.)
Demètre Island	— île Demètre (T.N.)
Bélanger River	— rivière Bélanger (Man. et Sask.)

MAIS

Belanger Lake	— lac Belanger (Sask.)
Cape Enrage	— cap Enrage (N.-B.)
Devastation Channel	— chenal Devastation (C.-B.)
Desolation River	— rivière Desolation (T.N.)

signes diacritiques

Qu'Appelle River	— rivière Qu'Appelle (Sask.)
Bras d'Or Lake	— lac Bras d'Or (N.-É.)
Bay d'Espoir	— baie d'Espoir (T.N.)
MacDowell Lake	— lac MacDowell (Ont.)
McAleese Lake	— lac McAleese (T.N.-O.)
Cape M'Clure	— cap M'Clure (T.N.-O.)

majuscules

LeBlanc Lake	— lac LeBlanc (Sask.)
Point No Point	— pointe No Point (C.-B.)
Trompe l'Oeil Point	— pointe Trompe l'Oeil (T.N.)
Ebb and Flow Lake	— lac Ebb and Flow (Man.)
River of Ponds Lake	— lac River of Ponds (T.N.)

Adjectifs qualifiant le générique

6. a) Certains adjectifs tels que *Lower*, *Upper*, *Big*, *Small*, *Great*, *Little*, *Lesser* et *Middle* se traduisent lorsqu'ils qualifient le générique; ils prennent alors la majuscule.

Exemple :

Little Lake Francis	— Petit lac Francis (Man.)
Tangier Grand Lake	— Grand lac Tangier (N.-É.)
Outer Duck Island	— île Duck du Large (Ont.)
Little Main Restigouche River	— Petite rivière Main Restigouche (N.-B.)

b) Ces adjectifs ne se traduisent pas lorsqu'ils qualifient le spécifique ou qu'ils tiennent lieu de spécifique.

Exemples :

Great Snow Mountain	— mont Great Snow (C.-B.)
Big Mountain Lake	— lac Big Mountain (Ont.)
Little Current River	— rivière Little Current (Ont.)
Big Silver Creek	— ruisseau Big Silver (C.-B.)
Low Bush River	— rivière Low Bush (Ont.)
Great Cormorandier Island	— île Great Cormorandier (T.N.)
Small Lake	— lac Small (Man.)
Middle River	— rivière Middle (C.-B.)
Big Creek	— ruisseau Big (Ont.)
Cape Low	— cap Low (T.N.-O.)

Nota : Il est souvent malaisé, parfois impossible, de déterminer à quel élément du toponyme se rapporte un adjectif. Si un doute subsiste après les vérifications d'usage, on s'abstiendra de traduire l'adjectif.

Points cardinaux

7. a) Les points cardinaux (East, West, North, South, et leurs composés) se traduisent lorsqu'ils qualifient le générique. Ils sont alors apposés au spécifique sans trait d'union et prennent la majuscule.

Exemples :

North Macmillan River	— rivière Macmillan Nord (Yukon)
Little Southwest Miramichi River	— Petite rivière Miramichi Sud-Ouest (N.-B.)
North Big Salmon River	— rivière Big Salmon Nord (Yukon)

b) Ils ne se traduisent pas lorsqu'ils qualifient le spécifique ou qu'ils tiennent lieu de spécifique.

Exemples :

East Pen Island	— île East Pen (T.N.-O.)
West Road River	— rivière West Road (C.-B.)
Northern Light Lake	— lac Northern Light (Ont.)
East Arm Barachois	— barachois East Arm (T.-N.)
East Bay	— baie East (T.-N.)
South River	— rivière South (T.-N.)
North Lake	— lac North (T.N.-O.)

LIAISON DU GÉNÉRIQUE ET DU SPÉCIFIQUE

8. Le générique traduit est généralement apposé directement au spécifique non traduit, sauf dans les cas suivants :

a) Dans les noms de détroit et de mer, le générique est traditionnellement suivi de la préposition « de ».

Exemples :

Beaufort Sea	— mer de Beaufort (T.N.-O.)
Labrador Sea	— mer du Labrador
Juan de Fuca Strait	— détroit de Juan de Fuca (C.-B.)
Robeson Channel	— détroit de Robeson (T.N.-O.)

b) Certains génériques sont souvent séparés du spécifique par une particule de liaison

lorsqu'il y a lieu d'exprimer un rapport d'appartenance entre deux entités.

Exemples :

Fraser Valley	— vallée du Fraser (C.-B.)
Annapolis Valley	— vallée de l'Annapolis (N.-É.)

Observation :

Une vallée porte presque toujours le nom du cours d'eau qui l'arrose.

Exemple :

Rocky Mountain Foothills	— contreforts des Rocheuses (Alb.)
--------------------------	------------------------------------

Observation :

Dans cet exemple, l'entité porte le nom des montagnes dont elle constitue le prolongement.

Exemple :

Boothia Isthmus	— isthme de Boothia (T.N.-O.)
-----------------	-------------------------------

Observation :

Ici, l'isthme porte le nom de la presqu'île qu'il relie au continent.

c) Dans les toponymes où le spécifique est un nom propre séparé du générique par la préposition « of », celui-ci est remplacé par « de ».

Exemple :

Gulf of Boothia	— golfe de Boothia (T.N.-O.)
-----------------	------------------------------

d) Dans les toponymes dont le spécifique est un nom commun français accompagné ou non d'un déterminant, il est préférable d'utiliser une particule de liaison.

Exemples :

Petit Paresseux Falls	— chutes du Petit Paresseux (Ont.)
Grande Anse River	— rivière de la Grande Anse (N.-É.)

e) Dans tous les autres cas où l'usage* consacre l'emploi d'une préposition.

Exemples :

Boothia Peninsula	— presqu'île de Boothia (T.N.-O.)
Niagara Escarpment	— escarpement du Niagara (Ont.)
Scarborough Bluffs	— falaises de Scarborough (Ont.)

* L'usage, dans le cas des entités majeures, est surtout représenté par *Atlas et toponymie du Canada* et par la carte à 1/2000 000 en six feuilles, publiée en 1971, qui étaient les principaux ouvrages de référence des rédacteurs et traducteurs de l'administration fédérale avant la publication des lignes directrices du Secrétariat d'État en 1984. Ces documents servent de base à l'établissement de la nomenclature d'un bulletin de terminologie en préparation.

EXCEPTIONS

9. On inscrira entre parenthèses le nom anglais officiel d'une entité à laquelle on donne un nom français pour des raisons informatives d'ordre historique, culturel ou autre.

Exemple :

[...] dans la partie sud du bassin des Mines (Minas Basin) (N.-É.)

Observation :

Malgré son importance historique, le toponyme « bassin des Mines » n'est pas un nom officiel.

Exemple :

[...] cette essence croît autour du bras Erin de la rivière Credit (Credit River Erin Branch) (Ont.)

Observation :

Ici, il a été jugé nécessaire de rendre en français le contenu informatif du toponyme.

Mots de tête « Faire sa part »

par Frèdelin Leroux fils

Il faut faire votre part pour sauver M. Bourassa de la déprime (Daniel Larouche, *Le Devoir*, 12.12.87)

Avez-vous subi un examen médical récemment? Et votre E.C.G. était-il normal? Dans ce cas, vous n'allez pas me faire le coup

de la syncope, n'est-ce pas, si je vous apprends que *faire sa part* est... un calque de l'anglais?

Ce n'est pas facile à croire, je sais. C'est un peu comme lorsqu'on apprend que le père Noël n'existe pas.

C'est pourtant ce qu'affirmait Jean-Marie Laurence en 1972 dans le bulletin du Comité linguistique de Radio-Canada (*C'est-à-dire*, vol. VII, n° 3, p. 9), et en 1980 dans son dernier ouvrage *Vagabondage linguistique*¹. (*Le Comité linguistique a aussi fait paraître une fiche sur ce problème de langue, fiche qui est vraisemblablement due à M. Laurence.*)

S'il était seul de cet avis, j'aurais des réserves. Après tout, il n'est pas infailible. Il a pu donner dans le travers de certains défenseurs de la langue, qu'obsède encore aujourd'hui le cri d'alarme lancé par Jules-Paul Tardivel il y a plus d'un siècle :

« L'Anglicisme, voilà l'ennemi! » Mais il a de sérieux appuis. En effet, les dictionnaires semblent lui donner raison.

Le Herbst² traduit *to do one's part* par *faire son devoir*. Le Harrap et le Robert-Collins ne connaissent que *to do one's share* : *y mettre du sien* (Harrap), *fournir sa part d'efforts, sa (quote)-part de travail* (Robert-Collins). Certes, ce n'est pas une condamnation proprement dite. Il pourrait s'agir simplement d'un oubli. Mais lorsque Maxime Koessler³ affirme que *to do one's part* est un faux ami, qui se rend par *faire son devoir*, on commence à y croire. D'autant plus que le *Dictionnaire des vrais amis*⁴, qui prend souvent le contre-pied du Koessler, est muet comme carpe.

Quant aux dictionnaires de langue, ils cautionnent indirectement Jean-Marie Laurence, puisqu'ils n'enregistrent pas cette expression. Même pas le volumineux *Trésor de la langue française*. Ni le *Dictionnaire du français Plus* où figurent pourtant des québécismes/anglicismes comme *ne pas être sorti du bois, lever le nez sur qqn/qqch*.

Bien malgré moi, je m'étais résigné à l'idée qu'il valait sans doute mieux éviter cette tournure. Jusqu'au jour où j'entendis une ancienne collègue l'employer. Comme elle était d'origine européenne, j'étais curieux de savoir si elle la connaissait depuis longtemps. Elle n'en savait rien, depuis tou-

jours, peut-être. En tout cas, elle était tout aussi étonnée que moi d'apprendre que c'était, apparemment, un anglicisme.

À peine quelques jours plus tard, je tombais sur un passage qui devait semer pour de bon le doute dans mon esprit :

Je veux *faire ma part* du travail de direction, absolument, je veux *faire ma part*. Et donnez-moi un fils, et lui aussi pourra faire sa part après moi⁵.

Trois fois en moins de trente mots. Ce n'est pas rien. Mais il faut dire qu'il s'agit d'une traduction, et que dans une version antérieure, on trouve *donner/prendre sa part*. Reste que c'était l'aiguillon qu'il me fallait pour reprendre mes recherches.

La locution figure dans *As the French Say*⁶ : *il ne fait pas sa part* — *He's not pulling his weight*, et dans *2001 idiotismes français et anglais*⁷ : *faire sa part* — *to do one's bit, to keep one's end up*. Curieusement, ces deux ouvrages ne connaissent pas *to do one's part/share*. Mais qu'importe, après tout, puisqu'on me proposait trois nouvelles pistes. Il ne me restait plus qu'à soumettre les « bilingues » à un nouvel interrogatoire. Ils ont fini par passer aux aveux.

On trouve *faire sa part à bit* (Larousse bilingue), à *end* (Harrap), ainsi qu'à *weight* (Larousse bilingue, Robert-Collins, *Dictionnaire canadien*⁸). Et j'en ai même trouvé un exemple dans un dictionnaire à peu près inconnu : *Les ingénieurs font leur part* — *The engineers are doing their part*⁹. C'est une assez belle moisson : sept dictionnaires, huit exemples.

Qu'il faille un tel chassé-croisé pour trouver confirmation que notre tournure est française, cela montre encore une fois — s'il en était besoin — que les dictionnaires sont non seulement incomplets, mais incohérents par-dessus le marché.

Ceci dit, pour que le tableau soit complet, il me manquait la caution d'un bon écrivain. Je désespérais de jamais l'obtenir, quand je trouvai par hasard, chez un libraire d'occasion, un auteur que j'aime bien. Sans le savoir, je tenais ma citation :

Il fera sa part comme les auteurs¹⁰.

Cette citation date de 1927. C'est dire que l'expression est nettement moins récente qu'on ne l'aurait cru.

En terminant, j'en profite pour inviter les défenseurs de la langue — les traducteurs en sont — à ne pas se contenter de dépister les calques de l'anglais. Car ils ont aussi le devoir — non moins important — de démasquer les faux anglicismes. Après tout, la liste des « vrais » est bien assez longue. Inutile d'y ajouter.

Notes

1. Jean-Marie Laurence, *Vagabondage linguistique*, Montréal, Guérin, 1980, p. 132.
2. Robert Herbst, *Dictionnaire des termes économiques, financiers et juridiques*, vol. 1, Zoug (Suisse), Franslégal S.A., 1968.
3. Maxime Koessler, *Faux amis*, Paris, Vuibert, 1975.
4. Jean-Pierre Causse, *Dictionnaire des vrais amis*, British Institute in Paris, Université de Londres, 1978.
5. D.H. Lawrence, *L'Amant de lady Chatterley*, Paris, Éditions du Fleutiaux et Laure Vernière.
6. F.C. Whitaker, *As the French Say / Comme disent les Français*, Don Mills (Ontario), Longmans, 1969, s.p.
7. François Denoeu, *2001 idiotismes français et anglais*, New York, Barron's Educational Series, 1982, p. 174.
8. Jean-Paul Vinay, Pierre Daviault et Henry Alexander, *Dictionnaire canadien*, Toronto/Montréal, McLelland and Stewart Ltd., 1962.
9. P.-H. Picavet, *Dictionnaire anglais d'usage*, Paris, Librairie Delagrave, 1931, p. 93.
10. Louis Guilloux, *La Maison du peuple*, Paris, Grasset, coll. Les Cahiers rouges, 1983, p. 152. (Parus en 1927.)

Scénario d'anticipation

par Pauline Daigneault

Je m'imagine au mardi 3 juillet 1990. Au bureau, la dure réalité m'attend, nous attend, devrais-je dire. Robert Dubuc, chef du Service de linguistique et de traduction de la Société Radio-Canada, nous a quittés le vendredi précédent pour une retraite anticipée. L'échéance que nous tentions d'occulter s'est matérialisée et son départ laisse un grand vide que je ne suis pas la seule à appréhender.

Dans mon cas, un travail de dix-sept ans aux côtés de quelqu'un de la trempe de Robert avait créé un sentiment de sécurité intellectuelle — les doutes, les hésitations se dissipaient sur une simple interrogation; quelle chance c'était de pouvoir compter sur tant de compétence. Mon propos n'est pas de rappeler sa carrière, connue et reconnue. Pour nous, ses collègues, c'est le traducteur,

le terminologue, le réviseur que nous voyons partir avec regret.

C'est aussi l'homme à la voix résonnante, au rire éclatant et si communicatif qui se réverbérait dans tous les bureaux, celui que nous faisaient rire sans même savoir pourquoi, que nous ne verrons plus apparaître le matin! C'est le taquin qui trouvait en moi une cible idéale!

C'est celui que j'appelais ma grammaire ambulante et qui savait retrouver les règles subtiles pour résoudre les questions parfois difficiles posées par des consultants!

C'est celui qui s'intéressa à la peinture au début des années 70 et trouva une voie épanouissante, un monde de couleurs sans cesse en évolution.

C'est celui qui, à l'occasion, a laissé libre cours à son âme de poète et a su trouver par son affinité élective avec la langue, les formules apportant consolation ou encouragement.

Ce sont les multiples facettes des talents de Robert Dubuc qui vont nous manquer. Au travailleur infatigable, nous souhaitons une heureuse retraite; sans nul doute sera-t-elle aussi féconde que sa vie professionnelle l'a été. Une page est tournée, une autre commence.

Note

Article rédigé en juin 1990

L'excellence dans notre profession : le contexte et les moyens par le congrès 1990

Traducteurs, interprètes et terminologues de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), visons l'excellence! Le congrès 1990, se veut un carrefour d'idées où chaque participant, débutant ou chevronné, sera invité à se sensibiliser aux événements socio-économiques et aux nouvelles techniques qui risquent de modifier le profil de notre profession.

Le contexte :

Le gouvernement de l'Ontario a adopté la Loi 8, garantissant les services en français dans certaines régions de la province, alors que des municipalités se déclarent unilingues anglaises. L'accord du Lac Meech a relancé le débat sur le bilinguisme dans tout le pays. L'Europe s'ouvre à l'Est et à l'Ouest, les échanges se multiplient ainsi que les

besoins en traduction. Les moyens technologiques modernes mettent le marché de l'Europe à notre portée.

Les moyens :

L'informatique révolutionne la démarche professionnelle : il faut produire toujours plus et plus vite. Des traducteurs se regroupent, des réseaux se créent et de nouvelles techniques de travail émergent. Les universités, les organismes gouvernementaux et les associations professionnelles doivent faire face à la nécessité de mieux former les étudiants et d'assurer le perfectionnement professionnel de ceux qui œuvrent déjà dans le milieu.

Programme :

- L'excellence et le contexte socio-politique et culturel
- La responsabilité civile
- Les droits d'auteur
- Les nouveautés dans la bureautique
- La place grandissante de la terminologie
- L'interprétation : les nouveaux besoins et les nouveaux moyens
- Les multilingues et l'ouverture des nouveaux marchés
- Les réseaux de soutien et les regroupements professionnels
- La formation permanente
- Les examens d'agrément
- La TPS démystifiée : comment se préparer à son application
- Hommage à quelques grands noms de la traduction
- L'excellence dans la traduction littéraire.

Colloque international OLF-STQ

Les industries de la langue. Perspectives des années 1990

L'évolution technologique est désormais omniprésente dans une grande variété de domaines d'application, la linguistique n'y échappe pas. Une nouvelle réalité s'impose, celle des industries de la langue. Le phénomène prend de l'ampleur et suscite bon nombre de questions dans différents milieux.

Qu'en est-il de cette nouvelle réalité ? Que sont exactement les industries de la langue ? Quels en sont au juste les enjeux économiques et culturels ? Quelles conséquences vont-elles avoir sur la langue française dans le monde et, notamment, dans les milieux de travail ? Comment le développement de ces industries se poursuit-il ? N'y a-t-il pas lieu de l'orienter afin que le français bénéficie de ce progrès technologique ?

Pour répondre à toutes ces questions, l'Office de la langue française et la Société des traducteurs du Québec ont organisé un colloque international sur les industries de la langue qui se déroulera du 21 au 24 novembre 1990 à l'hôtel Hilton Bonaventure International de Montréal, sous le thème *Les industries de la langue — Perspectives des années 1990*.

D'autres organismes prestigieux ont également collaboré à l'organisation de cet événement, soit le Secrétariat d'État du Canada, le ministère des Communications du Québec, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) ainsi que les observatoires québécois, canadien, français, et wallon des industries de la langue.

À l'aube du XXI^e siècle, ce colloque a été organisé en vue de sensibiliser les scientifiques, les industriels, les financiers et les praticiens du langage aux nouvelles techniques mises à leur disposition pour une meilleure diffusion du français et une meilleure vulgarisation de l'information dans les divers secteurs reliés aux industries de la langue.

En outre, étant donné leur diversité et leur haut calibre, les quelque 80 conférenciers nous feront entrevoir les perspectives de développement en matière de recherche

linguistique en fonction de nombreuses applications industrielles. Ils viennent du Québec, du Canada, de l'Europe et de l'Afrique francophone et représentent les milieux universitaire, industriel et gouvernemental.

Nous aurons ainsi l'honneur de recevoir, entre autres, pour le Québec M^{mes} Suzanne Bertrand-Gastaldy de l'Université de Montréal, Colette Dubuisson de l'Université du Québec à Montréal, Claude Rigault de la Télé-Université ainsi que MM. Jean-Claude Corbeil et Pierre Georgeault du Conseil de la langue française, Guy Bertrand de l'Université du Québec, Igor Mel'cuk de l'Université de Montréal, Pierre Auger de l'Université Laval, Jules Duchastel de l'Université du Québec à Montréal, Douglas O'Shaughnessy d'INRS-Télécommunications, Réjean Plamondon de l'École Polytechnique de Montréal, Hubert Manseau de Logidisque, Claude Coulombe de Machina Sapiens, John Chandioux de John Chandioux experts inc., Richard Parent du ministère des Communications et Maurice Gingras du Conseil du Trésor.

Le Canada, quant à lui, sera représenté par M^{mes} Annie Méar de l'Université de Montréal et Ingrid Meyer de l'Université d'Ottawa ainsi que par MM. Alain Landry, sous-secrétaire d'État adjoint aux langues officielles et à la traduction, Moïse Lévy du Secrétariat d'État, Raymond Descout et Pierre Isabelle du Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail ainsi que Carl H. Fredericksen de l'Université McGill.

De l'étranger, mentionnons M^{mes} Laurence Danlos d'EUOTRA, Caroline de Schaetzen du Centre de terminologie de Bruxelles ainsi que MM. André Abbou de l'Observatoire français des industries de la langue, Éric Biérin de l'Observatoire belge des industries de la langue, Roger Bruno Rabenilaina de l'Université d'Antananarivo à Madagascar, Mohamed Chad de l'Université Sidi Ben Abdellah du Maroc, Maurice Gross de l'Université Paris 7, Jacques-Henri Jayez de l'Université de Nantes, Christian Boitet de l'Université de Grenoble, Christian Delcourt de l'Université de Liège en Belgique, Daniel Péchoin de la Société

Larousse à Paris, Bernard Normier de la Société Erli, Jean-Marie Lancel de la Société Cap Sogeti Innovation en France, Stéphane Chaudiron du ministère de la Recherche et de la Technologie de France, Loll Rolling de la Commission des communautés européennes et Thierry Arnold de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Ce premier colloque international réunira les langagiers, la communauté scientifique, les industriels et les organismes et mettra en présence les besoins en produits, outils et services avec ceux actuellement sur le marché ou en cours de réalisation. Nous espérons que seront ainsi établis, pour le français, les premiers éléments d'une stratégie de développement et de diffusion de produits linguistiques et des produits connexes.

Il est de plus en plus évident que ce colloque visera à renforcer d'abord la coopération internationale dans la francophonie, plus particulièrement avec les pays du Sud, puis avec des chercheurs non francophones.

Seront réunis à ce colloque les spécialistes du domaine de la langue tels les traducteurs, les utilisateurs spécialisés, tels les journalistes, des représentants de grandes administrations, des décideurs, des chercheurs et concepteurs de l'industrie et des fournisseurs de produits et services.

Une exposition de produits et d'outils (vitrine technologique) présentée par des industriels et des chercheurs de différents pays a été prévue et se tiendra sur place pendant toute la durée du colloque.

Frais d'inscription

Pré-inscription (avant le 15 octobre 1990) : 150 \$ CAN

Inscription après le 15 octobre 1990 : 200 \$ CAN

Tarif étudiant : 75 \$ CAN*

Les frais comprennent l'inscription elle-même, le programme, un exemplaire des actes, ainsi que les déjeuners du jeudi au samedi.

* Les actes et les déjeuners sont exclus

Secrétariat du colloque

Pour plus amples renseignements, veuillez vous adresser à :
Madame Édith Girard
Secrétariat du Colloque international
sur les industries de la langue
Office de la langue française
Case postale 316
Tour de la Place-Victoria
Montréal (Québec)
H4Z 1G8
Téléphone : (514) 873-7370
Télécopie : (514) 873-3488

Programme

Mercredi 21 novembre 1990 (en soirée)

- Conférence inaugurale
- Définition des industries de la langue

- Enjeux, politiques, orientations
- Domaines d'application

Jeudi 22 novembre 1990

Thème I : ASPECTS TECHNOLOGIQUES

- Analyseurs, lemmatiseurs et générateurs de textes
- Systèmes d'analyse et de synthèse de la parole
- Dictionnaires électroniques et bases de données lexicales
- Représentation de la connaissance dans le traitement des langues naturelles

Vendredi 23 novembre 1990

Thème II : APPLICATIONS

- Traductique
- Terminologie et lexicographie assistées par ordinateur
- Logiciels d'aide à la lecture et à la rédaction

- Gestion documentaire et textuelle
- Didacticiels à vocation scientifique et industrielle
- Interfaces en langue naturelle écrite et vocale

Samedi 24 novembre 1990

Thème III : ORGANISATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

- Interaction entre langagiers, professionnels de différentes disciplines, concepteurs et gestionnaires des ressources informationnelles
- État de la situation en Amérique du Nord, en Europe et en Afrique
- Stratégie de développement, d'implantation et de mise en marché des produits

Au fil des événements / News and Events

Projet de dictionnaire bilingue canadien

Les 9 et 10 novembre 1989 avait lieu un colloque sur la lexicographie à l'Université d'Ottawa. Des experts du Canada et de la France se sont réunis pour discuter du contenu et de la structure d'un dictionnaire bilingue typiquement canadien qui devrait comprendre tous les canadianismes qui sont généralement ou souvent exclus des dictionnaires européens.

Des équipes de recherche des universités de Montréal et d'Ottawa, respectivement dirigées par M. André Clas et M^{me} Roda Roberts, travailleront à l'élaboration de cet ouvrage, qui devrait paraître en 1998 ou 1999, à temps pour saluer le nouveau millénaire. Les chercheurs solliciteront la contribution monétaire du Conseil des recherches en sciences humaines, des entreprises privées et du gouvernement fédéral.

Colloque L'informatique en français : l'offre et la demande

Le 27 février 1990 a eu lieu à Montréal le colloque *L'informatique en français* :

l'offre et la demande, organisé par le Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI), qui regroupe des représentants des milieux universitaire et gouvernemental ainsi que de l'entreprise privée. Plus de 225 participants ont assisté à ce colloque, qui fut honoré de la présence de M^{mes} Liza Frulla-Hébert, ministre des Communications du Québec, et Monique Landry, ministre des Relations extérieures et du Développement international du Canada.

Une dizaine de conférenciers ont démontré comment l'informatique, qui fait maintenant partie intégrante des appareils électroniques les plus courants (magnétoscopes, télécopieurs, guichets automatiques, claviers, jeux, etc.), s'inscrit comme un nouveau type d'écriture dans une civilisation de l'image. Il y a aussi été question de la production québécoise de logiciels français entre 1984 et 1988, et de la vigilance à exercer face à la présence de logiciels étrangers d'expression française, principalement traduits de l'américain. Une table ronde réunissant des représentants des gouvernements du Québec et du Canada ainsi que d'entreprises privées a dressé un bilan encourageant des initiatives concertées en vue de la poursuite d'objectifs communs.

Dossier sur l'aménagement de la langue au Québec

Le 23 mai 1990, le Conseil de la langue française du Québec procédait au lancement d'un dossier sur l'aménagement de la langue au Québec et remettait un avis à ce sujet au ministre québécois responsable de l'application de la Charte de la langue française.

Selon M. Pierre Martel, président du Conseil de la langue française, ce dossier met en lumière la nécessité de décrire le français québécois. Dans les ouvrages lexicographiques français existants publiés en Europe, la réalité québécoise est souvent occultée, soit en partie soit totalement. Un dictionnaire typiquement québécois permettrait de combler cette lacune par l'introduction de concepts et d'exemples spécifiquement québécois.

Deuxième Congrès des traducteurs et interprètes du Canada

Les 31 mai, 1^{er} et 2 juin 1990 a eu lieu à Montréal le deuxième Congrès des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC), au

cours duquel a été souligné le cinquante-naire de la Société des traducteurs du Québec (STQ). Deux événements marquants se sont déroulés durant cette manifestation.

En premier lieu, la STQ a accueilli quatre nouveaux membres d'honneur qui sont tous au service de leur profession et de

leur association professionnelle depuis plusieurs années. Il s'agit de M^{me} Nada Kerpan, ex-présidente de la Société, et de MM. Paul Horguelin, Robert Dubuc et Lucien Forgues, tous ex-présidents de la Société.

En second lieu s'est tenu le lancement de *Les Alchimistes des langues*, ouvrage de

M. Jean Delisle, professeur de traduction à l'Université d'Ottawa. Cet ouvrage illustré, qui se lit comme un véritable roman retrace sur un ton souvent humoristique, l'histoire de la STQ durant les cinquante dernières années.

Michèle Valiquette

Le Coin des publications / Publications in Review

Exposition du livre technique de langue française

La 16^e Exposition du livre technique de langue française du ministère de la Défense nationale (MDN) aura lieu à Ottawa, au Centre de conférence du gouvernement, 2, rue Rideau, du 4 au 7 septembre 1990. Cet événement annuel vise à permettre aux membres du personnel du MDN de prendre connaissance des ouvrages de langue française disponibles sur le marché et qui pourraient leur être utiles dans leurs domaines de travail respectifs et plus particulièrement dans les domaines techniques.

L'exposition, qui gagne tous les ans en popularité, a été l'élément déclencheur qui a permis de faire l'acquisition rapide de documents de travail de langue française et de réduire considérablement le recours aux services de traduction d'ouvrages unilingues anglais, qui entraînait des coûts très élevés surtout pour les établissements de formation. Ces ouvrages de langue française sont considérés dans d'autres secteurs comme un complément utile aux documents internes dont la disponibilité en langue française est plutôt rare. L'exposition devrait compter plus de 9 000 ouvrages, dont quelque 6 500 publications de nature technique, scientifique et médicale de même que de nombreux ouvrages traitant d'histoire, de stratégie, de politique et d'économie.

L'exposition s'adresse à tout le personnel du MDN, aux membres des Forces canadiennes, au personnel du secteur des langues officielles des autres ministères ainsi qu'aux sociétés d'État et au secteur de l'industrie privée associé avec le MDN. Les dates et heures d'ouverture sont les suivantes :

4 septembre : de 9 h à 16 h 30

5 septembre : de 9 h à 21 h

6 septembre : de 9 h à 21 h

7 septembre : de 9 h à 15 h

Pour plus amples renseignements veuillez communiquer avec M. Georges Whelan (613)992-7586.

French Language Book Exhibition

The Department of National Defence (DND) will again this year sponsor the 16th French Language Book Exhibition which will be held at the Government Conference Centre, 2 Rideau Street, Ottawa, from 4-7 September 1990. This annual event is aimed at acquainting DND personnel with commercially available French language books that can be useful in their respective line of work, particularly in technical fields.

The exhibition which has grown in popularity over the years, has been a catalyst in the acquisition of readily available French language work instruments thus eliminating the need for expensive translation of unilingual English publications, especially in training institutions. Elsewhere such books have become a useful and timely complement to the still scarce internal publications in the French language. It is expected that more than 9,000 books will be on display including some 6,500 technical, scientific and medical books as well many others in the fields of history, strategy, politics and economics.

The exhibition will be open to all DND and Canadian Forces members, official language personnel from federal departments, crown corporations and civilian firms associated with DND. The hours of operation will be as follows:

0900-1630 4 September

0900-2100 5 September

0900-2100 6 September

0900-1500 7 September

For more information about this event contact Georges Whelan, (613) 992-7586.

D. Seleskovitch et M. Lederer. *Pédagogie raisonnée de l'interprétation* Paris, Didier, 1990, 284 p. (Collection Traductologie n° 4)

En décrivant les méthodes appliquées à la formation des interprètes de conférence, tant à la Commission des Communautés Européennes (S.C.I.C.) qu'à l'Université PARIS III (E.S.I.T.), et en les justifiant sur le plan théorique, ce livre crée la pédagogie d'un métier exercé depuis des millénaires.

On y verra que l'enseignement de l'interprétation n'a rien de commun avec l'enseignement des langues, que l'interprétation n'est pas une traduction au sens d'un passage direct d'une langue à une autre langue, que l'oral possède ses règles propres, enfin que la connaissance des réalités est aussi importante pour interpréter que la connaissance des langues.

Cet ouvrage n'est pas un manuel mais sera un guide pour tous ceux qui enseignent l'interprétation consécutive et simultanée, quelles que soient les paires de langues. Ils y trouveront, présentées de façon progressive et sériée, l'explication des difficultés qu'éprouvent les étudiants à apprendre à interpréter et les techniques pédagogiques permettant de les surmonter.

Une théorie du langage originale sous-tend l'ensemble de l'ouvrage.

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) les membres du Bureau de la traduction sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) les abonnés qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada (v. bande de couleur) doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Promotion et Coordination
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, en anglais comme en français, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing or damaged issues should be directed as indicated below.

a) All members of the Translation Bureau should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) Subscribers having an account with the Canadian Government Publishing Centre (see coloured strip) should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Promotion and Coordination
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in English or in French, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro / This issue's contributors

Baudoin Allard, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Hull;

Monique Boileau, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Montréal;

Louise Claude, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Montréal;

Pauline Daigneault, Société Radio-Canada, Service de linguistique et de traduction, Montréal;

Yvan Cloutier, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Ottawa;

Hélène Gélinas-Surprenant, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Hull;

Frédéric Leroux fils, Direction des services de traduction aux ministères, Secrétariat d'État, Hull;

Laurent Paquin, retraité, spécialiste du vocabulaire des matériels de transport routier, Montréal;

Françoise Parc, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Montréal;

François Richard, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Montréal;

Marisa Rondina, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Montréal;

Sylvie Roy, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État, Hull;

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 14,95 \$
Étranger : 17,95 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$ 14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries:
US\$ 3.90

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9



CAI
SS 210
- A17

ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 23, 4, 1990



DROIT / LAW



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

La common law en français par M ^e Réjean Patry	3
École de droit de Moncton	4
Laundering par Serge Lortie	5
L'équivalent français de <i>common law</i> / <i>French term for Common law</i>	7
Adaptation en anglais du droit privé français par M ^e Lucie Laguë	7
Formation en traduction juridique par M ^e Daniel Mathieu	9
Les termes <i>banc</i> et <i>bench</i> par Louis Beaudoin	11
Le traitement des plaintes par Claude Delmar	12
<i>Financial Market</i> — Marché des capitaux by Helen Hutcheson	15
D'un océan à l'autre par Hélène Gélinas-Surprenant	16
Mots de tête. « se traîner les pieds ». par Frédélin Leroux fils	17
L'homme aux exemples par Dorothy Nakos	19
Euroterm Maastricht par Paul Wijnands	19
Le Coin des publications / <i>Publications in Review</i>	21
Congrès et colloques / Congresses and Symposiums	27

Comité de lecture / Review Committee

Rédactrice en chef / Editor

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee

Gérard Bessens

Direction des services centraux

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Janine Laurencin

Direction des services centraux

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction des services multilingues

Editorial

Le quatrième numéro semi-thématique de l'année 1990 est consacré au droit. Différentes associations et des organismes juridiques du Canada y sont représentés.

Des juristes nous présentent les travaux de terminologie juridiques effectués par l'Association du Barreau canadien, par le Programme d'administration de la justice dans les deux langues officielles, par le Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, par le Centre international de la common law en français (CICLEF) de l'Université de Moncton et par l'Institut Joseph-Dubuc de Saint-Boniface à Winnipeg.

Des études terminologiques relatives aux termes *common law*, *laundering* et *bench* figurent également dans ce numéro. Elles émanent du Secrétariat d'État et des ministères fédéraux de la Justice et du Solliciteur général.

La partie non thématique comporte une étude sur les marchés de capitaux, la chronique *D'un océan à l'autre*, l'examen d'un problème de traduction, un hommage à M. Jean Darbelnet, linguiste de réputation internationale décédé en avril dernier, la présentation d'Euroterm Maastricht et le calendrier des congrès et colloques nationaux et internationaux.

La chronique *Le Coin des publications / Publications in Review* fait état de plusieurs publications en droit et des plus récentes publications du Secrétariat d'État et du Conseil de recherches médicales du Canada. Une fiche Repères — T/R sous forme de feuillet détachable complète ce numéro.

Michèle Valiquette

Photo page couverture :

Ministère de la Justice du Canada
Communications et Affaires publiques

La balance est le symbole de la justice

Coordination de ce numéro :

M^e Andrée Duchesne
Direction de la terminologie
et des services linguistiques

Editorial

This year fourth issue of *Terminology Update* focusses on studies in legal translation and terminology carried out by various legal associations and organisms in Canada.

The thematic part of this issue includes articles on legal terminology research performed by the Canadian Bar Association, by the National Program for the Integration of the two Official Languages in the Administration of Justice, by the Quebec Research Centre of Private & Comparative Law, by the "Centre international de la common law en français" (CICLEF) of the "Université de Moncton" and by the "Institut Joseph-Dubuc" of Saint-Boniface in Winnipeg.

It also includes articles on the terms *common law*, *laundering* and *bench* written by the federal departments of Justice and General Solicitor.

The non-thematic part contains articles on financial market, the new column *D'un océan à l'autre*, the examination of a translation problem, a tribute to the well-known linguist Jean Darbelnet who died in April, the presentation of Euroterm Maastricht and upcoming national and international congresses and symposiums.

Also found in this issue is the column *Le Coin des publications / Publications in Review* which contains a presentation of new publications in the legal field as well as a presentation of the most recent publications of the Department of the Secretary of State and of the Medical Research Council of Canada. A Repères — T/R is also published as a removable insert.

Michèle Valiquette

Cover page photo:

Department of the Justice of Canada
Communications and Public Affairs

The scales are the symbol of justice

This issue was coordinated by:

Me Andrée Duchesne
Terminology and Linguistic
Services Directorate

Les vocabulaires normalisés en français de la common law

par M^e Réjean Patry

Mis sur pied en 1981, le Programme national de l'administration de la justice dans les deux langues officielles (PAJLO) avait et a encore pour objectif de mettre au point les outils nécessaires à l'amélioration de l'administration de la justice dans les deux langues officielles. Pour réaliser cette mission, le PAJLO a collaboré d'abord avec les organismes existant alors, soit le Centre de traduction et de terminologie juridiques de Moncton, le Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux et les universités. Dans un second temps, il a contribué à mettre sur pied de nouveaux centres de ressources dont le Centre de traduction et de documentation juridiques d'Ottawa, le Centre de référence de la documentation juridique de langue française en matière de common law (en collaboration avec le Conseil canadien de la documentation juridique) ainsi que l'Institut Joseph-Dubuc de Winnipeg, maintenant affilié au Collège universitaire de Saint-Boniface.

C'est au cours de cet exercice, qui consistait surtout à fournir des outils aux juristes francophones de common law, notamment dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba, que les membres du Comité d'orientation du PAJLO se sont rendu compte que la nouvelle terminologie de la common law en français manquait d'uniformité. Comme l'expliquait M^e Alban Garon dans l'avant-propos du premier vocabulaire normalisé portant sur le droit de la preuve : « Puisqu'il fallait créer de toute pièce un vocabulaire nouveau, nous avons voulu profiter de l'occasion pour viser à l'uniformisation des équivalents afin que les utilisateurs actuels et éventuels parlent un même langage. »

Le vocabulaire intitulé *Droit de la preuve* a été publié au mois d'août 1984 et l'année suivante le PAJLO publiait le *Droit successoral*. Depuis 1986, quatre tomes du *Droit des biens* sont parus, le dernier ayant été lancé récemment à l'occasion du XIII^e Congrès international de droit comparé à Montréal. Ce sont donc près de

5,000 termes qui, jusqu'à présent, ont fait l'objet de normalisation¹.

Évidemment, cette entreprise a nécessité la mise en place d'une structure qui, au départ se devait de respecter deux principes essentiels. Il fallait d'abord faire participer à l'opération des personnes qui possédaient, en plus de la connaissance de la common law, des connaissances en traduction, en linguistique et en terminologie. Il était également important de s'assurer que les décisions de normalisation soient entérinées par les principaux organismes décisionnels en matière de rédaction ou de traduction législative et soient acceptées par les utilisateurs, professeurs, praticiens, juges et traducteurs.

La structure retenue jusqu'ici a été celle d'un comité technique composé de jurilinguistes qui élaborent des recommandations de normalisation sous forme de dossiers de synthèse. Ces dossiers sont transmis à un groupe de collaborateurs qui représentent les centres de traduction, les professeurs de droit, les praticiens et les usagers en général.

Les recommandations du comité technique et les commentaires des collaborateurs sont ensuite examinés par un comité de normalisation composé de représentants des procureurs généraux du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest ainsi que du ministère fédéral de la Justice. C'est ce comité qui décide en définitive des équivalents qui paraîtront dans le vocabulaire comme étant les termes dits « normalisés ».

Il a fallu aussi s'entendre sur une démarche ou une philosophie. Comme le mentionnait M^e Andrée Duchesne, responsable du comité technique² : « La démarche terminologique ou la 'philosophie' des travaux terminologiques de common law en français repose essentiellement sur la nécessité de concilier la légitimité linguistique et la légitimité juridique des équivalents proposés pour les besoins de la normalisation. Il s'agit donc de rechercher des équivalents capables de s'intégrer assez étroitement dans le réseau terminologique et notionnel de la common law, de différencier les notions les

unes des autres et de rendre perceptible le caractère spécifique à la common law de ces notions, le cas échéant. Le droit, comme toute autre discipline, doit recourir à un vocabulaire particulier parce qu'il est difficile de s'exprimer par périphrases. L'usage du mot juste prend alors toute son importance puisque l'erreur et la contestation naissent habituellement de l'imprécision. »

Dans les faits, la démarche de normalisation ou d'uniformisation devient ce que Claude Ferland³ appelle une « opération de dénomination... » : « Il faut noter que l'on a affaire à un système juridique où le réseau terminologique est généralement déjà constitué et fixé en anglais, et que l'opération terminologique de dénomination, en anglais, s'y est étendue sur une période de plusieurs siècles. La situation est donc particulière en ce que l'opération de francisation systématique de la terminologie de la common law intervient en bloc et *a posteriori*. Il en résulte inévitablement que, tandis qu'en anglais les termes juridiques se sont insérés dans l'usage graduellement, en quelque sorte un par un, on se trouve en français dans la position d'introduire en bloc dans le langage un certain nombre de termes susceptibles de surprendre, au début, les habitués de la langue française juridique traditionnelle. »

Lors d'une séance de réflexion sur la normalisation, tenue à Hull le 24 mai 1990, les personnes engagées dans le processus de normalisation se sont réunies avec des représentants des collaborateurs et des usagers pour faire le point sur la question. Les participants, à la rencontre en sont venus à la conclusion que, malgré ses imperfections, la démarche de normalisation devrait se poursuivre. On a pu aussi constater que de façon générale les termes normalisés, sauf des exceptions qui s'expliquent surtout par l'usage ou le contexte géographique, étaient largement utilisés, et que l'implantation de la terminologie normalisée progresse graduellement.

Il est important de se rappeler que cette normalisation effectuée dans le cadre du PAJLO est une normalisation de fait et non

pas une normalisation exécutoire. Elle peut toutefois à l'occasion revêtir un caractère exécutoire lorsque les termes normalisés figurent dans les textes législatifs officiels adoptés par les gouvernements qui participent aux décisions de normalisation.

D'ailleurs les recommandations d'équivalents contenues dans les vocabulaires ne sont pas non plus immuables. Déjà des modifications ont été proposées à des équivalents qui paraissaient dans les premiers vocabulaires. De même, lorsque l'étude du droit des biens sera terminée (ce qui devrait se faire avec la publication du tome 5 en

1991), il sera nécessaire de faire des adaptations et des ajustements.

C'est pourquoi, à titre de coordonnateur du PAJLO, je puis vous assurer que nous voyons toujours d'un bon oeil les commentaires et les discussions que peuvent susciter les équivalents proposés dans les vocabulaires normalisés. Nous sommes conscients que nous ne pouvons imposer une terminologie et que nous devons toujours tenir compte de son degré d'acceptation. Nous reconnaissons aussi que ce n'est que lorsqu'un équivalent aura subi l'épreuve du temps qu'on pourra juger de sa valeur.

Notes

1. Les six vocabulaires sont en vente à l'Association du Barreau canadien, Bureau 902, 50, rue O'Connor, Ottawa (Ontario) K1P 6L2.
2. « La common law en français : démarche terminologique et normalisation », publié dans *Langue et droit*, Actes du 1^{er} congrès de l'Institut international de droit linguistique comparé, Montréal 1989, p. 593.
3. « Les bases méthodologiques de l'opération de normalisation », *L'Actualité terminologique*, Vol. 20, n° 6, 1987, p. 13.

Rayonnement de l'École de droit de l'Université de Moncton

L'École de droit de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick est maintenant dotée d'un organisme voué à la promotion du vocabulaire de la common law dans le monde francophone. Il s'agit du Centre international de la common law en français (CICLEF), dont l'inauguration officielle s'est faite à l'occasion de la Rencontre annuelle des juristes du Canada en octobre 1989.

Le CICLEF a pour première mission d'offrir aux juristes d'expression française d'Europe, d'Afrique, d'Asie, des Antilles et de la Louisiane, un enseignement de base en common law dispensé entièrement en français. Deux types de formation sont offerts : un programme d'un an menant au Certificat d'études de la common law en français (CECL), et des programmes de courte durée élaborés pour répondre à des besoins spécifiques. Ces programmes seront offerts à Moncton ou ailleurs, selon les désirs de la clientèle.

Depuis septembre 1990, l'École accueille les premiers étudiants étrangers. Des bourses facilitent leur accès à cette formation.

Plusieurs programmes de courte durée sont déjà en préparation. Le premier est un cours d'éducation permanente d'une semaine à l'intention de juristes de la Louisiane. Ce cours a été donné dans la région de Moncton au mois d'août.

Le CICLEF a aussi offert un séminaire de trois semaines sur la rédaction législative en contexte de dualité juridique et de multilinguisme. Ce séminaire, qui a réuni des juristes d'Afrique et d'autres continents, a été donné du 8 au 26 octobre à Bordeaux. Il a été organisé en collaboration avec l'École internationale de Bordeaux, création de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

D'autres programmes de courte durée sont aussi en préparation, tels des cours d'éducation permanente sur place à l'intention des membres des barreaux de Paris et de Bruxelles, et une séance de perfectionnement professionnel à Moncton pour des magistrats camerounais.

Le CICLEF a aussi pour mission de favoriser les échanges et les discussions entre juristes canadiens et étrangers, d'encourager les études en droit comparé et de faciliter la collaboration scientifique. Dans cet esprit, le CICLEF a collaboré à l'organisation d'une extension sur Paris du congrès de l'Association du barreau canadien, qui a eu lieu en septembre à Londres. Cette rencontre avait pour thème « L'Europe de 92, le libre-échange et les systèmes de droit ». L'École conclura aussi des accords de collaboration avec plusieurs universités étrangères, à commencer par l'Université de Poitiers et l'Université libre de Bruxelles. Les facultés de droit de Yaoundé, de l'île Maurice et de Dijon ont aussi manifesté de l'intérêt pour des échanges de professeurs.

Le CICLEF sera un complément important au Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ), qui, depuis près de onze ans, travaille à la francisation de la common law par la publication de lexiques, de formulaires et d'autres ouvrages français ou bilingues. Le CICLEF servira à accélérer les travaux et à en faciliter la diffusion.

La création du CICLEF est une suite du troisième Sommet francophone, qui a eu lieu l'an dernier à Dakar. Le programme est réalisé grâce au concours des gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick¹.

Directeur du CICLEF

La direction du nouveau Centre international de la common law en français a été confiée au professeur Michel Doucet.

Le professeur Doucet enseigne à l'École depuis 1983. Maintenant professeur agrégé, il continue d'y enseigner le droit des contrats. Il a aussi enseigné à temps partiel à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa en 1984. Le professeur Doucet est membre du Barreau du Nouveau-Brunswick.

Comité de patronage du CICLEF

Jean-Gabriel Castel, professeur à l'Université York de Toronto

Pierre Decheix, président de la Cour d'appel de Paris et secrétaire général de l'IDEF

Ethel Groffier, professeure à l'Université McGill de Montréal

Fernand Landry, sous-ministre au cabinet du Premier ministre du Nouveau-Brunswick

Raymond Legeais, président de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers

Guy A. Richard, juge en chef de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick

Anne-Marie Trahan, sous-ministre déléguée au ministère de la Justice du Canada et présidente du PAJLO

Jacques Vanderlinden, professeur à l'Université libre de Bruxelles

Note

École de droit, Université de Moncton. Le *Juriste*, Bulletin d'information de l'École de droit, n^{os} 9-10, juin 1990, p. 1-2 (adaptation de cet article par le comité de rédaction.)

Laundering

par Serge Lortie

"Chuck was working on an operation in Miami on banks that were laundering drug money for Colombian and Cuban customers. The mob is always looking for ways to launder money." Pistone (Joseph) and Woodley (Richard). *Donnie Brasco: My Undercover Life in the Mafia*. Scarborough, New American Library, 1987, p. 212.

Les criminels ont eux aussi leurs soucis. Et la moindre de leurs difficultés n'est pas de placer, sans attirer l'attention des autorités, les sommes souvent considérables retirées de leurs activités illégales. Le problème n'est pas nouveau, mais il a pris une ampleur sans précédent avec l'expansion du commerce de la drogue. Pour donner un ordre de grandeur, le profit annuel réalisé au Canada par l'ensemble des trafiquants de drogues serait d'environ vingt milliards de dollars. Ce chiffre est évidemment très discutable, car il résulte de simples projections effectuées à partir de la valeur marchande de la drogue saisie. Mais, quoi qu'il en soit, nul ne conteste que les sommes en cause sont énormes.

L'ennui pour les trafiquants est de trouver des moyens de dissimuler l'origine illicite de leurs profits. On s'efforce donc de les réinvestir ou des les transférer à l'étranger par l'intermédiaire du réseau bancaire. Cela a évidemment incité les services policiers à surveiller de plus près les opérations des banques, ce qui, en retour, a conduit les criminels à faire preuve d'une ingéniosité accrue.

Ceci dit, passons à la terminologie pour analyser comment l'anglais et le français

désignent cette réalité. Le terme qui s'est imposé en anglais pour nommer l'opération qui nous intéresse est celui de *laundering*.

"*Laundering* is the act of erasing the source of money and is done for a number of different reasons. Criminals need to hide the proceeds of crimes or kickbacks. Even legitimate people need to launder flight capital, when they flee corrupt or declining countries in contravention of foreign currency restrictions. For others, flight capital must be hidden from tax officials, ex-wives, or business partners." Francis, Diane, *Contrepreneurs*, Toronto, Macmillan, 1988, p. 242.

"Two senior Caisse populaire branch officials fired last month for facilitating what police believe was a \$12-million drug *money-laundering* operation said yesterday they had no reason to believe that the money was illegal." *The Gazette*, Montreal, May 26, 1988.

Washing se rencontre également.

"All he did was admit that he laundered funds. Hendin's statement shows how easily washing is done in Canada." Francis, Diane, *Contrepreneurs*. Toronto, Macmillan, 1988, p. 289.

Signalons également l'expression *smurfing*, qui s'emploierait dans les milieux de la drogue.

"Money laundering is called *smurfing* in drug circles, after those shapeless, doughy cartoon characters. Inspiration for this expression came from the widespread practice of employing frumpy, elderly women with shopping bags full of cash

to deposit drug proceeds in dozens of bank accounts. A smurf simply goes from bank to bank depositing cash." Francis, Diane, *Contrepreneurs*, Toronto, Macmillan, 1988, p. 247.

Le verbe correspondant à *laundering* est évidemment *to launder*, mais on trouve aussi *to wash* et *to purify*.

Les fonds soumis à cette grande lessive sont généralement appelés *dirty money*. Mais j'ai également relevé *tainted money*, *soiled money*, *illegal* (or *illicit*) *money*, *illegally obtained money*, *hot money* et *criminal funds*.

"Once *dirty money* has been moved offshore, it's deemed, "clean", and can then be repatriated for legitimate investments." *Financial Times of Canada*, August 12, 1985, p. 7.

"On top of the estimated annual proceeds are "*dirty* or *tainted* funds that organized crime figures in foreign countries (...) launder in Canada by investing in and, in many cases, taking over legitimate enterprises." *Globe and Mail*, January 13, 1984, p. 1.

"The image of banks accommodating drug dealers by taking in bags full of *soiled* currency, counting it and issuing bank drafts for corresponding amounts simply does not represent reality in 1988". *Toronto Sun*, April, 27, 1988, p. 56.

"One of the techniques U.S. law enforcement agents use to try to track *illegal* drug money is following cash." *Globe and Mail*, April 26, 1988, p. B 32.

“With an estimated \$2 billions to \$4 billions in *illicit* drug money flowing through their accounts annually (...) banks, investment dealers and other unwitting conduits for illicit funds are worried about being caught in the middle between suspect customers and law enforcement agencies.” *Financial Times of Canada*, August 12, 1985, p. 6.

“What he did was mingle *illegally obtained* money with legally obtained money, thus making dirty money clean.” Dubro, James, *Mub Rule: Inside the Canadian Mafia*, Toronto, Macmillan, 1985, p. 73.

“And if Switzerland, Panama, Hong Kong, and other four-star venues of discreet banking lose their luster in the crackdown on the money trade, there will be no shortage of new accommodations for *hot money*.” *Business Week*, March 18, 1985, p. 82.

“Hong Kong police are beginning to shift their focus from chasing criminals to chasing *criminal funds*.” *Newsweek*, September 23, 1985, p. 52.

Ceux qui s'occupent de *laundering* — on comprendra qu'avec l'importance des sommes en jeu cela est devenu à toutes fins utiles un métier en soi — portent évidemment le nom de *launderers* ou, ce qui n'est qu'une variation, de *money-launderers*, avec ou sans trait d'union. J'ai en outre noté, pour désigner les réseaux de *laundering*, l'appellation *laundries*.

Toute cette terminologie a son pendant en français, les activités en question existant dans tous les pays. *Laundering* se rend par recyclage ainsi que, plus littéralement, par blanchiment, blanchissage et lavage.

« La haute direction de la Banque de commerce et de crédit international nie s'être prêtée au recyclage de l'argent de la cocaïne: » *Le Devoir*, 14 octobre 1988, p. 88.

« Cela n'empêche pas son épouse de décider, dès novembre, d'accélérer le dépôt au Parlement du projet de texte de loi sur le blanchiment de l'argent sale. » *L'Express*, N° 1955, 30 décembre 1988, p. 28.

« Aux États-Unis, le blanchissage est difficile, car tout dépôt bancaire excédant 10 000 \$ doit être rapporté au trésor public. » *Le Journal de Montréal*, 8 avril 1988.

« En décidant de frapper non plus seulement les consommateurs de stupéfiants, leurs fournisseurs et leurs organisations, mais aussi leurs fabuleux profits, les autorités allaient tôt ou tard s'intéresser aux abris financiers et aux circuits internationaux de lavage de l'argent”. *Le Devoir*, 14 octobre 1988, p. 8.

Le verbe *launder* se traduit par recycler, blanchir, laver ou purifier. Quant au terme *dirty money*, il peut notamment se rendre par les expressions qui suivent : argent sale, profits illégaux, capitaux gagnés de façon délictueuse, argent de provenance délictuelle, capitaux douteux, argent noir, fonds noir, argent invouable, pognon sale et pognon impur.

Les casinos du nord de l'Italie, soupçonnés d'être de « véritables machines à laver l'argent sale provenant de rançons d'enlèvements, de racket, de profits de la drogue ou de la prostitution (...). » *Le Monde*, 3 février 1984, p. 8.

« Gilbert Hoareau, le nouvel empereur des nuits marseillaises préposé au blanchiment des profils illégaux. » Derogy, Jacques et Pontaut, Jean-Marie. *Op. cit.*, p. 376.

« Vesco n'est pas directement un trafiquant de drogue. Sa spécialité : l'escroquerie financière, le recyclage des capitaux gagnés de façon délictueuse. » *Le Point*, 29 octobre 1984, p. 80.

« En revanche, leur mission est de première importance lorsqu'ils font cesser des opérations de « blanchissement » (sic) d'argent de provenance délictuelle par casino ou cercle interposé. » Hamon, A.; Marchand, Jean-Charles. *Dossier P. comme Police*, Paris, Alain Moreau, 1983, p. 177.

« Mais, surtout, n'est-il pas entré en contact avec un milieu plus dangereux — le milieu tout court — toujours à la recherche de recyclage pour blanchir les capitaux douteux? » *L'Express*, 23 mars 1984, p. 60.

« Et puis les systèmes qui fonctionnent : prostitution de la rue, des bars, des réseaux de call-girls, sont fâcheusement laissés aux mains inexpérimentées de petits amateurs. (...) Au surplus, ici, l'argent noir trouve aisément à s'investir sans avoir à se justifier et la corruption

sociale doit permettre de juteuses combinaisons. » Le Taillanter, Roger. *Op. cit.*, p. 86.

« L'un des personnages incriminés, M. Francesco Pace, apparemment lié au clan mafieux des Minore, aurait été le gestionnaire de ces « fonds noirs » qu'il recueillait à travers une série de sociétés de complaisance (...). » *Le Monde*, 21-22 avril 1985, p. 3.

« Ses affaires étaient prospères, mais embrouillées. L'argent invouable est toujours difficile à placer et, comme tous les voyous corses, il ne savait pas blanchir le pognon sale. » *Le Nouvel Observateur*, 4 au 10 octobre 1985, p. 54.

« Rien d'étonnant, par ailleurs, à ce que les « clients » d'Attali paient toujours leurs achats en espèces. Petit moyen mais moyen quand même de blanchir un argent impur. » Le Taillanter, Roger, *Op. cit.*, p. 15.

Le *launderer*, enfin, se voit baptisé en français spécialiste en recyclage ou financier-blanchisseur. Il est évidemment possible d'imaginer d'autres appellations dans la même veine en utilisant les équivalents donnés plus haut pour le terme *laundering*.

« Il avait fallu deux ans d'efforts pour en arriver là, deux années pendant lesquelles des agents du service des douanes se mirent dans la peau de spécialistes en recyclage de fonds, ou de propriétaires de restaurants, d'hôtels ou d'autres entreprises imaginaires soupçonnées de contribuer au blanchiment de l'argent sale. » *Le Monde*, 14 octobre 1988, p. 11.

« Est coupable d'une infraction quiconque (...) utilise, enlève, envoie, livre à une personne ou à un endroit, transporte, modifie, ou aliène des biens ou leurs produits (...) dans l'intention de les cacher ou de les convertir sachant qu'ils ont été obtenus ou proviennent, en totalité ou en partie, directement ou indirectement (...) de la perpétration (...) d'une infraction de criminalité organisée ou d'une infraction désignée en matière de drogue. »

Les termes *laundering* et *recyclage* n'apparaissent pas dans l'article lui-même, mais se retrouvent dans les sommaires qui, en marge, en énoncent le sujet.

L'équivalent français de common law

Le Comité d'orientation du Programme national de l'administration de la justice dans les deux langues officielles (PAJLO) a entériné la proposition faite par le Comité de normalisation de la terminologie française de la common law de retenir **common law** comme équivalent français de *common law* et d'y attribuer le genre féminin.

Common law devenant ainsi partie de la terminologie juridique française,

l'expression ne devra pas être en italique ni entre guillemets dans les textes; elle vaut pour les trois acceptions de **common law**, c'est-à-dire :

- le régime juridique de **common law**, opposé à *civil law*, *canon law*, *Muslim law*, etc.;
- l'ensemble des règles d'origine jurisprudentielle à l'intérieur de la **common law**,

par opposition aux règles créées par voie législative;

- le régime juridique autrefois administré par des tribunaux qui n'avaient pas de compétence en matière d'*equity* (**common law** s'oppose alors à ce dernier terme).

Cette décision vient consacrer un usage établi au Canada depuis plusieurs années.

French term for common law

The Steering Committee of the National Program for the Integration of the Two Official Languages in the Administration of Justice has agreed to ratify the proposal made by the Standardization Committee on French common law terminology and to adopt **common law** with the feminine gender as the French term for the concept rendered by the same English term.

Since *common law* thus officially becomes a French legal term, it should not be italicized or put in quotation marks. The term is to be used for the three meanings of **common law**:

- The **common law** system as opposed to *civil law*, *canon law*, *Muslim law* and so on;
- The body of case-law within the com-

mon law system, as opposed to rules created by legislation;

- The legal system formerly administered by courts which had no jurisdiction in equity (in this case, **common law** is opposed to *equity*).

This decision confirms the Canadian usage that has been followed for a number of years.

Adaptation en langue anglaise civiliste du droit privé d'inspiration française

par M^e Lucie Laguë

Afin de combler l'importante lacune, en matière de dictionnaires de droit, qui afflige la communauté juridique du Québec, le Centre de recherche en droit privé et comparé de l'Université McGill de Montréal a entrepris la rédaction du *Dictionnaire de droit privé* et celle de son homologue anglais le *Private Law Dictionary*, avec les lexiques bilingues correspondants.

Comme il s'agit d'une œuvre de longue haleine — une fois complétés, les deux dictionnaires contiendront chacun près de 10 000 termes — il a paru utile de publier ces travaux par éditions cumulatives. Le Centre a publié la première édition du

Dictionnaire de droit privé en 1985 et celle du *Private Law Dictionary and Bilingual Lexicons* en 1988, en même temps que le *Lexique de droit privé français/anglais — anglais/français* et le *Supplément au Dictionnaire de droit privé* rendus nécessaires par la publication de la version anglaise du Dictionnaire.

La deuxième édition du *Dictionnaire de droit privé* et du *Private Law Dictionary*, prévue pour 1991, contiendra plus de 4 000 définitions portant sur les généralités du droit et sur l'ensemble du droit des obligations et de la responsabilité civile, du droit des biens et des sûretés, de la prescription

et du droit international privé. Dans chacun de ces domaines, chaque version sera complète en soi. À cela viendra s'ajouter une partie du droit des personnes et du droit judiciaire privé. Cette deuxième édition contiendra un double lexique français-anglais et anglais-français, de façon à préciser le sens d'un terme juridique tout en donnant son équivalent dans l'autre langue du système de droit privé du Québec.

Bien que nous espérons en venir un jour à la corédaction des deux versions du Dictionnaire, les définitions ont été, jusqu'à maintenant, rédigées et approuvées par le comité français de rédaction, puis traduites

et présentées pour approbation par le comité anglais de rédaction.

Or, la traduction vers l'anglais obéit essentiellement à l'exigence qui commande l'expression du droit civil en langue anglaise civiliste. Cela tient principalement au fait que l'œuvre de traduction s'inscrit ici dans un contexte de droit civil, de droit privé, pour lequel les codificateurs de 1866 se sont largement inspirés du droit civil français. C'est le cas notamment du droit des obligations, des biens, des contrats nommés, de la responsabilité civile, et d'une partie des sûretés.

Cette exigence de traduire vers l'anglais conformément à la tradition civiliste comporte, comme corollaire immédiat, l'exclusion du vocabulaire de la common law. Ceci met en relief la situation particulière du Québec, enclavé dans un continent nord-américain où le système anglo-saxon prévaut. Aussi, le comité anglais de rédaction se trouve investi du rôle de préserver l'intégrité du vocabulaire anglais de droit civil contre les incursions de la terminologie de la common law, puisque de telles intrusions ont parfois eu pour malheureuse conséquence d'introduire en droit privé du Québec des institutions de la common law et, partant, de porter atteinte à la spécificité de notre droit privé. Le concept de *consideration* fournit un exemple de cette influence de la terminologie de la common law sur le droit civil.

En droit civil, les notions de *cause* et de *considération*, traduites dans le Code civil par *cause* et *consideration*, sont l'une des conditions essentielles à la validité d'un contrat. Dans sa conception objective, la cause désigne la prestation attendue en contrepartie de l'engagement. Dans sa conception subjective, c'est le motif qui a poussé la personne à s'obliger, à contracter. Il s'avère que la common law connaît une notion également désignée du nom de *consideration*, mais qui recouvre un concept différent de celui du droit civil. En common law, la *consideration* est une condition d'existence qui vient s'ajouter à l'offre et à l'acceptation pour rendre un contrat juridiquement obligatoire. Elle consiste dans la contrepartie fournie ou promise en échange de l'engagement d'une personne.

Or, l'identité de forme entre les deux expressions, bien que ne recoupant pas les mêmes concepts en droit civil et en common

law, a entraîné l'application du concept de la common law à certains litiges de droit civil.

La volonté de préserver l'identité et la spécificité de la tradition civiliste que le droit privé du Québec partage avec celui de la France et qui sous-tend l'opération de traduction comporte deux volets. Le premier réside dans la normalisation du vocabulaire anglais de droit civil; le second consiste à exclure tout recours au vocabulaire de la common law comme source potentielle d'équivalence au corpus de notre droit civil.

A Normalisation de la langue anglaise civiliste

Notre propos ici n'est pas d'ouvrir le débat sur la fonction normalisatrice d'un dictionnaire. Le comité doit dénoncer les expressions de la common law déjà implantées dans l'usage, du fait souvent de leur utilisation par le législateur. Ce sera le cas d'*avoidance*, de *set-off*, de *real estate* et de *real property*.

Avoidance est un terme propre au vocabulaire de la common law, employé aux articles 762, 1080 et 1592 du *Code civil du Bas-Canada*, en lieu et place du terme civiliste *annulment*. *Avoidance* figure dans le *Private Law Dictionary*, à des fins de normalisation, avec la marque d'usage (X) signifiant qu'il est à proscrire et, à des fins de pédagogie, avec un renvoi au terme civiliste que le législateur aurait dû employer, en l'occurrence *annulment*. Le même traitement sera fait aux expressions *real estate* et *real property*, que les codificateurs ont malheureusement employées aux articles 379, 499 et 571 du Code civil. Ces notions reposent sur une distinction faite en common law entre *realty* et *personality* qui ne correspond à aucun des concepts civilistes de la propriété. Le législateur aurait dû employer l'expression civiliste *immoveable by nature*, comme il l'a fait d'ailleurs à l'article 376 du Code civil.

Le comité anglais condamnera également l'emploi du verbe *to set-off*, propre au vocabulaire de la common law et employé aux articles 411 et 1754 du Code civil pour désigner l'extinction d'une obligation par le mécanisme de la compensation. L'expression juste est tout simplement *to compensate*.

B Exclusion du vocabulaire de la Common law comme source d'équivalence

Dans la quête de termes anglais qui puissent traduire les concepts de droit civil dont le champ sémantique a été délimité au préalable par l'opération de lexicographie, le comité anglais peut recourir à de nombreuses sources en langue anglaise et portant sur le droit civil du Québec. Je pense ici au *Code civil du Bas-Canada*, dont les deux versions ont même valeur légale et, bien entendu, aux commentaires des codificateurs de 1866, ainsi qu'à ceux de l'Office de révision du Code civil de 1977, qui fournissent une version actualisée de la terminologie de droit civil, aux ouvrages de doctrine et aux articles de périodiques rédigés par des civilistes anglophones tels que Marler, Lafleur, Challies, Walton et Johnson, aux décisions des différents tribunaux du Québec rendues en anglais, et aux lois tant provinciales que fédérales.

Aussi, le comité anglais dispose d'un vocabulaire anglais de droit civil établi depuis plus d'un siècle et dans lequel il peut largement puiser pour trouver les équivalents anglais des termes français désignant des concepts de droit civil. C'est ainsi que *hypothec* et *privilege*, équivalents de *hypothèque* et de *privilège*, sont consacrés par un siècle d'usage.

Cependant, lorsque les textes sont muets sur un concept de droit civil, trois possibilités s'offrent au comité anglais pour la recherche d'équivalents.

La première consiste à faire revivre un ancien terme anglais disparu de l'usage en lui attribuant un sens nouveau, et à recourir ainsi au néologisme de sens. C'est ce que le comité a fait en proposant *creance*, mot de la période du moyen anglais (1150-1500), qui a l'avantage de rendre sans équivoque l'aspect actif de l'obligation, c'est-à-dire le droit personnel pour le créancier d'exiger du débiteur l'exécution de l'obligation que ce dernier a contractée. Le comité anglais a donc recommandé le terme *creance* pour traduire sans confusion possible celui de créance. Il a néanmoins conservé les équivalents *debt* et *credit*, consacrés par l'usage bien que plus ambigus, mais il a écarté le terme *claim* en raison de sa forte connotation judiciaire.

La seconde possibilité consiste à recourir au néologisme de fond et de forme comme pour le terme d'*inopposabilité* et de ses dérivés. Le comité anglais a choisi, entre les deux préfixes *in* et *un* le préfixe latin. À partir du radical *opposable*, il a créé les formes *inopposable* et *inopposability*.

La troisième possibilité consiste à recourir à la technique de l'emprunt, technique déjà fort appliquée par les auteurs, puisque l'observation de l'usage civiliste anglais a permis de relever plusieurs formes françaises conservées en anglais. Certains de ces emprunts sont totalement intraduisibles, comme *droit commun*, *assiette*, *clause de style* et *dépeçage* en droit international privé. Le recours à l'emprunt trouve sa justification lorsque celui-ci n'est plus senti comme un terme étranger. Il en est ainsi

pour les expressions *en brevet*, *en minute* ou *préciput* (articles 1401 et 2235 C. civ.). D'autres emprunts possèdent un équivalent anglais, mais qui est encore ressenti comme une forme secondaire et partant, peu usitée. C'est le cas de l'expression *don manuel* qui est d'un usage plus généralisé que son équivalent anglais *gift from hand to hand*. Par ailleurs, l'emprunt *mis en cause* a été supplanté par *impleaded party*. Par ailleurs, la langue anglaise, surtout depuis la réforme du Code de procédure civile, intervenue en 1965, a substitué des termes anglais à des emprunts français, comme par exemple *impleaded party* qui a supplanté *mis en cause*.

Or, dans chacun de ces cas, le comité anglais n'a jamais eu recours jusqu'ici au vocabulaire de la common law pour y puiser

un équivalent, dont la forme serait proche de l'expression française ou dont le sens en common law s'apparenterait à celui qu'il aurait en droit civil. Étant donné la situation géographique, juridique et politique du Québec, les dangers de confusion et d'introduction de notions de la common law sont trop grands et trop lourds de conséquence.

L'œuvre du comité anglais vise à faire du *Private Law Dictionary* le reflet de la tradition et de la culture juridiques du système de droit civil du Québec dans un anglais qui respecte le génie de cette langue à tel point que le vocabulaire retenu puisse parfaitement s'intégrer dans le discours de la communauté civiliste anglophone du Québec.

La traduction juridique : l'expérience de la formation en milieu de travail

par M^e Daniel Mathieu*

La traduction juridique, au même titre que toute traduction spécialisée, est un exercice exigeant. Nous n'apprenons à personne que les qualités requises de tout traducteur s'appliquent avec rigueur à la traduction juridique : excellente maîtrise de la langue de départ et de la langue d'arrivée, bonne compréhension du sujet de la traduction, excellente connaissance des notions pertinentes dans la langue d'arrivée. La formation du traducteur juridique en traduction et en droit est essentielle. Par contre, il est peut-être possible d'accepter un compromis sur ce dernier point. Dans un milieu de travail bien encadré de professionnels accomplis dans leur domaine respectif, soit la traduction et le droit, le traducteur débutant ou non spécialisé peut produire de bonnes traductions juridiques. Cela, même s'il lui manque une double formation en traduction et en droit. C'est l'expérience que tente depuis un an l'Institut Joseph-Dubuc, centre de ressources et de traduction de la common law en français, du Collège universitaire de Saint-Boniface à Winnipeg.

Définissons d'abord le contexte. Nous parlons ici à toutes fins utiles de la traduc-

tion commerciale. Nous nous écartons donc à la fois de la théorie et de l'enseignement de la traduction. Qui parle de commerce parle nécessairement de clients et de leurs besoins. Bien que ceux-ci puissent varier, le plus exigeant et même parfois insurmontable obstacle demeure celui du temps. S'il a déjà été possible de réaliser de bonnes traductions juridiques dans des délais courts, c'est de moins en moins le cas aujourd'hui. La denrée la plus rare n'est plus nécessairement la disponibilité du financement requis mais bien plus celui de l'accessibilité aux ressources humaines compétentes.

Les traducteurs juridiques sont de plus en plus recherchés. Cela pour deux raisons. Premièrement, le nombre de nouveaux traducteurs juridiques n'augmente pas suffisamment pour répondre à la demande. En outre, parmi eux, peu nombreux sont ceux qui réussissent les concours imposés par les employeurs. Ces derniers reconnaissent la complexité du travail traductionnel spécialisé, mais leurs exigences s'accroissent proportionnellement aux tarifs. Ainsi, même si nous avons à notre disposition plus de traducteurs qu'il y a quelques années, nous

n'avons pas pour autant accès à plus de traducteurs juridiques compétents. Deuxièmement, les traducteurs juridiques chevronnés sont débordés. La plupart ont un emploi de traducteur ou de juriste et acceptent de faire en plus de la traduction et de la révision juridiques à contrat. Les offres ne se font pas attendre et le spécialiste choisit, comme il se doit, le travail le mieux rémunéré assorti d'un échéancier acceptable.

Une autre considération doit être introduite ici. Il y a quelques années seulement, comme on entamait les premières traductions de la common law en français, une prémisses semblait s'imposer : pour être bon traducteur juridique, il fallait à la fois avoir un diplôme en droit et une formation universitaire en traduction. Le spécialiste ne tirait pas nécessairement avantage de cette double formation puisqu'il était souvent considéré aux fins de rémunération comme traducteur plutôt que comme juriste, ce qui résultait en une perte de revenu. Cela est compréhensible du fait que la valeur du travail en traduction est calculée à un tarif au mot relativement stable, alors que celle du juriste est

calculée à un tarif horaire toujours croissant. On semble, par la suite, avoir reconnu que n'importe quelle formation en droit n'était pas toujours suffisante. Avec l'avancement du programme intégral du LL.B. de common law en français à l'Université de Moncton et à l'Université d'Ottawa, cette formation spécialisée à la fois en common law et en terminologie de la common law en français présentait un nouvel attrait.

Pour la première fois on distinguait, à juste titre, aux fins de la traduction la formation juridique en droit civil et celle en common law. S'il est indéniable que la deuxième est préférable à la première pour la traduction de la common law, il faut cependant noter que la maîtrise de la langue française a une grande importance. Le spécialiste formé au Québec aura généralement une meilleure connaissance de la langue française. Le spécialiste formé en common law en français, mais vivant dans un milieu anglophone, aura une bonne connaissance de la terminologie juridique de la common law en français. Par contre, sa maîtrise de la langue française sera peut-être insuffisante.

Enfin, une dernière mise en garde s'impose. Tout juriste, quelle que soit sa formation en droit, n'est pas nécessairement traducteur et l'inverse est également vrai. Une double formation est certainement essentielle. Sans oser affirmer qu'il est plus facile de former en traduction juridique un traducteur qu'un juriste, il est indéniable que la formation du traducteur en milieu de travail est moins coûteuse que l'inverse. La formation du juriste pour sa part n'est envisageable que lorsque ce dernier renonce à sa carrière d'avocat pour apprendre la traduction.

À la suite de ces quelques remarques, il nous est possible de penser qu'à défaut de spécialistes en traduction juridique, nous pourrions créer une équipe double composée d'un traducteur et d'un juriste tant pour la traduction que pour la révision. C'est ce que nous avons effectué en composant l'équipe suivante : la traduction est effectuée par un traducteur (non juriste) avec l'appui d'un juriste (non traducteur) et la révision par un juriste de formation avec l'appui d'un linguiste de formation. Après seulement une année d'efforts, nous sommes encouragés par les progrès réalisés. Sans vouloir toutefois parler de succès de façon prématurée,

nous nous rendons compte que notre méthode n'est rentable qu'après une certaine période de rodage. Par ailleurs, il est indéniable que le traducteur représente l'élément le plus important de l'équipe. S'il abandonne en cours de route, il faut repartir à zéro avec un nouveau membre. Il nous semble que l'équipe arrive à maturité au bout d'une période de deux ans minimum, lorsque le traducteur non juriste et le juriste non traducteur produisent de bonnes traductions juridiques. L'idéal est de former deux traducteurs juridiques à la fois. Dans notre cas, seul le traducteur a pu compléter sa formation puisque le poste de juriste a été occupé par différentes personnes au cours de l'année.

Expliquons brièvement la démarche suivie. Nous avons retenu les services d'un diplômé en traduction. Il s'était montré compétent à titre de traducteur contractuel et il montrait de l'intérêt pour la traduction juridique. Il était prêt à tenter l'expérience. La majorité des textes que nous devons traduire sont de nature juridique et nous avons choisi en premier lieu des textes d'information destinés au grand public. Ce genre de traduction nécessite moins une connaissance approfondie du domaine juridique pertinent qu'une compréhension générale du texte de départ. Le fait que ce genre de texte ne soit pas urgent évite d'imposer au traducteur débutant un rendement non approprié à sa formation. La complexité juridique des textes a progressivement augmenté. De plus, au cours de cette période d'apprentissage, la recherche terminologique, dans les textes législatifs bilingues (préparation de fiches et de lexiques) complétait la formation.

Le juriste, pour sa part, doit avoir deux qualités particulières : il doit pouvoir travailler en collaboration avec un traducteur et avec un réviseur; il doit également avoir une bonne connaissance de tous les domaines du droit et de leur terminologie ainsi que des ouvrages de référence. Le juriste doit préparer chacun des textes juridiques à traduire et les remettre au traducteur. Celui-ci soumet une première tranche de quelques pages et le réviseur juridique en fait une première révision. Ce dernier rencontre ensuite le traducteur et le juriste en équipe afin de cerner les problèmes particuliers et de suggérer les solutions acceptables. La traduction est reprise et le pro-

cessus répété au besoin, à la demande de l'équipe ou selon la disponibilité du réviseur juridique. Avant de soumettre la traduction à la révision, le juriste la relit, en discute avec le traducteur et aide à apporter les corrections.

La traduction complétée, une double révision a lieu. La révision juridique précède toujours la révision linguistique. Une fois que le réviseur juridique a complété sa correction du texte, il en discute en équipe avec le traducteur et le juriste. Une fois les corrections requises apportées au texte, la traduction est remise au réviseur linguistique. Ce dernier s'attarde moins à la terminologie juridique qu'à la fidélité de la traduction et au style. L'équipe est rassemblée une dernière fois pour recevoir les commentaires du réviseur linguistique, pour finaliser la traduction et mettre à jouer le lexique constitué. Le lexique est remis aux réviseurs qui l'épurent et l'entrent dans la banque de données du bureau pour consultation ultérieure.

À cette démarche de formation se greffent d'autres services. Dans notre cas, la bibliothèque de quelque 3 000 lexiques, dictionnaires, ouvrages de doctrine, recueils de jurisprudence, modèles et documents de référence et textes législatifs, techniques et généraux, est essentielle à la recherche terminologique et à la révision. L'accès à plusieurs banques de données sur disque optique ou sur modem s'ajoute à la banque de données du bureau. Les réviseurs offrent au personnel des ateliers appropriés aux travaux en cours et portant sur le droit ou sur la langue. Enfin, le personnel de soutien juridique facilite la traduction (dépouillement informatisé des textes à traduire, conseil en traitement de textes et micro-ordinateurs, mise en page finale). Le fait que chaque membre du personnel travaille à partir d'un micro-ordinateur intégré au réseau du bureau, contribue à une meilleure utilisation des ressources. L'informatisation permet également de récupérer une partie du temps supplémentaire exigé par le travail en équipe.

Il nous semble que malgré les défis qu'impose la traduction juridique, notre méthode de travail en équipe nous permet d'atteindre une bonne qualité de traduction. Cette approche a également l'avantage de nous permettre d'utiliser les ressources

humaines disponibles sur place. Faire venir des traducteurs compétents dans l'Ouest du pays n'est pas la solution idéale en raison du roulement trop élevé. Nous préférons concentrer nos efforts sur la formation de traducteurs locaux qui, nous l'espérons, voudront faire carrière chez nous. La collaboration avec l'École de traduction qui loge sous le même toit nous permet d'avoir accès à des stagiaires en tout temps. Elle facilite le recrutement de traducteurs qui viendront se joindre à nos prochaines équipes.

À court terme, nous sommes en mesure de répondre à une demande immédiate encore modérée en traduction juridique. Nous espérons que la demande ne débordera pas trop rapidement nos effectifs. Comme tout autre bureau de traduction, nous devons avoir recours pour les urgences et le surplus de travail aux services coûteux de traducteurs et de réviseurs juridiques à contrat. Tant que la demande excédera l'offre en traduction, et particulièrement en traduction juridique, nous pourrions prouver avec le temps le succès de notre système. Ce dernier nous permet une double participation à l'avancement de la traduction de la common law en français : assurer un service compétent de traduction et de révision juridiques et contribuer à la formation de traducteurs juridiques professionnels sur le marché canadien.

Quelques sources

Sur l'enseignement de la traduction juridique :

1. *Meta* :

— Vol. 33, n° 2, juin 1988, Numéro spécial :

a) L'enseignement de la traduction au Canada : « La traduction juridique : art ou technique d'interprétation? » par Jean-Claude Gémard, p. 304;

b) « L'enseignement de la traduction juridique : une formation technique et universitaire » par Michel Sparer, p. 319.

2. *La traduction au Canada : les acquis et les défis*, Actes du 2^e Congrès du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada, Montréal, 31 mai au 2 juin 1990; « La traduction juridique : une approche théorique » par David G. Reed, p. 255.

Sur les problèmes particuliers de la traduction juridique :

3. *L'actualité terminologique* :

— Vol. 20, n° 5, 1987 : « Le langage du droit et la nouvelle traduction juridique » par Emmanuel Didier, p. 7;

— Vol. 21, n° 2, 1988 : « Imposer une sentence » par Serge Lortie, p. 14;

— Vol. 21, n° 5, 1988 : « La common law en français : démarche terminologique

et normalisation » par Andrée Duchesne, p. 7;

— Vol. 21, n° 6, 1988; « Séries synonymiques et style juridique » par Jacques Sicotte, p. 15.

4. *Meta* :

— Vol. 24, n° 1, mars 1979, Numéro spécial : La traduction juridique.

— Vol. 31, n° 4, décembre 1986 : « Rédacteurs, traducteurs, communicateurs francophones : quels sont les besoins actuels et futurs de l'Ontario? » par Ch. Klein-Lataud et G. Quillard, p. 455;

— Vol. 32, n° 4, décembre 1986 : « La répudiation de contrat, terme acceptable ou à proscrire? » par Jean-Claude Gémard, p. 456;

— Vol. 35, n° 2, juin 1990 : « La langue du droit » par Ethel Groffier, p. 314.

5. *La Revue de l'Université de Moncton* :

— Vol. 12, n° 2, 3 sept.-déc. 1979 : Dossier : la Pratique de la common law en langue française au Canada.

Note

* Directeur de l'Institut Joseph-Dubuc au Collège universitaire de Saint-Boniface au Manitoba et juriste de formation.

Quelques réflexions sur les termes *banc* et *bench*

par Louis Beaudoin

De nombreux juristes ont tendance à employer abusivement le mot *banc* dans la langue juridique française. En français, ce mot n'a pas le même champ sémantique que son équivalent anglais *bench*. Il s'emploie uniquement pour désigner un long siège sur lequel peuvent s'asseoir plusieurs personnes à la fois. Ainsi, on parlera avec raison du *banc des accusés* et du *banc des témoins*. Pour désigner le lieu où le juge se tient assis, il convient davantage de parler de *siège*,

avec lequel la langue juridique a formé le verbe *siéger*.

En anglais, le mot *bench* désigne, comme son équivalent français *banc*, le lieu physique où siège le juge. Par extension, le mot en est venu à désigner également le corps judiciaire en général (par ex. : *to be raised to the bench*), ainsi que l'ensemble des juges qui composent une juridiction donnée (par ex. : *before the full bench* (en français : *devant une formation plénière*)*.

Cette extension de sens est conforme au génie de la langue anglaise, qui se plaît à désigner des concepts abstraits en recourant à des termes concrets.

En revanche, la langue française s'accommode mal d'expressions concrètes lorsqu'il s'agit de désigner des réalités intellectuelles. Ainsi, pour reprendre le premier exemple précité, il serait gauche, en français, de dire d'une personne qui vient d'être nommée juge qu'elle est montée sur le *banc*;

on dira plutôt qu'elle a accédé à la magistrature.

Il en va de même pour la troisième acception du mot anglais *bench* signalée plus haut. En français, on dira qu'une affaire sera entendue par une formation collégiale de cinq juges et non par un banc de cinq juges. Dans le même ordre d'idées, l'expression *The bench held that...* se rend en français

par : La formation de jugement a statué que..., ou simplement par : Le tribunal a jugé que...

Soulignons, en terminant, que l'expression **jugement rendu sur le banc** est un calque de l'anglais *judgment delivered from the bench*. Dans la langue du Palais, pour qualifier la décision communiquée par le

juge séance tenante, sans délibéré, dès la clôture des débats, on emploiera plutôt l'expression **jugement rendu à l'audience** ou **jugement prononcé oralement à l'audience**.

Note

* Dans le cas de ces deux dernières acceptions, on relève dans les textes anglais l'emploi fréquent des synonymes *panel* et *coram*.

Le processus de traitement des plaintes

par Claude Delmar

Fondement législatif

La loi canadienne sur les droits de la personne interdit la discrimination fondée sur dix motifs :

- la race
- l'origine nationale ou ethnique
- la couleur
- le sexe (y compris la grossesse et l'accouchement)
- l'âge
- l'état matrimonial
- la situation de famille
- la religion
- la déficience (physique ou mentale ainsi que la dépendance à l'égard de l'alcool ou de la drogue)
- l'état de personne graciée

1. Demande de renseignement

La personne qui se dit lésée dans ses droits communique avec la Commission soit par téléphone, soit par lettre pour obtenir des renseignements. Le(a) plaignant(e) allègue avoir été l'objet de discrimination et désire porter plainte contre l'auteur de l'acte discriminatoire présumé.

Un agent des droits de la personne répond à la demande de renseignements. La première communication entre le plaignant et l'agent a pour but d'établir si le cas relève de la compétence fédérale. La Loi canadienne sur les droits de la personne s'applique à certaines des plus grandes compagnies, comme les banques, les compa-

gnies de chemins de fer, les compagnies aériennes et les réseaux de télévision. Les ministères et organismes fédéraux y sont également assujettis. Si le cas relève de la compétence provinciale, l'agent renvoie alors le plaignant à une autre instance (un autre organisme ou agent d'accueil).

Par contre, s'il semble y avoir des motifs de plainte, la personne est alors invitée à signer le formulaire de plainte.

2. Dépôt de la plainte

Le formulaire de plainte est un document juridique qui résume les faits relatifs au plaignant et à la plainte. Tout le processus d'enquête est régi par cette déposition signée qui indique le motif de la plainte et rapporte les événements qui l'ont provoquée.

3. Acceptation des plaintes

La Commission peut exercer son pouvoir discrétionnaire, qui lui est conféré par la Loi, de ne pas donner suite à une plainte lorsque celle-ci est :

- a) **Sans objet** : négligeable, insignifiante, peu importante.
- b) **Frivolé** : plainte qui ne présente aucune question justifiable et dont l'absence de bien-fondé est tellement manifeste à la lecture du dossier qu'il y a peu de chances de succès.
- c) **Vexatoire** : Lorsque le plaignant n'agit pas de bonne foi et veut simplement importuner ou embarrasser son adversaire, et que l'action ne donnera pas de résultats pratiques.

d) **De mauvaise foi** : Implique généralement une fraude réelle ou une intention d'induire en erreur ou de tromper, ou une omission ou un refus de remplir certaines obligations contractuelles.

Toute plainte officielle doit être déposée dans un délai d'un an.

4. L'enquête

La désignation de l'enquêteur

La Commission désigne un enquêteur qui n'est pas forcément celui avec qui le plaignant a fait affaire au moment de l'accueil. L'accueil est une partie intégrante du traitement des plaintes car c'est à cette étape que les renseignements fournis par le plaignant sont versés à son dossier.

Le moment est venu de recueillir les témoignages d'autres personnes, c'est-à-dire d'interroger entre autres les témoins que le plaignant a nommés et qui peuvent aider ce dernier à établir le bien-fondé de sa plainte. L'agent des droits de la personne communique également avec le mis en cause, la personne ou l'organisme faisant l'objet de la plainte. Il lui transmet une copie de la plainte, car le mis en cause a le droit de se défendre du mieux possible en toute connaissance des accusations portées contre lui. L'agent lui demande également de fournir des preuves et de nommer des témoins qu'il interrogera.

Il arrive que le mis en cause exerce des représailles contre le plaignant ou ses témoins. Toutefois, la Loi prévoit des

amendes pouvant atteindre jusqu'à 50 000 \$ pour toute menace, intimidation ou discrimination contre la personne qui dépose une plainte ou qui participe à l'une des enquêtes de la Commission.

Il peut arriver qu'une enquête soit mise en suspens pendant que l'on tente de résoudre le problème par d'autres moyens, par exemple lorsque l'acte discriminatoire présumé fait l'objet d'une convention collective.

Rapport d'enquête

Le rapport d'enquête est une narration contenant tous les éléments dont la Commission aura besoin pour adopter une résolution. Il doit être clair, logique et concis.

La justice naturelle exige que les parties en cause puissent examiner une copie du rapport d'enquête et des documents afférents avant que le tout soit soumis à la Commission pour décision. Les deux parties peuvent également soumettre leurs observations écrites qui seront présentées à la Commission en même temps que le rapport d'enquête.

Divulgarion

La divulgation se fait auprès du représentant principal du mis en cause, du plaignant ou de son avocat, si c'est le cas.

Décision de la Commission

Les commissaires se réunissent plusieurs fois par an pour établir les politiques de la Commission et examiner les rapports d'enquête. Lors de cet examen, ils peuvent opter notamment pour :

- **le rejet** : lorsque la preuve ne permet pas d'établir le bien-fondé de la plainte déposée;
- **le règlement** : lorsque le mis en cause a proposé une façon de réparer le tort qu'il a causé au plaignant à la suite de l'acte discriminatoire et que ce dernier l'accepte;
- **la conciliation** : lorsque la plainte s'avère fondée, mais qu'aucun règlement n'a été proposé;
- **le renvoi à un tribunal** : habituellement lorsque la tentative de conciliation se solde par un échec.

5. Règlement

Aucun règlement ne devient officiel avant que la Commission ne l'ait approuvé.

6. Conciliation

Lorsqu'un acte discriminatoire a été commis, l'affaire est généralement confiée à un conciliateur. Celui-ci a pour tâche principale d'aider les parties en cause à s'entendre sur un règlement convenable.

Lorsque la conciliation réussit, le règlement intervenu est alors soumis à l'approbation des commissaires.

Par contre, lorsque la conciliation se solde par un échec, la Commission peut renvoyer le cas devant un tribunal des droits de la personne.*

7. Tribunaux

Les tribunaux des droits de la personne sont des tribunaux quasi-judiciaires, indépendants de la Commission.

Le président du Comité du tribunal des droits de la personne est nommé à titre inamovible pour un mandat de trois ans et les autres membres sont nommés pour un mandat maximal de cinq ans.

Sur réception d'une demande présentée en application du paragraphe 44(3) de la Loi, le président du Comité du tribunal des droits de la personne constitue un tribunal chargé d'examiner la plainte visée par cette demande. Il peut également se constituer tribunal ou se désigner membre du tribunal. Les membres des tribunaux sont choisis à partir d'une liste établie par le gouverneur en conseil.

Lorsqu'il est saisi d'un cas, le tribunal examine les faits et rend ensuite sa décision. Il peut rejeter une plainte, renversant ainsi la décision de la commission, ou émettre une ordonnance à l'égard du mis en cause.

Les audiences des tribunaux sont publiques à moins qu'il n'y ait une raison particulière de les tenir à huis clos. En outre, les décisions écrites rendues par les tribunaux deviennent des documents publics.

8. Appels

La décision d'un tribunal constitué d'un membre peut être portée en appel devant un tribunal d'appel constitué de trois membres. La décision d'un tribunal d'appel peut être portée en appel devant la Cour d'appel fédérale, et, en dernier lieu, devant la Cour suprême du Canada.

* Une affaire peut être renvoyée devant un tribunal à n'importe quel moment, mais c'est généralement à l'étape de la conciliation que cela se produit.

Note

Tiré de Gaston Veilleux en collaboration avec Paola Piantone et Yolande Bernard. *Lexique des Droits de la personne*. Ottawa, Ministère des Approvisionnements et services Canada, 1989, 59 p.

Bibliographie

Abella, Rosalie Silberman. *Rapport de la Commission sur l'égalité en matière d'emploi*. Ottawa : Commission royale sur l'égalité en matière d'emploi, 1984, 426 p.

Publié aussi en anglais sous le titre : *Report of the Commission on Equality in Employment*.

Abella, Rosalie Silberman. *Report of the Commission on Equality in Employment*. Ottawa: Royal Commission on Equality in Employment, 1984, 393 p.

Published also in French under the title: *Rapport de la Commission sur l'égalité en matière d'emploi*.

Canada. Parlement. Chambre des Communes. Comité spécial sur la participation des minorités visibles à la société canadienne. *L'égalité ça presse : rapport du Comité spécial sur les minorités visibles dans la société canadienne*. Ottawa : c1984, ix, 180 p.

Publié aussi en anglais sous le titre : *Equality Now: Report of the Special Committee on Visible Minorities in Canadian Society*.

Canada. Parlement. Chambre des Communes. Sous-comité sur les droits à l'égalité. *Égalité pour tous : rapport du comité parlementaire sur les droits à l'égalité / Equality for All: Report of the Parliamentary Committee on Equality Rights*. Ottawa : 1985, xiv, 190, ixv, 176 p.

Canada. Parliament. House of Commons. Special Committee on Participation of Visible Minorities in Canadian Society. *Equality Now: Report of the Special Committee on Visible Minorities in Canadian Society*. Ottawa: 1984, ix, 166 p.

Published also in French under the title: *L'égalité ça presse : rapport du Comité spécial sur les minorités visibles dans la société canadienne*.

Canada. Emploi et immigration Canada (Ministère). Direction générale de l'équité en matière d'emploi. *Loi sur l'équité en matière d'emploi et exigences concernant les rapports*. Ottawa : 1986, 1 v. (pagination multiple)

Publié aussi en anglais sous le titre : *Employment Equity Act and Reporting Requirements*.

Canadian Human Rights Commission. *Canadian Human Rights Act / Loi canadienne sur les droits de la personne*. Ottawa: 1985, v, 33 p.

Canadian Human Rights Commission. *Complaints and Compliance Manual / Guide des plaintes et de la mise en œuvre*. Ottawa: 1987, 2 v. (loose leaf)

La charte des droits et libertés : guide à l'intention des canadiens / The Charter of Rights and Freedoms: A guide for Canadians. Nouv. éd. Ottawa : Secrétariat d'État du Canada, c1987, 34 p.

Commission canadienne des droits de la personne. *Rapport annuel, 1988 / Annual Report, 1988*. Ottawa : 1988, 66, 62 p.

Dictionnaire de la terminologie du droit international : tables en anglais, espagnol, italien et allemand. Publié sous le patronage de l'Union académique internationale. Paris : Sirey, c1959, xv, 755 p.

Marie, Jean-Bernard. *Glossaire des droits de l'homme : termes fondamentaux dans les instruments universels et régionaux : français-anglais / Glossary of Human Rights: Basic Terms in Universal and Regional Instruments*.

English-French. Paris : Maison des sciences de l'homme, c1981, 339 p.

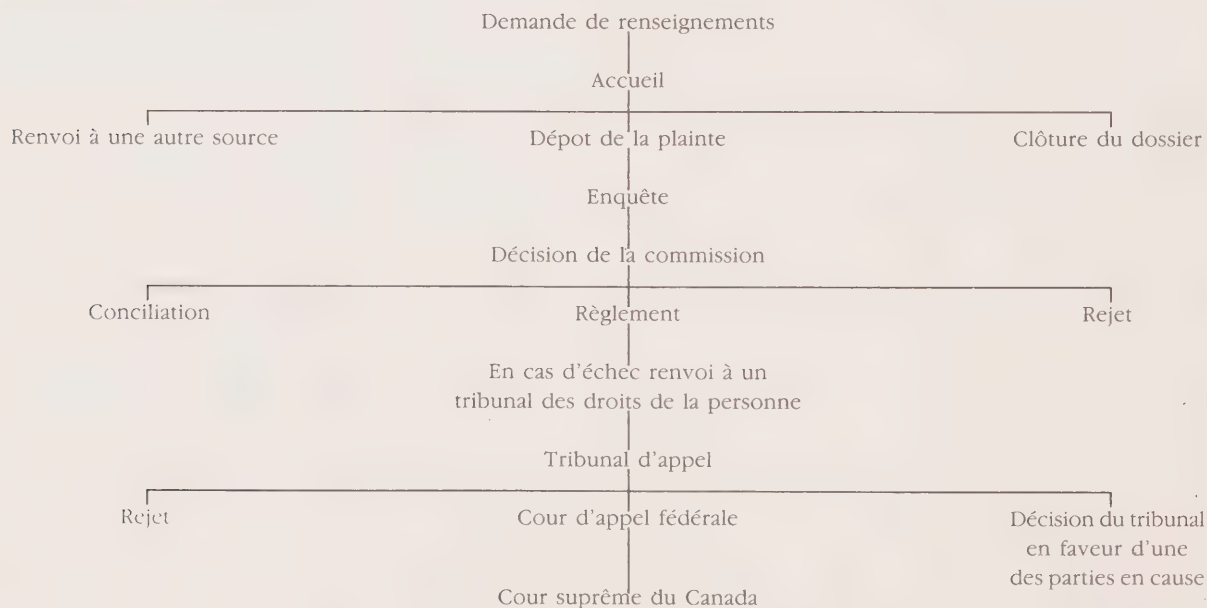
Ontario English-French Legal Lexicon / Lexique anglais-français du droit en Ontario. Toronto: Ministry of the Attorney General, 1987, 439 p.

"Resolutions Adopted on the Reports of the Third Committee". In *Resolutions and Decisions Adopted by the General Assembly During the First Part of Its Thirty-Ninth Session, from 18 September to 18 December 1984*, New York: Department of Public Information, Press Information, United Nations, 1984, p. 357-462.

« Résolutions proposées par la troisième commission ». In *Résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale au cours de la première partie de sa trente-neuvième session, 18 septembre-18 décembre 1984*. New York : Département de l'information, Section de la presse, Nations Unies, 1984, p. 472-615.

Vocabulaire bilingue de la Common Law : droit de la preuve : terminologie française normalisée. Ottawa : Association du barreau canadien, c1984- , 1 v. (f. mobiles)

Traitement des plaintes



NOTA : En règle générale, les plaintes suivent ces étapes, quoique le processus peut varier selon le cas.

La traduction des adresses au Canada (suite)

par Sylvie Roy

Note

La première partie de cet article a été publiée dans le numéro précédent de *L'Actualité terminologique*, soit le vol. 23, 3, 1990. Voici maintenant la seconde partie.

Traduction de tous les génériques

De très nombreux génériques anglais ont effectivement plus d'un équivalent. Dans son *Guide odonymique*, la Commission de toponymie du Québec en recense au moins quinze : *Alley, Circle, Court, Crescent, Drive, Gardens, Hill, Lane, Park, Parkway, Path, Place, Road, Row, Trail*. Examinons le cas de *Parkway*.

Les auteurs du *Guide odonymique* observent que *Parkway* pourrait se traduire par autoroute ou par boulevard selon qu'il s'agit d'une voie de communication « [...] à chaussées séparées, exclusivement réservées à la circulation rapide, ne comportant aucun croisement à niveau et accessible seulement en des points aménagés à cet effet [...] » ou d'une artère « [...] à grand débit de circulation reliant diverses parties d'un ensemble urbain et comportant habituellement au moins quatre voies, souvent séparées par un terre-plein [...] ». *L'Actualité terminologique* (vol. 15, n° 3, p. 5) nous apprend en outre que *Parkway* peut aussi dans certains cas se traduire par *promenade*. Il n'entre pas ici dans nos intentions d'apprécier la valeur terminologique des équivalents proposés. Il nous suffit de constater que, pour un générique donné, il existe plus d'une traduction possible. Cette constatation appelle quelques observations.

Dans l'éventualité où le traducteur saurait que *Parkway* possède, en français, trois équivalents possibles, il lui resterait toujours à découvrir les éléments d'information (s'agit-il d'une voie de communication à circulation rapide? un terre-plein sépare-t-il les deux voies?) qui lui permettraient de choisir le plus approprié des trois équivalents. En fait, même s'il disposait de toute l'informa-

tion dont il a besoin pour traduire le terme anglais le plus judicieusement possible, il risquerait encore de se tromper. *L'Actualité terminologique* nous apprend en effet que « [...] les génériques odonymiques anglais n'ont fait eux-mêmes l'objet d'aucune normalisation [...] » et que « [...] des voies identiques ne comportent pas nécessairement le même générique d'une ville à l'autre, du centre à la périphérie urbaine, de la ville à la campagne et, qui plus est, à l'intérieur d'une même localité [...] » (vol. 15, n° 3, p. 5).

La situation se complique encore du fait que, dans certaines localités ou régions bilingues, des voies de communication portent deux noms officiels, l'un en anglais, l'autre en français. Comment, dans ces conditions, un traducteur de Trois-Rivières qui ne connaît pas la région de la Capitale nationale peut-il savoir que le *Vanier Parkway*, à Ottawa, s'appelle en français la *promenade Vanier* et non l'autoroute Vanier ou encore le boulevard Vanier?

Il existe enfin une autre catégorie de génériques qui passent bien difficilement dans l'autre langue. Il s'agit de ces termes qui, renvoyant à une réalité typiquement anglo-saxonne, n'ont pour ainsi dire aucun pendant réel en français. Nous avons ainsi relevé des génériques qui, tels *Pack* (*Goldfinch Pack*), *Private* (*Cardinal Private*), *Linkway* (*Warbler Linkway*) et *Terrace* (*Nuthatch Terrace*), perdraient autant, selon nous, à être traduits en français que perdraient à être traduits en anglais des vocables comme *traverse* et *montée*. En effet, nous n'avons trouvé nulle part dans la documentation de terme français qui puisse être reconnu comme l'équivalent universel de *Pack* ou de *Linkway*. Que dire encore des odonymes anglais comme *Broadway* où le générique et le spécifique se trouvent pour ainsi dire soudés? Sans doute se crée-t-il chaque jour quantité de termes analogues et est-il illusoire de prétendre leur trouver un équivalent dans l'autre langue.

En ce qui concerne le terme *Private*, signalons qu'il est rendu par *privé* dans une édition de 1983-1984 du répertoire des codes postaux. Or, du point de vue grammatical, on ne saurait en français employer un adjectif — en l'occurrence un participe passé — en guise de générique.

La documentation consultée fait également état du mot *Terrace* traduit par *terrasse*. Or ce terme, pas plus d'ailleurs que les mots *domaine* et *plateau*, nous dit la Commission de toponymie, ne présente quelque rapport que ce soit avec une voie de communication. La Commission ajoute ce qui suit :

« Il est à noter que le terme *terrasse* ne doit pas être utilisé comme générique dans la désignation des voies de communication, à moins que la voie ne borde ou ne se confonde avec une terrasse. [...] »

« On peut utiliser le terme *terrasse*, si désiré, comme partie de l'élément spécifique d'un odonyme. Ainsi, *Rue de la Terrasse-Stuart* serait correct pour désigner une voie qui mènerait à une terrasse de ce nom. »

En résumé, la personne qui choisit de traduire systématiquement tous les génériques peut se trouver devant trois situations : 1° le générique à traduire ne possède en français qu'un seul équivalent possible (c'est le cas de *Street, Avenue, Boulevard*); 2° il en possède plus d'un (mentionnons *Road, Parkway*); 3° il n'en possède apparemment aucun (citons *Pack, Linkway, Private*). Dans le premier cas, le traducteur ne peut pas faire d'erreur; dans le deuxième, il risque de faire une faute de traduction (en traduisant, p. ex., *Road* par *chemin*, alors qu'il aurait fallu traduire par *route*); dans le troisième, il risque de faire une entorse à la langue (en rendant, p. ex., *Terrace* par *terrasse, Private* par *privé*).

Comme on le voit, la traduction systématique de tous les génériques va, dans de nombreux cas, à l'encontre des règles de toponymie et du bon usage.

Il ne nous semble pas, par ailleurs, que la réalité linguistique du pays puisse être respectée si la correction de la langue n'est pas elle-même préservée.

Traduction des seuls génériques *Street, Avenue, Boulevard*

Les sources qui se sont prononcées en faveur de la traduction des seuls génériques *Street, Avenue* et *Boulevard*, c'est-à-dire de ceux pour lesquels il n'existe qu'un seul équivalent français, ont d'abord fait valoir que cette façon de procéder réduisait au minimum les risques que l'envoi ne se perde.

D'autres ont fait ressortir que, même si l'anglais et le français sont les deux langues de travail de la Société canadienne des postes, il n'est guère raisonnable de s'attendre qu'un préposé de la poste travaillant à Calgary sache, par exemple, que le mot allée puisse traduire et *Path* et *Lane*.

Les tenants de la traduction des génériques *Street, Avenue, Boulevard* estiment qu'il vaut mieux s'abstenir de traduire le générique dans les cas où il subsiste le moindre doute sur la valeur de l'équivalent envisagé. Ils préfèrent alors traiter le générique comme un nom propre ou comme un quasi-spécifique. C'est ainsi que *Court*, dans l'odonyme *Timothy Court*, aurait valeur de quasi-spécifique et resterait, de ce fait, en anglais.

Signalons que ces mêmes sources ont dit faire le plus souvent preuve de souplesse. C'est ainsi qu'elles hésitent à traduire ne serait-ce que les termes *Street, Avenue, Boulevard* dans tous les cas, notamment si l'envoi est destiné à une région essentiellement anglophone. Il leur semble généralement plus justifié de ne traduire que si l'envoi est destiné à une région bilingue ou réputée telle, mais elles signalent avoir parfois beaucoup de mal à déterminer quelles régions sont effectivement bilingues.

Du point de vue syntaxique, la traduction des seuls génériques *Street, Avenue* et *Boulevard* nous met-elle totalement à l'abri de la critique? Dans un numéro de *L'Actualité terminologique*, Jean Darbelnet explique

que si l'anglais juxtapose toujours le spécifique au générique (*Bluebird Parkway, Bateman Drive*), le français, lui, ne juxtapose au générique que les spécifiques qui renvoient à des noms de personnes, les noms de lieux s'y rattachant toujours au moyen d'une préposition (boulevard Grondin, mais avenue du Zoo).

Les auteurs du *Guide odonymique du Québec* observent également que les toponymes et les noms communs doivent normalement se rattacher au générique par une préposition, mais ils signalent des exceptions :

L'usage tempère toutefois l'application de la règle. Les articles ou les particules de liaison sont fréquemment omis lorsque l'usage courant ou la tradition historique les ignorent.

Exemples : Rue Ontario (usage courant, à Montréal)
Avenue Belvédère (usage courant, à Québec)

La règle énoncée plus haut ne peut, bien entendu, s'appliquer qu'aux odonymes dont l'élément spécifique est en français. Or, dans le cas qui nous occupe — la traduction des adresses — le spécifique est généralement en anglais, et, comme nous le verrons plus loin, il est tout à fait déconseillé de le traduire.

On trouve d'ailleurs, dans *L'Actualité terminologique* et le *Guide odonymique du Québec*, quelques exemples d'odonymes dans lesquels le spécifique anglais est simplement juxtaposé au générique français : rue Elm, chemin Mountain House, rue Bank.

On semblerait cependant justifié d'appliquer la règle dans les cas où le spécifique anglais a une forme identique en français. Le spécifique est généralement alors un nom de lieu ou un nom de personne célèbre, donc un nom propre au sens strict. Prenons par exemple l'odonyme fictif *Edmonton Avenue*. Si l'on décide de traduire les génériques *Street, Avenue* et *Boulevard, Edmonton Avenue* deviendra donc, selon la règle énoncée plus haut, avenue d'Edmonton plutôt que avenue Edmonton, le spécifique étant en l'occurrence un nom de lieu. Or, si le référent de *Edmonton* est probablement le même pour tout le monde, il n'en va pas ainsi pour tous les spécifiques. Comment savoir, par exemple, s'il faut traduire *Seldom Street* par rue de Seldom ou par rue Seldom si l'on n'a

pas fait de recherches au préalable, notamment dans un atlas. On voit que la traduction des seuls génériques *Street, Avenue* et *Boulevard* n'est pas non plus sans présenter quelques difficultés.

Non-traduction des génériques

Très peu nombreux sont les organismes qui ne traduisent aucun générique ni en fait aucun élément de l'adresse. Ceux qui ont adopté cette position invoquent le danger que l'envoi se perde et la nécessité de faciliter la tâche aux préposés des postes.

Considérant pour sa part que la graphie officielle de l'odonyme doit toujours être respectée, la Commission de toponymie déconseille de traduire le générique. Précisons toutefois que les questions de toponymie qui se posent à l'extérieur du Québec ne relèvent pas de la compétence de la Commission; cet organisme n'a donc pas eu à se prononcer sur ces questions litigieuses.

On comprendra également que le problème de la traduction des adresses ne se pose pas, en principe, pour un envoi expédié à l'intérieur même du Québec, puisque le français y est théoriquement l'unique langue officielle.

Il s'y pose, toutefois, lorsqu'un Québécois écrit à un francophone « hors Québec ». Dans ce cas, l'Office de la langue française recommande de ne traduire aucun élément de l'adresse, sauf le nom de la province.

Cette position n'enfreint aucune règle de grammaire ou de toponymie, mais elle nie dans une certaine mesure l'existence, à l'extérieur du Québec, de minorités francophones pourtant bien vivantes.

Divers

Nous rangeons enfin dans une quatrième catégorie les personnes qui ne se sont prononcées ni pour ni contre la traduction des adresses, mais qui ont néanmoins formulé à ce sujet des observations fort intéressantes.

Pour un grand nombre d'entre elles, la traduction des adresses est un problème non encore résolu. Il arrive même qu'à l'intérieur d'un service on applique à cet égard deux lignes de conduite diamétralement opposées ou que l'on change périodiquement d'avis.

Certains ont aussi fait remarquer que le problème se présente différemment suivant la nature du document à traduire. Si les adresses ne sont données qu'à titre purement informatif, par exemple dans un rapport annuel, le traducteur pourrait se permettre une certaine liberté. Si elles doivent être repérées sur une carte géographique, le traducteur pourrait par contre être mieux avisé d'en respecter la forme originale. On objectera que certains génériques — surtout les termes *Street* ou rue — sont de toute façon très souvent absents des cartes géographiques. Dans son *Guide à l'usage des cartographes*, la Commission de toponymie s'oppose de façon très catégorique à cet usage :

« Celles-ci [les cartes urbaines] doivent porter l'inscription de tous les génériques des noms de voies de communication, y compris le générique rue. »

Certains se sont en outre dits incapables de déterminer quelles régions étaient bilingues ou dans quelle mesure elles l'étaient réellement. Cette remarque a été faite notamment à propos de la région de la Capitale nationale et de la province du Nouveau-Brunswick.

Nous avons pour notre part tenté de découvrir s'il existait au Canada une liste de régions bilingues. Nos recherches nous ont amenés à consulter la nouvelle *Loi sur les langues officielles*, laquelle fait justement état, à l'article 35, des « obligations des institutions fédérales » en matière de langue de travail. On y lit, en substance, que les fonctionnaires peuvent utiliser l'une ou l'autre des deux langues officielles dans certaines régions dites « désignées » et que ces régions sont énumérées dans la circulaire n° 1977-46 du Conseil du Trésor. À la page 12 d'un document intitulé *Les langues officielles dans la fonction publique du Canada, Déclaration de politiques*, se trouve, en effet, une courte liste des régions considérées comme bilingues. (Puisque notre étude porte exclusivement sur la traduction de l'anglais vers le français, nous omettrons les régions situées au Québec.) Aux fins de l'utilisation des langues officielles dans la fonction publique, le Conseil du Trésor considère donc comme bilingues la région de la Capitale nationale, la province du Nouveau-Brunswick et certaines régions du nord et de l'est de l'Ontario. À l'annexe B dudit document se trouve, en plus, une liste très détaillée des villes et des comtés du nord

et de l'est de l'Ontario qui doivent être considérés comme bilingues.

Précisons que cette liste n'est pas nécessairement exhaustive et qu'elle a été établie pour répondre aux seuls besoins internes de l'administration fédérale. Nous en signalons l'existence à titre purement informatif.

Fait intéressant, dans la partie de la même loi qui porte sur les communications avec le public et sur la prestation de services, il n'est nullement question de régions bilingues ou de régions désignées, mais seulement de la région de la Capitale nationale et des régions où l'emploi de l'une ou l'autre des deux langues officielles « fait l'objet d'une demande importante ». Quant à ce qu'il faut entendre par « demande importante », le Conseil du Trésor nous dit que :

« [...] l'interprétation du terme « demande importante » doit être, en quelque sorte, celle qui relève du *sens commun* [c'est nous qui soulignons], et les services bilingues devraient être dispensés, là où on les demande, aux groupements raisonnables de population d'une langue officielle minoritaire et au public voyageur. »

C'est dire que la notion de région bilingue est délicate à circonscrire.

Nous nous sommes également adressés à la Société canadienne des postes, cet organisme nous paraissant le mieux placé pour trancher la question. Les responsables de la Direction des droits à l'égalité et des langues officielles nous ont appris que la traduction des adresses ne concerne que très indirectement la Société. La désignation des noms de rues relèverait, selon eux, des municipalités. Ce sont elles qui, parfois en collaboration avec des entrepreneurs, attribuent des noms aux nouvelles voies de communication; c'est à elles que revient la décision de les traduire ou non. Les municipalités communiquent ensuite à la Société canadienne des postes la liste des odonymes qu'elles ont arrêtés. La Société considère d'autre part que le générique fait partie de l'odonyme; elle estime qu'il appartient aux seules municipalités de statuer sur la traduction des adresses.

La Société canadienne des postes est toutefois formelle sur un point : que le générique soit traduit ou non importe peu; si

l'adresse est complète (c'est-à-dire si toutes les indications sont fournies et que le code postal est exact), l'envoi se rendra à destination. Le problème de l'acheminement se trouverait donc — en théorie du moins — réglé.

VI Sources écrites

Il existe très peu de documentation sur la traduction des adresses au Canada. Les nombreux ouvrages de correspondance et de rédaction que nous avons consultés (une quarantaine) traitent surtout des envois à l'étranger. Il conviendrait toutefois de noter que, pour ce qui est de ces envois, la plupart des ouvrages de correspondance recommandent de respecter l'usage du pays de destination (à l'exception du nom du pays qui devrait s'écrire dans la langue en usage dans le pays de départ). Le *Dictionnaire du style et des usages administratifs officiels et privés*, ouvrage édité en Belgique, est en fait un des rares sources à traiter de la traduction des adresses en pays bilingue. L'auteur, Marcel Spreutels, transmet en effet au lecteur ce conseil de l'Administration des postes :

« Facilitez le travail des facteurs distributeurs en rédigeant vos adresses dans la langue de la région à laquelle vos envois sont destinés. »

À l'exception du *Guide du rédacteur de l'administration fédérale*, du *Manuel du Programme de coordination de l'image de marque*, d'une publication de l'Office de la langue française intitulée *Le français au bureau* et d'un document énonçant la politique d'Air Canada dans ce domaine, aucun ouvrage canadien-français ne se prononce sur la traduction des adresses au Canada. On trouve cependant ici et là des exemples qui laissent parfois croire qu'il y a lieu de traduire, même dans les cas où les envois sont destinés à une région unilingue anglaise. L'auteur du *Guide de la correspondance administrative et commerciale* se sert ainsi de l'exemple suivant pour illustrer la manière de dactylographier une adresse :

86, avenue Wolfe
1 Moose Jaw, Saskatchewan.

Guides de toponymie

Nous n'avons consulté que les guides publiés par la Commission de toponymie du Québec, car c'est à notre connaissance le seul organisme qui ait étudié la question de l'odonymie au Canada.

Précisons que, étant donné son mandat, cet organisme n'a pas été appelé à se prononcer officiellement sur la traduction des adresses à l'extérieur du Québec. Il est donc important de garder à l'esprit que les règles énoncées ci-après ont été formulées pour répondre aux besoins de la province de Québec uniquement.

En ce qui touche le générique, la Commission de toponymie est formelle : le « [...] générique fait partie de l'odonyme et, à ce titre, on ne peut le traduire même s'il constitue un terme de la langue générale [...] ».

Dans un ouvrage intitulé *Guide à l'usage des cartographes*, le même organisme recommande de « [...] recourir exclusivement aux graphies des toponymes retenues par les autorités provinciales ou territoriales compétentes [...] ». Comme le seul moyen d'obtenir lesdites graphies est de communiquer avec les autorités — en l'occurrence les municipalités, pour ce qui est des noms de rues — on voit à quelles démarches frustrantes obligerait le respect de cette règle.

Fiche Repères — T/R numéro 20

La traduction des adresses a par ailleurs déjà fait l'objet d'une fiche Repères, mais la question n'y a pas été traitée en profondeur. On n'a pas tenu compte, par exemple, de ce que la plupart des noms de villes ou de localités n'ont qu'une seule forme officielle, que certains organismes ont une raison sociale, et anglaise et française, et surtout que, certaines régions étant bilingues, il arrive aussi que des noms de voies de communication soient bilingues.

Guide du rédacteur de l'administration fédérale

Le *Guide du rédacteur de l'administration fédérale* fait quant à lui une étude plutôt sommaire de la question. « En régime bilingue, peut-on y lire au numéro 334 b), lorsqu'un nom de voie publique comporte un nom commun, il faut le traduire [...] ». Ce point de vue est discutable à plus d'un titre. Qu'entend-on en premier lieu par « régime bilingue »? Sommes-nous en régime bilingue partout au Canada ou seulement dans certaines régions? Le *Guide du rédacteur* laisse entendre en deuxième lieu qu'il faut traduire tous les noms communs. Or, s'il existe un équivalent pour le générique anglais *Avenue*, il n'en va pas de même, nous l'avons vu, pour des termes comme *Court*,

Parkway, *Linkway*. L'ouvrage nous dit ensuite que *Mountain Avenue* devient *avenue de la Montagne*. Cette dernière recommandation ne respecte pas les règles de toponymie établies.

On sait en effet qu'un odonyme se compose d'un générique et d'un spécifique. Or, comme le générique « [...] identifie de façon générale la nature d'une voie de communication [...] » et que le spécifique, étant en fait un nom propre, l'identifie « [...] de façon particulière [...] », seule la traduction du générique se justifie.

Citons en outre à ce propos la règle énoncée par le Comité permanent canadien des noms géographiques dans un ouvrage intitulé *Principes et directives pour la dénomination des lieux* :

« Dans les noms géographiques employés dans les textes fédéraux, l'élément spécifique ne doit pas être traduit. »

Les auteurs de l'ouvrage ne traitent certes pas expressément des noms de voies de communication, mais il nous semblerait illogique de ne pas appliquer la même règle au domaine de l'odonymie. Qui, en effet, reconnaîtrait *Starling Street* dans *rue de l'Étourneau*?

Le *Guide du rédacteur* nous donne également au numéro 227 un exemple d'adresse qui appelle certaines observations :

Monsieur Jean Ledoux
16, 25^e rue
EDMONTON (Alberta).

Arrêtons-nous un instant sur l'odonyme 25^e rue. Le Comité de la normalisation et de la qualité du français de l'Université Laval nous dit que le générique s'écrit avec la majuscule « [...] lorsqu'il fait partie d'un odonyme numérique [...] » et qu'il faudrait par conséquent écrire 4^e Rue, 5^e Avenue. Dans *Le français au bureau*, l'Office de la langue française formule la même règle. Pré-cédé d'un adjectif numéral ordinal, le générique tendrait donc à prendre une valeur de nom propre, de spécifique. Or, comme nous venons de voir que le spécifique ne se traduit pas, il faudrait garder en français 25th Street.

Le français au bureau (publication de l'Office de la langue française)

Dans les cas où un envoi est expédié au Canada, mais dans une autre province

que le Québec, les auteurs de cet ouvrage recommandent de reproduire l'adresse telle qu'elle a été donnée, le nom de la province, étant toutefois écrit en français si l'envoi est expédié du Québec.

On observera qu'il peut arriver, notamment lorsqu'on se trouve devant une liste d'adresses, qu'on ne sache pas comment les intéressés rédigent habituellement leurs adresses. Faudrait-il alors laisser l'adresse en anglais même si l'envoi est destiné à une région manifestement bilingue? Les auteurs de l'ouvrage ne répondent pas à cette question.

Note 1

En raison de contraintes d'espace, la suite de ce texte ne peut être publiée dans ce numéro. Elle le sera toutefois dans le prochain numéro de *L'Actualité terminologique*, soit le Vol. 24, 1, 1991.

Note 2

Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le comité consultatif des Repères-T/R.

Avoiding the Pitfall of Structural Deceptive Cognates: Financial Market — *Marché des capitaux*

by Helen Hutcheson

An examination of translated texts reveals that the terms **financial market** and **capital market** are very often translated literally in French. For such cases where the word-for-word translation of an expression changes its original meaning, J.-P. Vinay and J. Darbelnet, in *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, propose the term *faux amis de structure*¹ (structural deceptive cognates). A review of these two English terms, **financial market** and **capital market**, and their French counterparts, *marché des capitaux* and *marché financier*, shows that this is an example of structural deceptive cognates.

The term **financial market** is defined in the *Dictionary of Business and Management* by Jerry M. Rosenberg as "the money and capital markets of the economy"². **Financial market** is then a generic term encompassing the concepts of **capital market** and **money market**.

Capital market is defined as the market for long-term credit and equity investments. These loanable funds are used mainly by industry and commerce for fixed-investment purposes. The capital market in any country is not one establishment but rather all those institutions that deal in the purchase and sale of long-term capital or securities, namely, investment banks, savings banks, insurance companies, pension funds, trust companies and securities markets.

The other component of the **financial market** is the **money market**. This term refers to the short-term credit-instrument market. These instruments include short-term securities, loans, gold and foreign exchange. They are generally used for business purposes as sources of working capital. This term presents no translation difficulty and can be rendered in French by *marché monétaire*.

The relationship between *marché monétaire* and the expressions *marché des capitaux* and *marché financier* is shown in the following description from the *Lexique de termes économiques et financiers*:

Le *marché financier* concourt avec le *marché monétaire* pour former le *marché des capitaux*; l'un et l'autre se complètent. Le *marché financier* groupe donc les capitaux qui se caractérisent par leur disponibilité à long ou moyen terme, par opposition au *marché monétaire* qui concentre les capitaux disponibles à court terme³.

Hence, the "marché formé du *marché financier* et du *marché monétaire*"³ is designated by the term *marché des capitaux* which is the generic expression and consequently the equivalent of **financial market**.

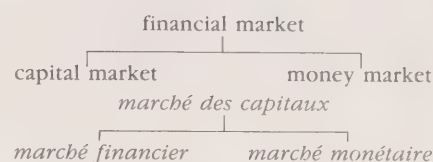
Marché financier can be defined in the broad sense as "marché sur lequel se confondent les offres et les demandes de capitaux à long terme"⁵. The *Lexique de termes économiques et financiers* further explains:

Le *marché financier* groupe donc les capitaux qui se caractérisent par leur disponibilité à long ou moyen terme, par opposition au *marché monétaire* qui concentre les capitaux disponibles à court terme⁶.

Hence, *marché financier* corresponds to the English term **capital market**.

In reality, no clear distinction can be made between the capital market (*marché financier*) and the money market (*marché monétaire*) which make up the **financial market** (*marché des capitaux*). The traditional differences outlined above have been minimized by such general international trends as **deregulation** (*déréglementation*), **new financial instruments** (*instruments financiers*), **globalization of markets** (*mondialisation des marchés*) and **securitization** (*titralisation*). However, there still remain certain differences between the markets and each retains its own distinctive techniques.

The equivalence can be summarized by the following simple directional-line diagrams:



By using the appropriated equivalent, as shown in the diagrams, translators will ensure that structural deceptive cognates are avoided, that target-language usage is correctly reflected and that the generic-specific relationship between the terms is respected.

References

1. J.-P. Vinay and J. Darbelnet, *Stylistique comparée du français et de l'anglais : Méthode de traduction*, 1977, p. 170.
2. Jerry M. Rosenberg, *Dictionary of Business and Management*, 1983, p. 202.
3. *Lexique de termes économiques et financiers*, 1966, p. 137.
4. Terminology Directorate, *Budgetary, Accounting and Financial Vocabulary*, 1987, p. 144.
5. André Boudinot, *Dictionnaire banque, bourse, commerce extérieur*, 1981, p. 379.
6. *Lexique de termes économiques et financiers*, p. 137.

Bibliography

- Bannock, Graham. *The Penguin Dictionary of Economics*. Harmondsworth; New York: Penguin, 1978.
- Boudinot, André. *Dictionnaire banque, bourse, commerce extérieur*. Paris: CLET Éditions Banque, 1981.
- Clark, Donald Thomas. *University Dictionary of Business and Finance*. New York: Crowell, 1967.

Dubreuil, Richard. *Lexique d'économie*. Bruxelles: Vuibert, 1980.

Encyclopedia universalis. Paris: Encyclopaedia universalis, 1985.

Lambert, Denis-Clair. *Dictionnaire français-anglais de l'économie monétaire*. Paris: Éditions économie et humanisme, 1975.

Lexique de termes économiques et financiers. Bruxelles: Comité national de l'épargne mobilière, 1966.

Lexique des termes employés dans le commerce des valeurs mobilières. Montréal: Institut canadien des valeurs mobilières, 1985.

Rosenberg, Jerry Martin. *Dictionary of Business and Management*. New York: Wiley, 1983.

Terminology Directorate, Translation Bureau. *Vocabulaire budgétaire, comptable et financier/Budgetary, Accounting and Financial Vocabulary*, Dept. of the Secretary of State of Canada, Ottawa, 1987.

Vinay, Jean-Paul and J. Darbelnet. *Stylistique comparée du français et de l'anglais : méthode de traduction*. Montréal: Beauchemin, 1977.

D'un océan à l'autre. L'établissement de la forme française des toponymes anglais

par Hélène Gélinas-Surprenant

Note

Tout comme c'est le cas pour les *Règles* édictées par le Comité d'uniformisation de l'écriture des noms géographiques du Canada (CUENGO) et publiées dans le volume 23, 3, 1990 de *L'Actualité terminologique*, les étapes décrites ci-dessous ne valent que pour la traduction en français des noms d'entités géographiques non habitées dont la forme officielle est en anglais.

Nombre de traducteurs ou rédacteurs canadiens ont eu, à un moment donné, à rendre en français le nom d'un lieu géographique non habité dont la forme officielle est en anglais.

Pour ce faire, les étapes à suivre sont les suivantes :

1. Identification de la province ou du territoire où se situe l'entité

Il est essentiel d'identifier, au départ, la province ou le territoire où se situe l'entité concernée. Cette démarche permet de procéder à la vérification de l'exactitude de la forme officielle du toponyme dans le répertoire approprié (étape 3), l'unique façon de ne pas commettre d'erreur en donnant une forme française à un nom géographique.

La plupart du temps, seul le contexte permet de localiser l'entité. À défaut d'identifier correctement la province ou le territoire, on peut, à tout le moins, cerner une région, ne serait-ce qu'à l'échelle des provinces de l'Atlantique par exemple, ce qui, le cas échéant, restreint la vérification à quatre ouvrages; c'est déjà mieux que de devoir en consulter douze!

2. Consultation de la liste des 81 noms d'intérêt pancanadien

En 1983, un comité du Conseil du Trésor s'est penché sur la question des toponymes dont la forme varie en anglais et en français. Il en a retenu 81 vu l'importance qu'ils ont à l'échelle canadienne et en a approuvé la forme dans les deux langues officielles. La liste de ces noms d'intérêt pancanadien a alors été diffusée. Elle sera reproduite dans une prochaine chronique.

Lorsqu'un toponyme se retrouve dans cette liste et qu'il s'agit bien de ladite entité et non d'une autre du même nom située ailleurs au Canada, il suffit d'utiliser la forme française du toponyme qui y figure.

3. Vérification de la forme officielle du toponyme

Compte tenu de la province ou du territoire d'origine identifié(e) à l'étape 1, il

convient alors de vérifier, dans le répertoire approprié¹, la forme officielle du toponyme.

Dans le cas de variantes orthographiques ou d'entrées multiples sous des noms apparentés, on cherche à déterminer lequel des toponymes correspond à l'entité dont il est question dans le texte. En français, la façon de rendre le nom donné à une entité variera selon qu'il s'agit d'un lieu habité, d'un lieu non habité, ou d'une région administrative et ce, même si, à l'origine, les formes officielles anglaises sont les mêmes.

Il est à noter que les répertoires les plus récents donnent, entre parenthèses et dans les deux langues officielles du Canada, la nature de l'entité si cette dernière ne correspond pas à celle exprimée par le générique faisant partie du toponyme ou par le spécifique en l'absence de générique dans un nom géographique. Cette précision est fort utile pour établir la forme française du générique dans la traduction d'un toponyme. (étape 4)

4. Distinction entre spécifique et générique du toponyme

On décompose alors le toponyme en spécifique et générique. Habituellement, un toponyme anglais les présente dans cet

ordre. On identifie également les particules de liaison s'il y a lieu.

Le spécifique est l'élément du toponyme qui identifie de façon particulière l'entité géographique. Sauf dans les noms d'intérêt pancanadien, on ne traduit jamais un spécifique. Celui-ci demeurera donc intact dans la forme française du toponyme à établir.

Le générique est l'élément du toponyme qui identifie de façon générale la nature de l'entité géographique dénommée. Un toponyme peut ne pas comprendre de générique. Sauf pour les exceptions prévues dans les *Règles*, on traduit un générique.

Pour ce faire, on se réfère au BT-176² pour traduire l'entrée correspondant au générique. Lorsqu'il y en a plus d'une, il faut choisir celle où terme, définition et note relative à l'utilisation géographique du générique s'appliquent le mieux au toponyme à traduire. On prend alors note de l'équivalent en ayant soin de vérifier si les données sous l'entrée française de ce générique corroborent le choix que l'on a fait. Dans certains cas, il n'y a pas lieu de changer le générique, vu la forme déjà française du toponyme officiel.

5. Identification de la règle appropriée

Tenant compte de toutes ces données, on cherche alors à bien identifier la règle appropriée pour donner au toponyme la forme française correcte.

Mis à part le toponyme anglais standard, soit un spécifique constitué d'un seul mot joint à un générique lui aussi mot unique, il y a toujours nécessité de bien classer son toponyme selon qu'il comprend une particule de liaison, un signe diacritique, un adjectif, un point cardinal, un spécifique

formé de plusieurs mots, nom propre ou nom commun, etc.; la règle donne alors la façon d'établir la forme française du toponyme.

Une certaine coutume peut s'être installée pour rendre le nom d'une entité non habitée. Pour le vérifier, on consulte :

— *Atlas and Gazetteer of Canada* (1969) et l'entrée correspondante dans *Atlas et toponymie du Canada* (1969) et

— la carte du Canada à l'échelle 1/2 000 000.

Malgré ce que l'on pourra y relever, il a quand même lieu, dans certains cas, de corriger des erreurs. L'établissement du Bulletin de terminologie sur la forme française à donner aux toponymes figurant dans *Atlas and Gazetteer of Canada* de 1969, permettra de consigner la forme correcte à leur donner.

6. Appel à l'aide

Dans le doute ou si vous avez besoin d'aide, vous êtes prié(e) de consulter le service de renseignements SVP de la Direction de la terminologie et des services linguistiques du Secrétariat d'État du Canada en composant le (819) 997-4363 et en précisant qu'il s'agit d'une demande dans le domaine « Toponymie-Canada ». C'est à cette direction qu'a été confié le mandat d'établir et de diffuser les formes que doivent prendre les noms géographiques du Canada dans l'autre langue officielle.

Remarques concernant le passage du français vers l'anglais

Le CUENGO ne s'est pas encore penché sur les règles à suivre pour donner une forme anglaise à un toponyme dont la forme officielle est en français. La réaction à la publication de nos règles, d'une part, et

l'expérience acquise au cours de la préparation du bulletin de terminologie sur la forme française des noms géographiques officiels anglais contenus dans *Atlas and Gazetteer of Canada* de 1969, d'autre part, nous donneront les éléments clés pour procéder à cette démarche. Cependant, lorsqu'il y a des demandes à ce sujet, nous croyons bon d'utiliser dans l'autre sens les règles édictées et cherchons à ce que, toujours, la saveur d'un toponyme soit conservée.

Notes

1. Série des « Répertoires géographiques du Canada » établis par le Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG) :

Alberta	1988
Colombie-Britannique	1985
Île-du-Prince-Édouard	1990
Manitoba	1981
Nouveau-Brunswick	1972 (épuisé)
Nouvelle-Écosse	1977
Ontario	1988
Saskatchewan	1985
Terre-Neuve	1983
Territoire du Yukon	1988
Territoires du Nord-Ouest	1980, réimprimé en 1984

Le *Répertoire toponymique du Québec* 1987 préparé par la Commission de toponymie du Québec

Le *Répertoire des noms d'entités sous-marines* 1987 préparé par Pêches et Océans Canada

2. *Génériques en usage dans les noms géographiques au Canada / Generic Terms in Canada* a Geographical Names Ottawa, Secrétariat d'État, 1987 (Bulletin de terminologie 176)

Mots de tête « (se) traîner les pieds »

par Frèdelin Leroux fils

« Après s'être traîné les pieds en 1989, le Canada... »
(Michel Vastel. *Le Droit*, 13.1.90)

Le vendredi, en fin d'après-midi, on dirait qu'une sorte de fièvre du mimétisme s'empare des fonctionnaires : ils se mettent

à traîner les pieds. Et comme pour s'excuser, ils vous diront qu'ils ont leur semaine dans le corps. Mais à les voir aller, on ne peut

s'empêcher de penser que c'est dans les jambes qu'ils l'ont, leur semaine.

Bon. Soyons sérieux.

Si vous avez déjà eu la curiosité d'en vérifier le sens, vous n'ignorez pas que **traîner les pieds** n'en a qu'un : « marcher sans soulever les pieds du sol ». Gilles Colpron est d'ailleurs catégorique, l'expression « ne s'emploie qu'au sens concret¹ ».

Et pourtant, les Québécois s'entêtent à l'employer au figuré. D'après M^{me} Irène de Buisseret², c'est sous l'influence de l'anglais que nous lui donnons le sens de piétiner, tourner en rond.

Effectivement, *to drag one's feet* signifie, entre autres, *to act with deliberate slowness or obvious reluctance; be uncooperative* (petit Webster).

Il est bien possible — vraisemblable même — que l'anglais nous ait induits en erreur, mais nous ne sommes plus les seuls à succomber à la tentation. Depuis quelques années, les Français semblent prendre plaisir à **traîner les pieds**. À preuve :

(...) *ses méthodes de travail permettent à cette assemblée de traîner les pieds jusqu'à pratiquer l'obstruction systématique*³.

(...) *les gardiens eux-mêmes ont entraîné les pieds par simple réflexe de conservatisme professionnel*⁴.

(...) *tandis que le Vietnam traîne les pieds*⁵.

Rien d'étonnant à cela, me direz-vous. Ce sont des journalistes. C'est juste. Mais des gens moins pressés, qui n'ont pas l'excuse de l'« heure de tombée », ou la manie de l'expression accrocheuse, leur emboîtent le pas. Le président du Conseil national du patronat français, par exemple :

*Les chefs d'entreprise ne entraînent pas les pieds, ils sont bloqués par des contraintes*⁶.

Un romancier :

*Il traîne les pieds, il ne veut pas voir le roi*⁷.

Et un professeur du Collège de France :
(...) *les FTP, d'obédience communiste, entraînent quelque peu les pieds*⁸.

À l'instar des dictionnaires de langue, les bilingues ne semblent connaître que le sens propre. Le *Robert-Collins* traduit par **faire preuve de mauvaise volonté**, et le *Harrap*, par **montrer peu d'empressement** (à faire qqch). Même les dictionnaires d'argot se font tirer l'oreille. Le *Leitner et Lanen*⁹ propose **travailler à contre-cœur**, **renâcler à la besogne**. Et le *Deak*¹⁰ : **traîner**, **ne pas se presser dans son travail**.

Heureusement que certains dictionnaires « s'oublient » à l'occasion. Comme c'est arrivé au *Robert-Collins*, dans la partie français-anglais : **traîner les pieds** (fig. : hésiter) — *to drag one's feet*. Le *Harrap slang*, à *drag* donne **se faire tirer l'oreille**, **renâcler**, **traîner les pieds**. (Mais on ne trouve rien à « pied », ni à « traîner ».)

Je sens que ça ne vous suffit pas. Et qu'il vous faut des cautions plus sûres. Que diriez-vous du GDEL? **Traîner les pieds**, agir, obéir sans empressement, en rechignant. Ce n'est pas un grand dictionnaire de langue, m'objecterez-vous. Si l'on veut. Mais le *Trésor de la langue française* le donne aussi : **traîner les pieds** — (par ext.) **renâcler** (à faire qqch).

Vous avez encore des hésitations? Ah, je vois, c'est le pronominal qui vous chicote. En effet, contrairement aux Français, nous disons **se traîner les pieds**. C'est ce que de M^{me} Buisseret appelle un faux pronominal. Ce serait, nous dit-elle, une survivance dialectale, une manie archaïsante. Qu'on retrouve d'ailleurs en Belgique (**s'accoucher**, **se trébucher**) et en Suisse (**se divorcer**, **se veiller**).

Ainsi donc, si vous ne voulez pas passer pour archaïsant, vous éviterez la tournure québécoise. Et si vous voulez être à l'abri de tout reproche, vous opterez pour une des solutions que nous proposent les dictionnaires. Mais si l'expression vous plaît, et que vous osez l'employer, vous saurez que vous

êtes en assez bonne compagnie. Après tout, si l'on peut **traîner la semelle** (vivre misérablement), **traîner ses guêtres** (voyager en faisant divers métiers et en passant par des situations plus ou moins difficiles), **traîner ses bottes** (aller où l'on n'a que faire), et quoi encore, pourquoi ne pourrait-on pas **traîner les pieds**, tout en faisant des pieds et des mains (si je puis dire) pour ne rien faire?

Et comme les membres de l'Académie n'auront probablement pas l'occasion de vous lire, vous n'avez pas à craindre d'encourir leurs foudres.

D'ailleurs, gageons que le jour où ils aborderont l'étude de la lettre p, l'expression se sera tellement répandue, qu'ils n'auront d'autre choix que de l'admettre.

Les paris sont ouverts.

Notes

1. Gilles Colpron, *Dictionnaire des anglicismes*, Montréal, Beauchemin, 1982, p. 92.
2. Irène de Buisseret, *Guide du traducteur*, Ottawa, A.T.I.O., 1972, p. 36.
3. Jean-Yves Lhomeau, *le Monde*, 18.7.84.
4. Marc-Ambroise Rendu, *le Monde*, 12.9.87.
5. Editorial anonyme, *le Monde*, 13.7.89.
6. Yvon Gattar, *l'Express*, 10.8.84.
7. Gilles Lapouge, *le Monde*, 6.12.85.
8. Jacques Ruffié, *le Monde*, 9.8.88.
9. M.J. Leitner et J.R. Lanen, *Dictionary of French and American Slang*, New York, Crown Publishers, 1965.
10. Etienne et Simone Deak, *Grand Dictionnaire d'américanismes*, 5^e édition, Paris, Editions du Dauphin, 1973.

L'homme aux exemples

par Dorothy Nakos

Jean Darbelnet observait attentivement les faits de langue dans la vie de tous les jours, sous forme orale et écrite, que ce soit dans une salle de cours, un lieu de réunion ou un aéroport. Véritable entomologiste de la langue, il notait soigneusement, dans un noir carnet dont il ne se séparait jamais, une phrase ou un mot entendu ou lu, habituel ou inattendu, mais toujours « intéressant » à ses yeux.

Il s'estimait heureux d'habiter dans un pays qui offrait tant de découvertes d'ordre linguistique. Il voyait chaque jour comment une langue évolue au contact d'une autre langue, comment elle se défend et s'affirme. Il participait activement à cette évolution par ses multiples travaux dans divers comités et par ses publications. Son esprit était ouvert aux initiatives langagières de bon aloi. En effet, il s'estimait privilégié de vivre dans une société qui lui permettait de comparer constamment deux langues, l'anglais et le français. Il était persuadé que cette comparaison entraîne une meilleure compréhension de la langue maternelle.

Jean Darbelnet avait amorcé au Québec les études en linguistique différentielle, d'abord à l'Université McGill, puis à l'Université Laval. Il préférait d'ailleurs l'étiquette « linguistique contrastive » car, pour lui, cette discipline analysait non seulement les différences entre l'anglais et le français, mais aussi les analogies sur les plans phonétique, grammatical, stylistique et lexicologique.

C'était un scientifique de la langue qui érigeait des principes solides à partir d'exemples précis, analysés et cernés de près. Il constatait les usages, par exemple celui du mot **brun** trop souvent utilisé pour traduire le mot anglais *brown*, alors que ce dernier pouvait se rendre selon le contexte par **bis** (pain) **cassonade** (sucre), **marron** (vêtement ou chaussures), etc.; il remarquait aussi que **brun** pouvait être traduit par **dark** en anglais dans le cas des cheveux. À ce sujet, il expliquait qu'une langue dominante peut avoir un générique et non des spécifiques et, par son influence, elle peut détruire les spécifiques dans une langue dominée. Il existait, chez cet homme mesuré un équilibre

qui se reflétait dans sa façon de vivre et dans ses idées : langue dominante d'une part et langue dominée de l'autre, générique et spécifique, inhérence et relation (voir, par exemple, l'article qu'il a publié dans *L'Actualité terminologique*, Vol. 21, n° 3, 1988), implicite et explicite, abstrait et concret, etc.

Jean Darbelnet a marqué toutes les personnes qui ont eu le privilège de discuter longuement avec lui ou de travailler avec lui. Ses idées étaient imprégnées de bon sens, de réalisme et de pragmatisme. Dans l'autobus qui me ramenait de l'université à mon domicile, je pensais à cet article. Mon regard s'est par hasard porté sur une affiche qui disait : **ne pas fumer**. J'ai aussitôt pensé à la réflexion qu'aurait pu faire Jean Darbelnet s'il s'était trouvé assis là, à côté de moi : « Ce serait plus idiomatique de dire **défense de fumer**. Il s'agit ici d'un calque de l'anglais *do not smoke*. Le français n'indique guère par l'impératif l'interdiction de fumer. » En effet, Jean Darbelnet, vous auriez eu, une fois de plus, parfaitement raison!

Euroterm Maastricht

par Paul Wijnands

La société Euroterm Maastricht a vu le jour le 1^{er} janvier 1988. Sa création émane d'une initiative de l'Institut Supérieur de Traducteurs et d'Interprètes de Maastricht ainsi que des autorités de tutelle de la province de Limbourg aux Pays-Bas. Le but qu'elle s'est assigné dans le cadre de l'avènement de l'unification de l'Europe est triple.

Primo : effectuer des recherches scientifiques et appliquées visant à collecter et à rassembler des terminologies technico-scientifiques comprenant et des unités terminologiques en néerlandais et des unités en diverses langues étrangères.

Secundo : étudier les problèmes linguistiques posés par

l'automatisation du processus de la traduction.

Tertio :

fournir à des tiers des données obtenues à partir de recherches ou obtenues de toute autre manière.

Ce triple objectif est réalisé de diverses façons :

1. en associant aux recherches les enseignants et les étudiants de l'Institut Supérieur de Traducteurs et d'Interprètes de Maastricht;
2. en établissant des contacts avec d'autres spécialistes et organismes œuvrant dans le même domaine;
3. en échangeant avec des tiers des données extraites de ses fichiers;

4. en effectuant, ou en faisant effectuer, des traductions destinées à tester et à structurer ses fichiers;

5. en assurant la réalisation de publications et en organisant des séminaires et des colloques;

6. en faisant appel à tout autre moyen qui s'avère être utile pour réaliser l'objectif choisi.

La direction se compose d'un conseil d'administration, d'un comité consultatif et d'un directeur. L'objectif statutaire a fait l'objet d'une série de précisions à laquelle a été conférée la catégorisation suivante :

I. Recherches scientifiques et appliquées.

1. Recherches thématiques systématiques. Confection de listes terminologiques spécialisées (sur divers supports).
2. Recherche « équivalence » EN-FR-NL-DE-ES.
3. Normalisation intra-entreprise et sectorielle. Compilation de listes terminologiques normatives.
4. Études d'équivalences (contrôle de qualité).
5. Fichiers terminologiques pour systèmes TAO.
6. Mise en place d'une banque de termes.
7. Études terminologiques théoriques.

II. Traduction assistée par ordinateur (TAO)

1. Étude de modèles grammaticaux TAO.
2. Mise au point de maquettes de démonstration TAO.
3. Service-Conseil en TAO.

III. Services multiples

1. Recherches bibliographiques.
2. Cours en terminologie (formation, recyclage).
3. Organisation de colloques.
4. Publications.
5. Médiation pour la promotion de publications de tiers.

IV. Traductions

1. Traductions pour des tiers.
2. Mise en place d'un réseau.

Les deux premières années de fonctionnement (1988 et 1989) ont vu un certain nombre de réalisations concrètes. Les plus importantes seront énumérées ici dans l'ordre de la catégorisation donnée ci-avant.

I. Recherches scientifiques et appliquées

1. Un projet pour l'industrie néerlandaise du bois. Préparation de fichiers pour la banque Euroterm.
2. Des projets pour les Communautés Européennes.
3. Projets pour plusieurs grandes industries.
6. Maquette pour la banque de terminologie « Euroterm » (prête en 1990).

7. Études portant sur la néologie, la néonymie et les systèmes experts; recherches pour Eurotra.

II. Traduction assistée par ordinateur (TAO)

Participation (2 personnes) au développement du système Systran (versant codage) (durée : 4 mois).

III. Services multiples

1. Préparation de deux cours de terminologie :
 - a. introduction à la terminologie
 - b. aspects théoriques de la terminologie (version néerlandaise du cours INFOTERM).
2. Obtention de la représentation (promotion de publications) pour le Bénélux :
 - a. d'Infoterm (fonction de « Service Center »)
 - b. du CILF (Conseil international de la langue française).
3. Publication des actes du XIII^e congrès de la FIT (ISBN 9072614011).
4. Obtention de la représentation (promotion de publications) pour le Bénélux :
 - a. d'Infoterm (fonction de « Service Center »)
 - b. du CILF (Conseil international de la langue française).
5. Publication des actes du XIII^e congrès de la FIT (ISBN 9072614011).

IV. Traductions

1. Importants travaux de traduction pour l'Open Universiteit, DSM, Philips, etc.
2. Début d'un réseau de collaboration entre traducteurs pigistes.

L'année 1990 est importante à plus d'un titre. Il s'agit notamment de bien faire connaître la terminologie. Pour cette démarche, Euroterm Maastricht s'appuie fermement sur la situation linguistique européenne, qui ne manquera sans doute pas de promouvoir le multilinguisme des Européens. La banque de terminologie qu'elle est en train de mettre en place constituera un de ses produits clés. C'est pourquoi elle mérite que l'on y prête un peu plus d'attention.

Le logiciel utilisé pour la banque Euroterm est le produit Adlib conçu pour des applications documentaires. Ce produit logiciel sera adapté aux besoins de la future banque. Le système de classement choisi est celui de l'UDC (Universal Decimal Classifi-

cation), lequel sera modulé en fonction de l'ampleur que la banque sera susceptible de prendre.

La banque sera exploitable dans un cadre commercial, ce qui veut dire qu'elle sera dotée d'un maximum de convivialité. Celle-ci se traduira par l'utilisation d'interfaces appropriées, que ce soit au plan de la technique informatique ou à celui de la consultation. On envisage d'utiliser le code chiffré de l'UDC avec la possibilité de recourir à l'affichage du texte de ce classement. Si le format choisi correspond à ceux qui sont utilisés par d'autres banques de terminologie, la banque Euroterm offrira la possibilité d'une interrogation hiérarchisée, c'est-à-dire basée sur des descripteurs mais aussi sur des mots-vedettes, classés dans des réseaux notionnels.

La banque s'adresse à l'ensemble des pays des Communautés Européennes, avec la possibilité, en fonction des langues enseignées à l'Institut Supérieur de Traducteurs et d'Interprètes à Maastricht, d'y ajouter d'autres pays et par conséquent d'autres langues (arabe, japonais, chinois). La banque Euroterm a été élaborée à partir du modèle de la banque de l'Institut. Celui-ci a été présenté dans *TermNet News* no. 17, 1987, publié par Infoterm à Vienne (Special Issue on the Benelux Countries).

La banque multilingue de terminologie d'Euroterm se destine à la commercialisation de la terminographie. Le problème de son alimentation a été résolu en faisant appel à la maison d'édition Elsevier. En effet, Euroterm a conclu avec Elsevier un accord de coopération qui prévoit que l'ensemble des termes des dictionnaires spécialisés de cet éditeur seront versés dans la banque Euroterm. Ils y feront l'objet d'une classification ainsi que d'une validation et d'une mise à jour permanente. La totalité de cette nomenclature s'élèvera à 2 millions d'unités terminologiques (concepts) réparties en 14 langues. Euroterm y ajoutera les résultats de ses propres recherches terminographiques.

La banque Euroterm, mise en route en 1990, répondra à une large part des besoins terminologiques des traducteurs, documentalistes, rédacteurs techniques et spécialistes des pays du Marché commun. Elle sera accessible en direct par les réseaux de communication. Elle permettra en outre de confectionner des imprimés thématiques et interdisciplinaires. Les dictionnaires clas-

siques Elsevier, c'est-à-dire ceux présentés sous forme de livres, continueront à être édités comme auparavant. La banque Euroterm sera commerciale. Elle revêtira dès lors une importance primordiale pour Euroterm, qui verra ses chances de réussite en bonne partie liées au succès de cette banque. En effet, Euroterm Maastricht dispose d'un délai de 3 ans (jusqu'à 1991) pour prouver sa viabilité commerciale.

L'année 1990 est en outre celle où Euroterm commence à donner ses cours de terminologie. Il sera intéressant de voir si la terminologie en tant que discipline saura gagner les faveurs des Néerlandais. Le succès actuel de nombreuses publications sur l'évolution et la qualité de la langue justifie un optimisme mitigé. Quant aux activités d'édition, Euroterm publiera en 1990 les actes du colloque « Traduction et Signification », qui se déroulera à Maastricht et à Lodz (Pologne).

Euroterm Maastricht ne néglige pas non plus les activités de normalisation terminologique ni sa participation à la promotion des travaux de terminologie néerlandaise. Elle participe à ce titre à la Commission néerlandaise ISO 400/37 (le vocabulaire de la terminologie), à la Commission de Terminologie

Bancaire de l'Association Belge des Banques ainsi qu'au Comité « Enseignement » du SANT (Module de Terminologie de l'Union Linguistique belgo-néerlandaise), lequel prépare un argumentaire détaillé en faveur de l'introduction de la discipline terminologique dans l'enseignement tertiaire néerlandais et flamand. Pour le même organisme, l'auteur de cet article a rédigé un rapport sur la terminologie au Canada et au Québec. Les conclusions de ce rapport seront intégrées dans la politique du SANT et ce, en fonction des parallélismes qu'elles feront ressortir avec la situation linguistique des Pays-Bas et de la Flandre. Elles sont basées sur des recherches documentaires et sur de nombreux contacts que l'auteur a eus au Canada avec des terminologues et des juristes spécialisés en droit linguistique. Pour cette raison, l'expérience d'aménagement linguistique au Québec suscite beaucoup d'intérêt. Les terminologues néerlandais et flamands prennent conscience des nombreux points de convergence qui existent entre le Québec, d'une part, et les Pays-Bas et la Flandre, d'autre part. L'Europe d'après 1992 engendrera en effet le même danger de minorisation pour les langues mineures que l'intégration économique des pays de l'Amérique du Nord.

L'heure en Europe est à la construction d'un marché unique. Les entreprises se préparent à s'y adapter le plus utilement possible. À cette fin, elles prennent le pouls de l'Europe. Mais comprennent-elles en même temps qu'il est devenu impératif de parler un nombre maximal de langues européennes? Rien n'est moins sûr. Pourtant le multilinguisme sera à l'Europe ce que Paris est à la France ou ce que Rome est à l'Italie.

L'action de la société Euroterm Maastricht s'inscrit forcément dans l'ensemble des activités qui visent à faire de l'Europe une communauté économique et culturelle multilingue. Défendre la cause de la terminologie, c'est dès lors défendre la cause de la variété culturelle. Cette donnée ne fait qu'augmenter la motivation professionnelle avec laquelle l'équipe d'Euroterm Maastricht (3 terminologues, 2 spécialistes en informatique linguistique, 3 traducteurs et 2 collaborateurs administratifs) s'est attelée à la tâche.

L'avenir dira si Euroterm saura transformer ses aspirations en une série de réalisations concrètes et durables. Si elle se fie aux travaux qu'elle a déjà réalisés, elle a toutes les raisons d'être optimiste.

Le Coin des publications / Publications in Review

Université d'Ottawa. Centre de traduction et de documentation juridiques, *Lexique des lois et des règlements de l'Ontario*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1989, 944 p.

C'est le 9 novembre 1989, à Toronto, qu'a été lancé, dans le cadre du congrès annuel de l'Association des juristes de langue française de l'Ontario, le *Lexique des lois et des règlements de l'Ontario*.

Le lexique, publié par les Presses de l'Université d'Ottawa, a été conçu et préparé par le Centre de traduction et de documentation juridiques d'Ottawa qui en assure la distribution. Il a été réalisé en étroite collaboration avec le bureau des conseillers législatifs du ministère du Procureur général de l'Ontario.

Il s'agit d'un ouvrage de 944 pages, résultat du dépouillement de 440 lois et 40 textes réglementaires de l'Ontario. Sa présentation claire et aérée en facilite grandement la consultation. Une table indique le titre des textes législatifs ainsi dépouillés et permet en outre de repérer rapidement et avec précision la source des quelque 20 000 entrées sous lesquelles, dans la plupart des cas, figurent plusieurs équivalents qu'impose le contexte.

Les auteurs — parmi eux le fondateur du Centre, le regretté Robert Paris, décédé quelques semaines avant le lancement — méritent des éloges pour ce précieux ouvrage de référence dont on peut dire qu'il est vraiment le résultat d'un travail d'équipe. En effet, dès le tout début des travaux du Centre en 1981, ses traducteurs juridiques ont pris l'habitude de consigner sur fiches

le résultat de leurs recherches terminologiques en vue de les inscrire dans une banque informatisée de données. C'est grâce à cette initiative que le Centre a pu créer, pour son usage interne, un lexique maison pour l'assister dans ses travaux et en assurer la cohérence.

Les données recueillies étant périodiquement refondues et regroupées, le présent lexique n'est donc pas, en vérité, une première édition mais un ouvrage revu et corrigé qui est l'aboutissement d'un long processus de réflexion, de remise en question et de révision, à la lumière de l'expérience acquise et des développements terminologiques dans le domaine de la common law en français. En fait, cinq refontes et regroupements de données ont précédé la préparation du Lexique.

Celui-ci reflète bien ce travail assidu de recherche continue et donne à l'ouvrage une crédibilité que ne possèdent pas toujours les publications dans le domaine. Qui, en effet, n'a pas déploré ces glossaires hâtivement construits et qui demandent aux lecteurs une foi de charbonnier, ou qui les rendent méfiants au départ, parce que le contexte ou la source du terme, du syntagme, de la phrase ou de l'élément de phrase dont on donne l'équivalent n'est pas précisé. Pourtant, pas besoin d'être un grand juriste ou linguiste pour savoir que les expressions qu'on retrouve dans les lois rédigées en langue anglaise, contiennent, tout comme, par ailleurs, celles de langue française, nombre de termes polysémiques. On n'a qu'à se rappeler, par exemple, le verbe *to operate* ou les substantifs *privilege* ou *process* — pour ne mentionner que ceux-là — pour lesquels le Lexique contient autant d'équivalents que le dicte la signification, selon le contexte, de l'entrée en langue anglaise. Les équivalents français sont par ailleurs suffisamment explicites pour qu'il soit possible de choisir, rapidement et judicieusement, la signification qui s'impose sans avoir, dans la grande majorité des cas, à pousser la recherche plus loin. Par exemple, sous l'entrée *to collect*, sont énumérés et placés entre parenthèses les mots *debts, material, statistical information, tax*, etc. qui immédiatement justifient auprès des utilisateurs le choix proposé de, respectivement, recouvrer, réunir, collecter, percevoir.

Des phrases, ou éléments de phrases, comprenant des notions juridiques ou qui sont d'usage courant en écriture législative figurent également au Lexique. Leur version française présente l'avantage, pour les utilisateurs qui n'ont pas le temps de consulter les ouvrages spécialisés, de trouver immédiatement la formulation qui s'impose et surtout d'éviter de tomber dans la traduction servile facile et souvent fautive, comme ce fut longtemps le cas, à titre d'exemple, pour le fameux triplet *to amend, alter or vary* immanquablement rendu par amender, changer ou varier. Le Lexique utilise tout simplement modifier.

Il est possible d'affirmer que le Lexique touche pratiquement toutes les situations auxquelles les traducteurs juridiques sont exposés dans leurs travaux quotidiens. Les domaines dans lesquels l'Ontario légifère n'englobent-ils pas maintenant, comme c'est le cas généralement des parlements dans les

sociétés technologiquement avancées, à peu près tous les secteurs d'activité humaine?

Le *Lexique des lois et des règlements de l'Ontario* est un ouvrage de référence indispensable, non seulement pour quiconque travaille dans le domaine de la rédaction ou de la traduction législative, mais également pour tous ceux et celles qui œuvrent directement ou indirectement dans le domaine — administrateurs publics, journalistes, éducateurs, praticiens — qui ont à cœur une langue juridique française dépouillée d'anglicismes, solécismes, barbarismes et autres maux qui pendant trop longtemps ont été son image de marque au Canada.

Pour juristes autant que pour non-juristes, le Lexique c'est le mot-juste, sans douleur, au bout du doigt!

Le Centre se propose de publier des éditions revues, corrigées et augmentées. L'enfer étant, dit-on, pavé de bonnes intentions, il faudra nous souvenir de rappeler cette promesse aux dirigeants du Centre, une fois la version officielle française des *Lois de l'Ontario* approuvée par l'Assemblée législative. C'est alors qu'une édition définitive sera possible, toutefois sujette elle aussi à des révisions périodiques car rien ne vieillit plus vite qu'un lexique dont la source est dans le corps des lois d'une société dynamique en constant devenir.

M^c Gérard Bertrand, c.r.

L'Association du Barreau canadien / The Canadian Bar Association
Vocabulaire bilingue de la Common Law.
Droits des biens, Tome 4.
Terminologie française normalisée, Ottawa,
L'Association du Barreau canadien, c1990, (PAJLO.
Programme national d'administration de la justice dans les deux langues officielles)

Coordination

Réjean PATRY, avocat, coordonnateur du Programme national de l'administration de la justice dans les deux langues officielles.

Comité de normalisation

Claude Bisailon et Ruth Sullivan, conseillers législatifs, Direction de la législation, ministère de la Justice du Canada

Bruno Lalonde, conseiller législatif associé, Division de la réforme du droit, ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick

Michel Nantel, directeur du Service de traduction juridique, ministère du Procureur général du Manitoba

Lise Rachelle Robichaud, Direction du contentieux législatif, ministère de la Justice du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Michael Wood, premier conseiller législatif adjoint, ministère du Procureur général de l'Ontario

Comité technique

Andrée Duchesne, avocate, chef de la section de terminologie juridique, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État

Claude Pardons, avocat et juriste-conseil, Frédéricton

Étienne Sepulchre, juriste-conseil, Ottawa-Hull

Terence Wade, juriste-conseil, Ottawa

Collaborateurs

Michel Bastarache, avocat, Président, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie Assomption

Andrée Delagrave, avocate, Direction des affaires ministérielles, Énergie, Mines et Ressources

Maureen Irish, professeure agrégée à la faculté de droit, Université de Windsor

Nicolas Joly, avocat et professeur à l'École des traducteurs et interprètes de l'Université d'Ottawa

Guy Jourdain, avocat, Pitblado & Hoskin, Winnipeg

Daniel Mathieu, avocat, directeur de l'Institut Joseph-Dubuc, Winnipeg

Andréa Ouellet, avocate, professeure à l'École de droit de l'Université de Moncton

feu Robert Paris, avocat, directeur du Centre de traduction et de documentation juridiques d'Ottawa

David Reed, jurilinguiste-conseil,
Institut Joseph-Dubuc, Winnipeg

Marie St-Jean, avocate, directrice des
services linguistiques, Bureau du Commis-
saire à la magistrature fédérale, Ottawa

Louise Savard, avocate et réviseure au
Centre de traduction et de documentation
juridiques d'Ottawa

Gérard Snow, avocat, directeur du
Centre de traduction et de terminologie juri-
diques de Moncton

Secrétariat

Francine Clément, Secrétariat d'État

Avant-propos

La démarche entamée en 1984 pour
établir une terminologie française normalisée
de la common law se poursuit méthodique-
ment. Chaque année, la publication d'un
nouveau vocabulaire vient témoigner de la
vitalité de l'entreprise.

Le présent ouvrage, le tome 4 du *Droit
des biens*, est accompagné d'un Supplément
qui comprend les index cumulatifs anglais
et français-anglais des termes qui figurent
dans les quatre tomes du *Droit des biens*.
Cet instrument devrait faciliter la consulta-
tion de l'ensemble des vocabulaires traitant
de ce domaine. On a voulu aussi inclure
dans ce Supplément un guide d'utilisation
qui permettra au lecteur de mieux com-
prendre les principes sous-jacents aux
recommandations des jurilinguistes qui
composent le Comité technique et aux déci-
sions du Comité de normalisation.

Je remercie chacun des membres de ces
comités ainsi que les collaborateurs — dont
vous trouverez les noms au début de ce
vocabulaire — qui ont eu un rôle, différent
mais toujours important, dans l'élaboration
de la terminologie française de la common
law, une tâche, il faut l'avouer, audacieuse
et hardie.

Je voudrais également souligner la par-
ticipation des ministères des procureurs
généraux de l'Ontario, du Manitoba, du
Nouveau-Brunswick et des Territoires du
Nord-Ouest ainsi que de l'Association du
Barreau canadien. C'est grâce au concours
qu'ils prêtent généreusement au Secrétariat
d'État et au ministère de la Justice du Canada
que nos vocabulaires ont une portée vrai-
ment nationale.

La création et la normalisation de la ter-
minologie française de la common law ne
constituent d'ailleurs qu'une des compo-
santes des activités du Programme national
de l'administration de la justice dans les
deux langues officielles (PAJLO), qui, collec-
tivement, reflètent le caractère bijuridique
et bilingue du pays et suscitent de plus en
plus d'intérêt dans la communauté
internationale.

Dans un monde en évolution cons-
tante, où les systèmes juridiques et les lan-
gues traversent de plus en plus librement les
frontières, l'œuvre de pionnier du Canada
peut servir de modèle.

La sous-ministre déléguée — droit civil
Ministère de la Justice du Canada
Présidente du Programme national de
l'administration de la justice dans les deux
langues officielles

M^e Anne-Marie Trahan, c.r.

Introduction

Le tome 4 du *Vocabulaire du droit des
biens* amorce une nouvelle étape dans la
normalisation de la terminologie française
de la common law. Nous avons entrepris
cette année l'étude de termes qui intéres-
sent davantage les praticiens du droit.

En effet, l'usager pourra consulter ce
quatrième tome afin d'y repérer, entre
autres, les équivalents français normalisés
des termes relatifs aux *conveyances* et aux
covenants.

La démarche terminologique menant à
l'élaboration du tome 4 est demeurée la
même que pour les tomes précédents.
L'essentiel de cette démarche est consigné
dans les dossiers de synthèse destinés aux
membres du comité de normalisation et aux
collaborateurs. Un résumé de cette démarche
a également été inséré dans le supplément
au tome 4.

Les dossiers peuvent être obtenus en
s'adressant au coordonnateur du Programme
national de l'administration de la justice
dans les deux langues officielles au numéro
(613) 957-4621.

**Groffier, Ethel. Précis de droit
international privé québécois,
4^e édition, Cowansville, Les
Éditions Yvon Blais Inc.,
1990 430 p.**

Il y a exactement dix ans, paraissait la
première édition de ce Précis. Depuis lors,
le droit québécois a subi de nombreuses
modifications. Le Livre 9 du Projet de Code
civil consacré au droit international privé a
été remplacé par un Avant-projet de droit
international privé qui, lui-même, fait
encore l'objet de remaniements. De nou-
velles institutions de droit interne — comme
par exemple le patrimoine familial ou le
régime de protection des majeurs — néces-
sitent de nouvelles règles de droit interna-
tional privé. En revanche, le législateur a
créé des règles de conflit pour répondre à
des difficultés ponctuelles, sans toujours se
soucier de les harmoniser avec le droit exis-
tant. Des développements législatifs ou juris-
prudentiels récents ont conduit à appro-
fondir certaines questions, comme les règles
relatives aux effets du mariage, aux régimes
matrimoniaux ou aux fiducies. Cette qua-
trième édition a été, par conséquent, forte-
ment remaniée et élargie.

**Groffier, Ethel et David Reed. La
lexicographie juridique,
Cowansville, Les Éditions Yvon
Blais, 1990, 160 p.**

Une des grandes difficultés du vocabu-
laire juridique réside dans ses relations avec
la langue générale. Il lui emprunte un grand
nombre de ses termes, mais ceux-ci sont
investis d'un sens juridique, d'une signifi-
cation spéciale et, si le sens courant des
termes du droit est aisément compréhén-
sible, leur sens juridique est souvent
anormal. Les difficultés sont encore accrues
par la multiplicité des langues et les diffé-
rences entre les systèmes de droit; elles pro-
lifèrent tout particulièrement au Canada,
pays bilingue et bisystémique. À une époque
caractérisée par une accélération sans pré-
cédent des communications, on assiste à une
évolution extrêmement rapide — certains
diraient une dégradation — du langage et à
autant d'efforts pour le préserver, le codi-
fier, le purifier. Les dictionnaires et les lexi-
ques en tout genre prolifèrent et le domaine
du droit ne fait pas exception. Cela est vrai
au Canada, en France ainsi que dans d'autres

pays. Les différentes publications récentes sont de valeur inégale et répondent à des besoins différents. Très rares sont celles qui contiennent des explications complètes — en avant-propos ou autrement — de leurs buts et de leur méthodologie. Si les dictionnaires de langue ont fait l'objet d'études de lexicographie sérieuses et diverses, les dictionnaires de spécialité sont les parents pauvres du domaine. Cet ouvrage vient donc remédier à la carence de la méthodologie en matière de dictionnaire juridique.

L'Association du Barreau canadien / The Canadian Bar Association. Vocabulaire du droit des biens, Tome 4, Supplément / Vocabulary of Property Law, Volume 4, Supplement. Ottawa, L'Association du Barreau canadien, 1990, 121 p. (La Clef : Common Law en français)

Les Vocabulaires bilingues de la common law ont fondamentalement pour objet la terminologie juridique du système de common law. Ils se situent dans le contexte de l'analyse et de l'application du droit interne et non dans une perspective bilingue de droit comparé.

En tant qu'ouvrages techniques, ils visent à répondre aux besoins des analyses et communications spécialisées, en tenant compte de ce qu'elles emprunteront des formes variées, dont chacune présente, sur le plan terminologique, des besoins propres : législation, jurisprudence, exposés de doctrine, débats judiciaires, etc. Ils ont été conçus primordialement à l'intention des juristes ainsi que des traducteurs, intermédiaires fort importants dans la transmission en français des données juridiques de la common law. Ils ne prétendent pas satisfaire aux besoins, différents, des textes de vulgarisation du droit.

Parmi les facteurs dont il a paru essentiel de tenir compte dans le choix des équivalents français figurait le rôle que joue la traduction, écrite et orale, dans l'expression française à l'analyse et à l'application du système juridique dont il s'agit.

Il fallait situer la terminologie dans ce contexte particulier, en veillant, notamment, à ce que la terminologie française serre

l'anglaise d'assez près pour que le traducteur ne soit pas tenu d'apporter régulièrement des modifications ou additions de fond aux communications juridiques qu'il traduit. Il fallait aussi éviter de présenter en français une vision déformée du système ou de la situation juridique à exprimer.

Outils d'abord linguistiques, les Vocabulaires n'ont pas été conçus comme des dictionnaires ni comme des ouvrages d'information sur les notions et règles juridiques. Ils se veulent des outils de transfert linguistique dans lesquels l'équivalent français et le terme anglais sont appelés à rester étroitement liés comme termes techniques. Ils visent uniquement à fournir une expression uniforme distinctive des notions recouvertes par les termes anglais et de celles-là uniquement. Les décisions de normalisation n'ont porté que sur la recherche d'équivalents juridiquement et linguistiquement valables. L'élément d'information primordial est l'équivalent normalisé, l'information complémentaire ne visant généralement qu'à situer le terme dans le système juridique. Les définitions et contextes présentés n'ont pas de but normatif; ils ne figurent qu'à titre indicatif. L'équivalent est destiné à assumer le même rôle que le terme anglais auquel il est jumelé et à suivre en principe le même comportement notionnel.

Les éléments d'analyse notionnelle des termes ont été reproduits, dans la plupart des cas, dans leur langue d'origine. Il a été jugé préférable dans ces cas, d'une part, de laisser la parole aux auteurs reconnus et, d'autre part, de favoriser une perception première qui ne soit pas déformée par la présence dans l'analyse d'équivalents français normalisés qui n'avaient pas encore acquis force d'usage.

Les Vocabulaires s'inscrivant dans une démarche d'ordre terminologique, les mots et expressions qui y figurent ont été retenus en tant que termes techniques appelés à désigner une réalité juridique définie ou définissable, à favoriser, tels des bornes ou balises, la rigueur et la cohérence dans l'étude et l'exposé des règles juridiques.

Il s'agit soit de termes juridiques de base, soit de mots ou expressions issus de la langue générale mais élevés depuis à la position de termes juridiques.

En tant que termes, les équivalents constituent, comme tout vocabulaire tech-

nique, un code linguistique particulier qui s'interprétera en définitive par la connaissance spécialisée de la discipline dont il s'agit, la formulation d'un terme technique ne pouvant à elle seule révéler la plénitude du sens de celui-ci. En l'espèce, la clé du code résidera en définitive dans le jumelage du terme anglais et de son équivalent français et dans les explications des auteurs, de la jurisprudence et de la législation de common law. Les dictionnaires de la langue française et les dictionnaires et ouvrages juridiques autres que ceux de common law ne peuvent servir à la définition exacte et complète des équivalents normalisés.

La vocation technique des équivalents normalisés commandait aussi qu'il se distinguent immédiatement par leur forme en tant que termes techniques, d'autant plus que les expressions de la langue générale et les termes juridiques se voisinent plus que dans toute autre discipline dans les communications juridiques.

Dans l'ensemble, les Vocabulaires ont été élaborés à partir d'une analyse comparative des termes anglais chez les auteurs, dans la jurisprudence et dans la législation, d'une étude des usages français canadiens existants, du vocabulaire juridique français, notamment celui du droit français et du droit québécois, ainsi que des mécanismes de formation des termes juridiques français et des mots et expressions de la langue générale.

L'information figurant sous chaque entrée ne représente qu'une partie de l'information présentée au Comité de normalisation. Elle ne comprend pas les justifications juridiques et linguistiques appuyant les recommandations faites au Comité.

Gémar, Jean-Claude et Vo Ho-Thuy. Difficultés du langage du droit au Canada, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., Montréal, Linguatex, 1990, 206 p.

Savez-vous ce qui distingue les termes clause, disposition et stipulation? Dans quel contexte doit-on employer le mot légal ou juridique (que l'on ne doit pas confondre avec judiciaire)? Le terme tribunal englobe-t-il le terme cour? Ou est-ce l'inverse? Quelle est la nuance entre un appel et un pourvoi?

Savez-vous qu'une indemnité est toujours pécuniaire, alors que le dédommagement peut se faire en nature? On sait l'importance des mots en droit. La justesse, la précision et la concision sont des qualités essentielles au langage juridique. Mais, en droit canadien, ces qualités sont parfois compromises en raison d'un langage qui est, tant au niveau de la langue courante que jusqu'au cœur même des textes officiels, truffé de problèmes conceptuels et linguistiques. La complexité de ces problèmes s'explique par la coexistence des deux systèmes juridiques, la common law d'Angleterre et le droit civil français, dont notre droit est issu. Nos codes, textes de lois et recueils de jurisprudence regorgent d'anglicismes et de locutions calquées sur l'anglais qui ont, une fois la traduction opérée, un sens qui ne colle pas toujours au français universel. C'est pour y remédier que les auteurs nous proposent un ouvrage qui vise, par le biais de la jurilinguistique, à cerner le « bon usage » d'une manière de dire notre droit, sous forme d'un recueil de quelque 200 termes différents.

Présentation

Chaque terme est présenté sous la forme d'un dossier en trois parties. En premier lieu, les auteurs ont relevé un contexte dans les codes, recueils de jurisprudence, textes de loi ou de doctrine, selon le cas. Vient ensuite une définition précédée d'une courte étude étymologique et suivie de commentaires inspirés des travaux de grammairiens et de linguistes reconnus, voire de juristes éminents. Une troisième partie, enfin, indique la solution à adopter, précédée ou accompagnée d'une remarque ou d'une discussion.

Mayrand, Albert. *Dictionnaire de maximes et locutions latines utilisées en droit*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1990, 312 p.

Le *Dictionnaire de maximes et locutions latines utilisées en droit* de l'honorable Albert Mayrand est connu de tous les juristes. Il est souvent le premier contact que les étudiants en droit ont avec le jargon juridique. Comme les expressions latines font partie intégrante et sont indissociables du prétoire, ce dictionnaire est devenu un outil indispensable pour tout juriste, surtout

depuis que les institutions d'enseignement ne rendent plus obligatoire l'apprentissage du latin.

L'auteur a recensé les maximes et locutions latines utilisées en droit par ordre alphabétique : pour chacune d'elles, il explique la signification et donne les sources et références de la doctrine, de la jurisprudence et de la législation qui les citent et les commentent.

Cet ouvrage essentiel a été revu, corrigé et mis à jour quotidiennement par l'auteur jusqu'en avril 1985, date de parution de cette nouvelle édition. Ce travail tient compte des développements et de l'évolution survenus en droit ces dernières années. L'auteur a également augmenté la première édition de nombreuses autres maximes et locutions latines utilisées en droit.

Un index analytique complète le dictionnaire et dirige aisément le lecteur vers les diverses maximes et locutions latines qu'il recherche.

L'auteur est diplômé de la Faculté de droit de l'Université de Montréal et a exercé la profession d'avocat pendant quinze ans. Il a été professeur de carrière à cette même faculté pendant quinze autres années et professeur invité aux facultés de droit de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke. Président du comité de rédaction de la Revue du Barreau pendant 10 ans, il a de plus été membre de l'Office de révision du Code civil de la province de Québec, juge à la Cour supérieure puis à la Cour d'appel.

Linda Collier, *The Pensions Vocabulary*, Ottawa, Secrétariat d'État, 1990.

The *Pensions Vocabulary* is one of the most recent publications in the Terminology Bulletin Series produced by the Terminology and Linguistic Services Directorate (TSLD). Because of the interest shown by Canadians for registered retirement savings plans, annuities and a host of other products offered by the pension industry, the TSLD concluded that a bilingual vocabulary would be a useful reference tool for all those who work in pensions-related fields, both specialists and non-specialists alike.

Until now, the only TSLD publication available was a 56-page glossary that was produced in 1982 for the general public. This Vocabulary, containing approximately 1,200 entries and 300 definitions and observations, is an update of that publication and reflects changes in the terminology used in pensions legislation. The terms were found in a wide range of documents dealing with the various aspects of the Canadian pension system and in the Linguistic Data Bank (TERMIUM) of the Department of the Secretary of State of Canada. It should therefore be of special interest to all those who are currently involved in the translation and editing of texts in the field.

In addition, we believe that this publication also meets the needs of the general public. An increasing number of Canadians are looking to pensions experts for investment vehicles to help them prepare for a financially secure future. Thus, by making this type of bilingual terminology accessible, it is hoped that all users will acquire a greater knowledge and understanding of the concepts commonly used in the field.

Réseau international de néologie et de terminologie. *Terminologies nouvelles*, revue semestrielle coéditée par l'Agence de coopération culturelle et technique et la Communauté française de Belgique; n° 1, « Le Rint : Objectifs et perspectives », mai 1989, 32 pages, et n° 2, « La formation en terminologie », décembre 1989, 43 pages.

Le Réseau international de néologie et de terminologie (Rint), issu en 1986 du premier Sommet francophone, a chargé la Communauté française de Belgique de publier le bulletin officiel *Terminologies nouvelles*.

Ce bulletin semestriel a pour mission de renseigner le public international sur les activités du Réseau mais aussi sur les besoins et les réalisations en matière terminologique et néologique, dans tout le monde francophone, dans son acception la plus large. Il a pour ambition d'ailleurs de contribuer à cette solidarité mondiale. Il interviendra, de

façon très variée, en publiant des comptes rendus, des informations courantes, des enquêtes, des essais et des numéros thématiques.

Le premier numéro est présenté par M. Joseph Hanse, président du Conseil international de la langue française. Paru en mai 1989, il a pour objectif de faire connaître le Réseau, ses origines et son développement, et de montrer à quel point il répond à une nécessité, à un désir international. On y voit, dans divers articles, la façon dont travaillent les cinq modules initiaux du Rint (belge, canadien, français, québécois et suisse) qui ont uni avec bonheur leurs efforts jusqu'à présent.

Le second numéro est présenté par M. Daniel Blampain, professeur de linguistique à l'Institut supérieur de l'État des traducteurs et interprètes de Bruxelles en Belgique. Paru en décembre 1989, il est consacré à la formation en terminologie, discipline maintenant enseignée dans la plupart des universités et qui ne répond plus aux seuls besoins de la traduction. Les divers articles présentent une image contrastée et vivante des multiples voies d'accès à la terminologie qui est aujourd'hui en voie d'autonomisation et tend à être une science autant qu'un art. L'expérience des divers modules du Rint, qui compte maintenant deux partenaires de plus, Haïti et un regroupement de pays africains, y est amplement décrite.

Michèle Valiquette

**Pierre Dermine en collab. avec
Line Paradis. *Vocabulaire de
l'agriculture. Ottawa, Secrétariat
d'État, 1990, 1 213 p.***

Un « Vocabulaire de l'agriculture » : à prime abord, le titre pourrait sembler quelque peu présomptueux. Prétendrait-on cerner tous les domaines et sous-domaines que recouvre le terme agriculture? Ce n'est évidemment pas l'objet ni la prétention de cet ouvrage parti de la base, du *grass-root level*, pour employer un langage plus agronomique.

Né du fichier du premier auteur, le *Vocabulaire de l'agriculture* est davantage un recueil des difficultés terminologiques auxquelles lui et ses collègues ont dû trouver réponse et auxquelles les dictionnaires cou-

rants, pas toujours disponibles, n'apportent pas forcément de solution. Pourtant la réponse peut dormir déjà dans nombre de manuels, de dictionnaires et de revues spécialisées. On y cherchera donc en vain la plupart des termes élémentaires, p.ex. *cow*, *calf*, *chicken*, mais on trouvera des notions plus spécialisées telles *cow-calf operation*, *calf at foot*, *dam* et *sire*, pour ne parler que de la zootechnie. Le *Vocabulaire* ne prétend pas non plus imposer des solutions, mais propose celles relevées au cours des recherches quotidiennes.

Le *Vocabulaire de l'agriculture* n'entend donc pas s'ériger en dictionnaire exhaustif et normatif. L'ouvrage est essentiellement un outil de travail, plutôt un auxiliaire, où le traducteur et le communicateur pourront trouver des termes ou des expressions plus difficilement accessibles dans d'autres sources.

L'agriculture, rappelons-le, est un domaine infiniment ramifié qui nous transporte des techniques agronomiques à la biotechnologie, de la médecine vétérinaire à la science du sol, de la zootechnie à l'alimentation en passant par l'agrométéorologie, le génie rural et d'innombrables autres sous-domaines.

Dans ce contexte, le vocabulaire français a fort à faire pour suivre l'évolution parfois fulgurante, de la terminologie agricole. Qu'on pense au seul champ de la biotechnologie, à peine connu il y a une vingtaine d'années.

Le *Vocabulaire de l'agriculture*, qui regroupe environ 9 000 notions, rend compte dans une certaine mesure de l'évolution et de la variété de la terminologie agricole moderne. Chaque terme ou notion, sauf quand il y a évidence, a été situé dans son sous-domaine particulier et accompagné au besoin d'une courte explication technique, d'une observation terminologique ou grammaticale, d'un exemple d'utilisation, ou parfois même d'une définition sommaire.

Ainsi, l'objet du *Vocabulaire* est de faciliter la tâche du traducteur et du communicateur non seulement en lui offrant un choix de solutions, mais aussi en situant les termes dans leur contexte.

À noter que le *Vocabulaire de l'agriculture* est disponible par l'entremise des librairies associées du Centre d'édition du

gouvernement du Canada ou de votre librairie locale.

Adresse postale

Centre d'édition du gouvernement du
Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0S9
Tél. (819) 997-2560 (renseignements);
(819) 956-4802 (commandes
téléphoniques).

Publications récentes en médecine

D^r André Lussier et Sylvie Dionne, sous la direction de / D^r André Lussier and Sylvie Dionne, Under the Direction of. *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur. Volume 1 : signes cliniques / Vocabulary of Signs and Symptoms of the Musculoskeletal System. Volume 1: Clinical Findings*, Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada / Joint Project of Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada, Ottawa, Approvisionnement et services Canada, 1990, XXV-528 p. (Bulletin de terminologie 198 / Terminology Series 198).

D^r André Lussier et D^r Philippe Dionne et Sylvie Dionne, sous la direction de / Dr. André Lussier and D^r Philippe Dionne and Sylvie Dionne, Under the Direction of. *Vocabulaire de sémiologie médicale / Vocabulary of Medical Signs and Symptoms*, Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada / Joint Project of Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada, Ottawa, Approvisionnement et services Canada, 1990, XXIII-426 p. (Bulletin de terminologie 199 / Terminology Series 199).

D^r Edgar Delvin et Gisèle Pham, sous la direction de / Dr. Edgar Delvin and Gisèle Pham, Under the Direction of. *Vocabulaire de génie génétique / Vocabulary of Genetic Engineering*, Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada / Joint Project of Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada, Ottawa, Approvisionnement et services Canada, 1990, XXII-327 p. (Bulletin de terminologie 200 / Terminology Series 200).

Congrès et colloques nationaux et internationaux / National and International Congresses and Symposiums

(Janvier à juin 1991 / January to June 1991)

Date / Date	Lieu / Location	Organisation / Organization	Activité / Activity
26-27 novembre	Montréal	RINT Réseau international de néologie et de terminologie	Réunion du comité d'orientation
19-21 décembre 1990	Riccione	Université de Bologne	Foire internationale de la traduction
10-13 janvier 1991	Paris	AIIC Association internationale des interprètes de conférence	Assemblée générale
6-8 février 1991	Montréal	CMAFA Conférence du monde associatif francophone d'Amérique	Conférence des francophones d'Amérique-Francophonie Nord-américaine et Sommets francophones : bilans et défis
7-11 février 1991	Paris	Expolangues 1991	9 ^e Salon international des langues, des cultures et de la communication
27 février-2 mars 1991	Rome	Union Latine	III ^e Exposition des Industries de la Langue et de Terminologie scientifique et technique
Avril 1991	Belgique	UREF Université des réseaux d'expression française	Journées scientifiques — L'Environnement traductionnel : la station de travail du traducteur de l'an 2001
23-26 mai 1991	Ottawa	Bureau de la traduction, Secrétariat d'État	États généraux de la traduction au Canada
11-14 juin 1991	Kinshasa	Sommet international de la Francophonie	4 ^e Sommet Francophone
13-14 juin 1991	Cleveland	ASTM American Society for Testing and Materials	Symposium on Standardizing Terminology for Better Communication: Practice, Applied Theory, and Results
Juin 1991	Washington	MT Summit	Machine Translation Summit III
Juin 1991	à déterminer	RINT Réseau international de néologie et de terminologie	Réunion du comité d'orientation

Errata

L'Actualité terminologique, Vol. 23,1, 1990

Dans la bibliographie sélective publiée à la fin de l'article de M. André Dugas intitulé « Industries de la langue et filières de formation » (pp. 18-20), une rectification devrait être apportée au libellé de la référence bibliographique de l'ouvrage intitulé *Origine et développement des industries de*

la langue. C'est Marie-Claude L'Homme qui en est l'auteure et non Pierre Auger, Jean-Claude Boulanger et Conrad Ouelton qui en ont plutôt supervisé la rédaction.

L'Actualité terminologique, Vol. 23,3, 1990

Dans le troisième paragraphe de l'article de M. François Richard intitulé « Bâtiment : Que la lumière soit ! », il manque quelques mots, ce qui nuit à l'intelligibilité du texte.

Il faudrait donc lire la fin de ce paragraphe comme suit « ... auxquels s'ajoute *roof window*. Ici, aussi, de prime abord, pas de difficulté. » En page 9, troisième colonne, il n'y a par ailleurs aucun astérisque devant le terme « fenêtre de toit »; par contre, un astérisque devrait figurer devant le terme « air shaft », première entrée du lexique anglais-français, plutôt que devant la notice qui précède. Nous présentons nos excuses à l'auteur.

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) les membres du Bureau de la traduction sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) les abonnés qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada (v. bande de couleur) doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Promotion et Coordination
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, en anglais comme en français, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing or damaged issues should be directed as indicated below.

a) All members of the Translation Bureau should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) Subscribers having an account with the Canadian Government Publishing Centre (see coloured strip) should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Promotion and Coordination
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in English or in French, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro / This issue's contributors

Louis Beaudoin, Trans-Clef, Austin, Québec;

M^e Gérard Bertrand, Faculté de droit, Université d'Ottawa, Canada;

Claude Delmar, Commission canadienne des droits de la personne, Ottawa;

M^e Andrée Duchesne, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État du Canada;

Hélène Gélinas-Surprenant, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État du Canada;

Helen Hutcheson, Terminology and Linguistic Services Directorate, Department of the Secretary of State of Canada;

M^e Lucie Laguë, Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, Montréal;

Frédérin Leroux fils, Direction des services de traduction aux ministères, Secrétariat d'État du Canada;

Serge Lortie, ministère de la Justice, Ottawa;

M^e Daniel Mathieu, Institut Joseph-Dubuc, Saint-Boniface, Manitoba;

Dorothy Nakos, Université Laval, Département de langues et linguistique, Québec;

M^e Réjean Patry, Programme national d'administration de la justice dans les deux langues officielles, Ottawa;

Sylvie Roy, Direction de la terminologie et des services linguistiques, Secrétariat d'État du Canada;

Paul Wijnands, Euroterm, Pays-Bas.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministère des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : \$ 14,95
Étranger : 17,95 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$ 14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries: US\$ 3.90

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9



L'ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

CAI
SS210
-417

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 23, 1990



INDEX / INDEX



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Index des termes, expressions et sujets traités dans le volume 23 (1990)* / Index of terms, expressions and subjects found in volume 23 (1990)**

* Les entrées de langue anglaise ou de toute autre langue que le français sont en italique, ainsi que les exemples qui les illustrent. Les domaines sont indiqués, dans ce cas, en romain. Toutes les expressions dont les termes peuvent offrir un intérêt particulier ont été présentées alphabétiquement sous chacun de ces termes. Le premier nombre indique le volume, le deuxième, le numéro, et le(s) dernier(s), la page.

** Words given in English or any language other than French appear in italics, and so do their examples. Subject fields, in that case, are indicated in ordinary script. All expressions containing terms that may be of particular interest have been given in alphabetical order below each term. The first number indicates the volume, the second, the issue, and the last refer(s) to the page.

A

abatteuse-chargeuse à chaîne de havage.
23:3:11 (*mines*)
abatteuse-chargeuse modèle rotatif. 23:3:12
(*mines*)
ABC Word. 23:1:6,7 (*language industries*)
abiotic environment. 23:2:18 (*ecology*)
Abonnements à TERMIUM. 23:2:24-25
accéder à la magistrature. 23:4:12 (*droit*)
accent. 23:3:21 (*géographie*)
Access integration. 23:1:4 (*language industries*)
accoucher (s'). 23:4:18 (*langue*)
ACCT. 23:4:4 (*politique*)
ACELF. 23:1:22
ACEQ. 23:3:17 (*engineering*)
acetone-butanol fermentation. 23:2:10,11
(*chemistry*)
ACFAS. 23:1:22
acidogénèse. 23:2:10,11 (*chimie*)
acidogenesis. 23:2:10,11 (*chemistry*)
activated plough. 23:3:11,12 (*mining*)
Adaptation en langue anglaise civiliste du
droit privé d'inspiration française.
23:4:7 (*droit*)
Adjectifs qualifiant le générique. 23:3:21
(*géographie*)

ADN. 23:2:7 (*biologie*)
aérobiose. 23:2:9,11 (*chimie*)
aerobiosis. 23:2:9,11 (*chemistry*)
Agence de coopération culturelle et
technique. 23:4:4 (*politique*)
agir en rechignant. 23:4:18 (*langue*)
agir sans empressement. 23:4:18 (*langue*)
air combustion run. 23:3:4 (*energy*)
air (operated) drill. 23:3:11 (*mining*)
aire. 23:2:18 (*écologie*)
aire de distribution. 23:2:18 (*écologie*)
aire de répartition. 23:2:18 (*écologie*)
air hammer. 23:3:11 (*mining*)
airhammer. 23:3:11 (*mining*)
air injecté. 23:3:3,4 (*énergie*)
airleg. 23:3:11 (*mining*)
air(-)leg. 23:3:11 (*mining*)
air-leg support. 23:3:11 (*mining*)
air-lift fermenter. 23:2:11 (*chemistry*)
air shaft. 23:3:9 (*construction*)
air well. 23:3:9 (*construction*)
Alchimistes des langues (Les). 23:3:27
alcoholic fermentation. 23:2:10,11
(*chemistry*)
Alimak. 23:3:11 (*mines*)
Alimak raise climber. 23:3:11 (*mining*)
allumage. 23:3:3,4 (*énergie*)
allumeur. 23:3:3 (*énergie*)
alpine tundra. 23:2:18 (*ecology*)
Alternate Terms. 23:3:19 (*geography*)
aménagement de la faune. 23:2:18
(*écologie*)
American Heritage Dictionary. 23:1:10
(*lexicography*)
anaerobic contact process. 23:2:11
(*chemistry*)
anaerobic filter. 23:2:11 (*chemistry*)
anaérobiose. 23:2:9,11 (*chimie*)
anaerobiosis. 23:2:9,11 (*chemistry*)
analyse chromosomique par butinage.
23:2:8 (*médecine*)
analyse chromosomique par sauts. 23:2:8
(*médecine*)
analyse de la parole. 23:1:19 (*industries de la langue*)
analyse de phrases. 23:1:19 (*linguistique*)
analyses de laboratoires élémentaires.
23:2:5 (*médecine*)
Anbaubobel. 23:3:11 (*mining*)
Anbaubobel®. 23:3:11 (*mines*)
Ancienne conception. 23:2:19
(*ornithologie*)

Anderton shearer(-)loader. 23:3:11
(*mining*)
animation vidéo en temps réel. 23:1:19
(*télématique*)
annulment. 23:4:8 (*law*)
An Off-the-Shelf Workstation for Translators.
23:1:4,7 (*language industries*)
anterior flat foot. 23:2:6,7 (*medicine*)
antifoam. 23:2:10,11 (*chemistry*)
antifoam(ing) agent. 23:2:10,11
(*chemistry*)
antimousse. 23:2:10,11 (*chimie*)
Apartment. 23:3:III (*toponymy*)
Apartment, Room (Suite), Floor, Ground
Floor. 23:3:III (*toponymy*)
APO. 23:1:19 (*industries de la langue*)
appareil locomoteur. 23:2:5 (*médecine*)
appartement. 23:3:III (*toponymy*)
appentis. 23:3:10 (*construction*)
applications pédagogiques à l'ordinateur.
23:1:19 (*industries de la langue*)
arbre de domaine. 23:1:20 (*terminologie*)
arbre de transmission. 23:3:14,15
(*transport*)
arcwall (coal)(-)cutter. 23:3:11 (*mining*)
area. 23:3:9 (*construction*)
areal sweep. 23:3:4 (*energy*)
areaway. 23:3:9 (*construction*)
argent de provenance délictuelle. 23:4:6
(*droit*)
argent inavouable. 23:4:6 (*droit*)
argent noir. 23:4:6 (*droit*)
argent sale. 23:4:6 (*droit*)
argument. 23:1:19 (*linguistique*)
armoured flexible conveyor. 23:3:11
(*mining*)
art de la typographie : la justification (L).
23:2:II (*langue*)
aspen parkland. 23:2:18 (*ecology*)
assiette. 23:4:9 (*droit*)
Association canadienne d'éducation en
langue française. 23:1:22
Association canadienne-française pour
l'avancement des sciences. 23:1:22
Association des juristes d'expression
française de l'Ontario. 23:4:3 (*droit*)
Association des usagers de la langue
française. 23:1:22
Association of Consulting Engineers of
Quebec. 23:3:17 (*engineering*)
association végétale. 23:2:18 (*écologie*)
As the French Say. 23:3:23 (*linguistique*)

ASUFL 23:1:22
 atelier Developing Lexical Resources (L'). 23:1:9 (lexicographie)
 Atelier Euralex Dictionary Assessment and Criticism (L'). 23:1:7 (lexicographie)
 Atlas and Gazeer of Canada. 23:4:17 (geography)
 Atlas et toponymie du Canada. 23:3:20; 4:17 (toponymie)
 ATO. 23:1:19 (industries de la langue)
 atrophie du quadriceps. 23:2:6,7 (médecine)
 atrophie quadricipitale. 23:2:6,7 (médecine)
 Au fil des événements. 23:1:23-25; 3:26-27
 auscultation. 23:2:5 (médecine)
 auto-allumage. 23:3:4 (énergie)
 autorité toponymique provinciale, territoriale ou fédérale. 23:3:19 (géographie)
 autoroute. 23:3:II (toponymie)
 avant-pied convexe. 23:2:6,7 (médecine)
 avant-pied plat. 23:2:6,7 (médecine)
 avant-pied rond. 23:2:6,7 (médecine)
 Avenue. 23:3:III (toponymy)
 avenue. 23:3:III (toponymie)
 avoidance. 23:4:8 (law)
 Avoiding the Pitfall of Structural Deceptive Cognates: Financial Market - Marché des capitaux. 23:4:15-16 (economy)

B

babillard électronique. 23:1:19 (bureautique)
 backhoe. 23:3:11 (mining)
 bactériologie. 23:2:7 (médecine)
 Baker's cyst. 23:2:6,7 (medicine)
 balayage. 23:3:3 (énergie)
 balayage horizontal. 23:3:3,4 (énergie)
 balayage superficiel. 23:3:3,4 (énergie)
 balayage vertical. 23:3:3,4 (énergie)
 balayage volumétrique. 23:3:4 (énergie)
 banc. 23:4:11 (droit)
 banc d'eau. 23:3:4 (énergie)
 banc de cinq juges. 23:4:12 (droit)
 banc des accusés. 23:4:11 (droit)
 banc des 5 témoins. 23:4:11 (droit)
 banc d'huile. 23:3:4 (énergie)
 bandage en caoutchouc. 23:3:15 (transport)
 bandage en fer. 23:3:15 (transport)
 bande de freinage. 23:3:15 (transport)
 bande de roulement. 23:3:15 (transport)
 bande transporteuse. 23:3:11 (mines)
 bar (coal)(-)cutter. 23:3:11 (mining)
 barren ground. 23:2:18 (ecology)
 base and cap rock. 23:3:4 (energy)
 baseboard unit. 23:3:8 (energy)
 base de données lexicales. 23:1:8 (industries de la langue)

base de données textuelles. 23:1:8 (industries de la langue)
 basement area. 23:3:9 (construction)
 basic truck. 23:3:15 (transportation)
 batch fermentation. 23:2:9,11 (chemistry)
 Bâtiment : Que la lumière soit! 23:3:9-10 (construction)
 battery locomotive. 23:3:11 (mining)
 BDL. 23:1:8,9 (industries de la langue)
 BDT. 23:1:8,9 (industries de la langue)
 bec(-)de(-)canard. 23:3:12 (mines)
 bec pelleteur. 23:3:12 (mines)
 bed in operation. 23:2:4 (health)
 bed scheduler. 23:2:4 (health)
 bed set up for use. 23:2:4 (health)
 before the full bench. 23:4:11 (law)
 Beien machine. 23:3:11 (mining)
 belt conveyor. 23:3:11 (mining)
 bench. 23:4:11,12 (law)
 bench held that (The). 23:4:12 (law)
 benne preneuse. 23:3:11 (mines)
 béquille (pneumatique). 23:3:11 (mines)
 be raised to the bench (to). 23:4:11 (law)
 berline à déchargement latéral. 23:3:12 (mines)
 Bibliographie fondamentale et analytique de la terminologie (19621984). 23:2:26,27 (terminologie)
 XIII^e Biennale de la langue française. 23:1:22 (langue)
 biocénose. 23:2:18 (écologie)
 biochimie. 23:2:7 (médecine)
 biocombustible. 23:2:10,11 (chimie)
 biofuel. 23:2:10,11 (chemistry)
 biogas. 23:2:10,11 (chemistry)
 biogaz. 23:2:10,11 (chimie)
 biological father. 23:2:13 (medicine)
 biological mother. 23:2:13 (medicine)
 biological parent. 23:2:13 (medicine)
 biologie cellulaire. 23:2:7 (médecine)
 biologie moléculaire. 23:2:7 (médecine)
 biomasse. 23:2:18 (écologie)
 biome. 23:2:18 (écologie)
 biome. 23:2:18 (ecology)
 biomethanation. 23:2:10,11 (chemistry)
 biométhane. 23:2:10,11 (chimie)
 biomethane. 23:2:10,11 (chemistry)
 biophysique. 23:2:7 (médecine)
 biosphère. 23:2:18 (écologie)
 biosphere. 23:2:18 (ecology)
 biota. 23:2:18 (ecology)
 biotechnologies. 23:2:4,7 (médecine)
 biotope. 23:2:18 (écologie)
 bit. 23:3:23 (linguistique)
 blanchiment. 23:4:6 (droit)
 blanchissage. 23:4:6 (droit)
 blindé de taille. 23:3:11 (mines)
 bloc de freinage. 23:3:15 (transport)
 boiler. 23:3:8 (energy)
 boîte postale. 23:3:III (toponymie)

bouche de soufflage. 23:3:7 (énergie)
 Boulevard. 23:3:III (toponymy)
 boulevard. 23:3:III (toponymie)
 boulonneuse. 23:3:12 (mines)
 boutonnière deformity. 23:2:6,7 (medicine)
 boutonnière deformity of the thumb. 23:2:6,7 (medicine)
 bowk. 23:3:11,12 (mining)
 box-plenum duct system. 23:3:8 (energy)
 B.P. 23:3:III (toponymie)
 brake band. 23:3:15 (transportation)
 brake block. 23:3:15 (transportation)
 bras courbe. 23:3:11 (mines)
 bras rouilleur. 23:3:12 (mines)
 breast machine. 23:3:11 (mining)
 brevet (en). 23:4:9 (droit)
 brûleur. 23:3:6,8 (énergie)
 bubble column. 23:2:11 (chemistry)
 bubble column fermenter. 23:2:11 (chemistry)
 bubble skylight. 23:3:10 (construction)
 Building. 23:3:III (toponymy)
 Bulletins de terminologie. 23:2:25,26
 Bureau de l'Acadie au Québec. 23:1:22
 bureau. 23:3:III (toponymie)
 burner. 23:3:8 (energy)
 burnthrough. 23:3:5 (energy)
 burnt zone. 23:3:5 (energy)
 butinage chromosomique. 23:2:8 (médecine)
 buttonhole deformity. 23:2:7 (medicine)

C

cab-behind-engine motor truck. 23:3:15 (transportation)
 cabine de conduite. 23:3:15 (transport)
 cabine de conduite fermée. 23:3:15 (transport)
 cadre de châssis. 23:3:15 (transport)
 cadre T.H. 23:3:12 (mines)
 cadre Toussaint. 23:3:12 (mines)
 cage. 23:3:11 (mining)
 cage (d'extraction). 23:3:11 (mines)
 camion. 23:3:14 (transport)
 camion à benne. 23:3:11 (mines)
 camion à capot. 23:3:14,15 (transport)
 camion à chevaux. 23:3:14,15 (transport)
 camion à traction animale. 23:3:14 (transport)
 camion à traction animale au camion à moteur de traction (Du). 23:3:14-16 (transport)
 camion banalisé. 23:3:15 (transport)
 camion classique. 23:3:14 (transport)
 camion de base. 23:3:15 (transport)
 camion motorisé. 23:3:14 (transport)
 camionnage. 23:3:15 (transport)

- camion-navette. 23:3:12 (*mines*)
camion-navette Diesel. 23:3:11 (*mines*)
camion standardisé. 23:3:15 (*transport*)
Canadian Workplace Automation Research Center. 23:1:4 (*language industries*)
canalisation de retour. 23:3:8 (*énergie*)
CAN/OLE. 23:1:21 (*informatique*)
Can the object be assessed accurately? 23:2:14 (*interpretation*)
CAO. 23:1:20 (*industries de la langue*)
capital douteux. 23:4:6 (*droit*)
capital gagné de façon délictueuse. 23:4:6 (*droit*)
capital market. 23:4:15 (*economy*)
carriage building. 23:3:15 (*transportation*)
cart wheel. 23:3:15 (*transportation*)
cartwright. 23:3:15 (*transportation*)
case postale. 23:3:III (*toponymie*)
cast(-)iron boiler. 23:3:8 (*energy*)
cast-iron radiator. 23:3:8 (*energy*)
cause. 23:4:8 (*law*)
cause. 23:4:8 (*droit*)
CCRIT. 23:1:3 (*industries de la langue*)
CD-ROM publications. 23:1:10 (*informatics*)
CD-ROMs. 23:1:10, 11, 12, 13 (*informatics*)
CD-WORD 12 + 1. 23:1:16 (*language industries*)
CECL. 23:4:4 (*droit*)
Center. 23:3:III (*toponymy*)
central heating. 23:3:8 (*energy*)
Centre canadien de recherche sur l'informationisation du travail. 23:1:3 (*industries de la langue*)
Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec. 23:4:3,7 (*droit*)
Centre de référence de la documentation juridique de langue française en matière de common law. 23:4:3 (*droit*)
Centre de traduction et de documentation juridiques d'Ottawa. 23:4:3 (*droit*)
Centre de traduction et de terminologie juridiques de Moncton. 23:4:3,4 (*droit*)
Centre for the New Oxford English Dictionary. 23:1:7 (*lexicography*)
centre. 23:3:III (*toponymie*)
Centre international de la common law en français. 23:4:4 (*droit*)
cercle. 23:3:IV (*toponymie*)
Certificat d'études de la common law en français. 23:4:4 (*droit*)
C'est-à-dire. 23:3:23 (*linguistique*)
chain coal-cutter. 23:3:11 (*mining*)
chain ripper miner. 23:3:11 (*mining*)
chambre de combustion. 23:3:6 (*énergie*)
champignon de havage. 23:3:12 (*mines*)
channelling. 23:3:4 (*energy*)
chargeur (frontal). 23:3:11 (*mines*)
chargeur-transporteur. 23:3:12 (*mines*)
chargeuse (frontale). 23:3:11 (*mines*)
chargeuse à chenilles. 23:3:11 (*mines*)
chargeuse à convoyeur. 23:3:11 (*mines*)
chargeuse à godet EIMCO. 23:3:11 (*mines*)
chargeuse à pinces. 23:3:11 (*mines*)
chargeuse chenillée. 23:3:11 (*mines*)
chargeuse frontale à basculement vers l'arrière. 23:3:12 (*mines*)
chargeuse pelleteuse. 23:3:11 (*mines*)
chargeuse (montée) sur chenilles. 23:3:11 (*mines*)
chargeuse sur rails. 23:3:12 (*mines*)
chargeuse-transporteuse. 23:3:12 (*mines*)
chariot. 23:3:14 (*transport*)
chariot à traction animale. 23:3:14 (*transport*)
chariot de foration. 23:3:12 (*mines*)
charonnage. 23:3:14,15 (*transport*)
charretier. 23:3:14,15 (*transport*)
charron. 23:3:14,15 (*transport*)
Charte de la langue française. 23:3:IV
châssis de toit. 23:3:10 (*construction*)
châssis de toiture. 23:3:10 (*construction*)
châssis en toiture. 23:3:10 (*construction*)
chassis frame. 23:3:15 (*transportation*)
châssis (à) tabatière. 23:3:10 (*construction*)
châssis vitré dans le toit. 23:3:10 (*construction*)
chaudière. 23:3:6,8 (*énergie*)
chaudière à basse pression. 23:3:8 (*énergie*)
chaudière à charbon. 23:3:6,8 (*énergie*)
chaudière à circulation forcée. 23:3:8 (*énergie*)
chaudière à circulation naturelle. 23:3:8 (*énergie*)
chaudière à eau chaude. 23:3:6,8 (*énergie*)
chaudière à gaz. 23:3:6,8 (*énergie*)
chaudière à haute pression. 23:3:8 (*énergie*)
chaudière à mazout. 23:3:6,8 (*énergie*)
chaudière au mazout. 23:3:8 (*énergie*)
chaudière à vapeur. 23:3:6,8 (*énergie*)
chaudière électrique. 23:3:6 (*énergie*)
chaudière en acier. 23:3:8 (*énergie*)
chaudière en fonte. 23:3:8 (*énergie*)
chaudière mixte. 23:3:6,8 (*énergie*)
chaudière polycombustible. 23:3:6,8 (*énergie*)
chauffage à air chaud. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage à circulation forcée. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage à circulation naturelle. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage à eau chaude. 23:3:6,8 (*énergie*)
chauffage à eau chaude à circulation forcée. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage à eau chaude à circulation naturelle. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage à eau chaude à distribution en chandelle. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage au charbon. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage au gaz. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage au mazout. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage à vapeur. 23:3:6,8 (*énergie*)
chauffage basse pression. 23:3:6,8 (*énergie*)
Chauffage central. 23:3:5-9 (*énergie*)
chauffage électrique. 23:3:6 (*énergie*)
chauffage haute pression. 23:3:6,8 (*énergie*)
cheminement préférentiel. 23:3:4 (*énergie*)
cheminement préférentiel au-dessus de la couche. 23:3:4 (*énergie*)
chemostat. 23:2:10,11 (*chimie*)
chemostat. 23:2:10, 11 (*chemistry*)
chiffrier. 23:1:19 (*industries de la langue*)
chock roof support. 23:3:11, 12 (*mining*)
chromosome jumping. 23:2:8 (*medicine*)
CICLEF. 23:4:4 (*droit*)
Cinquanteaire de la Société des traducteurs du Québec. 23:1:25 (*traduction*)
cintre T.H. 23:3:12 (*mines*)
cintre Toussaint. 23:3:12 (*mines*)
Circle. 23:3:IV (*toponymy*)
circulation forcée. 23:3:8 (*énergie*)
circulation naturelle. 23:3:8 (*énergie*)
city delivery area. 23:3:15, 16 (*transportation*)
clause de style. 23:4:9 (*droit*)
claw toes. 23:2:6, 7 (*medicine*)
clearstorey. 23:3:10 (*construction*)
clerestorey. 23:3:10 (*construction*)
clerestorey window. 23:3:10 (*construction*)
climacique. 23:2:18 (*écologie*)
climax. 23:2:18 (*écologie*)
climax. 23:2:18 (*ecology*)
closed bed. 23:2:4 (*health*)
closed driving cab. 23:3:15 (*transportation*)
coal buster. 23:3:11 (*mining*)
coalcutter. 23:3:11 (*mining*)
coal-fired (heating) boiler. 23:3:8 (*energy*)
codage de données. 23:1:19 (*informatique*)
Code civil du Bas-Canada. 23:4:8 (*droit*)
coefficient volumétrique de transfert. 23:2:10,11 (*chimie*)
coentreprise. 23:1:21 (*gestion*)
COFCAW process. 23:3:5 (*energy*)
Coin des publications (Le). 23:1:25-27; 2:25-27; 3:27; 4:21-26
coke. 23:3:4 (*énergie*)
coke. 23:3:4 (*energy*)
coke deposition. 23:3:4 (*energy*)
cokéfaction. 23:3:3,4 (*énergie*)
coking. 23:3:4 (*energy*)
Colloque Applications micro-informatiques multifonctionnelles de la terminologie. 23:1:24
Colloque international La Traduction prolifère. 23:1:24
Colloque international Les industries de la langue. Perspectives des années 1990. 23:3:25-26
Colloque international OLF-STQ. 23:3:25-26

- Colloque L'informatique en français : l'offre et la demande. 23:3:26
- Colmol (de) Jeffrey. 23:3:11 (*mines*)
- Colmol (continuous) miner. 23:3:11 (*mining*)
- colonne à bulles. 23:2:11 (*chimie*)
- column(-mounted) drill. 23:3:11 (*mining*)
- combination of forward combustion and waterflooding. 23:3:4 (*energy*)
- Combination of Forward Combustion And Waterflooding. 23:3:5 (*energy*)
- Combination Thermal Drive Process. 23:3:5 (*energy*)
- combustible gazeux. 23:3:8 (*énergie*)
- combustible liquide. 23:3:8 (*énergie*)
- combustible solide. 23:3:8 (*énergie*)
- combustion. 23:3:6 (*énergie*)
- combustion à co-courant. 23:3:3,4 (*énergie*)
- combustion à co-courant à injection d'eau combinée. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion à contre-courant. 23:3:3,4 (*énergie*)
- combustion drive. 23:3:4 (*energy*)
- combustion en mode non noyé. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion en mode noyé. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion front. 23:3:5 (*energy*)
- combustion humide. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion humide en mode optimal. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion in situ. 23:3:3,4 (*énergie*)
- combustion non noyée. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion noyée. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion oil. 23:3:5 (*energy*)
- combustion par injection d'air enrichi (en oxygène). 23:3:4 (*énergie*)
- combustion par injection d'oxygène (pur). 23:3:4 (*énergie*)
- combustion sèche. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion superhumide. 23:3:4 (*énergie*)
- combustion tube. 23:3:5 (*energy*)
- combustion tube run. 23:3:4 (*energy*)
- combustion zone. 23:3:5 (*energy*)
- Comité d'uniformisation (de l'écriture) des noms géographiques officiels du Canada. 23:3:18; 4:16-17 (*géographie*)
- commercial project. 23:3:4 (*energy*)
- Commissariat aux langues officielles. 23:1:22
- Commission de toponymie. 23:3:IV (*toponymie*)
- common law. 23:4:7 (*law*)
- common law. 23:4:7 (*droit*)
- Common Law Vocabularies. 23:2:26 (*law*)
- Compact Disks: A New Means of Distributing Terminology Bank and Dictionaries. 23:1:10-17 (*language industries*)
- Compact disks with read-only memory. 23:1:10 (*informatics*)
- Compare Rite. 23:1:4,5 (*language industries*)
- compensate (to). 23:4:8 (*law*)
- complexe. 23:3:III (*toponymie*)
- Complex. 23:3:III (*toponymy*)
- composition des mots. 23:1:19 (*linguistique*)
- compréhension d'une langue naturelle. 23:1:20 (*industries de la langue*)
- (compressed-) air (operated) drill. 23:3:11,12 (*mining*)
- concasseur à picots. 23:3:12 (*mines*)
- concasseur à pointes. 23:3:12 (*mines*)
- conception assistée par ordinateur. 23:1:20 (*industries de la langue*)
- Conception modulaire. 23:1:3 (*industries de la langue*)
- conduit. 23:3:7,8 (*énergie*)
- conduite à banquette à découvert. 23:3:15 (*transport*)
- conduite à droite. 23:3:15 (*transport*)
- conduite à gauche. 23:3:15 (*transport*)
- conduite de retour. 23:3:8 (*énergie*)
- cone clutch. 23:3:15 (*transportation*)
- Congrès de l'American Translators Association. 23:1:24
- Congrès de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario. 23:1:24
- Congrès du Centre régional nord-américain de la Fédération internationale des traducteurs. 23:1:24
- 2^e Congrès du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada. 23:1:27
- Congrès et colloques nationaux et internationaux. 23:2:21; 4:27
- XIII^e Congrès international de droit comparé à Montréal. 23:4:3 (*droit*)
- coniferous forest. 23:2:18 (*ecology*)
- connaissance du monde. 23:1:20 (*linguistique*)
- Conseil canadien de la documentation juridique. 23:4:3 (*droit*)
- Conseil de recherches médicales du Canada. 23:2:4,7 (*médecine*)
- consideration. 23:4:8 (*law*)
- considération. 23:4:8 (*droit*)
- construction d'un dictionnaire électronique. 23:1:19 (*industries de la langue*)
- construction management. 23:3:17 (*management*)
- Construction Management Process (The). 23:3:16,17 (*management*)
- Consultation de la liste des 81 noms d'intérêt pancanadien. 23:4:16 (*géographie*)
- contaminant. 23:2:18 (*écologie*)
- Contamination du français par l'anglais ? 23:2:III (*linguistique*)
- contingency bed. 23:2:4 (*health*)
- continuous fermentation. 23:2:9,11 (*chemistry*)
- continuous lantern light. 23:3:10 (*construction*)
- continuous miner. 23:3:11 (*mining*)
- continuous mining machine. 23:3:11 (*mining*)
- continuous roof-light. 23:3:10 (*construction*)
- contrat de grossesse. 23:2:12 (*médecine*)
- convecteur. 23:3:7,8 (*énergie*)
- convector. 23:3:8 (*energy*)
- conveyor. 23:3:11 (*mining*)
- conveyor (type) loader. 23:3:11 (*mining*)
- convoyeur à bande. 23:3:11 (*mines*)
- convoyeur à courroie. 23:3:11 (*mines*)
- convoyeur à râclettes. 23:3:11 (*mines*)
- convoyeur blindé. 23:3:11 (*mines*)
- convoyeur cuirassé. 23:3:11 (*mines*)
- convoyeur extensible. 23:3:12 (*mines*)
- convoyeur haveuse Valentin. 23:3:12 (*mines*)
- corps de chauffe. 23:3:8 (*énergie*)
- Corpus. 23:2:22 (*linguistique*)
- correcteur orthographique. 23:1:19 (*industries de la langue*)
- couche. 23:3:4 (*énergie*)
- couche productrice. 23:3:4 (*énergie*)
- couchette intégrée. 23:3:15 (*transport*)
- couloir oscillant. 23:3:12 (*mines*)
- coup de vent cubital. 23:2:6,7 (*médecine*)
- coup de vent péronier. 23:2:6,7 (*médecine*)
- couple demandeur. 23:2:12 (*médecine*)
- couple locateur. 23:2:12 (*médecine*)
- coupole. 23:3:10 (*construction*)
- coupole d'éclairage zénithal. 23:3:10 (*construction*)
- coupole zénithale. 23:3:10 (*construction*)
- cour. 23:3:IV (*toponymie*)
- cour anglaise. 23:3:9 (*construction*)
- cour (anglaise) vitrée. 23:3:10 (*construction*)
- courette (anglaise). 23:3:9 (*construction*)
- courrier électronique. 23:1:19 (*bureautique*)
- courroie. 23:3:14 (*transport*)
- Court. 23:3:IV (*toponymy*)
- C.P. 23:3:III (*toponymie*)
- crawler-mounted jumbo. 23:3:11 (*mining*)
- crawler-mounted loader. 23:3:11 (*mining*)
- creance. 23:4:8 (*law*)
- credit. 23:4:8 (*law*)
- Crescent. 23:3:IV (*toponymy*)
- criminal funds. 23:4:6 (*law*)
- CRITTER. 23:1:6 (*language industries*)
- CRM. 23:2:4,7 (*médecine*)
- croissant. 23:3:IV (*toponymie*)
- cruising speed. 23:3:15,16 (*transportation*)
- CTD process. 23:3:5 (*energy*)
- CTTJ. 23:4:4 (*droit*)
- CUENGO. 23:3:18; 4:16,17 (*géographie*)

cuff(al)t. 23:3:12 (mining)
culbuteur. 23:3:12 (mines)
culbuteur rotatif. 23:3:12 (mines)
current prototype (The). 23:1:4 (language industries)
curved jib. 23:3:11 (mining)
curved skylight. 23:3:10 (construction)
(coal)(-)cutter. 23:3:11 (mining)
cutter. 23:3:11 (mining)
cutter(-)loader. 23:3:11 (mining)
(coal)(-)cutting machine. 23:3:11 (mining)
cutting machine. 23:3:11 (mining)
CWARC. 23:1:4,6,7 (language industries)

D

D. 23:2:10,11 (chimie)
D. 23:2:10,11 (chemistry)
damper. 23:3:8 (energy)
Darbelnet (Jean). 23:4:19 (langue)
death phase. 23:2:9,11 (chemistry)
debt. 23:4:8 (law)
décapeuse-rabot. 23:3:12 (mines)
deciduous forest. 23:2:18 (ecology)
declining phase. 23:2:9,11 (chemistry)
déformation en boutonnière. 23:2:6,7 (médecine)
déformation en col de cygne. 23:2:6,7 (médecine)
delivery area. 23:3:15,16 (transportation)
delivery distance. 23:3:15 (transportation)
demi-cabine. 23:3:15 (transport)
demi-porte. 23:3:15 (transport)
demountable rim. 23:3:15 (transportation)
densité de l'huile. 23:3:4 (énergie)
denture therapist. 23:2:3 (health)
denturist. 23:2:3 (health)
denturologiste. 23:2:3 (santé)
denturothérapeute. 23:2:3 (santé)
Departmental Glossary Series. 23:2:26
dépeçage. 23:4:9 (droit)
déplacement. 23:3:4 (énergie)
déplacement par combustion. 23:3:4 (énergie)
dépôt de coke. 23:3:4 (énergie)
déréglementation. 23:4:15 (économie)
deregulation. 23:4:15 (economy)
désert. 23:2:18 (écologie)
desert. 23:2:18 (ecology)
desktop publishing package. 23:1:6 (language industries)
DESQ view. 23:1:4,5,6 (language industries)
detention time. 23:2:10,11 (chemistry)
Deuxième Congrès des traducteurs et interprètes du Canada. 23:3:26,27
Dialog. 23:1:21 (informatique)

Dictionaries in the Electronic Age. 23:1:8 (lexicography)
Dictionary of Business and Management. 23:4:15 (economy)
Dictionary of Old English. 23:1:8 (lexicography)
Dictionnaire de droit privé. 23:4:7 (droit)
Dictionnaire de notre temps (Le). 23:1:10 (lexicographie)
Dictionnaire des maximes et locutions latines utilisées en droit. 23:4:25 (droit)
Dictionnaire des synonymes (Le). 23:1:10 (lexicographie)
Dictionnaire des vrais amis. 23:3:23 (linguistique)
Dictionnaire du français Plus. 23:3:23 (linguistique)
Dictionnaire économique et commercial Le Gabler. 23:1:17 (industries de la langue)
Dictionnaire visuel junior. 23:1:27 (industries de la langue)
diesel jumbo. 23:3:11 (mining)
diesel (powered) locomotive. 23:3:11 (mining)
Diesel shuttle car. 23:3:11 (mining)
diététicienne. 23:2:3 (santé)
diététiste. 23:2:3 (santé)
dietitian. 23:2:3 (health)
Difficultés du langage du droit au Canada. 23:4:24-25 (droit)
digester. 23:2:10,11 (chemistry)
digesteur. 23:2:10,11 (chimie)
digestion. 23:2:9,11 (chimie)
digestion. 23:2:9,11 (chemistry)
dilution rate. 23:2:10,11 (chemistry)
direction. 23:3:14 (transport)
dirty money. 23:4:5,6 (law)
disc clutch. 23:3:15 (transportation)
disk coal(-)cutter. 23:3:11 (mining)
dispositif de distribution de la chaleur. 23:3:7 (énergie)
disque optique compact. 23:1:8 (informatique)
distance de livraison. 23:3:15 (transport)
distance entre puits. 23:3:4 (énergie)
Distinction entre spécifique et générique du toponyme. 23:4:16 (géographie)
distribution en chandelle. 23:3:6,8 (énergie)
distribution en parapluie. 23:3:6,8 (énergie)
distribution inférieure. 23:3:8 (énergie)
distribution supérieure. 23:3:8 (énergie)
divorcer (se). 23:4:18 (langue)
DOC. 23:1:8,9 (informatique)
Does the evaluation serve any purpose?. 23:2:16 (interpretation)
doigt à ressaut. 23:2:6,7 (médecine)
doigt à ressort. 23:2:6,7 (médecine)
doigt en coup de vent. 23:2:6,7 (médecine)

dome. 23:3:10 (construction)
dôme. 23:3:10 (construction)
dôme d'éclairage zénithal. 23:3:10 (construction)
domed skylight. 23:3:10 (construction)
domelight. 23:3:10 (construction)
dome-light. 23:3:10 (construction)
dome-like skylight. 23:3:10 (construction)
don manuel. 23:4:9 (droit)
Données terminologiques. 23:2:22 (linguistique)
donner sa part. 23:3:23 (langue)
donneuse. 23:2:12 (médecine)
donneuse élective. 23:2:12 (médecine)
do one's bit (to). 23:3:23 (langue)
do one's part/share (to). 23:3:23 (langue)
do one's part (to). 23:3:23 (langue)
dormer. 23:3:10 (construction)
Dossier sur l'aménagement de la langue au Québec. 23:3:26
double-drum ranging shearer. 23:3:11 (mining)
down-feed distribution. 23:3:8 (energy)
downfeed distribution. 23:3:8 (energy)
down-feed (distribution) system. 23:3:8 (energy)
downfeed (distribution) system. 23:3:8 (energy)
downhole drill. 23:3:11 (mining)
down(-the)-hole hammer. 23:3:11 (mining)
down-the-hole (hammer) drill. 23:3:11 (mining)
Douty roofmaster. 23:3:11 (mining)
dragline (excavator). 23:3:11 (mining)
dragline. 23:3:11 (mines)
drag one's feet (to). 23:4:17 (langue)
drill carriage. 23:3:11 (mining)
drive shaft. 23:3:15 (transportation)
driving cab. 23:3:15 (transportation)
driving engine. 23:3:15 (transportation)
droit commun. 23:4:9 (droit)
Droit de la preuve. 23:4:3 (droit)
Droit des biens. 23:4:3 (droit)
Droit des biens. Tome 4. 23:4:22,23 (droit)
Droit successoral. 23:4:3 (droit)
drop system. 23:3:8 (energy)
drum cutter. 23:3:11 (mining)
drum shearer. 23:3:11 (mining)
dual-fuel boiler (prop.). 23:3:8 (energy)
dual-purpose boiler. 23:3:8 (energy)
dual wheel. 23:3:15 (transportation)
duckbill (loader). 23:3:11,12 (mining)
duct. 23:3:8 (energy)
dumper. 23:3:11,12 (mining)
dumper. 23:3:11 (mines)
dumper (truck). 23:3:11 (mining)
D'un océan à l'autre. 23:3:19; 4:16 (géographie)

E

EAO. 23:1:19 (*industries de la langue*)
 éclairage zénithal. 23:3:9,10 (*construction*)
 École de droit de l'Université de Moncton.
 23:4:4 (*droit*)
 École internationale de Bordeaux. 23:4:4
 (*éducation*)
ecological. 23:2:18 (*ecology*)
 écologie. 23:2:17,18 (*écologie*)
 écologie des paysages. 23:2:18 (*écologie*)
 Écologie : Pistes pour les traducteurs et les
 rédacteurs. 23:2:17-19 (*écologie*)
 écologique. 23:2:18 (*écologie*)
 écosystèmes. 23:2:18 (*écologie*)
ecosystems. 23:2:18 (*ecology*)
 écotones. 23:2:18 (*écologie*)
ecotones. 23:2:18 (*ecology*)
 écran tactile. 23:1:19 (*bureautique*)
edge effect. 23:2:18 (*ecology*)
 édifice. 23:3:III (*toponymie*)
 effet de lisière. 23:2:18 (*écologie*)
 effet Pasteur. 23:2:10,11 (*chimie*)
 efficacité de balayage. 23:3:3,4 (*énergie*)
 EIAO. 23:1:20 (*industries de la langue*)
Eimco rocker shovel. 23:3:11 (*mining*)
electric coal cutter. 23:3:11 (*mining*)
electric jumbo. 23:3:11 (*mining*)
electric locomotive. 23:3:11 (*mining*)
electric rotary drill. 23:3:11 (*mining*)
electronic dictionaries. 23:1:6 (*language industries*)
 embrayage à cône. 23:3:14,15 (*transport*)
 embrayage à disque. 23:3:14,15 (*transport*)
 émetteur de chaleur. 23:3:8 (*énergie*)
 émulateur. 23:1:19 (*informatique*)
Encyclopedias. 23:1:15 (*language industries*)
energy ratio. 23:3:5 (*energy*)
engineers are doing their part (The).
 23:3:23 (*linguistics*)
engine under the seat. 23:3:15
 (*transportation*)
enhanced oil recovery. 23:3:5 (*energy*)
 enseignement assisté par ordinateur.
 23:1:19 (*industries de la langue*)
 enseignement intelligent assisté par
 ordinateur. 23:1:20 (*industries de la langue*)
 ensemenement. 23:2:9,11 (*chimie*)
 enthalpie. 23:3:4 (*énergie*)
enthalpy. 23:3:4 (*energy*)
 Entraide Traduction Santé. 23:2:3 (*santé*)
 entreprise commune. 23:1:21 (*gestion*)
 entreprise conjointe. 23:1:21 (*gestion*)
 entreprise de combustion in situ. 23:3:3,5
 (*énergie*)
 enveloppe à bande de roulement. 23:3:15
 (*transport*)

environmental impact study. 23:2:19
 (*ecology*)
 environnemental. 23:2:18 (*écologie*)
Enzyme Engineering Vocabulary. 23:2:9
 (*medicine*)
 enzymologie. 23:2:7 (*médecine*)
EOR. 23:3:5 (*energy*)
 éponte. 23:3:4 (*énergie*)
 Épreuve du feu pour pétrole récalcitrant.
 23:3:3-5 (*énergie*)
 équivalent français de common law. (L').
 23:4:7 (*law*)
Escherichia coli. 23:2:10 (*chemistry*)
 Espace et espacement. 23:2:I (*langue*)
 espacement après le point grammatical (L').
 23:2:I-IV; 3:I-II (*langue*)
 espèce pionnière. 23:2:18 (*écologie*)
 essai de combustion par injection d'air.
 23:3:4 (*énergie*)
 essai de combustion par injection
 d'oxygène. 23:3:4 (*énergie*)
 Essai en situation de travail. 23:1:3
 (*industries de la langue*)
 essai sur champ. 23:3:3,4 (*énergie*)
 établissement de la forme française des
 toponymes anglais (L'). 23:4:16
 (*toponymie*)
 étage. 23:3:III (*toponymie*)
 étançon. 23:3:12 (*mines*)
 étançon à friction. 23:3:12 (*mines*)
 étançon à frottement. 23:3:12 (*mines*)
 étançon Ferromatik. 23:3:11 (*mines*)
 étançon hydraulique. 23:3:12 (*mines*)
 étançon télescopique. 23:3:12 (*mines*)
ethanolic fermentation. 23:2:10,11
 (*chemistry*)
 être sorti du bois (ne pas). 23:3:23 (*langue*)
 ETS. 23:2:3 (*santé*)
 Étude des milieux où vivent et se repro-
 duisent les êtres vivants ainsi que des
 rapports de ces êtres avec le milieu.
 23:2:17 (*écologie*)
 étude des répercussions écologiques.
 23:2:19 (*écologie*)
 étude d'impact environnemental. 23:2:19
 (*écologie*)
 Euroterm Maastricht. 23:4:19-21 (*langue*)
Evaluating Interpreters at Work - or Trying
Not to Feel Superfluous. 23:2:13-17
 (*interpretation*)
 examen d'impact environnemental. 23:2:19
 (*écologie*)
 Euroterm Maastricht. 23:4:19-21 (*langue*)
Evaluating Interpreters at Work - or Trying
Not to Feel Superfluous. 23:2:13-17
 (*interpretation*)
 examen d'impact environnemental. 23:2:19
 (*écologie*)
 excavateur à benne traînante. 23:3:11
 (*mines*)
 excellence dans notre profession :
 le contexte et les moyens par le
 congrès 1990 (L'). 23:3:24
 Exclusion du vocabulaire de la Common
 Law comme source d'équivalence.
 23:4:8 (*droit*)

expérience de laboratoire. 23:3:4 (*énergie*)
 expérience en tube de combustion. 23:3:4
 (*énergie*)
 exploitation commerciale. 23:3:4 (*énergie*)
 exploitation de combustion in situ. 23:3:3,4
 (*énergie*)
 exploitation par combustion in situ. 23:3:4,5
 (*énergie*)
 exploité par combustion. 23:3:5 (*énergie*)
exponential phase. 23:2:9,11 (*chemistry*)
 Exposition du livre technique de langue
 française. 23:3:27
external brake. 23:3:15 (*transportation*)
extra bed. 23:2:4 (*health*)

F

fabrication assistée par ordinateur. 23:1:20
 (*industries de la langue*)
face conveyor. 23:3:11 (*mining*)
 faire preuve de mauvaise volonté. 23:4:17
 (*langue*)
 faire sa part. 23:3:22,23 (*langue*)
 faire son devoir. 23:3:23 (*langue*)
 faire tirer l'oreille (se). 23:4:18 (*langue*)
 fait morphologique. 23:1:19 (*linguistique*)
 fait sémantique. 23:1:19 (*linguistique*)
 fait syntaxique. 23:1:19 (*linguistique*)
 FAO. 23:1:20 (*industries de la langue*)
 faune. 23:2:18 (*écologie*)
 faux-amis de structure. 23:4:15 (*langue*)
fed batch fermentation. 23:2:9,11
 (*chemistry*)
 Fédération des francophones hors Québec.
 23:1:22
 femme commanditaire. 23:2:12 (*médecine*)
 fenêtre de toit. 23:3:9,10 (*construction*)
 fenêtre de toiture. 23:3:10 (*construction*)
 fenêtre en toiture. 23:3:10 (*construction*)
 fenêtre haute. 23:3:10 (*construction*)
 fenêtre pour toiture. 23:3:10 (*construction*)
 fenêtre rampante. 23:3:10 (*construction*)
 fenêtre (à) tabatière. 23:3:10 (*construction*)
 fermentation (La). 23:2:9-12 (*chimie*)
 fermentation. 23:2:9,11 (*chimie*)
fermentation. 23:2:9,11 (*chemistry*)
 fermentation acétonobutylique. 23:2:10,11
 (*chimie*)
 fermentation acide mixte. 23:2:10,11
 (*chimie*)
 fermentation alcoolique. 23:2:10,11
 (*chimie*)
 fermentation continue. 23:2:9,11 (*chimie*)
 fermentation discontinue. 23:2:9,11
 (*chimie*)
 fermentation discontinue à alimentation
 programmée en substrat. 23:2:9,11
 (*chimie*)

fermentation en batch. 23:2:9,11 (*chimie*)
 fermentation en continu. 23:2:9,11 (*chimie*)
 fermentation en discontinu. 23:2:9,11
 (*chimie*)
 fermentation en semi-continu. 23:2:9,11
 (*chimie*)
 fermentation éthylique. 23:2:10,11 (*chimie*)
 fermentation hétérolactique. 23:2:10,11
 (*chimie*)
 fermentation homolactique. 23:2:10,11
 (*chimie*)
 fermentation lactique. 23:2:10,11 (*chimie*)
 fermentation méthanique. 23:2:10,11
 (*chimie*)
 fermentation méthanogène. 23:2:10,11
 (*chimie*)
 fermentation par lots. 23:2:9,11 (*chimie*)
 fermentation propionique. 23:2:10,11
 (*chimie*)
 fermentation semi-continue. 23:2:9,11
 (*chimie*)
fermenter. 23:2:10,11 (*chemistry*)
 fermenteur. 23:2:10,11 (*chimie*)
 fermenteur à air forcé. 23:2:11 (*chimie*)
 fermenteur air-lift. 23:2:11 (*chimie*)
 fermenteur avec agitation mécanique.
 23:2:10,11 (*chimie*)
 fermenteur gazosiphon. 23:2:11 (*chimie*)
 fermenteur piston. 23:2:11,12 (*chimie*)
ferromatic prop. 23:3:11 (*mining*)
 FFHQ. 23:1:22
 fiacre. 23:3:14 (*transport*)
fibular drift. 23:2:6,7 (*medicine*)
field test. 23:3:4 (*energy*)
*Fifth Annual Conference of the University of
 Waterloo*
*Centre for the New Oxford English
 Dictionary*. 23:1:7,9 (*lexicography*)
 filtre anaérobie. 23:2:11 (*chimie*)
financial instruments. 23:4:15 (*economy*)
financial market. 23:4:15 (*economy*)
 financier-blanchisseur. 23:4:6 (*droit*)
fin(ned) tube. 23:3:8 (*energy*)
fireflooded. 23:3:5 (*energy*)
fireflooded oil. 23:3:5 (*energy*)
fireflooding. 23:3:4 (*energy*)
fireflood project. 23:3:4,5 (*energy*)
five-spot (seven spot/nine spot) pattern.
 23:3:5 (*energy*)
five-spot pattern. 23:3:5 (*energy*)
fixed rooflight. 23:3:10 (*construction*)
fixed skylight. 23:3:10 (*construction*)
fixed window in roof. 23:3:10
 (*construction*)
flat rooflight. 23:3:10 (*construction*)
flat skylight. 23:3:10 (*construction*)
flat steel tire. 23:3:15 (*transportation*)
flexible armoured conveyor. 23:3:11
 (*mining*)

Floor. 23:3:III (*toponymy*)
 fluide caloporteur. 23:3:6,8 (*énergie*)
fluidized bed. 23:2:11 (*chemistry*)
 Fonction automatisée. 23:1:3 (*industries de
 la langue*)
 fonds noir. 23:4:6 (*droit*)
forced circulation. 23:3:8 (*energy*)
forced(-)circulation boiler. 23:3:8 (*energy*)
 forêt. 23:2:18 (*écologie*)
 forêt boréale. 23:2:18 (*écologie*)
 forêt coniférienne. 23:2:18 (*écologie*)
 forêt mixte. 23:2:18 (*écologie*)
 forêt-parc. 23:2:18 (*écologie*)
 forêt tempérée caducifoliée. 23:2:18
 (*écologie*)
 forêt tempérée décidue. 23:2:18 (*écologie*)
 foreuse rotative. 23:3:12 (*mines*)
 formalisation des données lexicales. 23:1:19
 (*linguistique*)
 formation collégiale de cinq juges. 23:4:12
 (*droit*)
 formation du jugement a statué que (La).
 23:4:12 (*droit*)
 formation plénière (devant une). 23:4:11
 (*droit*)
 forme française des toponymes anglais.
 23:4:16 (*toponymie*)
formic acid fermentation. 23:2:10,11
 (*chemistry*)
forward combustion. 23:3:4 (*energy*)
 fosse de soupirail. 23:3:9 (*construction*)
 fournaise. 23:3:8 (*énergie*)
 fournaise à air chaud. 23:3:8 (*énergie*)
 fournaise au gaz. 23:3:8 (*énergie*)
 fournir sa part d'efforts. 23:3:23 (*langue*)
 fournir sa (quote)-part de travail. 23:3:23
 (*langue*)
 foyer. 23:3:6,8 (*énergie*)
 fraction légère. 23:3:4,5 (*énergie*)
 fraction lourde. 23:3:3,4,5 (*énergie*)
free bed. 23:2:4 (*health*)
 frein externe. 23:3:14,15 (*transport*)
French Language Book Exhibition. 23:3:27
French Term for Common Law. 23:4:6
 (*law*)
freshwater marsh. 23:2:18 (*ecology*)
friction (yielding) prop. 23:3:11,12
 (*mining*)
 front de combustion. 23:3:3,4,5 (*énergie*)
 fuite thermique. 23:3:4,5 (*énergie*)
furnace. 23:3:8,9 (*energy*)
 fuseau (en). 23:2:6,7 (*médecine*)
fusiform. 23:2:6,7 (*medicine*)

G

gaine. 23:3:7,8 (*énergie*)
gaseous fuel. 23:3:8 (*energy*)
gas(-)fired boiler. 23:3:8 (*energy*)
gas(-)fired furnace. 23:3:8 (*energy*)
gas furnace. 23:3:8 (*energy*)
gas-lift fermenter. 23:2:11 (*chemistry*)
gasoline locomotive. 23:3:11 (*mining*)
gathering(-)arm loader. 23:3:11 (*mining*)
 générateur. 23:3:6 (*énergie*)
 générateur à gaz. 23:3:8 (*énergie*)
 générateur central. 23:3:6 (*énergie*)
 générateur d'air chaud. 23:3:6,8 (*énergie*)
 générateur d'air chaud à gaz. 23:3:8
 (*énergie*)
 générateur de vapeur. 23:3:8 (*énergie*)
*Generic Terms in Canada's Geographical
 Names*. 23:4:17 (*geography*)
 générique. 23:3:19,20 (*géographie*)
 Génériques en usage dans les noms
 géographiques au Canada. 23:3:20:4:17
 (*géographie*)
Genetic Engineering Vocabulary. 23:2:9
 (*medicine*)
genetic mother. 23:2:13 (*medicine*)
 génie cellulaire. 23:2:7 (*médecine*)
 génie enzymatique. 23:2:7 (*médecine*)
 génie génétique. 23:2:7 (*médecine*)
 genu flexum. 23:2:6 (*médecine*)
 Géologie du Canada. 23:3:19 (*géologie*)
 gérance de projet. 23:3:18 (*gestion*)
 gestion de projet. 23:3:17,18 (*gestion*)
 gestion de projet et de travaux. 23:3:17
 (*gestion*)
 gestion du gibier. 23:2:18 (*écologie*)
gift from hand to hand. 23:4:9 (*law*)
 gisement. 23:3:3,5 (*énergie*)
glass roofed light well. 23:3:10
 (*construction*)
globalization of markets. 23:4:15
 (*economy*)
Glossary Series. 23:2:26
gloster-getter. 23:3:11 (*mining*)
Gloster-getter. 23:3:11 (*mining*)
Gloster-Getter. 23:3:11 (*mines*)
 Gofer. 23:1:6 (*language industries*)
grab dredger. 23:3:11 (*mining*)
 Grand Falls. 23:3:20 (*géographie*)
 Grand Robert (de la langue française) (Le).
 23:1:10 (*lexicographie*)
 Grand-Sault. 23:3:20 (*géographie*)
 graphe conceptuel. 23:1:20 (*linguistique*)
grapple dredger. 23:3:11 (*mining*)
gravitational segregation. 23:3:5 (*energy*)
gravity override. 23:3:4 (*energy*)
 grille. 23:3:6 (*énergie*)
Ground Floor. 23:3:III (*toponymy*)
 Guide odonymique du Québec. 23:3:II
 (*toponymie*)

H

habitat. 23:2:18 (*écologie*)
habitat. 23:2:18 (*ecology*)
half-cab. 23:3:15 (*transportation*)
half-door. 23:3:15 (*transportation*)
hallux valgus. 23:2:6,7 (*medicine*)
hallux valgus. 23:2:6,7 (*médecine*)
hammer drill. 23:3:11 (*mining*)
hard coal plough. 23:3:11 (*mining*)
Harrap's. 23:1:11 (*lexicography*)
haveuse. 23:3:11 (*mines*)
haveuse à barre. 23:3:11 (*mines*)
haveuse à chaîne. 23:3:11 (*mines*)
haveuse à champignon. 23:3:12 (*mines*)
haveuse à deux bras. 23:3:12 (*mines*)
haveuse à disque(s). 23:3:11 (*mines*)
haveuse à double tambour. 23:3:11 (*mines*)
haveuse arcwall. 23:3:11 (*mines*)
haveuse (intégrale). 23:3:11 (*mines*)
haveuse (intégrale) Anderton. 23:3:11 (*mines*)
haveuse (intégrale) à tambour. 23:3:11 (*mines*)
haveuse à tourelle. 23:3:12 (*mines*)
haveuse-chargeuse. 23:3:11 (*mines*)
haveuse de taille. 23:3:12 (*mines*)
haveuse électrique. 23:3:11 (*mines*)
haveuse longwall. 23:3:12 (*mines*)
haveuse-rouilleuse. 23:3:12 (*mines*)
haveuse shortwall. 23:3:12 (*mines*)
haveuse universelle. 23:3:12 (*mines*)
heat-conveying medium. 23:3:8 (*energy*)
heat distributing unit. 23:3:8 (*energy*)
heat front. 23:3:5 (*energy*)
heat-front breakthrough. 23:3:5 (*energy*)
heat front velocity. 23:3:5 (*energy*)
heating medium. 23:3:8 (*energy*)
heating (-emitting) unit. 23:3:8 (*energy*)
heat loss. 23:3:5 (*energy*)
heat scavenging. 23:3:5 (*energy*)
heavy end. 23:3:5 (*energy*)
heterolactic fermentation. 23:2:10,11 (*chemistry*)
hiérarchisation de domaines du savoir. 23:1:20 (*linguistique*)
hiérarchisation de savoirs spécifiques. 23:1:20 (*linguistique*)
high-low bay roof. 23:3:10 (*construction*)
high(-)pressure boiler. 23:3:8 (*energy*)
high-pressure steam. 23:3:8 (*energy*)
high speed coal plow. 23:3:11,12 (*mining*)
high-speed plough. 23:3:11,12 (*mining*)
hinged rooflight. 23:3:10 (*construction*)
hinged skylight. 23:3:10 (*construction*)
histoire naturelle. 23:2:17 (*écologie*)
homme aux exemples (L'). 23:4:19 (*langue*)
homolactic fermentation. 23:2:10,11 (*chemistry*)

boppit. 23:3:12 (*mining*)
horse-drawn truck. 23:3:15,16 (*transportation*)
horse-drawn vehicle. 23:3:15 (*transportation*)
bot money. 23:4:6 (*law*)
bot(-)water boiler. 23:3:8 (*energy*)
hot-water heating. 23:3:8 (*energy*)
bot(-)water heating system. 23:3:8 (*energy*)
HRT. 23:2:10,11 (*chemistry*)
hublot. 23:3:10 (*construction*)
hublot galbé. 23:3:10 (*construction*)
huile en place. 23:3:3,5 (*énergie*)
human-powered. 23:3:15 (*transportation*)
Huwood slicer (loader). 23:3:12 (*mining*)
hyarthrose. 23:2:6,7 (*médecine*)
hydrarthrosis. 23:2:6,7 (*medicine*)
hydraulic cartridge. 23:3:11,12 (*mining*)
hydraulic chock. 23:3:12 (*mining*)
hydraulic drill. 23:3:12 (*mining*)
hydraulic (actuated) prop. 23:3:12 (*mining*)
hydraulic retention time. 23:2:10,11 (*chemistry*)
Hydrobuster high speed coal plow. 23:3:11,12 (*mining*)
high-speed plough. 23:3:11,12 (*mining*)
hinged rooflight. 23:3:10 (*construction*)
hinged skylight. 23:3:10 (*construction*)
histoire naturelle. 23:2:17 (*écologie*)
homme aux exemples (L'). 23:4:19 (*langue*)
homolactic fermentation. 23:2:10,11 (*chemistry*)
boppit. 23:3:12 (*mining*)
horse-drawn truck. 23:3:15,16 (*transportation*)
horse-drawn vehicle. 23:3:15 (*transportation*)
bot money. 23:4:6 (*law*)
bot(-)water boiler. 23:3:8 (*energy*)
hot-water heating. 23:3:8 (*energy*)
bot(-)water heating system. 23:3:8 (*energy*)
HRT. 23:2:10,11 (*chemistry*)
hublot. 23:3:10 (*construction*)
hublot galbé. 23:3:10 (*construction*)
huile en place. 23:3:3,5 (*énergie*)
human-powered. 23:3:15 (*transportation*)
Huwood slicer (loader). 23:3:12 (*mining*)
hyarthrose. 23:2:6,7 (*médecine*)
hydrarthrosis. 23:2:6,7 (*medicine*)
hydraulic cartridge. 23:3:11,12 (*mining*)
hydraulic chock. 23:3:12 (*mining*)
hydraulic drill. 23:3:12 (*mining*)
hydraulic (actuated) prop. 23:3:12 (*mining*)
hydraulic retention time. 23:2:10,11 (*chemistry*)
Hydrobuster. 23:3:11 (*mines*)

hydronic heating. 23:3:8 (*energy*)
hypothec. 23:4:8 (*law*)
hypothèque. 23:4:8 (*droit*)

IBM PC-AT. 23:1:3 (*informatique*)
IBM PC-compatible micro-computer. 23:1:4 (*langue industries*)
 Identification de la province ou du territoire où se situe l'entité. 23:4:16 (*géographie*)
 2001 idiotismes français et anglais. 23:3:23 (*langue*)
 IDLL. 23:1:17 (*industries de la langue*)
ignition. 23:3:4 (*energy*)
ignition phase. 23:3:5 (*energy*)
illegally obtained money. 23:4:6 (*law*)
illegal money. 23:4:5 (*law*)
illicit (drug) money. 23:4:6 (*law*)
immeuble. 23:3:III (*toponymie*)
immoveable by nature. 23:4:8 (*law*)
impleaded party. 23:4:9 (*law*)
industries de la langue. 23:1:17; 3:25 (*industries de la langue*)
Industries de la langue et filières de formation. 23:1:18-20 (*industries de la langue*)
infirmière autorisée. 23:2:3 (*santé*)
informatique en français : l'offre et la demande (L'). 23:3:26 (*industries de la langue*)
 Informatique et industries de la langue. 23:1:19 (*industries de la langue*)
ingénierie des connaissances. 23:1:20 (*linguistique*)
ingénierie des systèmes assistés par ordinateur. 23:1:20 (*industries de la langue*)
ingénieurs font leur part (Les). 23:3:23 (*langue*)
initial saturation. 23:3:5 (*energy*)
injected air. 23:3:4 (*energy*)
injection well. 23:3:5 (*energy*)
Ink Textools. 23:1:5 (*language industries*)
inoculation. 23:2:9,11 (*chimie*)
inoculation. 23:2:9,11 (*chemistry*)
inoculum. 23:2:9,11 (*chimie*)
inoculum. 23:2:9 (*chemistry*)
inopposabilité. 23:4:9 (*droit*)
inopposability. 23:4:9 (*law*)
inopposable. 23:4:9 (*law*)
in-situ combustion. 23:3:4 (*energy*)
in situ combustion project. 23:3:4,5 (*energy*)
installation de chauffage à air chaud. 23:3:8 (*énergie*)
installation de chauffage à eau chaude. 23:3:8 (*énergie*)

installation de chauffage à la vapeur. 23:3:8

(énergie)

installation de chauffage par air pulsé à distribution centrale. 23:3:8 (énergie)

Institut Joseph-Dubuc de Winnipeg. 23:4:3 (droit)

instrument financier. 23:4:15 (économie)

integrated sleeper. 23:3:15 (transportation)

integrator. 23:1:4,6 (language industries)

intelligence artificielle. 23:1:19 (industries de la langue)

Intelligence artificielle et industries de la langue. 23:1:19 (industries de la langue)

interface usager. 23:1:20 (industries de la langue)

International Dictionary of Medicine and Biology. 23:1:16 (language industries)

in-the-hole drill. 23:3:12 (mining)

invasion. 23:3:4 (énergie)

invasion. 23:3:4 (énergie)

inverted five-spot (seven-spot/nine-spot) pattern. 23:3:5 (energy)

IRMA. 23:1:6 (language industries)

ISO-9660. 23:1:11 (informatics)

J

jackhammer. 23:3:11,12 (mining)

jack-hammer. 23:3:12 (mining)

jack-hammer type drill. 23:3:11,12 (mining)

jante amovible. 23:3:15 (transport)

jante de roue. 23:3:15 (transport)

Jeffrey Colmol. 23:3:11,12 (mining)

joint venture. 23:1:21 (management)

Joy extensible conveyor. 23:3:12 (mining)

Joy (continuous) miner. 23:3:12 (mining)

Joy walking miner. 23:3:12 (mining)

judgment delivered from the bench. 23:4:12 (law)

jugement prononcé oralement à l'audience. 23:4:12 (droit)

jugement rendu à l'audience. 23:4:12 (droit)

jugement rendu sur le banc. 23:4:12 (droit) (drill) jumbo. 23:3:11 (mining)

jumbo. 23:3:12 (mining)

jumbo. 23:3:11 (mines)

jumbo de forage. 23:3:11 (mines)

jumbo de foration. 23:3:11 (mines)

jumbo de foration sur rail. 23:3:12 (mines)

jumbo Diesel. 23:3:11 (mines)

jumbo électrique. 23:3:11 (mines)

jumbo mounted drill. 23:3:12 (mining)

jumbo sur chenilles. 23:3:11 (mines)

justification au mot (La). 23:2:IV (langue)

K

keep one's end up (to). 23:3:23 (language)

Kibble. 23:3:12 (mining)

kinship. 23:2:13 (medicine) Kirk-Othmer Encyclopedia of Chemical Technology. 23:1:16 (language industries)

KLa. 23:2:10,11 (chimie)

KLa. 23:2:10,12 (chemistry)

Korfmann power loader. 23:3:12 (mining)

kyste de Baker. 23:2:6,7 (médecine)

kyste poplité. 23:2:6,7 (médecine)

L

laboratory test. 23:3:4 (energy)

lactic acid fermentation. 23:2:10,11 (chemistry)

lactic fermentation. 23:2:10,11 (chemistry)

Lactobacillus. 23:2:10 (chemistry)

lag phase. 23:2:9,11 (chemistry)

landau. 23:3:14 (transport)

landscape ecology. 23:2:18 (ecology)

lantern. 23:3:10 (construction)

lanterneau. 23:3:9,10 (construction)

lanterneau à dôme. 23:3:10 (construction)

lanterneau à vitrage multiple. 23:3:10 (construction)

lanterneau classique. 23:3:10 (construction)

lanterneau d'éclairiment. 23:3:10 (construction)

lanterneau fixe. 23:3:10 (construction)

lanterneau plat. 23:3:10 (construction)

lanterneau pour toit en pente. 23:3:10 (construction)

lanterneau surélevé. 23:3:10 (construction)

lantern light. 23:3:9,10 (construction)

launder (to). 23:4:5,6 (law)

launderer. 23:4:6 (law)

Laundering. 23:4:5-6 (law)

laundering. 23:4:5,6 (law)

laundries. 23:4:6 (law)

lavage. 23:2:10,12 (chimie)

lavage. 23:4:6 (droit)

lecteur de TERMIUM sur CD-ROM. 23:1:3 (informatique)

lecteur optique. 23:1:19 (industries de la langue)

left-and drive. 23:3:15 (transportation)

lemmatisation. 23:1:19 (linguistique)

lessivage. 23:2:10,12 (chimie)

lever le nez sur qqn/qqch. 23:3:23 (linguistique)

lexical databases. 23:1:6 (language industries)

Lexicographie juridique (La). 23:4:23,24 (droit)

Lexique de droit privé français/anglais - anglais/français. 23:4:7 (droit)

Lexique des lois et des règlements de l'Ontario. 23:4:21,22 (droit)

Lexique des termes économiques et financiers. 23:4:15 (économie)

Lexique français-anglais / anglais-français de l'Association des infirmières et infirmiers du Canada 23:2:27 (médecine)

Lexique ministériel. 23:2:26

LHD (unit). 23:3:12 (mining)

Liaison du générique et du spécifique. 23:3:22 (géographie)

liaison en réseau. 23:1:19 (télématique)

light court. 23:3:9 (construction)

light end. 23:3:5 (energy)

light well. 23:3:9 (construction)

limite des arbres. 23:2:18 (écologie)

Linguistique et industries de la langue. 23:1:19 (industries de la langue)

liquid fuel. 23:3:8 (energy)

Liste des publications récentes du Secrétariat d'État. 23:2:25

List of Recent Publications of the Department of the Secretary of State. 23:2:25

lit basé sur la capacité théorique. 23:2:4 (santé)

lit de boues expansées. 23:2:11,12 (chimie)

lit de boues granuleuses. 23:2:11,12 (chimie)

lit désaffecté. 23:2:4 (santé)

lit disponible. 23:2:4 (santé)

lit doté en personnel. 23:2:4 (santé)

lit dressé. 23:2:4 (santé)

lit en réserve. 23:2:4 (santé)

lit en service. 23:2:4 (santé)

lit fluidisé. 23:2:11 (chimie)

lit tampon. 23:2:4 (santé)

(front-end) loader. 23:3:11 (mining)

loader. 23:3:11,12 (mining)

load-haul-dump (unit). 23:3:12 (mining)

Lobbe Hobel. 23:3:12 (mining)

Lobbehobel. 23:3:12 (mining)

locomotive à gazoline. 23:3:11 (mines)

locomotive de mine. 23:3:12 (mines)

locomotive Diesel. 23:3:11 (mines)

locomotive électrique. 23:3:11 (mines)

locomotive (électrique) à accumulateurs. 23:3:11 (mines)

locomotive (électrique) à trolley. 23:3:12 (mines)

logiciel de conjugaison. 23:1:3 (industries de la langue)

logiciel de fenêtrage. 23:1:3 (industries de la langue)

logiciel de vérification orthographique. 23:1:3 (industries de la langue)

Logos. 23:1:22 (industries de la langue)

Lois de l'Ontario. 23:4:22 (*droit*)
 long distance transport. 23:3:15
 (transportation)
 longwall coal(-)cutter. 23:3:12 (*mining*)
 long-wall coal cutter. 23:3:12 (*mining*)
 low(-)pressure boiler. 23:3:8 (*energy*)
 low-pressure steam. 23:3:8 (*energy*)
 low-speed plough. 23:3:12 (*mining*)
 low speed (coal) plow. 23:3:12 (*mining*)
 lumidôme. 23:3:10 (*construction*)

M

maillage à cinq (sept/neuf) puits. 23:3:5
 (énergie)
 maillage inverse à cinq (sept/neuf) puits.
 23:3:5 (énergie)
 main en coup de vent. 23:2:6,7 (*médecine*)
 mangrove. 23:2:18 (*écologie*)
 mangrove swamp. 23:2:18 (*ecology*)
 Manifestations articulaires de la polyarthrite
 rhumatoïde. 23:2:6-7 (*médecine*)
 manoeuvre. 23:2:5 (*médecine*)
 marais. 23:2:18 (*écologie*)
 marais à palétuviers. 23:2:18 (*écologie*)
 marais boisé. 23:2:18 (*écologie*)
 marais côtier. 23:2:18 (*écologie*)
 marais d'eau douce. 23:2:18 (*écologie*)
 marais d'eau salée. 23:2:18 (*écologie*)
 marais littoral. 23:2:18 (*écologie*)
 marché des capitaux. 23:4:15 (*économie*)
 marché financier. 23:4:15 (*économie*)
 marché monétaire. 23:4:15 (*économie*)
 marécage. 23:2:18 (*écologie*)
 Marietta. 23:3:12 (*mines*)
 Marietta miner. 23:3:12 (*mining*)
 Mark Encyclopedia of Polymer Science and
 Engineering. 23:1:16 (*language*
industries)
 marque du possessif. 23:3:21 (*géographie*)
 marsh. 23:2:18 (*ecology*)
 marshland. 23:2:18 (*ecology*)
 marteau à air comprimé. 23:3:11 (*mines*)
 marteau au fond du trou. 23:3:11 (*mines*)
 marteau fond de trou. 23:3:11 (*mines*)
 marteau fond(-)de(-)trou. 23:3:11 (*mines*)
 marteau (-)perforateur hydraulique. 23:3:12
 (*mines*)
 marteau(-)perforateur. 23:3:11 (*mines*)
 marteau(-)piqueur. 23:3:12 (*mines*)
 marteau pneumatique. 23:3:11 (*mines*)
 marteau roto-percutant. 23:3:12 (*mines*)
 marteau stop(p)er. 23:3:12 (*mines*)
 maternité de substitution. 23:2:12
 (*médecine*)
 McGraw-Hill (CD-ROM) Science and
 Technical Reference Set. 23:1:11,17
 (*language industries*)

mechanical miner. 23:3:11 (*mining*)
 mechanical yielding prop. 23:3:12 (*mining*)
 Mentions P.O. Box et Station. 23:3:III
 (toponymie)
 Mercury / Termex. 23:1:4,5 (*language*
industries)
 mère biologique. 23:2:13 (*médecine*)
 mère de substitution. 23:2:13 (*médecine*)
 mère génétique. 23:2:13 (*médecine*)
 mère porteuse. 23:2:12,13 (*médecine*)
 Merriam-Webster's Ninth New Collegiate
 Dictionary. 23:1:10,14 (*language*
industries)
 métalexicographie. 23:1:7 (*lexicographie*)
 methane fermentation. 23:2:10,11
 (*chemistry*)
 méthanisation. 23:2:10,11 (*chimie*)
 methanogénèse. 23:2:10,11 (*chimie*)
 methanogenesis. 23:2:10,11 (*chemistry*)
 méthode primaire de récupération. 23:3:5
 (énergie)
 méthode secondaire de récupération. 23:3:5
 (énergie)
 méthode tertiaire de récupération. 23:3:5
 (énergie)
 méthode thermique. 23:3:5 (énergie)
 méthode thermique de récupération
 assistée du pétrole. 23:3:3 (énergie)
 mettre du sien (y). 23:3:23 (*langue*)
 micro-justification (au caractère) (La).
 23:2:IV (*langue*)
 micro portatif. 23:1:19 (*informatique*)
 Microsoft Bookshelf. 23:1:10,15 (*language*
industries)
 Microsoft MS-DOS. 23:1:11 (*language*
industries)
 mine locomotive. 23:3:12 (*mining*)
 mineur continu modèle surbaissé. 23:3:12
 (*mines*)
 mineur (continu de) Joy. 23:3:12 (*mines*)
 mineuse continue. 23:3:11 (*mines*)
 Minuscule au générique. 23:3:21
 (*géographie*)
 minute (en). 23:4:9 (*droit*)
 mis en cause. 23:4:9 (*droit*)
 mitigation measure. 23:2:19 (*ecology*)
 mixed acid fermentation. 23:2:10,11
 (*chemistry*)
 mixed deciduous forest. 23:2:18 (*ecology*)
 mode alphagéométrique. 23:1:26
 (*télématique*)
 mode alphamosaïque. 23:1:26 (*télématique*)
 mode alphaphotographique. 23:1:26
 (*télématique*)
 mode d'interaction. 23:1:19 (*linguistique*)
 modèle de créativité lexicale. 23:1:19
 (*industries de la langue*)
 modèle de manipulation de données
 lexicales. 23:1:19 (*industries de la*
langue)

modèle de reconnaissance. 23:1:19
 (*linguistique*)
 modèle de stockage. 23:1:19 (*industries de*
la langue)
 modèle syntaxique. 23:1:19 (*linguistique*)
 mondialisation des marchés. 23:4:15
 (*économie*)
 money-launderer. 23:4:6 (*law*)
 money market. 23:4:15 (*economy*)
 monitor. 23:3:10 (*construction*)
 monitor(ed) roof. 23:3:10 (*construction*)
 monter sur le banc. 23:4:11 (*droit*)
 montrer peu d'empressement. 23:4:17
 (*langue*)
 moteur de traction. 23:3:14,15 (*transport*)
 moteur sous banquette. 23:3:15 (*transport*)
 motorized vehicle. 23:3:15,16 (*transport*)
 Mots de tête "Faire sa part". 23:3:22-24
 (*langue*)
 Mots de tête. "se traîner les pieds".
 23:4:17-18 (*langue*)
 MS-DOS. 23:1:3 (*industries de la langue*)
 MTX. 23:1:7 (*language industries*)
 Multilingual Dictionaries. 23:1:16
 (*language industries*)
 multi-plough. 23:3:12 (*mining*)
 multiplow. 23:3:12 (*mining*)
 multirabot. 23:3:12 (*mines*)
 mushroom arm cutter. 23:3:12 (*mining*)
 mushroom jib. 23:3:12 (*mining*)
 mushroom-jib coal cutter. 23:3:12 (*mining*)

N

NAPLPS. 23:1:26 (*télématique*)
 National and International Congresses and
 Symposiums. 23:2:21; 4:27
 National Program for the Integration of the
 Two Official Languages in the
 Administration of Justice. 23:4:7 (*law*)
 natural circulation. 23:3:8 (*energy*)
 natural circulation boiler. 23:3:8 (*energy*)
 New Grolier Electronic Encyclopedia (The).
 23:1:10,15,16 (*language industries*)
 News and Events. 23:1:23-25; 3:26-27
 niche (écologique). 23:2:18 (*écologie*)
 niche. 23:2:18 (*ecology*)
 Nom alternatif. 23:3:20 (*géographie*)
 Nom de lieux habités. 23:3:20 (*géographie*)
 Nom de l'immeuble. 23:3:III (*toponymie*)
 Nom de parcs nationaux. 23:3:20
 (*géographie*)
 Nom des entités sous-marines. 23:3:20
 (*géographie*)
 Nom des réserves indiennes. 23:3:20
 (*géographie*)
 Nom d'intérêt pancanadien. 23:3:20
 (*géographie*)

Nomenclature française. 23:2:20
(*ornithologie*)
Nom géographique (officiel). 23:3:19
(*géographie*)
Nom officiel. 23:3:20 (*géographie*)
Nom scientifique ou géologique. 23:3:20
(*géographie*)
Non-traduction du spécifique. 23:3:21
(*géographie*)
Normalisation de la langue anglais civiliste.
23:4:8 (*droit*)
norme NAPLPS. 23:1:26 (*télématique*)
norme Télidon. 23:1:26 (*télématique*)
northern forest. 23:2:18 (*ecology*)
northlight roof. 23:3:10 (*construction*)
north-light roof. 23:3:10 (*construction*)
nouvelles technologies (Les). 23:1:18
(*industries de la langue*)
Nusse and Grafer PIV/6 drilling machine.
23:3:12 (*mining*)



obéir en rechignant. 23:4:18 (*langue*)
obéir sans empressement. 23:4:18 (*langue*)
Observations grammaticales et
terminologiques. 23:3:17 (*langue*)
OCR. 23:1:6 (*language industries*)
Odonyme. 23:3:II (*toponymie*)
OED. 23:1:8 (*lexicography*)
oil bank. 23:3:4 (*energy*)
oil density. 23:3:4 (*energy*)
oil-fired boiler. 23:3:8 (*energy*)
oil in place. 23:3:5 (*energy*)
oil pool. 23:3:5 (*energy*)
oil saturation. 23:3:5 (*energy*)
oil viscosity. 23:3:5 (*energy*)
OIP. 23:3:5 (*energy*)
Omission du générique. 23:3:21
(*géographie*)
open-seat drive. 23:3:15 (*transportation*)
opérateur. 23:3:3 (*énergie*)
opérateur de variable. 23:1:19 (*linguistique*)
optical character reader. 23:1:6 (*language industries*)
optimal wet combustion. 23:3:4 (*energy*)
Ordre des Palmes académiques. 23:1:23
(*langue*)
Ordre de la Pléiade. 23:1:23 (*langue*)
Original Oxford English Dictionary (The).
23:1:10,13 (*language industries*)
orteil en griffe. 23:2:6,7 (*médecine*)
OS/2 Presentation Manager. 23:1:6
(*language industries*)
Outillage et équipement miniers. 23:3:11-13
(*mines*)

outils informatisés au service des
publications terminologiques (Les).
23:1:21-22 (*industries de la langue*)
ouverture zénithale. 23:3:10 (*construction*)
overhead shovel. 23:3:12 (*mining*)
override. 23:3:4 (*energy*)
Oxford English Dictionary. 23:1:8
(*lexicography*)
oxygen combustion run. 23:3:4 (*energy*)
(oxygen) enriched air fireflooding. 23:3:4
(*energy*)
oxygen enriched fireflooding. 23:3:4
(*energy*)
(pure) oxygen fireflooding. 23:3:4 (*energy*)

P

PAJLO. 23:4:3,4,17 (*droit*)
palpation. 23:2:5 (*médecine*)
Pampa. 23:2:18 (*écologie*)
panneau à cinq (sept/neuf) puits. 23:3:5
(*énergie*)
panneau à maille carrée. 23:3:5 (*énergie*)
panneau inverse à cinq (sept/neuf) puits.
23:3:5 (*énergie*)
panneau inverse à maille carrée. 23:3:5
(*énergie*)
parentalité. 23:2:13 (*médecine*)
parent biologique. 23:2:13 (*médecine*)
parent génétique. 23:2:12 (*médecine*)
parent social. 23:2:13 (*médecine*)
Park. 23:3:III (*toponymy*)
Parkway. 23:3:III,IV (*toponymy*)
Pascal. 23:1:21 (*informatique*)
Pasteur effect. 23:2:10,11 (*chemistry*)
pay zone. 23:3:4 (*energy*)
PC/AT. 23:1:4 (*informatics*)
Pédagogie raisonnée de l'interprétation.
23:3:27 (*interprétation*)
Peissenberg ram. 23:3:12 (*mining*)
pelle à benne traînante. 23:3:11 (*mines*)
pelle Eimco. 23:3:11 (*mines*)
Pensions Vocabulary (The). 23:4:25
(*economy*)
percée du front. 23:3:3 (*énergie*)
percée du front de combustion. 23:3:5
(*énergie*)
percussion. 23:2:5 (*médecine*)
percussion (type) drill. 23:3:12 (*mining*)
père biologique. 23:2:13 (*médecine*)
père social. 23:2:12,13 (*médecine*)
perfo-marteau. 23:3:11 (*mines*)
performarteau. 23:3:11 (*mines*)
perforatrice (rotative). 23:3:12 (*mines*)
perforatrice de dégagage Nusse et Grafer.
23:3:12 (*mines*)
perforatrice électrique. 23:3:11 (*mines*)
perforatrice montée sur jumbo. 23:3:12
(*mines*)
perforatrice pneumatique. 23:3:12 (*mines*)
perforatrice (montée) sur colonne. 23:3:11
(*mines*)
perforatrice vibrorotative. 23:3:12 (*mines*)
perimeter loop system. 23:3:8 (*energy*)
perimeter radial system. 23:3:8 (*energy*)
personality. 23:4:8 (*law*)
pétrole produit par combustion. 23:3:4,5
(*énergie*)
pétrole produit par méthode thermique.
23:3:5 (*énergie*)
phase d'allumage. 23:3:3,5 (*énergie*)
phase de déclin. 23:2:9,11 (*chimie*)
phase de décroissance. 23:2:9,11 (*chimie*)
phase de latence. 23:2:9,11 (*chimie*)
phase de mortalité. 23:2:9,11 (*chimie*)
phase exponentielle. 23:2:9,11 (*chimie*)
phase stationnaire. 23:2:9,11 (*chimie*)
photocopieuse couleur à commandes
électroniques. 23:1:19 (*bureautique*)
pick breaker. 23:3:12 (*mining*)
pied plat antérieur. 23:2:6,7 (*médecine*)
pied rond. 23:2:6,7 (*médecine*)
pied rond antérieur. 23:2:6,7 (*médecine*)
piétiner. 23:4:17 (*langue*)
pile caisson. 23:3:11 (*mines*)
pile monobloc. 23:3:11 (*mines*)
pioneer species. 23:2:18 (*ecology*)
Plans for future workstations. 23:1:5
(*language industries*)
plant communities. 23:2:18 (*ecology*)
plant succession. 23:2:18 (*ecology*)
plinthe chauffante. 23:3:7,8 (*énergie*)
plough. 23:3:12 (*mining*)
plow. 23:3:12 (*mining*)
plug flow fermenter. 23:2:11 (*chemistry*)
pneumatically controlled supporting leg.
23:3:11 (*mining*)
pneumatic drill. 23:3:12 (*mining*)
pneumatic hammer. 23:3:11,12 (*mining*)
pneumatic leg. 23:3:11 (*mining*)
pneumatic stowing machine. 23:3:11,12
(*mining*)
pneumatic tire. 23:3:15 (*transportation*)
pneu poids lourd. 23:3:15 (*transport*)
pneu "poids lourd" à forte section. 23:3:15
(*transport*)
P.O. Box. 23:3:III (*toponymy*)
pod auger. 23:3:12 (*mining*)
pognon impur. 23:4:6 (*droit*)
pognon sale. 23:4:6 (*droit*)
Point cardinal. 23:3:III (*toponymy*)
point en dactylographie (Le). 23:2:I,III
(*langue*)
point grammatical (.) et le point
typographique (Le). 23:2:I (*langue*)

point grammatical et les logiciels de traitement de texte (Le). 23:2:IV (*langue*)

Points cardinaux. 23:3:21 (*géographie*)

point typographique et les systèmes de points (Le). 23:2:1 (*langue*)

Politique linguistique relative aux adresses des bureaux d'Air Canada 23:3:IV

polluant. 23:2:18 (*écologie*)

polyarthrite rhumatoïde. 23:2:6 (*médecine*)

pompe. 23:3:6 (*énergie*)

popliteal cyst. 23:2:6,7 (*medicine*)

Porte et Gardin plough. 23:3:12 (*mining*)

porte. 23:3:III (*toponymie*)

poste de travail du traducteur (Le). 23:1:3 (*industries de la langue*)

pouce adductus. 23:2:6,7 (*médecine*)

pouce en baïonnette. 23:2:6,7 (*médecine*)

pouce en C. 23:2:6,7 (*médecine*)

pouce en Z. 23:2:6,7 (*médecine*)

poussoir à air comprimé. 23:3:11 (*mines*)

poussoir pneumatique. 23:3:11 (*mines*)

power(operated) support. 23:3:12 (*mining*)

prairie. 23:2:18 (*ecology*)

Prairie. 23:2:18 (*écologie*)

préciput. 23:4:9 (*droit*)

Précis de droit international privé québécois. 23:4:23 (*droit*)

prédicat. 23:1:19 (*linguistique*)

prélèvement de la chaleur. 23:3:4,5 (*énergie*)

prendre sa part. 23:3:23 (*langue*)

préposé à l'attribution des lits. 23:2:4 (*santé*)

presser dans sont travail (ne pas se). 23:4:17 (*langue*)

pressure-cycle fermenter. 23:2:11 (*chemistry*)

prêt d'utérus. 23:2:13 (*médecine*)

primary (health) care. 23:2:3,4 (*health*)

primary nursing. 23:2:3 (*health*)

primary recovery process. 23:3:5 (*energy*)

prise de jour en toiture. 23:3:10 (*construction*)

Private. 23:3:III,IV (*toponymy*)

Private Law Dictionary. 23:4:7,8,9 (*law*)

Private Law Dictionary and Bilingual Lexicons. 23:4:7 (*law*)

privé. 23:3:IV (*toponymie*)

privilege. 23:4:8 (*law*)

privilege. 23:4:8 (*droit*)

procédé COFCAW. 23:3:5 (*énergie*)

procédé Combination of Forward Combustion And Water-flooding. 23:3:5 (*énergie*)

procédé combination thermal drive. 23:3:5 (*énergie*)

procédé CTD. 23:3:5 (*énergie*)

procédé de dérivation. 23:1:19 (*linguistique*)

procédé par contact anaérobie. 23:2:11 (*chimie*)

processus de traitement des plaintes. 23:4:12-14 (*droit*)

Procomm. 23:1:4 (*language industries*)

producer. 23:3:5 (*energy*)

production de phrases. 23:1:19 (*linguistique*)

production truck. 23:3:15 (*transportation*)

production well. 23:3:5 (*energy*)

productivité des formes. 23:1:19 (*linguistique*)

profit illégal. 23:4:6 (*droit*)

Programme national d'administration de la justice dans les deux langues officielles. 23:4:3,7 (*droit*)

project management. 23:3:16,17,18 (*management*)

Project Management Dictionary of Terms (A). 23:3:16 (*management*)

Project Management - What Is It Really? 23:3:16-18 (*management*)

projet. 23:3:17 (*gestion*)

Projet de dictionnaire bilingue canadien. 23:3:26 (*langue*)

projet de grands travaux. 23:3:17 (*gestion*)

projet Logos. 23:1:22 (*industries de la langue*)

promenade. 23:3:IV (*toponymie*)

Propionibacterium. 23:2:10 (*chimie*)

propionic (acid) fermentation. 23:2:10,11 (*chemistry*)

propulsé par l'homme. 23:3:15 (*transport*)

Prototype. 23:1:3 (*industries de la langue*)

Provinces et territoires. 23:3:III (*toponymie*)

PTT. 23:1:3 (*industries de la langue*)

Publications in Review. 23:1:25-27; 2:25-27; 3:27; 4:21-26

Publications récentes en médecine. 23:4:26 (*médecine*)

puits d'air. 23:3:9 (*construction*)

puits de lumière. 23:3:9,10 (*construction*)

puits de lumière fixe. 23:3:10 (*construction*)

puits de lumière plat. 23:3:10 (*construction*)

puits de lumière pour toit incliné. 23:3:10 (*construction*)

puits de production. 23:3:5 (*énergie*)

puits d'injection. 23:3:3,5 (*énergie*)

pulling his weight (He's not). 23:3:23 (*language*)

purify (to). 23:4:5 (*law*)



quadriceps atrophy. 23:2:6,7 (*medicine*)

quadriceps wasting. 23:2:6,7 (*medicine*)

Quelques réflexions sur les termes banc et bench. 23:4:11-12 (*droit*)

quenched combustion. 23:3:4 (*energy*)

R

rabot. 23:3:12 (*mines*)

rabot activé (Hurwood). 23:3:12 (*mines*)

rabot automoteur Samson. 23:3:12 (*mines*)

rabot béliet. 23:3:12 (*mines*)

rabot rapide. 23:3:12 (*mines*)

rabot rapide Lobbe. 23:3:12 (*mines*)

rabot statique. 23:3:12 (*mines*)

rabot Westfalia. 23:3:11 (*mines*)

racleur. 23:3:12 (*mines*)

racloir. 23:3:12 (*mines*)

radiateur. 23:3:7,8 (*énergie*)

radiateur (en) fonte. 23:3:8 (*énergie*)

radiator. 23:3:8 (*energy*)

rail-mounted jumbo. 23:3:12 (*mining*)

raised skylight. 23:3:10 (*construction*)

Rampage. 23:1:6 (*language industries*)

ram scraper. 23:3:12 (*mining*)

range. 23:2:18 (*ecology*)

RAP. 23:3:3,5 (*énergie*)

rapid plow. 23:3:12 (*mining*)

rapport eau/air. 23:3:5 (*énergie*)

rapport eau (injectée)/air (injecté). 23:3:4 (*énergie*)

rapport énergétique. 23:3:5 (*énergie*)

rated bed. 23:2:4 (*health*)

Rayonnement de l'École de droit de l'Université de Moncton. 23:4:4 (*droit*)

REA. 23:3:4,5 (*énergie*)

real estate. 23:4:8 (*law*)

real property. 23:4:8 (*law*)

realty. 23:4:8 (*law*)

recherche scientifique et appliquée. 23:4:19 (*langue*)

recherche terminologique dans le domaine de la santé (La). 23:2:3-4 (*santé*)

reconnaissance automatique des formes graphiques. 23:1:19 (*industries de la langue*)

reconnaissance de formes. 23:1:20 (*linguistique*)

récupération assistée du pétrole. 23:3:5 (*énergie*)

récupération par injection de vapeur. 23:3:3,5 (*énergie*)

récupération thermique. 23:3:5 (*énergie*)

recyclage. 23:4:6 (*droit*)

regional transport. 23:3:15 (*transportation*)

registered nurse. 23:2:3 (*health*)
 registre. 23:3:8 (*énergie*)
 règle d'inférence. 23:1:20 (*linguistique*)
 règle formelle. 23:1:19 (*linguistique*)
 Règles générales pour la traduction et
 l'écriture des noms d'entités
 géographiques du Canada. 23:3:18,19
 (*géographie*)
 remblayeuse pneumatique. 23:3:11 (*mines*)
 renâcler à la besogne. 23:4:17 (*langue*)
 Répertoire (des noms) d'entités sous-
 marines. 23:3:20; 4:17 (*géographie*)
 Répertoire géographique du Canada.
 23:3:19; 4:17 (*géographie*)
 répertoires terminologiques de la
 bureautique (Le). 23:1:27 (*industries
 de la langue*)
 Répertoire toponymique du Québec.
 23:3:19; 4:17 (*géographie*)
 représentation formelle. 23:1:20
 (*linguistique*)
 représentation syntaxique. 23:1:19
 (*linguistique*)
 réseau (Le). 23:1:25,26 (*industries de la
 langue*)
 réseau Alex. 23:1:19 (*télématique*)
 réseau de canalisations. 23:3:6 (*énergie*)
 Réseau local. 23:1:3 (*industries de la
 langue*)
 réserve faunique. 23:2:19 (*écologie*)
 réservoir. 23:3:5 (*énergie*)
 reservoir. 23:3:5 (*energy*)
 reservoir rock. 23:3:5 (*energy*)
 residence time. 23:2:10,11 (*chemistry*)
 résolution de problèmes. 23:1:20
 (*linguistique*)
 retention time. 23:2:9,11 (*chemistry*)
 rétrochargeuse. 23:3:12 (*mines*)
 return line. 23:3:8 (*energy*)
 return pipe. 23:3:8 (*energy*)
 Réunion à Hull du Réseau international de
 néologie et de terminologie. 23:2:22-24
 (*linguistique*)
 reverse combustion. 23:3:4 (*energy*)
 rez-de-chaussée. 23:3:III (*toponymie*)
 right-hand drive. 23:3:15 (*transportation*)
 Road. 23:3:III (*toponymy*)
 road transport. 23:3:15 (*transportation*)
 Robert Électronique (Le). 23:1:10,11,13,14
 (*industries de la langue*)
 robotique. 23:1:20 (*robotique*)
 roche-magasin. 23:3:3,5 (*énergie*)
 roof bolter. 23:3:12 (*mining*)
 roof dormer. 23:3:10 (*construction*)
 rooflight. 23:3:9,10 (*construction*)
 roof(-)light. 23:3:9 (*construction*)
 roof monitor. 23:3:10 (*construction*)
 roof window. 23:3:9 (*construction*)
 roofwindow. 23:3:9 (*construction*)
 Room. 23:3:III (*toponymy*)

rotary drill. 23:3:12 (*mining*)
 rotary drum head-type miner. 23:3:12
 (*mining*)
 rotary dumper. 23:3:12 (*mining*)
 rotary-percussive drill. 23:3:12 (*mining*)
 rotary tippler. 23:3:12 (*mining*)
 roue à bandage. 23:3:14,15 (*transport*)
 roue à bandage en caoutchouc. 23:3:14
 (*transport*)
 roue à crénaux. 23:3:14 (*transport*)
 roue à disque. 23:3:15 (*transport*)
 roue à disque d'acier. 23:3:15 (*transport*)
 roue à pneumatique. 23:3:15 (*transport*)
 roue à rayons en bois du type à bandage.
 23:3:14 (*transport*)
 roue de secours. 23:3:15 (*transport*)
 roue jumelée. 23:3:15 (*transport*)
 rouilleuse Korfmann. 23:3:12 (*mines*)
 rue. 23:3:III (*toponymie*)

S

sag foot. 23:2:6,7 (*medicine*)
 salt marsh. 23:2:18 (*ecology*)
 Samson stripper. 23:3:12 (*mining*)
 saturation en eau. 23:3:4,5 (*énergie*)
 saturation en huile. 23:3:4 (*énergie*)
 saturation initiale. 23:3:4,5 (*énergie*)
 saucer dome. 23:3:10 (*construction*)
 saut chromosomique. 23:2:8 (*médecine*)
 saw-tooth roof. 23:3:10 (*construction*)
 sawtooth(ed) roof. 23:3:10 (*construction*)
 Scénario d'anticipation. 23:3:24
 science cognitive. 23:1:20 (*linguistique*)
 sciences de la santé. 23:2:4 (*santé*)
 scoop. 23:3:12 (*mining*)
 scraper. 23:3:12 (*mines*)
 scraper bucket. 23:3:12 (*mining*)
 scraper chain conveyor. 23:3:11,12
 (*mining*)
 scraper plough. 23:3:12 (*mining*)
 secondary recovery process. 23:3:5 (*energy*)
 Seconde mémoire. 23:1:4 (*language
 industries*)
 Secrétariat d'État à l'heure de la modernité
 (Le). 23:1:22-23 (*industries de la
 langue*)
 SECTER. 23:1:17 (*terminologie*)
 Section des terminologues. 23:1:17
 (*terminologie*)
 securitization. 23:4:15 (*economy*)
 ségrégation par gravité. 23:3:4,5 (*énergie*)
 self-advancing roof support. 23:3:12
 (*mining*)
 self(-)advancing support. 23:3:12 (*mining*)
 self-contained steel support. 23:3:11,12
 (*mining*)
 semicontinuous fermentation. 23:2:9,11
 (*chemistry*)
 sémiologie. 23:2:5 (*médecine*)
 sémiologie de l'appareil locomoteur. 23:2:5
 (*médecine*)
 sémiologie élémentaire. 23:2:5 (*médecine*)
 Sémiologie médicale. 23:2:5 (*médecine*)
 Sémiologie médicale générale. 23:2:5
 (*médecine*)
 sémiologie médicale : Projet-clef de la
 terminologie du futur (La). 23:2:4-6
 (*médecine*)
 Sémiologie médicale spécialisée. 23:2:5
 (*médecine*)
 sémiologie quantitative. 23:2:5 (*médecine*)
 Série lexiques. 23:2:26
 serveur (Le). 23:1:26 (*industries de la
 langue*)
 set-off. 23:4:8 (*law*)
 set-off (to). 23:4:8 (*law*)
 SGBD. 23:1:17 (*industries de la langue*)
 shaker(-shovel)loader. 23:3:12 (*mining*)
 shaking-conveyor loader. 23:3:11,12
 (*mining*)
 shear drum. 23:3:12 (*mining*)
 shearing jib. 23:3:12 (*mining*)
 shed. 23:3:10 (*construction*)
 shed roof. 23:3:10 (*construction*)
 shortwall coal(-)cutter. 23:3:12 (*mining*)
 shovel dozer. 23:3:11,12 (*mining*)
 shuttle car. 23:3:12 (*mining*)
 side-dump car. 23:3:12 (*mining*)
 side dumper. 23:3:12 (*mining*)
 siège. 23:4:11 (*droit*)
 siéger. 23:4:11 (*droit*)
 signe. 23:2:5 (*médecine*)
 signe biologique. 23:2:5 (*médecine*)
 signe clinique. 23:2:5 (*médecine*)
 signe diacritique. 23:3:21 (*géographie*)
 signe patronymique. 23:2:5 (*médecine*)
 signe radiologique. 23:2:5 (*médecine*)
 silhouette de véhicule. 23:3:15,16
 (*transport*)
 simulateur thermique. 23:3:3 (*énergie*)
 sinker (drill). 23:3:12 (*mining*)
 sinking bucket. 23:3:12 (*mining*)
 skip (hoist). 23:3:12 (*mining*)
 skip. 23:3:12 (*mines*)
 skydôme. 23:3:10 (*construction*)
 skylight. 23:3:9,10 (*construction*)
 sky-light. 23:3:9 (*construction*)
 skyshaft. 23:3:10 (*construction*)
 slanted rooflight. 23:3:10 (*construction*)
 slanted skylight. 23:3:10 (*construction*)
 slow-speed plow. 23:3:12 (*mining*)
 smurfing. 23:4:5 (*law*)
 snaker conveyor. 23:3:11,12 (*mining*)
 snaking conveyor. 23:3:11,12 (*mining*)
 social father. 23:2:13 (*medicine*)
 social parent. 23:2:13 (*medicine*)
 société en participation. 23:1:21 (*gestion*)

Software Bridge. 23:1:4,5 (*language industries*)
 soiled money. 23:4:5 (*law*)
 soins de santé primaires. 23:2:4 (*santé*)
 soins médicaux de première ligne. 23:2:4 (*santé*)
 solid fuel. 23:3:8 (*energy*)
 solid rubber tire. 23:3:15 (*transportation*)
 solids retention time. 23:2:10,11 (*chemistry*)
 souris. 23:1:19 (*bureautique*)
 soutènement Dowty Roofmaster. 23:3:11 (*mines*)
 soutènement marchant. 23:3:12 (*mines*)
 southlight roof. 23:3:10 (*construction*)
 south-light roof. 23:3:10 (*construction*)
 spécialiste en recyclage. 23:4:6 (*droit*)
 specialized vehicle. 23:3:15,16 (*transportation*)
 spécifique. 23:3:19,21 (*géographie*)
 spindle-shaped. 23:2:6,7 (*medicine*)
 spiral auger. 23:3:12 (*mining*)
 SRT. 23:2:10,11 (*chemistry*)
 slajjed bed. 23:2:4 (*health*)
 stationary phase. 23:2:9,11 (*chemistry*)
 Station. 23:3:III (*toponymy*)
 steam boiler. 23:3:8 (*energy*)
 steam beating. 23:3:8 (*energy*)
 steam heating system. 23:3:8 (*energy*)
 steam injection recovery. 23:3:5 (*energy*)
 steel boiler. 23:3:8 (*energy*)
 steel disc wheel. 23:3:15 (*transportation*)
 (steel) prop. 23:3:12 (*mining*)
 steering linkage. 23:3:15 (*transportation*)
 steering wheel. 23:3:15,16 (*transportation*)
 steppe. 23:2:18 (*écologie*)
 stimulateur thermique. 23:3:5 (*énergie*)
 stimulation des processus cognitifs. 23:1:19 (*industries de la langue*)
 stirred tank fermenter. 23:2:10,11 (*chemistry*)
 stockage de données. 23:1:19 (*informatique*)
 stoper (drill). 23:3:12 (*mining*)
 stoping drill. 23:3:12 (*mining*)
 Street. 23:3:III (*toponymy*)
 structural deceptive cognates. 23:4:15 (*linguistics*)
 structuration de la connaissance. 23:1:20 (*linguistique*)
 structure de l'information. 23:1:20 (*linguistique*)
 structure notionnelle. 23:1:20 (*linguistique*)
 Stylistique comparée de l'anglais et du français. 23:4:15 (*linguistique*)
 Subscriptions to TERMIUM. 23:2:25
 suburban delivery area. 23:3:15,16 (*transportation*)
 succession. 23:2:18 (*écologie*)
 succession végétale. 23:2:18 (*écologie*)

succursale. 23:3:III (*toponymy*)
 Suite. 23:3:III (*toponymy*)
 superheated steam. 23:3:5 (*energy*)
 Supplément au Dictionnaire de droit privé. 23:4:7 (*droit*)
 surrogacy contract. 23:2:12 (*medicine*)
 surrogate mother. 23:2:13 (*medicine*)
 surrogate motherhood. 23:2:12 (*medicine*)
 surrogate mothering. 23:2:12 (*medicine*)
 surrogateship contract. 23:2:12 (*medicine*)
 suamp. 23:2:18 (*ecology*)
 swan-neck deformity. 23:2:6,7 (*medicine*)
 sweep efficiency. 23:3:4 (*energy*)
 swept zone. 23:3:5 (*energy*)
 swing bed. 23:2:4 (*health*)
 symptôme. 23:2:5 (*médecine*)
 synthèse de la parole. 23:1:19 (*industries de la langue*)
 Systématique et nomenclature française de cinq espèces d'oiseaux des îles Hawaï. 23:2:19-20 (*ornithologie*)
 système à circulation forcée. 23:3:6 (*énergie*)
 système à circulation naturelle. 23:3:6 (*énergie*)
 système à distribution en parapluie. 23:3:6,8 (*énergie*)
 système à distribution inférieure. 23:3:8 (*énergie*)
 système à distribution supérieure. 23:3:8 (*énergie*)
 système à vapeur basse pression. 23:3:6 (*énergie*)
 système à vapeur haute pression. 23:3:6 (*énergie*)
 système avec gaine centrale. 23:3:8 (*énergie*)
 système de base de connaissance. 23:1:20 (*linguistique*)
 système de chauffage à air chaud. 23:3:8 (*énergie*)
 système de chauffage à eau chaude. 23:3:8 (*énergie*)
 système de chauffage à la vapeur. 23:3:8 (*énergie*)
 système de chauffage central à air chaud. 23:3:5 (*énergie*)
 système de chauffage central à eau chaude. 23:3:5 (*énergie*)
 système de chauffage central à vapeur. 23:3:5 (*énergie*)
 système de distribution à gaine centrale. 23:3:6,8 (*énergie*)
 système de distribution en chandelle. 23:3:6,8 (*énergie*)
 système de distribution périmétrique. 23:3:6,8 (*énergie*)
 système de distribution radial. 23:3:6,8 (*énergie*)

système d'édition électronique. 23:1:21 (*industries de la langue*)
 système de gestion de bases de données. 23:1:17 (*industries de la langue*)
 système de mailles à cinq (sept/neuf) puits. 23:3:5 (*énergie*)
 Système de notions. 23:2:22 (*linguistique*)
 système de périmètre en boucle. 23:3:8 (*énergie*)
 système de périmètre genre radial. 23:3:8 (*énergie*)
 système de traduction assistée par ordinateur. 23:1:19 (*industries de la langue*)
 système expert. 23:1:20 (*intelligence artificielle*)
 système inverse à cinq (sept/neuf) puits. 23:3:5 (*énergie*)
 System Requirements for "Standard" CD-ROMs. 23:1:12 (*language industries*)

T

tabatière. 23:3:10 (*construction*)
 Tableau des cinq espèces de solitaires des îles Hawaï. 23:2:20 (*ornithologie*)
 tablette graphique. 23:1:19 (*bureautique*)
 taïga. 23:2:18 (*écologie*)
 tainted money. 23:4:5 (*law*)
 tambour ravageur. 23:3:12 (*mines*)
 TAO. 23:1:3,17; 4:19 (*industries de la langue*)
 tarière à coquilles. 23:3:12 (*mines*)
 tarière à spirale. 23:3:12 (*mines*)
 tarière rubannée. 23:3:12 (*mines*)
 taux de dilution. 23:2:10,11 (*chimie*)
 teamster. 23:3:15 (*transportation*)
 teamster. 23:3:15 (*transportation*)
 technique d'examen usuelle. 23:2:5 (*médecine*)
 télécopieur. 23:1:19 (*bureautique*)
 Telematics Services, Videotex. Terminology. 23:1:25 (*language industries*)
 télématique, mieux en parler (La). 23:1:25 (*industries de la langue*)
 télématique. Services vidéotex, (La). Terminology 23:1:25 (*industries de la langue*)
 Télidon. 23:1:26 (*télématique*)
 temperate deciduous forest. 23:2:18 (*ecology*)
 temps de latence. 23:2:9,11 (*chimie*)
 temps de résidence. 23:2:9,11 (*chimie*)
 temps de rétention. 23:2:9,11 (*chimie*)
 temps de rétention des solides. 23:2:10,11 (*chimie*)

- temps de rétention hydraulique. 23:2:10,11
(chimie)
- temps de séjour. 23:2:9,11 (chimie)
- temps de séjour hydraulique. 23:2:10,11
(chimie)
- Term Banks*. 23:1:12 (language industries)
- Term Banks Dictionaries and
Encyclopedias on CD-ROM*. 23:1:12
(language industries)
- TERMDOK 89*. 23:1:10,11,12,13 (language
industries)
- Termex*. 23:1:5,7 (language industries)
- terminal (Le). 23:1:26 (industries de la
langue)
- Terminologie en biotechnologies. 23:2:7-9
(médecine)
- terminologie se taille une place dans les
industries de la langue (La). 23:1:17
(terminotique)
- Terminologies nouvelles. 23:4:25,26
(terminologie)
- terminology bank on CD-ROM*. 23:1:4
(language industries)
- Terminology Bulletins*. 23:2:25,26
- Terminology management*. 23:1:5
(language industries)
- TERMIUM*. 23:1:5,11,21,22,23 (language
industries)
- TERMIUM on CD-ROM*. 23:1:6 (language
industries)
- Terrace*. 23:3:IV (toponymy)
- terrasse. 23:3:IV (toponymy)
- terre humide. 23:2:18 (écologie)
- tertiary recovery process*. 23:3:5 (energy)
- test de laboratoire. 23:2:5 (médecine)
- Text Search*. 23:1:4,5 (language industries)
- thermal oil*. 23:3:5 (energy)
- thermal recovery*. 23:3:5 (energy)
- thermal stimulator*. 23:3:5 (energy)
- thumb boutonnière deformity*. 23:2:6,7
(medicine)
- thumb swan-neck deformity*. 23:2:6,7
(medicine)
- timonerie. 23:3:14 (transport)
- timonerie de direction. 23:3:15 (transport)
- tippler*. 23:3:12 (mining)
- tire tread*. 23:3:15 (transportation)
- tire truck*. 23:3:15 (transportation)
- titralisation. 23:4:15 (économie)
- Titre de civilité. 23:3:II (toponymy)
- Titre de fonction. 23:3:II (toponymy)
- Titre de la raison sociale. 23:3:III
(toponymy)
- Titre de service. 23:3:III (toponymy)
- TLF. 23:1:8 (lexicographie)
- toit en appentis. 23:3:10 (construction)
- toiture à lanterneau continu. 23:3:10
(construction)
- toiture à redans. 23:3:10 (construction)
- toiture à redents. 23:3:10 (construction)
- toiture à sheds. 23:3:10 (construction)
- toiture en dents de scie. 23:3:10
(construction)
- toiture en sheds. 23:3:10 (construction)
- toiture shed. 23:3:10 (construction)
- top lighting*. 23:3:9 (construction)
- toplighting*. 23:3:10 (construction)
- top-lighting*. 23:3:10 (construction)
- toponyme anglais. 23:4:16 (toponymy)
- Toponyme. 23:3:II (toponymy)
- toundra. 23:2:18 (écologie)
- toundra alpine. 23:2:18 (écologie)
- tour de fermentation. 23:2:11,12 (chimie)
- tourelle. 23:3:12 (mines)
- tour. 23:3:III (toponymy)
- tourner en rond. 23:4:17 (langue)
- Toussaint-Heintzmann arch*. 23:3:12
(mining)
- tower fermenter*. 23:2:11,12 (chemistry)
- Tower*. 23:3:III (toponymy)
- track loader*. 23:3:12 (mining)
- tracto(-)chargeur. 23:3:11 (mines)
- tractor(-)loader*. 23:3:11,12 (mining)
- tractor shovel*. 23:3:11,12 (mining)
- traduction assistée par ordinateur. 23:1:3,17;
4:19 (industries de la langue)
- traduction automatique. 23:1:19 (industries
de la langue)
- traduction des adresses au Canada (La).
23:3:II; 4:I-IV (toponymy)
- Traduction de tous les génériques. 23:3:IV
(toponymy)
- Traduction du générique. 23:3:20
(géographie)
- traduction juridique : l'expérience de la
formation en milieu de travail (La).
23:4:9-11 (droit)
- train d'engrenages et de chaînes. 23:3:14
(transport)
- traîner dans son travail. 23:4:17 (langue)
- traîner la semelle. 23:4:18 (langue)
- traîner les pieds (se). 23:4:17-18 (langue)
- traîner ses bottes. 23:4:18 (langue)
- traîner ses guêtres. 23:4:18 (langue)
- traitement automatique des langues
naturelles. 23:1:19 (linguistique)
- traitement de texte. 23:1:19 (industries de la
langue)
- transport régional. 23:3:15 (transport)
- transport routier. 23:3:15 (transport)
- transport sur long parcours. 23:3:15
(transport)
- travailler à contre-cœur. 23:4:17 (langue)
- travaux. 23:3:17 (gestion)
- travaux de laboratoire. 23:3:5 (énergie)
- trébucher (se). 23:4:18 (langue)
- tree-line*. 23:2:18 (ecology)
- Trésor de la langue française. 23:1:8; 3:23;
4:18 (lexicographie)
- tribunal a jugé que (Le). 23:4:12
(droit)
- trigger finger*. 23:2:6,7 (medicine)
- trolley(-type electric) locomotive*. 23:3:12
(mining)
- trou de lumière. 23:3:10 (construction)
- trucking*. 23:3:15 (transportation)
- tube à ailettes. 23:3:8 (énergie)
- tube de combustion. 23:3:5 (énergie)
- tundra*. 23:2:18 (ecology)
- turbidostat. 23:2:11,12 (chimie)
- turbidostat*. 23:2:11,12 (chemistry)
- turret coal(-)cutter*. 23:3:12 (mining)
- turret jib*. 23:3:12 (mining)
- tuyau à ailettes. 23:3:8 (énergie)
- twin-jib coal-cutter. 23:3:12 (mining)
- two-armed coal-cutter*. 23:3:12 (mining)
- Typographie, dactylographie, traitement de
texte. 23:2:I (langue)

U

- UASB*. 23:2:11,12 (chemistry)
- ulnar deviation of the fingers*. 23:2:6,7
(medicine)
- ulnar drift*. 23:2:6,7 (medicine)
- Uniformisation de l'écriture des noms
géographiques au Canada. 23:3:18-22
(géographie)
- Unilingual dictionaries*. 23:1:13 (language
industries)
- unit heater*. 23:3:8 (energy)
- universal (coal)(-)cutter*. 23:3:12 (mining)
- unloader*. 23:3:12 (mining)
- unquenched combustion*. 23:3:4 (energy)
- unswept zone*. 23:3:5 (energy)
- up-feed distribution*. 23:3:8 (energy)
- upfeed distribution*. 23:3:8 (energy)
- up-feed distribution system*. 23:3:8 (energy)
- upfeed distribution system*. 23:3:8 (energy)
- upflow anaerobic sludge blanket*.
23:2:11,12 (chemistry)
- usage dans les pays anglo-américains (L').
23:2:III (langue)
- usage dans les pays d'expression française
(L'). 23:2:III (langue)

V

- vacant bed*. 23:2:4 (health)
- Vagabondage linguistique. 23:3:23 (langue)
- Valantin conveyor(-)cutter*. 23:3:12
(mining)
- vapeur basse pression. 23:3:8 (énergie)
- vapeur haute pression. 23:3:8 (énergie)
- vapeur surchauffée. 23:3:5 (énergie)
- vaporisation. 23:3:4,5 (énergie)

vaporization. 23:3:5 (*energy*)
 Variabilité de l'espace après le point. 23:2:11
 (*linguistique*)
vehicule configuration. 23:3:15,16
 (*transportation*)
véhicule. 23:3:14 (*transport*)
véhicule hippomobile. 23:3:15 (*transport*)
véhicule motorisé. 23:3:15,16 (*transport*)
véhicule spécialisé. 23:3:15,16 (*transport*)
veiller (se). 23:4:18 (*langue*)
ventilateur. 23:3:6 (*énergie*)
"ventres à louer" (Les). 23:2:12-13
 (*médecine*)
 Vérification de la forme officielle du
 toponyme. 23:4:16 (*géographie*)
vérin hydraulique. 23:3:11 (*mines*)
Vers la lexicographie de l'an 2 000. 23:1:7-9
 (*lexicographie*)
vertical override. 23:3:4 (*energy*)
vertical sweep. 23:3:4 (*energy*)
vibrorotative. 23:3:12 (*mines*)
vidéodisque. 23:1:19 (*télématique*)
vidéotex. 23:1:19 (*télématique*)
vidéotex (Le). 23:1:25 (*télématique*)
virologie. 23:2:7 (*médecine*)
viscosité de l'huile. 23:3:5 (*énergie*)
vision de formes. 23:1:20 (*linguistique*)
Visual Dictionary. 23:1:17 (*language*
industries)
vitesse d'avancement du front. 23:3:3,5
 (*énergie*)
vitesse de croisière. 23:3:15,16 (*transport*)
vitrage multiple. 23:3:10 (*construction*)
Vocabulaire bilingue de la common law.
 23:4:22 (*droit*)
Vocabulaire de génie enzymatique. 23:2:9
 (*médecine*)
Vocabulaire de génie génétique. 23:2:8,9;
 4:26 (*médecine*)
Vocabulaire de l'administration publique et
de la gestion. 23:1:21 (*gestion*)
Vocabulaire de la gestion de la production.
 3:3:16 (*gestion*)
Vocabulaire de l'agriculture. 23:4:26
 (*agriculture*)
Vocabulaire de la numismatique et du
monnayage. 23:1:21 (*économie*)
Vocabulaire de sémiologie de l'appareil
locomoteur. Volume 1 : signes
 cliniques. 23:2:5;4:26 (*médecine*)
Vocabulaire de sémiologie de l'appareil
locomoteur. Volume II: signes
 radiologiques. 23:2:5 (*médecine*)
Vocabulaire de sémiologie médicale.
 23:2:6;4:26 (*médecine*)
Vocabulaire du droit des biens. Tome 4.
 Supplément. 23:4:24 (*droit*)

Vocabulaires de la Common Law. 23:2:26
 (*droit*)
vocabulaires normalisés en français de la
common law (Les). 23:4:3 (*droit*)
Vocabulary of Enzymatic Engineering.
 23:2:9 (*medicine*)
Vocabulary of Genetic Engineering.
 23:2:8,9;4:26 (*medicine*)
Vocabulary of Medical Signs and
Symptoms. 23:2:6;4:26 (*medicine*)
Vocabulary of Property Law. Volume 4.
 Supplement. 23:4:24 (*law*)
Vocabulary of Signs and Symptoms of the
Neuroskeletal System. Volume 1:
 Clinical Signs. 23:4:26 (*medicine*)
Vocabulary of Signs and Symptoms of the
Neuroskeletal Systems. Volume II:
 Radiological Signs. 23:4:26 (*medicine*)
volant de direction. 23:3:15,16 (*transport*)
volumetric oxygen transfer coefficient.
 23:2:10,12 (*chemistry*)
volumetric sweep. 23:3:4 (*energy*)

W

wagondrill. 23:3:12 (*mining*)
wagon-drill. 23:3:12 (*mines*)
walking prop. 23:3:12 (*mining*)
WAR. 23:3:5 (*energy*)
warm(-)air furnace. 23:3:9 (*energy*)
warm-air heating. 23:3:9 (*energy*)
warm-air heating system. 23:3:9 (*energy*)
wash (to). 23:4:5 (*law*)
washing. 23:4:5 (*law*)
wash out. 23:2:10,12 (*chemistry*)
water/air ratio. 23:3:5 (*energy*)
water bank. 23:3:4 (*energy*)
water saturation. 23:3:5 (*energy*)
weight. 23:3:23 (*linguistics*)
well spacing. 23:3:4 (*energy*)
Westfalia plough. 23:3:11,12 (*mining*)
wet combustion. 23:3:4 (*energy*)
wetland. 23:2:18 (*ecology*)
wheel rim. 23:3:15,16 (*transportation*)
wildlife management. 23:2:18 (*ecology*)
Windows. 23:1:4 (*language industries*)
WordPerfect. 23:1:4,5,6,7 (*language*
industries)
WordPerfect. 23:1:3,21 (*industries de la*
langue)
WordPerfect Library. 23:1:6 (*language*
industries)
word processor. 23:1:4 (*informatics*)
workstation. 23:1:4,5,6 (*language*
industries)

Z

zone balayée (par le front). 23:3:5 (*énergie*)
zone brûlée. 23:3:5 (*énergie*)
zone brûlée à l'état de vapeur surchauffée.
 23:3:4 (*énergie*)
zone de combustion. 23:3:5 (*énergie*)
zone de grande couronne. 23:3:14,15,16
 (*transport*)
zone de livraison. 23:3:14,15 (*transport*)
zone de première couronne. 23:3:14,15,16
 (*transport*)
zone non balayée (par le front). 23:3:5
 (*énergie*)
zoologie. 23:2:17 (*écologie*)
Z-shaped deformity of the thumb. 23:2:6,7
 (*medicine*)
ZZYOMYS. 23:1:10,14 (*language*
industries)

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) les membres du Bureau de la traduction sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) les abonnés qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada (v. bande de couleur) doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Promotion et Coordination
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, en anglais comme en français, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing or damaged issues should be directed as indicated below.

a) All members of the Translation Bureau should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) Subscribers having an account with the Canadian Government Publishing Centre (see coloured strip) should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Promotion and Coordination
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in English or in French, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 14,95 \$
Étranger : 17,95 \$US

Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada : \$ 14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries:
US\$ 3.90

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9



L'ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 24, 1, 1991

TRADUCTION

TRANSLATION

INTERPRÉTATION

INTERPRETATION

TERMINOLOGIE

TERMINOLOGY

EXCELLENCE / EXCELLENCE



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

Servitude et grandeur de la traduction	3
Translation: Constraints and a Mission	5
La traduction au Canada	7
Formation et recherche en traduction	8
L'image de la profession	9
L'organisation de la profession	10
La formation permanente en traduction et l'excellence	11
La formation en interprétation	14
L'excellence en terminologie	16
Des figures d'excellence en traduction	18
Émile Littré, traducteur	21
Fédération internationale des traducteurs	25
La FIT a un nouveau président	26
FIT Welcomes Eight New Members	26
« Diversité, c'est ma devise »	27
Au fil des événements / News and Events	28
Le Coin des publications / Publications in Review	29
Repères - T/R	1

Comité de lecture / Review Committee

Rédactrice en chef / Editor

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee

Gérard Bessens

Direction des services centraux

Lucie Boisvenue

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Janine Laurencin

Direction des services centraux

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction des services multilingues

Sommaire

À l'heure des remises en question dans divers domaines, les professions relatives à la traduction ne font pas exception à la règle, notamment dans leur quête de l'excellence.

Le premier numéro de 1991 de *L'Actualité terminologique* est ainsi presque entièrement consacré à des textes qui, nous l'espérons, susciteront une réflexion sur la profession chez les lecteurs et les lectrices du bulletin.

Le premier article fait état de la grandeur et de la servitude de la traduction. Suivant des articles sur le rôle de la traduction dans la société canadienne, la formation et la recherche en traduction, l'image de la profession et l'organisation de la profession.

D'autres articles exposent divers points de vue sur la formation en traduction, en terminologie et en interprétation. Puis d'éminents traducteurs, dont un lexicographe connu, font l'objet d'une présentation. Nous assistons aussi au déroulement d'une journée de la traduction à l'Université Laval.

Quelques mots sur la Fédération internationale des traducteurs (FIT) et sur son nouveau président ainsi que les chroniques habituelles *Au fil des événements / News and Events* et *Le Coin des publications / Publications in Review* complètent aussi ce numéro.

Deux fiches Repères – T/R portant sur la traduction des adresses au Canada (suite et fin), ainsi que sur les locutions utilisant le terme *but* sont insérés en un feuillet détachable.

Michèle Valiquette

Summary

As is the case in many disciplines these days, professionals in translation and related fields are reviewing their role, their goals, and the evolution of their profession in general, in their search of excellence.

The first 1991 issue of *Terminology Update* comprises a number of texts intended to encourage our readers to reflect on a variety of topics of interest to the translation profession in Canada.

The second article presents the constraints and the mission of the translation profession. The next articles provide details about: the role of translation in Canadian society, translation training and research, the image of the profession, and the organizational structure of the profession.

In other articles, various aspects of training in translation, terminology and interpretation are examined, and tribute is paid to four outstanding figures in translation, one of them better known as a lexicographer. An account of a meeting on translation held at Laval University is also given.

An overview of the International Federation of Translators (including a few words about its new president) and of the columns "*Au fil des événements / News and Events*" and "*Le Coin des publications / Publications in Review*" complete this issue.

Two *Repères – T/R* records concerning the translation of addresses in Canada (conclusion), and expressions formed using the word *but* are also included, in the form of a removable insert.

Michèle Valiquette

Page couverture : Turquoise Design

Cover Page: Turquoise Design

Servitude et grandeur de la traduction

par René de Chantal

La traduction est presque aussi ancienne que la parole et l'écriture. Depuis la tour de Babel, on a éprouvé le besoin d'abattre les murs de la prison linguistique dans laquelle est enfermé tout être qui ne peut communiquer avec celui qui ne parle pas la même langue que lui.

Entre en scène un tiers, interprète ou traducteur, qui a la mission délicate de déchiffrer le contenu du message original, d'en saisir le sens jusque dans ses moindres nuances et de le transposer dans une autre langue dont les mécanismes d'expression sont différents. Périlleux exercice pour celui qui doit satisfaire deux maîtres exigeants, l'auteur, qui insiste pour que son message soit transmis intégralement, de façon à être bien compris et à atteindre le but qu'il s'est fixé, et le destinataire, qui s'attend à ce que le message soit intact et lui arrive dans une langue correcte, compréhensible et conforme à sa culture.

Exercice difficile aussi car une idée, surtout si l'expression qu'on en donne tient compte des nuances de la pensée et ne répugne pas aux délicatesses du style (cela est encore plus vrai pour les sentiments), risque toujours de perdre une partie de sa substance et des ornements dont on la pare, en passant d'une langue à l'autre.

Exercice dangereux enfin, car dans ce passage délicat d'une langue à l'autre, le traducteur navigue entre deux écueils qui l'attirent fatalement et dont il doit toujours se méfier : la fidélité scrupuleuse au texte et l'interprétation personnelle qu'il donne au sens du message.

Dilemme angoissant pour le traducteur qui est sollicité à la fois par la rigueur austère de la stricte observance de l'exactitude littérale et par les séductions capiteuses de la traduction libre.

S'il opte pour la fidélité absolue à la lettre du texte original, il risque de s'attacher davantage aux procédés propres à la langue de départ, de s'assujettir aux tours et aux expressions de celle-ci, bref de faire un texte qui « sent la traduction », parce qu'il respecte trop littéralement le message original.

Si, au contraire, il choisit de s'en tenir au sens du texte qu'il transpose en faisant appel aux moyens d'expression de la langue d'arrivée, il s'expose au reproche de ne pas être fidèle au texte original et de prendre des libertés avec lui, en omettant des éléments d'information ou encore en modifiant son message.

Il court également un danger supplémentaire. Si, par exemple, le traducteur, faute de pouvoir l'interroger, n'arrive pas à découvrir exactement ce que *veut dire* l'auteur du texte qu'il a devant lui, situation qui est moins rare qu'on ne le pense, même dans des documents administratifs, il peut être tenté de lever l'ambiguïté qu'il décèle, en se fiant à l'esprit du texte tel qu'il le subodore, le voilà en passe de préciser, voire de compléter la pensée de l'auteur et, ce faisant, aveuglé par les fumées de l'orgueil de celui qui croit comprendre ce que l'auteur essayait maladroitement d'exprimer, il peut succomber au péché – *horresco referens* – d'améliorer, par exemple, en prenant parti pour une interprétation plutôt qu'une autre, ce qui ne manquerait pas de lui attirer les foudres des tenants de la copie conforme.

Par la nature même de son métier, le traducteur est enfin placé dans une position désavantageuse face à l'auteur du texte original. Dans la meilleure des hypothèses, celui-ci n'a d'autres contraintes que celles qui sont le lot de tout rédacteur : il développe librement sa pensée et lui donne les ornements stylistiques qu'il juge appropriés.

Au contraire, le traducteur doit mettre en veilleuse son goût personnel et ne pas tenir compte de la façon dont il aurait lui-même traité le sujet; il doit épouser la pensée d'un autre, suivre fidèlement le cheminement des idées et respecter les nuances de l'expression qui lui sont imposées, même s'il fait des réserves sur le style et réproche l'ordonnance des idées. Il doit rendre le texte, tout en respectant le génie de la langue d'arrivée.

Comment s'étonner alors des différences que l'on constate entre un texte de création et un texte de traduction ? Dans le premier cas, le créateur conduit sa pensée et sa plume comme il l'entend, d'où cette

assurance dans le style, cette impression de spontanéité, de fraîcheur et de vie à laquelle on reconnaît un texte de création.

Trop souvent, hélas, le texte de traduction n'a pas ces caractéristiques, surtout s'il s'agit d'un texte littéraire traduit trop vite; dans le pire des cas, le style risque alors d'être froid, contourné, boiteux, la langue fade, éventée, plate. Au lieu de l'allure souple et aisée du texte de départ, celle, pourrait-on dire, d'un promeneur suivant son chemin d'une foulée libre et franchissant allégrement les obstacles qui se présentent devant lui, le style du mauvais traducteur fait, dans bien des cas, penser à la démarche hésitante et embarrassée d'un limier qui, le nez collé à la piste, avance à petits pas saccadés et hésitants, flairant les pièges que lui tend l'anglicisme ou le gallicisme, tentant d'éviter les contresens et autres chausse-trappes sémantiques, et toujours en quête de l'expression juste et élégante. Au contraire, le bon traducteur cherchera à reproduire la fraîcheur et les couleurs du texte original, sans rien omettre du message original.

Comme si ce n'était pas assez, le traducteur souffre d'un autre handicap auquel échappe la plupart du temps l'auteur du texte de départ et qui rend l'exercice de son métier encore plus ardu : le facteur temps.

Normalement, l'auteur dispose d'assez de temps pour mener à bien son travail. Au contraire, le traducteur est, dans la majorité des cas, soumis à des pressions inimaginables pour achever le sien le plus tôt possible.

Prenons le cas d'une étude importante que l'on a mis des années à faire en anglais et qui doit être publiée; dès que le texte original est terminé, on voudrait que la version française fût prête presque immédiatement, tellement on a hâte, et cela se comprend, d'aller sous presse. Cela est encore plus vrai dans notre pays où des considérations d'ordre politique rendent impérieuse la publication simultanée de l'ouvrage dans les deux langues officielles. La précipitation qui s'ensuit, la répartition du manuscrit entre plusieurs équipes de

traducteurs, le sentiment diffus de culpabilité que les traducteurs finissent par éprouver à retarder la parution de l'ouvrage, tout cela entraîne nécessairement des effets négatifs sur la qualité de la traduction; le traducteur est harcelé, bousculé par le temps, et le réviseur a fort à faire pour donner un peu d'unité à la production forcément disparate de ses collègues.

On a tendance à oublier que le traducteur est soumis aux mêmes difficultés d'expression que le rédacteur du texte de départ; on pourrait même soutenir qu'il doit faire face à deux fois plus de problèmes que l'auteur, parce qu'il doit connaître à fond la langue de départ et maîtriser toutes les ressources de la langue d'arrivée, en prenant bien garde, de surcroît, de ne pas céder à l'irrésistible fascination qu'exerce la langue de départ et qui risque de contaminer la langue d'arrivée. Aussi devrait-il, idéalement, pouvoir consacrer autant de temps à son travail qu'en a pris le rédacteur du texte original; or, on a vu qu'il n'en est rien et qu'au contraire, il est forcé de produire rapidement son texte, coûte que coûte.

Plaire à la fois à l'auteur du texte et au destinataire de la traduction, se méfier des excès de la traduction littérale comme de ceux de la traduction libre, se prémunir contre les effets sournois de l'aliénation, travailler bien, dans des délais toujours trop courts, tel est le lot quotidien du traducteur. Faut-il s'étonner après cela que son travail soit presque toujours l'objet de critiques virulentes et que sa profession ne jouisse pas de l'estime qu'elle mérite?

Ce qui cause sans doute le plus d'amertume au traducteur, lui qui doit connaître à fond deux langues, c'est d'être l'objet de critiques de la part de ceux qui, souvent, n'en connaissent qu'une, et encore, imparfaitement, dans bien des cas.

Puisqu'il exerce son métier à l'ombre d'une autre langue, c'est peu de dire que le traducteur est méconnu; dans la plupart des cas, on dédaigne son travail, on ne lui accorde presque jamais la considération qui lui est due.

Aussi, de toutes les professions libérales, la traduction est-elle celle qui est l'objet d'un discrédit aussi profond qu'il est immérité. Il est de bon ton de ranger cette discipline loin derrière d'autres jugées plus nobles, plus « créatrices ». Peut-être parce

qu'il est, par définition, au service d'un autre, le traducteur souffre des connotations injurieuses de servitude, voire de servilité que sa condition implique dans l'esprit de certains de ses détracteurs.

Le traducteur est bien conscient des critiques qui s'adressent à lui; mieux que personne, il connaît les difficultés de son métier, ses exigences, ses contraintes; même s'il sait qu'il ne le mérite pas, il se sent rejeté, méconnu, méprisé. Il lui arrive d'être découragé, démoralisé, démotivé, surtout si, pour des raisons d'équilibre budgétaire, on comprime les dépenses, on supprime des postes et on exige toujours plus de rendement de sa part.

On oublie que l'adéquation parfaite d'un texte traduit avec le texte original est, à toutes fins utiles, impossible à atteindre dans l'absolu : le miracle de la traduction qui transpose toutes les nuances du message jusqu'à ses harmoniques les plus secrètes ne se produit que rarement, comme on s'en rend compte quand on s'attaque à des textes dont la charge poétique est très grande. L'opération magique qui consiste à saisir l'âme d'un texte pour ensuite la réincarner, avec tous ses attributs, dans le corps d'une autre langue exige des talents qu'on ne rencontre pas tous les jours.

Du point de vue théorique, on voudrait que le traducteur modèle, pour reprendre ce que Raymond Jean dit de *La Lectrice*, soit « un instrument parfaitement neutre et docile. Un pur outil. Une pure transparence ».

Dans la réalité, il est bon de rappeler que la traduction, de par la nature de ceux qui la pratiquent, « n'est pas une essence métaphysique, mais une opération humaine », avec toutes les contraintes et les limites que cette condition implique; comme le fait pertinemment observer Georges Mounin, la traduction « c'est toujours, et c'est seulement, la recherche acharnée de l'équivalent le plus rapproché d'un message qui passe d'une langue à une autre. »

Pourtant, dans le tableau que nous venons de peindre de la profession de traducteur, tout n'est pas aussi sombre qu'on pourrait le croire.

Rappelons d'abord que le traducteur fait, lui aussi, acte de création. Ce n'est pas un mince mérite que de prendre la pensée d'un autre là où elle est enchâssée, dans un continuum d'idées, de sentiments et de

« correspondances » avec un ordre culturel souvent étranger à sa propre langue, et de la transplanter dans un autre milieu où, dans le meilleur des cas, elle semblera parfaitement acclimatée. N'y a-t-il pas autant, sinon plus, de mérite à exprimer correctement, même élégamment, une pensée qui n'est pas née dans le propre cerveau du traducteur, mais qui exige autant d'adresse et d'art pour s'épanouir, par ses bons offices, dans un monde culturellement différent de celui auquel appartient l'auteur du texte ? Ne participe-t-il pas aussi au processus de la création littéraire celui qui, par son art, est amené, pour se conformer au génie de la langue qu'il utilise, à préciser un texte, une pensée ?

Quand le traducteur arrive à surmonter les difficultés de l'entreprise à laquelle il consacre ses forces et qu'il réussit à transmuter un texte dans une autre langue, il connaît la même exaltation que le rédacteur, puisque tous les deux goûtent au rare bonheur de produire (au prix de quel labeur!) un texte qui satisfait l'âme et l'esprit.

Outre cette satisfaction qu'il partage avec ses frères créateurs et rédacteurs, le traducteur éprouve aussi le sentiment de participer à une mission essentielle au bien-être universel, et cela depuis la nuit des temps et dans tous les domaines de l'activité humaine : il facilite la communication entre des gens qui, sans lui, ne se comprendraient pas.

Osons le dire, le traducteur mérite largement, de ce fait, la reconnaissance et l'estime des peuples, car sa fonction le place au premier rang des serviteurs de l'humanité. L'Égypte, qui accordait le rang de prince à ses traducteurs interprètes, ne s'y trompait pas.

À notre époque, où la transmission des informations est au cœur de nos préoccupations quotidiennes, existe-t-il un rôle plus utile que d'assurer le passage des messages d'une langue à une autre?

Note

Le Secrétariat d'État du Canada a demandé, à M. René de Chantal de rédiger un ouvrage sur le Bureau de la traduction du gouvernement canadien. En guise d'introduction, il examine la problématique générale de la traduction dans ces pages.

Translation: Constraints and a Mission

by *René de Chantal*

Translation is as old as speech and writing. Since the time of the Tower of Babel, people have felt the need to break down the linguistic barriers that impede communication among those speaking different languages.

Enter a third party, the interpreter or the translator, whose sensitive task it is to decipher the content of the original message, grasp its finest shades of meaning and transpose it into another language, using the mechanisms of that language. Translation is a delicate act. It must satisfy two demanding taskmasters: the author, who insists that the message be conveyed fully so that it can be properly understood and have the desired effect; and the user, who expects the message to be completely conveyed and expressed in language that is correct, understandable and culturally appropriate.

Translation is also a difficult feat, since in the transition from one language to another, ideas – and particularly feelings – whose expression takes into account nuances of thought and subtleties of style, are always in danger of losing some of their substance, not to mention their linguistic embellishments.

Lastly, translation is fraught with perils, because in making the hazardous crossing from one language to another, translators navigate between two countercurrents, both fatally attractive and neither entirely trustworthy. Should translators be scrupulously faithful to each word, or is fidelity more appropriately applied to the message of the overall text?

For translators, torn between the strict discipline of literal translation and the seductive allure of a freer approach, the dilemma is an agonizing one.

If they opt for absolute and literal fidelity to the original text, they may rely too much on the structure of the source language and reproduce its turns of phrase and expressions; in short, their work may

be readily identifiable as a translation because its treatment of the original text is excessively literal.

On the other hand, if they choose simply to reproduce the meaning of the source text, using the means of expression of the target language, criticism may be levelled at them for having taken liberties with the original, and at their work for lacking fidelity, by omitting some information or changing the message.

They also run another risk. For example, if, because they cannot consult him or her, they fail to determine exactly what the author of the text intended to say – something that happens more often than one might think even with an administrative document – they may be tempted simply to eliminate any ambiguities. If they rely on their own impression of the spirit of the text, they may interpret or even elaborate on the author's intent. Blinded by overconfidence in their understanding of what lies behind the author's seemingly awkward efforts at expression, they may commit the sin of betraying the original or yield to the irrepressible temptation to improve on it – an imprudence that would surely bring down upon their heads the wrath of proponents of the carbon copy school of translation.

All things considered, the very nature of the craft of translation puts translators at a disadvantage in comparison with authors of source texts. At most, authors are limited only by the constraints facing any writer; they are free to develop their thoughts and to give them the stylistic embellishments they consider appropriate.

Translators, on the other hand, must set aside critical judgment and personal taste; without considering how they themselves would have handled the subject, they must reproduce another's thought, faithfully follow the development of ideas and respect the shades of meaning imposed upon them, even if they have reservations about the style or disapprove of the

way the ideas are organized. They must adhere to the source text and still respect the genius of the target language.

It is not surprising, then, that there are differences between original writing and writing done in translation. Creators of the former arrange their thoughts and polish their style as they see fit, a process that results in a confident style and an impression of spontaneity, freshness and vivacity characteristic of original work.

Unfortunately, translations too often lack these features, this is especially true of literacy texts that have been translated too quickly. The style can be lifeless, unnatural and uneven; the language can be insipid, hackneyed and dull. Instead of the elastic, effortless rhythm of the source text – like that of a hiker striding freely along, easily overcoming obstacles along the way – the style of a poor translation often resembles the wavering and erratic gait of a bloodhound, nose to the ground, advancing hesitantly in short bursts, sniffing out Gallicisms and Anglicisms trying to avoid mistranslations and other semantic traps, and always on the trail of the neat solution, the right word.

As if this were not enough, translators suffer from another handicap that does not usually affect the authors of source texts and makes the exercise of their profession more arduous still: the time factor.

Authors usually have enough time to complete their work satisfactorily. Translators, on the other hand, most often labour under unimaginable pressure in order to finish their work as soon as possible.

Consider the example of a major study for publication, whose original English version may have taken years to produce. No sooner is the original text completed than the French version is wanted, so great is the understandable desire to see it in print. The pressure of the time factor is especially pronounced in Canada, where political considerations require simultaneous

publication of many documents in both official languages. The resulting disorderly haste, the division of the text among teams of translators and the vaguely guilty feelings of being responsible for delaying publication all inevitably and negatively affect the quality of the translation. The translators are harried and hurried, and the revisers have their work cut out for them in bringing some degree of standardization to the necessarily dissimilar work of their colleagues.

It should not be forgotten that translators face the same difficulties of expression as do authors of source texts; it can even be argued that translators must deal with twice as many problems because, having a thorough knowledge of the source language and full command of the resources of the target language, they must be careful to counter the pervasive influence of the former and thereby avoid contamination of the latter. Ideally, they should be able to devote as much time to their work as the writers of original texts do to theirs. As we have seen, however, this is not the case; on the contrary and regardless of the consequences, translators' work is often snatched from their hands.

Satisfying both the author of the text and the user of the translation, being careful to avoid excesses of both literal and free translation, guarding against the insidious effects of alienation and working well within deadlines that are always too short: such is the daily lot of the translator. Is it surprising, then, that their work is almost always harshly criticized, or that their profession does not enjoy the recognition it deserves?

Surely the greatest source of bitterness among translators, who must know two languages well, is criticism from those who know only one, and often imperfectly at that.

Since translators work in the shadow of another language, it is an understatement to say that they are unrecognized; most often, their work is undervalued, and hardly ever do they receive the respect they deserve.

So it is that, of all the liberal professions, translation is the most undervalued; it is considered good form for translators to be self-effacing and to rank their discipline well below other supposedly more noble and creative pursuits. Perhaps because, by definition, they serve someone else, sensitive translators suffer from the denigrating imputations of unoriginality and even servility that are insidiously made by some of their detractors.

Translators are well aware of the criticism directed at them; they know the difficulties, demands and constraints of their craft better than anyone. Despite their awareness that the criticism is undeserved, they feel rejected, misunderstood and scorned. At times they can become discouraged, demoralized and unmotivated, especially if an exercise of budget balancing results in expenditures being cut, positions being eliminated and performance requirements being made ever more demanding.

It is easy to lose sight of the fact that a translation that reflects the original with absolute precision is practically impossible to achieve; the miracle of the perfect translation, which conveys every minute nuance and shade of the message, occurs only rarely. This fact becomes clear when we look at texts with strong poetic content. The magical process by which the soul of a text is captured and then reincarnated, with all its attributes, in the body of another language, requires uncommon talent.

To paraphrase Raymond Jean's comments on *La Lectrice*, the ideal translator is a perfectly neutral and obedient instrument, completely transparent, a tool purely and simply.

In all fairness, it should be noted that because its practitioners are mere mortals, translation is "not a metaphysical essence, but a human operation", with all the constraints and limitations the human condition implies. As Georges Mounin aptly observes, translation "is always, and only, the determined search for *the closest equivalent* of a message being transferred from one language to another".

Still, all is not as dark in the translation profession as it may seem from the picture just painted.

First, translators, too, are creators. It is no small accomplishment to take someone else's idea from its setting in the continuum of thoughts, feelings and associations of a cultural order foreign to one's own and transplant it to another environment in such a way that it seems perfectly at home. Indeed, there is as much creative merit – if not more – in transposing correctly and perhaps gracefully a thought which is not one's own into cultural environment.

When translators are able to overcome the difficulties of their endeavour and are successful in transmuting, not base metals into pure gold, an image that would be overly scornful of the original message and overly confident on the part of translators – one nugget does not a gold mine make – but a text into another language, they share the exultation of writers: both have the rare satisfaction of producing, at considerable cost, a text that is pleasing to the mind and the soul.

Second, in addition to the satisfaction they share with other creators and writers, translators also have the knowledge that they are participating in a mission essential to the greater good, in all spheres of human activity: facilitating communication between people who otherwise would not understand each other.

It should be affirmed, therefore, that translators are fully deserving of recognition and esteem: their function places them foremost among servants of humanity. In granting its translator-interpreters the rank of princes, ancient Egypt did not err.

Note

The Department of the Secretary of State of Canada has asked Mr. René de Chantal to prepare a publication on the Canadian Government Translation Bureau. As an introduction, these first six pages examine the problems related to translation in general.

Le rôle de la traduction dans la société canadienne

par Annie Brisset

Vingt ans après la promulgation de la *Loi sur les langues officielles*, qui a déclenché un mouvement de traduction massif au Canada, il est utile et même souhaitable de dresser un bilan. La pénurie de professionnels qualifiés annoncée dans le rapport Charpentier¹, nous la ressentons déjà. Ajoutons que nous manquons aussi, et peut-être et surtout, de formateurs qualifiés. Nous voilà pris dans un cercle vicieux. Pour trouver les moyens de résorber le déficit de professionnels, il faut remonter aux éléments qui en sont la cause. La pénurie étant liée au volume de la demande, nous devons nous interroger en premier lieu sur la source des besoins en traduction.

Les sources juridiques de la demande

À côté de la demande spontanée que suscite le développement des échanges entre les communautés linguistiques, il existe des besoins « institutionnels », que des lois propres à l'État fédéral ou à certaines régions de notre pays ont engendrés. Mais la société a évolué. Les problèmes auxquels la législation linguistique avait pour but de répondre se posent-ils aujourd'hui de la même manière ? Faut-il revoir, en conséquence, la validité des moyens mis en œuvre pour respecter les droits et les obligations juridiques qui rendent la traduction nécessaire, ou que nous croyons nécessaire sous la forme où nous la connaissons ? En principe, les textes qui émanent de l'administration fédérale ou du Parlement d'Ottawa doivent être diffusés dans les deux langues officielles, mais ces documents n'ont pas tous la même fonction ni le même usage. Prenons l'exemple d'une quantité de débats interprétés sur le vif et qui sont ensuite publiés et traduits intégralement, quelles qu'en soient la nature, la finalité ou la destination. Sachant qu'une information pléthorique n'est pas lue et devient sous-utilisée, ne gagnerait-on pas à définir les domaines où l'information serait plus utile si elle était rassemblée sous une autre forme : un compte rendu analytique, par exemple, plutôt qu'une version intégrale de délibérations comportant jusqu'aux

moindres propos échangés sur l'ordre et le temps d'intervention des orateurs ? Il existe peut-être des secteurs où la loi crée une demande, incontournable, mais à laquelle nous faisons droit par des moyens qui ne répondent pas forcément aux attentes ou aux meilleurs intérêts des usagers de la traduction.

Il faut, en revanche, se demander si les obligations juridiques en matière de traduction coïncident avec des réalités auxquelles notre société était moins sensible il y a vingt ans. Pensons aux échanges depuis ou vers les langues autochtones dans le domaine médical ou judiciaire. Pensons à la construction des grands chantiers, comme ceux de la baie James, qui modifient la situation de l'emploi ou qui ont une incidence juridique sur les populations du Grand Nord. Dès lors, la communication exige l'établissement de terminologies techniques ou juridiques dans des langues non touchées par les lois qui régissent directement ou indirectement la traduction et l'interprétation. Le vide juridique est encore plus évident pour les langages gestuels utilisés au Canada soit l'American Sign Language (ASL) et le Langage des signes du Québec (LSQ). L'intégration universitaire et socio-professionnelle des malentendants fait découvrir, là encore, des besoins qui concernent la terminologie technique des langues signées aussi bien que l'interprétation gestuelle et sa pédagogie.

Autrement dit, n'a-t-on pas constaté un déficit professionnel par rapport au seul volume d'un travail circonscrit à des domaines linguistiques dont les frontières mêmes se sont modifiées ? La pénurie de traducteurs, d'interprètes et de terminologues n'est-elle donc pas à la fois plus aiguë et plus complexe qu'on ne le soupçonne ? En bref, est-ce que la demande se situe bien là où nous l'attendons ?

Les effets de la traduction

Par les droits et les obligations qu'ils ont engendrés, les textes législatifs fédéraux et provinciaux ont intensifié les activités de traduction. Il convient au-

jourd'hui d'analyser les répercussions de ces activités. Avec le soutien de la terminologie, qui en forme une composante essentielle, la traduction a servi de moteur à la francisation de secteurs commerciaux, techniques et industriels. Par voie de conséquence, la langue d'arrivée s'est enrichie de phraséologies et de vocabulaires nouveaux ou qui restaient sous-utilisés à cause du recours à l'anglais. C'est en ce sens qu'on peut parler de traduction « prolifère » ou fécondante. Grâce au développement et à l'usage de terminologies spécialisées, une « société traduite » peut donc devenir une « société d'expression », pour reprendre l'opposition que Michel Sparer applique au cas du Québec². Est-ce qu'un processus analogue ne pourrait pas modifier le statut des langues autochtones et des langues signées et, par conséquent, le statut de ceux qui pratiquent ces langues dans leurs échanges quotidiens ? On perçoit ici tout l'impact social de la traduction, avec ce que cela exige et apporte sur le plan de la recherche et de la formation.

Mais la traduction n'a pas seulement des effets positifs. Pratiquée à dose massive et dans des délais contraignants, exercée en dehors d'une formation et d'une réglementation suffisantes, la traduction porte à modifier la langue d'arrivée en l'amenant à coïncider avec la langue de départ. À côté de certains anglicismes qui constituent pour le français des ressources nouvelles, il y en a d'autres qui font sortir de l'usage des mots et des structures syntaxiques ainsi que des formes d'organisation textuelle propres au français – si l'on prend le terme anglicisme dans une acception plus large. En subordonnant les textes aux modes d'expression et d'organisation caractéristiques de l'anglais, est-ce que la traduction intensive et non balisée ne finit pas par réduire la langue d'arrivée à une dimension vernaculaire et donc à un usage de plus en plus local, lui ôtant son prestige et celui de ses locuteurs ?

Traduire autrement ?

Les jurilinguistes ont été les premiers à tirer la sonnette d'alarme. S'agissant des

lois, on a compris qu'il était préférable de remplacer la traduction par une rédaction parallèle. Dans les autres domaines, on pratique la traduction intégrale, à l'exclusion des autres types de traduction possibles : signalétique, analytique, sélective, synthétique...³. Est-ce que la pénurie qui se dessine ne vient pas opportunément remettre en cause l'habitude que nous avons prise de pratiquer indistinctement ce que Daniel Gouadec appelle la « traduction absolue », avec une regrettable propension à la pratiquer absolument? Dans l'état actuel de la pensée et des connaissances sur la langue, le texte et ce qu'on nomme plus

largement le discours, peut-on encore traduire (réviser ou évaluer) *naïvement*, en faisant comme si le maximum de ressemblance *matérielle* de la traduction et du texte original était, en toute circonstance, garant de l'égalité constitutionnelle de la langue traduisante et de ses locuteurs ?

Voilà autant de questions dont les ramifications nous portent vers la formation aussi bien que vers l'organisation et l'image de la profession. Ce sont trois grands axes de réflexion sur la redéfinition des « normes et les principes qui devraient

régir les structures et les prestations professionnelles » dans la société canadienne d'aujourd'hui.

Notes

1. Charpentier, J. *Étude sur l'élargissement du bassin de pigistes*, 15 septembre 1988.
2. Michel Sparer, « Traduction et politique linguistique : coup d'oeil au rétroviseur », *Circuit*, décembre 1990, p. 15.
3. Daniel Gouadec, *Le traducteur, la traduction et l'entreprise*, Paris, AFNOR, 1990.

La formation et la recherche en traduction

par Étienne Tiffou

On constate à l'heure actuelle un besoin croissant de traducteurs au Canada. Or, les nouveaux traducteurs n'ont pas toujours les compétences requises pour un travail de plus en plus exigeant. Il est certain qu'un jeune diplômé d'université doit apprendre à pratiquer le métier qu'il a choisi. L'exemple offert par le cheminement du comptable agréé est particulièrement significatif; il n'en va pas autrement pour le traducteur débutant qui devra savoir comment utiliser le centre de documentation mis à sa disposition et en tirer le plus rapidement possible l'information qu'il cherche. Il lui faudra également remettre le travail dans des délais parfois très courts et il devra toujours assurer un rendement satisfaisant. Tout cela amène à s'interroger sur les moyens dont les employeurs disposent pour assurer l'intégration nécessaire. Il ne saurait être question que ce genre de formation soit mené au cours des études proprement dites. On aurait tort, certes, de méconnaître l'importance des stages que certains étudiants peuvent suivre, mais ils ne suffisent pas à leur donner la compétence qu'on attend d'un traducteur qui a une expérience, même relativement courte, du métier.

Mais cette difficulté n'est pas aussi insurmontable que celle qui est soulevée par le niveau de compétence linguistique des

étudiants au moment où ils entrent dans une école de traduction. C'est un fait que l'on se plaint de la connaissance insuffisante qu'ont les étudiants de leur langue maternelle. Or pour celui qui se spécialise dans ce domaine, la langue est la matière sur laquelle il œuvre et l'outil sans lequel il ne peut rien faire.

Au moment d'entrer dans une école de traduction, l'étudiant devrait posséder les langues dans lesquelles il aura à travailler. Les études devraient viser à lui apprendre comment tirer parti de celles-ci, et non comment les acquérir ou les manier avec une compétence raisonnable (ce qui devrait être un préalable). Pour mieux faire comprendre cette idée fondamentale, on empruntera une comparaison à la musique. On imaginerait mal qu'un élève suive des cours de maître en interprétation sans avoir la virtuosité requise dans la pratique de son instrument. Or c'est ce qui se passe en traduction et les écoles sont partagées entre la nécessité de former leurs étudiants dans les techniques de traduction et celle de combler leurs lacunes linguistiques. Elles sont, en d'autres termes, condamnées à résoudre la quadrature du cercle. Par ailleurs, les plaintes des employeurs concernant le niveau de leurs jeunes recrues ne sont pas sans fondement, mais la faute ne saurait être imputée aux

écoles de traduction; elle doit l'être à des causes plus reculées dont les effets néfastes ne peuvent trouver de remèdes à brève échéance.

Si l'on croit au bien-fondé de ces analyses n'est-il pas utopique de parler de recherche en traduction ? Ne faut-il pas soigner le corps avant de s'occuper de l'âme ? Cette métaphore de plus ou moins bonne venue a le mérite de situer d'emblée la question. Il convient, au demeurant, de distinguer recherche théorique et recherche pratique. Quel intérêt peut bien présenter la première ? Celle-ci doit se faire reconnaître dans les milieux de la traduction. On la considère comme étrangère aux problèmes affrontés quotidiennement; dans le pire des cas, elle répond à un désir de connaissance gratuit et occupe les loisirs de transfuges de la traduction. Ces opinions sont bien évidemment hâtives. Une connaissance théorique élargit les horizons de celui qui la possède et le rend plus apte à réagir dans certaines situations. Quant à la recherche pratique, elle ne devrait pas soulever de problèmes particuliers de reconnaissance. On pensera surtout à la traduction qui s'efforce de recourir à l'assistance des ordinateurs pour aider les traducteurs dans leurs tâches. Le développement de cette spécialité exige de recourir non seulement à des informaticiens, mais à des

traducteurs et, idéalement, à des chercheurs spécialisés dans ces deux domaines. La terminologie peut également donner un bon exemple de l'utilité de la recherche. Quoi qu'il en soit, on peut espérer que certains développements de l'informatique seront des auxiliaires précieux de plus en plus indispensables aux traducteurs. Le Colloque sur les industries de la langue qui s'est tenu en novembre 1990 à Montréal donne une bonne illustration de ce qui pourrait être fait pour répondre aux besoins des traducteurs.

Ces dernières remarques sur la recherche amènent à envisager un aspect de la formation laissé jusque-là de côté : la formation continue. Il est évident que la

nature des textes à traduire risque de faire de plus en plus appel à des connaissances nouvelles et les traducteurs se doivent de les acquérir. Ce devoir sera encore plus impératif quand il s'agira d'utiliser des procédés informatisés pour traduire. Cela implique que la formation continue aurait avantage à ne pas être solitaire, mais à être assurée dans des structures qui permettraient aux traducteurs de différents bureaux de rencontrer des chercheurs d'universités ou d'organismes de recherche spécialisés dans leur domaine.

On voit que les problèmes soulevés sont nombreux : Comment assurer le rattrapage linguistique des futurs traducteurs ? Comment assurer leur intégration

dans les entreprises (s'ils sont pigistes, les problèmes restent les mêmes avec quelques variantes particulières, si l'on veut que les nouveaux traducteurs puissent être compétitifs) ? Comment la formation continue doit-elle être assurée ? De quel type de recherche veut-on ? Comment doit-on développer celle-ci ? Quelle place revient à une recherche théorique ? Il ne saurait être question de répondre ici à toutes ces questions.

On peut se demander si, comme pour d'autres formations professionnelles, on ne doit pas réserver seulement aux étudiants de deuxième ou troisième cycle l'accès aux études en traduction.

L'image de la profession

par Alphonse Morrisette et Dominique Soudet

Au Canada, l'évolution de la profession de traducteur, d'interprète et de terminologue est étroitement liée à celle du pays. Pour bâtir une entité politique avec une population parlant deux grandes langues, il était essentiel de jeter des ponts entre les deux collectivités linguistiques. La profession s'est donc développée progressivement, même s'il a fallu attendre l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* pour qu'elle connaisse un véritable essor.

De nos jours, la construction de l'Europe des douze vient nous rappeler le rôle crucial qu'est appelée à jouer la profession dans la création d'une nouvelle entité économique ou politique. Les institutions européennes sont fortement tributaires des activités de traduction et d'interprétation, ce qui a suscité un regain d'intérêt pour la carrière.

C'est dans ce cadre politico-économique qu'il faut situer la reconnaissance de la profession. Au Canada, la profession a eu beau évoluer de façon positive, force nous est de reconnaître que son image n'a pas suivi la même courbe ascendante. Il y a là matière à réflexion. Bien des gens ramènent le problème de l'image à une simple question de market-

ing, alors que c'est aussi dans une large mesure une question de professionnalisme. L'image a deux facettes. Celle à laquelle on songe le plus souvent, c'est l'image que les autres se font de notre profession. Il ne faut toutefois pas négliger celle que nous avons de nous-mêmes, car il serait utopique de penser pouvoir vendre efficacement nos services si nous ne sommes pas convaincus de leur valeur.

Nous avons souvent l'occasion de constater que les problèmes d'image sont bien réels. Leurs causes sont multiples. On dit fréquemment que le public ne se rend pas compte de ce qu'il y a de complexe dans notre profession, s'imaginant par exemple que la traduction est à la portée de n'importe quel « bilingue ». Les donneurs d'ouvrage ont tendance à dévaloriser les services que nous offrons, ne serait-ce que pour les payer moins cher. La profession a souvent été pratiquée comme une activité secondaire, de sorte que pendant longtemps elle n'a pas été considérée comme une véritable profession.

Au lieu de se structurer en association professionnelle comme ce fut notamment le cas pour les ingénieurs ou les comp-

tables, la profession s'est surtout organisée à l'origine autour de quelques noyaux, qu'il s'agisse de la fonction publique fédérale ou québécoise ou encore de grandes sociétés comme Bell Canada ou le Canadien National. C'est donc de façon informelle qu'apparurent les premiers réseaux de traducteurs. Cette absence de structure a pu semer une certaine confusion dans les esprits. Qui plus est, encore aujourd'hui, bien des gens pratiquent la profession à plein temps sans adhérer pour autant à une association professionnelle. C'est l'image de la profession qui est en cause.

Il convient de s'interroger sur les composantes de cette image. Comment la perception qu'on a d'une profession influence-t-elle sur la création de son image ? Quels liens existe-t-il entre l'image et le statut social ? Quel impact les conditions de travail ont-elles sur l'image ? Quelle interaction existe-t-il entre la technologie et l'image ? Qu'en est-il enfin de l'image et de la qualification professionnelle ? Il existe certainement des moyens concrets d'améliorer l'image de la profession.

Il serait toutefois vain de chercher à améliorer cette image si, d'une part, nous n'avons pas des réflexes de professionnels

et si, d'autre part, nous ne veillons pas à souligner la créativité inhérente à notre activité. On est en droit de se demander si le traducteur ne doit pas être en fin de compte plus créatif que le rédacteur, puisque, contrairement à ce dernier, il ne possède pas une information qu'il peut utiliser à sa guise. Le traducteur n'a-t-il pas souvent besoin de beaucoup de ressources

justement parce qu'il ne dispose pas de la même marge de manoeuvre au départ? Tout comme, en patinage artistique, les figures imposées exigent une plus grande discipline que les figures libres, il est permis de penser que la traduction est plus exigeante que la rédaction.

En dernier lieu, si nous voulons améliorer l'image de notre profession en faisant bien ressortir sa complexité et son importance, nous aurions vraisemblablement intérêt à concentrer nos efforts sur les employeurs et les donneurs d'ouvrage au lieu de chercher à toucher un grand public que nous n'avons pas vraiment les moyens de sensibiliser.

L'organisation de la profession

par Jean-François Joly

Les structures professionnelles

Les langagiers professionnels canadiens se sont dotés de structures dont la forme a été déterminée par la constitution et la géographie du pays. Leur principal réseau d'associations est donc celui du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC), fédération d'associations provinciales. Plusieurs de ces associations tentent de regrouper en leur sein non seulement les traducteurs mais également les interprètes de conférences, les terminologues et, plus récemment, les interprètes judiciaires. Même si elles sont très différentes les unes des autres de par leur taille et leur environnement sociolinguistique, ces associations provinciales et une association territoriale¹ cherchent à établir par l'intermédiaire du CTIC une norme minimale de compétence interprovinciale, et elles s'efforcent de s'entendre sur des orientations, sinon identiques, du moins compatibles. L'une de ces orientations est la recherche à plus ou moins court terme, auprès des autorités provinciales, de titres réservés uniformes dans tout le Canada.

Il existe toutefois d'autres associations constituées au niveau fédéral, comme l'Association des traducteurs littéraires (ATL) ou l'Association of Visual Language Interpreters of Canada (AVLIC).

Les questions qui se posent pour l'efficacité de ces structures à l'avenir sont les suivantes : faut-il chercher à poursuivre le rassemblement des branches professionnelles, par exemple par un rapprochement

entre le CTIC et l'AVLIC ou encore par l'admission d'autres catégories d'interprètes ? Faudrait-il au contraire aller vers des groupes plus homogènes, en suivant la route prise par l'ATL dans les années 70 et plus récemment par des groupes tels que l'Association des traducteurs juristes du Canada ?

Faut-il continuer à rassembler dans ces associations uniquement les professionnels ou devrait-on ouvrir les portes aux gestionnaires ou aux entreprises ? Si l'on se limite aux professionnels, doit-on reconnaître un seul niveau de compétence ou conserver les catégories d'accueil qu'ont certaines associations ? Enfin, devrait-on s'engager dans des actions de type plus syndical ?

Les titres réservés²

Bon nombre des questions ci-dessus trouvent leur réponse dans la priorité donnée à la recherche des titres réservés. Cet objectif amène les associations à agir auprès des pouvoirs publics provinciaux. Il les incite à rassembler le plus possible au sein de chaque province les diverses branches de la profession. Mais il devrait également les amener à investir plus de ressources dans leur fédération à des fins de coordination. Cette coordination s'est en effet avérée efficace dans les buts poursuivis jusqu'à présent et on ne saurait oublier que la problématique de la profession n'est pas entièrement provinciale. On peut croire en effet, par exemple, que l'éducation au Canada évolue vers une plus grande homogénéité interprovinciale.

Et s'il n'existe pas de ministère fédéral de la traduction, le Secrétariat d'État traduit depuis plusieurs années dans des domaines toujours plus spécialisés. Il se reconnaît, de façon plus ou moins affirmée selon les époques, certaines responsabilités envers la profession.

Puisque c'est vers le modèle de la profession à titre réservé que nous nous dirigeons, il est question maintenant des problèmes d'implantation que pose ce modèle, des avantages qu'il procure et des responsabilités qu'il impose tant aux associations qu'à leurs membres.

Les normes

Il sera également question des normes professionnelles essentielles au bon fonctionnement de ce modèle qui repose sur la protection des usagers par l'autoréglementation, c'est-à-dire l'adoption volontaire, par la profession, de certaines normes de compétence et de comportement. Le respect de ces normes nécessite un contrôle non plus seulement à l'admission mais tout au long de la carrière du professionnel. Il est donc urgent de voir comment les concepts de contrôle de la qualité et d'inspection professionnelle peuvent être transcrits en pratique dans notre profession, tout au moins dans sa branche libérale.

Le partenariat

La profession ne saurait toutefois s'organiser en vase clos, sans interaction

avec un certain nombre de partenaires. Les plus importants de ces partenaires sont les universités, les cabinets de traduction, les services linguistiques des entreprises et l'État, notamment le Bureau de la traduction en ses qualités de méga-employeur et méga-client et du fait de son rôle historique dans l'évolution de la profession au Canada. Il est essentiel actuellement de redéfinir les rôles des divers partenaires à cause notamment de la rupture des chemine-ments traditionnels qui permettaient aux traducteurs novices d'atteindre le niveau de compétence nécessaire pour faire carrière. En effet, l'encadrement diminue, les connaissances et la célérité requises augmentent et nous profitons largement à l'heure actuelle de l'investissement de la formation professionnelle assurée par les organismes gouvernementaux, tels que le Bureau de la traduction du Secrétariat d'État du Canada et l'Office de la langue française du Québec, et les grands employeurs jusqu'au début des années 80. Peut-on aujourd'hui trouver des formules qui permettront de rétablir la continuité de la formation de la relève ou allons-nous nous fier aux lois du marché et attendre que les ajustements se fassent d'eux-mêmes, avec les soubresauts douloureux que cela peut comporter ?

Les stratégies de demain

Enfin, dans les quelques années à venir, quelles devraient être les stratégies des divers groupes constitués ? Le gouvernement fédéral va-t-il continuer à se reconnaître l'obligation d'exiger une qualité

de traduction très élevée et, si oui, comment va-t-il en pratique s'efforcer de s'acquiescer de cette obligation ? Ne devra-t-il pas pour cela réévaluer certaines pratiques et certains objectifs budgétaires ? Comment les associations pourront-elles maintenir ou augmenter leur pouvoir d'attraction tout en devenant plus exigeantes et coercitives ?

Quelle devrait être l'attitude des syndicats et des associations de gestionnaires, face aux associations professionnelles ? Dans quelle mesure sauront-ils collaborer dans la poursuite de leurs objectifs communs ? Voilà autant de questions qui intéressent les professionnels de la langue.

Notes

1. Sociétés membres du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC) / *Canadian Translators and Interpreters Council (CTIC) Members Societies*;

Association des traducteurs et interprètes de Nouvelle-Écosse (ATINE) / *Association of Translators and Interpreters of Nova Scotia (ATINS)*;

Corporation des traducteurs et interprètes du Nouveau-Brunswick (CTINB) / *Corporation of Translators and Interpreters of New Brunswick (CTINB)*;

Société des traducteurs du Québec (STQ);

Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) / *Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO)*;

Association des traducteurs et interprètes du Manitoba (ATIM) / *Association of Translators and Interpreters of Manitoba (ATIM)*;

Association des traducteurs et interprètes de Saskatchewan (ATIS) / *Association of Translators and Interpreters of Saskatchewan (ATIS)*;

Association des traducteurs et interprètes de l'Alberta (ATIA) / *Association of Translators and Interpreters of Alberta (ATIA)*;

Society of Translators and Interpreters of British Columbia (STIBC);

Interpreter / Translator Society of Northwest Territories (ITSNT).

2. Demander au législateur un « titre réservé », c'est demander d'octroyer aux membres d'un groupe défini l'exclusivité de l'usage d'un titre professionnel (par exemple « traducteur agréé »). Ce type de reconnaissance professionnelle se distingue de celui qui consiste à accorder aux membres du groupe l'exclusivité d'un acte professionnel (par exemple, la pratique de l'art dentaire).

Le champ d'exercice exclusif est un monopole alors que le titre réservé est en quelque sorte un label de qualité. Ainsi, la reconnaissance du titre de traducteur agréé en Ontario n'interdit à personne de faire de la traduction ni d'utiliser le titre de traducteur, mais réserve le titre de traducteur agréé aux membres de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario, en contrepartie de certaines obligations.

La formation permanente comme moyen d'assurer l'excellence

par Benoît Thouin

La formation permanente est au cœur du travail d'un traducteur. Non seulement la consultation d'ouvrages de référence, mais aussi la lecture et la compréhension des textes à traduire eux-mêmes, enrichissent les connaissances et la compétence du traducteur, qui peut ainsi satisfaire, souvent pendant de longues heures, son insatiable curiosité intellectuelle.

Tout découpage de ce sujet revêt forcément un caractère arbitraire. C'est bien conscient de ce fait que je propose d'aborder la formation permanente sous quatre aspects : l'enrichissement de la formation initiale, le passage du statut de membre associé ou adhérent à celui de membre agréé, la formation continue proprement dite et le maintien de la qualité professionnelle des membres agréés.

L'enrichissement de la formation initiale

Un diplôme universitaire, c'est un bon commencement. Mais ce n'est que le commencement. En général, le nouveau diplômé ne possède pas le niveau de compétence que l'on attend d'un traducteur *autonome*. Il faut donc enrichir la formation

initiale du traducteur, après ou pendant les années d'études.

Ce serait faire fausse route que de condamner la formation dispensée par les universités. Nous avons la chance de compter au Canada plusieurs excellents établissements d'enseignement et de recherche en traduction, qui passent brillamment la dure épreuve de la reconnaissance par leurs pairs à l'échelle internationale.

Il s'agit plutôt d'admettre que la formation initiale, aussi bonne soit-elle, ne représente qu'une partie du bagage que doit posséder le traducteur pour mériter le qualificatif de professionnel, c'est-à-dire être autonome et pouvoir assumer l'entière responsabilité de son travail vis-à-vis un employeur ou un donneur d'ouvrage. Lors du congrès de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), M^{me} Diane Tardif, d'Énergie atomique du Canada ltée, et M. Léon Gwod, de la Banque du Canada, ont bien analysé ce phénomène et exposé l'importance d'autres aspects de la formation, notamment l'acquisition d'une *culture d'entreprise*.

Plusieurs professions exploitent deux formules, maintenant classiques, offrant un complément à la formation initiale : le stage post-diplôme et le programme coopératif. Une nouvelle formule, que je propose d'appeler programme symbiotique, semble présenter quelques avantages supplémentaires (figure 1).

Formation initiale + stage



Programme coopératif



Programme symbiotique



Légende :

- Session d'études
- Stage
- Vacances

Figure 1 – Formules d'enrichissement de la formation initiale

Dans plusieurs professions, le nouveau diplômé doit obligatoirement faire un stage, souvent d'une durée d'un an, pour pouvoir se présenter à l'examen d'agrément. La profession prend en quelque sorte le relais de l'université. Un tel stage est utile, cela va de soi, mais il risque de marquer l'hiatus entre la formation dispensée à l'université et celle du milieu professionnel. De plus, il ne permet au candidat de découvrir que bien tard les conditions réelles de l'exercice de la profession.

Un programme coopératif se caractérise par des contributions alternées de l'université et de la profession. À l'Université d'Ottawa, par exemple, trois sessions de stage s'intercalent entre les six sessions d'études du programme de baccalauréat spécialisé. Malheureusement, ce programme n'est ouvert qu'aux étudiants dont la moyenne à la première session est supérieure à un certain seuil, donc à ceux qui en ont peut-être le moins besoin. Les trois premiers mois à l'université, avec tout ce qu'ils supposent d'installation et d'adaptation, sont d'ailleurs bien mauvais juges de la qualité des candidats.

Le recours à des sessions d'été permet de maintenir à trente-six mois la durée totale de la formation, contre trente-deux mois pour un programme universitaire de trois ans avec vacances d'été. Par contre, l'organisation de deux sessions d'études l'été, avec des cours réservés aux quelques étudiants du programme coopératif, coûte cher à l'université. En outre, certains cours sont donnés de manière intensive sur six semaines au lieu de treize, ce qui laisse peu de temps pour assimiler la matière et produire suffisamment de travaux.

Le programme symbiotique consiste à limiter à quatre le nombre de cours suivis au cours d'une même session universitaire, et à dégager ainsi jusqu'à quinze heures (deux jours) par semaine pour un stage continu à temps partiel s'ajoutant aux périodes d'emploi d'été à plein temps. Ce programme, qui devrait être ouvert au plus grand nombre possible, se caractérise par des contributions simultanées de l'université et de la profession. Il s'étend sur une durée de quarante mois, à cause de la session d'études supplémentaire nécessaire pour suivre le même nombre de cours. Pendant cette période, l'étudiant acquiert l'équivalent de vingt mois d'expérience à

plein temps, soit près du double de ce qu'offrent les deux formules traditionnelles.

Les stages, qui commencent dès la fin de la première année d'un baccalauréat spécialisé, comportent des tâches de plus en plus complexes : traitement de textes et mise en page, relecture et correction d'épreuves, recherche terminologique et documentaire, traduction de textes de plus en plus difficiles. L'immersion dans le milieu professionnel stimule non seulement les étudiants, mais aussi leurs professeurs, dont l'auditoire est riche d'expériences multiples et variées. La symbiose de l'apprentissage professionnel et de la formation universitaire est de nature à développer chez les participants une habitude de formation permanente.

L'université n'a pas à bouleverser ses programmes ni à encourir de frais supplémentaires, puisque les quatre cours par session couvrent largement le tronc commun obligatoire. La session d'études supplémentaire lui apporte même un supplément de revenus en frais d'inscription et subventions. Comme cette session ne comprend que des cours au choix ou « hors programme », elle permet au futur diplômé d'étudier de façon intensive un domaine de spécialité ou une langue.

La continuité du stage pendant toute l'année n'est pas sans intérêt pour les employeurs, par comparaison avec le passage fugitif de stagiaires pendant trois ou quatre mois. Cette formule est également accessible aux petits employeurs, puisque la charge salariale liée à un stagiaire, répartie sur toute l'année, représente soixante pour cent d'un poste à plein temps. Les étudiants bénéficient d'un emploi à temps partiel qui leur permet de boucler leur budget tout en se perfectionnant dans leur domaine.

Il va sans dire que le succès d'un programme symbiotique exige un engagement substantiel de la part des membres de la profession, mais cet engagement ne fera pas défaut si nous sommes sincères dans notre constat de pénurie de traducteurs compétents.

Le passage du statut d'associé ou adhérent à celui d'agréé

Bien souvent, des candidats à l'agrément, appelés membres *associés* à l'Asso-

ciation des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), membres *adhérents* à la Société des traducteurs du Québec (STQ) plafonnent, faute d'encadrement en début de carrière, et cela se traduit par un échec à l'examen uniformisé du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada CTIC. Plusieurs d'entre eux, déçus par l'échec et à plus forte raison par des échecs répétés, renoncent à appartenir à une association professionnelle ou abandonnent purement et simplement la profession.

Le stage d'emploi post-diplôme constitue là encore une solution, mais pas une panacée. D'une part, ce sont souvent ceux qui ne trouvent pas un premier emploi qui font de la pige sans encadrement, travaillent à rabais ou sur un « marché gris ». D'autre part, un poste de stagiaire est difficilement acceptable pour ceux qui ont quelques années d'expérience ou pour les spécialistes d'un domaine qui bifurquent vers la traduction. Enfin, des stages qui se prolongeraient risquent de créer une catégorie de traducteurs de seconde zone.

Les associations professionnelles pourraient envisager une formule de parrainage, par laquelle un membre agréé agissant comme réviseur accompagnerait un candidat à l'agrément dans sa démarche en l'aidant à trouver ses faiblesses et en le conseillant sur les moyens à prendre pour les corriger. Le parrainage n'exclut pas la relation employeur-employé mais ne la requiert pas non plus. Il constitue en fait une extension plus souple des stages traditionnels, ce qui n'exempte d'ailleurs pas les associations professionnelles d'aider les candidats à se préparer à l'examen uniformisé du CTIC.

La formation continue proprement dite

La formation continue, répétons-le, fait partie du quotidien du traducteur. Mais ce n'est pas assez. Les associations professionnelles se doivent d'organiser et de systématiser certains aspects de la formation professionnelle continue. Elles devraient même y consacrer autant d'énergie qu'elles l'ont fait ces dernières années pour la reconnaissance professionnelle.

Le domaine linguistique ne représentera peut-être pas la majorité des acti-

vités de formation organisées par les associations professionnelles, encore que certains rappels et approfondissements de temps à autre ne feraient pas de tort. Cas exceptionnel, la réforme de l'orthographe française, officiellement promulguée en France en décembre 1990, pourra donner lieu à des ateliers intéressants, tant sur son contenu que sur son utilisation.

Les domaines de spécialité constituent quant à eux un champ inépuisable de connaissances pour lequel une exploration systématique guidée par un expert peut constituer un complément utile ou un point de départ nécessaire à l'utilisation efficace des ouvrages de référence.

Il y a enfin les disciplines connexes qui interviennent dans le travail quotidien du traducteur. L'informatique en est devenue un exemple classique, mais il ne faut pas oublier la typographie et les techniques graphiques et d'impression, à l'heure où les donneurs d'ouvrage demandent souvent un document prêt à reproduire, la comptabilité et la gestion, les relations employeur-employé et traducteur-client, etc.

Un programme de formation substantiel exige des ressources bien supérieures à celles dont disposent les associations professionnelles à l'heure actuelle, mais l'obstacle financier ne saurait résister longtemps à une volonté réelle des traducteurs. En effet, si tous les membres des associations professionnelles de traducteurs, interprètes et terminologues au Canada versaient 100 \$ par année pour la formation (c'est-à-dire seulement un dixième de cent par mot sur les 100 000 premiers mots traduits), nos associations professionnelles disposeraient d'environ un quart de million de dollars pour organiser la formation continue.

Le maintien de la compétence professionnelle des membres agréés

Être traducteur professionnel, et le demeurer, ce n'est pas seulement réussir un examen et payer une cotisation annuelle. Dans le contexte de la reconnaissance professionnelle et des responsabilités qu'elle suppose, les associations professionnelles devraient-elles non seulement encourager, mais obliger d'une façon ou d'une autre

leurs membres à maintenir et améliorer leurs compétences, et ce d'une façon vérifiable ?

Plusieurs professions ont mis sur pied des mécanismes de vérification et d'amélioration de la compétence de leurs membres. Sans aller nécessairement jusqu'à l'examen périodique obligatoire (que diriez-vous de passer l'examen du CTIC tous les cinq ans ?), certaines associations professionnelles ont recours à un programme de certificats ou à l'inspection professionnelle périodique, qui peut être avancée en cas de plainte fondée, pour inciter leurs membres à améliorer leurs compétences et à viser l'excellence dans l'exercice de leur profession.

Si la traduction est une activité ancienne, elle est encore une jeune profession. Notre réflexion sur la vérification de la compétence professionnelle n'a pas franchi l'étape des tout premiers balbutiements, et le fait même d'évoquer cette question en aura hérissé plus d'un. Pour conclure sur ce point comme sur la formation permanente en général, si la recherche de l'excellence dans notre profession met en scène plusieurs intervenants, et en particulier nos associations professionnelles, c'est d'abord et avant tout chaque individu qui doit aspirer au dépassement pour devenir et demeurer un traducteur compétent. Si cette attitude se développe en chacun de nous, elle transpirera inévitablement dans l'action de nos organisations.

Note

Cet article reprend l'essentiel d'une communication présentée le 3 novembre 1990 au congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario. Loin de représenter l'opinion officielle de la profession ou d'une association, il se veut uniquement le fruit d'une réflexion personnelle sur quelques aspects de la formation permanente. Si les formules présentées parviennent à alimenter un nécessaire débat sur la question, cet article aura atteint son objectif. Le sujet est traité ici d'un point de vue de traducteur, mais les concepts s'appliquent mutatis mutandis à d'autres activités langagières, notamment à la terminologie, à la rédaction et à l'interprétation.

La formation et le perfectionnement des interprètes dans la fonction publique fédérale

par Monique Perrin d'Arloz

La formation de nouveaux interprètes est, pour le Bureau de la traduction, la seule façon pour l'instant d'assurer la relève et de faire face à l'augmentation de la demande (notamment au Parlement).

Le perfectionnement des interprètes en place permet au Bureau d'améliorer constamment la qualité de ses services et d'entretenir en même temps « le moral des troupes ».

Fournisseur de services d'interprétation et de traduction au Parlement, la Direction des services parlementaires a la responsabilité du Centre de formation et de perfectionnement en interprétation et de l'ensemble des programmes qui y sont organisés. Cette direction rassemble également la grande majorité des interprètes permanents, parmi lesquels elle puise d'ailleurs ses moniteurs pour les programmes de formation et de perfectionnement en interprétation.

Avant d'entamer une description détaillée de ces programmes, j'aimerais dire quelques mots des deux charnières autour desquelles ils s'articulent : le Centre lui-même et, surtout, nos interprètes principaux.

Lé Centre de formation et de perfectionnement en interprétation, plus communément appelé « l'école », a été créé en 1975. Il est équipé de six cabines d'interprétation (plus deux dans une pièce attenante) et d'une grande table de conférence munie d'une douzaine d'écouteurs. Le personnel, composé de trois techniciens et d'une secrétaire, entretient une kyrielle d'appareils très perfectionnés et tient à jour un répertoire d'enregistrements magnéto-scopiques classés, en anglais et en français, selon leur degré de difficulté. En dehors des activités de formation et de perfectionnement, le Centre sert à la tenue de concours, d'examens et de tests d'accréditation.

Quant aux interprètes principaux, leur rôle et leur nombre ont été revus en 1988.

Auparavant au nombre de deux, ils avaient leur bureau au siège du Secrétariat d'État à Hull au Québec, isolés des interprètes opérationnels, et s'occupaient essentiellement de l'évaluation annuelle de ces derniers et de tâches administratives. Depuis 1988, les interprètes principaux sont au nombre de dix : six pour les services parlementaires (qui regroupent une soixantaine d'interprètes) et quatre pour le service ministériel (qui compte une vingtaine d'interprètes permanents).

Leur tâche consiste à faire de l'interprétation avec leurs collègues, à assurer la formation des nouveaux interprètes et à évaluer la prestation des interprètes permanents et des pigistes. En outre, ils composent les jurys de correction des tests, examens et concours d'interprètes; ils sont en mesure de déceler les lacunes de certains candidats et de proposer les programmes de perfectionnement appropriés.

Mais avant de parler de perfectionnement, commençons par le début de la carrière d'un interprète, soit l'étape de sa formation.

Depuis 1988, la formation des interprètes se fait dans le cadre de stages intensifs de trois mois. Ce ne fut pas toujours le cas puisqu'on a organisé deux stages de un an en 1975 et 1976, ainsi que des cours de six semaines dans les années qui ont suivi. Les stages de trois mois semblent être un bon compromis; pour l'heure, en tout cas, ils répondent bien à nos besoins.

La sélection des participants au stage se fait à partir d'un test d'aptitude auquel sont invités à se présenter tous les traducteurs du Bureau ayant un intérêt pour la profession d'interprète.

Le test consiste d'abord en une épreuve de traduction à vue vers le français et vers l'anglais, les résultats étant pondérés d'après la langue maternelle du candidat. Chaque texte, d'environ 750 mots, ne présente pas de difficultés terminologiques

particulières, et les candidats disposent de 5 minutes pour en prendre connaissance avant de commencer la traduction à vue.

Le test comporte également une épreuve de connaissances générales. Les candidats reçoivent une liste de noms de personnalités, d'événements ou d'organismes, nationaux et internationaux, et ils doivent expliquer de qui ou de quoi il s'agit. Comme nous sommes limités par le nombre de cabines, nous choisissons les six meilleurs candidats pour former le premier groupe de stagiaires. Si la « moisson est bonne », les six candidats suivants sont retenus pour un stage ultérieur.

Chaque stage est dirigé par un chef de stage et deux moniteurs, qui sont tous trois des interprètes principaux. Les cours ont lieu chaque jour ouvrable, pendant 12 semaines, matin et après-midi.

Le programme commence par des cours d'interprétation consécutive, de synthèse de discours, de traduction à vue et de paraphrase, auxquels s'ajoutent des débats sur des sujets d'actualité, et ce pendant trois semaines. Après cette période, les stagiaires subissent un autre test (éliminatoire). Généralement, il confirme les résultats du premier : depuis 1988, seuls deux stagiaires ont dû être écartés du programme à cette étape-là (dans un cas, la personne n'avait pas le potentiel nécessaire; dans l'autre, on ne l'a écartée que temporairement afin de lui permettre de parfaire sa langue seconde et de pouvoir ainsi profiter pleinement du stage suivant... cette personne fait d'ailleurs partie du stage en cours...).

Après ce deuxième test commence véritablement l'interprétation simultanée, avec des exercices de consécutive, de compte à rebours, de reportage en simultané et de traduction à vue.

Ce type de stage, quoique relativement court, a donné jusqu'à présent d'excellents résultats, car nous allons chercher nos candidats parmi des traducteurs ayant

déjà une certaine expérience (notamment les traducteurs du secteur parlementaire qui souvent dictent leur traduction dans des délais très serrés et qui ont une bonne connaissance de la terminologie parlementaire). Depuis 1988, nous avons formé 12 interprètes au Centre; six autres y ont « complété » leur formation; enfin cinq stagiaires sont en formation depuis le 1^{er} octobre 1990.

À leur sortie du stage, les nouveaux interprètes viennent travailler aux Délibérations des comités (service que je dirige à la Direction des services parlementaires) comme traducteurs-interprètes (niveau TR-2). En règle générale, ils se qualifient dans l'année au niveau de travail en interprétation (niveau TR-3).

Le service des Délibérations des comités est sans aucun doute le service idéal pour les interprètes débutants car, en dehors du temps consacré à l'interprétation (où ils sont encadrés par des interprètes principaux), ils traduisent les séances de comités qu'ils ont interprétées, ce qui leur permet de corriger leurs erreurs. Cela dit, la dualité de la fonction (interprétation et traduction) est un enrichissement constant, aussi bien pour les débutants que pour les anciens, et une source de motivation et de satisfaction : ceux qui peuvent le faire aiment interpréter et traduire (certains interprètes du service font même de la révision, en plus!). Je ne saurais trop insister sur la complémentarité de ces deux fonctions : lorsqu'il traduit, l'interprète est obligé d'effectuer les recherches terminologiques qu'il n'a pu faire en cabine et il a le temps de soigner davantage son style; lorsqu'il interprète, le traducteur s'efforce de restituer les idées et de prendre un certain recul par rapport aux mots, ce qui ne peut qu'améliorer ensuite sa traduction.

Après la formation de l'interprète, c'est à son perfectionnement que le gestionnaire doit veiller. Depuis 1988, l'année de mon passage de la fonction interprète-traductrice-réviseur à celle de chef du service, j'ai organisé plusieurs programmes de perfectionnement à l'intention des interprètes du service que je dirige et, dans certains cas, de l'ensemble du Bureau.

Les congés parlementaires sont des périodes idéales pour des activités de res-

sourcement. Ainsi, pendant le long congé provoqué par les élections de 1988, j'ai organisé des cours pour permettre aux interprètes d'améliorer leur « retour » (c'est-à-dire leur prestation vers la seconde langue). Ces cours, d'une durée de deux semaines pour chaque groupe, se sont déroulés au laboratoire de l'Université d'Ottawa, le centre étant alors occupé par un groupe en stage de formation.

En janvier 1990, pendant le congé parlementaire de Noël, nous avons donné des ateliers de traduction à vue à l'intention des interprètes qui avaient révélé, au cours d'un examen tenu le mois précédent, certaines faiblesses pour ce genre d'exercice (pourtant fréquent en cabine). Ces ateliers de 2 jours, animés par des interprètes principaux, se sont déroulés au Centre.

Nous avons également offert cette année un atelier d'une journée sur la terminologie financière et économique. Animé par un traducteur spécialiste de Statistique Canada, cet atelier a attiré beaucoup de participants.

Nous allons avoir prochainement un atelier sur « Les principes de la rédaction juridique », qui devrait aider les interprètes à mieux comprendre l'argumentation des députés ou sénateurs sur tel ou tel projet de loi.

Nous organisons également des ateliers sur la procédure parlementaire, qui portent précisément sur le règlement des Chambres, les formules et expressions utilisées, etc... Ces ateliers, normalement d'une journée, durent exceptionnellement quatre jours lorsqu'ils s'adressent à des interprètes affectés au service « Chambres ».

Depuis septembre 1990, nous offrons un cours de diction aux interprètes intéressés. Animé par un acteur (spécialiste de la « communication orale et publique »), ce cours s'intitule « Étude théorique et pratique des mécanismes de la parole : voix, phonétique et diction, texte ».

Le besoin qu'éprouvent les interprètes dans ce domaine est particulièrement bien exprimé par Karla Déjean Le Féal dans le passage suivant :

« Isolé dans sa cabine, ne voyant souvent ses auditeurs que de dos, l'interprète accomplit son travail dans des conditions qui sont tout sauf propices à la communication. Auditeur et orateur à la fois, il pourrait de ce fait être facilement enclin à donner la priorité à sa première fonction au détriment de la seconde, avec comme conséquences une voix monotone, un rythme saccadé, un certain laisser-aller au plan de la reformulation des énoncés... Il faut que l'interprète soit pleinement conscient du devoir qui lui est fait de prendre le discours à son compte. »

Le cours dure six semaines, à raison de deux séances de 90 minutes par semaine, et s'adresse à des groupes de 10 au maximum. Le professeur enseigne les techniques permettant de mieux contrôler sa respiration (et donc le stress), de trouver son registre naturel (la voix se fatigue ainsi moins vite), d'améliorer son articulation (exercices quotidiens sur certaines consonnes, détente et assouplissement de la mâchoire) et d'adopter le ton adéquat (sens du texte, ponctuation, etc...).

Il ne faut bien sûr pas s'attendre à des miracles en six semaines; il s'agit plutôt de sensibiliser les interprètes aux problèmes qu'ils peuvent avoir et de leur enseigner les techniques qui leur permettront de se corriger petit à petit.

Je ne voudrais pas terminer cet article sans parler du perfectionnement individuel, que tout interprète peut pratiquer, à volonté, en se rendant au Centre. À ce propos, j'aimerais citer à nouveau Karla Déjean Le Féal, qui parle de la nécessité de l'auto-contrôle :

« Il n'est pas toujours facile de faire accepter aux étudiants le travail avec magnétophone, certains préférant pratiquer la politique de l'autruche. Cependant, je ne manque jamais de revenir à la charge sur ce point, car le magnétophone m'apparaît comme l'indispensable compagnon de l'interprète à tous les stades de sa vie professionnelle, et ce, dès le début de sa formation ».

Je viens de commander des magnétophones portatifs à l'intention des interprètes de mon service. Deviendront-ils leur indispensable compagnon ?

L'excellence en terminologie : une responsabilité personnelle

par Robert Dubuc

Il ne faut pas confondre compétence et excellence, pas plus qu'on ne saurait identifier oeuvre et chef-d'oeuvre. Alors que la compétence est la capacité de répondre efficacement – même très efficacement – aux exigences de sa fonction, l'excellence doit aller bien au-delà; elle suppose non seulement la parfaite maîtrise de ses moyens techniques, mais encore la capacité de les améliorer et d'en étendre la portée. Avec l'excellence nous sommes au sommet de l'échelle. Le fonctionnement quotidien est transcendé. De nouvelles perspectives sont ouvertes, les limites sont reculées. L'excellence repose cependant sur la compétence. Il importe donc, avant d'explorer les conditions de l'excellence, de définir la compétence en terminologie.

La compétence, dosage judicieux de l'art et de la science

La compétence en terminologie suppose la parfaite maîtrise des techniques de base de la discipline : analyse terminologique, identification et découpage des termes, repérage des traits notionnels pertinents. Elle permet aussi de classer les notions pour les comparer et les éclairer les unes par les autres. C'est cette maîtrise qui met le terminologue en mesure de rédiger de bonnes fiches terminologiques en tout point conformes aux critères de validité reconnus par la profession.

Le terminologue compétent sait aussi résoudre de façon satisfaisante les problèmes posés par la présence de la polysémie et de la synonymie au sein d'un vocabulaire. Il est capable de mettre en place les éléments nécessaires à une intervention normalisatrice intelligente en préparant de bons dossiers de normalisation fondés à la fois sur une analyse perspicace du problème et sur une recherche fouillée. Cette habileté suppose évidemment une solide connaissance des sources documentaires et la capacité d'en extraire les données pertinentes.

Il est de plus conscient qu'il ne doit avoir ni les pieds ni la tête dans les nuages.

Il doit pouvoir travailler et être productif dans des délais qui assurent un bon rapport qualité-prix.

Son jugement professionnel doit lui permettre d'adapter les solutions trouvées aux diverses situations de communication où elles doivent s'appliquer. Il sait présenter les résultats de son travail en respectant les exigences des utilisateurs éventuels, sans risquer de les induire en erreur ni de les mettre sur de fausses pistes. Enfin, il doit savoir évaluer la qualité du travail terminologique, tant le sien que celui des autres.

On ne naît pas compétent : on le devient

La compétence n'est pas une vertu innée. Elle est habituellement le fruit d'un bon enseignement, fondé sur la connaissance intime de la pratique terminologique. Je suis toujours inquiet de voir la terminologie enseignée par quelqu'un qui n'a jamais fait une fiche terminologique!

Bien sûr, la connaissance de la pratique doit s'appuyer sur une doctrine cohérente qui la guide et l'éclaire.

L'accès à la compétence suppose aussi le contact avec des terminologues d'expérience qui savent assurer une révision professionnelle féconde. Dans cette optique, on ne saurait trop insister sur la nécessité de compléter l'enseignement par des stages bien structurés, dotés de l'encadrement nécessaire.

L'excellence n'est pas innée non plus

L'excellence s'ajoute à la compétence. Elle ne peut s'édifier que sur la base d'une compétence solide. Mais le terminologue qui veut accéder à l'excellence ne peut se contenter de faire ce qu'on lui demande. Il doit aller au-delà. Il doit enrichir son agir professionnel, améliorer le produit de son activité et faire progresser sa discipline. En

somme, il acquiert une véritable culture terminologique qui guide son sens critique et son jugement vers une activité professionnelle plus réfléchie et de plus en plus adéquate.

L'excellence : à quel prix?

Celui qui prétendrait atteindre à l'excellence sans passer par l'acquisition d'une solide compétence s'illusionnerait dangereusement.

La première habileté que l'excellence va ajouter à la compétence, c'est la capacité de réfléchir sur l'agir professionnel. Pour décrocher la palme de l'excellence, le terminologue doit être capable de raisonner toutes ses démarches, de les rectifier et de les affiner. Il ne peut y parvenir sans enrichir constamment ses connaissances théoriques par ses lectures. Comment prétendre à l'excellence si l'on n'est pas au fait des recherches et des réflexions qui sous-tendent sa discipline ? Combien de terminologues en exercice ont pris connaissance des écrits de Wüster, Felber, Rondeau, Rey ou Guilbert ? Combien ont lu les actes de nombreux colloques dont notre discipline a fait l'objet depuis 20 ans ? Nous touchons ici à un élément capital de l'excellence. Sans une réflexion constante, nous sommes condamnés à la routine. La routine n'a jamais fait éclore l'excellence.

Reculer les limites de l'insoluble

L'excellence se manifestera aussi par la capacité de dénouer les imbroglios terminologiques : les impossibles équivalences interlangues, les cas de synonymie inextricables et les confusions sémantiques indémêlables. Comme pour Napoléon, impossible n'est pas dans le vocabulaire de l'excellence. L'excellence implique donc la capacité de cerner les problèmes terminologiques complexes et de les résoudre d'une façon à la fois juste et simple. Si la solution d'un problème ne fait que déplacer la difficulté, on ne peut considérer qu'il y a eu progrès. De même si les considérants

(Suite de cet article en page 17)

La traduction des adresses au Canada (suite et fin)

par Sylvie Roy

Note

Les deux premières parties de cet article ont été publiées dans les numéros précédents de *L'Actualité terminologique*, soit les vol. 23, 3 et 4, 1990. Voici maintenant la dernière partie.

Politique linguistique relative aux adresses des bureaux d'Air Canada

La société Air Canada s'est également prononcée sur la question dans un document intitulé *Politique linguistique relative aux adresses des bureaux d'Air Canada*. Bien que cette politique ait d'abord été conçue pour répondre aux besoins de la Société, elle présente pour nous un intérêt certain, car elle témoigne d'un usage établi et porte sur chacune des composantes de l'adresse. Voici, accompagnées de quelques observations succinctes, les directives qui y sont énoncées :

1° Traduire les adresses dans toutes les villes, unilingues ou non, où sont situés ses bureaux.

2° Traduire les titres de poste, ceux-ci ayant tous, à la société Air Canada, un équivalent dans l'autre langue.

La traduction des titres de poste qui ne seraient pas consignés dans un répertoire poserait toutefois des difficultés.

3° Appliquer aux titres de section, de service ou de direction la même règle qu'aux titres de poste.

4° Traduire les noms d'immeubles, « [...] dans la mesure où il existe une version officielle française ou anglaise, ou encore si l'usage le permet [...] ».

L'application de cette directive soulève toutefois des problèmes s'il est impossible de faire les vérifications nécessaires auprès des intéressés.

5° Traduire les noms désignant les pièces,

6° En ce qui concerne le générique, traduire uniquement les termes *Avenue*, *Street*, *Boulevard*; ne traduire les autres génériques (*Road*, *Parkway*, *Drive*, etc.) que s'ils font partie d'un odonyme dont il existe déjà une version officielle en français.

Le service de terminologie de la Société consulte au besoin les commissions de toponymie municipales pour savoir s'il y a lieu de traduire les génériques.

On observera qu'un tel service ne s'adresse pas au grand public et que les démarches nécessaires pour obtenir ce type de renseignements pourraient s'avérer laborieuses.

7° Traduire le point cardinal si le générique a été traduit.

8° Conformément à l'avis du Comité permanent canadien des noms géographiques et à celui de la Commission de toponymie du Québec, toujours respecter la graphie originale des noms de villes ou de localités. Il ne serait toutefois pas toujours possible de respecter cette règle pour les villes de Québec et de Montréal.

Nous nous contenterons, pour notre part, d'observer que les notions de graphie officielle ou de forme originale ne nous semblent pas toujours refléter la réalité. Nous pensons, par exemple, à la ville de Saint John, au Nouveau-Brunswick, qui porte certes dans la loi le nom de Saint John, mais que tous les francophones de la province continuent d'appeler Saint-Jean. Dans un cas comme celui-là, l'idéal nous semble de connaître et de respecter la préférence de son correspondant.

9° Enfin, traduire le nom de la province ou du territoire si l'on écrit du Québec, d'une région bilingue ou réputée telle.

Cette recommandation respecte deux principes fondamentaux. D'abord, les

noms des provinces et des territoires étant des noms d'intérêt pancanadien, il est normal de les écrire en français si l'envoi est expédié du Québec, d'une région bilingue ou réputée telle, puisqu'ils existent de toute façon dans les deux langues officielles. Comme ces noms intéressent avant tout les préposés du service postal de la province de départ, on est justifié de les écrire dans la langue de cette province.

Manuel du Programme de coordination de l'image de marque

Dans son *Manuel du Programme de coordination de l'image de marque*, le Conseil du Trésor formule lui aussi des recommandations sur la traduction des noms d'immeubles et de voies de communication. On gardera toutefois à l'esprit que cette ligne de conduite répond aux besoins de l'administration fédérale et ne prévoit pas toutes les situations. Comme la politique d'Air Canada, elle témoigne néanmoins d'un usage et nous aide à prendre position.

« En général, nous dit le Conseil du Trésor, les termes [...] *Street*, *Avenue*, *Boulevard*, désignant un type de voie publique devraient, le cas échéant, se traduire [...] sauf lorsqu'ils font partie du nom officiel de la voie. »

Le Conseil du Trésor nous apprend ensuite que, pour faire partie du nom officiel de la voie, les génériques *Street* et *Avenue* doivent être précédés d'un adjectif numéral ordinal comme *1st*, *2nd*. D'où il découle que le mot *Street* ne ferait pas partie du nom officiel dans *Laurier Street*, mais en ferait partie dans *52nd Street*. Cette explication serait valable si par « nom officiel » on entendait « spécifique ». Nous considérons, pour notre part, que les termes *Street* et *Avenue* dans des odonymes comme *52nd Street* et *3rd Avenue* sont des quasi-spécifiques, puisqu'ils identifient la voie de communication « de façon particulière » par opposition aux génériques qui l'identifient « de façon générale ».

Notons que le Conseil du Trésor préconise la traduction des génériques « *Street, Avenue, Boulevard* » dans tous les cas (c.-à-d. sans faire d'exception pour les régions unilingues), mais que cette règle semble n'avoir rien d'absolu, puisqu'elle est formulée au conditionnel et qu'elle contient les expressions « en général » et « le cas échéant ».

Le Conseil du Trésor ajoute que « [...] lorsque les termes anglais [...] *Centre, Circle, Court, Crescent, Drive, Garden, Main, Parkway, Range, Road, Square* [...] et *Terrace* font partie du nom officiel de la voie, ils ne se traduisent pas [...] ».

Il observe enfin que l'on « [...] doit faire parvenir à la municipalité appropriée les demandes de renseignements ayant trait au nom officiel d'une voie [...] ».

La raison d'être de cette dernière recommandation n'apparaît pas très clairement; s'il observe les règles qui précèdent, le traducteur ne devrait pas avoir à s'enquérir des noms officiels des voies de communication auprès des municipalités.

Sous la rubrique « Noms d'immeubles, d'ouvrages et de sites », il est surtout question de l'attribution de noms à de nouveaux édifices et non de la traduction de ces noms dans une adresse. Certaines observations valent cependant d'être relevées. Par exemple, les termes *Tower, Complex*, *Centre* se rendraient respectivement par **tour, complexe, centre**.

Le Conseil du Trésor observe également que « [...] il est possible de concevoir des noms d'immeubles ou de sites qui soient entièrement spécifiques, c.-à-d. (sic) qui ne contiennent aucun élément générique réel, ou qu'ils (sic) ne se prêtent pas nécessairement à une reformulation pure et simple dans l'autre langue officielle [...] ». On en donne, comme exemples, **L'Esplanade Laurier** et **Les Terrasses de la Chaudière**, immeubles qui se trouvent dans la région de la Capitale nationale.

À propos de *Building*, le Conseil du Trésor signale qu'il possède en français deux équivalents possibles. Le traducteur choisira le bon s'il garde à l'esprit que :

« [...] le mot **immeuble** s'applique aux bâtiments administratifs, commerciaux ou résidentiels de plusieurs étages situés en ville et le mot **édifice** est réservé aux ouvrages remarquables par

leur architecture et leur taille ou à ceux qui sont caractéristiques de la fonction qu'ils abritent, par exemple la Cour suprême, le Parlement. »

On comprendra que le traducteur ne puisse pas toujours savoir s'il convient de traduire *Building* par **édifice** ou par **immeuble** et qu'il n'ait pas toujours la possibilité de faire les recherches nécessaires pour le découvrir.

Exemples recueillis dans la documentation

Les exemples d'adresses que nous avons recueillis dans les annuaires, répertoires et rapports annuels que nous avons consultés témoignent d'un usage extrêmement varié.

Dans les cas où l'on a choisi de ne rien traduire, seules les adresses du Québec sont données en français, celles des autres provinces sont toutes rédigées en anglais. Dans les cas où il a été décidé de traduire, les usages diffèrent considérablement.

Sont alors le plus souvent traduits les génériques *Street, Avenue, Boulevard* – précédés ou non d'un adjectif numéral ordinal – de même que les termes *Road, Parkway, Building*, rendus la plupart du temps par **chemin, promenade, édifice**.

Certains ont également réglé le problème en supprimant carrément le générique. Les ouvrages de correspondance, notamment *Le français au bureau*, nous mettent toutefois bien en garde contre cette pratique.

Par ailleurs, s'il n'est guère réaliste de s'attendre à ce que les adresses présentent un aspect parfaitement homogène du point de vue linguistique, du moins s'attend-on à ce qu'elles obéissent à une certaine logique.

Or, nous avons relevé de nombreuses adresses comme celle-ci :

Édifice Toronto Star
1, Yonge St.
20^e étage.

On se demande en vertu de quel principe on a jugé bon de traduire *Building* et *Floor* et non *Street*.

VII Conclusion

Comme on pourra le constater dans l'exposé de notre position, nous recommandons de ne traduire que les termes qui passent de l'anglais au français sans difficulté.

Cette solution nous a semblé être la seule qui permette de sauvegarder la qualité de la langue tout en reflétant la réalité linguistique du pays.

On observera également que nous avons jugé bon de ne traduire l'adresse que lorsque l'envoi est destiné à une région bilingue ou réputée telle. Il nous paraîtrait en effet illogique, irréaliste et peu pratique de traduire l'adresse même dans les cas où l'envoi est destiné à une région unilingue anglaise.

Nous tenons enfin à remercier vivement tous ceux qui ont bien voulu répondre à nos questions.

Note

Étude effectuée par Sylvie Roy (Division des recherches et conseils linguistiques) en accord avec le Comité consultatif des Repères - T/R (1989).

Bibliographie

Air Canada, Affaires linguistiques. *Politique linguistique relative aux adresses des bureaux d'Air Canada*, décembre 1983, 16 p.

Assailly, Gisèle d'. *Le guide Marabout de la correspondance*, Verviers (Belgique), Éditions Gérard & C^o, 1967, 223 p.

Beaty, Stuart. « De Laurendeau-Dunton au projet de loi C-72, il y a choix et « choix », dans *Langue et Société*, n^o 24, automne 1988, p. 13-14.

Beaudoin, Louise. « La traduction des toponymes », dans *L'Actualité terminologique/Terminology Update*, Ottawa, Secrétariat d'État du Canada, vol. 18, n^o 7, 1985, p. 1-4.

Blois, C. Grégoire de. *Nouveau Dictionnaire de la Correspondance*, La Prairie, Éditions Marcel Broquet, 1986, 328 p.

Cajole-Laganière, Hélène. *Le français au bureau*, Québec, 3^e édition revue et aug-

mentée, Office de la langue française, 1988, 265 p.

Canada. « Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles au Canada », dans *La Gazette du Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, Partie 111, vol. 11, n° 8, 1988, p. 1033 à 1077.

Chaffurin, Louis. *Le parfait secrétaire : correspondance usuelle, commerciale et d'affaires*, Paris, dernière édition revue et corrigée, Larousse, 1976, 458 p.

Chauvaux-Bigras, Dominique. « ADRESSE, Envois au Canada ou à l'étranger », dans *REPÈRES - T/R*, Ottawa, Secrétariat d'État, n° 20, 1983.

Clas, André P. *Guide de la correspondance administrative et commerciale*, Montréal, McGraw-Hill, 1980, 245 p.

Clas, André P. et Paul A. Horguelin. *Le français, langue des affaires*, Montréal, 2^e édition, McGraw-Hill, 1979, 391 p.

Colignon, J.-P. *Savoir écrire, savoir téléphoner, Guide pratique de la correspondance et du téléphone*, Paris-Gembloux, 2^e édition, Duculot, 1983, 95 p.

Comité consultatif de la normalisation et de la qualité du français à l'Université Laval. « Adresse ordinaire et toponymie (suite) », dans *Terminologie*, Québec, volume 11, n° 2, 11 novembre 1982, 2 p.

Comité permanent canadien des noms géographiques. *Principes et directives pour la dénomination des lieux*, Ottawa, Énergie, Mines et Ressources Canada, 1987, 22 p.

Commission de toponymie. *Guide onymique du Québec*, Québec, gouvernement du Québec, 1987, 85 p.

Commission de toponymie. *Guide toponymique du Québec*, Québec, gouvernement du Québec, 1987, 92 p.

Commission de toponymie. *Guide à l'usage des cartographes*, Québec, gouvernement du Québec, 1984, 67 p.

Darbelnet, Jean. « Dates, heures et génériques de la toponymie urbaine », dans *L'Actualité terminologique*, Ottawa, Secrétariat d'État, vol. 9, n° 5, mai 1976, p. 1-2.

Darbelnet, Jean. *Regards sur le français actuel*, Montréal, Les Éditions Beauchemin Ltée, 1964, 176 p.

Desonay, Fernand. *L'art d'écrire une lettre*, Bruxelles, 7^e édition, Les éditions scientifiques et littéraires, 1970, 324 p.

Direction de l'information, bureau des traductions, Secrétariat d'État. *Guide du rédacteur de l'administration fédérale*, Ottawa, 1983, 230 p.

Dugas, Jean-Yves. « Terminologie et toponymie : un mariage de raison », dans *L'Actualité terminologique/Terminology Update*, Ottawa, Secrétariat d'État, vol. 15, n° 3, mars 1982, p. 1-6.

Fortier, D'Iberville. « Pour travailler dans sa langue au gouvernement fédéral, Rompre avec une vieille habitude », dans *Langue et Société*, n° 24, automne 1988, p. 12-13.

Godaert, *Rédiger dans les affaires*, Louvain Vander, 1975, 343 p.

Grégoire, C. *Clef de la correspondance*, Montréal, 2^e édition, Guérin éditeur limitée, 1982, 82 p.

Hydro-Québec. *Correspondance française*, Montréal, Hydro-Québec, 1972, 37 p.

Hydro-Québec. *Pour bien se comprendre, Extraits de la chronique Pour bien se comprendre d'Hydro-Press*, Québec, 1978, 39 p.

Lamarche, Jacques. *Guide de correspondance commerciale française et anglaise au Québec*, Montréal, Les Éditions Quinze, 1977, 164 p.

Lindfelt, Bengt. « L'adresse dans les envois à l'étranger », dans *Terminogramme*, Québec, Éditeur officiel du Québec, n° 13, mai 1982, p. 3-5.

Sandrieu, Dominique. *Cinq cents lettres pour tous les jours*, Paris, Librairie Larousse, 1979, 383 p.

Sauvé, Madeleine. « La Correspondance (1) », dans *Observations grammaticales et terminologiques*, Montréal, fiche no 51, janvier 1976, 10 p.

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. *Manuel du Programme de coordination de l'image de marque, Message : Identification*

des programmes et des services, septembre 1987, 31 p.

Secrétariat du Conseil du Trésor, Commission de la fonction publique. *Les langues officielles dans la fonction publique du Canada, Déclaration de politiques*, septembre 1977, 223 p.

Société canadienne des postes. *Répertoire, Code postal*, mai 1983-1984.

Spreutels, Marcel. *Dictionnaire du style et des usages administratifs officiels et privés*, Bruxelles, Paris, Société générale d'éditions Sodi, 1967, 454 p.

Van Coillie-Tremblay, Brigitte. *Guide pratique de correspondance et de rédaction*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, 201 p.

Villers, Marie-Éva de. *Multidictionnaire des difficultés de la langue française*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1988, 1142 p.

Rapports, répertoires, annuaires et autres documents consultés

Commission canadienne des droits de la personne. *Rapport annuel*, 1985.

C.R.T.C. *Annual Report* 1986-1987.

Emploi et immigration Canada. *Répertoire des bureaux*, décembre 1986.

Gouvernement du Canada. *Administration fédérale du Canada*, 1980.

Gouvernement du Canada. *Annuaire téléphonique, Région du Québec*, octobre 1986.

La fédération des franco-colombiens. *Annuaire des commerçants, des professionnels et des organismes francophones de la Colombie-Britannique*, 1984.

Musées nationaux du Canada. *Rapport annuel* 1985-1986.

Société canadienne des postes. *Guide des postes*, janvier 1988.

Société canadienne des postes. *Répertoire, Code postal*, novembre 1983-1984.

Dans le but de, dans un but de, dans un but (+ adjectif)

par Line Gingras

Les locutions prépositives **dans le but de** et **dans un but (de)** sont admises dans presque tous les dictionnaires; elles se rencontrent aussi dans des grammaires, parmi les locutions introduisant un complément circonstanciel. Ces tours ont cependant été critiqués; faut-il donc les tenir pour incorrects?

Les linguistes qui condamnent **dans le but de** et **dans un but (de)** reprennent l'avis de Littré :

« On n'est pas dans un but; car, si on y était, il serait atteint. On dit bien : je suis dans l'espérance de, dans l'intention de, vu que on peut considérer l'espérance, l'intention comme quelque chose où l'on est placé; mais il n'en est pas de même du but qui est éloigné et auquel il faut atteindre. Cette locution serait justifiée si on donnait à **dans** le sens de **pour**; mais **dans** n'a, en aucun autre cas, un emploi de ce genre. »

Ils voient donc le but comme une réalité différente du dessein ou de l'intention; Bénac, là-dessus, s'explique peut-être plus clairement que Littré :

« [...] le but, extérieur et éloigné, n'enveloppe pas, comme peut le faire l'intention, toute l'activité de l'esprit. »

Par ailleurs, la majorité des linguistes se portent aujourd'hui à la défense des locutions à l'étude, en invoquant deux arguments majeurs : premièrement, **but** ne désigne pas seulement un point, il n'a pas seulement un sens concret, physique – au figuré, il est synonyme de **dessein**, d'**intention**; deuxièmement, **dans un but (de)** et **dans le but de** sont d'usage courant depuis plus d'un siècle et ont été employés par un très grand nombre d'excellents écrivains, dont Chateaubriand, Hugo, Stendhal, Balzac, Michelet, Flaubert, Maupassant, Loti, Bernanos, Duhamel, Proust, Gide et Montherlant.

Les deux camps s'entendent pour dire que le tour **dans le but de** a été formé par analogie avec **dans l'espoir de**, **dans le dessein de**, **dans l'intention de**. Les linguistes qui n'admettent pas ce rapprochement voient le but seulement comme un

point et affirment avec Littré, rappelons-le, que l'on peut regarder l'intention, en revanche, comme « quelque chose où l'on est placé » – ce qui justifierait l'emploi de la préposition **dans**; mais ce raisonnement résiste-t-il à l'examen ? Goosse ne le trouve pas bien logique : « [...] l'intention et l'espoir sont en nous, plutôt que nous en eux. »

Il faut donc renoncer à porter un jugement sur l'une ou l'autre de ces expressions d'après le sens de chacun des mots qui les composent – à la lumière de ce qui précède, **dans le but de** ne paraît pas plus incohérent que **dans l'intention de**. De toute manière, ainsi que le rappelle Grevisse en citant Vaugelas : « La langue fait beaucoup de choses par raison, mais beaucoup aussi sans raison et beaucoup même contre raison. » C'est dire que notre seul arbitre, dans le cas présent, doit être l'usage.

Cet usage, les puristes ont bien essayé de l'influencer :

« Lorsque j'entends un homme décemment vêtu lâcher avec tranquillité un **dans le but**, je ne puis m'empêcher de me dire : « Voilà un garçon qui paie de mine, mais qui n'a pas fait ses classes. » (Abel Hermant, cité par Grevisse dans *Problèmes de langage*.)

Leurs tentatives d'intimidation n'ont cependant pas empêché les meilleurs écrivains des XIX^e et XX^e siècles, nous l'avons signalé déjà, d'employer les tours proscrits – si bien que ces locutions, il faut en convenir avec la grande majorité des linguistes, sont reçues aujourd'hui par le meilleur usage. Certes, nul n'est forcé de les employer; elles peuvent être remplacées, notamment, par **dans le dessein de**, **à dessein de**, **dans l'intention de**, **à l'effet de**, **en vue de**, **afin de**, **pour**. Cependant, selon H. Frei, **dans le but de** supplante déjà **afin de**, en français parlé :

« **Fin** dans la langue parlée ayant cédé la place à **but**, le lien entre **fin** et **à fin de** s'est effacé : le passage de **fin** à **but** entraîne celui de **afin de** à **dans le but de**. » (Passage cité dans *Le Bon Usage*, édition de 1980.)

Grevisse estime que l'Académie française n'a pas bien joué son rôle de greffier de l'usage en rejetant **dans le but de** (à notre connaissance, elle n'est pas revenue sur sa décision). Il relève d'ailleurs, dans le *Dictionnaire de l'Académie*, une contradiction assez révélatrice : au mot **inoculation** figurent les tours **dans un but thérapeutique** et, **dans un but de diagnostic**. Voilà qui amène à penser, avec Stapfer et les auteurs de *L'Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain*, que **dans un but (de)** et **dans le but de** ne choquent plus personne.

Bibliographie

Note : Notre étude a amené la consultation de cent douze ouvrages. Il serait fastidieux d'énumérer ici tous ceux qui nous ont été utiles; nous ne citons par conséquent que les principaux.

Bénac, Henri. *Guide de l'expression écrite*, Paris, Hachette, 1976.

Berthier, Pierre-Valentin et Colignon, Jean-Pierre. *Lexique du français pratique*, Paris, Solar, 1981.

Dupré, P. *Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain*, Paris, Éditions de Trévise, 3 vol., 1972.

Georgin, René. *Le Code du bon langage*, Paris, Éditions sociales françaises [ESF], 1966.

Girodet, Jean. *Logos : Grand dictionnaire de la langue française*, Paris, Bordas, 3 vol., 1976.

Goosse, André. *Façons de parler*, Gembloux, Duculot, 1971.

Note 1

En raison des contraintes d'espace, la suite de cette bibliographie ne peut être publiée dans ce numéro. Elle le sera toutefois dans le prochain numéro de *L'Actualité Terminologique*, soit le Vol. 24, 2, 1991.

Note 2

Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le Comité consultatif des Repères-T/R.

(Suite de la page 16)

d'une solution sont si nombreux que seul le terminologue peut s'y retrouver, on ne peut estimer que ce travail porte la marque de l'excellence. L'excellence n'est pas complexifiante, elle est simplificatrice, compte tenu naturellement du niveau de technicité où se situe la recherche.

Savoir de quoi on parle

Cette exigence oblige le terminologue à acquérir une véritable compétence technique dans les domaines de sa spécialité. On ne peut travailler en électronique de pointe sans avoir des connaissances assez poussées dans cette discipline. Il en est de même de tous les domaines technico-scientifiques. Le terminologue « excellent » doit pouvoir traiter d'égal à égal avec les spécialistes, comprendre leurs discours et même saisir leurs incohérences. L'acquisition de connaissances techniques assez poussées est indispensable à l'excellence.

L'excellence se reconnaît encore aux dispositions évolutives du terminologue. Tout évolue. Les techniques se transforment, nos langues de travail se modifient. Les usages changent. Comment penser être à la hauteur de sa tâche si l'on s'assoit sur ses acquis ? Les lectures spécialisées vont permettre au terminologue de se tenir au fait de l'évolution. Pour être pleinement efficaces, ces lectures doivent être réflexives, c'est-à-dire qu'elles doivent s'accompagner de notes et de fiches, sans quoi les plus belles trouvailles sont vite englouties dans les trous noirs de la mémoire.

Le terminologue, un communicateur

L'excellence exigera encore du terminologue qu'il sache communiquer le fruit de ses réflexions et de son travail. L'esprit humain est ainsi fait qu'il s'autoféconde par l'expression. L'effort fourni pour transmettre ses connaissances s'accompagne d'un approfondissement et d'une mise au point que ces notions n'acquerraient pas, laissées au rythme flou d'un savoir non synthétisé.

Un chemin montant, sablonneux, malaisé

Sur la route escarpée de l'excellence, cependant, bien des obstacles se dressent, liés pour la plupart à des caractéristiques

bien connues de la nature humaine. Faisons-en rapidement l'inventaire.

J'identifierais le premier comme l'esprit de suffisance. Quel sentiment de satisfaction que de se croire arrivé (enfin) ! Être convaincu qu'on ne peut plus faire mieux. Voilà l'ennemi numéro un de l'excellence. Je regrette beaucoup que les lauriers n'aient pas d'épines. La tentation de s'asseoir dessus serait moins forte.

Le second obstacle à l'excellence est le bâtard de la vanité. Il s'appelle : la peur de se tromper. On refuse d'aller plus avant par crainte de se fourvoyer. Ne pas oser publier telle étude parce que certains y trouveront à redire. Voulez-vous me dire pourquoi il faudrait être infaillible en terminologie ? Pourquoi n'aurions-nous pas, nous aussi, le droit à l'erreur ? Il me revient à l'esprit cette belle pensée du poète indien Tagore : « Si l'on ferme la porte à l'erreur, la vérité ne pourra pas entrer. »

Une maîtresse exigeante

Ces deux premiers ennemis de l'excellence logent au-dedans de nous. Mais il en est d'autres qui campent autour de notre maison, avec notre complicité, sans doute. On reconnaît peut-être, parmi ces rôdeurs, le culte du neuf à cinq. Pour les tenants de ce culte, le travail ou ce qui s'en rapproche doit être rigoureusement cantonné entre ces deux limites sacro-saintes. La « novointolâtrie », puisqu'il faut l'appeler par son nom, n'est pas, contrairement à l'opinion courante, l'apanage des fonctionnaires. Plus d'un terminologue d'entreprise est atteint du virus. Vous comprendrez que dans un cadre aussi rigide, déjà rempli par bien des tâches, l'accès à l'excellence soit gravement compromis. L'excellence est une maîtresse exigeante : elle réclame du temps et de l'effort au-delà des tâches quotidiennes.

D'autres exigences viennent encore concurrencer l'accès à l'excellence. La dure loi du *primo vivere* impose souvent au terminologue indépendant l'obligation de rentabiliser son travail à court terme, ce qui laisse souvent bien peu de loisir pour les investissements à long terme qu'exige l'accès à l'excellence. Il est évident qu'il faut vivre. Mais vivre n'implique pas nécessairement l'obligation de faire fortune. Il revient au terminologue d'établir ses prio-

rités et de déterminer si, dans ces priorités, il fait place ou non à l'acquisition de l'excellence.

Un autre adversaire de l'excellence – petit cousin de la suffisance – c'est l'accaparement par les charges administratives. Je n'ai rien contre la gestion et je suis plus que quiconque convaincu de la nécessité d'avoir de bons gestionnaires. Mais on ne peut être à la fois au four de la gestion et au moulin de l'excellence terminologique. Il y a un choix à faire. Le terminologue qui accède à un poste de commande important n'aura plus de temps à consacrer à son perfectionnement professionnel continu. Il pourra certes conserver une grande compétence, mais il lui faudra dire adieu à l'excellence. N'est-il pas déplorable que dans les structures actuelles de gestion, tant dans le secteur public que dans le privé, l'excellence ne soit pas, à l'instar des responsabilités de gestion, un facteur de classement dans la grille de rémunération ? À l'heure actuelle, le terminologue qui veut améliorer son régime salarial de façon tangible n'a d'autres recours que d'accepter des responsabilités de gestion. On arrive de la sorte à faire un mauvais gestionnaire d'un excellent terminologue.

Une vertu héroïque

Sur un chemin aussi semé d'embûches, est-il réaliste de vouloir accéder à l'excellence ? C'est une voie où il y aura toujours plus d'appelés que d'élus. Mais il y a des élus. Dans nos structures actuelles, avec les exigences de rentabilité immédiate élevées au rang de priorité absolue, les élus sont peut-être des héros. C'est la force de la motivation qui fait les héros.

On ne peut atteindre à l'excellence si l'on ne veut pas féroce y arriver. Il faut être animé d'un dynamisme interne puissant, j'oserais même dire sacrilègement d'une « drive » qui nous pousse inlassablement vers la réalisation de cet objectif. Il devient possible alors de consentir les sacrifices et les efforts exigés.

Être son maître en excellence

Le chemin de l'excellence passe par une forme d'autodidactie permanente. Je le répète aucune formation « formelle » ne peut conférer l'excellence. Un diplôme

universitaire peut, peut-être, garantir la compétence, mais il ne saurait en aucun cas être une assurance d'excellence. Ni la maîtrise, ni même le doctorat ne peuvent être tenus pour telle. Bien sûr, ces diplômes peuvent être de très efficaces pré-alables à la conquête de l'excellence. Si, toutefois, les acquis qu'ils ont permis ne se situent pas dans une orientation de perfectionnement continu, entretenu par des lectures réflexives, il ne peut être question d'excellence.

Apprendre en faisant

Le chemin de l'excellence passe aussi par la production. M. de Lapalice dirait qu'on ne peut être excellent terminologue sans produire de terminologie. C'est dans le feu de la production terminologique qu'on peut le mieux réfléchir sur son agir professionnel, en déceler les points forts et les points faibles et définir des aires de recherche à poursuivre. Les mages de la terminologie qui ne s'abaissent pas à faire une fiche terminologique ne m'apparaissent pas comme les mages de l'excellence. L'excellence en terminologie implique, comme l'aurait dit un ancien premier ministre du Québec, qu'on soit autant « trouveur » que chercheur. Le terminologue qui produit avec un certain acharnement des fiches terminologiques dont il sait tirer des études, des dossiers, des lexiques et des vocabulaires est certes sur la voie de l'excellence. On apprend tellement en faisant.

Se donner sa synthèse terminologique

L'excellence atteint son couronnement dans la synthèse personnelle que le termi-

nologue réalise pour sa discipline. Dans les méthodes, les théories et les aphorismes des autres, il fait le ménage et retient ce qui le sert le mieux pour être à la fois rigoureux, systématique et productif. Le plus bel exemple qu'on puisse avoir à ce chapitre nous est fourni par M. Robert Serré, auteur canadien d'ouvrages terminologiques. À force de travail, de réflexion et d'expérimentation, il a su se donner des méthodes de travail et d'exploitation de ses recherches qui lui permettent en peu de temps d'apporter des solutions valables aux problèmes qui lui sont posés, de faire le point sur des problèmes épineux de terminologie ou de rédiger des articles pour tirer ces questions au clair. C'est cela l'excellence.

Par un chemin de traverse

Il existe un chemin de traverse pour s'approcher de l'excellence. Il n'est pas accessible à tous. Ceux qui ont la bonne fortune de pouvoir y accéder ne devraient pas s'en détourner. Ce chemin c'est l'enseignement de la terminologie. Enseigner, a-t-on dit, c'est connaître deux fois. Si j'en juge par mon expérience personnelle, je dois dire que l'enseignement a grandement fécondé ma pratique et ma conception de la terminologie. Les exigences de l'enseignement sont grandes, mais elles paient de retour. Un bon enseignement ne tolère ni le flou des notions ni l'à-peu-près des idées. Il oblige à des efforts de réflexion systématiques, à des remises en question et à des rajustements constants, autant de clés qui ouvrent la porte de l'excellence.

L'excellence, un concept élitiste

L'excellence n'est jamais le lot de la majorité. C'est le fait d'une élite. Elle ne résulte ni d'un conditionnement social, ni d'une démarche pédagogique. Elle est le fruit d'une motivation extrêmement forte. On accède souvent à la compétence par obligation, mais l'excellence ne peut être le fruit que de la détermination. Si la compétence est de précepte, l'excellence est de conseil. Personne n'est tenu d'être excellent.

Lorsqu'on décide de le devenir, il faut le faire sérieusement. Il importe de savoir qu'elle exige une très grande passion, parce que c'est, comme on l'a dit, une maîtresse exigeante. Il appartient à chacun de décider s'il opte ou non pour l'excellence. Mais il ne saurait être question de vœux pieux. Qui veut la fin, prend les moyens.

Au cours de cet entretien, j'ai tenté ici d'exposer les voies d'accès à l'excellence. Les parcours sont abrupts, mais le résultat est assuré. La récompense de l'excellence, c'est la joie de l'alpiniste qui, après avoir vaincu difficilement tous les obstacles, découvre l'immensité de l'espace avec un sentiment de triomphe bien mérité. Personne n'a jamais regretté d'avoir joué la carte de l'excellence. Certains assimileront les élus de l'excellence à ces « conquérants de l'inutile » avides de perfection. Mais quelle belle mission que d'aller au-delà de l'utile.

Note

Communication présentée le 2 novembre 1990 dans le cadre du Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO).

Des figures d'excellence en traduction

par Michèle Valiquette

Les 2 et 3 novembre 1990 avait lieu à Toronto le Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), dont le thème était « L'excellence dans notre profession : le contexte et les moyens ». M. Jean Delisle, professeur de traduction à l'Université d'Ottawa, a été

invité à y présenter une communication dans le cadre de l'atelier « Hommage à quelques grands noms de la traduction. »

S'inspirant de certaines citations de Montherlant et de Diderot portant respectivement sur la médiocrité et l'excellence,

Jean Delisle a lancé le mot d'ordre suivant : « En prison les médiocres, au panthéon les excellents. » Scrutant sa mémoire d'historien, il a choisi de présenter trois exemples de traducteurs qui symbolisent l'excellence dans la profession au Canada. Conformément aux exigences des organisateurs

du congrès, il s'agissait d'un hommage posthume rendu à des personnes qui devaient avoir publié au moins un ouvrage sur la traduction et avoir enseigné cette discipline.

Quelques personnes répondaient à ces critères, tels les regrettés Georges Panneton, Léon Gérin, Hector Carboneau et d'autres. Jean Delisle a toutefois choisi de s'arrêter sur les personnalités de Pierre Daviault, de Jean Darbelnet et d'Irène de Buisseret, dont il nous entretient maintenant.

Pierre Daviault (1899-1964)

Pierre Daviault a vu sa carrière s'échelonner sur plus de quarante ans. Il fut tour à tour journaliste, traducteur, lexicographe, pionnier de la terminologie et de l'enseignement de la traduction au Canada, historien de la traduction, chroniqueur linguistique, homme de lettres et fondateur de la revue littéraire intitulée *La Nouvelle Revue* canadienne. animateur de la vie culturelle et littéraire dans la capitale du Canada, il fut président de la Société des écrivains canadiens de 1958 à 1961.

D'abord journaliste à Montréal à *La Presse* en 1921, Pierre Daviault devient courriériste parlementaire à Ottawa en 1923, puis il entre à la Division des débats où il est d'abord traducteur en 1925, puis sous-chef en 1939 et enfin chef en 1946. Continuant à gravir les échelons hiérarchiques, il devient surintendant adjoint du Bureau des traductions en 1953 et enfin surintendant de ce même Bureau en 1955.

Au cours de sa carrière, Pierre Daviault, se voir décerner plusieurs distinctions comme la médaille de l'Académie française en 1935, le prix d'action intellectuelle en 1931 et en 1933, la médaille Chauveau de la Société royale du Canada en 1952, société dont il est président en 1958-1959, et enfin la médaille de l'Académie canadienne-française en 1962.

Auteur prolifique, Pierre Daviault s'est essayé à plusieurs genres : terminologie et lexicographie (sept ouvrages entre 1931 et 1962 dont *Langage et traduction* réimprimé régulièrement depuis 1972), traduction (deux ouvrages sous le pseudonyme de Jérôme Cugnet en 1944), histoire et littérature (quatre ouvrages entre 1934 et 1945), roman (deux ouvrages en 1927 et 1945 sous le pseudonyme de Pierre Hartex) et

enfin des dizaines d'articles sur la langue et l'histoire de la traduction.

Véritable maître traducteur, Pierre Daviault aimait à se désigner comme « le chien de garde du français au Canada. » D'une très haute conscience professionnelle, il avait une « sainte horreur » du laisser-aller dans le domaine de l'expression orale et écrite. Selon Henriot Mayer, sa vie est une véritable croisade du bon français et les avis linguistiques qu'il exprimait à l'émission « La langue bien pendue » de Radio-Canada aussi bien que dans les diverses communications présentées devant des sociétés savantes faisaient autorité.

« Dans l'intimité, rapporte Roger Duhamel, l'homme s'affichait sous son jour le plus attachant. Il était volontiers rieur et bon vivant, saisissait vite les ridicules de la vie et ses propos ironiques égayaient les convives autour d'une table qu'il souhaitait bien garnie, car il mettait autant de raffinement et de distinction dans la qualité des mets que dans le choix des mots. Parfois ombrageux, il arriva que le personnage officiel dissimulât un cœur sensible, peut-être empêché de se livrer à la spontanéité parce qu'il en redoutait les échos en lui-même. Une certaine brusquerie de ton masquait la timidité d'un cœur peu enclin à l'étalage complaisant. »

Pierre Daviault est à l'origine de nombreuses initiatives originales qui témoignent de son souci permanent de la recherche de l'excellence :

- enseignement de la traduction professionnelle à l'Université d'Ottawa en 1936;
- création du service de terminologie au sein du Bureau des traductions en 1954;
- organisation des premiers cours de perfectionnement à l'intention des jeunes traducteurs du Bureau des traductions en 1955;
- création du service d'interprétation à la Chambre des communes en 1958;
- fondation de l'École des stagiaires à l'Université d'Ottawa et au Bureau des traductions en 1963.

Dans une lettre adressée en novembre 1943 au père Philippe Cornellier, recteur de l'Université d'Ottawa, Pierre Daviault relate les débuts de l'enseignement de la traduction au Canada et expose notamment sa méthode d'enseignement de la traduction. Écoutons-le :

« Au cours de mes leçons, j'expose à mes élèves la théorie de la traduction, mais aussi des indications sur le vocabulaire et en outre sur la transposition des syntaxes anglaise et française d'une langue à l'autre. Au surplus, je leur communique toutes les règles, toutes les notions, tous les « trucs » du métier, qui leur sont sans doute d'un grand secours. »

Mais il y a plus. À mon cours, ils acquièrent une expérience pratique véritable. En effet, les élèves ont chaque semaine un texte à traduire, qu'ils me remettent et que je corrige avec grand soin, puis que je commente en classe, relevant les erreurs commises et éclairant sur les règles applicables. Puis, je distribue un modèle de traduction de ce texte. Les élèves font ainsi trente « devoirs » par année, soit soixante durant les deux années de cours. La pratique qu'ils acquièrent ainsi, toujours sous la direction d'un traducteur d'expérience, vaut évidemment de longs mois d'expérience sans guide.

Chaque leçon dure plus d'une heure mais les élèves travaillent plusieurs heures chaque semaine chez eux de sorte que, dans les deux années de cours, on peut dire qu'ils consacrent au moins trois cents heures à une traduction dirigée. »

Jean Darbelnet (1904-1990)

Angliciste, professeur de langue, de littérature et de traduction, traducteur, lexicographe, administrateur universitaire, chroniqueur linguistique dans des journaux, des périodiques et à la radio, Jean Darbelnet a vu sa carrière s'échelonner sur plus de soixante ans.

Ce Parisien est d'abord professeur d'anglais dans des lycées français en 1924 et agrégé d'anglais en 1929. Professeur de français durant les années trente dans trois universités britanniques au Pays de Galles, à Edimbourg et à Manchester, il enseigne cette discipline à Harvard aux États-Unis en 1938-1939.

En 1940, Jean Darbelnet émigre au Canada et, jusqu'en 1946, il est directeur du Département d'études françaises de l'Université McGill. Il est ensuite professeur de français et de littérature au Bowdoin College jusqu'en 1962, puis professeur de

langue et traduction à l'Université Laval jusqu'en 1975, année où il devient professeur émérite.

Au cours de sa carrière, Jean Darbelnet reçoit plusieurs distinctions en France, dont les Palmes académiques, et est fait chevalier de l'Ordre national du mérite. Au Canada, il est membre de la Société royale du Canada; il est également membre honoraire de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) et de la Société des traducteurs du Québec (STQ); de plus, il reçoit un doctorat « honoris causa » de l'Université d'Ottawa. En 1988, Maurice Pergnier réunit une série de textes publiés sous le titre *Mélanges en hommage à Jean Darbelnet*.

Auteur prolifique lui aussi, Jean Darbelnet a à son actif plusieurs ouvrages sur la traduction et la langue, tant en anglais (trois ouvrages parus en 1934, 1937 et 1973) qu'en français (cinq ouvrages parus en 1958, 1963, 1969, 1976 et 1986). Surtout connu pour le célèbre *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, dont il est co-auteur avec Jean-Paul Vinay, ouvrage paru en 1958, Jean Darbelnet a également publié deux dictionnaires de langue en 1982 et en 1986 ainsi que plus de quatre-vingts articles dans divers périodiques et ouvrages collectifs.

Comparatiste perspicace, ce maître-traducteur est un ardent défenseur de la langue française. Pédagogue exigeant, conscient des dangers de l'abus de traduction, il a le souci de la précision et est l'ennemi de l'à-peu-près. Tout comme Pierre Daviault, Jean Darbelnet est à l'origine d'initiatives originales dans le domaine de l'enseignement de la traduction :

- mise sur pied des premiers cours de traduction professionnelle à l'Université McGill en 1943

- création d'une licence en traduction à la Faculté des lettres de l'Université Laval en 1969

Selon Maurice Pergnier, il existe des leçons à tirer de l'œuvre de Jean Darbelnet comme celles-ci qui proviennent de *Le Français en contact avec l'anglais*, extrait des mélanges :

- La première de ces leçons qui est à méditer, c'est que le fait d'être un ser-

viteur et un défenseur vigilant de sa langue maternelle n'est nullement incompatible avec le fait de connaître et d'aimer la langue anglaise. »

Respect et intérêt accrus pour sa langue maternelle puisés dans un respect et un intérêt intenses pour la langue anglaise, telle est la source de deux autres grands enseignements de toute la pratique et de toute la pensée de Jean Darbelnet.

Jean Darbelnet est un théoricien et un praticien, non un « militant de la langue française. » Bien que, tout au long de sa carrière au Québec (...) il n'ait cessé de prêcher d'exemple et de mettre ses compétences directement au service de qui le sollicitait pour des interventions pratiques (manuels, rapports pour les gouvernements, formation des traducteurs, conseils aux organismes de planification linguistique), il n'a jamais cessé de mettre l'étude descriptive désintéressée au premier plan des préoccupations du linguiste.

Sa pratique a toujours été guidée par la conviction que « le rôle du linguiste est de constater avant de prescrire ou de proscrire », et il a accumulé tout au long de sa carrière une somme impressionnante d'observations, d'où a peu à peu émergé une typologie des faits d'interférence entre l'anglais et le français, qui constitue une source de référence irremplaçable sur l'évolution du processus pendant les dernières décennies.

Voici un témoignage sur Jean Darbelnet émanant de Roda P. Roberts ex-directrice de l'École des traducteurs et interprètes de l'Université d'Ottawa :

"Not everyone shared all of Jean Darbelnet's views on language and translation. Many feared the professor; others stood in awe of the scholar; still others admired from afar his vigorous defence of the French language. But even those who only had the chance to view a single facet of Jean Darbelnet will no doubt have been struck by one great quality which shone through all his thoughts, words and deeds; his integrity, that integrity, that sincerity, was the glue that bound all his many and varied facets together and served as a model to all who came in contact with him. (...) Jean Darbelnet, a great pro-

fessor, scholar, linguist and translator, but, above all, a great man."

Irène de Buisseret (1918-1971)

Attachée de presse, journaliste, avocate, écrivain, professeur de langues et de littératures française et russe, professeur de traduction, traductrice professionnelle et gestionnaire d'un service de traduction, Irène de Buisseret a vu sa carrière s'échelonner sur plus de trente ans.

Après avoir obtenu un baccalauréat ès sciences et une licence en droit, Irène de Buisseret est reçue au Barreau de Paris en 1935. Attachée de presse, elle travaille au ministère de la Guerre jusqu'en 1945. En 1947, elle émigre au Canada où elle enseigne le journalisme et devient éditorialiste à l'*Événement-Soleil* de Québec en 1949. En 1950, elle entre au Bureau des traductions du Secrétariat d'État où elle est successivement traductrice au ministère des Affaires extérieures, réviseur à la Division des débats et chef de section à la Cour suprême. Elle poursuit également une carrière d'enseignante à temps partiel à l'Université Carleton et à l'Université d'Ottawa.

Auteure d'un roman philosophique paru en 1963 et de trois contes pour enfants parus respectivement en 1944, en 1946 et en 1963, dont *Voyage au pays de la fantaisie* pour lequel elle obtient le prix Cendrillon en 1946, Irène de Buisseret est surtout connue pour son œuvre posthume en traduction. On lui doit en effet le *Guide du traducteur*, paru en 1972, et qui a fait l'objet d'une réédition en 1975 sous le titre *Deux langues, six idiomes*, ouvrage qui a été réimprimé en 1990.

Dans l'avant-propos du *Guide du traducteur*, Ronald Després qui en signe l'avant-propos note ce qui suit :

« Ce *Guide*, c'est la somme, son *magnum opus*, le fruit mûri de sa carrière jumelée de traductrice et de pédagogue. Elle a pris pour plan un manuel de médecine et range les matériaux accumulés, – quel butin ! à quelles razzias s'est-elle livrée ! – lectures annotées, souvenirs, perles glanées au hasard des révisions, exercices à l'intention de ses élèves, sous une nomenclature d'infections fort éloquentes : » caco-

graphie chronique, culturite, mirandolite, incompréhensité ...» elle ausculte le mal, justifie son diagnostic, prescrit les remèdes et ranime d'un trait, d'une caricature, les moribonds cacographes que nous sommes tous. »

Quant à Irène de Buisseret, voici ce qu'elle dit de ce même ouvrage :

« Si, après avoir lu, on s'écrit : « Que d'erreurs ! », en toute simplicité je répondrai : « Hélas ! ». Si l'on affirme : « Quelle ignorance ! », j'avouerai que je l'éprouve chaque jour plus douloureusement que la veille. Si l'on s'exclame : « Quelle outrecuidance ! », je dirai que c'est la faiblesse des jeunes, et qu'elle m'est désormais interdite. La seule pensée qui m'affligerait vraiment serait que l'on doutât du désir irrésistible dont ce livre est né : celui de servir. »

Ronald Després rend à Irène de Buisseret le témoignage suivant :

« Irène de Buisseret était une princesse de l'esprit, précieuse et naturelle à la fois. Jeux de mots rares, comparaisons éblouissantes, juxtapositions d'images savantes, rien de tout cela ne détonnait chez elle. Elle ne faisait pas étalage d'érudition : elle écrivait comme elle parlait, et elle parlait une langue ample et moirée. Elle incarnait un curieux alliage de magicienne et de femme du monde, d'artiste et de doctoresse. »

Conclusion

Qu'ont en commun ces trois membres éminents de la profession si justement décrits par Jean Delisle ?

Tous trois ont payé de leur personne et ne se sont pas assis sur leurs lauriers. Animés d'un souci constant de précision, d'exactitude et de recherche de la qualité, ils avaient le désir de faire reconnaître et grandir la profession et de « servir » leurs collègues comme en témoignent leur enseignement visant à assurer l'excellence de même que leurs nombreuses publications de qualité. L'excellence donc est moins un but à atteindre qu'une attitude d'esprit, un idéal vers lequel tendre. Certains traducteurs exceptionnels comme Pierre Daviault, Jean Darbelnet et Irène de Buisseret nous prouvent qu'il est possible de vivre cet idéal.

Émile Littré, traducteur

par Serge Gagné

Mars 1878, une heure du matin. Dans son modeste appartement du 44, rue de l'Ouest (aujourd'hui rue d'Assas) à Paris, le vieil homme est assis à son bureau. Amaigri, les jambes presque paralysées par la douleur, il poursuit inlassablement son labeur. Fidèle à son habitude, il n'ira dormir qu'à trois heures et se lèvera vers huit ou neuf heures pour se remettre à la tâche. Maximilien-Paul-Émile Littré, qui vient d'entrer dans sa soixante-dix-septième année, achèvera bientôt l'œuvre de sa vie, le *Dictionnaire étymologique, historique et grammatical de la langue française*. Toutefois, cette nuit-là, pour « se détendre », il s'occupe de traduction.

De sa vie bien remplie, la traduction a été pour Littré une des activités les plus précoces et les plus aimées.

Les débuts

Si Littré a beaucoup pratiqué la traduction, généralement avec grande compétence, c'est qu'il avait de quoi tenir. En effet, son père, Michel-François Littré, ancien soldat féru d'histoire et de littéra-

ture, nourri par la lecture de Voltaire, de Rousseau et des Encyclopédistes, est un assoiffé d'érudition. Il profite de ses moments de loisir pour améliorer son latin et apprendre le grec, l'arabe et même le sanscrit, afin d'en instruire son fils aîné. Or il s'avère qu'Émile est doué d'une étonnante facilité pour apprendre les langues étrangères, les langues anciennes, et mettre en mémoire des connaissances de toutes sortes. De petite taille, le visage disgracieux, le maintien lourdeau et la démarche gauche, il se rachète par une supériorité intellectuelle qu'il atteindra par son travail acharné.

Pendant les années de lycée d'Émile, tous les jeudis, son père réunit chez lui son fils et ses quatre compagnons inséparables : Louis Hachette, qui fondera plus tard la célèbre maison d'édition, Eugène Burnouf, fils d'un illustre philologue, Bascou, le littéraire de la bande, et Barthélemy Saint-Hilaire, dont la grande traduction des œuvres d'Aristote sera le monument de sa vie. Il les initie au sanscrit.

À dix-neuf ans, après avoir terminé ses études au lycée Louis-le-Grand, Littré, qui abhorre les mathématiques, profite d'une blessure à l'épaule pour éviter de se présenter à l'examen d'entrée de l'École polytechnique. Impatient de gagner sa vie, il obtient, par l'entremise du directeur de Louis-le-Grand, un emploi de secrétaire auprès du comte Pierre Daru. Cet ancien ministre de Napoléon, pair de France, membre de l'Académie française et directeur de l'Institut, avait traduit Horace en vers français. Il confie à Littré la tâche de terminer son *Histoire de la république de Venise*. Ce travail laisse à Émile quelques loisirs, dont il profite pour apprendre l'italien, l'anglais et surtout l'allemand.

Le 13 novembre 1822, il entreprend des études de médecine, qui dureront sept ans. En 1830, Littré achève son internat; il ne lui manque que la thèse pour être médecin. Coup de théâtre. Étonnement chez ses professeurs et ses amis. Il décide de ne pas passer cette dernière épreuve. Non pas qu'il soit mauvais ou qu'il n'aime pas ce qu'il fait. Au contraire, la médecine sera une des grandes passions de sa vie. C'est

que, dans son for intérieur, il ne veut pas se cantonner dans une carrière. Pour lui, refuser d'entrer dans la profession, c'est choisir la liberté. Quand on sait comment Littré exploitera cette liberté, on ne peut qu'approuver sa décision.

Dès la vingtaine, Littré fait des essais de traduction de l'allemand : il rend en vers des poésies de Schiller. Ces travaux, réalisés en 1823 et 1824, paraîtront plus tard dans la *Revue germanique*.

En 1832, grâce à l'influence de son ami Barthélemy Saint-Hilaire, il entre au *National*, journal d'allégeance républicaine fondé deux ans plus tôt. C'est là qu'il fait ses débuts dans la traduction « professionnelle. » Toutefois, il n'occupe qu'un poste subalterne, celui de simple traducteur auxiliaire, qui consiste à relever dans la presse étrangère ce qui peut intéresser les lecteurs. Il lui faut déchiffrer d'innombrables articles anglais et allemands et les rendre en français. Dans les débuts, le propriétaire, Armand Carrel, n'est pas encore au fait du grand talent du nouveau venu, comme en témoigne cette anecdote racontée par Littré :

« [...] En un certain moment, M. Stapfer [supérieur immédiat de Littré] s'absente, et comme je restais seul chargé de ce travail, Carrel pria M. Barthélemy Saint-Hilaire, qui était connu au *National*, d'exercer quelque surveillance sur mes traductions. Or, il se trouvait que j'avais initié aux rudiments M. Barthélemy Saint-Hilaire [...] »

Il restera trois ans au *National*, jusqu'à la mort, de son propriétaire dans un duel.

Hippocrate

Peu de temps après le mariage de Littré, le 26 octobre 1835, avec une jeune fille de quatorze ans sa cadette, Pauline Lacoste, l'éditeur Baillière lui propose de traduire les œuvres complètes d'Hippocrate. C'est une tâche considérable, mais le projet est exaltant. Émile connaît bien la langue grecque antique et il est un nostalgique du siècle de Périclès. D'autant plus qu'il est un fervent admirateur du plus illustre des médecins. Fort de ses connaissances linguistiques et médicales, Littré est l'homme tout indiqué pour ce travail de traduction. L'entreprise, gigantesque, lui prendra vingt-deux ans de sa vie.

Dès le début de son travail de recherche des manuscrits hippocratiques, Littré se rend vite compte que, ni à Paris ni ailleurs, on ne peut trouver un ensemble authentique et complet des œuvres d'Hippocrate. La grande majorité des originaux sont perdus. La Bibliothèque royale de Paris (aujourd'hui la Bibliothèque nationale) conserve plus d'une dizaine de manuscrits en grec ou en latin et une soixantaine d'autres textes anciens portant sur l'œuvre du grand médecin. Littré trouve enfin une édition établie par un nommé Foes, à la fin du XVI^e siècle; il décide de la prendre comme base de travail, même si elle lui paraît fort peu fiable. Tout le travail de comparaison des textes et des manuscrits l'obligera en fin de compte à collationner plus de sept mille pages mot à mot.

Par ailleurs, Littré ne veut pas se contenter de réviser et de traduire. Il sait qu'à son époque, on ne peut plus comprendre l'ancien langage, même correctement traduit. Il s'attache à commenter et à analyser les textes d'Hippocrate pour les rendre accessibles au médecin du XIX^e siècle. En vingt-cinq siècles, la langue n'est pas seule à avoir changé : les idées sur la maladie, le point de vue médical, les connotations d'un même mot ne sont plus, du temps de Littré, ce qu'ils étaient du temps d'Hippocrate.

Au fil des années de travail, le traducteur dépasse le champ habituel de ses attributions. Il éprouve le sentiment exaltant du créateur qui, de documents anciens, incomplets, ambigus, déformés par des interprètes infidèles, ressuscite une figure dominante il y a plus de deux millénaires. À certains moments, Littré s'imprègne tellement de l'œuvre de son mentor qu'il prend sa place, qu'il « devient » Hippocrate.

Pour cette première grande traduction comme pour celles qu'il réalisera par la suite, Émile est stimulé par les idées et la philosophie de l'auteur, qui bouleverse les conventions et les légendes. Ainsi, parmi les nombreuses descriptions de maladies de l'auteur grec, Littré admire notamment celle de l'épilepsie (dans le livre intitulé *Du mal sacré*) :

« La maladie dite sacrée ne me paraît avoir rien de plus divin ni de plus sacré que les autres; la nature et la source en sont les mêmes que pour les autres maladies. Ceux qui, les premiers, ont rapporté cette maladie aux dieux sont com-

parables, à mon avis, aux mages, aux expiateurs, aux charlatans, aux imposteurs, tous gens qui prennent des allures de piété et des airs de grands savants. »

Pour Littré, c'est là un langage agréable.

En 1839, quatre ans après le début du travail, Baillière apporte à Littré le premier tome imprimé, qui compte 637 pages. La parution de ce premier volume des œuvres d'Hippocrate a un fort retentissement et suscite des éloges dans le monde scientifique. Littré est dorénavant considéré comme un grand érudit. De sa traduction, Georges Daremberg écrira :

« Littré nous a débarrassés de l'Hippocrate merveilleux, il nous en a donné un bien vivant, réel, à l'esprit profond et plein de bon sens, que l'on ne sera plus obligé d'adorer de confiance, mais que l'on pourra admirer sur des textes authentiques. »

Le premier tome de l'édition française des *Œuvres complètes d'Hippocrate*, dont le dixième et dernier volume ne paraîtra que vingt et un ans plus tard, en 1860, vaut à Littré d'être élu, le 28 février 1839, à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, sous le parrainage de Burnouf et de Barthélemy Saint-Hilaire. Pourtant, nous verrons que même si cette première réalisation dans le domaine traductionnel fait accéder Littré au rang d'érudit et aux honneurs, les suivantes lui donneront moins bonne presse dans l'opinion française bien pensante.

La Vie de Jésus : Avertissement à la jeunesse et aux pères de famille

Fidèle à son habitude de mener plusieurs activités intellectuelles de front et à sa réputation de bourreau de travail, Émile a entrepris, pendant ses travaux sur Hippocrate, la traduction de la *Vie de Jésus* du théologien allemand David Friedrich Strauss. Ayant appris que l'ouvrage fait scandale en Allemagne, il le lit avec délectation et décide d'en produire une version française, qui paraîtra en 1839.

Strauss, professeur de théologie au séminaire de Tübingen, voulait réconcilier science et philosophie. Dans cela, rien de choquant. Toutefois, quand il s'est avancé jusqu'à déclarer que le prix de cette récon-

ciliation n'est rien moins que de regarder le *Nouveau Testament* comme une légende, une illustration poétique et romancée de l'idée de Dieu, il choque la hiérarchie, qui le révoque aussitôt de son poste d'enseignement. Or ce que Strauss a écrit, Littré l'a souvent pensé sans jamais oser l'écrire. Comme un traducteur n'est jamais responsable de la teneur du texte de départ, la publication d'une édition française du livre de Strauss serait un bon moyen pour Littré de porter le débat sur la place publique. Sans compter le plaisir de choquer l'orthodoxie catholique. Toutefois, celui-ci prend garde, comme pour affirmer sa neutralité, de ne faire aucun commentaire personnel dans son introduction.

Étonnamment, c'est en Allemagne que l'éditeur vend le plus grand nombre des exemplaires de la version française de Littré. Ce livre écrit par un Allemand, tamisé à travers notre langue, à travers l'esprit exact et ferme du traducteur paraît, même au-delà du Rhin, plus clair que l'original. Voilà un hommage à Littré.

Quelques membres des Inscriptions et Belles-Lettres, réussissant à obtenir un jeu d'épreuves de la version française de la *Vie de Jésus*, qui est sous presse, le font circuler pour empêcher l'élection de Littré parmi eux. Ils clament que celui-ci est subversif, capable de miner les plus hautes valeurs morales. À lui, traducteur, on prétend attribuer les idées de l'auteur (ce qui n'est d'ailleurs pas entièrement faux). Toutefois, cette campagne n'empêche pas Littré d'être élu, comme nous l'avons vu précédemment. En 1856, Littré fait paraître une seconde édition française du livre controversé de Strauss. Cette fois-ci, il rédige une longue préface qui montre clairement son unité de pensée avec l'auteur.

Les nombreux travaux éclectiques de Littré – traductions, écrits dans diverses revues de philosophie, de médecine et de science en général, sans compter son *Dictionnaire* – lui procurent respect et célébrité dans toute la classe intellectuelle. Si bien que plusieurs membres de l'Académie française, dont Hugo et Sainte-Beuve, lui laissent entendre qu'ils aimeraient le compter parmi eux.

Or l'Académie a aussi dans ses rangs Monseigneur Félix Dupanloup, prélat de grand prestige et de grande influence,

qu'on tient pour le chef de l'opposition catholique dite « libérale ». Mais l'évêque n'a de libéral que l'étiquette politique. Brillant stratège, il parvient à faire publier, quatre jours avant le vote, un libelle intitulé *Avertissement à la jeunesse et aux pères de famille sur les attaques dirigées contre la Religion par quelques écrivains de nos jours*. Monseigneur Dupanloup rappelle que Littré a introduit en France le livre scandaleux de Strauss, qui fait du Christ un mythe. D'ailleurs, tous ses livres transpirent la mauvaise parole. Le jour de l'élection, le 23 avril 1863, Littré est effectivement battu, « pour raison d'athéisme ». Mais ce n'est que partie remise. En 1871, la puissance de son érudition et de ses réalisations s'imposera. L'évêque, qui reconnaît d'ailleurs sa grande compétence, ne réussira pas une seconde fois à empêcher l'élection de Littré au sein des Immortels et démissionnera.

Toutes ces péripéties n'empêchent pas Littré de travailler sans relâche, continuant comme toujours de partager son temps entre plusieurs entreprises. Il continue d'établir le *Dictionnaire*, qu'il a commencé en 1846 et qu'il ne terminera qu'en 1873. Par ailleurs, il met la dernière main à la biographie de feu Auguste Comte, son maître à penser de la philosophie positive, et il collabore à de nombreuses revues scientifiques et philosophiques. Et il s'occupe encore de traduction.

Pline l'Ancien : Que de bêtises, de niaiseries...

Malgré ses multiples occupations, Littré ne refuse pas les à-côtés. Il accepte l'offre de l'éditeur Nisard de traduire l'*Histoire naturelle* de Pline l'Ancien pour la Collection des classiques latins. Il se lance dans ce travail comme dans tous les autres, avec passion. Cependant, il ne tarde pas à éprouver quelque désillusion, si l'on en croit les confidences rapportées ultérieurement par son ami Barthélemy Saint-Hilaire :

« Que de bêtises, que de niaiseries il [Pline l'Ancien] nous raconte. Si j'osais, je renoncerais à continuer ce fastidieux travail. Mais j'ai promis de le livrer à mon éditeur. »

Ces paroles sacrilèges auraient déplu à Sainte-Beuve, qui apprécie en 1850 la

version de Littré, parue deux ans plus tôt, mais regrette que le traducteur n'ait pas fait preuve de son souci habituel du détail

« Bonne traduction, bonne notice, point de vue juste, élevé, mais général, et d'où les mille difficultés de détail qui se rattachent au livre ne sont pas abordées. »

De fait, ce travail semble avoir été quelque peu bâclé, ce qui surprend beaucoup de la part de Littré.

L'enfer

Dès 1857, pendant sa traduction non encore terminée de la collection hippocratique, Littré s'intéresse à Dante, comme pour se divertir et satisfaire sa passion pour les langues étrangères. Cette année-là, il rédige trois articles pour le *Journal des débats*, dans lequel il souligne entre autres :

« Dante est le modèle suprême de la haute poésie du moyen âge. Elle est là dans toute sa sévère et subtile beauté. Qui veut la connaître ouvrira la *Divine Comédie*. »

Littré possède une telle connaissance des langues qu'il peut analyser et comparer dans le détail l'italien des vers de Dante, le latin des vers de Virgile, l'anglais de l'admirable version de la *Divine Comédie* réalisée par Byron et, bien sûr, les traductions françaises de Lamennais et de Mesnard. Son enthousiasme pour le style du poète italien ne cesse de grandir. Il a envie, lui aussi, de tenter une traduction en langue d'oïl.

C'est ainsi que Littré entreprend la traduction de *L'Enfer* en vers français du XIV^e siècle, avec notes et glossaire. Il avait vivement critiqué la version de Mesnard, écrite en un style selon lui facile et trop élégant, ainsi que celle de Lamennais, dont il jugeait le français rude et recherché. Littré estime que *L'Enfer* ne peut être transposé qu'en langue d'oïl, qui était contemporaine de Dante et que ce dernier connaissait. Les premiers vers de sa traduction se présentent comme suit :

En mi chemin de ceste nostre vie
Me retrouvais en une selve obscure;
Car droite voie ore estoit esmarrie. Ah!
ceste selve, dire m'est chose dure,
Com de estoit sauvage et aspre et fort,
Si que mes cuers encore ne s'asseüre :
Tant est amere que peu est plus la mort.

Mais qui connaît encore la langue d'oïl en cette fin du XIX^e siècle ? Littré lui-même le confesse : une telle traduction, pour que tous la comprennent, devrait être elle-même traduite en français contemporain. La version française versifiée de l'*Inferno* paraît en janvier 1879. C'est la dernière traduction de Littré.

L'homme du siècle

Quand Émile Littré meurt, le 2 juin 1881, la langue française perd un de ses plus grands promoteurs et défenseurs, et ses compatriotes, un des esprits les plus brillants de leur siècle. Ceux qui firent son éloge posthume ne manquèrent pas d'étiquettes pour faire ressortir toute sa polyvalence : médecin, philosophe, journaliste, traducteur, biographe, rédacteur, philologue, lexicographe, député puis sénateur inamovible de la III^e République, membre de l'Académie française, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, de l'Académie de médecine et de la Société de biologie.

Pendant la fin de sa vie et dans la période qui suivit sa mort, on a beaucoup écrit sur Émile Littré, tantôt avec pitié, tantôt avec haine. Jusqu'à la soixantaine, cet érudit était demeuré dans l'ombre, réalisant des travaux que seuls ses semblables connaissaient. Il ne se révéla au grand public qu'à l'âge de soixante-deux ans, au moment de la parution du premier fascicule du *Dictionnaire*. Au moment où ses principaux ouvrages étaient publiés ou en chantier et où rien ne semblait le destiner à la célébrité. C'est par le scandale que Littré, chercheur inlassable (« illassable », comme il voulait qu'on écrive ce mot), devait faire sa marque.

Or il se trouve que Littré marqua profondément un de ses contemporains, et non le moindre, Émile Zola qui, quelques semaines après sa mort, dans un court article de circonstance, le compare à un

autre Immortel : Victor Hugo. Avec son franc parler habituel, Zola exprime clairement toute son admiration pour celui qui vient de s'éteindre :

« L'un est ma jeunesse, l'autre, mon âge mûr. Ils se heurtent et s'excluent. Littré a pris toute la place dans ma maison. Hugo n'est plus à mes oreilles qu'une lointaine musique [...]

Maintenant, placez côte à côte Victor Hugo et Émile Littré. Certes, dans le premier, je mets le poète à part [...] Mais je parle du penseur, de l'initiateur; je réponds à ceux qui veulent faire de Victor Hugo un génie universel, l'homme du siècle. Eh bien! cette prétention devient risible, lorsqu'on le compare à Émile Littré. [...] Littré a été l'homme du siècle, parce qu'il a incarné les besoins de certitude scientifique et qu'il a travaillé de toute sa force à substituer la méthode positive aux vieilles méthodes théologiques et romantiques. Dans ce cas, comment Victor Hugo serait-il également l'homme du siècle, lui qui est retourné à toutes les fantasmagories du Moyen Âge, qui a augmenté la légende et embrumé les hypothèses? [...] Il a chanté pour la joie de l'humanité, c'est assez, évidemment, mais c'est tout. »

Dans ces quelques lignes, nous avons voulu simplement souligner l'œuvre de traduction d'un homme exceptionnel qui a marqué son siècle. Un homme, comme l'a si bien dit Alain Rey, qu'un seul livre a rendu célèbre en le rejetant dans l'oubli avec tous ses autres travaux.

Remerciements

Nous remercions M. André Senécal, chef p.i., Section technique, dont les commentaires nous ont été très utiles, et M. Philippe Lesage, réviseur, Section économique et juridique, qui a bien voulu nous prêter son *Dictionnaire de la langue fran-*

çaise d'Émile Littré et son recueil d'œuvres d'Hippocrate traduites par Littré.

Bibliographie

Dictionnaire encyclopédique Quillet, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1969.

Encyclopaedia Britannica, Chicago, Encyclopaedia Britannica Inc., 1978, 10 vol. (Série Micropaedia)

Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse, Paris, Librairie Larousse, 1982, 10 vol.

Grand Larousse encyclopédique, Paris, Librairie Larousse, 1970, 24 vol.

Hamburger, Jean. *Monsieur Littré*, Paris, Flammarion, 1988. (Coll. « Grandes biographies »)

Hippocrate. *Le Serment – La Loi de l'ancienne médecine – Des Airs, des Eaux et des Lieux – Le Pronostic – Les Épidémies – Les Aphorismes*, Québec, Bélisle éditeur, 1966. (Traduction d'Émile Littré couronnée par l'Académie française)

Littré, Émile. « Comment j'ai fait mon dictionnaire de la langue française », in : *Dictionnaire de la langue française*, Gallimard-Hachette, 1959, 7 vol. (Causerie du 1^{er} mars 1880)

Rey, Alain. *Littré, l'humaniste et les mots*, Paris, Gallimard, 1970.

Sainte-Beuve, Charles Augustin. « Notice sur M. Littré, sa vie et ses travaux », in : *Dictionnaire de la langue française*, Paris, Gallimard-Hachette, 1959, 7 vol.

Six, Jean-François. *Littré devant Dieu*, Paris, Seuil, 1962. (Thèse de doctorat)

Zola, Émile. « Hugo et Littré », in : *Dictionnaire de la langue française*, Paris, Gallimard-

Fédération internationale des traducteurs

Fondée à Paris en 1953 par Pierre-François Caillé, la Fédération internationale des traducteurs (FIT) est une organisation internationale sans but lucratif qui regroupe les associations de traducteurs d'un cinquantaine de pays. Par ses associations membres, elle représente plus de 60 000 traducteurs et traductrices du monde entier.

Organisation non gouvernementale de catégorie A reconnue par l'UNESCO, la FIT est une fédération de traducteurs professionnels, strictement apolitique. Elle entretient des contacts étroits avec nombre d'autres organisations internationales.

Les buts de la Fédération

La FIT a notamment pour buts : a) de rassembler les associations de traducteurs existant dans les divers pays; b) de susciter et de favoriser la constitution de telles associations dans les pays où il n'en existe pas encore; c) de fournir aux associations membres des informations et les conseils susceptibles de leur être utiles; d) d'établir et de maintenir, entre toutes les associations membres, la bonne entente favorable aux intérêts des traducteurs; e) de défendre les droits moraux et matériels des traducteurs dans le monde, de faire connaître et apprécier la traduction en tant que profession, d'améliorer le statut de traducteur dans la société et d'éclairer l'opinion publique à l'égard de la traduction considérée comme une science et un art.

Les membres

L'émergence et la multiplication rapide des formes de la profession, après la Seconde Guerre mondiale, ont créé à cette époque une situation favorable à l'apparition d'une organisation mondiale de traducteurs. C'est ainsi que traducteurs littéraires, scientifiques et techniques, traducteurs et interprètes judiciaires, interprètes de conférence, traducteurs pour les

médias d'information et terminologues, qui tous accomplissent un travail hautement spécialisé au service de la communication internationale, se sont rassemblés pour coordonner leurs efforts.

Les dossiers à promouvoir

La FIT s'efforce, par l'intermédiaire de ses comités spéciaux, de répondre aux demandes de ses membres en s'attaquant aux nombreux problèmes touchant à la formation, aux conditions d'exercice et à la reconnaissance professionnelle. La Recommandation sur la protection et l'amélioration du statut légal et social des traductions et des traducteurs, adoptée par l'UNESCO lors de la Conférence générale de Nairobi en 1976, est un jalon essentiel dans l'histoire de la FIT.

La FIT est fière des résultats déjà obtenus pour la défense de la profession, mais elle sait qu'il reste beaucoup à faire pour répondre aux demandes croissantes de coopération dans le domaine international. Elle continuera d'assumer le rôle vital qui est le sien pour la communication des connaissances et l'amélioration de la compréhension entre les habitants du monde, en dépit des barrières linguistiques.

Les instances dirigeantes

Le congrès mondial, organe suprême de la FIT, a lieu tous les trois ans. Le congrès ouvert offre à tous les traducteurs une occasion exceptionnelle d'échange sur les problèmes de la profession dans le cadre des séances et ateliers officiels et à l'occasion de rencontres moins structurées. Le congrès statutaire, auquel participent les délégations des diverses associations membres, élit le Conseil, qui assume la direction de la FIT jusqu'au congrès suivant, après avoir élu en son sein le Bureau. Les instances dirigeantes de la FIT sont appuyées dans leur action par une

vingtaine de commissions et comités qui font régulièrement rapport de leurs activités au Conseil et au congrès.

Les centres régionaux

La FIT met en place des centres régionaux lorsqu'elle le juge nécessaire, afin de promouvoir les buts qu'elle s'est fixés et de renforcer ses activités dans son ensemble. Les comités de direction des centres régionaux organisent des réunions dans leur région géographique respective afin d'intensifier les échanges entre les associations membres, d'examiner les problèmes particuliers et de tenir au courant de ces problèmes les autorités compétentes de la FIT. Depuis 1986, le Centre régional nord-américain tient un congrès tous les trois ans.

Les publications

Babel et les *Nouvelles de la FIT*, revues trimestrielles publiées par la Fédération, sont diffusées auprès d'un large public. Les Actes publiés à la suite de chaque congrès constituent également une source d'information précieuse pour quiconque s'intéresse aux multiples facettes du métier de traducteur.

Les adresses utiles

Siège social :

103, rue de Lille, 75007 Paris, France

Secrétariat général :

Heiveldstraat 245
B-9110 GENT
Sint Amandsberg, Belgique.
Tél. : 32-91-283971

Babel :

John Benjamins Publishing Company
Amsteldijk 44, C.P. 52519
1007 HA Amsterdam, Hollande.
Tél. : 020-738156 - Télex : 15798
Télécopieur : 020-739773

La FIT a un nouveau président

M. Jean-François Joly, de Montréal (Canada), a été élu président de la Fédération internationale des traducteurs au cours du XII^e congrès mondial de l'organisation tenu à Belgrade (Yougoslavie) en août dernier. Directeur du Service de traduction et de terminologie de l'Ordre des comptables agréés du Québec, M. Joly travaille depuis de nombreuses années à promouvoir l'avancement de la traduction et de la profession de traducteur au Canada et à l'échelle internationale.

Il a été président de la Société des traducteurs du Québec de 1983 à 1986, et du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada, de 1984 à 1986. À titre de membre de la délégation canadienne, il a participé au congrès mondial de la FIT à Vienne en 1984 et à Maastricht en 1987. Élu membre du Conseil de la FIT lors de ce dernier congrès, il a par la suite assumé la présidence du Comité pour la presse et les relations extérieures. Il est aussi l'un des membres fondateurs du Centre régional nord-américain de la FIT.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à la clôture du congrès, M. Joly a esquissé quelques-uns des objectifs qui guideront l'action du Conseil au cours de son mandat de trois ans. Ces objectifs concernent notamment le statut professionnel, économique et social des traducteurs, la déontologie et la visibilité de la profession. Le nouveau président a aussi fait état des obligations de connaissance, d'intégrité, de conscience professionnelle et de solidarité qui incombent à tous les traducteurs soucieux de l'avancement de la profession.

Par ailleurs, le congrès statutaire de la FIT a voté à Belgrade la création d'un Conseil des Sages, composé d'au plus cinq personnes, dont le rôle sera de conseiller les membres du Conseil et du Bureau de la FIT. Les premiers membres en sont : M^{me} Anna Lilova (Bulgarie), présidente sortante, et MM. Hans Schwarz (Allemagne) et Ewald Osers (Royaume-Uni), tous deux anciens vice-présidents.

La médaille Pierre-François Caillé a été décernée à M. Jacques Goetschalckx (Luxembourg) en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle à l'avancement de la Fédération.

Le XII^e congrès mondial a aussi été l'occasion de révéler le nom des lauréats des prix de la FIT, dont voici la liste : Marja Itkonen-Kaila (Finlande), Prix FIT-Nathhorst pour la traduction littéraire; Albin Tybulewicz (Royaume-Uni), Prix FIT-Nathhorst pour la traduction non littéraire; Anthea Bell (Royaume-Uni) et Lyudmila Braude (URSS), Prix Astrid Lindgren pour la traduction d'oeuvres écrites pour enfants; Emilia Witwicka (Pologne), Prix Karel Capek pour la traduction littéraire d'oeuvres écrites dans des langues de faible diffusion; Gordan Maricic (Yougoslavie), Prix FIT pour un jeune traducteur.

FIT Welcomes Eight New Regular Members

Montréal, October 5, 1990 – The XII Congress of the International Federation of Translators (FIT), held in Belgrade, Yugoslavia, this summer, admitted eight new regular members:

- The Irish Translators' Association and the Norwegian Association of Translators, which will bring to FIT dynamism and original solutions.
- The Iraqi Translators' Association, representing mostly literary translators, which will give FIT another foothold in the Arab world.
- From the USSR and China, two sci-tech translators' associations, the All-Union Association of Science and Technology Translators and the Science and Tech-

nology Translators' Association of the Chinese Academy of Sciences, both faced with the challenges of multilingualism and huge translation needs.

– The Australian Institute of Interpreters and Translators, representing non-fiction translators from a whole new continent for FIT.

– The new organization from Czechoslovakia, the Czech Translators' Association, succeeding a long-standing former member.

– The Basque Association of Translators, Révisers and Interpreters, the first member of a future federation of translators in Spain's minority national languages.

In addition, seven new associated members joined FIT: École d'Interprètes Internationaux (Mons, Belgium), École supérieure de Traducteurs et Interprètes du Centre universitaire de Buéa (Cameroun), École Supérieure Roi Fahd de Traduction (Tangiers, Morocco), Maurice Thorez Institute of Foreign Languages (Moscow), Japan Translation Federation, Provinciale Hogeschool voor Vertalers en Tolken (Ghent, Belgium) and United Bible Societies (New York).

These new admissions are a good sign of the Federation's growing strength and attractiveness.

« Diversité, c'est ma devise¹ »

par Dorothy Nakos et Béatrice Sagnier

Une journée de la traduction à l'université Laval

Le 2 octobre 1990, des traducteurs, des terminologues, des interprètes et des employés ont aimablement accepté de quitter un moment leur poste de travail pour venir parler aux étudiants de l'Université Laval de leur expérience professionnelle, des conditions d'exercice du métier, des exigences du marché, etc. À la fin de cette journée, les étudiants ont su à quoi mène le baccalauréat en traduction et qu'il est possible de vivre de la traduction tout en habitant Québec. La journée était divisée en quatre volets : **traduction, terminologie, interprétation et emploi.**

Volet traduction

L'un des plus gros donneur d'ouvrage en Amérique du Nord demeure le Secrétariat d'État du Canada. Si le marché de la traduction à la pige est en croissance puisque 32 pour 100 du volume de la traduction au Secrétariat d'État est distribué à l'extérieur, et ce volume devrait passer à 50 pour 100 d'ici 1994. Paradoxalement, il n'est pas pour autant facile de s'intégrer à ce marché car les employeurs sont de plus en plus exigeants et il y a donc pénurie de traducteurs répondant à leurs exigences. Une solide formation universitaire ne dispense toutefois pas d'un certain apprentissage requis par les exigences de divers employeurs et ce, quel que soit le niveau de compétence du traducteur.

Tous les conférenciers ont insisté sur la nécessité d'une bonne culture générale et d'une très bonne connaissance de l'anglais et du français ainsi que sur la nécessité d'être débrouillard, entreprenant, autonome, rapide et... polyvalent. En plus d'être compétent, le traducteur d'aujourd'hui doit avoir des talents de négociateur, de gestionnaire et de communicateur. En outre, comme de plus en plus d'employeurs exigent un travail d'une présentation

impeccable, il est important que les traducteurs s'équipent des microordinateurs et des logiciels nécessaires.

Volet terminologie

Le Québec et le Canada occupent sur la scène internationale une place privilégiée dans le domaine de la terminologie. Les Québécois et les francophones hors Québec connaissent l'anglais et la culture anglaise, ce qui contribue à leur expertise en ponctuelle, par la recherche de solutions adéquates, et en thématique, par l'établissement de lexiques et de vocabulaires spécialisés.

Enfin, la connaissance de plusieurs langues est également un atout. Pour travailler au sein d'un organisme international relevant des Nations Unies, une troisième langue est obligatoire. Il existe de nombreux avantages à travailler pour un organisme international, ne serait-ce que le fait de côtoyer des personnes de toutes les nationalités.

Volet interprétation

Il existe au moins trois types d'interprétation : la simultanée (avec équipement), la consécutive (sans équipement) et la chuchotée (l'interprète se place à côté des destinataires du message). L'interprétation demande trois efforts : écoute et analyse, mémorisation et production du discours.

En interprétation, il faut avoir l'esprit vif et curieux et de très vastes connaissances; il faut être parfaitement bilingue et, si possible, vivre quelques années dans le pays où se parle la seconde langue. La profession d'interprète est ardue et exige une grande facilité d'adaptation, en plus de connaissances étendues dans à peu près tous les domaines du savoir. En interprétation judiciaire, il est utile de lire les actes d'accusation et de consulter les arti-

cles du code criminel. De plus, le langage des prévenus est parfois difficile à comprendre.

Volet emploi

Des employeurs sont également venus faire part de leur expérience et de leurs exigences.

Ce qu'ils veulent, ce sont de plus en plus des traducteurs polyvalents et capables de traduire dans des domaines spécialisés comme l'aéronautique et l'électronique. Si l'outil privilégié est le microordinateur, il existe des cabinets qui trouvent plus rentables de faire travailler les traducteurs au dictaphone.

Les employeurs cherchent des candidats autonomes, ayant l'entière responsabilité du contrat. Ainsi, le candidat idéal a un baccalauréat en traduction et il est familier avec le traitement de texte et s'intéresse aux spécialités où il y a un grand besoin (santé, biologie, agriculture, industrie, informatique, etc.).

Conclusion

L'événement fut une réussite et a montré que la profession se trouve à un tournant. L'avenir est prometteur pour les traducteurs et futurs traducteurs. En effet, si on en juge par la conscience professionnelle des participants et leurs propos encourageants, par les efforts que font les universités pour adapter leur programme au marché et par l'intérêt et l'enthousiasme manifestés par des étudiants, les traducteurs, les terminologues et les interprètes se sentent fin prêts à relever les défis qui se poseront à eux dans les prochaines décennies.

Note

1. Jean de la Fontaine

Au fil des événements / News and Events

Du nouveau à la Fédération internationale des traducteurs (FIT)

Du 6 au 9 août 1990 se tenait à Belgrade, en Yougoslavie, le 12^e Congrès mondial de la Fédération internationale des traducteurs (FIT). Membre du Conseil de cet organisme en tant que représentant du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC), M. Jean-François Joly a été élu à la tête de la FIT.

C'est la première fois qu'un pareil honneur échoit à un Nord-Américain et la profession toute entière s'en réjouit. Nul doute que la FIT connaîtra un nouvel essor sous la houlette de M. Joly. Nous offrons à ce dernier toutes nos félicitations et lui souhaitons le meilleur des succès à la présidence de la FIT.

Par ailleurs, le magazine *Circuit* de la STQ a reçu le prix de la meilleure revue d'une association membre de la FIT. Toutes nos félicitations vont à son équipe de rédaction, dignement représentée à Belgrade par M^{me} Nada Kerpan, ex-présidente de la STQ, qui a adressé ses remerciements à la FIT en français, en anglais et en serbo-croate ! Enfin, le second prix a été décerné au magazine finlandais *Kääntäjä*.

Le Carrefour de la francisation au Salon le Monde des Affaires

Du 27 au 30 septembre 1990 a eu lieu à l'hôtel Bonaventure Hilton de Montréal le Salon le Monde des Affaires qui comportait un carrefour de la francisation.

Le Secrétariat d'État du Canada y était représenté ainsi que divers autres organismes dont l'Office de la langue française, le Conseil de la langue française du Québec et la Société des traducteurs du Québec. Plusieurs entreprises offrant des produits langagiers s'y trouvaient également, à savoir IBM Canada et la Confédération Vie, pour n'en citer que quelques-unes.

Plusieurs événements langagiers ont eu lieu durant le salon au mini-théâtre de la francisation. L'Office de la langue française et la Commission de toponymie du Québec ont lancé quelques publications et le Secrétariat d'État du Canada, le *Vocabulaire de l'administration publique et de la gestion / Public Administration and Management Vocabulary* par Raymond Pepermans.

Par ailleurs, un forum sur la traduction assistée par ordinateur a réuni des panelistes de Test Ltée, de Socatra Ltée, de Paramax Inc. et de Trius Inc. Les aspects suivants ont été abordés : petite histoire de la traduction assistée par ordinateur (TAO), la TAO comme outil d'aide à la francisation des entreprises, la distinction entre la traduction assistée par ordinateur et la traduction entièrement automatisée ainsi que l'apport de l'intelligence artificielle et de la terminologie de l'informatique à la TAO.

La convivialité, nécessité des années 90

Les 2 et 3 octobre 1990, le Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI) organisait un séminaire spécialisé intitulé « La convivialité, nécessité des années 90 » portant sur les interfaces-utilisateurs : aspects linguistiques, culturels et technologiques.

Ce séminaire était précédé d'une séance d'initiation où ont été abordés les aspects suivants : interactivité et navigation, gestionnaire de présentation (GUI), hypermédia et multimédia. Quant au séminaire, il a été consacré à la présentation d'une grille d'interface-utilisateur et de diverses applications de type télématique, macro-informatique et micro-informatique.

En télématique, il a été question d'un didacticiel télématique, de VOX, serveur vocal et de Télécote, logiciel éducatif de communication. En macro-informatique, trois produits ont fait l'objet d'une présentation : un détecteur de fautes d'ortho-

graphe et de grammaire à accès direct, un logiciel de soutien à la francisation des banques de données et Molière, système d'interrogation en langage naturel. En micro-informatique, trois études de cas ont été présentées : Clitex, outil de création et de modification des pages écrans vidéotex; Elmo, système hypermédia; et Portrait numéro 1.

Le Colloque international sur les industries de la langue

Du mercredi 21 au samedi 24 novembre 1990 a eu lieu, à l'hôtel Bonaventure Hilton de Montréal, le Colloque international sur les industries de la langue qui a accueilli plus de 550 participants et près de 80 conférenciers venant d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Afrique.

En allocution d'ouverture, M^{me} Betty Cohen, présidente de la Société des traducteurs du Québec, et M. Jean-Claude Rondeau, président de l'Office de la langue française du Québec, ont souligné l'importance de l'industrialisation de la langue française pour leurs organismes respectifs. Ils ont remercié de leur collaboration les autres organismes membres du comité organisateur, soit l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), le Secrétariat d'État du Canada, le ministère des Communications du Québec et les Observatoires québécois, canadien, français et wallon des industries de la langue.

A succédé la conférence inaugurale de MM. Bernard Quemada, vice-président du Conseil supérieur de la langue française, de Paris, et président du Trésor de la langue française, de Nancy, et Jean-Pierre Delwasse, vice-président du groupe DMR et ex-sous-ministre adjoint au ministère des Communications du Québec. Ces deux conférenciers ont insisté sur les définitions des industries de la langue ainsi que sur leurs enjeux politiques, linguistiques et économiques.

Durant tout le colloque, une vitrine technologique mise au point par le ministère des Communications du Québec a montré les produits et les prototypes des projets de recherche en industries de la langue des observatoires nationaux des industries de la langue. C'est le projet Termino de l'Office de la langue française, consistant en un logiciel de dépouillement automatisé en terminologie, qui a été couronné succès industriel.

Le Réseau international de néologie et de terminologie (Rint)

Les 26 et 27 novembre 1990 a eu lieu à Montréal la sixième réunion semestrielle du comité d'orientation du Réseau international de néologie et de terminologie (Rint).

Les participants à la réunion provenaient des modules suivants du Rint : Canada, Québec, France, Belgique, Haïti,

Afrique noire et Maroc. Pour sa part, la Tunisie a présenté une demande d'admission au Rint qui a été acceptée à l'unanimité. Des observateurs de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), de la Société des traducteurs du Québec (STQ), de l'Université de Barcelone, de l'Union latine et de l'Université de Paris X ont également assisté à cette réunion à titre d'observateurs.

M. Nazam Halaoui, du module africain, a présenté un projet de séminaire, qui aurait lieu en deux volets en Afrique en 1991 et en 1992, et qui porterait sur les thèmes suivants : communication, formation et développement; terminologie, traduction et développement; organisation de la terminologie sur le plan national (politiques, aménagement, etc.).

Mme Suzanne Richer, directrice de la Banque internationale d'information sur les états francophones (BIEF), a exposé les

objectifs et les activités de cet organisme. Les centres serveurs de la BIEF, situés dans plusieurs pays du Sud, pourront collaborer avec le Rint à la poursuite des inventaires de travaux en terminologie publiés une fois tous les deux ans en alternance.

Après les rapports des comités, M. Louis-Jean Rousseau, secrétaire général du Rint, a annoncé la parution de la *Bibliographie de la néologie : Nouveaux fragments 1980-1989*. Pour leur part, Mme Martine Garsou, du module belge, et M. John Humbley, du module français, ont respectivement présenté les numéros à venir de *Terminologies nouvelles*, bulletin semestriel du Rint, et le *Cahier des termes nouveaux*, publication pré-dictionnaire à caractère descriptif. Enfin, M. Jean-Michel Éloy, du Conseil supérieur de la langue française, a exposé les motifs qui ont amené cet organisme à proposer les rectifications orthographiques.

Michèle Valiquette

Le Coin des publications / Publications in Review

Simon, Sherry. *L'inscription sociale de la traduction au Québec, Québec, Office de la langue française, 1989, 157 p.*

La recherche universitaire sur la traduction au Québec, comme ailleurs, a longtemps été préoccupée par la seule question : comment faut-il traduire? C'est bien logique, direz-vous. Le but principal des études de traduction n'est-il pas de définir les mécanismes qui soutiennent l'acte de traduire et de déterminer les procédés qui mènent aux meilleurs résultats? C'est en effet à cette fin et pour cerner les difficultés intrinsèques du processus de la traduction que ceux et celles qu'on commence à appeler aujourd'hui traductologues sont allés puiser dans l'arsenal de la linguistique et ensuite de la sociolinguistique.

Dans les études, ce qui a été négligé toutefois, c'est le contexte social spécifique

dans lequel le processus se déroule. (Il faut souligner que les études systématiques de la traduction ne font que commencer et que ces « oublis » sont inévitables.) La notion d'émetteur ou de récepteur du message traductionnel – en dehors du contexte historique, de la texture sociale – sont après tout les paramètres de la traduction qui reviennent *partout* et *toujours* les mêmes. Les questions qui restaient donc à poser étaient : Comment le contexte idéologique et historique d'une société donnée joue-t-il dans la traduction?

Comment peut-on réintégrer la traduction dans l'histoire culturelle dont elle est issue?

L'inscription sociale de la traduction au Québec tente de répondre à ces questions. L'auteur de l'étude essaie de choisir un certain nombre de domaines où l'on peut observer l'interaction de la traduction avec d'autres pratiques sociales. Ces « objets » sont de nature assez différente.

Une partie substantielle de l'étude est consacrée au « discours sur la traduction ». L'ensemble des choses qui ont été dites sur la traduction, surtout dans le contexte de la fameuse question de la langue qui accompagne l'histoire du Québec depuis toujours, mais tout particulièrement depuis le début du siècle. La traduction a longtemps été synonyme de négativité dans l'histoire culturelle au Québec : elle aurait été, d'après de nombreux commentateurs, la source d'influences nocives sur la langue. Pourtant, à partir de 1960 et depuis la reconnaissance par l'État de l'importance de la traduction pour la survie et l'enrichissement de la langue, un nouveau discours sur la traduction inversera les termes de l'ancien. On dira alors que la traduction contribue à la qualité de la langue. Mais une très grande ambiguïté caractérise ces discours : les fonctions purement « linguistiques » de la traduction (son effet sur la qualité de la langue) entrent-elles en conflit avec les fonctions « culturelles » de la traduction (l'impact global d'une activité tra-

ductionnelle massive)? Que ce soit dans le discours professionnel ou le discours public sur la traduction, la source de la confusion du débat est l'impossibilité de définir la manière dont la culture habite la langue. Nous sommes, là, en plein territoire idéologique.

Il n'est pas question de prétendre que le discours sur la traduction détermine et dirige toute activité de traduction. Il s'agit plutôt d'une première esquisse de l'arrière-plan culturel et historique sur lequel se greffent la pratique actuelle et ses dilemmes. L'importance primordiale de la correction linguistique au Québec a une influence certaine sur l'image et le statut des traducteurs et traductrices au Québec; en même temps, elle colore notre vision du passé.

L'étude aborde un deuxième domaine d'analyse : les traductions dans l'édition québécoise. Le choix de l'édition s'explique aisément : la part de la traduction y est facilement repérable, ce qui est loin d'être le cas dans d'autres domaines de la traduction où l'objet traduit n'est pas identifié comme tel et où (à l'exception du secteur gouvernemental) les statistiques sont rares. En effet, l'un des principaux problèmes de l'étude descriptive de la traduction (en dehors de la littérature et des livres en général), c'est la constitution d'un bassin, d'un corpus de textes à l'intérieur d'un même domaine. L'étude importante d'Annie Brisset sur la traduction théâtrale au Québec est une très belle exception (*Sociocritique de la traduction au Québec*, paru aux Éditions Prémambule).

En ce qui concerne la traduction des livres, le pourcentage des livres traduits par rapport à l'ensemble des livres publiés est resté assez stable de 1970 à 1985. Ce qui a changé, par contre, c'est le pourcentage à l'intérieur des domaines divers – littérature, sciences humaines, sciences naturelles, etc. Toutefois, les traductions ont souvent occupé une sorte de « zone grise » dans le monde de l'édition. Même dans le domaine de la traduction littéraire, on hésite à afficher l'origine étrangère du produit, à définir la spécificité du livre comme traduction. Plusieurs indices suggèrent que cette situation est en train de changer, et que les éditeurs québécois commencent à accorder de l'importance à la mise en marché des ouvrages traduits.

L'étude de la traduction comme élément à part entière de l'histoire culturelle du Québec ne fait que commencer. La nouvelle faveur dont jouit la traduction dans diverses disciplines universitaires sera un facteur important d'encouragement. Indicateur essentiel des rapports qu'entretient la collectivité avec sa langue et sa culture, l'activité de la traduction est un fait social et sera étudiée avec profit à ce titre.

Sherry Simon

Delisle, Jean, *Les Alchimistes des langues. La Société des traducteurs du Québec (1940-1990)*, Ottawa, Presses universitaires d'Ottawa, XLII-446 p.

Préface

Ballottés au gré des vents et des époques sur un océan menaçant, tumultueux, rempli d'incertitudes et d'inattendus, les galériens avaient longtemps ramé, durement trimé, et leur folle aventure pesait maintenant sur eux comme un périple d'un demi-siècle. Ici et là on distinguait certes quelques phares rassurants mais, dans la cale, on ne voit pas grand-chose, préoccupé qu'on est par le battement de tambour de l'espallier marquant la cadence et le claquement de fouet du garde-chiourne. « Combien de coups de rames aujourd'hui ?, questionne l'un d'eux du haut de sa petitesse. Et ton quota, qu'en fais-tu ? Il faudra accélérer, sinon ... »

Cette caricature aura servi plus d'une fois à illustrer le travail inlassable et souvent ingrat du traducteur, mais les résultats des sondages sur les conditions de travail sont catégoriques : le métier, jadis décrié et traité d'« acculturant », apporte ses compensations, le nombre de praticiens ne cessant d'augmenter. Et le rôle qu'ils jouent dans le milieu de la communication prend de plus en plus d'importance.

Si les cinquante premières années de la STQ ont été avant tout celles de la participation, c'est la recherche de la reconnaissance professionnelle par l'obtention d'un titre réservé qui aura drainé les énergies de vingt-cinq Conseils d'administration et de centaines de membres.

L'objectif est devenu un idéal, s'est transformé en rêve, a dégénéré en obsession. (Hé oui ! Il y a eu les « obsédés professionnels ».) Certains recommandants, guidés par leur « étoile polaire », se sont lancés à corps perdu, toutes voiles dehors, persuadés que la terre promise était déjà en vue. D'autres, manquant d'enthousiasme, de courage ou de vent, se sont montrés plus pessimistes – ou peut-être plus réalistes – préférant se laisser porter, sans conviction, espérant que tout « finirait par finir » un jour. Pour eux, la cause paraissait futile, hors d'atteinte ou tout simplement inutile (dans son milieu, le lion n'impose-t-il pas sa loi sans avoir à « demander » quoi que ce soit ?). Qu'on appuie les uns ou les autres, cette épreuve de force avec l'Office des professions n'aurait-elle pas débouché sur une reconnaissance de facto auprès du public ? C'était le but ultime, d'ailleurs, et on ne peut que s'en réjouir.

Le premier cinquantenaire mérite d'être souligné, même si le second promet davantage, prédit-on. Mais mieux vaut ne pas rater les célébrations de celui-ci, certains d'entre nous risquant de manquer le prochain rendez-vous. Et malheureusement, bon nombre emporteront avec eux souvenirs, anecdotes, épisodes même.

Comment fêter ce demi-siècle de la STQ ? Par des feux d'artifice ? Par la construction d'une pyramide – c'est maintenant la mode ? Par un défilé comme celui de la coupe Stanley ? Les feux s'éteignent. Les pyramides s'effritent. Les défilés passent. Mais pas les écrits. Et il seyait parfaitement que l'histoire de la Société fût l'oeuvre de l'un des siens.

Polygraphe, notre « historien de service » est aussi un homme de plusieurs métiers. Jean Delisle s'est transformé – et c'est lui-même qui me l'a soufflé – en détective, en remueur d'archives, en journaliste-interviewer, en correspondant, en photographe et même en agent littéraire. Ayant eu à trouver un juste équilibre entre le « Il était une fois... » un peu enfantin et le « En ce temps-là... » trop religieux, notre commissaire Maigret II a passé d'innombrables heures à se documenter, à déterrer les souvenirs, à « fureter » dans tous les sens. Ces démarches, il les a faites discrètement et consciencieusement; les événements, il les a rapportés avec objectivité et surtout humilité, n'étant

pas sans savoir qu'un « comité de lecture » se chargerait de le critiquer et de le censurer, s'il avait le malheur de s'écarter un peu trop du chenal.

Ce n'est pas notre universitaire mémorialiste qui aurait osé désillusionner la grande majorité des traducteurs en lançant des affirmations du genre de celle-ci : la traduction n'est aujourd'hui ni un art ni un métier ni une profession; c'est avant tout un commerce. Les négociants, d'ici ou d'ailleurs, ont envahi ce marché lucratif depuis déjà un bon moment et l'activité est de plus en plus pilotée par des gestionnaires plutôt que par des professionnels. Qui d'autre qu'un commerçant peut tenir un commerce ?

Respectueux de la personne, l'historien ne pouvait tracer le profil d'un traducteur moins glorieux, mais qui n'en a pas moins marqué la profession. Il aurait été inconvenant, en effet, de mentionner nos souffre-douleur des époques révolues : la dame d'Outremont promenant son toutou, le grand monsieur à la canne brillante arpentant la Grande Allée ou la jeune-fille-plus-très-jeune de l'Estrée, élève assidue des cours de macramé. Sans parler de l'ex-instituteur, du faux-frère, de l'avocat raté, du puriste et du pseudo-intellectuel, auxquels il est arrivé de faire plus de tort que de bien à la profession. Il y a des faits de

la petite histoire qui ne se racontent pas dans les milieux bien.

Dans cette longue traversée que nous présente Jean Delisle, il y a eu des vaisseaux majestueux et les paquebots modernes, à la barre desquels il s'est trouvé, à un moment ou à un autre, de valeureux timoniers, qui font l'ouvrage presque à eux seuls. Ces têtes d'affiche n'ont ménagé ni temps ni efforts à leur Société et à leur profession, léguant ainsi aux générations futures un solide héritage de persévérance et de générosité. Il est à souhaiter que la fournée du XXI^e siècle, à l'instar de ces maîtres d'oeuvre, soit animée du même esprit de dévouement.

Dans l'appel des héros de cette époque déterminante, les grands navigateurs occupent les premières places, soit. Mais d'autres aussi se sont illustrés : les modestes matelots, eux dont les noms ne riment pas avec directeur, président ou capitaine au long cours, mais qui ont ramé dans l'ombre pour faire avancer la profession. Ceux-là ont leur place, comme les « plombiers » au hockey. Les mousses, les tout-petits, les traducteurs « ordinaires », faudrait-il les cacher, comme le font plusieurs services linguistiques et cabinets de traduction ? Ils sont pourtant là, entre les lignes.

Témoignage indispensable à tout traducteur de chez nous, c'est à la fois la genèse et la saga de la profession, la relation fidèle des faits et gestes des Estécois et de ceux qu'ils ont côtoyés, mais aussi – et surtout – le grand roman de la traduction. Chacun pourra s'y reconnaître ou bien trouvera un chapitre, une page, un paragraphe, une mention à la rigueur, qui le touchera particulièrement. Merci à Jean Delisle d'avoir su nous faire vivre ou revivre les multiples péripéties qui ont marqué ces cinquante ans, et d'avoir ravivé en nous le sentiment d'appartenance à notre société. Quant aux recrues que le passé ne saurait émouvoir, l'élan est donné. Il ne leur reste qu'à préparer le prochain cinquantenaire; celui-là leur appartiendra, à eux seuls.

J'invite le lecteur à s'installer confortablement pour savourer mot par mot, l'histoire de la Société des traducteurs du Québec. Elle se lit comme un vrai conte de fées, et, ma foi, se dévore encore plus facilement que la meilleure des traductions. C'est l'amour et la fierté pour la profession qui s'en dégagent.

René Deschamps

Note

Cet ouvrage a également été traduit vers l'anglais sous le titre *The Language Alchemists*.

Correction

In November 1990, the International Symposium on Language Industries took place in Montréal. This event coincided with the production of Vol. 23, no. 4 of *Terminology Update*. As a member of the organizing committee for the symposium, I was left with no opportunity to submit the English editorial of that issue to Ms. Christine Leonhardt, member of the review committee, as I usually do.

I would like to thank Mr. Malcolm Williams, director, Terminology and Linguistic Services Directorate, and Mr. Cecil McPhee, chief, English Section, Quebec Services Directorate, for their comments on the editorial in question. The correct version follows with my apologies to *Terminology Update* anglophones readers.

Editorial (Terminology Update, Vol. 23, 4, 1990, p.2)

This year's fourth issue of *Terminology Update* focusses on studies in legal translation and terminology carried out by various legal associations and organizations in Canada.

The thematic part of this issue includes articles on the terminology research of the Canadian Bar Association, the National Program for the Interpretation of the Two Official Languages in the Administration of Justice, the Quebec Research Centre of Private & Comparative Law, Moncton University's "Centre international de la common law en français", (CICLEF) and the "Institut Joseph-Dubuc" of Saint Boniface, Manitoba.

It also includes articles on the terms *common law*, *laundering* and *bench* by members of the federal departments of Justice and the Solicitor General.

The non-thematic part contains an article on financial markets; the new column called *D'un océan à l'autre*; a study of a translation problem; a tribute to the well-known linguist Jean Darbelnet who died in April; an overview of the company Euroterm Maastricht; and a list of upcoming national and international conferences and symposiums.

Also found in this issue is the column *Le Coin des publications / Publications in Review* and an issue of *Repères-T/R* included as a removable insert.

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux).

a) **les membres du Bureau de la traduction** sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) **les abonnés** qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada (v. bande de couleur) doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Terminologie et services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, **en anglais** comme **en français**, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) **All members of the Translation Bureau** should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) **Subscribers** having an account with the Canadian Government Publishing Centre (see coloured strip) should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in **English** or in **French**, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro /

This Issue's Contributor's

Annie Brisset, Université d'Ottawa, Ottawa;

René de Chantal, Montréal;

René Deschamps, Société Multiscript - La Langagerie, Montréal;

Robert Dubuc, chef à la retraite du Service de linguistique de la Société Radio-Canada, Montréal;

Serge Gagné, Secrétariat d'État du Canada, Montréal;

Line Gingras, Secrétariat d'État du Canada, Hull;

Jean-François Joly, Fédération internationale des traducteurs et Ordre des comptables agréés du Québec, Paris et Montréal;

Alphonse Morrisette, Secrétariat d'État du Canada, Ottawa;

Dorothy Nakos, Université Laval, Québec;

Monique Perrin d'Arloz, Secrétariat d'État du Canada, Ottawa;

Sylvie Roy, Secrétariat d'État du Canada, Hull;

Sherry Simon, Université Concordia, Montréal;

Béatrice Sagnier, Université Laval, Québec;

Dominique Soudet, Secrétariat d'État du Canada, Ottawa;

Benoît Thoubin, Tetracomm inc., Hull;

Étienne Tiffou, Université de Montréal, Montréal;

Michèle Valiquette, Secrétariat d'État du Canada, Montréal et Hull.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 14,95 \$
Étranger : 17,95 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$ 14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries:
US\$ 3.90

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9.

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9.



L'ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 24, 2, 1991



TERMINOTIQUE / TERMINOTICS



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières/Contents

Applying Knowledge-Engineering Technology to Terminology

Terminologie et micro-informatique

The Terminologist's Workstation Project

Terminologie et lexicographie assistées par ordinateur

Le correcteur grammatical et stylistique PROSE

Qu'est-ce qui se cache derrière les CFC ?

D'un océan à l'autre. Toponymes d'intérêt pancanadien

La réforme de l'orthographe - La position du Secrétariat d'État

The French Spelling Reform - Position of the Department of the Secretary of State

Les rectifications de l'orthographe, une histoire de francophonie

Congrès et colloques / Congresses and Symposiums

Banque internationale d'information sur les États francophones (BIEF)

Le Coin des publications / Publications in Review

Repères - T/R

Comité de lecture / Review Committee

Rédactrice en chef / Editor

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee

Gérard Bessens

Direction des services de traduction centralisée

Lucie Boisvenue

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Janine Laurencin

Direction des services de traduction centralisée

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction des services multilingues

Sommaire

3 Comme l'a bien illustré le programme
8 du Colloque international sur les industries
11 de la langue, tenu à Montréal en novembre
1990, les disciplines langagières ont pris le
virage technologique.

13 En terminologie assistée par ordina-
14 teur ou terminotique, TERMIUM et d'autres
14 banques de données linguistiques existent
17 depuis maintenant plus de quinze ans. Com-
19 me le signale M. Pierre Auger de l'Université
19 Laval, c'est probablement l'un des extrants les
21 plus connus de la terminologie. Par contre,
l'automatisation de la chaîne de travail ter-
minologique en est à ses débuts, bien que
ceux-ci soient on ne peut plus prometteurs.

21 Les trois premiers articles du Vol. 24,2,
1991, traitent de divers aspects de la termi-
22 notique. En premier lieu, il est question du
produit CODE qui met en lumière l'applica-
24 tion de la technologie du génie cognitif à
la terminologie. En second lieu, on présente
deux expériences de terminotique : la com-
25 binaison terminologie et infographie illus-
trée par le *Dictionnaire visuel junior* (DVJ)
27 et le projet de dépouillement terminologi-
que assisté par ordinateur en cours à l'Uni-
versité Laval. En troisième lieu, on décrit le
projet du poste de travail de terminologue
au Secrétariat d'État.

Après une présentation des nouvelles
modalités d'abonnement à TERMIUM ainsi
que du du correcteur grammatical et stylisti-
que PROSE, autre expérience en cours à
l'Université Laval, la partie non thématique
du numéro se poursuit avec des articles traitant
des chlorofluorocarbures (CFC) et de
la chronique *D'un océan à l'autre*.

D'autres articles présentent la position
du Secrétariat d'État sur la réforme de l'or-
thographe française, l'histoire des rectifica-
tions de l'orthographe ainsi que la Banque
internationale d'information sur les États
francophones (BIEF).

La liste des **Congrès nationaux et inter-
nationaux** à venir, la rubrique **Le Coin des
publications** et les fiches Repères - T/R
complètent ce numéro.

Michèle Valiquette

Illustration page couverture : Jean Soulard

Summary

As evidenced by the program of the
International Symposium on Language In-
dustries held in Montréal in November 1990,
the language-related fields have taken a
turn towards the technological approach.

In the area of computer-assisted termi-
nology, or terminotics, TERMIUM and other
linguistic data banks have been in opera-
tion for more than fifteen years. As outlined
by Mr. Pierre Auger of the Université Laval
they are probably among the best known
results of terminology work. However,
computerization of the terminological work
process itself is just beginning. Results to
date are very promising.

The first three articles of Vol. 24,2, 1991
deal with various aspects of terminotics.
The application of knowledge-engineering
to terminology is demonstrated in a dis-
cussion of a product called CODE. Two
experiences with terminotics are then des-
cribed: terminology was combined with
computer graphics in the preparation of the
Dictionnaire visuel junior, while the com-
puter-assisted term scanning project at the
Université Laval pairs terminology and micro-
computing. The terminologist's workstation
project recently undertaken at the Depart-
ment of the Secretary of State of Canada is
also outlined.

The non-thematic part of this issue
includes a presentation of new subscriptions
to TERMIUM, the articles on the PROSE
grammar and style corrector underway at
the Université Laval and on chlorofluoro-
carbons as well as the column *D'un océan
à l'autre*.

Other articles deal with the position of
the Department of the Secretary of State on
French spelling reform, the history of French
spelling reform and the International Bank
of Information on Francophone States (BIEF).

The issue also comprises the list of up-
coming **National and International Con-
gresses and Symposiums**; the column
Publications in Review; and the Repères -
T/R articles.

Michèle Valiquette

Cover Page Illustration: Jean Soulard

Applying Knowledge-Engineering Technology to Terminology: A Pilot Project

by Ingrid Meyer and Line Paradis¹

0. Introduction

Terminology has always been characterized by an interdisciplinary flavour, and has been influenced by subject areas as diverse as linguistics, philosophy, psychology and information science – to name just a few. Recently, terminology researchers have become increasingly interested in the potential applications of Artificial Intelligence (AI), particularly the subactivity of AI known as *knowledge engineering*. Events such as the International Congresses on Terminology and Knowledge Engineering held in Trier in 1987 and 1990, and the formation of an Association for Terminology and Knowledge Transfer, are just some of the signs of this rapidly growing interest in a terminology-AI rapprochement.

The purpose of this article is to review the potential applications of knowledge-engineering technology for terminology. At the heart of the article is a description of a unique pilot project carried out in the Terminology and Linguistic Services Directorate of the Department of the Secretary of State of Canada. This project involved using a knowledge-engineering tool called *CODE*, developed at the University of Ottawa, in a vocabulary research application. This article comprises two main parts: Section 1 provides an introduction to the similarities between the knowledge engineer and the terminologist, and outlines those features of the *CODE* system that are particularly useful for terminology; Section 2 describes the *CODE* pilot project at the Secretary of State, analyzes a few concepts related to typesetting, and provides some examples of *CODE* output.

Knowledge Engineering and Terminology

by Ingrid Meyer

1.1 Relationship between knowledge engineering and terminology

Knowledge engineering is a rapidly evolving AI activity which, in the last two

decades, has grown out of the need to build computer systems that are *knowledge-based*. Knowledge-based systems, as opposed to traditional *algorithm-based* systems, are geared to solving problems in specialized fields of human expertise: as the term *knowledge-based* implies, these systems need to “know” what human experts know. An important subclass of knowledge-based systems are the so-called *expert systems*, which are designed to function as expert consultants in areas such as medical diagnosis, equipment repair, military intelligence and planning, financial decision-making – to name just some of the best-known applications to date. Aside from expert systems, a rapidly increasing number of computational applications are adopting a form of knowledge-based approach: these include, among others, natural language processing, machine translation, software development, and data base management. According to a growing number of terminology researchers, terminology banks of the future will also be knowledge-based to some degree.

Because knowledge engineering implies a focus on specialized concepts, it is clear that the field's essential concerns are very much shared by terminology. In the words of Pierre Isabelle (1988:19):

« Que fait un terminologue sinon décrire une partie de l'univers [...] comme un système de notions qui entretiennent nécessairement des relations entre elles? C'est également la démarche que poursuivent, en intelligence artificielle, les cogniticiens [...] »

The similarity of concerns between terminology and knowledge engineering becomes even clearer when we look at three subtasks of knowledge engineering, namely knowledge *acquisition*, knowledge *formalization*, and knowledge *refinement*, described in turn below.

Knowledge acquisition involves *extracting* from texts, and/or *eliciting* from human experts, the knowledge required for the subject field. The fundamental pro-

blem of this task is that the knowledge engineer, like the terminologist, is often not an expert in the field being investigated (knowledge engineers are often trained in computer science, and terminologists in translation or linguistics). Furthermore, it is well known to both knowledge engineers and terminologists that although experts possess the required knowledge, they often have difficulty expressing it *clearly* (whether orally or in writing), *completely* (it is up to the knowledge acquirer to make sure that all important areas in the field are covered), or *consistently* (experts often disagree with each other or change their minds). It is no surprise, then, that knowledge acquisition is frequently termed the “bottleneck” of knowledge engineering.

Once the basic concepts have been acquired, the knowledge engineer must transform them into a form that will be suitable for the intended purpose. In other words, the knowledge must be “engineered”:

Knowledge does not come off the shelf, prepackaged, ready for use. On the contrary, “knowledge” is the word used to describe a variety of fragmentary bits of understanding ... a knowledge engineer assesses what the knowledge system needs to do, evaluates the various ways it can do that, and formulates a version of an expert's know-how that allows the knowledge system to meet its needs. (Hayes-Roth:293)

Complicating knowledge formalization is the fact that the knowledge must be usable by both humans and machines: on the one hand, it will have to be accessed by clients, subject-field experts and knowledge engineers; on the other hand, it must be processed by the knowledge-based system, which in turn may need to interact with other systems or data bases.

Once formalized, the knowledge must be continuously refined. Refinement can take the form of *correction*, when application and/or testing of the knowledge reveals

errors, or *updating*, when the knowledge engineer's or the expert's understanding of the field deepens or expands, when the field itself changes, or when the system needs more knowledge. Of course, the refinement process will again entail knowledge acquisition and formalization. The knowledge-engineering process is thus cyclical in nature.

Clearly, terminologists share many of the knowledge acquisition, formalization and refinement problems that typify the knowledge-engineering task. They can readily identify with the knowledge acquisition problems that stem from unclear, inconsistent and incomplete information supplied by texts and even by human experts. Like knowledge engineers, they need to formalize information about concepts (in their heads, using paper-and-pencil techniques, or, as we suggest below, with a computer aid), so that it will be useful for their purpose, namely to construct accurate terminological records. And finally, terminologists are constantly modifying their knowledge about the subject fields as they learn more from their research or from their discussions with experts.

1.2 Pertinence of knowledge-engineering technology for terminology

It is often pointed out (e.g. Charafas 1990, Quinlan 1982) that knowledge engineering is the cornerstone of knowledge-based systems, fundamental to the workings of all their associated processes and components. Likewise, the conceptual aspect of terminology, which we term concept analysis, is fundamental to numerous terminological activities, such as the establishment of equivalence between terms, definition construction, description of neologisms, and communication with subject-field experts (cf. Skuce and Meyer 1990). Despite its importance, however, concept analysis is still generally done using a combination of "paper-and-pencil" and "do-it-in-my-head" methods: the development of specialized computer aids for concept analysis is, clearly, among the most neglected areas of computational terminology research.

Since knowledge engineering and terminology share so many conceptual concerns, and since knowledge engineering has already made significant headway in developing computer aids, it would be appropriate for computational terminology

researchers would do well to investigate the potential usefulness of existing knowledge-engineering technology for the terminologist's workstation. The type of tool we have in mind could be viewed as a "knowledge processor", helping the terminologist acquire, formalize, and refine conceptual information in such a way that this information will be most useful to the preparation of sound terminological records.

We foresee both a short-term and a long-term goal for a knowledge-engineering-based tool for concept analysis. In the short term, the goal would be to increase both the *quality* and *quantity* of information in conventional repositories (term banks or publications) of terminological data. Regarding quality, we believe that computer-assisted concept analysis will improve the various terminological activities mentioned above, leading to more accurate and consistent terminology records. Regarding quantity, we believe that a computer aid will reduce the amount of time that is often wasted in terminology, for example in retrieving and updating conceptual information (which is currently not recorded in a formalized knowledge base), in correcting errors and inconsistencies (for which there can be a higher risk when fields are large and multidisciplinary, or when the terminologist is responsible for many fields simultaneously), and in training new terminologists (who typically do not have any formalized knowledge structures of their predecessors to draw on and thus have to "reinvent the wheel" to some degree).

In the longer term, we anticipate that computer-assisted concept analysis will be an indispensable complement to the development of a new generation of terminology banks that are being predicted by many researchers (e.g. Czap and Galinski 1987, Galinski 1988a/b, Knowles 1988, McNaught 1990, Meyer *et al.* 1991, Sager 1990). This type of term bank, which we call a *terminological knowledge base* (Meyer and Skuce 1990), is now being widely discussed due to the recognition that more and more types of users (apart from translators, the traditional user category) require terminological resources. These users may be humans (e.g. technical writers, abstracters, product designers, subject-field experts, persons learning a subject field) or machines (e.g. expert systems, machine translation systems, natural language processing systems).

In order to avoid prohibitively expensive duplication of effort in the near future, it will be necessary to develop terminological resources that are *reusable* (cf. McNaught 1990), which in turn implies the presence of a rich and formalized knowledge component, since different users and applications will require different quantities and types of conceptual information.

1.3 CODE: A generic "knowledge processor"

Over the past five years, the Artificial Intelligence Laboratory of the University of Ottawa, under the direction of Douglas Skuce, has been developing a knowledge-engineering tool called *CODE* (Conceptually Oriented Design Environment). *CODE* has been designed very generically, i.e. to be used in numerous types of knowledge-engineering tasks, and to be specialized for such tasks if desired. (For example, although the generic version of *CODE* has already proved to be promising for terminology, it may eventually be specialized for this application.) The *CODE* system has now been developed beyond the prototype stage, and is currently marketed through the University of Ottawa. So far, *CODE* has been successfully tested in a terminology application at the Department of the Secretary of State (described in section 2), and in a software engineering application at Bell Northern Research. Written primarily in Smalltalk, *CODE* runs on a Macintosh, 386, or UNIX platform.

The purpose of *CODE* is to help the user create and retrieve knowledge from a knowledge base that has both a textual and a graphical form. Each concept in the knowledge base is described in terms of a number of its characteristics, which we shall term *properties* in a unit called a *concept descriptor* (CD). CDs are normally arranged in *inheritance hierarchies* (this concept is explained in more detail below), allowing more specific concepts to inherit properties from more general ones. The knowledge base can also be visualized graphically, i.e. in the form of a tree structure. Any changes made to the graph are updated automatically in the corresponding CD(s), and vice versa.

Since the technical details of *CODE* have already been well documented elsewhere (Skuce 1989, Skuce *et al.* 1989, Skuce and Meyer 1990), in the article we

shall only summarize five of the most interesting features of the system with respect to terminology here:

1) Sophisticated Graphical Display.

The graphical display allows the terminologist to visualize the entire knowledge base, or just those parts of it that are of interest at the moment. Both hierarchical and associative (i.e. non-hierarchical) relations may be viewed. Nodes and subtrees on the graph can easily be moved from one place to another. The terminologist can focus on certain parts of the graph by superimposing them on the whole in a "detail graph", or by hiding those parts of the graph that are currently not of interest. Multiple graphs can be viewed simultaneously, which is useful for comparative work. Special concepts or relations (e.g. those which are unfinished, uncertain, unconfirmed, "fuzzy") can be singled out by highlighting or reshaping them.

2) Inheritance Mechanisms and Detection of Inconsistencies. Inheritance, a powerful AI technique that applies when concepts are arranged in a generic-specific hierarchy, allows any property of a given concept to be implicitly true for all specializations of this concept, for all specializations of these specializations, and so on. Thus, when a terminologist knows that a given concept belongs to a particular class, he can automatically access a set of additional (i.e. inherited) knowledge about this concept. Inheritance, therefore, also eliminates the need for manual repetition of conceptual information from general to more specific concepts in a hierarchical network. In the CODE system, inheritance mechanisms are associated with mechanisms for detecting inconsistencies: since any change made to a higher level of the knowledge base can percolate throughout the lower levels, potential conflicts are automatically signalled to the terminologist when they occur.

3) Multidimensionality Terminologists are well aware that there often exist several ways of "partitioning" a given field or subfield, depending on which properties of concepts are emphasized (cf. Sager 1990, section 2.2.4, for an excellent overview of this problem). This multidimensionality of concept systems, which is of course almost impossible to represent using two-dimensional "paper-and-pencil" methods, is handled by a number of mechanisms in CODE, and can be represented graphically as well.

4) Flexible Means of Specifying Properties and Relations. CODE does not presuppose any particular theory of concepts. The terminologist is free to create any number of properties and relations. Relations may be hierarchical (e.g. generic-specific, part-whole) or associative (e.g. cause-effect, process-method), and both types may be viewed graphically.

5) Hypertext-Like Interface. A very user-friendly interface allows the terminologist to "browse" easily within the knowledge base – from one concept to another, from one property to another, and between concepts and properties. The focus can be either on all the properties of a concept, or on all the concepts that have some property. This browsing facility makes the knowledge base a useful learning tool. The browser is complemented by a multi-windowing capability, so that several graphical and/or textual representations, as well as several browsers, may be viewed simultaneously.

The Code Pilot Project

by Line Paradis

During the fall of 1989, CODE was tested in a pilot research project by the Terminology and Linguistic Services Directorate of the Department of the Secretary of State of Canada. The purposes of the pilot project were to illustrate the usefulness of the CODE system for terminology work and to determine how CODE could be specialized for terminology applications.

The project comprised two phases: 1) an orientation phase in which two specialized fields (intelligent tutoring systems and typesetting) were considered for testing, and 2) an in-depth, eight-week research phase focussing on establishing a knowledge base for typesetting, a subfield of graphic arts.

2.1 Work Method

The basic research steps were essentially the same as those of traditional, i.e. non-computer-assisted, vocabulary research projects.²

1) Choosing the concept network and field. Although CODE might be used for other types of concept networks, we finally selected a hierarchical-type relationship, i.e. a subfield of graphic arts, because of time

constraints. The fact that work had already been done on typesetting for a previous publication was also a deciding factor.

2) Drafting a preliminary sketch. The main kinds of typesetting were determined and relationships were sketched out first on paper during the orientation phase, and then with CODE before in-depth analysis began. Three of the four main kinds of typesetting were identified at this point, leading to the establishment of a preliminary base list.³

3) Documentation search. The documentation search was carried out in the same way as for most terminology research projects. The identification of the main kinds of typesetting before starting an exhaustive search proved extremely helpful in orienting the search and thus saved time.

4) Creating CDs: Concept Analysis. Creating Concept Descriptors (CDs), which basically consists in listing and describing the properties which characterize concepts, is consistent with traditional methods of analyzing terminological concepts. In fact, working with CDs provides an excellent means of structuring and formalizing the process of analyzing concepts and concept networks.

Although the creation and completion of CDs progressed rather slowly at first, it did speed up once the property names were chosen. Research was done more efficiently as the project advanced because we focused on certain properties, and the advantages of working with a system like CODE became increasingly obvious. Properties could easily be added, removed or modified in a CD and inherited to subconcepts if so desired. The inheritance feature proved a definite asset when working down the typesetting tree since it helped to avoid manual duplication and inconsistencies.

The browsing feature also proved useful since it facilitated comparison of properties of concepts at the same "level" of the tree. For example, the similarities and the differences between the "CRT typesetting" and "laser imagesetting"⁴ concepts become clearer through examination and comparison of certain key properties listed on the CDs :

purpose

almost identical since inherited largely from typesetting

product

different in that the output medium in laser imagesetting can consist of polyester plates as well as photographic film and paper

nature of set type

different in that laser imagesetters can set both text and illustrations

means of setting type

basically similar in that it is digital, yet different in that laser imagesetting does away with photographic exposure

storage of typefont

similar except for early CRTs

imaging method

completely different, i.e. in one case CRT, in the other, laser

level of computerization

similar except for early CRTs in which typefont was not stored digitally (see CD data for the property "storage of typefont")

Thus by comparing the "CRT typesetting" and "laser imagesetting" CDs, one can distinguish the *differentiating* properties, i.e. those that make each concept unique, in this case essentially **product**, **nature of set type**, and **imaging method**, from those which the concepts have in common and which are also shared by the more generic concept "digital typesetting". Both the differentiating and common properties are essential to understanding a concept.

However, other properties proved not essential to defining the concept, i.e. **dates**, **current uses**, and **compatible printing processes**. In one or two cases, though, these properties did serve as a final safeguard against including a kind of typesetting in the wrong part of the concept network.

Of course, CODE cannot choose the properties which characterize concepts (that is the terminologist's job). However, the formalization and inheritance of properties can help terminologists think more clearly when analyzing concepts as well as help them detect inconsistencies in their work.

5) Completing the knowledge base.

Throughout the pilot project the tree was modified and refined through the use of the various features described above in Section 1.3. The end result was an impressive knowledge base. Both a graphical representation (a tree containing 95 concepts) and a textual representation of the field (72 CDs) were created.⁵

The following figure represents only the "processes" branch of the entire tree structure. A "tools" branch, focussing on the "typesetter" and "printer" subbranches, was also created.

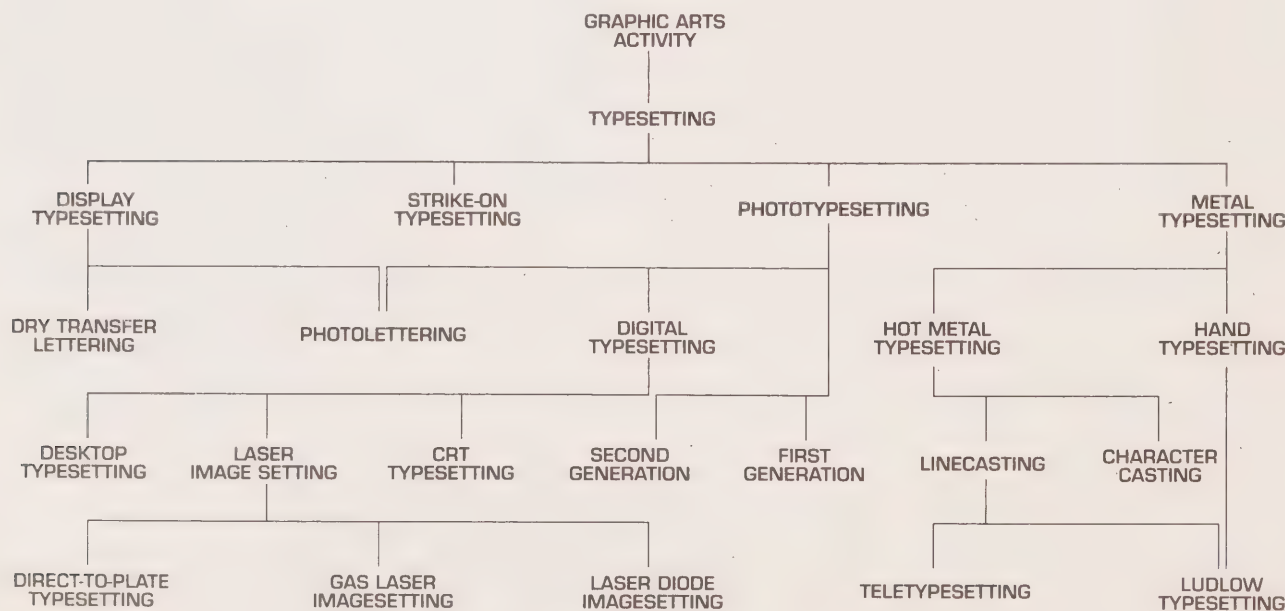
6) Drafting Definitions. Once the research for a concept network is finished and all the properties describing each concept are listed, the writing of definitions

can begin. Although the actual drafting of definitions was not part of the pilot project because of time constraints, some definitions have since been written.

In step 4 of Section 2.1 above, we saw how creating CDs can help terminologists organize the properties of related concepts into a structure for analysis. This allows them to compare concepts and identify the properties essential to defining a concept. The determination of a concept's place in a hierarchical relationship, i.e. its superconcepts and subconcepts, facilitates the drafting of the first part of definitions of *nouns*,⁶ i.e. the genus part. It becomes obvious by carefully comparing the "CRT typesetting" and "laser imagesetting" CDs that the properties that the subconcepts have in common, i.e. **purpose**, **means of setting type**, **storage of typefont**, and **level of computerization**, are in fact shared by, though not always identical to, those of the generic "digital typesetting" (part (1) of the following definition).

Laser imagesetting: Digital typesetting (1) in which text and illustrations (2) are created and directly imprinted (3) onto photographic film, paper or polyester plates (4) by laser (3).

As for the differentiating properties identified by comparing the "CRT typesetting" and "laser imagesetting" CDs, they



are represented in parts 2, 3, and 4 of the definition: **nature of set type** = "text and illustrations"; **imaging method** = "created and directly imprinted by laser"; and **product** = (type set) "onto photographic film, paper or polyester plates".

The "laser imagesetting" definition was drafted by comparing the semantic properties of "laser imagesetting" with those of related concepts. It is thus more than a simple compilation of the information collected on the CD. In fact, only a small portion of the information gathered was actually used in the definition. The **imaging method**, for example, is not described in detail but is summarized by the words "created and directly imprinted by laser" (see (3) in the above definition). The definition was thus based not only on the *identification* of essential properties, but also on the *concise expression* of these properties.

2.2 Terminological applications of CODE

1) Analyzing Concepts. As illustrated in the previous section, CODE provided the terminologist with a tool for concept analysis as well as for the associated process of drafting definitions. During the project, CODE proved especially useful for fitting fairly new concepts such as "desktop typesetting", "direct-to-plate typesetting", and "laser diode typesetting" into their respective places in the concept network.

2) Training a New Terminologist. CODE also proved useful in initiating a visiting terminologist (P. Weissenhofer, from INFOTERM) to the field of typesetting. In fact, after working in the field only a few weeks, this terminologist not only understood most typesetting concepts well, but was also able to draft a few definitions based on the CDs that we created. Having access to and/or creating concept networks is very helpful to all terminologists trying to come to grips with a new field.

3) Storing, Retrieving and Updating Information. An important advantage of using a computerized tool for processing concept networks is its capacity for efficient storage, retrieval and updating of information. Once a knowledge base is created, it can easily be accessed by the terminologist or by others for updating networks or definitions. Use of a computerized tool facilitates teamwork and sharing of knowledge.

4) Improving Publications. A knowledge-engineering tool can also improve vocabularies by helping terminologists establish a base list truly representative of their field of study, by improving the quality and consistency of definitions, and by allowing terminologists to include tree diagrams in their publications.

Not all possible uses and applications of CODE were explored during the pilot project. For example, it was suggested that a knowledge base could prove useful in organizing and structuring the work of standardizing committees by providing a common basis for discussion. It would also be interesting to try to link graphical representations to TERMIUM records, thus offering users on-line access to concept networks.

Directions for Future Research

For the developers of the CODE system, and for the terminologists involved in the pilot project, it was of course encouraging to learn that knowledge-engineering technology could be transplanted from the research lab into a terminology environment and applied without too much difficulty to a practical terminology project. The pilot project also served the purpose of highlighting a number of interesting directions for further research, which are now being explored by the CODE system developers. Crucial to comparative terminology is the development of mechanisms for dealing with multiple knowledge bases, since knowledge structures rarely correspond from one language to another. The envisaged mechanisms would facilitate comparison and contrasting of knowledge structures, and the automatic generation of parts of knowledge structures (i.e. for those substructures that do correspond perfectly between languages).

The CODE research group is also very interested in developing effective mechanisms for representing non-hierarchical relations and relations that are "fuzzy". Under investigation as well are ways of better integrating knowledge-base construction and definition writing (which, as pointed out in Section 2, is one of the most obvious applications of concept analysis). In this regard, the system developers are studying the possibility of ranking properties as to their importance (e.g. properties absolutely essential to a definition vs. properties that

are chiefly encyclopedic), and the feasibility of generating definitions automatically.

Acknowledgements

The success of the pilot project reported in this paper was largely due to support from the Terminology and Linguistic Services Directorate of the Department of the Secretary of State of Canada. In particular, the authors would like to thank Christine Leonhardt, Diane Michaud, Silvia Pavel and Peter Weissenhofer for their contributions to the pilot project, and Karen Eck, Christine Leonhardt and Douglas Skuce for reading and commenting on this paper.

Douglas Skuce's research and development of the CODE system have been supported by COGNOS, Inc., Bell Northern Research, the National Sciences and Engineering Research Council of Canada (NSERC), the University Research Incentives Fund (URIF) of the Government of Ontario, and Research Services of the University of Ottawa. Ingrid Meyer's research on the applications of knowledge engineering to terminology has been supported by the Center for Machine Translation at Carnegie Mellon University, and by Research Services at the University of Ottawa.

References

- Adshead, Mariam et al. 1983. *Vocabulary of Terminology*. Ottawa: Translation Bureau. Department of the Secretary of State.
- Charafas, Dimitris N. 1990. *Knowledge Engineering*. N.Y.: Van Nostrand Reinhold.
- Czap, Hans and Galinski, Christian (Eds.). 1987. *Terminology and Knowledge Engineering* (Proceedings of the First International Congress on Terminology and Knowledge Engineering). Frankfurt: INDEKS Verlag.
- Galinski, Christian. 1988. "Terminology and Information/Knowledge Management". *Proceedings of the American Translators Association*. Medford (N.J.): Learned Information.
- Galinski, Christian. 1988. "Recent Developments in Knowledge Engineering and the International Division of Labor Within Terminus". *Proceedings of the American Translators Association*, Medford (N.J.): Learned Information.

Hayes-Roth, F. 1987. "Expert Systems". In *Encyclopedia of Artificial Intelligence*, Stuart C. Shapiro (Ed.), Vol. 1. N.Y.: John Wiley and Sons, pp. 287-298.

Isabelle, Pierre. 1988. "Terminologie et traduction automatique" (report of an interview with Isabelle). *Terminogramme* No. 46. Publication of the Office de la langue française, Gouvernement du Québec.

Knowles, Frank. 1988. "Lexicography and Terminography: A rapprochement?" *ZHriLEX '86 Proceedings*. Ed. Mary Snell-Hornby. THbingen: Francke Publishers.

McNaught, John. 1990. "Reusability of Lexical and Terminological Resources: Implications for Language Planning". *Proceedings of TERMPAN-90*, Kuala Lumpur. (Published by Dewan Bahasa dan Pustaka, Kuala Lumpur.)

Meyer, Ingrid and Skuce, Douglas. 1990. "Computer-Assisted Concept Analysis for Terminology: A Framework for Technological and Methodological Research". Paper presented at the Fourth International Congress of the European Association for Lexicography (EURALEX 90), Malaga, Spain, Aug. 28 - Sept. 1, 1990.

Meyer, Ingrid, Miller, David and Michaud, Diane. "Terminologie et analyse notionnelle assistée par ordinateur". *Actes du Colloque international sur les industries de la langue* (Montréal, Nov. 1990).

Quinlan, J. R. 1982. "Fundamentals of the Knowledge Engineering Problem". In *Introductory Readings in Expert Systems*, ed. Donald

Michie, N.Y.: Gordon and Breach, pp. 33-46.

Sager, Juan C. 1990. *A Practical Course in Terminology Processing*. Amsterdam/Philadelphia: John Benjamins.

Skuce, Douglas. 1989. "A Generic Knowledge Acquisition Environment Integrating Natural Language and Logic". *Proceedings of the IJCAI Workshop on Knowledge Acquisition* (Detroit, Aug. 1989).

Skuce, Douglas and Meyer, Ingrid. 1990. "Computer-Assisted Concept Analysis: An Essential Component of a Terminologist's Workstation". In Czap, H. and Nedobity, W. (Eds.). *TKE '90: Terminology and Knowledge Engineering* (Proceedings of the Second International Congress on Terminology and Knowledge Engineering Applications, Trier, Oct. 90). Frankfurt: INDEKS Verlag.

Skuce, Douglas, Wang, S., and Beauvillé, Y. 1989. "A Generic Knowledge Acquisition Environment for Conceptual and Ontological Analysis". *Proceedings of the Knowledge Acquisition for Knowledge-Based Systems Workshop* (Banff, Alberta, Oct. 1989).

Notes

1. Ingrid Meyer is a professor at the School of Translators and Interpreters, University of Ottawa, and a researcher at the Artificial Intelligence Laboratory, Dept. of Computer Science, University of Ottawa. Line Paradis is a terminologist in the Terminology and Linguistic

Services Directorate, Department of the Secretary of State of Canada.

2. Vocabulary research methods are discussed in various documents, e.g. Davidson, Joanne. "Terminological Research Methods". In *A Handbook on Terminology*. Ottawa-Hull: Translation Bureau, Secretary of State. Feb. 1980 (original) Sept. 1982 (last update) 3 p.; and Cossette, Michèle. *Description de l'acte de terminologie*. Ottawa: Translation Bureau, Secretary of State. Oct. 1976, 25 p. Although the basic research steps remain essentially the same from one vocabulary project to another, the order and importance of these steps may vary. Some steps may be concurrent or tend to overlap, others may be dealt with only briefly.

3. A "base list" is "a list of terms established for the purpose of researching the terminology on a given subject field" (Adshead, Mariam *et al.*, 1983, p. 37). The establishment of a preliminary base list and sketch was possible at this stage of the project since it is not necessary to complete CDs immediately after creating them.

4. Also called "laser typesetting".

5. Since 23 of the 95 concepts were included on the graph merely to illustrate the place of typesetting in the graphic arts, they contained only skeletal information and were not the object of in-depth analysis.

6. Neither adjectives nor verbs were studied during the pilot project.

Terminologie et micro-informatique : une combinaison gagnante

par Denise Della Mora

La micro-informatique est aujourd'hui établie dans la majorité des services linguistiques. En fait, elle est maintenant au deuxième niveau de pénétration, si l'on peut dire; après avoir été apprivoisée par les traducteurs, elle suscite maintenant l'intérêt des terminologues, qui tentent de voir dans quelle mesure ils peuvent l'in-

tégrer à leur quotidien. La Section des terminologues (SECTER)¹ de la Société des traducteurs du Québec (STQ) s'est penchée sur la question et a organisé deux rencontres au cours desquelles les participants ont pu voir deux applications terminologiques mises au point au moyen de progiciels tour-

nant sur micro-ordinateur. Il est extrêmement intéressant de noter que les applications décrites ci-après ont été réalisées à l'aide de produits disponibles sur le marché et non pas de programmes très spécialisés rédigés à grands frais et ayant une fin unique.

1. L'infographie au service des terminologues

La SECTER a tout d'abord convié en avril 1990 les « Estécois » (membres de la STQ) à une conférence de M. Jean-Claude Corbeil, directeur linguistique aux Éditions Québec/Amérique et coauteur avec M^{me} Ariane Archambault du *Dictionnaire visuel junior* (DVJ), sur le rôle qu'a joué la micro-informatique, et plus précisément l'infographie, dans la production de cet ouvrage.

M. Corbeil a souligné l'importance de bien connaître ses besoins afin d'effectuer un choix éclairé quant aux logiciels et au matériel nécessaires. Dans le cas du DVJ, le système choisi devait être en mesure de prendre en charge les tâches suivantes :

- 1^o création d'images permettant de bien représenter les notions;
- 2^o combinaison de textes terminologiques et d'images sur une même page;
- 3^o production d'éditions en langues étrangères (parfois inconnues des concepteurs, le chinois par exemple);
- 4^o production d'éditions pour des clients particuliers.

Il fallait en outre trouver le moyen d'harmoniser le travail des deux « piliers » du DVJ, soit la terminologie et le graphiste. La première, M^{me} Ariane Archambault, allait devoir s'assurer de la qualité linguistique de l'ouvrage, tandis que le second, M. François Fortin, serait responsable de la qualité graphique et esthétique du dictionnaire (illustrations claires, mise en page efficace, etc.).

Il était donc essentiel de pouvoir concilier les points de vue très différents des concepteurs, tout changement sur l'image ayant des répercussions sur la terminologie et vice versa.

Tenant compte de tous ces éléments, l'équipe du DVJ s'est tournée vers l'infographie – c'est-à-dire la production de dessins par ordinateur – pour les éléments graphiques du projet et, chose étonnante aux yeux des terminologues présents, vers les tableurs pour les données terminologiques.

Éléments graphiques

L'infographie offre de nombreux avantages en ce qui a trait à la manipulation des images. Elle permet d'utiliser des images tirées de revues, de livres, de catalogues, etc., et de les numériser afin d'obtenir une sorte de canevas sur lequel le graphiste peut travailler tout en respectant les proportions et la perspective de l'image.

On peut aussi pousser très loin le raffinement de l'illustration. L'effet « loupe » permet de grossir l'image et de la travailler, puis de lui redonner ses dimensions normales tout en conservant le détail. Il s'agit là d'un avantage non négligeable en terminologie, où les illustrations doivent être précises et détaillées.

Autre avantage de taille, l'illustration demeure « vivante »; c'est la grande différence par rapport à la planche à dessin. On peut créer un dessin qui convient à un certain usage, puis le reprendre des mois plus tard et l'adapter à un autre contexte. On constitue ainsi une banque d'illustrations réutilisables et modifiables d'une grande valeur, qui pourrait présenter en elle-même un intérêt commercial.

L'infographie offre enfin une très grande liberté de montage. Alors qu'auparavant on travaillait avec des paramètres de mise en page fixés d'avance (et des illustrations de taille fixe), on peut maintenant générer l'illustration sans tenir compte des contraintes de taille et l'adapter par la suite en fonction des caractéristiques de la mise en page.

Données terminologiques

L'intégration du texte sur l'image se fait à l'aide d'un progiciel de micro-édition (QuarkXPress) et d'un tableur (Excel). Le progiciel de micro-édition permet de créer des boîtes de texte entre lesquelles on établit des liens de façon à pouvoir « placer » automatiquement le texte sur l'illustration. Pour ce faire, le texte doit être stocké à l'aide d'un tableur dans lequel chaque colonne correspond à une langue, et chaque ligne à une notion. Tous les termes figurant sur une ligne sont donc équivalents. L'ordre des lignes correspond à l'ordre des boîtes de texte; lors du transfert du texte du tableur vers le progiciel de micro-édition, les termes viennent donc se placer

automatiquement dans les boîtes appropriées. Aucune manipulation de texte n'est nécessaire.

Une fois la terminologie intégrée à l'illustration, le graphiste génère l'image définitive – la planche – qui est envoyée à la photocomposition. Chez Québec/Amérique, l'étape de la photocomposition est effectuée sur place à l'aide d'une photocomposeuse Linotronic qui génère quatre films pour séparer les couleurs et un film pour le texte. Les films sont envoyés directement chez l'imprimeur. Québec/Amérique est donc entièrement autonome en ce qui a trait au processus d'édition, depuis la création de l'image et du texte jusqu'aux films finals.

En réponse aux questions de l'auditoire, M. Corbeil a précisé que l'équipe du DVJ a opté pour le Macintosh à cause de la très grande compatibilité de ses différents logiciels et de l'excellente qualité des logiciels graphiques. Le tableur Excel a par ailleurs été choisi parce qu'il existe en version Macintosh et IBM. Les textes peuvent donc être saisis sur un IBM (ou un compatible) et être convertis sans problèmes en vue de leur traitement sur le Macintosh.

L'équipe du DVJ a prouvé hors de tout doute qu'il était possible, et surtout rentable, de conjuguer micro-informatique et terminologie, sans pour autant perdre le « contrôle » du produit à quelque étape que ce soit du processus d'édition.

2. Finie, la corvée du dépouillement ?

La SECTER était vivement intéressée par le projet de dépouillement assisté par ordinateur que le professeur Pierre Auger avait brièvement présenté dans le cadre du dernier colloque OLF-STQ². Aussi a-t-elle invité M. Auger en février 1991 à venir discuter en profondeur de ce projet devant ses membres. Le conférencier a d'abord expliqué que tout le travail de son équipe repose sur l'hypothèse suivante : terminographie et lexicographie sont éminemment automatisables.

En effet, ces deux disciplines exigent la manipulation et le traitement d'un volume de données très important – tâches souvent fastidieuses que l'ordinateur est à

même de prendre en charge. M. Auger a souligné au passage le paradoxe qui existe en terminologie : bien qu'elle ait été l'une des premières disciplines de la linguistique à se tourner vers l'informatique pour diffuser le résultat de ses activités (les banques de terminologie prospèrent depuis de nombreuses années déjà), elle a tardé à en tirer profit en amont, notamment à l'étape de la collecte et de la compilation des données terminologiques. Or, selon M. Auger, la « démocratisation » de l'informatique, caractérisée par l'arrivée massive de la micro-informatique dans notre quotidien, permet maintenant de revoir les diverses étapes de la chaîne du travail terminologique – encore largement accomplies manuellement à l'heure actuelle.

C'est à cet aspect de la terminotique – ou terminologie informatique – que M. Auger et son équipe de l'Université Laval ont consacré leurs travaux. Il s'agissait avant tout pour eux d'établir une méthodologie du travail terminologique assisté par ordinateur, de mettre au point un canevas adaptable aux besoins de chacun plutôt qu'un système « clé en mains ».

Peu désireux de réinventer la roue, ils se sont tournés vers des outils logiciels existant déjà dans le commerce, susceptibles de contribuer à l'automatisation des diverses tâches du terminologue : la sélection de la documentation, son dépouillement, le traitement des termes sélectionnés et la constitution des dossiers terminologiques.³

C'est en mettant en parallèle les méthodes traditionnelles et les méthodes informatisées des diverses étapes du travail terminologique que M. Auger a expliqué les différentes composantes du système que son équipe a mis au point. Fait à noter, si toutes les étapes de la recherche terminologique n'ont pas encore été informatisées intégralement dans le cadre du projet, il est clair pour M. Auger et ses collaborateurs qu'elles peuvent toutes faire l'objet d'une automatisation. Dans sa démonstration, M. Auger s'est toutefois intéressé aux étapes entièrement automatisées.

Description des étapes informatisées

1. Le corpus à dépouiller est saisi au moyen d'un lecteur optique où est entré à l'aide d'un clavier.

2. Le texte est ensuite mis en forme par un logiciel de traitement de texte.

Ces deux étapes correspondent à la phase de recherche documentaire dans les méthodologies traditionnelles.

3. La phase de dépouillement traditionnelle est remplacée par la lecture et le traitement du corpus par des segmenteurs, c'est-à-dire des logiciels de découpage de mots. Ici, un premier logiciel, DAT, découpe automatiquement en mots toutes les formes comprises entre deux espaces ou encore précédées ou suivies par un signe de ponctuation ou un signe diacritique. Un second logiciel, SYREX, recompose ensuite les termes complexes et les formes composées, puis propose à l'utilisateur un ensemble de formes complexes que celui-ci doit valider. Il résulte de cette étape un dictionnaire de termes simples et un dictionnaire de termes composés qui peuvent être utilisés pour effectuer une reconnaissance automatique des termes dans d'autres textes. L'utilisateur épure ensuite les dictionnaires en marquant les formes qu'il souhaite traiter durant les étapes ultérieures.

4. La collecte de contextes pour chacun des termes à traiter est prise en charge par le Système d'analyse de texte par ordinateur (SATO), logiciel de gestion de bases de données textuelles que le Centre d'ATO de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a mis au point. L'utilisateur effectue des recherches dans les textes à dépouiller à l'aide du dictionnaire de formes marquées. Le système recherche dans un ou plusieurs textes toutes les occurrences du terme demandé. SATO relève tous les contextes contenant le terme recherché. L'utilisateur délimite les contextes terminologiques qu'il conserve pour le traitement terminographique subséquent. Ces contextes sont par la suite transférés automatiquement dans une base de données, ici dBase III Plus.

L'un des principaux avantages d'un tel système réside dans le fait qu'il permet de traiter très rapidement une masse de données (plusieurs milliers de pages), ce qu'un terminologue ne peut manifestement faire. De là à dire que le terminologue est une espèce en voie de disparition, il n'y a qu'un pas ... qu'il faudrait toutefois se garder de franchir.

Le système mis au point par l'équipe de M. Pierre Auger constitue en fait un outil

destiné à décharger le terminologue de tâches routinières et fastidieuses. Plusieurs étapes nécessitent toujours une intervention de l'utilisateur (choix des termes à conserver, extraction des éléments d'information, choix des contextes à conserver pour les fiches définitives, etc.). Selon M. Auger, l'automatisation complète de ces étapes n'est pas envisageable dans un avenir rapproché, et la recherche terminologique exigera toujours une intervention du terminologue.

Notes

1. La SECTER a été fondée en 1979 par d'éminents terminologues, soit M^{me} Nada Kerpan, chef du Service de terminologie et de documentation de Bell Canada, M^{me} Nycole Bélanger, chef des Services linguistiques des chemins de fer Canadien National, M. Robert Dubuc, ex-chef du Service de linguistique de Radio-Canada ainsi qu'une vingtaine de secté- rois. Présidée en 1990-1991 par M^{me} Michèle Valiquette du Secrétariat d'État, la SECTER a connu une dizaine de présidents et présidentes depuis sa fondation. Au 30 septembre 1990, la SECTER, qui regroupe principalement des terminologues d'entreprise, comptait 121 membres, dont 91 agréés et 30 adhérents.

Ses principales activités consistent en la tenue presque chaque année d'un examen d'admission et d'un examen d'agrément. Depuis janvier 1991, ce dernier examen est uniformisé à l'échelle du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC); des candidats et des candidates, non seulement du Québec, mais également de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta, s'y sont présentés. Enfin, au printemps dernier, la SECTER a mis sur pied un comité de terminotique afin de situer la place de la terminologie dans le contexte des industries de la langue.

2. Colloque international sur les industries de la langue, tenu à Montréal du 21 au 24 novembre 1990.

3. M. Auger est l'auteur de divers articles sur la terminotique parus dans *Meta* et autres publications et de plusieurs communications sur la terminologie assistée par ordinateur, dont une à paraître en 1991 dans les *Actes* du Colloque international sur les industries de la langue.

The Terminologist's Workstation Project

by Christine Leonhardt

The Terminology and Linguistic Services Directorate (TLSD) of the Department of the Secretary of State is in the process of creating a microcomputer-based workstation that will allow the automation of tasks related to terminological research and to the preparation of terminological products. It will also facilitate the storage, manipulation, retrieval, and sharing of terminological and linguistic information. This workstation, which will eventually integrate a variety of applications, will play a key role in ensuring that up-to-date terminological products are made available as quickly as possible while increasing productivity and reducing time and cost requirements.

Some background information may contribute to a better understanding of the impact the workstation is expected to have on the work of TLSD terminologists.

The TLSD relies on two types of products to make the results of its research available to as many people as possible: publications (glossaries, vocabularies)¹ and its linguistic data bank, TERMIUM (either online or on CD-ROM).² These two categories of products target different clients and serve different needs.

Because of a lack of appropriate, integrated, computerized tools, there is a great deal of repetition in the tasks required to prepare the terminological data to be included in each type of product. For example, following the collection (on paper), analysis, and synthesis of research findings, terminologists type or write the input records for TERMIUM on an approved form. These input records are transferred in batches to a specially trained operator whose primary task is to key the information contained on the input forms into the central data bank.

In the meantime, in order to prepare a publication, much of the same linguistic information is re-keyed on the electronic publishing system, together with additional entries or information not suitable for the data bank.

It is important to note that, while some of the entries found in a publication may be extracted from the central linguistic data bank, they must be copied from a printout and re-typed because of a lack of integration between the data bank and the publishing system.

Similarly, a publication created on the publishing system cannot be automatically loaded into TERMIUM, since none of the necessary database management and data organization information is included. Publication entries are, therefore, re-keyed as data bank records.

Since the publications and the linguistic data bank serve different purposes and have different requirements, entries taken from either type of product must be extensively edited to adapt them to the other type.

The philosophy guiding the design of the terminologist's workstation shows the TLSD's determination to eliminate the repetition and delays associated with the preparation of input for these terminological products by merging the divergent workflows involved.

Development of the terminologist's workstation will progress in stages. Over the next few years, increasingly complete and complex models of the workstation will be created and implemented, each building on the capabilities of the previous version. In this way, immediate requirements can be met as soon as possible, while research and development on less urgent capabilities can proceed in the background. This approach offers the additional advantage of giving terminologists plenty of time to familiarize themselves thoroughly with the functions of the workstation and to integrate appropriate tools into their work methods.

The first step in the workstation development project was to define the requirements in general terms. Terminologists were asked to prioritize a list of possible

features by indicating whether each capability should be delivered with the first version or in a later version. Features related to the integration of the workstation with the central linguistic data bank, for both record transactions and querying, and with the electronic publishing system were overwhelmingly identified as immediate requirements.

Existing commercial products and ongoing research projects were investigated with a view to identifying any systems already available that would be able to perform all of the tasks expected of the workstation.³ A number of terminology management software products were evaluated. While impressive, they were found to be more appropriate for translators than for terminologists, and would neither meet the majority of the TLSD's requirements nor integrate easily with TERMIUM and with the electronic publishing system. Consequently, it was decided that a database and interfaces would be created specifically for the workstation, using a commercially available database management system and software development tools. Detailed requirements were then defined, and the creation of a working prototype is now in progress.

In the short term, terminologists will be provided with the capability of creating local databases on their workstation in which they can collect research findings for any concepts or terms of interest to them for a given project or subject field. Depending on the nature and completeness of the research findings, they may be stored immediately in a bilingual record, or separately in English and French. When subsequent analysis of the research findings reveals that certain English and French information pertains to the same concept, this information can be merged to form a bilingual record. Terminologists may also choose to import data from a database created using the electronic publishing system or from other databases. Compatibility with the MicroMATER exchange format will facilitate this task.

In general, the local database will be designed to allow individual terminologists to manage subsets of terminology locally using their workstation, while ensuring that the data can subsequently be exploited efficiently and intelligently. It will therefore be possible to create a variety of terminological products quickly and easily using the same "pool" of information.

Terminologists will have the option of periodically transferring selected records to the central linguistic data bank and of extracting certain information for the purpose of preparing a publication through the electronic transfer of data to a database in the electronic publishing system. (The editing and formatting of publications will remain the responsibility of the Electronic Publishing Service; terminologists will be responsible only for the content.) In this manner, the collection, analysis, storage, and retrieval of information by the terminologists will be greatly enhanced, while the entry of records into the linguistic data bank and the preparation of manuscripts will be accelerated and streamlined.

Subsequent versions of the workstation will gradually incorporate various tools that terminologists may choose to apply to research-related tasks. Text analysis, bilingual computer-assisted or computerized scanning⁴ (term extraction), and concept analysis are among the functions that could be performed with the assistance of appropriate software on the workstation.

Computer-readable texts could be processed by a tool designed to record information about each word's occurrence and relative position in the text. Each word would be stored with its context unit (e.g. sentence, paragraph). The tools would also look for clues about the word and its usage based on punctuation (quotation marks might identify a neologism, parentheses might indicate synonymy). All of the information noted by the text-analysis tool could then be manipulated with a view to determining, for example, the frequency of occurrence of each word or the words that often occur in combination with a given word.

The analysis of the results of this type of processing would enable terminologists to identify possible terminology units. These terms, together with their contexts,

could then be stored in the workstation database as part of the research findings for a given concept.

Following analysis of the collected research findings, the terminologist could either select contexts or definitions to be copied directly into the final, synthesized terminology record, or combine elements from different extracts to create a definition or observation for the final record. All relevant information would thus be readily available for exploitation, while the time and effort required to collect and store the information would be kept to a minimum.

Another tool would enable terminologists to organize the information about a set of concepts in order to identify the exact relationships among them. Textual and graphical representations of these relationships are valuable aids in discussions among terminologists and subject-field experts. They can, for example, be used to ensure that all members of a standardization or official-approval committee have a common starting point in discussions about concepts and the terms that designate them. Such representations of concept networks would also help terminologists ensure that the contents of a vocabulary or glossary or the set of terminology records in a particular subject field or for a particular project are consistent and complete.

The TLSD, in collaboration with the Automation Research and Technology Transfer Division of the department's Informatics Directorate, is looking into some extremely interesting research projects in progress in Canada in these areas with a view to adding applications to the workstation as they become available.⁵ The Université du Québec à Montréal, the Université Laval in Québec, and the University of Ottawa, in particular, are addressing the creation of tools applicable to terminology work in their research projects.

The modular, step-by-step approach will allow the TLSD to proceed with the development and implementation of the workstation using the tools that are available without preventing the integration of other tools in the future.

The efficiency and productivity of TLSD terminologists will be greatly enhanced

with the introduction of appropriate, integrated, computerized tools. The terminologist's workstation will play an essential role in ensuring integration of and compatibility among the various applications and systems that are already in place and that will be put into place in the future. The workstation will allow terminologists to manage and exploit collections of terminology efficiently and autonomously. As a result, it will be possible to ensure that correct, up-to-date terminology is made promptly and widely available through the CD-ROM version of TERMIUM and through publications.

Notes

1. **Glossary:** A list of terms that pertains to a specific subject field, together with equivalents (but no definitions) in one or more languages. [*Vocabulaire de la terminologie : Termes et définitions en usage à la Direction de la terminologie, Bureau des traductions, Secrétariat d'État = Vocabulary of Terminology: A Collection of Terms and Their Definitions Used in the Terminology Directorate, Translation Bureau, Secretary of State* (Ottawa: Department of the Secretary of State of Canada, 1983), p. 43.]

Vocabulary: A list of terms relating to a specific subject field, together with equivalents and definitions (or explanations) in one or more languages. (*Vocabulaire*, p. 66)

2. On average, TLSD terminologists create 3 800 new records, modify 5 000 existing records, and cancel 1 200 records per month. Approximately 15 publications are produced each year, the majority of which are vocabularies.

3. *État du marché (Projet LATTER)* (Ottawa) : Secrétariat d'État du Canada, Division de Recherches en automatisation et transferts technologiques, 1990. Internal document.

4. **Scanning** (for terms): The careful reading of individual or parallel documents pertaining to a given subject field and selection of terms or equivalents (normally with contexts) for the purpose of stocking the Terminology Bank or compiling a glossary or base list. (*Vocabulaire*, p. 53.)

5. *État du marché (Projet LATTER)*.

Nouveaux tarifs d'abonnement à TERMIUM (mai 1991)

OTTAWA – Le Secrétariat d'État du Canada est heureux d'annoncer qu'il a révisé à la baisse ses tarifs d'abonnement à *TERMIUM sur CD-ROM*.

TERMIUM, fruit de l'expertise canadienne dans le domaine de la recherche terminologique, est l'un des pivots importants de l'information linguistique diffusée au Canada et à l'étranger. Il met à la disposition des usagers de la langue près d'un million d'équivalences anglais-français auxquelles la technologie du CD-ROM (Compact Disk – Read-Only Memory) permet d'avoir accès rapidement.

Outil indispensable aux professionnels de la langue et de la communication, *TERMIUM sur CD-ROM* est désormais offert à 395 \$ ou à 995 \$, selon le type d'abonnement annuel choisi.

Grâce à *TERMIUM sur CD-ROM*, gouvernements provinciaux, administrations municipales, associations, entreprises commerciales et industries diverses, membres de professions libérales ou autres peuvent tous avoir accès facilement à la terminologie de pointe des secteurs technique, scientifique et administratif ainsi qu'à un vaste répertoire d'appellations, en usage au Canada et à l'étranger.

Pour de plus amples renseignements, il suffit de communiquer avec le Secrétariat d'État par téléphone au (819) 997-9727 ou par télécopieur au (819) 994-3670, ou encore d'écrire à l'adresse suivante :

Secrétariat d'État du Canada

Direction de la terminologie et des services linguistiques
Division de la promotion et des services à la clientèle
Ottawa (Ontario) K1A 0M5

Renseignements : John Carey

Direction de la terminologie et des services linguistiques
(819) 997-0852

New Subscription Fees for TERMIUM (May 1991)

OTTAWA – The Department of the Secretary of State of Canada is pleased to announce the new, reduced subscription fees for *TERMIUM on CD-ROM*.

The product of Canadian expertise in terminological research, *TERMIUM* plays a pivotal role in the communication of linguistic information throughout Canada and the world. Quick, easy access to almost one million English/French equivalents is made possible through the use of CD-ROM (Compact Disk – Read-Only Memory) technology.

Communications and language professionals may benefit from this invaluable tool by selecting either of two types of annual subscriptions – one for a fee of \$395, the other for \$995.

TERMIUM on CD-ROM provides associations, provincial and municipal governments, industries and a wide range of businesses and professionals with up-to-date, specialized terminology in scientific, technical, and administrative fields. A large collection of nationally and internationally recognized proper names is another particular feature of this product.

For further information, phone (819) 997-9727, send a fax to (819) 994-3670, or write to the following address:

Department of the Secretary of State of Canada

Terminology and Linguistic Services
Directorate
Promotion and Client Services Division
Ottawa, Ontario K1A 0M5

Information: John Carey
Terminology and Linguistic Services
Directorate
(819) 997-0852

Terminologie et lexicographie assistées par ordinateur

par Michèle Valiquette

Du mercredi 21 au samedi 24 novembre 1990 a eu lieu, à l'hôtel Bonaventure Hilton de Montréal, le Colloque international sur les industries de la langue qui a accueilli plus de 550 participants et près de

80 conférenciers venant d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Afrique. Parmi les nombreux ateliers présentés à ce colloque figurait celui portant sur la terminologie et la lexicographie assistées par ordinateur.

Comme l'a souligné M. Pierre Auger, professeur à l'Université Laval, il s'effectue à l'échelle internationale des recherches en automatisé terminographique et lexicographique en vue d'applications, ce qui

pose certains problèmes dans l'état actuel de développement de l'informatique d'orientation textuelle. Des travaux en automatisation des procédures de travail en terminographie ont été entrepris à l'Université Laval dans le cadre d'un projet subventionné par le Secrétariat d'État, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et le Réseau des industries de la langue (Sommets francophones).

Depuis cinq ans, les différents responsables éditoriaux de la société Larousse ont amorcé une réflexion sur l'informatisation des services rédactionnels. Conçu d'abord comme un auxiliaire dans la rédaction des produits papier, dictionnaires et encyclopédies, l'outil informatique Larousse permet aujourd'hui, à partir d'un fonds de bases de données textuelles structurées à cette fin, la saisie interactive des textes par les rédacteurs. Outre l'enregistrement des données de pur contenu, ceux-ci peuvent désormais assurer également la mise en forme typographique de leur production, même dans des typographies complexes. Par ailleurs, des outils non langagiers d'assistance à la conception et à la rédaction des ouvrages de référence lourds sont à leur disposition, notamment sous la forme de bases d'illustrations.

L'Office de la langue française du Québec a confié à l'équipe Recherche et développement en linguistique computationnelle du Centre d'analyse de textes par ordinateur (ATO) la mise au point d'un système de dépouillement terminologique, **TERMINO**, qui repose sur une analyse morpho-syntaxique du corpus à dépouiller et qui comporte un module de rédaction assistée de fiches terminologiques. **TERMINO a été proclamé succès industriel du colloque.**

L'analyse conceptuelle en terminologie peut être facilitée par la technologie du génie cognitif. Le système CODE mis au point à l'Université d'Ottawa a été utilisé au Secrétariat d'État. L'analyse conceptuelle assistée par ordinateur a un effet positif sur le rendement qualitatif et quantitatif en terminologie et tente de dégager les conséquences que cette technologie pourra avoir sur les conditions de travail en terminologie, sur la nature des banques de terminologie et sur les secteurs des industries de la langue tributaires de la terminologie.

Depuis quelques années, beaucoup de logiciels de gestion de glossaires, tous interfaçables avec les traitements de texte du marché, ont fait leur apparition. Le

Centre de terminologie de Bruxelles a comparé les fonctions et les performances de Termex, Ink, Dicoterm, Proflex et Superflex. Parmi les fonctions comparées, citons en quelques-unes : la procédure de chargement et de sortie du gestionnaire de glossaires; la création et la consultation de glossaires; l'effacement, l'édition, la copie et le chaînage des termes; la modification des données des fiches; le tri, l'impression, la copie et l'effacement (partiels ou globaux) des glossaires; la reconfiguration requise pour l'utilisation des logiciels. Une classification de ces différentes fonctions, par ordre d'importance pour le traducteur, a été dressée et le bilan global des prestations des différents programmes s'appuie sur ce classement.

Note

Les communications présentées sur la terminologie et la lexicographie assistées par ordinateur, auxquelles cet article fait allusion, figurent dans les *Actes* du Colloque international sur les industries de la langue (Montréal, novembre 1990), ouvrage actuellement à l'impression.

Le correcteur grammatical et stylistique PROSE

par Pierre Auger

À une époque largement dominée par l'information écrite et son informatisation, on se prend à rêver d'outils logiciels aptes à faciliter l'acte de l'écriture. Ces dernières années, on a vu apparaître sur le marché des logiciels essentiellement orientés vers le soutien à la rédaction. Désignés par le néologisme *linguisticiel*, ces outils, conçus pour améliorer la performance du rédacteur se sont vite avérés décevants. Parmi ces outils, il faut citer les correcteurs orthographiques (les plus puissants fonctionnant à partir d'un algorithme phonétique) utilisables avec les traitements de texte et qui permettent d'effectuer la révision ortho-

graphique systématique d'un texte ainsi que des dictionnaires électroniques de toutes sortes généralisés et spécialisés destinés à dépanner le rédacteur, ces produits constituant les linguisticiels les plus simples. Il existe encore des grammaires électroniques qu'on peut consulter en utilisant un système de traitement de texte, et d'autres outils apparentés comme les conjugeurs électroniques. Ces produits fonctionnent généralement bien et sont facilement utilisables par tout le monde.

À un niveau supérieur, il y a les logiciels modulaires et complets d'assistance à

la rédaction capables d'analyser un texte formellement, d'en évaluer la lisibilité et de suggérer diverses possibilités de corrections orthographiques et grammaticales. Les logiciels américains Grammatik IV et RightWriter sont de bons exemples pour l'anglais; pour le français, on connaît surtout HUGO Plus et Ortograf+ qui ont fait d'intéressantes percées dans le domaine. Ils touchent peu les corrections syntaxiques et stylistiques, faute d'une analyse plus poussée du texte et de la phrase. C'est à ces types de correction précisément que PROSE est prioritairement destiné.

(Suite de cet article en page 15)

Repères - T/R

Dans le but de, dans un but de, dans un but (+ adjectif)

par Line Gingras

Note

L'article ainsi que la première partie de la bibliographie ont été publiés dans le numéro précédent de l'*Actualité terminologique*, soit le vol. 24, 1, 1991. Voici la seconde partie de la bibliographie.

Bibliographie

Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse, sous la dir. de Claude Dubois, Paris, Larousse, 10 vol., 1982-1985.

Grand Larousse de la langue française, sous la dir. de Louis Guilbert, René Lagane et

Georges Niobey, Paris, Larousse, 7 vol., 1971-1978.

Grevisse, Maurice. *Le Bon Usage*, 11^e éd. revue (1980) et 12^e éd. refondue par André Goosse (1986), Paris-Gembloux, Duculot.

Grevisse, Maurice. *Problèmes de langage*, Gembloux, Duculot, 5 vol., 1961-1970.

Hanse, Joseph. *Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne*, 2^e éd. mise à jour et enrichie, Paris-Gembloux, Duculot, 1987.

Imbs, Paul. *Trésor de la langue française*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, vol. 1- , 1971- .

Le Bidois, Georges et Le Bidois, Robert. *Syntaxe du français moderne*, Paris, A. et J. Picard, 2 vol., 1971.

Litttré, Émile. *Dictionnaire de la langue française*, éd. intégrale, Paris, Pauvert et Gallimard, 7 vol., 1956.

Robert, Paul. *Grand Robert de la langue française, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 2^e éd. ent. revue et enrichie, Paris, Le Robert, 9 vol., 1985.

Thomas, Adolphe V. *Dictionnaire des difficultés de la langue française*, Paris, Larousse, 1983.

But, objectif et leurs cooccurents

par Line Gingras

Introduction

Quels verbes employer avec les substantifs **but** et **objectif**? Pour dresser une liste de cooccurents, nous avons consulté les dictionnaires aux articles **but** et **objectif**, puis aux articles *arriver*, *aspirer*, *assigner*, *atteindre*, *définir*, *dépasser*, *déterminer*, *établir*, *fixer*, *frapper*, *manquer*, *parvenir*, *poursuivre*, *proposer*, *rater*, *réaliser*, *rechercher*, *remplir*, *rencontrer*, *suivre*, *tendre*, *toucher*, *viser*. Notre recherche – qui s'est poursuivie dans divers ouvrages de langue – a porté en outre sur les noms d'action qui correspondent aux verbes susmentionnés.

Le lecteur trouvera donc ici une liste des tours que nous avons recueillis, suivie des observations qui s'imposent (celles-ci sont résumées dans la conclusion). On

remarquera que nous n'avons pas rencontré le tour **établir un but**, un **objectif**.

Tours recueillis (L'astérisque signale les constructions qui font l'objet d'une étude.)

Arriver à un but
Aspirer à un but
Assigner un but, un objectif
Assigner pour but, comme but
Atteindre un but, un objectif; atteinte d'un but, d'un objectif
Atteindre à un but, à un objectif (y parvenir avec effort, difficulté)
Définir un but, un objectif
Dépasser un but, un objectif
Déterminer un but, un objectif
Fixer un but, un objectif
Fixer pour but, comme but, comme objectif
Frapper le but

Frapper au but (sens figurés : résoudre une difficulté; saisir le vrai dans quelque chose; trouver le point d'une difficulté, le nœud d'une affaire)

Manquer un but, un objectif
Parvenir à un but, à un objectif
*Poursuivre un but, un objectif; poursuite d'un but (tours admis)
Proposer un but
Proposer pour but
Rater un objectif
*Réaliser un but, un objectif; réalisation d'un but, d'un objectif (tours non encore reçus dans le bon usage)
Rechercher un but
*Remplir un but, un objectif (tours admis, avec réserves; un peu vieilliss)
*Rencontrer un objectif (tour condamné : anglicisme)
*Suivre un but (tour vieilliss)
Tendre à un but

Tendre vers un but, vers un objectif;
tendance vers un but
Toucher le but
Toucher au but (être sur le point d'y
arriver; voir aussi « frapper au but »)
Viser un but, un objectif
Viser à un but

Les constructions absentes de cette liste ne sont pas forcément incorrectes. Il convient toutefois de faire observer que **but**, du fait de son ancienneté, a un sens beaucoup plus large qu'**objectif** : si le premier terme peut désigner une intention, un dessein, une « préoccupation majeure en fonction de laquelle une personne organise toute sa vie » (*Grand Larousse*), le second désigne un but précis; cette acception a été consignée pour la première fois par Larousse en 1874, le mot ayant appartenu jusque-là au langage militaire. On ne s'étonnera donc pas de ce que l'emploi de **but** soit beaucoup plus fréquent que celui d'**objectif**, qui ne convient guère dans les contextes où l'affectivité entre en jeu.

Tours étudiés

Poursuivre un but, un objectif; poursuite d'un but

D'après le *Grand Larousse* et le *Trésor de la langue française*, cette construction serait condamnée par Littré; pourtant, dans l'édition intégrale de son dictionnaire, il ne la relève ni à l'article **but**, ni à l'article **objectif**, ni à l'article **poursuivre**, ni à l'article **poursuite**. Bescherelle, autre lexicographe du XIX^e siècle, ne la consigne pas non plus. Cependant, la tournure est aujourd'hui couramment employée; elle apparaît sous la plume d'excellents écrivains (Bergson, Troyat, Daniel-Rops, Barrès, Mauriac, Montherlant, Duhamel, Romains, Valéry, etc.), et la plupart des grammairiens la signalent, que ce soit pour la recevoir ou pour la critiquer.

Elle est d'ailleurs admise sans réserves dans presque tous les dictionnaires - même la huitième édition du *Dictionnaire de l'Académie française*, publiée en 1935, reçoit **poursuivre un but** (à l'article « poursuivre »); mais cette consécration n'empêche pas plusieurs grammairiens et certains lexicographes de partager l'opinion d'Abel Hermant :

« On nous enseignait, de mon temps, qu'on ne poursuit que ce qui fuit et que s'il est, par exception, des buts mobiles, l'idée qu'on se fait le plus communément d'un but est celle d'un objet fixe [...] » (Passage cité par Grevisse dans *Problèmes de langage*.)

Cet avis est repris dans plusieurs ouvrages - dictionnaires, grammaires, ouvrages portant sur les difficultés du français ou sur la rédaction. Toutefois, si certains grammairiens et lexicographes le font leur, d'autres le rapportent seulement comme la position des « puristes »; il se trouve aussi quelques dictionnaires qui condamnent fermement **poursuivre un but** à l'article « but », pour admettre la même expression à l'article « poursuivre », ou atténuer grandement la condamnation. Un certain nombre d'auteurs n'osent pas se prononcer clairement sur le sujet.

Poursuivre un but a donc fait son entrée dans la très grande majorité des dictionnaires; en outre, si le tour n'obtient pas tous les suffrages, il a quand même d'ardents défenseurs, dont le plus éloquent reste peut-être Maurice Grevisse : « [...] envers et contre tous je le protégerai », lance-t-il vaillamment dans *Problèmes de langage*. Il s'explique :

« [...] un « but » n'est pas nécessairement une cible, c'est souvent, par métaphore, une fin que l'on se propose, une *intention* qu'on a. Or la pensée s'arrêtant sur l'idée de fin ou d'intention, y associe d'autant plus facilement l'idée de mobilité que bien souvent nos intentions sont un gibier après lequel, hélas! il nous faut courir longtemps encore quand nous croyons que nous allons l'atteindre...

« D'ailleurs, puisqu'on dit bien « poursuivre la gloire », « poursuivre une fin », « poursuivre une vengeance »... et que *poursuivre* veut dire là : « chercher à atteindre, comme on s'efforce d'atteindre un but », pourquoi ne dirait-on pas : « *poursuivre* un but » ? »

Plusieurs linguistes partagent cette opinion; d'autres hésitent à s'y ranger franchement. Pour notre part, nous sommes d'avis qu'on ne peut pas (ou qu'on ne peut plus) condamner **poursuivre un but**; à chacun de décider s'il veut l'employer.

Réaliser un but, un objectif; réalisation d'un but, d'un objectif

Rares sont les linguistes qui signalent ces tournures. Cependant, l'une ou l'autre de ces formulations se rencontrent dans le *Dictionnaire du français contemporain* et dans le *Trésor de la langue française*, où elles sont admises sans réserves; quelques écrivains (comme Romain Gary) les ont employées. Les auteurs du *Grand Robert*, qui consignent **réaliser un objectif**, ne se prononcent pas sur la justesse de l'expression; ils citent néanmoins André Thérive, qui s'élève contre l'usage qu'en font les journalistes et ceux qu'il appelle « les écrivains sans conscience ». Les grammairiens qui signalent **réaliser un but** ou **réaliser un objectif** n'y sont guère favorables : pour Hanse et Grevisse, cette façon de dire va contre l'usage; Thomas évoque un « défaut d'orthodoxie de **réaliser** », sans toutefois expliquer ce qu'il entend par là; Bénac rapporte que le tour **réaliser un but**, à cause du « sens physique » de but, est taxé d'incohérence par les puristes; enfin, Cellard voit dans **réaliser un objectif** une « nouveauté [...] envahissante et irritante », un tour « incohérent » :

« [...] l'objectif est un point réel que nous visons, non une construction de l'esprit dont nos efforts font une réalité. On préférera donc « atteindre » et même « remplir » un objectif. Mais sans y mettre trop de rigueur ni se flatter d'illusions : entre le correct « réaliser un projet » et le suspect « réaliser un objectif », il n'y a que l'épaisseur d'un cheveu de puriste. »

Cette opinion de Cellard n'est peut-être pas aussi fondée qu'elle le paraît à première vue : si l'objectif n'est effectivement qu'un point réel que l'on vise, comment le grammairien peut-il proposer, même avec une légère réserve, **remplir un objectif**? Nous devons croire qu'il attribue à **objectif**, en dépit de ce qu'il affirme, le sens figuré de **dessein**. Or, qu'est-ce qu'un dessein sinon une construction de l'esprit? Ne peut-on pas réaliser un dessein? Si l'on considère que le Lexis admet **réaliser un dessein** et le *Petit Robert*, **réaliser une fin**, on reconnaîtra qu'on ne saurait à la fois admettre **remplir un objectif** et critiquer, comme « incohérent », **réaliser un objectif**...

Hanse et Grevisse se contentent de signaler que **réaliser un but** doit être évité

au nom de l'usage. Le tour en cause ne serait donc pas à proscrire en soi, mais on se protégerait de la critique en s'abstenant de l'employer tant que lexicographes et grammairiens ne seront pas plus nombreux à le recevoir.

Remplir un but, un objectif

Bescherelle et Littré signalent tous deux la locution **remplir un but**, qu'ils tiennent pour vicieuse tout en reconnaissant qu'elle a été employée par de bons auteurs. D'après ce qu'en dit Littré, l'expression était très courante à l'époque où il rédigeait son dictionnaire, et son emploi n'était pas récent; de fait, nous avons relevé plusieurs citations d'écrivains des XVIII^e et XIX^e siècles.

Aujourd'hui, cette tournure semble moins fréquente que **poursuivre un but**; les auteurs du *Grand Larousse de la langue française* estiment cependant qu'elle « paraît [...] pleinement reçue par le bon usage » et ceux du *Grand Robert*, qu'elle est « justifiée par le sens figuré de **remplir** »; quant à Jean-Paul Colin, il croit que « ce serait [...] faire preuve d'étroitesse d'esprit que de bannir cette locution, sous des prétextes « logiques » qui ne résistent pas à l'examen ».

Plusieurs linguistes la rejettent néanmoins, à cause du sens concret de **remplir** et de **but**. Girodet déclare sans ambages : « Un but n'est pas un récipient ni un trou. » Même Hanse et surtout Grevisse, qui se refusent à condamner l'expression, s'avouent quelque peu gênés par l'image incohérente qu'elle évoque tout d'abord. Dans *Problèmes de langage*, Grevisse dit avoir le sentiment de se faire l'avocat du diable en soutenant, à l'instar de Hanse, que le tour peut se justifier si l'on songe que **remplir** a les sens seconds de **réaliser**, **accomplir**, **exécuter**. Pourtant cet argument n'est pas mauvais, puisque **but** a lui aussi des acceptions abstraites; si l'on peut remplir un devoir, une vocation, une obligation, une promesse, une tâche, une mission, faut-il trouver étrange de **remplir un but**? Les auteurs du *Petit Robert* n'y voient pas de difficulté : ils donnent **remplir un but** comme équivalent de **réaliser un dessein**. Enfin, si l'on admet **poursuivre un but**, pour quel motif refuserait-on **remplir un but**? Grevisse n'ose pas le recommander franchement, mais il ne veut pas non plus le condamner sans appel :

« [...] si « remplir un but » vient chercher auprès de moi quelque protection, je ne pourrai que le couvrir de la moitié du quart d'un petit coin de mon manteau. »

Rencontrer un objectif

Ce tour n'est consigné dans aucun dictionnaire; il figure dans notre liste pour avoir été condamné par Jean Darbelnet et par le Comité consultatif de la normalisation et de la qualité du français à l'Université Laval. Le verbe **rencontrer**, en effet, n'exprime pas l'idée de « faire ce qu'une situation demande » : **on atteint un objectif**, on ne le rencontre pas. Plusieurs ouvrages de difficultés rejettent d'ailleurs des constructions similaires, calquées sur l'anglais : **rencontrer des besoins, des billets, des conditions, des critères, des déficits, des dépenses, des dettes, des échéances, des effets de commerce, des engagements, des exigences, des frais, des obligations, des paiements, des prévisions, des versements, des vœux**. Ces emplois, dont certains sont donnés par Bélisle sans mise en garde, ne sont pas admis dans les grands dictionnaires. (Signalons au passage que **rencontrer un objectif** pourrait ne pas être tout à fait étranger à une acception vieillie de rencontrer – **avoir, obtenir par une chance : rencontrer la réussite, le succès.**)

Suivre un but

Le *Littré* admet **suivre un but** au sens de « s'attacher à l'exécution de quelque chose ». Le *Grand Robert* signale toutefois que l'expression est vieillie; il rapporte en outre, comme le *Trésor de la langue française*, qu'elle est tenue pour fautive. La locution est seulement relevée dans *Le Bon Usage*. Nous l'avons trouvée sans mise en garde dans le *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse*, à l'article **but**; cependant, comme elle ne semble figurer nulle part ailleurs, il faut croire qu'elle aura bien-tôt disparu.

Conclusion

S'il faut rejeter comme anglicisme l'emploi du verbe **rencontrer** avec les noms **but** ou **objectif**, nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de condamner celui des verbes **poursuivre, réaliser, remplir et suivre**. Cepen-

dant, si la construction **poursuivre un but** fait maintenant partie de l'usage, **remplir un but** ne se voit pas aussi souvent, et **réaliser un but**, pour l'instant du moins, n'est pas à recommander; quant à **suivre un but**, elle n'est plus guère employée.

Bibliographie

Note : Notre étude a amené la consultation de cent douze ouvrages. Il serait fastidieux d'énumérer ici tous ceux qui nous ont été utiles; nous ne citons par conséquent que les principaux.

Bélisle, Louis-Alexandre. *Dictionnaire nord-américain de la langue française*, Montréal, Beauchemin, 1979.

Bénac, Henri. *Dictionnaire des synonymes conforme au dictionnaire de l'Académie française*, Paris, Hachette, 1987.

Bénac, Henri. *Guide de l'expression écrite*, Paris, Hachette, 1976.

Bescherelle, Louis Nicolas. *Nouveau Dictionnaire national ou Dictionnaire universel de la langue française : répertoire encyclopédique des lettres, de l'histoire, de la géographie, des sciences, des arts et des industries*, Paris, Garnier, 1887.

Cellard, Jacques. *La Vie du langage : chroniques 1971-1975*, Le Monde, Paris, Le Robert, 1979.

Clas, André et Horguelin, Paul A. *Le Français, langue des affaires*, 2^e éd., Montréal, McGraw-Hill, 1979.

Colin, Jean-Paul. *Dictionnaire des difficultés du français*, Paris, Robert, 1982.

Colpron, Gilles. *Dictionnaire des anglicismes*, Montréal, Beauchemin, 1982.

Dagenais, Gérard. *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, 2^e éd., Boucherville, Québec, Éditions françaises, 1984.

Darbelnet, Jean. *Dictionnaire des particularités de l'usage*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1986.

- Darbelnet, Jean. *Le Français en contact avec l'anglais en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1976.
- Davau, Maurice, Cohen, Marcel et Lallemand, Maurice. *Dictionnaire du français vivant*, Paris, Bordas, 1975.
- Dictionnaire Beauchemin canadien*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1968.
- Dictionnaire du français contemporain*, Jean Dubois et al., Paris, Larousse, 1970.
- Dictionnaire du français contemporain illustré*, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1980.
- Dictionnaire du français Plus : à l'usage des francophones d'Amérique*, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1988.
- Dictionnaire encyclopédique Quillet*, dir. de la publ. Jean Rocaut, Christian Rocaut et Guy Rocaut, Paris, A. Quillet, 8 vol., 1968-1970.
- Dictionnaire Quillet de la langue française*, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1975.
- Dupré, P. *Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain*, Paris, Éditions de Trévise, 3 vol., 1972.
- Georgin, René. *Le Code du bon langage*, Paris, Éditions sociales françaises [ESF], 1966.
- Girodet, Jean. *Dictionnaire du bon français*, Paris, Bordas, 1981.
- Girodet, Jean. *Logos : Grand Dictionnaire de la langue française*, Paris, Bordas, 3 vol., 1976.
- Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse*, sous la dir. de Claude Dubois, Paris, Larousse, 10 vol., 1982-1985.
- Grand Larousse de la langue française*, sous la dir. de Louis Guilbert, René Lagane et Georges Niobey, Paris, Larousse, 7 vol., 1971-1978.
- Grevisse, Maurice. *Le Bon Usage, Grammaire française avec des Remarques sur la langue française d'aujourd'hui*, 11^e éd. revue, Paris-Gembloux, Duculot, 1980.
- Grevisse, Maurice. *Le Français correct*, Gembloux, Duculot, 1973.
- Grevisse, Maurice. *Problèmes de langage*, Gembloux, Duculot, 5 vol., 1961-1970.
- Hanse, Joseph. *Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne*, 2^e éd. mise à jour et enrichie, Paris-Gembloux, Duculot, 1987.
- Imbs, Paul. *Trésor de la langue française*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, vol. 1- , 1971-
- Larousse de la langue française : Lexis*, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1979.
- Le Bidois, Georges et Le Bidois, Robert. *Syntaxe du français moderne*, Paris, A. et J. Picard, 2 vol., 1971.
- Littré, Émile. *Dictionnaire de la langue française*, éd. intégrale, Paris, Pauvert et Gallimard, 7 vol., 1956.
- Les Maux des mots*, Comité consultatif de la normalisation et de la qualité du français à l'Université Laval, Québec, 1982.
- Petit Guérin express : étymologies, synonymes, antonymes, homonymes, paronymes, analogies, difficultés*, sous la dir. de Gérard Langlois, Montréal, Guérin, 1985.
- Robert méthodique : Dictionnaire méthodique du français actuel*, réd. dir. par J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1982.
- Robert, Paul. *Grand Robert de la langue française, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 2^e éd. ent. revue et enrichie, Paris, Le Robert, 9 vol., 1985.
- Robert, Paul. *Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, réd. dir. par A. Rey et J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1989.
- Thomas, Adolphe V. *Dictionnaire des difficultés de la langue française*, Paris, Larousse, 1983.
- Troestler, Hubert. *Nota bene : Fiches linguistiques et terminologiques à l'intention des médias*, Montréal, Office de la langue française, 1983.
- Villers, Marie-Éva de. *Multidictionnaire des difficultés de la langue française*, Montréal, Québec/Amérique, 1988.

Note

Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le Comité consultatif des Repères - T/R (1990).

(Suite de la page 14)

On sait d'ores et déjà que ces outils de correction automatique ou assistée du français (et il en va de même pour l'anglais américain) sont trop souvent imparfaits et d'utilisation peu commode. Le reproche qui leur est le plus communément adressé est leur manque de finesse, voire d'« intelligence », leur bêtise même et leur manque général de discernement. Bien que l'on attende beaucoup de l'intégration de principes d'intelligence artificielle dans la programmation de ces logiciels pour en améliorer la performance, il n'en demeure pas moins que ceux-ci exigent des connaissances linguistiques qui ont été jusqu'à maintenant trop souvent absentes. Le projet PROSE veut remédier à cette déficience fondamentale. Pour l'instant, peu de logiciels performants de ce type existent en version commerciale pour le traitement du français :

La richesse et la complexité du français avec sa syntaxe et ses exceptions particulières, louées par les littéraires, sont précisément ce qui plonge dans l'embarras les programmeurs les plus qualifiés. Pas besoin d'être un Bernard Pivot pour constater la faiblesse de la plupart des correcteurs. C'est en collaboration avec des professionnels de la langue (grammairiens, linguistes, etc.) que les logiciels de correction sont désormais mis au point. (*Science & Vie Micro*, décembre 1990, p. 118)

Idéalement, un atelier d'aide à la rédaction devrait permettre de gérer les cinq étapes nécessaires à la génération d'un texte cohérent et linguistiquement correct :

- remue-ménages;
- organisation des idées;
- rédaction;
- relecture d'épreuves;
- révision par un tiers.

(d'après la revue *PC-Computing*, décembre 1989, « The Write Stuff »)

Pour l'instant PROSE se limite à une intervention de correction postérieure à la rédaction d'un texte; il n'est cependant pas exclu que ce logiciel en vienne à traiter l'ensemble de la chaîne de la rédaction humaine pour se transformer en atelier électronique de rédaction.

Le projet PROSE a comme objectif de départ de permettre à des utilisateurs francophones travaillant dans un environnement bureautique de produire des textes linguistiquement corrects et, ce faisant, de continuer à améliorer la qualité de leur langue. PROSE, dans sa version finale, sera un linguisticien convivial apte à déceler les problèmes d'ordre stylistique et grammatical qu'un utilisateur francophone rencontre quotidiennement quand il a à rédiger des textes commerciaux ou spécialisés.

Au mois de mars 1988, notre équipe¹ a entrepris une *étude de faisabilité d'un correcteur grammatical et stylistique* pour le traitement de la langue française. Ayant reconnu un besoin réel pour le segment du marché des entreprises (langue du commerce et des affaires), nous avons déposé au mois de mars 1989 une demande de financement au Centre en français de recherche en informatisation des organisations (CEFRIO) afin d'entreprendre le développement d'un tel produit. Un premier financement de la part du CEFRIO a permis de produire, au printemps 1990, un prototype opérationnel du logiciel PROSE comprenant alors un module de correction basé sur un dictionnaire, un module de correction des formes verbales composées et surcomposées ainsi qu'une coquille de traitement utilisant un segmenteur de formes simples et complexes applicable à un texte sous forme ASCII. Ce prototype a été enrichi à l'automne 1990 d'un segmenteur breveté.

La réalisation du projet a nécessité l'exécution de diverses tâches préalables, notamment :

- Analyse détaillée des outils informatiques de correction déjà existants pour en faire ressortir les points forts et les points faibles;
- Inventaire détaillé des besoins rédactionnels des langagiers des secteurs public et privé;
- Repérage et sélection des problèmes courants de stylistique et de grammaire que rencontre un rédacteur francophone.

Pour l'élaboration du prototype les étapes suivantes ont dû être réalisées :

- Organisation des problèmes selon une typologie (30 catégories d'erreurs) compatible avec notre cheminement informa-

tique et élaboration d'un dictionnaire de 1 300 entrées dans une base de données temporaire élaborée sur le système de gestion de base de données (s.g.b.d.) EDIBASE et comprenant des commentaires linguistiques pour chaque type de problème;

- Constitution du module de gestion dictionnaire à partir de la base de données corrective;
- Repérage, extraction et définition de règles stylistiques en vue du développement d'algorithmes pour le module stylistique;
- Développement d'un segmenteur des formes de base en langage Turbo-C pour le traitement initial du texte et de divers sous-programmes d'aide à la solution des problèmes de rédaction, de grammaire et de style;
- Conception, développement et essai préliminaire d'un mini-dictionnaire de synonymes verbaux (une série de 20 verbes donne lieu à un réseau de 900 verbes), traitement informatique du corpus.

Dans son état actuel le prototype PROSE est un logiciel apte à déceler les problèmes d'ordre stylistique et grammatical qu'un utilisateur francophone rencontre quotidiennement quand il a à rédiger des textes spécialisés ou non. Cette fonction de repérage des problèmes linguistiques est complétée par la proposition de solutions linguistiques à valider par l'utilisateur. En cela, le prototype s'inspire de logiciels américains déjà commercialisés (tels Grammatik et Right-Writer), mais à la différence de ceux-ci, PROSE a été conçu au départ pour des fonctions de correction grammaticale et stylistique plus poussées. Il se distingue en outre de produits québécois de correction orthographique et grammaticale, tels Hugo ou Le Correcteur, par l'ajout de réelles fonctions de correction stylistique et par la spécialisation que lui procurent sa vocation bureautique et son aptitude à traiter le français du commerce et des affaires. PROSE peut aussi bien tenir compte des particularismes régionaux que des variantes linguistiques. Il est enfin prévu que PROSE puisse fonctionner en arrière-plan d'un logiciel de traitement de texte et non en différé comme ORTOGRAF + ou HUGO Plus.

Le corpus de repérage des erreurs à traiter provient d'abord du *Multidictionnaire des difficultés de la langue française*

(Éditions Québec-Amérique, 1988)². Il comprend en outre la plupart des ouvrages canadiens de correction linguistique du français.

Depuis septembre 1990, l'équipe œuvre à la structuration théorique du prototype afin de compléter les multiples facettes de ce que sera le produit dans sa version alpha et d'en déterminer les composantes à développer. Une modélisation des développements de l'algorithme pour la réalisation du programme PROSE dans ses versions avancées a été effectuée.

Le volet grammatical du correcteur a fait l'objet d'améliorations importantes par rapport au prototype présenté au mois de juin 1990. La description qui suit concerne cet aspect du projet. Une autre partie du projet a trait au volet stylistique du logiciel et au développement d'un analyseur morpho-syntaxique.

Les trois programmes suivants comportent deux dictionnaires destinés à la vérification, à l'analyse et à l'aide informative à l'utilisateur :

1. le programme de base PROSE avec son menu;
2. l'élaboration de la banque des formes fautives et de son programme de gestion;
3. le programme de repérage des participes passés et la banque informative reliée à ses fonctions d'analyse.

La structure des programmes est modulaire. Ceci a permis de construire à la pièce chaque module d'opération, de tester les modules individuellement avant leur intégration à l'ensemble du programme. Ainsi, un gestionnaire de la banque des formes fautives et le programme de repérage des participes passés ont été intégrés au logiciel. Voici la liste des modules d'opération fonctionnels à ce jour :

programme PROSE

1. module de conversion de fichier (du format ASCII en format PROSE);
2. module de vérification des formes fautives;
3. module de repérage et de vérification des participes passés;

4. module de correction (aide informative, correction suggérée);
5. module statistique concernant l'état du texte;
6. module d'intégration des procédures et de gestion des menus;
7. module de gestion de la banque corrective des formes fautives (programme intégré);
8. module d'analyse et de gestion concernant le repérage des cas problèmes de participes passés (consultation du dictionnaire, enrichissement, utilitaire de sortie).

Ces modules ont fait l'objet de tests rigoureux afin de vérifier leur fiabilité en termes de performance. Enfin, une version de démonstration qui effectue les diverses tâches assurées par les modules a pu être élaborée.

Les deux étapes suivantes qui sont en voie de réalisation permettront à PROSE d'être un outil de travail autonome :

1. L'intégration du segmenteur capable de traiter les termes simples et les termes complexes;
2. L'intégration du module de conversion de fichier pour reconstituer le texte corrigé.

Le logiciel pourra ainsi gérer indépendamment ces fonctions préalables et postérieures au traitement proprement dit. Il faut également en améliorer la présentation et la convivialité.

La prochaine année sera consacrée à la poursuite du travail de développement de PROSE, c'est-à-dire :

1. augmenter la banque corrective des formes fautives et raffiner la qualité de l'aide informative qu'elle contient (anglicismes, québécismes, phraséologie, terminologie officielle -OLF-, etc.);
2. élaborer des dictionnaires complémentaires : dictionnaire toponymique québécois, noms propres, sigles;
3. voir à l'amélioration ou au développement de modules particuliers :
 - optimiser le module de repérage des participes passés pour procéder à une analyse plus complète des syntagmes verbaux de temps composés et surcomposés;

- élaborer un module d'aide à la féminisation des écrits;
- élaborer un module de traitement des modifications orthographiques (République française, décembre 1990);
- développer un module statistique et stylométrique (statistiques textuelles générales, indices de lisibilité, etc.).

Il faut dire enfin que le projet PROSE se situe dans une perspective de rentabilisation sociale de la recherche théorique et appliquée en linguistique telle qu'elle se fait à l'université. Il se veut un exemple de transfert technologique de l'université vers l'entreprise privée dans un domaine nouveau, celui de l'industrialisation de la langue, qui prend en compte des progrès de la linguistique et en profite. De plus, il constitue un bon exemple d'actualisation et de rentabilisation de l'enseignement universitaire en permettant d'orienter de jeunes chercheurs vers le marché du traitement des langues, un marché en pleine évolution et dont le développement continuera à s'intensifier dans les années à venir.

Notes

1. L'équipe est composée des personnes suivantes :

Pierre Auger, professeur, chercheur principal (Université Laval);

Jacques Ouellet, professeur chercheur associé (Université Laval);

Richard Bérubé, linguiste-informaticien (Université Laval);

Jacquelin Bureau, informaticien (gouvernement du Québec);

Jacques Toussaint, étudiant de 3^e cycle en linguistique (Université Laval);

Marie-Claude l'Homme, étudiante de 3^e cycle en linguistique (Université Laval);

Eric Brunelle, informaticien (Machina Sapiens, Montréal);

Chantale Contant, linguiste (Machina Sapiens, Montréal).

2. Une entente provisoire a été conclue avec la maison d'édition Québec-Amérique autorisant l'utilisation des données du Multi-Dictionnaire.

Qu'est-ce qui se cache derrière les CFC?

par Denis Rivard

Aujourd'hui, personne n'ignore que des **polluants chimiques anthropiques** (*anthropogenic chemical pollutant*) menacent l'ozone stratosphérique. Pourtant, quand arrive le temps de pointer du doigt les responsables de cette **pollution planétaire** (*global pollution*) provoquant la disparition de la mince **couche d'ozone** (*ozone layer*) qui protège la vie sur Terre, on constate une certaine confusion dans la terminologie employée.

Le sigle **CFC** s'est très rapidement imposé comme le terme passe-partout pour désigner la cause du problème; mais connaît-on aussi la signification des sigles **HCFC**, **HCNM** et **HFC** qui désignent des produits apparentés aux **CFC**? Qui pourrait faire la différence entre un hydrocarbure halogéné, un chlorofluorocarbure et un chlorofluorométhane, tous coupables à différents degrés de s'attaquer à l'ozone? Qu'est-ce qui distingue les fréons des halons? Qu'on greffe à ce tableau déjà confus quelques anglicismes bien enracinés et on aura une idée du désordre terminologique qui règne dans ce corps de vocabulaire.

Dans cette rude guerre environnementale déjà en cours sur la planète, notre modeste contribution serait peut-être d'aider à bien identifier l'ennemi. Ce à quoi je convie le lecteur. Peu importe ses connaissances en chimie, je l'invite à me suivre du laboratoire du chimiste à l'usine du fabricant, jusqu'au bureau de normalisation afin de reconnaître sous leurs multiples déguisements les **produits destructeurs d'ozone** (*ozone depleters*).

Au laboratoire

Rappelons brièvement en quoi consiste le mécanisme de formation de l'ozone. L'ozone est une variété triatomique de l'oxygène. Dans la stratosphère, l'ozone frappé par des radiations solaires, $h\nu$, se dissocie en **oxygène moléculaire** ou O_2 (*molecular oxygen*) et en oxygène **élémentaire** ou O (*atomic oxygen*), encore appelé **oxygène atomique**, selon l'équation suivante : $O_3 + h\nu \rightarrow O_2 + O$. L'**oxygène élé-**

mentaire ainsi produit perd un peu d'énergie et un peu d'altitude. Dans sa chute, il rencontre encore de l'oxygène moléculaire, O_2 , et se recombine pour former une nouvelle molécule d'ozone :

$O + O_2 \rightarrow O_3$. C'est ainsi, à la façon d'une gigantesque fontaine, que l'ozone absorbe les rayons solaires. Sous cet impact l'ozone se dissocie et retombe sous la ligne de combat; il se reforme et vient attendre la prochaine onde de choc, assurant ainsi une protection permanente sans laquelle la vie sur Terre serait impossible.

1. Les produits chlorés

La couche d'ozone est tellement mince que, rabattue sur Terre par gravité, elle couvrirait la surface terrestre d'une pellicule d'à peine 1 millimètre d'épaisseur. Mince mais efficace. Du moins jusqu'à ce qu'intervienne le chlore. En présence du chlore, la molécule d'ozone cède un atome d'oxygène pour former le **radical chlorosyle** (*chlorosyl radical*) et de l'oxygène moléculaire :

$Cl + O_3 \rightarrow ClO + O_2$. Dès que la molécule de chlore rencontre un **atome d'oxygène disponible** (*free atomic oxygen*), elle s'en empare, forme de l'oxygène moléculaire et libère à nouveau le chlore :

$ClO + O \rightarrow O_2 + Cl$. Ainsi, après avoir sévi une première fois, le chlore se libère et enclenche une série de réactions appelées **chaîne de destruction catalytique** (*catalytic destruction chain*) à la fin de laquelle un seul atome de chlore aura détruit 100 000 molécules d'ozone. Toute substance contenant du chlore représente donc un danger potentiel pour l'ozone, et les produits chlorés constituent la plus vaste catégorie de polluants destructeurs d'ozone. Les termes **substances chlorées**, **composés chlorés** et **espèces chlorées** (*chlorinated substance*, *chlorinated compound*, *chlorinated species*) désignent la même réalité.

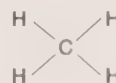
2. Les hydrocarbures halogénés ou halocarbures

Une fois libérés, les produits chlorés montent dans l'atmosphère jusqu'à ce

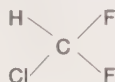
qu'une réaction chimique mette un terme à leur **vie atmosphérique** (*atmospheric life*). On appelle **puits de chlore** (*chlorine sink*) tout **constituant atmosphérique** (*atmospheric constituent*), qui interrompt l'ascension d'un produit chloré. Les nombreux **puits troposphériques** (*tropospheric sinks*) éliminent la quasi totalité des produits chlorés dans les dix premiers kilomètres de l'atmosphère; très rares étaient les produits capables d'atteindre la couche d'ozone, concentrée à une vingtaine de kilomètres d'altitude, au milieu de la stratosphère ... du moins jusqu'à l'invention des hydrocarbures halogénés.

Les **hydrocarbures halogénés** (*halogenated hydrocarbons*) ou **halocarbures** (*halocarbons*) forment une vaste famille de produits caractérisés par leur grande **stabilité chimique** (*chemical stability*). D'une grande utilité parce qu'**inertes chimiquement** (*chemically inert*), ces substances sont produites massivement par millions de tonnes chaque année depuis soixante ans. Étant donné leur grande stabilité chimique (on ne leur connaît aucun puits troposphérique) leur vie atmosphérique peut dépasser la centaine d'années. Au terme d'une longue ascension, les rayons solaires de la stratosphère réussiront finalement à dissocier ces hydrocarbures, composés en grande partie de produits chlorés. C'est précisément à la hauteur de la couche d'ozone que le chlore se répandra et que débutera le **cycle de destruction catalytique de l'ozone** (*catalytic ozone destruction cycle*).

Les hydrocarbures halogénés sont des produits de synthèse obtenus en remplaçant les atomes d'hydrogène, qui à l'état naturel entourent les atomes de carbone, par des atomes d'halogène. Il n'existe que cinq halogènes : le chlore, le brome, le fluor, l'iode et l'astate. L'atome de carbone, tétravalent, peut lier quatre atomes. Le méthane, CH_4 , dont voici la formule développée, est un bon exemple d'hydrocarbure simple :



Si l'on remplace deux atomes d'hydrogène par deux atomes de fluor et un autre atome d'hydrogène par un atome de chlore, on obtient un **hydrocarbure partiellement halogéné** (*partially halogenated hydrocarbon*), le **chlorodifluorométhane** (*chlorodifluoromethane*), de formule CHClF_2 :



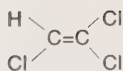
Si l'on avait remplacé le dernier atome d'hydrogène par un autre atome de chlore, la substance obtenue, le CCl_2F_2 ou **dichlorodifluorométhane** (*dichlorodifluoromethane*), serait un **hydrocarbure entièrement halogéné** (*completely halogenated hydrocarbon*), puisque tous les atomes d'hydrogène auraient été remplacés par des halogènes.

3. Les halométhanes et les hydrocarbures non méthaniques

Les hydrocarbures halogénés qui, comme le CHClF_2 , ne contiennent qu'un atome de carbone forment la catégorie des **halométhanes** (*halogenated methane, halo-methane*); ils peuvent être partiellement ou entièrement halogénés. On appelle **hydrocarbures non méthaniques** ou **HCNM** (*non-methane hydrocarbon, NMHC*), les hydrocarbures halogénés qui contiennent plus d'un noyau de carbone. Ainsi un produit comme le **monobromoéthane** (*bromoethane*), un hydrocarbure non méthanique partiellement halogéné de formule $\text{C}_2\text{H}_5\text{Br}$, contient-il deux noyaux de carbone. Sa formule plus précise $\text{CH}_3\text{-CH}_2\text{Br}$ l'illustre clairement :



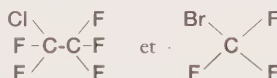
On appelle **haloéthane** (*haloethane*) les hydrocarbures halogénés qui, comme le $\text{CH}_3\text{-CH}_2\text{Br}$, ont deux noyaux liés par une liaison simple carbone-carbone. Si, dans une molécule, les deux noyaux sont rattachés par une liaison double carbone-carbone, ne laissant plus la place qu'à la substitution de quatre atomes d'hydrogène, on appellera cette substance **haloéthylène** (*haloethylene*). Ainsi le **trichloroéthylène** (*trichloroethylene*), hydrocarbure partiellement halogéné de formule CHCl=CCl_2 , soit un **haloéthylène** qui peut être représenté de la façon suivante :



On appelle **hydrocarbure insaturé** (*unsaturated hydrocarbon*) une substance qui contient, comme les haloéthylènes, une ou plusieurs liaisons multiples carbone-carbone. À l'inverse, un **hydrocarbure saturé** (*saturated hydrocarbon*) ne contient que des liaisons simples carbone-carbone.

4. Les chlorofluorocarbures ou hydrocarbures chlorofluorés

Les **chlorofluorocarbures** ou **CFC** (*chlorofluorocarbons, CFC*) regroupent tous les hydrocarbures halogénés contenant du chlore et du fluor, deux des cinq halogènes. Dans la pratique, on inclut aussi dans ce groupe les dérivés comportant un troisième halogène, le brome. Les chlorofluorocarbures sont en fait les hydrocarbures halogénés les plus utilisés commercialement; d'où la synonymie entre ces termes bien qu'en fait, il existe d'autres hydrocarbures halogénés que les chlorofluorocarbures. Le **chloropentafluoroéthane** (*chloropentafluoroethane*), C_2ClF_5 , et le **bromotrifluoroéthane** (*bromotrifluoromethane*), CBrF_3 , sont des chlorofluorocarbures :



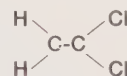
Le terme **chlorofluorocarbone**, barbarisme déjà enraciné, doit être évité pour la même raison qu'en français on dit correctement **hydrocarbure** (*hydrocarbon*) et non **hydrocarbure**.

En ce qui a trait à l'appauvrissement de l'ozone (*ozone depletion*), on fait souvent porter le poids de la responsabilité sur les seuls CFC. C'est que, de tous les hydrocarbures halogénés, ce sont eux qui contiennent le chlore, principal destructeur d'ozone. Rappelons que le brome, quoique dans une moindre mesure, participe aussi à l'amincissement de la couche d'ozone (*ozone layer thinning*). Le fluor, quant à lui, n'a aucun effet sur l'ozone.

5. Les chlorofluorométhanes

On appelle **chlorofluorométhane** ou **CFM** (*chlorofluoromethane, CFM*) un chlorofluorocarbone qui ne contient qu'un atome de carbone. Les **chlorofluorométhanes**, plus faciles à produire, sont les plus répandus des **chlorofluorocarbures**, d'où la syno-

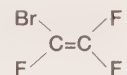
nymie entre ces deux termes même si, par ailleurs, on peut les distinguer. Le **dichlorométhane** (*dichloromethane*), de formule CH_2Cl_2 , est un chlorofluorométhane partiellement halogéné :



Quand un chlorofluorocarbone comprend deux noyaux de carbone à liaison simple et un maximum de six atomes d'hydrogène à remplacer, on l'appelle **chlorofluoroéthane** (*chlorofluoroethane*). Le **monochloroéthane** (*monochlorethane*) de formule $\text{CH}_3\text{-CH}_2\text{Cl}$ en est un exemple :



Si un chlorofluorocarbone comprend deux noyaux de carbone à liaison double et un maximum de six atomes d'hydrogène substituables, on l'appelle **chlorofluoroéthylène** (*chlorofluoroethylene*). Le **bromotrifluoroéthylène** (*bromotrifluoroethylene*) de formule CBrF=CF_2 en est un exemple :



Bien sûr, certains chlorofluorocarbures peuvent contenir plus de deux noyaux de carbone : l'**octafluorocyclobutane** (*octafluorocyclobutane*) de formule C_4F_8 en comprend quatre et le **dichloropropane** (*dichloropropane*), de formule $\text{C}_3\text{H}_6\text{Cl}_2$, en comprend trois.

Chez le fabricant

1. Les fréons

C'est sous la marque de commerce **Fréon** (*Freon*) que la société DuPont de Nemours a mis les hydrocarbures halogénés sur le marché. De tous les hydrocarbures halogénés, les chlorofluorocarbures, ceux qui contiennent du chlore, du fluor et du brome, sont les plus recherchés pour leurs caractéristiques techniques. De ceux-ci, les chlorofluorométhanes, parce qu'ils sont les plus faciles à produire, ont été fabriqués massivement. C'est pourquoi le terme **fréon** (*freon*) en est venu à désigner n'importe laquelle des catégories de produits nommées ci-dessus.

Afin de s'y reconnaître dans cette multitude de produits, la société DuPont a mis au point une **nomenclature abrégée** (*short-hand numbering system*) qui permet d'identifier chaque produit par un simple numéro avec lequel on peut reconstituer la molécule de la substance correspondante. Ainsi, dans la nomenclature industrielle Fréon, le **chlorodifluorométhane** (*chlorodifluoromethane*) ou CHClF_2 est appelé **Fréon-22** (*Freon-22*). D'autres producteurs d'hydrocarbures halogénés ont adopté la même nomenclature et le difluorométhane produit par la société Imperial Chemical Industry porte la marque Arcten 22. On trouve aussi le Frigen-22, le Génétren-22, etc.

Comme cette nomenclature n'est plus la propriété exclusive de DuPont, on trouve de plus en plus souvent le terme générique **fréon** (*freon*), sans majuscule initiale, qui sert à désigner un hydrocarbure halogéné donné sans préciser qui en est le fabricant; ainsi le chlorodifluorométhane devient le **fréon-22** (*freon-22*). Afin d'échapper aux appellations commerciales, une autre façon de faire, correcte et fonctionnelle, tend à s'implanter en français autant qu'en anglais : on fait précéder le numéro fréon du sigle CFC; le chlorodifluorométhane devient ainsi le CFC-22.

2. Les halons

Il existe une autre nomenclature abrégée, celle des produits halons, mis au point par le U.S. Army Corps of Engineers. Cette nomenclature est particulièrement utile pour certains **hydrocarbures bromés** (*bro-*

minated hydrocarbons) utilisés comme produits extincteurs. Dans la **nomenclature Halon** (*Halon labelling system*), le **dibromotétrafluoroéthane** (*dibromotetrafluoroethane*) de formule $\text{C}_2\text{Br}_2\text{F}_4$ devient le halon 2402. Les quatre chiffres qui forment l'indicatif numérique permettent, comme dans la **nomenclature Fréon** (*Freon labelling system*), de reconstituer le produit correspondant.

Au bureau de normalisation

Pour assurer la protection de la couche d'ozone, il est inutile d'interdire tous les hydrocarbures halogénés. Il suffit de s'attaquer aux substances chlorées et bromées, le fluor et les deux autres halogènes étant inoffensifs. Parmi les substances chlorées, certaines, comme le **tétrachlorométhane** (*tetrachloromethane*) ou CCl_4 , contiennent plus d'atomes de chlore que d'autres, le **chlorodifluorométhane** (*chlorodifluoromethane*) ou CHClF_2 , par exemple. Le bureau de normalisation a donc attribué une cote à tous les hydrocarbures halogénés en fonction de leur **potentiel de destruction de l'ozone**, leur **PDO** (*ozone-depletion potential, ODP*). Le **trichlorofluorométhane** (*trichlorofluoromethane*) ou CCl_3F ayant été choisi comme produit étalon, on lui octroie la cote 1,0. Tous les autres produits sont ensuite comparés au produit de référence. Le CCl_4 reçoit la cote 1,6 et le CHClF_2 , la cote 0,5.

À partir de cette norme, tous les produits dont le PDO est supérieur à 0,5 sont appelés **chlorofluorocarbures** ou **CFC**, appellation qui ne concorde pas, soit dit en passant, avec ce que le chimiste appelle chlorofluorocarbure; les produits entre 0,5 et 0,2 seraient appelés **hydrochlorofluorocarbures** ou **HCFC** (*hydrochlorofluorocarbons, HCFC*), car ce sont souvent des hydrocarbures partiellement halogénés, donc contenant encore des atomes d'hydrogène; les produits dont le PDO est inférieur à 0,2 seraient appelés **hydrofluorocarbures** ou **HFC** (*hydrofluorocarbons, HFC*), car le fluor et l'hydrogène ne sont pas dommageables pour l'ozone; il est à noter qu'en chimie traditionnelle, cette dernière catégorie correspond exactement aux hydrocarbures partiellement ou entièrement fluorés.

Dans la langue courante, sans qu'il soit question du **PDO**, on utilise des expressions moins précises comme **CFC durs** ou **CFC dangereux**, **CFC doux** et **CFC inoffensifs**; ces expressions recouvrent approximativement les catégories de CFC établies par la norme.

Si, parfois, entre la langue du spécialiste et celle du profane, la terminologie peut différer, chose certaine, tous doivent s'unir pour assurer le respect de notre milieu de vie. J'espère, en conclusion, que ce petit périple au pays des molécules permettra au lecteur, de reconnaître les polluants chimiques qui menacent notre environnement peu importe les masques qu'ils empruntent pour nous échapper.

D'un océan à l'autre Toponymes d'intérêt pancanadien

par Hélène Gélinas-Surprenant

Au Canada, une entité géographique (lieu non habité) n'a, habituellement, qu'un seul nom officiel.

En 1983, le Conseil du Trésor émet la circulaire n° 1983-58 exposant « les lignes directrices concernant le traitement linguistique des toponymes canadiens sur les car-

tes topographiques et marines du gouvernement fédéral ». En annexe à cette circulaire se retrouve « la liste des toponymes géographiques d'intérêt pancanadien qui ont une forme bien connue dans les deux langues officielles », liste établie sur la recommandation du Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG).

Ces entités géographiques, au nombre de 81, ont deux formes reconnues par l'administration fédérale, l'une en anglais, l'autre en français. Elles regroupent des provinces¹, les territoires et leurs subdivisions administratives, des étendues d'eau et des particularités géographiques qui ont en commun le fait de couvrir une grande

superficie, de toucher à plus d'une province ou d'un territoire ou de s'étendre au-delà de la frontière canadienne. C'est en raison même de cette importance géographique qu'elles sont désignées différemment dans l'une et l'autre langues officielles. La directive du Conseil du Trésor est venue apporter une reconnaissance formelle de l'usage.

Les noms de ces 81 entités doivent être inscrits dans les deux langues officielles sur les cartes bilingues, et dans la langue appropriée sur les versions anglaise et française d'une carte et d'un texte suivi².

Dans une liste, sur une carte géographique ou un panneau de signalisation, la forme française de ces entités s'écrit avec une majuscule, quelle que soit la nature du premier mot de l'entité. Dans le corps d'un texte, la minuscule est de rigueur pour le premier mot, habituellement le générique.

Pour éviter toute confusion dans l'interprétation de ces règles d'écriture et quant à l'ordre des mots d'une désignation officielle, la liste des toponymes d'intérêt pancanadien donne ces noms

- a) tels qu'ils doivent figurer dans un texte suivi
- b) selon l'ordre alphabétique du mot-clé anglais, sans inversion aucune.

Notes

1. Les toponymes Alberta, Manitoba, Ontario et Saskatchewan ne font pas partie de la liste car ils ont la même graphie dans les deux langues officielles.
2. Le traitement à accorder aux noms des autres toponymes géographiques fera l'objet d'une chronique ultérieure.

Geographical Names of Pan-Canadian Significance / Toponymes d'intérêt pancanadien

A

Lake Abitibi – lac Abitibi
Anticosti Island – île d'Anticosti
Appalachian Mountains – les Appalaches
Arctic Ocean – océan Arctique
Lake Athabasca – lac Athabasca

Athabasca River – rivière Athabasca
Atlantic Ocean – océan Atlantique

B

Baffin Bay – baie de Baffin
Baffin Island – île de Baffin
Beaufort Sea – mer de Beaufort
Strait of Belle Isle – détroit de Belle Isle
British Columbia – Colombie-Britannique

C

Cabot Strait – détroit de Cabot
Cape Breton Island – île du Cap-Breton
Chaleur Bay – baie des Chaleurs
Champlain Lake – lac Champlain
Churchill River (Man.) – rivière Churchill (Man.)
Churchill River (Nfld.) – fleuve Churchill (T.-N.)
Coast Mountains – chaîne Côtière
Columbia River – fleuve Columbia

D

Davis Strait – détroit de Davis

E

Ellesmere Island – île d'Ellesmere
Lake Erie – lac Érié

F

District of Franklin – district de Franklin
Fraser River – fleuve Fraser
Bay of Fundy – baie de Fundy

G

Georgian Bay – baie Georgienne
Great Bear Lake – Grand lac de l'Ours
Great Slave Lake – Grand lac des Esclaves

H

Hudson Bay – baie d'Hudson
Hudson Strait – détroit d'Hudson
Lake Huron – lac Huron

J

James Bay – baie James

K

District of Keewatin – district de Keewatin

L

Labrador Sea – mer du Labrador
Laurentian Mountains – les Laurentides

M

District of Mackenzie – district de Mackenzie

Mackenzie River – fleuve Mackenzie
Lake Manitoba – lac Manitoba
Lake Michigan (not actually in Canada) – lac Michigan (entité située hors du Canada)

N

Nelson River – fleuve Nelson
New Brunswick – Nouveau-Brunswick
Newfoundland – Terre-Neuve
Niagara Falls – chutes Niagara
Lake Nipigon – lac Nipigon
Lake Nipissing – lac Nipissing
North Saskatchewan River – rivière Saskatchewan Nord
Northumberland Strait – détroit de Northumberland
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse

O

Lake Ontario – lac Ontario
Ottawa River – rivière des Outaouais

P

Pacific Ocean – océan Pacifique
Peace River – rivière de la Paix
Prince Edward Island (province) – Île-du-Prince-Édouard (province)

Q

Quebec (province) – Québec (province)
Queen Charlotte Islands – îles de la Reine-Charlotte
Queen Elizabeth Islands – îles de la Reine-Élisabeth

R

Rainy Lake – lac à la Pluie
Rainy River – rivière à la Pluie
Red River – rivière Rouge
Restigouche River – rivière Ristigouche
Rocky Mountains – montagnes Rocheuses

S

Sable Island – île de Sable
Saguenay River – rivière Saguenay
Lake St. Clair – lac Sainte-Claire
Saint John River – rivière Saint-Jean
Gulf of St. Lawrence – golfe du Saint-Laurent
St. Lawrence River – fleuve Saint-Laurent
Saskatchewan River – rivière Saskatchewan
South Saskatchewan River – rivière Saskatchewan Sud
Lake Superior – lac Supérieur

T
Lake Timiskaming – lac Témiscamingue

U
Ungava Bay – baie d'Ungava

V
Vancouver Island – île de Vancouver

W
Lake Winnipeg – lac Winnipeg
Lake Winnipegosis – lac Winnipegosis

Winnipeg River – rivière Winnipeg
Lake of the Woods – lac des Bois

Y
Yukon River – fleuve Yukon
Yukon Territory – Territoire du Yukon

La réforme de l'orthographe - La position du Secrétariat d'État

Au cours de la réunion qu'ils ont tenue le 17 janvier 1991, les membres de l'Académie française ont décidé à la majorité (vingt-trois voix contre six) de ne pas imposer la réforme de l'orthographe qu'ils avaient approuvée à l'unanimité le 3 mai 1990. Il leur a paru de bonne guerre de soumettre les rectifications proposées à l'épreuve du temps et de laisser l'usage trancher.

L'Académie se réserve le droit, après une période d'observation, dont la durée demeure encore imprécise, d'accepter ou

de rejeter les changements mis de l'avant. Si les modifications sont adoptées dans la pratique, elles seront reçues par l'Académie; dans le cas contraire, elles deviendront caduques. L'Académie insiste maintenant : « Le débat est clos. [...] L'orthographe actuelle reste d'usage. »

Pour sa part, le Conseil de la langue française du Québec, dans un avis officiel adressé au ministre Claude Ryan le 18 janvier 1991, a recommandé, par la voix de son président, Pierre-Étienne Laporte,

de ne pas procéder à la mise en œuvre des modifications avant de s'être assuré qu'elles seront appliquées formellement en France.

En conséquence, le Secrétariat d'État demande à tous ses services de traduction de respecter, dans leurs travaux de traduction, de révision et de rédaction, la décision ultime de l'Académie française. Les écrits devront donc être rédigés suivant l'orthographe qui prévalait avant l'amorce de la réforme proposée.

The French Spelling Reform - Position of the Department of the Secretary of State

At their meeting of January 17, 1991, a majority of the members of the French Academy (twenty-three to six) voted not to impose the spelling reform unanimously approved by them on May 3, 1990. They judged it prudent to put the proposed changes to the test of time and let usage decide.

The Academy reserves the right to accept or reject the proposed changes after an as yet unspecified period. If the

changes pass into general use, they will be endorsed by the Academy; if the opposite is the case, they will become null and void. The Academy's decision is unequivocal: the debate is now closed and the existing spelling remains in effect.

The Conseil de la langue française du Québec took a similar approach. On January 18, 1991, its president, Pierre-Étienne Laporte submitted an official opinion to Claude Ryan, Quebec Minister

of Education, recommending that the changes not be implemented until they have been formally embraced in France.

Consequently, the Department of the Secretary of State asks that all its translation services respect, when translating, revising or writing in the French language, the final decision of the French Academy. All written material shall therefore reflect the spelling conventions that existed before the start of the proposed reform.

Les rectifications de l'orthographe, une histoire de francophonie

par Pierrette Vachon-L'Heureux

À l'automne 1987, la recherche de collaborateurs pour la mise sur pied de la banque de données linguistiques dont le Québec désirait se doter nous amena à effectuer une mission à Paris pour le compte de l'Office de la langue française du Québec, dans le cadre de la coopération franco-québécoise. Cette banque devait proposer des fichiers traitant des problèmes relevés par le réseau de l'assistance linguistique de l'Office de la langue française du Québec : les domaines à aborder en priorité étaient la grammaire, la typographie et l'orthographe. Dans ces circonstances, il était important de rencontrer celle qui, depuis plus de vingt ans, à la tête d'une équipe de linguistes du CNRS, mène des recherches sur l'histoire et les structures des orthographes et systèmes d'écriture, Nina Catach. C'est alors que les travaux du groupe « Réforme » de l'AIROE (Association pour l'information et la recherche sur les orthographes et les systèmes d'écriture) et l'importance du courant réformiste attirèrent notre attention. Un dossier sur l'histoire des réformes de l'orthographe du français fut constitué. L'étude démontra qu'il s'agissait là d'une aventure qui remonte au XII^e siècle, au début de notre écriture.

À l'automne 1989, la situation avait nettement évolué. En effet, le journal *Le Monde* du 7 février avait publié un appel de linguistes sur l'orthographe intitulé *Moderner l'écriture du français* et les librairies offraient le *Que vive l'orthographe!* [sic] signé de MM. Jacques Leconte et Philippe Cibois, du monde des enseignants. À la Délégation générale à la langue française, on parlait de réforme imminente de l'orthographe. Il nous apparut souhaitable qu'une réforme française de l'orthographe soit perçue également comme une réforme de l'orthographe du français. La formule fit merveille et l'idée aussi. Elle fut reprise par le président du Conseil de la langue française du Québec et fut entendue par le vice-président du Conseil supérieur de la langue française de France.

Le 24 octobre 1989, dans son discours d'installation du Conseil supérieur de la lan-

gue française, le Premier Ministre Michel Rocard confiait à celui-ci le soin de déterminer des éléments de réforme concernant cinq points bien précis retenus de préférence à d'autres dans l'ensemble des points proposés par les nombreux réformateurs depuis le début de notre siècle, qu'il s'agisse de Leygues (1901), de Brunot (1906), de Dauzat (1940), de Bruneau et Pernot (1946), de Beaulieux (1952), de Beslais (1952-1964), de Thimonnier (1972), ou encore de Joseph Hanse et de son équipe du Conseil international de la langue française (1975-1987). Il s'agissait donc des points suivants :

- l'usage des traits d'union;
- le pluriel des mots composés;
- l'usage des accents circonflexes;
- les anomalies des séries désaccordées [...] et l'orthographe des mots d'origine latine ou étrangère et autres incohérences [...];
- enfin, un problème relevant de l'orthographe grammaticale : l'accord du participe passé dans les verbes pronominaux¹.

Les travaux du Groupe d'experts se déroulent à un rythme rapide : le 11 janvier, André Goosse traite de l'accent circonflexe et Charles Muller aborde la problématique des verbes en **-eler** et **-eter**; le 25 janvier, Nina Catach présente la question des dérivés nominaux en **-on** et en **-an** et Jean-Pierre Colignon analyse l'emploi actuel du trait d'union en français.

Pendant ce temps, au Québec, le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, Claude Ryan recevait une invitation de Bernard Quemada, vice-président du Conseil supérieur de la langue française, à associer officiellement « un ou plusieurs spécialistes québécois » aux travaux du Groupe d'experts. Sur avis du Conseil de la langue française, il mandate Pierre Martel, alors président du Conseil de la langue française. Celui-ci réunit autour de lui un groupe de représentants des divers milieux québécois intéressés à la réforme de l'orthographe. On regroupe ainsi sous le nom de Comité pour la réforme de l'orthographe des repré-

sentants de l'Office de la langue française, du ministère de l'Éducation, de la Centrale de l'enseignement du Québec et de l'Association québécoise des professeurs de français, et, à titre personnel, un universitaire didacticien de longue expérience, Gilles Gagné, ainsi que l'auteur du *Multidictionnaire des difficultés de la langue française*, Marie-Éva de Villers.

Les travaux du comité québécois s'organisent en fonction de la participation québécoise à la réunion du 8 février au cours de laquelle, d'une part, Claude Kanas, de la maison Larousse, présentera la question du pluriel des mots composés et, d'autre part, André Goosse proposera une synthèse de la discussion sur l'accord du participe passé des verbes pronominaux. Le comité prépare donc une proposition portant sur la composition nominale, c'est-à-dire une réflexion sur l'usage du trait d'union et la marque du pluriel des mots composés. Dans une approche globale, le comité propose de favoriser l'agglutination dans le plus grand nombre de cas possible, d'une part, et de recommander l'élimination ou le non-recours au trait d'union, d'autre part. Cette décision s'inspire des travaux des réformateurs, des recherches récentes de Nina Catach et, de la proposition énoncée par le Conseil international de la langue française dans l'avant-propos de *Pour l'harmonisation graphique des dictionnaires* (1988), proposition entérinée par la Commission de terminologie de l'Office de la langue française sous forme d'avis interne. Cette recommandation vise principalement à limiter l'emploi effréné et anarchique du trait d'union qui oblige l'utilisateur de la langue à faire le tri lui-même parmi les nombreuses graphies des différents dictionnaires.

On sait maintenant que *Les rectifications de l'orthographe* proposées par le Conseil supérieur de la langue française et publiées au *Journal officiel de la République française*² ont retenu, en la matière, trois éléments : tout d'abord, la première règle proposée uniformise l'emploi du trait d'union en déclarant que dorénavant « on

lie par des traits d'union les numéraux formant un nombre complexe, inférieur ou supérieur à cent». Cette simplification est spécifique et facile d'application. La deuxième règle proposée porte sur « le singulier et le pluriel des noms composés comportant un trait d'union », et plus particulièrement sur les noms composés d'un verbe et d'un nom : la décision de marquer dorénavant le pluriel par le s au second élément écarte l'analyse syntaxique abusive qui était perpétuée à l'intérieur même du mot et consacre le statut de mot pour cette catégorie d'unités lexicales. Cette simplification est spécifique et également facile d'application. Il y a deux exceptions seulement mais aisément repérables par la présence du nom propre et de l'article. Le comité avait souhaité que la soudure et l'élimination soient privilégiées comme procédés de simplification. Dans l'étude cas par cas, qui a permis de proposer quelques listes de mots dont la graphie a été fixée, ces principes ont été, en fait, suivis. Ajoutons que la recommandation faite à l'intention des lexicographes et des créateurs de néologismes les incite fortement à promouvoir « l'extension de la soudure » et à réserver l'emploi du trait d'union « pour marquer une relation de coordination entre deux termes dans un contexte de composition libre ».

Le second dossier, étudié par le comité québécois en vue de la réunion du 8 février 1990 tenue à Paris, soulevait, de façon étonnante, un problème de nature grammaticale. En effet, l'accord du participe passé des verbes pronominaux relève de la systématique verbale et ne s'insère dans l'ensemble du système d'écriture que par la difficulté que les enseignants et les didacticiens éprouvent à maîtriser l'explication de la distribution des marques. Après avoir passé en revue des propositions déjà connues de Thimonnier (simplification de la présentation de la règle aux élèves), de Hanse (accord avec le sujet en présence de l'auxiliaire être) ou, encore de Nina Catach (voir *Que vive l'orthographe!*), le comité conclut, d'une part, que l'invariabilité serait une solution même si certains la qualifieraient de « facile » sans hésiter; d'autre part, que la prudence la plus élémentaire voudrait que l'ensemble de la problématique concernant le participe passé serve de cadre à cette étude. *Les rectifications de l'orthographe* indiquent que « le participe passé de **laisser** suivi d'un infinitif est rendu invariable ». Le fait que cette invariabilité, calquée sur celle de **faire**, s'étende

aux emplois avec **avoir**, et même lorsque l'objet direct est placé avant le verbe signale que la solution « facile » est peut-être appelée à s'imposer. La loi du discours, celle de l'économie des marques, de la non-redondance et de l'efficacité de la signification, produit son effet.

Les travaux du Groupe d'experts français se poursuivant, Josette Rey-Debove, de la maison Robert, est appelée à traiter de l'intégration des mots d'origine étrangère à titre de rapporteuse de la réunion du 22 février 1990. C'est donc le début de l'étude des anomalies, ensemble hétérogène de problèmes soulevés depuis de nombreuses années. Le comité québécois, prévoyant une seconde participation aux travaux, se penche sur l'emploi de l'accent circonflexe, la graphie des mots d'origine étrangère et le redoublement de la consonne.

Les esprits soucieux de cohérence tentent de circonscrire l'emploi de l'accent circonflexe. Marque-t-il vraiment la distinction entre la voyelle longue et la voyelle brève? À cette question, les experts s'entendent pour constater que cette distinction a tendance à s'effacer. La variation dans le degré d'ouverture de la voyelle n'est pas perçue comme un élément essentiel au système d'écriture. La suppression de l'accent circonflexe apparaît souhaitable. *Les rectifications de l'orthographe* proposent de conserver « l'accent circonflexe sur **a**, **e** et **o**, mais sur **i** et sur **u** il n'est plus obligatoire, excepté... ». L'utilité, ou plutôt l'inutilité de l'accent circonflexe, a été jaugée. D'après les résultats, nous constatons une tendance à la suppression qui s'amorce. Le lien très serré entre le recours à l'accent circonflexe et l'apport de ce dernier à l'image graphique du mot impose sa loi (par exemple, les termes **abîme** et **voûte**). Ce changement emporte avec lui un impact visuel dont le poids pèse plus ou moins lourd selon l'investissement affectif consenti envers la graphie des mots.

Le deuxième sujet à l'étude, la graphie des mots d'origine étrangère relevant de la problématique plus large de l'anglicisation, a fait l'objet de travaux menés par l'Office de la langue française et a permis entre autres choses de dégager une politique relative à l'emprunt de formes linguistiques étrangères qui a guidé la réflexion³. Plusieurs avis de l'Office portant sur des termes illustrent l'intégration graphique des mots étrangers déjà pratiquée au Québec : *media/*

médias, *arena/aréna*, *futon/fouton*, *bagel/baguel*. Encore faut-il que cette intégration graphique vise des mots que notre collectivité juge acceptables, voire même nécessaires.

Les rectifications de l'orthographe annoncent : « On renforcera l'intégration des mots empruntés ». Ce processus d'intégration des mots empruntés « conduit à la régularisation de leur graphie, conformément aux règles générales du français ». L'esprit est le même : on devine même un souci de pondération face à l'emprunt à l'anglais lorsque l'on y lit que « les commissions ministérielles de terminologie sont chargées de proposer des termes de remplacement permettant d'éviter, dans les sciences et techniques en particulier, le recours aux mots empruntés ».

Enfin, le dernier objet de la réflexion du comité, le redoublement de la consonne, qui sème l'anarchie dans les séries de dérivés en **-on** et en **-an** et qui, somme toute, fait qu'une deuxième notation graphique de l'ouverture de la voyelle dans l'ensemble des verbes **-eler** et **-eter**, fait concurrence au recours à l'accentuation de la voyelle. La suppression du redoublement de la consonne apparaît possible et souhaitable. *Les rectifications de l'orthographe*, en plus de corriger plusieurs autres anomalies des séries désaccordées, optent pour la suppression du redoublement de la consonne : « emploi du **e accent grave** pour noter le son **e ouvert** dans les verbes en **-eler** et **-eter** est étendu à tous les verbes de ce type ». Seuls les verbes **appeler** (et **rappeler**) et **jeter** (et les verbes de sa famille) continueront à recourir au redoublement de la consonne. Sans doute s'agit-il ici de verbes de trop haute fréquence dont la rectification entraînerait un changement jugé trop marqué des habitudes d'écriture des usagers de la langue.

Concluons en reprenant la phrase de notre collègue belge Michèle Lenoble-Pinson qui signalait l'article de présentation du rapport de juin 1990 dans le numéro 58 de *Terminogramme* : « En fin de compte, la proposition de rectifications orthographiques acceptée en 1990 montre qu'il est possible d'agir avec mesure et de corriger des anomalies ou des complications inutiles qui nuisent à la cohérence interne du système graphique du français. Elle constitue une simplification prudente, modérée et rationnelle. »

Nous sommes aujourd'hui au lendemain de la publication du rapport au *Journal officiel* et, en ce début d'année nouvelle, l'Académie française par l'avis complémentaire du 17 janvier 1991 nous rappelle que le document approuvé le 3 mai 1990, et publié au *Journal officiel* le 19 juin 1990, ne contient aucune disposition de caractère obligatoire et que, par conséquent, elle estime que les dites « recommandations » ne doivent pas être « mises en application par voie impérative et notamment par circulaire ministérielle ».

L'Académie met ainsi fin au débat sur l'implantation : nous passons des « rectifications » aux « recommandations ». « L'orthographe actuelle reste d'usage et les « recommandations » du Conseil supérieur de la langue française ne portent que sur des mots qui pourront être écrits de manière différente sans constituer des incorrections ni être jugés comme des fautes. » C'est déclarer non avenue la directive officielle de l'Éducation nationale qui devait encourager l'enseignement de l'orthographe rectifiée

dès la rentrée scolaire de 1991. On s'en tiendra désormais à l'information et à la diffusion des « rectifications » en espérant que les propositions des réformateurs correspondent tant et si bien à l'évolution de l'usage qu'elles sauront se tailler une place parmi les habitudes d'écriture des usagers, plus particulièrement auprès de ceux dont l'activité engage l'épanouissement et la modernisation du français : les professeurs de français, les enseignants, les didacticiens de la langue, les linguistes, les lexicographes, les terminologues et les créateurs de néologismes.

Nous saluons en terminant le travail des graphémologues qui ont su, par l'application de l'analyse structurale à l'étude de notre système graphique, tracer le chemin à ceux qui, comme nous, s'accordent « pour soutenir que toute réforme doit tendre à la simplification d'une transcription, pour permettre au plus grand nombre l'acquisition plus facile des formes, toutefois sans jamais porter atteinte à sa valeur significative ».

Notes

1. Discours du Premier Ministre, Michel Rocard, le 24 octobre 1989, lors de l'installation du Conseil supérieur de la langue française.
2. « Les rectifications de l'orthographe », *Journal officiel de la République française*. Édition des documents administratifs, n° 100, 6 décembre 1990.
3. Énoncé d'une politique relative à l'emprunt de formes linguistiques étrangères. Office de la langue française.
4. « Déclaration de l'Académie française dans sa séance du jeudi 17 janvier 1991 », texte annexé à la lettre adressée au Premier Ministre par le Secrétaire perpétuel en date du 18 janvier 1991.
5. André Porquet, « Réforme orthographique et graphémologie », *Langue française, L'Orthographe*, n° 20, décembre 1973, p. 50.

Congrès et colloques nationaux et internationaux / National and International Congresses and Symposiums

Date/Date	Lieu/Location	Organisation/Organization	Activité/Event
91.07.01 - 91.07.04	Washington	MT Summit	Machine Translation-Summit III
91.07.02 - 91.07.06	Beijing	CNTCTS China National Technical Committee on Terminology for Standardization	TSTT'91 - International Conference on Terminology, Standardization and Technology
91.08.18 - 91.08.24	Moscou	IFLA Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	57 ^e Conseil et Conférence générale
91.08.21 - 91.08.23	Helsinki	Eurocall	Computer Assisted Language Learning Conference
91.08.27 - 91.08.29	Kuala Lumpur	Malaysian Translators Association	3rd International Conference on Translation - The Pragmatics of Translation: Principles, Practice and Evaluation, Moving Towards the 21st Century
91.09.01 - 91.09.08	Ottawa et Calgary	AIPLF Assemblée Internationale des Parlementaires de Langue Française	XVIII ^e Assemblée générale

Date / Date	Lieu / Location	Organisation / Organization	Activité / Event
91.09.25 - 91.09.27	Magog(Estrie)	Université de Sherbrooke	Colloque sur les anglicismes et leur traitement lexicographique
91.09.26 - 91.09.28	États-Unis	Center for Research in Translation, State University of New York at Binghamton	Conference on Scholarly Translation in the Humanities and Social Sciences
91.09.29	Oxford (R.-U.)	EURALEX – European Association for Lexicography	Euralex Dictionary Use Workshop
91.09.30 - 91.10.04	Hull	ISO – Organisation internationale de normalisation	Réunion plénière du Comité technique 37
91.10.02 - 91.10.04	Genève	École de traduction et d'interprétation (ETI), Université de Genève	Colloque international à l'occasion du 50 ^e anniversaire de l'ETI – Phraséologie et terminologie en traduction et en interprétation
91.10.07 - 91.10.09	Hull	Infoterm	Séminaires Terminologie et documentation
91.10.16 - 91.10.20	Salt Lake City	ATA – American Translators Association	Annual Conference
91.10.	Allemagne	International Association for Language and Business	17th Annual Conference
91.10.30 - 91.11.06	La Fayette	Biennale de la langue française	XIV ^e Biennale de la langue française
91.10	Manheim	ISO – Organisation internationale de normalisation	Réunion du Comité technique 37, Sous-comité 3 – Normalisation de la terminologie
91.11.07 - 91.11.10	Francfort	Expolingua	4th Annual Language Fair
91.11.12 - 91.11.14	Ottawa	ATIO – Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario	Congrès annuel
91.11.12 - 91.11.14	Vienne	INFOTERM – Terminology Work in Subject Fields	3rd Infoterm Symposium
91.11.19 - 91.11.21	Chaillot	Sommet francophone	IV ^e Sommet francophone
91.12	Paris	Agence de coopération culturelle et technique	Conférence générale

Banque internationale d'information sur les États francophones (BIEF)

Historique

La Banque internationale d'information sur les États francophones (BIEF) est née

d'une recommandation du premier Sommet francophone (Paris 1986).

Les chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français

reconnaissent la priorité du secteur de l'information scientifique et technique (IST), surtout pour les pays en développement.

Ayant été développée avant tout comme une base de données bibliographiques recensant les documents portant sur tous les États membres du Sommet, la BIEF s'est rapidement élargie pour devenir un réseau de ressources humaines, documentaires et technologiques axé sur la communication, la liaison et le transfert de l'information et de la documentation dans un cadre de partage des ressources.

Base de données

Celle-ci se subdivise en :

- Une base de données bibliographiques qui se présente sous la forme d'un catalogue collectif répertoriant les informations bibliographiques recensées par tous les États membres sur tous les États membres avec indices de localisation et système intégré de livraison des documents.
- Une base de données bibliographiques qui s'est développée à partir de fichiers (manuels ou informatisés) des différentes unités documentaires de la francophonie.
- Une base de données bibliographiques qui compte environ 40 000 notices et à laquelle plus de 200 bibliothèques ont accès, soit en liaison directe par le serveur canadien Utlas International Canada, soit en mode différé principalement par le biais de jeux de microfiches.
- Une base de données bibliographiques qui est disponible sur demande et sans frais pour tous les États membres du Sommet de même que pour toutes les institutions fournissant des données bibliographiques. Elle est aussi diffusée à l'extérieur de la francophonie aux organismes intéressés et ce, sur une variété de supports allant de la simple fiche de catalogue au disque compact.

Réseau des centres serveurs

Une structure de centres serveurs, c'est-à-dire d'unités documentaires déjà opérationnelles et dont le mandat est élargi pour assurer une prestation régionale de services documentaires, est en voie d'implantation pour répondre aux besoins de

planification et de partage des ressources documentaires de la francophonie du Sud.

Les huit centres serveurs sont répartis de la façon suivante :

- La Bibliothèque de l'Université du Burundi (Burundi)
- Les Archives de Côte-d'Ivoire (Côte-d'Ivoire)
- Le Centre international de civilisation bantou (CICIBA) de Libreville (Gabon)
- La Bibliothèque nationale d'Haïti (Haïti)
- La Bibliothèque de l'Université de Maurice (Maurice)
- La Bibliothèque de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)
- Le Centre de documentation nationale de Tunis (Tunisie)
- L'Institut central de l'information scientifique et technique (Viêt-nam)

Programme d'appui de la BIEF

Ce programme se subdivise en :

- Activités de formation et de perfectionnement dans le domaine des sciences de l'information et autres disciplines connexes.
 - Programmes de structuration et de modernisation des politiques et des systèmes documentaires des pays du Sud.
 - Achat de documentation sur des supports variés allant de l'imprimé à la base de données sur disque compact.
 - Promotion des revues scientifiques et techniques produites par le Sud.
 - Acquisition de matériels informatiques et télématiques.
 - Création d'une « Fédération des associations d'archivistes, de bibliothécaires et de documentalistes du Sommet francophone ».
 - Utilisation des nouvelles technologies appliquées à la formation, au traitement et à la diffusion de l'IST.
 - Adhésion des unités documentaires à des partenariats et à des réseaux d'IST spécialisés.
- ## Services
- Un bulletin d'information et de liaison, *L'Écluse*.

• Une série de publications ponctuelles : analyses, études, répertoires, bibliographies, etc.

• Un centre de documentation sur la francophonie pour la francophonie.

• Des services de consultation en matière de développement des collections, d'implantation de systèmes de gestion documentaire, de perfectionnement des ressources professionnelles, de développement de bases de données et de mécanismes d'échanges de données, etc.

• Une diffusion de dossiers d'information technique et professionnelle sur demande.

• Un service de fourniture de documents.

États membres du Sommet francophone

Belgique	Liban
Bénin	Luxembourg
Burkina Faso	Madagascar
Burundi	Maroc
Cameroun	Mali
Canada	Maurice
– Nouveau-Brunswick	Mauritanie
– Québec	Monaco
Cap-Vert	Niger
Comores	République centrafricaine
Congo	Rwanda
Côte-d'Ivoire	Sainte-Lucie
Djibouti	Sénégal
Dominique	Seychelles
Égypte	Suisse
France	Tchad
Gabon	Togo
Guinée	Tunisie
Guinée-Bissau	Vanuatu
Guinée équatoriale	Viêt-nam
Haïti	Zaïre
Laos	

Direction

Suzanne Richer : (819) 997-3857

Adresse et coordonnées

Banque internationale d'information sur les États francophones (BIEF)
Ottawa, Canada K1A 0M5
Téléphone : (819) 997-3857
Télex : 053-3384
Télécopieur : (819) 953-8439

Le Coin des publications / Publications in Review

Corbeil, Jean-Claude avec la collaboration de Pierre Auger, André Bougaïeff et Pierre Georgeault, *Les industries de la langue : Un domaine à la recherche de lui-même, Québec, Conseil de la langue française, 1990, XII-280 p.*

En 1986 se tenait à Paris le premier Sommet de la francophonie. Ce Sommet, qui devait donner naissance au Réseau francophone des industries de la langue et à son Comité québécois, déclencha une série de réflexions sur ce domaine important pour l'avenir du français.

Déjà, entre le Sommet de Paris et celui de Québec en 1987, conscient des extraordinaires enjeux linguistiques et culturels que posait, et pose encore, l'explosion des nouvelles technologies de l'information, le Conseil de la langue française travaillait à son avis sur *L'informatisation et le français au Québec*. Dans la foulée de ces travaux, il lui est vite apparu essentiel de dresser un bilan de la situation des industries de la langue au Québec afin d'être en mesure de proposer au ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française des actions susceptibles d'assurer leur développement.

En effet, les industries de la langue constituent un secteur stratégique dans le développement actuel et à venir de l'économie et de la société québécoises. Autour de ces industries gravitent en synergie des activités scientifiques, technologiques et industrielles qui mettent en cause les aptitudes de notre société à gérer et à maîtriser dans sa langue son information et ses communications. Ces activités font partie des moyens qui devront être utilisés pour surmonter le défi de faire du français la langue normale du travail d'une société moderne, c'est-à-dire la langue des outils qui appartiendront à l'univers quotidien de ses citoyens.

Les enjeux culturels que soulève le développement des nouvelles technologies sont les mêmes pour le Québec que pour le reste de la francophonie. Le Conseil de la langue française considère donc qu'il est

urgent que les pays francophones parviennent à créer, dans un esprit d'entraide et de coopération, un espace francophone économique, technologique et culturel sans lequel la langue française ne pourra continuer de se développer et de servir de langue centrale de communication aux pays partiellement de langue française. Par ailleurs, l'accès à l'informatique linguistique pourrait accélérer la modernisation des langues nationales et régionales des pays du Sud, à condition toutefois que les transferts technologiques s'effectuent.

En mettant à la disposition du public ce premier bilan de la situation des industries de la langue au Québec, le Conseil de la langue française veut contribuer à la réflexion commune des peuples francophones sur la promotion, l'usage et la vitalité de la langue française à la veille du XXI^e siècle.

Pierre-Étienne Laporte

Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI). *Comment franciser un poste de travail micro-informatique, Québec, Office de la langue française et Ministère des Communications du Québec, 1991, 31 p.*

Le Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI) est heureux de s'associer à la production comme à la distribution d'une brochure qui traite de façon pratique, utile et accessible la francisation du poste de travail micro-informatique.

En effet, soucieux d'orienter comme de stimuler le développement des technologies nouvelles en français, cette brochure apparaît au CAFI comme un outil d'apprentissage et de travail qui contribuera à faire du français la langue d'usage courant et habituel des usagers de produits micro-informatiques.

Outre le bilan de situation quant aux principales utilisations et aux caractéristiques variées des micro-ordinateurs présentement disponibles sur le marché, cette

brochure identifie plusieurs des enjeux de la francisation aux plans techniques et opérationnels, à celui des modes de fonctionnement autonome ou en réseau et des aménagements organisationnels.

Cette brochure se veut essentiellement pratique, dans un contexte d'évolution rapide de ce qu'on appelle les industries de la langue, c'est-à-dire l'application industrielle du traitement de la langue, en tant que matériau, par les outils micro-informatiques. C'est pourquoi cette brochure vise à répondre, par le truchement du guide de francisation du poste de travail qu'elle propose, à un certain nombre de besoins de plusieurs des partenaires intéressés du CAFI : les entreprises, les administrations publiques et les milieux de l'enseignement.

Le CAFI estime qu'il convient de distribuer largement cette brochure qui démontre qu'il est possible et souhaitable de multiplier les actions concrètes pour assurer la francisation du poste de travail micro-informatique. Plus encore, le CAFI considère qu'il y a lieu d'étendre l'usage du français dans le plus grand nombre de points névralgiques qui touchent aux domaines de la conception, de la formation, de l'éducation, de la production et distribution.

Si le français ne s'industrialise pas à l'aide d'un outillage adapté comme cette brochure, ses chances de se maintenir au niveau d'une langue de la modernité technologique pourraient aller en s'amenuisant. Aussi, le CAFI désireux de stimuler la mise en commun d'idées constructives quant au français en informatique, invite tous les lecteurs et lectrices de la brochure à lui communiquer leurs commentaires et leurs suggestions à l'adresse suivante :

Comité d'action pour le français dans l'informatique

À l'attention du Centre de linguistique de l'entreprise
Bureau 2304
1110, rue Sherbrooke ouest
Montréal (Québec) H3A 1G8

Gilles Marin

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) **les membres du Bureau de la traduction** sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) **les abonnés** qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Terminologie et services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, **en anglais** comme **en français**, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) **All members of the Translation Bureau** should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) **Subscribers** having an account with the Canadian Government Publishing Centre should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. **MANUSCRIPTS** and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Tel. : (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in **English** or in **French**, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro / This Issue's Contributor's

Pierre Auger, Université Laval, Québec;

Denise Della Mora, La Confédération-Vie, Montréal;

Hélène Gélinas-Surprenant, Secrétariat d'État, Hull;

Lise Gingras, Secrétariat d'État, Hull;

Pierre-Étienne Laporte, Conseil de la langue française, Montréal et Québec;

Christine Leonhardt, Department of the Secretary of State, Hull;

Ingrid Meyer, University of Ottawa, Ottawa;

Gille Morin, Comité d'action pour le français dans l'informatique, Montréal;

Lise Paradis, Secrétariat d'État, Hull;

Denis Rivard, Secrétariat d'État, Montréal;

Pierrette Vachon-L'Heureux, Office de la langue française, Québec;

Michèle Valiquette, Secrétariat d'État, Montréal et Hull.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 14,95 \$
Étranger : 17,95 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries:
US\$ 3.90

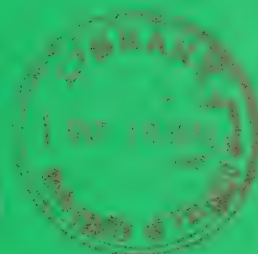
Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9

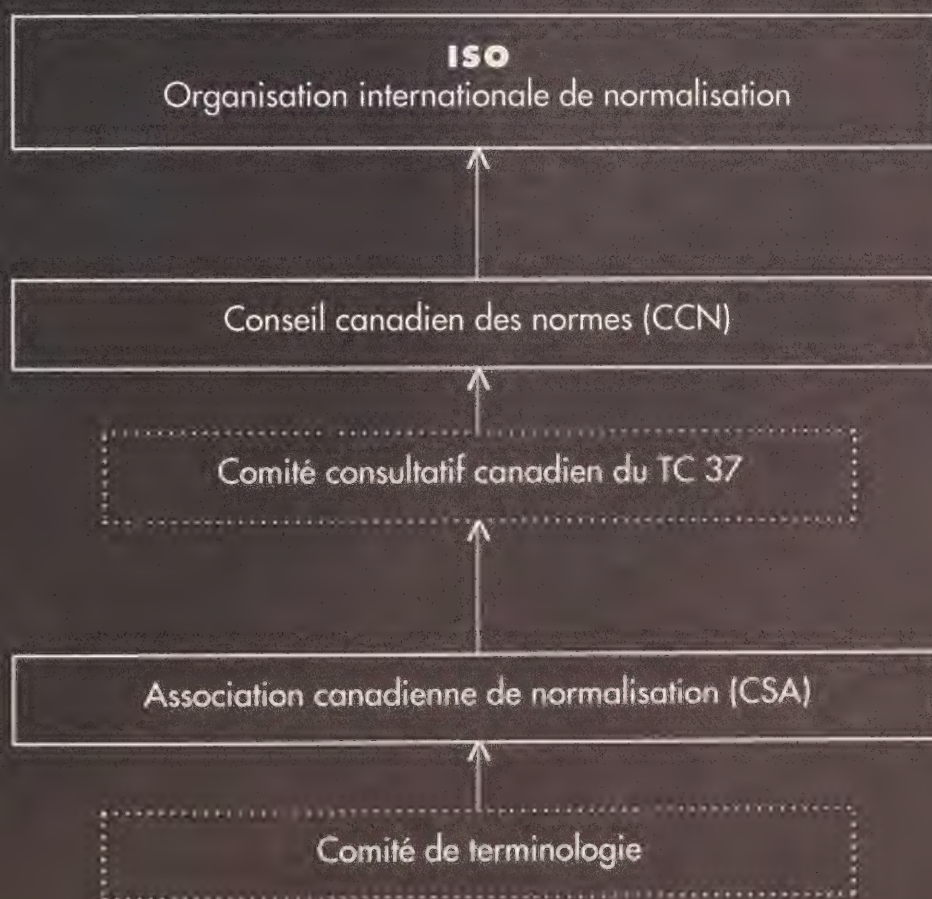


CAI
55210
-A17

ACTUALITÉ TERMINOLOGIQUE TERMINOLOGY UPDATE



BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 24, 3, 1991



NORMALISATION / STANDARDIZATION



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

La normalisation terminologique,
outil au service de la communication

Terminology Standardization

La normalisation terminologique au
Canada

Terminology Management in ASTM :
A Striving for Quality

Une norme canadienne bilingue :
Terminologie de la technologie de
l'information

Standardization and Terminology in
the Nordic Countries

La terminologie biomédicale au Conseil
de recherches médicales du Canada

La normalisation de la terminologie
française de la common law

D'un océan à l'autre. Provinces et
territoires

Au fil des événements / *News and Events*

FIT. Journée mondiale de la traduction

FIT. International Translation Day

FIT. 3^e congrès du CRNA – RCNA 3rd
Congress – Tercer Congreso del CRPNA

Le Coin des publications / *Publications
in Review*

Repères - T/R

Comité de lecture / Review Committee

Rédactrice en chef / *Editor*

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des
services linguistiques

Comité de lecture / *Review Committee*

Gérard Bessens

Direction des services de traduction
centralisée

Lucie Boisvenue

Direction de la terminologie et des services
linguistiques

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des
langues officielles

Janine Laurencin

Direction des services de traduction
centralisée

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services
Directorate

Bruno Lobrichon

Direction des services multilingues

Sommaire

3 Si la normalisation des procédés in-
4 dustriels et des produits existe depuis
6 plusieurs années, la normalisation des ter-
8 mes savants qui servent à désigner les
concepts est beaucoup plus récente. Les
dix premiers articles de ce numéro cernent
la situation à cet égard.

10 Le premier article traite de la norma-
12 lisation terminologique comme outil au
15 service de la communication. L'Organi-
sation internationale de normalisation
(ISO) fait ensuite l'objet d'une présentation
détaillée.

19 Le rôle de la normalisation terminolo-
gique au service des organismes de nor-
22 malisation technique au Canada et les tra-
vaux de l'American Society for Testing and
23 Materials (ASTM) sont décrites dans les ar-
25 ticles suivants.

25 Sur la scène canadienne, on prévoit la
parution d'une norme bilingue relative à la
terminologie de la technologie de l'infor-
26 mation. Par ailleurs, le Conseil de recher-
ches médicales du Canada (CRM) et le Pro-
gramme d'administration de la justice dans
26 les deux langues officielles (PAJLO) font
état de la méthodologie des travaux d'uni-
formisation et de normalisation entrepris
dans leurs domaines respectifs.

Un autre article explique la structure
des organismes de normalisation qui exis-
tent, depuis bon nombre d'années déjà,
dans les pays nordiques groupés en un ré-
seau de terminologie, soit le Danemark, la
Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède.

La partie non thématique suit avec les
chroniques *D'un océan à l'autre* et *Au fil
des événements / News and Events* ainsi
que l'annonce de la création de la Journée
mondiale de la Traduction par la Fédéra-
tion internationale des traducteurs (FIT) et
de la tenue du 3^e Congrès du Centre régio-
nal nord-américain de la FIT (mai 1992).

La chronique *Le Coin des publica-
tions / Publications in Review* ainsi qu'une
fiche Repères - T/R complètent ce numéro.

Michèle Valiquette

Coordonnatrice de ce numéro :
Diane Michaud

Summary

While the standardization of industrial
processes and products has been carried
out for many years, the standardization of
the specialized terms that designate con-
cepts began more recently. The first ten
articles of this issue deal with the topic of
terminology standardization.

In the first article, the standardization
of terminology is seen as a tool of improv-
ing communication. The components of
the International Standardization Organi-
zation (ISO) that deal with terminology
are then described in detail.

The role of terminology standard-
ization work in Canadian technical stand-
ardization organizations and the work
undertaken by the American Society for
Testing and Materials (ASTM) are described
in the next two articles.

In Canada, a bilingual standard on
information technology terminology will
soon be published. Following a description
of the work involved in preparing this
standard, the Medical Research Council of
Canada and the National Program for the
Integration of the Two Official Languages
in the Administration of Justice report on
the official approval and standardization
works undertaken in their respective fields.

In another article, the structure of Nord-
ic standardization organizations is explain-
ed, as is Nordterm a terminology network
that includes Denmark, Finland, Iceland,
Norway and Sweden.

The non-thematic part includes the
columns *D'un océan à l'autre* and *Au fil
des événements / News and Events* as well
as an announcement concerning the cre-
ation of the International Translation Day
by the International Federation of Trans-
lators (FIT) and the 3rd Congress of the
Regional Center for North America of the
FIT (May 1992).

The column *Le Coin des publica-
tions / Publications in Review* as well as a "Re-
pères - T/R" record complète this issue.

Michèle Valiquette

Co-ordinator for this issue:
Diane Michaud

La normalisation terminologique, outil au service de la communication

par Louis-Jean Rousseau¹

C'est devenu un lieu commun que de parler de l'omniprésence de la communication dans notre monde contemporain. La somme d'informations que chacun d'entre nous doit consommer quotidiennement augmente sans cesse et la gestion des communications est devenue le problème majeur des organisations modernes. Cette croissance géométrique de la communication est provoquée par la multiplication des échanges technologiques et commerciaux auxquels nul pays n'échappe, à l'heure de la mondialisation des marchés.

Par ailleurs, on peut constater l'hyper-technicité croissante de tous les domaines, qu'il s'agisse du monde professionnel ou de la vie quotidienne. Pensons, par exemple, à l'usage de plus en plus répandu du magnétoscope ou de l'ordinateur personnel à la maison, malgré la complexité accrue de la technique.

L'une des principales conséquences de ces phénomènes est le besoin sans cesse grandissant de terminologies et, plus particulièrement, de terminologies normalisées.

L'activité de normalisation terminologique croissante est devenue nécessaire pour éviter le danger de la babélisation terminologique à laquelle on assiste dans plusieurs spécialités. Ce foisonnement terminologique est attribuable, d'une part, à la multiplicité des notions à dénommer et, d'autre part, à la multiplication de lieux de création terminologique. La systématisation des connaissances et leur classement entraînent également un besoin sans cesse accru de normalisation terminologique. Et il est fort probable que le développement des systèmes experts et des technologies de l'information, qui nécessitent le recours à des terminologies très précises, apportera de l'eau au moulin de la normalisation.

Nous avons décrit dans un article récent² les diverses formes que prend la normalisation terminologique. Il n'est guère de domaine du savoir qui ne fasse l'objet de

travaux de description et d'harmonisation terminologiques, qu'il s'agisse de normalisation issue des milieux professionnels ou de l'intervention d'organisations officielles, à l'échelle nationale ou à l'échelle internationale. Même les peuples les plus réfractaires à l'idée de la normalisation linguistique y viennent par nécessité. Cette tendance s'est concrétisée récemment par l'adhésion des États-Unis au comité technique 37 de l'ISO (Terminologie : principes et méthodes).

L'idée de la normalisation terminologique n'est pas nouvelle pourtant. Déjà, dans les sciences naturelles (botanique, géologie, chimie), de véritables systèmes de dénomination contraignants existent depuis longtemps, pour répondre au besoin d'une communication précise et efficace. De nos jours, dans le monde du travail, des normes de toutes sortes sont omniprésentes : normes de production, normes dimensionnelles, normes de tolérance, normes environnementales, etc. La normalisation terminologique ne constitue qu'un élément supplémentaire dans l'appareil normatif qui accompagne les activités de production.

Dans l'examen de la fonction communicationnelle de la terminologie, on a souvent opposé la normalisation à la variation linguistique, la première étant perçue comme un obstacle au développement « naturel » des langues. Mais force est de constater qu'il s'agit ici d'une contradiction apparente. Outre le fait que les terminologies, soumises à de nombreuses contraintes, n'évoquent plus tout à fait naturellement, on peut penser que, dans la mesure où les normes terminologiques sont bien décrites, et qu'il est possible d'établir entre elles des relations d'équivalence, la normalisation ne s'oppose pas à une certaine variation terminologique qui, de toute façon, est inévitable et parfaitement justifiée, compte tenu des spécificités des situations de communication, même à l'intérieur d'une spécialité, qu'il s'agisse de variations géographiques ou de variations de niveau (niveau de technicité, par exemple).

La normalisation terminologique pourra être perçue comme un moyen d'assurer l'efficacité de la communication dans la mesure où certains principes d'intervention sont respectés. En voici les principaux :

1. La normalisation terminologique doit s'appuyer sur une bonne description des usages terminologiques et sur l'analyse des situations de communication.
2. La normalisation terminologique doit être librement consentie par les locuteurs visés, même lorsque l'utilisation des termes normalisés comporte un caractère d'obligation.
3. La normalisation terminologique doit s'effectuer en association étroite avec les milieux professionnels visés et doit s'accompagner d'une consultation préalable des usagers.
4. La normalisation terminologique doit chercher à précéder l'usage plutôt que de tenter de corriger un usage déjà largement établi.
5. Les termes normalisés doivent être choisis en tenant compte, non seulement des critères terminologiques habituels, mais aussi des critères d'implantabilité. La normalisation exige une démarche socioterminologique.

Notes

1. M. Louis-Jean Rousseau est président de la Commission de terminologie de l'Office de la langue française du Québec (CTOLF), dont les avis de recommandation et de normalisation sont publiés dans *La Gazette officielle* du Québec.
2. Rousseau, Louis-Jean, « La pratique québécoise de la normalisation terminologique », *Meta*, vol. 36, n° 1, mars 1991, p. 225-230.

Terminology Standardization

by Christian Galinski

1.0. International Terminology Standardization

In this age of information management, the use of standardized terminologies is becoming increasingly important. Consistently produced and used terminology can play a vital role in applications ranging from quality control to information retrieval.

This article provides, in addition to a brief overview of the relevant components of a major player in the area of international standardization, a review of some of the applications of standardized terminologies and of the tools that can be used to produce these terminologies.

1.1. The International Organization for Standardization (ISO)

The International Organization for Standardization (ISO) is a non-governmental body established in 1947 for the purpose of developing standards with a view to improving international communication and cooperation and minimizing the non-tariff (in particular technical) barriers to international trade. ISO:

- is the specialized international agency for standardization;
- has member bodies in some 90 countries, representing 95% of the world's industrial production;
- carries out its technical work through 172 technical committees (TC), 653 subcommittees, 1764 working groups and 10 ad hoc study groups*;
- has a volume of standardized terminological data that is estimated to amount to nearly 100,000 entries (if all ISO members are also taken into account, the number of entries rises to between one and three million);
- publishes the results of this technical work in the form of International Standards (as of 1991 some 7900 standards have been published and about 6200 are underway) or Technical Reports, of which there are several types, including:
 - basic standards
 - terminology standards

- testing standards
- product standards
- process standards
- service standards
- interface standards
- standards on data.

1.2. Terminology Standardization in ISO

Terminology standardization is divided into two kinds of activities, namely

- standardization of terminologies, resulting in international terminology standards or in a section on "terms and definitions" within a subject standard;
- standardization of terminological principles and methods, resulting in technical documents categorized as basic standards.

ISO terminology standards have been prepared by about 120 technical committees. This work is shared by more than 160 subcommittees and by their 42 working groups as well as by some 30 working groups reporting directly to the technical committees. The number of published ISO terminology standards reached 500 in 1990. Another 500 terminology standards are in preparation.

International standardization of terminologies is also carried out by ISO Council Committees such as

- STACO (ISO Council Committee on Standardizing Principles);
- INFCO (ISO Council Committee on Information);
- PLACO (ISO Council Committee on Planning) and its Technical Advisory Groups (TAG);
- REMCO (ISO Council Committee on Reference Materials);
- DEVCO (ISO Council Committee on Development).

1.3. The Importance of International Terminology Standardization

To the public, the consistent application of a unified terminology across all normative documents produced by a standardizing body is one of the criteria according

to which overall quality of standards may be judged.

To a standardizing body, its terminology constitutes a tool for information management and quality control in standardization. These activities become increasingly important to the standardization activity itself in light of the increase both in the number of standards and in the complexity of subjects dealt with in the standards.

1.4. ISO/TC 37 "Terminology (Principles and Co-ordination)"

The scope of ISO/TC 37's work is defined as "Standardization of methods for creating, compiling and co-ordinating terminologies". The committee's technical work results in International Standards (and Technical Reports) covering terminological principles and methods as well as various aspects of computer-assisted terminography. This technical committee does not co-ordinate the terminology standardization activities of other ISO/TCs.

The standards produced by ISO/TC 37 are taken as reference documents or even as guides for the terminology work of many specialized international and national institutions or organizations. For example, they served as the basis for the terminology co-ordination functions of TC/1 "Terminology", of the International Electrotechnical Commission (IEC).

The principles and methods for standardizing terminologies in scientific, technical and industrial areas, while adapted to the methodologies of each respective subject field, may be applied to any area of specialization. They constitute the primary means of reducing conflicts in interpretation because they allow the unambiguous structuring and representation of knowledge. They must, however, be based on sound scientific principles, derived, on the one hand, from the results of terminology research and, on the other hand, from the practical experience of actual terminological activities.

2.0. Terminology and Documentation

When a standard is in preparation, many existing documents must be analyzed and evaluated. Individual statements may be extracted or reformulated. Other pertinent standards are quoted and sometimes additional literature is mentioned under the clause "References". Thus efficient information retrieval is a key factor for this activity.

When a given standard is published, indexing provides the means for the user to access information about this standard, or the standard itself.

In traditional information systems, access to documentary units (i.e. the document as a whole or part of it) is provided through documentation languages such as

- classification systems
- thesauri
- lists of subject headings.

A large thesaurus for documentation purposes is in fact a combination of classification and thesaurus, a so-called **classaurus**. Documentation languages are artificial terminologies serving as a pivot between the author's language or the user's language on the one hand, and the language of the documentation system on the other hand.

It is the task of the documentalist to establish a suitable interface between the terminology of the document, the terminology of the information system and the terminology of the inquirer. **If these three languages are not made compatible, the information process is jeopardized.**

Documentation languages may look very similar to the terminology as contained in documents (e.g. in a dictionary or a textbook). Nevertheless, a terminology is the microstructure of knowledge (e.g. generic or partitive conceptual relationships) of a subject field, whereas a documentation language represents the macrostructure of this knowledge (thematic relationships, etc.).

3.0. Terminology Management and Standards Production

For the purpose of enhancing the production of standards documents, data

processing (DP) tools and methods such as text processing, desktop publishing and electronic publishing are applied. The standardized General Markup Language (SGML) is an ideal tool for the production of standards documents in that it allows the assignment of unambiguous tags to any part of a standards text having distinct layout features.

For the purpose of improving the quality of standards documents by ensuring its homogeneity and consistency, a terminology data base (TDB) should be used. This TDB should contain, in addition to the standardizing vocabulary of a standardizing body, additional terminological units, phraseological units and text modules occurring in standards texts. Terminology management thus becomes a very efficient tool for quality control in the production of standards, particularly for ensuring the consistent use of terms, the correct formulation of definitions, etc.

Terminological methods and terminological data are indispensable for

- information management
- information and knowledge processing
- technical writing.

The drafting of a standards document is a special type of technical writing. The same applies to the translation of a standards document (if the document was not prepared bi- or multilingually from the outset).

Technical writing comprises more than just writing a document in specialized language. It also covers the handling of reference documents or other sources and the consistent use of terminology, layout, etc., in a harmonized way.

Text management is part of information management applied to specialized text production. It comprises computer-assisted technical writing (CATW), including quality control as outlined above.

Software should support terminology and text management in such a way that text-processing software and terminological databases are integrated into one package. Such a comprehensive and flexible software would be very useful as a support system in the drafting, revision and publication of standards. It could be applied for consistency control of terminology, style

and formal features, thus covering important requirements of quality control.

All these applications can also be used for non-standardization purposes.

4.0. Co-ordination of Terminology Standardization

The issue of co-ordinating terminology standardization at the international level dates back to the times of the International Federation of the National Standardizing Associations (ISA) and was taken up again when ISO was established in 1947. It played a major role when ISO/TC 37 "Terminology (Principles and Co-ordination)" was established in 1952. ISO/TC 37, however, confined its efforts to the preparation of standards concerning the methods and guidelines for terminology work.

The need for co-ordination of terminology standardization was often expressed not only by ISO/TC 37, but also by ISO/INFCO, etc. It was a major topic in the beginning of the UNISIST programme of Unesco and was supported by Unesco in the form of contracts concerning the "information" component delegated to Infoterm.

Today the situation in terminology standardization has become more complex and comprehensive, taking on new dimensions. Terminology standardization is now recognized as being indispensable to subject standardizing, with positive influences on subject communication within subject areas. Furthermore, standards institutes have become aware of the fact that

- unified terminologies constitute one of the prerequisites to the quality control of standards and that
- terminology is a tool for information management in standardizing activities as a whole.

Therefore, the standardization of terminologies should be taken not only as an indispensable necessity but also as one of the major resources for maintaining the quality of standards and allowing the application of these terminologies in information management.

Note

* Figures valid in 1991.

La normalisation terminologique au service des organismes de normalisation technique au Canada

par Diane Michaud

Introduction

Depuis 1975, le Canada participe aux activités internationales de normalisation terminologique au sein de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). En effet, c'est en 1975 que deux des plus grands organismes de terminologie au Canada, soit le Secrétariat d'État du Canada et l'Office de la langue française du Québec, s'adressaient au Conseil canadien des normes (CCN), organisme de coordination en matière de normalisation au Canada. La demande consistait en l'établissement du Comité consultatif canadien (CCC) du Comité technique 37 (TC 37) de l'ISO, avec pour mandat de représenter les intérêts du Canada au sein du TC 37, responsable à l'échelle internationale de **la normalisation des méthodes de création, de compilation et de coordination des terminologies**.

Le CCC, composé de représentants de plusieurs services terminologiques et linguistiques du gouvernement, de l'entreprise et des universités, a progressivement défini son champ d'intervention à partir du programme du TC 37. Le rôle du CCC consiste à présenter des projets de normes à l'échelle internationale et à établir la position canadienne sur les projets de normes internationales rédigés par l'un ou l'autre des trois sous-comités du TC 37 auquel il participe.

Il apporte également, grâce à sa vaste expérience pratique de la terminologie et des banques de données terminologiques informatisées, une contribution importante à la cause de la communication en terminologie, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. On trouvera en page 27 la liste des normes produites par le TC 37 et auxquelles le CCC a participé.

Les trois sous-comités du TC 37

Au sous-comité 1 (SC 1), dont le champ d'intervention couvre essentiellement les questions d'ordre méthodologique reliées à

l'exercice de la terminologie, le CCC a joué un rôle de premier plan dans l'établissement du vocabulaire de la terminologie et la publication de la norme internationale s'y rattachant, soit le *Vocabulaire de la terminologie* (ISO 1087), ainsi que dans la préparation d'une des normes fondamentales du TC 37, à savoir *Principes et méthodes de la terminologie* (ISO 704).

Il est par ailleurs à noter que le Canada assure le secrétariat du sous-comité 2 (SC 2) dont le mandat touche la méthodologie de préparation et d'élaboration des vocabulaires. À l'heure actuelle, le SC 2 prépare un projet de norme qui précisera les règles d'élaboration et de présentation des normes terminologiques. Cette norme, destinée à tous ceux qui seront appelés à préparer des normes terminologiques, aura un impact considérable dans les milieux de la normalisation terminologique.

En raison de son expertise dans le domaine de l'informatique appliquée à la traduction et à la terminologie, le Canada participe très activement au sous-comité 3 (SC 3) qui étudie les problèmes méthodologiques reliés à l'utilisation de l'informatique dans le domaine de la terminologie. Au nombre des réalisations du SC 3, mentionnons la norme intitulée *Format d'échange sur bande magnétique des données terminologiques et/ou lexicographiques* (ISO 6156), mieux connue sous le nom de format MATER. Cette norme fait présentement l'objet d'une analyse en vue d'une éventuelle mise à jour. Parmi les projets du groupe de travail, il est utile de mentionner un projet de rapport qui portera sur l'élaboration des vocabulaires assistée par ordinateur. De plus, le groupe compte également préparer un vocabulaire portant sur l'informatique appliquée à la terminologie.

Les organismes canadiens de terminologie

Plus récemment, les organismes de terminologie représentés au CCC du TC 37 de

l'ISO ont senti la nécessité d'intervenir plus directement auprès des organismes de normalisation canadiens afin de mettre au point un programme de normalisation canadien en terminologie.

À une époque où les économies se mondialisent et où les échanges commerciaux s'internationalisent, les problèmes de communication sont grandissants. Par conséquent, les besoins en matière de normalisation terminologique augmentent, et ce, non plus seulement à l'échelle internationale mais également à l'échelle nationale. L'urgence d'établir les ponts entre les scientifiques et les langagiers n'est plus à démontrer. C'est une nécessité incontestable mais qui présente tout de même des difficultés considérables vu les préoccupations très différentes de ces deux groupes de professionnels. C'est la raison pour laquelle, d'un commun accord, des groupes de langagiers, déjà associés à certains travaux de normalisation terminologique à l'échelle internationale, ont décidé de créer un comité national de terminologie qui veillera, d'une part, à entériner les normes internationales du TC 37 reflétant bien les préoccupations et les méthodologies en vigueur au Canada, et, d'autre part, à établir les normes, directives ou guides qui pourront aider les spécialistes des organismes de normalisation canadiens dans leurs travaux de recherche terminologique, quand les besoins le justifient.

Par ailleurs, il est à noter que, des cinq organismes de normalisation canadiens, soit le Bureau de normalisation du Québec (BNQ), l'Association canadienne de normalisation (CSA), l'Association canadienne du gaz (ACG), les Laboratoires des assureurs du Canada (ULC) et l'Office des normes générales du Canada (ONGC), seuls le BNQ et la CSA ont publié quelques normes terminologiques dans des domaines spécialisés. Cependant aucune norme ou guide en matière de méthodologie de la recherche n'a encore été publié par l'un ou l'autre de ces organismes de normalisation.

La création du comité de terminologie de la CSA permettra de faire connaître la profession de terminologue et les méthodes de la recherche terminologique aux spécialistes qui font partie des comités techniques des organismes de normalisation canadiens. Afin de déterminer les besoins de ces groupes de spécialistes en matière de terminologie, le comité a préparé à leur intention un sondage en vue de l'établissement d'un plan de travail adéquat. À l'heure actuelle, les projets du nouveau comité sont les suivants : élaboration d'un guide de préparation des normes nationales en terminologie, qui pourrait être intégré à la série des directives publiés par la CSA, et préparation d'une

directive portant sur les modalités de fonctionnement d'un comité de normalisation terminologique. D'autres projets sont également envisagés mais seule l'étude des besoins permettra de prioriser les projets et d'articuler le plan d'action du comité autour des besoins des spécialistes œuvrant dans le domaine de la normalisation technique et terminologique.

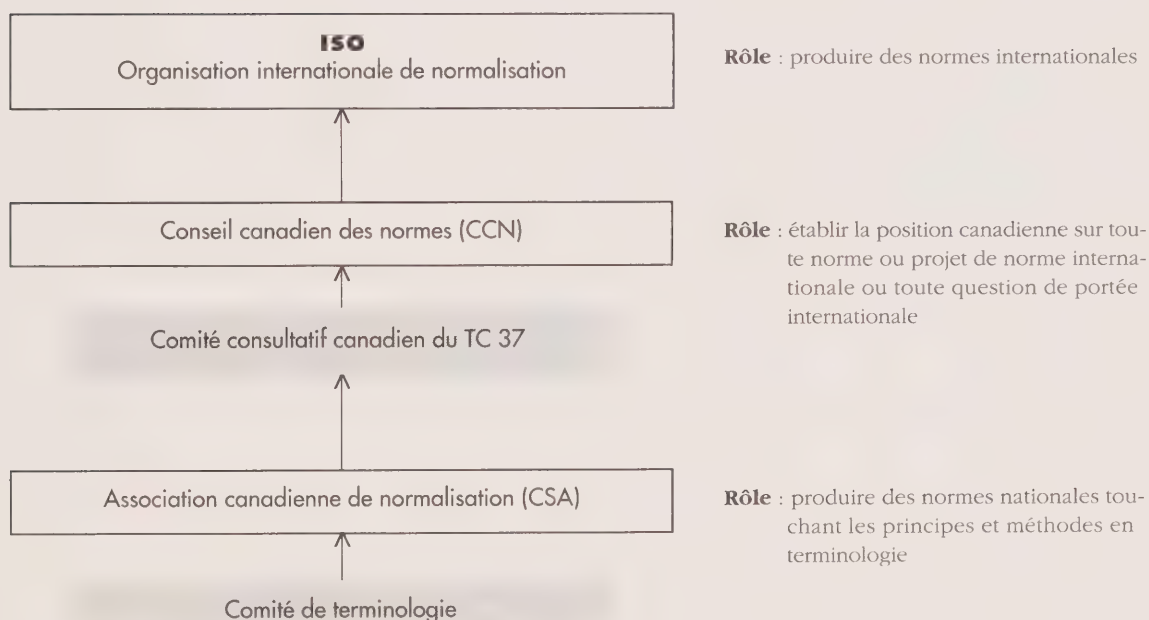
Conclusion

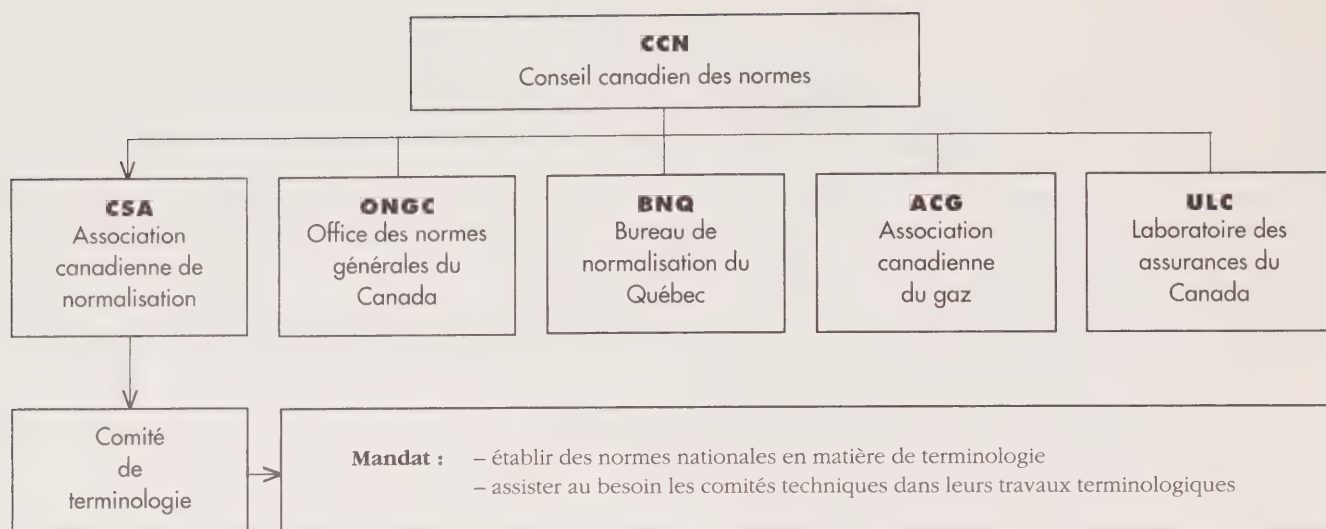
Il est certain que les défis à relever sont considérables car il est rarement facile pour des langagiers de vendre leurs pro-

duits, de commercialiser leurs méthodes de travail et surtout de faire ressortir les avantages économiques des projets de recherche et de normalisation terminologique. Mais, ce seront la détermination et le travail des membres du comité qui permettront au comité de terminologie de la CSA de faire les percées qu s'imposent dans le milieu des spécialistes.

On trouvera ci-après deux tableaux illustrant, d'une part, les liens qui existent entre l'ISO, le CCN et les organismes de normalisation canadiens et, d'autre part, la structure de normalisation au Canada.

LIENS ENTRE LES ORGANISMES DE NORMALISATION CANADIENS ET L'ISO





Terminology Management in ASTM: A Striving for Quality

by R.A. Strehlow

Introduction

The American Society for Testing and Materials (ASTM) has been developing terminology standards since 1906.¹ By 1920, eight standards devoted to terminology had been published, and the need for coordination had become apparent. Consequently, in November 1920, a technical committee on Nomenclature and Definitions was formed. This committee and its successor, the standing Committee on Terminology (COT), formed in 1976, have now been engaged for seventy years in developing and applying techniques for terminology management in the Society.

Product Quality - A Key Issue

The quality of terminology products has been of primary concern since the beginning of efforts within the ASTM structure. In this report I describe some of the findings and results of earlier work, but from today's perspective, rather than in an historical context.

Quality: The totality of features and characteristics of a product or service that

bear on its ability to satisfy stated or implied needs.²

In light of this definition, the uses of terminology are the focus for determining and identifying the desired features and characteristics, and it is these that need to be addressed in looking at terminology management. Because COT is not a standardizing technical committee, it does not generate definitions or even standard procedures for terminology practice. The function of COT is to provide assistance to subject specialists and to work with ASTM staff in producing appropriate terminology products. The products of terminology work in ASTM include:

- Standard definitions explaining the meaning of terms in a discipline;
- Terminology standards representing the concepts important in an area of work;
- Standard classifications;
- Compilation of standard definitions in broad areas;
- Compilation of standard terminologies in specialized disciplines;
- Guidelines, procedures, and manuals dealing with terminological practices;

- Symposia transactions presenting broad terminological information.

The first three of these product types are in the province of the standardized technical committees, while in ASTM, the other four are products promoted, managed, or developed by COT. These products clearly have different user groups with different needs. Considering the quality issues for the products, it is clear that different characteristics are applicable to each, because different users are addressed.

Managing Terminology

The fundamental entity in terminology standardization is the standard definition. Definitions are needed for the unambiguous interpretation of standard procedures, methods, or practices. Accordingly, all users of the *ASTM Book of Standards* are potential users of the terminology. Although ASTM's nomenclature and definitions committee was originally expected to oversee, review, and guide terminological work, it was eventually recognized that only the subject specialists can be responsible for term selection and definition statements. Accordingly,

in this area COT focuses on assisting with and reviewing the work of the technical committees.

The principal means for accomplishing these tasks is to use a form and style guide that also provides basic instruction in definition writing.³ Clarity, brevity, and other aspects of quality are objectives for the writers of ASTM standard definitions. These characteristics are among those promoted in the instructions of the *Form and Style Guide*. The terminographic elements of ASTM term entries have been standardized for more than 20 years and are differentiated in the *ASTM Book of Standards* by topographic means.

Somewhat different objectives hold for terminology standards than for individual definitions, and the criteria for these are still evolving. The user group for a terminology standard includes, in addition to users of other ASTM standards, translators, reference librarians and attorneys. Among the quality issues, is completeness of the concept system associated with the subject matter of the standard. As a result, terms that would be evident to the users of the standards, may nevertheless be included.

The same considerations apply to *Compilations*. A compilation of all ASTM Standard Terminology is now published on a biennial or triennial schedule.⁴ This is an alphabetical listing of the standard terms and definitions that are contained in the terminology standards of the ASTM technical committees. It does not generally include specific terms that are not defined for use in a single standard. The first publication of this series was printed as a glossary in 1929 and contained about 300 terms and definitions. The current compilation contains approximately 15,000 terms.

A serious quality problem has existed from the beginning of ASTM terminology work and continues today: redundancy. Often, definitions for the same term with the same meaning are defined in slightly different words. Efforts at harmonization have been attempted by direct requests to the committee from COT, with only partial effect. In some of the committees, redundancies even result from the activities of different subcommittees.

Every technical committee is now required to have a terminology subcommittee

to assist in the management of terminology at the committee level. Every technical committee is also strongly encouraged to have a terminology standard. These two objectives have helped to improve the quality of individual committees' products. However, redundancy minimization is an ongoing challenge for COT. As the Society moves toward development of harmonized bilingual terminologies, internal harmonization will become absolutely essential.

Information Retrieval and Terminology

In ASTM, it has only recently been recognized that possible applications of standard terminologies include keyword identification and information retrieval. Thesauri have been promoted by COT members as an important product that can assist in information retrieval, but few committees have yet responded with the generation of thesaurus or keyword standards.

International and External Relations of COT

One of the responsibilities of COT is to encourage and promote cooperation with other organizations in the area of terminology.

The Committee on Terminology has sponsored three symposia on terminology standardization, the most recent of which was held in June 1991. The transactions of the first two symposia have been published.^{5,6} The symposia transactions present broad terminological information for subject specialists and terminologists in numerous disciplines.

The ASTM is committed to using the Standard Generalized Markup Language (SGML). Its *Book of Standards* is now in SGML-compatible form, and it is this feature that permitted the 1990 *Compilation* to be assembled automatically. Two of the members of COT are members of the terminology entry subcommittees of the international Text Encoding Initiative. This activity, which is based on structure and content encoding of term entries using SGML, is expected to have direct applicability of ASTM's marketing of terminology products in the future.

An increasing need for translation-oriented, bilingual, standard terminologies promises to result in a corresponding increase in activity in this area. One such standard has now been published. This aspect of ASTM terminology activity is being brought to the attention of more subject specialists by COT's sponsorship of a technical advisory group (TAG) for ISO/TC 37, "Terminology (Principles and Co-ordination)".

Summary

The quality of ASTM's terminology products will continue to be examined and upgraded to the extent possible. Harmonization, both internal and external to ASTM, will remain a high-priority activity. However, direct assistance to subject specialists, who wrestle with the difficult tasks of selecting concepts for standardization and composing effective definitions, will remain the central objective of COT.

References

1. Ellis, W.P., "Management of Technical Terminology in Standards Organizations," *Standardization of Technical Terminology: Principles and Practices (second Volume)*, ASTM STP 991, R.A. Strehlow, Ed. American Society for Testing and Materials, Philadelphia, 1988, p. 62-70.
2. ANSI/ASQC Standard A3-1987.
3. "Part E, Terminology in ASTM Standards," *ASTM Form and Style Guide*, American Society for Testing and Materials, 1917 Race Street, Philadelphia, PA 19103.
4. *Compilation of ASTM Standard Terminology*, American Society for Testing and Materials, 1917 Race Street, Philadelphia, PA 19103, 1990.
5. *Standardization of Technical Terminology: Principles and Practices (Second Volume)*, ASTM STQ 991, R.A. Strehlow, Ed. American Society for Testing and Materials, Philadelphia, 1988.
6. *Standardization of Technical Terminology: Principles and Practices* (ASTM STP 806), C.G. Interrante and F.G. Heymann, Ed. American Society for Testing and Materials, Philadelphia, 1983.

Une norme canadienne bilingue : Terminologie de la technologie de l'information

par Silvia Pavel¹

La technologie de l'information (TI) a acquis ces dernières années le droit de cité parmi les domaines de pointe du savoir et de la pratique. Issue de l'informatique classique, cette technologie se renouvelle rapidement grâce aux progrès des télécommunications, de la vidéo et de la micro-électronique, aux percées de l'intelligence artificielle dans l'industrie de la langue et à la banalisation des outils informatisés.

Ce renouvellement crée, à l'échelle planétaire, un besoin grandissant de normes techniques spécifiant les caractéristiques d'une multitude de produits nouveaux. Sur le plan de la communication, cela se traduit par la recherche de normes terminologiques nationales et internationales, et par un surcroît d'intérêt pour les néologismes de la télématique et de la sécurité informatique, de la bureautique et de l'édition, de l'infographie et de la productique. À preuve, la parution de plusieurs dictionnaires consacrés aux diverses technologies de l'information et l'essor des activités de normalisation terminologique dans ces domaines.

La normalisation terminologique - une activité transnationale

"Technical terms must have the same meaning for everyone who uses them. This goal can only be achieved if there is general agreement on the meaning of these terms. Hence the importance of technical vocabularies, in which concepts and terms, as well as their definitions, are standardized" (Recommandation ISO-1087, 1969).

La normalisation terminologique joue un rôle de premier plan dans l'acquisition, la systématisation et le transfert des connaissances spécialisées. L'adoption et la dissémination des normes terminologiques peuvent contribuer très efficacement à l'harmonisation de l'usage linguistique.

Cette activité a des visées communicationnelles autant que pédagogiques. Effectuée par des praticiens et des scientifiques

en collaboration avec des terminologues et des documentalistes, elle facilite l'échange d'informations à l'intérieur d'une communauté professionnelle donnée et entre les spécialistes de domaines pluridisciplinaires. Mise à profit par les médiateurs langagiers, elle aide à la diffusion du savoir chez les non-spécialistes.

La terminologie relative à la TI est normalisée par des organismes internationaux comme l'Organisation internationale de normalisation (ISO), la Commission Électrotechnique Internationale (CEI) et divers organismes nationaux tels l'American National Standardization Institute (ANSI) aux États-Unis et l'Association française de normalisation (AFNOR) en France.

Pour sa part, le Conseil canadien des normes (CCN) participe activement à la normalisation technique et terminologique de l'ISO dans ce domaine. Depuis 1976, son comité de terminologie TI a contribué à la création et à la mise-à-jour d'une trentaine de normes émises par le sous-comité 1 (SC 1) du Comité Technique Conjoint ISO/CEI.

Structure et activités du Comité consultatif canadien

Le Comité consultatif canadien (CCC) réunit des spécialistes du secteur privé, des universitaires et des terminologues du gouvernement fédéral (banque TERMIUM), de l'Office de la langue française du Québec (banque BTQ) et de l'Association canadienne de normalisation (CSA). Son mandat est celui de tous les comités nationaux membres du SC 1, c'est-à-dire l'étude des normes terminologiques de l'ISO aux quatre étapes de leur préparation : document de travail, projet de comité, projet de norme internationale, norme internationale. Les comités nationaux peuvent aussi proposer de nouveaux projets de norme en fonction des développements technologiques. Tous les documents du SC 1 sont rédigés en anglais et en français.

Les membres du CCC analysent le système notionnel, les termes retenus et les définitions proposées pour chaque sous-domaine à l'étude et présentent leur position lors des réunions mensuelles. Leur analyse est basée tant sur l'expertise de chacun que sur la consultation de bases de données, d'autres experts et d'ouvrages spécialisés. Les discussions en comité visent l'adoption d'une position nationale à communiquer par écrit au Secrétariat international du SC 1. Les commentaires y sont remis accompagnés d'un bulletin de vote : le document ISO est approuvé tel quel, avec modification, ou rejeté. L'abstention se justifie lorsque le projet en question n'a pas été discuté en comité.

Lors des réunions plénières et semi-annuelles du SC 1, tous les commentaires relatifs à un sous-domaine sont confiés au groupe de travail responsable, pour qu'ils soient intégrés dans un document de synthèse dont on recommande soit le maintien au même niveau dans la prochaine série d'analyses (premier, deuxième ou troisième document de travail, par exemple), soit le passage au niveau immédiatement supérieur. L'examen par les comités nationaux est repris jusqu'à ce qu'une norme internationale soit votée conformément aux procédures ISO. Cette façon de faire permet l'étude d'environ vingt documents ISO par an. En règle générale, les normes sont revues et mises à jour tous les cinq ans.

Le projet de norme canadienne

Une conséquence immédiate de cette participation aux activités ISO est la reprise des normes terminologiques internationales par les pays membres. Traduites, actualisées, adaptées aux besoins linguistiques et socio-économiques particuliers à chaque pays, elles sont souvent à l'origine des normes nationales. On peut constater parfois le mouvement en sens inverse : certaines normes nationales servent à la mise à jour des normes internationales.

Ainsi, le premier vocabulaire de l'informatique contenant la terminologie officiellement adoptée par le gouvernement fédéral fut publié au Canada à la fin des années soixante-dix à partir des normes ISO, de la terminologie bilingue définie dans la banque TERMIUM du Secrétariat d'État et de plusieurs normes issues de divers comités techniques canadiens.

Par contre, le projet de norme canadienne de la terminologie TI, lancé en 1989 par le CCN et le Secrétariat d'État, reprend la plupart des normes ISO dans ce domaine, tout en y intégrant des termes et des définitions qui seront ajoutés aux nouvelles éditions des normes ISO par les soins du CCC chargé de sa réalisation.

Ce projet vise à combler des besoins langagiers variés. Non des moindres sont ceux dus à l'absence de dictionnaires canadiens unilingues et d'une norme nationale qui consacre l'usage dans les deux langues officielles. D'autres besoins sont créés par l'évolution rapide des TI, qui entraîne de nombreux changements conceptuels, et par l'apparition de notions et de désignations peu connues, susceptibles d'applications erronées et d'interprétations équivoques. À cela s'ajoute la nécessité de résoudre les contradictions relevées entre les définitions véhiculées pour une seule notion.

Repères méthodologiques des travaux de normalisation

Le corpus. Les travaux, étalés sur deux ans, ont débuté par la constitution d'un fonds terminologique d'environ deux mille notions pour vingt-huit sous-domaines TI identifiés par l'ISO, et par la création d'un réseau de consultants indépendants du comité qui devaient examiner les termes et les définitions, proposer des ajouts et apporter des modifications à la systématisation notionnelle de chaque sous-domaine.

Le fonds terminologique provenait en grande partie des normes ISO révisées récemment et des contributions canadiennes aux travaux courants du SC 1, mais contenait aussi un nombre important d'entrées extraites de la banque TERMIUM, du *Vocabulaire bilingue officiel* ou des recherches individuelles des membres du comité.

La nomenclature du domaine. Les critères de sélection des entrées ont été la

pertinence par rapport à l'actualité technologique et la fréquence d'emploi. La plupart des ajouts concernent l'infographie (nouvelles techniques de modélisation), la bureautique (nouvelles fonctions d'affichage, éditeurs de texte), la sécurité informatique, l'intelligence artificielle et la productivité.

Le but de l'exercice n'étant toutefois pas de produire un dictionnaire de néologismes mais bien de normaliser une terminologie courante, le comité a décidé de ne pas retenir des concepts émergents, propres aux technologies très avancées d'application restreinte et qui n'ont pas encore d'emprise sur les langues de travail. Tel fut, entre autres, le cas des applications des systèmes experts aux didacticiels intelligents, à la reconnaissance/synthèse de la parole et à la compréhension automatique d'images. Plutôt, l'information relative à ces innovations technologiques a été enregistrée sur support électronique et est systématiquement mise à jour. Elle servira certainement lors de la révision de la norme.

Le but de l'exercice n'étant pas non plus d'inventorier toute la terminologie de l'informatique classique qui se compte en dizaines de milliers de termes, le comité a décidé d'élaguer les arbres notionnels en éliminant les nœuds et les branches sans intérêt immédiat pour les TI. Ce fut, par exemple, le cas du calcul analogique et du traitement informatique des données, domaines importants dans les années soixante.

Types d'intervention normalisatrice

La reformulation. Après avoir déterminé le profil notionnel de chaque sous-domaine et adopté la procédure de normalisation à suivre, le comité s'est divisé en quatre groupes responsables de l'intégration des commentaires des consultants et de la rédaction des normes dans les sous-domaines de leur ressort.

Se guidant sur les recommandations ISO relatives à l'harmonisation internationale des notions et des termes, le comité a opté pour la définition en une phrase, à l'aide d'un vocabulaire général limité et de termes normalisés. Le but visé était la précision et la simplicité. Pour y arriver, le comité a décidé d'identifier une notion par ses propriétés distinctives et par ses relations avec les autres notions définies (inclusion, contiguïté, possession, attribution, fonction, causalité, etc.).

L'intervention visait à éliminer la circularité et les tautologies. Par exemple, la définition ISO de *irrational number* (*a real number that is not a rational number*) a été reformulée ainsi : *a real number that is not the quotient of an integer divided by an integer other than zero*. Les définitions de **processus** (conception, fabrication, etc.) **assistés par ordinateur** qui commençaient par la tournure *Use of computers in...* ont été changées pour marquer les propriétés héritées du processus générique et leur différence spécifique.

Une fois définie dans une langue, la notion était rendue dans l'autre en accentuant les compatibilités translinguistiques – les différences du découpage notionnel étant traitées dans des notes avec d'autres précisions d'ordre sémantique. En sécurité informatique, par exemple, la définition du **ver** est suivie, dans les deux langues, de notes énumérant les effets néfastes de cette routine destructrice de programmes. En anglais seulement, une deuxième note prévient contre la confusion du terme *worm* avec l'acronyme *WORM* (*write-once-read-many-times*). Les notes ajoutées en anglais et en français aux définitions de **virus** (*virus*), **bombe logique** (*logic bomb*) et **cheval de Troie** (*Trojan horse*) comparent les propriétés distinctives de ces notions.

D'autres notes précisent les emplois synonymiques. En français, le terme **plage d'erreur** (*error range*), synonyme de **gamme d'erreur**, est repris dans une note précisant qu'il est employé dans le cas particulier du mesurage et plus spécialement pour désigner une qualité d'une méthode ou d'un instrument de mesure. En anglais, le terme *processing unit*, synonyme de *central processing unit* est suivi de la note *The term "processor" is often used synonymously with "processing unit"*.

Les exemples figurant après les notes illustrent les instances particulières de certaines notions abstraites ou complexes, telle **droit d'accès** (*access right*) : le droit de lire un fichier, le droit d'en écrire, le droit de l'effacer.

La sélection des unités terminologiques. Il s'agissait d'identifier d'abord l'usage canadien lorsqu'il se distinguait de l'usage désigné dans les normes ISO et de séparer ensuite les termes correctement employés des termes à éviter. Les membres du comité avaient déjà effectué cette opération lors de

la constitution du fonds terminologique en se basant sur leurs propres connaissances, sur les usages consignés dans les banques TERMIUM et BTQ et sur des attestations fournies par des ouvrages spécialisés récents.

Les choix effectués en comité ont été confirmés par les consultants externes avant d'être retenus dans la norme. Ainsi, l'ISO privilégie **mode dialogué** (*conversational mode*) par rapport à **mode interactif** (*interactive mode*), et recommande **sexadécimal** (*sexadecimal*) avant **hexadécimal** (*hexadecimal*). Le terme **traitement non prioritaire** (*background processing*) est normalisé par l'ISO avec, en entrée secondaire, **traitement d'arrière-plan**. Dans tous ces cas, et dans bien d'autres, la norme canadienne inverse l'ordre ISO pour refléter l'emploi privilégié au Canada.

Dans d'autres cas, l'intervention normalisatrice a consisté à ajouter en vedette des expressions canadiennes absentes des normes ISO : dans le français du Canada, le terme **ordinateur malette** (*laptop computer*) est tout aussi répandu que **ordinateur portable**, et **étiquette interne** (*internal label*) est nettement préféré au terme international **label interne**; en français et en anglais, les expressions métaphoriques **étréinte fatale** (*deadly embrace*) sont aussi fréquentes au Canada que **deadlock** retenu par l'ISO.

Lorsqu'une expression erronée avait été normalisée ailleurs, la norme canadienne la remplace par l'expression correcte, tout en indiquant les termes à éviter. La

paire **erreur non redressable** (*unrecoverable error*) y est ainsi remplacée par l'expression correcte **erreur irrémédiable** (*irrecoverable error*). Une note explique l'incorrection linguistique des termes supprimés.

En français surtout, les termes désuets, les synonymes d'usage restreint et plusieurs acronymes non attestés ont été éliminés de la norme canadienne au profit de créations récentes. Le terme **type d'accès frauduleux aux fichiers de données** (*piggybacking*) n'avait pas d'équivalent français stable au début des années quatre-vingts à part l'emprunt littéral de l'anglais, et n'avait pas non plus été normalisé par l'ISO. Pour combler cette lacune, le Comité des normes gouvernementales en informatique (CNGI) avait proposé **accès en resquille**. Or, dix ans plus tard, d'autres termes français (**accès superposé**, **accès à califourchon**) avaient été spontanément créés et adoptés dans l'usage courant. La norme canadienne reflète cette évolution.

Un regard vers l'avenir

Comme tout travail ancré dans la réalité quotidienne, la première norme canadienne de la terminologie TI bénéficiera considérablement de la rétroaction de ses utilisateurs. Ce document, actuellement revu par la CSA, sera entériné par le CCN et paraîtra à l'automne 1991². Ses lecteurs seront alors invités à transmettre leurs commentaires au secrétariat du CCC, pour examen lors de la préparation de la prochaine édition.

Entretemps, le comité étudie les nouveaux développements en intelligence artificielle qui vont transformer radicalement les technologies de l'information. Ses membres recueillent les termes relevant du traitement intelligent du langage naturel, de la traduction automatique et de la visionique afin de les inclure et de les définir non seulement dans la prochaine norme canadienne, mais aussi dans les éditions révisées des normes ISO touchant ce domaine.

La norme canadienne permettra ainsi de disséminer, autant sur support papier qu'électronique, une terminologie de grande actualité, basée sur des normes internationales mais reflétant des spécificités nationales, une terminologie validée par les experts mais définie dans un langage intelligible à la fois au professionnel, au novice aspirant à la maîtrise du domaine et au simple utilisateur de produits TI.

Notes

1. L'auteur tient à remercier les membres du Comité de normalisation qui ont bien voulu lire cet article et y apporter des améliorations : Hélène Cormier, présidente du comité, Jean Baudot, professeur à l'Université de Montréal, et François Mouzard, secrétaire national.
2. Toute personne désirant se procurer cette norme pourra s'adresser aux Services de publication de l'Association canadienne de normalisation (CSA), 178 boulevard Rexdale, Rexdale (Ontario), M9W 1R3.

Standardization and Terminology in the Nordic Countries

by Anna-Lena Bücher

Standardization and terminology are two closely related fields of activity. This general statement holds true both on an international and national level and is supported by the fact that the first technical committee within the International Electrotechnical Commission (IEC) was a committee on terminology established as early as

1906. A uniform unambiguous and consistent terminology is a prerequisite for all standardization. Consequently, the establishment of an adequate terminology is very often one of the first – and indeed most important – tasks to which a standardization committee must devote its time.

Each of the five Nordic countries has both a terminology institution and a standardization body which, though they are separate organizations, work together in many ways. There is a great deal of such cooperation not only on the national level but also regionally. The Nordic countries – Finland, Sweden, Denmark, Norway and

Iceland – have much in common, and the close cooperation among them as regards standardization and terminology has proved efficient, yielding significant results.

The Terminology Institutions

In the Nordic countries, terminology work has a relatively long tradition. Several initiatives in matters concerning technical terminology were taken among specialist groups as early as the late 19th century. In Finland, for example, the Association of Finnish-Speaking Technologists was set up in 1896: its main task was to try to establish an appropriate Finnish technical terminology.

In all Nordic countries except Iceland, terminology work on a regular basis dates back to the forties, when the focus was on technology. There have been a number of changes in the organizations since then; some have been discontinued for a while, only to be re-established. The following is a short outline of the situation today.

Denmark

In the early seventies, there was in Denmark (as well as in the other Nordic countries) a growing interest in languages for special purposes (LSP) and terminology. In 1974 the Terminology Group was created. It is a forum for all parties in Denmark that are in any way involved with and interested in terminology. Among them is the Danish Standards Organization. Within the Terminology Group there is a contact group, established at the request of the Standards Organization, which has an advisory function in matters concerning ISO/TC 37. The members of the group also participate actively in the InterNordicStandardization (INSTA) committee and in ISO/TC 37.

Finland

In 1974, the Finnish Centre for Technical Terminology (TSK) was founded by some 20 organizations representing various fields of technology. (Efforts to set up such an institution had been made more than thirty years previously but they were interrupted by the outbreak of the Second World War.) Its main task is to publish technical glossaries in Finnish and Swedish. "Technical" should here be understood in a broad sense, since related fields such as economics, law and administration may also be

included. Other activities of TSK are the management of a terminological data bank (TEPA), the provision of telephone inquiry services, the organization and presentation of terminology courses for specialist groups, as well as cooperation with standardization bodies at both the national and international levels.

Iceland

In Iceland, systematic work on terminology started in 1919, when the Association of Chartered Engineers set up a special "word committee", the work of which was not entirely confined to technical terms. Since then, additional terminology committees have been established to deal with such fields such as medicine, mathematics, physics, data processing and civil and electrical engineering.

In the other Nordic countries there are separate committees for the cultivation of the general language, but in Iceland the Icelandic Language Council, founded in 1964, deals with both general language and with LSP and terminology.

Norway

The Norwegian Council for Technical Terminology (RTT) was organized as a foundation in 1990. The RTT's primary purpose is to promote terminologies that are suitable for use in the Norwegian language. Their scope of interest is not restricted to a specific subject area, but for practical reasons efforts have been concentrated on technical fields and applied sciences. A series of multilingual glossaries covering a number of areas has been published. The RTT also provides a telephone inquiry service and functions as a national reference centre for terminology and LSP. Most of the RTT glossaries are available in the TERMDOK data base on CD-ROM (see below).

Sweden

The Swedish Centre for Technical Terminology (TNC) was founded in 1941 with the aim of creating technical terminologies appropriate for Swedish language conditions. Its most well known product is the series of multilingual glossaries presenting the terminologies of different technical and scientific fields. All these terms are also available in the data bank TERMDOK, which was published on CD-ROM disk for the first time in 1987. TNC also provides a telephone inquiry service.

The Terminological Network Within the Nordic Countries

Nordterm

Since 1976, the national Nordic terminology institutions have cooperated in Nordterm, a general forum and network for discussions and information concerning all aspects of terminology. Nordterm has the following goals:

- promote and ensure Nordic cooperation in this field through the exchange of information, experience and results, through joint projects, and through conferences, seminars, etc. and
- ensure the influence and participation of the Nordic countries in international terminological development through common directives.

Within Nordterm there is a steering committee that represents Nordterm externally, coordinates different Nordterm activities and takes care of any current business. In addition, there are working groups for specific terminological activities:

WG 1: for research and training in terminology and knowledge engineering;

WG 2: for computer-aided terminology work
INSTA committee "Principles for terminology work".

WG 1 has initiated three postgraduate Nordic courses in LSP and terminology. These courses contribute significantly to the development of a common Nordic view on the theory and practice of terminology which has proved especially fruitful when practitioners of terminology and standardization meet internationally, regionally and nationally.

Standardization Bodies in the Nordic Countries

The Standardization bodies in the Nordic countries were almost all established in the twenties. Most of them consist of a central organization and additional associate institutions representing specific technical fields. In particular, it is interesting to note that specialized working groups with standardization were among those who took the initiative of establishing terminology institutions, which shows that there has been close contact between these two fields of

interest from the beginning. Today it appears that the closest day-to-day cooperation exists in Sweden. The TNC now checks all Swedish Draft Standards from a terminological perspective and, whenever it is considered necessary, TNC staff will take part in discussions concerning terminology within a standardization committee or working group. The TNC also has a seat on the Technical Board of the Swedish Standards Institution, which must approve all Swedish standards.

It is a well-known fact that small countries like the Nordic ones will benefit more than big nations from international and regional standardization. As a result, international and European standards are supplied as far as possible. Moreover, the Nordic countries can work together within the framework of INSTA. This is particularly important when it is necessary to produce just a Nordic (regional or national) standard for an area where there is no international or European standard, or when an international standard has to be modified to suit specific Nordic conditions. A country that wishes to draw up either a new national standard or a standard that deviates from the international version must first so inform the other INSTA countries and invite them to discussions on the matter. This may – but need not – result in cooperation. In other words, there is no obligation for the Nordic countries to adopt identical standards, although this is considered desirable.

INSTA Committee "Principles for Terminology Work"

INSTA Committee "Principles for Terminology Work" is a good example of fruitful interconnections between different Nordic parties.

For many years the Nordic standardization bodies delegated the participation in ISO/TC37 "Terminology Principles and Coordination" to representatives of their respective terminology institutions. Gradually this participation in ISO/TC 37 was integrated into Nordterm's programme and a working group, a predecessor of the INSTA committee, was set up for this purpose. The members of the committee come from all five Nordic countries and represent both standardization and terminology.

In the last decade, the Nordic countries have played an active role in international

terminology work among other activities, elaborating complete proposals for revised versions of the following documents:

ISO 860 Harmonization of Concepts and Terms

ISO 919 Preparation and Layout of International Terminology Standards

Technical Report on Computer Aids in Terminology

Nordic cooperation within ISO/TC 37 saves time and money both for terminology institutions and standardization bodies, while the quality of their products is by no means negatively affected. At the same time this coordination tends to result in a similar approach to many aspects of terminology work, which is in itself advantageous. The Nordic terminology institutions are all small organizations with limited resources and the focus of competence varies from country to country. By working together in this way we can increase the average national know-how within INSTA committee and within Nordterm.

Special Products

The multi-dimensional cooperation among the Nordic countries in the fields of standardization and terminology has resulted in many different products, a few of which have already been mentioned:

- terminology standards and Nordic glossaries;
- guidelines for terminology work;
- termbanks including both standardized terminology and terms excerpted from LSP texts.

However, two of these products deserve special mention.

In 1989, the TSK in Finland published a handbook of practical terminology work in the series of the Finnish Standards Association. The principles and methods of terminology presented in the handbook are conformed to the latest drafts of ISO/TC 37. In addition, the handbook describes the phases of a specific, practical terminology project from planning to implementation and promotion, including a number of tools that can be used in terminology work. The book includes a wealth of examples

taken from actual terminology projects. A revised English version of the handbook is in preparation.

TERMDOK on CD-ROM

TERMDOK is a multilingual technical termbank on CD-ROM organized by the TNC in Sweden. The 1989 version contains about 250 000 terms taken from seven different data bases, together with definitions and translations. The data bases are:

NORMATERM

A bilingual data base of standardized French technical terms from AFNOR, the French standards organization (40 000 concepts).

TERMIUM

French-English terms used in a wide range of technical fields from the official termbank of the Gouvernement of Canada (1 000 000 concepts).

TNC's glossaries

The original TERMDOK data base including glossaries from the TNC with Swedish terms and definitions and equivalents, mainly in English, French and German (28 000 concepts).

Swedish standards

Swedish terms with definitions and translations from Swedish standards (17 000 concepts).

TNC excerpts

Swedish terms and definitions excerpted from LSP texts (28 000 concepts).

RTT's termbase

The Norwegian multilingual termbank similar to the TNC's termbank (28 000 concepts).

TEPA

The Finnish multilingual termbank similar to TNC's term banks (9 000 concepts).

In 1991, a new enlarged and updated version of TERMDOK on CD-ROM will be published. It will contain a selection of records from the European Commission's termbank EUROCAUTOM.

The CD-ROM disk is a valuable tool for terminologists and people working with standardization. Hopefully, it will help to bring coordination – which is a necessary ingredient in terminology practice as well as in standardization – a further step forward!

Considérer, regarder comme + participe présent

par Line Gingras

Condensé

La construction verbe attributif + **comme** + participe présent est parfaitement correcte, malgré le silence de plusieurs grammairiens. Même le tour **comme étant** peut être reçu dans le bon usage; il faut toutefois se garder d'en abuser.

La question est traitée en détail dans l'exposé qui suit.

Introduction

La traduction du tour *as being* suscite souvent des mises en garde : beaucoup craignent en effet que ce soit commettre un calque de le rendre par **comme étant**. Par suite, certains se demandent ce qu'il faut penser de l'emploi d'un quelconque participe présent après **comme**, en particulier avec les verbes **considérer** ou **regarder** ou d'autres verbes attributifs :

Elle est considérée **comme bénéficiant** du statut de réfugiée.

Je regarde cet enfant **comme appartenant** à l'élite des musiciens.

Nous nous proposons par conséquent d'examiner ces constructions.

Comme peut-il introduire un participe présent attributif ?

Considérer et **regarder** sont des verbes typiquement attributifs : employés au sens de **juger, tenir pour, attribuer telle qualité** à, ils appellent un attribut - soit un attribut du sujet quand ils sont à la voix passive (**Il est considéré comme l'ennemi du peuple**), soit un attribut du complément d'objet direct quand ils sont à la voix active (**Je le regarde comme le meilleur écrivain de son temps**).

La plupart des grammairiens s'entendent pour dire que les deux verbes doivent introduire l'attribut de façon indirecte, au moyen de **comme**. Ils ne s'entendent pas, nous le signalons au passage, sur la nature de ce **comme** - certains le donnent pour adverbe, d'autres pour préposition, d'autres pour conjonction; Fischer et Hacquard s'efforcent de concilier tous les points de vue en parlant d'un adverbe conjonctif dont on peut faire une préposition. Quoi qu'il en soit, les exemples recueillis dans les dictionnaires appuient l'opinion des grammairiens : **considérer** et surtout **regarder**, au sens de **juger**, s'emploient très généralement avec **comme** suivi d'un nom, d'un adjectif ou d'un participe passé attribut. De fait, les linguistes ne s'arrêtent pas à la très rare utilisation de **regarder** sans **comme**, que l'édition de 1986 du *Bon Usage* donne pour vieillie; le cas de **considérer** prête davantage à controverse : l'ellipse de **comme** a la caution d'excellents écrivains (dont Chateaubriand, Flaubert, Maupassant, Duhamel, Gide, Guitton, Troyat, Daninos et Valéry), bien qu'elle ait été condamnée par l'Académie en 1965. Grevisse reconnaît qu'elle imite peut-être la construction anglaise (*He considered that place impregnable*), mais il croit davantage à l'influence de l'analogie; beaucoup de verbes de jugement, en effet, sont suivis directement de l'attribut : **réputer, juger, croire, déclarer, estimer, dire, proclamer, savoir, trouver**, etc. L'ellipse de **comme** après **considérer** ne paraît donc pas monstrueuse, et Grevisse se refuse à la proscrire, du moins dans les cas où l'attribut est un adjectif ou un participe passé - **comme** ne devrait pas être supprimé devant un substantif.

Cela dit, nous n'avons toujours pas déterminé si **considérer comme** ou **regarder comme** peuvent être suivis du participe présent.

Les verbes non attributifs peuvent être suivis de **comme et du participe présent** :

C'est cela, fit le prisonnier **comme se parlant** à lui-même. (Dumas.)

Un frère plus âgé qui fait son service militaire en Algérie; puis, **comme allant** au-devant d'une question de ma mère : - Mon père est peintre. (Gide.) [« Elle dit » est sous-entendu.]

Il y a lieu de se demander, toutefois, si cette construction est permise avec les verbes attributifs. Plusieurs grammairiens, dont Grevisse et Hanse, affirment que la forme en **-ant** est adjectif verbal, et non participe présent, quand elle est attribut :

La terre était riante et dans sa fleur première. (Valéry.)

Je les trouve amusants.

Toutefois, Grevisse lui-même cite un exemple d'emploi du participe présent qui contredit apparemment cette assertion :

Des droits qu'on considérait **comme leur appartenant** virtuellement auparavant. (Girard.)

L'auteur du *Bon Usage* ne précise pas quelle est la fonction de ce participe présent, qui a cependant tout l'air d'un attribut. Il semblerait d'ailleurs que le tour **verbe attributif + comme + participe présent** n'ait guère attiré l'attention des grammairiens. Cependant, G. Mauger, dans sa *Grammaire pratique du français d'aujourd'hui*, fait observer que cette construction « existe en français parlé comme en français écrit » :

Je considère son cas **comme relevant** de la psychiatrie.

De même, nous lisons dans le *Grand Larousse de la langue française*, à propos du participe présent :

« En principe, à la différence des adjectifs, il n'est jamais attribut [...] Il peut cependant exercer cette fonction après

un adjectif ou un participe passé attribut auquel il est coordonné [...] ou après certains verbes transitifs attributifs :

« Il est reconnu **comme exerçant** un métier. »

Nous voyons encore, dans le *Trésor de la langue française* à l'article **comme**, cet exemple de **comme** introduisant un attribut de l'objet :

[...] la volonté qu'ont aujourd'hui les peuples [...] de sentir leurs ambitions **comme remontant** à leurs ancêtres [...] (Benda.)

Voici un autre exemple du même genre, tiré cette fois du dictionnaire de Bescherelle, à l'article **regarder** :

Loin de se **regarder** tous **comme** ne **faisant** entre eux qu'une même famille, les hommes ne se lient que pour se tromper mutuellement. (Massillon.)

À proprement parler, cependant, nous ne dirions pas que le participe présent soit attribut; dans l'exemple que donne G. Mauger (**Je considère son cas comme relevant de la psychiatrie**), **relevant** ne suffit pas à caractériser le complément d'objet direct, **son cas** : à notre sens, ce n'est pas seulement **relevant** qui est attribut, mais tout le groupe **relevant de la psychiatrie**. De même, dans la phrase **Je regarde cet enfant comme appartenant à l'élite des musiciens**, le participe **appartenant** ne révèle rien, à lui seul, de l'enfant dont il est question. Pour nous, donc, le participe présent ne peut être que le noyau d'un groupe attribut – et comme le participe présent est un verbe, ce groupe est en fait une proposition subordonnée attribut.

Les grammairiens reconnaissent-ils l'existence d'une telle subordonnée? Certes, ils signalent que l'attribut peut être exprimé par un syntagme ou par une proposition :

La paix du cœur est un grand bien.

Le malheur est que cela ne t'intéresse peut-être pas. (G. Duhamel.)

Le plus ignorant n'est pas qui vous croyez.

Ils signalent aussi, bien entendu, qu'une proposition peut avoir pour noyau un participe présent :

Il frappa aux échoppes, quoique **sachant** très bien qu'elles étaient inhabitées. (Hugo.)

Essuyant le verre avec son mouchoir, il essayait de lui rendre un vague aspect de propreté.

Aucun, cependant, ne paraît évoquer la possibilité qu'un participe présent puisse être le noyau d'une subordonnée attribut introduite par **comme**. Nous voyons là une lacune, sans plus, puisque – les exemples cités en font foi – la construction est manifestement correcte et que le participe présent, ayant pleine valeur de verbe, ne saurait généralement jouer à lui seul le rôle d'un attribut – au contraire de l'adjectif verbal. (D'après *L'Analyse raisonnée de la langue française*, de Philippe Deschamps, le participe présent remplirait cette fonction d'attribut dans des phrases comme **Il s'en va chantant** – mais cette opinion est loin de faire l'unanimité.)

Subordonnée attribut ou complément circonstanciel?

Par ailleurs, on pourrait être tenté de reconnaître dans la proposition qui nous intéresse une subordonnée complément de manière (**Je considère son cas – comment? – comme relevant de la psychiatrie**). Nous ne pouvons cependant pas retenir cette analyse, pour deux raisons : la première, c'est que le groupe **relevant de la psychiatrie** pourrait être remplacé par l'adjectif **psychiatrique**, qui serait attribut; la seconde, c'est que la proposition **comme relevant de la psychiatrie** n'indique pas de quelle manière se fait l'action de **considérer**, mais plutôt quelle qualité on attribue au cas dont il s'agit. La phrase serait incomplète sans la subordonnée, le verbe de la principale, **considérer**, évoquant l'idée d'un jugement que l'on se dispose à formuler. Nous admettons cependant que l'on pourrait voir une subordonnée circonstancielle, dans la proposition introduite par **comme** et le participe présent, lorsque le verbe de la principale n'est pas un verbe typiquement attributif comme **considérer** ou **regarder**. C'est le cas, à notre avis, dans deux phrases où G. Mauger reconnaît quant à lui des constructions attributives :

Le premier avril 1965 sera retenu **comme marquant** le véritable point de départ de l'ère nouvelle. (Nice-Matin.)

On l'a acquitté **comme n'ayant pas** toute sa raison.

Nous estimons que les deux analyses sont défendables – on peut juger que les deux subordonnées exposent la cause ou le motif de l'action exprimée par le verbe de la principale, comme le fait un complément circonstanciel de cause (**la date en question sera retenue parce qu'elle marque le point de départ; on a acquitté l'accusé parce qu'il n'a pas toute sa raison**); on peut juger aussi qu'elles se rattachent au sujet ou à l'objet par l'intermédiaire du verbe, comme le fait un attribut (**on estime que la date est le point de départ; on considère l'accusé comme fou**).

Comme étant

Ces premières observations nous amènent à nous interroger sur l'interdit qui semble frapper **comme étant**. Au cours de nos recherches, nous n'avons vu en fait que deux condamnations. La première, par le Comité de linguistique de Radio-Canada, remonte à plusieurs années (fiche 72) :

« Pour introduire l'attribut du complément d'objet, l'anglais se sert souvent de la locution *as being*. La traduction littérale de cette locution est l'une de nos fautes de syntaxe les plus répandues. Cette cheville alourdit la phrase française sans ajouter à sa clarté. Il vaut mieux s'en dispenser.

(FAUTE) La Chine a rejeté **comme étant** inacceptables les propositions de l'Inde.

(FAUTE) Le Souverain pontife a mentionné Noël 1963 **comme étant** la date finale du Concile. »

Notons que les verbes **rejeter** et **mentionner** ne sont pas, à la différence de **considérer** et de **regarder**, des verbes typiquement attributifs : ils n'évoquent jamais l'idée d'**attribuer telle qualité à, de tenir pour**, et par conséquent n'ont pas absolument besoin d'un attribut. Aussi leur sens ne serait-il pas modifié et les phrases ci-dessus ne seraient-elles pas incomplètes, sur le plan syntaxique, si l'on retranchait l'attribut du complément d'objet – **comme étant inacceptables, comme étant la date finale du Concile** : on obtiendrait ainsi **La Chine a rejeté les propositions de l'Inde, Le Souve-**

rain pontife a mentionné Noël 1963. Cette même expérience aurait des résultats tout différents avec les verbes **considérer** ou **regarder**. Nous établissons cette distinction parce que nous croyons qu'il serait permis de voir le verbe **être**, dans ces deux exemples, non pas comme une cheville, mais plutôt comme le noyau d'une subordonnée complément circonstanciel introduite par **comme**.

La seconde condamnation a paru en mai 1986 dans le bulletin *Le Juriste*, de l'Université de Moncton :

La locution **comme étant** est un calque syntaxique de l'anglais *as being*.

Que la fréquence de cette construction soit attribuable à l'influence de l'anglais, ce n'est certes pas impossible. Nous avons cependant des raisons de croire que la locution n'est pas absolument étrangère au français.

De fait, le tour **comme étant** se rencontre sous d'excellentes plumes, avec des verbes qui ne sont pas typiquement attributifs :

Personne physique ou morale qui participe, **comme étant** personnellement intéressée, à un acte juridique ou une convention [...] (*Petit Robert*, à l'article « partie ».)

Il convoitait le port d'Utique, **comme étant** (= parce qu'il était) le plus près de Carthage. (Flaubert.)

Dans ces deux phrases, le syntagme introduit par **comme étant** peut être tenu aussi bien pour une subordonnée complément circonstanciel que pour un attribut. Le dernier exemple est proposé par Georges et Robert Le Bidois, qui s'en servent pour illustrer une façon d'énoncer la raison ou l'explication d'un fait. Nous ferons observer que, si nous remplaçons l'adverbe **près** par le participe adjectif **rapproché**, nous obtiendrions une phrase assez semblable au premier exemple que la fiche de Radio-Canada donne pour incorrect.

Par ailleurs, des collègues nous ont signalé des phrases – tirées d'ouvrages sérieux – où **comme étant** vient à la suite d'un verbe typiquement attributif :

Se dit de ce qu'on considère **comme étant** de trop [...] (*Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse*, à l'article **superflu**.)

Le passé composé (passé indéfini) indique un fait achevé à une époque déterminée ou indéterminée du passé et que l'on considère **comme étant** en contact avec le présent [...] (*Le Bon Usage*, éd. de 1980, n° 1774.)

Pouvons-nous soupçonner Grevisse d'avoir calqué un tour anglais? Pareil laisser-aller serait bien étonnant. Les deux passages que nous venons de citer ont en commun que le tour **comme étant** est suivi non pas d'un adjectif, d'un nom ni d'un participe passé, mais d'une locution (qu'il serait possible, cependant, de remplacer par un adjectif ou un participe). Dans les deux cas, il nous paraît difficile de supprimer **étant** : **considérer comme de trop**, **considérer comme en contact** ne nous sembleraient pas très heureux.

Est-ce à dire que **comme étant** ne devrait s'employer que pour introduire un adverbe ou une locution? Nous avons vu, dans quatre ouvrages de langue, des exemples ou des avis qui nous interdisent de formuler une telle restriction.

1° À l'article **considérer**, le *Dictionnaire général de la langue française* de Hatzfeld et Darmesteter (publié à la fin du XIX^e siècle) propose l'exemple suivant, sans mise en garde :

Je le **considère comme** mon ennemi, **comme étant** mon ennemi.

2° Jean-Claude Corbeil, dans *Les Structures syntaxiques du français moderne*, relève cet extrait d'un ouvrage intitulé *La Mer*, publié chez Larousse en 1953 :

Les océanographes la **considèrent comme étant** la méthode de l'avenir [...]

D'après Corbeil, le passage se présente selon l'arrangement **sujet + complément d'objet direct + verbe + attribut**. Le linguiste ne précise pas si, d'après lui, **étant** fait partie de l'attribut, s'il introduit l'attribut ou s'il n'est qu'une cheville. De toute façon, la construction n'est pas donnée pour fautive.

3° Le grammairien G. Mauger, qui affirme déjà, nous l'avons vu, qu'un verbe attributif peut être suivi de **comme** et d'un **participe présent**, consacre quelques lignes à **comme étant** :

« Il arrive même que [...] le participe **étant** vienne s'intercaler après **comme**, quand l'adjectif qualificatif suffirait :

« On l'a condamné **comme (étant)** responsable de l'accident. »

4° Enfin, Damourette et Pichon nous semblent apporter la confirmation qu'on ne peut tenir **comme étant** pour incorrect, même s'il paraît superflu. Ils citent d'abord quelques vers de La Fontaine où se rencontre un verbe qui – très normalement – construit l'attribut de façon directe, sans **comme** :

Sous vos seuls auspices ces vers
Seront jugés [= jugés] malgré l'envie
Dignes des yeux de l'univers

Ils expliquent ensuite qu'il serait possible de modifier ce passage, tout en lui conservant le même sens, en y insérant le tour **comme étant**, qu'ils appellent une **glose**; on obtiendrait ainsi :

Ces vers seront jugés malgré l'envie
comme étant dignes des yeux de l'univers.

Cet avis de Damourette et Pichon ne saurait être attribué à la distraction, au manque de rigueur ni à l'excès d'indulgence. Par conséquent, nous ne pouvons pas entériner la condamnation de **comme étant**, ni après des verbes qui ne sont pas typiquement attributifs (en pareil cas, on peut estimer que **comme étant** introduit une subordonnée complément circonstanciel), ni même après **considérer** ou **regarder** ou d'autres verbes typiquement attributifs qui peuvent se construire avec **comme**.

Il convient cependant de faire une mise en garde contre l'abus de ce tour : **étant (ou comme étant)**, après un verbe attributif, n'ajoute rien au sens ni à la clarté de la phrase; il devrait servir uniquement de variante stylistique. Nous croyons utile de rappeler que son utilisation fréquente peut être attribuable à l'influence de l'anglais.

En outre, dans les cas où l'on est en présence d'un verbe typiquement attributif comme **considérer** ou **regarder**, nous nous demandons s'il ne faudrait pas voir dans son emploi l'effet d'une analyse insuffisante – puisque, nous l'avons vu, le verbe typiquement attributif exige déjà un attribut.

Cela dit, il reste que l'on peut sans hésitation employer un **verbe attributif suivi de comme et d'un participe présent** autre que **étant**, et que **comme étant** ne doit pas être considéré... comme fautif.

Bibliographie

Note : Notre étude a amené la consultation de cent quarante et un ouvrages. Il serait fastidieux d'énumérer ici tous ceux qui nous ont été utiles; nous ne citons par conséquent que les principaux.

Arrivé, Michel, Gadet, Françoise et Galmiche, Michel. *La Grammaire d'aujourd'hui : guide alphabétique de linguistique française*, Paris, Flammarion, 1986.

Bescherelle, Louis Nicolas. *Nouveau Dictionnaire national ou Dictionnaire universel de la langue française* : répertoire encyclopédique des lettres, de l'histoire, de la géographie, des sciences, des arts et des industries, Paris, Garnier, 1887.

Borrot, Alexandre et Didier, Marcel. *Bodico : dictionnaire du français sans faute*, Montréal, Bordas, 1970.

Corbeil, Jean-Claude. *Les Structures syntaxiques du français moderne : les éléments fonctionnels dans la phrase*, Paris, Klincksieck, 1968.

Damourette, Jacques et Pichon, Édouard. *Des mots à la pensée, essai de grammaire de la langue française*, Paris, Éditions d'Artrey, 7 vol., 1968.

Deschamps, Philippe. *L'Analyse raisonnée de la langue française*, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1955.

Dot, Odile et Félix, Jean-Marc. *Les Difficultés du français : un dictionnaire de 3500 mots et un guide grammatical*, avec la collab. d'Hélène Soubiran et al., sous la dir. de Chantal Lavigne, Paris, Retz, 1980.

Dubois, Jean et al. *Dictionnaire du français contemporain*, Paris, Larousse, 1970.

Dupré, P. *Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain*, Paris, Éditions de Trévisse, 3 vol., 1972.

Fischer, Maurice et Hacquard, Georges. *À la découverte de la grammaire française*, Paris, Hachette, 1959.

Girodet, Jean. *Logos : grand dictionnaire de la langue française*, Paris, Bordas, 3 vol., 1976.

Grand Dictionnaire encyclopédique de la langue française, sous la dir. de Claude Dubois, Paris, Larousse, 10 vol., 1982-1985.

Grand Larousse de la langue française, sous la direction de Louis Guilbert, René Lagane et Georges Niobey, Paris, Larousse, 7 vol., 1971-1978.

Grevisse, Maurice. *Le Bon Usage*, 11^e éd. revue (1980) et 12^e éd. refondue par André Goosse (1986), Paris-Gembloux, Duculot.

Grevisse, Maurice. *Cours d'analyse grammaticale*, Gembloux, J. Duculot, 1969.

Hanse, Joseph. *Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne*, 2^e éd. mise à jour et enrichie, Paris-Gembloux, Duculot, 1987.

Hatzfeld, A. et Darmesteter, A. *Dictionnaire général de la langue française*, Paris, Delagrave, 1964.

Imbs, Paul. *Trésor de la langue française*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, vol. 1- , 1971-

Le Juriste, bulletin de l'École de droit de l'Université de Moncton, n° 2, mai 1986.

Larousse de la langue française : Lexis, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1979.

Le Bidois, Georges et Le Bidois, Robert. *Syntaxe du français moderne*, Paris, A. et J. Picard, 2 vol., 1971.

Litttré, Émile. *Dictionnaire de la langue française*, éd. intégrale, Paris, Pauvert et Gallimard, 7 vol., 1956.

Mauger, Gaston. *Grammaire pratique du français d'aujourd'hui : langue parlée, langue écrite*, éd. revue, Paris, Hachette, 1984.

Radio-Canada, Comité de linguistique. Fiche n° 72.

Robert, Paul. *Grand Robert de la langue française, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 2^e éd. ent. revue et enrichie, Paris, Le Robert, 9 vol., 1985.

Robert, Paul. *Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, réd. dir. par A. Rey et J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1989.

Tremblay, Jean-Paul. *Grammaire comparative du français et de l'anglais à l'usage des anglophones*, nouv. éd. revue et augm., Québec, Presses de l'Université Laval, 1972.

Wartburg, Walther von et Zumthor, Paul. *Précis de syntaxe du français contemporain*, 3^e éd., Berne, Francke, 1973.

Note

Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le Comité consultatif des Repères - T/R (1990).

La terminologie biomédicale au Conseil de recherches médicales du Canada¹

par Sylvie Dionne, docteur Edgard Delvin, docteur André Lussier et Gisèle Pham²

1. Introduction

Le Conseil de recherches médicales du Canada (CRM) est un organisme fédéral chargé de promouvoir la recherche dans le domaine des sciences de la santé au Canada. Il assure son appui aux chercheurs des universités et des autres établissements qui s'intéressent à la recherche médicale, et il concourt à leur formation. La formation des professionnels de la santé et l'utilisation des connaissances récentes en milieu clinique sont donc au nombre de ses préoccupations constantes.

Il était évident, depuis quelques années, que le manque d'uniformisation de la terminologie des sciences de la santé avait des répercussions considérables sur la recherche, l'enseignement et les soins de santé. À la suite de l'approbation du Cabinet fédéral, le Conseil de recherches médicales du Canada, en collaboration avec la Direction de la terminologie et des services linguistiques du Secrétariat d'État du Canada, lançait en 1984 des projets de terminologie en sciences biomédicales, soit en biotechnologie, domaine fondamental, et en sémiologie, domaine clinique.

Le choix des domaines s'est fait pour diverses raisons. D'une part, la biotechnologie est un domaine en expansion rapide et est un secteur d'activité privilégié dans les pays industrialisés. D'autre part, la langue prédominante de ce domaine, comme dans d'autres secteurs scientifiques, est actuellement l'anglais. Le CRM a constaté qu'il fallait, pour le perfectionnement des chercheurs, promouvoir une terminologie française soigneusement uniformisée. Les vocabulaires qui résulteraient de cet exercice constitueraient ainsi un outil de travail indispensable, d'abord pour les spécialistes en médecine, mais également pour les traducteurs et les rédacteurs scientifiques.

En médecine clinique, le choix s'est arrêté sur la sémiologie pour deux raisons. D'abord, la sémiologie, définie comme la partie de la médecine traitant des signes et symptômes qui traduisent la lésion d'un or-

gane ou le trouble d'une fonction³, représente la base de la science médicale, c'est-à-dire la recherche clinique, qui, curieusement, n'avait encore jamais fait l'objet de travaux terminologiques. De plus, une terminologie uniformisée des signes et symptômes s'impose d'emblée pour permettre une plus grande utilisation de l'informatique par les médecins, notamment dans le diagnostic.

2. Les domaines de recherche

2.1. Biotechnologie

Nous désignons comme appartenant à la biotechnologie l'ensemble des méthodes et des techniques qui, appliquées à des micro-organismes, des cellules ou des parties de celles-ci, produisent des cellules modifiées ou des organismes nouveaux ou encore des produits déjà connus, à partir de nouvelles méthodes de nature biologique. Ce vaste domaine a été divisé en trois volets : le génie génétique, le génie enzymatique et le génie cellulaire.

Le génie génétique est défini comme un ensemble de procédés issus de la biologie moléculaire permettant la manipulation de l'acide désoxyribonucléique, vecteur de l'hérédité. Certains des caractères du patrimoine héréditaire des micro-organismes peuvent ainsi être reprogrammés pour produire soit des substances nouvelles, soit certains métabolites propres à la souche ou à l'espèce. Le génie génétique s'associe maintenant aux manipulations des chromosomes ou à une partie de ceux-ci chez les animaux et chez les hommes. Ce domaine a fait l'objet du *Vocabulaire de génie génétique*⁴ (BT 200).

Le génie enzymatique regroupe toutes les techniques par lesquelles une enzyme ou un groupe d'enzymes, isolées ou fixées sur un support, sont harnachées pour catalyser des réactions chimiques. Technologie nouvelle, le génie enzymatique est probablement le secteur scientifique qui regroupe le plus grand nombre de disciplines comme la biologie cellulaire, la biochimie,

la biophysique et l'enzymologie. Ce domaine a fait l'objet du *Vocabulaire de génie enzymatique*⁵, publié en un cahier de terminologie et qui paraîtra bientôt sous forme de bulletin de terminologie.

Le génie cellulaire se définit comme étant un ensemble de méthodes utilisées dans la culture, la transformation et la fusion cellulaires. Ce domaine fait appel à la virologie, à la biologie cellulaire et à la biologie moléculaire. Vu l'étendue du sujet, le génie cellulaire est traité en trois thèmes distincts, soit le métabolisme, l'histologie et la culture de cellules, et le vocabulaire de ce domaine sera présenté en cinq volumes.

2.2. Sémiologie

La sémiologie médicale est traditionnellement considérée comme la science des symptômes et signes cliniques, mais au sens moderne, elle englobe tous les résultats cliniques ou paracliniques permettant de faire avancer le diagnostic. Ainsi les résultats de laboratoire ou d'imagerie médicale font partie de la démarche diagnostique de la sémiologie. Par ailleurs, comme l'objectif ultime d'une médecine d'avant-garde est l'évaluation la plus juste et la mieux quantifiée puisque la science repose sur la mesure, il faut étudier l'aspect quantitatif de la sémiologie qui revêt une grande importance en recherche clinique.

Dans le domaine de la médecine clinique, les deux vocabulaires réalisés à ce jour constituent, suivant le souhait du comité, d'abord et avant tout des outils pédagogiques. Le premier vocabulaire, intitulé *Vocabulaire de sémiologie médicale* (BT 199)⁶, de portée générale, s'adresse à tous ceux qui œuvrent dans le domaine médical et, prioritairement, aux médecins généralistes et aux étudiants en médecine. Pour cette raison, l'uniformisation de la terminologie est de mise car il s'agit de recommander l'emploi d'un terme de préférence à un autre afin de restreindre l'usage de synonymes qui, bien qu'attestés dans certains ouvrages lexicographiques, sont souvent impropres ou peu usités.

Par ailleurs, le deuxième vocabulaire, intitulé *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur, vol. 1 : Signes cliniques* (BT 198)⁷, s'adresse aux spécialistes et aux médecins résidents. Il constitue également un outil pédagogique en ce sens que nous avons cru bon de souligner, à l'aide de notes, la pertinence au domaine d'un grand nombre de termes. Comme premier sous-domaine de spécialité en sémiologie, le comité de travail a choisi l'appareil locomoteur pour deux raisons principales : la fréquence élevée de consultation des patients se plaignant de malaises divers relatifs à la locomotion et le haut taux de morbidité à la suite de maladies touchant l'appareil locomoteur, comme en font foi les rapports de Statistique Canada et les données disponibles à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les autres volets de la sémiologie de l'appareil locomoteur, soit l'imagerie médicale, les tests de laboratoire et la sémiologie quantitative, feront l'objet de vocabulaires distincts.

3. Organisation du travail

3.1. Équipes de travail

Conformément aux recommandations faites au début du projet, la formation de l'équipe de travail en biotechnologie a tenu compte de deux critères : la participation de scientifiques œuvrant dans le domaine concerné et celle des terminologues. En raison du caractère particulier du domaine et par souci d'efficacité et de qualité, nous avons choisi de mettre sur pied une équipe de travail aux talents complémentaires, dont le rôle était d'effectuer les recherches documentaires et terminologiques. C'est ainsi que cette équipe a établi les méthodes de travail et les guides de terminologie, a compilé les données terminologiques et les a traitées en vue de la rédaction des vocabulaires.

Pour sa part, l'équipe de sémiologie a eu recours à l'aide d'étudiants en médecine et de spécialistes du domaine pour effectuer le dépouillement terminologique. Les terminologues ont ensuite rédigé les fiches de travail qui ont été soumises pour révision aux différents membres des comités de travail.

3.2. Comités de travail

En biotechnologie, le comité de travail, composé d'experts en biologie et en bio-

chimie, et de médecins spécialistes des disciplines concernées, regroupe des francophones et des anglophones appartenant aux milieux universitaire et industriel. Il a assuré la révision du *Vocabulaire de génie génétique* selon les étapes suivantes : analyse critique des termes sélectionnés par les terminologues, examen de la pertinence du choix des équivalences, proposition de néologismes quand c'était nécessaire et analyse de l'exactitude des définitions et des contextes.

En médecine clinique, deux comités de travail ont été formés. Le premier comité, composé de professeurs de propédeutique, généralistes et spécialistes représentant cinq facultés de médecine (Laval, McGill, Montréal, Ottawa et Sherbrooke), a révisé le *Vocabulaire de sémiologie médicale*. Il avait pour mandat de revoir les termes traités par les terminologues et de procéder à une certaine uniformisation de la terminologie déjà existante en vue d'en fixer l'usage. Afin d'assurer la qualité des travaux tant sur le plan scientifique que linguistique, le comité a eu recours à des consultants dans les différentes spécialités faisant partie du domaine (pneumologie, ophtalmologie, etc.)

Le deuxième comité, qui a révisé le *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur*, était formé essentiellement de spécialistes de l'appareil locomoteur, soit des rhumatologues, des orthopédistes et des physiatres attachés aux facultés de médecine mentionnées plus haut. Une fois terminé, le travail a été entièrement revu et corrigé par un éminent professeur de rhumatologie français. Dans ce cas-ci, l'effort d'uniformisation a été nettement moins important compte tenu de la particularité même du domaine. En effet, la rhumatologie ainsi que la physiothérapie font partie de sciences médicales relativement jeunes dont la terminologie présente un certain caractère néologique.

Dans les deux cas, l'apport des spécialistes a été de toute première importance. Ils sont intervenus à toutes les étapes du travail terminologique proprement dit : recherche documentaire, établissement de la nomenclature, choix des unités lexicales, ordre de présentation de celles-ci, synonymie, justification et notes. Leur expertise et leur connaissance des besoins à satisfaire ont joué un rôle primordial dans l'orientation du projet et ont influé tant sur le contenu que sur la forme du produit final.

4. Méthodologie terminologique

4.1. Recherche documentaire et dépouillement

En biotechnologie, la recherche documentaire, qui a été effectuée par l'équipe de travail composée de terminologues et de scientifiques, a consisté en l'interrogation des banques bibliographiques comme Medline et Excerpta Medica pour l'anglais et Pascal pour le français.

La sélection finale des documents obtenus à partir de cette première interrogation a été effectuée par le comité constitué d'experts du domaine à l'étude, comité qui a cherché autant que possible à maintenir un équilibre entre les ouvrages anglais et français. Toutefois, comme la biotechnologie est un domaine récent, les ouvrages disponibles étaient surtout unilingues anglais et le corpus documentaire a consisté, par conséquent, davantage en revues scientifiques qu'en monographies. La rareté de documents spécialisés en français nous a obligés à effectuer des recherches dans un corpus éparpillé et à avoir souvent recours à des thèses de doctorat. Le grand nombre d'ouvrages répertoriés s'explique aussi par le fait que les domaines étudiés chevauchent plusieurs champs d'activité. À titre d'exemple, le génie génétique utilise tout aussi bien les techniques de la biochimie que celles de la biologie moléculaire.

Le dépouillement dans les deux langues s'est fait avant tout à partir de documents originaux, c'est à dire non traduits. Lorsqu'un ouvrage traduit a été utilisé, nous avons pris en compte les connaissances de l'auteur ainsi que celles du traducteur. Citons par exemple le *Précis de génétique médicale*⁸ de James S. Thompson, traduit de l'américain par Jaime Wietzerbin, titulaire d'un doctorat ès sciences de l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI).

En sémiologie, la recherche documentaire a principalement porté sur les monographies rédigées en français ou en anglais, ainsi que sur les ouvrages lexicographiques dans les deux langues. Les textes traduits ont également été consultés comme complément. Les ouvrages qui ont servi au dépouillement de textes ont été choisis par les membres des comités, après enquête des terminologues dans les facultés de médecine des universités canadiennes. Les ouvrages dépouillés, rédigés par des auteurs de

renommée internationale, ont tous été publiés au cours des dix dernières années, et la terminologie relevée présente une stabilité et une homogénéité certaines. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter la bibliographie à la fin de chacune des publications.

Ainsi, dans le cas du *Vocabulaire de sémiologie médicale*, le corpus de base a été établi à partir des traités de propédeutique utilisés dans les diverses facultés de médecine du Canada. Dans le cas du *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur*, le dépouillement a été effectué à partir d'ouvrages spécialisés recommandés aux résidents en rhumatologie, en physiothérapie et en orthopédie.

La recherche terminologique initiale s'est beaucoup appuyée sur les dictionnaires de médecine. Toutefois, certains d'entre eux, comme l'*International Dictionary of Medicine and Biology*, ont été utilisés avec réserve car un grand nombre de définitions sont traduites du *Dictionnaire de médecine et de biologie*, de Manuila. Nul doute que le crochet terminologique⁹ y soit parfait, mais... Lorsque ces ouvrages lexicographiques ne traitaient pas les notions à définir ou lorsque des précisions supplémentaires étaient nécessaires, les terminologues consultaient les monographies disponibles; certaines, quoique plus anciennes que d'autres, ont parfois fourni des justifications supérieures à celles de sources plus récentes. Tant en biotechnologie qu'en sémiologie, l'utilisation d'ouvrages traduits a été jugée conforme aux règles de la profession par les terminologues puisque ces sources offraient parfois, soit une terminologie meilleure que les sources unilingues consultées, soit des propositions d'équivalents tout à fait acceptables d'un point de vue linguistique. D'ailleurs, le fait de croire que toutes les sources traduites contiennent une terminologie douteuse constitue un préjugé maintenant reconnu comme tel dans le milieu.

4.2. Établissement de la nomenclature et choix des unités lexicales

Le génie génétique, science relativement récente, emprunte sa terminologie à différents domaines scientifiques d'où elle tire ses applications. Le recensement des termes utilisés en génie génétique et la recherche des équivalents français nécessitent un effort considérable étant donné le glis-

ssement de sens de certains termes d'un domaine à l'autre, l'absence de termes français, la présence de néologismes anglais ou de jargon de laboratoire et l'abondance de synonymes. Le relevé d'équivalents est plus long et nécessite un travail rigoureux.

Dans le cas du *Vocabulaire de génie génétique*, la recherche s'est faite à partir des dictionnaires généraux et spécialisés ainsi que des encyclopédies et des revues scientifiques. L'appariement, qui visait à circonscrire le réseau des correspondances entre les deux langues en identifiant la notion par la mise en relief des descripteurs communs, a nécessité la lecture d'un certain nombre d'ouvrages français. Une sélection des équivalents français a été ensuite effectuée. Il est toutefois possible que nous n'ayons pu trouver certains équivalents en raison d'une absence de correspondance absolue, d'un déséquilibre des sources disponibles, généralement en français, d'un dépouillement non paritaire entre le français et l'anglais ou d'une carence des notions dans une langue.

Par ailleurs, la nomenclature qui a servi à l'élaboration du *Vocabulaire de sémiologie médicale* a été établie en fonction de critères relatifs à la pertinence et à la fréquence d'utilisation comptabilisée dans une banque de données. Ont été inclus, en plus des signes et des symptômes, les noms de maladies faisant partie d'une certaine symptomatologie, quelques signes radiologiques et analyses de laboratoire élémentaires de même que les techniques d'examen usuelles (palpation, percussion, auscultation, manœuvre, etc.). Cependant, par souci de simplification, la plupart des éponymes ont été laissés de côté ainsi qu'un certain nombre de signes ne présentant qu'un intérêt historique. Comme il s'agissait de dresser un vocabulaire de sémiologie élémentaire, des termes dont l'utilisation était restreinte ont été exclus.

À la différence de l'ouvrage précédent, le *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur* est le fruit d'une étude exhaustive des signes et symptômes de l'appareil locomoteur. La nomenclature a également été établie en fonction de critères de pertinence (signes et symptômes usuels, signes patronymiques et manœuvres utilisées pour les mettre en évidence). De même, quelques noms de maladie ont été retenus. Des notions anglaises, jugées fondamentales par

les spécialistes du domaine, ont été conservées, la mention « sans équivalent connu » signifiant qu'une recherche approfondie est demeurée infructueuse.

Dans le cas des deux vocabulaires, un nombre limité de termes français pour lesquels l'appariement n'a pas été possible en anglais n'ont pas été retenus afin de limiter le travail terminologique à la nomenclature établie en langue de départ.

5. Structuration des données terminologiques

5.1. Entrées et synonymes

Dès le départ, tant en biotechnologie qu'en sémiologie médicale, il avait été convenu que le terme retenu en entrée principale devait se retrouver dans la ou les sources d'où était tirée la justification. Dans quelques cas, ce terme ne correspondait pas à celui que désirait privilégier le comité de travail, d'où l'utilisation de l'astérisque en regard du terme choisi pour indiquer la préférence du comité.

Dans le *Vocabulaire de génie génétique* ainsi que dans le *Vocabulaire de sémiologie médicale* et dans le *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur*, seuls ont été retenus les synonymes attestés dans les monographies consultées et dont l'usage était confirmé par les spécialistes et par les ouvrages lexicographiques. Le comité a ainsi tenté d'uniformiser la terminologie dans le but de faciliter la tâche des étudiants en médecine.

5.2. Définition, contexte et nota

Sauf en de rares exceptions, les termes en entrée principale sont accompagnés soit d'une définition, soit d'un contexte ou des deux. De façon générale, les définitions sont classées en trois catégories : la définition textuelle, c'est-à-dire reproduite exactement à partir des sources consultées; la définition rédigée à partir de renseignements tirés de sources spécialisées ou reformulée en une synthèse critique de fragments de définitions existantes; enfin, la définition créée sur consultation des spécialistes ou proposée par ces derniers.

Pour sa part, le contexte est le plus souvent définitoire ou comporte au moins un trait sémantique permettant d'établir le

crochet terminologique ou de préciser la notion. Quant au nota, il sert à consigner des renseignements supplémentaires d'ordre linguistique ou sémantique ou à souligner la pertinence par rapport au domaine. Il peut ainsi servir à décrire une particularité linguistique, comme une instabilité au niveau de l'usage d'un terme, une relation de générique à spécifique, une quasi-synonymie, etc.

5.3. Ordre alphabétique et ordre systématique

Aussi bien dans les vocabulaires de biotechnologie que de sémiologie, les entrées principales sont inscrites en caractères gras et suivies de synonymes selon l'ordre proposé par le comité de travail, à quelques exceptions près.

La structuration des données terminologiques du *Vocabulaire de génie génétique* a été effectuée par ordre alphabétique afin de faciliter la consultation du document portant sur un domaine indivisible. Par contre, la structuration des données terminologiques a été effectuée différemment dans les deux vocabulaires de sémiologie.

Dans le *Vocabulaire de sémiologie médicale*, qui s'adresse à un vaste public, l'ordre alphabétique a été retenu. Comme indiqué dans le guide d'utilisation, les entrées principales, qui apparaissent en caractères gras, sont suivies des synonymes selon l'ordre proposé par le comité en fonction essentiellement d'un effort d'uniformisation de la terminologie et de la fréquence de l'usage évaluée par les recherches des terminologues. Une définition provenant d'un dictionnaire, de deux dictionnaires, d'un contexte, de deux contextes, d'un contexte et d'un dictionnaire ou du comité vient ensuite. Elle est suivie d'un contexte accompagné parfois de nota d'ordre linguistique ou sémantique, peu nombreux en raison de la simplicité même des notions traitées.

Dans le *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur*, qui s'adresse avant tout aux spécialistes du domaine en question, l'ordre systématique a été privilégié. Ainsi les notions ont-elles été regroupées autour de domaines (principalement les articulations); cette présentation méthodique permet à l'utilisateur un regard facile sur les notions et termes voisins. Contrairement au vocabulaire précédent, celui-ci n'a pas fait l'objet du même effort d'uniformisation

en raison de la relative nouveauté de la discipline, l'usage n'ayant pas privilégié certains termes. Après une définition ou un contexte, ou les deux, suit le nota. Le vocabulaire est largement étoffé de nota visant tout particulièrement à indiquer les affections morbides auxquelles se rapportent les notions.

6. Conclusion

Les trois bulletins de terminologie, soit le *Vocabulaire de génie génétique* (BT 200), le *Vocabulaire de sémiologie médicale* (BT 199) et le *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur* (BT 198), ont tous trait au domaine biomédical mais diffèrent de façon marquée par leurs sujets spécifiques, par leurs populations-cibles et par les qualifications des spécialistes formant les divers comités de travail, d'où l'impossibilité de les comparer.

Au premier coup d'œil, certains pourraient les voir comme des outils de traduction ... mais ce n'est pas l'objectif premier de ces ouvrages conçus à des fins d'uniformisation en vue d'accroître la précision de l'enseignement et de la recherche biomédicale et de perfectionner l'informatique médicale fonctionnelle. Au sein de la communauté biomédicale, il existe un besoin impératif d'homogénéiser les terminologies et de les gérer rigoureusement.

Dans un proche avenir, nous espérons offrir les bulletins de terminologie sur disquettes ou au moyen d'un réseau informatisé permettant d'accéder instantanément à l'information désirée, que celle-ci soit présentée selon l'ordre alphabétique, l'ordre systématique ou tout autre ordre qui puisse être programmé dans des banques de données haut de gamme.

Dans ce travail de titan, attendre la perfection, c'est s'astreindre à ne jamais publier. Nous sommes conscients que ces premiers ouvrages nécessiteront des éditions ultérieures en vue de compléter les équivalents terminologiques dans les deux langues, d'ajouter des locutions et termes nouveaux et de mettre à jour certaines entrées à la lumière des interventions de spécialistes en terminologie biomédicale.

Parus depuis environ un an, les trois vocabulaires dont il est question dans cet article ont été bien accueillis tant par les

spécialistes que par les étudiants en médecine, premier public visé, car ils répondent à des besoins de communication interlinguistique. Sans prétendre à l'exhaustivité, ces publications sont donc des outils pédagogiques de premier ordre. La période de rodage étant terminée, les prochains vocabulaires tiendront compte des commentaires reçus à ce jour afin d'affiner toujours et davantage la méthodologie utilisée.

Il faut poursuivre les efforts d'aménagement de la terminologie médicale, non seulement dans notre pays où la terminologie est une discipline fort avancée mais aussi à l'échelle internationale.

Notes

1. Les auteurs désirent remercier les personnes suivantes pour leurs commentaires : Silvia Pavel, Michèle Valiquette, Linda de Champlain et Claude Lainé du Secrétariat d'État du Canada ainsi que Sylvie Filiatrault, Donna Ann Cero et Guy Czaika du Conseil de recherches médicales du Canada.

2. Le docteur André Lussier de l'Université de Sherbrooke est le directeur du projet de terminologie en sémiologie médicale et Sylvie Dionne en est la coordonnatrice. Le docteur Edgard Delvin de l'Université McGill est le directeur du projet de terminologie en biotechnologie et Gisèle Pham en est la coordonnatrice.

3. Manuila, A., Manuila, L., Nicole, M. et H. Lambert avec la collaboration de J. Hureau et J. Polonovski, *Dictionnaire français de médecine et de biologie*, Paris, Masson & Cie, 1970, Tome III, p. 628.

4. Docteur Edgard Delvin et Gisèle Pham, sous la direction de / Dr. Edgard Delvin and Gisèle Pham, *Under the Direction of. Vocabulaire de génie génétique / Vocabulary of Genetic Engineering*, Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada / Joint Project of Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1990, XXII-327 p. (Bulletin de terminologie 200 / Terminology Series 200).

5. Docteur Edgard Delvin et Gisèle Pham / Dr. Edgard Delvin and Gisèle Pham. *Vocabulaire de génie enzymatique / Enzyme Engineering Vocabulary*, Projet conjoint du Conseil de

recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada / *Joint Project of Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada*, Ottawa, Secrétariat d'État, mars 1989, XVIII-753 p.

6. Docteur André Lussier, docteur Philippe Dionne et Sylvie Dionne, sous la direction de / *Dr. André Lussier, Dr. Philippe Dionne and Sylvie Dionne, Under the Direction of. Vocabulaire de sémiologie médicale / Vocabulary of Medical Signs and Symptoms*, Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada / *Joint Project of Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of*

State of Canada, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, 1990, XXIII-426 p. (Bulletin de terminologie 199 / *Terminology Series 199*).

7. Docteur André Lussier et Sylvie Dionne, sous la direction de / *Dr. André Lussier and Sylvie Dionne, Under the Direction of. Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur. Volume I : signes cliniques / Vocabulary of Signs and Symptoms of the Musculoskeletal System. Volume I: Clinical Findings*, Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada / *Joint Project of Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada*, Ottawa, Approvisionne-

ments et Services Canada, 1990, XXV-528 p. (Bulletin de terminologie 198 / *Terminology Series 198*).

8. Thompson, James S. et Margaret W. *Précis de génétique médicale*, traduit de l'américain par Jaime Wietzerbin, Paris, Doin, 1978, 368 p.

9. Crochet terminologique : Pour une notion donnée, identité de tous les traits sémantiques, ou de la majorité d'entre eux, contenus dans la définition anglaise et dans la définition française, et qui permet de conclure à l'équivalence du terme anglais et du terme français désignant cette notion.

La normalisation de la terminologie française de la common law

par M^{re} Andrée Duchesne et M^{re} Réjean Patry

L'objectif de la normalisation de la terminologie française de la common law est d'établir un réseau terminologique français de common law jumelé au réseau anglais. Alors qu'en anglais le réseau terminologique a évolué graduellement, l'opération de dénomination en français s'effectue a posteriori et en bloc.

Pour atteindre cet objectif, il s'est avéré nécessaire de mettre au point une démarche terminologique propre à la normalisation du vocabulaire de common law. Bien que cette méthodologie repose sur des principes acceptés dès le départ par les participants au processus de normalisation, il faut bien reconnaître qu'au delà des principes, la réalité demeure. Toute normalisation terminologique et, dans notre cas juridique, n'est efficace que si la terminologie normalisée est véritablement employée par les usagers à qui elle est destinée.

Quelle est donc cette démarche et où en est la normalisation de la terminologie française de la common law en 1991?

I. La démarche

Les *Vocabulaires bilingues de la common law* ont fondamentalement pour objet d'établir la terminologie juridique du système de common law. Ils se situent dans le contexte de l'analyse et de l'application du droit interne et non dans une perspective bilingue de droit comparé.

En tant qu'ouvrages techniques, ils visent à répondre aux besoins des analyses et communications spécialisées en tenant compte de ce qu'elles emprunteront des formes variées, dont chacune présente, sur le plan terminologique, des besoins propres : législation, jurisprudence, exposés de doctrine, débats judiciaires, etc. Ils sont destinés principalement aux juristes ainsi qu'aux traducteurs, intermédiaires fort importants dans la transmission en français des données juridiques de common law. Ils ne prétendent pas satisfaire aux besoins, différents, des textes de vulgarisation du droit.

Parmi les facteurs, dont il a paru essentiel de tenir compte dans le choix des équi-

valents français, figure le rôle que joue la traduction, écrite et orale, dans l'expression française à l'analyse et à l'application du système juridique en question.

Il faut situer la terminologie dans ce contexte particulier, en veillant, notamment, à ce que la terminologie française serre l'anglaise d'assez près que le traducteur ne soit pas tenu d'apporter régulièrement des modifications ou additions de fond aux communications juridiques qu'il traduit, d'où le risque de présenter en français une vision déformée du système ou de la situation juridique à exprimer.

Outil d'abord linguistique, les Vocabulaires ne sont pas conçus comme des dictionnaires ni comme des ouvrages d'information sur les notions et règles juridiques. Ce sont plutôt des outils de transfert linguistique dans lesquels les termes anglais et leurs équivalents français sont appelés à rester étroitement liés comme termes techniques. Les équivalents français visent uniquement à fournir une expression uniforme distinctive des notions recouvertes par

les termes anglais et de celles-là uniquement. Les décisions de normalisation n'ont porté que sur la recherche d'équivalents valables des points de vue juridique et linguistique. L'élément d'information primordial est l'équivalent normalisé, le renseignement complémentaire ne visant généralement qu'à situer le terme dans le système juridique. Les définitions et contextes présentés n'ont pas de but normatif; ils ne figurent qu'à titre indicatif. L'équivalent est destiné à jouer le même rôle que le terme anglais auquel il est jumelé et à suivre en principe le même comportement notionnel.

Les éléments d'analyse notionnelle des termes ont été reproduits, dans la plupart des cas, dans leur langue d'origine. Il a été jugé préférable dans ces cas, d'une part, de laisser la parole aux auteurs reconnus et, d'autre part, de favoriser une perception première qui ne soit pas déformée par la présence d'équivalents français normalisés n'ayant pas encore acquis force d'usage.

Les Vocabulaires s'inscrivant dans une démarche d'ordre terminologique, les mots et expressions qui y figurent ont été retenus en tant que termes techniques appelés à désigner une réalité juridique définie ou définissable, à favoriser, tels des bornes ou des balises, la rigueur et la cohérence dans l'étude et l'exposé des règles juridiques. Il s'agit soit de termes juridiques de base, soit de mots ou expressions issus de la langue générale mais élevés depuis à la position de termes juridiques.

En tant que termes, les équivalents constituent, comme tout vocabulaire technique, un code linguistique particulier qui s'interprète en définitive par la connaissance spécialisée de la discipline dont il s'agit, la formulation d'un terme technique ne pouvant à elle seule révéler la plénitude du sens de celui-ci. En l'espèce, la clé du code réside dans les explications des auteurs, dans la jurisprudence et dans la législation de common law. Les dictionnaires de la langue française et les dictionnaires et ouvrages juridiques autres que ceux de common law ne peuvent être des sources autorisées pour la définition exacte et complète des équivalents normalisés. La vocation technique des équivalents normalisés commande aussi qu'ils se distinguent immédiatement par leur forme en tant que termes techniques, d'autant plus que les expressions de la langue générale et les termes juridiques se voient dans les

communications juridiques plus que dans toute autre discipline.

Dans l'ensemble, les Vocabulaires ont été élaborés à partir d'une analyse comparative des termes anglais chez les auteurs, dans la jurisprudence et dans la législation, d'une étude des usages français canadiens existants, du vocabulaire juridique français, notamment ceux des droits français et québécois, ainsi que des mécanismes de formation des termes juridiques français et des mots et expressions de la langue générale.

Les éléments qui figurent sous chaque entrée ne représentent qu'une partie des renseignements présentés au Comité de normalisation. Ils ne comprennent pas les justifications juridiques et linguistiques qui appuient les recommandations faites au Comité.

II. L'acceptation de la terminologie française de la common law

Depuis 1984, six vocabulaires¹ ont été publiés : *Le Droit de la preuve*, le *Droit successoral* et les quatre premiers tomes du *Droit des biens*. Le tome 5 de ce dernier ouvrage paraîtra au printemps 1992.

Il existe maintenant un recul suffisant pour qu'on puisse évaluer, du moins partiellement, le succès de la normalisation. Ce succès se mesure évidemment à l'acceptation de la terminologie normalisée, d'abord par les organismes gouvernementaux qui y participent et ensuite par l'ensemble de la collectivité juridique. Comme le mentionnait M^e Alban Garon² dans la préface du vocabulaire du *Droit de la preuve*, « la valeur fonctionnelle d'un vocabulaire juridique résulte principalement du consensus qui se crée sur l'emploi des termes par les usagers ».

En effet, il s'agit ici d'une normalisation de fait et non d'une normalisation exécutoire. Cette normalisation de fait revêt cependant un certain caractère exécutoire quand les termes normalisés se retrouvent, par la suite, dans les textes législatifs officiels adoptés par les gouvernements qui participent aux décisions de normalisation.

La valeur exécutoire du texte législatif est une particularité du droit et de son mode d'expression. Non seulement les règles qui énoncent le droit sont obligatoires, mais

l'énoncé est lui-même obligatoire ou normatif. « Les tribunaux, qui sont chargés d'interpréter la loi, ne peuvent modifier l'énoncé du texte législatif, ni ses éléments. Ce texte – dans la mesure où il est légalement valide – a une valeur juridique immuable tant que son auteur, le législateur, ne l'a pas modifié »³.

Cette particularité du droit devrait normalement favoriser la normalisation puisque le contenu sémantique du terme devient alors celui que décrète le législateur. Autrement dit, les termes, mots ou syntagmes, peuvent n'avoir dans le texte législatif ni le sens courant ni le sens juridique mais le sens arbitraire que lui donne le législateur⁴. Théoriquement, le législateur pourrait donc normaliser sinon l'ensemble du vocabulaire juridique puisque dans les juridictions de common law, l'intervention du législateur demeure assez restreinte dans certains domaines, du moins pour une grande partie de ce vocabulaire.

En plus d'être un pays bilingue et biculturel, le Canada est aussi un état fédéral dont la loi constitutionnelle établit le partage des compétences législatives entre le Parlement fédéral et les législatures des provinces. Dans leurs champs de compétence, non seulement le Parlement et les provinces sont-ils souverains, mais chaque province l'est également sur son territoire. En raison de cette réalité politique et de la composition du Comité de normalisation, il faut, pour que la normalisation de fait se transpose en normalisation exécutoire, que les gouvernements du Canada, d'Ontario, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest⁵ acceptent d'abord d'être liés par les décisions majoritaires du Comité où ils ont désigné un représentant et qu'ils adoptent ensuite la terminologie normalisée dans la version française de leurs lois et règlements respectifs. Nous allons donc examiner brièvement dans quelle mesure il y a eu intégration des décisions de normalisation dans les textes législatifs.

L'intégration varie selon les domaines et la situation particulière de chacun. Ainsi le gouvernement fédéral doit tenir compte du fait qu'il légifère à la fois pour des provinces et territoires de common law et pour le Québec, de tradition civiliste, et il ne peut, par conséquent, faire abstraction de la langue et des concepts civilistes. En revanche, les législatures provinciales de common law peuvent, par exemple, rendre

estate par **domaine** – dans le sens d'un aspect (temporel) du droit de propriété – sans tenir compte du sens que **domaine** peut avoir en droit civil. Le législateur fédéral n'a pas cette latitude.

En pratique, les rédacteurs fédéraux ont retenu presque tout l'ensemble du vocabulaire normalisé du *Droit de la preuve*. Par contre, à l'occasion de la normalisation du *Droit des biens*, le gouvernement fédéral a choisi de laisser les gouvernements provinciaux établir la terminologie en ce domaine de droit privé qui relève de la compétence législative des provinces. Aussi, dans les *Lois révisées du Canada* de 1985, on retrouve dans la version française **biens meubles** et **biens immeubles** pour rendre *personal property* et *real property* et non les expressions normalisées **biens personnels** et **biens réels**. Il faudra donc attendre que les provinces aient elle-mêmes normalisé et adopté leur terminologie française de la common law pour voir si le gouvernement fédéral est disposé à emboîter le pas.

Quant aux trois provinces et aux territoires qui participent à la normalisation depuis 1984, chacun se trouvait, lorsqu'a commencé le processus de normalisation, et se trouve encore, dans un contexte politique qui lui est propre.

Ainsi, il existait déjà au Nouveau-Brunswick une version française de toutes les lois en vigueur et d'une bonne partie des règlements. C'est donc dire que dans cette province un usage était consacré dans les textes officiels⁶. Dans bien des cas, les termes normalisés rejoignent d'ailleurs le vocabulaire des textes législatifs du Nouveau-Brunswick. Par contre, lorsque les termes normalisés rompent avec cet usage, des modifications à toutes les lois ou règlements où l'on trouve le terme normalisé sont nécessaires à l'intégration de ce terme. Bien qu'il soit théoriquement possible de le faire par l'adoption d'une loi modificative, il faudra sans doute attendre, pour juger dans quelle mesure l'ensemble des termes normalisés ont été retenus par les rédacteurs législatifs du Nouveau-Brunswick, que des modifications importantes soient apportées aux différentes lois existantes ou qu'une révision en profondeur de l'ensemble de la législation ait lieu. Par ailleurs, on retrouve dans les lois adoptées depuis que la normalisation est en cours bon nombre de termes normalisés.

La situation était différente au Manitoba puisque cette province a commencé à participer au projet de normalisation de la terminologie juridique peu de temps après avoir entrepris la traduction de ses lois pour se conformer à une décision de la Cour suprême du Canada⁷. Le Manitoba s'est donc trouvé dans la situation où l'adoption de la terminologie normalisée dans les textes législatifs devenait surtout subordonnée à la bonne volonté des responsables de la rédaction française des lois. Jusqu'à présent cette bonne volonté s'est manifestée de façon très positive car, à quelques exceptions près⁸, le vocabulaire normalisé a été celui retenu dans la version française des lois et règlements du Manitoba.

En Ontario, la situation était semblable à celle du Manitoba en ce sens que la traduction des lois n'en était qu'à ses débuts en 1984. Par contre, contrairement au Manitoba, la version française des lois n'avait pas et n'a pas encore de statut officiel⁹. L'adoption des termes normalisés ne pose donc, ici non plus, aucun problème d'ordre pratique. De façon générale, les rédacteurs législatifs et les traducteurs de l'Ontario observent la terminologie normalisée. Il reste toutefois que, dans certains cas, on a préféré s'en tenir sinon à l'usage législatif du moins à l'usage de la collectivité juridique. Ainsi on continue à employer dans les textes législatifs **biens meubles** et **biens immeubles** au lieu des termes normalisés **biens personnels** et **biens réels**. Comme il s'agit là de notions fondamentales du droit des biens, pareille décision a évidemment des conséquences sur bon nombre de termes dans ce domaine.

Quant aux Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, ceux-ci n'ont commencé la traduction de leurs lois et règlements qu'en 1988 et 1990 respectivement. Toutefois, les gouvernements de ces territoires se sont également engagés à utiliser la terminologie normalisée dans les domaines qui sont de leur compétence et, déjà, les termes normalisés sont présents dans la version française des lois traduites.

Ces différents degrés d'acceptation de la terminologie juridique normalisée nous forcent à conclure que nous sommes encore loin du moment où la normalisation de fait peut devenir une normalisation exécutoire par l'intégration du vocabulaire normalisé dans la version française des textes législa-

tifs du Parlement du Canada et des provinces de common law bilingues.

Bien que le législateur ait un rôle important à jouer, il demeure soumis à certaines contraintes. Il doit tenir compte des tribunaux, qui interprètent les textes de loi et l'obligent parfois à apporter à ceux-ci des clarifications ou des modifications, ainsi que du langage juridique des juristes, des professeurs de droit et des auteurs, pour qui la common law en français est une langue nouvelle. En fait, l'enseignement de la common law en français n'a débuté à l'Université de Moncton et à l'Université d'Ottawa que dans les années soixante-dix. Quant à la langue des tribunaux, sauf au Nouveau-Brunswick, il y a eu très peu de jugements portant sur des domaines de common law rédigés en français ou même traduits¹⁰. La situation est la même pour les ouvrages de doctrine très peu nombreux en français, qu'il s'agisse d'ouvrages rédigés ou traduits dans cette langue.

Cette absence d'usage bien établi devrait normalement faciliter l'acceptation des termes normalisés. En réalité, le processus actuellement en cours au Canada dans le domaine de la common law consiste peut-être autant, sinon plus, en la création d'un vocabulaire juridique uniforme plutôt qu'en une normalisation traditionnelle. Il est donc important de mesurer l'accueil fait par les étudiants, professeurs, traducteurs juridiques et juges, à la terminologie recommandée par le Comité de normalisation. C'est pour que ces intervenants très importants puissent participer pleinement au processus de normalisation que le Comité de normalisation a été élargi en 1990 à la suite d'une réunion convoquée par le Secrétariat d'État du Canada et le ministère de la Justice du Canada pour faire le point sur la normalisation de la terminologie juridique. Les participants à cette réunion ont insisté sur l'importance du processus de normalisation de la terminologie juridique et sur leur volonté de continuer à y participer.

Outre des représentants des ministères de la Justice du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, du Manitoba, des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du gouvernement fédéral, le Comité de normalisation comprend maintenant des représentants des deux Écoles de droit au Canada ayant un programme de common law en français et un représentant des praticiens.

Pour que le vocabulaire normalisé de la common law soit un jour accepté par l'ensemble des juristes de common law, il doit d'abord figurer dans les outils de la formation universitaire ou professionnelle de ceux qui formeront la prochaine, et de fait, la première génération de juristes à exercer la common law en français. À cet égard, il est intéressant de souligner que la plupart des professeurs des deux seules écoles de droit qui offrent le programme de common law en français au Canada sont réceptifs à la terminologie normalisée. La même remarque s'applique aux traducteurs juridiques qui traduisent les cours de formation professionnelle, les formulaires destinés aux praticiens et les ouvrages de doctrine. Évidemment cette acceptation peut varier lorsque le traducteur doit tenir compte de textes législatifs où le vocabulaire normalisé n'a pas été intégré.

En résumé, l'implantation de la terminologie normalisée progresse graduellement, avec des différences importantes selon les situations particulières des régions, mais il faudra encore quelques années avant de pouvoir porter un jugement sur le succès réel de l'opération. Il faut aussi se rappeler que les recommandations d'équivalents contenus dans les vocabulaires ne sont pas immuables. Le Comité technique a même déjà proposé des modifications aux équivalents des premiers vocabulaires. Le mérite de la normalisation consiste surtout à proposer un équivalent et, le cas échéant, à susciter des discussions sur cet équivalent. Seule l'épreuve du temps permettra de juger de la valeur de ce dernier. En ce sens, la normalisation, loin de vouloir imposer ses vues, demeure une œuvre en constante évolution.

Notes

1. Les *Vocabulaires de la common law* sont distribués par l'Association du Barreau canadien, 50, rue O'Connor, bureau 902, Ottawa (Ontario) K1P 6L2.
2. Alors sous-ministre associé au ministère de la Justice du Canada et président du Programme national de l'administration de la justice dans les deux langues officielles (PAJLO).
3. Claude Ferland. *Méthodologie de la terminologie juridique*, (janvier 1983). Document inédit rédigé à l'intention du comité technique responsable de la normalisation, p. 18.
4. Emmanuel Didier. *Langues et langages du droit*, Montréal, Wilson et Lafleur Ltée, 1990, p. 128.
5. Les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon ont entrepris la traduction de leur lois respectivement en 1988 et en 1990. Ils font depuis partie du Comité de normalisation.

6. C'est en 1974 qu'ont été publiées dans les langues officielles les *Lois révisées du Nouveau-Brunswick* de 1973. Toutes les lois d'intérêt public sont maintenant adoptées dans les deux langues.

7. *Procureur général du Manitoba c. Forest*, (1977) 2 R.C.S. 1032.

8. Évidemment, comme ailleurs, lorsque les lois ont déjà été adoptées dans les deux langues officielles, l'intégration du vocabulaire normalisé ne peut se faire immédiatement.

9. Toutefois la *Loi sur les services en français* adoptée en 1986 (L.O. 1986, chap. 4) prescrit que l'Ontario devra traduire toutes ses lois d'ici le 31 décembre 1991. De plus, depuis le 1^{er} janvier 1991, toutes les lois sont déposées et adoptées par l'Assemblée législative dans les deux langues officielles.

10. Il faudrait ajouter les arrêts de la Cour suprême qui depuis 1970 sont publiés dans les deux langues officielles. Cependant, ce tribunal entend peu maintenant d'affaires de droit privé où l'on retrouve la terminologie propre à la common law.

D'un océan à l'autre. Provinces et territoires

par Hélène Gélinas-Surprenant

Au Canada, les provinces et territoires sont à la fois des entités géographiques et des entités administratives. La désignation habituelle ne pose pas de problème à l'utilisateur, si ce n'est le genre lorsqu'un accord est nécessaire.

Mais la rédaction de textes officiels, d'une part, et l'utilisation de tableaux, d'autre part, rendent nécessaire le recours à la désignation officielle ou à l'abréviation.

Voici les conventions établies pour les diverses situations que l'on peut rencontrer.

Provinces et territoires, abréviations usuelles et symboles postaux

English

Province or Territory	Usual Abrev. ¹	Canada Post ²
Alberta	Alta.	AB
British Columbia	B.C.	BC
Manitoba	Man.	MB
New Brunswick	N.B.	NB
Newfoundland	Nfld.	NF
Northwest Territories	N.W.T.	NT

Nova Scotia	N.S.	NS
Ontario	Ont.	ON
Prince Edward Island	P.E.I.	PE
Quebec	Que.	PQ
Saskatchewan	Sask.	SK
Yukon Territory	Y.T.	YT
Labrador	Lab.	LB

Français

Province et territoire	Abrév. usuelle ³	Postes Canada ⁴
l'Alberta (fém.)	Alb.	AB
la Colombie-Britannique (fém.)	C.-B.	BC

l'Île-du-Prince-Édouard (fém.)	Î.-P.-É.	PE
le Manitoba (masc.)	Man.	MB
le Nouveau-Brunswick (masc.)	N.-B.	NB
la Nouvelle-Écosse (fém.)	N.-É.	NS
l'Ontario (masc.)	Ont.	ON
le Québec (masc.)	Qc	PQ
la Saskatchewan (fém.)	Sask.	SK
Terre-Neuve (fém.) (toujours sans article)	T.-N.	NF
les Territoires du Nord-Ouest (masc. plur.)	T.-N.-O.	NT
le Yukon (masc.)	Yuk.	YT
le Labrador (masc.)	Lab.	LB

Noms officiels des provinces et territoires

Il arrive que l'on doive désigner les provinces, non plus sous leur appellation courante, mais comme entités politiques. Le problème des particules de liaison se pose lorsque les mots « province », « gouvernement » ou autres précèdent le nom d'une province. Voici les conventions reçues⁵ :

1) Avec le mot « province » :

la province d'Alberta
la province de la Colombie-Britannique
la province de l'Île-du-Prince-Édouard
la province du Manitoba

la province du Nouveau-Brunswick
la province de la Nouvelle-Écosse
la province d'Ontario
la province de Québec
la province de la Saskatchewan
la province de Terre-Neuve

2) Avec le mot « gouvernement » ou autre :

le gouvernement d'Alberta
le gouvernement de la Colombie-Britannique
le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
le gouvernement du Manitoba
le gouvernement du Nouveau-Brunswick
le gouvernement de la Nouvelle-Écosse
le gouvernement de l'Ontario
le gouvernement du Québec
le gouvernement de la Saskatchewan
le gouvernement de Terre-Neuve

On énumère habituellement les provinces et territoires par ordre alphabétique pour faciliter le repérage de l'information. Cependant, dans les textes officiels, on inscrit les provinces dans l'ordre de leur entrée dans la Confédération canadienne, suivies des territoires; par convention, le territoire du Yukon précède les Territoires du Nord-Ouest, bien que la constitution de ces derniers soit antérieure à celle du Yukon.

3) L'ordre d'inscription est le suivant :

Ontario (1867)
Québec (1867)
Nouvelle-Écosse (1867)

Nouveau-Brunswick (1867)
Manitoba (1870)
Colombie-Britannique (1871)
Île-du-Prince-Édouard (1873)
Alberta (1905)
Saskatchewan (1905)
Terre-Neuve (1949)
Territoire du Yukon (1898)
Territoires du Nord-Ouest (1870)

Notes

1. *The Canadian Style*, Secretary of State, 1985, p. 28.
2. Two Character Symbols for Canadian Provinces and Territories, in *Canada's Postal Code Directory*, Canada Post Corporation, 1990, p. 2.
3. *Guide du rédacteur de l'administration fédérale*, Secrétariat d'État, 1983, p. 41.
4. Symboles à deux lettres pour les provinces canadiennes et les territoires, dans le *Répertoire des codes postaux au Canada*, Société canadienne des postes, 1990, p. 2.
5. *Guide canadien de rédaction législative française*, Groupe de jurilinguistique française, ministère de la Justice du Canada, édition permanente mise en œuvre en juin 1984, pages 1 à 3.

Au fil des événements / News and Events

La Semaine du français 1991

Du 15 au 19 avril dernier a eu lieu la *Semaine du français 1991*, organisée conjointement par le Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec (CPIQ) et l'Office de la langue française (OLF) du Québec. Pour l'OLF, cette manifestation publique s'inscrivait dans le cadre de son trentième anniversaire. Ainsi plus de 25 000 personnes dans tout le Québec ont participé aux diverses activités publiques qui se sont

déroulées au complexe Desjardins de Mont-réal, à Place Laurier de Québec ainsi que dans les régions du Québec où l'OLF a des bureaux.

Les cinq thèmes abordés ont été les suivants : le français à l'école, le français dans les médias, le français et les communautés culturelles, le français au travail et le français à la maison. Par ailleurs, l'OLF a décerné des *Mentions d'excellence* aux

organismes, entreprises et aux ministères qui se sont illustrés en matière de promotion du français. Pour sa part, le CPIQ a attribué des *Mérites 1991* aux lauréats de différents secteurs de la société québécoise (éducation, travail et famille) et, pour la première fois, à des lauréats des communautés culturelles.

L'année prochaine, l'OLF compte s'associer de nouveau au CPIQ dans le cadre de la campagne *Le français, ça compte*. Ils

organiseront des activités pour la promotion du français au travail au cours de la *Semaine du français 1992* qui se déroulera du 16 au 20 mars et qui sera clôturée par la *Journée de la francophonie*.

Réunion des observatoires nationaux des industries de la langue

Les 6 et 7 mai 1991 a eu lieu à Liège, en Belgique, la Réunion des observatoires nationaux des industries de la langue. Ces observatoires ont été créés dans la foulée des Sommets francophones de Québec (1987) et de Dakar (1989) en vue d'étudier les innovations technologiques liées au marché des industries de la langue.

La réunion de Liège avait pour but d'établir une programmation dans le domaine des industries de la langue qui devra être présentée à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) dans le cadre du Sommet francophone de Chaillot, prévu en novembre 1991.

Les représentants de six pays de la francophonie ont participé à la réunion. Il s'agit de l'Observatoire wallon des industries de la langue (OWIL), hôte de la rencontre, de l'Observatoire africain des industries de la langue (OAIL), de l'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL), de l'Observatoire français des industries de la langue (OFIL), de l'Observatoire québécois des industries de la langue (OQIL) et de l'Observatoire suisse des industries de la langue (OSIL).

Réunion du Groupe d'experts en industries de la langue

Les 13 et 14 mai 1991 a eu lieu à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), à Paris, une réunion du Groupe d'experts en industries de la langue. Les représentants de l'ACCT, de l'Afrique, de la France, du Canada, du Québec, de la Suisse et de la Wallonie ont revu la programmation dans le domaine des industries de la langue du Sommet francophone de Dakar.

À partir de la programmation proposée la semaine précédente à Liège par les observatoires nationaux des industries de la langue, ils ont suggéré des axes de coopé-

ration dans ce domaine aux pays de la francophonie pour le Sommet francophone de Chaillot, prévu en novembre 1991.

Ils ont également entériné la conduite de deux projets des observatoires nationaux des industries de la langue pour le Sommet francophone de Chaillot, soit la mise sur pied par l'OFIL et l'OQIL d'une vitrine technologique relative aux industries de la langue et la rédaction par l'OCIL et l'OWIL d'une brochure de vulgarisation sur ce thème.

Activités semestrielles du Rint

Du 24 au 28 juin 1991 ont eu lieu à Rabat le Séminaire *Terminologie et Développement* et la réunion semestrielle du Comité d'orientation du Réseau international de néologie et de terminologie (Rint) sous les auspices de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

Le Séminaire *Terminologie et Développement* a traité des capacités terminologiques face au développement. Les participants ont abordé le rôle de la formation dans le développement et la place de la communication dans la formation. Ils ont également traité des apports de la terminologie et de la traduction dans la communication et la formation. Enfin, ils ont proposé les modalités d'une organisation nationale de la terminologie dans le but d'insérer celle-ci dans le processus de développement.

La réunion du Comité d'orientation du Rint a traité des points suivants : demandes d'adhésion du Sénégal et du Burundi au module africain et demande d'adhésion de l'Union latine comme membre associé; entente avec l'ACCT en ce qui a trait au budget alloué au Rint en 1991; revue *Terminologies nouvelles*; état d'avancement des travaux au sein des modules; liste des projets à soumettre par le Rint au Sommet francophone de Chaillot, prévu en novembre 1991; programme du Rint en 1992; état de la question sur les rectifications de l'orthographe en ce qui a trait à la néologie et à la terminologie.

Congrès annuel de la Société des traducteurs du Québec

Le 12 juin 1991 a eu lieu le Congrès annuel de la Société des traducteurs du Québec

(STQ), dont le thème était *Contact*. Cette année, ce congrès revêtait une importance particulière en raison de l'obtention de la reconnaissance professionnelle, après plus de vingt ans d'efforts de la part des divers conseils d'administration de la Société.

La reconnaissance professionnelle obtenue par la nouvelle Corporation des traducteurs et interprètes du Québec accorde le titre réservé aux membres agréés en traduction, en terminologie et en interprétation. Les exposés de la matinée ont fait ressortir les tenants et aboutissants de ce dossier piloté par le comité de la reconnaissance professionnelle de la STQ et présenté à l'Office des professions du Québec.

Les ateliers de l'après-midi ont porté sur les thèmes suivants : le cabinet de traduction, variations sur le même thème; les promesses de la TAO, entre le rêve et la réalité; TERMINO : Un outil de dépouillement de textes et de rédaction de fiches; la traduction en langues étrangères au Québec.

Soulignons enfin, le 10 juin 1991, la création de la section des rédacteurs, qui compte une vingtaine de membres.

Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario

Lors du Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), tenu à Toronto les 2 et 3 novembre 1990, plusieurs communications ont porté sur la réalité qui a cours depuis quelques années déjà dans les milieux langagiers, soit les réseaux d'entraide en traduction existant dans divers domaines comme l'industrie pharmaceutique, l'éducation et la santé.

Les 8 et 9 novembre 1991, le Congrès annuel de l'ATIO aura pour thème *Ensemble, préparons l'avenir!* Les trois volets abordés seront les réalités personnelles, les réalités commerciales et institutionnelles et les réalités professionnelles.

Au chapitre des réalités personnelles, sont inscrits les thèmes suivants : gestion proactive et financière, portrait type du langagier de l'an 2 000, abris fiscaux et retraite.

En ce qui a trait aux réalités commerciales et institutionnelles, il sera question de stratégies de marketing, de relations avec les clients, de résultats du sondage sur les contrats et la tarification et des nouvelles orientations des grands employeurs.

Enfin, on abordera les réalités professionnelles sous l'angle de la validité des systèmes d'évaluation, des responsabilités professionnelles, du renouveau de l'image

et de la profession et du nouveau partenariat qui se dessine entre formation et perfectionnement professionnel.

Michèle Valiquette

FIT. Journée mondiale de la traduction

Le Conseil de la Fédération internationale des Traducteurs (FIT) a décidé de proposer à ses membres de créer une Journée mondiale de la traduction et de fixer celle-ci au 30 septembre. En choisissant cette journée, la FIT ne fait que reconnaître un état de fait car, dans bien des pays de tradition chrétienne, les associations avaient choisi le jour de la Saint-Jérôme, patron des traducteurs, pour tenir des activités spéciales.

La FIT espère que les traducteurs du monde entier canaliseront leur énergie et leur solidarité ce jour-là à faire connaître

leur profession dans leur propre pays et à manifester leur fierté d'appartenir à une profession qui devient de plus en plus essentielle à mesure que tombent les frontières.

Au nombre des activités à mettre au calendrier de ce 30 septembre, la FIT suggère la remise des diplômes aux jeunes traducteurs, l'accueil des nouveaux traducteurs au sein des associations, la présentation des distinctions honorifiques et l'annonce des activités de l'année qui commence. Rien n'empêche, en outre, d'utiliser ce jour-là pour donner de la visibilité aux di-

verses facettes d'une profession souvent méconnue.

Septembre n'est pas loin et la Journée mondiale de la traduction ne pourra sans doute qu'être modestement soulignée cette année. Nous vous invitons toutefois à faire connaître au Comité des communications de la FIT les initiatives que vous avez prises. Nous les transmettrons à toutes les associations membres pour qu'à l'avenir traducteurs, interprètes, terminologues, enseignants et étudiants en traduction du monde entier se réunissent en pensée le 30 septembre autour d'activités communes.

FIT. International Translation Day

The Council of the International Federation of Translators (FIT) has decided to suggest to FIT members that an International Translation Day be celebrated on September 30. In proposing that date, FIT is simply recognizing a de facto situation. September 30 is St. Jerome's day, the patron saint of translators, and associations in many Christian countries already mark that occasion with special activities.

FIT hopes that translators throughout the world will join forces and show their solidarity on St. Jerome's day in an effort to promote the profession in their own coun-

tries. It will be an opportunity to display their pride in a profession that is becoming increasingly essential as borders tumble worldwide.

September 30 would be the ideal time, for example, to award diplomas to young translators, induct new translators into professional associations, present awards and announce activities for the upcoming year. In addition, the media could be involved in celebrations on International Translation Day, to increase public awareness of the many facets of our often misunderstood profession.

September is quickly approaching, of course, and activities on International Translation Day may have to be modest this year. But we invite you to inform the FIT Communications Committee of your initiatives. We in turn will pass them along to all member associations so that in future, translators, interpreters, terminologists and translation teachers and students throughout the world can unite in spirit around common activities on September 30.

FIT. 3^e congrès du CRNA - RCNA 3rd Congress - Tercer Congreso del CRPNA

Le 3^e congrès du Centre régional nord-américain (CRNA) de la Fédération internationale des traducteurs (FIT) aura lieu à Montréal du 27 au 29 mai 1992. Le CRNA regroupe les associations nationales du Canada, des États-Unis et du Mexique. Placé sous le thème : « La traduction en Amérique du Nord – une communauté d'intérêts », le congrès se tiendra dans trois langues : français, anglais, espagnol. Une grande rencontre internationale à inscrire à son calendrier...

The Regional Center for North America (RCNA) of the International Federation of Translators (FIT) will hold its 3rd Congress from May 27 to May 29, 1992, in

Montreal. The RCNA combines the national associations of Canada, the United States and Mexico. The theme of the Congress, which is to take place in French, English and Spanish, will be "Translating in North America – A Community of interests". This will be a major international event – make it a date.

El tercer congreso del Centro Regional de los Países del Norte de América (CRPNA) de la Federación Internacional de Traductores (FIT) se celebrará en Montreal los días 27 a 29 de mayo de 1992. El CRPNA reúne a las asociaciones nacionales de Canada, Estados Unidos y México. Dicho congreso, cuyo tema es "La traducción en

América del Norte – una comunidad de intereses", se desarrollará en francés, inglés y español. Esta cita internacional deberá ocupar un lugar destacado en el calendario de 1992.

Renseignements / Information / Informaciones

1140, boul. de Maisonneuve Ouest
Bureau 1060
Montréal (Québec)
Canada
H3A 1M8

Télécopieur : (514) 845-9903

Le Coin des publications / Publications in Review

Rondeau, Guy. Introduction à la terminologie, 2^e édition, Montréal, Gaëtan Morin, 1984, réimprimé en 1991, XLV-238 p.

La terminologie est une discipline nouvelle, dont on a peu parlé au Québec avant 1970 et qui n'était d'ailleurs pas structurée en domaine de connaissances. Dans le présent ouvrage, l'auteur a voulu regrouper et classer une information qui se trouve dispersée dans de nombreux documents, et encore, en plusieurs langues, et y ajouter les réflexions d'un linguiste qui s'intéresse aux questions terminologiques depuis dix ans. Il y aborde les différents aspects de la terminologie dans une perspective à la fois linguistique et pédagogique, en plus de présenter une synthèse de l'histoire et des

grandes tendances de ce phénomène linguistique nouveau.

L'ouvrage s'adresse en premier lieu aux étudiants; c'est, en effet, d'abord à leur intention que l'auteur l'a préparé. Il s'adresse aussi aux professeurs de terminologie, aux terminologues, aux traducteurs, aux professeurs de langues de spécialité (LSP), aux rédacteurs de manuels techniques, etc. Il pourra également être utile aux linguistes qui souhaiteraient avoir une vue générale de la question. Car si la terminologie emprunte à la linguistique des fondements théoriques et certains aspects méthodologiques, il ne faut la confondre ni avec la lexicologie, ni – à plus forte raison – avec la lexicographie. Et pourtant, à l'exception de certains linguistes soviétiques et tché-

coslovaques, surtout à partir des années cinquante, et, plus récemment, de quelques linguistes français, on peut dire que la linguistique a adopté, à l'égard de la terminologie, réalité par ailleurs d'ordre sociolinguistique, une attitude d'indifférence.

On notera qu'il s'agit d'une introduction; par conséquent, bon nombre de questions d'ordre théorique, abordées dans les différents chapitres et qui auraient pu être développées considérablement, ne font pas l'objet de longs exposés; elles seront reprises dans une série d'articles. De même, certains aspects, comme le problème du découpage du terme, la création néonymique, les méthodes de traitement terminologique, etc., traités par d'autres auteurs dans des publications facilement

accessibles, n'ont été développés ici que sommairement. Il fallait conserver à l'ouvrage des dimensions raisonnables.

Réseau international de néologie et de terminologie (Rint), « Harmonisation des méthodes en terminologie, Actes du séminaire tenu à Talence, juin 1989, et à Hull, décembre 1989 » in *Terminologies nouvelles*, n° 3, Bruxelles, Agence de coopération culturelle et technique et Communauté française de Belgique, juin 1990, 106 p.

Né en 1986 dans la foulée du premier sommet des pays francophones, le Réseau international de néologie et de terminologie (Rint) s'est donné pour mission principale la modernisation et la diffusion des terminologies en langue française. De plus, le Rint doit contribuer au développement de la terminologie en tant que discipline et promouvoir la formation des terminologues dans l'ensemble des pays ayant en commun l'usage du français.

Dès le départ, la différence des situations linguistiques des États membres du Rint, de même que la diversité des besoins terminologiques à combler, a paru évidente. Cependant, la volonté d'échanger les travaux terminologiques menés de part et d'autre et d'en publier les résultats sous la bannière du Rint a mis en évidence la nécessité d'une description et d'une harmonisation des méthodes de travail en terminologie. De ce besoin est née l'idée de la tenue d'un premier séminaire portant sur ce sujet qui a rassemblé des experts des pays et des gouvernements suivants : France, Belgique, Suisse, Canada, Québec, Haïti, Côte-d'Ivoire, Bénin, République Centrafricaine, Zaïre, Maroc.

L'objectif ultime du séminaire était la définition de principes directeurs du travail terminologique susceptibles d'être mis en œuvre dans les modules du Rint.

L'atteinte de cet objectif nécessitait une première démarche, soit la description des différentes pratiques de la terminologie, de même que l'exposé des environnements qui les sous-tendent : situation linguistique, contexte socio-politique, structures et moyens adoptés, orientations choisies.

Ces descriptions ont constitué l'essentiel du premier volet du séminaire qui s'est tenu à l'École internationale de Bordeaux en juin 1989.

L'ensemble des exposés et des documents complémentaires remis aux participants ont abondamment illustré la variété des pratiques, mais surtout les points communs des diverses démarches terminologiques, ce qui a permis l'émergence d'une forme de consensus méthodologique.

Réseau international de néologie et de terminologie (Rint), *Terminologies nouvelles*, n° 4, Bruxelles, Agence de coopération culturelle et technique et Communauté française de Belgique, décembre 1990, 45 p.

Ce numéro de *Terminologies nouvelles* fait état, entre autres, de la nécessité d'établir une bibliographie permanente de la néologie et de mettre en place un module africain comptant des représentants des pays suivants : Bénin, Zaïre, Mali, Cameroun, Guinée, Niger et République centrafricaine.

Les autres articles traitent des points suivants : les outils logiciels pour le linguiste africain, la terminologie des langues africaines, un bilan analytique des publications canadiennes sous l'égide du Rint, le paysage terminologique français en 1990, l'Institut marocain d'études et de recherches pour l'arabisation, le travail terminologique vu par la Conférence des services de traduction des États d'Europe occidentale en Suisse et les activités terminologiques à l'Innorpi en Tunisie.

ISO TC 37 : Normes internationales publiées

- ISO 639:1988 Code pour la présentation des noms de langue
- ISO 704:1987 Principes et méthodes de la terminologie
- ISO 860:1968 Unification internationale des notions et des termes
- ISO 919:1969 Guide pour l'élaboration des vocabulaires systématiques (exemple et méthode)
- ISO 1087:1990 Vocabulaire de la terminologie
- ISO 1149:1969 Présentation des vocabulaires systématiques multilingues
- ISO 1951:1973 Symboles lexicographiques utilisés spécialement dans les vocabulaires systématiques à définitions reconfirmés en 1984
- ISO 6156:1987 Format d'échange sur bande magnétique des données terminologiques et/ou lexicographiques (MATER)

ISO TC 37 : Normes internationales en préparation

- Préparation des normes terminologiques internationales
- ISO 639 Code alphabétique à trois lettres pour la représentation des noms de la langue
- Systèmes de notions : élaboration et modes de représentation
- Harmonisation internationale des notions et des termes
- Répertoire des éléments de données terminologiques
- Vocabulaire de la terminologie assistée par ordinateur
- Élaboration des vocabulaires spécialisés assistée par ordinateur
- Terminographie au service de la traduction
- Codification des sources en terminologie

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) **les membres du Bureau de la traduction** sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) **les abonnés** qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Terminologie et services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, **en anglais** comme **en français**, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) **All members of the Translation Bureau** should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) **Subscribers** having an account with the Canadian Government Publishing Centre should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Tel. : (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in **English** or in **French**, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro / This Issue's Contributors

Anna-Lena Bücher, Teknisk Nomenklaturcentralen, Solna, Sweden;

Docteur Edgard Delwin, Conseil de recherches médicales du Canada, Montréal;

Sylvie Dionne, Conseil de recherches médicales du Canada, Montréal;

M^{re} Andrée Duchesne, Secrétariat d'État, Hull;

Christian Galinski, Infoterm, Vienne;

Hélène Gélinas-Surprenant, Secrétariat d'État, Hull;

Line Gingras, Secrétariat d'État, Hull;

Docteur André Lussier, Conseil de recherches médicales du Canada, Sherbrooke;

Diane Michaud, Secrétariat d'État, Hull;

Silvia Pavel, Secrétariat d'État, Montréal;

M^{re} Réjean Patry, Solliciteur général du Canada et PAJLO, Ottawa;

Gisèle Pham, Conseil de recherches médicales du Canada, Montréal;

Louis-Jean Rousseau, Office de la langue française, Québec;

R.A. Streblow, American Society for Testing and Materials, Philadelphia;

Michèle Valiquette, Secrétariat d'État, Montréal et Hull.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 14,95 \$
Étranger : 17,95 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada : \$ 14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries: US\$ 3.90

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9



CAI
SS210
-A17

ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 24, 4, 1991



ADMINISTRATION / ADMINISTRATION



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

L'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL)	3
Coup d'oeil sur l'administration correctionnelle	5
La traduction d' <i>accountability</i> et d' <i>empowerment</i> dans la fonction publique du Canada	7
Double Jeopardy	10
Preparing Vocabularies and Glossaries: A Guide for the Uninitiated	12
Camionnage et transport routier : deux notions bien distinctes	15
Boiler et Furnace	21
Le Comité pour l'histoire de la traduction (FIT)	23
The Committee for the History of Translation (FIT)	24
Le Coin des publications / Publications in Review	24
Congrès et colloques / Congresses and Symposiums	27
Fiches Repères - T/R	I

Comité de lecture / Review

Committee

Rédactrice en chef / Editor

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee

Gérard Bessens

Direction des services de traduction centralisée

Lucie Boisvenue

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Janine Laurencin

Direction des services de traduction centralisée

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction des services multilingues

Sommaire

Dans sa partie thématique, ce numéro traite de la terminologie de l'administration qui a cours dans les organismes publics ou de notions propres à ce domaine.

Un premier article présente l'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL) qui a pris naissance au moment du Colloque international sur les industries de la langue, tenu à Montréal en novembre 1990. Il est suivi d'un article sur l'emploi du terme anglais *correctionnal* et de ses équivalents français au Canada.

L'étude des termes anglais désignés par les notions d'*accountability*, d'*empowerment* et de *double jeopardy*, ainsi que de leurs équivalents français, font l'objet d'autres articles.

La partie non thématique débute par une présentation de la méthodologie de travail utilisée dans la préparation des vocabulaires et des lexiques, à la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) du Secrétariat d'État du Canada.

Suivent des études portant sur la terminologie du camionnage et du transport routier et sur les termes anglais *boiler* et *furnace* ainsi que sur leurs équivalents français.

La Fédération internationale des traducteurs (FIT) annonce la création du Comité pour l'histoire de la traduction. On trouve la liste des congrès et colloques qui se tiendront à l'échelle nationale et internationale pendant le premier semestre de 1992.

La chronique **Le Coin des publications / Publications in Review** traite du vocabulaire de l'administration publique, d'un vocabulaire à paraître sur l'entente de libre-échange et du vocabulaire de la police et de la pègre. Une fiche Repères - T/R portant sur les termes **coopération** et **collaboration** complète ce numéro.

Michèle Valiquette

Summary

Various aspects of concepts related to administration in public organizations are covered in the thematic part of this issue.

In the first article, an overview of the new Canadian Observatory on Language Industries (COLI), which was created at the International Symposium on Language Industries held in Montréal in 1990, is provided. It is followed by an article on the use of the English term *correctionnal* and its French equivalents in Canada.

The concepts designated by the English terms *accountability*, *empowerment* and *double jeopardy*, as well as their French equivalents, are studied in other articles.

In the non-thematic part, one article deals with the methodology used in the preparation of vocabularies and glossaries, in the Terminology and Linguistic Services Directorate (TLSD) of the Department of the Secretary of State of Canada.

Studies on the terminology of trucking and road transportation are followed by a discussion of the terms *boiler* and *furnace* and their French equivalents.

Next, the International Federation of Translators (FIT) announces the creation of its Committee for the History of Translation. A list of national and international congresses and symposiums coming up during the first half of 1992 is also provided.

The column **Le Coin des publications / Publications in Review** includes descriptions of a vocabulary on public administration, an upcoming vocabulary on free trade agreement and another vocabulary on police and the underworld. This issue also incorporates a "Repères -T/R" record on the terms *coopération* and *collaboration*.

Michèle Valiquette

L'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL)

par Malcolm Williams

L'appui qu'il faut accorder aux industries de la langue n'a jamais été remis en question par les hautes instances de la francophonie. En effet, avec la culture et la communication, l'éducation et la formation, l'information scientifique et technique, l'environnement, l'énergie, l'agriculture et la coopération juridique et judiciaire, ce domaine est l'un des grands axes d'intervention retenus, lors des Sommets francophones de Québec (1987) et de Dakar (1989), par les chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

La définition de la notion d'industries de la langue

Soulignons tout de suite que le sens de l'expression **industries de la langue** peut varier :

L'expression **industries de la langue**, qui est employée dans les milieux les plus divers, est un terme générique désignant des objets et des notions variées et cohérentes. Dans un sens restreint, cette expression fait référence à un ensemble d'activités économiques qui répondent aux besoins nouveaux de l'ère informationnelle. Utilisant les résultats de la recherche fondamentale et les techniques (informatique, linguistique, acoustique, cognitive, science des systèmes), ces activités aboutissent à des applications industrielles. On range habituellement les industries de la langue dans le domaine des nouvelles technologies de l'information. Entrent dans ces nouvelles technologies le dictionnaire électronique, le correcteur orthographique et les systèmes d'enseignement assisté par ordinateur.

Dans un sens plus large, cette expression englobe des activités traditionnelles relatives à la langue comme la traduction, la composition et l'édition, la terminologie, la néologie qui utilisent l'informatique de façon de plus en plus intensive. On peut y ajouter également des activités de formation reliées à l'informatique, la linguistique et les sciences cognitives¹.

Que le sens que l'on attribue à cette unité lexicale soit large ou restreint, il reste que, dès l'année 1987, les pays francophones étaient appelés officiellement à assurer l'industrialisation de la langue française, démarche « essentielle au maintien de (notre) langue commune dans le peloton des grandes langues de communication culturelle, scientifique et technique. Ce développement est indispensable pour que la langue française devienne également une « langue relais » servant au transfert des connaissances scientifiques et techniques et que, de cette façon, les autres langues de l'aire francophone atteignent progressivement un niveau de performance propre à satisfaire les besoins des pays du Sud².

Autrement dit, le français doit devenir un outil de développement économique pour les États non industrialisés de la francophonie.

Un défi de taille, soit, mais que les instances administratives et linguistiques de la francophonie ont su relever.

Suivi des Sommets francophones en matière d'industries de la langue

Ainsi le Réseau international de néologie et de terminologie (Rint), a-t-il vu le jour en 1987. Son mandat consiste essentiellement à assurer la modernité de la langue française en établissant des vocabulaires dans les domaines de pointe. En témoignent deux publications du Secrétariat d'État, soit le *Vocabulaire de l'intelligence logicielle* de Silvia Pavel et le *Dictionnaire de la protection de la couche d'ozone* de Denis Rivard³.

Mais pour que les industries de la langue connaissent leur plein essor et qu'elles dépassent la seule modernisation lexicale du français pour s'inscrire carrément dans la vie socio-économique de la francophonie, il fallait mettre l'accent sur la technologie. Aussi ont été créés, à partir de 1988, des observatoires nationaux des industries

de la langue, en France, en Wallonie, au Québec, au Canada, en Afrique, et ce sera bientôt le cas en Suisse.

Le mandat imparti à ces observatoires est vaste et consiste à inventorier les recherches en cours et les produits existant dans leur zone respective en vue d'une mise en réseau des ressources qui en résultent en matière d'application de l'informatique à la communication au sens large du terme. Les banques de données linguistiques et textuelles, la traduction assistée par ordinateur ou traductique, les logiciels et didacticiels, les outils de synthèse et de reconnaissance de la parole, tout ce qui touche de près ou de loin à la langue doit, du moins en principe, être relevé par les observatoires.

Par ailleurs, on a reconnu officiellement à Dakar que la francophonie avait une composante multiculturelle et multilingue et que, tout en accordant une priorité à l'industrialisation de la langue française, il ne fallait pas négliger pour autant le développement des langues nationales dans des pays africains et autres, parce que le transfert des connaissances, donc le développement économique, était tributaire de la codification et de la modernisation des langues. Aussi le programme des industries de la langue doit-il favoriser l'essor des technologies et des langues.

L'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL)

Les auteurs du texte portant sur la programmation en matière d'industries de la langue proposée à Dakar déclaraient prudemment que la panoplie d'objectifs technologiques et culturels ont été fixés dans la limite des missions imparties aux observatoires par leurs gouvernements respectifs.

Ajoutons les limites imposées par le temps et l'espace. L'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL) a été créé officiellement en novembre 1990, à la suite de discussions entre le Secrétariat d'État du Canada et l'Office de la langue

française du Québec, d'une part, et le Centre canadien de recherche en informatisation du travail (CCRIT) du ministère des Communications du Canada, d'autre part.

La réunion inaugurale regroupait des représentants des gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick, de TV Ontario et des universités de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Se sont joints à ce groupe, par la suite, des universitaires francosaskois⁴ et le responsable du dossier des industries de la langue au ministère des Affaires extérieures du Canada.

À l'issue de la deuxième réunion, tenue en février 1991, l'OCIL s'est donné une mission et des objectifs imposants, dont voici le détail :

Mission et objectifs de l'OCIL

La mission de l'OCIL consiste à observer les évolutions technologiques des innovations et des marchés liés aux industries de la langue et ce, afin de proposer aux responsables francophones les initiatives à prendre.

L'OCIL s'est par ailleurs doté des neuf objectifs suivants :

1. Identifier les partenaires de l'Observatoire canadien des industries de la langue dans les quatre catégories suivantes : gouvernements, associations professionnelles, établissements d'enseignement et industrie.
2. Établir des liens avec les organismes de coordination en matière d'industries de la langue comme les organismes de normalisation (ISO, Infoterm, Rint, CSA).
3. Inventorier les outils technologiques et des activités propres aux industries de la langue, veiller à faire connaître au Canada ces outils et les travaux qui s'y rapportent, afin de voir si des produits d'autres régions peuvent trouver une application au sein de la francophonie.
4. Coordonner les projets de l'Observatoire canadien des industries de la langue avec ceux des autres observatoires nationaux.
5. Étudier les besoins et les marchés existants et, le cas échéant, faire des représentations auprès des autorités compétentes.

6. Promouvoir les produits canadiens des industries de la langue aux niveaux national et international.

7. Favoriser le lancement et la réalisation de recherches dans les industries de la langue et désigner les domaines prioritaires.

8. Recommander au gouvernement canadien les projets jugés valables par l'entremise des Sommets francophones et de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

9. Conseiller les gouvernements en ce qui a trait à l'établissement de politiques et de programmes en matière d'industries de la langue.

Les activités de promotion de l'OCIL

Au chapitre des activités de promotion, l'OCIL a été étroitement associé, par le truchement du Secrétariat d'État, à l'organisation du Colloque international sur les industries de la langue, tenu à Montréal en novembre 1990. Dans la vitrine technologique, mise en place pour le colloque, l'OCIL a également présenté quatre produits, soit la banque de données linguistiques *TERMIUM sur CD-ROM*, le poste de travail du traducteur (PTT) du Bureau de la traduction, IRIS (système destiné aux malentendants, créé par le CCRIT) et le CRITTER (logiciel de traduction automatique, également mis au point par le CCRIT).

Par ailleurs, l'OCIL a exposé certains de ses produits à la vitrine technologique du Sommet francophone de Chaillot, tenu à Paris en novembre 1991. Avec la collaboration de l'Observatoire wallon des industries de la langue (OWIL), l'OCIL a publié à la même occasion une brochure d'information sur les industries de la langue qui a pour but de sensibiliser le public à l'utilité des outils linguistiques informatisés ainsi qu'à leur accessibilité et à leur convivialité.

Les projets en cours et à venir

L'OCIL entend appuyer fermement les industries de la langue canadiennes. À cette fin, en avril 1991, il a sollicité un appel de projets en vue du Sommet francophone de Chaillot. Un comité d'évaluation a par la suite examiné les soumissions et a retenu

un projet du Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ) de l'Université de Moncton qui consisterait à informatiser le fichier terminologique de la common law en français de ce centre. De plus, le ministère des Affaires extérieures du Canada a soumis ce projet à l'occasion du Sommet en vue d'un financement éventuel par l'entremise de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

Par ailleurs, pour ce qui est de la participation, un haut fonctionnaire du Bureau des Affaires francophones du gouvernement du Manitoba a assisté à la troisième réunion de l'OCIL, tenue en décembre 1991. L'OCIL a par ailleurs l'intention d'accroître la contribution du secteur privé.

La veille technologique, c'est-à-dire l'observation des innovations technologiques en matière d'industries de la langue, présuppose l'existence d'une base de données canadienne. C'est pourquoi l'OCIL a lancé un projet de création d'un répertoire de projets de recherche et de produits canadiens dans ce domaine, et ce, dans une optique plurilingue. En effet, le but visé est de recueillir des renseignements utiles sur tous les produits ou activités susceptibles de répondre aux besoins de la francophonie. Qui plus est, les concepteurs canadiens œuvrent constamment dans un contexte bilingue et visent souvent des clientèles de langue étrangère, d'où l'importance de bien cerner les industries de la langue canadiennes. Les premiers fruits de ce projet, mené conjointement par la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSLS) du Secrétariat d'État et par le CCRIT, verront le jour en 1992 avec la diffusion d'un répertoire préliminaire.

La liste de produits et de projets canadiens inventoriés risque d'être longue et de surprendre nos langagiers habitués à n'entendre parler que de *TERMIUM*, de la BTQ ou de *Termex*. Ainsi, le Canada est très riche en didacticiels servant à l'apprentissage des langues. À titre d'exemple, *DEFI*, logiciel ontarien d'aide à l'apprentissage du français, connaît un succès certain auprès de plusieurs pays de la francophonie.

Enfin, il n'est pas exclu que l'OCIL appuie d'autres projets valables qui pourront lui être présentés hors du cadre du Sommet francophone de Chaillot. Ainsi, la diffusion de publications et d'autres outils

pour les communicateurs fera bientôt l'objet de démarches qui seront entreprises conjointement par l'OCIL et par le ministère des Affaires extérieures du Canada.

Conclusion

Après à peine douze mois d'existence, l'OCIL travaille en vue d'assurer une représentation de tous les secteurs intéressés de la société canadienne. Il s'efforce de pro-

mouvoir les produits, les recherches et les activités répondant concrètement aux besoins du Canada, des Canadiens et de la francophonie dans son ensemble.

Notes

1. *Actes de la Deuxième Conférence des chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français*, Québec, Les Éditions La Liberté, 1988, p. 111.

2. *Actes de la Deuxième Conférence des chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français*, Québec, Les Éditions La Liberté, 1988, p. 112.

3. *Actes de la Troisième Conférence des chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français*, Dakar, 1990, p. 316.

4. Francophone de la Saskatchewan.

Coup d'œil sur l'administration correctionnelle canadienne

par Estelle Beauregard ¹

À l'instar de toutes les grandes administrations, le système canadien de justice criminelle, au fil des dernières décennies, a évolué. Dès 1938, le rapport de la Commission royale d'enquête sur le système pénal du Canada, présidée par le juge Archambault, remettait en cause le concept de **crime** et de **châtiment**. Il fallait éviter à tout prix le surpeuplement des prisons et les frais exorbitants que cela entraînait. Lentement, divers mécanismes de réadaptation et de réinsertion sociale des détenus ont été implantés à la faveur du double mandat dont a alors hérité le ministre du Solliciteur général du Canada : protéger la société et aider les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois.

Pour s'acquitter de ce mandat, le Solliciteur général peut aujourd'hui compter sur l'appui d'un Secrétariat et de quatre organismes.

- Le Secrétariat agit à titre de conseiller du Solliciteur général : il élabore les politiques du ministère, il rend compte de ses activités devant le Cabinet et le Parlement et, enfin, il exerce un leadership national dans les domaines de la police, de l'application de la loi, de la sécurité, des services correctionnels et de la mise en liberté sous condition.

- La Gendarmerie royale du Canada (GRC) est chargée de l'application des lois canadiennes et du maintien de la paix, de

l'ordre et de la sécurité, ainsi que de la prévention des crimes.

- La Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) rend les décisions relatives à la mise en liberté sous condition de tous les détenus relevant des autorités fédérales et territoriales.

- Le Service correctionnel du Canada (SCC) administre les peines d'emprisonnement d'au moins deux ans. Cette responsabilité comprend à la fois la gestion des détenus dans des établissements de divers niveaux de sécurité et la surveillance de ceux auxquels la Commission nationale des libérations conditionnelles a accordé une quelconque forme de liberté.

- Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) s'occupe, comme son nom l'indique, de toutes les activités de renseignement de sécurité.

Ceci dit, arrêtons-nous brièvement au nouveau mandat du Service correctionnel du Canada. Il convient en effet de souligner qu'un nouveau projet de loi concernant l'administration correctionnelle et la mise en liberté sous condition devrait être présenté à la Chambre des communes à l'automne 1991. Une fois adoptée, cette loi remplacerait les actuelles Loi sur les pénitenciers et Loi sur la libération conditionnelle.

Selon leur nouveau mandat, les services correctionnels fédéraux sont chargés de l'application de la peine infligée par le tribunal et doivent contribuer à la réadaptation des délinquants dans la collectivité. Dès lors, le terme **pénitentiaire**, c'est-à-dire « qui a rapport aux détenus, aux pénitenciers » devenait trop limitatif et a été remplacé par **correctionnel**. Afin de mieux percevoir cette nouvelle réalité, nous tentons dans les lignes qui suivent de voir, exemples bilingues à l'appui, ce que recouvre la notion anglaise de *corrections*.

Commençons par définir le terme :

correction: Usually, corrections. The various methods, as incarceration, parole, and probation, by which society deals with convicted offenders².

correction: Discipline, treatment and rehabilitation of offenders through confinement, parole, probation, counselling³.

Les dictionnaires canadiens de droit consultés (voir bibliographie) n'en font pas mention. Toutefois, depuis la création du **Service correctionnel du Canada**, en 1978, jusque-là appelé **Service canadien des pénitenciers**, le terme *corrections* est omniprésent dans les rapports du gouvernement du Canada en la matière. Il est employé au pluriel, comme substantif et adjectif, et a une très grande portée, à savoir l'administration des peines, de l'incarcération à l'expiration du mandat (d'incarcération).

Voyons quelques exemples :

Correction Branch - Direction des affaires correctionnelles

Correction Research and Strategic Policy Directorate - Recherche et politique stratégique (affaires correctionnelles)

corrections responsibilities - responsabilités en matière correctionnelle

corrections program - programme correctionnel

mandate for corrections - mandat correctionnel

community corrections - services correctionnels en milieu communautaire

corrections - secteur correctionnel

Task Force on Aboriginal Peoples in Federal Corrections - Groupe d'étude sur les autochtones au sein du régime correctionnel fédéral

community corrections worker - travailleur des programmes correctionnels communautaires; intervenant des programmes correctionnels communautaires

federal corrections - administration correctionnelle fédérale

corrections - administration des services correctionnels

correction reform; correctional reform - réforme correctionnelle

corrections delegate - délégué du secteur correctionnel

Comme on le voit, selon le contexte, *corrections* peut se traduire par **affaires correctionnelles**, **correctionnel** (adj.), **en matière correctionnelle**, **service(s) correctionnel(s)**, **régime correctionnel**, **secteur correctionnel**, **mesures correctionnelles**, **administration correctionnelle**, **administration des services correctionnels**. Par ailleurs, il est à noter que l'adjectif *correctional* aurait tout aussi bien fait l'affaire et aurait sans doute semé moins de confusion. Par exemple, l'expression *correctional administration*, qui a été relevée dans des sources américaines, existe bel et bien. Voici une définition de l'adjectif *correctional* et quelques exemples :

correctional: of or relating to correction; esp. dealing with or charged with the administration of corrections: concerned with or providing corrections⁴.

correctional officer; correction officer - agent de correction

correctional agency - autorités correctionnelles; responsables des services correctionnels

correctional career - carrière en milieu correctionnel

correctional institution - établissement de correction; établissement correctionnel

Correctional Investigator - Enquêteur correctionnel

Correctional Law Review - Réforme du droit correctionnel

correctional model - modèle correctionnel

correctional nurse - infirmier, infirmière des services correctionnels

correctional operations - opérations correctionnelles

correctional reform - réforme correctionnelle

Correctional Service of Canada; CSC; Canadian Penitentiary Service (f.c.) - Service correctionnel du Canada; SCC; Service canadien des pénitenciers (app. ant.)

correctional setting - milieu correctionnel

correctional supervisor - surveillant correctionnel

correctional system - système correctionnel

correctional treatment - traitement correctionnel

correctional worker - travailleur correctionnel; intervenant correctionnel

Force nous est de constater que bien souvent *corrections* et *correctional* peuvent être employés indifféremment selon l'usage.

En revanche, le *Trésor de la langue française* précise que **correction** signifie « Action d'amender, de ramener à la règle » citant même en exemple la **correction des délinquants**. Ce substantif n'est cependant pas usité. Au ministère du Solliciteur général du Canada, d'aucuns parlaient, il y a encore quelques années, du **redressement du délinquant**. Dans le contexte actuel, ce terme ne convient plus : la **punition** a cédé le pas à l'**amendement (reform)** et à la **réadaptation (rehabilitation)**. Par contre, le syntagme de correction est synonyme de **correctionnel** et son usage est répandu au ministère.

Bref, cet examen des termes du domaine correctionnel nous a permis de constater l'évolution et l'innovation du système correctionnel canadien ainsi que de sa terminologie. Les différents sens relevés précédemment ne sont pas reflétés dans les dictionnaires, lesquels prêtent à **correctionnel** le sens de **pénal**, c'est-à-dire « qui a rapport aux actes qualifiés de délits par la loi ». Au Canada, le terme **correctionnel** touche aux règles d'administration des services carcé-

raux et aux divers moyens mis en œuvre pour aider les détenus à vivre une vie socialement acceptable.

La nouvelle loi sur l'administration correctionnelle servira à uniformiser la politique en matière de justice pénale. Elle sera le pivot de l'information entre les tribunaux et la police, d'une part, et les responsables des services correctionnels et de la mise en liberté sous condition, d'autre part.

Notes

1. Un vocabulaire de l'administration correctionnelle, d'environ 2 000 entrées, est en préparation et il devrait paraître en 1992.
2. *The Random House Dictionary*, 1987.
3. *Black's Law Dictionary*, 1979.
4. *Webster's Third New International Dictionary*, 1981

Bibliographie

Black, Henry Campbell, *Black's law dictionary: definitions of the terms and phrases of American and English jurisprudence*, ancient and modern, 5th ed. by the publisher's editorial staff, St. Paul, Minn., West Pub., 1979, xiv, 1511 p., ISBN 0-8299-2041-2.

Canada. Solliciteur général Canada. - *Rapport annuel (1989/90)*, Titre de la p. de t. addit. : *Annual report*. - En tête du titre : *Le Secréariat, la Gendarmerie royale du Canada, la Commission nationale des libérations conditionnelles, le Service correctionnel du Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité*, Ottawa, Solliciteur général Canada, 1990, ISBN 0-662-57644-6.

The Canadian law dictionary, Compiled under the direction of Editorial Advisory Board, editor-in-chief, R.S. Vasan, Toronto, Law and Business Publications Canada, 1980, 647 p., (Lawyers' referral series), ISBN 0-8892-9002-4.

Gage Canadian dictionary, Walter S. Avis et al, Rev. Toronto, Gage, 1983, xxx, 1313 p., (Dictionary of Canadian English), ISBN 0-7715-1980-X.

Vers une réforme : la détermination de la peine, Ottawa, Ministère de la justice Canada, 1990, 71, 68 p., Titre de la p. de t. addit.,

Directions for reform : sentencing, ISBN 0-6625-7573-3.

Vers une réforme : les affaires correctionnelles et la mise en liberté sous condition, Ottawa, Solliciteur général Canada, 1990, 79, 74 p., Titre de la p. de t. addit. : *Directions for reform : corrections and conditional release*, ISBN 0-6625-7575-X.

Vers une réforme : un cadre pour la détermination de la peine, les affaires correctionnelles et la mise en liberté sous condition, Ottawa, Gouvernement du Canada, 1990, vii, 34, 32, vii p., Titre de la p. de t. addit. : *Directions for reform : a framework for sentencing, corrections and conditional release*, ISBN 0-6625-7574-1.

Vocabulaire juridique, publié sous la direction de Gérard Cornu, 1ère éd., Paris : Presses universitaires de France, 1987, xviii, 839 p., ISBN 2-1303-9446-9

Yogis, John A., *A Canadian law dictionary*, Woodbury (N.Y.), Barron's Educational Series, 1983, ix, 243 p., ISBN 0-8120-2116-9.

La traduction d'*accountability* et d'*empowerment* dans la fonction publique du Canada

par Samek Janowski

La traduction des termes *accountability* et *empowerment* cause toutes sortes de problèmes en raison des nombreux équivalents français que proposent divers ouvrages. Certains traducteurs et rédacteurs croient même qu'ils sont synonymes, d'où la grande confusion qui existe. Nous étudierons donc attentivement ces deux notions pour tenter de trouver la meilleure solution possible. Pour mener cette tâche à bien, nous donnerons des définitions, des explications et des exemples qui, nous l'espérons, jetteront un peu de lumière sur la question. Enfin, nous dresserons une liste des ouvrages consultés.

1. Le terme *accountability*

Le *Webster's Third New International Dictionary* définit le concept d'*accountability* de la façon suivante :

The quality or state of being accountable, liable or responsible.

Comme le confirment entre autres le Bulletin terminologique n° 23 de novembre 1987 publié par la Société des comptables en management du Canada, la banque de terminologie du Secrétariat d'État ainsi que certains ouvrages canadiens et internationaux, le substantif *accountability* est utilisé dans plusieurs domaines, dont la gestion, l'administration, la comptabilité, les finances, le droit des entreprises, la psychologie. En voici d'ailleurs quelques exemples tirés de diverses sources :

The Public Sector: the conflict between accountability and efficiency¹.

Social and cognitive strategies for coping with accountability: conformity, complexity, and bolstering².

2. Les équivalents français du terme anglais *accountability*

1) Au sens large, l'Office de la langue française du Québec définit le terme **responsabilité** comme étant « l'obligation faite à un salarié de n'importe quel échelon hiérarchique de s'acquitter d'une tâche ou d'une catégorie de tâches et de répondre de son exécution, à son supérieur ou à l'autorité compétente, suivant des critères établis et auxquels il a consenti ». D'après le *Dictionnaire de la comptabilité* de Fernand Sylvain, cet équivalent, qui est le plus courant, peut être utilisé seul ou suivi d'un adjectif approprié s'il est nécessaire d'en préciser le sens, par exemple, **responsabilité sociale, responsabilité contractuelle, responsabilité fonctionnelle**.

Par contre, « si l'on tient à donner plus de poids à la notion de responsabilité, il est tout à fait envisageable d'employer l'expression **responsabilisation**. Ce terme (...) peut s'avérer particulièrement utile lorsque, dans un titre ou dans tout autre contexte similaire, on cherche une façon d'évoquer la notion dans son aspect le plus général et le plus abstrait possible. »³ Le Comité de linguistique de Radio-Canada a entériné le mot **responsabilisation** comme équivalent

d'*accountability* et sa définition rejoint celle de l'OLF. L'exemple suivant est d'ailleurs tiré de la fiche n° 681 de Radio-Canada établie en 1990 :

La **responsabilisation** rend le gestionnaire plus conscient des résultats à obtenir.

Voici d'autres exemples :

Responsabilisation : Fonction publique 2000 au service des Canadiens.

... l'importance d'une **responsabilisation** réelle fondée sur des valeurs communes deviendra de plus en plus grande.

Soixante-seize pour cent des répondants favorisent l'initiative et la **responsabilisation** des employés, alors que 76,5% privilégient la formation⁴.

Les deux premiers exemples ont été relevés à la page 101 du document intitulé *Fonction publique 2000 : le renouvellement de la fonction publique du Canada*. Le terme *accountability* en est l'équivalent dans la version anglaise. Par ailleurs, le mot **imputabilité** rend souvent la notion d'*accountability*. Les auteurs du *Vocabulaire budgétaire, comptable et financier* (BT-174) le désignent comme terme « à éviter ». « En effet, l'usage a voulu qu'il s'applique uniquement à l'objet de la responsabilité, et non pas à la personne investie de cette responsabilité. On parle donc de l'**imputabilité d'un délit**, mais pas de l'**imputabilité d'un criminel**. »⁵

2) Au sens restreint, le *Dictionnaire de la comptabilité* de Fernand Sylvain définit *accountability* comme étant « l'obligation imposée à un gestionnaire (dirigeant, administrateur public, etc.) par la loi, un règlement ou un contrat, de démontrer qu'il a géré ou contrôlé, en conformité avec certaines conditions explicites ou implicites, les ressources qui lui sont confiées. »⁵ On pourra alors traduire ce terme par **obligation de rendre compte** ou par **reddition de(s) comptes**. Ces deux expressions sont d'usage obligatoire dans l'administration publique fédérale. Toutefois, la deuxième n'est utilisée qu'en gestion financière et en comptabilité, comme en témoignent les quelques exemples suivants :

(...) responsabilité morale vis-à-vis du public, responsabilité de gestion (obligation de rendre compte et contrôle). Obligation des fonctionnaires de rendre compte⁶.

Notre gouvernement est fondé sur des principes rigoureux de reddition de comptes⁷.

Prescriptions particulières : reddition des comptes (bilan, comptes de pertes et profits, etc.)⁸.

Le *Dictionnaire de la comptabilité* donne aussi les équivalents **obligation de rendre des comptes**, **obligation de répondre de** et **obligation redditionnelle**. Ce dernier n'a pas été retenu par l'administration fédérale. Tous les exemples ci-dessus montrent les diverses possibilités qui s'offrent aux traducteurs et aux rédacteurs, qui devront faire preuve de jugement et toujours choisir l'équivalent en fonction du contexte.

3. Récapitulation : Définitions et équivalents français possibles du terme anglais *accountability*

Au sens large (obligation de s'acquitter d'une tâche et de répondre de son exécution)

- responsabilité
- responsabilisation

Au sens restreint (fait d'avoir des comptes à rendre, possibilité d'être récompensé ou puni)

- obligation de rendre compte
- reddition de(s) comptes

- obligation de rendre des comptes
- obligation de répondre de

4. Le terme anglais *empowerment*

Dans les documents du gouvernement fédéral, le terme *empowerment* est traduit par toutes sortes d'équivalents, tels que **responsabilisation** et **délégation de pouvoir(s)** qui, respectivement, correspondent déjà aux termes *accountability* et *delegation of authority*, ce qui entraîne une certaine confusion chez les lecteurs.

Afin d'éliminer toute ambiguïté, nous avons consulté de nombreux ouvrages généraux et spécialisés et nous avons analysé minutieusement certains équivalents proposés, entre autres, par la Commission de la fonction publique et le Conseil du Trésor.

Comme les ouvrages anglais ne définissent pas de façon détaillée le substantif *empowerment* (the action of empowering, the state of being empowered), nous avons étudié le verbe *to empower*. Le *Gage Canadian Dictionary* en donne la définition suivante : "Give power or authority to." D'autres ouvrages comme le *Random House* et le *Webster* le définissent sensiblement de la même façon.

5. Les équivalents français du terme anglais *empowerment*

Le *Trésor de la langue française* définit comme suit le verbe **habiliter** : « Autoriser (quelqu'un) à (faire quelque chose) comme étant l'une de ses attributions ».

Le verbe **habiliter** relevé récemment dans certains documents semble donc bien recouvrir la même notion que le terme *to empower*. Le substantif correspondant est **habilitation**. Jadis réservé au domaine juridique, ce terme se retrouve de plus en plus comme équivalent d'*empowerment* dans des documents administratifs et informatiques, des ouvrages de gestion, de psychologie et de promotion de la santé, etc. Voici quelques exemples d'utilisation d'*empowerment* et d'**habilitation** :

Empowerment : "One requirement for *empowerment* seems to be the feeling of being valued for whatever one can contribute, no matter how small it may be."⁹

"Despite Keith Spicer's inability to establish his own and his Commission's credibility, his report will define the great populist revolution of the 1990s: **empowerment**. People don't want anything or anybody imposed on them anymore."¹⁰

Habilitation : "Certains soutiennent que la recherche participative est un excellent mécanisme pour accroître la participation et favoriser l'habilitation".¹¹

« Synthèse des principaux apports de la 8^e directive européenne portant sur l'**habilitation** des personnes chargées du contrôle légal des états financiers. »¹²

Pour éviter toute confusion, les responsables du projet Fonction publique 2000, la Direction des communications du Secrétaire du Conseil du Trésor et le service de traduction de ce ministère, qui utilisent déjà **responsabilisation** comme équivalent d'*accountability*, recommandent maintenant aux fonctionnaires de traduire *empowerment* par **habilitation**. Ils ont d'ailleurs émis une directive officielle à ce sujet le 3 mai 1991.

Par contre, le service de traduction et certains gestionnaires de la Commission de la fonction publique (CFP) ont retenu l'équivalent **liberté d'action**. Dans une liste bilingue fournie par un responsable de la bibliothèque de la CFP, *service through empowerment* a été traduit par service et liberté d'action. Le *Petit Robert* définit l'expression **liberté de** suivie d'un nom ou d'un infinitif comme étant, au sens large, « droit, permission de faire quelque chose ». L'équivalent **liberté d'action** pourrait donc, à la rigueur, rendre la notion d'*empowerment*. Toutefois, il faut établir la distinction suivante : d'une part, le terme **habilitation** désigne l'autorisation donnée à quelqu'un de faire quelque chose de précis, soit en son nom personnel, soit par représentation d'autrui, et d'autre part, l'expression **liberté d'action** signifie que l'intéressé a carte blanche. Le contexte nous indiquera alors l'équivalent à utiliser :

1 - Donner à quelqu'un toute **liberté d'action**¹³.

2 - Le Bureau national de métrologie vient d'accorder au Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques de Vernon l'**habilitation** voulue pour l'étalonnage de ce type de capteurs¹⁴.

7. Récapitulation : Définition et équivalents possibles du terme empowerment

Autorisation donnée à quelqu'un de faire quelque chose

- habilitation
- liberté d'action (à la rigueur)

Bref, dans la fonction publique du Canada, il faut continuer d'utiliser les équivalents d'*accountability* proposés par le BT-174, le *Lexique de l'emploi* ainsi que le *Vocabulaire de l'administration publique et de la gestion* (**responsabilité, responsabilisation, obligation de rendre compte, reddition de comptes**). Le terme *empowerment* sera traduit par **habilitation** et, dans certains cas, par **liberté d'action** tandis que l'expression **délégation de pouvoir(s)** sera réservée à la traduction de *delegation of authority*.

Le présent article reflète la réalité dans la fonction publique du Canada et ne cherche pas à imposer ces équivalents. Seuls le contexte et le bon sens permettront aux traducteurs et aux rédacteurs d'utiliser les termes appropriés, qui pourraient différer de ceux que nous avons proposés.

Notes

1. Colee, R.W., "The public sector : the conflict between accountability and efficiency", *Australian journal of public administration*, Vol. 67, no. 3, 1988, ISSN 0313-6647, p. 223-232.

2. Tetlock, P.E., Skitka, L., Boettger, R., "Social and cognitive strategies for coping with accountability : conformity, complexity, and bolstering", *Journal of personality and social psychology*, Vol. 57, no. 4, 1989, p. 632-640.

3. *Lexicom* : bulletin terminologique de la Société des comptables en management du Canada, N° 23, nov. 1987.

4. Des Roberts, Gilles, «Les deux tiers des PME québécoises gèrent mal leurs ressources humaines», *Les Affaires*, Vol. 62, n° 35, p.23.

5. Sylvain, Fernand, *Dictionnaire de la comptabilité et des disciplines connexes*, 2^e éd. ent. rev., corr. et augm., Toronto, Institut canadien des comptables agréés, 1982, xxi, 662 p.

6. Dwivedi, O.P, "Ethics and values of public responsibility and accountability", *Revue internationale des sciences administratives*, Vol. 51, n° 1, 1985, p. 61-66.

7. *Vocabulaire budgétaire, comptable et financier / Budgetary, accounting and financial vocabulary*, 1987

8. Janssen, Dipl Kfm Fc., « Les incidences de la 4^{ème} directive européenne en République fédérale d'Allemagne », *Revue française de comptabilité*, n° 130, nov. 1982, p. 487-493.

9. Lord, John, Farlow, D'Arcy McKillop, "A study of personal empowerment : implications for health promotion", *Health promotion*, Fall 1990, p. 2-8, ISSN 0833-7594.

10. Newman, Peter C., "Empowerment : the cry for the 1990s", *Maclean's*, Vol. 104, no. 20, May 20, 1991, p. 52.

11. Lord, John, Farlow, D'Arcy McKillop, «Une étude sur l'habilitation : répercussions sur la promotion de la santé», *Promotion de la santé*, automne 1990, p. 2-8.

12. Lequin, Y., « Formation à la profession comptable en France », *L'enseignement et la recherche face aux sciences comptables en mutation*, 1987, p. 247-261.

13. Robert, Paul, *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 1989.

14. « Accéléromètres BF : on peut maintenant les étalonner », *Mesures*, Vol. 53, n° 3, 1988, p. 59-61.

Bibliographie

« Accéléromètres BF : on peut maintenant les étalonner », *Mesures*, Vol. 53, no 3, 1988, ISSN 0755-219X., p. 59-61.

Ballentine, James A., *Ballentine's law dictionary : with pronunciations*, 3rd ed., ed. by William S. Anderson, Rochester (N.Y.), Lawyers Co-operative, 1969, ix, 1429 p.

Canada, *Fonction publique 2000 : le renouvellement de la fonction publique du Canada*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 1990, 120, 105 p., Titre de la p. de t. addit. : *Public Service 2000: the renewal of the Public Service of Canada*, ISBN 0-662-57951-8.

Cole, R.W., "The public sector : the conflict between accountability and efficiency", *Australian journal of public administration*, Vol. 67, n° 3, 1988, ISSN 0313-6647, p. 223-232.

Des Roberts, Gilles, « Les deux tiers des PME québécoises gèrent mal leurs ressources humaines », *Les Affaires*, Vol. 62, n° 35, 8 au 14 sept. 1990, ISSN 0229-3404, p. 23.

Dwivedi, O.P, "Ethics and values of public responsibility and accountability", *Revue internationale des sciences administratives*, Vol. 51, n° 1, 1985, p. 61-66, ISSN 0020-8523.

Janssen, Dipl Kfm Fc., « Les incidences de la 4^{ème} directive européenne en République fédérale d'Allemagne », *Revue française de comptabilité*, N° 130, nov. 1982, p. 487-493, ISSN 0484-8764.

Lequin, Y., « Formation à la profession comptable en France », *L'enseignement et la recherche face aux sciences comptables en mutation*, Montréal, Chaire de sciences comptables, École des hautes études commerciales, 1987, Actes du quatrième Colloque international francophone tenu les 4, 5, et 6 juin 1986 à l'École des hautes études commerciales de Montréal, p. 247-261, ISBN 2-9800826-0-0.

Lexicom : bulletin terminologique de la Société des comptables en management du Canada, N° 23, nov. 1987, Montréal, la Société, 1987?, ISSN 0823-6313.

Lord, John, Farlow, D'Arcy McKillop, « Une étude sur l'habilitation : répercussions sur la promotion de la santé », *Promotion de la santé*, automne 1990, p. 2-8, ISSN 0833-7608.

Lord, John, Farlow, D'Arcy McKillop, "A study of personal empowerment : implications for health promotion", *Health promotion*, Fall 1990, p. 2-8, ISSN 0833-7594.

Newman, Peter C., "Empowerment : the cry for the 1990s", *Maclean's*, Vol. 104, n°. 20, May 20, 1991, p. 52, ISSN 0024-9262.

Robert, Paul, *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Rédaction dirigée par A. Rey et J. Rey-Debove, Nouv. éd. rev., corr. et mise à jour pour, 1989, Paris, Le Robert, 1989, xxxi, 2171 p.

Tetlock, P.E., Skitka, L., Boettger, R., "Social and cognitive strategies for coping with accountability : conformity, complexity, and bolstering",

Double Jeopardy. Les périls de la traduction littérale ...

par André Labelle et Pierre Ducharme

Le concept de double péril [...] est un principe d'application générale qui s'exprime par des règles plus particulières, comme le plaidoyer d'autrefois acquit, la chose jugée comme fin de non-recevoir [...] et la règle établie dans l'arrêt Kienapple.¹

Cette phrase extraite d'un arrêt récent de la Cour suprême du Canada est quelque peu sibylline, le lecteur en conviendra sans doute.

En effet, le concept de **double péril** a beau constituer un principe d'application générale, sa signification n'est pas nécessairement évidente si l'on n'a pas certaines connaissances en droit pénal. Mais cette obscurité ne tiendrait-elle pas davantage au terme français retenu en l'occurrence qu'à la règle de droit en cause?

Le double péril en question

L'expression double péril est en fait la traduction littérale de *double jeopardy*, le mot *jeopardy* étant ici employé dans un sens bien précis : "the danger that an accused person is subjected to when on trial for a criminal offense". Cette définition est tirée non pas d'un ouvrage de droit, mais bien du Webster's New Collegiate Dictionary, dictionnaire de la langue courante s'il en est. Il ne s'agit donc pas d'un terme éso-
térique.

Suivant un principe de la common law qu'on peut faire remonter à Démosthène, au droit romain ou au droit ecclésiastique², la même personne ne peut être placée une seconde fois, en raison des mêmes faits délictueux, dans la situation inconfortable mentionnée dans le Webster (*rule against double jeopardy*). C'est forte de cette règle que, parfois, une personne se vante publi-

quement d'avoir bel et bien commis le crime dont elle vient d'être acquittée, sachant qu'il est interdit au ministère public de la traduire de nouveau en justice.

Le principe double jeopardy en droit canadien

En droit pénal canadien, seule une petite partie des règles ressortissant au principe *double jeopardy* ont reçu la sanction du législateur et se trouvent ainsi énoncées au *Code criminel*; toutes les autres sont le fruit du travail d'interprétation accompli par les tribunaux, qui ont dû préciser sur de nombreux points la common law. Et ces règles « secondaires » ne se caractérisent pas toujours par leur limpidité, c'est le moins qu'on puisse dire... La jurisprudence et la doctrine recèlent des pages et des pages de savantes discussions sur la portée exacte de certaines d'entre elles.

La citation liminaire indique les principales manières dont le principe est susceptible d'être invoqué. Il y a tout d'abord les articles 607 à 609 du *Code criminel*, sur lesquels l'accusé peut se fonder pour plaider les moyens de défense spéciaux d'**autrefois acquit** et d'**autre fois convict** (soit, plaider l'irrecevabilité de la poursuite en raison d'une condamnation ou d'un acquittement antérieurs quant à la même accusation).

Ensuite, les tribunaux ont dégagé une règle relative aux jugements incompatibles. Cette règle, souvent désignée par l'expression **chose jugée comme fin de non-recevoir** (*issue estoppel*), vise les cas où une déclaration de culpabilité contredirait sous un aspect important une décision antérieure liant les mêmes parties, les accusations portant toutefois sur des aspects différents d'un même ensemble de faits.

Puis il y a la règle relative aux **déclarations de culpabilité multiples** (*rule against multiple convictions*), dont les modalités d'application modernes ont été formulées par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Kienapple*³. Cette règle étend en quelque sorte la portée du principe **autrefois convict** aux situations où, un verdict de culpabilité ayant été rendu sur un chef d'accusation, « les mêmes éléments, ou fondamentalement les mêmes, constituent l'infraction imputée dans le second chef »⁴. L'ambiguïté du texte du juge Laskin a alimenté un long débat doctrinal et jurisprudentiel, auquel l'arrêt *R. c. Prince* semble avoir finalement mis un terme. La Cour suprême, en subordonnant dans cette dernière décision l'application de l'arrêt *Kienapple* à l'existence, entre les deux accusations, d'un lien factuel et d'un lien juridique suffisants, a en fait atténué la portée de la règle énoncée par elle une dizaine d'années auparavant.

Mentionnons aussi l'existence d'une certaine protection contre le fractionnement abusif des inculpations, dont les limites précises n'ont toutefois pas encore été définies, et enfin le texte de l'alinéa 11b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*.⁶

La recherche d'un équivalent en français

S'il est vrai que les règles d'application élaborées en droit canadien ne sont pas des plus simples, le concept de *double jeopardy* n'a en soi rien de mystérieux, comme nous l'avons vu. D'origine très ancienne, il répond à un souci d'équité tout naturel; aussi le retrouve-t-on dans la plupart des systèmes de droit modernes.

Il y a gros à parier, toutefois, que bien des avocats (exception faite des spécialistes canadiens du droit pénal) ne sauront pas

exactement de quoi il retourne s'ils entendent l'expression **double péril**, en français; et c'est en vain qu'on la cherchera tant dans les dictionnaires de langue courante que dans les dictionnaires de droit. D'autre part, on n'étonnera personne en disant qu'il y a quelque chose d'artificiel à vouloir traduire littéralement un terme figuré comme *double jeopardy*, dans le vain espoir que l'ensemble du champ sémantique acquis par ce terme au fil des siècles dans la langue de départ se trouvera comme par enchantement transposé dans la langue d'arrivée. Soyons réalistes, l'expression **double péril** évoque bien peu de chose pour un francophone, et l'image qu'elle éveille est mal choisie pour désigner l'un des principes de base du droit pénal.

D'autres expressions sont parfois utilisées en droit canadien pour traduire la notion de *double jeopardy*, soit **double incrimination** et **dualité de poursuites pour un même fait**. Si la première a l'avantage de bien décrire la situation de l'accusé du strict point de vue de la procédure pénale, elle nous semble déficiente dans la mesure où elle n'évoque aucunement la menace qui pèse contre l'accusé dont les agissements ont déjà fait l'objet d'une décision ayant force de chose jugée. La seconde laisse sans doute moins à désirer sous ce rapport, mais son caractère descriptif la rend terriblement lourde et tend à banaliser le phénomène juridique en cause.

Devant les difficultés que semble poser la recherche d'un équivalent, que faut-il penser? La langue française serait-elle dépourvue des ressources qu'il faut pour décrire le concept qui nous intéresse ici? Celui-ci n'est pourtant pas propre à la culture et au droit anglo-saxons... Aussi convient-il sans doute, avant de déclarer forfait, de jeter un coup d'œil du côté du droit français, pour le cas où l'on y trouverait la solution à notre problème terminologique.

Le droit pénal en vigueur en France, comme celui de la plupart des pays, comporte effectivement un principe similaire à la *rule against double jeopardy*, qui « s'appuie [...] à la fois sur des considérations d'intérêt général et sur l'intérêt du justiciable.⁷ » Cela dit, on ne s'étonnera pas que, conformément au génie de la langue, il soit désigné par une formule plus abstraite – et plus évocatrice, tout compte fait – que celle de **double péril**.

« Le principe de l'**autorité de la chose jugée**, en effet, interdit, après décision irrévocable, de poursuivre à nouveau pour les mêmes faits une même personne⁸. Les décisions rendues par les tribunaux répressifs acquièrent l'**autorité de chose jugée** lorsque « les parties au procès ont épuisé les recours que la loi leur ouvre [...] ou lorsqu'elles ont laissé passer les délais légaux sans les exercer⁹. Elles sont, autrement dit, revêtues à partir de ce moment-là d'« une véritable présomption de vérité¹⁰.

L'article 368 du *Code de procédure pénale* énonce la règle en quelques mots : « Aucune personne acquittée légalement ne peut plus être reprise ou accusée à raison des mêmes faits, même sous une qualification différente¹¹.

La correspondance entre le principe de l'**autorité de la chose jugée** et le principe de *double jeopardy* paraît indéniable, à vrai dire elle saute aux yeux. Pourquoi, dès lors, se priverait-on de recourir à l'expression utilisée en droit français, lorsqu'il faut rendre la notion de *protection against double jeopardy*?

L'autorité de la chose jugée

C'est le parti adopté dans la version française d'un récent document de travail de la Commission de réforme du droit du Canada intitulé *L'autorité de la chose jugée*, la réponse à l'accusation et le verdict.¹² La Commission y présente un exposé très complet des règles applicables en la matière et des nombreuses difficultés qu'elles suscitent; elle y propose en outre d'importantes réformes.

Le recours à l'expression **autorité de la chose jugée** n'a posé aucun problème sérieux, malgré sa rareté dans la jurisprudence et la doctrine pénales canadiennes. En fait, cette solution ne présente que des avantages : concision du terme, clarté, caractère idiomatique, parfaite compatibilité avec le droit canadien.

La seule difficulté rencontrée découle du terme *res judicata* figurant parfois dans la jurisprudence de la Cour suprême du Canada. Il a été rendu dans l'arrêt *Kienapple* par **autorité de la chose jugée**. C'est à première vue tout à fait logique, vu le sens habituellement attribué à *res judicata* en common law.¹³ Mais en l'occurrence, le juge

Laskin avait « choisi cette expression pour désigner le principe particulier qu'il y énonçait¹⁴, soit la règle interdisant les déclarations de culpabilité multiples. Cela n'a malheureusement pas contribué à simplifier les choses dans un domaine où elles étaient déjà passablement complexes – si bien que la Cour suprême ne semble plus trop savoir sur quel pied danser au sujet de cette insaisissable *res judicata*.¹⁵ Dans l'arrêt *Prince*, le juge en chef Dickson, estimant que « l'on peut être fondé à critiquer les termes employés par la majorité [dans *Kienapple*]¹⁶ », a pratiquement sonné le glas du recours à cette expression pour désigner la règle interdisant les déclarations de culpabilité multiples.

Le terme *res judicata* est du reste repris tel quel (et non rendu par **autorité de la chose jugée**) dans la version française de l'arrêt *Van Rassel*¹⁷, même s'il est question en l'espèce du sens que la Cour lui avait attribué dans *Kienapple*. Sans doute le souci de la rigueur juridique l'a-t-il emporté sur la cohérence terminologique.

Quoi qu'il en soit, dans le cas où l'expression serait employée à l'avenir dans son sens véritable, rien n'empêcherait sans doute de la traduire par **autorité de la chose jugée**. Certes, si le concept de *double jeopardy* relève spécifiquement du droit pénal, celui de *res judicata* revêt un caractère plus général et est normalement utilisé en droit civil. Et comme le premier est l'application du second en matière pénale, on pourrait penser qu'il serait dangereux et maladroit d'utiliser le même terme pour désigner à la fois la partie et l'ensemble. Or nous ne sommes pas de cet avis, car il s'agit toujours du même principe. Bien sûr, ses modalités d'application pourront varier selon que la procédure est de nature pénale ou civile. Mais quand on y songe, cela n'a rien de bien extraordinaire : si la responsabilité pénale est différente de la responsabilité civile, le substantif utilisé demeure le même; il suffit de le qualifier au besoin.

Dans ces conditions, on aurait sûrement tort, d'une part, de s'évertuer à élaborer des traductions toutes plus ou moins bancales pour désigner une réalité que la langue française est parfaitement à même de nommer et, d'autre part, de renoncer aux avantages manifestes que présente l'emploi de la notion d'**autorité de la chose jugée** comme équivalent de la *rule against double jeopardy*.

Notes

1. R. c. *Van Rassel*, (1990) 1 R.C.S. 225, p. 233.
2. "Roman law recognized the rule against jeopardy and probably influenced its adoption into English Law both directly and through ecclesiastical law". M.L. Friedland, *Double Jeopardy*, Oxford, Clarendon Press, 1969, p. 6.
3. R. c. *Kineapple*, (1975) 1 R.C.S. 729.
4. Arrêt *Kienapple*, précité, p.751.
5. (1986) 2 R.C.S. 480.
6. « Tout inculpé a le droit (...) d'une part de ne pas être jugé de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement acquitté, d'autre part de ne pas être jugé ni puni de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement déclaré coupable et puni ».

7. Béliveau, Pierre et Pradel, Jean, *La justice pénale dans les droits canadien et français*, Montréal, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1986, p. 293.
8. *Ibid.*
9. Merle, Roger et Vitu, André, *Traité de droit criminel*, Paris, Cujas, 1967, p. 1213.
10. *Ibid.*
11. Béliveau, Pierre et Pradel, Jean, *Op. cit.*, p. 293.
12. *Commission de réforme du droit au Canada*, Ottawa, 1991.
13. Normalement, l'expression *res judicata*, en common law, revêt un sens très général; *Black's Law Dictionary*, St. Paul, West Publishing, 5^e éd., 1979, p. 1174 : "Rule that a final

judgment rendered by a court of competent jurisdiction on the merits is conclusive as to the rights of the parties and their privies, and as to them, constitutes an absolute bar to a subsequent action involving the same claim, demand or cause of action".

14. R. c. *Van Rassel*, précité, p. 233 (le juge McLachlin).
15. Voir les observations du juge en chef Dickson dans l'arrêt R. c. *Prince*, précité, p. 489, et celles du juge McLachlin dans l'arrêt *Van Rassel*, précité, p. 233.
16. Précité, p. 489.
17. Précité, p. 233.

Preparing Vocabularies and Glossaries: A Guide for the Uninitiated

by Helen Hutcheson

As a translator, reviser or writer, have you ever wondered how vocabularies and glossaries are compiled at the Terminology and Linguistic Services Directorate (TLSD) of the Department of the Secretary of State of Canada? And what exactly is the difference between these two types of reference works?

A vocabulary is a list of terms relating to a specific subject field, together with equivalents and definitions (or explanations) in two or more languages¹ while a glossary is a list of terms that pertains to a specific subject field, together with equivalents (but no definitions) in one or more languages.² At the TLSD, terminologists involved in preparing these two types of works must establish a base list, check the term pairs retained, prepare notes and definitions, consult subject-field specialists, complete the required technical steps, compile a bibliography and write the introductory pages. As with any publication, this is a rewarding yet time-consuming task requiring careful attention to minute detail.

One of the first steps in the preparation of a vocabulary or glossary may be scanning, that is, the careful reading of unilingual or bilingual documents pertaining to a given subject field and selection of terms or equivalents for the purpose of compiling a base list.³ Articles are selected for scanning based on an analysis of the subject field. Technical terms, as well as some phrases and contextual equivalents, are extracted from these texts, stored electronically, alphabetized and used as the basis for further research.

Records from a terminological data bank may be selected to establish a base list. At the TLSD, records are extracted from TERMIUM – the Government of Canada's linguistic data bank – using any combination of the following parameters: project codes, subject-field codes and originator codes. At present, TERMIUM itself is capable of generating a glossary or vocabulary format, a capability that will be used more fully when the current system upgrade is completed.

A vocabulary or glossary may also be produced using a pre-established base list. In this case, the client supplies the terminologist with a list of terms compiled by that client's translation section. This procedure is followed in the preparation of departmental glossaries, which contain the terminology related to a particular federal government department or agency.

Once the base list has been established, the accuracy of the terms is checked. During this phase, duplicate entries and incorrectly extracted expressions are deleted. General vocabulary and terms not directly related to the subject field under study are eliminated. Equivalents are verified by consulting bilingual, multilingual and unilingual sources, as well as TERMIUM and possibly other term banks. If necessary, an on-line literature search is conducted to determine the exact meaning of a source-language term. As a result of this research, additional synonyms, variants, abbreviations and explanations may be found.

The terminologist ensures that each entry deals with a single concept, and hence, that all synonyms are consolidated into one entry. When terms in one language do not designate the same concept but have the same equivalent in the other language, a separate entry is created for each concept.

For example:

royalty
redevance; royauté (à éviter)

A periodic payment to the owner of land for oil, coal or minerals extracted.

Dans l'industrie minière, contribution imposée au titulaire d'un titre d'exploitation et payable en nature ou en espèces.

royalty
redevance; tantième (pour les redevances calculées en pourcentage); royauté (à éviter)

Remuneration to a patentee for the use of his/her invention.

Somme versée en contrepartie de l'utilisation de marques ou de brevets.

In the publication, lexicalized forms of expressions must be recorded. For example, instead of retaining *volume de la production*, the unit is listed in the vocabulary or glossary as *volume de production*; *ajustement des structures* becomes *ajustement de structure*; and deliver their findings; issue their findings: *déposer leurs constatations* is entered as deliver findings; issue findings: *déposer les constatations*.

The terminologist must also ensure that each entry term is in the singular form, unless the plural must be used to designate a particular concept.

Entries within the publication must be compared with one another to maintain uniformity in presentation. Where possible, each work should be consistent with all other vocabularies and glossaries published by the TLSD.

In addition to carrying out these validation procedures, the terminologist must ensure that the manuscript conforms to the TLSD's technical rules for the presentation of publications.⁴ According to these rules, parentheses are used within terms to indicate plurals or optional hyphens.

For example:

action	mesure(s)
inventory	stock(s)
framework agreement	accord (–) cadre

To avoid repeating variants within an entry, notes may be used to explain usage. For example, so as not to repeat the variant **anti-dumping** in each entry where **antidumping** was used in the *Vocabulary of Free Trade*, the following note was added:

Anti-dumping is commonly spelled with a hyphen by such international organizations as the GATT. However, American usage favours **antidumping** without a hyphen. This is the form that has been used in the Canada-U.S. Free Trade Agreement.

As a general rule, Canadian grammatical usage is reflected in the TLSD's publications, and the general linguistic references consulted during the project include *The Canadian Style*,⁵ *Gage Canadian Dictionary*,⁶ and *Guide du rédacteur de l'administration fédérale*.

Geographical labels appear in parentheses after the term to which they refer. The labels for countries are taken from *Codes for the Representation of Names of Countries* (ISO 3166)⁸. English labels for provinces are taken from *The Canadian Style*, while the corresponding French labels are taken from *Guide du rédacteur*. The following examples illustrate the use of geographic labels in TLSD publications:

corn header; corn head; corn attachment; maize attachment (GBR) (agricultural machinery)
bec cueilleur à maïs; bec diviseur à maïs; bec à maïs

NOTA Élément d'une moissonneuse-batteuse adaptée pour la récolte du maïs.

qualification officer (N.B.)
agent d'habilitation (N.-B.)

qualification share; qualifying share
action statutaire (CAN); action d'éligibilité (CAN); action de garantie (FRA)

Another common usage label is **formerly called** (f.c.). Where necessary the acceptability rating (**avoid**/à éviter) is placed after the term to which it applies. The use of these labels is illustrated by the following examples:

Canadian International Trade Tribunal; CITT;
Canadian Import Tribunal (f.c.); CIT (f.c.);
Tariff Board (f.c.)
Tribunal canadien du commerce extérieur; TCCE; Tribunal canadien des importations (app. ant.); TCI (app. ant.); Commission du tarif (app. ant.)

trade diversion; diversion of trade; trade deflection (avoid); deflection of trade (avoid); trade deviation (avoid); deviation of trade (avoid)

détournement des courants commerciaux; déplacement des courants commerciaux; déplacement des échanges; détournement des échanges

discount brokerage
courtage réduit; courtage d'escompte (à éviter)

In both vocabularies and glossaries, parts of speech are indicated, as shown by the following example, when there is a risk of confusion.

overstock (n.); overflow (n.)
surinvestissement; excès de stock; surstock; stock excédentaire
Quantité d'articles en stock excédant les prévisions concernant le mouvement des marchandises.

overstock (v.)
surstocker; constituer un stock excédentaire
Stocker une quantité d'articles excédant les prévisions concernant le mouvement des marchandises.

Because the glossary series is targeted to a general audience, gender for French entry terms is always included in parentheses after the term. The terminology-bulletin series is produced for a more specialized audience, and gender is indicated only when considered necessary.

For example:

comfith
NOTE A sugar cane by-product used in live-stock feeding.

comfith (n.m.)
NOTA Cœur melleux de la canne à sucre, utilisé pour l'alimentation du bétail.

The terms are always arranged in strict alphabetical order; however, they may be inverted in order to give better access to the expression. For example, **in bond** would be listed as **bond, in**.

After the research phase has been completed, the terminologist drafts explanations and notes, which may be enclosed in parentheses after the term.

For example:

acceptance by signature (of an agreement)
acceptation par voie de signature (d'un accord)

brokerage fees; brokerage charges (for the importation and exportation of goods)
frais de courtage (liés à l'importation et à l'exportation des produits)

In vocabularies, complex concepts are clarified using observations; further, those terms most important to the subject field are defined. Various definitions and contexts in a number of sources are examined to determine the characteristics of the concept which are then combined with a generic form to create the definition. The abbreviation **cf.** is used to refer the user to a related entry.

For example:

consumer subsidy equivalent
équivalent subvention à la consommation

The level of subsidy, in terms of a direct income payment, that would be required to compensate consumers of agricultural and food products for the removal of current government programs.

Niveau de subvention, sous forme de versements directs, qui serait nécessaire pour dédommager les consommateurs de produits agricoles et alimentaires à la suite de l'élimination des programmes gouvernementaux en place.

cf. producer subsidy equivalent

Consultations with specialists working in the subject field are essential to the terminologist and to his work. The author collaborates with translators or specialists working in the field to discuss term selection for the base list, to verify the accuracy of the term pairs and, most importantly, to find solutions for problem entries.

Once all pertinent comments have been reviewed and incorporated into the working document, the terminologist proceeds to the technical phase of the work plan. For undefined terms or expressions, entries are created in which each synonym becomes, in its turn, a headword. For defined terms or expressions, only the synonym appears in its place in the alphabetical order,

followed by a SEE reference to the headword. The following examples clarify these procedures.

check stub; cheque stub; stub
talon de chèque; talon; souche

cheque stub; check stub; stub
talon de chèque; talon; souche

stub; check stub; cheque stub
talon; talon de chèque; souche

daily loan
 SEE day loan

day loan; day-to-day loan; daily loan
prêt au jour le jour
 (S.C., 1980, c. 40, art. 208(7)(e))

Money lent to a money-market dealer by a bank on a day-to-day basis, i.e. being subject to repayment on the same day it is called.
Prêt accordé par une banque aux agents agréés du marché monétaire et remboursable le jour même où la banque l'exige.

day-to-day loan
 SEE day loan

So as to make the publication accessible to both of Canada's official language groups, a French-English glossary is included in each work. The compilation of this section provides the terminologist with the opportunity to verify the uniformity of the French terms and expressions and to consolidate entries, if necessary.

During the research phase of the project, the terminologist compiles a list of titles used for scanning and for the validation of terms. At the TLSD, this list is then submitted to cataloguing services and a bibliography is produced.

The last step in the publication process is the writing and editing of the introductory pages. These include a table of contents, a foreword signed by the Assistant Under Secretary of State for Official Languages and Translation, an introduction, acknowledgements and a user's guide.

The publications in the terminology-bulletin and glossary series have been well-received in Canada and abroad and have proven useful reference tools for translators, revisers, writers and public servants. It is, without a doubt, the time, effort and care invested by the terminologist and others in all phases of the publication process that produce these excellent results.

Notes

1. *A Collection of Terms and their Definitions used in the Terminology Directorate*, Secretary of State, prepared by English Committee, Mariam Adshead ... et al. = *Termes et définitions en usage à la Direction de la terminologie*, Secrétariat d'État, établi par le comité français, Michèle Cossette ... et al., Ottawa: Secretary of State, Translation Bureau, 1983, p. 66.
2. *A Collection of Terms and their Definitions*, p. 43
3. *A Collection of Terms and their Definitions*, p. 53.
4. *Guide de présentation des publications*, Direction de la terminologie et des services linguistiques; établi par Suzanne Méthot et Robert Potvin, Secrétariat d'État du Canada, 1990.
5. Department of the Secretary of State of Canada, *The Canadian Style: A Guide to Writing and Editing*, Toronto: Dundurn Press, 1985.
6. Avis, Walter S. ... et al., *Gage Canadian Dictionary*, Toronto: Gage Pub. Co., 1983.
7. *Guide du rédacteur de l'administration fédérale*, Ottawa: Direction de l'information, Bureau des traductions, Secrétariat d'État, 1984.
8. International Organization for Standardization, *Codes for the Representation of Names of Countries* (ISO 3166), Switzerland, 1981.

Collaboration, coopération

par Line Gingras

Condensé

Les termes **collaboration** (**collaborer**, **collaborateur**) et **coopération** (**coopérer**, **coopérateur**), pris dans leur sens général, évoquent tous deux l'action de travailler conjointement avec quelqu'un. Les définitions et les exemples que proposent les dictionnaires montrent qu'il ne faut pas limiter l'emploi de **coopération** à des acceptions spécialisées – en économie et en politique internationale – ni celui de **collaboration** au domaine intellectuel. L'histoire de ces termes, tout en expliquant les tendances de l'usage actuel, incite elle aussi à éviter les distinctions tranchées.

La question est traitée en détail dans l'exposé qui suit.

Quelle distinction faut-il faire entre **collaboration** (**collaborer**, **collaborateur**) et **coopération** (**coopérer**, **coopérateur**)? Les dictionnaires de synonymes fournissent quelques indications : d'après le Bénac, le **collaborateur** se livre à des travaux surtout intellectuels, et le **coopérateur** à des travaux le plus souvent matériels; le Bailly affirme que **coopérer** dit moins que **collaborer**, parce que **coopérer** peut supposer simplement un apport, sans impliquer une participation complète et voulue; enfin, le *Nouveau Dictionnaire des synonymes* conseille d'utiliser **collaborer**, de préférence à **coopérer**, dans le sens de **travailler de concert avec quelqu'un ou quelque chose**, parce que **coopérer** [peut] avoir d'autres emplois. Nous reviendrons sur chacune de ces opinions.

Est-il exact que la **collaboration** soit d'ordre plus intellectuel que la **coopération**? Les définitions générales que proposent les dictionnaires modernes ne fournissent pas de réponse à cette question. **Collaborer**, d'après le *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse*, c'est **travailler de concert avec quelqu'un, l'aider dans ses fonctions**,

ou **participer avec un ou plusieurs autres à une œuvre commune**. **Coopérer**, d'après le *Dictionnaire du français Plus*, c'est **opérer, travailler conjointement avec quelqu'un**; d'après le *Trésor de la langue française*, c'est **agir, travailler conjointement avec quelqu'un en vue de quelque chose, participer, concourir à une œuvre ou à une action commune**. Les exemples seraient-ils plus révélateurs? Certains, trop schématiques, ne nous sont d'aucune utilité; d'autres semblent montrer que les deux séries de termes sont essentiellement très proches :

La revue s'est assurée la **collaboration** de plusieurs écrivains de talent.

Ce projet est le fruit de la **coopération** de plusieurs bureaux d'études.

De nombreux spécialistes ont **collaboré/coopéré** à la rédaction du dictionnaire.

J'ai le regret de vous dire qu'étant tout à fait étranger au théâtre par mes travaux, il me serait impossible de **coopérer** à un recueil dont c'est le principal objet. (Sainte-Beuve.)

[M. d'Andilly] **coopéra** [...] à l'œuvre d'épuration et d'élégance de Balzac et de Vaugelas. (Sainte-Beuve.)

Ingénieurs et ouvriers ont **collaboré** à la modernisation de l'usine.

Ces deux associés **coopèrent** loyalement.

Coopérer à l'organisation d'un congrès.

Certes, il n'ignorait pas que dans les affaires de contre-espionnage la police **collabore** avec les militaires [...] (J. Romains.)

Le Gouvernement britannique était disposé à **coopérer** avec le Comité national à la création en France d'une organisation destinée à réaliser l'unité des Français dans la résistance à l'ennemi. (De Gaulle.)

Elle parut heureuse de **collaborer** à une entreprise d'hommes et prit la grosse cale dans ses petites mains. (Pagnol.)

Plusieurs nageurs ont **coopéré** au sauvetage.

Le directeur a remercié ses **collaborateurs**.

Jean-Jacques Olier fut le contemporain et le **coopérateur** de Vincent de Paul. (Renan.)

En toute **coopération** on est, en quelque sorte, dépendant de ses collaborateurs et solidaire avec eux. (Sainte-Beuve.)

M. Bouguer a dit, après son retour, qu'aucun de ses **coopérateurs** [dans la mesure d'un méridien à l'équateur] ne lui avait été plus utile que M. de Jussieu. (Condorcet.)

On aura constaté que notre liste fait une large place à la série **coopération, coopérer, coopérateur** : nous avons voulu, en effet, ne laisser subsister aucun doute sur la possibilité d'employer ces termes dans un sens très général; il ne s'agit pas, bien entendu, de leur accorder la préférence, mais seulement d'établir qu'ils peuvent s'appliquer à des travaux intellectuels, de même que **collaboration, collaborer et collaborateur** peuvent sortir du domaine de l'intellect. Nous devons signaler, cependant, que les dictionnaires donnent un grand nombre d'exemples d'emploi de la série **collaboration** dans les disciplines scientifiques, littéraires ou artistiques, alors qu'ils proposent pour **coopération**, le plus souvent, des exemples assez neutres (nous faisons ici abstraction des acceptions spéciales). Cette distinction semble refléter dans une certaine mesure l'avis de Bénac, sans toutefois justifier que l'on écarte **coopération** dans un contexte intellectuel, ni **collaboration** dans un contexte non intellectuel. L'histoire des deux séries de termes démontre au contraire qu'il ne faudrait pas dresser entre elles un mur infranchissable.

De **coopération** et de **collaboration**, c'est le premier terme qui est le plus ancien, et de quatre siècles. De fait, il semble que les premières attestations de **coopération** et de **coopérer** remontent au XIV^e siècle; **coopérateur**, lui, serait apparu au XVI^e siècle.

Dès l'origine, **coopération** aurait évoqué l'action de **participer à une œuvre faite en commun** (*Grand Larousse*); plus particulièrement, il aurait relevé du vocabulaire de la théologie : les dictionnaires consignent comme très ancienne l'expression **coopération à la grâce**, de même que les tours – apparemment un peu plus récents – **grâce coopérante**, **coopérer à la grâce**, **coopérateur de sainte doctrine**, **coopérateur de Dieu** (nous adoptons la graphie moderne).

Les termes **collaboration** et **collaborateur**, pour leur part, n'ont fait leur apparition qu'au milieu du XVIII^e siècle. **Collaboration** aurait d'abord été employé en jurisprudence, pour désigner les **travaux communs du mari et de la femme** (*Grand Larousse*); il n'aurait pris son acception moderne – **action de travailler avec quelqu'un, de contribuer à une œuvre, à un résultat** – qu'au XIX^e siècle. Quant à la première attestation de **collaborer**, elle est encore plus proche de nous : certains auteurs la datent de 1830, d'autres de 1842.

En revêtant une acception très générale, la série **collaboration**, **collaborer**, **collaborateur** faisait double emploi avec **coopération**, **coopérer**, **coopérateur**; pour cette raison peut-être, **collaborer** (à une œuvre littéraire) s'est attiré en 1855 les foudres d'un académicien (le poète Viennet). Cette attaque, qui paraît ridiculement vaine aujourd'hui, laisse croire que le néologisme était déjà en vogue chez les écrivains (la même année, un autre homme de lettres [Legouvé] a employé **collaboration** dans son discours de réception à l'Académie; même Balzac, mort en 1851, a voulu **collaborer** à un journal); très tôt, d'ailleurs, la nouvelle addition au vocabulaire des intellectuels a été entérinée par les dictionnaires : les lexicographes de la deuxième moitié du XIX^e siècle (Littré, Bescherelle, puis Hatzfeld et Darmesteter) ont consigné **collaboration**, **collaborer** et **collaborateur** comme appartenant au domaine de l'esprit, plus particulièrement au domaine de la littérature. Sans cette spécialisation, nous nous expliquerions difficilement que l'Académie, d'ordinaire si prudente, ait reçu **collaborer** dès 1878, avec l'exemple **Trois auteurs collaborèrent à ce vaudeville**. On remarquera par ailleurs, en relisant les trois citations de Sainte-Beuve que nous avons incluses dans la liste d'exemples présentée plus haut, que l'écrivain disparu en 1869 semble avoir eu de la réticence à employer **collaborer** et **collaboration**, même dans un contexte de travail

intellectuel. Ainsi, dans le dernier passage, l'emploi de **collaborateurs** ne s'explique peut-être que par la présence, dans la même phrase, de **coopération**.

Cela dit, il nous paraît vraisemblable que l'appui accordé par les lexicographes de la deuxième moitié du XIX^e siècle à l'emploi de **collaboration** dans le domaine intellectuel ait à son tour favorisé cette tendance de l'usage. Il faut toutefois reconnaître que **coopération** n'a pas cessé de s'appliquer lui aussi aux ouvrages de l'esprit, et que le sens de **collaboration** s'est étendu à d'autres domaines – les définitions actuelles et les exemples cités plus haut en témoignent.

Au XIX^e siècle, cependant, alors que **collaboration** venait concurrencer **coopération** auprès des littéraires, puis des intellectuels en général, **coopération** prenait lui-même une acception nouvelle qui allait tendre à l'enfermer dans une langue de spécialité : en 1828, il venait à désigner une méthode d'action préconisée par l'économiste anglais Robert Owen, par laquelle des individus ou des familles ayant des intérêts communs constituent une entreprise où les droits de tous sont égaux et où le profit réparti est réparti entre les seuls associés au prorata de leur participation à l'activité sociétaire (*Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse*) [signalons au passage que ces associés sont appelés aujourd'hui des **coopérateurs**].

Cet emploi spécialisé a tellement de vigueur que l'auteur de *Langage et Traduction*, Pierre Daviault, le considère comme seul véritablement admissible en français – passant sous silence le fait qu'il vient tout droit de l'anglais. Daviault attribue par contre à l'influence de l'anglais l'emploi de **coopération** au sens large; en dépit de la définition et des exemples que donne le Grand Robert, dont la première édition a pourtant été publiée à compter de 1953, il laisse entendre que **coopération**, en se spécialisant, aurait perdu son acception générale d'action en commun.

Cet avis pour le moins téméraire nous semble concorder en partie avec l'opinion, plus nuancée, des auteurs du *Nouveau Dictionnaire des synonymes*; selon eux, il faudrait employer **collaborer** de préférence à **coopérer**, dans le domaine intellectuel, pour réserver **coopérer** à d'autres emplois.

Au nombre de ces derniers figure encore la nouvelle acception spéciale qu'a prise le terme **coopération** au milieu du XX^e siècle, avec la multiplication des échanges internationaux : il désigne soit une politique d'entente et d'échanges entre deux États, soit, le plus souvent, une politique par laquelle un pays apporte sa contribution au développement économique et culturel d'autres nations, par exemple en mettant à leur disposition des ingénieurs, des médecins, des techniciens (ces spécialistes ne sont pas des **coopérateurs**, toutefois, mais des **coopérants**).

À la différence de **coopération**, le terme **collaboration**, lui, appartient à la langue générale, si l'on excepte le sens particulier qu'il a pris au cours de la Seconde Guerre mondiale : sous l'Occupation, il a désigné la politique de rapprochement et de coopération avec l'occupant allemand, de même que le mouvement favorable à cette politique. À ce propos, nous ferons observer que, sur les six citations du général De Gaulle que nous avons relevées pour les besoins de la présente étude (voir le dixième exemple de la liste donnée plus haut), cinq contiennent le nom **coopération** ou le verbe **coopérer**; une seule, qui s'oppose d'ailleurs aux premières par l'identité des agents de l'action, contient le nom **collaboration**. Comparer les exemples suivants :

L'entrée des États-Unis dans la guerre leur imposait de **coopérer** avec la France libre.

La **collaboration** de Vichy avec l'Allemagne.

De Gaulle aurait-il été influencé par les militaires anglais qu'il a côtoyés à Londres? Nous croyons plutôt qu'il a voulu éviter, en parlant des ennemis de l'Allemagne nazie, un terme qu'ils auraient pu trouver insultant. Quoi qu'il en soit, pour De Gaulle comme pour beaucoup d'autres Français assurément, c'est **coopération** qui avait à cette époque une acception générale, et **collaboration** qui avait pris un sens spécialisé. Aussi un linguiste réputé a-t-il pu écrire, en 1950 :

«[...] Depuis la guerre le mot **collaborateur** a pris le sens de partisan et artisan de la **collaboration** avec l'ennemi. D'où hésitation, souvent, à employer ces termes avec leur sens antérieur de **coopération au travail**. (Marcel Cohen, cité dans le *Dupré*.)

La guerre finie, **collaboration**, **collaborateur** et **collaborer** ont retrouvé peu à peu leurs emplois normaux – ainsi que le constatent les auteurs de l'Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain.

Nous avons passé en revue les principaux emplois qu'ont eus **collaboration** (**collaborer**, **collaborateur**) et **coopération** (**coopérer**, **coopérateur**). En esquisant l'histoire de ces termes, nous avons pu confirmer ce que les définitions et les exemples indiquaient déjà, c'est-à-dire que les deux séries ont la même acception générale, bien que **collaboration** semble s'appliquer davantage au travail intellectuel que **coopération**, et que **coopération** ait des emplois spécialisés en économie politique et en relations internationales. Cependant, l'information que nous avons recueillie ne nous autorise pas à entériner l'affirmation de Bailly, que **coopérer** dit moins que **collaborer** parce que **coopérer** peut supposer simplement un apport, sans impliquer une participation complète et voulue. Il est vrai que certaines définitions, considérées isolément, sembleraient établir une distinction de cet ordre entre les deux termes, mais d'autres apportent des éléments qui interdisent pareille différenciation; de fait, on s'en sera rendu compte à l'étude des définitions et des exemples que nous avons rapportés plus haut, **collaboration** et **coopération** supposent tous deux un travail conjoint, une action commune.

Nous avons relevé d'ailleurs, dans le *Dictionnaire des anglicismes* de Colpron, une opinion qui contredit on ne peut plus nettement celle de Bailly :

[...] la **coopération** est la participation à une œuvre ou une réalisation commune sentie comme un but choisi, tandis que la **collaboration** consiste surtout à prêter son concours dans une activité quelconque, sans que le but poursuivi soit senti comme une œuvre particulière que l'on a choisie ou entrepris soi-même de réaliser.

Il faudrait inverser les termes pour que les deux points de vue s'accordent... De toute manière, ni l'un ni l'autre ne trouve de justification dans les dictionnaires généraux.

Gérard Dion, dans son *Dictionnaire canadien des relations du travail*, n'établit pas non plus la distinction à laquelle s'atta-

chent Colpron et Bailly : s'il rend *labour-management cooperation* par **coopération patronale-syndicale**, il traduit par contre *labour-management cooperation committee* par **comité de collaboration patronale-ouvrière**.

Conclusion

Si **collaborer** est aujourd'hui d'usage plus général que **coopérer**, si la **collaboration** s'applique davantage à des travaux intellectuels que la **coopération**, on n'est pas autorisé pour autant à condamner comme anglicisme l'emploi de **coopérer**, **coopération** ou **coopérateur** hors de leurs domaines de spécialité. Nous croyons utile de signaler, par ailleurs, que nous avons trouvé les locutions en **coopération avec** et **avec la coopération de**, tout comme **en collaboration avec** et **avec la collaboration de** – les premières semblent moins fréquentes, mais elles sont admises (voir *Le Grand Robert* et le *Trésor de la langue française* à **collaboration**).

Bibliographie

Note : Notre étude a amené la consultation de cent quatre ouvrages. Il serait fastidieux d'énumérer ici tous ceux qui nous ont été utiles; nous ne citons par conséquent que les principaux.

Bailly, René. *Dictionnaire des synonymes de la langue française*, Paris, Larousse, 1970.

Bélisle, Louis-Alexandre. *Dictionnaire nord-américain de la langue française*, Montréal, Beauchemin, 1979.

Bénac, Henri. *Dictionnaire des synonymes conforme au Dictionnaire de l'Académie française*, Paris, Hachette, 1987.

Bescherelle, Louis Nicolas. *Nouveau Dictionnaire national ou Dictionnaire universel de la langue française : répertoire encyclopédique des lettres, de l'histoire, de la géographie, des sciences, des arts et des industries*, Paris, Garnier, 1887.

Colpron, Gilles. *Dictionnaire des anglicismes*, Montréal, Beauchemin, 1982.

Dauzat, Albert, Dubois, Jean et Mitterand, Henri. *Nouveau Dictionnaire étymologique et historique*, 3^e éd. revue et corrigée, Paris, Librairie Larousse, 1972.

Davau, Maurice, Cohen, Marcel et Lallemand, Maurice. *Dictionnaire du français vivant*, Paris, Bordas, 1975.

Davault, Pierre. *Langage et Traduction*, Ottawa, Secrétariat d'État, Bureau fédéral de la traduction, 1962.

Dictionnaire Beauchemin canadien, Montréal, Librairie Beauchemin, 1968.

Dictionnaire du français contemporain illustré, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1980.

Dictionnaire du français Plus : à l'usage des francophones d'Amérique, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1988.

Dictionnaire Quillet de la langue française, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1975.

Dion, Gérard. *Dictionnaire canadien des relations du travail*, 2^e éd., Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1986.

Dubois, Jean et al. *Dictionnaire du français contemporain*, Paris, Larousse, 1970.

Dupré, P. *Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain*, Paris, Éditions de Trévise, 3 vol., 1972.

Furetière, Antoine, *Le Dictionnaire universel*, réimpression de l'éd. de 1690 publiée à La Haye par A. et R. Leers, Paris, SNL - Le Robert, 3 vol., 1978.

Genouvrier, Émile, Désirat, Claude et Hordé, Tristan. *Nouveau Dictionnaire des synonymes*, Paris, Larousse, 1977.

Girodet, Jean. *Logos : grand dictionnaire de la langue française*, Paris, Bordas, 3 vol., 1976.

Goosse, André. *Façons de parler*, Gembloux, Duculot, 1971.

Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse, sous la dir. de Claude Dubois, Paris, Larousse, 10 vol., 1982-1985.

Grand Larousse de la langue française, sous la dir. de Louis Guilbert, René Lagane et Georges Niobey, Paris, Larousse, 7 vol., 1971-1978.

Hatzfeld, A. et Darmesteter, A. *Dictionnaire général de la langue française*, Paris, Delagrave, 1964.

Imbs, Paul. *Trésor de la langue française*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, vol. 1- , 1971-

Larousse de la langue française : Lexis, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1979.

Littré, Émile. *Dictionnaire de la langue française*, éd. intégrale, Paris, Pauvert et Gallimard, 7 vol., 1956.

Les Maux des mots, Comité consultatif de la normalisation et de la qualité du français à l'Université Laval, Québec, 1982.

Petit Larousse illustré, Paris, Librairie Larousse, 1989.

Robert méthodique : dictionnaire méthodique du français actuel, réd. dir. par J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1982.

Robert, Paul. *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Casablanca, Société du Nouveau Littré, 6 vol., 1953.

Robert, Paul. *Grand Robert de la langue française, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 2^e éd. ent. revue et enrichie, Paris, Le Robert, 9 vol., 1985.

Robert, Paul. *Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, réd. dir. par A. Rey et J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1989.

Salon, Albert. *Vocabulaire critique des relations internationales dans les domaines culturel, scientifique et de la coopération technique*, Paris, Maison du dictionnaire, 1978.

Note

Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le Comité consultatif des Repères - T/R (1990).



Camionnage et transport routier : deux notions bien distinctes

par Laurent Paquin et Yvan Cloutier

« Un matériel de camionnage n'a pas besoin d'offrir la même fiabilité qu'un long courrier ((transport routier))... »¹

Les usagers de la langue du transport terrestre de marchandises et ce, particulièrement au Québec², confondent souvent le sens des termes **camionnage** et **transport routier**. La raison principale de cette confusion est qu'en Amérique du Nord on appelle **camion** tout véhicule industriel ou ensemble de véhicules de transport routier de marchandises ou de camionnage ayant une capacité de charge utile supérieure à une demi-tonne. Les paragraphes qui suivent tenteront de cerner ces notions par la description des véhicules motorisés, des véhicules non motorisés et des ensembles de véhicules qui sont propres à chacun de ces types spécialisés de transports terrestres de marchandises. On retrouvera également dans cet article les distinctions importantes entre les types de véhicules suivants : le **camion-porteur**, le **porteur remorqueur**, le **tracteur de semi-remorque**, la **semi-remorque**, la **remorque semi-portée** (remorque à train roulant central) et la **remorque classique** (remorque à avant train).

Les types de véhicules motorisés utilisés pour le camionnage

Le **camionnage**, qui est une spécialité du transport terrestre, consiste à effectuer le transport de marchandises à l'aide de véhicules industriels conçus spécifiquement pour satisfaire aux exigences du transport de marchandises en zone courte, urbaine ou péri-urbaine. Les véhicules motorisés utilisés par le camionneur sont le **camion porteur**, le **porteur remorqueur** ou le **tracteur local**.

Le **camion porteur**, que l'on désigne également sous les formes elliptiques de **camion**, **porteur** ou **straight body**, est un véhicule industriel motorisé conçu pour transporter, sur ses propres essieux, toute la **charge utile** ou **charge payante** légalement admissible. Le **cadre de châssis** ou **châssis** d'un camion porteur sert donc à

supporter le moteur, la chaîne cinématique (c'est-à-dire les organes de transmission) et la cabine de conduite en plus de supporter, par l'intermédiaire d'une carrosserie, la charge à transporter.

Le **camion porteur**, comme son nom l'indique, porte lui-même la charge utile dans une carrosserie industrielle, construite par un carrossier et constituée par une super-structure indépendante de la cabine de conduite. Cette carrosserie ou **boîte** est montée sur la longueur carrossable du cadre de châssis, située entre le dos de la cabine de conduite et l'arrière extrême du cadre. Sur certains camions porteurs, comme le **porteur-fourgon** ou **truck-de-ville**, la carrosserie industrielle est parfois intégrée, c'est-à-dire que la caisse de la carrosserie et l'habitacle forment un tout. Les carrosseries industrielles, qui peuvent être fixes, mobiles ou amovibles, appartiennent à quatre catégories principales : les plateaux ou **plates-formes**, les **fourgons** ou **vannes** ou **boîtes fermées**, les **benne**s ou **dompeuses** et les **citernes**. Le camion porteur est parfois désigné sous les vocables de **véhicule isolé**, de **véhicule rigide** ou de **véhicule d'une seule unité** lorsqu'on veut spécifier qu'il n'est pas conçu pour traîner une remorque.

Dans la langue courante au Québec, le terme **camion** est aussi utilisé pour désigner soit les véhicules industriels circulant sur les routes pour le transport de marchandises, soit les véhicules industriels spéciaux qui assurent l'entretien et la sécurité des villes. Le terme **camion** est aussi largement utilisé dans la langue québécoise pour désigner tout véhicule qui n'est pas un véhicule de tourisme.

Un autre type de véhicule utilisé par le camionneur ou les entreprises ayant à transporter des engins de terrassement est le **porteur remorqueur**. Ce dernier est un **camion porteur**, habituellement carrossé en version plateau ou benne, et construit spécifiquement pour traîner une remorque. Dans ce but, il est doté d'un dispositif de freinage supplémentaire appelé **dispositif de freina-**

ge de remorque et comportant des têtes d'accouplement et des flexibles de liaison montés sur la traverse arrière extrême du cadre de châssis. Cette traverse, appelée **traverse porte-crochet**, est renforcée et dotée d'un dispositif d'attelage vertical appelé **crochet d'attelage**.

Le **porteur remorqueur** peut être attelé à une **remorque d'appoint semi-portée** ou **remorque pup** ou, plus rarement, à une **remorque** de type **classique** : dans ces cas, l'ensemble ainsi constitué prend le nom de **train routier** en français courant et de **camion-remorque** au Québec. L'expression **train routier** désigne plutôt au Québec l'ensemble constitué d'un tracteur routier et de deux semi-remorques. Lorsque le **porteur remorqueur** est utilisé sans être attelé à une remorque, on le désigne souvent par les expressions **véhicule en solo** ou **véhicule solo** pour le différencier du **porteur**.

Le camionneur utilise parfois un ensemble de véhicules composé d'un **tracteur local** ou d'un **tracteur de servitude** (selon le type d'exploitation) et d'une **semi-remorque** généralement plus courte que les semi-remorques utilisées en transport routier. Dans la langue courante au Québec, ce type de **semi-remorque** courte est aussi désigné par les expressions **remorque pup** ou **pup**.

Les types de véhicules utilisés en transport routier

Le **transport routier** consiste à effectuer le transport de marchandises à l'aide de véhicules industriels conçus spécifiquement pour être exploités en zone longue. Le transport en zone longue comprend le **transport de ligne** et le **transport moyenne et longue distances**.

Le **tracteur routier**, aussi appelé **tracteur de semi-remorque** ou **tracteur** (forme elliptique) pour le distinguer du **tracteur agricole**, est le principal véhicule motorisé utilisé en transport routier nord-américain. Il est constitué d'un **châssis-cabine** dont

l'empattement est plus court que celui d'un **porteur** ou d'un **porteur remorqueur**. Dans le but de traîner une semi-remorque, le **tracteur routier** est équipé d'un dispositif de freinage de semi-remorque et d'un dispositif d'attelage horizontal appelé **sellette d'attelage** ou **cinquième roue**. La **sellette d'attelage** est montée sur le **cadre de châssis** au-dessus du pont arrière simple ou tandem du tracteur.

Tracteur, tracteur, tractionnaire, tractionnariat... Le **conducteur** ou **chauffeur**, propriétaire d'un **tracteur routier**, dont la profession consiste uniquement à **tracter** d'un point à un autre des **semi-remorques** appartenant à un tiers est appelé **tractionnaire** et sa profession est le **tractionnariat**. Le terme **voiturier-remorqueur** utilisé au Québec pour désigner un **tractionnaire** est une appellation fautive ; de plus, dans cette expression, le terme **voiturier** est une appellation désuète.

Le **tracteur routier** circulant seul, c'est-à-dire non attelé à une **semi-remorque**, est appelé **tracteur haut-le-pied**. En transport routier, on utilise surtout des ensembles de véhicules qui comprennent un **tracteur routier** attelé à une semi-remorque pour constituer un ensemble articulé ou un **tracteur routier** attelé à deux semi-remorques pour former différents types de trains doubles (ou plus exceptionnellement des trains triples) que l'on désigne fautivement par **trains routiers** au Québec. La première semi-remorque d'un train double est appelée **semi-remorque de tête** et la deuxième **semi-remorque de queue** ou **remorque pup**. Les trains doubles peuvent être de type A, B, ou C selon le mode d'attelage qui relie les véhicules entre eux.

Dans les **trains doubles** de type A ou C, la **semi-remorque de queue** est convertie en remorque à l'aide d'un **diabolo convertisseur**, ou **dolly**, constitué par un **train de roues mobile** (avant-train amovible) sur lequel est monté une **sellette d'attelage**. Cet avant-train est relié à la **semi-remorque de tête** soit par un **timon d'attelage unique** (train double de type A), soit par deux **timons d'attelage** (train double de type C). Dans le cas du train double de type B, l'avant de la **semi-remorque de queue** repose sur une **sellette d'attelage**, laquelle est fixée sur le **porte-à-faux arrière** du **cadre de châssis** de la **semi-remorque de tête**.

L'ensemble de véhicules constitué d'un **tracteur** et d'une **semi-remorque** est appelé **ensemble articulé**, **véhicule articulé** ou **tracteur semi-remorque** en français courant et **camion-remorque** ou **camion de 45 pieds** au Québec. Ces dernières expressions servent aussi à identifier fautivement un ensemble composé d'un **porteur remorqueur** et d'une **remorque**.

Les **types d'attelage** que l'on utilise entre les **véhicules non motorisés** (**remorques** et **semi-remorques**) et les **véhicules motorisés** (**tracteurs** et **porteurs remorqueurs**) sont à l'origine des distinctions que l'on établit entre **véhicule traîné**, **véhicule tracté** et **véhicule remorqué**, d'une part, et les termes **remorque** et **semi-remorque**, d'autre part. Les **remorques** et les **semi-remorques** sont donc des véhicules non motorisés qui sont traînés derrière des véhicules motorisés : les **remorques** sont dites **remorquées** tandis que les **semi-remorques** sont dites **semi-remorquées** ou **tractées** parce que l'avant de la **semi-remorque** repose sur la **sellette d'attelage**, laquelle est montée sur le **tracteur routier**.

On dit d'une façon générique qu'un **véhicule non motorisé** est **traîné** lorsqu'il est tiré derrière un **véhicule motorisé** (i.e. un **tracteur routier** ou un **porteur remorqueur**). Plus spécifiquement, si l'avant du véhicule non motorisé repose sur le train arrière du **tracteur routier** (ou la **semi-remorque de queue** sur le **porte-à-faux arrière** de la **semi-remorque de tête**), on dira que ce véhicule est **tracté** parce qu'une partie importante de son poids exerce une force verticale descendante sur les roues du **tracteur**.

Dans ce cas, le **véhicule non motorisé** prend le nom de **semi-remorque** et il est doté d'un **train de roues** arrière appelé **train roulant**. Ce **train roulant**, fixe ou coulissant, peut être constitué d'un **essieu simple**, d'un **essieu tandem** ou d'un **essieu tridem**. En remplacement du **train de roues** avant, la partie antérieure du soubassement d'une **semi-remorque** est dotée d'une **contre-sellette d'attelage** (ou **plaque d'attelage**) constituée par une **tôle d'attelage** à laquelle est fixée un **pivot d'attelage** ou **cheville ouvrière**. Le **pivot d'attelage** est un axe venant s'accoupler dans les mâchoires de la **sellette d'attelage**, laquelle est montée sur le **tracteur**. Dans le but de soutenir la partie avant de la **semi-remorque** lorsqu'elle est désaccouplée (ou dételée), des supports

télescopiques, appelés **béquilles de semi-remorque**, sont fixés à son soubassement entre la **contre-sellette** et le **train roulant** arrière.

Dans le cas où le **véhicule non motorisé** n'exerce pas une force verticale importante sur le **dispositif d'attelage**, on dira qu'il est remorqué et il prendra le nom de **remorque**. La **remorque classique**, ou **remorque à avant-train**, est munie d'un minimum de deux trains de roues : un à l'avant et l'autre à l'arrière. Le train avant d'une **remorque classique** est appelé **avant-train tournant**. Il comporte un **essieu avant porteur dirigé**, relié au cadre de châssis par un rond à bille de type indéboîtable. Un timon ou une **flèche d'attelage** rigide ou articulé est fixé à l'essieu avant et comporte à son extrémité un **anneau d'attelage** qui sert à recevoir le **crochet d'attelage**. Ce dernier est monté sur la traverse arrière extrême du **cadre de châssis** d'un **porteur remorqueur**. Un autre type de remorque est la **remorque semi-portée**, appelée aussi **remorque équilibrée**, **remorque à train roulant central** ou **remorque pup**. Contrairement à la **remorque classique**, elle est caractérisée par un train roulant unique placé en son centre et est munie d'un **timon** ou d'une **flèche d'attelage** rigide ou coulissant le reliant au **porteur remorqueur**.

Au Québec, les **remorques semi-portées** attelées aux **porteurs-remorqueurs** sont souvent des **remorques porte-engins**, appelées fautivement **fardières** ou **tag-alongs**. Il faut se méfier du terme **remorque** en français courant qui peut également désigner dans un sens très large tout **véhicule non motorisé** qui est traîné par un véhicule motorisé. La mise en garde est d'autant plus importante que ce même terme peut également désigner plus spécifiquement la **remorque classique**, la **remorque semi-portée** et, par ellipse, la **semi-remorque**.

L'embardée

L'embardée est une déviation brusque par rapport à sa trajectoire, que fait un véhicule isolé ou un ensemble de véhicules, après avoir heurté un obstacle à la suite d'une réaction vive du conducteur. En ce qui a trait aux matériels de transport routier de marchandises, une **embardée** peut provoquer la **mise en tête-à-queue** d'un véhicule isolé, c'est-à-dire d'un véhicule non articulé, ou la **mise en portefeuille** d'un

véhicule articulé ou d'un ensemble de véhicules.

La mise en portefeuille

La **mise en portefeuille** se produit à la suite de perte de contrôle d'un ensemble de véhicules par le conducteur. Il s'agit d'une **embardée** qui se produit lorsque l'**angle de débattement latéral** entre le **tracteur** et la **semi-remorque** (**semi-remorque de tête** dans le cas d'un **train double**) est supérieur à 90 degrés dans le plan horizontal à cause du dérapage du **train roulant** de la **semi-remorque**. Les expressions **mise en tête-à-queue**, **mise en travers**, **mise en ciseaux**, **cisaillement**, **camion de 45 pieds recroquevillé** et **véhicule recroquevillé** sont à éviter pour désigner une mise en portefeuille.

La mise en tête-à-queue

L'expression **mise en tête-à-queue** s'applique uniquement à un véhicule non attelé à un autre véhicule (véhicule rigide). Il s'agit d'une **embardée** résultant du dérapage du **train arrière** et qui fait pivoter un véhicule rigide de 180 degrés autour d'un point situé vers les roues avant par suite d'une augmentation soudaine de la dérive sur l'essieu arrière. La **mise en tête-à-queue** provoque le changement complet de direction du véhicule.

La recherche du mot juste dans le domaine du **transport routier** est d'une importance telle qu'elle peut faciliter la rédaction et la compréhension des lois et règlements permettant de mieux décrire les équipements de transport. La citation qui suit témoigne du souci qu'a le législateur de bien délimiter les notions :

En effet, dans l'esprit du législateur la dénomination **train double** correspond à une silhouette très précise, à savoir **tracteur attelé** à une semi-remorque, le tout tractant une seconde **semi-remorque** dont la partie avant repose sur avant-train démontable, et l'autoroute est effectivement ouverte à la circulation d'un tel ensemble. Par contre si le deuxième véhicule n'est pas une semi-remorque, mais une **remorque**, et même si celle-ci présente les caractéristiques en tous points de la **semi-remorque à avant-train démontable** précitée, l'ensemble n'a normalement pas accès à l'autoroute³. »

Notes

1. *Station-service et atelier d'entretien dans les transports routiers*, Les guides de gestion du matériel dans les transports, CELSE éditeur, 1979, p. 11.
2. Les expressions ou termes québécois employés abusivement dans le français courant du Québec sont entre guillemets dans le texte.
3. *Économiser le carburant*, *Gestion de l'énergie dans le transport routier*, Études du Centre de Productivité des Transports, Éditions CELSE, 1977, p. 215.

Bibliographie

Brochures Marius Berliet 1866-1949, dépôt légal 1966-4, imprimé par les maîtres-imprimeurs Dräeger Frères à Montrouge, sans pagination.

A History of Motor Truck Development, published by Society of Automotive Engineers, Inc., 1981, 65p.

The Golden Years of Trucking, published by the Ontario Trucking Association, 1977, 187 p.

Truck Drivers Dictionary and Glossary, American Trucking Association, Washington, ATA, s.d., 36 p.

Critères de choix du matériel routier : marchandise, voyageurs, Centre de productivité des transports, Paris, CELSE, [Compagnie de l'édition libre sociale et économique], 1974, 198 p.

Véhicules routiers, Lamy transport, Paris, 1976, 279 p.

Hommes et camions, Lyon, Renault véhicules industriels. Trimestriel.

Le poids lourd : revue technique internationale du véhicule utilitaire, Paris, S.E.M.I.S, [Société des éditions modernes, industrielles et sportives]. Mensuel.

Lexique

A train – train double de type A; train de roues mobile

anneau d'attelage – *pintle eye; attachable-detachable axle*

attelage – *hitch*

atteler – *hitch, to; hook-up, to*

avant-train – *front axle system*

avant-train amovible – *train dolly; dolly*

avant-train tournant – *kingpin-type front axle system*

axe group – train de roulement; train de roues

axe system – train de roulement; train de roues

B train – train double de type B

balanced full trailer – remorque équilibrée; remorque à train roulant central; remorque semi-portée

benne – Voir carrosserie-benne.

benne basculante – *dump body*

béquille de semi-remorque – *semi-trailer landing gear*

bobtail tractor – tracteur haut-le-pied

body – carrosserie

body builder – carrossier-constructeur

body shell – caisse de carrosserie

bogey – train de roulement; train de roues

boîte (à éviter) – Voir carrosserie.

boîte fermée (à éviter) – Voir fourgon.

brake hose coupler – tête d'accouplement; main d'accouplement (à éviter)

braking device – dispositif de freinage

braking system – dispositif de freinage

broker – tractionnaire; conducteur-propriétaire

C train – train double de type C

cab interior – habitacle

cab to end of frame length – longueur carrossable

cabine de conduite – *driver cab*

cadre – *frame*

cadre de châssis – *chassis frame*

caisse de carrosserie – *body shell*

camion – *truck*

camion de 45 pieds (à éviter) – Voir tracteur de semi-remorque.

camion de 45 pieds recroquevillé (à éviter) – Voir mise en portefeuille.

camion-porteur – *straight truck; rigid truck*

camion-remorque – *truck trailer*

camionnage – *trucking*

camionneur – *trucker*

carrosserie – *body*

carrosserie amovible – *detachable body*

carrosserie fixe – *fixed body; non-detachable body*

carrosserie industrielle – *industrial body*

carrosserie intégrée – *integrated body*

carrosserie mobile – *swap body; mobile body*

carrosserie-benne – *dump body; dump*

carrosserie-citerne – *tank body; tank*

carrosserie-fourgon – *van body; van*

carrosserie-plateau – *platform body; platform*

carrossier constructeur – *body builder*

chaîne cinématique – *drive train*

charge – *load*
charge payante (à éviter) – *payload*
charge utile – *payload*
châssis – *chassis*
chassis – *chassis*
chassis cab – *chassis-cabine*
chassis frame – *cadre de châssis*
châssis-cabine – *chassis cab*
chauffeur (à éviter) – Voir conducteur.
cheville ouvrière (à éviter) – Voir pivot d'attelage.
cinquième roue (à éviter) – Voir sellette d'attelage.
cisaillement (à éviter) – Voir mise en porte-feuille.
citerne – *tank; tank body*
city transport – *transport en zone urbaine*
combination of vehicles – *ensemble de véhicules*
conducteur – *driver*
conducteur-propriétaire – *owner operator; O/O; broker; haulaway*
contre-sellette d'attelage – *upper coupler; pick-up plate; upper plate*
converter dolly – *diabolo convertisseur*
crochet d'attelage – *pinle hook*
C train – *train double de type C*
dérive – *power glide; four-wheel drift*
désaccouplé – *uncoupled; unhooked; unbitched*
désaccoupler – *unbitch, to; uncouple, to; unhook, to*
détachable body – *carrosserie amovible*
dételé – *uncoupled; unhooked; unbitched*
dételer – *unbitch, to; uncouple, to; unhook, to*
diabolo convertisseur – *converter dolly*
dispositif d'attelage horizontal – *horizontal coupling device*
dispositif d'attelage vertical – *vertical coupling device*
dispositif de freinage – *braking system; braking device*
dolly – *avant-train amovible*
dompeuse – Voir carrosserie-benne.
double road train – *train double*
doubles – *train double*
drawbar – *timon d'attelage*
drawbar tractor – *porteur remorqueur*
drive train – *chaîne cinématique*
drive train component – *organe de transmission*
driven wheel – *roue motrice*
driver – *conducteur; chauffeur (à éviter)*
driver cab – *cabine de conduite*
driver's compartment – *poste de conduite*
driving wheel – *roue motrice*
drop tongue – *flèche d'attelage articulée*
dump – *benne; carrosserie-benne; dompeuse (à éviter)*

dump body – *carrosserie-benne; benne; dompeuse (à éviter)*
embardée – *swerve*
empattement – *wheelbase*
ensemble articulé – *tractor semi-trailer*
ensemble de véhicules – *combination of vehicles*
essieu avant porteur – *non-driven front axle; non-driving front axle*
essieu avant – *front axle*
essieu simple – *single axle*
essieu tandem – *tandem axle*
essieu tridem – *tridem axle; triple axle*
fardier – Voir remorque porte-engins.
fifth wheel – *sellette d'attelage; cinquième roue (à éviter)*
fifth wheel jaw – *mâchoire de sellette d'attelage*
fifth wheel tractor – *tracteur de semi-remorque*
first semi-trailer – *semi-remorque de tête*
fixed body – *carrosserie fixe*
fixed running gear – *train roulant fixe*
flèche d'attelage articulée – *binged tongue; drop tongue*
flèche d'attelage rigide – *rigid tongue*
flexible de liaison de remorque – *trailer brake hose*
four-wheel drift – *dérive*
fourgon – *van; van body*
frame – *cadre*
freight transport – *transport de marchandises*
front axle – *essieu avant; essieu AV*
front axle system – *avant-train; train de roues avant*
full trailer – *remorque classique; remorque à avant-train*
glad band – *tête d'accouplement; main d'accouplement (à éviter)*
habitable – *cab interior*
haulaway – *tractionnaire; conducteur-propriétaire*
heavy hauler trailer – *remorque porte-engins; fardier (à éviter)*
binged tongue – *flèche d'attelage articulée*
bitch – *attelage*
bitch, to – *atteler*
book-up, to – *atteler*
horizontal coupling device – *dispositif d'attelage horizontal*
bose coupler – *tête d'accouplement; main d'accouplement (à éviter)*
indéboîtable – *non-détachable*
industrial body – *carrosserie industrielle*
industrial vehicle – *véhicule industriel*
installation de freinage de remorque – *trailer braking system; trailer braking package*
integrated body – *carrosserie intégrée*

inter-city transport – *transport interurbain*
jackknife – *mise en portefeuille;*
cisaillement (à éviter); *camion de 45 pieds recroquevillé (à éviter)*
kingpin – *pivot d'attelage; cheville ouvrière (à éviter)*
kingpin-type front axle system – *avant-train tournant*
lead semi-trailer – *semi-remorque de tête*
linehaul transport – *transport de ligne*
load – *charge*
local tractor – *tracteur local*
long distance transport – *transport de longue distance; transport en zone longue*
longueur carrossable – *cab to end of frame length*
mâchoire de sellette d'attelage – *fifth wheel jaw*
main d'accouplement (à éviter) – Voir tête d'accouplement.
mise en ciseaux (à éviter) – Voir mise en portefeuille.
mise en portefeuille – *jackknife*
mise en tête-à-queue – *swing around*
mise en travers (à éviter) – *swing around*
mobile body – *carrosserie mobile*
motorized industrial vehicle – *véhicule industriel motorisé*
motorized vehicle – *véhicule motorisé*
non-détachable – *indéboîtable; fixe*
non-détachable body – *carrosserie fixe*
non-driven front axle – *essieu avant porteur*
non-driving front axle – *essieu avant porteur*
non-motorized vehicle – *véhicule non motorisé*
non-sliding running gear – *train roulant fixe*
O/O (owner operator) – *tractionnaire; conducteur-propriétaire*
organe de transmission – *drive train component*
owner-operator – *tractionnaire; conducteur-propriétaire*
pivot d'attelage – *kingpin*
passenger vehicle – *véhicule de tourisme*
payload – *charge utile; charge payante (à éviter)*
pick-up plate – *contre-sellette d'attelage; plaque d'attelage; tôle d'attelage*
pinle eye – *anneau d'attelage*
pinle hook – *crochet d'attelage*
pivot d'attelage de semi-remorque – *kingpin; semi-trailer kingpin*
plaque d'attelage – *upper coupler; upper plate; pick-up plate*
plate-forme (à éviter) – Voir plateau.
plateau – *platform; platform body*
platform – *plateau; carrosserie-plateau; plate-forme (à éviter)*

platform body – carrosserie-plateau; plateau; plate-forme (à éviter)	single vehicle – véhicule isolé	train de roues – <i>axle system; axle group; bogey</i>
pont arrière simple – <i>single rear driven axle; single rear axle</i>	sliding running gear – train roulant coulissant	train de roues avant – <i>front axle system</i>
pont arrière tandem – <i>tandem rear driven axle; tandem rear axle</i>	solo vehicle – véhicule solo; véhicule en solo	train de roues mobile – <i>attachable – detachable axle</i>
porteur – <i>straight truck</i>	soubassement – <i>understructure</i>	train de roulement – <i>axle system; axle group; bogey</i>
porteur-fourgon – <i>van truck</i>	special industrial vehicle – véhicule industriel spécial	train dolly – <i>avant-train amovible</i>
porteur remorqueur – <i>drawbar tractor</i>	straight body (à éviter) – Voir camion porteur.	train double – <i>double road train; doubles</i>
poste de conduite – <i>driver's compartment</i>	straight truck – camion porteur; porteur; truck-de-ville (à éviter)	train double de type A – <i>A train</i>
power glide – dérive	suburban transport – transport en zone péri-urbaine	train double de type B – <i>B train</i>
pup (à éviter) – Voir semi-remorque courte.	superstructure – superstructure	train double de type C – <i>C train</i>
pup semi-trailer – semi-remorque courte	superstructure – <i>superstructure</i>	train roulant coulissant – <i>sliding running gear</i>
pup trailer – remorque d'appoint	tag-along (à éviter). Voir remorque porte-engins.	train roulant – <i>semi-trailer running gear; running gear</i>
rear cross member – traverse arrière	swap body – carrosserie mobile	train roulant fixe – <i>fixed running gear; non-sliding running gear</i>
remorque – <i>trailer</i>	swerve – embardée	train routier – <i>road train</i>
remorque à avant-train – <i>full trailer</i>	swing around – mise en tête-à-queue; mise en travers (à éviter)	train triple – <i>triple combination</i>
remorque à train roulant central – <i>balanced full trailer</i>	tag-along – remorque d'appoint	traîner (une remorque) – <i>tow, to (a trailer)</i>
remorque classique – <i>full trailer</i>	tag-along trailer – remorque d'appoint	transport de ligne – <i>linehaul transport; inter-city transport</i>
remorque d'appoint – <i>pup trailer; tag-along trailer; tag-along</i>	tandem axle – essieu tandem	transport de longue distance – <i>long distance transport</i>
remorque équilibrée – <i>balanced full trailer</i>	tandem rear axle – pont arrière tandem	transport de marchandises – <i>freight transport</i>
remorque porte-engins – <i>heavy hauler trailer</i>	tandem rear driven axle – pont arrière tandem	transport en zone longue – <i>long distance transport</i>
remorque pup (à éviter) – Voir remorque d'appoint et remorque de queue.	tank – citerne; carrosserie-citerne	transport en zone péri-urbaine – <i>suburban transport</i>
remorque semi-portée – <i>balanced full trailer</i>	tank body – carrosserie-citerne; citerne	transport en zone urbaine – <i>city transport</i>
remorquer – <i>tow, to</i>	tête d'accouplement – <i>brake hose coupler; hose coupler; glad hand</i>	transport interurbain – <i>inter-city transport</i>
rigid tongue – flèche d'attelage rigide	timon d'attelage – <i>drawbar</i>	transport routier – <i>road transport</i>
rigid truck – camion porteur	tôle d'attelage – <i>pick-up plate; upper coupler; upper plate</i>	traverse arrière – <i>rear cross member</i>
rigid vehicle – véhicule rigide; véhicule isolé; véhicule d'une seule unité (à éviter)	tow, to – tracter	tridem axle – essieu tridem
road tractor – tracteur routier	tow, to (a trailer) – traîner (une remorque)	triple combination – train triple
road train – train routier	towed vehicle – véhicule remorqué; véhicule traîné; véhicule tracté	truck trailer – camion porteur
road transport – transport routier	tow, to – remorquer	truck – camion
roue motrice – <i>driving wheel; driven wheel</i>	tracter – <i>tow, to</i>	truck-de-ville (à éviter). Voir camion porteur.
running gear – train roulant	tracteur – <i>tractor</i>	trucker – camionneur
second semi-trailer – semi-remorque de queue	tracteur de semi-remorque – <i>fifth wheel tractor</i>	trucking – camionnage
sellette d'attelage – <i>fifth wheel</i>	tracteur haut-le-pied – <i>bobtail tractor</i>	type de véhicule – <i>vehicle type</i>
semi-remorque courte – <i>short semi-trailer; pup semi-trailer</i>	tracteur local – <i>local tractor</i>	uncoupled – désaccouplé; dételé
semi-remorque de queue – <i>pup trailer; second semi-trailer</i>	tracteur routier – <i>road tractor</i>	uncouple, to – dételer; désaccoupler
semi-remorque de tête – <i>lead semi-trailer; first semi-trailer</i>	tractionnaire – <i>owner-operator; O/O; broker; haulaway</i>	understructure – soubassement
semi-trailer kingpin – pivot d'attelage de semi-remorque	tractor – tracteur	unbitch, to – dételer
semi-trailer landing gear – béquille de semi-remorque	tractor semi-trailer – véhicule articulé; ensemble articulé	unbooked – désaccouplé
semi-trailer running gear – train roulant de semi-remorque	tractor semi-trailer – ensemble articulé	upper coupler – contre-sellette d'attelage; plaque d'attelage; tôle d'attelage
short semi-trailer – semi-remorque courte	trailer – remorque	upper plate – contre-sellette d'attelage; plaque d'attelage; tôle d'attelage
single axle – essieu simple	trailer brake hose – flexible de liaison de remorque	van – fourgon; van (à éviter); boîte (à éviter)
single rear axle – pont arrière simple	trailer braking package – installation de freinage de remorque	van body – fourgon; van (à éviter); boîte fermée (à éviter)
single rear driven axle – pont arrière simple	trailer braking system – dispositif de freinage de remorque	van truck – porteur-fourgon
		vanne (à éviter). Voir fourgon.
		véhicule articulé – <i>tractor semi-trailer; tractor-trailer</i> (à éviter)

véhicule d'une seule unité (à éviter) – Voir véhicule isolé ou véhicule rigide.
véhicule de tourisme – *passenger vehicle*
véhicule en solo – *solo vehicle*
véhicule industriel – *industrial vehicle*
véhicule industriel motorisé – *motorized industrial vehicle*
véhicule industriel spécial – *special industrial vehicle*

véhicule isolé – *single vehicle; rigid vehicle*
véhicule motorisé – *motorized vehicle*
véhicule non attelé – Voir véhicule solo et tracteur.
véhicule non motorisé – *non-motorized vehicle*
véhicule recroquevillé (à éviter) – Voir mise en portefeuille.
véhicule remorqué – *towed vehicle*

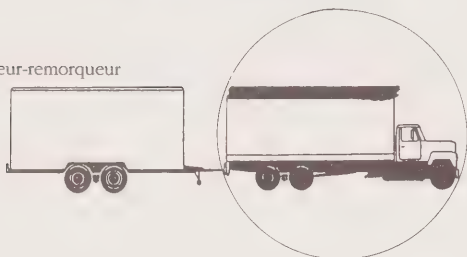
véhicule rigide – *rigid vehicle*
véhicule solo – *solo vehicle*
véhicule tracté – *towed vehicle*
véhicule traîné – *towed vehicle*
vertical coupling device – dispositif d'attelage vertical
voiturier-remorqueur (à éviter). Voir tractionnaire.
wheelbase – empattement

VÉHICULES MOTORISÉS

Porteur



Porteur-remorqueur



Tracteur de semi-remorque



VÉHICULES NON-MOTORISÉS

Remorque classique

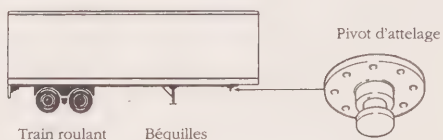


Remorque semi-portée



Train roulant central

Semi-remorque

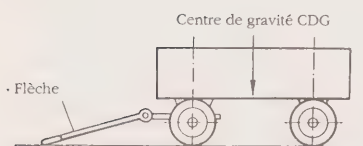


Train roulant

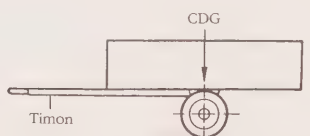
Béquilles

Pivot d'attelage

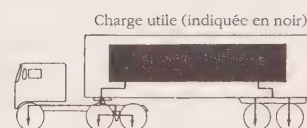
PRINCIPES DES REMORQUES ROUTIÈRES



Principe de la remorque classique



Principe de la remorque semi-portée



Principe de la semi-remorque

ENSEMBLES DE VÉHICULES

Train routier (porteur-remorqueur + remorque classique)



Remorque (d'appoint) classique

Train routier (Porteur-remorqueur + remorque semi-portée)



Remorque (d'appoint) semi-portée

Véhicule articulé (tracteur + semi-remorque)



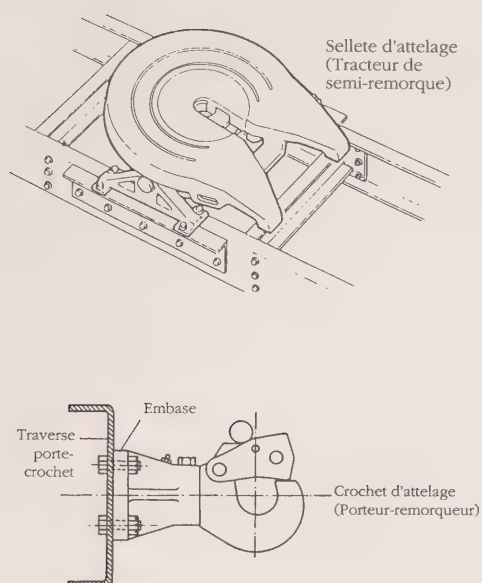
Train double



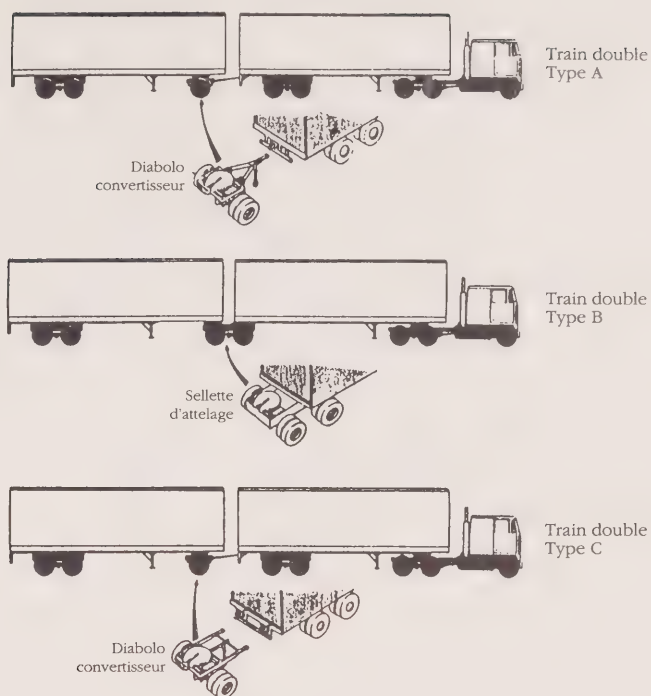
Semi-remorque de queue

Semi-remorque de tête

DISPOSITIFS D'ATTELAGE



TRAINS DOUBLES



Boiler et Furnace¹

par Louise Claude

Dans cet article, nous traiterons des termes anglais *boiler* et *furnace* et des équivalents français correspondants. Nous concluons cet article par un bref commentaire sur l'emploi canadien de **fournaise** dont l'usage, quoique très répandu dans la langue parlée au Canada, demeure contesté par certains.

Sans plus tarder, entrons dans le vif du sujet en examinant le terme *boiler*. *Boiler* se classe dans la catégorie des générateurs de chaleur. Comme son nom l'indique, le rôle du générateur consiste à produire de la chaleur, soit par la combustion complète de combustibles solides, liquides ou gazeux, soit par la transformation d'énergie électrique. Cette chaleur ainsi générée dans le système est transmise au fluide caloporteur qui l'achemine, par l'intermédiaire d'un réseau de canalisations, vers les appareils de distribution de chaleur qui la diffusent ensuite dans les locaux à chauffer. Ainsi, ce qui

distingue *boiler* des autres générateurs, c'est la nature du fluide caloporteur; dans le cas spécifique qui nous intéresse, il s'agit d'eau ou de vapeur. Par conséquent, le terme *boiler* ne soulève aucune ambiguïté. En français, *boiler* se rend par **chaudière**; terme désignant un générateur de chaleur à eau chaude ou à vapeur. Certains incluent l'air chaud parmi les fluides caloporteurs de la chaudière, d'où les termes **chaudière à air chaud** et **chaudière à air chaud à gaz**. Toutefois, étant donné qu'il existe déjà un terme pour nommer ce type d'appareil, ces emplois semblent abusifs. En effet, il serait préférable de restreindre le terme **chaudière** à l'appareil de chauffage à l'eau ou à la vapeur dans une installation de chauffage central.

Dans la documentation technique, les termes **chaudière** et **générateur de vapeur** sont aussi parfois confondus, si bien que nous trouvons tantôt **chaudière à vapeur**, tantôt **générateur de vapeur**. De fait, pour

éviter toute équivoque, l'emploi du terme **générateur** devrait être limité surtout aux appareils industriels, sans exclure, toutefois, le sens d'appareil qui produit de la chaleur.

Passons maintenant au terme *furnace* et comparons-le d'abord à *boiler*. Tout comme *boiler*, *furnace* appartient à la famille des **générateurs de chaleur**. Cependant, il s'en distingue par le fluide caloporteur qui est de l'air chaud. Dans la langue de tous les jours, cette distinction ne semble pas toujours respectée comme le souligne le *Ashrae Handbook*, ouvrage fondamental dans le domaine du chauffage : 'Non-technical users often term any heating device that produces hot air, hot water, or steam, a *furnace* ... 'If the fluid being heated is air, the heat exchanger device is called a *furnace* ...'¹² Dès lors, la règle est claire. Ainsi, le terme *furnace* désigne un appareil de chauffage à air chaud (calorifère, aérotherme, générateur d'air chaud pulsé). Par ailleurs, le terme

furnace désigne une autre notion : 'an enclosed space provided for the ignition and/or combustion of fuel.'³ En français, nous parlerons alors de **foyer** ou de **chambre de combustion** (*combustion chamber*).

En résumé, nous pouvons dire que le terme *boiler* se rend, en français, par **chaudière** et qu'il désigne un générateur de chaleur à eau chaude ou à vapeur. Quant à **furnace**, il se rend, selon le cas, par **appareil de chauffage à air chaud**, **générateur d'air chaud**, **foyer** ou **chambre de combustion**.

En guise de conclusion, ouvrons une parenthèse sur l'usage contesté du terme **fournaise**. Selon Gérard Dagenais, auteur du *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, **fournaise** désignait autrefois et jusqu'au XX^e siècle, un « ouvrage de maçonnerie où l'on fait régner une chaleur intense ».⁴ De nos jours, **fournaise** ne se dit guère plus qu'à propos d'un feu très ardent ou d'un lieu extrêmement chaud.

Remontons le temps et découvrons ce qui a pu motiver l'emploi du terme **fournaise** dans le domaine du chauffage. C'est la langue anglaise qui a d'abord emprunté le mot **fournaise** à l'ancien français, **fornais**, **fornax** et au féminin **fornaise**, pour créer le terme *furnace* au sens de générateur de chaleur central. En calquant l'anglais, les francophones du Canada ont adopté le mot **fournaise** pour désigner cet appareil. Aujourd'hui, cette acception est largement répandue tant dans la langue orale qu'écrite. Dans la langue de spécialité, le terme **fournaise** est rarement utilisé.

Notes

1. L'auteure remercie Monique Boileau, terminologue au Bureau de la traduction du Secrétariat d'État du Canada, ainsi que Robert Bédard et Serge Charbonneau, conseillers en formation technique à la Société montréalaise Gaz Métropolitain, d'avoir bien voulu relire cet article.

2. Ashrae. *ASHRAE Handbook & Product Directory: 1979 Equipment*, p. 24-1.

3. Stein, J. Stewart, *Construction Glossary*, p. 716.

4. Dagenais, Gérard, *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, p. 257.

Bibliographie

American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers Inc. (Ashrae). *Ashrae Handbook & Product Directory: 1979 Equipment*, New York, Ashrae, Inc., 1981, (réimpression de l'édition de 1979), pagination variée.

Andreieff de Notbeck, G. *Manuel du conditionnement d'air*, Paris, Pyc-Édition, 1974, tome 1, 485 p.

Babcock Gove, Philip ed. in chief. *Webster's Third New International Dictionary of the English Language*, Unabridged, Springfield (MA), G. & C. Merriam Company, 1981, 2 662 p.

Bayon, René. *L'établissement d'un projet de bâtiment : Conseils pratiques à un projeteur*, tome 2 : Second Œuvre, Paris, Éditions Eyrolles, 1978, 459 p.

Belakhowsky, S. *Chauffage & Climatisation*, 5^e éd., Paris, Technique & Vulgarisation, 1974, 494 p.

Canada. Énergie, Mines et Ressources Canada. *Les systèmes de chauffage : guide du consommateur*, (Ottawa), Énergie, Mines et Ressources Canada, 1983, 87 p. (existe aussi en anglais sous le titre *The Billpayer's Guide to Heating Systems*)

Couillard, Daniel et Bouige, René. *Chauffage - Ventilation - Climatisation : Économies d'énergie - Énergie solaire - Pompe à chaleur*, 5^e éd., mise à jour, Paris, Éditions Eyrolles, 1984, 401 p. (Traité du Bâtiment)

Dagenais, Gérard. *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, 2^e éd., Boucherville (Québec). Les éditions françaises inc., 1984, 527 p.

Dagostino, Frank R. *Mechanical and Electrical Systems in Construction and Architecture*, Reston (Virginia), Reston Publishing Company Inc., 1978, 545 p.

Depauw, Jean-Pierre. « Caractéristiques constructives des chaudières », in : *Techniques de l'ingénieur, Chaudières*, Paris. Techniques de l'ingénieur, 1983, tome 1 (Travaux publics), fascicules B121 et B122.

Dubuisson, Bernard. *Encyclopédie pratique de la construction et du bâtiment*, tome II, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1968, 1 540 p.

Emerick, Robert Henderson. *Heating Handbook: A Manual of Standards, Codes and Methods*, New York, McGraw-Hill Book Company, 1964, 522 p.

Guemas, Charles. *Le chauffage central : principes, technique, installations*, Paris, Dunod, 1974, 194 p.

Guibourt, J. « La production de la chaleur » in : *Encyclopédie du bâtiment*, Paris, Éditions Techniques, Éditions Eyrolles, 1989, tome 4, fascicule 3 220, 20 p.

Guibourt, J. « Les chauffages à air chaud » in : *Encyclopédie du bâtiment*, Paris, Éditions Techniques, Éditions Eyrolles, 1989, tome 4, fascicule 3 238, 20 p.

Langley, Billy C. *Comfort Heating*, Reston (Virginia), Reston Publishing Company Inc., 1975, 289 p.

Langlois, Alain. *Notions de mécanique du bâtiment*, 2^e éd., Québec, Modulo Éditeur, 1984, 149 p.

McGraw-Hill Encyclopedia of Science and Technology, New York, McGraw-Hill Book Company, 1971, 15 vol.

Meritt, Frederick S. *Building Design and Construction Handbook*, 4th ed., New York, McGraw-Hill Book Company, 1982, pagination variée.

Missenard, André. « Chauffage central » in : *Techniques de l'ingénieur, Chauffage*, Paris, Techniques de l'ingénieur, 1970, tome 2-1 (Travaux publics), fascicule B170, 13 p.

Missenard, André. *Le chauffage des habitations*, 5^e éd., mise à jour, Paris, Presses universitaires de France, 1971, 127 p. (Que sais-je?, no 249)

Mouly, Raymond et Gavelle, Roger. *Guide du monteur et du technicien en chauffage*, Introduction au calcul des installations, 9^e éd., mise à jour, Paris, Éditions Eyrolles, 1974, 534 p. (L'enseignement technique et professionnel)

National Fire Protection Association (NFPA). *Glossary of Terms Relating to Heat Producing Appliances* 1979, Boston (MA), NFPA Inc., 1979, pagination variée.

Parker, Sybel P., ed in chief, *McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms*, 4th ed., New York, McGraw-Hill Book Company, 1989, 2 088 p.

Robitaille, Ludger et Bélisle, Louis-Alexandre. *Chauffage et ventilation*, Québec, La société

canadienne de technologie. Bélisle Éditeur, Inc., 1967, 446 p. (Arts, métiers et techniques)

Stamper, Eugene, ed. and Koral, Richard L., consultant-ed. *Handbook of Air Conditioning*,

Heating and Ventilating, 3d ed., New York, Industrial Press Inc., 1979, pagination variée.

Stein, J. Stewart. *Construction Glossary*, New York, John Wiley & Sons, Inc., 1980, 1 013 p.

Le Comité pour l'histoire de la traduction (FIT)

par Jean Delisle et Judith Woodsworth

Lors du 12^e Congrès mondial de la Fédération internationale des traducteurs (Belgrade, 1990), le « Comité pour l'histoire et la théorie de la traduction » fut scindé en deux. Désormais, la FIT compte un Comité pour la théorie de la traduction, présidé par le P^r Anna Lilova (Bulgarie), et un Comité pour l'histoire de la traduction, présidé par le P^r Jean Delisle (Canada).

Le Comité pour l'histoire de la traduction s'est tracé le programme d'action suivant :

I. Produire un *Répertoire mondial des historiens de la traduction*. Ce document renfermera les noms et adresses des personnes dont le champ d'intérêt ou de spécialisation est l'histoire de la traduction. Il inclura également les principales publications (en histoire de la traduction) des chercheurs qui y figureront. Le Comité compte faire paraître ce Répertoire d'ici un an et une mise à jour lors du prochain Congrès mondial de la FIT (Brighton, 1993).

II. Publier une *Histoire thématique de la traduction*. Précisons d'emblée qu'il ne s'agit pas de réaliser une histoire universelle de la traduction qui engloberait toutes les langues et décrirait l'évolution de la traduction dans tous les pays, à toutes les époques. Ni le Comité ni la FIT ne disposent des ressources financières et humaines pour s'attaquer à un projet d'une telle envergure. De portée plus modeste, l'ouvrage envisagé cherchera à

mettre en évidence le rôle des traducteurs à travers l'histoire dans les principaux domaines où ils ont exercé leur activité. Cet apport des traducteurs à l'histoire sociale et culturelle sera présenté par grands thèmes. Voici une liste sommaire, et non limitative, des thèmes pouvant servir à illustrer quelques contributions originales des traducteurs au cours des âges :

1. Le traducteur, inventeur d'alphabets
2. Le traducteur, bâtisseur de langues nationales
3. Le traducteur, artisan des littératures nationales
4. Le traducteur, agent de diffusion et de création des connaissances
5. Le traducteur, vulgarisateur scientifique
6. Le traducteur et son rapport au pouvoir politique
7. Le traducteur, propagateur des textes religieux
8. Le traducteur et son rôle dans les institutions nationales et supranationales
9. Le traducteur, prospecteur de valeurs culturelles étrangères

Ces thèmes (et ceux qui s'y ajoutent) seront traités par des équipes de collaborateurs qui tenteront d'illustrer l'apport des traducteurs au moyen de cas concrets puisés dans l'histoire littéraire, sociale, culturelle ou politique de n'importe quel pays. Si le fruit de ces travaux

contribue à mieux faire connaître les traducteurs et à valoriser un tant soit peu leur profession, les collaborateurs auront fait œuvre utile.

Le Comité se donne jusqu'en 1996, soit six ans, pour mener ce projet à terme. L'ouvrage, qui paraîtra en versions anglaise et française, ne sera pas une œuvre de « haute érudition », mais de « haute vulgarisation » afin d'intéresser un auditoire le plus large possible. Un soin tout particulier sera accordé à la lisibilité des textes.

Les personnes désireuses de s'inscrire au *Répertoire mondial des historiens de la traduction* sont priées de communiquer avec le Secrétariat du Comité à l'adresse suivante :

Université Concordia
Projet Histoire de la traduction
Département d'études françaises
1455, boul. de Maisonneuve ouest
Montréal (Québec)
Canada
H3G 1M8

Les chercheurs ou amateurs d'histoire de la traduction qui désirent aussi collaborer à la rédaction de *L'Histoire thématique de la traduction* peuvent nous faire part de leur intention en écrivant à la même adresse. Un texte exposant plus en détail la nature du projet leur sera envoyé ainsi qu'un échéancier provisoire. Les langues de travail du Comité sont le français et l'anglais.

The Committee for the History of Translation (FIT)

by Jean Delisle and Judith Woodsworth

At the 12th World Congress of the International Federation of Translators (Belgrade, 1990), the Committee for the History and Theory of Translation was split into two new committees. FIT now has a separate Committee for Translation Theory, chaired by Professor Anna Lilova (Bulgaria), and a Committee for the History of Translation, chaired by Professor Jean Delisle (Canada).

The Committee for the History of Translation has set the following goals:

I. To compile an *International Directory of Historians of Translation*. This document will list the names and addresses of researchers whose area of interest or specialization is the history of translation. It will also include the major publications (relating to the history of translation) for each of the researchers listed. The Committee intends to publish this Directory within the next year and make an up-dated version available at the next World Congress of FIT, to be held in Brighton in 1993.

II. To publish a *Thematic History of Translation*. It is important to note that the Committee does not presume to write an exhaustive history of translation taking into account all languages and describing translation in every country and in every period of history. Neither the Committee nor FIT itself has the financial and human resources required to undertake a project

of such scope. Instead, the Committee intends to carry out the more modest task of highlighting the role that translators have played throughout history in the various fields in which they have practised. The contribution of translators to social and cultural history will be presented thematically. Several themes which illustrate the original contribution of translators throughout history are set out below, although this is by no means a restrictive list.

1. Translators and the Invention of Alphabets
2. Translators and the Development of National Languages
3. Translators and the Emergence of National Literatures
4. Translators and the Creation and Dissemination of Knowledge
5. Translators and the Diffusion of Scientific Knowledge
7. Translators and the Propagation of Religious Texts
8. Translators in National and International Institutions
9. Translators as Importers of Foreign Cultural Values

These themes (along with any further ones) will be dealt with by teams of researchers who will illustrate the contribution of translators using concrete examples drawn from the literary, social, cultur-

al or political history of various countries. It is hoped that this collaborative effort will serve to enhance the translation profession.

The Committee's objective is to complete the project within six years, with 1996 as the proposed publication date. The book, to be published in English and French, is not intended to be "scholarly" in the narrowest sense of the word; rather, it is meant to be accessible to a wider audience. Care will be taken to ensure that the material is readable.

Anyone wishing to be listed in the *International Directory of Historians of Translation* is invited to contact the Committee Secretariat at the following address:

Concordia University
History of Translation Project
Département d'études françaises
1455 de Maisonneuve West.
Montréal, Quebec
Canada
H3G 1M8

All those involved or interested in the history of translation who would like to contribute to the *Thematic History of Translation* should let us know by writing to the same address. A more detailed document outlining the nature of the project and a tentative timetable are available on request. The working languages of the Committee are English and French.

Le Coin des publications / Publications in Review

Pepermans, Raymond. Vocabulaire de l'administration publique et de la gestion - Public Administration and Management

Vocabulary, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, 1990, XV-775 p. (Bulletin de terminologie 194)

Le *Vocabulaire de l'administration publique et de la gestion - Public Administration and Management Vocabulary* constitue, par l'anglais et sa nomenclature et le

nombre d'articles définis, une contribution originale à la lexicographie administrative canadienne.

Les 7 000 entrées et les 2 400 définitions qu'il contient ont été élaborées à partir de la mise en application des principes et des méthodes normalisés par l'International Standardization Association (ISO) tels que mis en vigueur à la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DSTL) du Secrétariat d'État du Canada.

Comme le vocabulaire administratif occupe un tronc commun entre le vocabulaire spécialisé et le vocabulaire courant, le lecteur ne sera pas surpris d'apprendre qu'en réalité nombre de ces équivalences ont été fondées sur l'application de la méthode contrastive utilisée communément en lexicographie bilingue de langue courante. Il y a donc interpénétration entre les principes de l'équivalence notionnelle et de l'équivalence traductionnelle dans le cadre de ce travail avec une nette accentuation de la méthode conceptuelle. Il va de soi que les équivalences traductionnelles ont été soigneusement vérifiées à partir de sources fiables et des usages propres du domaine.

Le choix des unités de traitement est fondé sur l'analyse d'un vaste corpus de documents lexicographiques publiés antérieurement par le Secrétariat d'État, à savoir les cahiers de terminologie¹ et les petits lexiques² relatifs au vocabulaire de l'administration et domaines connexes. Ces différentes publications, créées à partir du dépouillement systématique de documents de l'administration publique canadienne, ont été fusionnées et mises à jour.

Le vocabulaire intègre aussi les termes pertinents relevés dans TERMIUM, banque de données linguistiques du Secrétariat d'État du Canada, dans le sous-domaine à l'étude du travail, des opérations de gestion, de la gestion du personnel, de la gestion de l'entreprise, de la gestion de la production, de la gestion des stocks, du contrôle de la qualité ainsi que de l'administration publique. Quant à la gestion financière, ce sous-domaine est faiblement représenté dans la nomenclature en raison de la parution en 1987 du *Vocabulaire budgétaire, comptable et financier* (Bulletin de terminologie 174).

La nomenclature comporte, pour les entrées principales, des définitions qui ont été, dans la mesure du possible, rédigées

par tranches correspondant aux sous-domaines de TERMIUM. Des spécialistes de la fonction publique ont été consultés sur cet aspect du travail. On leur doit la relecture systématique des définitions rédigées par le terminologue.

La terminologie de l'administration est extrêmement riche et se prête à la création de nombreux composés syntagmatiques à partir d'un certain nombre de termes élémentaires. Le lecteur trouvera dans ce dictionnaire une recension systématique de ces termes, ce qui lui permettra de décomposer sans difficulté en ses éléments constitutifs tout syntagme qui n'apparaîtrait pas dans la nomenclature pour en faciliter la traduction et la compréhension. Il y trouvera aussi, en plus des termes les plus courants de ce domaine, plusieurs vocables posant des difficultés de traduction et des néologismes se rapportant à des techniques de traduction pour lesquels des solutions originales ont été proposées.

L'administration publique en Amérique du Nord s'est toujours inspirée des méthodes de gestion utilisées dans l'entreprise privée; ce phénomène, qui s'est encore accentué récemment en raison des politiques de privatisation des activités gouvernementales, n'a pas manqué d'avoir des répercussions sur la terminologie en usage dans les institutions étatiques. D'ailleurs l'interdépendance de plus en plus grande entre le secteur public et le secteur privé, tant du point de vue de leurs activités respectives que des méthodes appliquées dans la gestion de leurs opérations, nous a tout naturellement amené à réunir en un seul volume le vocabulaire propre à ces deux secteurs.

Nous croyons que cette publication répond à un réel besoin. En effet, bien peu de vocabulaires unilingues existant dans le domaine, la terminologie bilingue est difficilement accessible et se présente, en général, sous la forme de lexiques portant sur un aspect limité de la gestion qu'on trouve dans des revues spécialisées ou dans la documentation à usage interne des entreprises ou des administrations publiques. *Le Vocabulaire de l'administration publique et de la gestion / Public Administration and Management Vocabulary* intéresse aussi bien le fonctionnaire qui traite avec l'entreprise que l'entrepreneur qui a des rapports avec le gouvernement.

Notes

1. Cahiers de terminologie / Terminology Series

Lexique (anglais-français) (français-anglais : l'administration) (1983)

Administration. Commission de la fonction publique / Administration. Public Service Commission (1985)

Planification de gestion / Management Planning (1985)

2. Petits lexiques / Glossary Series

Dotation en personnel / Staffing (1982)

Pensions / Pensions (1984)

Gestion / Management (1985)

Gestion de documents / Records Management (1985)

Classification et rémunération / Classification and Pay (1985)

Régimes de travail / Work Systems (1985)

Raymond Pepermans

Hutcheson, Helen. Vocabulaire du libre-échange - Vocabulary of Free Trade, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1991, XVII-441 p. (Bulletin de terminologie 204).

L'Entente du libre-échange, appelée également ALE, a déjà fait couler beaucoup d'encre et il est à prévoir qu'elle en fera couler encore beaucoup d'autre. Consciente des difficultés terminologiques que pourrait entraîner cette entente, la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DSTL) du Secrétariat d'État a décidé de produire un vocabulaire qui viendrait en aide, à la fois aux traducteurs et aux rédacteurs.

Les répercussions de cette entente sont multiples puisqu'elles touchent à un grand nombre d'activités commerciales entre le Canada et les États-Unis. Afin de refléter dans la mesure du possible la terminologie utilisée dans ces nombreuses sphères d'activités, il était donc à prévoir qu'un nombre impressionnant de documents soit dépouillé sans oublier, bien sûr, le texte de l'Entente qui a fait l'objet d'une attention toute particulière.

Il ne faudra donc pas s'étonner outre mesure de trouver dans cet ouvrage un peu de tout : des appellations officielles, de la terminologie du GATT et de la Commission des Communautés européennes, des termes

issus de nombreux domaines disparates, notamment la fiscalité, les marchés publics, les services, la propriété intellectuelle, les télécommunications, le règlement des différends et ainsi de suite.

Le corpus fort respectable compte près de 2 500 entrées, dont 250 sont assorties de définitions. De plus, quelques explications ont été ajoutées à certaines entrées afin d'éclairer le lecteur. Pour couronner le tout, on a cru bon d'intercaler des tournures présentant des problèmes de traduction courante.

Les entrées retenues ont été vérifiées par une brochette de spécialistes qui œuvrent à différents titres au ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur du Canada. Il convient de les nommer et de les remercier de leur excellent travail. Il s'agit de Claude Carrière, de Keith Christie, de John Curtis, de Normand Villeneuve et de François Rivard.

Le *Vocabulaire du libre-échange - Vocabulary of Free Trade* (BT-204), comme l'a intitulé son auteure, Helen Hutcheson, est un outil de travail indispensable pour les traducteurs, les rédacteurs et les fonctionnaires qui travaillent dans ce domaine souvent fort complexe.

Marc Laforge

Brunet, Jean-Paul, Dictionnaire de la police et de la pègre, américain/français, français/américain, Paris, La Maison du dictionnaire, xxi, 960 p. et 9 annexes et 27 planches en couleur

Chaque métier, chaque profession possède sa terminologie. Ce technolècte, souvent inintelligible pour les profanes, se révèle indispensable pour véhiculer les notions propres au domaine et faciliter la communication entre initiés. Il n'en va pas autrement pour les policiers et les truands qui, les uns comme les autres, exercent des métiers, ma foi, tout aussi dangereux.

En parcourant le volumineux ouvrage de Jean-Paul Brunet, on est fasciné par la diversité et la richesse du vocabulaire dans le domaine de la police et de la pègre et par son caractère très imagé. L'usage des métaphores est d'ailleurs assez typique de la langue qui fleurit dans ces deux milieux.

« La parole a été donnée à l'homme pour cacher sa pensée », a écrit Stendhal. Dans ce cas-ci, on peut penser que les truands cherchent aussi à communiquer entre eux sans être compris de leurs ennemis jurés, les policiers, et vice versa. Jeu de cache-cache par vocabulaire interposé.

« (...) la langue de la police, remarque l'auteur dans son Avant-propos, se caractérise avant tout par un singulier mélange de termes techniques et argotiques. (...) Sigles et acronymes, troncations de termes, suffixations parasitaires, contractions et élisions figurent dans le parler policier à côté d'un argot spécialisé emprunté volontiers à celui de la pègre elle-même. » (p.xvii).

Quant aux voyous et aux membres de la pègre, ils parlent l'argot, branche de la langue populaire. L'argot a pour effet de définir l'appartenance des malfrats à un « milieu » et « reflète aussi une forme de sous-culture, une mentalité et une conception de l'existence particulières ». (Ibid.).

L'auteur, qui s'est fait une spécialité des langages « déviants », avait donc devant lui un vaste territoire à explorer où peu de lexicographes ont osé s'aventurer. Grand lecteur de polars, il a sillonné la France, les États-Unis et le Canada (les drapeaux de ces trois pays figurent sur la page couverture de son ouvrage) et fréquenté de nombreux commissariats et services de police (en visiteur) pour glaner la riche moisson de termes faisant l'objet de son étude. On y trouve des termes « techniques », « populaires », « vulgaires », voire carrément « obscènes », la frontière entre ces registres étant assez floue. Avis aux âmes prudes! Le dictionnaire renferme pas moins de 10 000 termes et expressions, dont 4 000 appartiennent au vocabulaire de la police et 6 000 à celui de la pègre. Les entrées sont classées par thèmes.

La première partie de l'ouvrage, intitulée *Langue de la police*, comporte les subdivisions suivantes : A. Personnel des forces de l'ordre. B. Sigles et acronymes. C. Équipement et matériel. D. Méthodes policières. E. Signalement. F. Empreintes digitales. Le vocabulaire de la deuxième partie, intitulée *Langue de la pègre*, est réparti en six sous-thèmes : A. Types humains et groupes ethniques. B. Criminels et activités criminelles. C. Argent et contrefaçon. D. Prostitution. E. Stupéfiants et toxicomanie. F. Prison et vie

en milieu carcéral. Chacune de ces sections est elle-même subdivisée. Ainsi, le vaste domaine de la prostitution (p. 409-488) comporte pas moins de 15 sous-divisions, dont une consacrée au « sperme », une autre au « coït buccal » et une autre au « bordel ». Heureusement, deux index alphabétiques à la fin de l'ouvrage facilitent les recherches à partir de l'anglais ou du français, chaque entrée portant un numéro d'ordre consécutif.

On aurait tort de croire que les truands sont des imbéciles dénués d'imagination. Il faut feuilleter ce dictionnaire pour se convaincre du contraire. L'auteur a relevé, en effet, pas moins de 67 termes (p. 415-418) décrivant les seins de la femme. On y trouve de tout, depuis le banal *bobbies* (*nichons*) jusqu'aux *blubbers* (le *mou de veau*) en passant par les *bulbs* (les *flotteurs*), les *footballs* (les *mappemondes*), les *milk jugs* (les *boîtes à lait*) et les *pumps* (les *rutabagas*). Occasionnellement, l'auteur cite des expressions entières : *She has a nice set of headlights!* / *Elle se paye une de ces paires de pare-chocs!* (p. 417). Les malfaiteurs ne déploient pas moins d'imagination pour décrire le *manche à couille* (81 expressions, p. 443-447) et les *valseuses* (39 expressions, p. 447-449). Combien de lecteurs savent qu'il y a 73 façons de désigner un souteneur?

Il arrive aussi que le dictionnaire (qui s'apparente davantage à un lexique bilingue) renferme une explication sommaire tenant lieu de définition. Par exemple, sous l'entrée *Chicago leprosy* (*grilles*), l'auteur prend soin d'ajouter « lésions cutanées résultant de fréquentes injections intraveineuses » (p. 558). Cette explication se révèle fort utile, car les dictionnaires usuels ne recensent pas cette acception de *grille*. De même il est utile de savoir qu'un *kiss off* (*dernière dose*) est de la « métadone administrée à un ex-toxicomane » (p. 556). Il faut regretter, cependant, que l'auteur n'ait pas multiplié ce genre d'annotations. Car, qu'est-ce qu'un *coffiot* (p. 648)? Que signifie l'adjectif *branque* (p. 626)? Que faut-il comprendre des entrées suivantes figurant dans la section *Codes des détenus* : *Six!* / *Vingt-deux!*; *Sip!* / *nib!* (p. 655); *zippo* / *nibergue!* (p. 662). Quelques mots d'explication, à défaut d'une définition, n'auraient pas été superflus, tout au moins pour les personnes *strait* / *nettes* (?) (p. 567) qui fréquentent peu les commissariats de police et les repaires de brigands.

Par ailleurs, l'auteur aurait pu réduire le nombre d'entrées de son dictionnaire en éliminant celles qui tombent sous le sens ou qui ne posent aucune difficulté terminologique. Ouvrirait-on un dictionnaire bilingue de la police et de la pègre pour chercher les mots suivants : **banque, pièce de monnaie, emblème, légende, prénom, nom de famille? Ou encore : aéronef, hélicoptère, cabine, cockpit, fuselage, haut-parleur, rotor?** Il y aurait eu là un travail d'élagage à faire, me semble-t-il.

En revanche, ce gros dictionnaire comporte un volet encyclopédique imposant sous forme de neuf annexes agrémentées de magnifiques planches en couleurs et d'organigrammes de corps policiers. On y trouve aussi l'illustration d'insignes et de tenues policières, de cartouches, d'armes à feu, de véhicules, de pièces de monnaies, de plantes hallucinogènes et même de cartes illustrant les principaux itinéraires de contrebande de la drogue. Ces illustrations sont toujours magnifiquement présentées.

En somme, si le dictionnaire de Jean-Paul Brunet présente quelques faiblesses sur le plan proprement terminographique, il reste que, dans l'ensemble, cet ouvrage comble utilement un vide et renferme une mine de renseignements. Il faut féliciter son auteur d'avoir eu le courage et la patience de mener à terme une recherche difficile qui s'est étalée sur plus de dix ans.

Jean Delisle

Congrès et colloques nationaux et internationaux / National and International Congresses and Symposiums

Date / Date	Lieu / Location	Organisation / Organization	Activité / Event
92.02.12 – 92.02.16	Paris	EXPOLANGUES	10 ^e Salon international (langues, cultures, communication et édition)
92.02.28 – 92.03.01	Montréal	CNPF Commission nationale des parents francophones	Congrès annuel
92.04.01 – 92.04.03	Italie	ACL Association for Computational Linguistics	3rd Conference on Applied Natural Language Processing
92.04.08 – 92.04.10	Hull	Commission canadienne pour l'Unesco	34 ^e Assemblée générale annuelle
92.05.01 – 92.05.03	Charlottetown	SSTA Société Saint-Thomas d'Aquin	Congrès annuel
92.05.27 – 92.05.29	Montréal	FIT Fédération internationale des traducteurs	3 ^e Congrès du centre régional nord-américain (CRNA)
92.05.29 – 92.05.31	Abbotsford	CPF Canadian Parents for French	Congrès annuel
92.05	Bangui	Rint Réseau international de néologie et de terminologie	Réunion du comité d'orientation
92.06.05 – 92.06.07	Fredericton	SAANB Société des Acadiens et des Acadiennes du N.-B.	Congrès annuel
92.06.05 – 92.06.07	Vancouver	FFC Fédération des franco-colombiens	Congrès annuel

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux).

a) **les membres du Bureau de la traduction** sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) **les abonnés** qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Terminologie et services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, **en anglais** comme **en français**, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) **All members of the Translation Bureau** should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) **Subscribers** having an account with the Canadian Government Publishing Centre should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. **MANUSCRIPTS** and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in **English** or in **French**, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro / This Issue's Contributor's

Estelle Beaugregard, Secrétariat d'État, Hull;
Louise Claude, Secrétariat d'État, Montréal;
Yvan Cloutier, Secrétariat d'État, Ottawa;
Jean Delisle, Université d'Ottawa, Ottawa;
Pierre Ducharme, traducteur juridique indépendant, Montréal;
Line Gingras, Secrétariat d'État, Hull;
Helen Hutcheson, Department of the Secretary of State, Hull;
Samek Janovski, Secrétariat d'État, Hull;
André Labelle, Commission de réforme du droit, Ottawa;
Marc Laforge, Secrétariat d'État, Hull;
Laurent Paquin, retraité, Montréal;
Raymond Pepermans, Université d'Ottawa, Ottawa;
Malcolm Williams, Secrétariat d'État, Hull;
Judith Woodsworth, Université Concordia, Montréal.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 14,95 \$
Étranger : 17,95 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$ 14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries:
US\$ 3.90

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9



CA,
SS 210
- A 17

ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU

VOL. 24, 1991

INTERPRÉTATION EXCELLENCE EXCELLENCE EN EXC
EXCELLENCE EN TRADUCTION EXCELLENCE EN TRA
TRADUCT **EXCELLENCE** ION EN TRADU
EXCELLENCE EN TERMINOLOGIE EXCELLENCE EN TER
TERMI TERMINOLOGIE EXCELLENCE EN TERMINOLO
NCE **TERMINOTIQUE** E IN TRANSLATION
IN TRANSLATION EXCELLENCE IN TERMINOLOGY EX
EXCELLENCE IN TERMINOLOGY AND TRANSLATION I
TRADUCTION EXCE **NORMALISATION**
MINOLOGIE EXCELLENCE EN TERMINOLOGIE EXCEL
LENCE EN INTERPRÉTATION EXCELLENCE EN TRADU
INTERPRETATI **TERMINOTICS** RETATION
EXCELLENCE EN TRADUCTION EXCELLENCE EN TRA
TRADUCTION EXCELLENCE EN TRADUCTION EXCELI
ELLEN **STANDARDIZATION** EN TERMI
TERMINOLOGIE EXCELLENCE EN TERMINOLOGIE EX
NCE IN TRANSLATION EXCELLENCE IN TRANSLATION
IN TRANSLAT **ADMINISTRATION** GY EX
EXCELLENCE IN TERMINOLOGY AND TRANSLATION I

INDEX / INDEX



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Index des termes, expressions et sujets traités dans le volume 24 (1991)* / Index of terms, expressions and subjects found in volume 24 (1991)**

* Les entrées de langue anglaise ou de toute autre langue que le français sont en italique, ainsi que les exemples qui les illustrent. Les domaines sont indiqués, dans ce cas, en romain. Toutes les expressions dont les termes peuvent offrir un intérêt particulier ont été présentées alphabétiquement sous chacun de ces termes. Le premier nombre indique le volume, le deuxième, le numéro, et le(s) dernier(s), la page, et ainsi de suite après chaque point-virgule.

** Words given in English or any language other than French appear in italics, and so do their examples. Subject fields, in that case, are indicated in ordinary script. All expressions containing terms that may be of particular interest have been given in alphabetical order below each term. The first number indicates the volume, the second, the issue, and the last refer(s) to the page, and so on after each semicolon.

A

AB. 24:3:22 (*toponymie*)
abbreviation. 24:4:12 (*terminology*)
 abîme. 24:2:23 (*orthographe*)
 abondance de synonymes. 24:3:17 (*terminologie*)
 abris fiscaux et retraite. 24:3:24 (*langue*)
abstracters. 24:2:4 (*terminotics*)
 Académie de médecine. 24:1:24 (*médecine*)
 Académie des Inscriptions et Belle-lettres. 24:1:22,24 (*langue*)
 Académie française. 24:1:21,24,IV; 2:21,24 (*langue*)
 accaparement par les charges administratives. 24:1:17 (*terminologie*)
acceptability rating. 24:4:13 (*terminology*)
acceptance by signature. 24:4:13 (*finance*)
 acceptation de la terminologie française de la common law (l'). 24:3:20 (*droit*)
 acceptation par voie de signature. 24:4:13 (*finance*)
 accès à califourchon. 24:3:12 (*informatique*)
 accès en resquille. 24:3:12 (*informatique*)

access right. 24:3:11 (*informatics*)
 accès superposé. 24:3:12 (*informatique*)
 accomplir. 24:2:III (*langue*)
 accord avec le sujet en présence de l'auxiliaire être. 24:2:23 (*orthographe*)
accord (-) cadre. 24:4:13 (*terminology*)
 accord du participe passé des verbes pronominaux. 24:2:22,23 (*orthographe*)
accountability. 24:4:2,7,8,9 (*administration*)
 ACCT. 24:1:28,29; 2:14; 3:24; 4:4 (*francophonie*)
 ACG. 24:3:6,8 (*normalisation*)
acknowledgements. 24:4:14 (*terminology*)
 acoustique. 24:4:3 (*langue*)
 acquisition (de connaissances techniques) 24:1:17; 2:3 (*terminologie*)
 acronyme. 24:3:12; 4:26 (*linguistique*)
 acte de création. 24:1:4 (*traduction*)
 acte de nombreux colloques. 24:1:16 (*terminologie*)
action. 24:4:13 (*terminology*)
 action de garantie. 24:4:13 (*finance*)
 action d'éligibilité. 24:4:13 (*finance*)
 action de travailler avec quelqu'un. 24:4:II (*langue*)
action statutaire. 24:4:13 (*finance*)
 activité de production. 24:3:3 (*normalisation*)
 activités de promotion de l'OCIL (Les). 24:4:4 (*francophonie*)
 Activités semestrielles du Rint. 24:3:24 (*francophonie*)
 actualité technologique. 24:3:11 (*normalisation*)
ad hoc study group. 24:3:4 (*standardization*)
 adjectif numéral ordinal. 24:1:I,II (*toponymie*)
 administrateur universitaire. 24:1:19 (*traduction*)
 administration. 24:4:2,7 (*administration*)
 administration correctionnelle. 24:4:6 (*administration*)
 administration correctionnelle fédérale. 24:4:6 (*administration*)
 administration des peines. 24:4:5 (*administration*)
 administration des services correctionnels. 24:4:6 (*administration*)

administration fédérale. 24:1:I,5 (*administration*)
 administration publique. 24:4:25 (*administration*)
 administration publique canadienne. 24:4:25 (*administration*)
 administration publique fédérale. 24:4:8 (*administration*)
 admission. 24:1:10 (*traduction*)
 adoption des termes normalisés. 24:3:21 (*droit*)
 adresse. 24:1:I,II (*toponymie*)
 aéronef. 24:4:27 (*aviation*)
 aérotherme. 24:4:20 (*chauffage*)
 affaires correctionnelles. 24:4:6 (*administration*)
 afin de. 24:1:IV (*langue*)
 AFNOR. 24:3:10,14 (*normalisation*)
 Agence de coopération culturelle et technique. 24:1:28,29; 2:14; 3:24; 4:4 (*francophonie*)
 agent de correction. 24:4:6 (*administration*)
 agent d'habilitation. 24:4:13 (*administration*)
 agent littéraire. 24:1:30 (*traduction*)
 agglutination. 24:2:22 (*orthographe*)
 agir. 24:4:I (*langue*)
 agir professionnel. 24:1:18 (*terminologie*)
 agrégé d'anglais. 24:1:19 (*traduction*)
 agrément. 24:1:12 (*traduction*)
 agriculture. 24:1:27; 4:3 (*agriculture*)
 AI. 24:2:3 (*terminotics*)
 aide informative. 24:2:16 (*linguistique*)
 aider dans ses fonctions (l'). 24:4:I (*langue*)
 AIROE. 24:2:22 (*orthographe*)
AI technique. 24:2:5 (*terminotics*)
 ajustement de structure. 24:4:13 (*administration*)
 Alb. 24:3:22 (*toponymie*)
 Alberta. 24:3:22,23 (*toponymie*)
 Alberta (l'). 24:3:22 (*toponymie*)
Alchimistes des langues (Les). 24:1:30 (*traduction*)
 ALE. 24:4:25 (*libre-échange*)
algorithm-based system. 24:2:3 (*terminotics*)
 algorithme phonétique. 24:2:14 (*linguistique*)
 All-Union Association of Science and Technology Translators. 24:1:26 (*translation*)
 Alta. 24:3:22 (*toponymie*)

- amendement. 24:4:6 (*administration*)
American National Standardization Institute. 24:3:10 (*normalisation*)
American Sign Language. 24:1:7 (*translation*)
American Society for Testing and Materials. 24:3:2,8 (*standardization*)
 amincissement de la couche d'ozone. 24:2:18 (*pollution*)
 -an. 24:2:22,23 (*orthographe*)
 analyse. 24:2:16 (*linguistique*)
 analyse conceptuelle. 24:2:14 (*terminotique*)
 analyse conceptuelle assistée par ordinateur. 24:2:14 (*terminotique*)
 analyse critique des termes sélectionnés. 24:3:16 (*terminologie*)
 analyse de laboratoire élémentaire. 24:3:17 (*médecine*)
 analyse de l'exactitude des définitions et des contextes. 24:3:16 (*terminologie*)
 analyse des situations de communication. 24:3:3 (*normalisation*)
 analyse morpho-syntaxique. 24:2:14 (*terminotique*)
 analyse notionnelle. 24:3:20 (*terminologie*)
 Analyse raisonnée de la langue française (L'). 24:3:II (*linguistique*)
 analyse structurale. 24:2:24 (*orthographe*)
 analyse syntaxique. 24:2:23 (*orthographe*)
 analyse terminologique. 24:1:16 (*terminologie*)
 analyseur morpho-syntaxique. 24:2:16 (*linguistique*)
 analysis. 24:2:11,12 (*terminotics*)
 analyzing concept. 24:2:7 (*terminotics*)
 angle de débattement latéral. 24:4:17 (*camionnage*)
 anglicisation. 24:2:23 (*orthographe*)
 Anglicism. 24:1:5 (*translation*)
 anglicisme. 24:1:3,7; 2:16 (*langue*)
 angliciste. 24:1:19 (*langue*)
 anneau d'attelage. 24:4:16,17,18 (*camionnage*)
 annuaire. 24:1:II (*toponymie*)
 anomalies des séries désaccordées. 24:2:22 (*orthographe*)
 ANSI. 24:3:10 (*normalisation*)
 anthropogenic chemical pollutant. 24:2:17 (*pollution*)
 -ant. 24:3:I (*linguistique*)
 Anticosti Island. 24:2:20 (*toponymy*)
 anti-dumping. 24:4:13 (*terminology*)
 antidumping. 24:4:13 (*terminology*)
 à-peu-près des idées. 24:1:18 (*terminologie*)
 Appalaches (Les). 24:2:20 (*toponymie*)
 Appalachian Mountains. 24:2:20 (*toponymy*)
 appareil de chauffage à air chaud. 24:4:22 (*chauffage*)
 appareil locomoteur. 24:3:16,17 (*médecine*)
 appareil normatif. 24:3:3 (*normalisation*)
 appartenant. 24:3:II (*linguistique*)
 appauvrissement de l'ozone. 24:2:18 (*pollution*)
 appeler. 24:2:23 (*orthographe*)
 appellation. 24:2:13 (*terminotique*)
 appellations officielles. 24:4:25 (*libre-échange*)
 application industrielle. 24:4:3 (*langue*)
 Applying Knowledge-Engineering Technology to Terminology: A Pilot Project. 24:2:3 (*terminotics*)
 Apprendre en faisant. 24:1:18 (*terminologie*)
 arbre notionnel. 24:3:11 (*normalisation*)
 Archives de Côte-d'Ivoire. 24:2:26 (*documentation*)
 arena. 24:2:23 (*orthographe*)
 aréna. 24:2:23 (*orthographe*)
 argent et contrefaçon. 24:4:26 (*police*)
 argot. 24:4:26 (*langue*)
 argot spécialisé. 24:4:26 (*langue*)
 arrêt Kineapple. 24:4:10,11 (*droit*)
 arrêt R. c. Prince. 24:4:10,11 (*droit*)
 arrêt Van Rassel. 24:4:11 (*droit*)
 arriver. 24:2:I (*langue*)
 arriver à un but. 24:2:I (*langue*)
 Artic Ocean. 24:2:20 (*toponymy*)
 articulation. 24:1:15 (*interprétation*)
 articulation. 24:3:18 (*médecine*)
 Artificial Intelligence. 24:2:3 (*terminotics*)
 Artificial Intelligence Laboratory. 24:2:4 (*terminotics*)
 artificial terminologies. 24:3:5 (*standardization*)
 as being. 24:3:I (*linguistic*)
 Asbrae Handbook. 24:4:21 (*heating*)
 ASL. 24:1:7 (*translation*)
 aspirer. 24:2:I (*langue*)
 aspirer à un but. 24:2:I (*langue*)
 assigner. 24:2:I (*langue*)
 assigner comme but. 24:2:I (*langue*)
 assigner pour but. 24:2:I (*langue*)
 assigner un but. 24:2:I (*langue*)
 assistance à la rédaction. 24:2:14 (*linguistique*)
 assisté par ordinateur. 24:3:11 (*informatique*)
 Association canadienne de normalisation. 24:3:6,7,10 (*normalisation*)
 Association canadienne du gaz. 24:3:6,8 (*normalisation*)
 Association des traducteurs et interprètes de l'Alberta. 24:1:11 (*traduction*)
 Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario. 24:1:11,13,20; 3:24 (*traduction*)
 Association des traducteurs et interprètes de Nouvelle-Écosse. 24:1:11 (*traduction*)
 Association des traducteurs et interprètes de Saskatchewan. 24:1:11 (*traduction*)
 Association des traducteurs et interprètes du Manitoba. 24:1:11 (*traduction*)
 Association des traducteurs juristes du Canada. 24:1:10 (*traduction*)
 Association des traducteurs littéraires. 24:1:10 (*traduction*)
 Association for Terminology and Knowledge Transfer. 24:2:3 (*terminotics*)
 Association française de normalisation. 24:3:10 (*normalisation*)
 Association of Chartered Engineers. 24:3:13 (*standardization*)
 Association of Finnish-Speaking Technologists. 24:3:13 (*standardization*)
 Association of translators and Interpreter of Alberta. 24:1:11 (*translation*)
 Association of Translators and Interpreters of Manitoba. 24:1:11 (*translation*)
 Association of Translators and Interpreters of Nova Scotia. 24:1:11 (*translation*)
 Association of Translators and Interpreters of Ontario. 24:1:11 (*translation*)
 Association of Translators and Interpreteter of Saskatchewan. 24:1:11 (*translation*)
 Association of Visual Languages Interpreters of Canada. 24:1:10 (*translation*)
 Association pour l'information et la recherche sur les orthographes et les systèmes d'écriture. 24:2:22 (*orthographe*)
 association professionnelle. 24:1:9,13; 4:4 (*traduction*)
 Association québécoise des professeurs de français. 24:2:22 (*orthographe*)
 associative. 24:2:5 (*terminotics*)
 ASTM. 24:3:2,8,9 (*standardization*)
 ASTM Book of Standard. 24:3:8,9 (*standardization*)
 ASTM's nomenclature and definitions committee. 24:3:8 (*standardization*)
 ASTM standard. 24:3:9 (*standardization*)
 ASTM standard definition. 24:3:9 (*standardization*)
 ASTM Standard Terminology. 24:3:9 (*standardization*)
 ASTM's terminology product. 24:3:9 (*standardization*)
 ASTM technical committee. 24:3:9 (*standardization*)
 ASTM terminology activity. 24:3:9 (*standardization*)
 atelier d'aide à la rédaction. 24:2:15 (*langue*)
 atelier de traduction à vue. 24:1:15 (*interprétation*)

- atelier électronique de rédaction. 24:2:15
(*langue*)
- Athabasca River*. 24:2:20 (*toponymy*)
- ATIA. 24:1:11 (*traduction*)
- ATIA. 24:1:11 (*translation*)
- ATIM. 24:1:11 (*traduction*)
- ATIM. 24:1:11 (*translation*)
- ATINE. 24:1:11 (*traduction*)
- ATINS. 24:1:11 (*translation*)
- ATIO. 24:1:11,13,20; 3:24 (*traduction*)
- ATTO. 24:1:11 (*translation*)
- ATIS. 24:1:11 (*traduction*)
- ATIS. 24:1:11 (*translation*)
- ATL. 24:1:10 (*traduction*)
- Atlantic Ocean*. 24:2:20 (*toponymy*)
- atmospheric constituent*. 24:2:17 (*pollution*)
- atmospheric life*. 24:2:17 (*pollution*)
- ATO. 24:2:14 (*linguistique*)
- atome d'oxygène disponible. 24:2:17
(*pollution*)
- atomic oxygen. 24:2:17 (*pollution*)
- A train*. 24:4:17,19 (*trucking*)
- attachable-detachable axle*. 24:4:17,19
(*trucking*)
- attachée de presse. 24:1:20 (*traduction*)
- atteindre. 24:2:I,II (*langue*)
- atteindre à un but. 24:2:I (*langue*)
- atteindre à un objectif. 24:2:I (*langue*)
- atteindre un but. 24:2:I (*langue*)
- atteindre un objectif. 24:2:I (*langue*)
- atteinte d'un but. 24:2:I (*langue*)
- atteinte d'un objectif. 24:2:I (*langue*)
- attelage. 24:4:17,18 (*camionnage*)
- atteler. 24:4:17,18 (*camionnage*)
- attorney*. 24:3:9 (*standardization*)
- attribuer telle qualité à. 24:3:I,II
(*linguistique*)
- attributif suivi de comme et d'un participe
présent. 24:3:II (*linguistique*)
- attribution. 24:3:11 (*linguistique*)
- Auditeur. 24:1:15 (*interprétation*)
- Au fil des événements. 24:1:2,28,29
(*langue*)
- Auger (Pierre). 24:2:9,13 (*terminotique*)
- auscultation. 24:3:17 (*médecine*)
- Australian Institute of Interpreters and
Translators*. 24:1:26 (*translation*)
- auteur. 24:3:21 (*droit*)
- auteur. 24:1:3 (*traduction*)
- Auteure. 20:1:20 (*traduction*)
- author*. 24:1:5 (*translation*)
- auto-contrôle. 24:1:15 (*interprétation*)
- autodidactie permanente. 24:1:17
(*terminologie*)
- Automation Research and Technology
Transfer Division*. 24:2:12 (*terminotics*)
- automatisation. 24:2:10 (*terminotique*)
- automatisation de la chaîne de travail
terminologique. 24:2:2 (*terminotique*)
- automatisation des procédures de travail en
terminographie. 24:2:14 (*terminotique*)
- automatisation terminographie et lexicogra-
phique. 24:2:13 (*terminotique*)
- autorité correctionnelle. 24:4:6
(*administration*)
- autorité de la chose jugée. 24:4:11 (*droit*)
- autorité de la chose jugée (L'). 24:4:11
(*droit*)
- autrefois acquit. 24:4:10 (*droit*)
- autrefois convict. 24:4:10 (*droit*)
- avant-train. 24:4:17,18 (*camionnage*)
- avant-train amovible. 24:4:17,18,19
(*camionnage*)
- avant-train indéboîtable. 24:4:20
(*camionnage*)
- avant-train tournant. 24:4:16,17,18
(*camionnage*)
- Avenue*. 24:2:I,II (*toponymy*)
- Avertissement à la jeunesse et aux pères de
famille sur les attaques dirigées contre
la Religion par quelques écrivains de
nos jours*. 24:1:23 (*langue*)
- avis linguistiques. 24:1:19 (*traduction*)
- AVLIC. 24:1:10 (*translation*)
- avocate. 24:1:20 (*traductrice*)
- avoid*. 24:4:13 (*terminology*)
- avoir. 24:2:23 (*orthographe*)
- award*. 24:3:25 (*translation*)
- axle group*. 24:4:17,19 (*trucking*)
- axle system*. 24:4:17,19 (*trucking*)

B

- Babel*. 24:1:25 (*traduction*)
- babélisation terminologique. 24:3:3
(*terminologie*)
- baccalauréat en traduction. 24:1:27
(*traduction*)
- baccalauréat ès science. 24:1:20
(*traduction*)
- background processing*. 24:3:12
(*informatics*)
- Baffin Bay*. 24:2:20 (*toponymy*)
- Baffin Island*. 24:2:20 (*toponymy*)
- bagel*. 24:2:23 (*orthographe*)
- baguel. 24:2:23 (*orthographe*)
- baie de Baffin. 24:2:20 (*toponymie*)
- baie de Fundy. 24:2:20 (*toponymie*)
- baie des Chaleurs. 24:2:20 (*toponymie*)
- baie d'Hudson. 24:2:20 (*toponymie*)
- baie d'Ungava. 24:2:21 (*toponymie*)
- baie Georgienne. 24:2:20 (*toponymie*)
- baie James. 24:2:20 (*toponymie*)
- balanced full trailer*. 24:4:17,19 (*trucking*)
- banque. 24:4:27 (*économie*)
- banque BTQ. 24:3:10 (*normalisation*)
- banque corrective des formes fautives.
24:2:16 (*linguistique*)
- banque de données haut de gamme.
24:3:18 (*industries de la langue*)
- banque de données linguistiques. 24:2:2;
4:4,22 (*langue*)
- banque de données linguistiques du
Secrétariat d'État du Canada. 24:4:25
(*terminologie*)
- banque de données linguistiques et
textuelles. 24:4:3 (*langue*)
- banque de données terminologique
informatisée. 24:3:6 (*normalisation*)
- banque des formes fautives. 24:2:16
(*linguistique*)
- banque de terminologie. 24:2:10,14
(*terminotique*)
- banque d'illustrations. 24:2:9 (*terminotique*)
- Banque internationale d'information sur les
états francophones. 24:1:29; 2:2,25,26
(*francophonie*)
- banque TERMIUM. 24:3:10 (*normalisation*)
- Barreau de Paris. 24:1:20 (*traduction*)
- base de données. 24:2:10,15 (*langue*)
- Base de données. 24:2:26 (*documentation*)
- base de données bibliographiques. 24:2:26
(*documentation*)
- base de données canadienne. 24:4:4
(*langue*)
- base de données corrective. 24:2:15
(*langue*)
- base de données textuelles. 24:2:10,14
(*langue*)
- base d'illustrations. 24:2:14 (*langue*)
- base list*. 24:4:12,14 (*terminology*)
- basic concept*. 24:2:3 (*terminotics*)
- basic standard*. 24:3:4 (*standardization*)
- Basque Association of Translators, Revisers
and Interpreters*. 24:1:26 (*translation*)
- Basscou. 24:1:21 (*langue*)
- bâtard de la vanité. 24:1:17 (*terminologie*)
- Bay of Fundy*. 24:2:20 (*toponymy*)
- B.C. 24:3:22 (*toponymie*)
- BC. 24:3:22 (*toponymie*)
- Beaufort Sea*. 24:2:20 (*toponymy*)
- Beaulieux. 24:2:22 (*orthographe*)
- bec à maïs. 24:4:13 (*agriculture*)
- bec cueilleur à maïs. 24:4:13 (*agriculture*)
- bec diviseur à maïs. 24:4:13 (*agriculture*)
- Bélisle. 24:2:III (*langue*)
- Bell Canada. 24:1:9 (*traduction*)
- benne. 24:4:15,18 (*camionnage*)
- benne*. 24:4:17 (*trucking*)
- benne basculante. 24:4:17 (*camionnage*)
- béquille. 24:4:20 (*camionnage*)
- béquille de semi-remorque. 24:4:16,17,19
(*camionnage*)

- Bescherelle. 24:2:II (*langue*)
 Bescherelle. 24:2:III (*langue*)
 Beslais. 24:2:22 (*orthographe*)
 besoin de communication interlinguistique. 24:3:18 (*communication*)
 besoin rédactionnel des langagiers. 24:2:15 (*langue*)
Bibliographie de la néologie : Nouveaux fragments 1980-1989. 24:1:29 (*linguistique*)
 bibliographie permanente de la néologie. 24:3:27 (*terminologie*)
bibliography. 24:4:12 (*terminology*)
 Bibliothèque de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. 24:2:26 (*documentation*)
 Bibliothèque de l'Université de Maurice. 24:2:26 (*documentation*)
 Bibliothèque de l'Université du Burundi. 24:2:26 (*documentation*)
 Bibliothèque nationale. 24:1:22 (*langue*)
 Bibliothèque nationale d'Haïti. 24:2:26 (*documentation*)
 Bibliothèque royale de Paris. 24:1:22 (*langue*)
 BIEF. 24:1:29,2:2,25 (*francophonie*)
 BIEF. 24:2:2 (*francophony*)
 bien immeuble. 24:3:21 (*droit*)
 bien meuble. 24:3:21 (*droit*)
 bien personnel. 24:3:21 (*droit*)
 bien réel. 24:3:21 (*droit*)
 bilan analytique des publications canadiennes. 24:3:27 (*terminologie*)
bilingual computer-assisted. 24:2:12 (*terminotics*)
bilingual document. 24:4:12 (*terminology*)
bilingual record. 24:2:11 (*terminotics*)
bilingual source. 24:4:12 (*terminology*)
bilingual standard on information technology terminology. 24:3:2 (*standardization*)
 bilingue. 24:1:27 (*interprétation*)
 biochimie. 24:3:15,16 (*médecine*)
 biographe. 24:1:24 (*langue*)
 biologie. 24:1:27; 3:16 (*médecine*)
 biologie cellulaire. 24:3:15 (*médecine*)
 biologie moléculaire. 24:3:15,16 (*médecine*)
 biophysique. 24:3:15,16 (*médecine*)
 biotechnologie. 24:3:15,16,17,18 (*médecine*)
blubbers. 24:4:16 (*police*)
BNQ. 24:3:6,8 (*normalisation*)
bobbies. 24:4:26 (*police*)
bobtail tractor. 24:4:17 (*trucking*)
body. 24:4:17 (*trucking*)
body builder. 24:4:17 (*trucking*)
body shell. 24:4:17 (*trucking*)
bogey. 24:4:17,19 (*trucking*)
boiler. 24:4:2,21,22 (*heating*)
Boiler et Furnace. 24:4:21 (*chauffage*)
 boîte. 24:4:15,17,19 (*camionnage*)
 boîte de texte. 24:2:9 (*graphisme*)
 boîte fermée. 24:4:15,17,19 (*camionnage*)
 boîtes à lait. 24:4:26 (*police*)
 bombe logique. 24:3:11 (*informatique*)
bond (in). 24:4:13 (*finance*)
Bon Usage (Le). 24:2:III (*langue*)
Book of Standards. 24:3:9 (*standardization*)
Boulevard. 24:1:I,II (*toponymy*)
 Bowdoin College. 24:1:19 (*traduction*)
brake bosc coupler. 24; 4:17,19 (*trucking*)
braking device. 24:4:17,18 (*trucking*)
braking system. 24:4:17,18 (*trucking*)
 branque. 24:4:26 (*police*)
British Columbia. 24:2:20; 3:22 (*toponymy*)
 brochure de vulgarisation sur les industries de la langue. 24:3:24 (*francophonie*)
 brochure d'information sur les industries de la langue. 24:4:4 (*langue*)
broker. 24:4:17,18,19 (*trucking*)
brokerage charge. 24:4:14 (*finance*)
brokerage fee. 24:4:14 (*finance*)
brominated hydrocarbon. 24:2:19 (*pollution*)
bromoethane. 24:2:18 (*pollution*)
bromotrifluoroéthylène. 24:2:18 (*pollution*)
bromotrifluoroéthylène. 24:2:18 (*pollution*)
bromotrifluorométhane. 24:2:18 (*pollution*)
bromotrifluorométhane. 24:2:18 (*pollution*)
brouser. 24:2:5 (*terminotics*)
browsing facility. 24:2:5 (*terminotics*)
browsing feature. 24:2:5 (*terminotics*)
 Bruneau et Pernot. 24:2:22 (*orthographe*)
 Brunot. 24:2:22 (*orthographe*)
 BTQ. 24:3:12; 4:4 (*langue*)
B train. 24:4:17,19 (*trucking*)
Building. 24:1:II (*toponymy*)
 Buisseret (Irène de). 24:1:20 (*traduction*)
bulbs. 24:4:26 (*police*)
 bulletin de terminologie sur disquettes. 24:3:18 (*industrie de la langue*)
 Bureau de la traduction. 24:1:11 (*traduction*)
 bureau de normalisation. 24:2:17,19 (*normalisation*)
 Bureau de normalisation du Québec. 24:3:6,8 (*normalisation*)
 Bureau des Affaires francophones du gouvernement du Manitoba. 24:4:4 (*langue*)
 Bureau des traductions. 24:1:14; 25,26 (*traduction*)
 Bureau national de métrologie. 24:4:8 (*administration*)
 bureautique. 24:3:10,11 (*informatique*)
 Burnouf (Eugène). 24:1:21,22 (*langue*)
 but. 24:2:I,II,III,IV (*langue*)
 but de diagnostic (dans un). 24:1:IV (*langue*)
 but de la Fédération. 24:1:25 (*traduction*)
 But, objectif et leurs cooccurents. 24:2:I (*langue*)
 but thérapeutique (dans un). 24:1:IV (*langue*)



- cabine (d'interprétation). 24:1:14 (*interprétation*)
 cabine. 24:4:27 (*aviation*)
 cabine de conduite. 24:4:17,18 (*camionnage*)
 cabinet de traduction. 24:3:24 (*traduction*)
cab interior. 24:4:17,18 (*trucking*)
Cabot Strait. 24:2:20 (*toponymy*)
cab to end of frame length. 24:4:17,18 (*trucking*)
 cacographe chronique. 24:1:20 (*traduction*)
 cadre. 24:4:17,18 (*camionnage*)
 cadre de châssis. 24:4:15,16,17,18 (*camionnage*)
 CAFI. 24:1:28; 2:27 (*langue*)
Cahier des termes nouveaux. 24:1:29 (*linguistique*)
 cahier de terminologie. 24:4:25 (*terminologie*)
 Caillé (Pierre-François). 24:1:25 (*traduction*)
 caisse de carrosserie. 24; 4:17 (*camionnage*)
 calcul analogique. 24:3:11 (*informatique*)
 calorifère. 24:4:21 (*chauffage*)
 camion. 24:4:15,17,18,19 (*camionnage*)
 camion de 45 pieds. 24:4:16,17 (*camionnage*)
 camion de 45 pieds recroquevillé. 24:4:17,18 (*camionnage*)
 camionnage. 24:4:2,15,17,19 (*transport*)
 Camionnage et transport routier : deux notions bien distinctes. 24:4:15 (*camionnage*)
 camionneur. 24:4:17,19 (*camionnage*)
 camion(-)porteur. 24:4:15,17,19 (*camionnage*)
 camion-remorque. 24:4:15,16,17 (*camionnage*)
Canadian Import Tribunal. 24:4:13 (*trade*)
Canadian International Trade Tribunal. 24:4:13 (*trade*)
Canadian Observatory on Language Industries. 24:4:2 (*administration*)
Canadian Penitentiary Service. 24:4:6 (*administration*)
Canadian Style (The). 24:4:13 (*language*)

- Canadian technical standardization organization. 24:3:2 (standardization)
- Canadian translators and Interpreters Council. 24:1:11 (translation)
- Canadien National. 24:1:9 (traduction)
- capacité de dénouer les imbroglis terminologiques. 24:1:16 (terminologie)
- capacité de réfléchir sur l'agir professionnel. 24:1:16 (terminologie)
- Cape Breton Island. 24:2:20 (toponymy)
- caractère d'obligation. 24:3:3 (normalisation)
- caractère exécutoire. 24:3:20 (droit)
- caractère néologique. 24:3:16 (terminologie)
- Carbonneau (Hector). 24:1:19 (traduction)
- Carnegie Mellon. 24:2:7 (terminotics)
- Carrefour de la francisation au salon le Monde des Affaires (Le). 24:1:28 (linguistique)
- carrière en milieu correctionnel. 24:4:6 (administration)
- carrosserie. 24:4:17 (camionnage)
- carrosserie amovible. 24:4:17,18 (camionnage)
- carrosserie-benne. 24:4:17,18 (camionnage)
- carrosserie-citerne. 24:4:17,19 (camionnage)
- carrosserie fixe. 24:4:17,18 (camionnage)
- carrosserie-fourgon. 24:4:17 (camionnage)
- carrosserie industrielle. 24:4:17,18 (camionnage)
- carrosserie intégrée. 24:4:17 (camionnage)
- carrosserie mobile. 24:4:17,18,19 (camionnage)
- carrosserie-plateau. 24:4:17,18,19 (camionnage)
- carrossier-constructeur. 24:4:17 (camionnage)
- cas de synonymie inextricable. 24:1:16 (terminologie)
- Catach (Nina). 24:2:22,23 (orthographe)
- catalytic destruction chain. 24:2:17 (pollution)
- catalytic ozone destruction cycle. 24:2:17 (pollution)
- CATW. 24:3:5 (standardization)
- causalité. 24:3:11 (linguistique)
- cause-effect process-method. 24:2:5 (terminotics)
- C.-B. 24:3:22 (toponymie)
- CCC. 24:3:6,10,11,12 (normalisation)
- CCN. 24:3:6,7,8,10,11,12 (normalisation)
- CCRIT. 24:4:4 (communication)
- CD. 24:2:4,5,6 (terminotics)
- CDG. 24:4:20 (camionnage)
- CD-ROM. 24:2:12,13 (terminotics)
- CD-ROM. 24:2:13 (terminotique)
- CD-ROM disk. 24:3:14 (standardization)
- CEFRIO. 24:2:15 (langue)
- CEI. 24:3:10 (normalisation)
- Center for Machine Translation. 24:2:7 (translation)
- central data bank. 24:2:11 (terminotics)
- Centrale de l'enseignement du Québec. 24:2:22 (orthographe)
- central linguistic data bank. 24:2:11,12 (terminotics)
- central processing unit. 24:3:11 (informatics)
- Centre canadien de recherche en informatisation du travail. 24:4:4 (communication)
- Centre d'analyse de textes par ordinateur. 24:2:14 (linguistique)
- Centre d'ATO. 24:2:10 (industrie de la langue)
- Centre de documentation nationale de Tunis. 24:2:26 (documentation)
- centre de documentation sur la francophonie pour la francophonie. 24:2:26,27 (documentation)
- Centre de formation et de perfectionnement en interprétation. 24:1:14 (interprétation)
- centre de gravité CDG. 24:4:20 (camionnage)
- Centre de linguistique de l'entreprise. 24:2:27 (langue)
- Centre de terminologie de Bruxelles. 24:2:14 (terminotique)
- Centre de traduction et de terminologie juridiques. 24:4:4 (droit)
- Centre en français de recherche en informatisation des organisations. 24:2:15 (langue)
- Centre. 24:1:II (typonymy)
- centre. 24:1:II (toponymie)
- Centre international de civilisation bantou (CICIBA) de Libreville. 24:2:26 (documentation)
- centre régional. 24:1:25 (traduction)
- Centre régional nord-américain. 24:1:25; 3:26 (traduction)
- Centre régional nord-américain de la FIT. 24:1:26; 3:2 (traduction)
- centre serveur. 24:1:29; 2:26 (documentation)
- Centro Regional de los Paises del Norte de América. 24:3:26 (translation)
- CFC. 24:2:2,17,18,19 (pollution)
- CFC. 24:2:18 (pollution)
- CFC dangereux. 24:2:19 (pollution)
- CFC doux. 24:2:19 (pollution)
- CFC dur. 24:2:19 (pollution)
- CFC inoffensifs. 24:2:19 (pollution)
- CFM. 24:2:18 (pollution)
- CFM. 24:2:18 (pollution)
- CFP. 24:4:8 (administration)
- chaînage des termes. 24:2:14 (terminotique)
- chaîne cinématique. 24:4:17,18 (camionnage)
- chaîne Côtière. 24:2:20 (toponymie)
- chaîne de destruction catalytique. 24:2:17 (pollution)
- chaîne de la rédaction humaine. 24:2:15 (langue)
- chaîne du travail terminologique. 24:2:10 (terminotique)
- Chaleur Bay. 24:2:20 (toponymy)
- chambre de combustion. 24:4:22 (chauffage)
- Chambre des communes. 24:1:19; 4:5 (politique)
- champ de compétence. 24:3:20 (droit)
- Champlain Lake. 24:2:20 (toponymy)
- character casting. 24:2:6 (graphic arts)
- charge. 24:4:18 (camionnage)
- charge payante. 24:4:15,18 (camionnage)
- charge utile. 24:4:15,18,20 (camionnage)
- Charte canadienne des droits et libertés. 24:4:10 (droit)
- Charte de la langue française. 24:2:27 (industries de la langue)
- châssis. 24:4:15,18 (camionnage)
- chassis. 24:4:18 (trucking)
- chassis cab. 24:4:18 (trucking)
- châssis-cabine. 24:4:15,18 (camionnage)
- chassis frame. 24:4:17,18 (trucking)
- châtiment. 24:4:5 (administration)
- chaudière. 24:4:21,22 (chauffage)
- chaudière à air chaud. 24:4:21 (chauffage)
- chaudière à air chaud à gaz. 24:4:21 (chauffage)
- chauffeur. 24:4:16,18 (camionnage)
- chausse-trappe sémantique. 24:1:3 (traduction)
- check stub. 24:4:13,14 (finance)
- chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français. 24:4:3 (francophonie)
- chemically inert. 24:2:17 (pollution)
- chemical stability. 24:2:17 (pollution)
- cheminement informatique. 24:2:15 (langue)
- chemin. 24:1:II (toponymie)
- cheque stub. 24:4:13,14 (finance)
- chercheur. 24:1:18 (terminologie)
- cheval de Troie. 24:3:11 (informatique)
- cheville ouvrière. 24:4:16,18 (camionnage)
- Chicago leprosy. 24:4:26 (police)
- Chiné a rejeté les propositions de l'Inde, Le Souverain pontife a mentionné Noël 1963 (La). 24:3:II (linguistique)

- chlorinated compound, chlorinated species.* 24:2:17 (*pollution*)
- chlorinated substance.* 24:2:17 (*pollution*)
- chlorine sink.* 24:2:17 (*pollution*)
- chlorodifluorométhane.* 24:2:18,19 (*pollution*)
- chlorodifluoromethane.* 24:2:18,19 (*pollution*)
- chlorofluorocarbon.* 24:2:2,18 (*pollution*)
- chlorofluorocarbène.* 24:2:18 (*pollution*)
- chlorofluorocarbone.* 24:2:18,19 (*pollution*)
- chlorofluorocarburés ou hydrocarbures chlorofluorés (Les).* 24:2:18 (*pollution*)
- chlorofluoroéthane.* 24:2:18 (*pollution*)
- chlorofluoroéthane.* 24:2:18 (*pollution*)
- chlorofluoroéthylène.* 24:2:18 (*pollution*)
- chlorofluoroethylene.* 24:2:18 (*pollution*)
- chlorofluorométhane.* 24:2:17,18 (*pollution*)
- chlorofluoromethane.* 24:2:18 (*pollution*)
- chloropentafluoroéthane.* 24:2:18 (*pollution*)
- chloropentafluoroethane.* 24:2:18 (*pollution*)
- chlorosyl radical.* 24:2:17 (*pollution*)
- choix des contextes.* 24:2:10 (*terminotique*)
- choix des termes.* 24:2:10 (*terminotique*)
- choix des unités lexicales.* 24:3:16 (*terminologie*)
- choosing the concept network and field.* 24:2:5 (*terminotics*)
- chose jugée comme fin de non-recevoir.* 24:4:10 (*droit*)
- chroniqueur linguistique.* 24:1:19 (*traduction*)
- Churchill River.* 24:2:20 (*toponymy*)
- chutes Niagara.* 24:2:20 (*toponymie*)
- cinquantenaire.* 24:1:30 (*traduction*)
- cinquième route.* 24:4:16,18 (*camionnage*)
- Circle.* 24:1:II (*toponymy*)
- Circuit.* 24:1:28 (*langue*)
- circularité.* 24:3:11 (*linguistique*)
- cisaillement.* 24:4:17,18 (*camionnage*)
- CIT.* 24:4:13 (*trade*)
- citerne.* 24:4:15,18,19 (*camionnage*)
- CIIT.* 24:4:13 (*trade*)
- city transport.* 24:4:18,19 (*trucking*)
- classaurus.* 24:3:5 (*standardization*)
- classer les notions.* 24:1:16 (*terminologie*)
- classification system.* 24:3:5 (*standardization*)
- client's translation section.* 24:4:12 (*terminology*)
- Cliptex.* 24:1:28 (*industrie de la langue*)
- CNGI.* 24:3:12 (*normalisation*)
- CNLC.* 24:4:5 (*administration*)
- CNRS.* 24:2:22 (*orthographe*)
- Coast Mountains.* 24:2:20 (*toponymy*)
- cockpit.* 24:4:27 (*aviation*)
- CODE.* 24:2:2 (*terminotique*)
- CODE.* 24:2:2,3,4,6,7 (*terminotics*)
- CODE: A generic knowledge processor.* 24:2:4 (*terminotics*)
- Code criminel.* 24:4:10 (*droit*)
- Code de procédure pénale.* 24:4:11 (*droit*)
- code linguistique.* 24:3:20 (*droit*)
- CODE pilot project.* 24:2:3 (*terminotics*)
- Code Pilot Project (The).* 24:2:5 (*terminotics*)
- Code pour la présentation des noms de langue.* 24:3:27 (*terminologie*)
- CODE research group.* 24:2:7 (*terminotics*)
- Codes des détenus.* 24:4:26 (*police*)
- Codes for the Representation of Names of Countries.* 24:4:13 (*terminology*)
- CODE system.* 24:2:3,4,5,7 (*terminotics*)
- codification.* 24:4:3 (*francophonie*)
- coffiot.* 24:4:26 (*police*)
- cogniticien.* 24:2:3 (*terminotique*)
- cognitive.* 24:4:3 (*langue*)
- COGNOS.* 24:2:7 (*terminotics*)
- Coin des publications (Le).* 24:1:2,29,30,31;2:2,27; 3:2,26,27; 4:2,24,25,26,27 (*terminologie*)
- COLI.* 24:4:2 (*administration*)
- Colignon (Jean-Pierre).* 24:2:22 (*orthographe*)
- collaborateur.* 24:4:I,II,III (*langue*)
- Collaboration, coopération.* 24:4:I (*langue*)
- collaboration.* 24:4:2,I,II (*politique*)
- collaborer.* 24:4:I,II,III (*langue*)
- collecte de contextes.* 24:2:10 (*terminotique*)
- collection.* 24:2:11,12 (*terminotics*)
- collectivité juridique.* 24:3:20,21 (*droit*)
- collectivité linguistique.* 24:1:9 (*traduction*)
- Colloque international sur les industries de la langue.* 24:1:28; 2:10,13,14; 4:2,4 (*industrie de la langue*)
- colloque OLF-STQ.* 24:2:9 (*terminotique*)
- Colombie-Britannique.* 24:2:20; 3:23 (*toponymie*)
- Colombie-Britannique (la).* 24:3:22 (*toponymie*)
- Columbia River.* 24:2:20 (*toponymy*)
- com attachment.* 24:4:13 (*agriculture*)
- combination of vehicles.* 24:4:18 (*trucking*)
- combustion chamber.* 24:4:22 (*heating*)
- comfith.* 24:4:13 (*terminology*)
- com head.* 24:4:13 (*agriculture*)
- com header.* 24:4:13 (*agriculture*)
- Comité consultatif canadien.* 24:3:6,7,10 (*normalisation*)
- Comité consultatif de la normalisation et de la qualité du français.* 24:2:III (*langue*)
- Comité consultatif des Repères - T/R.* 24:1:II (*langue*)
- Comité d'action pour le français dans l'informatique.* 24:1:28; 2:27 (*langue*)
- comité de collaboration patronale-ouvrière.* 24:4:III (*relations de travail*)
- comité de la reconnaissance professionnelle.* 24:3:24 (*droit*)
- Comité de linguistique de Radio-Canada.* 24:4:7 (*administration*)
- Comité de normalisation.* 24:3:20,21 (*droit*)
- Comité des communications.* 24:3:25 (*traduction*)
- Comité des normes gouvernementales en informatique.* 24:3:12 (*normalisation*)
- comité de terminologie.* 24:3:10 (*normalisation*)
- comité de terminologie de la CSA.* 24:3:7 (*normalisation*)
- comité de terminotique.* 24:2:10 (*terminotique*)
- comité de travail.* 24:3:16 (*terminologie*)
- Comité d'orientation.* 24:3:24 (*francophonie*)
- comité d'orientation.* 24:1:29 (*linguistique*)
- comité national de terminologie.* 24:3:6 (*normalisation*)
- Comité permanent canadien des noms géographiques.* 24:1:I; 2:19 (*toponymie*)
- Comité pour la presse et les relations extérieures.* 24:1:26 (*traduction*)
- Comité pour la réforme de l'orthographe.* 24:2:22 (*orthographe*)
- Comité pour la théorie de la traduction.* 24:4:23 (*traduction*)
- Comité pour l'histoire de la traduction.* 24:4:2,23 (*traduction*)
- Comité pour l'histoire de la traduction (FIT) (Le).* 24:4:23 (*traduction*)
- Comité pour l'histoire et la théorie de la traduction.* 24:4:23 (*traduction*)
- comité technique 37.* 24:3:3,6 (*normalisation*)
- comité technique.* 24:3:7 (*normalisation*)
- Comité technique.* 24:3:22 (*droit*)
- comité technique canadien.* 24:3:11 (*normalisation*)
- Comité Technique Conjoint ISO/CEI.* 24:3:10 (*normalisation*)
- comme.* 24:3:I,II (*langue*)
- comme allant.* 24:3:I (*langue*)
- comme appartenant.* 24:3:I (*langue*)
- comme bénéficiant.* 24:3:I (*langue*)
- comme étant.* 24:3:I,II (*langue*)
- comme étant inacceptables.* 24:3:II (*langue*)
- comme étant la date finale du Concile.* 24:3:II (*langue*)
- comme et d'un participe présent.* 24:3:II (*langue*)

- comme et le participe présent. 24:3:II
(*langue*)
- comme exerçant. 24:3:II (*langue*)
- comme marquant. 24:3:II (*langue*)
- comme n'ayant pas. 24:3:II (*langue*)
- commentaire linguistique. 24:2:15 (*langue*)
- Comment franciser un poste de travail
micro-informatique. 24:2:27 (*industries
de la langue*)
- Comme peut-il introduire un participe
présent attribut. 24:3:I (*langue*)
- comme relevant. 24:3:I (*langue*)
- comme remontant. 24:3:II (*langue*)
- comme se parlant. 24:3:I (*langue*)
- commissariat et service de police. 24:4:26
(*police*)
- Commission de la fonction publique. 24:4:8
(*administration*)
- Commission de réforme du droit du
Canada. 24:4:11 (*droit*)
- Commission des Communautés euro-
péennes. 24:4:25 (*libre-échange*)
- Commission de terminologie de l'Office de
la langue française du Québec.
24:2:22,3: (*normalisation*)
- Commission de toponymie du Québec.
24:1:I,28 (*toponymie*)
- commission de toponymie municipale.
24:1:I (*terminologie*)
- Commission du tarif. 24:4:13 (*commerce*)
- Commission Électrotechnique internatio-
nale. 24:3:10 (*normalisation*)
- commission ministérielle de terminologie.
24:2:23 (*orthographe*)
- Commission nationale des libérations
conditionnelles. 24:4:5 (*administration*)
- Commission royale d'enquête sur le systè-
me pénal du Canada. 24:4:5 (*droit*)
- Committee for the History and Theory of
Translation*. 24:4:24 (*translation*)
- Committee for the History of Translation
(FIT) (The)*. 24:4:24 (*translation*)
- Committee for the History of Translation*.
24:4:24 (*translation*)
- Committee for Translation Theory*.
24:4:2,24 (*translation*)
- Committee on Terminology*. 24:3:9
(*standardization*)
- common law. 24:3:21; 4:11 (*droit*)
- common law en français. 24:3:21 (*droit*)
- communauté linguistique. 24:1:7
(*traduction*)
- communicateur. 24:1:17,27 (*langue*)
- communication. 24:2:4 (*terminotics*)
- communication. 24:1:5; 2:3; 3:3,24
(*communication*)
- communication. 24:1:5 (*translation*)
- communication internationale. 24:1:25
(*traduction*)
- communication juridique. 24:3:19,20 (*droit*)
- communication orale et publique. 24:1:15
(*interprétation*)
- community corrections. 24:4:6
(*administration*)
- community corrections worker. 24:4:6
(*administration*)
- Compact Disk - Read-Only Memory. 24:2:13
(*terminotics*)
- comparative terminology. 24:2:7
(*terminotics*)
- compatibilité translinguistique. 24:3:11
(*linguistique*)
- compatible. 24:2:9 (*informatique*)
- compétence (en terminologie). 24:1:16
(*terminologie*)
- compétence législative des provinces.
24:3:21 (*droit*)
- compétence linguistique. 24:1:8
(*traduction*)
- compétence professionnelle. 24:1:13
(*traduction*)
- compétences législatives. 24:3:20 (*droit*)
- compétence technique. 24:1:17
(*terminologie*)
- Compilation of standard definitions. 24:3:8
(*standardization*)
- Compilation of standard terminologies.
24:3:8 (*standardization*)
- Compilations. 24:3:9 (*standardization*)
- completely halogenated hydrocarbon.
24:2:18 (*pollution*)
- complexe. 24:1:II (*toponymie*)
- Complex. 24:1:II (*toponymie*)
- composante multiculturelle et multilingue.
24:4:3 (*francophonie*)
- composé chloré. 24:2:17 (*pollution*)
- composé syntagmatique. 24:4:25
(*terminologie*)
- composition. 24:4:3 (*langue*)
- composition nominale. 24:2:22
(*orthographe*)
- compréhension automatique d'images.
24:3:11 (*normalisation*)
- comptabilité. 24:4:7,8 (*administration*)
- compte à rebours. 24:1:14 (*interprétation*)
- compte rendu analytique. 24:1:7
(*traduction*)
- computational terminology research. 24:2:4
(*terminotics*)
- computational terminology researcher.
24:2:4 (*terminotics*)
- computer aid. 24:2:4 (*terminotics*)
- computer-assisted concept analysis. 24:2:4
(*terminotics*)
- computer-assisted technical writing. 24:3:5
(*standardization*)
- computer-assisted terminology. 24:2:2
(*terminotics*)
- computer-assisted term scanning project.
24:2:2 (*terminotics*)
- computerization of the terminological work
process. 24:2:2 (*terminotics*)
- computerized scanning. 24:2:12
(*terminotics*)
- computer-readable text. 24:2:12
(*terminotics*)
- computer science. 24:2:3 (*terminotics*)
- Comte (Auguste). 24:1:23 (*biologique*)
- concept analysis. 24:2:4,7,12 (*terminotics*)
- concept civiliste. 24:3:20 (*droit*)
- concept descriptor. 24:2:4 (*terminotics*)
- Concept Descriptor. 24:2:5 (*terminotics*)
- concept émergent. 24:3:11 (*normalisation*)
- conception. 24:1:18; 2:15 (*terminologie*)
- concept network. 24:2:5,6,7,12 (*terminotics*)
- concept system. 24:2:5; 3:9 (*terminotics*)
- Conceptually Oriented Design Environment.
24:2:4 (*terminotics*)
- concise expression. 24:2:7 (*terminotics*)
- concourir à une œuvre ou à une action
commune. 24:4:I (*langue*)
- condition d'exercice. 24:1:25 (*traduction*)
- conducteur. 24:4:16,18 (*camionnage*)
- conducteur-proprétaire. 24:4:17,18
(*camionnage*)
- confédération canadienne. 24:3:23
(*toponymie*)
- Confédération Vie. 24:1:28 (*assurance*)
- Conférence des services de traduction des
États d'Europe occidentale en Suisse.
24:3:27 (*terminologie*)
- Conférence générale de Nairobi. 24:1:25
(*traduction*)
- confusion sémantique indémêlable. 24:1:16
(*terminologie*)
- congé parlementaire. 24:1:15 (*interprétation*)
- Congrès annuel de la Société des traduc-
teurs du Québec. 24:3:24 (*traduction*)
- Congrès annuel de l'Association des
traducteurs et interprètes de l'Ontario.
24:3:24 (*traduction*)
- Congrès et colloques nationaux et inter-
nationaux. 24:2:2,24; 4:27 (*langue*)
- congrès mondial. 24:1:25 (*traduction*)
- congrès statutaire (de la FIT). 24:1:26
(*traduction*)
- conjugueur électronique. 24:2:14
(*linguistique*)
- connaissance de l'anglais et du français.
24:1:27 (*traduction*)
- conscience professionnelle. 24:1:19
(*traduction*)

- Conseil canadien des normes. 24:3:6,7,8,10
(*normalisation*)
- Conseil d'administration. 24:1:30
(*traduction*)
- Conseil de la FIT. 24:1:26 (*traduction*)
- Conseil de la langue française du Québec.
24:1:28; 2:21,22,27 (*langue*)
- Conseil de recherches médicales du
Canada. 24:3:2,15 (*normalisation*)
- Conseil des Sages. 24:1:26 (*traduction*)
- Conseil des traducteurs et interprètes du
Canada. 24:1:10,11,13,26,28; 2:10
(*traduction*)
- Conseil du Trésor. 24:1:I,II; 2:19; 4:8
(*administration*)
- Conseil international de la langue française.
24:2:22 (*langue*)
- Conseil pédagogique inter-disciplinaire du
Québec. 24:3:23 (*français*)
- Conseil supérieur de la langue française de
France. 24:1:28,29; 2:22,24 (*langue*)
- considéré comme. 24:3:I,II (*langue*)
- considèrent comme étant. 24:3:II (*langue*)
- considérer. 24:3:I,II (*langue*)
- considérer comme de trop, considérer
comme en contact. 24:3:II (*langue*)
- Considérer, regarder comme + participe
présent. 24:3:I (*langue*)
- constater. 24:1:20 (*traduction*)
- constituant atmosphérique. 24:2:17
(*pollution*)
- constituer un stock excédentaire. 24:4:13
(*finance*)
- constitution des dossiers terminologiques.
24:2:10 (*terminotique*)
- constraints and the mission of the trans-
lation profession (The)*. 24:1:2
(*language*)
- consultation préalable des usagers. 24:3:3
(*normalisation*)
- consumer subsidy equivalent*. 24:4:14
(*terminology*)
- Contact. 24:3:24 (*français*)
- contact group*. 24:3:13 (*standardization*)
- contenu sémantique du terme. 24:3:20
(*droit*)
- context*. 24:2:12 (*terminotics*)
- contexte. 24:3:17 (*terminologie*)
- contexte définitoire. 24:3:17 (*terminologie*)
- contexte socio-politique. 24:3:27
(*terminologie*)
- contexte terminologique. 24:2:10
(*terminotique*)
- contextual equivalent*. 24:4:12
(*terminology*)
- context unit*. 24:2:12 (*terminotics*)
- contiguïté. 24:3:11 (*linguistique*)
- contraction. 24:4:26 (*langue*)
- contre-sellette. 24:4:16 (*camionnage*)
- contre-sellette d'attelage. 24:4:16,18,19
(*camionnage*)
- contresens. 24:1:3 (*traduction*)
- contribuer à une œuvre (de). 24:4:II
(*langue*)
- contrôle de la qualité. 24:1:10; 4:25
(*traduction*)
- contrôler sa respiration. 24:1:15
(*interprétation*)
- conversational mode*. 24:3:12 (*informatics*)
- convert dolly*. 24:4:18 (*trucking*)
- convivialité, nécessite des années 90 (La).
24:1:28 (*informatique*)
- cooccurrent. 24:2:I (*langue*)
- coopérants. 24:4:II (*langue*)
- coopérateur. 24:4:I,II,III (*langue*)
- coopérateur de Dieu. 24:4:II (*langue*)
- coopérateur de sainte doctrine. 24:4:II
(*langue*)
- coopération. 24:4:2,I,II (*politique*)
- coopération à la grâce. 24:4:II (*langue*)
- coopération au travail. 24:4:II (*langue*)
- coopération de (avec la). 24:4:III (*langue*)
- coopération juridique et judiciaire. 24:4:3
(*francophonie*)
- coopération patronale syndicale. 24:4:III
(*relations de travail*)
- coopérer. 24:4:I,II,III (*langue*)
- coopérer à la grâce. 24:4:II (*langue*)
- co-ordination of terminology standard-
ization*. 24:3:5 (*standardization*)
- copie. 24:2:14 (*terminotique*)
- coquille de traitement. 24:2:15 (*langue*)
- Corbeil (Jean-Claude). 24:2:9 (*linguistique*)
- Cornellier (père Philippe). 24:1:19
(*traduction*)
- Corporation des traducteurs et interprètes
du Nouveau-Brunswick. 24:1:11
(*traduction*)
- Corporation des traducteurs et interprètes
du Québec. 24:3:24 (*traduction*)
- Corporation of Translators and Interpreters
of New Brunswick*. 24:1:11
(*translation*)
- corpus (Le). 24:3:11 (*normalisation*)
- corpus documentaire. 24:3:16 (*terminologie*)
- correcteur. 24:2:15,16 (*langue*)
- correcteur grammatical et stylistique
PROSE. 24:2:2,14,15 (*terminotique*)
- correcteur orthographique. 24:2:14; 4:3
(*langue*)
- correctioal setting*. 24:4:6 (*administration*)
- correction*. 24:2:3 (*terminotics*)
- correction. 24:1:31; 2:15; 4:15 (*langue*)
- correctional*. 24:4:6 (*administration*)
- correctional administration*. 24:4:6
(*administration*)
- correctional agency*. 24:4:6 (*administration*)
- correctional career*. 24:4:6 (*administration*)
- correctional institution*. 24:4:6
(*administration*)
- Correctional Investigator*. 24:4:6
(*administration*)
- Correctional Law Review*. 24:4:6
(*administration*)
- correctional model*. 24:4:6 (*administration*)
- correctional nurse*. 24:4:6 (*administration*)
- correctional officer*. 24:4:6 (*administration*)
- correctional operations*. 24:4:6
(*administration*)
- correctional reform*. 24:4:6 (*administration*)
- Correctional Service of Canada*. 24:4:6
(*administration*)
- correctional supervisor*. 24:4:6
(*administration*)
- correctional system*. 24:4:6 (*administration*)
- correctional treatment*. 24:4:6
(*administration*)
- correctional worker*. 24:4:6 (*administration*)
- Correction Branch*. 24:4:6 (*administration*)
- correction des délinquants. 24:4:6
(*administration*)
- correction grammaticale et stylistique.
24:2:15 (*langue*)
- correction linguistique. 24:1:30; 2:16
(*langue*)
- correctionnal*. 24:4:2,6 (*administration*)
- correctionnel*. 24:4:5,6 (*administration*)
- correction officer*. 24:4:6 (*administration*)
- correction orthographique et grammaticale.
24:2:14,15 (*langue*)
- correction reform*. 24:4:6 (*administration*)
- Correction Research and Strategic Policy
Directorate*. 24:5:6 (*administration*)
- corrections*. 24:4:6 (*administration*)
- corrections delegate*. 24:4:6 (*administration*)
- corrections program*. 24:4:6
(*administration*)
- corrections responsibilities*. 24:4:6
(*administration*)
- correction syntaxique et stylistique.
24:2:14,15 (*langue*)
- correspondancier. 24:1:30 (*traduction*)
- COT. 24:3:8,9 (*standardization*)
- couche d'ozone. 24:2:17 (*pollution*)
- Council Committee*. 24:3:4
(*standardization*)
- Coup d'œil sur l'administration correction-
nelle canadienne. 24:4:5
(*administration*)
- courrieriste parlementaire. 24:1:19
(*traduction*)
- cours de diction. 24:1:15 (*interprétation*)

cours de formation professionnelle. 24:3:22
(*droit*)
cours de perfectionnement. 24:1:19
(*traduction*)
cours de traduction professionnelle. 24:1:20
(*traduction*)
Cour suprême du Canada. 24:1:20,II; 3:21;
4:10 (*droit*)
courtage d'escompte. 24:4:13 (*finance*)
courtage réduit. 24:4:13 (*finance*)
CPCNG. 24:2:19 (*toponymie*)
CPIQ. 24:3:23 (*français*)
créateur. 24:1:3; 2:24 (*langue*)
créateur de néologismes. 24:2:23 (*langue*)
Creating CDs. 24:2:5 (*terminotique*)
création. 24:1:3 (*traduction*)
création néonymique. 24:3:26
(*terminologie*)
Creator. 24:1:5 (*translation*)
Crescent. 24:1:II (*toponymie*)
crime. 24:4:5 (*administration*)
criminel et activité criminelle. 24:4:26
(*police*)
critère de validité. 24:1:16 (*terminologie*)
critère d'implantabilité. 24:3:3
(*normalisation*)
CRITTER. 24:4:4 (*traduction*)
CRM. 24:3:2,15 (*normalisation*)
CRNA. 24:3:26 (*traduction*)
crochet d'attelage. 24:4:15,16,18,20,21
(*camionnage*)
crochet terminologique. 24:3:18,19
(*terminologie*)
croire. 24:3:I (*linguistique*)
croisade du bon français. 24:1:19
(*traduction*)
CRPNA. 24:3:26 (*translation*)
CRT. 24:2:6 (*graphic arts*)
CRT typesetting. 24:2:5,6 (*graphic arts*)
CSA. 24:3:6,7,8,10,12; 4:4 (*normalisation*)
CSC. 24:4:6 (*administration*)
CTIC. 24:1:10,11,13,28; 2:10 (*traduction*)
CTIC. 24:1:11 (*translation*)
CTINB. 24:1:11 (*traduction*)
CTINB. 24:1:11 (*translation*)
CTOLF. 24:3:3 (*normalisation*)
C train. 24:4:17,18,19 (*trucking*)
CTTJ. 24:4:4 (*droit*)
Cugnet (Jérôme). 24:1:19 (*traduction*)
culte du neuf à cinq. 24:1:17 (*terminologie*)
culture. 24:4:3 (*francophonie*)
culture générale. 24:1:27 (*traduction*)
culture terminologique. 24:1:16
(*terminologie*)
culturite. 24:1:21 (*traduction*)
cycle de destruction catalytique de l'ozone.
24:2:17 (*pollution*)
Czech Translators' Association. 24:1:26
(*translation*)

D

daily loan. 24:4:14 (*finance*)
Dakar. 24:4:3 (*francophonie*)
Danish Standards Organization. 24:3:13
(*standardization*)
dans. 24:1:IV (*langue*)
Dans le but de, dans un but de, dans un
but (+adjectif). 24:1:IV; 2:I (*langue*)
dans le but de. 24:1:IV (*langue*)
dans un but (de). 24:1:IV (*langue*)
Dante. 24:1:23 (*langue*)
Darbelnet (Jean). 24:1:19,20; 2:III
(*traduction*)
DAT. 24:2:10 (*terminotique*)
data bank. 24:2:11 (*terminotique*)
data bank record. 24:2:11 (*terminotique*)
data bank TERMDOK. 24:3:13
(*standardization*)
database. 24:2:11 (*terminotique*)
data base management. 24:2:3
(*terminotique*)
database management. 24:2:11
(*terminotique*)
database management system. 24:2:11
(*terminotique*)
data base on CD-ROM. 24:3:13
(*standardization*)
data organization information. 24:2:11
(*terminotique*)
data processing. 24:3:5 (*standardization*)
Dauzat. 24:2:22 (*orthographe*)
Davault (Pierre). 24:1:19 (*traduction*)
Davis Strait. 24:2:20 (*toponymie*)
day loan. 24:4:14 (*finance*)
day-to-day loan. 24:4:14 (*finance*)
dBase III Plus. 24:2:10 (*terminotique*)
deadline. 24:1:6 (*translation*)
deadlock. 24:3:12 (*informatics*)
deadly embrace. 24:3:12 (*informatics*)
débat judiciaire. 24:3:19 (*droit*)
débat sur des sujets d'actualité. 24:1:14
(*interprétation*)
décision de normalisation. 24:3:20 (*droit*)
déclaration de culpabilité multiple. 24:4:10
(*droit*)
déclarer. 24:3:I (*linguistique*)
découpage notionnel. 24:3:11 (*linguistique*)
défenseur de la langue française. 24:1:20
(*traduction*)
DEFI. 24:4:4 (*langue*)
définir. 24:2:I (*langue*)
définir un but. 24:2:I (*langue*)
définir un objectif. 24:2:I (*langue*)
definition. 24:2:12 (*terminotique*)
définition. 24:2:15; 3:10,17; 4:25,26
(*lexicographie*)
definition. 24:4:12,14 (*lexicography*)

definition construction. 24:2:4
(*lexicographie*)
définition, contexte et nota. 24:3:17
(*lexicographie*)
définition créée. 24:3:17 (*lexicographie*)
définition de la notion d'industries de la
langue (La). 24:4:3 (*lexicographie*)
définition en une phrase. 24:3:11
(*lexicographie*)
définition rédigée. 24:3:17; 4:25
(*lexicographie*)
définition reformulée. 24:3:17
(*lexicographie*)
définition textuelle. 24:3:17 (*lexicographie*)
definition writing. 24:2:7 (*lexicography*)
deflection of trade. 24:4:13 (*trade*)
délai. 24:1:4,16 (*traduction*)
délégation de pouvoir(s). 24:4:8,9
(*administration*)
Délégation générale à la langue française.
24:2:22 (*langue*)
delegation of authority. 24:4:8,9
(*administration*)
délégué du secteur correctionnel. 24:4:6
(*administration*)
Délibérations des comités. 24:1:15
(*interprétation*)
Delisle (Jean). 24:1:18 (*traduction*)
deliver (their) findings. 24:4:13
(*terminology*)
démarche d'ordre terminologique. 24:3:20
(*terminologie*)
démarche socioterminologique. 24:3:3
(*normalisation*)
démarche terminologique propre à la
normalisation du vocabulaire de
common law. 24:3:19 (*droit*)
déontologie. 24:1:26 (*traduction*)
Département d'études françaises. 24:1:19
(*traduction*)
*Department of the Secretary of State (of
Canada)*. 24:2:2,3,5,7,11,13,21;
4:2,12 (*Official Title*)
dépasser. 24:2:I (*langue*)
dépasser un but. 24:2:I (*langue*)
dépasser un objectif. 24:2:I (*langue*)
déplacement des courants commerciaux.
24:4:13 (*commerce*)
déplacement des échanges. 24:4:13
(*finance*)
déposer les constatations. 24:4:13
(*terminologie*)
déposer leurs constatations. 24:4:13
(*terminology*)
dépouillement. 24:2:10 (*terminotique*)
dépouillement (terminologique). 24:3:16,17
(*terminologie*)
dépouillement assisté par ordinateur. 24:2:9
(*terminotique*)

- dépouillement automatisé en terminologie. 24:1:29 (*terminotique*)
- dépouillement de textes. 24:3:16 (*terminologie*)
- dépouillement systématique. 24:4:25 (*terminologie*)
- dépouillement terminologique assisté par ordinateur. 24:2:2 (*terminotique*)
- député. 24:1:24 (*langue*)
- dérive. 24:4:18,19 (*camionnage*)
- dernière dose. 24:4:26 (*police*)
- désaccouplé. 24:4:18 (*camionnage*)
- désaccoupler. 24:4:18,19 (*camionnage*)
- description. 24:3:3 (*normalisation*)
- Description des étapes informatisées. 24:2:10 (*terminotique*)
- description des usages terminologiques. 24:3:3 (*normalisation*)
- description of neologisms*. 24:2:4 (*terminotics*)
- désignation officielle. 24:3:22 (*toponymie*)
- desktop publishing. 24:3:5 (*standardization*)
- desktop typesetting. 24:2:6, 7 (*graphic arts*)
- dessein. 24:1:IV; 2:II (*langue*)
- dessein de (dans le). 24:1:IV (*langue*)
- dessein de (à). 24:1:IV (*langue*)
- destinataire. 24:1:3 (*traduction*)
- detachable body. 24:4:17,18 (*trucking*)
- detail graph. 24:2:5 (*terminotics*)
- détecteur de fautes d'orthographe et de grammaire à accès direct. 24:1:28 (*industrie de la langue*)
- détective. 24:1:30 (*traduction*)
- dételé. 24:4:18,19 (*camionnage*)
- dételer. 24:4:18,19 (*camionnage*)
- détente et de la mâchoire. 24:1:15 (*interprétation*)
- détermination. 24:1:18 (*terminologie*)
- déterminer. 24:2:I (*langue*)
- déterminer un but. 24:2:I (*langue*)
- déterminer un objectif. 24:2:I (*langue*)
- détournement des courants commerciaux. 24:4:13 (*commerce*)
- détournement des échanges. 24:4:13 (*finance*)
- détroit de Belle Isle. 24:2:20 (*toponymie*)
- détroit de Cabot. 24:2:20 (*toponymie*)
- détroit de Davis. 24:2:20 (*toponymie*)
- détroit de Northumberland. 24:2:20 (*toponymie*)
- détroit d'Hudson. 24:2:20 (*toponymie*)
- Deux langues, six idiomes. 24:1:20 (*traduction*)
- DEVCO. 24:3:4 (*standardization*)
- développement des langues nationales. 24:4:3 (*francophonie*)
- deviation of trade. 24:4:13 (*trade*)
- diabolo convertisseur. 24:4:16,18,21 (*camionnage*)
- diagnostic. 24:3:15 (*médecine*)
- dibromotétrafluoroéthane. 24:2:29 (*pollution*)
- dibromotetrafluoroethane. 24:2:19 (*pollution*)
- dichlorodifluorométhane. 24:2:18 (*pollution*)
- dichlorodifluoromethane. 24:2:18 (*pollution*)
- dichlorométhane. 24:2:18 (*pollution*)
- dichloromethane. 24:2:18 (*pollution*)
- dichloropropane. 24:2:18 (*pollution*)
- dichloropropane. 24:2:18 (*pollution*)
- Dicoterm. 24:2:14 (*terminotique*)
- dictaphone. 24:1:27 (*traduction*)
- diction. 24:1:15 (*interprétation*)
- Dictionnaire bilingue de la police et de la pègre. 24:4:27 (*police*)
- Dictionnaire canadien des relations du travail. 24:4:III (*langue*)
- dictionnaire canadien unilingue. 24:3:11 (*normalisation*)
- dictionnaire de formes marquées. 24:2:10 (*terminotique*)
- Dictionnaire de l'Académie française. 24:1:IV; 2:II (*langue*)
- Dictionnaire de la comptabilité. 24:4:7,8 (*comptabilité*)
- Dictionnaire de la langue française. 24:1:23,24
- dictionnaire de langue. 24:1:20 (*traduction*)
- Dictionnaire de la police et de la pègre, américain/français, français/américain. 24:4:26 (*police*)
- Dictionnaire de la protection de la couche d'ozone. 24:4:3 (*environnement*)
- dictionnaire de médecine. 24:3:17 (*médecine*)
- Dictionnaire de médecine et de biologie. 24:3:17 (*médecine*)
- dictionnaire de néologismes. 24:3:11 (*normalisation*)
- Dictionnaire des anglicismes. 24:4:III (*langue*)
- Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada. 24:4:22 (*langue*)
- dictionnaire de termes composés. 24:2:10 (*terminotique*)
- dictionnaire de termes simples. 24:2:10 (*terminotique*)
- Dictionnaire du français contemporain. 24:2:II (*langue*)
- Dictionnaire du français Plus. 24:4:I (*langue*)
- dictionnaire électronique. 24:2:14; 4:3 (*linguistique*)
- Dictionnaire étymologique, historique et grammatical de la langue française. 24:1:21 (*traduction*)
- dictionnaire. 24:1:IV (*langue*)
- dictionnaire toponymique québécois. 24:2:16 (*linguistique*)
- Dictionnaire visuel junior. 24:2:2,9
- didacticiel. 24:4:3,4 (*éducation*)
- didacticiel intelligent. 24:3:11 (*éducation*)
- didacticiel servant à l'apprentissage des langues. 24:4:4 (*éducation*)
- didacticiel télématique. 24:1:28 (*éducation*)
- didacticien. 24:2:22,23 (*éducation*)
- didacticien de la langue. 24:2:24 (*éducation*)
- difluorométhane. 24:2:29 (*pollution*)
- digital (typesetting). 24:2:6 (*graphic arts*)
- Direction de la terminologie et des services linguistiques. 24:2:13; 3:15; 4:2,4,24,25 (*appellation officielle*)
- Direction des affaires correctionnelles. 24:4:6 (*administration*)
- Direction des services parlementaires. 24:1:14,15 (*interprétation*)
- direct-to-plate typesetting. 24:2:6, 7 (*graphic arts*)
- dire. 24:3:1 (*linguistique*)
- discount brokerage. 24:4:13 (*finance*)
- display typesetting. 24:2:6 (*graphic arts*)
- dispositif d'attelage. 24:4:16,21 (*camionnage*)
- dispositif d'attelage horizontal. 24:4:18 (*camionnage*)
- dispositif d'attelage vertical. 24:4:18,20 (*camionnage*)
- dispositif de freinage. 24:4:17,18 (*camionnage*)
- dispositif de freinage de remorque. 24:4:15,19 (*camionnage*)
- distinction honorifique. 24:3:25 (*traduction*)
- district de Franklin. 24:2:20 (*toponymie*)
- district de Keewatin. 24:2:20 (*toponymie*)
- district de Mackenzie. 24:2:20 (*toponymie*)
- District of Franklin. 24:2:20 (*toponymy*)
- District of Keewatin. 24:2:20 (*toponymy*)
- District of Mackenzie. 24:2:20 (*toponymy*)
- diversion of trade. 24:4:13 (*trade*)
- Diversité, c'est ma devise. 24:1:27 (*traduction*)
- Divine Comédie. 24:1:23 (*langue*)
- Division des débats. 24:1:19,20 (*traduction*)
- Division des recherches et conseils linguistiques. 24:1:II (*langue*)
- DMR (groupe). 24:1:28 (*commerce*)
- documentalist. 24:3:5 (*standardization*)

documentaliste. 24:3:10 (*normalisation*)
documentation language. 24:3:5
 (*standardization*)
Documentation search. 24:2:5 (*terminotics*)
 document de travail. 24:3:10
 (*normalisation*)
 document lexicographique. 24:4:25
 (*langue*)
dolly. 24:4:16,17,18 (*trucking*)
 domaine. 24:3:21 (*terminologie*)
 domaine biomédical. 24:3:18 (*médecine*)
 domaine de pointe. 24:3:10; 4:3 (*langue*)
 domaine de spécialité. 24:1:13 (*traduction*)
 domaine technico-scientifique. 24:1:17
 (*terminologie*)
 dompeuse. 24:4:15,18 (*camionnage*)
 donnée juridique de common law. 24:3:19
 (*droit*)
 donnée terminologique. 24:2:9,10; 3:16
 (*terminologie*)
 donneur d'ouvrage. 24:1:10 (*traduction*)
 dossier (de normalisation). 24:1:16,18
 (*terminologie*)
 dossier d'information technique et profes-
 sionnelle. 24:2:26 (*documentation*)
 double incrimination. 24:4:11 (*droit*)
double jeopardy. 24:4:2,10,11 (*law*)
Double Jeopardy. Les périls de la traduction
 littérale ... 24:4:10 (*droit*)
 double péril. 24:4:10,11 (*droit*)
 double péril en question (Le). 24:4:10
 (*droit*)
double road train. 24:4:18,19 (*trucking*)
doubles. 24:4:18 (*trucking*)
DP. 24:3:5 (*standardization*)
Drafting a preliminary sketch. 24:2:5
 (*terminotics*)
drafting definition. 24:2:7 (*terminotics*)
Drafting Definitions. 24:2:6 (*terminotics*)
drawbar. 24:4:18,19 (*trucking*)
drawbar tractor. 24:4:18,19 (*trucking*)
Drive. 24:1:II (*toponymy*)
driven wheel. 24:4:18,19 (*trucking*)
driver. 24:4:18 (*trucking*)
driver cab. 24:4:17,18 (*trucker*)
driver's compartment. 24:4:18,19 (*trucking*)
drive train. 24:4:17,18 (*trucking*)
drive train component. 24:4:18 (*trucking*)
driving wheel. 24:4:19 (*trucking*)
 droit civil. 24:4:11 (*droit*)
 droit comparé. 24:3:19 (*droit*)
 droit d'accès. 24:3:11 (*informatique*)
Droit de la preuve. 24:3:20,21 (*droit*)
Droit des biens. 24:3:20,21 (*droit*)
 droit des biens. 24:3:21 (*droit*)
 droit des entreprises. 24:4:7 (*droit*)
 droit français québécois. 24:3:20 (*droit*)
 droit interne. 24:3:19 (*droit*)

droit pénal. 24:4:11 (*droit*)
 droit pénal canadien. 24:4:10 (*droit*)
Droit successoral. 24:3:20 (*droit*)
drop tongue. 24:4:18 (*trucking*)
dry transfer lettering. 24:2:6 (*graphic arts*)
 DTSL. 24:4:2,4,24,25 (*appellation officielle*)
 dualité de poursuites pour un même fait.
 24:4:11 (*droit*)
 Duhamel (Roger). 24:1:19 (*Traduction*)
dump. 24:4:17,18 (*trucking*)
dump body. 24:4:17,18 (*trucking*)
 Dupanloup (Félix). 24:1:23 (*langue*)
 DVJ. 24:2:2,9 (*terminotique*)

E

Écluse (L'). 24:2:26 (*documentation*)
 École des stagiaires. 24:1:19 (*traduction*)
 École des traducteurs et interprètes. 24:1:20
 (*traduction*)
 école de traduction. 24:1:8 (*traduction*)
École d'Interprètes Internationaux. 24:1:26
 (*traduction*)
 École internationale de Bordeaux. 24:3:27
 (*terminologie*)
 Écoles de droit au Canada. 24:3:21 (*droit*)
*École supérieure de Traducteurs et Inter-
 prètes du Centre universitaire de Buée*.
 24:1:26 (*traduction*)
 12^e Congrès mondial de la Fédération inter-
 nationale des traducteurs. 24:1:28; 4:23
 (*traduction*)
 écoute et analyse. 24:1:27 (*interprétation*)
 écrivain. 24:1:20 (*traduction*)
 EDIBASE. 24:2:15 (*langue*)
 édifice. 24:1:II (*toponymie*)
editing. 24:2:12; 4:14 (*terminotics*)
 édition. 24:1:30; 2:14; 4:3 (*langue*)
 Éditions Québec/Amérique. 24:2:9,16
 (*langue*)
 éditique. 24:3:10 (*informatique*)
 éducation. 24:4:3 (*francophonie*)
 Éducation nationale. 24:2:24 (*orthographe*)
 effacement. 24:2:14 (*terminotique*)
 effet de (à l'). 24:1:IV (*langue*)
 effet "loupe". 24:2:9 (*graphisme*)
 effets de la traduction (Les). 24:1:7
 (*traduction*)
 efficacité de la communication. 24:3:3
 (*normalisation*)
 effort d'aménagement de la terminologie
 médicale. 24:3:18 (*terminologie*)
 effort d'uniformisation de la terminologie.
 24:3:18 (*terminologie*)
Efforts at harmonization. 24:3:9
 (*standardization*)

élaboration des vocabulaires assistée par
 ordinateur. 24:3:6 (*normalisation*)
 élaboration d'un guide de préparation des
 normes nationales en terminologie.
 24:3:7 (*normalisation*)
electronic publishing. 24:3:5
 (*standardization*)
Electronic Publishing Service. 24:2:12
 (*terminotics*)
electronic publishing system. 24:2:11,12
 (*terminotics*)
electronic transfer of data. 24:2:12
 (*terminotics*)
 électronique de pointe. 24:1:17
 (*terminologie*)
 Élément graphique. 24:2:9 (*graphisme*)
 -eler. 24:2:22,23 (*orthographe*)
eliciting. 24:2:3 (*terminotics*)
 élimination du trait d'union. 24:2:23
 (*orthographe*)
 élection. 24:4:26 (*langue*)
Ellesmere Island. 24:2:20 (*toponymy*)
 Elmo. 24:1:28 (*industrie de la langue*)
 embardée (L'). 24:4:16 (*camionnage*)
 embardée. 24:4:16,17,18,19 (*camionnage*)
 Émile Lettré, traducteur. 24:1:21
 (*traduction*)
 empattement. 24:4:18,20 (*camionnage*)
 emploi actuel du trait d'union en français.
 24:2:22 (*orthographe*)
 emploi de l'accent circonflexe. 24:2:23
 (*orthographe*)
 emploi du trait d'union. 24:2:22
 (*orthographe*)
empower (to). 24:4:18 (*administration*)
empowerment. 24:4:2,7,8 (*administration*)
 empreinte digitale. 24:4:26 (*police*)
 emprunt à l'anglais. 24:2:23 (*orthographe*)
 emprunt de formes linguistiques étrangères.
 24:2:23 (*orthographe*)
*Encyclopédie du bon français dans l'usage
 contemporain*. 24:1:IV; 4:III (*langue*)
 énergie. 24:4:3 (*francophonie*)
 Enfer (L'). 24:1:23 (*langue*)
 enjeux de la francisation. 24:2:27 (*langue*)
 Enquêteur correctionnel. 24:4:6
 (*administration*)
 enregistrement magnétoscopique. 24:1:14
 (*interprétation*)
 enrichissement de la formation initiale (L').
 24:1:11 (*traduction*)
 enseignant. 24:2:24; 3:25 (*langue*)
 enseignement. 24:1:16 (*terminologie*)
 enseignement de la common law en
 français. 24:3:21 (*droit*)
 enseignement de la terminologie. 24:1:18
 (*terminologie*)
 enseignement de la traduction. 24:1:19,20
 (*traduction*)

enseignement de la traduction au Canada. 24:1:19 (*traduction*)

enseignement de la traduction professionnelle. 24:1:19 (*traduction*)

enseignement de l'orthographe rectifiée. 24:2:24 (*orthographe*)

ensemble articulé. 24:4:16,18,19,20 (*camionnage*)

ensemble de véhicules. 24:4:18,20 (*camionnage*)

Ensemble, préparons l'avenir! 24:3:24 (*langue*)

entente de libre-échange. 24:4:2 (*libre-échange*)

Entente du libre-échange. 24:4:25 (*libre-échange*)

entité administrative. f24:3:22 (*toponymie*)

entité géographique. 24:2:19; 3:22 (*toponymie*)

entité politique. 24:3:23 (*toponymie*)

entrée et synonyme. 24:3:17 (*terminologie*)

entrée principale. 24:3:17,18; 4:25 (*terminologie*)

environnement. 24:4:3 (*francophonie*)

environnement bureautique. 24:2:15 (*langue*)

enzymologie. 24:3:15 (*médecine*)

épilepsie. 24:1:22 (*traduction*)

éponyme. 24:3:17 (*médecine*)

épreuve de connaissances générales. 24:1:14 (*interprétation*)

épreuve de traduction à vue. 24:1:14 (*interprétation*)

équipe de travail. 24:3:16 (*terminologie*)

équipement et matériel. 24:4:26 (*police*)

équivalence notionnelle. 24:4:25 (*terminologie*)

équivalence traductionnelle. 24:4:25 (*langue*)

équivalent. 24:4:12 (*terminology*)

équivalent français normalisé. 24:3:20 (*terminologie*)

équivalent normalisé. 24:3:20 (*droit*)

équivalents français du terme anglais *accountability* (Les). 24:4:7 (*administration*)

équivalents français du terme anglais *empowerment* (Les). 24:4:8 (*administration*)

équivalent subvention à la consommation. 24:4:14 (*terminologie*)

équivalent terminologique. 24:3:18 (*terminologie*)

erreur irrémédiable. 24:3:12 (*informatique*)

erreur non redressable. 24:3:12 (*informatique*)

error range. 24:3:11 (*informatics*)

espèce chlorée. 24:2:17 (*pollution*)

Esplanade Laurier (L'). 24:1:II (*toponymie*)

espoir de (dans l'). 24:1:IV (*langue*)

esprit de suffisance. 24:1:17 (*terminologie*)

essai préliminaire d'un mini-dictionnaire de synonymes verbaux. 24:2:15 (*linguistique*)

essieu AV 24:4:18 (*camionnage*)

essieu avant. 24:4:18 (*camionnage*)

essieu avant porteur. 24:4:18 (*camionnage*)

essieu avant porteur dirigé. 24:4:16 (*camionnage*)

essieu simple. 24:4:16,18,19 (*camionnage*)

essieu tandem. 24:4:16,18,19 (*camionnage*)

essieu tridem. 24:4:16,18 (*camionnage*)

essuyant. 24:3:II (*linguistique*)

establishment of equivalence. 24:2:4 (*terminotics*)

estate. 24:3:21 (*law*)

Estécois. 24:2:9 (*traduction*)

estimer. 24:3:I (*linguistique*)

établir. 24:2:I (*langue*)

établir un but. 24:2:I (*langue*)

établissement correctionnel. 24:4:6 (*administration*)

établissement de correction. 24:4:6 (*administration*)

établissement de la nomenclature. 24:3:16,17 (*terminologie*)

établissement d'enseignement. 24:4:4 (*administration*)

étant. 24:3:II (*linguistique*)

États membres du Rint. 24:3:27 (*terminologie*)

États membres du Sommet (francophone). 24:2:25,26 (*francophonie*)

-eter. 24:2:22,23 (*orthographe*)

étiquette interne. 24:3:12 (*informatique*)

étreinte fatale. 24:3:12 (*informatique*)

étude. 24:1:18 (*terminologie*)

étude descriptive. 24:1; 20 (*traduction*)

Étude théorique et pratique des mécanismes de la parole. 24:1:15 (*interprétation*)

étudiant. 24:3:21,26 (*éducation*)

EURODICAUTOM. 24:3:14 (*standardization*)

European Commission's *termbank*. 24:3:14 (*standardization*)

European standard. 24:3:14 (*standardization*)

Europe des douze. 24:1:9 (*traduction*)

événement langagier. 24:1:28 (*linguistique*)

Événement-Soleil. 24:1:20 (*traduction*)

éviter (à). 24:4:13 (*terminologie*)

exactitude. 24:1:21 (*traduction*)

examen. 24:1:14 (*interprétation*)

examen de la pertinence du choix des équivalences. 24:3:16 (*terminologie*)

examen uniformisé d'agrément. 24:2:10 (*terminotique*)

examen uniformisé du CTIC. 24:1:13 (*traduction*)

Excel. 24:2:9 (*terminotique*)

excellence. 24:1:2,13,16,17,18 (*langue*)

excellence. 24:1:2 (*language*)

excellence dans notre profession : le contexte et les moyens (L'). 24:1:18 (*traduction*)

excellence en terminologie : une responsabilité personnelle (L'). 24:1:16 (*terminologie*)

excès de stock. 24:4:13 (*finance*)

exécuter. 24:2:III (*langue*)

Exerpta Medica. 24:3:16 (*documentation*)

expert system. 24:2:3 (*terminotics*)

expiration du mandat. 24:4:5 (*administration*)

explanation. 24:4:12 (*terminology*)

exploitation. 24:2:12 (*terminotics*)

exposé de doctrine. 24:3:19 (*droit*)

expression écrite. 24:1:19 (*traduction*)

expression orale. 24:1:19 (*traduction*)

extracting. 24:2:3 (*terminotics*)

extraction. 24:2:15 (*langue*)

extraction des éléments d'information. 24:2:10 (*terminotique*)

F

facilité d'adaptation. 24:1:27 (*interprétation*)

faculté de médecine. 24:3:16 (*médecine*)

faire progresser sa discipline. 24:1:16 (*terminologie*)

(*fardier*) 24:4:16 (*terminologie*)

fardier. 24:4:18 (*camionnage*)

Federacion Internacional de Traductores. 24:3:26 (*traducción*)

federal corrections. 24:4:6 (*administration*)

federal government department or agency. 24:4:12 (*terminology*)

Fédération des associations d'archivistes, de bibliothécaires et de documentalistes du Sommet francophone. 24:2:26 (*documentation*)

fédération de traducteurs professionnels. 24:1:25 (*traduction*)

Fédération internationale des traducteurs. 24:1; 25,26,28; 3:2,25,26; 4:2 (*langue*)

Felber. 24:1:16 (*terminologie*)

fiche définitive. 24:2:10 (*terminotique*)

fiches Repères - T/R. 24:1:2,I-IV; 2:2,I-IV; 3:2,I-IV; 4:2,I-IV (*langue*)

fiche terminologique. 24:1:16 (*terminologie*)

- fichier terminologique de la common law en français. 24:4:4 (*droit*)
- fidélité. 24:1:3 (*traduction*)
- fidelity*. 24:1:5 (*translation*)
- fifth wheel*. 24:4:18,19 (*trucking*)
- fifth wheel jaw*. 24:4:18 (*trucking*)
- fifth wheel tractor*. 24:4:18,19 (*trucking*)
- figures d'excellence en traduction (Des). 24:1:18 (*traduction*)
- figures in translation*. 24:1:2 (*language*)
- fil des événements (Au). 24:1:2,28,28; 3:2,33 (*langue*)
- finances. 24:4:7 (*administration*)
- fin de (à). 24:1:OV (*langue*)
- Fin. 24:1:IV (*langue*)
- Finnish Centre for Technical Terminology*. 24:3:13 (*standardization*)
- Finnish multilingual termbank*. 24:3:14 (*standardization*)
- Finnish Standards Association*. 24:3:14 (*standardization*)
- Finnish technical terminology*. 24:3:13 (*standardization*)
- first generation*. 24:2:6 (*graphic arts*)
- first semi-trailer*. 24:4:18,19 (*trucking*)
- fiscalité. 24:4:26 (*économie*)
- FIT*. 24:3:2,25,26; 4:2 (*translation*)
- FIT. 24:1:2,25,26,28; 3:2,25,26; 4:2,23 (*traduction*)
- FIT a un nouveau président (La). 24:1:26 (*traduction*)
- FIT Communications Committee*. 24:3:25 (*translation*)
- FIT. 3^e congrès du CRNA - RCNA 3rd Congress - Tercer Congreso del CRPNA. 24:3:26 (*traduction*)
- FIT. International Translation Day*. 24:3:25 (*translation*)
- FIT. Journée mondiale de la traduction. 24:3:25 (*traduction*)
- FIT Welcomes Eight New Regular Members*. 24:1:26 (*translation*)
- fixe. 24:4:18 (*camionnage*)
- fixed body*. 24:4:17,18 (*trucking*)
- fixed running gear*. 24:4:18,19 (*trucking*)
- fixer. 24:2:I (*langue*)
- fixer comme but. 24:2:I (*langue*)
- fixer comme objectif. 24:2:I (*langue*)
- fixer pour but. 24:2:I (*langue*)
- fixer un but. 24:2:I (*langue*)
- fixer un objectif. 24:2:I (*langue*)
- flèche. 24:4:20 (*camionnage*)
- flèche d'attelage. 24:4:16 (*camionnage*)
- flèche d'attelage articulée. 24:4:18 (*camionnage*)
- flèche d'attelage rigide. 24:4:18,19 (*camionnage*)
- fleuve Churchill. 24:2:20 (*toponymie*)
- fleuve Columbia. 24:2:20 (*toponymie*)
- fleuve Fraser. 24:2:20 (*toponymie*)
- fleuve Mackenzie. 24:2:20 (*toponymie*)
- fleuve Nelson. 24:2:20 (*toponymie*)
- fleuve St-Laurent. 24:2:20 (*toponymie*)
- fleuve Yukon. 24:2:21 (*toponymie*)
- flexible de liaison de remorque. 24:4:18,19 (*camionnage*)
- Flexible Means of Specifying Properties and Relations*. 24:2:5 (*terminotics*)
- flotteurs. 24:4:26 (*police*)
- flou des notions. 24:1:18 (*terminologie*)
- fluide caloporteur. 24:4:21 (*chauffage*)
- foisonnement terminologique. 24:3:3 (*terminologie*)
- fonction. 24:3:11 (*linguistique*)
- fonction communicationnelle de la terminologie. 24:3:3 (*normalisation*)
- fonction d'analyse. 24:2:16 (*linguistique*)
- fonction publique fédérale. 24:1:9 (*traduction*)
- fonction publique 2000 : le renouvellement de la fonction publique du Canada. 24:4:7 (*administration*)
- fonction publique québécoise. 24:1:9 (*traduction*)
- fonds terminologique. 24:3:11,12 (*normalisation*)
- footballs. 24:4:26 (*police*)
- foreword. 24:4:14 (*terminology*)
- formalization*. 24:2:4,6 (*terminotics*)
- formalize*. 24:2:4 (*terminotics*)
- formalized knowledge base*. 24:2:4 (*terminotics*)
- Form and Style Guide*. 24:3:9 (*standardization*)
- Format d'échange sur bande magnétique des données terminologiques et/ou lexicographiques (MATER). 24:3:6,3;27 (*normalisation*)
- formation. 24:1:15,25; 3:24; 4:3 (*langue*)
- formation (en traduction). 24:1:2,8,14 (*langue*)
- formation continue. 24:1:9,13 (*traduction*)
- formation continue proprement dite (La). 24:1:13 (*traduction*)
- formation des terminologues. 24:3:27 (*terminologie*)
- formation et la recherche en traduction (La). 24:1:2,8,9 (*langue*)
- formation et le perfectionnement des interprètes dans la fonction publique fédérale (La). 24:1:14 (*interprétation*)
- formation permanente. 24:1:11 (*traduction*)
- formation permanente comme moyen d'assurer l'excellence (La). 24:1:11 (*traduction*)
- format MATER. 24:3:6 (*normalisation*)
- formatting*. 24:2:12 (*terminotics*)
- forme composée. 24:2:10 (*terminotique*)
- forme originale. 24:1:1 (*toponymie*)
- formerly called*. 24:4:13 (*terminology*)
- formulaire destiné aux praticiens. 24:3:22 (*droit*)
- formule de parrainage. 24:1:13 (*traduction*)
- forains. 24:4:22 (*chauffage*)
- foraise. 24:4:22 (*chauffage*)
- forax. 24:4:22 (*chauffage*)
- four de la gestion. 24:1:17 (*terminologie*)
- fourgon. 24:4:15,17,18,19 (*camionnage*)
- fournaise. 24:4:21,22 (*chauffage*)
- four-wheel drift*. 24:4:18 (*trucking*)
- fouton. 24:2:23 (*orthographe*)
- foyer. 24:4:22 (*chauffage*)
- frais de courtage. 24:4:14 (*finance*)
- frame*. 24:4:17,18 (*trucking*)
- framework agreement*. 24:4:13 (*terminology*)
- français à la maison (le). 24:3:23 (*langue*)
- français à l'école (le). 24:3:23 (*langue*)
- français au bureau* (Le). 24:1:II (*langue*)
- français au travail (le). 24:3:23 (*langue*)
- français ça compte (Le). 24:3:23 (*langue*)
- français dans les médias (le). 24:3:23 (*langue*)
- Français en contact avec l'anglais* (Le). 24:1:20 (*langue*)
- français et les communautés culturelles. 24:3:23 (*langue*)
- francisation. 24:1:5,7 (*langue*)
- francisation des entreprises. 24:1:28 (*langue*)
- francisation du poste de travail (micro-informatique). 24:2:27 (*langue*)
- francophonie. 24:4:3,4,5,24 (*francophonie*)
- francophonie du Sud. 24:2:26 (*francophonie*)
- frapper. 2:I (*langue*)
- frapper au but. 24:2:I,II (*langue*)
- frapper le but. 24:2:I (*langue*)
- Fraser River*. 24:2:20 (*toponymy*)
- free atomic oxygen*. 24:2:17 (*pollution*)
- free trade agreement*. 24:4:2 (*administration*)
- free translation*. 24:1:6 (*translation*)
- freight transport*. 24:4:18,19 (*trucking*)
- French Academy*. 24:2:21 (*language*)
- French spelling reform*. 24:2:2,21 (*language*)
- French Spelling Reform (The) - Position of the Department of the Secretary of State*. 24:2:21 (*spelling*)

French standards organization. 24:3:14
(standardization)
Fréon. 24:2:18,19 (pollution)
Freon. 24:2:18 (pollution)
fréon. 24:2:18,19 (pollution)
freon. 24:2:18,19 (pollution)
Fréon-22. 24:2:19 (pollution)
Freon-22. 24:2:19 (pollution)
fréon-22. 24:2:19 (pollution)
freon-22. 24:2:19 (pollution)
Freon labelling system. 24:2:19 (pollution)
fréons (Les). 24:2:18 (pollution)
fréquence de l'usage évaluée par les
recherches des terminologues. 24:3:18
(terminologie)
fréquence d'emploi. 24:3:11 (normalisation)
front axle. 24:4:18 (trucking)
front axle system. 24:4:17,18,19 (trucking)
full trailer. 24:4:18,19 (trucking)
furnace. 24:4:2,21,22 (heating)
fuselage. 24:4:27 (aviation)
futon. 24:2:23 (orthographe)

G

Gage Canadian Dictionary. 24:4:8,13
(langue)
Gagné (Gilles). 24:2:22 (orthographe)
gallicisme. 24:1:3 (traduction)
Gallicism. 24:1:5 (translation)
gamme d'erreur. 24:3:11 (informatique)
Garden. 24:1:II (toponymie)
gas laser imagesetting. 24:2:6 (graphic arts)
Gendarmerie royale du Canada. 24:4:5
(administration)
general language. 24:3:13 (standardization)
General vocabulary. 24:4:12 (terminology)
générateur. 24:4:21 (chauffage)
générateur d'air chaud. 24:4:22 (chauffage)
générateur d'air chaud pulsé. 24:4:21
(chauffage)
générateur de chaleur. 24:4:21 (chauffage)
génération d'un texte. 24:2:15 (langue)
generic form. 24:4:14 (terminology)
generic-specific. 24:2:5 (terminotics)
generic-specific hierarchy. 24:2:5
(terminotics)
générique. 24:1:I,II (toponymie)
génie cellulaire. 24:3:15 (médecine)
génie cognitif. 24:2:2,14 (terminotique)
génie enzymatique. 24:3:15 (médecine)
génie génétique. 24:3:15,16,17 (médecine)
*Geographical Names et PanCanadian
Significance*. 24:2:20 (toponymy)
Georgian Bay. 24:2:20 (toponymy)

Gérin (Léon). 24:1:19 (traduction)
gestion. 24:4:7 (administration)
gestion de la production. 24:4:25
(administration)
gestion de l'entreprise. 24:4:25
(administration)
gestion des stocks. 24:4:25 (administration)
gestion du personnel. 24:4:25
(administration)
gestion financière. 24:4:8,25
(administration)
gestionnaire. 24:1:27 (traduction)
gestionnaire de glossaires. 24:2:14
(terminotique)
gestionnaire de la banque des formes
fautives. 24:2:16 (linguistique)
gestionnaire de présentation. 24:1:28
(informatique)
gestionnaire d'un service de traduction.
24:1:20 (traduction)
gestion proactive et financière. 24:3:24
(langue)
glad hand. 24:4:18,19 (trucking)
global pollution. 24:2:17 (pollution)
glose. 24:3:II (linguistique)
glossary. 24:2:11,12; 4:2,12,13
(terminology)
Glossary Series. 24:4:25 (terminology)
golfe du Saint-Laurent. 24:2:20 (toponymie)
Goosse (André). 24:2:22 (orthographe)
gouvernement. 24:3:23 (toponymie)
gouvernement d'Alberta (le). 24:3:23
(toponymie)
gouvernement de la Colombie-Britannique
(le). 24:3:23 (toponymie)
gouvernement de la Nouvelle-Écosse (le).
24:3:23 (toponymie)
gouvernement de la Saskatchewan (le).
24:3:23 (toponymie)
gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
(le). 24:3:23 (toponymie)
gouvernement de l'Ontario (le). 24:3:23
(toponymie)
gouvernement de Terre-Neuve (le). 24:3:23
(toponymie)
gouvernement du Manitoba (le). 24:3:23
(toponymie)
gouvernement du Nouveau-Brunswick (le).
24:3:23 (toponymie)
gouvernement du Québec (le). 24:3:23
(toponymie)
*Government of Canada's linguistic data
bank*. 24:4:12 (terminology)
grâce coopérante. 24:4:II (langue)
grammaire électronique. 24:2:14
(linguistique)
grammaire. 24:1:IV; 2:22 (langue)
grammairien. 24:2:II,III,15; 3:II (langue)

Grammatik. 24:2:15 (linguistique)
Grammatik IV. 24:2:14 (linguistique)
*Grand Dictionnaire encyclopédique
Larousse*. 24:2:III; 4:I,II (langue)
grandeur et servitude de la traduction.
24:1:2 (langue)
Grand lac de l'Ours. 24:2:20 (toponymie)
Grand lac des Esclaves. 24:2:20
(toponymie)
Grand Larousse de la langue française.
24:2:II,III (langue)
Grand Robert (Le). 24:2:II,III; 4:III (langue)
graphémologue. 24:2:24 (orthographe)
graphical display. 24:2:5 (terminotics)
graphical representation. 24:2:6,12
(terminotics)
graphic arts. 24:2:5 (graphic arts)
graphic arts activity. 24:2:6 (graphic arts)
graphie des mots d'origine étrangère.
24:2:23 (orthographe)
graphie officielle. 24:1:I (toponymie)
graphie originale. 24:1:I (toponymie)
graphiste. 24:2:9 (graphisme)
GRC. 24:4:5 (administration)
Great Bear Lake. 24:2:20 (toponymy)
Great Slave Lake. 24:2:20 (toponymy)
greffier de l'usage. 24:1:IV (langue)
grilles. 24:4:26 (police)
Groupe d'étude sur les autochtones a sein
du régime correctionnel fédéral. 24:4:6
(administration)
Groupe d'experts (français). 24:2:22,23
(orthographe)
Groupe d'experts en industries de la
langue. 24:3:24 (francophonie)
guide de terminologie. 24:3:16
(terminologie)
*Guide du rédacteur de l'administration
fédérale*. 24:4:13 (langue)
guide d'utilisation. 24:3:18 (médecine)
Guide pour l'élaboration des vocabulaires
systématiques (exemple et méthode).
24:3:27 (terminologie)
Guilbert. 24:1:16 (terminologie)
Gulf of St.-Laurence. 24:2:20 (toponymy)

H

habilitation. 24:4:8,9 (administration)
habiliter. 24:4:8 (administration)
habitable. 24:4:17,18 (camionnage)
Hachette (Louis). 24:1:21 (langue)
halocarbon. 24:2:17,18 (pollution)
halocarbure. 24:2:17,18 (pollution)
haloéthane. 24:2:18 (pollution)

- haloethane*. 24:2:18 (*pollution*)
- haloéthylène*. 24:2:18 (*pollution*)
- haloethylene*. 24:2:18 (*pollution*)
- halogenated hydrocarbons*. 24:2:17 (*pollution*)
- halogenated methane*. 24:2:18 (*pollution*)
- halogène*. 24:2:18 (*pollution*)
- halométhane*. 24:2:18 (*pollution*)
- halométhanes et les hydrocarbures non méthaniques* (Les). 24:2:18 (*pollution*)
- Halon labelling system*. 24:2:19 (*pollution*)
- handbook of practical terminology*. 24:3:14 (*standardization*)
- hand typesetting*. 24:2:6 (*graphic arts*)
- Hanse* (Joseph). 24:2:22,23 (*orthographe*)
- harmonisation des méthodes de travail en terminologie*. 24:3:27 (*terminologie*)
- Harmonisation des méthodes en terminologie*. 24:3:27 (*terminologie*)
- harmonisation graphique des dictionnaires* (Pour l'). 24:2:22 (*orthographe*)
- harmonisation internationale des notions et des termes*. 24:3:11,27 (*terminologie*)
- harmonisation terminologique*. 24:3:3 (*normalisation*)
- Harmonization*. 24:3:9 (*standardization*)
- Harmonization of Concepts and Terms*. 24:3:14 (*standardization*)
- harmonized bilingual terminologies*. 24:3:9 (*standardization*)
- Hartex* (Pierre). 24:1:19 (*traduction*)
- haulaway*. 24:4:18,19 (*trucking*)
- haut-parleur*. 24:4:27 (*aviation*)
- HCFC*. 24:2:17,19 (*pollution*)
- HCFC*. 24:2:19 (*pollution*)
- HCNM*. 24:2:17,18 (*pollution*)
- headword*. 24:4:14 (*terminology*)
- heavy hauler trailer*. 24:4:18,19 (*trucking*)
- hélicoptère*. 24:4:27 (*aviation*)
- hexadécimal*. 24:3:12 (*informatique*)
- hexadecimal*. 24:3:12 (*informatics*)
- HFC*. 24:2:17,19 (*pollution*)
- HFC*. 24:2:19 (*pollution*)
- hierarchial*. 24:2:5 (*terminotics*)
- hierarchial network*. 24:2:5 (*terminotics*)
- hierarchial-type relationship*. 24:2:5 (*terminotics*)
- binged tongue*. 24:4:18 (*trucking*)
- Hippocrate*. 24:1:22 (*médecine*)
- histoire*. 24:1:19 (*traduction*)
- histoire culturelle du Québec*. 24:1:30 (*traduction*)
- Histoire de la république de Venise*. 24:1:21 (*histoire*)
- histoire de la traduction*. 24:1:19; 4:23 (*traduction*)
- histoire des rectifications de l'orthographe*. 24:2:2,21 (*langue*)
- Histoire naturelle*. 24:1:23 (*botanique*)
- Histoire thématique de la traduction*. 24:4:23 (*traduction*)
- historien*. 24:1:31 (*traduction*)
- historien de la traduction*. 24:1:19 (*traduction*)
- history of French spelling reform*. 24:2:2 (*language*)
- history of translation*. 24:4:24 (*translation*)
- hitch*. 24:4:17,18 (*trucking*)
- hitch* (to). 24:4:17,18 (*trucking*)
- Hogeschool voor Vertaler en Tolken*. 24:1:26 (*translation*)
- Hommage à quelques grands noms de la traduction*. 24:1:18 (*traduction*)
- homme de lettres*. 24:1:19 (*traduction*)
- homme du siècle* (L'). 24:1:24 (*langue*)
- hook-up* (to). 24:4:17 (*trucking*)
- horizontal coupling device*. 24:4:18 (*trucking*)
- hose coupler*. 24:4:18,19 (*trucking*)
- hot metal typesetting*. 24:2:6 (*graphic arts*)
- Hudson Bay*. 24:2:20 (*toponymy*)
- Hudson Strait*. 24:2:20 (*toponymy*)
- HUGO Plus*. 24:2:14,15 (*langue*)
- hydrocarbène*. 24:2:18 (*pollution*)
- hydrocarbure bromé*. 24:2:19 (*pollution*)
- hydrocarbure entièrement halogéné*. 24:2:18 (*pollution*)
- hydrocarbure halogéné*. 24:2:17,18,19 (*pollution*)
- hydrocarbure insaturé*. 24:2:18 (*pollution*)
- hydrocarbure non méthanique*. 24:2:18 (*pollution*)
- hydrocarbure partiellement halogéné*. 24:2:18 (*pollution*)
- hydrocarbure saturé*. 24:2:18 (*pollution*)
- hydrocarbures halogénés ou halocarburés* (Les). 24:2:17 (*pollution*)
- hydrochlorofluorocarbon*. 24:2:19 (*pollution*)
- hydrochlorofluorocarbure*. 24:2:19 (*pollution*)
- hydrofluorocarbon*. 24:2:19 (*pollution*)
- hydrofluorocarbure*. 24:2:19 (*pollution*)
- hypermédia*. 24:1:28 (*informatique*)
- Hypertext-Like Interface*. 24:2:5 (*terminotics*)
- IBM*. 24:1:28; 2:9 (*informatique*)
- Icelandic Language Council*. 24:3:13 (*standardization*)
- identification*. 24:2:7 (*terminotics*)
- identification des termes*. 24:1:16 (*terminologie*)
- IEC*. 24:3:4,12 (*standardization*)
- île d'Anticosti*. 24:2:20 (*toponymie*)
- île de Baffin*. 24:2:20 (*toponymie*)
- île d'Ellesmere*. 24:2:20 (*toponymie*)
- île de Sable*. 24:2:20 (*toponymie*)
- île de Vancouver*. 24:2:21 (*toponymie*)
- île du Cap-Breton*. 24:2:20 (*toponymie*)
- île-du-Prince-Édouard*. 24:2:20; 3:23 (*toponymie*)
- îles de la Reine-Charlotte*. 24:2:20 (*toponymie*)
- îles de la Reine-Élisabeth*. 24:2:20 (*toponymie*)
- illustration*. 24:2:9 (*graphisme*)
- image de la profession* (L'). 24:1:2,9,10 (*langue*)
- image of the profession* (The). 24:1:2 (*langue*)
- imagerie médicale*. 24:3:15,16 (*médecine*)
- imaging method*. 24:2:6 (*graphic arts*)
- immeuble*. 24:1:11 (*toponymie*)
- Importance of International Terminology Standardization* (The). 24:3:4 (*standardization*)
- impossible équivalence interlangues*. 24:1:16 (*terminologie*)
- impression*. 24:1:13; 2:14 (*langue*)
- Improving Publications*. 24:2:7 (*terminotics*)
- imputabilité*. 24:4:7 (*administration*)
- imputabilité d'un criminel* (l'). 24:4:7 (*administration*)
- imputabilité d'un délit*. 24:4:7 (*administration*)
- incarcération*. 24:4:5 (*administration*)
- inclusion*. 24:3:11 (*linguistique*)
- incompréhensibilité*. 24:1:21 (*traduction*)
- indéboîtable*. 24:4:18 (*camionnage*)
- industrial body*. 24:4:17,18 (*trucking*)
- industrialisation de la langue française*. 24:1:28; 2:16; 4:3 (*langue*)
- industrial vehicle*. 24:4:18,20 (*trucking*)
- industries de la langue*. 24:1:29; 2:10,14,27; 3:10,24; 4:3 (*langue*)
- industries de la langue canadiennes*. 24:4:4 (*langue*)

- industries de la langue (Les) : Un domaine à la recherche de lui-même. 24:2:27 (langue)
- inerte chimiquement. 24:2:17 (pollution)
- INFCO. 24:3:4 (standardization)
- Inferno. 24:1:24 (langue)
- infirmier, infirmière des services correctionnels. 24:4:6 (administration)
- infographie. 24:2:9; 3:10,11 (informatique)
- Informatics Directorate. 24:2:12 (terminotics)
- information and knowledge processing technical writing. 24:3:5 (standardization)
- information et le français au Québec (L'). 24:2:27 (industries de la langue)
- information linguistique. 24:2:13 (terminotique)
- information management. 24:3:4,5 (standardization)
- information retrieval. 24:3:4,5,9 (standardization)
- Information Retrieval and Terminology. 24:3:9 (standardization)
- information science. 24:2:3 (terminotics)
- information scientifique et technique. 24:2:26; 4:3 (documentation)
- information system. 24:3:5 (standardization)
- informatique. 24:1:13, 17; 2:10; 3:15; 4:3 (informatique)
- informatique classique. 24:3:11 (informatique)
- informatique d'orientation textuelle. 24:2:14 (informatique)
- informatique linguistique. 24:2:27 (informatique)
- informatisation. 24:2:14 (informatique)
- informatisation des services rédactionnels. 24:2:14 (informatique)
- Infoterm. 24:3:5 (standardization)
- Infoterm. 24:4:4 (normalisation)
- inheritance. 24:2:5 (terminotics)
- inheritance hierarchy. 24:2:4 (terminotics)
- Inheritance Mechanisms and Detection of Inconsistencies. 24:2:5 (terminotics)
- inheritance of properties. 24:2:6 (terminotics)
- Ink. 24:2:14 (terminotique)
- Innorpi. 24:3:27 (terminologie)
- inoculation. 24:1:IV (langue)
- input. 24:2:11 (terminotics)
- input record. 24:2:11 (terminotics)
- Inscriptions et Belles-Lettres. 24:1:23 (langue)
- inscription sociale de la traduction au Québec (L'). 24:1:29 (traduction)
- inspection professionnelle. 24:1:10,13 (traduction)
- INSTA. 24:3:13,14 (standardization)
- instabilité au niveau de l'usage d'un terme. 24:3:18 (terminologie)
- INSTA committee. 24:3:14 (standardization)
- INSTA Committee "Principles for Terminology Work". 24:3:14 (standardization)
- INSTA countries. 24:3:14 (standardization)
- installation de freinage de remorque. 24:4:18,19 (camionnage)
- Institut central de l'information scientifique et technique. 24:2:26 (documentation)
- institution étatique. 24:4:25 (administration)
- Institut marocain d'études et de recherches pour l'arabisation (I'). 24:3:27 (terminologie)
- integrated body. 24:4:17,18 (trucking)
- intégration des mots d'origine étrangère. 24:2:23 (orthographe)
- intégration des mots empruntés. 24:2:23 (orthographe)
- intégration graphique. 24:2:23 (orthographe)
- intégration graphique des mots étrangers. 24:2:23 (orthographe)
- intelligence artificielle. 24:1:28; 2:3,15; 3:10,11,12 (informatique)
- intelligent tutoring system. 24:2:5 (terminotics)
- intention de (dans l'). 24:2:IV (langue)
- intention. 24:1:IV; 2:II (langue)
- interactive mode. 24:3:12 (informatics)
- interactivité. 24:1:28 (informatique)
- inter(-)city transport. 24:4:18,19 (trucking)
- interface. 24:2:11; 3,5 (informatics)
- interface standard. 24:3:4 (standardization)
- interface-utilisateur. 24:1:28 (informatique)
- internal harmonization. 24:3:9 (standardization)
- internal label. 24:3:12 (informatics)
- International and External Relations of COT. 24:3:9 (standardization)
- International Bank of Information on Francophone States. 24:2:2 (francophony)
- International Congresses on Terminology and Knowledge Engineering. 24:2:3 (terminotics)
- International Dictionary of Medicine and Biology. 24:3:17 (medicine)
- International Directory of Historians of Translation. 24:4:24 (translation)
- International Electrotechnical Commission. 24:3:4,12 (standardization)
- International Federation of the National Standardizing Associations. 24:3:5 (standardization)
- International Federation of Translators. 24:1:2; 3:2,25,26; 4:2 (language)
- International Organization for Standardization (The). 24:3:4 (standardization)
- International Standard. 24:3:4,14 (standardization)
- international standardization. 24:3:4 (standardization)
- International Standardization Association. 24:4:25 (standardization)
- International standardization of terminologies. 24:3:4 (standardization)
- International Standardization Organization. 24:3:2 (standardization)
- International Symposium on Language Industries. 24:4:2 (language)
- international terminology standard. 24:3:4 (standardization)
- International Terminology Standardization. 24:3:4 (standardization)
- International Translation Day. 24:3:2 (translation)
- InterNordic Standardization. 24:3:13 (standardization)
- interprétation. 24:1:2,3,9,14,15,17,19,27; 3:24 (langue)
- interpretation. 24:1:2 (language)
- interprétation chuchotée. 24:1:27 (interprétation)
- interprétation consécutive. 24:1:14,27 (interprétation)
- interprétation gestuelle. 24:1:7 (interprétation)
- interprétation judiciaire. 24:1:27 (interprétation)
- interprétation simultanée. 24:1:14,27 (interprétation)
- interprète. 24:1:3,7,14,15,27; 3:25 (interprétation)
- interprète débutant. 24:1:15 (interprétation)
- interprète de conférence. 24:1:25 (interprétation)
- interprète judiciaire. 24:1:25 (interprétation)
- interprète opérationnel. 24:1:14 (interprétation)
- interprète permanent. 24:1:14 (interprétation)
- interprète principal. 24:1:14 (interprétation)
- interpreter. 24:1:5; 3:25 (interpretation)
- Interpreter/Translator Society of Northwest Territories. 24:1:11 (translation)
- interprète-traductrice-réviseur. 24:1:15 (interprétation)

interrogation des banques bibliographiques. 24:3:16 (*documentation*)

intervenant correctionnel. 24:4:6 (*administration*)

intervenant des programmes correctionnels communautaires. 24:4:6 (*administration*)

intervention d'organisations officielles. 24:3:3 (*normalisation*)

intervention normalisatrice. 24:1:16 (*normalisation*)

introduction. 24:4:14 (*terminologie*)

introduction à la terminologie. 24:3:26 (*terminologie*)

introductory page. 24:4:12 (*terminologie*)

inventory. 24:4:13 (*terminologie*)

Î.P.-É. 24:3:23 (*toponymie*)

Iraqi Translator's Association. 24:1:26 (*translation*)

IRIS. 24:4:4 (*traduction*)

Irish Translators' Association. 24:1:26 (*translation*)

irrational number. 24:3:11 (*informatics*)

irrecoverable error. 24:3:12 (*informatics*)

ISA. 24:3:5 (*standardization*)

ISO. 24:3:2,3,6,7,10,11,12; 4:4,25 (*normalisation*)

ISO. 24:3:2,4,5 (*standardization*)

ISO 860. 24:3:14 (*standardization*)

ISO 919. 24:3:14 (*standardization*)

ISO 639:1988. 24:3:6,27 (*normalisation*)

ISO 704:1987. 24:3:27 (*normalisation*)

ISO 860:1968. 24:3:27 (*normalisation*)

ISO 919:1969. 24:3:27 (*normalisation*)

ISO 1087:1990. 24:3:6,27 (*normalisation*)

ISO 1149:1969. 24:3:27 (*normalisation*)

ISO 1951:1973. 24:3:27 (*normalisation*)

ISO 6156:1987. 24:3:6,27 (*normalisation*)

ISO 3166. 24:4:13 (*standardization*)

ISO 639 Code alphabétique à trois lettres pour la représentation des noms de la langue. 24:3:27 (*normalisation*)

ISO Council Committee on Development. 24:3:4 (*standardization*)

ISO Council Committee on Information. 24:3:4 (*standardization*)

ISO Council Committee on Planning. 24:3:4 (*standardization*)

ISO Council Committee on Reference Materials. 24:3:4 (*standardization*)

ISO Council Committee on Standardizing Principles. 24:3:4 (*standardization*)

ISO/INFCO. 24:3:5 (*standardization*)

ISO/TC 37. 24:3:4,5,9,13,14 (*standardization*)

ISO TC 37. 24:3:27 (*normalisation*)

ISO/TC 37 "Terminology (Principles and Co-ordination)". 24:3:4 (*standardization*)

ISO terminology standard. 24:3:4 (*standardization*)

issue estoppel. 24:4:10 (*law*)

issue (their) findings. 24:4:13 (*terminologie*)

IST. 24:2:26 (*documentation*)

ITSNT. 24:1:11 (*translation*)

jackknife. 24:4:18 (*trucking*)

James Bay. 24:2:20 (*toponymy*)

Japan Translation Federation. 24:1:26 (*translation*)

jargon. 24:3:17 (*terminologie*)

jeopardy. 24:4:10 (*law*)

jeter. 24:2:23 (*orthographe*)

Joly (Jean-François). 24:1:26 (*traduction*)

jour de la Saint-Jérôme. 24:3:25 (*traduction*)

Journal des débats. 24:1:23 (*traduction*)

journaliste. 24:1:2,19,24 (*langue*)

journaliste-interviewer. 24:1:30 (*traduction*)

Journal officiel de la République française. 24:2:22,24 (*politique*)

Journée de la francophonie. 24:3:24 (*francophonie*)

journée de la traduction à Université Laval (Une). 24:1:2,27 (*langue*)

Journée mondiale de la Traduction. 24:3:2,25 (*traduction*)

juge. 24:3:21 (*droit*)

juge en chef Dickson. 24:4:11 (*droit*)

juge Laskin. 24:4:10,11 (*droit*)

jugement professionnel. 24:1:16 (*terminologie*)

juger. 24:3:1 (*linguistique*)

jurilinguiste. 24:1:7 (*traduction*)

jurisprudence. 24:3:19 (*droit*)

juriste. 24:3:19,21 (*droit*)

juriste de common law. 24:3:22 (*droit*)

justification. 24:3:16 (*terminologie*)

K

Kääntäjä. 24:1:28 (*linguistique*)

Kannas (Claude). 24:2:22 (*orthographe*)

kingpin. 24:4:18 (*trucking*)

kingpin-type front axle system. 24:4:17,18 (*trucking*)

kiss off. 24:4:26 (*police*)

knowledge acquisition. 24:2:4 (*terminotics*)

knowledge base. 24:2:5,6,7 (*terminotics*)

knowledge-based. 24:2:3 (*terminotics*)

Knowledge-based system. 24:2:3,4 (*terminotics*)

knowledge engineer. 24:2:3 (*terminotics*)

knowledge(-)engineering. 24:2:2,3 (*terminotics*)

knowledge engineering. 24:2:4,7 (*terminotics*)

Knowledge Engineering and Terminology. 24:2:3 (*terminotics*)

knowledge-engineering process. 24:2.4 (*terminotics*)

knowledge-engineering technology. 24:2:4,17 (*terminotics*)

knowledge-engineering tool. 24:2.3,4,7 (*terminotics*)

knowledge formalization. 24:2:3 (*terminotics*)

knowledge processor. 24:2:4 (*terminotics*)

knowledge refinement. 24:2:3 (*terminotics*)

knowledge structure. 24:2:7 (*terminotics*)

L

Lab. 24:3:22,23 (*toponymie*)

label interne. 24:3:12 (*informatique*)

Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques. 24:4:8 (*administration*)

Laboratoires des assureurs du Canada. 24:3:6,8 (*normalisation*)

labour-management cooperation committee. 24:4:III (*works relations*)

labour-management cooperation. 24:4:III (*work relations*)

Labrador. 24:3:22,23 (*toponymie*)

Labrador Sea. 24:2:20 (*toponymy*)

lac Abitibi. 24:2:20 (*toponymie*)

lac à la Pluie. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Athabasca. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Champlain. 24:2:20 (*toponymie*)

lac des Bois. 24:2:21 (*toponymie*)

lac Érié. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Huron. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Manitoba. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Michigan. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Nipigon. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Nipissing. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Ontario. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Sainte-Claire. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Supérieur. 24:2:20 (*toponymie*)

lac Témiscamingue. 24:2:21 (*toponymie*)

lacune linguistique. 24:1:8 (*traduction*)

lac Winnipeg. 24:2:21 (*toponymie*)

lac Winnipegosis. 24:2:21 (*toponymie*)

laisser. 24:2:23 (*orthographe*)

- Lake Abitibi*. 24:2:20 (toponymy)
Lake Athabasca. 24:2:20 (toponymy)
Lake Erie. 24:2:20 (toponymy)
Lake Huron. 24:2:20 (toponymy)
Lake Manitoba. 24:2:20 (toponymy)
Lake Michigan. 24:2:20 (toponymy)
Lake Nipigon. 24:2:20 (toponymy)
Lake Nipissing. 24:2:20 (toponymy)
Lake of the Woods. 24:2:21 (toponymy)
Lake Ontario. 24:2:20 (toponymy)
Lake St. Clair. 24:2:20 (toponymy)
Lake Superior. 24:2:20 (toponymy)
Lake Timiskaming. 24:2:21 (toponymy)
Lake Winnipeg. 24:2:21 (toponymy)
Lake Winnipegosis. 24:2:21 (toponymy)
Lamennais. 24:1:24 (langue)
Langage des signes du Québec. 24:1:7 (traduction)
langage déviant. 24:4:26 (langue)
Langage et traduction. 24:1:19 (traduction)
Langage et Traduction. 24:4:II (langue)
langage gestuel. 24:1:7 (traduction)
langage juridique. 24:3:21 (droit)
langage Turbo-C. 24:2:15 (linguistique)
langagier. 24:3:6,7,10 (langue)
language. 24:1:20 (translation)
language for special purposes. 24:3:13 (standardization)
langue autochtone. 24:1:7 (langue)
langue bien pendue (La). 24:1:19 (traduction)
langue d'arrivée. 24:1:3,4 (traduction)
langue de communication culturelle, scientifique et technique. 24:4:3 (francophonie)
langue de départ. 24:1:3,4 (traduction)
Langue de la pègre. 24:4:26 (police)
langue de la police. 24:4:26 (langue)
langue d'oïl. 24:1:23 (langue)
langue française. 24:1:24 (langue)
langue générale. 24:3:20 (langue)
langue officielle. 24:1:I,II (toponymie)
langue signée. 24:1:7 (traduction)
Laporte (Pierre-Étienne). 24:2:21 (langue)
laptop computer. 24:3:12 (informatics)
laser diode imagesetting. 24:2:6 (graphic arts)
laser diode typesetting. 24:2:7 (terminotics)
laser imagesetting. 24:2:5,6,7 (graphic arts)
laser image setting. 24:2:6 (graphic arts)
laser imagesetting definition. 24:2:7 (terminotics)
Laurentian Mountains. 24:2:20 (toponymy)
Laurentides (les). 24:2:20 (toponymie)
La vie de Jésus : Avertissement à la jeunesse et aux pères de famille. 24:1:22 (langue)
LB. 24:3:22,23 (toponymie)
lead semi-trailer. 24:4:18,19 (trucking)
- Le Correcteur*. 24:2:15 (linguistique)
lecteur optique. 24:2:10 (informatique)
lecture. 24:2:10 (terminotique)
lecture réflexive. 24:1:17 (terminologie)
législateur fédéral. 24:3:21 (droit)
législation. 24:3:19,20 (droit)
législation de common law. 24:3:20 (droit)
législature provinciale de common law. 24:3:20 (droit)
Lenoble-Pinson (Michèle). 24:2:23 (orthographe)
lexicalized forms of expressions. 24:4:13 (terminology)
lexicographe. 24:1:2,19,24; 2:II,III, 23, 24; 4:26 (langue)
lexicographe. 24:1:2 (language)
lexicographie. 24:1:19; 2:9; 4:25 (langue)
lexique. 24:1:18; 4:2 (langue)
Lexique de l'emploi. 24:4:9 (administration)
Leygues. 24:2:22 (orthographe)
liberté d'action. 24:4:8,9 (administration)
licence en droit. 24:1:20 (traduction)
lieu de création terminologique. 24:3:3 (terminologie)
linecasting. 24:2:6 (graphic arts)
linehaul transport. 24:4:18,19 (trucking)
linguist. 24:1:20 (translation)
linguiste. 24:1:20; 2:II,III,15,22,24; 3:26 (langue)
linguiste africain. 24:3:27 (terminologie)
linguistic data bank. 24:2:2,11,12 (terminotics)
linguisticiel. 24:2:14,15 (linguistique)
linguistic information. 24:2:11 (terminotics)
linguistic information. 24:2:13 (terminotics)
linguistique. 24:2:10; 4,3 (langue)
liste de produits et de projets canadiens inventoriés. 24:4:4 (langue)
list of subject headings. 24:3:5 (standardization)
list of terms. 24:4:12 (terminology)
literal fidelity. 24:1:5 (translation)
literal translation. 24:1:5 (translation)
littérature. 24:1:19 (traduction)
Litré (Maximilien-Paul-Émile). 24:1:21 (langue)
Litré (Émile). 24:1:21,24; 2:III (langue)
Litré (Émile), traducteur. 24:1:21 (langue)
load. 24:4:18 (trucking)
local database. 24:2:11 (terminotics)
localité. 24:1:I (toponymie)
local tractor. 24:4:18,19 (trucking)
locomotion. 24:3:16 (médecine)
locution prépositive. 24:1:IV (langue)
locutions et termes nouveaux. 24:3:18 (terminologie)
logic bomb. 24:3:11 (informatique)
- logiciel. 24:1:27; 2:9,10,14,15; 4:3 (informatique)
logiciel de correction. 24:2:15 (langue)
logiciel de découpage de mots. 24:2:10 (terminotique)
logiciel de gestion de glossaires. 24:2:14 (terminotique)
logiciel de soutien à la francisation des banques de données. 24:1:28 (industrie de la langue)
logiciel de traduction automatique. 24:4:4 (traduction)
logiciel de traitement de texte. 24:2:10,15 (informatique)
logiciel graphique. 24:2:9 (graphisme)
logiciel modulaire. 24:2:14 (linguistique)
logiciel ontarien d'aide à l'apprentissage du français. 24:4:4 (éducation)
logiciel PROSE. 24:2:15 (langue)
loi du discours. 24:2:23 (orthographe)
loi modificative. 24:3:21 (droit)
Lois révisées du Canada. 24:3:21 (droit)
loi sur l'administration correctionnelle. 24:4:6 (administration)
Loi sur les langues officielles. 24:1:7,9 (traduction)
Loi sur les services en français. 24:3:22 (droit)
loi traduite. 24:3:21 (droit)
long distance transport. 24:4:18,19 (trucking)
longue distance. 24:4:15 (camionnage)
longueur carrossable. 24:4:17,18 (camionnage)
Louis-le-Grand (lycée). 24:1:21,23 (éducation)
LSP. 24:3:13 (standardization)
LSP. 24:3:26 (terminologie)
LSP text. 24:3:14 (standardization)
LSQ. 24:1:7 (traduction)
ludlow typesetting. 24:2:6 (graphic arts)
lycée français. 24:1:19 (anglais)

M

- machine translation*. 24:2:3 (translation)
machine translation system. 24:2:4 (translation)
mâchoire de selle. 24:4:18 (camionnage)
Macintosh. 24:2:9 (informatique)
Mackenzie River. 24:2:20 (toponymy)
macro-informatique. 24:1:28 (informatique)
macrostructure. 24:3:5 (standardization)
magnétophone. 24:1:15 (interprétation)

- magnétoscope. 24:3:3 (*informatique*)
 main d'accouplement. 24:4:17,18
 (*camionnage*)
 Main. 24:1:II (*toponymy*)
 maintien de la compétence professionnelle
 des membres agréés (Le). 24:1:13
 (*traduction*)
 maison Larousse. 24:2:22 (*orthographe*)
 maison Robert. 24:2:23 (*orthographe*)
 maître traducteur. 24:1:19 (*traduction*)
 maître-traducteur. 24:1:20 (*traduction*)
 maîtrise de ses moyens techniques. 24:1:16
 (*terminologie*)
 maize attachment. 24:4:13 (*agriculture*)
 maladie sacrée. 24:1:22 (*traduction*)
 malentendant. 24:1:7 (*traduction*)
 malfrat. 24:4:26 (*police*)
 mal sacré (Du). 24:1:22 (*traduction*)
 Man. 24:3:22,23 (*toponymie*)
 management of terminology. 24:3:9
 (*standardization*)
 Managing Terminology. 24:3:8
 (*standardization*)
 manche à couille. 24:4:26 (*police*)
 mandat correctionnel. 24:4:6
 (*administration*)
 mandate for corrections. 24:4:6
 (*administration*)
 manipulation. 24:2:11 (*terminotics*)
 manipulation des chromosomes. 24:3:15
 (*médecine*)
 Manitoba. 24:3:22,23 (*toponymie*)
 manoeuvre. 24:3:17 (*médecine*)
 manquer. 24:2:I (*langue*)
 manquer un but. 24:2:I (*langue*)
 manquer un objectif. 24:2:I (*langue*)
 Manuel du Programme de coordination de
 l'image de marque. 24:1:I (*toponymie*)
 manuscrit hippocratique. 24:1:22
 (*médecine*)
 mappemondes. 24:4:26 (*police*)
 marché de la traduction à la pige. 24:1:27
 (*traduction*)
 marché des industries de la langue. 24:3:24
 (*francophonie*)
 marché du traitement des langues. 24:2:16
 (*linguistique*)
 marché public. 24:4:26 (*économie*)
 Martel (Pierre). 24:2:22 (*orthographe*)
 matière correctionnelle (en). 24:4:6
 (*administration*)
 Maurice Thorez Institute of Foreign
 Languages. 24:1:26 (*translation*)
 Mayer (Henriot). 24:1:19 (*traduction*)
 MB. 24:3:22,24 (*toponymie*)
 médaille de l'Académie canadienne-
 française. 24:1:19 (*langue*)
 médaille Pierre-François Caillé. 24:1:26
 (*traduction*)
 médecin. 24:1:24 (*médecine*)
 médecine clinique. 24:3:15,16 (*médecine*)
 media. 24:2:23 (*orthographe*)
 médiatiseur. 24:3:10 (*normalisation*)
 Medical Research Council of Canada.
 24:3:2 (*standardization*)
 médiocrité. 24:1:18,130 (*traduction*)
 Medline. 24:3:16 (*documentation*)
 meeting on translation held at Laval
 University. 24:1:2 (*langue*)
 Mélanges en hommage à Jean Darbelnet.
 24:1:20 (*traduction*)
 membre adhérent. 24:1:13 (*traduction*)
 membre agréé. 24:1:13; 3:24 (*traduction*)
 membre de la pègre. 24:4:26 (*police*)
 membre associé. 24:1:12 (*traduction*)
 mémorisation. 24:1:27 (*interprétation*)
 mentionner. 24:3:II (*linguistique*)
 mention «sans équivalent connu». 24:3:17
 (*terminologie*)
 Mentions d'excellence. 24:3:23 (*français*)
 mer de Beaufort. 24:2:20 (*toponymie*)
 mer du Labrador. 24:2:20 (*toponymie*)
 Mérites 1991. 24:3:23 (*français*)
 Mesnard. 24:1:23 (*langue*)
 message original. 24:1:3 (*traduction*)
 mesure correctionnelle. 24:4:6
 (*administration*)
 Meta. 24:2:10 (*linguistique*)
 metal typesetting. 24:2:6 (*graphic arts*)
 métaphore. 24:4:26 (*langue*)
 méthode conceptuelle. 24:4:25
 (*terminologie*)
 méthode de la recherche terminologique.
 24:3:7 (*normalisation*)
 méthode d'enseignement de la traduction.
 24:1:19 (*traduction*)
 méthode de traitement terminologique.
 24:3:26 (*terminologie*)
 méthode policière. 24:4:26 (*police*)
 Méthodologie de la terminologie juridique.
 24:3:22 (*droit*)
 méthodologie de préparation et d'élabo-
 ration des vocabulaires. 24:3:6
 (*normalisation*)
 microcomputer-based workstation. 24:2:11
 (*terminotics*)
 micro-électronique. 24:3:10 (*électronique*)
 micro-informatique. 24:1:28; 2:8,9,10
 (*informatique*)
 MicroMATER exchange format. 24:2:11
 (*terminotics*)
 micro-ordinateur. 24:2:8,27 (*informatique*)
 microordinateur. 24:1:27 (*informatique*)
 microstructure. 24:3:5 (*standardization*)
 milieu. 24:4:26 (*police*)
 milieu clinique. 24:3:15 (*médecine*)
 milieu correctionnel. 24:4:6 (*administration*)
 milieu langagier. 24:3:24 (*langue*)
 militant de la langue française. 24:1:20
 (*traduction*)
 milk jugs. 24:4:26 (*police*)
 ministère de la Guerre. 24:1:20 (*défense*)
 ministère de la Justice du Canada. 24:3:21
 (*droit*)
 ministère de l'Éducation. 24:2:22
 (*orthographe*)
 ministère des Affaires extérieures (du Cana-
 da). 24:1:20; 4:4,5 (*affaires extérieures*)
 ministère des Affaires extérieures et du
 Commerce extérieur du Canada.
 24:4:26 (*commerce*)
 ministère des Communications du Canada.
 24:4:4 (*communication*)
 ministère des Communications du Québec.
 24:1:28 (*communication*)
 ministère du Solliciteur général du Canada.
 24:4:5,6 (*administration*)
 ministre responsable de l'application de la
 Charte de la langue française. 24:2:22
 (*orthographe*)
 mirandolite. 24:1:21 (*traduction*)
 mise en ciseaux. 24:4:17,18 (*camionnage*)
 mise en forme typographique. 24:2:14
 (*langue*)
 mise en portefeuille. 24:4:16,17,18,20
 (*camionnage*)
 mise en portefeuille (La). 24:4:17
 (*camionnage*)
 mise en tête-à-queue. 24:4:16,17,18,19
 (*camionnage*)
 mise en tête-à-queue (La). 24:4:17
 (*camionnage*)
 mise en travers. 24:4:17,18,19 (*camionnage*)
 Mission et objectifs de l'OCIL. 24:4:4
 (*francophonie*)
 mistranslation. 24:1:5 (*translation*)
 mobile body. 24:4:17,18 (*trucking*)
 modalité de fonctionnement d'un comité de
 normalisation terminologique. 24:3:7
 (*normalisation*)
 mode dialogue. 24:3:12 (*informatique*)
 mode interactif. 24:3:12 (*informatique*)
 modèle correctionnel. 24:4:6
 (*administration*)
 modernisation des langues. 24:4:3,4
 (*francophonie*)
 modernisation des langues nationales et
 régionales. 24:2:27 (*industries de la*
 langue)
 modernisation du français. 24:2:24
 (*orthographe*)
 Moderniser l'écriture du français. 24:2:22
 (*orthographe*)

module. 24:2:16 (*linguistique*)
 module africain. 24:1:29; 3:27 (*terminologie*)
 module belge. 24:1:29 (*terminologie*)
 module d'aide à la féminisation des écrits. 24:2:16 (*langue*)
 module d'analyse et de gestion concernant le repérage des cas problèmes de participes passés. 24:2:16 (*langue*)
 module de conversion de fichier. 24:2:16 (*langue*)
 module de correction. 24:2:15,16 (*langue*)
 module de correction des formes verbales composées et surcomposées. 24:2:15 (*langue*)
 module de gestion de la banque correctrice des formes fautives. 24:2:16 (*langue*)
 module de gestion dictionnaire. 24:2:15 (*langue*)
 module de rédaction assistée de fiches terminologiques. 24:2:14 (*langue*)
 module de repérage des participes passés. 24:2:16 (*langue*)
 module de repérage et de vérification des participes passés. 24:2:16 (*langue*)
 module de traitement des modifications orthographiques. 24:2:16 (*langue*)
 module de vérification des formes fautives. 24:2:16 (*langue*)
 module d'intégration des procédures et de gestion des menus. 24:2:16 (*langue*)
 module d'opération. 24:2:16 (*langue*)
 module français. 24:1:29 (*terminologie*)
 module statistique. 24:2:16 (*langue*)
 module statistique et stylométrique. 24:2:16 (*langue*)
 module stylistique. 24:2:15 (*langue*)
molecular oxygen. 24:2:17 (*pollution*)
 Molière. 24:1:28 (*industrie de la langue*)
Monde (Le). 24:2:22 (*journalisme*)
 mondialisation des marchés. 24:3:3 (*économie*)
 monobromoéthane. 24:2:18 (*pollution*)
monochlorethane. 24:2:18 (*pollution*)
 monochloroéthane. 24:2:18 (*pollution*)
 monographie. 24:3:17 (*documentation*)
 montagnes Rocheuses. 24:2:20 (*toponymie*)
 Montréal. 24:1:I (*toponymie*)
 mot emprunté. 24:2:23 (*orthographe*)
 motivation. 24:1:17,18 (*terminologie*)
motorized (industrial) vehicle. 24:4:18,20 (*trucking*)
 mou de veau. 24: 4:26 (*police*)
 moulin de l'excellence terminologique. 24:1:17 (*terminologie*)
 Muller (Charles). 24:2:22 (*orthographe*)
Multidictionnaire des difficultés de la langue française. 24:2:15,22 (*langue*)

Multidimensionality. 24:2:5 (*terminotics*)
multilingual glossaries. 24:3:13 (*standardization*)
multilingual source. 24:4:12 (*terminology*)
 multimédia. 24:1:28 (*informatique*)
 municipalité. 24:1:II (*toponymie*)

N

National and International Congresses and Symposiums. 24:2:2,24; 4:27 (*langue*)
national Nordic terminology institutions. 24:3:13 (*standardization*)
National Program for the Integration of the Two Official Languages in the Administration of Justice. 24:3:2 (*standardization*)
national reference centre. 24:3:13 (*standardization*)
natural language processing systems. 24:2:4 (*terminotics*)
naturel language processing. 24:2:3 (*terminotics*)
nature of set type. 24:2:6 (*terminotics*)
 navigation. 24:1:28 (*informatique*)
 N.B. 24:3:22,23 (*toponymie*)
 NB. 24:3:22 (*toponymie*)
 N.-B. 24:3:23 (*toponymie*)
 N.-É. 24:3:23 (*toponymie*)
 négociateur. 24:1:27 (*traduction*)
Nelson River. 24:2:20 (*toponymy*)
 néologie. 24:3:24; 4:3 (*terminologie*)
neologism. 24:2:12 (*terminology*)
 néologisme. 24:2:24; 3:10; 4:25 (*terminologie*)
 néologisme anglais. 24:3:17 (*terminologie*)
 nettes. 24:4:26 (*police*)
New Brunswick. 24:2:20 (*toponymy*)
New Brunswick. 24:3:22 (*toponymie*)
Newfoundland. 24:2:20 (*toponymy*)
Newfoundland. 24:3:22 (*toponymie*)
News and Events. 24:1:2,28,29; 3:2,23 (*langue*)
New Subscription Fees for TERMIUM (May 1991). 24:2:13 (*terminotics*)
new subscriptions to TERMIUM. 24:2:2 (*terminotics*)
 NF. 24:3:22,23 (*toponymie*)
 Nfld. 24:3:22 (*toponymie*)
Niagara Falls. 24:2:20 (*toponymy*)
 nib. 24:4:26 (*police*)
 nibergue. 24:4:26 (*police*)
 nichons. 24:4:26 (*police*)
 niveau TR-2. 24:1:15 (*interprétation*)

niveau TR-3. 24:1:15 (*interprétation*)
 NMHC. 24:2:18 (*pollution*)
Node. 24:2:5 (*terminotics*)
 nom d'action. 24:2:I (*langue*)
 nom de maladies. 24:3:17 (*médecine*)
 nom de provinces. 24:1:I (*toponymie*)
 nom désignant les pièces. 24:1:I (*toponymie*)
 nom de villes. 24:1:I (*toponymie*)
 Nom d'immeubles d'ouvrages et de sites. 24:1:II (*toponymie*)
 nom d'immeubles. 24:1:I (*toponymie*)
 nom d'intérêt pancanadien. 24:1:I (*toponymie*)
 nomenclature abrégée. 24:2:19 (*pollution*)
 nomenclature du domaine, La. 24:3:11 (*normalisation*)
 nomenclature Fréon. 24:2:19 (*pollution*)
 nomenclature Halon. 24:2:19 (*pollution*)
 nom officiel. 24:1:II (*toponymie*)
 Noms officiels des provinces et territoires. 24:3:23 (*toponymie*)
non-computer-assisted, vocabulary research project. 24:2:5 (*terminotics*)
non-detachable. 24:4:18 (*trucking*)
non-detachable body. 24:4:17,18 (*trucking*)
non-driven front axle. 24:4:18 (*trucking*)
non-driving front axle. 24:4:18 (*trucking*)
non-hierarchical relation. 24:2:7 (*terminotics*)
non-methane hydrocarbon. 24:2:18 (*pollution*)
non-motorized vehicle. 24:4:18,20 (*trucking*)
 non-recours au trait d'union. 24:2:22 (*orthographe*)
non-sliding running gear. 24:4:18,19 (*trucking*)
Nordic cooperation. 24:3:13,14 (*standardization*)
Nordic countries. 24:3:12,13,14 (*standardization*)
Nordic glossaries. 24:3:14 (*standardization*)
Nordic standard. 24:3:14 (*standardization*)
Nordic standardization bodies. 24:3:14 (*standardization*)
Nordic standardization organization. 24:3:2 (*standardization*)
Nordic terminology institutions. 24:3:14 (*standardization*)
Nordterm. 24:3:2,13,14 (*standardization*)
Nordterm's programme. 24:3:14 (*standardization*)
 normalisation. 24:3:2,3,21 (*normalisation*)
 normalisation de fait. 24:3:20,21 (*droit*)
 normalisation de la terminologie française de la common law (La). 24:3:19 (*droit*)

- normalisation de la terminologie juridique. 24:3:21 (*droit*)
- normalisation des méthodes de création, de compilation et de coordination des terminologies. 24:3:6 (*normalisation*)
- normalisation des procédés industriels. 24:3:2 (*normalisation*)
- normalisation des termes savants. 24:3:2 (*normalisation*)
- normalisation exécutoire. 24:3:20,21 (*droit*)
- normalisation linguistique. 24:3:3 (*normalisation*)
- normalisation technique et terminologique. 24:3:7,10 (*normalisation*)
- normalisation terminologique. 24:3:2,3,6,7,10 (*normalisation*)
- normalisation terminologique au service des organismes de normalisation technique au Canada. 24:3:2,6 (*normalisation*)
- normalisation terminologique, outil au service de la communication (La). 24:3:3 (*normalisation*)
- normalisation terminologique, une activité transnationale. 24:3:10 (*normalisation*)
- NORMATERM. 24:3:14 (*standardization*)
- norme canadienne. 24:3:12 (*normalisation*)
- norme canadienne bilingue : Terminologie de la technologie de l'information (Une). 24:3:10 (*normalisation*)
- norme canadienne de la terminologie TI. 24:3:12 (*normalisation*)
- norme de compétence. 24:1:10 (*traduction*)
- norme de production. 24:3:3 (*normalisation*)
- norme de tolérance. 24:3:3 (*normalisation*)
- norme dimensionnelle. 24:3:3 (*normalisation*)
- norme environnementale. 24:3:3 (*normalisation*)
- norme internationale. 24:3:6,10 (*normalisation*)
- norme ISO. 24:3:11,12 (*normalisation*)
- norme nationale. 24:3:10,11 (*normalisation*)
- norme professionnelle. 24:1:10 (*traduction*)
- normes (Les). 24:1:10 (*traduction*)
- Normes internationales en préparation. 24:3:27 (*terminologie*)
- Normes internationales publiées. 24:3:27 (*terminologie*)
- norme terminologique. 24:3:6,10 (*normalisation*)
- norme terminologique internationale. 24:3:10 (*normalisation*)
- North Saskatchewan River. 24:2:20 (*toponymy*)
- Northumberland Strait. 24:2,20 (*toponymy*)
- Northwest Territories. 24:2,20,22 (*toponymy*)
- Norwegian Association of Translators. 24:1:26 (*translation*)
- Norwegian Council for Technical Terminology. 24:3:13 (*standardization*)
- Norwegian multilingual termbank. 24:3:14 (*standardization*)
- nota. 24:3:18 (*terminologie*)
- note. 24:3:16 (*terminologie*)
- note. 24:4:12 (*terminology*)
- nouveau à la Fédération internationale des traducteurs (FIT) (Du). 24:1:28 (*linguistique*)
- Nouveau-Brunswick. 24:1:I; 2:20; 3:23 (*toponymie*)
- Nouveau Dictionnaire des synonymes. 24:4:I,II (*langue*)
- nouveau partenariat qui se dessine entre formation et perfectionnement professionnel. 24:3:25 (*langue*)
- Nouveau Testament. 24:1:23 (*langue*)
- Nouveaux tarifs d'abonnement à TERMIUM (mai 1991). 24:2:13 (*terminotique*)
- Nouvelle-Écosse. 24:2:20; 3:23 (*toponymie*)
- nouvelle modalité d'abonnement à TERMIUM. 24:2:2 (*terminotique*)
- nouvelle orientation des grands employeurs. 24:3:25 (*langue*)
- Nouvelle Revue canadienne (La). 24:1:19 (*traduction*)
- Nouvelles de la FIT. 24:1:25 (*traduction*)
- Nova Scotia. 24:2,20 (*toponymy*)
- Nova Scotia. 24:3:22 (*toponymie*)
- novoquintolâtrie. 24:1:17 (*terminologie*)
- N.S. 24:3:22 (*toponymie*)
- NS. 24:3:22,23 (*toponymie*)
- NT. 24:3:22,23 (*toponymie*)
- N.W.T. 24:3:22 (*toponymie*)
- OAIL. 24:3:24 (*francophonie*)
- objectif. 24:2:I,II,III (*langue*)
- obligation de rendre compte. 24:4:8,9 (*administration*)
- obligation de rendre des comptes. 24:4:8 (*administration*)
- obligation de répondre de. 24:4:8 (*administration*)
- obligation redditionnelle. 24:4:8 (*administration*)
- observation. 24:2:12 (*terminotique*)
- Observatoire africain des industries de la langue. 24:3:24 (*francophonie*)
- Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL) (L'). 24:4:3 (*francophonie*)
- Observatoire canadien des industries de la langue. 24:3:24; 4:2,3,4 (*francophonie*)
- observatoire français des industries de la langue. 24:3:24 (*francophonie*)
- Observatoire québécois des industries de la langue. 24:3:24; 4:4 (*francophonie*)
- observatoires nationaux des industries de la langue. 24:1:29; 3:24; 4:3 (*francophonie*)
- Observatoire suisse des industries de la langue. 24:3:24 (*francophonie*)
- Observatoire wallon des industries de la langue. 24:3:24; 4:4 (*francophonie*)
- obtenir par une chance. 24:2:III (*langue*)
- occurrence. 24:2:10 (*terminotique*)
- océan à l'autre (D'un). 24:2:19; 2:2,19; 3:2,22 (*toponymie*)
- océan Arctique. 24:2:20 (*toponymie*)
- océan Atlantique. 24:2:20 (*toponymie*)
- océan Pacifique. 24:2,20 (*toponymie*)
- OCIL. 24:3:24; 4:2,3,4,5 (*francophonie*)
- octafluorocyclobutane. 24:2:18 (*pollution*)
- octafluorocyclobutane. 24:2:18 (*pollution*)
- odonyme. 24:1:I (*toponymie*)
- ODP. 24:2:19 (*pollution*)
- œuvre de traduction. 24:1:24 (*traduction*)
- Œuvres complètes d'Hippocrate. 24:1:22 (*traduction*)
- Office de la langue française du Québec. 24:1:11,28,29; 2:14,22,23; 3:6,8,10,23; 4:3,7 (*langue*)
- Office des normes générales du Canada. 24:3:6,8 (*normalisation*)
- Office des professions du Québec. 24:1:30; 3:24 (*droit*)
- official approval. 24:3:2 (*standardization*)
- official-approval committee. 24:2:12 (*terminotique*)
- official termbank of the Government of Canada. 24:3:14 (*standardization*)
- OFIL. 24:3:24 (*francophonie*)
- OLF. 24:3:23 (*langue*)
- OMS. 24:3:16 (*santé*)
- ON. 24:3:22 (*toponymie*)
- ONGC. 24:3:6,8 (*normalisation*)
- Ont. 24:3:22 (*toponymie*)
- Ontario. 24:3:22,23 (*toponymie*)
- ONU. 24:1:29 (*sciences politiques*)
- O/O. 24:4:18,19 (*trucking*)
- O/O (owner operator). 24:4:18 (*trucking*)
- opération de gestion. 24:4:25 (*administration*)
- opérations correctionnelles. 24:4:6 (*administration*)
- opérer. 24:4:I (*langue*)
- ophtalmologie. 24:3:16 (*médecine*)
- OQIL. 24:3:24 (*francophonie*)
- orateur. 24:1:15 (*interprétation*)
- ordinateur malette. 24:3:12 (*informatique*)

ordinateur personnel. 24:3:3 (*informatique*)
ordinateur portatif. 24:3:12 (*informatique*)
ordre alphabétique et ordre systématique.
24:3:18 (*terminologie*)
ordre de présentation. 24:3:16
(*terminologie*)
Ordre des comptables agréés du Québec.
24:1:26 (*comptabilité*)
ordre d'inscription est le suivant. 24:3:23
(*toponymie*)
Ordre national du mérite (chevalier de l').
24:1:20 (*traduction*)
ordre systématique. 24:3:18 (*terminologie*)
organe de transmission. 24:4:18
(*camionnage*)
organisation de la profession (L').
24:1:2,10,11 (*langue*)
organisation des idées. 24:2:15 (*langue*)
Organisation des Nations-Unies. 24:1:29
(*sciences politiques*)
Organisation des problèmes. 24:2:15
(*langue*)
Organisation internationale de normalisation.
24:3:2,6,7,10 (*normalisation*)
organisation moderne. 24:3:3
(*communication*)
Organisation mondiale de la santé. 24:3:16
(*santé*)
organisation nationale de la terminologie.
24:3:24 (*francophonie*)
organisme de normalisation. 24:3:2,6; 4:4
(*normalisation*)
organisme de normalisation canadien.
24:3:6,7 (*normalisation*)
organisme de planification linguistique.
24:1:20 (*traduction*)
organisme international. 24:3:10
(*normalisation*)
organisme public. 24:4:2 (*administration*)
organismes canadiens de terminologie
(Les). 24:3:6 (*normalisation*)
organizational structure of the profession
(The). 24:1:2 (*langue*)
original message. 24:1:5 (*translation*)
original text. 24:1:5,6 (*translation*)
originator code. 24:4:12 (*terminology*)
orthographe. 24:2:22 (*orthographe*)
orthographe actuelle. 24:2:24 (*orthographe*)
orthopédie. 24:3:17 (*médecine*)
orthopédiste. 24:3:16 (*médecine*)
ORTOGRAF+. 24:2:15 (*linguistique*)
Ortograph+. 24:2:14 (*linguistique*)
OSIL. 24:3:24 (*francophonie*)
Ottawa River. 24:2:20 (*toponymy*)
outil de correction automatique. 24:2:15
(*langue*)
outil de synthèse et de reconnaissance de
la parole. 24:4:3 (*langue*)
outil de traduction. 24:3:18 (*traduction*)

outil de transfert linguistique. 24:3:19
(*linguistique*)
outil informatique de correction. 24:2:15
(*langue*)
outil logiciel. 24:2:14; 3:27 (*informatique*)
outil micro-informatique. 24:2:27
(*informatique*)
outil pédagogique. 24:3:18 (*éducation*)
ouvrage de doctrine. 24:3:22 (*droit*)
ouvrage de référence lourd. 24:2:14
(*lexicographie*)
ouvrage lexicographique. 24:3:17
(*terminologie*)
ouvrage sur la traduction et la langue.
24:1:20 (*traduction*)
ouvrage terminologique. 24:1:18
(*terminologie*)
ouvrage traduit. 24:3:17 (*terminologie*)
overflow. 24:4:13 (*finance*)
overstock. 24:4:13 (*finance*)
OWIL. 24:3:24; 4:4 (*francophonie*)
owner(-)operator. 24:4:18,19 (*trucking*)
oxygène atomique. 24:2:17 (*pollution*)
oxygène élémentaire. 24:2:17 (*pollution*)
oxygène moléculaire. 24:2:17 (*pollution*)
ozone depleter. 24:2:17 (*pollution*)
ozone depletion. 24:2:18 (*pollution*)
ozone-depletion potential. 24:2:19
(*pollution*)
ozone layer. 24:2:17 (*pollution*)
ozone layer thinning. 24:2:18 (*pollution*)

P

Pacific Ocean. 24:2:20 (*toponymy*)
PAJLO. 24:3:2 (*normalisation*)
palme de l'excellence. 24:1:16
(*terminologie*)
Palmes académiques. 24:1:20 (*traduction*)
palpation. 24:3:17 (*médecine*)
Panneton (Georges). 24:1:19 (*traduction*)
paper-and-pencil technique. 24:2:4
(*terminotics*)
Paramax Inc. 24:1:28 (*linguistique*)
Parkway. 24:1:I,II (*toponymy*)
Parlement du Canada et des provinces de
common law bilingues. 24:3:21 (*droit*)
parler policier. 24:4:26 (*police*)
parrainage. 24:1:13 (*traduction*)
partenariat (Le). 24:1:10 (*traduction*)
partially halogenated hydrocarbon. 24:2:18
(*pollution*)
participe présent. 24:3:II (*linguistique*)
participer. 24:4:I (*langue*)
participer à une œuvre faite en commun.
24:4:II (*langue*)
participer avec un ou plusieurs autres à
une œuvre commune. 24:4:I (*langue*)
particularisme régional. 24:2:15
(*linguistique*)
particularité linguistique. 24:3:18
(*terminologie*)
particule de liaison. 24:3:23 (*toponymie*)
part-whole. 24:2:5 (*terminotics*)
parvenir. 24:2:I (*langue*)
parvenir à un but. 24:2:I (*langue*)
parvenir à un objectif. 24:2:I (*langue*)
parvenir avec difficulté. 24:2:I (*langue*)
parvenir avec effort. 24:2:I (*langue*)
Pascal. 24:3:16 (*documentation*)
passage du statut d'associé ou adhérent à
celui d'agréé (Le). 24:1:12 (*traduction*)
passenger vehicle. 24:4:18,20 (*trucking*)
passion. 24:1:18 (*terminologie*)
patron des traducteurs. 24:3:25 (*traduction*)
patron saint of translators. 24:3:25
(*translation*)
payload. 24:4:18 (*trucking*)
paysage terminologique français. 24:3:27
(*terminologie*)
pays bilingue bijuridique. 24:3:20 (*droit*)
pays du Sud. 24:1:29; 2:27; 4:3
(*francophonie*)
pays en développement. 24:2:26
(*documentation*)
pays francophone. 24:2:27; 4:3
(*francophonie*)
PDO. 24:2:19 (*pollution*)
PE. 24:3:22,23 (*toponymie*)
Peace River. 24:2:20 (*toponymy*)
pédagogue. 20:1:20 (*traduction*)
pègre. 24:4:26 (*police*)
P.E.I. 24:3:22 (*toponymie*)
pénal. 24:4:6 (*administration*)
pénitentiaire. 24:4:5 (*administration*)
percussion. 24:3:17 (*médecine*)
perfectionnement. 24:1:14,15
(*interprétation*)
perfectionnement professionnel. 24:1:17
(*terminologie*)
Pergnier (Maurice). 24:1:20 (*traduction*)
perle. 24:1:20 (*traduction*)
personal property. 24:3:21 (*law*)
Personnel des forces de l'ordre. 24:4:26
(*police*)
Pertinence of knowledge-engineering
technology for terminology. 24:2:4
(*terminotics*)
petit lexique. 24:4:25 (*terminologie*)
Petit Robert. 24:2:2; 4:8 (*langue*)
Petits lexiques. 24:4:25 (*terminologie*)
philologue. 24:1:24 (*langue*)
philosophe. 24:1:24 (*langue*)
phonétique. 24:1:15 (*langue*)
photocomposeuse. 24:2:9 (*graphisme*)

- photocomposition. 24:2:9 (*graphisme*)
photolettering. 24:2:6 (*graphic arts*)
phototypesetting. 24:2:6 (*graphic arts*)
phrase. 24:4:12 (*terminology*)
phraseological unit. 24:3:5
 (standardization)
 phraséologie. 24:2:16 (*langue*)
 physiatre. 24:3:16 (*médecine*)
 physiothérapie. 24:3:16,17 (*médecine*)
pick-up plate. 24:4:18,19 (*trucking*)
 pièce de monnaie. 24:4:27 (*économie*)
piggybacking. 24:3:12 (*informatics*)
 pigiste. 24:1:14,19 (*langue*)
pinle eye. 24:4:17,18 (*trucking*)
pinle hook. 24:4:18 (*trucking*)
 pionnier de la terminologie. 24:1:19
 (traduction)
 pivot d'attelage. 24:4:16,18,19,20
 (camionnage)
 pivot d'attelage de semi-remorque.
 24:4:18,19 (*camionnage*)
PLACO. 24:3:4 (*standardization*)
 plage d'erreur. 24:3:11 (*informatique*)
 planche. 24:2:9 (*graphisme*)
 plaque d'attelage. 24:4:16,18,19
 (camionnage)
 plateau. 24:4:18 (*camionnage*)
 plate-forme. 24:4:15,18,19 (*camionnage*)
platform. 24:4:17 (*trucking*)
platform. 24:4:18 (*trucking*)
platform body. 24:4:17,18 (*trucking*)
 Pline l'Ancien : Que de bêtises, de
 niaiseries... 24:1:23 (*botanique*)
 pluriel des mots composés. 24:2:22
 (orthographe)
 pneumologie. 24:3:16 (*médecine*)
 point cardinal. 24:1:1 (*toponymie*)
 polar. 24:4:26 (*police*)
 police. 24:4:26 (*police*)
 policier. 24:4:26 (*police*)
 politique d'Air Canada. 24:1:1 (*toponymie*)
 politique et programme en matière
 d'industries de la langue. 24:4:4
 (francophonie)
 Politique linguistique relative aux adresses
 des bureaux d'Air Canada. 24:1:1
 (toponymie)
 polluant chimique anthropique. 24:2:17
 (pollution)
 pollution planétaire. 24:2:17 (*pollution*)
 polysémie. 24:1:16 (*terminologie*)
 polyvalent. 24:1:27 (*traduction*)
 ponctuation. 24:1:15 (*interprétation*)
 ponctuelle. 24:1:27 (*terminologie*)
 pont arrière simple. 24:4:19 (*camionnage*)
 pont arrière tandem. 24:4:19 (*camionnage*)
 porte-à-faux arrière. 24:4:16 (*camionnage*)
 porteur. 24:4:15,16,19,20 (*camionnage*)
 porteur-fourgon. 24:4:15,19 (*camionnage*)
 porteur remorqueur. 24:4:15,16,18,19,20,21
 (camionnage)
 Portrait. 24:1:28 (*industrie de la langue*)
 portrait type du langagier de l'an 2 000.
 24:3:24 (*langue*)
 possession. 24:3:11 (*linguistique*)
 poste de conduite. 24:4:18,19 (*camionnage*)
 poste de travail de terminologie. 24:2:2
 (terminotique)
 poste de travail du traducteur. 24:4:4
 (traductique)
postgraduate Nordic courses in LSP. 24:3:13
 (standardization)
 potentiel de destruction de l'ozone. 24:2:19
 (pollution)
 poursuite. 24:2:II (*langue*)
 poursuite d'un but. 24:2:I,II (*langue*)
 poursuivre la gloire. 24:2:II (*langue*)
 poursuivre un but. 24:2:I,II,III (*langue*)
 poursuivre un objectif. 24:2:I,II (*langue*)
 poursuivre une fin. 24:2:II (*langue*)
 poursuivre une vengeance. 24:2:II (*langue*)
power glide. 24:4:18,19 (*trucking*)
 PQ. 24:3:22,23 (*toponymie*)
 pratique (terminologique). 24:1:16,18
 (terminologie)
 pratique de la terminologie. 24:3:27
 (terminologie)
Précis de génétique médicale. 24:3:16
 (médecine)
 précision. 24:1:21 (*traduction*)
pre-established base list. 24:4:12
 (terminology)
 Premier ministre Michel Rocard. 24:2:22
 (politique)
*Preparation and Layout of International
 Terminology Standards*. 24:3:14
 (standardization)
 Préparation des normes terminologiques
 internationales. 24:3:27 (*terminologie*)
*Preparing Vocabularies and Glossaries: A
 Guide for the Uninitiated*. 24:4:12
 (terminology)
 prescrire. 24:1:20 (*traduction*)
 Présentation des vocabulaires systématiques
 multilingues. 24:3:27 (*terminologie*)
 présentation méthodique. 24:3:18
 (terminologie)
Presse (La). 24:1:19 (*traduction*)
 prêt au jour le jour. 24:4:14 (*finance*)
Prince Edward Island. 24:2:20 (*toponymy*)
 Prince Edward Island. 24:3:22 (*toponymie*)
 principe de la remorque classique. 24:4:20
 (camionnage)
 principe de la remorque semi-portée.
 24:4:20 (*camionnage*)
 principe de la semi-remorque. 24:4:20
 (camionnage)
 principe de remorques routières. 24:4:20
 (camionnage)
 principe directeur du travail terminolo-
 gique. 24:3:27 (*terminologie*)
 principe *double jeopardy* en droit canadien
 (Le). 24:4:10 (*droit*)
 principes de la rédaction juridique (Les).
 24:1:15 (*interprétation*)
 Principes et méthodes de la terminologie.
 24:3:6 (*terminologie*)
 prison et vie en milieu carcéral. 24:4:26
 (police)
 prison les médiocres, au panthéon les
 excellents (En). 24:1:18 (*traduction*)
 prison linguistique. 24:1:3 (*traduction*)
 prix de la FIT. 24:2:26 (*traduction*)
 problème de langage. 24:2:II,III (*langue*)
 problème du découpage du terme. 24:3:26
 (terminologie)
 procédé de simplification. 24:2:23
 (orthographe)
 procédé de chargement. 24:2:14
 (terminotique)
 procédure de normalisation. 24:3:11
 (normalisation)
processing unit. 24:3:11 (*informatics*)
processor. 24:3:11 (*informatics*)
process standard. 24:3:4 (*standardization*)
 processus. 24:3:11 (*linguistique*)
 processus de normalisation. 24:3:19,21
 (normalisation)
 proclamer. 24:3:1 (*linguistique*)
product. 24:2:6 (*terminotics*)
product designer. 24:2:4 (*terminotics*)
 production (terminologique). 24:1:18
 (terminologie)
 production de dessins par ordinateur.
 24:2:9 (*informatique*)
 production du discours. 24:1:27
 (interprétation)
 productique. 24:3:10,11 (*informatique*)
Product Quality. 24:3:8 (*standardization*)
product standard. 24:3:4 (*standardization*)
 produit canadien des industries de la
 langue. 24:4:4 (*langue*)
 produit chloré. 24:2:17 (*pollution*)
 produit destructeur d'ozone. 24:2:17
 (pollution)
 produit langagier. 24:1:28 (*linguistique*)
 produit micro-informatique. 24:2:27
 (industries de la langue)
 produits chlorés (Les). 24:2:17 (*pollution*)
 professeur d'anglais. 24:1:19 (*langue*)
 professeur de droit. 24:3:21 (*droit*)
 Professeur de français. 24:1:19; 2:24
 (langue)
 professeur de langue. 24:1:19 (*langue*)
 professeur de langues de spécialité. 24:3:26
 (terminologie)

professeur de langues et de littératures française et russe. 24:1:20 (*langue*)

professeur de terminologie. 24:3:26 (*terminologie*)

professeur de traduction. 24:1:20 (*traduction*)

professeur émérite. 24:1:20 (*traduction*)

profession. 24:1:9 (*traduction*)

professionnel de la langue. 24:2:15 (*langue*)

professionnel de la santé. 24:3:15 (*médecine*)

professor. 24:1:20 (*translation*)

Profilex. 24:2:14 (*terminotique*)

profil notionnel. 24:3:11 (*normalisation*)

progiciel. 24:2:8 (*informatique*)

progiciel de micro-édition. 24:2:9 (*terminotique*)

programmation en matière d'industries de la langue. 24:4:3 (*francophonie*)

programme coopératif. 24:1:12 (*traduction*)

programme correctionnel. 24:5:6 (*administration*)

Programme d'administration de la justice dans les deux langues officielles. 24:3:2 (*normalisation*)

Programme d'appui de la BIEF. 24:2:26 (*documentation*)

programme de common law en français (au Canada). 24:3:21,22 (*droit*)

programme de normalisation canadien en terminologie. 24:3:6 (*normalisation*)

programme de repérage des participes passés. 24:2:16 (*langue*)

programme of Unesco. 24:3:5 (*standardization*)

programme (de base) PROSE. 24:2:16 (*langue*)

programme symbiotique. 24:1:12 (*traduction*)

programmeur. 24:2:15 (*langue*)

project code. 24:4:12 (*terminology*)

projet de comité. 24:3:10 (*normalisation*)

projet de normalisation de la terminologie juridique. 24:3:21 (*droit*)

projet de norme canadienne. 24:3:10 (*normalisation*)

projet de norme internationale. 24:3:10 (*normalisation*)

projet PROSE. 24:2:15,16 (*langue*)

promenade. 24:1:II (*toponymie*)

promotion du français. 24:3:23 (*français*)

promotion du français au travail. 24:3:24 (*français*)

proper name. 24:2:13 (*Official Titles*)

property. 24:2:4 (*terminotics*)

proposer. 24:2:I (*langue*)

proposer pour but. 24:2:I (*langue*)

proposer un but. 24:2:I (*langue*)

proposition de néologismes. 24:3:16 (*terminologie*)

propriété intellectuelle. 24:4:26 (*droit*)

proscrire. 24:1:20 (*traduction*)

PROSE. 24:2:14,15 (*langue*)

PROSE grammar and style corrector. 24:2:2 (*langue*)

prostitution. 24:4:26 (*police*)

protection against double jeopardy. 24:4:11 (*law*)

prototype PROSE. 24:2:15 (*langue*)

province. 24:3:22,23 (*toponymie*)

province d'Alberta (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province de la Colombie-Britannique (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province de la Nouvelle-Écosse (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province de la Saskatchewan (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province de l'Île-du-Prince-Édouard (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province de Québec (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province de terre-Neuve (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province d'Ontario (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province du Manitoba (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province du Nouveau-Brunswick (la). 24:3:23 (*toponymie*)

province et territoire de common law. 24:3:20 (*droit*)

Provinces et territoires. 24:3:22 (*toponymie*)

Provinces et territoires, abréviations usuelles et symboles postaux. 24:3:22 (*toponymie*)

PTT. 24:4:4 (*traductique*)

Public Administration and Management Vocabulary. 24:4:24,25 (*administration*)

Publications in Review. 24:1:29,30,31; 2:2,27; 3:2,26; 4:2,24 (*langue*)

public organization. 24:4:2,27 (*administration*)

public servant. 24:4:14 (*terminology*)

publishing system. 24:2:11 (*terminotics*)

puits de chlore. 24:2:17 (*pollution*)

puits troposphérique. 24:2:17 (*pollution*)

pumps. 24:4:26 (*police*)

punition. 24:4:6 (*administration*)

pup. 24:4:15,19 (*camionnage*)

pup semi-trailer. 24:4:19 (*trucking*)

pup trailer. 24:4:19 (*trucking*)

Qc. 24:3:23 (*toponymie*)

qualification officer. 24:4:13 (*administration*)

qualification share. 24:4:13 (*finance*)

qualifying share. 24:4:13 (*finance*)

qualité de la langue. 24:1:II (*toponymie*)

qualité de la traduction. 24:1:4 (*traduction*)

Quality. 24:3:8 (*standardization*)

quality control. 24:3:4 (*standardization*)

quality control of standards. 24:3:5 (*standardization*)

QuarkXPress. 24:2:9 (*terminotique*)

quasi-spécifique. 24:1:I (*toponymie*)

quasi-synonymie. 24:3:18 (*terminologie*)

Qué. 24:3:22 (*toponymie*)

Quebec. 24:2:20 (*toponymy*)

Québec. 24:2:20,22,23 (*toponymie*)

québécoisme. 24:2:16 (*linguistique*)

Queen Charlotte islands. 24:2:20 (*toponymy*)

Queen Elizabeth Islands. 24:2:20 (*toponymy*)

Quemada (Bernard). 24:1:28; 2:22 (*langue*)

querying. 24:2:11 (*terminotics*)

Qu'est-ce qui se cache derrière les CFC. 24:2:17 (*pollution*)

question terminologique. 24:3:26 (*terminologie*)

Que vive l'orthographe! 24:2:22,23 (*orthographe*)

R

radical chlorosyle. 24:2:17 (*pollution*)

Radio-Canada. 24:1:19 (*communication*)

Rainy Lake. 24:2:20 (*toponymy*)

Rainy River. 24:2:20 (*toponymy*)

Random House. 24:4:8 (*langue*)

Range. 24:1:II (*toponymy*)

rappeler. 24:2:23 (*orthographe*)

rapport annuel. 24:1:II (*toponymie*)

rapport Charpentier. 24:1:7 (*traduction*)

rapproche. 24:3:II (*linguistique*)

rater. 24:2:I (*langue*)

rater un objectif. 24:2:I (*langue*)

rattrapage linguistique. 24:1:9 (*traduction*)

RCNA. 24:3:26 (*translation*)

réadaptation. 24:4:5,6 (*administration*)

réadaptation des délinquants. 24:4:5 (*administration*)

réalisation d'un but. 24:2:I,II (*langue*)

réalisation d'un objectif. 24:2:I (*langue*)

réaliser. 24:2:I,II,III; 2:III (*langue*)

- réaliser un but. 24:2:I,II,III (*langue*)
réaliser un dessin. 24:2:II,III (*langue*)
réaliser une fin. 24:2:II (*langue*)
réaliser un objectif. 24:2:I,II (*langue*)
réaliser un projet. 24:2:II (*langue*)
réalité commerciale et institutionnelle. 24:3:24 (*langue*)
réalité linguistique. 24:1:II (*toponymie*)
réalité personnelle. 24:3:24 (*langue*)
réalité professionnelle. 24:3:24,25 (*langue*)
real property. 24:3:21 (*law*)
rear cross member. 24:4:19 (*trucking*)
Récapitulation : Définition et équivalents possibles du terme *empowerment*. 24:4:9 (*administration*)
Récapitulation : Définitions et équivalents français possibles du terme anglais *accountability*. 24:4:8 (*administration*)
recherche clinique. 24:3:15 (*médecine*)
recherche dans les industries de la langue. 24:4:4 (*langue*)
Recherche de développement en linguistique computationnelle. 24:2:14 (*terminotique*)
recherche de la qualité. 24:1:21,24 (*traduction*)
recherche documentaire. 24:2:10; 3:16 (*terminologie*)
recherche documentaire et dépouillement. 24:3:16 (*terminologie*)
Recherche et politique stratégique (affaires correctionnelles). 24:4:6 (*administration*)
recherche fondamentale. 24:4:3 (*francophonie*)
recherche médicale. 24:3:15 (*médecine*)
recherche pratique. 24:1:8 (*traduction*)
rechercher. 24:2:I (*langue*)
rechercher un but. 24:2:I (*langue*)
recherche terminologique. 24:1:15; 2:10; 3:16,17 (*terminologie*)
recherche théorique. 24:1:8,9 (*traduction*)
reconfiguration. 24:2:14 (*terminotique*)
reconnaissance automatique. 24:2:10 (*terminotique*)
reconnaissance de la profession. 24:1:9 (*droit*)
reconnaissance professionnelle. 24:1:13,25; 3:24 (*droit*)
reconnaissance/synthèse de la parole. 24:3:11 (*normalisation*)
record transaction. 24:2:11 (*terminotique*)
recours à l'accent circonflexe. 24:2:23 (*orthographe*)
rectification de l'orthographe (Les). 24:2:22,23; 3:24 (*orthographe*)
rectifications de l'orthographe, une histoire de francophonie (Les). 24:2:22 (*orthographe*)
rédacteur. 24:1:3,4,10,24; 2:14,15 (*langue*)
rédacteur de manuels techniques. 24:3:26 (*langue*)
rédacteur fédéral. 24:3:21 (*linguistique*)
rédacteur législatif. 24:3:21 (*droit*)
rédacteur scientifique. 24:3:15 (*médecine*)
rédaction. 24:1:8; 2:14,15 (*langue*)
rédaction des vocabulaires. 24:3:16 (*langue*)
rédaction de textes officiels. 24:3:22 (*langue*)
rédaction d'un texte. 24:2:15 (*langue*)
rédaction française. 24:3:21 (*langue*)
reddition de(s) comptes. 24:4:8,9 (*administration*)
redevance. 24:4:13 (*économie*)
redoublement de la consonne. 24:2:23 (*orthographe*)
redressement du délinquant. 24:4:6 (*administration*)
Red River. 24:2:20 (*toponymie*)
redundancy. 24:3:9 (*standardization*)
redundancy minimization. 24:3:9 (*standardization*)
reference document. 24:3:4 (*standardization*)
reference librarian. 24:3:9 (*standardization*)
refine. 24:2:4 (*terminotique*)
Refinement. 24:2:3 (*terminotique*)
refinement. 24:2:4 (*terminotique*)
réflexion systématique. 24:1:18 (*terminologie*)
reform. 24:4:6 (*administration*)
réforme correctionnelle. 24:4:6 (*administration*)
réforme de l'orthographe. 24:1:13; 2:21,22 (*langue*)
réforme de l'orthographe (La) - La position du Secrétariat d'État. 24:2:21 (*langue*)
Réforme du droit correctionnel. 24:4:6 (*droit*)
reformulation (La). 24:3:11 (*langue*)
reformulation des énoncés. 24:1:15 (*interprétation*)
reformulation. 24:1:II (*toponymie*)
regarder. 24:3:I,II (*langue*)
régime correctionnel. 24:4:6 (*administration*)
Regional Center for North America. 24:3:2,26 (*translation*)
région bilingue. 24:1:I,II (*toponymie*)
région de la Capitale nationale. 24:1:II (*toponymie*)
région unilingue anglaise. 24:1:II (*toponymie*)
région unilingue. 24:1:II (*toponymie*)
registre naturel. 24:1:15 (*interprétation*)
règle juridique. 24:3:20 (*droit*)
règlement des Chambres. 24:1:15 (*interprétation*)
règlement des différends. 24:4:26 (*droit*)
règle stylistique. 24:2:15 (*langue*)
rehabilitation. 24:4:6 (*administration*)
réinsertion sociale des détenus. 24:4:5 (*administration*)
rejeter. 24:3:II (*linguistique*)
relation. 24:2:5 (*terminotique*)
relation avec les clients. 24:3:25 (*langue*)
relation de générique à spécifique. 24:3:18 (*terminologie*)
relecture d'épreuves. 24:2:15 (*langue*)
relevant de la psychiatrie. 24:3:II (*linguistique*)
REMCO. 24:3:4 (*standardization*)
remorque. 24:4:16,19 (*camionnage*)
remorque à avant train. 24:4:15,16,18,19 (*camionnage*)
remorque à train roulant central. 24:4:16,17,19 (*camionnage*)
remorque classique. 24:4:15,16,18,19,20 (*camionnage*)
remorque (d'appoint) classique. 24:4:20 (*camionnage*)
remorque d'appoint. 24:4:19 (*camionnage*)
remorque d'appoint et remorque de queue. 24:4:19 (*camionnage*)
remorque d'appoint semi-portée. 24:4:15 (*camionnage*)
remorque de type classique. 24:4:15 (*camionnage*)
remorquée. 24:4:16 (*camionnage*)
remorque équilibrée. 24:4:16,17,19 (*camionnage*)
remorque porte-engins. 24:4:16,18,19 (*camionnage*)
remorque pup. 24:4:15,16,19 (*camionnage*)
remorquer. 24:4:19 (*camionnage*)
remorque semi-portée. 24:4:15,16,17,19,20 (*camionnage*)
remplir un but. 24:2:I,III (*langue*)
remplir un objectif. 24:2:I,II,III (*langue*)
remue-ménages. 24:2:15 (*langue*)
remueur d'archives. 24:1:30 (*traduction*)
rencontrer des besoins. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des billets. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des conditions. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des critères. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des déficits. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des dépenses. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des dettes. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des échéances. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des effets de commerce. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des engagements. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des exigences. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des frais. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des obligations. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des paiements. 24:2:III (*langue*)

- rencontrer des prévisions. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des versements. 24:2:III (*langue*)
rencontrer des vœux. 24:2:III (*langue*)
rencontrer la réussite. 24:2:III (*langue*)
rencontrer le succès. 24:2:III (*langue*)
rencontrer un objectif. 24:2:I,III (*langue*)
renouveau de l'image et de la profession. 24:3:25 (*langue*)
repérage. 24:2:15 (*langue*)
repérage des problèmes linguistiques. 24:2:15 (*linguistique*)
repérage des traits notionnels. 24:1:16 (*terminologie*)
Repères méthodologiques des travaux de normalisation. 24:3:11 (*normalisation*)
Repères - T/R. 24:1:I-IV; 2:I-IV; 3:I-IV; 4:I-IV (*langue*)
Repères T/R articles. 24:2:2 (*langue*)
Repères - T/R record. 24:1:2; 2:2; 3:2; 4:2 (*langue*)
répertoire de projets de recherche et de produits canadiens. 24:4:4 (*langue*)
répertoire. 24:1:II (*toponymie*)
Répertoire mondial des historiens de la traduction. 24:4:23 (*traduction*)
reportage en simultannée. 24:1:14 (*interprétation*)
research finding. 24:2:11,12 (*terminotics*)
research project. 24:2:11 (*terminotics*)
réseau de consultants indépendants. 24:3:11 (*normalisation*)
réseau de l'assistance linguistique. 24:2:22 (*orthographe*)
Réseau des centres serveurs. 24:2:26 (*documentation*)
Réseau des industries de la langue. 24:2:14 (*industrie de la langue*)
réseau de terminologie. 24:3:2 (*terminologie*)
réseau de traducteurs. 24:1:9 (*traduction*)
Réseau francophone des industries de la langue. 24:2:27 (*industries de la langue*)
Réseau international de néologie et de terminologie (Rint) (Le). 24:1:29; 3:27; 4:3 (*francophonie*)
réseau terminologique français de common law. 24:3:19 (*droit*)
réseaux d'entraide en traduction. 24:3:24 (*traduction*)
res judicata. 24:4:11 (*law*)
résoudre quelque chose. 24:2:I (*langue*)
résoudre une difficulté. 24:2:I (*langue*)
responsabilisation. 24:4:7,8,9 (*administration*)
responsabilité. 24:4:7,8,9 (*administration*)
responsabilité contractuelle. 24:4:7 (*administration*)
responsabilité fonctionnelle. 24:4:7 (*administration*)
responsabilité professionnelle. 24:3:25 (*langue*)
responsabilité en matière correctionnelle. 24:4:6 (*administration*)
responsabilité sociale. 24:4:7 (*administration*)
responsable des services correctionnels. 24:4:6 (*administration*)
Restigouche River. 24:2.20 (*toponymie*)
résultat clinique ou paraclinique. 24:3:15 (*médecine*)
résultat du sondage sur les contrats et la tarification. 24:3:25 (*langue*)
résultat (à un). 24:4:II (*langue*)
retrieval. 24:2:7,11,12 (*terminotics*)
retrieving. 24:2:4 (*terminotics*)
Réunion des observatoires nationaux des industries de la langue. 24:3:24 (*francophonie*)
Réunion du Groupe d'experts en industries de la langue. 24:3:24 (*francophonie*)
réunion semestrielle du Comité d'orientation. 24:3:24 (*francophonie*)
réviser. 24:1:22 (*traduction*)
reviser. 24:4:12,14 (*langue*)
réviseur. 24:1:4,20 (*traduction*)
révision. 24:1:15 (*interprétation*)
révision. 24:1:20 (*traduction*)
révision orthographique systématique. 24:2:14 (*langue*)
révision par un tiers. 24:2:15 (*langue*)
révision professionnelle. 24:1:16 (*terminologie*)
Revue germanique. 24:1:22 (*langue*)
revue scientifique. 24:3:17 (*documentation*)
Rey. 24:1:16 (*terminologie*)
Rey-Debove (Josette). 24:2:23 (*orthographe*)
rhumatologie. 24:3:16,17 (*médecine*)
rhumatologue. 24:3:16 (*médecine*)
RightWriter. 24:2:14,15 (*langue*)
rigid tongue. 24:4:18,19 (*trucking*)
rigid truck. 24:4:17 (*trucking*)
rigid vehicle. 24:4:19,20 (*trucking*)
Rint. 24:1:29; 3:27; 4:3,4 (*francophonie*)
rivière à la Pluie. 24:2.20 (*toponymie*)
rivière Athabasca. 24:2:20 (*toponymie*)
rivière Churchill. 24:2:20 (*toponymie*)
rivière de la Paix. 24:2.20 (*toponymie*)
rivière des Outaouais. 24:2.20 (*toponymie*)
rivière Restigouche. 24:2.20 (*toponymie*)
rivière Rouge. 24:2.20 (*toponymie*)
rivière Saguenay. 24:2.20 (*toponymie*)
rivière Saint-Jean. 24:2.20 (*toponymie*)
rivière Saskatchewan. 24:2.20 (*toponymie*)
rivière Saskatchewan Nord. 24:2:20 (*toponymie*)
rivière Saskatchewan Sud. 24:2:20 (*toponymie*)
rivière Winnipeg. 24:2:21 (*toponymie*)
Road. 24:1:I,II (*toponymie*)
road tractor. 24:4:19 (*trucking*)
road train. 24:4:19 (*trucking*)
road transport. 24:4:19 (*trucking*)
road transportation. 24:4:2 (*trucking*)
Roberts (Roda P.). 24:1:20 (*traduction*)
Rocky Mountains. 24:2.20 (*toponymie*)
rôle de la traduction dans la société canadienne (Le). 24:1:2,7,8 (*langue*)
role of translation in Canadian society (The). 24:1:2 (*langue*)
roman. 24:1:19 (*traduction*)
Rondeau. 24:1:16 (*terminologie*)
rotor. 24:4:27 (*aviation*)
roue motrice. 24:4:19 (*camionnage*)
Rousseau (Louis-Jean). 24:3:3 (*normalisation*)
royalty. 24:4:13 (*economy*)
royauté. 24:4:13 (*économie*)
RTT. 24:3:13 (*standardization*)
RTT glossaries. 24:3:13 (*standardization*)
RTT's termbase. 24:3:14 (*standardization*)
rule against double jeopardy. 24:4:10,11 (*law*)
rule against multiple convictions. 24:4:10 (*law*)
running gear. 24:4:19 (*trucking*)
rutabagas. 24:4:26 (*police*)
Ryan (Claude). 24:2:21,22 (*langue*)

S

- Sable island. 24:2.20 (*toponymie*)
sachant. 24:3:II (*linguistique*)
Saguenay River. 24:2.20 (*toponymie*)
Sainte-Beuve. 24:1:23 (*langue*)
Saint-Hilaire (Barthélemy). 24:1:21,22,23 (*langue*)
Saint-Jean. 24:1:I (*toponymie*)
Saint-John. 24:1:I (*toponymie*)
Saint John River. 24:2.20 (*toponymie*)
Salon le Monde des Affaires. 24:1:28 (*économie*)
sanskrit. 24:1:21 (*traduction*)
santé. 24:1:27 (*traduction*)
Sask. 24:3:22,23 (*toponymie*)
Saskatchewan. 24:3:22,23 (*toponymie*)
Saskatchewan River. 24:2.20 (*toponymie*)
SATO. 24:2:10 (*industrie de la langue*)
saturated hydrocarbon. 24:2:18 (*pollution*)

- SC 1. 24:3:6,10 (*normalisation*)
- SC 2. 24:3:6 (*normalisation*)
- SC 3. 24:3:6 (*normalisation*)
- scanning. 24:2:12; 4:12 (*terminology*)
- SCC. 24:4:5,6 (*administration*)
- scholar. 24:1:20 (*translation*)
- Science and Technology Translators' Association of the Chinese Academy. 24:1:26 (*translation*)
- science de la santé. 24:3:15 (*médecine*)
- science des systèmes. 24:4:3 (*langue*)
- science médicale. 24:3:15,16 (*médecine*)
- sciences biomédicales. 24:3:15 (*médecine*)
- sciences cognitives. 24:4:3 (*langue*)
- scientifique. 24:3:6 (*normalisation*)
- SCRS. 24:4:5 (*administration*)
- séance de comités. 24:1:15 (*interprétation*)
- second generation. 24:2:6 (*graphic arts*)
- second semi-trailer. 24:4:19 (*trucking*)
- Secrétariat d'État (du Canada). 24:1:11, 10,20,27,28; 2:13,14; 3:6,11,15,21; 4:2,3,4,25 (*appellation officielle*)
- Secrétariat international. 24:3:10 (*normalisation*)
- SECTER. 24:2:8,9,10 (*terminologie*)
- sectérois. 24:2:10 (*terminologie*)
- secteur correctionnel. 24:4:6 (*administration*)
- secteur privé. 24:4:25 (*administration*)
- secteur public. 24:4:25 (*administration*)
- section des rédacteurs. 24:3:24 (*langue*)
- Section des terminologues. 24:2:8 (*terminologie*)
- sécurité informatique. 24:3:10,11 (*informatique*)
- segmenteur. 24:2:10,16 (*langue*)
- segmenteur breveté. 24:2:15 (*langue*)
- segmenteur de formes simples et complexes. 24:2:15 (*langue*)
- segmenteur des formes de base. 24:2:15 (*langue*)
- seins. 24:4:26 (*police*)
- sélection de la documentation. 24:2:10 (*terminotique*)
- sélection des problèmes courants de stylistique et de grammaire. 24:2:15 (*langue*)
- sélection des unités terminologiques. 24:3:11 (*linguistique*)
- selection of terms. 24:4:12 (*terminology*)
- sellette d'attelage. 24:4:16,18,19,21 (*camionnage*)
- Semaine du français. 24:3:23,24 (*langue*)
- semantic trap. 24:1:5 (*translation*)
- Séminaire Terminologie et Développement. 24:3:24 (*francophonie*)
- sémiologie. 24:3:15,16,17,18 (*médecine*)
- sémiologie de l'appareil locomoteur. 24:3:16 (*médecine*)
- sémiologie élémentaire. 24:3:17 (*médecine*)
- sémiologie médicale. 24:3:15 (*médecine*)
- sémiologie quantitative. 24:3:16 (*médecine*)
- semi-remorque. 24:4:15,16,17,20 (*camionnage*)
- semi-remorque à avant-train démontable. 24:4:17 (*camionnage*)
- semi-remorque courte. 24:4:19 (*camionnage*)
- semi-remorque de queue. 24:4:16,17,18,19,20 (*camionnage*)
- semi-remorque de tête. 24:4:16,17,18,19,20 (*camionnage*)
- semi-remorquée. 24:4:16 (*camionnage*)
- semi-trailer kingpin. 24:4:18,19 (*trucking*)
- semi-trailer landing gear. 24:4:17,19 (*trucking*)
- semi-trailer running gear. 24:4:19 (*trucking*)
- sénateur. 24:1:24 (*langue*)
- sens du message. 24:1:3 (*traduction*)
- sens du texte. 24:1:15 (*interprétation*)
- Service canadien des pénitenciers. 24:4:5,6 (*administration*)
- Service canadien du renseignement de sécurité. 24:4:5 (*administration*)
- service «Chambres». 24:1:15 (*interprétation*)
- service correctionnel. 24:4:6 (*administration*)
- Service correctionnel du Canada. 24:4:5,6 (*administration*)
- service de terminologie. 24:1:19 (*terminologie*)
- Service de traduction. 24:1:26 (*traduction*)
- service d'interprétation. 24:1:19 (*interprétation*)
- service et liberté d'action. 24:4:8 (*administration*)
- service correctionnel en milieu communautaire. 24:4:6 (*administration*)
- service standard. 24:3:4 (*standardization*)
- service through empowerment. 24:4:8 (*administration*)
- Servitude et grandeur de la traduction. 24:1:3 (*traduction*)
- setting type. 24:2:6 (*graphic arts*)
- sexadécimal. 24:3:12 (*informatique*)
- sexadécimal. 24:3:12 (*informatics*)
- SGML. 24:3:5,9 (*standardization*)
- sharing. 24:2:11 (*terminotics*)
- shorthand numbering system. 24:2:19 (*pollution*)
- short semi-trailer. 24:4:19 (*trucking*)
- sigle. 24:4:26 (*langue*)
- signalement. 24:4:26 (*police*)
- signe. 24:3:17 (*médecine*)
- signe de ponctuation. 24:2:10 (*informatique*)
- signe diacritique. 24:2:10 (*informatique*)
- signe et symptôme usuel. 24:3:17 (*médecine*)
- signe patronymique. 24:3:17 (*médecine*)
- signe radiologique. 24:3:17 (*médecine*)
- simplification de la présentation de la règle aux élèves. 24:2:23 (*orthographe*)
- simplification d'une transcription. 24:2:24 (*orthographe*)
- single axle. 24:4:18,19 (*trucking*)
- single concept. 24:4:13 (*terminology*)
- single rear (driven) axle. 24:4:19 (*trucking*)
- single vehicle. 24:4:19,20 (*trucking*)
- Sip. 24:4:26 (*police*)
- situation de communication. 24:1:16 (*terminologie*)
- situation linguistique. 24:3:27 (*terminologie*)
- Six. 24:4:26 (*police*)
- SK. 24:3:22,23 (*toponymie*)
- sliding running gear. 24:4:19 (*trucking*)
- Socatra Ltée. 24:1:28 (*linguistique*)
- Société Air Canada. 24:1:1 (*aviation*)
- Société de biologie. 24:1:24 (*biologie*)
- Société des comptables en management du Canada. 24:4:7 (*administration*)
- Société des écrivains canadiens. 24:1:19 (*traduction*)
- Société des traducteurs du Québec. 24:1:11,13,20,26,28,29,30; 2:8; 3:24 (*traduction*)
- société d'expression. 24:1:7 (*traduction*)
- Société Larousse. 24:2:14 (*langue*)
- Société royale du Canada. 24:1:20 (*traduction*)
- société traduite. 24:1:7 (*traduction*)
- Society of Translators and Interpreters of British Columbia. 24:1:11 (*translation*)
- Sociocritique de la traduction au Québec. 24:1:30 (*traduction*)
- software development. 24:2:3 (*terminotics*)
- soins de santé. 24:3:15 (*médecine*)
- Solliciteur général. 24:4:5 (*administration*)
- solo vehicle. 24:4:19,20 (*trucking*)
- Sommet de la francophonie. 24:2:27 (*francophonie*)
- Sommet francophone. 24:2:14,25; 3:24; 4:4 (*francophonie*)
- Sommet francophone de Chaillot. 24:3:24; 4:4 (*francophonie*)
- Sommet francophone de Dakar. 24:3:24 (*francophonie*)
- Sommet francophone de Québec. 24:4:3 (*francophonie*)

- Sophisticated Graphical Display*. 24:2:5 (terminotics)
- soubassement. 24:4:19 (camionnage)
- souche. 24:4:14 (finance)
- souci de la précision. 24:1:20 (traduction)
- souci de simplification. 24:3:17 (médecine)
- soudure. 24:2:23 (orthographe)
- source des besoins en traduction. 24:1:7 (traduction)
- source documentaire. 24:1:16 (documentation)
- source language. 24:1:5 (translation)
- source-language term. 24:4:12 (terminology)
- source juridique de la demande (Les). 24:1:7 (traduction)
- sous-comité 1. 24:3:6,10 (normalisation)
- sous-comité 2. 24:3:6 (normalisation)
- sous-comité 3. 24:3:6 (normalisation)
- sous-comité du TC 37. 24:3:6 (normalisation)
- sous-culture. 24:4:26 (police)
- souteneur. 24:4:26 (police)
- South Saskatchewan River. 24.2.20 (toponymy)
- special industrial vehicle. 24:4:19,20 (trucking)
- spécialiste de domaines pluridisciplinaires. 24:3:10 (normalisation)
- specialized international agency for standardization. 24:3:4 (standardization)
- spécifique. 24:1:I (toponymie)
- spelling reform. 24:2:21 (spelling)
- Square. 24:1:II (toponymy)
- stabilité chimique. 24:2:17 (pollution)
- STACO. 24:3:4 (standardization)
- stage. 24:1:8,12,13,14 (éducation)
- standard. 24:3:4,8,9 (standardization)
- Standard classification. 24:3:8 (standardization)
- standard definition. 24:3:8 (standardization)
- standard document. 24:3:5 (standardization)
- Standard Generalized Markup Language. 24:3:9 (standardization)
- standardizing technical committee. 24:3:8 (standardization)
- standardizing vocabulary. 24:3:5 (standardization)
- standardization. 24:1:6; 2:2,12; 3:12,13,14 (standardization)
- standardization activity. 24:3:4 (standardization)
- Standardization and Terminology in the Nordic Countries. 24:3:12 (standardization)
- Standardization Bodies in the Nordic Countries. 24:3:13 (standardization)
- standardization committee. 24:3:12,14 (standardization)
- standardization of industrial processes. 24:3:2 (standardization)
- Standardization of methods for creating, compiling co-ordinating terminologies. 24:3:4 (standardization)
- standardization of terminological principles and methods. 24:3:4 (standardization)
- standardization of terminology. 24:3:2,4 (standardization)
- standardization of the specialized terms. 24:3:2 (standardization)
- standardized General Markup Language. 24:3:5 (standardization)
- standardized technical committees. 24:3:8 (standardization)
- standardized terminological data. 24:3:4 (standardization)
- standardized terminology. 24:3:4 (standardization)
- standardizing body. 24:3:4,12,13,14 (standardization)
- standardizing body additional terminological unit. 24:3:5 (standardization)
- standardizing committee. 24:2:7 (terminotics)
- standard procedure. 24:3:8 (standardization)
- standards document. 24:3:5 (standardization)
- standards institute. 24:3:5 (standardization)
- standards on data. 24:3:4 (standardization)
- Standards Organization. 24:3:13 (standardization)
- standard terminologies. 24:3:9 (standardization)
- standing Committee on Terminology. 24:3:8 (standardization)
- Statistique Canada. 24:1:15; 3:16 (statistique)
- statut des traducteurs. 24:1:26 (traduction)
- statut légal et social des traductions et des traducteurs. 24:1:25 (traduction)
- statut officiel. 24:3:21 (droit)
- STIBC. 24:1:11 (translation)
- St. Jerome's day. 24:3:25 (translation)
- St. Lawrence River. 24.2.20 (toponymy)
- stock(s). 24:4:13 (terminology)
- stock excédentaire. 24:4:13 (finance)
- storage. 24.2.7,11,12 (terminotics)
- Storing, Retrieving and Updating Information. 24:2:7 (terminotics)
- STQ 24:1:11,13,20,28,29,30; 2:8; 3:24 (traduction)
- straight body. 24:4:15,17,19 (trucking)
- strait. 24:4:26 (police)
- Strait of Belle-Isle. 24:2:20 (toponymy)
- stratégie de marketing. 24:3:25 (langue)
- stratégies de demain (Les). 24:1:11 (traduction)
- Strauss (David Friedrich). 24:1:22 (langue)
- Street. 24:1:I,II (toponymy).
- stress. 24:1:15 (interprétation)
- strike-on typesetting. 24:2:6 (graphic arts)
- structuration des données terminologiques. 24:3:17,18 (médecine)
- Structure et activités du Comité consultatif canadien. 24:3:10 (normalisation)
- structures professionnelles (Les). 24:1:10 (traduction)
- stub. 24:4:13,14 (finance)
- student. 24:3:25 (langue)
- stupéfiant et toxicomanie. 24:4:26 (police)
- Stylistique comparée du français et de l'anglais. 24:1:20 (traduction)
- sub-committee. 24:3:4 (standardization)
- subconcept. 24:2:5,6 (terminotics)
- subject communication. 24:3:5 (standardization)
- subject field. 24:2:11 (terminotics)
- subject-field code. 24:4:12 (terminology)
- subject-field expert. 24:2:4,12 (terminotics)
- subject-field specialist. 24:4:12 (terminology)
- subordonnée attribut ou complément circonstanciel. 24:3:II (linguistique)
- subscription fee. 24:2:13 (terminotics)
- substance chlorée. 24:2:17 (pollution)
- subtree. 24:2:5 (terminotics)
- suburban transport. 24:4:19 (trucking)
- suffixation parasitaire. 24:4:26 (langue)
- Suivi des Sommets francophones en matière d'industries de la langue. 24:4:3 (francophonie)
- suivre. 24:2:I,III (langue)
- suivre un but. 24:2:I,III (langue)
- sujet + complément d'objet direct + verbe + attribut. 24:3:II (linguistique)
- superconcept. 24:2:6 (terminotics)
- Superflex. 24:2:14 (terminotique)
- superflu. 24:3:II (linguistique)
- superstructure. 24:4:19 (camionnage)
- superstructure. 24:4:19 (camionnage)
- suppression de l'accent circonflexe. 24:2:23 (orthographe)
- suppression du redoublement de la consonne. 24:2:23 (orthographe)
- surintendant. 24:1:19 (traduction)
- surintendant adjoint du Bureau des traductions. 24:1:19 (traduction)
- surinvestissement. 24:4:13 (finance)
- surstock. 24:4:13 (finance)
- surstocker. 24:4:13 (finance)

surveillant correctionnel. 24:4:6
(*administration*)
swap body. 24:4:17,19 (*trucking*)
Swedish Centre for Technical Terminology.
 24:3:13 (*standardization*)
Swedish Draft Standards. 24:3:14
(*standardization*)
Swedish standard. 24:3:14
(*standardization*)
Swedish Standards Institution. 24:3:14
(*standardization*)
swerve. 24:4:18,19 (*trucking*)
swing around. 24:4:18,19 (*trucking*)
 Symboles lexicographiques utilisés
 spécialement dans les vocabulaires
 systématiques à définitions reconfirmé
 en 1984. 24:3:27 (*terminologie*)
symposia on terminology standardization.
 24:3:9 (*standardization*)
Symposium on Language Industries. 24:2:2
(*language industries*)
 symptomatologie. 24:3:17 (*médecine*)
 symptôme. 24:3:17 (*médecine*)
synonym. 24:4:12,13,14 (*terminology*)
 synonyme. 24:3:17,18 (*terminologie*)
 synonyme d'usage restreint. 24:3:12
(*linguistique*)
 synonymie. 24:1:16; 3:16 (*terminologie*)
synonymy. 24:2:12 (*terminotics*)
 syntagme. 24:3:20,II (*langue*)
 syntagmes verbaux de temps composés et
 surcomposés. 24:2:16 (*linguistique*)
 synthèse de discours. 24:1:14
(*interprétation*)
 synthèse de la discussion sur l'accord du
 participe passé des verbes prono-
 minaux. 24:2:22 (*orthographe*)
 synthèse personnelle. 24:1:18
(*terminologie*)
 synthèse terminologique (Se donner sa).
 24:1:18 (*terminologie*)
synthesis. 24:2:11 (*terminotics*)
 SYREX. 24:2:10 (*terminotique*)
 systématisation notionnelle. 24:3:11
(*normalisation*)
 système canadien de justice criminelle.
 24:4:5 (*droit*)
 système CODE. 24:2:14 (*terminotique*)
 système correctionnel. 24:4:6
(*administration*)
 système correctionnel canadien. 24:4:6
(*administration*)
 Système d'analyse de texte par ordinateur.
 24:2:10 (*industrie de la langue*)
 système de common law. 24:3:19 (*droit*)
 système de dénomination contraignants.
 24:3:3 (*normalisation*)

système de dépouillement terminologique.
 24:2:14 (*terminotique*)
 système de gestion de base de données.
 24:2:15 (*langue*)
 système d'enseignement assisté par
 ordinateur. 24:4:3 (*langue*)
 système destiné aux malentendants. 24:4:4
(*traduction*)
 système de traitement de texte. 24:2:14
(*linguistique*)
 système d'évaluation. 24:3:25 (*langue*)
 système expert. 24:3:3 (*informatique*)
 système graphique. 24:2:24 (*orthographe*)
 système graphique du français. 24:2:23
(*orthographe*)
 système notionnel. 24:3:10 (*normalisation*)
 systèmes d'écriture. 24:2:22 (*orthographe*)
 Systèmes de notions : élaboration et modes
 de représentation. 24:3:27
(*terminologie*)

T

table of contents. 24:4:14 (*terminology*)
 tableur. 24:2:9 (*informatique*)
 TAG. 24:3:9 (*standardization*)
tag-along. 24:4:16,19 (*trucking*)
tag-along trailer. 24:4:19 (*trucking*)
 talon. 24:4:14 (*finance*)
 talon de chèque. 24:4:14 (*finance*)
tandem axle. 24:4:18,19 (*trucking*)
tandem rear (driven) axle. 24:4:19
(*trucking*)
tank. 24:4:17,18,19 (*trucking*)
tank body. 24:4:17,18,19 (*trucking*)
 tantième. 24:4:13 (*économie*)
 TAO. 24:1:28; 3:24 (*traduction*)
target language. 24:1:6 (*translation*)
 tarif d'abonnement. 24:2:2,13,21
(*terminotique*)
Tariff Board. 24:4:13 (*trade*)
*Task Force on Aboriginal Peoples in Federal
 Corrections*. 24:4:6 (*administration*)
 tautologie. 24:3:11 (*linguistique*)
 taux de morbidité. 24:3:16 (*médecine*)
 TC. 24:3:4 (*standardization*)
 TC 37. 24:3:6,7 (*normalisation*)
 TCI. 24:4:13 (*commerce*)
TC/1 "Terminology". 24:3:4
(*standardization*)
 TDB. 24:3:5 (*standardization*)
technical advisory group. 24:3:9
(*standardization*)
Technical Board. 24:3:14
(*standardization*)

technical committee. 24:3:4,9,12
(*standardization*)
*technical committee on Nomenclature and
 Definitions*. 24:3:8 (*standardization*)
technical field. 24:3:13 (*standardization*)
technical glossaries. 24:3:13
(*standardization*)
Technical Report. 24:3:4 (*standardization*)
*Technical Report on Computer Aids in
 Terminology*. 24:3:14
(*standardization*)
technical term. 24:4:12 (*terminology*)
technical terminology. 24:3:13
(*standardization*)
technical vocabulary. 24:3:10
(*standardization*)
technical writer. 24:2:4 (*terminotics*)
technical writing. 24:3:5 (*standardization*)
 technique d'examen usuelles. 24:3:17
(*médecine*)
 technique graphique. 24:1:13 (*traduction*)
 technolécrite. 24:4:26 (*langue*)
 technologie de l'information. 24:3:10,12; 4:3
(*langue*)
 Télécole. 24:1:28 (*éducation*)
 télécommunication. 24:3:10 (*électronique*)
 télématique. 24:1:28; 3:10 (*informatique*)
telephone inquiry service. 24:3:13
(*standardization*)
teletypesetting. 24:2:6 (*graphic arts*)
 tendance vers un but. 24:2:II (*langue*)
 tendre. 24:2:I (*langue*)
 tendre à un but. 24:2:I (*langue*)
 tendre vers un objectif. 24:2:II (*langue*)
 tenir pour. 24:3:I (*linguistique*)
 TEPA. 24:3:13,14 (*standardization*)
 tercer congreso. 24:3:26 (*traducción*)
term bank. 24:2:4; 4:12 (*terminotics*)
termbank. 24:3:14 (*standardization*)
 TERMDOK. 24:3:13,14 (*standardization*)
 TERMDOK on CD-ROM. 24:3:14
(*standardization*)
 terme *accountability* (Le). 24:4:7
(*administration*)
 terme anglais *empowerment* (Le). 24:4:8
(*administration*)
 terme argotique. 24:4:26 (*langue*)
 terme complexe. 24:2:10 (*terminotique*)
 terme désuet. 24:3:12 (*linguistique*)
 terme juridique. 24:3:20 (*droit*)
 terme juridique français. 24:3:20 (*droit*)
 terme normalisé. 24:3:3,20 (*normalisation*)
 terme obscène. 24:4:26 (*langue*)
 terme populaire. 24:4:26 (*langue*)
 terme retenu. 24:3:10 (*normalisation*)
 terme technique. 24:3:20; 4:26 (*langue*)
 terme vulgaire. 24:4:26 (*langue*)

- Termex*. 24:2:14 (*terminotique*)
- Termex*. 24:4:4 (*langue*)
- term extraction*. 24:2:12 (*terminotics*)
- terminologie officielle. 24:2:16 (*terminologie*)
- TERMINO. 24:2:14; 3:24 (*terminotique*)
- Terminogramme*. 24:2:23 (*terminologie*)
- terminographie. 24:2:9 (*terminologie*)
- terminological activities*. 24:3:4 (*terminology*)
- terminological application of CODE*. 24:2:7 (*terminotics*)
- terminological data*. 24:3:5 (*terminology*)
- terminological data bank*. 24:3:13; 4:12 (*terminology*)
- terminological database*. 24:3:5 (*terminology*)
- terminological knowledge base*. 24:2:4 (*terminotics*)
- terminological method*. 24:3:5 (*terminology*)
- Terminological Network Within the Nordic Countries, the*. 24:3:13 (*standardization*)
- terminological product*. 24:2:11, 12 (*terminology*)
- terminological record*. 24:2:4 (*terminotics*)
- terminological research*. 24:2:11, 13 (*terminotics*)
- terminologie. 24:1:2, 7, 9, 16, 27; 2:2, 9, 10, 14; 3:3, 6, 16, 17, 24, 26; 4:3 (*langue*)
- terminologie assistée par ordinateur. 24:2:2 (*terminotique*)
- terminologie bilingue. 24:4:25 (*terminologie*)
- terminologie biomédicale. 24:3:18 (*médecine*)
- terminologie biomédicale au Conseil de recherches médicales du Canada (La). 24:3:15 (*médecine*)
- terminologie de grande actualité. 24:3:12 (*terminologie*)
- terminologie de l'administration. 24:4:25 (*administration*)
- terminologie de la technologie de l'information. 24:3:2 (*communication*)
- terminologie de l'informatique. 24:1:28 (*terminologie*)
- terminologie de pointe. 24:2:13 (*terminotique*)
- terminologie des langues africaines. 24:3:27 (*terminologie*)
- terminologie du GATT. 24:4:25 (*libre-échange*)
- Terminologie et Développement. 24:3:24 (*francophonie*)
- terminologie et infographie. 24:2:2 (*terminotique*)
- Terminologie et lexicographie assistées par ordinateur. 24:2:13, 14 (*terminotique*)
- Terminologie et micro-informatique : une combinaison gagnante. 24:2:8 (*terminotique*)
- terminologie financière et économique. 24:1:14 (*économie*)
- terminologie française de la common law. 24:3:21 (*droit*)
- terminologie française soigneusement uniformisée. 24:3:15 (*médecine*)
- terminologie informatique. 24:2:10 (*terminotique*)
- terminologie juridique. 24:3:19 (*droit*)
- terminologie juridique normalisée. 24:3:21 (*droit*)
- terminologie normalisée. 24:3:3, 20, 21, 22 (*terminologie*)
- terminologie parlementaire. 24:1:15 (*interprétation*)
- Terminologie : principes et méthodes. 24:3:3 (*normalisation*)
- Terminologies nouvelles*. 24:1:29; 3:24, 27 (*francophonie*)
- terminologie spécialisée. 24:1:7 (*terminologie*)
- terminologie technique. 24:1:7 (*terminologie*)
- terminologie TI. 24:3:11 (*terminologie*)
- terminologie uniformisée. 24:3:15 (*terminologie*)
- terminologist*. 24:2:3, 4, 5, 6, 7, 11, 12; 3:25; 4:12, 13, 14 (*terminology*)
- terminologist's workstation*. 24:2:4, 11, 12 (*terminotics*)
- terminologist's workstation project*. 24:2:2 (*terminotics*)
- Terminologist's Workstation Project (The)*. 24:2:11 (*terminotics*)
- terminologue. 24:1:7, 16, 17, 18, 25, 27; 2:8; 3:10, 25, 26 (*terminologie*)
- terminologue d'entreprise. 24:1:17 (*terminologie*)
- terminologue d'expérience. 24:1:16 (*terminologie*)
- terminologue indépendant. 24:2:17 (*terminologie*)
- terminology*. 24:1:2; 3:5, 12, 13, 14 (*language*)
- Terminology and Documentation*. 24:3:5 (*terminology*)
- Terminology and Linguistic Services Directorate*. 24:2:3, 5, 7, 11, 13; 4:2, 12 (*terminology*)
- terminology and micro-computing*. 24:2:2 (*terminotics*)
- terminology bank*. 24:2:3, 4 (*terminotics*)
- terminology-bulletin and glossary series*. 24:4:14 (*terminology*)
- terminology-bulletin series*. 24:4:13 (*terminology*)
- terminology committee*. 24:3:13 (*terminology*)
- terminology computer graphics*. 24:2:2 (*terminotics*)
- terminology course*. 24:3:13 (*terminology*)
- terminology data base*. 24:3:5 (*terminology*)
- Terminology Group*. 24:3:13, 14 (*terminology*)
- terminology institution*. 24:3:12 (*terminology*)
- Terminology Institutions (The)*. 24:3:13 (*terminology*)
- terminology management*. 24:3:5, 8 (*terminology*)
- Terminology Management and Standards Production*. 24:3:5 (*terminology*)
- Terminology Management in ASTM: A Striving for Quality*. 24:3:8 (*terminology*)
- terminology management software product*. 24:2:11 (*terminology*)
- terminology network*. 24:3:2 (*terminology*)
- Terminology Principles and Co-ordination*. 24:3:5, 9 (*terminology*)
- terminology Principles and Coordination*. 24:3:14 (*terminology*)
- terminology products*. 24:3:8 (*terminology*)
- terminology project*. 24:2:7 (*terminology*)
- terminology record*. 24:2:4, 12 (*terminology*)
- terminology research*. 24:3:4 (*terminology*)
- Terminology Series*. 24:4:25 (*terminology*)
- terminology standard*. 24:3:4, 8, 9 (*terminology*)
- terminology standardization*. 24:3:2, 4, 5, 8 (*standardization*)
- Terminology Standardization in ISO*. 24:3:4 (*standardization*)
- Terminology standards*. 24:3:8 (*standardization*)
- terminology subcommittee*. 24:3:9 (*standardization*)
- terminology unit*. 24:2:12 (*terminotics*)
- terminology work*. 24:1:12; 3:13, 14 (*terminology*)
- terminotics*. 24:2:2 (*language*)
- terminotique. 24:2:2, 13 (*langue*)
- TERMIUM. 24:2:2, 13; 4:4, 25 (*terminotique*)
- TERMIUM. 24:2:2, 11, 12, 13; 3:14; 4:12 (*terminotics*)
- TERMIUM on CD-ROM. 24:2:13 (*terminotics*)
- TERMIUM record. 24:2:7 (*terminotics*)

- TERMIUM sur CD-ROM. 24:2:13; 4:4
(terminotique)
- terms and definition. 24:3:4
(standardization)
- Terrace. 24:1:II (toponymy)
- Terrasses de la Chaudière (Les). 24:1:II
(toponymie)
- Terre-Neuve. 24:2:20; 3:23 (toponymie)
- Territoire du Yukon. 24:2:21; 3:23
(toponymie)
- territoire du Yukon. 24:3:23 (toponymie)
- Territoires du Nord-Ouest. 24:2:20; 3:23
(toponymie)
- test d'accréditation. 24:1:14 (interprétation)
- test d'aptitude. 24:1:14 (interprétation)
- test de laboratoire. 24:3:16 (médecine)
- testing standard. 24:3:4 (standardization)
- Test Ltée. 24:1:28 (linguistique)
- tête d'accouplement. 24:4:17,18,19
(camionnage)
- tétrachlorométhane. 24:2:19 (pollution)
- tetrachloromethane. 24:2:19 (pollution)
- text analysis. 24:2:12 (terminotics)
- text-analysis tool. 24:2:12 (terminotics)
- texte. 24:1:15 (interprétation)
- texte de départ. 24:1:3 (traduction)
- texte de traduction. 24:1:3 (traduction)
- texte de vulgarisation du droit. 24:3:19
(droit)
- texte législatif. 24:3:20,22 (droit)
- texte législatif officiel. 24:3:20 (droit)
- Text Encoding Initiative. 24:3:9
(standardization)
- texte officiel. 24:3:21,23 (droit)
- texte original. 24:1:3,4 (traduction)
- texte traduit. 24:1:4 (traduction)
- text management. 24:3:5 (standardization)
- text module. 24:3:5 (standardization)
- text processing. 24:3:5 (standardization)
- text-processing software. 24:3:5
(standardization)
- textual. 24:2:12 (terminotics)
- Thematic History of Translation. 24:4:24
(translation)
- thématique. 24:1:27 (terminologie)
- théorie de la traduction. 24:1:19
(traduction)
- thesauri. 24:3:5,9 (documentation)
- Thimonnier. 24:2:22,23 (orthographe)
- 12th World Congress of the International
Federation of Translators. 24:4:24
(translation)
- TI. 24:3:10,11 (électronique)
- timon. 24:4:16,20 (camionnage)
- timon d'attelage. 24:4:16,18,19
(camionnage)
- timon d'attelage unique. 24:4:16
(camionnage)
- titre de poste. 24:1:I (toponymie)
- titre de section. 24:1:I (toponymie)
- titre réservé. 24:1:11; 3:24 (traduction)
- titres réservés (Les). 24:1:10 (traduction)
- TLSD. 24:2:11,12; 4:2,12,13
(administration)
- TLSD'a publications. 24:4:13 (terminology)
- T.-N. 24:3:23 (toponymie)
- TNC. 24:3:13,14 (standardization)
- TNC excerpt. 24:3:14 (standardization)
- TNC's glossaries. 24:3:14 (standardization)
- T.-N.-O. 24:3:23 (toponymie)
- tôle d'attelage. 24:4:16,18,19 (camionnage)
- toponyme géographique. 24:2:20
(toponymie)
- Toponymes d'intérêt pancanadien.
24:2:19,20 (toponymie)
- toponymes géographiques d'intérêt
pancanadien. 24:2:19 (toponymie)
- toucher. 24:2:I (langue)
- toucher au but. 24:2:II (langue)
- toucher le but. 24:2:II (langue)
- tour de Babel. 24:1:3 (traduction)
- tour. 24:1:II; 2:I (langue)
- tournure. 24:4:26 (langue)
- tow (to). 24:4:19 (trucking)
- towed vehicle. 24:4:19,20 (trucking)
- Tower. 24:1:II (toponymy)
- tow (a trailer) to. 24:4:19 (trucking)
- tractée. 24:4:16 (camionnage)
- tracter. 24:4:16,19 (camionnage)
- tracteur. 24:4:15,16,17,18,19 (camionnage)
- tracteur agricole. 24:4:15 (camionnage)
- tracteur attelé. 24:4:17 (camionnage)
- tracteur de semi-remorque.
24:4:15,16,17,18,19,20,21 (camionnage)
- tracteur de servitude. 24:4:15 (camionnage)
- tracteur haut-le-pied. 24:4:16,17,19
(camionnage)
- tracteur local. 24:4:15,18,19 (camionnage)
- tracteur routier. 24:4:15,16,19
(camionnage)
- tractionnaire. 24:4:16,17,18,19,20
(camionnage)
- tractionnariat. 24:4:16 (camionnage)
- tractor. 24:4:19 (trucking)
- tractor semi-trailer. 24:4:18,19 (trucking)
- tractor-trailer. 24:4:19 (trucking)
- trade deflection. 24:4:13 (trade)
- trade deviation. 24:4:13 (trade)
- trade diversion. 24:4:13 (trade)
- tradition civiliste. 24:3:20 (droit)
- traducción en América del Norte - una
comunidad de intereses (La). 24:3:26
(traducción)
- traducteur. 24:1:2,3,4,7,8,9,10,13,15,II,19,23,
24,25,27,30,31; 2:8; 3:15,19,21,25,26;
4:7,23 (médecine)
- traducteur, agent de diffusion et de création
des connaissances (Le). 24:4:23
(traduction)
- traducteur, artisan des littératures nationales
(Le). 24:4:23 (traduction)
- traducteur, bâtisseur de langues nationales
(Le). 24:4:23 (traduction)
- traducteur du secteur parlementaire. 24:1:15
(interprétation)
- traducteur et son rapport au pouvoir
politique (Le). 24:4:23 (traduction)
- traducteur et son rôle dans les institutions
nationales et supranationales (Le).
24:4:23 (traduction)
- traducteur-interprète. 24:1:4,15 (traduction)
- traducteur, inventeur d'alphabets (Le).
24:4:23 (traduction)
- traducteur juridique. 24:3:21,22 (droit)
- traducteur littéraire. 24:1:25 (traduction)
- traducteur pour les médias d'information.
24:1:25 (traduction)
- traducteur professionnel. 24:1:13
(traduction)
- traducteur, propagateur des textes religieux
(Le). 24:4:23 (traduction)
- traducteur, propecteur de valeurs
culturelles étrangères (Le). 24:4:23
(traduction)
- traducteur scientifique. 24:1:25 (traduction)
- traducteur technique. 24:1:25 (traduction)
- traducteur, vulgarisateur scientifique (Le).
24:4:23 (traduction)
- traduction. 24:1:2,3,4,8,9,10,13,15,19,21,22,
27,29,30,31; 3:2,4; 4:3 (langue)
- traduction absolue. 24:1:8 (traduction)
- traduction analytique. 24:1:8 (traduction)
- traduction assistée par ordinateur. 24:1:28;
4:3 (traduction)
- traduction automatique. 24:3:12 (industrie
de la langue)
- traduction auxiliaire. 24:1:22 (traduction)
- traduction à vue. 24:1:14 (interprétation)
- traduction d'accountability et d'empower-
ment dans la fonction publique du
Canada (La). 24:4:7 (administration)
- traduction des adresses au Canada. 24:1:2,I
(toponymie)
- traduction dirigée. 24:1:19 (traduction)
- traduction en Amérique du Nord - une
communauté d'intérêts (la). 24:3:26
(traduction)
- traduction entièrement automatisée.
24:1:28; (informatique)
- traduction fécondante. 24:1:7 (traduction)
- traduction libre. 24:1:3,4 (traduction)
- traduction littérale. 24:1:4 (traduction)
- traduction prolifère. 24:1:7 (traduction)
- traduction sélective. 24:1:8 (traduction)

- traduction signalétique. 24:1:8 (*traduction*)
 traduction synthétique. 24:1:8 (*traduction*)
 traduction théâtrale. 24:1:30 (*traduction*)
 traductique. 24:4:3 (*traduction*)
 traductrice (professionnelle). 24:1:20
 (*traduction*)
 traduire. 24:1:22 (*traduction*)
 Traduire autrement? 24:1:7 (*traduction*)
 trailer. 24:4:19 (*trucking*)
 trailer brake hose. 24:4:18,19 (*trucking*)
 trailer braking package. 24:4:18,19
 (*trucking*)
 trailer braking system. 24:4:18,19
 (*trucking*)
 train arrière. 24:4:17 (*camionnage*)
 train de roues. 24:4:16,17,19 (*camionnage*)
 train de roues avant. 24:4:16,18,19
 (*camionnage*)
 train de roues mobile. 24:4:16,17,19
 (*camionnage*)
 train de roulement. 24:4:17,19
 (*camionnage*)
 train dolly. 24:4:17,19 (*trucking*)
 train double. 24:4:16,17,18,19,20,21
 (*camionnage*)
 train double de type A. 24:4:17,19
 (*camionnage*)
 train double de type B. 24:4:17,19
 (*camionnage*)
 train double de type C. 24:4:17,18,19
 (*camionnage*)
 train double Type A. 24:4:21 (*camionnage*)
 train double Type B. 24:4:21 (*camionnage*)
 train double Type C. 24:4:21 (*camionnage*)
 traîné. 24:4:16 (*camionnage*)
 traîner (une remorque). 24:4:19
 (*camionnage*)
 traîner (une remorque). 24:4:19
 (*camionnage*)
 Training a New Terminologist. 24:2:7
 (*terminotics*)
 training in translation. 24:1:2 (*language*)
 train roulant. 24:4:16,17,19,20 (*camionnage*)
 train roulant arrière. 24:4:16 (*camionnage*)
 train roulant central. 24:4:20 (*camionnage*)
 train roulant coulissant. 24:4:19
 (*camionnage*)
 train roulant de semi-remorque. 24:4:19
 (*camionnage*)
 train roulant fixe. 24:4:18,19 (*camionnage*)
 train routier. 24:4:15,16,19,20 (*camionnage*)
 train routier (porteur-remorqueur + remor-
 que classique). 24:4:20 (*camionnage*)
 train triple. 24:4:19 (*camionnage*)
 traité de propédeutique. 24:3:17 (*médecine*)
 traitement correctionnel. 24:4:6
 (*administration*)
 traitement d'arrière-plan. 24:3:12
 (*normalisation*)
 traitement de la langue. 24:2:27 (*industries*
 de la langue)
 traitement de la langue française. 24:2:15
 (*langue*)
 traitement des termes sélectionnés. 24:2:10
 (*terminotique*)
 traitement de texte. 24:1:27; 2:14
 (*informatique*)
 traitement informatique des données.
 24:3:11 (*informatique*)
 traitement informatique du corpus. 24:2:15
 (*informatique*)
 traitement initial du texte. 24:2:15
 (*informatique*)
 traitement intelligent du langage naturel de
 la traduction automatique. 24:3:12
 (*traductique*)
 traitement linguistique des toponymes
 canadiens. 24:2:19 (*toponymie*)
 traitement terminographique. 24:2:10
 (*terminotique*)
 transfert des connaissances. 24:4:3 (*langue*)
 transfert des connaissances scientifiques et
 techniques. 24:4:3 (*langue*)
 Translating in North America - A commu-
 nity of interests. 24:3:26 (*translation*)
 translation. 24:1:2,15,20 (*language*)
 Translation: Constraints and a Mission.
 24:1:5 (*translation*)
 translation-oriented. 24:3:9
 (*standardization*)
 translation teacher. 24:3:25 (*language*)
 translation training and research. 24:1:2
 (*language*)
 translator. 24:1:5,6; 2:9,11; 3:9,25;
 4:12,14,24 (*translation*)
 Translators and the Creation and
 Dissemination of Knowledge. 24:4:24
 (*translation*)
 Translators and the Development of Nation-
 al Languages. 24:4:24 (*translation*)
 Translators and the Diffusion of Scientific
 Knowledge. 24:4:24 (*translation*)
 Translators and the Emergence of National
 Literatures. 24:4:24 (*translation*)
 Translators and the Invention of Alphabets.
 24:4:24 (*translation*)
 Translators and the Propagation of
 Religious Texts. 24:4:24 (*translation*)
 Translators as Importers of Foreign Cultural
 Values. 24:4:24 (*translation*)
 transport de ligne. 24:4:15,18,19
 (*camionnage*)
 transport de longue distance. 24:4:18,19
 (*camionnage*)
 transport de marchandises. 24:4:18,19
 (*camionnage*)
 transport en zone longue. 24:4:18,19
 (*camionnage*)
 transport en zone péri-urbaine. 24:4:19
 (*camionnage*)
 transport en zone urbaine. 24:4:18,19
 (*camionnage*)
 transport interurbain. 24:4:18,19
 (*camionnage*)
 transport moyen. 24:4:15 (*camionnage*)
 transport routier. 24:4:2,15,17,19 (*transport*)
 transposition des syntaxes anglaise et
 française. 24:1:19 (*traduction*)
 travailler conjointement avec quelqu'un
 d'après le. 24:4:I (*langue*)
 travailler conjointement avec quelqu'un en
 vue de quelque chose. 24:4:I (*langue*)
 travailler de concert avec quelqu'un ou
 quelque chose. 24:4:I (*langue*)
 travailleur correctionnel. 24:4:6
 (*administration*)
 travailleur des programmes correctionnels
 communautaires. 24:4:6
 (*administration*)
 travail terminologique. 24:1:16; 2:10,13;
 3:15,17,27 (*terminologie*)
 travail terminologique assisté par ordina-
 teur. 24:2:10 (*terminotique*)
 travaux communs du mari et de la femme.
 24:4:II (*langue*)
 travaux de recherche terminologique.
 24:3:6 (*normalisation*)
 traverse arrière. 24:4:19 (*camionnage*)
 traverse porte-crochet. 24:4:15,21
 (*camionnage*)
 trentième anniversaire. 24:3:23 (*français*)
 Trésor de la langue française. 24:1:28;
 2:II,III; 3:II; 4:8,I,III (*langue*)
 tri. 24:2:14 (*terminotique*)
 Tribunal canadien des importations. 24:4:13
 (*commerce*)
 tribunaux. 24:3:21 (*droit*)
 trichloroéthylène. 24:2:18 (*pollution*)
 trichloroethylene. 24:2:18 (*pollution*)
 trichlorofluorométhane. 24:2:19 (*pollution*)
 trichlorofluoromethane. 24:2:29 (*pollution*)
 tridem axle. 24:4:18,19 (*trucking*)
 triple axle. 24:4:18 (*trucking*)
 triple combination. 24:4:19 (*trucking*)
 Trius Inc. 24:1:28 (*linguistique*)
 trois sous-comités du TC 37 (Les). 24:3:6
 (*normalisation*)
 Troja horse. 24:3:11 (*informatics*)
 troncation de terme. 24:4:26 (*langue*)
 tropospheric sink. 24:2:17 (*pollution*)
 trouver. 24:3:I (*linguistique*)

trouver le nœud d'une affaire. 24:2:1
(*langue*)
trouver le point d'une difficulté. 24:2:1
(*langue*)
trouveur. 24:1:18 (*terminologie*)
truand. 24:4:26 (*police*)
truck. 24:4:17,19 (*trucking*)
truck-de-ville. 24:4:15,19 (*camionnage*)
trucker. 24:4:17,19 (*trucking*)
trucking. 24:4:2,17,19 (*trucking*)
truck trailer. 24:4:17,19 (*trucking*)
TSK. 24:3:13,14 (*standardization*)
TV Ontario. 24:4:4 (*communication*)
type d'accès frauduleux aux fichiers de
données. 24:3:12 (*informatique*)
type d'attelage. 24:4:16 (*camionnage*)
type de véhicule. 24:4:19 (*camionnage*)
type de véhicules motorisés utilisés pour le
camionnage (Les). 24:4:15
(*camionnage*)
Type d'intervention normalisatrice. 24:3:11
(*normalisation*)
type humain et groupe ethnique. 24:4:26
(*police*)
types de véhicules utilisés en transport
routier (Les). 24:4:15 (*camionnage*)
typesetting. 24:2:5,6 (*graphic arts*)
typesetting tree. 24:2:5 (*terminotics*)
typographie. 24:1:13; 2:14,22 (*graphisme*)
typologie des faits d'interférence entre
l'anglais et le français. 24:1:20
(*traduction*)

U

ULC. 24:3:6,8 (*normalisation*)
uncouple (to). 24:4:18,19 (*trucking*)
uncoupled. 24:4:18,19 (*trucking*)
understructure. 24:4:19 (*trucking*)
UNESCO. 24:1:25 (*traduction*)
Ungava Bay. 24:2:21 (*toponymy*)
unbitch (to). 24:4:18 (*trucking*)
unbitched. 24:4:18 (*trucking*)
unbook (to). 24:4:18 (*trucking*)
unbooked. 24:4:18,19 (*trucking*)
Unification internationale des notions et
des termes. 24:3:27 (*terminologie*)
uniformisation. 24:3:2,16,17
(*normalisation*)
uniformisation de la terminologie des
sciences de la santé. 24:3:15
(*médecine*)
unilingual document. 24:4:12
(*terminology*)

unilingual source. 24:4:12 (*terminology*)
Union latine. 24:1:29 (*linguistique*)
UNISIS. 24:3:5 (*standardization*)
United Bible Societies. 24:1:26 (*translation*)
unité documentaire déjà opérationnelle.
24:2:26 (*documentation*)
Université Carleton. 24:1:20 (*traduction*)
Université de Barcelone. 24:1:29
(*linguistique*)
Université de Moncton. 24:3:21; 4:4
(*éducation*)
Université de Paris X. 24:1:29 (*linguistique*)
Université d'Ottawa. 24:1:19,20; 2:14; 3:21
(*éducation*)
Université du Québec à Montréal.
24:2:10,12 (*éducation*)
Université Laval. 24:1:20; 2:12,14,III
(*éducation*)
Université McGill. 24:1:19,20 (*traduction*)
universités de l'Ontario et du Nouveau-
Brunswick. 24:4:4 (*éducation*)
University of Ottawa. 24:2:12 (*education*)
unrecoverable error. 24:3:12
(*informatique*)
unsaturated hydrocarbon. 24:2:18
(*pollution*)
updating. 24:2:4,7 (*terminotics*)
updating conceptual information. 24:2:4
(*terminotics*)
upper coupler. 24:4:18,19 (*trucking*)
upper plate. 24:4:18,19 (*trucking*)
up-to-date, specialized terminology. 24:2:13
(*terminotics*)
up-to-date terminology. 24:2:12
(*terminotics*)
UQAM. 24:2:10 (*éducation*)
usage des accents circonflexes. 24:2:22
(*orthographe*)
usage des traits d'union. 24:2:22
(*orthographe*)
usage législatif. 24:3:21 (*droit*)
user. 24:1:5 (*translation*)
user's guide. 24:4:14 (*terminology*)
utilisateur. 24:1:16 (*terminologie*)

V

valeur exécutoire. 24:3:20 (*droit*)
valseuses. 24:4:26 (*police*)
van. 24:4:17,18,19 (*trucking*)
van. 24:4:19 (*camionnage*)
van body. 24:4:17,18,19 (*trucking*)
Vancouver Island. 24:2:21 (*toponymy*)
vanne. 24:4:15,19 (*camionnage*)

van truck. 24:4:19 (*trucking*)
variant. 24:4:12 (*language*)
variante linguistique. 24:2:15 (*langue*)
variation de niveau. 24:3:3 (*langue*)
variation géographique. 24:3:3 (*langue*)
variation linguistique. 24:3:3 (*langue*)
variation terminologique. 24:3:3 (*langue*)
vehicule type. 24:4:19 (*trucking*)
véhicule articulé. 24:4:16,19 (*camionnage*)
véhicule articulé (tracteur + semi-
remorque). 24:4:20 (*camionnage*)
véhicule de tourisme. 24:4:18,20
(*camionnage*)
véhicule d'une seule unité. 24:4:15,19,20
(*camionnage*)
véhicule industriel. 24:4:18,20
(*camionnage*)
véhicule industriel motorisé. 24:4:18,20
(*camionnage*)
véhicule industriel spécial. 24:4:19,20
(*camionnage*)
véhicule isolé. 24:4:15,19,20 (*camionnage*)
véhicule motorisé. 24:4:16,18,20
(*camionnage*)
véhicule non attelé. 24:4:20 (*camionnage*)
véhicule non motorisé. 24:4:16,18,20
(*camionnage*)
véhicule recroquevillé. 24:4:17,20
(*camionnage*)
véhicule remorqué. 24:4:16,19,20
(*camionnage*)
véhicule rigide. 24:4:15,19,20 (*camionnage*)
véhicule (en) solo. 24:4:15,19,20
(*camionnage*)
véhicule solo et tracteur. 24:4:20
(*camionnage*)
véhicule tracté. 24:4:16,19,20 (*camionnage*)
vehicule traîné. 24:4:16,19,20 (*camionnage*)
veille technologique. 24:4:4 (*langue*)
ver. 24:3:11 (*informatique*)
verbe attributif + comme + participe
présent. 24:3:1 (*linguistique*)
vérification. 24:2:16 (*linguistique*)
version française des textes législatifs.
24:3:21 (*droit*)
version intégrale. 24:1:7 (*traduction*)
vertical coupling device. 24:4:18,20
(*trucking*)
vidéo. 24:3:10 (*audio-visuel*)
vie atmosphérique. 24:2:17 (*pollution*)
Vie de Jésus. 24:1:22,23 (*langue*)
Villers (Marie-Eva de). 24:2:22
(*orthographe*)
Vinay (Jean-Paul). 24:1:20 (*traduction*)
Vingt-deux. 24:4:26 (*police*)
virologie. 24:3:15 (*médecine*)
virus. 24:3:11 (*informatique*)

virus. 24:3:11 (*informatics*)
viser. 24:2:I (*langue*)
viser à un but. 24:2:II (*langue*)
viser un but. 24:2:II (*langue*)
viser un objectif. 24:2:II (*langue*)
visibilité de la profession. 24:1:26
 (*traduction*)
visionique. 24:3:12 (*informatique*)
vitrine technologique. 24:1:29; 3:24; 4:4
 (*industrie de la langue*)
vocabulaire. 24:1:16,18; 4:2,3 (*terminologie*)
vocabulaire administratif. 24:4:25
 (*administration*)
*Vocabulaire budgétaire, comptable et
 financier*. 24:4:7,25 (*comptabilité*)
Vocabulaire de génie enzymatique. 24:3:15
 (*médecine*)
Vocabulaire de génie génétique.
 24:3:15,16,17,18 (*médecine*)
*Vocabulaire de l'administration publique et
 de la gestion*. 24:2,9,24,25
 (*administration*)
*Vocabulaire de l'administration publique et
 de la gestion/Public Administration
 and Management Vocabulary*.
 24:1:28; 4:24 (*administration*)
vocabulaire de la police. 24:4:26 (*police*)
Vocabulaire de la police et de la pègre.
 24:4:2 (*administration*)
Vocabulaire de la terminologie. 24:3:6,27
 (*terminologie*)
Vocabulaire de l'intelligence logicielle.
 24:4:3 (*informatique*)
*Vocabulaire de sémiologie de l'appareil
 locomoteur vol. 1 : Signes cliniques*.
 24:3:16,16,17,18 (*médecine*)
Vocabulaire de sémiologie médicale.
 24:3:15,16,17,18 (*médecine*)
Vocabulaire du libre-échange. 24:4:25
 (*libre-échange*)
*Vocabulaire du libre-échange - Vocabulary
 of Free Trade*. 24:4:26 (*libre-échange*)

vocabulaire juridique. 24:3:20 (*droit*)
vocabulaire normalisé de la common law.
 24:3:21,22 (*droit*)
Vocabulaire officiel bilingue. 24:3:11
 (*normalisation*)
Vocabulaires bilingues de la common law.
 24:3:19 (*droit*)
vocabulaire spécialisé. 24:1:27
 (*terminologie*)
vocabulaire technique. 24:3:20 (*droit*)
vocabulary. 24:2:7,11,12; 4:2,12,14
 (*terminology*)
Vocabulary of Free Trade. 24:4:13,25 (*free
 trade*)
vocabulary on police and the underworld.
 24:4:2 (*administration*)
vocabulary on public administration.
 24:4:2 (*administration*)
vocation bureaucratique. 24:2:15 (*linguistique*)
voie de communication. 24:1:I,II
 (*toponymie*)
voie de l'excellence. 24:1:18 (*terminologie*)
voie publique. 24:1:I (*toponymie*)
voiturier. 24:4:16 (*camionnage*)
voiturier-remorqueur. 24:4:16,20
 (*camionnage*)
voix. 24:1:15 (*interprétation*)
Volet emploi. 24:1:27 (*traduction*)
Volet interprétation. 24:1:27 (*interprétation*)
Volet terminologie. 24:1:27 (*terminologie*)
Volet traduction. 24:1:27 (*traduction*)
volume de (la) production. 24:4:13
 (*administration*)
voûte. 24:2:23 (*orthographe*)
VOX. 24:1:28 (*langue*)
Voyage au pays de la fantaisie. 24:1:20
 (*traduction*)
voyou. 24:4:26 (*police*)
vue de (en). 24:1:IV (*langue*)
Webster. 24:4:8,10 (*language*)
Webster's New Collegiate Dictionary.
 24:4:10 (*language*)

*Webster's Third New International
 Dictionary*. 24:4:7 (*language*)
wheelbase. 24:4:18,20 (*trucking*)
Winnipeg River. 24:2:21 (*toponymy*)
working group. 24:3:4,14 (*standardization*)
work method. 24:2:11 (*terminotics*)
workstation. 24:2:11,12 (*terminotics*)
worm. 24:3:11 (*informatics*)
write-once-read-many-times. 24:3:11
 (*informatics*)
writer. 24:4:12,14 (*language*)
writing. 24:4:14 (*terminology*)
Wüster. 24:1:16 (*terminologie*)

X

*XII Congress of the International Federation
 of Translators (FIT)*. 24:1:26
 (*translation*)

Y

Y.T. 24:3:22 (*toponymie*)
YT. 24:3:22,23 (*toponymie*)
Yuk. 24:3:23 (*toponymie*)
Yukon (le). 24:3:23 (*toponymie*)
Yukon River. 24:2:21 (*toponymy*)
Yukon Territory. 24:2:21 (*toponymy*)
Yukon Territory. 24:3:22 (*toponymie*)

Z

zippo. 24:4:26 (*police*)

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) **les membres du Bureau de la traduction** sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) **les abonnés** qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Terminologie et services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, **en anglais** comme **en français**, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) **All members of the Translation Bureau** should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) **Subscribers** having an account with the Canadian Government Publishing Centre should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in **English** or in **French**, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 14,95 \$
Étranger : 17,95 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$ 14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries:
US\$ 3.90

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9 .

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9



L'ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 25, 1, 1992



NOUVELLES OPTIONS / NEW OPTIONS



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

<i>L'Actualité terminologique</i> entame sa vingt-cinquième année	3
<i>Terminology Update</i> in its Twenty-Fifth Year	3
Le langagier de l'an 2000	4
Language Specialists in the Year 2000.	6
L'évaluation : un second regard	9
L'inspection professionnelle	13
Le service à la clientèle	14
L'acquisition et l'échange de terminologie	17
D'un océan à l'autre. Usage de <i>Atlas et toponymie du Canada</i> dans la traduction des toponymes	18
De la finalité conceptuelle au fonctionnement linguistique	21
Au fil des événements / <i>News and Events</i>	22
Congrès 1992/ <i>Congresses 1992</i>	24
Le Coin des publications / <i>Publications in Review</i>	25
Repères - T/R	I

Comité de lecture / Review Committee

Rédactrice en chef / Editor

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee

Gérard Bessens

Direction des services de traduction centralisée

Lucie Boisvenue

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Janine Laurencin

Direction des services de traduction centralisée

Christine Leonhardt

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction de la traduction multilingue

Sommaire

L'année 1992 voit le départ de M. Alain Landry, sous-secrétaire d'État adjoint, Langues officielles et Traduction, du 2 août 1983 au 14 février 1992, pour occuper le poste de Sous-ministre adjoint, Multiculturalisme et Citoyenneté, depuis le 17 février 1992. M. Roger Collet, Directeur exécutif régional (Région du centre) du ministère des Communications, devient le Sous-Secrétaire d'État adjoint, Langues officielles et Traduction, à compter du 6 avril 1992.

Cette année marque également le vingt-cinquième anniversaire de *L'Actualité terminologique*. Un premier article en français et en anglais retrace l'évolution qu'a connue le bulletin durant les cinq dernières années, notamment en adoptant une formule semi-thématique il y a deux ans.

Dans la partie thématique, cinq articles reprennent pour l'essentiel des communications présentées dans le cadre du Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO). Cette rencontre s'est tenue à Ottawa les 8 et 9 novembre 1991. Elle avait pour thème *Nouvelles réalités, nouvelles options*.

Les deux premiers articles, l'un en français et l'autre en anglais, tracent un portrait du langagier de l'an 2000. On fait état des besoins en formation et en information du langagier du début du prochain millénaire, notamment en traduction assistée par ordinateur. Les articles suivants portent sur l'évaluation, sur l'inspection professionnelle et sur le service à la clientèle.

La partie non thématique débute par une communication traitant de l'acquisition et de l'échange de terminologie. Ce texte a été présenté à Montréal le 27 novembre 1991 dans le cadre d'un atelier organisé par le Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI).

La chronique *D'un océan à l'autre* est de retour. Un compte rendu du colloque intitulé *Terminologie et phraséologie*, tenu à Genève du 2 au 4 octobre 1991, fait également l'objet d'une présentation.

La chronique semestrielle *Au fil des événements / News and Events*, la chronique régulière *Le Coin des publications / Publications in Review*, ainsi qu'une fiche Repères - T/R portant sur le terme **disponible** complètent ce numéro.

Michèle Valiquette

Summary

In 1992, Mr. Alain Landry, Assistant Under Secretary of State, Official Languages and Translation, left the sector he had managed from August 2, 1983 to February 14, 1992, to be Assistant Deputy Minister, Multiculturalism and Citizenship, since February 17, 1992. Mr. Roger Collet, Executive Regional Director (Central Region) of the Department of Communications, will become the Assistant Under Secretary of State, Official Languages and Translation, on April 6, 1992.

At the end of 1992, *Terminology Update* will also have its 25th anniversary. In honour of this occasion, this issue begins with a review of the bulletin's evolution over the past five years. It was two years ago, for example, that a semithematic approach was adopted. This opening article appears in both English and French.

The thematic part of this issue comprises five articles which are on fact, papers presented at the Annual Congress of the Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO). This meeting, whose theme was *New Realities, New Options*, was held in Ottawa on November 8 and 9, 1991.

The language professional of the year 2000 is depicted in the first two of these articles. The training and information requirements on this professional of the text millennium, particularly those pertaining to computer-assisted translation, are described. The remaining articles deal with evaluation, professional inspection and client service.

The non-thematic part of this issue includes an article on the acquisition and exchange of terminology. This paper was presented at a workshop organized by the *Comité d'action pour le français dans l'informatique* (CAFI) held on November 27, 1991, in Montréal.

The column *D'un océan à l'autre* appears in this issue. A summary of the symposium "*Terminologie et phraséologie*" held from October 2 to 4, 1991, in Geneva, is also presented.

The biannual column *Au fil des événements / News and Events*, our regular column *Le Coin des publications / Publications in Review* and a *Repères - T/R* record on the term **disponible** complete this issue.

Michèle Valiquette

L'Actualité terminologique entame sa vingt-cinquième année

Que de changements se sont produits à *L'Actualité terminologique* depuis la parution, en 1988, d'un numéro soulignant le vingtième anniversaire du bulletin, qui, en ce début de 1992, entame sa vingt-cinquième année.

En 1988 et en 1989, les articles consistent en études terminologiques, lexiques et en quelques exposés théoriques. Les chroniques **Mots de tête** et **Le Coin des publications** / *Publications in Review* paraissent régulièrement. La nouvelle chronique **Au fil des événements** / *News and Events* et la liste semestrielle des congrès et des colloques nationaux et internationaux voient le jour le jour. *L'Actualité terminologique* publie aussi des comptes rendus d'événements qui marquent les milieux linguistiques au Canada et à l'étranger et fait état des activités du Réseau international de néologie et de terminologie (Rint). De plus, un numéro thématique spécial sur les industries de la langue souligne le Sommet francophone de Dakar (mai 1989).

En 1990 et en 1991, *L'Actualité terminologique* fait peau neuve, pour aborder la dernière décennie du deuxième millénaire, en adoptant une nouvelle formule de quatre numéros semi-thématiques par an. Les thèmes traités reflètent l'évolution de l'activité langagière dans divers domaines : informatisation, médecine, techniques, droit, terminotique, normalisation, admi-

nistration ainsi que plan de l'excellence. Des activités reliées aux sommets francophones, comme la création de l'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL) au moment de la tenue du Colloque international *Les industries de la langue – Perspectives des années 1990*, font aussi l'objet de comptes rendus. Enfin, deux nouvelles chroniques voient le jour, soit **D'un océan à l'autre** et les **fiches Repères - T/R**.

Que nous réserve maintenant l'année 1992? À l'ère des industries de la langue, les professions langagières s'informatisent de plus en plus et *L'Actualité terminologique* continuera d'aborder divers aspects de cette réalité. Elle traitera également d'autres sujets d'actualité, notamment le partenariat qui se dessine entre le Bureau de la traduction du Secrétariat d'État, le Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC), à la suite de l'obtention de la reconnaissance professionnelle par plusieurs associations membres, et l'Association canadienne des écoles de traduction (ACET). N'oublions pas, non plus, les questions de portée continentale et mondiale qui seront traitées au Colloque trilingue nord-américain de la Fédération internationale des traducteurs (FIT), portant sur la traduction comme communauté d'intérêts (Montréal, mai 1992), et au XV^e Congrès de l'Association internationale des linguistes (Québec, août 1992). *L'Actualité terminologique* sera au rendez-vous!

Terminology Update in its Twenty-Fifth Year

Terminology Update has undergone many changes since 1988, when the twentieth anniversary issue was published. At the end of 1992, the review will be twenty-five years old.

In 1988 and 1989, the content of *Terminology Update* was varied. There were terminological studies, glossaries, and theoretical overviews. The columns **Mots de tête** and **Le Coin des publications** / *Publications in Review* appeared regularly. A new column **Au fil des événements** / *News and Events* and a list of upcoming national and international meetings and conferences were introduced. Contributors reported on linguistic events in Canada and abroad and on the activities of the Réseau international de néologie et de terminologie (Rint). A special issue on language industries in connection with the Francophone Summit held in Dakar (May 1989) was also published.

In 1990 and 1991, to launch the last decade of the second millennium, *Terminology Update* adopted a new formula with four semithematic issues per year. Rapid changes in linguistic activity in major fields are reflected in the chosen themes: computerization, medicine, technology, law, terminotics, stand-

ardization, administration and search for excellence. Francophone Summit activities accounts, such as the creation of the Canadian Observatory on Language Industries (COLI), the Colloque international *Les industries de la langue – Perspectives des années 1990* held in Montreal in November 1990, were at the forefront. And, two new columns **D'un océan à l'autre** and **Fiches Repères - T/R**, were added.

What will happen in 1992? With the growing importance of the language industries, the language professions are more and more computerized and this will be followed closely in *Terminology Update*. The issue of professional recognition and Translation Bureau partnership with the Canadian Translators and Interpreters Council (CTIC) and the Canadian Association of Schools of Translation (CAST) will also be a major topic. Continental and international questions will be dealt with at the North American trilingual Symposium of the International Federation of Translators (FIT), in Montréal, as May 1992. The theme of the symposium is translation as a community of interests. The XV International Congress of Linguists will be held in Québec in August 1992. *Terminology Update* will be on the scene.

Le langagier de l'an 2000 : Les besoins en formation et en information du traducteur et du terminologue

par Michèle Valiquette et Malcolm Williams

1. Introduction

À l'ère des industries de la langue, le traducteur et le terminologue, c'est-à-dire les professionnels de la langue que l'on appelle également « langagiers », s'informatisent de plus en plus.

Idealement dans les années 1990, le langagier possède son propre micro-ordinateur avec les logiciels de traitement de texte et de mise en page les plus récents. Si possible, il a même deux micro-ordinateurs, un IBM et un Macintosh. Ces outils sont le plus souvent couplés à une imprimante laser haut de gamme. À cet environnement s'ajoute de plus en plus le télécopieur, qui permet d'expédier en un temps record des documents de travail aux quatre coins du monde.

Il va sans dire que tous les langagiers n'en sont pas encore là. Pour certains d'entre eux, le chemin de l'informatisation est parsemé d'embûches, qu'il s'agisse d'une formation à acquérir en informatique ou de contraintes financières qui limitent l'achat du matériel et des logiciels requis.

Quels sont les tenants et aboutissants des nouvelles exigences du virage technologique amorcé dans les années 80? Quel appui donner aux langagiers pour ce qui touche la formation et la polyvalence des outils? Voilà en matière d'informatisation la dynamique des années 90 que nous allons maintenant examiner.

2. Les nouvelles exigences du virage technologique

Les micro-ordinateurs Macintosh ou IBM compatibles sont de plus en plus performants et leur coût ne cesse de diminuer. Il en va de même des logiciels de toutes sortes, des simples correcteurs orthographiques aux analyseurs et générateurs de textes les plus perfectionnés.

Dans ce contexte, le langagier des années 90 et, à plus forte raison, celui de l'an 2000, devront connaître les outils informa-

tiques à leur disposition. Ceux-ci leur permettront de manipuler de plus en plus de données, d'où un accroissement de la productivité.

En traduction assistée par ordinateur ou traductique, vocables plus réalistes que celui de traduction automatique, la collaboration entre l'homme et la machine prend de multiples formes et est constante tout au cours du processus de traduction.

Le texte à traduire est lancé par le traducteur dans le système de traductique à l'étape de la pré-édition. Sont ainsi éliminées toutes sortes d'erreurs flagrantes du texte de départ comme les fautes d'orthographe ou des sigles erronés. La pré-édition permet d'alléger et d'accélérer les tâches ultérieures. Le traducteur lance ensuite deux tâches successives effectuées par le système, soit la recherche des termes nouveaux et la détermination de la fréquence des expressions nominales. L'analyse des sorties machine permet au traducteur de déceler les lacunes des dictionnaires existants, qui sont alors enrichis des points de vue syntaxique et lexicologique.

De nouvelles règles sémantiques peuvent également être rédigées à cette étape. Elles permettent d'identifier les contextes dans lesquels les équivalences dans le dictionnaire de base sont inappropriées; ces équivalences sont alors remplacées par des constructions qui rendent plus fidèlement le sens du texte de départ. Viennent également les recherches terminologiques avec recours aux banques de terminologie. À l'étape de la post-édition, le traducteur peut alors uniformiser et normaliser le texte traduit avant de le livrer au client.

Le recours à la traduction assistée par ordinateur oblige le traducteur à modifier ses habitudes de travail. Ainsi, il passe la plus grande partie de son temps, non pas à traduire, mais à accomplir des tâches d'analyse, de reformatage, de pré-édition et d'enrichissement du dictionnaire avant de lancer sa traduction en fin de journée. Celle-ci ne sera prête que le lendemain, une fois

complétées l'analyse des résultats et la post-édition.

Du côté de la terminographie assistée par ordinateur ou terminotique, on connaît l'existence des grandes banques de terminologie comme TERMIUM au Canada, maintenant disponible sur disque optique compact (CD-ROM), ou la BTQ au Québec de même que Euridocautom à la Commission des communautés européennes (CCE) et TEAM en Allemagne.

Par ailleurs, il existe de plus en plus de mini-banques de terminologie en langue de spécialité, telle IBMOT de la société IBM, dans le domaine de l'informatique. Si les banques de terminologie prospèrent, l'informatisation de la chaîne du travail terminographique en amont en est à ses débuts.

Des recherches en cours à l'Université Laval de Québec et à l'Office de la langue française du Québec portent notamment sur l'automatisation du dépouillement terminologique. Ce dépouillement accompli manuellement à l'heure actuelle par le terminologue est une étape essentielle de toute recherche thématique, qui mène à une publication terminologique ainsi qu'à l'enrichissement d'une banque de données terminologiques, mais elle est souvent longue et fastidieuse.

Dans les expériences citées, on utilise le Système d'analyse de texte par ordinateur (SATO), logiciel mis au point par le Centre d'ATO de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Une fois terminée la lecture optique d'un corpus de plusieurs milliers de pages, ce logiciel peut en effectuer le dépouillement en quelques heures seulement et repérer les unités terminologiques et tous les contextes pertinents. Quel gain de productivité!

Les projets de postes de travail en cours, tant au Secrétariat d'État (projet LATTER) qu'à l'Office de la langue française (projet TERMINO), visent à créer un environnement bureautique qui permet au terminologue de rédiger directement à l'écran

des fiches de terminologie destinées à l'enrichissement de la banque de terminologie et à la production de publications.

Mobilité et disponibilité du langagier, tels sont les mots d'ordre des années 90. La qualité du service offert au client exige du langagier qu'il soit capable de travailler n'importe où et n'importe quand. Les emplois permanents, tant en traduction qu'en terminologie, diminuent mais le recours croissant à la sous-traitance dans ces deux disciplines nous indique cependant que ce n'est pas le travail qui manque au Canada.

En effet, les besoins en traduction et en recherche terminologique, que l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou d'autres instances ont cernés, existent bel et bien dans les domaines de pointe. À titre d'exemples, citons l'environnement, les médecines nouvelles, le traitement des cancers et du SIDA, et les biotechnologies. D'où l'importance pour le langagier d'acquérir une formation de base dans ces domaines.

À l'heure de la mondialisation des échanges et des marchés, le temps et l'espace n'existent plus. On peut dorénavant travailler aussi bien le jour que la nuit. Grâce au télécopieur et aux autres innovations technologiques, il est possible de communiquer avec le monde extérieur, que le client habite la même ville ou l'autre bout du monde.

Ce client désire non seulement que le produit soit livré dans les délais, mais que son contenu et sa présentation soient de qualité. Le langagier doit résolument se mettre à l'heure de l'édition électronique ou éditique, surtout dans le cas de documents de prestige, tels les brochures d'information sur divers sujets et les rapports annuels de sociétés, afin de livrer au client un produit prêt pour impression.

3. La formation continue et l'appui technologique

Il découle de ce qui précède que le langagier, traducteur ou terminologue, doit avoir accès à une formation continue en informatique et qu'il doit en acquérir une dans les domaines spécialisés. De plus, les outils dont il se sert doivent lui assurer la polyvalence et lui conférer le don d'ubi-

quité. Voyons plus en détail de quoi il s'agit.

Pour être à la page, le langagier doit absolument connaître l'utilisation du traitement de texte le plus évolué possible, intégrant aussi bien les fonctions de détection de fautes d'orthographe que d'analyse syntaxique. Non seulement il doit être abonné aux grandes banques de terminologie existantes comme TERMIUM mais il doit également être en mesure de créer, à partir des travaux qu'il exécute, des bases de données qui correspondent à ses désirs.

Ainsi, le traducteur aura besoin d'un fichier de textes contenant à la fois les textes en langue de départ et leur traduction en langue d'arrivée. Ce réservoir des plus utiles sera enrichi au fur et à mesure par de nouveaux travaux. Un fichier de terminologie bilingue pourra également être constitué à la suite du dépouillement des textes dans les deux langues.

Le terminologue, lui, devra pouvoir utiliser les nouvelles techniques de dépouillement automatisé en vue de la rédaction instantanée de fiches. Celles-ci seront d'abord versées dans une base de données personnelle. Elles serviront par la suite à l'enrichissement des grandes banques de terminologie existantes et à la production de publications. Tant le traducteur que le terminologue utiliseront un poste de travail de plus en plus « expert », intégrant les fonctions de traitement de texte, de constitution de bases de données et de rédaction de fiches de terminologie.

Pour la formation dans les langues de spécialité, le langagier aurait tout intérêt à suivre des cours d'introduction aux domaines dans lesquels il travaille régulièrement. Rien ne vaut également la fréquentation livresque des auteurs et l'apprentissage des banques de connaissance. Ce sont d'excellentes façons de saisir la structuration notionnelle des domaines, et par là, de s'imprégner de leur terminologie ainsi que des tours phraséologiques pertinents, ces fameux cooccurents dont la méconnaissance donne tant de fil à retordre au langagier.

Il y a aussi les didacticiels sous forme de jeux questions et réponses. Ce sont des outils destinés à l'apprentissage d'une langue de spécialité, par le truchement de la terminologie conceptuelle et fonctionnelle qui s'y trouve. La création de tels logiciels

nécessite la collaboration du terminologue, du traducteur et de l'informaticien au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Concepteurs de tels produits, le terminologue et le traducteur en seront aussi les premiers utilisateurs.

Dans les domaines de pointe où l'on trouve une terminologie émergente, comme en intelligence artificielle ou en productive, la création de banques de terminologie sectorielles peut répondre à un besoin pressant. Les seules sources documentaires consistent bien souvent en des articles de revues scientifiques que l'on peut repérer grâce à des systèmes documentaires comme le Key Word in Context (KWIC). Le dépouillement de telles sources et le versement immédiat des données qui en résultent dans une banque de terminologie comblent des lacunes certaines.

Les chercheurs s'intéressent aussi à la création de banques de données rédactionnelles. Celles-ci sont constituées d'une série d'expressions relatives à diverses catégories de problèmes et des solutions recensées qui peuvent faire l'objet de fichiers distincts : anglicismes, gallicismes, pléonasmes, impropriétés, etc. Au fur et à mesure qu'elles se développeront, ces banques constitueront une réelle mine d'or pour le langagier. Véritables communicateurs, le traducteur et le terminologue sont en effet de plus en plus appelés à rédiger des textes. Il arrive au premier de résumer ou d'adapter un texte rédigé dans une autre langue. Quant au second, il rédige des études et des observations relatives aux termes d'une publication ou d'une fiche.

Par ailleurs, la mise en réseau des systèmes permet l'accès instantané aux parties d'un même texte traduites par divers collègues. On peut ensuite procéder à l'uniformisation de la terminologie conceptuelle qui s'y trouve et des tours phraséologiques utilisés.

Déjà amorcée, tant chez les salariés que chez les pigistes, la tendance à la création d'un réseau de postes de travail domicile-bureau-client ne fera que s'accroître au cours de la présente décennie. En effet, de plus en plus de langagiers sont dotés d'un poste de travail, non seulement au bureau mais également à la maison. Dans ce dernier cas, ils possèdent bien souvent tout l'équipement périphérique nécessaire, c'est-à-dire le modem et le télécopieur qui

leur permettent en tout temps de livrer au client le produit fini.

4. Conclusion

Apprendre au langagier à se servir adéquatement de tous les outils de bureau-tique intelligente qui sont à sa portée, l'initier aux systèmes de traduction assistée par ordinateur, le sensibiliser aux recherches en cours en terminologie assistée par ordinateur, voilà le défi des années 90 en matière d'industries de la langue.

Pour se préparer à l'an 2000, le langagier aura également à se renseigner sur les systèmes d'analyse et de synthèse de la parole en vue d'en tirer des applications en traduction et en terminologie. Ce sera le défi du troisième millénaire.

Note

Communication présentée au Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), tenu à Ottawa les 8 et 9 novembre 1991.

Bibliographie

Observatoire canadien des industries de la langue et Observatoire wallon des industries de la langue. *Connaissez-vous les industries de la langue? Perspectives des années 1990-2000*, Montréal, Logidec, 1991, 43 pages (Brochure d'information sur les industries de la langue en l'honneur du Sommet francophone de Chaillot, novembre 1991).

Secrétariat d'État. *L'Actualité terminologique*, Vol. 22, no 3, 1989, 24 pages (Édition spéciale sur les industries de la langue en l'honneur du Sommet francophone de Dakar, mai 1989).

Language Specialists in the Year 2000: Preparing for Machine Translation.

by Victor Loewen

I've been asked for this seminar to share my views on how machine translation may shape the provision of language services in the year 2000, or, in terms more meaningful to us, how it may change the way we do our work ten years from now. Given the complexity of this field and our limited time, I will only speak in general terms for the sake of discussion. I will also limit my remarks to the impact of machine translation on the provision of translation services, as I am not qualified to speak for terminologists or interpreters.

Definition

First of all, I would like to describe briefly what machine translation is for those people in the audience who are unfamiliar with this topic. Machine translation is the processing of words by a computer in a way that attempts to imitate the mental translation process used by human translators. The word "attempts" is very important in this description, for totally satisfactory results have not yet been achieved.

The development of machine translation, however, is not without its success stories. Most of us are aware of the various affordable systems available on the market, such as Globalink Translation System and PC Translator, and of their unsatisfactory

translations. We may also be aware of the less affordable but more effective systems, such as Logos and Tovna. CLC too has had a limited degree of success in developing a software application that has, to date, translated almost 1 million words with respectable output.

It is safe to say that machine translation is here to stay, however poorly it may perform at the present time. It has already made its entrance into the translation market, so don't expect some splashy, earth-shaking new technology. It is being developed gradually and will make its presence known gradually.

Promises

Despite its limited success and careful development, we still speak of machine translation in terms of **promises**. Computational linguistic theorists **promise** that machine translation is coming, and in a big way. System developers **promise** that their systems will increase the user's productivity. There is even the **promise** that the Japanese will turn the dream of machine **interpretation** into a reality.

One reason we are still hearing promises is that the use of machine translation systems is not widespread. You may recall

we heard many promises in the late 70s and early 80s of how computers would radically change the way we worked and lived. Nobody speaks of computers being promising anymore, for the use of computers is widespread and we are only too familiar with the impact they have had on our lives.

Another reason we are still hearing promises about machine translation is that, according to reports at the Machine Translation summit held in Washington last summer, there have been no breakthroughs in this field of research and development in the last two years. The names we heard in 1989 are still around: Tovna, Logos, Globalink Translation System, PC Translator, Systaran and so forth. The promises, then, are starting to show their age. Even so, the reports leave one with the impression that a machine translation system of some sort will, eventually, be part of every translation firm's production unit.

If you attended the session on machine translation at the Association of Translators and Interpreters (ATIO) conference two years ago, you heard these promises. Two years ago, the Tovna machine-translation system was described in detail at that very convention. A Logos system was also on display. Promises were made about their

usefulness and productivity. But of those who attended the seminar and viewed the exhibits, how many have purchased a system?

Perhaps we should probe a little deeper in our questioning. Why are we, as translators, not taking these developers to task regarding their failure to keep their promises? Why aren't we putting their systems to the test in a real work environment? Why aren't we buying into their promises?

Why Sales are Down

I would like to suggest some answers to these questions and explain why we haven't been buying machine translation systems and, therefore, why machine translation has not had much of an impact on our profession yet.

Translators may not buy a machine translation system or software because they believe that it simply wouldn't work with the texts they have to translate. On the surface, this appears to be a fairly good reason, since most of our texts to be translated have complex structures, involve special formatting, or are poorly written. From a developer's point of view, however, all of these problems can be isolated and analyzed with better examples and resolved with better algorithms in the software. This puts translators in a position of control: if we want to control the direction of developments in machine translation, we can work with the theorists and programmers, providing them with examples and feedback on their work. If we control the development path, we can control the impact this technology will have on our work. The opposite is also true: if we don't care about how our work will change because of machine translation, we can let it be without us.

Translators may also say that machine translation is too expensive, requires new equipment and involves training for which they do not have the time. This is **not** a good reason for avoiding the issue. If we expect to have any future say about in how new technology will be used in our professions, we have to be prepared to buy the prototypes and to invest the time in learning and testing them.

It may also be that translators are simply not mentally prepared to learn how to use a new tool. I can pretty well guarantee that a translator who still does not use a computer as a production tool is not prepared for machine translation. Furthermore, any translator who does not systematically use a spell checker **and** a grammar checker on his or her translations is not prepared to use a more sophisticated tool.

Put all these reasons together, and machine translation sales come up against a brick wall. It is, of course, possible for us to refuse to acknowledge and incorporate technological change. While progress is made in machine translation, we can go on providing translation services for the next ten years using today's technology. But unless we get involved, the quality of machine translation and the affordability of the systems will follow a track that favours developers, not translators. The end result will be that our profession will be shaped from without, not from within.

The way I see it, if professional translators want to be the ones to define what translation is, let alone machine translation, in the 21st century, we had better get to work. We have to develop a more business-like or market-oriented and less emotional response to the inevitable introduction of machines into the translation workplace. We cannot passively allow computer scientists to redefine our profession and the way we work by developing machine translation without our input. Instead of trying to determine what we can expect from machine translation and its developers, we must challenge them by saying what we want from them, both in terms of quality and affordability. Otherwise the best we will get is what computer programmers with a computational linguistic bent perceive as an answer to our needs, at a price they determine. We also have to earn our right to criticize by buying the machine translation systems on the market and making every effort to use them.

Instead of fighting change in this direction or ignoring machine translation and hoping it will go away, we should nurture its development and control the context in which it matures. We must ask for systems that adapt to us, rather than await the creation of systems to which we will be forced to adapt. When we go shopping for

a machine-translation system, or even for tools that fall into the computer-assisted translation category, we should be asking for something that **extends** our abilities, not hinders them.

Dr. Ingrid Meyer of the University of Ottawa just mentioned that we should look for **better** tools, instead of **faster** ones. I agree. There is nothing wrong in demanding that machine translation systems achieve a certain level of quality, be affordable and extend our abilities. But we should not be using our higher standards as an excuse for not getting involved. We cannot set high standards simply to keep developers at bay, for they will eventually meet these standards and beat us at our own game.

The obvious question is then how do we get involved? How do we prepare ourselves for using this new technology? How do we ride the tide of change?

Getting Prepared

I would like to spend the remainder of my time commenting on how we can offer guidance to machine translation developers and at the same time prepare ourselves for the use of machine translation. The method boils down to our creating the development environment by broadening our use of existing tools and getting educated.

The first way we can prepare is to become technologically literate and active. We need more than a passive knowledge of the tools available to us. We need to use them and to hone our skills. We also need to buy more tools and learn to use them. Diane Michaud of the Terminology and Linguistic Services Directorate of the Department of the Secretary of State of Canada just mentioned that terminologists' have a passion for the computerized aspects of their work. We need to have that same excitement in using tools to work with words.

We are all aware how crucial equipment is when it comes to being competitive in the translation market. How many of us would find our productivity seriously hampered if we did not have access to a personal computer workstation, photocopier, fax machine, and laser printer? This equipment will be around for the next ten years, so you won't be entirely isolated if that is all you use. But if you want to ride the tide

of change, start making regular use of spell checkers, thesauri and grammar checkers. Then, when natural-language generation software becomes available in five to seven years, you will be ready for a new way of writing: you will only need to type in the main ideas of a sentence or paragraph, and the software will generate the grammatically correct, complete sentences for you. When you are accustomed to this, the move into machine translation will not be so sudden a shift.

Dr. Meyer has just spoken at length on terminology management, or, if you're more advanced, managing your **knowledge**. If you have the software to help you do this, find ways that will allow you to have your equipment move the information from your term banks to your documents without any retyping on your part. This type of tool, whether you or someone else creates it, would be classified as computer-assisted translation, an alternative to fully automated machine translation.

Learn about telecommunications first-hand by buying a modem and using it. Learn how to access the Banque de terminologie du Québec of the Office de la langue française du Québec and to ship files to clients over the phone lines (or even receive job orders from them). Get ready to network with other ATIO members through the electronic bulletin board that will, hopefully, be set up at our Association's office.

Learn about data input by installing and using a scanner. Find some optical character recognition software that is multinational, intelligent and trainable. A scanner, coupled with OCR software, allows you to convert paper text to machine-readable text for the sake of electronic word counts, statistical analyses of source texts, term tracing and the like.

There are two things to be highlighted here. One is that the OCR software must be multinational, intelligent and trainable. These adjectives are important. When you choose OCR software, make sure it can recognize the characters you have to scan, including diacritical marks. The software should also be intelligent. That is, if it cannot recognize all the characters in a word, it should make a valiant effort to guess the word based on the known characters and the immediate

context. It should also be able to be taught how to recognize new characters.

The second aspect of using a scanner and OCR is to get accustomed to doing more with your words than just translating them. Get your software to count words for you. Find software that will provide you with an index of words used in a text and then sift out terms for pre-translation. Use your software to identify the level of difficulty of a text so you can bill your client accordingly.

This type of software is called word-crunching software. With this software, you manipulate your source-language texts to your advantage. In essence you create an electronic index of all the words in a document. Based on the index, you then trace terms which can be used for the preparation of pre-translation glossaries. The index can also show up inconsistencies in a text, allowing you to clarify matters with a client before the deadline arrives. You can even use the index to evaluate the difficulty of a text before assigning it to the appropriate translator, if you are in a management position.

Another way you can prepare for machine translation is to create and use computer-assisted translation tools. This type of tool goes beyond, but not much further than terminology management software and word-crunching tools. Computer-aided translation tools will lay the bricks for a translation, that is, put the words in place, but it is still up to you, the translator, to provide the grammatical cement that holds them all together. An example of this type of tool is Claude Bédard's pre-translation software, which you may have read about in trade magazines.

If you work alone, join an electronic bulletin board and get accustomed to the concept of networking. An electronic bulletin board is a skeletal version of a wide-area network, but the networking principles remain the same. They will help you understand concepts such as data transfers and file sharing, and give you an opportunity to develop your troubleshooting skills. The reason this is important for the future lies in the fact that when you use machine translation to produce your texts, you will in all likelihood be the translation-services node for an entire network.

Since sound is now a standard data type, start familiarizing yourself with tools that will enable you to input your text using a highly developed speech recognition system. With a voice-writing system, you would dictate your translations and watch them appear spell checked, grammatically corrected and perfectly typeset on the computer screen. From here, too, it is only a short step to the world of machine translation, where you may even have the possibility of verbally post-editing translations done by machine.

The final way I suggest we prepare for growth of machine translation is education. We must become more educated about **translation theory** in general and more informed about **machine-translation theory** in particular. We need this theoretical grounding to gain a framework of principles and guidelines that will allow us to evaluate high-technology products.

I think we are already experiencing the impact of a growing number of practitioners who have more than a B.A. in translation. They are bringing to the profession a recognition of the importance of translation theory. They can identify a framework of principles explaining the translation process. They have a framework of helpful guidelines for problem solving. They have a framework for evaluating their own work and the work of others. They have, and can talk intelligently about, a cohesive body of knowledge concerning translation.

As an association, we are already encouraging people not to just drift into translation as a career. If you consider the Association's requirements for admission, including the proposed modifications, you will note that we prefer people who have given serious thought to their career and who have formal training. These kinds of people are not easily shaken by new technology, for they can readily incorporate it into the structured body of knowledge they have acquired.

With regard to machine translation, then, a well-rounded, theoretically based education would enable us to write articles on the problems of machine translation from a practitioner's point of view, and we would be able to present to developers a cogent, theoretically based description of our solutions to problems in machine trans-

lation. Our being in an educational or R&D environment may also provide them the opportunity to test their hypotheses in a real-life environment.

Over the last few years we have moved our profession out of our basements and into downtown offices. We are changing from professionals to entrepreneurial professionals with ambition. We are creating teams and incorporating. Our offices are more ergonomically designed as we give due consideration to health, countering back problems, carpal tunnel syndrome and other occupational hazards. We are using electronic equipment and software.

Let us take the next logical step to control the way our work will change over the next ten years. Let us be involved and stay in touch with theorists in the development of a technology that is sure to create change. It is with this type of synergy that we will be able to control how machine translation will change the way we work in the year 2000.

Points for Discussion

My point is that machine translation system development is ongoing and will continue with or without us. It is to our advantage to be involved in this development, positioning ourselves as the consumer who knows the quality wanted and the desirable price. We have to stay involved. It may even be worthwhile to hire a

professional from among us to carry this message to developers.

In terms of a trend, I see MT development being taken over by translation firms, not for the sake of selling a system but for the sake of increasing internal production and remaining competitive. The selection of such systems will correspond to specific uses. For example, Socatra uses XLT, Lexi-Tech uses Logos, CLC uses Le Routier.

We no longer live in a world where "necessity is the mother of invention." Instead, we live in a world where "invention is the mother of necessity," that is, we've invented it, now we need it.

Note

Conference given at The Annual Congress of The Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO), Ottawa, November 8-9, 1991, under the theme **New Realities, New Options.**

References

"The Third MT Summit", *Language Industry Monitor*, No. 5, September-October 1991, p.7.

Bédard, Claude. « La traduction à l'heure du pragmatisme », *A Profession at the Service of the Country, Proceedings of the 1st Conference*

of the Canadian Translators and Interpreters Council, Edited by Paul A. Horguelin, 1987.

Bédard, Claude. « Traduction automatique : y a-t-il un traducteur dans la salle? », *Circuit*, Septembre 1991, pp. 30-31.

Burgers, Hendrik. "The State of Translation and Interpretation in Ontario Today: A Profession in Transition", *A Profession at the Service of the Country, Proceedings of the 1st Conference of the Canadian Translators and Interpreters Council*, Edited by Paul A. Horguelin, 1987.

Kingscott, Geoffrey. "Peering into the Future", *Translation in Canada: Achievements and Challenges, Proceedings of the 2nd Conference of the Canadian Translators and Interpreters Council*, Edited by Monique Cormier, 1990.

Lehrberger, John & Laurent Bourbeau. *Machine Translation: Linguistic characteristics of MT systems and general methodology of evaluation*, Philadelphia: John Benjamins Publishing Company, 1988.

Pogson, Geoff. "The LT/Electric Word Multilingual Wordworker's Resource Guide", *LT/Electric Word*, No. 13, May-June 1989.

Roberts, Roda P. "Translation Theory in Canada: From the Past to the Future", *Translation in Canada: Achievements and Challenges, Proceedings of the 2nd Conference of the Canadian Translators and Interpreters Council*, Edited by Monique Cormier, 1990.

L'évaluation : un second regard

par Hélène Brisson

La nécessité de l'évaluation

Chaque fois que j'ai eu l'honneur d'être invitée à titre de conférencière à un colloque, j'ai rédigé une communication qui me semblait rendre compte avec concision de ma réflexion sur le sujet traité, et chaque fois, j'ai dû sabrer dans mon texte pour des motifs de respect d'horaire. Aujourd'hui, on nous demande de nous en tenir à 15 minutes, et j'ai décidé de commencer

par la conclusion pour que l'on comprenne mieux la teneur de mon propos. J'espère que vous me pardonneriez cette petite entorse à la logique cartésienne.

Que conclure à propos de l'évaluation au Bureau de la traduction du gouvernement canadien, sinon que c'est une activité nécessaire, indispensable même, dans une fonction publique et para-publique qui représente 117 clients institutionnels et je ne sais combien de milliers de clients indivi-

duels? Que conclure, sinon qu'avec une cinquantaine de points de service et une demande de quelque 245 millions de mots par année, il faut recourir à un système de contrôle de la qualité connu et appliqué par tous les évaluateurs et contrôleurs pour assurer à nos clients la qualité de produit – et de service – à laquelle ils sont en droit de s'attendre? Que conclure enfin, sinon que l'évaluation fondée sur un système éprouvé permet d'obtenir des résultats de qualité?

Un rappel historique

Qu'en est-il au juste du dossier de l'évaluation au Bureau de la traduction? Pour comprendre toutes ses facettes aujourd'hui, je crois qu'il me faut remonter un peu dans le temps et passer par une description de nos pratiques. Je ne vous cacherai pas que j'espère pouvoir dissiper de la sorte certains malentendus sur nos façons de faire.

Avant 1976, le paramètre, c'était l'expérience des réviseurs, qui constituaient de facto un groupe d'évaluateurs éminemment utiles vu le nombre de jeunes diplômés entrés depuis peu au Bureau. L'explosion de la demande et de l'effectif et, partant, de la production dans les premières années d'application de la *Loi sur les langues officielles*, a amené les dirigeants du Bureau à chercher une formule qui permettrait de contrôler et de garantir la qualité de ses produits en langues officielles.

Le résultat, qui a conservé son nom jusqu'à nos jours, c'est le **Système canadien d'appréciation de la qualité linguistique (SICAL)**, dont la première version a été appliquée en 1976. Le **SICAL** prenait assise sur la doctrine traductionnelle du Bureau qui précisait que

Traduire, c'est établir la communication entre un auteur et un destinataire en faisant passer dans une langue une réalité ou une notion saisie par le truchement de son expression dans une autre langue.

Le barème, exprimé par les cotes A, B, C et D, A étant la plus élevée et D, la plus basse, a évolué depuis 1976, mais l'échantillon de base est toujours de 400 mots. Le **SICAL III** en vigueur encore maintenant date de 1986, et nous avons entamé récemment son actualisation. Je reviendrai sur le **SICAL** plus loin.

En 1979, le Bureau a amorcé un véritable cycle de contrôle en menant tous les ans l'**Opération produit livré**, c'est-à-dire le contrôle par échantillonnage aléatoire de textes produits dans tous ses services. En 1985, on a commencé à systématiser le recours au **SICAL** pour le contrôle des textes traduits à contrat.

Parallèlement à l'examen de la qualité des textes, le Bureau lançait l'**Enquête sur la satisfaction des clients**, en 1979 pour les

langues officielles et en 1980 pour les textes en langues étrangères. Le questionnaire envoyé aux clients visait à établir leur satisfaction globale par rapport au **service** offert.

Le Système d'évaluation continue, instauré en 1986, remplaçait les exercices distincts **Opération produit livré** et **Enquête sur la satisfaction des clients** par une formule liant la mesure de la qualité des traductions à celle de la qualité des services. Le texte transmis au Service de l'évaluation pour contrôle de la qualité est aussi celui pour lequel on demande au client s'il est satisfait ou non. L'exercice annuel permet de répondre aux obligations de reddition de comptes du Secrétariat d'État. Il s'en dégage un instantané de la prestation du Bureau, et non de quelque service de traduction que ce soit, pour une année donnée, pige comprise. Je précise tout de suite que le Service de l'évaluation contrôle les textes traduits à contrat en proportion de la sous-traitance effectuée dans l'année.

L'évaluation en 1991

Voilà pour l'histoire, fortement résumée il va sans dire. Le Bureau a maintenant plus de dix ans d'expérience en matière d'évaluation et vous aurez compris que le dossier dépasse dans son retentissement le simple contrôle de la qualité de textes traduits et qu'il en a toujours été ainsi au fond.

D'abord parce que le Bureau est un fournisseur de services – rappelez-vous les 117 clients institutionnels et les milliers de fonctionnaires, tous utilisateurs potentiels de nos services. En outre, parce qu'il est un demandeur de services auprès d'une large tranche de pigistes, et qu'il tient naturellement à obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour les services qu'il paie. Ensuite parce que le Bureau est un employeur de la fonction publique et qu'au contraire des entreprises privées, il a des comptes à rendre au Parlement et à la population canadienne (Partie III du Budget des dépenses et *Comité permanent des langues officielles*); et enfin, parce qu'il a été un précurseur en traduction, ce qui l'a amené à codifier sa pratique bien avant qu'il soit question de reconnaissance juridique des associations professionnelles.

Bref, et sans ordre de priorité, l'évaluation a pour buts 1) le suivi de la satisfaction

de nos clients, 2) la reddition de comptes, 3) le paiement de factures et 4) le contrôle de la qualité du produit. L'évaluation est une fonction de gestion, et l'évaluation de la qualité linguistique, une activité permettant de s'acquitter de cette fonction.

Dans la pratique, la fonction d'évaluation assurée par les contrôleurs de la qualité dans les services de traduction se conjugue le plus souvent aux tâches de gestion de la pige. Les évaluateurs du Service de l'évaluation, qui ont le mandat de sanctionner la compétence professionnelle, préparent et corrigent les examens de recrutement, d'accréditation et d'avancement, établissent des barèmes de correction d'examen, le cas échéant, contrôlent les textes prélevés dans le cadre du Système d'évaluation continue et agissent à titre d'experts-conseils devant les tribunaux de relations de travail. De plus, en vertu du mandat de promotion des langues officielles du Secrétariat d'État, le Service de l'évaluation prépare et corrige des examens à la demande des services de traduction provinciaux, par exemple. Je précise au passage que les évaluateurs ne connaissent pas les auteurs des traductions qu'ils évaluent.

Le contrôle de la qualité linguistique

J'en suis maintenant à la partie contrôle de la qualité linguistique proprement dite et à la grille **SICAL**. Avant de vous en expliquer les fondements, je vais décrire les quatre niveaux du barème et leurs caractéristiques.

La traduction évaluée est notée A, B, C ou D. La cote «A», qualité supérieure, correspond au niveau de qualité exigé d'un texte où même la présence de quelques défauts mineurs de transfert ou de langue peut être inacceptable en raison de l'importance du texte et de la conséquence des erreurs. Ce peut être le cas de publications, de textes réglementaires, de discours. Le message du texte de départ est rendu avec exactitude, en une langue d'arrivée correcte, authentique et adaptée au sujet et à la destination, et la terminologie est exacte et uniforme. Ces textes ne peuvent contenir qu'un maximum de 6 fautes mineures par tranche de 400 mots.

La cote «B», pleinement acceptable, correspond au niveau de qualité que les services de traduction doivent normalement atteindre et qui s'applique à un travail qui pourrait être utilisé tel quel ou avec quelques modifications. Le message du texte d'origine est bien rendu et le texte se lit bien. Pour les questions de langue, cela signifie le respect global des règles sur lesquelles s'entendent les autorités reconnues en la matière. Les éléments essentiels du message sont rendus dans une terminologie exacte et uniforme. Les pigistes, les réviseurs et les traducteurs autonomes sont normalement tenus d'atteindre ce niveau de qualité. C'est aussi le niveau de réussite des candidats aux examens d'avancement interne ou à l'examen d'agrément des pigistes. Dans un texte «B», on ne relève aucune faute grave, et il peut y avoir un maximum de 12 fautes mineures.

À ce niveau, on reconnaît l'importance primordiale de la fidélité au message du texte de départ : une traduction de qualité pleinement acceptable nécessite peu de révision, voire aucune sur ce plan. En même temps, à cause de la diversité des exigences et des divergences d'opinion entre autorités reconnues en matière de langue, la prudence s'impose concernant l'évaluation de la langue d'arrivée.

La cote «C» correspond au niveau d'une traduction qu'une révision rentable permettrait de rendre pleinement utilisable. Au plan du transfert, les éléments essentiels du message sont assez bien rendus, mais la traduction peut contenir une faute grave et(ou) plusieurs fautes mineures. En matière de langue, la traduction se lit assez bien, mais la langue d'arrivée peut s'écarter des normes établies et calquer la langue de départ. Enfin, la traduction peut contenir des termes non vérifiés et donc manquer d'exactitude ou d'uniformité terminologique. Les traducteurs systématiquement révisés sont tenus d'atteindre au moins ce niveau. Un texte de qualité révisable présente une faute grave et (ou) un maximum de 18 fautes mineures.

La cote «D» correspond au niveau d'un texte qui renferme, *par tranche de 400 mots*, plus d'une faute grave et (ou) plus de 18 fautes mineures, à l'infini. Ça laisse songeur, n'est-ce-pas?

Le principe de la grille SICAL

Le principe qui fonde la grille **SICAL**, c'est celui de la finalité du texte, la finalité étant entendue comme regroupant les caractéristiques suivantes : but du texte, diffusion et client. Je cite Malcolm Williams, directeur de la Terminologie et des Services linguistiques (DTSL) du Secrétariat d'État :

End use is the key to evaluation in that it forces the evaluator to combine error detection and quantification with a question: "Given the purpose of the translation, what are the possible consequences of the weaknesses in this translation?" or "In spite of these weaknesses, is the text as a whole acceptable given the customer's needs or specifications? (The Assessment of Professional Translation Quality: Creating Credibility Out of Chaos, in TTR, *L'erreur en traduction*, vol. 2, n° 2).

La notion de conséquence des erreurs est le corollaire du principe fondamental de finalité. Les erreurs sont critiques, graves, mineures. Je cite encore Malcolm Williams :

Generally speaking, says Japanese expert Ishikawa, "one can never allow a critical defect, but a small number of minor defects is acceptable." The critical defect affects life and safety. A major defect prevents the proper functioning of a product, as in the case of a car engine that does not work. In other words, both major and critical defects have significant consequences. A minor defect such as a scratch on a car does not impair functioning but is not appreciated by the customer. By analogy, punctuation, spelling, typographical, grammar and usage errors and insignificant shifts in meaning may not be appreciated by the customer but in most instances do not jeopardize the usability of the translation. (idem)

Dans cette optique, on peut dire que la faute grave est celle qui altère carrément les éléments essentiels du message de l'original, qu'il s'agisse d'une faute de transfert (contresens, non-sens) ou de langue (charabia). La faute mineure n'altère pas les éléments essentiels du message, mais nuit certes à sa compréhension :

– faux sens, glissement de sens, ambiguïté, ajout, omission, pour le transfert;

– impropriété, épithète en hypallage, animisme abusif, néologisme, barbarisme, néologisme barbare, anglicisme, archaïsme, canadianisme et québécoïsme de mauvais aloi, niveau de langue fautif, pour l'usage;

– solécisme, anacoluthie, zeugme, erreur de ponctuation, pour la syntaxe;

– redondance, pléonasme, platitude, lourdeur, littéralité, pour le style.

Voici les explications que l'on retrouve sur la distinction entre faute grave et faute mineure dans une trousse d'information préparée par les évaluateurs l'été dernier à l'intention de nouveaux correcteurs.

Ordinairement, une faute de transfert est grave si un mot ou un passage dérouté complètement le lecteur ou le met sur une fausse piste sans que des indices probants dans le contexte l'amènent à rectifier mentalement l'erreur. En général, on qualifie de fautes graves de langue les erreurs, le plus souvent grossières, qui portent sur l'emploi d'un élément lexical ou syntaxique de la langue d'arrivée. En cas d'hésitation entre faute grave et faute mineure, il est fortement conseillé de demander l'avis d'un évaluateur ou d'un autre correcteur. Si le doute subsiste, **on attribue une faute mineure** (c'est moi qui souligne). En résumé, la correction (ou l'évaluation) est avant tout affaire de compétence et de jugement.

Ce que l'on reconnaît ici, c'est que la langue n'est pas construite que d'expressions figées, quoique tout un ensemble de règles régissent son usage, et que le contexte peut être un élément déterminant du résultat final. Ce qui ne veut pas dire non plus que l'on puisse se permettre d'écarter des règles fondamentales de grammaire ou d'orthographe quand l'intelligibilité ou la lisibilité d'un texte sont en cause. La part de jugement de l'évaluateur ou du contrôleur, c'est le « facteur souplesse » de l'application de la grille.

La qualité du contrôle linguistique

Une bonne traduction, une traduction efficace, comme disent avec raison les formateurs, c'est – et je cite la doctrine traductionnelle encore une fois – « rendre le message du texte de départ avec exactitude (fidélité à l'auteur), en une langue d'arrivée

correcte, authentique et adaptée au sujet et à la destination (fidélité au destinataire) ».

Dans la pratique, le traducteur de l'administration fédérale qui fait de la traduction communicative a pour mission de faire comprendre et donc de trouver la façon la plus efficace de transmettre le message traduit. Dans certains cas, cela veut dire respecter intégralement l'original (*Hansard Journal des débats*, par exemple), dans d'autres, adapter carrément (information diffusée par Santé et Bien-être Canada au grand public, dans laquelle il importe d'éviter le jargon scientifique, p. ex.). C'est en se demandant toujours si le lecteur comprendra qu'il traduira le plus efficacement.

On pourrait donc dire que le contrôleur d'un service de traduction dispose d'un avantage supplémentaire par rapport à l'évaluateur parce qu'il connaît bien son client et le sujet. Ce n'est toutefois pas une comparaison exacte. L'évaluateur évalue des copies d'examen, c'est-à-dire le résultat d'une prestation à partir d'un texte de nature générale, quoique de difficulté variable. Il évalue aussi l'ensemble de la prestation du Bureau et non des textes dans un domaine ou un service particulier. Il constate la qualité linguistique de la traduction et la mesure, mais il tient également compte des exigences de service tels les délais, la présentation, la conformité au vocabulaire reconnu par son client. L'un et l'autre ont des rôles complémentaires.

Cette différence dans la façon d'envisager la tâche ne doit pas faire conclure que chacun contrôle la qualité selon son bon plaisir. Le Service de la formation et du perfectionnement (SFP) donne des ateliers sur le contrôle de la qualité depuis 1985. La formule retenue cette année est celle d'un stage de cinq jours comprenant des exposés sur la grille et son application, des exposés sur divers éléments complémentaires (gestion de la pige dans le service de traduction, questions relatives aux contrats) et du travail supervisé par un évaluateur. Le taux de satisfaction est très élevé, je suis heureuse de vous le dire.

Les ouvrages de langue des bibliothèques des services de traduction sont évidemment d'une aide précieuse. Pour offrir aux contrôleurs et aux encadreurs un

tableau aussi complet que possible des documents de référence disponibles, le SFP vient de dresser une bibliographie de plus de 60 ouvrages reconnus. Enfin, il faut dire qu'en cas de doute, les évaluateurs et les contrôleurs consultent toujours un collègue. Chacun d'entre eux est très conscient des répercussions de sa décision : promotion ou non, recrutement ou non, paiement ou non d'une facture. Je sais fort bien que nous sommes à l'occasion très contestés, mais je demeure convaincue pour en avoir été témoin dans les opérations et au Service de l'évaluation, qu'aucune décision importante n'est prise à la légère.

L'actualisation du SICAL

Cette profession de foi dans l'intégrité des évaluateurs et des contrôleurs du Bureau ne nous empêche pas de jeter un regard critique sur le SICAL ou sur nos pratiques. Je ne me lancerai pas ici dans une discussion sur les pratiques contractuelles du Secrétariat d'État, j'en resterai au SICAL.

Quand je suis entrée en fonction comme chef de la Division des services linguistiques (DSL) le printemps dernier, je me suis immédiatement intéressée à la question de l'actualisation du SICAL. Non parce que l'on estime que les résultats obtenus au moyen de la grille sont inexacts ou inéquitables, mais parce que, cinq ans après la dernière mise à jour, il était grand temps de réexaminer l'outil et son application.

Je ne pourrai pas ce matin vous donner de statistiques sur nos constatations ni vous exposer en détail ce vers quoi nous nous dirigeons, puisque les instances décisionnelles du Bureau n'en ont pas encore été saisies. Je peux cependant vous faire lecture du mandat :

Actualiser le SICAL, le système d'évaluation de la qualité linguistique des textes traduits et(ou) révisés pour le compte du Secrétariat d'État par les employés et par les pigistes. La grille SICAL actuelle est en vigueur depuis 1986 et, cinq ans plus tard, il est nécessaire de faire le point sur cet outil et son application. L'évolution de la langue et de la traduction, par conséquent, n'a pas de cesse. La question est donc de savoir si l'outil

actuel permet de rendre compte avec exactitude de la qualité des produits traduits ou révisés tout en conservant ses attributs indispensables d'objectivité et de neutralité.

Le chargé de projet, M. Frédérin Leroux, est bien connu des lecteurs de *L'Actualité terminologique* pour sa chronique intitulée **Mots de tête**. Il a commencé son étude par l'examen d'échantillons contrôlés par le Service de l'évaluation et par les services de traduction. Il a ensuite envoyé un questionnaire à tous les contrôleurs des services de traduction et rencontré les directeurs de services de traduction, les évaluateurs et les formateurs. Ses premières conclusions, répondent aux vœux de tous, je crois, quant à la clarification de certains éléments.

La valeur du SICAL

Le SICAL a été jusqu'à maintenant un véritable instrument de contrôle, qui a donné au Bureau des réponses essentielles sur sa prestation en langues officielles. L'examen auquel vient de se livrer M. Leroux démontre qu'il est possible de l'appliquer équitablement et uniformément. Une comparaison des contrôles effectués dans les services de traduction et au service d'évaluation de la DSL fait ressortir la grande similitude des résultats. De plus, les tribunaux de relations de travail, par exemple, ont confirmé le caractère raisonnable du SICAL. Nous essayons donc, en l'actualisant, de l'améliorer et non de tout reprendre à zéro.

Le temps et l'expérience ont validé le SICAL. Même si nous avons abordé le problème du contrôle de la qualité il y a quinze ans à titre de fournisseur de services que nous sommes, je crois qu'il n'est pas exagéré de dire que nous avons par le fait même contribué à la réflexion sur la traduction en tant que discipline intellectuelle et profession.

Note

Communication présentée dans le cadre de l'atelier *L'évaluation : un second regard* au Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), tenu à Ottawa les 8 et 9 novembre 1991.

L'inspection professionnelle

par Betty Cohen

La reconnaissance professionnelle est arrivée. Elle amène avec elle une ère nouvelle et on parlera d'avant la reconnaissance et d'après la reconnaissance comme d'avant et d'après J.-C., et, comme lui, elle a ses fervents et ses détracteurs. Quoiqu'il en soit, elle est, globalement, une bénédiction pour notre profession, presque un messie, pour continuer dans la même veine : en tout cas, elle confère un titre que nous ne devons plus cesser de mériter.

Plus question, par conséquent, de se contenter d'un seul examen qui vérifie les compétences, certes, mais qui ne donne aucun moyen de contrôler le maintien de ces compétences. Et je crois que l'entrée en matière de notre atelier pose très bien ce problème épineux. En effet, comment assurer une qualité constante? À quel niveau se situe la compétence professionnelle?

L'inspection professionnelle

Il revient, évidemment, aux associations de répondre à ces questions. Et si l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) et la Corporation des traducteurs et interprètes du Nouveau-Brunswick (CTINB) ne sont pas tenues de le faire par la loi, la Société des traducteurs du Québec (STQ), elle, l'est. En effet, comme vous le savez, la procédure à suivre pour obtenir la reconnaissance professionnelle est différente au Québec et plus complexe que dans les autres provinces et, une fois reconnues, les corporations sont soumises au *Code des professions* qui régit leur fonctionnement. Ce code s'adapte, bien sûr, à la réalité de chaque profession, mais il demeure rigide sur tout ce qui concerne la protection du public. Et s'il est imposé au Québec seulement, les autres provinces devront peut-être tout de même envisager d'en adopter au moins certains aspects si l'on veut maintenir la réciprocité du titre dans l'ensemble du pays.

Or, le code prévoit un moyen de contrôle permanent de la compétence professionnelle, l'inspection professionnelle. Tous les ans, chaque corporation doit donc inspecter le travail d'un nombre déterminé de

membres, en proportion de son effectif total. Ainsi, chaque membre est soumis à une inspection tous les cinq ou six ans. Cette inspection aboutit à des commentaires sur quelques points qui pourraient être améliorés, soit à des recommandations sur les moyens de remédier à certaines lacunes, quand il y en a, ou, en dernier recours, à la radiation du membre. Mais il s'agit vraiment d'un dernier recours et il n'est appliqué qu'en cas de faute très grave. En outre, l'inspection peut sûrement donner lieu, aussi, à des félicitations sur la bonne conduite des affaires. Précisons par ailleurs que, dans l'état actuel des choses au Québec, l'inspection vise davantage les personnes en pratique privée que celles qui travaillent en entreprise.

Il faut donc, à mon sens, considérer l'inspection professionnelle comme un contrôle plutôt bénéfique en ce sens qu'elle permettra à chacun de nous de maintenir un bon niveau de compétence.

Les normes d'inspection

Mais avant même de prétendre inspecter le travail de qui que ce soit, encore faut-il déterminer des critères sur lesquels cette inspection devra se fonder. En effet, comment exiger d'un professionnel qu'il prouve sa compétence si on n'a pas établi un seuil de qualité à l'aide de normes d'évaluation nettes et précises? Or, ces normes, si elles existent déjà en partie, puisque ce sont celles qui servent à l'évaluation des candidats à l'agrément ou à la sélection des traducteurs, terminologues et interprètes du Bureau de la traduction du Secrétariat d'État, ne sont pas uniformes et, en tout cas, pas encore suffisantes dans la profession. La correction de l'examen d'agrément du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC) a fait d'énormes progrès et tout est fait pour éliminer les écarts. Mais il reste que ce n'est pas encore un système totalement établi et sans faille. Cela ne veut pas dire que les normes qui seront fixées pour l'inspection seront parfaites, loin de là, mais elles devront au moins être rédigées et appliquées uniformément d'une inspection à l'autre, surtout qu'il n'y aura pas de

comparaison possible entre plusieurs candidats.

Pour parvenir, donc, à des normes fixes, justifiables, acceptables et applicables pour tous, il faudra que les associations – la STQ en particulier, car elle y sera obligée – se prêtent à une mûre réflexion et fassent au besoin appel à tous les intervenants de notre profession, nommément les employeurs, les clients et, surtout, les formateurs pour lesquels le problème se pose de façon de plus en plus criante. Soulignons que l'Association canadienne de traductologie (ACT) et l'Association canadienne des écoles de traduction (ACET) se penchent actuellement sur cette question, ou comptent le faire sous peu. Voilà un terrain de collaboration rêvé.

Nous avons, jusqu'ici, parlé de normes de qualité ou de compétence. Mais il faudra rappeler que l'inspection professionnelle va plus loin, car elle touche la tenue des dossiers, la déontologie, la conduite en affaires, etc. Là encore, les normes restent à établir en fonction des réalités de notre profession et de ses exigences. Est-il primordial de conserver un dossier lorsque le travail est terminé? Ces dossiers doivent-ils être conservés pendant un an, trois ans, cinq ans? Doit-on les garder si on a perdu le client auquel ils appartiennent? Comment contrôler la conduite en affaires, le respect de la déontologie? Ce sont autant de questions auxquelles nous devons répondre.

Une fois ces normes établies et acceptées de tous, l'autre problème est de savoir qui sera chargé de cette inspection. Nous devons, à mon avis, recourir à des membres éminents de notre profession, des personnes ayant largement fait leurs preuves et dont la compétence n'est pas mise en doute. Nous devons, par ailleurs, prévoir autant d'**inspecteurs**, si j'ose dire, que de domaines de spécialisation, dans la mesure où l'on peut demander à un traducteur technique de contrôler des textes financiers, par exemple.

Par ailleurs, comment procédera-t-on? Demandera-t-on au membre de se soumettre à une autre examen, dans son domaine

cette fois? Préférerons-nous demander que des travaux déjà faits soient prélevés au hasard? Quelle sera la méthode la plus viable et la plus équitable? Cela aussi reste à déterminer. Bref, le comité de la reconnaissance professionnelle de la STQ a du pain sur la planche.

La collaboration

Cependant, ce travail ne concerne pas, à mon sens, la seule STQ ou future Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec; il concerne au contraire le CTIC et donc toutes les associations du Canada. En effet, il ne faut pas que le contrôle de la qualité soit fait parce qu'il est imposé par une réglementation quelconque. Il doit faire partie du fonctionnement de toute profession à titre réservé, car c'est sa raison d'être. Comment, en effet, faire de la publicité sur la compétence des membres si on ne peut attester celle-ci par un mécanisme sûr? Qui

dit qu'une personne qui réussit son examen d'agrément est toujours capable de produire des textes de même qualité dix ans plus tard? Il y va donc de la crédibilité de nos associations, et, surtout, du titre que nous portons ou allons tous porter fièrement.

Il y va également de la reconnaissance de notre titre dans l'ensemble du pays. En effet, actuellement, toute personne qui a réussi l'examen d'agrément du CTIC peut passer d'une association à l'autre et conserver son titre de membre agréé. Mais qu'advient-il si une ou deux associations adoptent des méthodes d'inspection professionnelle et contrôlent donc les compétences de leurs membres périodiquement, et que les autres ne le font pas? Il y aura alors déséquilibre et donc difficulté d'assurer adéquatement la réciprocité du titre.

Plus que des réponses, ce sont de nombreuses questions que j'ai posées aujourd'hui. Mais ce sont des questions réelles

qui nous concernent tous directement. Il est donc important qu'elles fassent l'objet d'une réflexion approfondie et, surtout, d'une collaboration de la part de tous. Et à cet égard, je ne pense pas que nous ayons de difficulté. Comme je l'ai déjà dit ailleurs, nous avons la chance de faire partie d'une profession et d'associations où l'entraide et la coopération passent avant la concurrence. Cela a toujours été ainsi. C'est ce qui nous a permis d'obtenir ce titre réservé dont nous sommes si fiers et c'est ce qui nous permettra de continuer à le mériter dans l'avenir. Savoir négocier un virage, c'est savoir changer de direction en gardant la maîtrise de son véhicule.

Note

Communication présentée dans le cadre de l'atelier *L'évaluation : un second regard* au Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), tenu à Ottawa les 8 et 9 novembre 1991.

Le service à la clientèle

par Magda Mutch

En tant que professionnels, nous devons constamment entretenir nos relations avec nos clients. On attire des clients en mettant au point de bons produits, en faisant des études de marché, de la publicité, des promotions et des relations publiques **mais** on les garde en leur offrant un bon service.

Le thème de notre atelier ce matin, *Les relations avec les clients*, est à mon avis un sujet crucial qui nous touche tous et toutes actuellement.

Je dirige le service linguistique de Nestlé. Ce service, si je le compare avec ce qui se passe ailleurs, dans d'autres entreprises, semblerait connaître le succès puisque, à une époque où beaucoup d'autres entreprises ferment leurs services de traduction, le nôtre continue à s'agrandir. En effet, ayant commencé avec une personne en 1986, moi-même, il en comptera huit en 1992. Alors comment s'expliquer ce succès?

Si vous en concluez que Nestlé diffère des autres sociétés en ce sens que le volume de l'effectif n'est pas une priorité, détrompez-vous. Comme dans toutes les sociétés à l'heure actuelle, nous assistons à une réduction lente mais sûre de l'effectif à tous les niveaux, ceci étant dicté dans notre cas non seulement par la conjoncture actuelle au Canada mais aussi par notre maison-mère en Suisse. De plus, nous assistons au sein de l'entreprise à un nivellement des structures hiérarchiques.

Alors comment cela nous touche-t-il? Les structures hiérarchiques que nous connaissions et qui nous sécurisaient ont pratiquement disparu pour laisser la place à des centres d'activités qui doivent être gérés exactement comme des entreprises privées. Voilà donc qu'il devient impossible à nos traducteurs de se contenter d'attendre de façon passive que les demandes de traduction leur tombent dans les bras. Le traducteur d'antan, véritable artisan qui ne de-

mandait qu'à se pencher sur ses traductions, enfermé dans sa tour d'ivoire et entouré de ses divers ouvrages de référence, se retrouve aujourd'hui dépassé dans l'entreprise.

La traduction : un système

Nous entendons de tous côtés qu'au cours des années 1990, il faut s'attendre à énormément de changements, qu'il faut être prêt à réagir. On cite beaucoup le terme de **service à la clientèle**.

Il y a six ans, je n'avais jamais touché à un ordinateur. Aujourd'hui, chaque traducteur chez Nestlé utilise un ordinateur Macintosh relié à une imprimante au laser et est capable de se servir de deux ou trois logiciels en moyenne. Mon service est capable de communiquer par modem avec l'Office de la langue française du Québec, avec ceux de nos clients qui ne sont pas au

(suite à la page 15)

Disponible

par Line Gingras

Introduction

Les rédacteurs et les traducteurs ont souvent été invités à se méfier de **disponible**, qui n'aurait pas toutes les acceptions de son équivalent anglais *available*. Une première fiche *Repères - T/R* traitant de ce sujet a d'ailleurs été établie en 1982 (il s'agit de la fiche n° 3, « Available »). Il y a lieu toutefois de faire le point sur ce qui distingue les emplois critiqués des emplois admis; nous nous demanderons, par la même occasion, dans quelle mesure l'usage a pu évoluer ces dernières années.

Pour faciliter la consultation, nous avons signalé par deux astérisques les exemples d'emplois critiqués; par ailleurs, le lecteur pressé trouvera dans la conclusion l'essentiel de notre exposé.

L'emploi de disponible avec un nom de personne

En examinant l'emploi de **disponible** avec un nom de personne, nous nous proposons de faire ressortir un trait essentiel qui nous aidera à juger par la suite de cas relativement complexes.

Disponible se dit d'abord d'un fonctionnaire ou d'un officier actuellement sans emploi, mais qui reste à la disposition de l'administration, de l'armée. Il se dit aussi, par extension, de quiconque, se trouvant sans emploi, est libre pour effectuer un travail :

Il est disponible pour occuper tel poste.

De manière encore plus générale, **disponible** se dit d'une personne qui, libérée de toute autre occupation, libre de tout en-

gagement, peut remplir une tâche; qui n'est pas occupée, qui est libre pour faire un travail, exercer une fonction; qui, n'ayant aucune contrainte, aucune obligation matérielle, dispose librement de son temps; qui peut interrompre ses activités pour s'occuper d'autrui. Nous citons toutes ces définitions, bien qu'elles soient assez semblables, pour faire apparaître clairement que **disponible** évoque soit l'absence d'obligation, soit l'idée qu'on a pu se libérer d'une obligation. Voici quelques exemples qui illustrent cette particularité :

Il nous restait une heure avant le couvre-feu pour nous retrouver un peu disponibles et bavarder si nous en avions envie. (Ambrière.)

Il n'y a en ce moment aucun employé disponible pour s'occuper de cette affaire.

Être disponible pour quelqu'un, pour s'occuper de ses enfants.

Revenez plus tard; je ne serai disponible qu'en fin d'après-midi.

Il semble donc que Jean Darbelnet ainsi que le Comité de la normalisation et de la qualité du français à l'Université Laval aient raison de soutenir qu'une personne est **accessible**, et non **disponible**, quand on peut l'approcher, la voir, la rencontrer facilement. Ainsi, un ministre **accessible** pourrait très bien ne pas être **disponible** pour rencontrer un groupe de contribuables tel jour à telle heure. Par ailleurs, au lieu de dire d'un président de compagnie qui ne veut pas répondre aux questions des journalistes (*who is not available for comment*) qu'il **n'est pas disponible pour commentaires** – cette formulation laisse entendre qu'il rencontrera la presse lorsqu'il aura pu se libérer –, il convient plutôt de signaler qu'il **se refuse à toute déclaration**.

Nous retrouvons la même idée d'absence d'obligation dans cet autre emploi de **disponible** avec un nom de personne : « Qui n'est pas marié, qui n'est engagé dans aucune liaison » et, par extension, en parlant de sentiments : « Qui est dirigé vers le monde extérieur » :

Mon amour ne serait pas attaché à quelques êtres. Il serait disponible pour tout ce qui mérite d'être aimé. (Weil.)

Enfin **disponible** une personne dont l'action, le jugement, les sentiments peuvent se modifier librement, qui n'est liée ou engagée par rien; qui n'est soumise à aucune sorte d'obligation, est exempte de toute contrainte intellectuelle ou morale; dont l'esprit, libre de tout engagement, reste ouvert à toutes les sollicitations. Cette fois encore, la plupart des définitions que nous avons relevées évoquent très nettement l'idée d'obligations, de contraintes, d'engagements auxquels on n'est pas soumis ou dont on a pu se libérer. Avoir l'esprit **disponible**, c'est en effet ne pas avoir de préoccupations, de soucis, de partis pris qui limitent la liberté d'esprit :

Sois disponible de toute ta ferveur à toutes les choses [...] Sois disponible : refuse ton cœur à la fixité, ne t'attache à rien, ni à personne, ni à toi-même. (Estève, cité par Lalande.)

Être disponible est le meilleur moyen d'éviter le fanatisme.

L'emploi de disponible avec un nom de chose

Dans la langue juridique, **disponible** se dit des biens dont on peut disposer (c'est-à-dire qu'on peut transmettre librement) par donation ou par testament :

Le Code civil indique quelle est, dans les divers cas, la portion des biens disponible.

Disponible se dit également, dans la langue courante, du temps qui n'est pas occupé, retenu, et dont on peut de ce fait disposer librement :

Si seulement elle savait me dire : « J'ai maintenant du temps disponible; veux-tu que nous en profitons? » (Gide.)

Je n'ai pas une minute disponible pour [...]

Enfin, de façon très générale, **disponible**, d'après le *Trésor de la langue française*, se dit de ce qui, n'étant pas occupé, engagé, utilisé, est à la disposition de quelqu'un – à la **disposition de** s'appliquant à une chose dont on a la faculté d'user librement :

Les navires disponibles pour le combat devaient se tenir prêts à appareiller. (Gracq.)

Cet appartement sera disponible (= libre) le mois prochain.

Toutes dépenses prévues, il reste une somme disponible de deux mille dollars.

Prenez ma voiture; elle sera disponible pendant mon absence.

Il reste deux places disponibles dans l'autocar. (syn. libre, vacant, vide.)

Il ne reste plus aucune place disponible pour le concert de ce soir.

Il convient de noter, à propos des deux dernières phrases, qui ne sont pas sans rapport avec la langue commerciale, que les dictionnaires ne proposent aucun exemple du type :

**L'impresario a choisi cette église parce qu'il y a mille trois cents places disponibles.

**Il y a quarante places disponibles pour ce voyage organisé.

D'après ce que nous avons vu, **disponible** s'emploie, dans ce genre de contexte, non pas pour annoncer ce qui est offert au public, mais pour désigner ce qui reste à la

disposition des intéressés après que la plupart ou un bon nombre des places ont été réservées. L'adjectif fait de nouveau ressortir l'idée de quelque chose qui n'est pas engagé, qui n'est pas retenu, qui reste libre. C'est là, à notre avis, ce qui distingue essentiellement **disponible** de son équivalent anglais *available*, qui s'applique de façon très générale à ce qu'on peut utiliser, se procurer, à ce dont on peut profiter – sans cette nuance d'une contrainte, d'un empêchement quelconque qui n'existe plus ou qui aurait pu exister.

Par conséquent, nous partageons l'avis des linguistes canadiens, notamment Colpron, Dagenais, Darbelnet, Clas et Horguelin, qui condamnent comme anglicisme l'emploi de **disponible** dans l'un ou l'autre des exemples suivants, qui évoquent seulement l'idée de « qui existe dans le commerce », « que l'on peut trouver, se procurer », « en vente », « offert » ou « à la disposition du public » :

**Cet article est disponible au prix de 3,50 \$.

**Ce produit est disponible dans toutes les couleurs; dans tous les grands magasins.

**Disponible avec toit ouvrant, en bleu ou vert.

**Timbres-poste disponibles à tous les guichets.

**Ces formulaires sont disponibles dans les bureaux de poste.

De même, nous pensons avec Daviault qu'il faut se garder de confondre la documentation **disponible** sur tel sujet et la documentation **qui existe** sur tel sujet : des documents peuvent très bien exister sans être disponibles, c'est-à-dire sans qu'on puisse s'en servir, soit parce qu'ils ne sont pas sur place et qu'on ne peut les faire venir, soit parce que quelqu'un d'autre est en train de les consulter ou encore parce qu'ils sont confidentiels ou secrets, par exemple. **Disponible**, dans ce contexte, rend l'idée que rien ne s'oppose à ce que tel document ou tel ouvrage soit mis à la disposition de celui qui souhaite y avoir accès.

Nous pensons disposer maintenant de tous les éléments voulus pour nous faire une opinion sur les trois fiches qui ont été

publiées, relativement à la question qui nous occupe, par le Comité de linguistique de Radio-Canada. La première, qui a paru en 1969, reprend une mise en garde que nous avons rapportée plus haut : **disponible**, employé au sens de « qu'on peut se procurer », « qui existe », « en vente », est un anglicisme. Les deux autres fiches, qui annulent la première, ont été publiées en 1985 et portent un même numéro – l'une s'intitule **Disponible**, l'autre, *Available*. Ces deux fiches, au premier abord, sembleraient indiquer une évolution de l'usage, parce qu'elles admettent l'emploi de l'adjectif français au sens de « qu'on peut se procurer facilement »; cette acception, rappelons-le, est pourtant critiquée par plusieurs linguistes canadiens et ne figure dans aucun dictionnaire. Cependant, la fiche *Available* ne reçoit cette acception que dans des contextes très généraux :

**Ce livre est disponible en librairie.

Les auteurs critiquent des emplois particuliers :

**Ce livre est disponible chez Livrobec.

**Cet article est disponible en quatre couleurs.

Nous nous expliquons mal, en conséquence, que la fiche **Disponible** donne sans réserves un exemple très semblable à celui que nous venons de citer :

**Ce livre est disponible en format de poche.

Conclusion

D'après les définitions et les exemples que nous avons vus dans les dictionnaires généraux et les mises en garde que contiennent les ouvrages de difficultés, l'adjectif **disponible** s'emploie pour faire ressortir l'idée que la personne dont on sollicite l'attention ou les services n'a pas déjà d'autre engagement, que la chose dont on voudrait avoir l'usage n'est pas déjà retenue par quelqu'un d'autre ou qu'elle n'est pas réservée à une autre utilisation. Les dictionnaires n'admettent pas, du moins à l'heure actuelle, le sens d'« accessible » pour les personnes ni, pour les choses, les sens de « qu'on peut se procurer », « offert », « qui existe », « en vente » ou « à la disposition du

public ». Il convient de signaler, par ailleurs, que **disponible**, employé comme simple épithète, peut souvent être omis :

Il ne reste plus aucune place (disponible) pour le concert de ce soir.

Je n'ai pas une minute (disponible) pour [...]

Disponible est cependant nécessaire en fonction d'attribut :

Prenez ma voiture; elle sera disponible pendant mon absence.

Les navires disponibles pour le combat devaient se tenir prêts à appareiller. (Gracq.) [Le verbe être est sous-entendu dans cette phrase, comme l'indique le complément circonstanciel pour le combat.]

Exemples d'emplois incorrects, accompagnés de formulations admissibles

****Ce ministre est très disponible (= accessible).**

****Des billets gratuits sont disponibles à la réception. (= On peut se procurer...)**

****Cette voiture est disponible (= offerte) avec toit ouvrant.**

****Nous aimerions avoir accès à toute la documentation disponible (= existante).**

****Ce livre est disponible (= en vente) dans toutes les bonnes librairies.**

****Des formulaires de demande de passeport sont disponibles (= à la disposition du public) dans les bureaux de poste. (ou On peut se procurer des...)**

****Les produits suivants ne sont plus disponibles (= sont épuisés).**

****Dans la plupart de ces villes, le métro ne sera pas disponible avant l'an 2000. (= La plupart de ces villes ne seront pas dotées d'un métro avant l'an 2000.)**

Note

Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le Comité consultatif des Repères - T/R (1992).

Bibliographie

Note : Notre étude a amené la consultation de cent quarante ouvrages. Il serait fastidieux d'énumérer ici tous ceux qui nous ont été utiles; nous ne citons par conséquent que les principaux.

Bélisle, Louis-Alexandre. *Dictionnaire nord-américain de la langue française*, Montréal, Beauchemin, 1979.

Bescherelle, Louis Nicolas. *Nouveau Dictionnaire national ou Dictionnaire universel de la langue française : répertoire encyclopédique des lettres, de l'histoire, de la géographie, des sciences, des arts et des industries*, Paris, Garnier, 1887.

Cajolet-Laganière, Hélène. *Le Français au bureau*, 3^e éd. revue et augm., Québec, Cahiers de l'Office de la langue française, 1988.

Clas, André P. et Horguelin, Paul A. *Le Français, langue des affaires*, 2^e éd., Montréal, McGraw-Hill, 1979.

Colpron, Gilles. *Dictionnaire des anglicismes*, Montréal, Beauchemin, 1982.

Courbon, Jean-Marie. *Guide du français des affaires : le français écrit au bureau*, Montréal, Didier, 1984.

Dagenais, Gérard. *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, 2^e éd., Boucherville, Québec, Éditions françaises, 1984.

Darbelnet, Jean. *Dictionnaire des particularités de l'usage*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1986.

Darbelnet, Jean. *Le Français en contact avec l'anglais en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1976.

Davau, Maurice, Cohen, Marcel et Lallemand, Maurice. *Dictionnaire du français vivant*, Paris, Bordas, 1975.

Daviault, Pierre. *Langage et Traduction*, Ottawa, Secrétariat d'État, Bureau fédéral de la traduction, 1962.

Dictionnaire Beauchemin canadien, Montréal, Librairie Beauchemin, 1968.

Dictionnaire de la langue française : Lexis, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Librairie Larousse, 1989.

Dictionnaire du français contemporain illustré, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1980.

Dictionnaire du français plus : à l'usage des francophones d'Amérique, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1988.

Dictionnaire Quillet de la langue française, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1975.

Dubois, Jean et al. *Dictionnaire du français contemporain*, Paris, Larousse, 1970.

Girodet, Jean. *Logos : grand dictionnaire de la langue française*, Paris, Bordas, 3 vol., 1976.

Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse, sous la dir. de Claude Dubois, Paris, Larousse, 10 vol., 1982-1985.

Grand Larousse de la langue française, sous la dir. de Louis Guilbert, René Lagane et Georges Niobey, Paris, Larousse, 7 vol., 1971-1978.

Hatzfeld, A. et Darmesteter, A. *Dictionnaire général de la langue française*, Paris, Delagrave, 1964.

Imbs, Paul. *Trésor de la langue française*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, vol. 1- , 1971-

Larousse de la langue française : Lexis, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1979.

Littré, Émile. *Dictionnaire de la langue française*, éd. intégrale, Paris, Pauvert et Gallimard, 7 vol., 1956.

Les Maux des mots, Comité consultatif de la normalisation et de la qualité du français à l'Université Laval, Québec, 1982.

Ouellet, Gabriel, et al. « Available », dans *Repères - T/R*, Secrétariat d'État, Division des services linguistiques, Service des recherches et conseils linguistiques, fiche n° 3, 1982.

Petit Larousse illustré, Paris, Librairie Larousse, 1989.

Pluridictionnaire Larousse, en collab., Paris, Librairie Larousse, 1977.

Radio-Canada, Comité de linguistique. *Fiches n°s 242 et 557*.

Robert-Collins, *Dictionnaire français-anglais, anglais-français*, avec la collab. du comité du Robert sous la présidence de Paul Robert, par Beryl T. Atkins et al.; Glasgow, Collins; Paris, Société du Nouveau Littré, 1978.

Robert méthodique : dictionnaire méthodique du français actuel, réd. dir. par J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1982.

Robert, Paul. *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française : les mots et les associations d'idées*, Casablanca, Société du Nouveau Littré, Paris, Presses universitaires de France, 6 vol., 1953, 1964.

Robert, Paul. *Grand Robert de la langue française, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 2^e éd. ent. revue et enrichie, Paris, Le Robert, 9 vol., 1985.

Robert, Paul. *Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, réd. dir. par A. Rey et J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1989.

Villiers, Marie-Éva de. *Multidictionnaire des difficultés de la langue française*, Montréal, Québec/Amérique, 1988.

Webster's Third New International Dictionary of the English Language, Unabridged, Philip Babcock Gove, ed. in chief, Springfield (Mass.), G.&C. Merriam Company, 1981.

Note

Diffusion des Repères – T/R Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que tous les *Repères – T/R* qui ont paru sous forme de fiches accordéons ont été versés dans TERMIUM. Pour les consulter, il faut interroger la banque au moyen de la clé d'accès TFR; les fiches se trouvent dans les dossiers de synthèse, que l'on obtient par le menu « renseignements complémentaires ». À venir : un cahier réunissant tous les *Repères*.

(suite de la page 14)

siège social et avec les cabinets de traduction ou les traducteurs indépendants qui se trouvent à Montréal et à qui nous envoyons une partie de nos travaux. Divers logiciels de conversion ou de simulation nous permettent de lire les documents en Word-Perfect sur IBM ou d'accéder au réseau Digital de l'entreprise. De plus en plus, nos clients nous demandent de formater le travail sur PageMaker ou sur MacDraw. Et finalement, entre l'ordinateur, le modem, le télécopieur, le logiciel de conversion, les diverses applications, il y a de quoi y perdre son latin!

Ainsi le traducteur ne peut-il plus se contenter d'être spécialiste en traduction. Il lui faut également être spécialiste en traitement de texte, en communications et en éditique. Il lui faut continuellement s'adapter et se recycler selon les besoins de ses clients. Comment, dans ces conditions, réagir de façon efficace ?

Chez Nestlé, il s'agissait tout d'abord de définir une philosophie propre à un service d'entreprise. Au fil des ans et des besoins, j'ai fait de notre service de traduction un groupe d'experts aux spécialisations diverses : marketing, ressources humaines, formation et perfectionnement. Ce service doit

- servir ses clients;
- apporter l'expertise nécessaire (interne ou externe);
- être simple à utiliser pour le client;
- être fiable;
- rechercher l'excellence;
- respecter les échéances;
- respecter les gens;
- résoudre les problèmes;
- savoir mériter l'approbation des clients;
- posséder des normes;
- prévoir un dispositif pour les urgences;
- ne jamais se détraquer;
- réagir rapidement.

Tout cela demande une certaine organisation ainsi qu'une vision à long terme de ce que nous pouvons apporter à l'entreprise! Il faut également concevoir une structure administrative (formulaires, orientation) et prendre le temps de participer aux réunions de travail de nos clients pour mieux comprendre leurs besoins.

Traducteurs d'entreprise

Pourquoi est-ce si difficile d'être traducteur d'entreprise? En tant que traducteurs, nous avons acquis la reconnaissance professionnelle. Mais pour le moment, qui est au courant de cette reconnaissance professionnelle? Uniquement nos collègues traducteurs. Or à mon avis, il ne suffit pas de claironner que nous sommes des professionnels dans les milieux. Car la reconnaissance professionnelle ne se fera vraiment que par l'entremise des entreprises. Tant que nous n'aurons pas personnellement, un par un, éduqué et convaincu les patrons qui nous engagent, les directeurs des ressources humaines qui rédigent nos descriptions de poste et tous les gens qui travaillent avec nous, tant que nous ne les aurons pas convaincus que les traducteurs sont des experts qui font une contribution lucrative à la gestion de l'entreprise, rien ne sera acquis.

J'insiste là-dessus, car, en tant que chef du service linguistique d'une grande entreprise, j'ai beaucoup de mal à recruter dans de bonnes conditions. Dans l'ensemble, le calibre ou l'expérience des traducteurs qui font acte de candidature chez Nestlé sont décevants. J'ai eu, à maintes reprises, à faire passer des entrevues à des candidats, qui non seulement prétendaient savoir traduire et obtenaient des résultats minables au test, mais encore osaient se présenter à l'entrevue dans une tenue vestimentaire négligée en affichant un comportement dédaigneux. Ces traducteurs causent un tort immense à toute notre profession.

Ainsi, il ne suffit pas de dire que nous avons la reconnaissance professionnelle. Il faut se comporter de telle sorte que les autres professionnels avec qui nous travaillons nous respectent, et ce respect, il faut savoir le gagner. Or pourquoi le statut du traducteur d'entreprise est-il parfois si contesté? Comment se fait-il que, malgré la reconnaissance professionnelle et les efforts de nos associations, il nous faille continuellement expliquer à nos collègues non-traducteurs ce qu'est la traduction et combien de temps ils devraient nous accorder? Pourquoi tant d'entreprises confondent-elles encore traduction et secrétariat bilingue dans leurs descriptions de poste?

Les entreprises ont besoin de traducteurs. Elles veulent également que leurs traductions fassent l'objet d'un contrôle interne pour être fiables. Il ne suffit pas en effet d'avoir à portée de la main un traducteur qui soit excellent technicien. Si celui-ci ne connaît pas la culture de l'entreprise, ne connaît pas les produits, les objectifs et le positionnement stratégique dont ils feront l'objet ni la législation qui les régit, s'il ne se donne pas la peine de comprendre **ce qui est important du point de vue de l'entreprise**, toute sa technique est inutile.

En tant que professionnels, nous devons constamment entretenir nos relations avec nos clients

Voici notre maxime chez Nestlé : **Tout le monde est client dans l'entreprise**. Et nous avons beaucoup de clients. Le service de Nestlé en compte approximativement 200. Or, dans l'entreprise, il y a plusieurs niveaux de clients : le personnel divers du siège social qui a besoin de traductions pour communiquer avec les francophones, le personnel de vente au Québec, pour qui ces traductions deviennent l'outil de travail, la clientèle de Nestlé qui reçoit les argumentaires de vente ou à qui l'on fait une présentation, les usines pour lesquelles divers documents techniques sont traduits et, évidemment, le consommateur francophone qui lit les instructions sur les emballages, utilise les recettes, participe aux divers concours, etc. La traduction n'est pas une fin en soi mais un outil de communication avec, en l'occurrence, un marché francophone.

Du point de vue de l'entreprise, le service de traduction doit être un système fiable, facile à utiliser, capable de produire et de respecter les échéances quels que soient les obstacles, en un mot professionnel.

Pour être un système fiable, un service d'entreprise doit être capable de pourvoir aux besoins. Comme nous avons quelque 200 clients internes, il nous faut travailler régulièrement avec des cabinets de traduction ou des traducteurs indépendants; le service que nous assurons à nos clients, nous l'exigeons à notre tour de nos fournisseurs. Nous devenons, nous aussi, des clients.

Ce que vous pouvez et devez faire pour vos clients

On attire des clients en mettant au point de bons produits, en faisant des études de marché, de la publicité, des promotions et des relations publiques, mais on les garde en leur offrant un bon service.

Je pense que cette maxime est également valable pour les traducteurs et j'aimerais terminer en vous indiquant ce qui, à mon avis, fait qu'on a de bonnes relations avec ses clients.

Conclusion

Traitez vos clients comme vous aimez être traité lorsque vous êtes le client

Soyez fiable. Ne promettez que ce que vous pouvez livrer. Si vos clients sont déçus une seule fois, vous risquez de ne pas avoir une deuxième chance. Comme dans les autres professions, on vous demande de faire vos preuves.

Respectez vos clients. Acceptez la responsabilité de vos actes. Faites tout votre possible pour assurer la satisfaction des clients. Après tout, c'est eux qui vous font vivre.

Soyez proactif. Si vous avez affaire à des clients débordés, faites preuve du sens de l'organisation. Informez-les du travail que vous faites et des ordinateurs et logiciels que vous utilisez. Vous êtes censé être l'expert en traduction; montrez-le, prouvez-le à vos clients, en posant toutes les questions nécessaires qui leur permettront d'être satisfait de votre travail et d'éviter les problèmes. Souvent vos clients ne sont pas à même d'apprécier la qualité de votre travail et ce sont les petits à-côtés que je viens de décrire qui feront toute la différence. **Il n'y a pas de problèmes, il n'y a que des solutions.**

Soyez professionnel. Si un travail est promis pour une certaine date et que vous craignez de ne pouvoir le terminer à temps, téléphonez avant qu'il ne soit trop tard, excusez-vous et expliquez la situation. Bref, n'attendez pas qu'il y ait confrontation!

Ne faites pas perdre de temps à vos clients. Les clients ne veulent pas savoir que vous avez eu une panne d'ordinateur, que votre opératrice de traitement de texte est malade, etc.

Faites preuve d'empathie à l'égard de vos clients. Les clients ont toujours raison. Oui, mais ils veulent également avoir l'impression d'être unique. Comprenez leurs besoins et ceux de leur société et surtout ne leur demandez pas de réorganiser cette dernière pour vous plaire.

Soyez l'expert. Ne demandez pas à vos clients de prendre des décisions qu'ils sont incapables de prendre. Donnez-leur des options (formatage, par exemple); indiquez clairement vos heures de travail et si vous êtes prêt à travailler en fin de semaine ou le soir; indiquez quelles sont vos spécialités; demandez-lui quelles sont les mesures législatives applicables aux produits qu'il fabrique ou vend. Dans mon domaine, l'agro-alimentaire, trop de traducteurs n'ont jamais utilisé la *Loi des aliments et drogues* ou le *Guide à l'usage des fabricants alimentaires et des annonceurs*, publié Consommation et Corporations Canada. Par conséquent, ils ne connaissent pas les termes normalisés ni les risques encourus par un fabricant qui ne respecte pas la loi et ils ne savent pas que certains termes comme **léger**, **naturel** ou **frais** sont définis par la loi.

Remerciez vos clients et faites un suivi. Assurez-vous de temps en temps que vos clients sont satisfaits de la qualité et de la rapidité de votre travail.

Ne laissez pas vos clients vous oublier. Envoyez-leur de temps en temps une lettre à en-tête, vos cartes d'affaires, etc. Un geste gratuit sera également très apprécié. Un cabinet de traduction de Montréal nous a récemment envoyés une liste terminologique préparée à partir des traductions qu'il avait faites pour nous. Il nous demandait de vérifier l'exactitude des termes (il y en avait quarante pages) et nous proposait non seulement de mettre à jour cette liste régulièrement pour nous, mais aussi de nous la transférer par modem. Inutile de vous dire que nous allons continuer à traiter avec ce cabinet, d'autant plus que la qualité de ses traductions est excellente.

Proposez un service individualisé. Les clients n'ont pas tous les mêmes besoins sachez en tenir compte.

Ne vous reposez pas sur vos lauriers. La société et le milieu des affaires se restructurent continuellement. Le monde de l'informatique et des communications progresse rapidement. Tenez-vous au courant, recyclez-vous constamment, soyez prêt à répondre aux besoins de vos clients, car le fait d'être un bon traducteur ne suffit plus de nos jours.

En conclusion, le traducteur d'entreprise ne doit pas avoir peur de prendre des initiatives pour être plus utile à son entreprise. C'est pour lui une expérience très valorisante. Les relations avec les clients apportent de réelles satisfactions. C'est un défi qui vaut la peine d'être relevé.

Note

Communication présentée dans le cadre du Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), tenu à Ottawa les 8 et 9 novembre 1991, sous le thème *Nouvelles réalités, nouvelles options*.

L'acquisition et l'échange de terminologie

par Jean Quirion

C'est avec grand plaisir que je vais prendre ces quelques minutes pour vous entretenir de la position du Secrétariat d'État du Canada en ce qui a trait à l'acquisition et à l'échange de terminologie.

Commençons par l'acquisition de terminologie, méthode privilégiée de croissance de TERMIUM depuis ses débuts. Actuellement, le Secrétariat d'État prépare le terrain pour l'achat, dès l'an prochain, de travaux terminologiques. Les recherches dans des domaines de pointe, comme la micro-électronique, l'optronique (fibres optiques) et la reconnaissance de la parole, retiendront particulièrement notre attention. Il en sera de même des résultats de recherches dans les domaines lacunaires de TERMIUM, les télécommunications, les énergies nouvelles et l'aérospatiale, entre autres. Nous visons ainsi à ce que la Banque satisfasse de plus en plus les exigences variées de ses utilisateurs.

Récemment, les fonds dont dispose le Bureau de la traduction pour la terminologie ont été plutôt investis dans la création d'outils informatisés : un poste de travail du terminologue, dont nous verrons la première version au printemps prochain, et un logiciel de préparation de publications, créé l'an dernier.

Les fruits de ces efforts ne sauraient tarder et nous donneront les coudées franches pour l'acquisition de terminologie. Ce qui ne nous laisse pas pour autant inactifs en ce qui a trait aux échanges comme moyen d'acquisition de terminologie.

Le Secrétariat d'État est à mettre au point certains protocoles devant régir ces échanges et à établir des critères d'évaluation des apports terminologiques. Ces critères guideront les négociations, car ils permettront de déterminer le nombre de fiches qui équivaut, par exemple, à un abonnement annuel à trois éditions de *TERMIUM sur disque optique* ou encore à un simple échange de publications. L'échange de terminologie se fait donc généralement sur une base individuelle. En attendant que de tels critères soient fixés, c'est en étudiant chaque

cas séparément que les ententes ont été conclues jusqu'ici. Nous en verrons des exemples dans un instant. Permettez-moi auparavant de préciser qu'un type particulier de client a toujours occupé une place de choix auprès du Secrétariat d'État : les **universités canadiennes**.

En effet, le Ministère a toujours tenu à faciliter l'accès de TERMIUM aux universités canadiennes offrant un programme de traduction. Le raisonnement est fort simple : les étudiants en traduction ne sont-ils pas les traducteurs qui, demain, débarqueront dans les services de traduction et les cabinets privés ou attaqueront le marché de la pige? Or, si les étudiants « grandissent » avec TERMIUM au cours de leurs études, ils l'exigeront à leur arrivée sur le marché du travail. C'est une stratégie de mise en marché lente, mais malgré tout efficace.

Les contrats avec les universités sont tacites et se résument à ce qui suit : le Secrétariat d'État offre *TERMIUM sur CD-ROM*. En échange, les professeurs acceptent de laisser les agents du Ministère assurer la formation à l'interrogation de la banque durant les heures de cours. De plus, nous demandons que les travaux des étudiants nous soient remis afin de verser dans la banque ce qui nous intéresse.

Nous offrons également sur demande aux universités des sujets de travaux dans des domaines lacunaires, des demi-fiches à compléter, des mots et expressions tirés du Dictionnaire des termes absents de TERMIUM ou, plus rarement, des fiches à épurer qui portent sur de hautes occurrences. Ajoutons que plusieurs professeurs demandent à leurs étudiants d'interroger TERMIUM – et la BTQ – pour justifier la terminologie utilisée dans leurs traductions.

De nombreux échanges ont également lieu avec des organismes nationaux et internationaux. Ces ententes, dont l'une ou l'autre partie peut prendre l'initiative, visent habituellement l'échange d'informations terminologiques, et parfois la réalisation de travaux conjoints dans des domaines d'intérêt commun.

Ainsi, nous collaborons avec l'**Office de la langue française du Québec**. Nos deux organismes ont convenu de permettre l'accès à leurs banques de terminologie respectives et d'échanger toutes leurs informations terminologiques et documentaires, dont leurs publications.

À l'**Université de Barcelone**, nous offrons un abonnement à *TERMIUM sur CD-ROM*, en échange de quoi l'Université s'engage à fournir les équivalents espagnols du volume I du *Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur*. Les Catalans ont également accepté de faire la promotion de TERMIUM. La **King Abdulaziz City for Science and Technology** de Riyad, en Arabie Saoudite, et le Secrétariat d'État ont convenu d'un échange de terminologie touchant leurs publications de même que leurs banques de données terminologiques sur disque optique compact. Le **Foreign Broadcast Information Service** américain nous remet régulièrement des fiches. En retour, il bénéficie gratuitement d'un abonnement à *TERMIUM sur CD-ROM*.

Bref, les ententes de ce type sont nombreuses. Nous en avons établi notamment avec **IBM Canada Ltée**, le **Conseil norvégien de terminologie technique** d'Oslo, l'**Organisation mondiale de la santé**, l'**Organisation de coopération et de développement économiques**, les services de traduction de **Philips** aux Pays-Bas, l'**Osterreichisches Normungsinstitut** à Vienne, l'**Office de coordination des affaires francophones de la Saskatchewan** et le gouvernement grec.

Certaines de ces ententes sont issues d'une « tournée » effectuée l'an dernier. Le directeur de la Traduction multilingue du Bureau de la traduction a alors entrepris la visite de certaines institutions étrangères en vue d'augmenter le contenu du fonds multilingue de TERMIUM. Le Secrétariat d'État a établi des échanges avec des organismes aux besoins grandissants, mais déjà bénéficiaires du fruit de recherches dans des domaines ou des combinaisons de langue intéressant notre ministère. On peut donc

constater que les ententes prennent diverses formes. Tout dépend des besoins de l'interlocuteur et de ce qu'il est prêt à donner en retour. Certaines de ces ententes remontent à quelques années déjà, au temps où les finissants entraient par vagues au Bureau des traductions. À l'époque, l'échange de terminologies pour une période donnée faisait parfois partie des négociations.

Maintenant, quelles clauses renferment un contrat d'échange de terminologie? Le contrat type du Secrétariat d'État est fort simple et tient habituellement en quelques points. On y détaille les éléments faisant l'objet de l'entente, on y ajoute diverses

clauses sur les modalités, la date d'entrée en vigueur, etc. L'entente est alors signée par les deux parties.

Je profite de l'occasion pour encourager les participants (nous sommes tous producteurs de terminologie) à s'échanger le résultat de leurs travaux, entre autres leurs publications. Chacun dans notre domaine, nous produisons une terminologie de qualité, qui fait notre fierté. La mise en commun de ces efforts par le biais d'échanges me paraît toute naturelle. Nous avons tout à gagner à nous entraider et les échanges de terminologie sont à la portée de tous.

Que l'on représente ici l'entreprise, l'université ou la fonction publique, nos moyens sont aujourd'hui réduits. Les échanges ouvrent la porte à des possibilités auxquelles nous ne songeons peut-être pas encore. Ils offrent l'avantage de favoriser la mise en commun de la terminologie et d'enrichir les parties.

Note

Communication présentée à l'atelier sur la terminologie organisé par le Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI) et tenu à Montréal le 27 novembre 1991.

D'un océan à l'autre. Usage de *Atlas et toponymie du Canada* dans la traduction des toponymes

par Chantal Cormier¹

Jusqu'en 1984², les traducteurs et les rédacteurs de l'administration fédérale utilisaient des cartes et des atlas toponymiques bilingues, qui avaient l'avantage d'offrir des équivalents immédiats dans l'autre langue officielle, ce qui assurait une certaine uniformité dans l'emploi des noms géographiques³.

Ces ouvrages, parmi lesquels figurent *Atlas et toponymie du Canada* (1969) ainsi que la carte du Canada publiée en 1971 et qui est à l'échelle 1 : 2 000 000, véhiculent des formes de noms géographiques qui ne correspondent pas toujours aux règles de traduction⁴ établies par le CUENGO⁵, le principal écart à ces règles étant la traduction du spécifique. Par exemple, le toponyme *Coronation Gulf* figure sous la forme **Golfe du Couronnement** dans la version française de l'*Atlas* alors que la traduction selon les règles est **Golfe Coronation**.

À première vue, il semble donc que les nouvelles lignes directrices concernant la traduction des toponymes aient rendu pratiquement caducs les ouvrages de réfé-

rence bilingues. En effet, pourquoi prendre la peine d'y jeter un coup d'œil si les équivalents qu'on y trouve sont incorrects? Ces documents font cependant foi d'un usage bien établi, et c'est pour cette raison qu'ils servent encore dans le processus de traduction des noms géographiques⁶. L'observation suivante a été relevée dans la partie *Recommandations* du rapport du CUENGO.

L'*Atlas* (*Atlas et toponymie du Canada* (1969)) est le fruit de travaux menés avec le plus grand sérieux par un comité composé de géographes, historiens, cartographes, traducteurs, etc. Ce comité a procédé à une vaste consultation et a cherché à tenir compte de toutes les tendances, allant du toponyme unique au double nom partout. C'est pourquoi il nous apparaît important de récupérer ce qui est récupérable dans cet ouvrage depuis longtemps épuisé.

Le générique français véhiculé par l'*Atlas* diffère parfois de celui recommandé dans le BT-176⁴. Il arrive aussi que le générique anglais à traduire ait, selon le BT-176,

plus d'un sens et plus d'un équivalent français. C'est le cas de *sound* dont l'équivalent recommandé dans le BT est soit **détroit** soit **bras**, et qui se traduit très souvent selon l'usage par **baie**. Quel équivalent choisir alors? Dans le cas des entités majeures, la réponse se trouve dans l'*Atlas* ou sur la carte. Rappelons la première règle de traduction :

En règle générale, il faut traduire le générique d'un nom d'entité géographique⁷.

Cette règle est accompagnée de l'observation suivante :

On utilisera de préférence l'équivalent français indiqué dans le glossaire des *Génériques en usage dans les noms géographiques du Canada*, BT-176, à moins que l'usage⁸ n'en ait consacré un autre.

Le traducteur ou le rédacteur ne chercheront cependant pas, dans ces documents, la traduction du spécifique mais s'assureront plutôt de l'équivalent français donné

traditionnellement au générique du toponyme à traduire.

Parmi les génériques dont la traduction diffère souvent de celle du BT-176, mentionnons : *strait*, *channel*, *sound*, *arm*, etc. Phénomène relativement normal si l'on considère que les notions qu'ils représentent sont assez proches l'une de l'autre. Nous reproduisons donc ici, pour cette famille de termes, la liste des noms anglais d'entités géographiques accompagnés de leurs équivalents français établis. Nous le faisons en respectant à la fois l'usage perpétué par l'*Atlas* et les règles de traduction en vigueur. Par exemple *Austin Channel* est traduit par **Détroit d'Austin** dans l'*Atlas* et c'est cette forme française qui sera retenue plutôt que **Chenal Austin**. Par contre l'*Atlas* donne **Passe de la Grande-Île** pour *Long Island Sound*, alors que la traduction qui respecte les règles est **Passe Long Island**.

On trouve plusieurs exemples pour lesquels le générique d'usage n'est pas celui proposé par le BT-176. Ces toponymes feront l'objet d'un bulletin de terminologie. D'ici la parution de cet ouvrage, il revient au terminologue ou au rédacteur de vérifier la version française de l'*Atlas* ou de la carte qui est à l'échelle 1: 2 000 000.

Notes

1. Les lecteurs sont invités à faire parvenir leurs suggestions ou leurs observations au sujet de la traduction des noms géographiques au Canada à l'adresse suivante:

D'un océan à l'autre
a/s Chantal Cormier
Secrétariat d'État du Canada
Langues officielles et traduction
Direction de la terminologie et des
services linguistiques
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

2. En novembre 1983, le Conseil du Trésor, par sa circulaire 1983-58, mettait en application une politique du Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG), qui vise essentiellement à imposer l'utilisation de la forme officielle des noms géographiques sur les cartes et dans les documents de l'administration fédérale. (...) En 1984, le Bureau des traductions (...) communiquait cette politique à son personnel, avec cette précision qu'il était *permis*, dans les textes suivis, de traduire le terme générique des noms géographiques (...), mais non le terme spécifique (...). (Extrait du rapport final du CUENGO).

3. Rapport final du CUENGO soumis au Directeur général de la Direction des opérations de traduction le 31 août 1989.

4. *Génériques en usage dans les noms géographiques au Canada / Generic Terms in Canada's Geographical Names*, Ottawa, Secrétariat d'État, 1987 (Bulletin de terminologie 176).

5. Comité d'uniformisation de l'écriture des noms géographiques officiels.

6. Gélinas-Surprenant, Hélène. « L'établissement de la forme française des toponymes anglais », in *L'Actualité terminologique*, vol. 23,4, 1990, pp. 16-17.

7. Gélinas-Surprenant, Hélène. « Uniformisation de l'écriture des noms géographiques au Canada » in *L'Actualité terminologique*, vol. 23,3, 1990, pp. 18-22.

8. L'usage, dans le cas des entités majeures, est surtout représenté par *Atlas et toponymie du Canada* et par la carte 1 : 2 000 000 en six feuilles, publiée en 1971, qui étaient les principaux ouvrages de référence des rédacteurs et traducteurs de l'administration fédérale avant la publication des lignes directrices du Secrétariat d'État en 1984.

anglais

province

coordonnées

français

Adams Sound	T.N.-O.	72°52'	84°45'	Baie Adams
Amet Sound	N.-É.	45°47'	63°10'	Baie Amet
Austin Channel	T.N.-O.	75°35'	103°25'	Détroit d'Austin
Baring Channel	T.N.-O.	73°48'	98°50'	Détroit de Baring
Barkley Sound	C.-B.	48°51'	125°23'	Baie Barclay
Bedwell Sound	C.-B.	49°17'	125°49'	Baie Bedwell
Belcher Channel	T.N.-O.	77°15'	95°00'	Détroit de Belcher
Bond Sound	C.-B.	50°50'	126°10'	Baie Bond
Byam Channel	T.N.-O.	75°15'	105°15'	Détroit de Byam
Byam Martin Channel	T.N.-O.	75°45'	105°00'	Détroit de Byam Martin
Caamaño Sound	C.-B.	52°54'	129°22'	Entrée Caamaño
Clayoquot Sound	C.-B.	49°12'	126°06'	Baie Clayoquot
Cartwright Sound	C.-B.	53°12'	132°40'	Baie Cartwright
Chatham Sound	C.-B.	54°22'	130°35'	Passage Chatham
Churchill Sound	T.N.-O.	55°57'	80°04'	Passe Churchill
Crozier Channel	T.N.-O.	75°55'	119°00'	Détroit de Crozier
Cumberland Sound	T.N.-O.	65°10'	65°30'	Baie Cumberland
Darwin Sound	C.-B.	54°20'	131°43'	Chenal Darwin
Dease Arm	T.N.-O.	66°52'	119°37'	Baie Dease
Digges Sound	T.N.-O.	62°30'	77°45'	Détroit de Digges
Eclipse Channel	T.-N.	59°50'	64°08'	Détroit Eclipse
Eclipse Sound	T.N.-O.	72°38'	79°00'	Détroit d'Eclipse
Estevan Sound	C.-B.	53°05'	129°32'	Passe Estevan
Eureka Sound	T.N.-O.	79°00'	85°00'	Détroit d'Eureka

Evans Strait	T.N.-O.	63°15'	82°00'	Détroit d'Evans
Fitz Hugh Sound	C.-B.	51°40'	127°50'	Détroit de Fitz Hugh
Forbes Sound	T.N.-O.	60°23'	64°48'	Baie Forbes
Foxe Channel	T.N.-O.	65°00'	80°00'	Détroit de Foxe
Graves Strait	T.N.-O.	61°43'	65°00'	Passage Graves
Grenfell Sound	T.-N.	60°16'	64°24'	Baie Grenfell
Hamilton Sound	T.-N.	49°30'	54°15'	Baie Hamilton
Haro Strait	C.-B.	48°35'	123°19'	Détroit d'Haro
Hassel Sound	T.N.-O.	78°30'	99°00'	Détroit d'Hassel
Hecate Strait	C.-B.	53°30'	131°10'	Détroit d'Hecate
Hendriksen Strait	T.N.-O.	77°50'	96°30'	Détroit d'Hendriksen
Hopewell Sound	T.N.-O.	58°24'	78°05'	Passe Hopewell
Hotham Sound	C.-B.	49°52'	124°02'	Baie Hotham
Howe Sound	C.-B.	49°25'	123°23'	Baie Howe
Jackman Sound	T.N.-O.	62°20'	66°25'	Inlet Jackman
Juan Perez Sound	C.-B.	52°30'	131°25'	Baie Juan Perez
Juan de Fuca Strait	C.-B.	48°15'	124°00'	Détroit Juan de Fuca
Keith Arm	T.N.-O.	65°20'	122°15'	Baie Keith
Kendall Strait	T.N.-O.	62°10'	66°00'	Passage Kendall
Kennedy Channel	T.N.-O.	80°55'	66°30'	Passage Kennedy
Kyuquot Sound	C.-B.	50°04'	127°13'	Baie Kyuquot
Lancaster Sound	T.N.-O.	74°13'	84°00'	Détroit de Lancaster
Laredo Sound	C.-B.	52°29'	128°53'	Entrée Laredo
Long Island Sound	T.N.-O.	54°46'	79°15'	Passe Long Island
Lupton Channel	T.N.-O.	62°33'	64°50'	Passage Lupton
M'Clintock Channel	T.N.-O.	72°00'	102°00'	Détroit de M'Clintock
Manitounuk Sound	T.N.-O.	55°30'	77°25'	Passe Manitounuk
Masset Sound	C.-B.	53°55'	132°07'	Passe Masset
Maury Channel	T.N.-O.	75°41'	94°30'	Détroit de Maury
McTavish Arm	T.N.-O.	66°06'	119°00'	Baie McTavish
McVicar Arm	T.N.-O.	64°20'	120°10'	Baie McVicar
Melville Sound	T.N.-O.	68°10'	107°00'	Détroit de Melville
Nansen Sound	T.N.-O.	81°00'	90°35'	Détroit de Nansen
Niger Sound	T.-N.	52°10'	55°38'	Anse Niger
Nootka Sound	C.-B.	49°36'	126°34'	Baie Nootka
Oliver Sound	T.N.-O.	72°15'	77°44'	Baie Oliver
Omarolluk Sound	T.N.-O.	56°03'	79°02'	Passe Omarolluk
Paradise Sound	T.-N.	47°24'	54°36'	Baie Paradise
Peary Channel	T.N.-O.	79°40'	101°30'	Détroit de Peary
Peel Sound	T.N.-O.	73°00'	96°20'	Détroit de Peel
Prince Albert Sound	T.N.-O.	70°25'	115°00'	Baie Prince Albert
Quatsino Sound	C.-B.	50°30'	127°35'	Baie Quatsino
Queens Sound	C.-B.	51°56'	128°21'	Passe Queens
Rennell Sound	C.-B.	53°24'	132°44'	Baie Rennell
Robeson Channel	T.N.-O.	82°00'	61°30'	Détroit de Robeson
Roes Welcome Sound	T.N.-O.	64°00'	88°00'	Détroit de Roes Welcome
Smith Arm	T.N.-O.	66°15'	124°00'	Baie Smith
Smith Sound	C.-B.	51°18'	127°40'	Baie Smith
Smith Sound	T.N.-O.	78°25'	74°00'	Détroit de Smith
St. Lewis Sound	T.-N.	52°20'	55°40'	Baie St. Lewis
Strathcona Sound	T.N.-O.	73°05'	84°33'	Baie Strathcona
Sverdrup Channel	T.N.-O.	80°00'	97°45'	Détroit de Sverdrup
Tasu Sound	C.-B.	52°47'	132°03'	Baie Tasu
Tay Sound	T.N.-O.	72°06'	79°00'	Baie Tay
Thompson Sound	C.-B.	50°47'	126°03'	Baie Thompson
Virago Sound	C.-B.	54°05'	132°30'	Baie Virago
Wakeman Sound	C.-B.	50°59'	126°30'	Baie Wakeman
Wellington Channel	T.N.-O.	75°00'	93°00'	Détroit de Wellington
York Sound	T.N.-O.	62°26'	66°30'	Baie York

De la finalité conceptuelle au fonctionnement linguistique

par Marie-Claude L'Homme

Introduction

Le Colloque international *Phraséologie et terminologie en traduction et en interprétation*, organisé par l'École de Traduction et d'Interprétation de l'Université de Genève les 2, 3 et 4 octobre 1991, surprenait sans doute par sa thématique. En effet, l'introduction du concept de **phraséologie** rompt avec la tradition terminologique qui étudie le terme dépouillé de toute marque grammaticale ou syntaxique.

Mais qu'est-ce que la **phraséologie** ou sa contrepartie formelle, le **phraséologisme**? En fait, les deux notions que recouvrent ces termes ont des statuts incertains ou, du moins, mal définis. La **phraséologie** devient le véhicule de préoccupations diverses liées à la formulation-traduction de certains énoncés ou à la recherche de l'expression idiomatique dans un contexte donné. Elle est également liée à la reconnaissance et à l'examen du comportement ou de l'environnement linguistique de l'unité terminologique. Le **phraséologisme** et certaines notions connexes, comme celles de **collocation**, de **cooccurent**, de **cooccurrent lexical**, deviennent le lieu d'interrogations multiples. Comment fournir aux praticiens de la traduction ou de l'interprétation des équivalences de groupes de mots qui n'ont pas de statut véritable dans les théories linguistiques et terminologiques existantes?

On pourra traduire cette série de préoccupations par la recherche de l'idiomaticité, par la recherche d'équivalences autres que strictement terminologiques ou lexicales. Cette recherche devrait déboucher sur des propositions quant à la façon de représenter des groupes de mots dans les outils lexicographiques ou terminographiques.

C'est toute cette question et d'autres qu'ont débattues les participants au colloque, tous praticiens ou théoriciens de la traduction, de l'interprétation, de la terminologie ou de la linguistique générale. Les

participants venaient d'une vingtaine de pays, ce qui a permis de comparer des optiques et des préoccupations différentes.

Le colloque

Le colloque se divisait en seize séances dont la plupart se tenaient en parallèle. Les deux premières journées ont été marquées par nombre de discussions sur la **phraséologie** et sur certains aspects liés à la traduction, à l'interprétation et à la terminologie en général. Après quelques notes introductives et des exposés de la problématique générale, des séances diverses abordant un thème différent se sont succédé.

Les thèmes étaient les suivants :

- Terminologie et traduction;
- Expériences de la traduction générale et littéraire;
- Lexicologie terminologique;
- Expériences de la traduction spécialisée;
- Phraséologie et langues de spécialité;
- Phraséologie et terminologie en interprétation;
- Idiomatisme – Collocations et cooccurrents – Expressions et locutions;
- Phraséologie et traduction;
- Terminologie et phraséologie : problématique.

Les exposés ont permis de prendre conscience du problème posé par la **phraséologie** dans les trois disciplines mentionnées plus haut. Les difficultés théoriques que pose la reconnaissance du concept de **phraséologie** ont également été mises en évidence. Comment identifier l'unité **phraséologique**? Comment définir le **phraséologisme**, la **collocation** ou le **cooccurrent**? Quelle place accorder à ces groupes de mots dans les modèles terminologiques existants?

On a, par ailleurs, abordé des questions liées à la théorie ou à la pratique de la traduction et de l'interprétation en général. De plus, la traduction spécialisée, la

traduction littéraire et la place de la terminologie en traduction ont fait l'objet de discussions parallèles. Certaines présentations, enfin, ont fait état d'études portant sur le vocabulaire spécialisé.

Au cours de la dernière journée, les participants ont examiné le point sur les méthodes de description de l'unité **phraséologique** dans le dictionnaire. On a présenté des modèles de représentation déjà utilisés dans certains outils terminographiques traditionnels ou informatisés. Dans les conclusions, enfin, on a fait le point sur les avenues à explorer dans la définition et la représentation du **phraséologisme**.

A la fin de la deuxième journée, une conférence publique, donnée par Alain Rey de la maison Le Robert, offrait une description étymologique des mots **traduire**, **interpréter** et leurs dérivés. Cette description était accompagnée de certaines considérations extra-linguistiques. La conférence, qui débordait le cadre strict du colloque, s'intitulait : *Traduire, interpréter, les mots pour le dire*.

Conclusion

On a, pendant ces quelques jours, exprimé des visions diverses du concept de **phraséologie** pour lequel on a formulé des définitions; on a présenté ou critiqué des approches; on a, enfin, proposé des solutions au repérage et à la représentation lexicographique ou terminographique du **phraséologisme**, de la **collocation** ou du **cooccurrent**.

La diversité des points de vue exprimés et des sujets abordés ne permet pas de tirer des conclusions uniformes. Cependant, ce colloque a certainement permis de souligner, de façon officielle, l'insuffisance de certains outils, notamment les outils terminographiques traditionnels, dans le processus de traduction et d'interprétation. L'unité

terminologique fonctionne dans un environnement linguistique, et la description de cet environnement n'apparaît pratiquement nulle part. Ce point, déjà signalé par certains précurseurs, aura été débattu pendant

trois jours, au terme desquels on aura formulé des ébauches de définitions et des propositions pour leur reconnaissance.

Note

Compte rendu du Colloque international *Phraséologie et terminologie en traduction et en interprétation*, tenu à Genève les 2, 3 et 4 octobre 1991.

Au fil des événements / News and Events

Colloque sur les anglicismes et leur traitement lexicographique

Du 25 au 27 septembre 1991 a eu lieu à Orford, en Estrie (sud-est du Québec), le *Colloque sur les anglicismes et leur traitement lexicographique*, qui a réuni une cinquantaine de spécialistes de la question. L'Université de Sherbrooke était l'hôte de la manifestation. Le comité organisateur comprenait également des représentants et des représentantes des organismes suivants : Conseil de la langue française du Québec, Office de la langue française du Québec, Secrétariat à la politique linguistique du Québec et Secrétariat d'État du Canada.

Comme l'a exposé en conférence inaugurale Jean-Claude Corbeil, linguiste de réputation internationale, la problématique du traitement lexicographique des anglicismes fait ressortir une différence fondamentale d'attitude entre les lexicographes français et leurs collègues québécois. Dans les dictionnaires hexagonaux comme *Le Robert* ou *Le Larousse*, les anglicismes signalés ne sont à peu près jamais marqués comme termes à déconseiller et sont rarement accompagnés d'un commentaire sur l'emploi du terme.

En revanche, les dictionnaires du français québécois, comme le CEC Jeunesse, le Dictionnaire du français Plus et le *Multidictionnaire des difficultés de la langue française* accompagnent les termes marqués comme anglicismes d'un commentaire parfois assez long sur les usages fautifs à déraciner.

Il est ressorti du colloque que les lexicographes français ne peuvent prendre en charge le traitement des anglicismes de la manière dont le souhaiteraient les spécialistes de la langue du Québec, car il leur faudrait du coup réserver un traitement analogue aux termes racistes, féministes et sexistes, ce qui pose des contraintes d'espace.

En conclusion, il appartient aux lexicographes québécois de faire leur propre dictionnaire qui réponde clairement aux besoins normatifs de la langue française au Québec, en ce qui a trait à cette épineuse question du traitement lexicographique des anglicismes.

Réunion internationale du CT\37 de l'ISO

Du 30 septembre au 4 octobre 1991, la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) du Secrétariat d'État du Canada a été l'hôte de la Réunion internationale du Sous-Comité 1 (SC1) et du Sous-comité 2 (SC2) du Comité technique\37 (CT\37) de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), dont le siège social est à Vienne. Une dizaine de représentants des organismes de normalisation du Canada, du Québec, des États-Unis, de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Suède et de la Russie ont participé à cette importante manifestation.

Il s'agissait de réunions plénières des deux sous-comités, dont le mandat porte sur des aspects différents de la terminologie. Le SC1 s'intéresse essentiellement

aux questions d'ordre méthodologique reliées à l'exercice de la terminologie. Il a publié la norme internationale, intitulée *Vocabulaire de la terminologie* (ISO 1087), et a travaillé à la préparation d'une norme fondamentale du CT\37, soit *Principes et méthodes de la terminologie* (ISO 704).

Pour sa part, le SC2, dont le Canada assure le secrétariat par l'intermédiaire de la DTSL, a comme champ d'intervention l'élaboration de la méthodologie de préparation des vocabulaires. À l'heure actuelle, il prépare un projet de norme qui précisera les règles d'élaboration et de présentation des normes terminologiques. Une fois publiée, cette norme internationale devrait avoir un impact considérable dans les milieux de la terminologie.

Symposium international Terminologie et documentation

Les 7 et 8 octobre 1991 a eu lieu à Hull un symposium international portant sur la terminologie et la documentation, organisé conjointement par le Centre international d'information en terminologie (INFOTERM) et par la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) du Secrétariat d'État du Canada.

Plus de 125 personnes et une vingtaine de conférenciers provenant du Canada (10), des États-Unis (5), du Québec (4), de l'Autriche (1) et de la Russie (1) ont assisté à la manifestation. Une dizaine d'exposants canadiens, québécois et américains ont également présenté les prototypes de leurs projets de recherche ou leurs produits.

Les quatre thèmes abordés durant le symposium ont été les suivants :

- terminologie et documentation pour les interprètes de conférence;
- terminologie et documentation pour les rédacteurs techniques;
- terminologie et documentation dans le contexte du travail d'équipe assisté par ordinateur;
- terminologie assistée par ordinateur.

XIV^e Biennale de la langue française

Du 30 octobre au 7 novembre 1991 a eu lieu à Lafayette, en Louisiane, la XIV^e Biennale de la langue française, dont le thème *En lutte pour la survie du français* est tout à fait d'actualité. En effet, la terre louisianaise essaie de garder le français vivant, chez ses descendants d'Acadiens, déportés en 1755, et devenus Cajuns aux États-Unis.

Environ 150 participants, venus principalement de France, mais aussi de Belgique, de Suisse, du Québec, du Canada, d'Afrique et même de Hongrie et de Roumanie, ont assisté à la manifestation. Une quarantaine d'orateurs ont pris la parole et Radio-Canada International a également enregistré quatre émissions sur les lieux.

M. Alain Guillerrou, président des biennales de la langue française, a souligné les efforts soutenus du CODOFIL ou *Council for the Development of French in Louisiana*. M^{me} Andrée Champagne, présidente de la section canadienne de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), a fait état des programmes de subvention du gouvernement fédéral canadien en matière de promotion du français au Canada.

Les quatre sous-thèmes retenus pour cette biennale ont été les suivants :

- l'enseignement du français, clé de voûte de la francophonie, et les classes d'immersion en français;
- l'action langagière et le rôle que joue la terminologie comme outil de promotion du français;
- le dictionnaire pan-francophone, de la nécessité à l'élaboration;

- le français en Louisiane et sa survie.

Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO)

Les 8 et 9 novembre 1991 a eu lieu à Ottawa le Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO). Plus de 300 langagiers, venus de l'Ontario, du Québec et des autres provinces qui comptent des associations membres du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC), ont assisté à la manifestation.

La conférence d'ouverture, inscrite sous le thème *Où va le bilinguisme?*, a donné le ton de ce colloque dont le grand thème était *Nouvelles réalités / Nouvelles options*. Une imposante brochette d'orateurs des milieux gourvenementaux, universitaires et privés a abordé les thèmes suivants tout à fait d'actualité :

- les langagiers de l'an 2000;
- le télé-travail;
- l'évaluation : un second regard;
- la gestion financière;
- les stratégies de marketing;
- une question de compétence;
- opérations bancaires, investissement et planification de la retraite;
- les contrats et la tarification : comment, combien et quand;
- réflexions et reflets : l'image de la profession;
- nouvelles orientations des grands employeurs;
- stratégies proactives : options, pratiques et perceptions;
- les relations avec les clients;
- la formation et le perfectionnement : le partenariat.

Salon international des industries de la langue

Du 19 au 21 novembre 1991 a eu lieu à Paris le Sommet francophone de Chaillot qui a accueilli une quarantaine de Chefs d'État et de Gouvernement ayant en commun l'usage du français.

À cette occasion, l'Observatoire français des industries de la langue (OFIL) a organisé le **Salon international des industries de la langue** et un Colloque ayant pour thème *Traitement automatique de la langue et industries de l'information*. Ces activités ont eu lieu les 20 et 21 novembre, sous les auspices de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), principal opérateur des sommets francophones, et conjointement avec les autres observatoires nationaux des industries de la langue (Québec, Canada, Wallonie, Suisse et Afrique). Même si le français était à l'honneur, ces manifestations s'étaient inscrites dans l'optique du plurilinguisme européen, omniprésent à la veille de l'Europe de 1993. Près d'une cinquantaine d'exposants, venus principalement de France, de Belgique, de Suisse, du Québec et du Canada, ont présenté des produits à la fine pointe des industries de la langue.

Quant au colloque, il a réuni une quarantaine de spécialistes de France, de Belgique, de Suisse, du Québec, du Canada, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, d'Allemagne, d'Italie, du Danemark, d'Égypte et de la République centrafricaine. Les six thèmes abordés ont été les suivants :

- la recherche industrielle et les options présentes;
- la formation en ingénierie linguistique;
- la recherche universitaire : objectifs et ressources;
- les relations entre concepteurs et distributeurs;
- les interfaces d'interrogation en langue naturelle : virtualité ou réalité?;
- les qualités attendues d'un correcteur orthographique et syntaxique : cinq correcteurs face au marché.

Atelier du CAFI sur l'accès aux bases de terminologie

Le 27 novembre 1991, le Sous-groupe Terminologie du Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI) a tenu une séance d'information ayant pour thème *L'accès aux bases de terminologie*. Une cinquantaine de langagiers, terminologues et traducteurs, qu'ils soient salariés du gouvernement ou de l'entreprise ou bien à leur compte, ont assisté à cette rencontre.

Il y a eu présentation des résultats d'un sondage effectué plus tôt en 1991 en vue de déterminer les types de matériel et de logiciel utilisés en terminologie et la taille des bases de données terminologiques. Les communications qui ont suivi ont porté sur les aspects techniques de l'accès aux bases de terminologie, le droit d'auteur, l'acquisition et l'échange de terminologie au Secrétariat d'État du Canada

et à l'Office de la langue française du Québec.

En vue d'assurer l'uniformisation lors des échanges de données entre divers organismes, les cinq solutions suivantes ont été envisagées :

– mandat confié à un organisme centralisateur;

- établissement d'un protocole d'échange entre les intéressés;
- entente ad hoc entre systèmes compatibles;
- utilisation des télécommunications et des services télématiques;
- échanges sur papier dans le cas des petits volumes de données.

Michèle Valiquette

Congrès nord-américain de la Fédération internationale des traducteurs (FIT)

par Denise Campillo

Montréal sera ce printemps, du 27 au 29 mai 1992, la capitale nord-américaine de la traduction. Du Canada, des États-Unis et du Mexique, mais aussi du monde entier, les langagiers convergeront vers la métropole. Le 3^e congrès du CRNA (Centre régional nord-américain) rapproche sous les auspices de la FIT, et avec la collaboration de l'Unesco, les associations professionnelles de traducteurs, d'interprètes et de terminologues d'Amérique du Nord. La dimension continentale et la perspective du libre-échange ont dicté le thème du congrès : « La traduction en Amérique du Nord – une communauté d'intérêts ». Les associations nationales du Canada, des États-Unis et du Mexique regroupent environ 6 500 professionnels qui desservent un bassin de 450 millions de personnes; l'industrie de la traduction est rapidement passée du stade artisanal à la technologie la plus pointue. Mais si le monde est en agitation perpétuelle, si les rapports économiques et politiques sont sans arrêt débattus et remis en question, une constante se détache : les échanges entre groupes linguistiques ne font que s'intensifier. Et nous, langagiers, sommes au cœur de ces échanges.

C'est donc axé sur cette expansion à l'échelle du continent, dans une dynami-

que trilingue, que le programme s'ouvre aux préoccupations économiques et politiques. Des conférenciers nord-américains, mais aussi européens, parmi lesquels le président de la FIT, M. Jean-François Joly (Canada), la vice-présidente de la FIT, Mme María Velasco (Espagne), et la vice-présidente de la Commission canadienne de l'Unesco, M^{me} Roseanne Runte, traiteront des grandes questions de l'heure : l'affirmation de la profession dans le contexte du libre-échange et la formation des traducteurs, ainsi que des autres dimensions des professions langagières : interprétation de conférence, interprétation judiciaire, terminologie, traduction littéraire, langues autochtones, domaine technoscientifique. La séance parrainée par l'Unesco sera consacrée d'une part aux rapports entre langue, culture et traduction, d'autre part à la langue des signes et à la culture des malentendants.

Le Secteur Langues officielles et Traduction du Secrétariat d'État joue un rôle actif au congrès, par son aide financière et matérielle et par la participation de certains de ses employés qui sont responsables ou membres des comités des Publications et des Communications (D. Campillo, J. Dyer, P. Lancaster, B. Knowlden, L. Leduc, M. Valiquette).

Les congrès précédents ont eu lieu à Mexico en 1986 et à Washington en 1989. En cette année 1992 qui marque le 350^e anniversaire de la fondation de Montréal, le congrès aura un relief particulier. Les distractions abondent dans la métropole, et le programme d'activités touristiques promet de bons moments aux congressistes. C'est la rencontre de l'année pour les langagiers.

May 27-29: 3rd Congress of the FIT Regional Center for North America. Three countries, three languages. Free trade as a background for the expansion of the language professions. Montreal celebrating its 350th birthday. An event not to be missed.

27-29 de mayo: 3er congreso del Centro Regional de los Países del Norte de América de la FIT. Tres países, una dinámica trilingüe. Las profesiones lingüísticas en el contexto del libre cambio. El 350° aniversario de Montreal. Un acontecimiento excepcional.

Renseignements/Information/Información:
(514) 845-7548

Télécopieur/Fax/Facsimil:
(514) 845-9903

XV^e Congrès international des linguistes / XVth International Congress of Linguists

Les langues menacées / Endangered Languages

Approches théoriques en linguistique contemporaine / Theoretical Positions in Current Linguistics

Québec, Canada, 9 au 14 août 1992 /
Québec, Canada, August 9-14, 1992

Renseignements / Information:
CIL 92
Département de langues et linguistique

Université Laval
Québec (Québec)
G1K 7P4 Canada

Téléphone / Telephone: (418) 656-2625
Télécopie / Fax: (418) 656-2019,
E-Mail: CIPL92@LAVALVM1.BITNET

Le Coin des publications / Publications in Review

Observatoire canadien des industries de la langue et Observatoire wallon des industries de la langue, *Connaissez-vous les industries de la langue? Perspectives des années 1990-2000*, sous les auspices de l'Agence de coopération culturelle et technique, Sommet francophone de Chaillot, 19-21 novembre 1991, Montréal, Logidex, 1991, 43 p.

Rédigée par Sylvie Wallez et André Moulin, de l'Observatoire wallon des industries de la langue (OWIL), et par la soussignée, pour l'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL), cette brochure d'information a été distribuée au Salon international des industries de la langue, qui a eu lieu à l'occasion du Sommet francophone de Chaillot.

En une vingtaine de brefs chapitres, agrémentés d'une dizaine de caricatures (les Belges sont réputés pour la bande dessinée), les auteurs ont tenté de retracer l'évolution du traitement de la langue depuis le Moyen-Âge jusqu'à notre ère hautement informatisée.

Après un survol historique de la linguistique et une définition du concept d'in-

dustries de la langue, divers domaines d'application sont présentés :

- informatique documentaire;
- quelques outils de bureautique intelligente;
- enseignement assisté par ordinateur (EAO);
- dictionnaires électroniques et terminologie assistée par ordinateur;
- systèmes d'analyse et de synthèse de la parole;
- publication assistée par ordinateur.

Les chapitres suivants font état de la situation des industries de la langue en Amérique du Nord, en Europe et dans les pays du Sud. Situant le dossier des industries de la langue dans la perspective des sommets francophones, les six derniers chapitres font mention des structures et des programmes existant à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) en la matière. Ils traitent également des observatoires nationaux des industries de la langue, créés en Afrique, au Canada, en France, au Québec, en Suisse et en Wallonie, ainsi que des perspectives d'avenir.

Michèle Valiquette

Office de la langue française du Québec et Société des traducteurs du Québec, *Les industries de la langue - Perspectives des années 1990*, Actes du Colloque international sur les industries de la langue, Québec, Gouvernement du Québec, 1991, 1208 p.

Du 21 au 24 novembre 1990 se tenait, à l'hôtel Bonaventure Hilton de Montréal, le Colloque international *Les industries de la langue - Perspectives des années 1990*. Septième colloque de l'Office de la langue française et de la Société des traducteurs du Québec, il s'agissait du premier colloque international organisé par les deux organismes avec la collaboration de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), du ministère des Communications du Québec, du Secrétariat d'État du Canada et des observatoires québécois, canadien, français et wallon des industries de la langue.

L'un des principaux objectifs du colloque consistait, d'une part, à démythifier le concept d'**industries de la langue** et, d'autre part, à en présenter les enjeux politiques, linguistiques et économiques. Voici quelle a été la répartition des thèmes par journée :

Aspects technologiques (1^{ère} journée) :

- analyseurs, lemmatiseurs et générateurs de textes;
- systèmes d'analyse et de synthèse de la parole;
- dictionnaires électroniques et bases de données lexicales;
- représentation de la connaissance dans le traitement des langues naturelles.

Applications (2^e journée) :

- traductique;
- gestion documentaire et textuelle;
- logiciels d'aide à la lecture et à la rédaction;
- terminologie et lexicographie assistées par ordinateur;
- didacticiels à vocation scientifique et industrielle;
- interfaces en langue naturelle écrite ou vocale.

Organisation de l'offre et de la demande (3^e journée) :

- interaction entre langagiers, professionnels de différentes disciplines, concepteurs et gestionnaires des ressources informationnelles;
- état des situations nord-américaine, européenne et africaine;
- énoncé d'une stratégie de développement, d'implantation et de mise en marché des produits.

Plus de 550 participants, dont pas moins de 85 conférenciers, ont assisté au colloque et dix-sept pays y étaient représentés. Ces participants étaient surtout des langagiers (traducteurs, terminologues, rédacteurs, linguistes, etc.), des professionnels de différentes disciplines qui rédigent ou exploitent des textes en français (chercheurs, documentalistes, éditeurs, journalistes, etc.), des représentants de grandes administrations, des fournisseurs de produits et de services, des chercheurs, des concepteurs et des décideurs. Par ailleurs, une centaine de représentants de vingt-cinq entreprises

et organismes ont exposé leurs produits et projets de recherche à la vitrine technologique organisée par le ministère des Communications du Québec.

Michèle Valiquette

Dubuc, Robert, *Vocabulaire bilingue de la publicité anglais-français français-anglais*, Montréal, Linguatex, 1991, 291 p. Prix : 24,85 \$.

Cet ouvrage contient quelque 1500 notions désignées par près de 2000 termes en anglais et en français. Il traite des divers domaines de l'activité publicitaire : techniques, supports, recherche, gestion, éthique et emploi.

Dans ce travail, l'auteur vise, d'abord et avant tout, à fournir aux publicitaires et aux gestionnaires qui s'occupent de publicité un outil qui leur permettra de mieux exprimer les réalités de leur métier et de mieux se faire comprendre.

L'ouvrage se situe dans une perspective nettement nord-américaine. La nomenclature anglaise est, pour l'essentiel, tirée de documents écrits en Amérique du Nord. Quant à la nomenclature française, elle est le fruit d'un compromis. Il fallait conserver aux terminologies mises au point au Québec et au Canada une transparence **francophone** pour éviter le piège du ghetto. Pourtant il serait illusoire de penser qu'on puisse transplanter de but en blanc le vocabulaire européen de la publicité. Les réalités sont souvent différentes et les usages ne concordent pas toujours.

L'auteur a donc tenté de rapprocher les usages de part et d'autre de l'Atlantique pour en arriver à une terminologie cohérente et universellement intelligible dans toute la mesure du possible. Il nous livre ici le fruit de cinq années de recherche dans ce domaine qu'il trouve fascinant. Voici un outil indispensable à tous les artisans de la publicité : gestionnaires, concepteurs, rédacteurs, traducteurs.

L'auteur

Robert Dubuc est un vétéran de la terminologie. Il a participé à la création de la banque de terminologie de l'Université de Montréal. Il a à son actif de nombreux vocabulaires et lexiques touchant divers domaines : informatique, théâtre, radio-télévision, gestion d'entreprise, gestion des salaires, droit d'auteur, disque compact. Il est aussi l'auteur d'un *Manuel pratique de terminologie* qui fait autorité dans la profession.

Préface

Celle que les Grecs appelaient la **Renommée aux cent bouches**, et que les initiés du XX^e siècle, moins poètes, nomment **Pub**, a toujours fait une copieuse consommation de mots. On n'a jamais assez de termes, ou de termes assez convenables, pour vanter la plus banale réalisation. Lorsque le mot de la langue courante lui paraît un peu terne, le publicitaire n'hésite pas à lui substituer, avec plus ou moins de bonheur, un succédané de son cru. Débordant d'imagination dans l'exercice de sa profession, ce spécialiste de la communication est longtemps resté court devant le vocabulaire publicitaire américain, curieusement imagé, qui sert à désigner les diverses réalisations publicitaires aussi bien que les formes variées qu'endosse la publicité et les outils ou véhicules dont elle dispose. Si le publicitaire québécois a su acquérir l'expérience et l'audace voulues pour passer du stade de traducteur à celui de concepteur, il s'est néanmoins désintéressé de la terminologie de sa profession.

Conçues et décrites en anglais américain, les prestigieuses activités publicitaires se sont drapées dans un langage que l'on peut qualifier d'ésotérique, compris des seuls initiés. Là où, comme ailleurs, il aurait fallu traduire avec un esprit inventif, c'est une sorte de snobisme de connaisseur qui a répandu la terminologie américaine dans nos supports et au sein de la profession naissante des publicitaires francophones.

Ce n'est qu'à la fin de l'entre-deux-guerres que les principaux véhicules de la

publicité française commencent timidement à se préoccuper de cette terminologie. À une ou deux petites exceptions près, les agences de publicité établies à Montréal sont les succursales anglophones de grandes agences américaines. On n'y entend parler que de *billboard* et de *jingle*, de *full page* et de *rate card*, de *cow catcher* et de *shelf talker*, de *flash* et de *banner*, et j'en passe! Les vocabulaires mis en chantier par Maurice Watier, Jean-François Pelletier, Paul Saint-Pierre et d'autres sont presque tous restés des vocabulaires maison, à l'usage à peu près exclusif de leurs auteurs, de leurs amis et de leur environnement immédiat.

À une époque où la publicité était en pleine effervescence, où chaque jour nous amenait une nouvelle brassée de termes américains inédits, tous plus surprenants les uns que les autres, on ne s'entendait pas toujours, malgré beaucoup de bonne volonté, sur les choix à faire pour uniformiser un vocabulaire français de la publicité qui aurait rallié tous les usagers. Pour plusieurs, le vocabulaire américain représentait l'orthodoxie. Il ne fallait pas en piétiner les plates-bandes.

Le monde de la publicité doit se réjouir que l'on mette enfin à sa disposition un vocabulaire français mûri durant plusieurs années au cœur d'une activité largement publicitaire. Le spécialiste qui en est l'auteur est, par surcroît, un orfèvre en matière de terminologie. Les mots valent pour lui leur pesant d'or. On dit que dans l'exercice de leur profession les traducteurs sont plus ou moins terminologues. Robert Dubuc, qui nous propose aujourd'hui son *Vocabu-*

laire bilingue de la publicité, l'est beaucoup plus que moins! Sa longue et riche expérience de la recherche terminologique en milieu bilingue – personne n'a oublié le rôle fondamental qu'il a joué à la Banque de terminologie de l'Université de Montréal (TERMIUM) – en faisait le spécialiste idéal pour cette tâche. On sait aussi qu'il n'en est pas à son premier vocabulaire bilingue, plus particulièrement dans le domaine des communications, comme en témoigne le fichier terminologique réputé de Radio-Canada dont il a été l'un des principaux artisans pendant plus de trente ans.

Ayant abandonné depuis plus de vingt ans le monde merveilleux de la publicité, je me rends compte, en parcourant le *Vocabulaire* de Robert Dubuc, que l'imagination des publicitaires – anglophones ou francophones – est toujours en effervescence. Il n'est vraiment pas possible de traduire **mot par mot** les inventions américaines. Ce serait à la fois inutile et ridicule. Avec autant d'imagination qu'un publicitaire chevronné, le terminologue Robert Dubuc a su trouver, à défaut d'une traduction, l'expression la plus propre – qu'il l'ait inventée ou cueillie dans l'usage courant – à exprimer d'une manière compréhensible le concept qu'elle cache.

L'avant-propos de l'auteur nous éclaire bien sur le contenu de son vocabulaire et sur la matière, dont il identifie et présente les termes. Les utilisateurs lui sauront gré d'avoir distingué l'emploi générique de l'emploi spécifique de certains termes. L'absence d'une telle information est fréquemment source d'erreur. De même, les mar-

ques géographiques sont particulièrement utiles dans notre contexte nord-américain et dans un domaine comme celui de la publicité, en raison de l'existence de deux « français » et de deux « anglais » que nous connaissons et pratiquons. Il n'y a peut-être qu'ici qu'ils se rencontrent tous les quatre!

Enfin, l'utile bibliographie qui complète l'ouvrage démontre que Robert Dubuc a consulté les bonnes sources et suggère à ses utilisateurs, s'ils en avaient besoin, quelques-uns des meilleurs auteurs, francophones ou anglophones, qui aient écrit sur la publicité. Il n'est pas nécessaire d'en avoir parcouru toutes les pages pour affirmer que cet ouvrage a été conçu et réalisé avec le plus grand soin. Comme si un tel témoignage était nécessaire lorsqu'un vocabulaire spécialisé est signé par Robert Dubuc.

Marcel Paré

Notes

1. On peut se procurer cet ouvrage à l'adresse suivante :

Linguatex, C.P. 14, succ. A
Longueuil (Québec) J4H 3W4
Téléphone : (514) 443-9851

2. Marcel Paré a dirigé la Banque de terminologie de l'Université de Montréal (BTUM) jusqu'à son acquisition par le Secrétariat d'État en 1975. Robert Dubuc a été terminologue en chef de la BTUM, devenue depuis TERMIUM, banque de données linguistiques du Canada.

Reconnaissance professionnelle

Après plus de vingt ans d'efforts de la part de ses divers conseils d'administration, la Société des traducteurs du Québec (STQ) a obtenu la reconnaissance professionnelle et le titre réservé pour les professions de traducteur et traductrice, de terminologue et d'interprète.

La Société des traducteurs du Québec devient donc la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ), à compter du 1^{er} avril 1992.

Rappelons que deux autres associations membres du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada, soit l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) et la Corporation des traducteurs et interprètes du Nouveau-Brunswick (CTINB), ont également obtenu leur reconnaissance professionnelle récemment.

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) **les membres du Bureau de la traduction** sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) **les abonnés** qui ont un compte avec le Centre d'édition du Gouvernement du Canada doivent s'adresser au Centre même (tél. : 819-997-2560) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Terminologie et services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, **en anglais** comme **en français**, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) **All members of the Translation Bureau** should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull ((819) 994-0715 or 997-1275).

b) **Subscribers** having an account with the Canadian Government Publishing Centre should contact the Centre directly ((819) 997-2560).

2. **MANUSCRIPTS** and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in **English** or in **French**, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro / This Issue's Contributor's

Hélène Brisson, Secrétariat d'État, Hull;

Dentse Campillo, Secrétariat d'État, Montréal;

Betty Cohen, Société des traducteurs du Québec, Montréal;

Chantal Cormier, Secrétariat d'État, Hull;

Lne Gingras, Secrétariat d'État, Hull;

Marie-Claude L'Homme, Université Laval, Québec;

Victor Loewen, CLC Traducteurs Conseils, Hull;

Magda Mutch, Services de traduction Nestlé Limitée, Don Mills;

Marcel Paré, retraité, Montréal;

Jean Quirion, Secrétariat d'État, Hull;

Michèle Valiquette, Secrétariat d'État, Montréal;

Malcolm Williams, Secrétariat d'État, Hull.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction. (N.D.L.R.)

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau. (Ed.)

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Abonnement :

1 an (4 numéros) — Canada : 14,95 \$
Étranger : 17,95 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ — Étranger 3,90 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) — Canada: \$ 14.95
Other countries: US\$ 17.95
Per issue: Canada \$3.25 — Other countries: US\$ 3.90

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont., K1A 0S9



L'ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

TERMINOLOGY

UPDATE

CAI
SS 210
- A17

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 25, 2, 1992



CANADA 125



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

The roots of Canada's Language Policy	3
Historique du Bureau de la traduction	4
Terminology in Canada	6
La traduction au Québec	9
La traduction au Nouveau-Brunswick	10
La traduction au Manitoba	11
Les associations professionnelles au Canada	13
Traducteurs, interprètes et terminologues entrent dans le monde professionnel/Translators, Terminologists and Interpreters Join Ranks of Professionals	15
Aboriginal Languages of Canada	17
La francophonie : Rint	18
Mots de tête. "du revers de la main"	20
Fédération internationale des traducteurs /International Federation of Translators	22
Congrès et colloques/Congresses and Symposiums	23
Commission de la fonction publique du Manitoba/Manitoba Civil Service Commission	24
Le Coin des publications/Publications in Review	24
Fiche Repères – T/R	

Comité de lecture / Review

Committee

Rédactrice en chef / Editor

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee

Gérard Bessens

Janine Laurencin

Jacques Rousseau

Direction des services de traduction centralisés

Lucie Boisvenue

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Christine Leonhardt

Mary Sitarski

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Loblachon

Direction de la traduction multilingue

Sommaire

Pour marquer le 125^e anniversaire de la confédération canadienne, *L'Actualité terminologique* publie un numéro, dont la majorité des articles se rapportent à la dynamique des langues du pays.

Après une présentation des fondements de la politique des langues officielles au Canada, suit un historique du Bureau de la traduction du Secrétariat d'État du Canada.

Les articles suivants dressent un bilan de la terminologie au Canada et traitent de la situation de la traduction dans trois provinces où il existe des lois linguistiques, à savoir le Québec, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba.

L'exercice des professions langagières s'étend d'un océan à l'autre et un article présente les neuf associations professionnelles, provinciales et territoriales, membres du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC).

D'autres articles en français et en anglais traitent de l'entrée des traducteurs, terminologues et interprètes dans le monde professionnel. La Fédération internationale des traducteurs (FIT) annonce la création de la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ).

Le 13 avril 1992, a en effet eu lieu à l'Assemblée nationale du Québec la cérémonie officielle de remise des lettres patentes de la CPTIAQ, ce qui est un grand jour pour ses 1 900 membres.

Pour clore la partie thématique, un article dessine un portrait des langues autochtones au pays, au nombre de 53.

Dans la partie non thématique, on trouvera la nouvelle chronique semestrielle *Pleins feux sur la francophonie* avec un article portant sur le Réseau international de néologie et de terminologie (Rint) et la liste des congrès et colloques nationaux et internationaux. La tenue du XV^e Congrès international des linguistes à Québec en août 1992 fait également l'objet d'une annonce.

Les chroniques *Mots de tête* et *Le Coin des publications/Publications in Review*, ainsi que la première partie d'une fiche Repères – T/R portant sur l'ellipse, complètent ce numéro.

Michèle Valiquette

Summary

To celebrate the 125th anniversary of Canadian confederation, *Terminology Update* is devoting most of this issue to articles dealing with the dynamics of languages in the country.

An account of the beginnings of Canada's official languages policy as well as an history of the Translation Bureau of the department of the Secretary of State of Canada are given.

The next articles assess the situation of terminology in Canada and of translation in three provinces where linguistic laws are in effect, namely Quebec, New Brunswick and Manitoba.

Since the language professions are practised from sea to sea, an article discusses the nine provincial as well as territorial professional associations which are member societies of the Canadian Translators and Interpreters Council (CTIC).

Other articles in French and in English deal with the subject of translators, terminologists and interpreters acquiring professional status. Moreover the International Federation of Translators announces the creation of the Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ).

On April 13, 1992, the official presentation in the National Assembly of Quebec of the letters patent of the CPTIAQ is indeed a memorable occasion for its 1,900 members.

The final article of the thematic part is an overview of 53 aboriginal languages spoken in Canada.

The non-thematic part of this issue includes the new column *Pleins feux sur la francophonie* with an article on the Réseau international de néologie et de terminologie (Rint) and a detailed list of upcoming national and international congresses and symposiums. The XVth International Congress of Linguists that will take place in Quebec City in August 1992 is also announced.

The columns *Mots de tête*, *Le Coin des publications/Publications in Review* and the first part of a Repères – T/R record on the phenomenon of ellipsis complete this issue.

Michèle Valiquette

The Roots of Canada's Language Policy

by Marc Rochon

Anniversaries are traditionally a time to take stock of where we are and how we got here. Canada's 125th anniversary is no exception. The official languages policy of Canada has its roots in the past and the present. English and French have co-existed in the country for almost four centuries. The Canadian confederation marked a turning point in the relations between the English-speaking and French-speaking inhabitants of the northern half of the continent. Fundamental to the Canadian reality, then as now, is the need to form a working partnership between two linguistic communities.

The confederative pact was deeply rooted in the Canadian experience and signalled a response to the presence of two significant language communities based on a respect for linguistic differences and the desire to pursue common interests. Where language is concerned the drafters of the *Constitution Act of 1867* may have benefited from the experience of unilingualism under the 1841 *Union Act*. That Act, which made English the sole language of the legislature, had proved unworkable and its linguistic provisions were repealed seven years later at the request of the Canadian legislature.

Language is a recurrent theme in Canadian federalism, yet surprisingly it was not initially a controversial one. According to Sir John A. Macdonald's account the issue was raised and the essentials of Section 133 agreed to with little debate at the 1864 Quebec City conference. The Constitution they adopted was largely silent on the question of language. However, the *Constitution Act of 1867* establishes the right of any person to use English or French in the Parliament of Canada, the Legislature of Quebec and in the courts of Quebec and Canada. It also requires the acts and the proceedings of the Parliament of Canada and the legislature of Quebec to be in both languages. To modern eyes this seems very limited, however, we must remember that in 1867 the impact of government on the lives of citizens was equally limited.

There were undoubtedly unwritten assumptions about the new nation they were creating which are implicit in the Act's businesslike text. After three years of constitutional discussions, realizing that unilingualism would not work, much of the philosophical basis of the linguistic regime was taken for granted.

The key concepts are clear from the outset, Canadians are to have the choice of language, governments have obligations in relation to the use of languages and both languages have equal status. John A. Macdonald noted,

"I have no accord with the desire expressed in some quarters that by any mode whatever there should be an attempt made to oppress the one language or to render it inferior to the other; I believe that would be impossible if it were tried, and it would be foolish and wicked if it were possible."¹

It was also clear to the Fathers of Confederation that the Constitution must do more than simply allow a majority to express itself, it must also respect the legitimate rights of the minorities, including linguistic minorities. Macdonald recognized this, noting,

*"We will enjoy here that which is the greatest test of constitutional freedom – we will have the rights of the minority respected. In all countries the rights of the majority take care of themselves, but it is only in countries like England, enjoying constitutional liberty, and safe from the tyranny of a single despot or of an unbridled democracy, that the rights of minorities are regarded."*²

From the beginning our linguistic diversity was a distinctive feature of the new country, as Georges-Étienne Cartier stated in the Confederation debates,

"We can not legislate for the disappearance of French Canadians from American soil, but British and French Canadians alike can appreciate and understand their position relative to each other...It is a benefit rather than otherwise to have a diversity of races."

Cartier realized that the agreement on which confederation was based would need to be adjusted from time to time, but hoped that these changes would remain faithful to the original spirit of Confederation. He noted,

"I hope that if (this grand project of Confederation) must be amended... it will not be to narrow the principles of fairness on which it is founded, but rather to enlarge them even more."

Certainly in that sense it can be argued that the official languages policies we have today are the direct descendants of the framework provided by the *Constitution Act of 1867*. Additions came almost immediately with the creation of the Province of Manitoba in 1870, and the same provisions which applied to the Federal and Quebec courts and legislatures were extended to Manitoba. The *North-West Territories Act of 1875* extended these provisions to the area which became the provinces of Alberta and Saskatchewan.

Gradually a number of key federal government services began to reflect the linguistic duality of the country. The *Civil Service Act of 1888* provided for the first annual bilingualism bonus, the then princely sum of \$50, for candidates who could write in both languages. In 1927, the first bilingual postage stamps were issued to mark the 60th anniversary of Confederation. The Federal Translation Bureau was established in 1934. Bilingual family allowance checks were first issued in 1945, but only in Quebec. The acceptance of the general principle that every citizen should have the right to receive federal services in either English or French and that the federal public service should reflect the make-up of Canada came only in early 1960's with the Heeney Report and the Report of the Royal Commission of Government Organization.

The modern era in official languages begins with the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, as the Federal administration attempted to adapt to new realities, notably the quiet revolution in Quebec. In 1969, following recommen-

dations from the B & B Report, Parliament adopted the first Official Languages Act which recognized English and French as the official languages of all federal institutions. The Act required those institutions to serve Canadians in both languages.

With the inclusion of *Canadian Charter of Rights and Freedoms* in 1982, the Constitution went even further. It consolidated the language rights of Canadians, including the right to federal government services in English or French. The Charter also requires all provinces and territories to provide minority-language education (English in Quebec, French elsewhere) where numbers warrant. In 1988, a new *Official Languages Act* was adopted to ensure that federal institutions respect the rights guaranteed by the Charter. The Act recognizes policies which evolved within federal institutions over the years and it sets out the roles of the key players involved in applying the *Official Languages Act*. Most importantly, the law expresses the commitment of the Government of Canada to enhancing the vitality and supporting the development

of the English-speaking and French-speaking linguistic minority communities, as an integral part of the two official language communities within Canadian society.

One hundred and twenty-five years ago English and French-speaking Canadians set out on a new journey together and they have travelled a great distance since. It may be fair at this point to ask ourselves how well we have passed Macdonald's test of constitutional freedom and consider whether Cartier's challenge of enlarging on principles of fairness is not as real today, as it was 125 years ago. As the Prime Minister Mulroney has stated:

"The struggle for the official acceptance of linguistic duality in Canada did not, of course, start with the B&B commission, nor did it end with the Official Languages Act. Indeed, the birth of our country, through Confederation in 1867, happened because English-speaking Canadians and French-speaking Canadians, in respect of both groups' distinctive characteristics, decided to share their

*ideal of economic development and national unity. There have been encouraging victories and there have been frustrating setbacks on the road to linguistic equality. But I believe that the larger vision, the one inspired by generosity and tolerance, will always triumph..."*³

Notes

1. Sir John A. Macdonald, H. of C., Debates, Feb. 17, 1890, 745.
2. Sir John A. Macdonald, Parliamentary Debates on Confederation of the British North American Provinces, 1865, reprinted (Ottawa: King's Printer, 1951), p. 44.
3. An address by Prime Minister Brian Mulroney on the occasion of the 20th anniversary of the Official Languages Act, June 13, 1989.

Historique du Bureau de la traduction

par Roger Collet

Introduction

Le Bureau de la traduction est créé officiellement le 28 juin 1934 par l'adoption de la *Loi du Bureau des traductions*. En 1988, à la suite d'un long processus législatif, il se dote d'une nouvelle identité qui reflète davantage le caractère général de son mandat. Le Bureau offre donc depuis près de soixante ans des services dont la qualité lui vaut une réputation enviable sur la scène internationale.

Constitution du Bureau

La constitution du Bureau en une entité administrative se fait progressivement. D'abord disséminés dans les différents ministères fédéraux, les traducteurs sont plus tard regroupés en un organisme distinct dont la gestion est confiée au Secrétariat d'État. Le Bureau est donc créé, et Domitien

Robichaud en devient le premier surintendant. Deux facteurs importants sous-tendent la décision d'unifier les services : a) la traduction est un outil essentiel à la mise en application de la *Loi sur les langues officielles*; b) la centralisation des services de traduction fournit une vision globale des besoins de la clientèle et permet au Bureau d'y répondre avec une efficacité accrue.

Domitien Robichaud exerce ses fonctions jusqu'en 1946; il donne au Bureau une structure qui lui permet de se développer et de diversifier ses activités pour devenir, à l'échelle mondiale, un chef de file en matière de compétences linguistiques. Ses successeurs, Aldéric Hermas Beaubien (1947-1955), Pierre Daviault (1955-1964), Henriot Meyer (1964-1973), Paul Larose (1974-1978), Philippe Le Quellec (1978-1982), Alain Landry (1983-1992) et, depuis le 6 avril 1992, Roger Collet s'attachent principalement à moderniser le Bureau de façon

qu'il puisse s'adapter aux nouveaux besoins de la société canadienne.

Évolution

Le Bureau de la traduction ne compte, à ses débuts, que 74 traducteurs; puis son effectif s'accroît et passe successivement de 300 employés en 1958, à 500 en 1967, à 1 300 en 1973 et enfin à 1 900 en 1978. L'augmentation de la demande de traduction et l'élargissement du mandat du Bureau justifient alors son expansion. Toutefois, après des années d'intenses activités, le recrutement fléchit et, en 1984, le Bureau ne dispose plus que de 1 756 années-personnes, chiffre qui tombera à 1 200 en 1992. Cette baisse est directement liée à la décision du gouvernement de confier à l'entreprise privée une partie de ses travaux.

Services de traduction

Les services de traduction prennent, au cours des ans une expansion considérable. L'enveloppe de traduction passe de 76 millions de mots en 1954 (aucune donnée fiable n'existe pour les années antérieures) à 82 millions de mots en 1958, à 173 millions en 1973, à 280 millions en 1983, puis à 350 millions en 1991.

Comme la demande s'accroît rapidement et que, en raison des fortes compressions budgétaires qu'impose la conjoncture économique, le Bureau ne dispose plus d'un effectif suffisant pour répondre aux besoins d'une clientèle grandissante, il se voit forcé de recourir à l'affermage. Ainsi, le volume des traductions confiées aux entrepreneurs augmente considérablement : le taux passe de 3 p. 100, dans les années 1950, à 6,5 p. 100 dans les années 1960, puis à 20 p. 100 au cours de la décennie suivante et, enfin, à 42 p. 100 en 1991. L'objectif du Bureau est d'atteindre un taux de 50 p. 100 au cours des prochaines années.

Sur le plan strictement professionnel, l'augmentation de la demande a une incidence favorable sur les méthodes de travail. Grâce à l'avancement de la technologie, les machines à écrire font place à des micro-ordinateurs de plus en plus perfectionnés, et les ouvrages de référence traditionnels sont complétés ou même remplacés, pour certains travaux, par une banque de terminologie et un système de documentation à la fine pointe du progrès.

Services multilingues

Dès 1934, un service de traduction multilingue est créé; il ne compte que un seul employé polyglotte, logé dans le bureau même du surintendant. Ce traducteur travaille dans douze langues et dispose pour tout ouvrage de référence d'un dictionnaire datant du siècle précédent. Quelques traducteurs, polyglottes, viennent plus tard lui prêter main-forte, mais ce n'est que dans les années 1950 que les services multilingues sont officiellement constitués en une unité administrative. En 1955, le secteur multilingue compte 13 traducteurs permanents, 48 en 1984, puis 45 en 1992. La charge de travail va croissant, et le recours à la pige devient inévitable : le volume de textes traduits dans différentes langues

représente 7 p. 100 de toute l'enveloppe de traduction, par rapport à 82 p. 100 et à 11 p. 100 pour les travaux effectués de l'anglais au français et du français à l'anglais respectivement. Cette responsabilité est énorme, si l'on considère que le secteur multilingue offre des services de traduction dans une soixantaine de langues (vers les deux langues officielles ou à partir de celles-ci). La mondialisation des marchés et la promotion du multiculturalisme au Canada expliquent l'importance que prennent aujourd'hui les services multilingues au sein de l'administration fédérale.

Services d'interprétation

En 1959, John Diefenbaker, premier ministre du Canada, dépose devant le Parlement une motion voulant qu'il soit instauré à la Chambre des communes des services d'interprétation simultanée; sa proposition est adoptée. Un concours se tient, et sept candidats sont retenus; leurs fonctions se limitent, cependant, à la lecture et à l'interprétation, à tour de rôle, des délibérations de la Chambre publiées dans le *hansard*, l'enregistrement sur bandes magnétiques étant formellement interdit.

Le 16 janvier 1959, la première équipe d'interprètes fait son entrée à la Chambre des communes. La qualité de son travail est immédiatement reconnue.

En 1960, l'interprétation forme un service distinct, et la direction en est confiée à Raymond Robichaud. En 1961, le Sénat et, quelques années plus tard, les comités parlementaires bénéficient à leur tour de services analogues. L'interprétation prend rapidement de l'expansion, et les interprètes sont sollicités de toutes parts. Les ministères, les délégations canadiennes en mission à l'étranger, les organisateurs de conférences nationales et internationales réclament expressément leurs services. Puis, à la fin des années 80, des services d'interprétation gestuelle sont mis à la disposition des personnes malentendantes.

Aujourd'hui, les services d'interprétation comptent au total 125 interprètes et traducteurs-interprètes, affectés dans tous les secteurs de l'administration fédérale. Ils dispensent annuellement quelque 28 000 jours-interprètes, tant à l'intérieur de la fonction publique qu'à l'extérieur. Ils dis-

posent également de leur propre centre de formation et de perfectionnement professionnel.

Services de terminologie

Les services de terminologie et de documentation sont mis sur pied en 1953; toutefois, ce n'est que vers 1970, grâce aux efforts déployés par Philippe Le Quellec, qu'ils prennent vraiment leur essor. Ils constituent aujourd'hui l'un des secteurs d'activité les plus importants du Bureau de la traduction. Limités au début, les activités de recherche terminologique et de compilation lexicographique ne tardent pas à s'affirmer et à se diversifier. Les bulletins de terminologie paraissent au rythme d'une dizaine par année. Le *Vocabulaire général* d'Hector Carboneau devient vite un ouvrage de base pour tous les traducteurs du Bureau. En 1992, la liste des vocabulaires publiés par la Direction de la terminologie et des services linguistiques dépasse les 200 titres. Ils traitent des sujets les plus divers tels que l'environnement, les accords de libre-échange et l'intelligence artificielle.

Le mandat donné au Bureau, en 1974, de créer une banque de terminologie informatisée, suscite une recrudescence d'activité. Dès 1978, TERMIUM, banque de données linguistiques du Canada, entre en exploitation. Mis à jour systématiquement, cet énorme fichier compte aujourd'hui plus de un million d'entrées bilingues et multilingues (données terminologiques et linguistiques, et appellations officielles), accessibles en direct par terminal. Le contenu de la banque, disponible également sur disque compact, est mis à jour trois fois par année. Depuis 1990, il est offert par abonnement, et le nombre des usagers ne cesse de croître. La Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) sait certes faire preuve de dynamisme et d'avant-gardisme dans la mise en œuvre de ses grands projets.

Nouvelles orientations

En 1982, le Bureau de la traduction et la Direction de la promotion des langues officielles se regroupent pour former le secteur Langues officielles et Traduction. Le sous-secrétaire d'État adjoint se voit alors confier le mandat, non seulement d'assurer

la gestion des services linguistiques de l'administration fédérale, mais également de promouvoir l'utilisation des langues officielles dans la société canadienne.

Pour sa part, la DTSL offre divers cours de formation, uniques au Canada et même à l'étranger. Cette expertise est maintenant reconnue à l'extérieur du Bureau de la traduction et de plus en plus d'organismes n'hésitent pas à s'inscrire aux cours prévus, tant en traduction et en terminologie que dans d'autres disciplines (gestion du temps, par exemple).

Vers l'an 2000

Le Bureau de la traduction est actuellement en pleine mutation. Les progrès rapides de la technologie ont substantiellement modifié la nature des travaux que doivent accomplir les traducteurs, les interprètes et les terminologues. Comme la traduction dite « automatique » demeure une utopie, le Bureau doit s'attacher à développer des outils qui facilitent le passage d'une langue à l'autre et qui améliorent la qualité du produit livré. C'est pourquoi, il procède, depuis plusieurs années, à des essais de traduction assistée par ordinateur, en ayant recours aux puissants logiciels mis sur le marché (traitement de textes, correction grammaticale et orthographique, éditique et accès direct à TERMIUM et à des diction-

naires). Les progrès accomplis jusqu'ici sont encourageants et suscitent l'enthousiasme des principaux intéressés.

Par ailleurs, le Bureau songe actuellement à doter ses terminologues d'un poste de travail informatisé, qui leur permettrait, grâce à un logiciel d'application avec fenêtres, de passer d'une fiche préformatée à un corpus de termes à étudier. Le poste informatisé leur donnerait également un accès direct à TERMIUM, ce qui accélérerait le processus de consultation de la Banque et faciliterait la saisie des terminologies nouvelles.

De nombreuses possibilités restent à exploiter, notamment la réseautique, qui permettrait aux traducteurs de partager instantanément avec des collègues des textes déjà traduits ou en voie de traduction, et les nouveaux systèmes multimédias, qui allient l'écriture, l'image et le son. Pour peu qu'entrent en jeu créativité et imagination, on pourrait obtenir des résultats jugés à ce jour irréalisables.

Conclusion

À l'heure de la mondialisation des échanges, les disciplines langagières se situent vraiment au coeur de la communication interlinguistique. Elles joueront un rôle de premier plan dans le cadre du libre-

échange nord-américain et de la mise en place de l'Europe de 1993.

Grâce à l'expertise qu'il a acquise au cours des cinquante dernières années dans les domaines de la traduction, de la terminologie et de l'interprétation, le Bureau de la traduction du Secrétariat d'État continuera d'exercer un leadership reconnu au Canada et à l'étranger en vue de relever les défis langagiers de l'an 2000.

Bibliographie

Au coeur du dialogue canadien, Croissance et évolution du Bureau des traductions du gouvernement canadien, 1934-1984, Jean Delisle, 1984.

Bureau des traductions 1934-1984 – Rétrospective et prospective, Secrétariat d'État, 1984.

Le Bureau de la traduction du gouvernement canadien, René de Chantal, 1991.

Rapport de gestion au 31 janvier 1992, Secteur langues officielles et traduction, Secrétariat d'État du Canada, 1992.

Rapport du Comité sur l'avenir du Bureau de la traduction, soumis au Sous-secrétaire d'État le 7 février 1992.

Terminology in Canada

by Malcolm Williams

It was in the early seventies that terminology in Canada emerged as distinct discipline. The application of the federal government's official languages policy and the Francization policy of the Quebec government required that official terminology bodies be set up.

Terminology and translation have always been closely connected, and this has been especially evident since the advent of the *Official Languages Act* in 1969 and recognition of the equal status of French and English within federal institutions.

Indeed, both activities can be situated in an even broader context. The *Official Languages Act*, amended in 1988, states:

The Secretary of State of Canada shall take such measures as he considers appropriate to advance the equality of status and use of English and French in Canadian society, and, without restricting the generality of the foregoing, may take measures to

a) enhance the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and support and assist their development;

b) encourage and support the learning of English and French in Canada;

c) foster an acceptance and appreciation of both English and French by members of the public;

d) encourage and assist provincial governments to support the development of English and French linguistic minority communities generally and, in particular, to offer provincial and municipal services in both English and French and to provide opportunities for members of English or French linguistic minority communities to be educated in their own language;

e) encourage and assist provincial governments to provide opportunities for everyone in Canada to learn both English and French;

f) encourage and co-operate with the business community, labour organizations, voluntary organizations and other organizations or institutions to provide services in both English and French and to foster the recognition and use of those languages;

g) encourage and assist organizations and institutions to project the bilingual character of Canada in their activities in Canada or elsewhere; and

h) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements or arrangements that recognize and advance the bilingual character of Canada with the governments of foreign states.*

In this respect, therefore, translation and terminology may even be used to promote the application of the federal policy nationally and internationally.

Terminological Research

It was estimated at one time that terminological research – looking for equivalents that designate the same concepts in both languages, finding unknown terms, etc. – took up 40 percent of a translator's working day.

Partly in order to make the research process more productive and to ensure high quality, separate terminology functions and units were created. The professional terminologist is a specialist fully conversant with terminological methods and certain areas of specialization.

Terminology is a component not only of translation but also of a wide range of communication and standardization activities. Communication and technology are making progress at the speed of light (300,000 km/s through fibre-optics cables!). Technical and scientific terminology needs to be standardized and new terms have to be created to ensure communication between specialists not only in a multilingual but also in a monolingual environment.

The Current Situation

The theory of terminology is taught at many Canadian universities (Montréal, Québec, Ottawa, Laurentian, to name a few). For their part, governments and private companies hire terminologists to conduct practical terminology work.

Like translation and interpretation, terminology is now, or soon will be, officially recognized as a profession by the member societies of the Council of Translators and Interpreters of Canada (CTIC), which belongs to the International Federation of Translators (FIT).

The Department of the Secretary of State of Canada and the Office de la langue française of Quebec are the main employers of terminologists in Canada and two of the most renowned terminology data banks of the world are located in that country.

Achievements

Created in 1975 at the University of Montréal, TERMIUM, the linguistic data bank of Canada, has more than one million bilingual (English and French) and multilingual (German and Spanish) records that are systematically updated, as well as a growing grammar, style, and usage (English and French) database. TERMIUM contains the most recent terms in important subject fields as law, economy and defence as well as leading edge fields such as artificial intelligence and environmental protection. Since it is a support tool for translators, interpreters, writers and other language professionals, TERMIUM also contains a translation difficulties and an official titles database. This product of Canadian expertise in terminological research, TERMIUM plays a pivotal role in the communication of linguistic information throughout Canada and the world.

While a picture's worth a thousand words,
The right term's worth a million,
And since one good term deserves another,
Look it up in TERMIUM!

While TERMIUM has been available on-line for many years, quick, easy access to the content of the bank is now also

made possible through the use of CD-ROM (Compact Disk – Read-Only-Memory) technology. Both new and experienced computer users will appreciate TERMIUM's user-friendliness.

TERMIUM on CD-ROM provides associations, provincial and municipal governments, industries and a wide range of business with up-to-date, specialized terminology in technical, scientific and administrative fields, as well as with a large collection of nationally and internationally recognized proper names.

The Banque de terminologie du Québec (BTQ) was set up in the 1970s and plays a vital role in the efforts of the Office de la langue française (OLF) of Quebec to establish French as the working language of companies and to ensure the quality of the French language in Quebec. The BTQ is available on-line and is used to distribute many OLF language publications.

These two banks complement rather than compete with each other because of their differing mandates.

Publications are another means of disseminating terminology in Canada. Many vocabularies, dictionaries as well as other works are published not only by the Department of the Secretary of State of Canada and the Office de la langue française du Québec, who take the lion's share – more than 300 publications – but also by the private sector. The following organizations and companies are very active in supplying specialized and standardized terminology to their users and clients: Radio-Canada, Air Canada, CN, Bell Canada, IBM Canada, Teleglobe Canada, Pratt & Whitney of Canada and General Motors.

Standardization

The importance of standardization also serves to explain the growth of Canada terminology at the national and international levels. Over the years, a number of large-scale standardization programs and projects have been launched.

For example, the National Program for the Integration of the Two Official Languages in the Administration of Justice was set up in 1981 with the co-operation of the

following organizations: the Department of the Secretary of State of Canada, the Quebec Research Center of Private and Comparative Law, the Centre de traduction et de terminologie juridiques de l'Université de Moncton, the Centre de traduction et de documentation juridiques de l'Université d'Ottawa, the Association des juristes d'expression française de l'Ontario as well as provincial governments and universities.

The Canadian Permanent Committee on Geographical Names (CPCGN) was created in the sixties. The Committee currently includes representatives from British Columbia, Alberta, the Yukon, the Northwest Territories, Newfoundland and Environment Canada (Parks); and technical experts from the Geological Survey of Canada, the Alpine Club of Canada, the National Hydrology Research Institute and the Department of the Secretary of State of Canada.

In the seventies and eighties, the Department of the Secretary of State also participated in the Aeronautical Terminology Standardization Committee and its various subcommittees with the following organizations: the Department of National Defence of Canada, Air Canada (Flight Operations), Transport Canada (Canadian Air Transportation Administration) and the International Civil Aviation Organization (ICAO).

A social services terminology standardization committee, including representatives of the Translation Bureau of the Department of the Secretary of State, the Ottawa-Carleton Social Planning Committee, the Canadian Council on Social Development and the Ontario government, was active from July 1979 until January 1991.

The results of the deliberations of these terminology committees have been disseminated in publications of the Department of the Secretary of State and other organizations.

The Department of the Secretary of State also participates directly in the standardization activities of the Terminology Committee of the Canadian Standards Association (CSA) and made a major contribution to the new Canadian standard on information technologies. In addition, a federal terminology and language commission is being set up and will make recommendations on terminology and language matters of interest to the federal public service.

At the international level, Canada plays a prominent role within the International Standardization Organization (ISO) and NATO. For example, the Department of the Secretary of State of Canada holds the chairmanship of the Canadian Advisory Committee of ISO Technical Committee TC-37 and the secretariat of one of TC-37's international subcommittees (Terminology principles and co-ordination). It also holds the chairmanship of Joint Technical Committee 1, Subcommittee 1 (JTC1/SC1). As a result, Canada's expertise and know-how are recognized and its terminology is often adopted by other countries.

Influence

Initially considered only as an a tool for translators, terminology in Canada has established its pedigree and is now a fullfledged discipline whose activities are extending to other subject fields. For example, an increasing number of technical writers, journalists, researchers, professors and students are turning to terminology not only to know the exact terms of a specialized field but also to understand the meaning of specific concepts.

The terminology and language consultation services of the Department of the Secretary of State of Canada and of the OLF provide yet another example of the Canada's dynamic approach to the language industries.

The OLF's new on-line free linguistic service, called *Le téléphone linguistique*, provides answers to over a hundred grammar, writing and terminology problems. A touch-tone phone is all that is required for consultation.

The *Telephone Consultation Service (SVP)* of the federal government is also free of charge and covers terminology, translation, grammar, style and usage questions. Language professionals handle calls directly and in the process have established a huge provincial, national and international official titles index that is systematically updated.

The Department of the Secretary of State of Canada and the OLF are always at the forefront of international meetings and conferences. In October 1991, for example, the Terminology and Linguistic Services Directorate of the Department of the Secre-

tary of State of Canada organized, in cooperation with Infoterm of Vienna, the *International Symposium on Terminology and Documentation in Specialized Communication*. Experts from many countries came to the national capital to present papers and exchange informations on advances in the language industries.

Perspectives: Toward the XXI Century

Technological progress has made terminology increasingly accessible. Optical storage systems already contain databases as big as the TERMIUM linguistic data bank, and soon there will be a proliferation of portable consumer multimedia systems combining sound, image and text.

Terminology databases are already integrated in computer-assisted translation systems and the terminologist's workstation is more and more computerized, thereby facilitating and accelerating data capture and record updating. The time lag between the emergence of new terminologies and their dissemination is decreasing in dramatic fashion. The terminologist has more flexibility in his work tools and the data quality is increasing since the number of steps involved in processing terminology is being reduced. The new generation of powerful softwares will make it possible to optimize terminological research and data transcription. Texts will be machine-scanned in order to extract terminology without typing the definitions and contexts required. Multimedia systems will add new data elements to a concept, such as an animal cry or the sound of a musical instrument.

Conclusion

Because of economic globalization, it will become important to develop multilingual terminological databases and facilitate interconnection of the major world banks. The number of terminology data banks is increasing, and consequently terminology standardization is becoming even more of a challenge. It is therefore essential to set up efficient computerized data exchange systems such as EDI and Standard Generalized Marking-Up Language (SGML)-type systems.

In the current context, the question of intellectual property and copyright must not prevent extensive circulation of knowledge. With more and more limited budgets and human resources in business and gov-

ernment, terminology in Canada should be oriented towards real exchanges and partnerships to absorb the increasing volume of data that have to be treated.

Note

- Revised Statutes of Canada, 4th Supplement, 1985, Chapt. 31, Part VII.

La traduction au Québec

par Betty Cohen

Le Québec semble, à bien des égards, l'eldorado de la traduction. Car si la profession y jouit, comme dans d'autres pays tels la Belgique ou la Suisse, de l'existence de lois rendant la traduction nécessaire, sinon obligatoire, elle a ceci de particulier qu'elle est très structurée et organisée. Cela tient probablement au fait qu'il existe, depuis très longtemps déjà, un marché relativement captif qu'il aurait été impossible de satisfaire sans une entraide et sans la mise en place d'une formation adéquate. Tout cela a été fait dans les années 70 et les choses ont beaucoup évolué depuis. Nous tâcherons, dans cet article, de donner une description aussi fidèle que possible de la situation actuelle et de jeter un regard sur l'avenir.

Le marché

S'il ressemble, sous bien des aspects, à ceux des autres provinces du Canada, le marché québécois de la traduction a certaines particularités en ce sens qu'il bénéficie de trois facteurs :

- 1) l'existence de deux langues officielles au Canada (en cela le Québec est sur le même pied que les autres provinces);
- 2) une population essentiellement francophone qui oblige les entreprises à traduire si elles veulent atteindre leur clientèle potentielle;
- 3) la promulgation de la Loi 101 qui a obligé les grandes et moyennes entreprises à instaurer des programmes de francisation et à favoriser l'utilisation du français dans les bureaux.

Le premier facteur est commun à l'ensemble du Canada. L'existence des deux langues officielles a créé, comme chacun sait, une demande de la part des organisa-

mes fédéraux dans toutes les provinces et la création de « succursales », si j'ose dire, du Bureau de la traduction. Cependant, le Québec étant le berceau de la francophonie canadienne, il est naturel que les services de traduction fédéraux y soient plus importants et les pigistes plus nombreux – en dehors de la région de la capitale, s'entend.

Le second facteur est purement économique. La majorité de la clientèle québécoise étant francophone, il est normal que les entreprises adaptent leurs communications à leur marché. D'où l'existence de services de traduction dans de nombreuses entreprises, petites et grandes, ou le recours à des pigistes ou à des cabinets lorsque le service interne est inexistant ou simplement débordé.

Le troisième facteur est particulier au Québec et il date de l'avènement du Parti québécois au pouvoir. La Loi 101 a exigé en effet des entreprises qu'elles francisent toutes leurs communications externes et qu'elles instaurent progressivement l'utilisation du français dans leur fonctionnement interne. Cela a eu un double effet sur la demande. Le premier a été l'accroissement de la traduction de l'anglais au français puisque tout, jusqu'à la dernière notice technique, a dû être traduit. Le second – on le constate actuellement – est une augmentation de la traduction du français vers l'anglais. Il semble en effet que la francisation ait amené de plus en plus de francophones aux postes de direction. Or, ces derniers travaillent souvent pour des entreprises dont le siège social se trouve à l'extérieur du Québec et doivent donc faire traduire leurs textes. Par ailleurs, de nombreux manuels, études, enquêtes, etc. sont dorénavant rédigés en français et traduits vers l'anglais pour le reste du pays.

Ces trois facteurs ont donc suscité une demande non seulement volumineuse, mais variée, les types de textes allant de la note de quelques lignes aux ouvrages de longue haleine, du texte anodin au manuel spécialisé.

La grande diversité des entreprises se reflète, par ailleurs, dans la diversité des domaines. La demande est telle qu'il est très facile, au Québec, de se spécialiser dans quelques domaines précis, et de n'accepter des textes que dans ces domaines lorsqu'on est à son compte. Quant aux traducteurs en entreprise, ils se spécialisent nécessairement du fait des besoins propres de leur employeur. Il est difficile de quantifier cette demande, mais le nombre de traducteurs membres de la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ), 1 900 environ, donne une idée de son ampleur.

Notons également que la traduction en langues autochtones et étrangères, quoique moins étendue, occupe une part du marché qui tendra probablement à s'accroître dans les années à venir.

La profession

Les traducteurs ont donc dû s'organiser pour répondre à la demande, qui s'est sensiblement accrue dans les années 70 et 80. Il y a eu, d'une part, l'apparition de grands services linguistiques regroupant traducteurs et terminologues dans des ensembles structurés et, d'autre part, la création de la Société des traducteurs du Québec (STQ) en 1968, avec une orientation franchement professionnelle. Les services linguistiques ont largement contribué à l'implantation du français dans les entreprises ainsi qu'à la correction de celui-ci. Ils ont connu un âge

d'or jusqu'au début des années 80, âge d'or pendant lequel les services de terminologie ont été créés. Ainsi, la terminologie propre à divers domaines a été arrêtée et publiée, au bénéfice de tous les traducteurs de la province. La STQ, pour sa part, a créé en 1979 la Section des terminologues (SECTER) et a contribué à la collaboration et à l'entraide au sein de la profession, tout en promouvant le professionnalisme. Ces services linguistiques ont également joué un rôle crucial dans l'intégration des nouveaux diplômés par la création de stages et l'embauche, chaque année, de traducteurs frais émoulus de l'université.

Cet âge d'or a malheureusement connu une fin avec la récession de 1982. Les grands services ont vu leur effectif rétrécir comme une peau de chagrin et les budgets qui permettaient de payer des terminologues à ne faire que de la terminologie et, surtout, d'offrir des stages aux étudiants se sont taris. Inutile d'ajouter que la création de nouveaux postes étant désormais beaucoup moins facile, les jeunes diplômés n'ont pu bénéficier des mêmes avantages que leurs prédécesseurs.

Cependant la demande, elle, n'a pas ou peu diminué, si bien que les traducteurs licenciés se sont, pour une grande part, mis à leur compte, et que les cabinets se sont multipliés. La fonction de traduction a donc, pour une bonne part, été transférée des services internes aux cabinets et pigistes, les coûts étant, apparemment, moins élevés de cette façon.

C'est la situation qui prévaut actuellement au Québec et, mis à part ce « transfert » du marché, elle ne semble pas avoir touché la profession outre mesure. C'est du moins ce qui apparaît à première vue. Cependant, cet état de fait comporte des inconvénients sur un plan global et à plus long terme.

Premièrement, la disparition ou la diminution des grands services linguistiques prive les nouveaux diplômés d'un débouché sûr et formateur et les oblige, faute d'emploi, à se lancer seuls sur le marché. Deuxièmement, la fonction terminologie étant, pour une bonne part, confiée aux traducteurs, elle est de ce fait confinée à la recherche ponctuelle et prive la profession de ces grandes recherches thématiques si utiles à la traduction et à l'implantation d'une langue correcte.

On assiste par conséquent à une mutation du marché où la recherche terminologique devient l'apanage des organismes gouvernementaux tels que le Bureau de la traduction du Secrétariat d'État du Canada et l'Office de la langue française du Québec, et où la formation des nouveaux diplômés revient soit aux cabinets de traduction, soit aux associations professionnelles. C'est là, cependant, un vœu pieux pour le moment, bien que la Société des traducteurs du Québec (STQ), devenue, depuis le 28 mars 1992, la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ), compte bien s'atteler à cette tâche.

L'avenir

L'avenir repose, du moins en partie, sur la nouvelle Corporation. Celle-ci, d'une part, poursuivra les travaux entrepris par la STQ et continuera d'aider ses membres et la profession dans son ensemble et, d'autre part, jouira d'un pouvoir et d'une notoriété supplémentaires qui lui permettront de pousser plus loin son action. La formation universitaire et le perfectionnement s'en trouveront – il faut l'espérer – améliorés, et une meilleure promotion du professionnalisme et de la qualité devrait, avec le temps, faire que le qualificatif « agréé » soit synonyme de compétence. Dorénavant, les traducteurs de la province de Québec devront « penser protection du public ».

Cette nouvelle orientation de la profession prend toute son importance en cette ère de libre-échange et de mondialisation des marchés. Car, qui dit mondialisation dit traduction, lien vital entre les pays et les cultures. Le Québec, comme toutes les provinces du Canada et les autres pays, participera à cette nouvelle tendance et il aura besoin de traducteurs. La traduction est, en outre, vouée à dépasser le simple bilinguisme pour aborder d'autres langues, du fait de l'accord de libre-échange, non seulement avec les États-Unis mais bientôt avec le Mexique, et de l'avènement du grand marché européen. Loin de mourir, la traduction, est donc, à mon avis, plutôt vouée à un bel avenir tant au Québec qu'ailleurs, pour peu que la conjoncture économique le lui permette.

La traduction au Nouveau-Brunswick

par André Carrière

Le secteur des industries de la langue est de plus en plus actif au Nouveau-Brunswick depuis quelques années. En effet, à la suite du rapport Charpentier, qui a étudié la question de l'offre et de la demande en traduction en 1990, une prise de conscience de la situation touchant l'ensemble des activités de formation et de prestation des services de traduction, de terminologie et d'interprétation a fait avancer ce dossier dans « la seule province officiellement bilingue au Canada ».

En fait, le secteur des industries de la langue a vu le jour au Nouveau-Brunswick en 1969, au moment de la proclamation de la *Loi sur les langues officielles*. Dans les quelques années qui ont suivi, on a assisté à l'établissement du Bureau de la traduction du Nouveau-Brunswick, à la fondation de la Corporation des traducteurs et interprètes agréés du Nouveau-Brunswick ainsi qu'à la création d'un département de traduction et d'une école de droit à l'Université de Moncton.

Au cours des cinq dernières années, Lexi-tech inc., une entreprise privée de traduction automatique, a vu le jour à Moncton dans le cadre du projet de construction de frégates pour le compte du gouvernement du Canada. La principale mission de Lexi-tech est de traduire dans un temps record tous les manuels techniques reliés au projet. En raison de la technologie dont elle s'est dotée, cette entreprise est maintenant connue mondialement.

Pour sa part, la Corporation des traducteurs et interprètes du Nouveau-Brunswick (CTINB) a réussi à faire adopter la loi qui assure la reconnaissance officielle de ses membres dans la province. Cette association professionnelle regroupe près de 150 des 200 traducteurs et interprètes recensés dans l'ensemble de la province.

À l'Université de Moncton, les industries de la langue ont suscité un intérêt croissant. Le département de traduction vient de relancer ses efforts de recrutement et a recommencé à offrir des bourses à ses étudiants. L'École de droit a acquis un statut d'excellence en ce qui a trait à l'enseignement de la common law en français. Le Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ) jouit maintenant d'une réputation nationale en raison de son travail de traduction des lois et règlements pour plusieurs provinces canadiennes, et un nouveau centre de recherche sur la traduction assistée par ordinateur est en voie d'organisation en collaboration avec le département de sciences informatiques. À Moncton, le Bureau de la traduction du Secrétariat d'État a un service qui exerce son influence et joue un rôle de chef de file en matière de traduction dans la région.

Le Bureau de la traduction du Nouveau-Brunswick à Fredericton dispense des services de traduction, de terminologie et d'interprétation à l'ensemble des ministères provinciaux. Ce bureau se compose d'une soixantaine de personnes. Il traduit quelque 10 millions de mots par année, assure plus de 1 500 affectations en interprétation de conférence et offre l'équivalent de près de 900 jours en interprétation judiciaire. Le Bureau de traduction du Nouveau-Brunswick s'occupe également de formation, particulièrement dans le domaine de l'interprétation, grâce à un programme maison comportant des activités de théorie, d'apprentissage en laboratoire et d'encadrement en situation réelle.

Le gouvernement provincial dispose également d'une équipe de traducteurs affectés à la traduction des débats de l'Assemblée législative ainsi que d'une équipe de légistes qui oeuvrent à la rédaction parallèle des lois dans les deux langues officielles.

Une dizaine d'organismes dans la province comptent également un service de traduction composé de quelques personnes, particulièrement à Fredericton et à Moncton. Mais la demande est telle qu'on

fait encore appel à des pigistes de l'extérieur de la province, tant pour la traduction que pour l'interprétation. Cependant, la province pourrait devenir autosuffisante en matière de traduction et d'interprétation d'ici quelques années tellement les industries de la langue s'y développent. L'accroissement de l'expertise du Nouveau-Brunswick dans ce domaine permettrait à la province d'obtenir des contrats de l'extérieur, à l'exemple du CTTJ de l'Université de Moncton.

Il est également intéressant de noter que la province offre des services d'interprétation gestuelle depuis quelques années. Là aussi, la question des deux langues officielles pose un problème, étant donné que les malentendants francophones font leur apprentissage au Québec alors que les anglophones utilisent le système américain.

En somme, les industries de la langue se portent de mieux en mieux au Nouveau-Brunswick, et il s'agit d'un secteur promis à un avenir prospère.

La traduction au Manitoba

par Guy Jourdain

1. Mise en situation

La communication entre groupes linguistiques distincts possède des racines très profondes au Manitoba. Viennent tout de suite à l'esprit les communications millénaires entre les peuples autochtones de langues différentes qui habitent le territoire constituant maintenant le Manitoba et les communications entre les La Vérendrye et les divers peuples autochtones lors de l'arrivée des premiers Européens dans l'Ouest canadien.

Avant son entrée dans la fédération canadienne en 1870, le territoire qui s'appelle de nos jours Manitoba fait partie de la Terre de Rupert. Ce territoire appartient à la Compagnie de la Baie d'Hudson et il est géré par le Conseil de l'Assiniboia. Il est

principalement peuplé de Métis issus de l'union de voyageurs ou de coureurs des bois et de femmes autochtones. Le Conseil de l'Assiniboia adopte ses lois en français et en anglais et entend des litiges dans l'une ou l'autre de ces langues.

Au moment de son entrée dans la fédération, le Manitoba se dote de garanties constitutionnelles instaurant un régime d'écoles confessionnelles et un régime de bilinguisme judiciaire et législatif qui visent à protéger la dualité linguistique existant dans la province. Ces garanties ont notamment pour objet de répondre à la revendication formulée par les habitants de la colonie de la Rivière-Rouge voulant que les documents publics soient publiés en français et en anglais.

Les droits en cause sont cependant abolis à peine vingt ans plus tard. Le compromis Laurier-Greenway, conclu en 1896 et permettant l'enseignement en français et l'enseignement religieux dans un cadre limité, est abrogé complètement en 1916, ce qui force les francophones à faire instruire leurs enfants en français dans la clandestinité. Le bilinguisme judiciaire et législatif n'est rétabli par la Cour suprême du Canada qu'en 1979, grâce à l'affaire *Forest**.

Les francophones du Manitoba connaissent donc une longue période de « grande noirceur » de 1916 jusqu'à la fin des années 1960, époque à laquelle le Parlement du Canada adopte la *Loi sur les langues officielles* et l'Assemblée législative de la province fait à nouveau du français une langue officielle d'enseignement au Manitoba.

Ainsi, la traduction de textes officiels au Manitoba, pratique courante durant une partie importante du XIX^e siècle, renaît de ses cendres à la fin des années 1980 et connaît au cours des dix années suivantes un essor formidable dont nous esquissons ci-dessous les grandes lignes.

2. Secteur public

a) Administration fédérale

En 1973, le Secrétariat d'État du Canada ouvre un service de traduction à Winnipeg. Le service est alors doté d'un effectif de quatre personnes, à savoir un chef de section, deux traducteurs et un commis.

En 1992, le service dispose de 21 années-personnes autorisées et répond aux besoins en traduction des bureaux des institutions fédérales situés dans les trois provinces des Prairies (dont 35 clients principaux). La moyenne annuelle de mots traduits au cours des deux dernières années s'élève à 540 000 du français vers l'anglais et à 1,48 million de l'anglais vers le français.

Le service confie par ailleurs à des pigistes principalement situés au Québec et en Ontario la traduction de 1,85 million de mots du français vers l'anglais ou de l'anglais vers le français. Il leur confie également la traduction de 180 000 mots vers des langues autres que le français ou l'anglais, surtout dans le domaine de l'immigration.

b) Administration provinciale

i) Débuts du Service de traduction

Élu en 1970, le gouvernement néo-démocrate d'Edward Schreyer met sur pied l'année suivante le Secrétariat des relations culturelles fédérales-provinciales qui s'occupe notamment des dossiers touchant la francophonie.

En 1972, le Secrétariat confie à l'un de ses fonctionnaires, M. André Martin, le mandat de diriger un projet visant à évaluer les besoins en traduction au sein de l'administration gouvernementale et à offrir à titre expérimental des services de traduction selon ces besoins.

À compter de l'exercice financier 1974-1975, le service de traduction acquiert une certaine permanence dans la mesure où il

passa du statut de « projet » à celui de « programme ». Le service doté d'un effectif de trois traducteurs et d'une secrétaire connaît quelques années plus tard un élargissement phénoménal de ses cadres en conséquence de l'arrêt rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Forest* le 13 décembre 1979.

L'Assemblée législative adopte en 1980 la loi 2 qui institue un mécanisme autorisant l'adoption des lois dans une langue et le dépôt ultérieur d'une traduction auprès de son greffier. Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec prêtent peu après des traducteurs juridiques et des rédacteurs législatifs à la province du Manitoba pour l'aider à jeter les assises d'un service de traduction juridique.

Parallèlement, le gouvernement provincial commence à traduire un plus grand nombre de documents destinés au grand public. Ainsi, de 1980 à 1984, le ministère des Affaires culturelles du Manitoba fournit simultanément des services de traduction juridique leur permettant de répondre à ses obligations constitutionnelles et des services de traduction générale lui permettant de répondre aux besoins en traduction des ministères.

En 1985, le Cour suprême du Canada rend sa décision concernant le *Renvoi sur les droits linguistiques au Manitoba* et déclare invalide l'ensemble des lois unilingues de la province, ce qui force le gouvernement à entreprendre un immense travail de rattrapage. À peu près à la même époque, le Service de traduction juridique est rattaché au ministère de la Justice plutôt qu'au ministère des Affaires culturelles.

En 1989, le gouvernement du Manitoba adopte une politique sur les services en français selon laquelle « les formulaires, les pièces d'identité et les certificats destinés au grand public » et « les documents d'information à l'intention du grand public » doivent être bilingues. La politique donne lieu à une nette augmentation du volume de travail confié au Service de traduction générale.

ii) Le Service de traduction générale en 1992

Le Service de traduction générale se compose de vingt personnes. Il fait par ailleurs accomplir à la pige des travaux dont le volume serait suffisant pour occuper sept fonctionnaires à temps plein.

Le service a traduit environ 4 millions de mots au cours du dernier exercice financier. Les salaires offerts aux traducteurs se comparent favorablement à ceux qui sont payés aux fonctionnaires du gouvernement fédéral et des autres gouvernements provinciaux.

iii) Le Service de traduction juridique en 1992

Le Service de traduction juridique est doté d'un effectif de huit personnes.

Le service se charge de la traduction des textes qui sont visés par les obligations constitutionnelles de la province. Il traduit donc les textes législatifs provinciaux – les lois, les règlements et les décrets – ainsi que le Feuilleton et les procès-verbaux de l'Assemblée législative.

Le personnel du Service de traduction juridique est principalement composé de non-juristes, étant donné les difficultés que pose de manière générale le recrutement de traducteurs juridiques. En raison du faible nombre de juristes au sein de son effectif, le service se trouve dans l'impossibilité d'adopter la corédaction des textes législatifs comme méthode de travail.

c) Administrations municipales

La ville de Winnipeg crée un poste de commis-traducteur en 1981. La proportion des tâches de traduction dépasse 50 %; elle n'a cessé d'augmenter depuis.

Le commis-traducteur travaille vers le français et vers l'anglais, la proportion de textes traduits de l'anglais au français étant légèrement plus forte. Les textes traduits sont très variés : correspondance, formules administratives, annonces, documents techniques et documents d'information.

L'Association des municipalités bilingues du Manitoba vient de conclure avec la ville de Winnipeg un contrat qui permettra à ces municipalités d'avoir accès à un service centralisé de traduction.

3) Secteur parapublic

a) Institut Joseph-Dubuc

Fondé en 1984, l'Institut Joseph-Dubuc se veut un centre de ressources à l'intention des personnes oeuvrant dans le domaine de la common law en français dans l'Ouest canadien. Il offre parallèlement des services de traduction, notamment en matière juridique. L'Institut est rattaché au Collège universitaire de Saint-Boniface et exerce une part importante de ses activités dans le cadre du Programme national d'administration de la justice dans les deux langues officielles.

b) Commissions scolaires

La Commission scolaire de Saint-Boniface crée un poste de traducteur à mi-temps en septembre 1976.

Le titulaire du poste effectue la plupart de ses travaux de l'anglais au français et veille également au contrôle de la qualité linguistique des documents rédigés en français. Les textes traduits proviennent de la Commission elle-même ou des écoles qui lui sont rattachées. Fort variés, ils se composent notamment de documents à caractère administratif et de brochures d'information sur les programmes offerts par la Commission.

Les autres commissions scolaires offrant des programmes d'enseignement en français font appel aux services de pigistes.

4) Secteur privé

a) Sièges sociaux

Quelques sièges sociaux d'entreprises nationales situés à Winnipeg se sont dotés d'un service de traduction. Citons à titre d'exemple la compagnie d'assurances Great West et la société aérospatiale Bristol. Selon nos renseignements, la Great West est la pionnière dans ce domaine puisqu'elle a fondé son service de traduction à Winnipeg il y a plus de 25 ans.

b) Cabinets privés

Quelques cabinets privés de traduction ont pignon sur rue au Manitoba. Ces cabinets se chargent de la traduction de textes divers, parmi lesquels on trouve des manuels techniques, des étiquettes de produits alimentaires, de la correspondance d'associations et des textes publicitaires.

La clientèle des cabinets privés se soucie de plus en plus de la qualité des textes et exige régulièrement les services de traducteurs agréés.

c) Pige

Le marché de la pige est suffisamment important au Manitoba pour permettre à de nombreux traducteurs de gagner l'ensemble ou une grande partie de leur revenu au moyen de travaux à contrat.

5) Formation en traduction

Le Collège universitaire de Saint-Boniface offre depuis septembre 1983 deux programmes en traduction, à savoir le programme de baccalauréat ès arts spécialisé et le programme de certificat. Les personnes désirant s'inscrire au certificat en traduction doivent être titulaires d'un diplôme universitaire.

Les programmes de traduction offerts par le Collège reçoivent en avril 1984 l'agrément de l'Association canadienne des écoles de traduction.

L'École de traduction du Collège, fondée en décembre 1984, a 32 étudiants inscrits à ses deux programmes et produit en moyenne 6 diplômés par année. Les diplômés en traduction du Collège qui choisissent d'exercer leur profession oeuvrent pour la plupart à titre de pigistes. L'École de traduction vient de réaménager ses programmes pour mettre l'accent sur la formation pratique.

Note

* M. Forest a refusé de payer une contravention rédigée uniquement en anglais. L'affaire a été portée jusqu'en Cour suprême.

Les associations professionnelles au Canada

par Julien Marquis

Au Canada la profession de traducteur, de terminologue et d'interprète a pris une importance grandissante depuis le début de la confédération il y a de cela 125 ans. Mais traducteurs et interprètes étaient nécessaires bien avant déjà, que ce soit sous le régime français pour communiquer avec les peuples autochtones, ou par la suite sous le régime anglais pour communiquer avec les Canadiens-français et les autochtones.

Pourquoi des associations professionnelles ?

À l'heure actuelle, c'est la *Loi sur les langues officielles* qui « institutionnalise » la traduction au pays. Bien entendu, il ne pouvait y avoir de développement d'une activité professionnelle sans un minimum d'organisation de la profession visée. C'est pour répondre à ce besoin qu'ont été créées les associations professionnelles de traduc-

teurs, dont la première par les « traducteurs des livres bleus » (couleur de la couverture des recueils des lois du Canada) à Ottawa il y a 71 ans. Depuis sont nées d'autres associations dans la plupart des provinces et des territoires.

C'est en 1970 que la **Société des traducteurs du Québec (STQ)**, maintenant la **Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec**

(CPTIAQ), et l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) ont décidé de fonder une association nationale en donnant un nouveau souffle à la **Société des traducteurs du Canada**, rebaptisée **Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC)**. Cet organisme a le statut de personne morale sans but lucratif et est enregistré auprès du gouvernement fédéral.

Le Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC)

Le CTIC est membre de la **Fédération internationale des traducteurs (FIT)**. Il y est représenté par un Canadien, M. Jean-François Joly, qui est d'ailleurs l'actuel président de la FIT.

Le CTIC a été créé pour représenter, aux plans national et international, les traducteurs, terminologues et interprètes du Canada qui sont membres des associations provinciales et territoriale ayant adhéré au Conseil. Il faut aussi préciser que l'adhésion au CTIC est réservée aux associations et non à des personnes à titre individuel.

Le mandat principal du CTIC est d'administrer les examens uniformisés d'agrément en traduction, terminologie, interprétation de conférence et interprétation judiciaire. Ce pouvoir a été délégué par les associations membres à la Commission des examens uniformisés du CTIC, qui assume cette responsabilité. La Commission est composée de représentants de chacune des sociétés membres et d'un président; en sont membres d'office sans droit de vote les responsables de chaque examen et le directeur administratif du CTIC. Le vice-président du CTIC assure la liaison entre le Bureau du Conseil et la Commission.

Le CTIC est une fédération de neuf associations professionnelles provinciales et territoriale regroupant environ 3 500 traducteurs, interprètes et terminologues. Ces associations sont les suivantes :

– **Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ)**;

– **Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) / Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO)**;

– **Corporation des traducteurs, terminologues et interprètes du Nouveau-Brunswick**

(CTINB) / Corporation of Translators, Terminologists and Interpreters of New Brunswick (CTINB);

– **Association des traducteurs et interprètes de la Nouvelle-Écosse (ATINE) / Association of Translators and Interpreters of Nova Scotia (ATINS)**;

– **Association des traducteurs et interprètes du Manitoba (ATIM) / Association of Translators and Interpreters of Manitoba (ATIM)**;

– **Association des traducteurs et interprètes de la Saskatchewan (ATIS) / Association of Translators and Interpreters of Saskatchewan (ATIS)**;

– **Association des traducteurs et interprètes de l'Alberta (ATIA) / Association of Translators and Interpreters of Alberta (ATIA)**.

– **Society of Translators and Interpreters of British Columbia (STIBC)**;

– **Interpreters and Translators Society of North-West Territories (ITSNWT)**.

Les associations membres du CTIC

Chaque association a contribué à sa façon, et selon ses moyens, à la structuration de la profession au Canada grâce à sa participation au CTIC.

Créée en 1940 sous le nom de **Société des traducteurs du Québec (STQ)**, la **Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ)**, l'un des membres fondateurs du CTIC, est l'association qui a le plus grand nombre de membres, soit 1 900 membres (adhérents et agréés). Elle est à l'origine de la mise sur pied des examens d'agrément uniformisés pour la traduction, l'interprétation de conférence et la terminologie. Elle a obtenu ses lettres patentes de l'Office des professions du Québec le 28 mars 1992 et fait dorénavant partie des corporations reconnues de la province. La région de Montréal regroupe la très grande majorité des membres, mais il existe aussi une section dans la région de la capitale (**Section de Québec**). La Corporation compte également trois sections professionnelles, la première pour les terminologues (**SECTER**), la seconde pour les interprètes (**Intersection**) et la troisième à mettre sur pied pour les interprètes judiciaires. Elle publie *Circuit*, revue traitant des professions langagières, et *L'Antenne*, bulletin interne.

Fondée à Ottawa en 1929, la doyenne des associations membres du CTIC est l'**Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) / Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO)**, l'un des membres fondateurs du CTIC. Elle compte environ 900 membres (associés et agréés). Elle a été la première association de traducteurs à obtenir légalement la reconnaissance d'un titre réservé pour ses membres. L'ATIO se distingue de la CPTIAQ par ses structures et par le fait que ses effectifs ont toujours été concentrés dans deux villes, Ottawa et Toronto. Les effectifs, très cosmopolites, de cette dernière ville sont en croissance continue depuis 1986. Les efforts de l'ATIO portent surtout sur le marketing de la profession et la promotion du statut professionnel de ses membres, ainsi que sur les services aux membres, leur formation et leur perfectionnement professionnel.

Le troisième membre fondateur du CTIC est la **Corporation des traducteurs, terminologues et interprètes du Nouveau-Brunswick (CTINB) / Corporation of Translators, Terminologists and Interpreters of New Brunswick (CTINB)**, qui comprend également des membres de l'île-du-Prince-Édouard. Elle aussi, juste après l'ATIO, a obtenu pour ses membres le titre réservé. Elle célèbre cette année son vingt-deuxième anniversaire.

Toujours dans l'Est, l'**Association des traducteurs et interprètes de la Nouvelle-Écosse (ATINE) / Association of Translators and Interpreters of Nova Scotia (ATINS)**, est le plus récent membre du CTIC, puisqu'elle y a adhéré en 1990. Bien que la majorité de ses effectifs soit à Halifax pour le moment, il y a des membres dans diverses parties de la province. Le souci principal de l'ATINE est de recruter le maximum de membres, non seulement dans les langues officielles mais dans d'autres combinaisons linguistiques.

Créée en 1980, l'**Association des traducteurs et interprètes du Manitoba (ATIM) / Association of Translators and Interpreters of Manitoba (ATIM)** a son siège à Winnipeg. Pas moins de 90% de ses effectifs se trouvent dans cette ville, bien qu'il y ait également des membres à Brandon, et la plupart travaillent pour le secteur privé. En plus de l'anglais et du français, l'ATIM compte des membres agréés ou adhérents

(suite à la page 15)

L'ellipse du sujet et du verbe après certaines conjonctions ou locutions conjonctives (1^{ère} partie)

par Line Gingras

Introduction

Nombreux sont les rédacteurs et les traducteurs qui se demandent si l'on peut faire suivre **comme** ou **tel que** du participe passé, avec ellipse du sujet et du verbe être. Cependant, la question de l'ellipse se pose aussi pour d'autres conjonctions ou locutions conjonctives; elle concerne également les tours où n'entre pas un participe passé, mais plutôt un nom, un adjectif ou une locution adjectivale, parfois même un adverbe ou une locution adverbiale. Nous avons donc étendu notre étude à ces autres formes d'ellipse et avons examiné, outre les cas de **comme** et de **tel que**, ceux de **aussitôt que**, **bien que**, **dès que**, **lorsque**, **parce que**, **puisque**, **quand**, **quoique** et **si**. Les articles sont présentés dans l'ordre alphabétique.

Mise en garde : Les exemples d'ellipses que nous avons relevés dans les ouvrages de langue ne correspondent pas tous, on s'en rendra compte aisément, au bon usage actuel. Certains, appartenant à une langue vieillie ou très littéraire, présentent des licences qui paraissent audacieuses; d'autres contiennent des tours modernes que nous jugeons incorrects ou très discutables. Pour faciliter la consultation, nous avons placé un astérisque devant les premiers, et deux astérisques devant les seconds.

Aussitôt que

L'adverbe **aussitôt** s'emploie souvent avec un participe passé :

Aussitôt arrivé, il a élevé la voix.

Ce tour peut remplacer avantageusement, dans la langue moderne, la locution conjonctive **aussitôt que** suivie d'un participe passé, avec ellipse du sujet et de l'auxiliaire de conjugaison. Cette construction classique, « surtout particulière à Corneille »,

d'après Grevisse, est généralement tenue aujourd'hui pour rare et littéraire :

- J'en cache les deux tiers aussitôt qu'arrivés. (Corneille.)
- Elle avait l'impression que la course finissait aussitôt que commencée. (Romain.)
- J'ai collé cette lettre de Boulard sur mon cahier aussitôt que reçue. (Dutourd.)

Bien entendu, notre observation ne s'applique pas au tour **aussitôt que possible**, contre lequel nous n'avons pas vu de mise en garde :

Mais mon intention est de retourner en Afrique aussitôt que possible et d'aller vous voir à partir de là. (De Gaulle.)

Bien que

Bien que s'emploie correctement avec ellipse du sujet et du verbe conjugué; nous l'avons trouvé devant un adjectif, une locution, un nom, un participe passé :

La maison de Michel, bien que pauvre et bizarre, est charmante. (Gide.)

Les lumières éclairaient vivement le trottoir, bien que d'une façon oblique. (Romain.)

Bien que sur le point de partir, je veux m'occuper de cette affaire.

Bien que professeur de faculté, il est dépourvu de tout pédantisme.

Bien qu'estimé de tous, il se croyait persécuté.

Les nombreux linguistes qui relèvent ces constructions les admettent sans réserves, à l'exception de Girodet, d'après qui « ces emplois elliptiques sont à éviter dans la langue surveillée ». Nous pensons qu'il ne faudrait pas accorder trop de poids à cette opinion isolée.

Nous croyons utile de signaler que **bien que** peut également s'unir à un participe présent ou à un participe passé à la forme composée :

- Bien qu'écrivant un latin très élégant et sachant orner son discours d'agréables citations de ses auteurs, il n'a pas le goût vif des Lettres anciennes. (Sainte-Beuve.)
- Bien qu'ayant vécu chez eux, tu connais mal ces ennemis du genre humain. (France.)

Cependant, comme les exemples l'indiquent, ces formulations appartiennent à un style recherché qui ne convient sans doute pas à tous les textes; il faut veiller, par ailleurs, à ce que le sujet implicite du participe soit le même que celui du verbe de la proposition principale.

Comme

Les tours elliptiques **comme prévu** et **comme convenu** ont fait couler beaucoup d'encre. Les linguistes s'entendent généralement pour dire qu'ils ne relèvent pas du style soutenu : selon les uns ou les autres, ils appartiennent à la langue administrative, commerciale, journalistique, parlementaire, familière, cursive, parlée ou négligée, bien qu'ils se rencontrent assez souvent sous la plume de bons écrivains (Aymé, Camus, de Gaulle, Gide, Montherlant, Pagnol, Yourcenar...).

Cependant, au cours de nos recherches, nous avons constaté qu'il est très fréquent de lire, dans un même ouvrage, des avis presque contradictoires sur la question. Ainsi, à l'article « prévoir », le *Grand Robert* donne pour elliptique et familier le tour **comme prévu**, « condamné par certains grammairiens » ; à l'article « convenir », le même ouvrage signale simplement comme locution le tour **comme convenu** – avec

renvoi à **comme prévu**, mais sans mise en garde.

Grevisse, pour sa part, admet les « propositions averbales » **comme prévu** et **comme convenu**, auxquelles il ajoute **comme promis**; selon lui, en effet, ces trois expressions sont courantes, et d'ailleurs l'ellipse du sujet et du verbe **être** après des conjonctions de comparaison est fréquente dans la langue moderne. Nous croyons qu'il convient de suivre cet avis, sans toutefois privilégier l'emploi des formes elliptiques au détriment des propositions complètes; celles-ci sont toujours de mise dans un texte soigneusement rédigé, et présentent d'ailleurs l'avantage d'indiquer la personne du sujet (**comme prévu** peut signifier, en effet, « comme c'était prévu », « comme je l'avais prévu », « comme vous l'aviez prévu »...).

Cela dit, nous avons relevé au cours de nos recherches d'autres expressions elliptiques qui sont construites sur le modèle de **comme prévu** ou de **comme convenu**, mais qui ne nous paraissent pas d'un usage aussi courant : **comme dit plus haut**, **comme stipulé**, **comme mentionné**, **comme entendu**, **comme accoutumé**, **comme indiqué**.

Dès que

Les linguistes ne sont pas nombreux à signaler la construction **dès que + participe passé**. Colin, les Le Bidois et les rédacteurs du *Trésor de la langue française* ne l'aiment guère, mais sans plus. Selon Wartburg et Zumthor, elle relève de la langue littéraire, qui n'en fait pas un bien grand usage. Grevisse en cite un exemple seulement, à la suite de cette observation générale : « L'ellipse du sujet et du verbe être après [...] des expressions [...] temporelles est fréquente dans la langue moderne » :

- Il est vrai qu'il traînait les rues si tard qu'il s'endormait d'un sommeil lourd dès que couché. (Sabatier.)

Nous ne croyons pas qu'il faille condamner ce tour, du moins dans les cas où le sujet sous-entendu est le même que celui de la proposition dont dépend la participiale :

- [Les mots] sont jetés diaboliquement hors de la bouche, dès que suggérés par les forces terribles du désordre intérieur. (Chevallier.)

La construction nous paraît cependant moins heureuse lorsque cette condition n'est pas remplie :

- Nous faisons baiser le sol à nos petites filles, dès que sorties du lit [...] (Montherlant.)

Il convient aussi de parler du tour **dès que + adjectif**, représenté par l'expression **dès que possible**. Georgin estime qu'il s'agit là d'un « raccourci un peu cavalier » qui « ne serait pas de mise dans la lettre du fonctionnaire subalterne ». Il a peut-être raison – c'est du moins ce que semble croire Spreutels. Sans doute l'expression figure-t-elle dans le *Trésor de la langue française*; cet ouvrage, qui l'admet comme locution elliptique, cite cependant en exemple non pas un extrait de lettre d'un « fonctionnaire subalterne », mais une phrase de Charles de Gaulle :

Je vous prie de quitter Le Caire dès que possible.

Aucun autre dictionnaire ne mentionne ce tour à l'article « dès que ». Toutefois, en ce qui nous concerne, nous ne voyons pas pour quelle raison il faudrait le trouver moins courtois que l'expression **aussitôt que possible**, qui ne semble pas critiquée.

Lorsque

L'ellipse du sujet et du verbe **être** après **lorsque**, dont nous avons trouvé un seul exemple dans les ouvrages européens, semble inquiéter les linguistes canadiens : Jean Darbelnet, Brigitte Van Coillie-Tremblay, André Clas et Paul A. Horguelin mettent leurs lecteurs en garde, spécifiquement, contre l'expression **lorsqu'en service**, que Darbelnet rapproche du tour anglais correspondant, et le Comité consultatif de la normalisation et de la qualité du français à l'Université Laval signale que **lorsque nécessaire** est « barbare ». Parmi les ouvrages non canadiens, seul le *Trésor de la langue française* contient une observation à propos de l'ellipse :

- « Exceptionnellement, le verbe être et son sujet (ici on) peuvent être omis :

«[...] ce jeu de la balançoire que l'on goûte tant lorsqu'enfant [...]» (Du Bos.)»

Parce que

L'ellipse du sujet et du verbe être après **parce que** est admise par la très grande majorité des linguistes qui signalent cette construction :

Nous sommes têtus, parce que Francs-Comtois.

Le puritanisme est faux, parce que contraire à la nature humaine. (Maurois.)

Les menaces d'Avoyer sont bêtes, parce que transmises par un imbécile. (Romains.)

Il ne répondit rien parce que très embarrassé.

Le tour a été critiqué ou condamné par certains puristes, mais il est devenu fréquent dans la langue moderne; il a d'ailleurs été employé par de bons écrivains (Barrès, Maurois, Montherlant, Romains...). Quelques auteurs, dont Colin, Dournon et Bénac, ne le reçoivent que si le sujet sous-entendu représente la même personne que le sujet de la principale (comme c'est le cas dans les exemples précités); d'autres linguistes, au nombre desquels Wartburg et Zumthor, ne tiennent cependant pas cette condition pour essentielle, pourvu qu'il n'y ait pas d'équivoque :

Il repoussa notre offre parce qu'arrivée trop tard.

Bourgeois coalisés contre la loi pour écraser un Juif parce que Juif. (Clemenceau.)

Après le fourrage, le soja fournit un engrais vert très actif, parce que riche en azote. (Pesquidoux.)

Voilà l'histoire d'un homme autrefois heureux parce que sage.[...] (Farrère.)

La phrase suivante ne répondrait pas à cette exigence de clarté, l'attribut pouvant se rapporter au sujet ou à l'objet direct :

- Je le déteste parce que provincial.

Puisque

L'ellipse du sujet et du verbe être après **puisque** semble moins courante et plus critiquée qu'après **parce que**. Elle est cependant admise par plusieurs grammairiens, notamment par Colin, Dournon, Bénac, Teppe et Grevisse, quoique certains, dont Girodet, n'en conseillent pas l'emploi dans la langue surveillée. Dans tous les exemples que nous avons relevés, l'attribut se rapporte au sujet de la principale :

Il est fonctionnaire, **puisque** professeur de lycée.

Il doit être expert en bijoux, **puisque** issu d'une famille de joailliers.

Orgeron, professeur d'espagnol, mais Français, **puisque** né en Gascogne, avait fait éditer un recueil [...] (Jammes.)

Quand

Les cinq ouvrages (dont un ouvrage français) qui font mention de l'ellipse du sujet et du verbe après **quand** condamnent cette construction – soit comme appartenant au style télégraphique, soit comme contraire au bon usage ou comme anglicisme :

- Ne pas dépasser ce véhicule **quand** arrêté (= when stopped).

Aucun dictionnaire ne consigne ce tour.

Quoique

Les nombreux linguistes qui abordent la question de l'ellipse du sujet et du verbe **être** après **quoique** sont tous d'accord avec Littré et l'Académie pour admettre cette construction. Seuls Dournon et Girodet lui préféreraient une proposition complète, dans le style surveillé. Certains grammairiens font observer que le sujet sous-entendu doit être le même que celui de la

principale. Les exemples que nous avons recueillis remplissent presque tous cette condition :

Quoique très à l'aise, il dépense peu.

Ma mère s'énervait qu'il fût si exact quoique si occupé, si aimable quoique si répandu, sans songer que les « quoique » sont toujours des « parce que » méconnus. (Proust.)

Quoique difficile d'accès, ce sentier raccourcit le trajet d'environ deux milles.

Quoique déçu par son échec, il se remit au travail avec ardeur.

Quoique atteint d'une grave maladie, il restait très gai.

- Il ne faut point trop détester le genre humain, quoique détestable. (Courier.)

Quoique peut aussi s'employer avec un participe présent ou un participe passé à la forme composée :

- Pierre, quoique sachant une riposte à toute botte, ne parvenait pas aussi régulièrement qu'autrefois à écarter le fer du Baron. (Gautier.)

- Ils ont tout oublié, quoique n'ayant rien appris. (Farrère.)

Ces dernières formulations ne nous paraissent de mise, toutefois, que dans un style très relevé.

Si

Les écrivains d'autrefois, depuis Voiture jusqu'à Chateaubriand, ne craignaient apparemment pas de faire, après **si**, l'ellipse non seulement du sujet et du verbe, quel qu'il soit, mais souvent d'une proposition presque entière :

- Si j'épouse, Hermas, une femme avare, elle ne me ruinera point; si une joueuse, elle pourra m'enrichir; si une savante, elle saura m'instruire; si une coquette, elle voudra me plaire [...] (La Bruyère, d'après le Dupré.)

- [...] c'est la seule manière de parler à sa nation; si elle trouve que vous avez parlé ridiculement, elle vous siffle; si séditieusement, elle vous punit; si sagement et noblement, elle vous aime et vous récompense. (Voltaire.)

Littré admet cette construction sans réserves; Robert ne fait pas non plus de restrictions; quelques linguistes citent encore un passage de Chateaubriand où le sujet et le verbe sous-entendus ne figurent même pas dans la première proposition :

- Alors, si l'été, mon père prenait le divertissement de la pêche [...]; si l'automne et l'hiver, il partait pour la chasse [...]

L'ellipse du sujet et du verbe après **si**, qui allège la phrase en lui donnant une « brièveté nerveuse » (Le Bidois), a « quelque chose de forcé et de peu naturel », d'après Wartburg et Zumthor, et « ne se rencontre qu'exceptionnellement », selon Grevisse, qui rapporte le seul exemple que nous ayons vu chez un écrivain du XX^e siècle :

- Elle l'eût pu vaincre [la froideur de son amant] si plus belle ou si plus hardie. (Gide.)

Cette ellipse appartient certainement à une langue très littéraire, sans doute archaïque, hors de laquelle les grammairiens n'en favorisent pas l'emploi. Bénac, par exemple, affirme que « l'ellipse du verbe **être**, possible après **\quoique**, n'est pas admise par les puristes après **parce que**, et encore moins après **si** » :

- Il réussissait, si plus persévérant.

Bien entendu, cette mise en garde ne s'applique pas aux expressions figées si **possible**, **si oui** et **si non**, reçues dans le français courant.

D'après les ouvrages que nous avons consultés, la plupart des linguistes européens ne vont tout de même pas jusqu'à condamner l'ellipse après **si** : ils se contentent de signaler ou de laisser entendre qu'elle n'appartient pas à la langue de tous les jours, ou tout au plus, dans le cas où le sujet et le verbe sous-entendus n'ont pas été exprimés précédemment, qu'elle n'est pas régulière. Les linguistes canadiens n'ont pas un point de vue aussi détaché : nous n'avons trouvé chez eux qu'une seule allusion à l'existence de cette construction dans la langue littéraire (article de Fernand Guérard dans *C'est-à-dire*); en général, ils s'attachent plutôt à faire observer que l'ellipse du sujet et du verbe après **si** appartient au style télégraphique ou, pire encore, qu'elle est un calque de l'anglais. Il est vrai

que les tours suivants ressemblent fort à des formulations elliptiques qui sont normales en anglais :

- Cette enveloppe peut être ouverte pour examen si désiré (= if desired).
- Glissant si humide (= slippery when wet).
- Donner la suite voulue, si approuvé (= if approved).
- Si non réclamé (= if not claimed), retourner à l'expéditeur.

Nous croyons qu'il faut laisser la construction en cause aux écrivains qui auraient la nostalgie de la plume d'oie. Dans la prose moderne ou utilitaire, l'ellipse du sujet et du

verbe après si n'évoque pas le théâtre de Corneille – elle trahit l'influence de l'anglais.

Notes

1. La suite de cet article sera publiée dans le prochain numéro de *L'Actualité terminologique*, soit le Vol. 25,3, 1992, dont le thème portera sur les nouvelles réalités à la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) du Secrétariat d'État du Canada.
2. Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques de la Division des services linguistiques (DSL) en accord avec le comité consultatif des *Repères - T/R*.

3. Diffusion des Repères – T/R : TERMIUM.

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que tous les *Repères - T/R* qui ont paru sous forme de fiches accordéons ont été versées dans TERMIUM, banque de données linguistiques du Secrétariat d'État du Canada. Pour les consulter, il faut interroger la banque au moyen de la clé d'accès TFR; les fiches se trouvent dans les dossiers de synthèse, que l'on obtient par le menu « renseignements complémentaires ».

4. Diffusion des Repères – T/R : Publication. À venir très bientôt : un cahier réunissant les *Repères*.

en espagnol, tchèque, russe, portugais et allemand.

L'Association des traducteurs et interprètes de la Saskatchewan (ATIS) / *Association of Translators and Interpreters of Saskatchewan* (ATIS) a été fondée en 1981. Ses effectifs sont répartis entre Regina et Saskatoon. L'ATIS compte non seulement des membres agréés dans les langues officielles du Canada mais aussi en espagnol, portugais, vietnamien, hongrois, coréen, farsi, chinois, japonais, polonais, hollandais et allemand. Il y a même deux membres associés en langue cri et des interprètes en langage gestuel.

Fondée en 1979, l'Association des traducteurs et interprètes de l'Alberta / (ATIA) / *Association of Translators and Interpreters of Alberta* (ATIA) a son siège à Calgary. Ses effectifs sont partagés entre Edmonton et Calgary et, comme l'ATIS et la STIBC, elle regroupe un nombre important de membres multilingues. Avec l'aide des autres provinces de l'Ouest, elle a accepté d'organiser le troisième Congrès du CTIC qui se tiendra à Banff en 1994.

Sur la côte ouest, la *Society of Translators and Interpreters of British Columbia* (STIBC) est l'association ayant les effectifs les plus cosmopolites. Regroupés surtout à Vancouver, les membres agréés de la STIBC constituent pour le CTIC un réservoir de spécialistes des langues asiatiques et des langues des pays du Pacifique. La STIBC a contribué, avec la CPTIAQ, à la mise sur pied de l'examen uniformisé d'agrément en interprétation judiciaire, qu'elle s'efforce de faire reconnaître par le ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique.

La dernière association, mais non la moindre, est celle des Territoires du Nord-

Ouest, l'*Interpreters and Translators Society of the Northwest Territories* (ITSNWT). Son siège est situé à Yellowknife et ses effectifs, pour l'instant, ne comptent pas de membres agréés. L'association a un besoin pressant de membres agréés en langues autochtones et le CTIC devra compter sur l'aide des traducteurs et interprètes autochtones pour mettre sur pied un examen d'agrément dans ces langues.

L'affirmation de la profession

Dans le contexte de la reconnaissance professionnelle des traducteurs en Ontario, au Nouveau-Brunswick, au Québec et bientôt en Colombie-Britannique, un protocole d'entente a été signé à Ottawa, le 16 novembre 1991, entre le *Conseil des traducteurs et interprètes du Canada* et le *Secrétariat d'État du Canada*, en vue d'établir une équivalence entre les examens en langues officielles (français et anglais) administrés par les deux organismes, soit l'examen uniformisé d'agrément en traduction du CTIC ainsi que l'examen d'accréditation des pigistes en traduction du Secrétariat d'État.

En vertu de ce protocole, qui est en vigueur pour une période d'un an, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 1992, et ne concerne pour l'instant que la traduction en langues officielles, les membres agréés en traduction de l'anglais vers le français et vice-versa des associations membres du CTIC peuvent être inscrits au répertoire des pigistes du Secrétariat d'État sans avoir à subir l'examen d'accréditation des marchés de service de cet organisme.

En contrepartie, les traducteurs en langues officielles d'expérience du Bureau de la traduction du Secrétariat d'État peuvent, également devenir membres de l'association professionnelle de leur choix sans

avoir à subir l'examen uniformisé d'agrément en traduction du CTIC.

Ajoutons que semblables protocoles seront bientôt négociés entre le CTIC et le Secrétariat d'État, en ce qui a trait à la terminologie, à l'interprétation et à la traduction multilingue.

L'affirmation de la profession et du statut des professionnels de l'industrie de la langue, traducteurs, interprètes et terminologues, est désormais une réalité. De plus, pour établir la communication interlinguistique entre toutes les composantes de la mosaïque multiculturelle canadienne, il faut, à un moment ou à un autre, recourir à la traduction ou à l'interprétation.

Qui plus est, ces « outils » permettront d'assurer le rayonnement du Canada et sa pleine insertion dans une économie que l'on qualifie maintenant de « mondiale », en vue de faire partie intégrante du « village planétaire » dont parlait Marshall McLuhan.

Comme l'annonçait le thème du 1^{er} Congrès du CTIC dès 1987, nous sommes véritablement, « Une profession au service d'un pays ». Le CTIC et ses associations membres sont fiers de pouvoir contribuer ainsi au développement de la compréhension et de la communication entre toutes les composantes de la société canadienne, ainsi qu'au rayonnement du Canada sur le plan international. Un siècle et quart de vie commune a permis à toute une profession de se structurer pour mieux servir le pays. Nul doute que le nouvel ordre politique mondial et la mondialisation des marchés vont nécessiter le recours de plus en plus fréquent aux spécialistes des langues. Et le CTIC sera prêt à relever ce défi.

Les traducteurs, terminologues et interprètes entrent dans le monde professionnel

Québec, 13 avril 1992. — Pour les 1 900 membres de la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ), la cérémonie officielle de remise des lettres patentes du 13 avril à l'Assemblée nationale, soulignant

la création de leur corporation, est un grand jour. Pour les consommateurs de services de traduction, d'interprétation et de terminologie, le recours à des professionnels agréés membres de la Corporation devient donc un gage de compétence.

Dossier en cours depuis 20 ans et débloqué il y a 6 ans

Les traducteurs, interprètes et terminologues attendaient ce moment depuis 20

ans. Ce sera finalement le mémoire présenté en 1986 à l'Office des professions du Québec qui aura permis de débloquent le dossier.

La présidente sortante de la CPTIAQ, M^{me} Betty Cohen, a donc reçu à l'Assemblée nationale, des mains du Ministre responsable de l'application des lois professionnelles, M. Raymond Savoie, les lettres patentes, déjà publiées dans la *Gazette officielle* du 28 mars 1992.

La Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec a pour mission la protection du public et le soutien de la compétence de ses membres. Elle regroupe 1 900 membres, en majorité des traducteurs et traductrices agréés. Elle comprend également des interprètes agréés et des terminologues agréés.

Professionnels de la communication d'une langue à l'autre dans un contexte de mondialisation des échanges

« Le traducteur est à la traduction ce que l'avocat est au droit et le comptable à la comptabilité », affirme la présidente sortante de la Corporation, M^{me} Betty Cohen. « Et en cette ère de mondialisation des échanges, il est heureux que le Québec se dote d'une corporation à titre réservé regroupant les traducteurs, les interprètes et les terminologues agréés. »

À l'instar des 40 autres corporations professionnelles, la CPTIAQ disposera des pouvoirs et moyens suivants : mécanisme d'inspection professionnelle, code de déontologie, influence sur les programmes de formation pour la relève, programme de formation continue pour le perfectionnement de ses membres. Notons qu'elle vérifie déjà la compétence de ses membres par la tenue d'un examen d'agrément, qui est uniformisé à l'échelle de tout le Canada.

Titres réservés aux professionnels agréés

« On ne s'improvise pas traducteur, terminologue ou interprètes, ajoute M^{me} Cohen. Ces professions exigent en effet qu'on soit capable d'exprimer clairement et fidèlement dans une langue, que l'on maîtrise parfaitement, ce que l'on a très bien compris dans une autre langue que l'on connaît aussi de manière approfondie. »

Pour avoir le droit de porter les titres de traducteurs, interprètes et terminologues agréés, il faut donc être membre de la Corporation et avoir réussi son examen d'agrément.

Précisons que l'association qui regroupait auparavant les membres de la nouvelle Corporation était la Société des traducteurs du Québec (STQ). Cette association avait déjà franchi des étapes importantes pour garantir la protection des utilisateurs des

services offerts par ses membres. Le code de déontologie, le code de discipline et les examens de ses membres en sont des exemples probants. Les membres de la nouvelle Corporation vont continuer de bénéficier de l'encadrement fort bien amorcé par cette association.

Partenaires socio-économiques

Particulièrement dans le secteur des affaires, les besoins de communication d'une langue à une autre sont omniprésents. D'autres domaines de l'activité humaine requièrent également un important volume de traduction au Québec, notamment sciences et techniques, droit, relations de travail, relations avec le consommateur, etc.

Affiliation

Rappelons que la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ) est membre du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC).

Le CTIC fait partie de la Fédération internationale des traducteurs (FIT) et il forme avec l'American Translators Association (ATA) et des collègues du Mexique le Centre régional nord-américain (CRNA) de la FIT.

Translators, Terminologists and Interpreters Join Ranks of Professionals

Quebec City, April 13, 1992 – For the 1,900 members of the Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ), the official presentation in the National Assembly of the letters patent for their new corporation is indeed a memorable occasion. In turn, for those requiring translation, interpretation and terminology services, **using professionals who are certified members of the new Corporation is an assurance of competence.**

Professional Recognition Pending for 20 Years; Most Recent Initiative Undertaken in 1986

Québec translators, interpreters and terminologists have been waiting for this moment for 20 years. The most recent initiative, which ultimately led to the creation of the new Corporation, was the brief presented to the Office des professions in 1986.

In the National Assembly, Betty Cohen, Past President of the CPTIAQ, accepted the letters patent from Raymond Savoie, Minister responsible for the application of legislation governing professionals; it should be pointed out that letters patent had previously been published in the *Official Gazette* (March 28, 1992).

The mission of the Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec is to protect the public

and develop the skills of its members. The CPTIAQ has 1,900 members, most of whom are certified translators, as well as certified interpreters and terminologists.

Communication Professionals... From One Language to Another in a Context of the Globalization of Trade

The translator is to translation what the lawyer is to law and the accountant to accounting," said the past president of the Corporation, Betty Cohen. "And in the context of the globalization of trade, it is Québec's interest to set up a reserved title corporation bringing together certified translators, interpreters and terminologists."

Similar to the other 40 profession corporations, the CPTIAQ will have the following powers and means: a mechanism for professional inspection, a code of ethics, influence over training programs for new translators, interpreters and terminologists, and a continuing education program designed to improve the proficiency of its members. It should be pointed out that CPTIAQ already ensures the competence of its members by applying an accreditation exami-

nation, which is standard from one end of Canada to the other.

Reserved Title for Certified Professionals

"You don't just suddenly become a translator, terminologist or interpreter, said Mrs. Cohen. Indeed, these professions require that you be able to express clearly and faithfully in one language, of which you have a perfect command, ideas that you have accurately understood in another language, which you also understand in great detail."

Consequently, before earning the title of certified translator, interpreter or terminologist, an individual must be a member of the Corporation and pass its certification examination.

Prior to its creation, members of the new Corporation were part of the Société des traducteurs du Québec (STQ). This latter association had already taken important steps in guaranteeing the protection of those using the services offered by its members. For example, in addition to sitting exams, all STQ members were governed by a code

of ethics, and a disciplinary code. Members of the new Corporation will continue to benefit from the effective structures set in place by the STQ.

Socio-economic Partners

The need to communicate from one language to another is omnipresent, particularly in the business sector. As well, other fields of human activity regularly generate a sizeable volume of translation in Québec, notably science and technology, law, labour relations, consumer relations, etc.

Affiliation

The Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec is a member society of the Council of Translators and Interpreters of Canada (CTIC).

The CTIC is affiliated with the International Federation of Translators (FIT). Together with the American Translators Association (ATA) and its colleagues from Mexico it makes up the Regional Center for North America (RCNA) of the FIT.

The Aboriginal Languages of Canada

by Audrey Greyeyes

The Aboriginal languages of Canada are at a critical point, with many in danger of extinction. The revival and survival of these languages often rest on the frail shoulders of elders. For example, the last remaining fluent speaker and elder of the Tagish language died in the Yukon last summer.

There are 53 distinct Aboriginal languages in Canada and most are unique to this country. These languages are categorized into eleven language families. Six language families – the Haida, Kootenayan, Salish, Tlingit, Wakashan and Tsimshian – comprising 21 languages, are found only in British Columbia and the Yukon. Many of these 21 languages are perilously close to disappearing. Three of the most commonly spoken Aboriginal languages in Canada are

found in the Algonquin and Inuktitut language families. The survival of Cree and Ojibway of the Algonquin family as well as Inuktitut is ensured because of the sufficiently large number of speakers of all ages. However, the remaining 29 languages of the Algonquin, Athapaskan, Iroquian, and Siouan language families range from the moderately endangered to those on the verge of extinction.

Census data confirm these findings. The 1981 and 1986 Censuses were the first to provide up-to-date data on specific Aboriginal languages. The information is available under *mother tongue* (the language first learned in childhood and still understood) and *home language* (the language spoken at home by an individual).

Although direct comparison of the data of the 1981 and 1986 Censuses is difficult for a number of reasons, several trends are evident. In 1981, less than 30% of the total Aboriginal population identified an Aboriginal language as their home language. In 1986, the responses to these two questions declined to 19% and 13% respectively. Data indicated that Cree, Ojibway and Inuktitut showed the highest levels of language maintenance. However, since the vast majority of Aboriginal respondents in both censuses reported English as their mother tongue and home language, it can be concluded that Aboriginal languages are losing ground steadily and increasingly to Canada's official languages.

Federal government efforts to support Aboriginal languages are co-ordinated primarily by the Department of the Secretary of State. In this regard, the department currently administers two programs: the Native Social and Cultural Development Program (NSCDP) and the Northern Native Broadcast Access Program (NNBAP) as well as two agreements: the Canada Northwest Territories Co-operation Agreement for French and Aboriginal Languages and the Canada-Yukon Funding Agreement for the Development and Enhancement of Aboriginal Languages.

The emphasis of these programs is to encourage community-based languages use. NSCDP has a \$1 million budget under which language retention projects are a priority. The community projects, for the most part, are concerned with the development of linguistic tools, reference materials, curriculum guides, texts and literature. The program also sponsored a national language conference in 1988 to enable the Aboriginal community to develop a policy position for the revitalisation and survival of its languages. Three major subsequent studies were also undertaken through the NSCDP. The most recent, a survey of 152 Indian reserves by the Assembly of First Nations, measures the rate of deterioration of Aboriginal language retention on reserves. Although the NNBAP is not a language program per se, its \$11.281 million budget provides 13 Native Communications Societies with resources to operate studio faci-

lities and produce television and radio programming in the northern portion of seven provinces, the Northwest Territories, and the Yukon. The major portion of the programming is produced in 12 Aboriginal languages. Several programs are designed specifically for audience language development.

The agreements authorize the two territorial governments to institute programs and services which ensure the continuance of Aboriginal languages as the working and living languages of the territories. The Canada – Northwest Territories Co-operation Agreement is a comprehensive approach encompassing community language preservation and consultation, curriculum development, teacher training, Aboriginal languages literacy training and literature development, in addition to the provision of professional interpreters and translators for health, legal and government services. The Canada – Yukon Funding Agreement has involved extensive consultation and participation of the Yukon Aboriginal community in the development of a strategy for the revitalization and survival of the eight recognized Aboriginal languages of the territory. *A Profile of the Aboriginal Languages of the Yukon* has been completed which provides a clear picture of the state of language retention and the use of seven of the languages. The Tagish language was not included in the study due to the extremely small number of speakers. The report of the 1991 Aboriginal Languages Conference outlines the elements of a strategy the Aboriginal commu-

nity feel are necessary to ensure the revival and continuance of their languages.

The Canadian government is currently involved in intensive consultations with the Aboriginal peoples of Canada. The four national Aboriginal representative organizations – the Assembly of First Nations (APN), the Native Council of Canada (NCC), the Metis National Council (MNC) and the Inuit Tapirisat of Canada (ITC) – are actively participating in the constitutional review process. Moreover a Royal Commission on Aboriginal Peoples is holding hearings across the country to examine the evolution of the relationship between Aboriginal peoples, the Canadian government and Canadian society as a whole. In both processes, the need for the protection and preservation of the Aboriginal languages of Canada has been emphasized.

The importance of Aboriginal languages to Aboriginal people is explained in the following statement made by Manitoba Indian Elder Eli Taylor:

"In the absence of an ancestral language, there is no vehicle for the transmission of a culture; no means to express the values, norms, or relationships that belong to a different way of life; and no words or concepts to impact to the next generation the beliefs that define the spirit of a community. Without our language, we will cease to exist as a distinct people."

Pleins feux sur la francophonie : Le Réseau international de néologie et de terminologie

par Malcolm Williams

Les 25 et 26 novembre 1991 s'est tenue, à Paris, la réunion semestrielle du comité d'orientation du Réseau international de néologie et de terminologie (Rint), organisme d'aménagement linguistique oeuvrant dans le cadre des Sommets de la Francophonie.

Il convient de rappeler que le Rint comprend plusieurs modules d'experts représentant divers États et gouvernements

francophones, dont le Canada, le Québec, la France, la Suisse, la Communauté française de Belgique, Haïti, le Maroc et la Côte d'Ivoire.

À l'occasion de cette réunion, le module canadien a présenté deux nouveaux projets, intitulés respectivement « Méthodologie de la phraséologie » et « Recueil de néologismes ».

Méthodologie de la phraséologie

Ce projet consiste à établir, à partir de projets-pilotes de recherche terminologique et phraséologique, les fondements d'une méthodologie pour l'établissement des dictionnaires phraséologiques de langue de spécialité.

Cette méthodologie, qui s'inspirera, il va sans dire, des nombreuses expériences similaires menées sur le vocabulaire général, s'articulera autour de plusieurs pôles :

a) analyse d'un groupe de termes et de leurs cooccurrents les plus fréquents et ce, dans les domaines de pointe tels que la conception et la fabrication assistées par ordinateur (CFAO);

b) analyse des modifications à apporter aux techniques d'élaboration des vocabulaires (problèmes liés à la présentation des données et à leur accès : quel est le mot clé? comment organiser le système de renvois, les index?);

c) analyse des modifications techniques à prévoir pour ce qui est de la préparation des données terminologiques aux fins de traitement et d'exploitation optimale des données dans TERMIUM (ajout de champs s'il y a lieu, modification de la fiche ou planification de sous-questions des mots clés, des index, de la formulation des définitions, des observations, etc.);

d) analyse des noyaux terminologiques de type nominal, verbal ou adjectival et de leurs collocateurs selon la combinatoire acteurs-actions-propriétés. Les exemples suivants, tirés d'un projet portant sur le *Vocabulaire des fractales* qui est en cours à la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) du Secrétariat d'État, illustrent bien les résultats préliminaires d'une analyse phraséologique

Acteur + actions :

les fractales /s'amplifient
 les fractales /s'amassent
 les fractales /apparaissent dans des structures intermittentes
 les fractales /s'associent
 les fractales /constituent un système descriptif
 les fractales /croissent
 les fractales /émergent de la combinaison itération-hasard
 les fractales /émergent de la rétroaction d'une équation
 les fractales /s'enchevêtrent
 les fractales /forment des structures non linéaires
 les fractales /se fragmentent
 les fractales /itèrent vers le chaos
 les fractales /modélisent des propriétés
 les fractales /n'ont ni pente ni dérivée
 les fractales /ont une dimension fractionnelle
 les fractales /ont une longueur infinie
 les fractales /présentent une infinité de détails

les fractales /préservent des schémas d'irrégularité
 les fractales /représentent des images de la globalité
 les fractales /sont imprévisibles

Actions + acteur :

créer une fractale (à partir d'un germe)
 développer une fractale (par itération)
 engendrer une fractale (par auto-similarité)
 générer une fractale (par répétition de détails à des échelles décroissantes)

Acteur + propriétés :

fractale /aléatoire (vs. mathématique)
 fractale /anisotrope
 fractale /autoaffine
 fractale /auto-inversée
 fractale /auto-similaire
 fractale /cirriforme
 fractale /complexe
 fractale (vs. simple)
 fractale /fermée (vs. ouverte)
 fractale /non lacunaire
 fractale /quadratique
 fractale /invariante
 fractale /scalante

Propriété + acteurs :

arbre fractal
 art fractal
 attracteur fractal
 autoaffinité fractale
 courbe fractale
 dimension fractale
 échelle fractale
 graphisme fractal
 image fractale
 modélisation fractale
 motif fractal
 monstre fractal
 musique fractale
 nombre fractal
 objet fractal
 paysage fractal
 répulseur fractal
 structure fractale
 turbulence fractale
 temps fractal
 vision fractale

Propriétés et acteurs :

fractalité d'une forme
 semifractalité d'une forme
 multifractalité d'une forme
 imprévisibilité d'une forme
 infinité des détails d'une forme
 non-linéarité d'une forme

Recueil de néologismes

Dans le cadre de cette initiative, le module canadien vise des objectifs de normalisation et d'information à l'intention des langagiers canadiens et autres. Il s'agira de

– relever les créations néologiques des traducteurs et des terminologues, dans les domaines scientifiques et techniques de pointe, afin de faciliter la recherche de solutions par des organismes compétents et de les faire connaître dans les milieux langagiers et spécialisés.

– contribuer à l'harmonisation des terminologies nouvelles et en favoriser l'implantation au sein de la Francophonie.

– rassembler en un seul ouvrage les néologismes attestés dans un corpus de sources écrites afin qu'ils soient facilement et rapidement portés à la connaissance des langagiers et des spécialistes, toujours dans une optique d'échange et de collaboration.

– faciliter le travail des langagiers et des communicateurs en intervenant rapidement et efficacement dans le secteur de la néologie terminologique des sciences et des techniques, mais aussi de l'administration, de la politique, de l'économie et des sciences humaines.

Pour ce faire, la DTSL, qui coordonne les activités du module canadien, veut obtenir la collaboration d'universités et de services linguistiques oeuvrant dans les secteurs public et privé, parce que ces entités sont aux prises, au jour le jour, avec des notions, des locutions des termes nouveaux qu'ils doivent comprendre et transposer dans la langue d'arrivée.

Plus précisément, nos collaborateurs recueilleraient des créations néologiques dans les sources écrites de leur choix et les feraient parvenir, avec leurs propositions, au secrétariat du module canadien (DTSL).

Il est entendu que les collaborateurs devraient démontrer, au moyen d'un contexte, d'une définition ou d'une observation, le caractère néologique des termes répertoriés.

Après analyse des informations reçues et contre-vérification auprès de spécialistes et de langagiers, le secrétariat du module canadien se chargerait du regroupement notionnel et de la consignation sur fiches des données provenant de sources diverses, en faisant ressortir clairement la contribution de chaque collaborateur. Ces fiches

seraient mises en circulation au sein du module canadien et dans les autres modules du Rint pour information et commentaires.

Sur réception des commentaires, le module canadien pourrait revoir l'ensemble des fiches et ensuite préparer un recueil provisoire à diffuser au sein des modules, avant de transmettre la version finale au module français pour parution dans le *Cahier des termes nouveaux* ou dans *Terminologies nouvelles* (publications du Rint).

Si les résultats de cet exercice devaient justifier le lancement d'un projet continu, les services linguistiques participants s'engageraient à dépouiller d'une manière suivie un ou des périodiques afin d'y relever les néologismes. Ils communiqueraient les titres

de périodiques et les néologismes attestés au secrétariat du module canadien qui, après analyse, les consignerait dans une base de données dont le contenu serait mis à jour à intervalles réguliers et diffusé aux services linguistiques participants.

Mise en oeuvre

Les deux projets ayant été approuvés par le comité d'orientation du Rint, le module canadien compte présenter en novembre 1993, à l'occasion d'une prochaine réunion du Rint, une version préliminaire de la méthodologie phraséologique. Ce document pourra ensuite faire l'objet de délibérations ou de colloques en vue de l'adoption d'une méthodologie propre au Rint. Il devrait éga-

lement fournir un cadre de référence valable aux recherches ultérieures sur la phraséologie des langues de spécialité.

Pour sa part, la DTSL envisage déjà de publier en 1992-1993 des vocabulaires phraséologiques dans la série de Bulletins de terminologie et étudie la possibilité de modifier la fiche TERMIUM afin d'y greffer une composante phraséologique et ainsi, d'améliorer le service à ses clients.

Quant au projet de néologie, nous comptons publier un premier recueil en 1993 avec la collaboration de la Délégation générale à la langue française, qui assure la direction du module français du Rint.

Mots de tête. "revers de la main"

par Frédérin Leroux fils¹

C'est méconnaître l'originalité inventive de Paul Morand que l'écarter d'un **revers de la main**. (R. Duhamel, *Le Devoir*, 26.5.84.)

Ce n'est un secret pour personne que les dictionnaires sont incomplets. Aussi, il n'y a pas de quoi en faire un plat. Mais vous avouerez que c'est quand même agaçant de faire la tournée des grands dictionnaires (et des moins grands), à la recherche d'une expression qu'on lit ou qu'on entend à tout bout de champ, et de se retrouver Gros-Jean comme devant.

Par exemple, c'est en vain que vous chercheriez **revers de (la) main** dans le sens où Roger Duhamel l'emploie. D'après les dictionnaires, la fonction du **revers de la main** est double : vous permettre d'essuyer la sueur qui vous perle au front (*Lexis*) et, au besoin, vous fournir le moyen de clore la bouche d'un importun (*Robert*). C'est un peu court, me direz-vous.

Heureusement, au pays de l'école polyvalente, le **revers** est beaucoup plus ... polyvalent. On s'en sert pour balayer, congédier, écarter, rejeter ou répudier un peu n'importe quoi : un danger, une demande,

un importun, une objection, et j'en passe. En somme, tout ce qui ne fait pas notre affaire.

La lecture de quelques numéros du *Devoir* ou de *La Presse* nous en fournirait une belle moisson. Et il n'y a pas que nos journalistes qui l'emploient. Des **personnalités**, comme on dit, Roger Duhamel, Solange Chaput-Rolland² ou René Lévesque ne dédaignent pas de s'en servir.

L'autobiographie de René Lévesque ayant été traduite, je suis allé vérifier comment le traducteur avait rendu **balayer d'un revers de main**. Littéralement : *to dismiss with the back of one's hand*. Aussitôt, le voyant **Attention ! anglicisme** s'est mis à cligner. Mais j'eus beau consulter les dictionnaires anglais, l'expression ne semble pas connue. Un collègue anglophone m'a d'ailleurs confirmé que ce n'était pas très courant, qu'il dirait plutôt *to dismiss with a wave of the hand*.

D'autre part, comme j'avais rencontré la tournure dans un article traduit de l'anglais, je me suis reporté à l'original, pensant y retrouver ... Pas du tout, voici ce qu'on y lit : *High court judgments can be vacated effortlessly*. Pour traduire *vacate* ainsi, me

suis-je dit, il fallait que la locution fût profondément ancrée dans le subconscient du traducteur. C'est ce qui m'a amené à écarter la possibilité d'un calque.

S'agirait-il d'un québécoïsme, alors ? Pas davantage. Plusieurs exemples le confirment. Commençons par deux citations, très près du sens propre :

Ceux qui (...) étalent tout leur jeu et (...) le raflent d'un **revers de main**⁴.

Des bras de banquier, qui raflent l'or d'un **revers de main**⁵.

Enchaînons avec une traduction de l'allemand :

Comme effacés d'un **revers de main**, les assaillants disparurent...⁶.

Le Monde nous en fournit trois exemples :

(...) les hégéliens et les spiritualistes qui éliminent Sartre d'un **revers de main**⁷.

Congédier d'un **revers de main** toute instance socio-économique⁸.

Tout autant que l'interrogation sur le droit de conquête, qui ne peut être balayée d'un **revers de main**...⁹.

Voici deux variantes, qui ont exactement le même sens :

Le chef du personnel (...) fut découvert et balayé du **tranchant de la main**¹⁰.

Tout ça ... avec le geste d'écarter quelque chose du **dos de la main**¹¹.

Enfin, on trouve aussi des exemples dans des ouvrages dits **sérieux** :

(...) les massacres des opposants sont balayés d'un **revers de la main** ...¹².

Dont celui-ci, où il y a ce que j'appellerais un sens doublement figuré :

(...) balayer d'un **revers mental tous les ragots**¹³.

Il ne fait aucun doute, à mon avis, que cette expression est tout à fait française. On l'emploie, au figuré, depuis une bonne vingtaine d'années. Il ne peut s'agir que d'une lacune, que les dictionnaires s'empres- sent de combler.

Mais il faudrait peut-être en informer les lexicographes. S'il y a un(e) volontaire

qui veut bien s'en charger, je lui dédierai volontiers mon prochain billet.

Notes

1. Heureusement que *L'Actualité terminologique* ne publie pas toujours mes billets au fur et à mesure. Autrement, je ne pourrais pas vous faire profiter de mes trouvailles de dernière minute. D'un revers de main figure dans le *Dictionnaire des locutions idiomatiques françaises*¹³, avec la définition suivante : sans y attacher d'importance, en faisant un geste de dédain.

Mais le plus intéressant, c'est l'exemple :

Mgr Trochu (...) ne peut être écarté d'un **revers de main**.

Il est tiré d'une chronique du célèbre Aristide, grammairien, parue dans *Le Figaro littéraire* du 22 septembre 1969.

2. Solange Chaput-Rolland, *Regards* 87, Montréal, Cercle du Livre de France, 1968, p. 58.

3. René Lévesque, *Attendez que je me rap- pelle*, Montréal, Québec/Amérique, 1986, p. 308.

4. Georges Duhamel, *Scènes de la vie future*, Mercure de France, 1958, p. 136. (Paru en 1930.)

5. Alexandre Vialatte, *L'éléphant est irréfutable*, Presses Pocket, 1989, p. 296. (Article paru vraisemblablement en 1963.)

6. Ernst Jünger, *Orages d'acier*, Folio, 1974, p. 256. (Paru chez Christian Bourgeois en 1970. Traduit par Henri Plard.)

7. Pierre Lepage, *Le Monde*, 25.10.85.

8. *Ibid.*, 29.11.86.

9. Philippe Boucher, *Le Monde*, 1.9.90.

10. Maurice Jaquier, *Simple militant*, Denoël/Lettres nouvelles, 1974, p. 69.

11. Robert Musil, *L'Homme sans qualités*, tome 2, Folio, 1973, p. 514. (Paru au Seuil en 1957.) Traduit par Philippe Jacottet.)

12. Nina et Jean Kéhayian, *La nuit du prolé- taire rouge*, Éditions Rombaldi, 1981, p. 30.

13. Bruno Lafleur, *Dictionnaire des locutions idiomatiques françaises*, Éditions du Renouveau pédagogique, Montréal, 1979.

Fédération internationale des traducteurs (FIT)

Les traducteurs du Québec acquièrent un nouveau statut

Le 13 avril 1992, la présidente sortante de la Société des traducteurs du Québec (STQ), M^{me} Betty Cohen, a reçu, lors d'une cérémonie tenue à l'Assemblée nationale du Québec, les documents créant la nouvelle Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ).

L'accession de la STQ au statut de corporation professionnelle marque l'aboutissement des efforts de plusieurs générations de traducteurs pour faire reconnaître officiellement leur profession. Avec

la création de leur corporation professionnelle, les traducteurs, terminologues et interprètes du Québec obtiennent un statut similaire à celui dont jouissent depuis peu ceux des provinces de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. La décision québécoise revêt toutefois une importance particulière du fait des effectifs de la STQ, où l'on retrouve près des deux tiers des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Canada. De plus, la législation québécoise sur les professions est plus exigeante que celle des autres provinces. Elle impose notamment l'obligation de procéder à des inspections professionnelles.

L'appartenance à la corporation professionnelle confère à ses membres le monopole des activités de traduction, de terminologie et d'interprétation. Les titres réservés dont jouissent maintenant nos confrères du Québec ne prendront donc toute leur signification que grâce à un travail soutenu de promotion de ces titres et des garanties qu'ils fournissent au consommateur.

Cette décision gouvernementale tant attendue a donné un éclat supplémentaire au Congrès du Centre régional nord-américain de la FIT, tenu du 27 au 29 mai 1992 à Montréal et auquel ont assisté environ 500 participants.

International Federation of Translators (FIT)

Québec Translators Acquire New Status

During a ceremony held in Québec's National Assembly on April 13, 1992, Ms. Betty Cohen, past president of the Société des traducteurs du Québec (STQ), received the documents creating a new professional corporation of certified translators and interpreters of Québec – the Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ).

The STQ's accession to the status of professional corporation comes as a result of intensive effort by several generations of translators to have their profession officially recognized. With the creation of

their professional corporation, translators, terminologists and interpreters of the province of Québec now have a status similar to that recently awarded to language professionals in the province of Ontario and New Brunswick. The Québec decision is of particular importance however given the STQ membership that includes close to two thirds of all certified translators, terminologists and interpreters in Canada. Furthermore, Québec legislation respecting the professions is stricter than in other provinces. It imposes, in particular, the obligation to conduct professional inspection or "peer reviews".

Membership in the professional corporation gives members a monopoly on

the titles of certified translator, certified terminologist and certified interpreter. It does not however ensure a monopoly on translating, terminology and interpreting activities. The reversed titles which our Québec colleagues now enjoy will therefore take on all of their meaning only through a continued effort in promoting these designations and the guarantees they provide to consumers.

This much-awaited government decision gave additional sparkle to FIT's Regional Centre for North America (RCNA) Congress held from May 27 to 29, 1992, in Montreal. Approximately, 500 participants attended this event.

XV^e Congrès international des linguistes / XVth International Congress of Linguists

Les langues menacées / Endangered Languages

Approches théoriques en linguistique contemporaine / Theoretical Positions in Current Linguistics

Lieu / Location et /and Date

Québec, Canada, 9 au 14 août 1992 /
Québec, Canada, August 9-14, 1992

Sections : Communications

1. Les sons, les phonèmes et l'intonation (phonétique, phonologie)
2. Le mot (morphologie, lexicologie lexicographie, terminologie)
3. La phrase (syntaxe, fonction)
4. Le sens (sémantique, signification-lexicale, signification grammaticale)
5. Le texte parlé ou écrit (pragmatique, analyse de discours)
6. Langage et société (sociolinguistique, variation linguistique, langue et culture)
7. La langue et l'individu (psycholinguistique, neurolinguistique, acquisition)
8. La langue dans le temps
9. L'aménagement linguistique

10. Apprentissage des langues
11. La survie des langues
12. Approches théoriques en linguistique contemporaine
13. Langage et informatique
14. Pidgins et créoles
15. Histoire de la linguistique
16. Méthodologie (observation des données, constitution et traitement de corpus, expérimentation)
17. Autres (la langue des femmes, le langage par signes)

Sections: Papers

1. Sounds, phonemes and intonation (phonetics, phonology)
2. The word (morphology, lexicology, lexicography, terminology)
3. The sentence (syntax, function)
4. Meaning (semantics, lexical meaning, grammatical meaning)
5. Spoken or written text (pragmatics, discourse analysis)
6. Language and society (sociolinguistics, linguistic variation, language and culture)
7. Language and the individual (psycho-

linguistic, neurolinguistics, language acquisition)

8. The history of language
9. Language planning
10. Language learning
11. Survival of endangered languages
12. Theoretical positions in current linguistics
13. Language and the computer
14. Pidgins and creoles
15. The history of linguistics
16. Methodology (data collection, establishment and processing of corpora, experimentation)
17. Other (language and women, sign language)

Renseignements / Information

CIL 92
Département de langues
et linguistique
Université Laval
Québec (Québec)
G1K 7P4

Téléphone / Telephone: (418) 656-2625
Télécopie / Fax: (418) 656-2019
E-Mail: CIL92@LAVALM1.BITNET

Congrès et colloques nationaux et internationaux / National and International Congresses and Symposiums

Juillet à décembre 1992 / July to December 1992

Date/Date	Lieu/Location	Organisation/Organization	Activité/Event
92.07.12.– 92.07.18.	Lausanne (Suisse)	Fédération internationale des professeurs de français (FIPF)	VIII ^e Congrès mondial : Créer en français – créer le français
92.07.23.– 92.07.28.	Nantes (France)	International Committee on Computational Linguistics	COLING.92 14 ^e International Linguistics
92.08.04.– 92.08.09.	Tampere (Finland)	EURALEX European Association for Lexicography	5 th Euralex International Congress
92.08.09.– 92.08.14.	Québec (Canada)	Université Laval et Association canadienne de linguistiques	XV ^e Congrès international de linguistique – La survie des langues menacées
92.08.25.– 93.09.03.	New York (É.-U.)	Nations Unies	6 ^e Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques
Automne 1992	Ottawa (Canada)	Association canadienne des écoles de traduction (ACET)	Colloque sur la formation en traduction
Automne 1992	La Havane (Cuba)	Centre de Traduction, de Science et de Technique, Académie des Sciences de Cuba	II ^e Symposium de Traduction Scientifique et Technique
Automne 1992	à déterminer	Association des juristes d'expression française du Manitoba	Congrès annuel
92.09.09.– 92.09.12.	Vienne (Austria)	School of Translation and Interpreting, University of Vienna	International Congress: Translation Studies: – An Interdiscipline
92.09.28.– 92.10.05.	île Maurice	Comité international des études créoles	VII ^e Colloque international des études créoles : Éducation, formation, information et communication dans le monde créole
92.10.01.– 92.10.05.	Moscou (Russie) / Moscow (Russia)	Fédération internationale des traducteurs (FIT) /International Federation of Translators (FIT)	Table ronde sur la théorie de la traduction et sur l'éducation /Round Table on Translation theory and on Education
92.11.04.– 92.11.07.	Melbourne (Australia)	National Languages Institute of Australia	Language Expo – Australia 1992
92.11.04.– 92.11.08.	San Diego (U.S.A.)	American Translators Association (ATA)	Annual Conference
92.11.26.– 92.11.29.	Frankfurt (Germany)	Expolingua	5 th Annual Language Fair

Commission de la fonction publique du Manitoba

1. Poste : Réviseur-traducteur

Ministère : Culture, Patrimoine et Citoyenneté

Direction ou Division : Service de traduction

Description sommaire du poste : Révise les textes traduits par les traducteurs du bureau et les pigistes pour tous les ministères du gouvernement du Manitoba, les Sociétés de la Couronne, les organismes gouvernementaux, l'Assemblée législative et les tribunaux. Traduit les documents les plus urgents, les plus délicats et les plus complexes.

2. Poste : Terminologue

Ministère : Culture, Patrimoine et Citoyenneté

Direction ou Division : Service de traduction

Description sommaire du poste : Sous la direction du chef de la Section française, le terminologue effectue des recherches lexicales, terminologiques, documentaires et linguistiques; compile et communique les résultats de ses recherches; participe au développement, au maintien et à la mise à jour des ressources documentaires et de la banque de terminologie du gouvernement du

Manitoba; fait des recommandations au chef de section en ce qui a trait à la planification, à l'organisation et à la prestation de services terminologiques efficaces; révisé certains documents d'un point de vue terminologique afin d'en assurer la qualité; participe à la formation des recrues ou des stagiaires et aux ateliers destinés à divers groupes d'intérêt; remplit d'autres tâches qui lui sont confiées.

3. Renseignements

Michelle Freynet
Chef de la Section française
177, avenue Lombard
6^e étage
Winnipeg (Manitoba)
CANADA
R3B 0W5

Téléphone : (204) 945-5241

Date limite pour l'envoi des candidatures :
le plus tôt possible

Manitoba Civil Service Commission

1. Position: Revisor/Translator

Department: Culture, Heritage and Citizenship

Branch/Division: Translation Services

Position Summary: Revises texts translated by staff and contract translators for all Government of Manitoba departments, Crown corporations and agencies, the Legislative Assembly and the Courts. Translates the most urgent, sensitive and complex texts.

2. Position: Terminologist

Department: Culture, Heritage and Citizenship

Branch/Division: Translation Services

Position Summary: Under supervision of head of French Section, does lexical, terminological, documentary or linguistic research; compiles and communicates results of terminological research; assists in development, maintenance and upgrading of library holdings and of a Manitoba government terminology bank; makes

recommendations to section head with regard to planning, organizing and provision of efficient terminological services; revises certain documents from a terminological standpoint to ensure quality; participates in training of recruits or trainees and in seminars for special groups; other duties as assigned.

3. Information

Michelle Freynet
Head of French Section
177, Lombard av.
6th Floor
Winnipeg, Manitoba
CANADA
R3B 0W5

Telephone : (204) 945-5241

Deadline for applying:
As soon as possible

Le Coin des publications / Publications in Review

Office de la langue française du Québec, Vocabulaire des véhicules du transport routier, Québec, Les Publications du Québec, 1991.

La terminologie didactique

Le *Vocabulaire des véhicules de transport routier*, publié par l'Office de la langue française du Québec (OLF), a été lancé offi-

ciellement le 25 octobre 1991. M. Laurent Paquin, principal artisan de l'ouvrage, a effectué son travail dans le cadre du Comité de terminologie du matériel routier, mis sur pied par Normand Côte de l'OLF. Le Bureau

de la traduction du Secrétariat d'État du Canada a étroitement collaboré à la réalisation de ce vocabulaire en déléguant le sousigné, terminologue spécialisé dans le domaine des véhicules de transport, aux séances du Comité et aux séances de travail subséquentes qui visaient le perfectionnement des entrées de l'ouvrage.

Le vocabulaire traite d'une façon exhaustive des véhicules de transport routier. Les 718 notions qu'il comprend sont regroupées d'une façon systématique sous cinq grandes divisions : le **soubassement**, la **cabine**, le **véhicule**, la **superstructure** et le **freinage**. Tous les aspects de la structure interne et externe des véhicules de transport y sont couverts. Cet ouvrage est abondamment illustré. Pas moins de 250 termes figurent sur plusieurs planches qui illustrent chacune des cinq grandes divisions du vocabulaire. L'ordre de présentation logique des notions adopté par l'auteur dans chacun des chapitres donne une dimension didactique à l'ouvrage.

Les chapitres 1, 2 et 3 portent sur la terminologie des **cadres**, des **châssis**, des **cabines**, des **postes de conduite**, des **essieux**, des **trains porteurs**, des **silhouettes** et des **modes de liaison et de remorquage des véhicules**. Ils suivent un ordre logique correspondant à la conception et à la réalisation d'un véhicule de transport de base et ce, du point de vue du constructeur. On retrouve dans ces chapitres la solution à des problèmes terminologiques qui déconcertent depuis toujours les traducteurs, les rédacteurs et les terminologues. L'auteur propose, par exemple, d'importantes distinctions entre les mots **châssis** et **cadre**, **essieu** et **pont** et entre des expressions litigieuses comme **véhicule traîné**, **véhicule tracté** et **véhicule remorqué**. Pour chacune de ces notions, l'auteur a rédigé des observations terminologiques (et parfois encyclopédiques) pertinentes basées sur l'expérience et les connaissances acquises au cours d'une longue carrière dans la vente et l'entretien des véhicules. Ces observations terminologiques ont une grande valeur puisqu'elles ne sont pas uniquement inspirées d'une connaissance livresque mais appuyées par une expérience véritable du domaine des véhicules de transport.

Le chapitre 3 comprend une section sur la terminologie des **témoins** et des

indicateurs de tableau de bord, des **systèmes de refroidissement**, de la **suralimentation**, de l'**équipement électronique**, des **chauffe-moteurs**, des **différentiels**, des **embrayages**, des **suspensions**, des **compresseurs** et des **contrôlographes**. Pour compléter ce tableau inédit, l'auteur s'applique à résoudre les litiges terminologiques causés par la traduction des termes reliés aux **boîtes de vitesses**, aux **arbres de transmission** et aux **prises d'énergie** (*power take-off*). Le lecteur sera agréablement surpris de trouver également une étude complète et très utile de la terminologie des **charges et poids des véhicules**.

Le chapitre 4 traite des **superstructures de véhicules de transport**. On y retrouve la terminologie des **dispositifs de manutention embarqués**, des **accessoires de carrosseries** et de tous les **types de carrosseries de transport**. Ce travail sur les superstructures et les carrosseries est unique car les notions sont présentées dans un ordre déductif, du terme générique au terme spécifique, ce qui permet au lecteur profane d'en apprendre sur les champs notionnels liés à la conception des véhicules. Les fiches du chapitre 4 sont très bien documentées et complètes : elles font le point sur la recherche terminologique effectuée jusqu'à maintenant et comprennent des observations terminologiques pertinentes qui mettent l'utilisateur en garde contre certaines acceptions américaines et québécoises.

Le chapitre 5 traite des **systèmes de freinage** et en particulier du **freinage pneumatique**. Les premières notions de ce chapitre décrivent des concepts généraux et les observations terminologiques qu'elles contiennent permettent, au gré de la lecture, d'établir progressivement les champs notionnels reliés au domaine du freinage et de les mieux comprendre. Ici encore les commentaires de l'auteur sont très précieux parce qu'ils sont rédigés par un spécialiste qui a acquis une grande notoriété dans son domaine. À notre connaissance, il n'existe pas d'ouvrage qui traite de la terminologie du freinage des véhicules industriels d'une façon aussi exhaustive.

En effet, l'auteur a eu le courage de s'attaquer à la recherche d'équivalents français pour des termes tels que *valve*, *governor*, *retarder* et *compressor*. Une étude sérieuse et complète est faite de tous les

types d'installation de freinage qu'on retrouve sur un véhicule industriel, sur leur **mode d'actionnement** ainsi que sur les **conduites**, les **raccords** et les **types de pressions pneumatiques et hydrauliques**. On retrouve également dans ce travail toute la terminologie bilingue liée aux **organes de freinage**, comme les **types de garniture**, les **leviers de commande**, les **dispositifs de compensation d'usure**, le **freinage électronique**, les **servofreins**, ainsi que les termes se rapportant à leur utilisation et à leur comportement. L'utilité du chapitre 5 sur le freinage est telle qu'il permettra souvent de résoudre des problèmes terminologiques dans des domaines techniques parallèles où l'on retrouve des termes relatifs aux transmissions hydrauliques et pneumatiques.

Le travail de M. Paquin est d'une grande rigueur terminologique et il fait le point sur la recherche effectuée jusqu'à maintenant. Il est aussi polyvalent et le profane peut s'instruire dans le domaine et apprendre de façon agréable la terminologie bilingue des véhicules. Pour cette raison, l'ouvrage trouvera certainement une grande diffusion chez les utilisateurs. Il fournira également des renseignements utiles aux spécialistes de la langue, comme les traducteurs, les rédacteurs et les terminologues d'expression française, qui ont à traiter des textes officiels et des textes hautement techniques. On ne saurait envisager de rédiger et de traduire correctement dans le domaine des véhicules industriels, utilitaires et militaires sans puiser dans ce **trésor terminologique** de la Direction des services linguistiques de l'Office de la langue française.

On peut se procurer le *Vocabulaire des véhicules de transport routier* aux librairies régionales **Les Publications du Québec** ou à l'adresse postale suivante :

Les Publications du Québec
Case postale 1005
Québec (Québec) G1K 7B5
Téléphone : (418) 643-5150
1-800-463-2100 (sans frais)
Télécopie : (418) 643-6177

Yvan Cloutier

Brisebois, Madeleine, Grandchamp-Tupula, Mariette, en collaboration avec Parc, Françoise, Vocabulaire de technologie éducative et de formation / Vocabulary of Educational Technology and Training, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1991, xiii-1005 p.

Avant-propos

En 1986, le Secrétariat d'État du Canada publiait un cahier de terminologie intitulé *Lexique des termes de formation*. Cette édition provisoire, établie par Madeleine Brisebois, regroupait quelque 1000 entrées. Des recherches subséquentes ont permis d'enrichir le domaine de base et d'exploiter plus à fond deux domaines connexes : la technologie éducative et la dynamique de groupe. La nomenclature initiale, qui a été revue par la même occasion, se trouve considérablement augmentée. Plus de 6400 entrées figurent dans le présent vocabulaire.

Ce qui justifie la place de choix réservée à la technologie éducative à l'intérieur d'un vocabulaire de formation, c'est qu'au cours des dernières décennies, toute une tradition d'enseignement basée sur l'écriture et l'imprimé a cédé le pas à une panoplie de moyens audiovisuels (cinéma, télévision, magnétoscope, etc.) et électroniques (ordinateur, simulateur, machine à enseigner, etc.).

Parallèlement à cette expansion technologique, les méthodes de formation ont changé. La classe magistrale passive, à l'écoute du maître, a fait place à des groupes de stagiaires ou d'apprenants actifs, participant à leur formation à l'intérieur d'un réseau de relations interpersonnelles. De là l'importance de la dynamique de groupe dans le domaine de la formation.

Mariette Grandchamp-Tupula

Lauriston, Andy et Le Néal, Jocelyne. Dictionnaire bilingue des télécommunications internationales. Volume 4 : Service des télécommunications

/ Bilingual Dictionary of International Telecommunications. Volume 4: Telecommunication Services, Montréal, Téléglobe Canada, XIII-548 p.

Fruit de deux années de recherche, cet ouvrage de 548 pages, qui regroupe 4 454 termes définis en anglais et en français, a été élaboré avec la participation de plusieurs spécialistes du domaine des télécommunications. On y trouvera les données les plus récentes concernant les services de télécommunications. Téléglobe Canada a déjà publié dans cette collection trois volumes qui traitent respectivement des antennes de télécommunications, des équipements de transmission et des équipements de commutation.

Avant-propos

C'est sous le signe de la diversification que s'inscrit l'évolution des services de télécommunications depuis une vingtaine d'années. En effet, l'offre des fournisseurs de services téléphoniques, télégraphiques et télex traditionnels s'est enrichie d'une gamme de nouvelles prestations qui permettent la transmission, à partir de terminaux fixes ou mobiles, de données et d'images en plus de la parole et de l'écrit. Parmi ces prestations, certaines, tels les services de liaisons spécialisées et la téléconférence, répondent aux besoins spécifiques des entreprises tandis que d'autres, tel le vidéotex, sont destinées également ou principalement au grand public. Pour faciliter l'utilisation des services et augmenter l'efficacité des communications, les télécommunications ont mis au point de nombreuses fonctions supplémentaires fondées sur des techniques de stockage et de traitement de l'information. Ils ont en outre multiplié les modalités de service et d'accès en fonction des nouvelles exigences du marché, tant et si bien qu'au cours de l'élaboration de ce quatrième volume du *Dictionnaire bilingue des télécommunications internationales*, nous avons dû nous interroger sur ce qui aujourd'hui, constitue un service.

En fait, le type de notions que nous avons recensées varie d'un sous-domaine à l'autre. Ont été incluses d'emblée toutes les prestations offertes aux utilisateurs, y compris les fonctions supplémentaires les plus courantes et les principales applications de

chaque service. Par exemple, le service 800, l'appel en attente et le télémarketing ont été inventoriés respectivement parmi les services, les fonctions et les applications de la téléphonie. Dans le domaine de la télé-informatique, nous avons également pris en compte les possibilités de communication fournies par un réseau ou une couche donnée à l'intérieur d'un réseau. Nous avons donc été amenés à traiter, en termes plus techniques, des prestations OSI comme les services de couche et les services avec ou sans connexion ainsi que des services RNIS caractérisés par leur largeur de bande et les moyens d'y accéder. En radio-communications, nous avons repris la classification des services établie par les instances nationales et internationales chargées de l'attribution des fréquences. Par ailleurs, nous avons consacré une section aux services d'Intelsat, même si bon nombre d'entre eux sont désignés par des noms propres. Nous avons également abordé les domaines de la radiodiffusion et de la câblo-distribution étant donné qu'avec l'introduction des réseaux à large bande et des services d'images, la distinction que l'on faisait jadis entre les télécommunications et l'audiovisuel tend à s'estomper. Enfin, ayant cru bon de répertorier les différents types de communications, de messages et d'utilisateurs, nous avons défini des notions comme la communication conférence, le document multimédia et l'abonné itinérant.

Le fait que Téléglobe Canada est un télécommunicateur international a évidemment influencé notre choix de termes et la façon dont nous les avons définis. Nous avons ainsi accordé une place importante aux publications d'organismes comme le CCITT, le CCIT, Intelsat, Inmarsat, l'ISO et l'OACI. Précisons que le présent ouvrage ne s'inscrit pas pour autant dans une démarche normative, comme en témoigne le nombre important de synonymes qu'il contient. Nous avons jugé opportun d'inclure d'autres termes largement répandus dans l'usage pour faire connaître des moyens d'expression propres au domaine et, le cas échéant, la terminologie adoptée par les divers organismes. D'autre part, bien que nous nous soyons inspirés des définitions officielles, nous les avons souvent modifiées de façon à les rendre plus transparentes pour le non-spécialiste ou à fournir de plus amples renseignements sur la notion.

Foreword

The evolution of telecommunication services over the past twenty years has been marked by ever-increasing diversification. Providers of traditional telephone, telegraph and telex services have launched a series of new offerings that allow users to transmit data and images, as well as text and speech, from either fixed or mobile terminals. Some of these offerings, such as teleconferencing and private-line services, are specifically designed for business while others, such as videotex, are equally or mainly geared to the needs of the general public. To facilitate communications and increase efficiency, carriers have also developed numerous service features based on techniques for storing and processing information. In addition, they have responded to market demand with innovative service arrangements and new ways of accessing the network. Not surprisingly, therefore, we have had to determine what constitutes a telecommunication service today as a first step in the preparation of this fourth volume of the *Bilingual Dictionary of International Telecommunications*.

The nature of the concepts on which we have ultimately focused our attention varies from one subfield to another. From the outset, we chose to cover all user services, their main features and primary applications. For example, the 800 service, call waiting and telemarketing were defined among telephony-related services, features and applications, respectively. In the field of data communications, we have also taken into account the capabilities provided by a network or a particular layer within a network. We have thus dealt in more technical terms with such OSI concepts as "layer service" and "connection-oriented service", as well as with ISDN services characterized by bandwidth or access facilities. In radio-communications, we have followed the classification scheme established by national and international bodies responsible for ma-

naging the airwaves. We have also added a section on Intelsat services, even though many are designated by proper nouns. In addition, we have defined terms associated with broadcasting and cablecasting, since the entrenched distinction between these and telecommunication services is becoming less and less tenable with the introduction of broadband networks and image communication services. Finally, we have deemed it useful to include the terminology of calls, messages and users (e.g., conference call, mixed document, roamer).

As for the terms retained and the definition provided for any given concept, they naturally reflect Teleglobe Canada's role as an international carrier. We have therefore attached particular importance to the publications of organizations such as the CCITT, the CCIT, Intelsat, Inmarsat, ISO and ICAO. It should be noted, however, that our aim was not to confine ourselves in any way to standardized terms and definitions. We have opted instead to list all well-documented synonyms in order to reflect usage and, where appropriate, provide access to the terminology adopted by various organizations. Similarly, we took official definitions into account but often decided to adapt them for the nonspecialist or provide additional information.

Alain Morissette

Office de la langue française, Au féminin. Guide de féminisation des titres de fonction et des textes, Québec, Les Publications du Québec, 1991.

Préface

La féminisation linguistique est à l'ordre du jour. L'actualité de cette question tient au fait que les femmes ont de plus en plus

accès à des postes qui, auparavant, étaient réservés aux hommes. Parce que la langue ne reflétait pas suffisamment cet acquis social et professionnel des femmes, on a vu apparaître dans l'usage, au cours des dernières années, des formes féminines nouvelles. Progressivement, on a vu se dessiner une tendance à utiliser de plus en plus souvent le féminin, notamment dans les titres et les fonctions, et aussi dans les écrits. Cette nouvelle façon de rédiger ne va pas sans soulever des problèmes d'écriture. Aussi les différents services de l'Office de la langue française reçoivent-ils de multiples demandes sur les règles à suivre lorsqu'on veut féminiser les textes.

Afin de répondre aux attentes exprimées au cours des années, l'Office de la langue française a donc publié dans la *Gazette officielle*, de 1979 à 1984, trois avis sur la féminisation des titres et l'affichage des postes, puis en juin 1986, à la suite d'une vaste consultation, un document intitulé *Titres et fonctions au féminin : essai d'orientation de l'usage*.

De même, pour répondre aux questions que le public se pose sur la façon de féminiser, l'Office propose ce guide qui comprend deux parties. La première constitue un rappel des avis et la deuxième, consacrée à la féminisation des textes, fait l'inventaire des procédés d'écriture.

Cependant, nous tenons à mentionner que, pour l'Office de la langue française, la féminisation des textes demeure toujours facultative. Nous souhaitons que cet ouvrage apporte des solutions aux problèmes d'écriture que peut poser la féminisation; il met en valeur toutes les ressources dont dispose la langue française pour répondre aux exigences de la communication moderne.

Jean-Claude Rondeau

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) **les membres du Bureau de la traduction** sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull, tél. : (819) 994-0715 ou 997-1275);

b) **les abonnés** qui ont un compte avec le Groupe Communication Canada – Édition doivent s'adresser au (819) 956-4802 et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Terminologie et services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Tél. : (514) 283-0283

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, les difficultés de langue, **en anglais** comme **en français**, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) **All members of the Translation Bureau** should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull (819) 994-0715 or 997-1275.

b) **Subscribers** having an account with the Canada Communication Group – Publishing should contact directly (819) 956-4802.

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of
State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Tel.: (514) 283-0283

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in **English** or in **French**, as long as the articles are well documented and of interest to translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro / This Issue's Contributor's

André Carrière, Bureau de la traduction du Nouveau-Brunswick, Fredericton;

Yvan Cloutier, Secrétariat d'État, Ottawa;

Berry Cohen, Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec, Montréal;

Roger Collet, Secrétariat d'État, Hull;

Lise Gingras, Secrétariat d'État, Hull;

Mariette Grandchamp-Tupula, Secrétariat d'État, Montréal;

Audrey Greyeyes, Department of the Secretary of State, Hull;

Guy Jourdain, Deniset, Jourdain et Boily Winnipeg;

Frédéric Leroux fils, Secrétariat d'État, Hull;

Julien Marquis, Conseil des traducteurs et interprètes du Canada, Ottawa;

Alain Morissette, Téléglobe Canada, Montréal;

Marc Rochon, Department of the Secretary of State, Hull;

Jean-Claude Rondeau, Office de la langue française, Montréal et Québec;

Malcolm Williams, Secrétariat d'État, Hull;

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction (N.D.L.R.)

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau (Ed.)

©Minister of Supply and Services Canada 1992

Abonnement :

1 an (4 numéros) – Canada : \$14,95

Étranger : \$17,95

Numéro : Canada \$3,25 – Étranger : \$3,90

Subscription rates:

1 year (4 issues) – Canada : \$14.95

Other countries: US\$ 17.95

Per issue: Canada \$3.25 – Other countries: US\$ 3.90

Règlement: par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Groupe Communication Canada – Édition, Ottawa (Ontario) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency) made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canada Communication Group – Publishing, Ottawa, Ontario, K1A 0S9



CAI
SS 210
-A17

ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

UPDATE

TERMINOLOGY

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU

VOL. 25, 3, 1992



NOUVELLES RÉALITÉS / NEW DEVELOPMENTS



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

La gratuité de la formation en traduction : une époque révolue	3
Le Comité d'uniformisation de la terminologie spatiale : origine et évolution	4
La phraséologie - Nouvelle dimension de la recherche terminologique	5
Terminologie du maintien de la paix	10
Trois larrons en foire : TERMIUM, PUBLICIEL et LATTE	12
The Capitalization of Terms such as Aboriginal and Native : Time for Change?	14
La main et le toucher des étoffes/tissus	17
The Term quasquicentennial	22
Appel à tous	22
Journée nationale et internationale de la traduction (30 septembre)	23
National and International Translation Day (September 30)	24
Au fil des événements / News and Events	25
Le Coin des publications / Publications in Review	26
Fiches Repères - T/R	I

Rédactrice en chef / Editor

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee

Gérard Bessens

Janine Laurencin

Direction des services de traduction centralisés

Lucie Boisvenue

Direction des services de traduction aux ministères

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Christine Leonhardt

Mary Sitarski

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction de la traduction multilingue

Sommaire

Ce numéro de *L'Actualité terminologique* consacre sa partie thématique aux nouvelles réalités à la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) du secteur Langues officielles et Traduction du Secrétariat d'État du Canada.

La fin de la gratuité de la formation en traduction fait l'objet d'un article. Il est aussi question du Comité d'uniformisation de la terminologie spatiale. On présente également la terminologie du maintien de la paix.

Une autre réalité nouvelle est la place qu'occupe dorénavant la phraséologie dans la recherche terminologique. Pour leur part, TERMIUM, PUBLICIEL et LATTE s'entendent comme larrons en foire. Une étude sur l'emploi des majuscules dans les termes **aboriginal** et **native** clôture la partie thématique du numéro.

Dans la partie non thématique, une terminologue nous présente le fruit de ses recherches. Le lexique anglais-français sur les textiles permettra, nous l'espérons, de résoudre certains problèmes terminologiques propres à ce domaine. Suit une étude de l'étymologie du terme **quasquicentennial**.

Un appel à tous est lancé en vue de la création d'une nouvelle chronique portant sur la néologie. Le Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC) annonce que le 30 septembre devient la **Journée nationale et internationale de la traduction**.

La chronique semestrielle *Au fil des événements / News and Events* et la chronique habituelle *Le Coin des publications / Publications in Review* ainsi que la seconde partie de la fiche Repères - T/R portant sur l'ellipse, complètent ce numéro.

Michèle Valiquette

Summary

The thematic part of this issue of *Terminology Update* deals with new developments in the Terminology and Linguistic Services Directorate (TLSD) of the Official Languages and Translation sector of the Department of the Secretary of State of Canada.

The end of free translation training for non-Bureau staff is announced in the first article. The next articles discuss the Spatial Terminology Standardization Committee as well as peacekeeping terminology.

Other articles describe new advances in the TLSD such as the increasing importance of phraseology in terminological research. TERMIUM, PUBLICIEL and LATTE are presented as three companions. The thematic part of this issue concludes with a study of the capitalization of the words **aboriginal** and **native**.

In the non-thematic part, terminological research findings in the field of textiles are presented. We hope that the English-French glossary on textiles will help to solve terminological problems in that field. A brief note on the etymology of the term **quasquicentennial** is also included.

A new column on neology will be added in the near future and we invite all readers to participate by submitting neologisms. The **National and International Translation Day** will take place on September 30, as announced by the Canadian Translators and Interpreters Council (CTIC).

The biannual column *Au fil des événements / News and Events* and the regular column *Le Coin des publications / Publications in Review* as well as the second part of the Repères - T/R record on ellipsis complete this issue.

Michèle Valiquette

Recouvrement des coûts en formation

par Robert Bellerive

À l'automne 1992, le Service de la formation et du perfectionnement du Bureau de la traduction passera en régime de recouvrement des coûts pour ce qui est des ateliers et des stages offerts à sa clientèle extérieure.

Le Service

Le Service de la formation et du perfectionnement (SFP) aide les traducteurs du Bureau à acquérir et à maintenir les compétences dont ils ont besoin pour bien s'acquitter de leurs fonctions. Son programme d'ateliers et de stages touche tous les aspects de la profession : traduction, révision, contrôle de la qualité, recherche terminologique, aide à la rédaction.

Son équipe de formateurs chevronnés cumule une très grande expérience professionnelle. Le Service reçoit aussi l'aide de quelques spécialistes du Bureau, qui animent des ateliers dans des disciplines telles que la traduction technique, la rédaction législative et la traduction financière. À l'occasion, d'autres personnes-ressources donnent des exposés portant sur des questions touchant la gestion d'une équipe de traducteurs, le service à la clientèle, les marchés de services de traduction, etc.

Le Service accueille chaque année quelque 1400 traducteurs, chefs d'équipe, contrôleurs de la qualité et terminologues, dont un pourcentage de plus en plus élevé de langagiers de l'extérieur.

Le programme d'activités

Les activités offertes se composent d'ateliers thématiques et de stages de perfectionnement ou de ressource.

Les ateliers portent sur certains domaines de spécialité (ex. : *Traduction administrative*, *Traduction des noms géographiques*), sur la méthode (*Adaptation to End-User*, *Traduction de textes mal rédigés*, etc) ou sur l'exercice de fonctions particulières (comme la révision et le contrôle de la qualité de textes traduits à partir de langues étrangères).

Les stages, qui durent d'une à trois semaines, permettent aux participants de faire le point sur leur travail (ex. : *Skills Review*) ou de s'initier à de nouvelles fonctions (par exemple, *Formation des chefs d'équipe*, *Formation des contrôleurs de la qualité*).

La clientèle extérieure

Depuis quelques années, le Service de la formation et du perfectionnement accueille dans ses ateliers et ses stages un nombre sans cesse croissant de traducteurs, de réviseurs et de rédacteurs travaillant pour le compte d'organismes autres que le Bureau de la traduction du Secrétariat d'État. Ces langagiers oeuvrent pour d'autres ministères fédéraux, les sociétés d'État, les provinces et territoires, les associations professionnelles, les hôpitaux, les municipalités, etc.

La profession se diversifie et les besoins en formation spécialisée se font partout de plus en plus grands. Il est donc normal que ces praticiens de la traduction de l'extérieur se tournent vers le Bureau de la traduction pour approfondir certains aspects de leur travail ou parfaire leurs aptitudes. La réputation du Bureau n'est plus à faire, et son service de formation est le seul au pays à offrir un programme de perfectionnement professionnel aussi structuré, cohérent et complet à l'intention des spécialistes de la langue.

Pourquoi le recouvrement des coûts?

Depuis quelques années, le gouvernement fédéral cherche à assurer une plus grande équité dans la répartition du fardeau que représentent les coûts des services offerts par l'État à la population. Par leurs impôts et les taxes qu'ils versent au gouvernement, tous les Canadiens contribuent à la prestation de ces services. Toutefois, il est normal que le principal apport provienne des utilisateurs directs. D'où la perception de droits supplémentaires auprès de ces utilisateurs. Pensons par exemple aux droits d'entrée dans les parcs nationaux, ou encore aux droits imposés pour la délivrance des certificats de citoyenneté.

Dans un secteur d'activité plus rapproché, il y a l'exemple de Formation et perfectionnement Canada. Tous les cours offerts par cet organisme coûtent un montant déterminé. C'est dans cet esprit que le Service de la formation et du perfectionnement commencera cet automne à facturer les langagiers de l'extérieur du Bureau de la traduction qui s'inscriront à ses activités.

Par sa politique de recouvrement des coûts, le gouvernement fédéral entend aussi lutter plus efficacement contre le déficit national. À ce chapitre, la contribution du Service de la formation et du perfectionnement sera certes modeste, mais elle s'ajoutera à celle des autres secteurs de la fonction publique.

Enfin, l'adoption de façons de faire inspirées en partie de l'entreprise privée oblige les organismes gouvernementaux à optimiser leur efficacité, ce dont profitent ensuite tous les Canadiens. Tel est également un des objectifs de la politique de recouvrement des coûts adoptée par le gouvernement fédéral.

Les prix des produits et services gouvernementaux

Par la voix du Conseil du trésor, l'État donne des directives précises sur la façon de déterminer les prix pour le recouvrement des coûts. Il faut tenir compte du traitement des fonctionnaires qui participent à la prestation des services, ajouter une certaine proportion du coût des infrastructures et du matériel, etc. Les ministères doivent aussi éviter de faire une concurrence déloyale à l'entreprise privée en fixant des prix inférieurs à la valeur réelle du produit sur le marché. Lorsqu'il s'agit de produits ou de services uniques en leur genre, la question ne se pose pas de la même façon, mais les prix exigés doivent quand même être réalistes par rapport aux conditions du marché.

D'autres facteurs influent aussi sur les prix; mentionnons la nature des produits ou services, la clientèle visée et les effets du recouvrement sur la demande. De plus, les ministères bénéficient d'une certaine latitude qui leur permet d'établir des tarifs propres à contribuer le mieux

possible à l'atteinte de tous les objectifs visés.

Après une étude minutieuse de la situation, il a été décidé de fixer un prix unique pour les ateliers et les stages offerts par le Service de la formation et du perfectionnement, soit 180 \$ par jour et par personne. Ce prix se compare assez avantageusement aux tarifs pratiqués par Formation et perfectionnement Canada et se situe quelque peu en deçà du coût réel des activités. Le Service de la formation et du perfectionnement a déjà informé sa clientèle extérieure du changement. Il communiquera bientôt avec tous les clients concernés pour préciser les modalités de recouvrement. Le Service analysera les effets du nouveau régime sur sa clientèle extérieure au cours d'un essai. Au besoin, il déterminera ensuite les modifications à apporter.

Une responsabilité envers le grand public

Pour conclure, rappelons que la décision d'adopter un régime de recouvrement des coûts découle des

nouvelles orientations données ces dernières années à la fonction publique fédérale : plus grande équité en matière de répartition du fardeau des dépenses de l'État entre les Canadiens, lutte soutenue contre le déficit national sur tous les fronts, amélioration des pratiques de gestion en vue d'une plus grande efficacité globale. Au bout du compte, c'est toute la population qui bénéficiera de cette évolution.

Renseignements

Robert Bellerive, Chef p.i.
Service de la formation et du perfectionnement
Division des services linguistiques
Terminologie et Services linguistiques
Bureau de la traduction
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Téléphone : (819) 997-1901

Le Comité d'uniformisation de la terminologie spatiale : origine et évolution

par Gilles Martel

La création de l'Agence spatiale canadienne (ASC) a intensifié la participation du Canada aux programmes internationaux sur l'espace.

Dès la fin des années 80, le Bureau de la traduction du gouvernement canadien recevait un volume appréciable de textes dans le domaine, d'un grand nombre de ministères et organismes intéressés de près ou de loin par ces programmes. À la pluralité de la clientèle correspondait alors une multiplicité de points de service à Ottawa-Hull et à

Montréal, avec pour résultat la prolifération d'expressions parallèles en français pour désigner les mêmes réalités.

Alarmé par la situation, le Service des traductions scientifiques, avec l'appui de la section Plans et devis de Montréal et du Service des traductions techniques, a alors demandé à la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) de produire un lexique sur un de ces grands programmes internationaux, nommément celui de la station spatiale Freedom.

La noblesse de l'aventure spatiale ne devait cependant pas empêcher de garder les pieds sur terre. Les ressources à consacrer au projet étaient rares, la terminologie proposée devait être utile, il fallait disposer d'un lexique rapidement, pour que cette terminologie ait de bonnes chances de prendre racine. Afin d'augmenter ces chances, l'ASC et la Société SPAR Aérospatiale ont été invitées à participer aux travaux d'établissement du lexique. Le Bureau s'est trouvé dès le départ à s'associer deux intervenants de taille dans le domaine. Ainsi est né le Comité d'uniformisation de la terminologie spatiale.

La réalisation de la station spatiale Freedom fait appel à une foule d'aspects de l'activité humaine : astronautique, biologie, électronique, intelligence artificielle, mécanique, physique, robotique, sciences des matériaux, télécommunications, etc. Devant cette profusion, le Comité a décidé de délimiter son champ de recherche de façon pragmatique en dépouillant non pas des ouvrages savants, mais plutôt des dossiers d'études et des documents courants qu'avaient eu à produire les traducteurs du Bureau et les rédacteurs de l'ASC et de SPAR. Il se dotait ainsi d'une méthode efficace permettant de repérer la terminologie dont avaient besoin rapidement les usagers, tout en évitant l'épineux problème de la définition théorique de multiples champs de recherche. Le lien unificateur du lexique n'allait donc pas être sa complétude, mais son caractère utilitaire.

Il aura fallu un peu plus d'un an au Comité pour parachever ses travaux sur la station spatiale. Le lexique publié à l'été 1992 en est le résultat, en première version puisqu'il est prévu de le mettre à jour dès que le nombre des ajouts le justifiera.

Entre temps, l'activité du Comité prenait une autre dimension. À l'été de 1991, l'ASC était invitée à participer aux travaux de la Commission ministérielle de terminologie de sciences et techniques spatiales de France, qui est chargée d'établir et de tenir à jour un inventaire des lacunes du vocabulaire du domaine, de proposer les termes et néologismes nécessaires à la désignation des réalités nouvelles, et de favoriser la diffusion des terminologies nouvelles auprès des utilisateurs.

Au début de 1992, l'ASC demandait au Comité ses conseils sur des points de terminologie dont allait débattre la Commission ministérielle. S'amorçait ainsi une collaboration fructueuse qui, d'une part, permet aux usagers que représente le Comité de faire entendre leur voix auprès de la francophonie internationale et qui, d'autre part, ouvre la porte sur des richesses documentaires que le Comité entend exploiter au profit de tous.

Ses travaux sur la station spatiale étaient à peine terminés que le Comité recevait la commande de préparer un lexique du RADARSAT. Le RADARSAT est un satellite canadien de télédétection de nouvelle génération qui, grâce à des techniques ra-

dar, permettra d'obtenir des images du globe peu importe la couverture nuageuse. Sa mise sur orbite aura lieu en 1993. Il est particulièrement important d'en établir la terminologie française, compte tenu du fait que le Canada et la France envisagent de construire ensemble un satellite semblable vers la fin des années 90.

Pour ces nouveaux travaux, le Comité a ressenti la nécessité d'élargir le réseau au plus grand nombre possible d'usagers. Il s'est donc entouré de membres conseils, choisis pour leur compétence scientifique ou langagière, dont il sollicite au besoin les lumières. Ce processus de consultation offre l'avantage indirect de favoriser la diffusion de la terminologie.

Les travaux de RADARSAT ont commencé en avril 1992. Un premier dépouillement des dossiers d'étude du satellite a donné une moisson de quelque huit cents expressions. À ce rythme, le lexique pourrait facilement compter près de 2000 vedettes. Devant ce défi d'envergure, le Comité met actuellement les bouchées doubles : il aimerait bien que le lexique soit lancé avant le satellite!

La phraséologie - Nouvelle dimension de la recherche terminologique.

Travaux du module canadien du Rint

par Claude Lainé, Silvia Pavel et Monique Boileau

1. Introduction

À l'instar de la langue courante (LC), toute langue de spécialité (LS) privilégie certaines combinaisons lexicales; celles-ci peuvent être figées (unités terminologiques) ou semi-figées (phraséologismes). Toute-

fois ces catégories ne sont ni hermétiquement étanches, ni unanimement reconnues. De plus, les définitions, structures et fonctions de ces types de combinaisons LS diffèrent à divers degrés de leurs homologues LC. Or ce sont ces aspects combinatoires du vocabulaire LS qui intéressent tout particulièrement les langagiers et au-

tres médiatiseurs préoccupés par l'idiomaticité et l'efficacité du discours spécialisé.

En terminologie comparée, l'étude de ces combinaisons permet de réfléchir à l'apparition et à l'évolution des concepts, aux hiérarchies et réseaux

de concepts désignés par des verbes ou des syntagmes verbaux, aux problèmes de l'équivalence interlangues, aux mécanismes de formation et d'intégration des néologismes, aux rapports unissant termes et autres unités du discours. En terminographie, cette réflexion stimule la recherche de nouvelles méthodes de dépouillement du corpus¹, de repérage et de systématisation des combinaisons usuelles, de leur structuration dans les dictionnaires et de leur gestion dans les banques de données terminologiques. Les travaux de A. Kukulska-Hulme sur les dictionnaires actions-acteurs et ceux de H. Picht sur les concepts à caractéristiques verbales illustrent très bien ces nouvelles orientations de la recherche terminologique².

2. Définition de la recherche phraséologique

Compte tenu de ces considérations, la Direction de la terminologie et des services linguistiques nous a confié en avril 1991 deux projets de vocabulaires à composante phraséologique. Conçus comme des étapes expérimentales préalables à l'esquisse d'une méthodologie de préparation de tels vocabulaires, ces travaux, complémentaires à plusieurs égards, seront publiés en 1993 par le module canadien du Rint.

Nous avons commencé par établir une bibliographie d'articles et d'ouvrages traitant de la phraséologie LS et LC en accordant une attention particulière aux études françaises. Distribuée aux membres du Rint, qui verront à sa mise à jour, cette bibliographie pourrait fournir la matière à un séminaire Rint sur la phraséologie LS.

Dans la lignée de plusieurs auteurs cités dans cette bibliographie, nous définissons **phraséologie LS** comme : «ensemble des collocations à commutabilité restreinte, comprenant les unités terminologiques propres à un ou à plusieurs domaines de spécialité, et reflétant les habitudes langagières de leur communauté professionnelle». Le sens second de **phraséologie** est : «discipline qui

étudie les collocations LS». **Collocation** signifie ici «apparition ensemble, ou cooccurrence usuelle, de certains éléments (p. ex. noms, verbes, adjectifs, adverbes, syntagmes) dans une phrase». **Commutabilité restreinte** veut dire «possibilité limitée de remplacement, solidarité qui peut aboutir au figement, et prévisibilité partielle de la cooccurrence».

Le **phraséologisme** est donc une «combinaison polaire autour d'un noyau terminologique qui détermine au moins en partie le choix de ses **collocateurs**». Un syntagme verbal comme «itérer vers le chaos» est un phraséologisme dont le noyau terminologique «itérer vers» attire les collocateurs non synonymes mais apparentés «chaos, désordre, turbulence». Il n'est pas exclu que les collocateurs soient eux aussi des unités terminologiques, ni que les termes noyaux de certaines combinaisons deviennent des collocateurs dans d'autres combinaisons. Ainsi, le noyau «fractale» prend «itére vers...» comme colocateur. Ces exemples montrent en outre que les combinaisons polaires s'effectuent aussi bien à l'intérieur d'un syntagme qu'entre deux ou plusieurs syntagmes.

La **recherche phraséologique** consiste à repérer, lors du dépouillement terminologique, les combinaisons polaires usuelles d'une LS, à les analyser, à les classer et à les présenter sur les fiches terminologiques qui traitent la notion désignée par le terme noyau. L'établissement de **vocabulaires phraséologiques** est lui aussi axé sur le traitement notionnel. C'est ainsi que les phraséologismes sont présentés dans l'ordre alphabétique sous les rubriques du terme défini. Un deuxième classement, celui-là sous forme d'index, serait toutefois souhaitable dans les deux cas.

Une fois ce cadre de référence adopté, S. Pavel, chef de la Division Montréal-Québec, a analysé les besoins phraséologiques propres aux traducteurs techniques et scientifiques du gouvernement fédéral et a exploré les moyens de les satisfaire grâce à **TERMIUM**. Elle a par la suite présenté ses observations au colloque international *Terminologie et docu-*

mentation dans la communication spécialisée, organisé en octobre 1991 à Hull sous les auspices du Secrétariat d'État du Canada et d'INFO-TERM.

Christiane Fellbaum, de l'Université Princeton, a été invitée à la Division Montréal-Québec pour présenter sa classification des verbes anglais dans la base lexicographique relationnelle **WORDNET**. Betty Cohen, de Contexte-Traductions Inc. (Montréal), est également venue entretenir les terminologues de son *Lexique des cooccurents - Bourse et conjoncture économique*, structuré en tableaux et inspiré des fonctions combinatoires du lexicographe Igor Mel'cuk, de l'Université de Montréal.

Nous avons aussi consulté Christine Leonhardt et Jean Quirion, terminologues-analystes responsables de la mise à niveau de **TERMIUM**, ainsi que plusieurs terminologues de la Division Montréal-Québec, avant de décider de l'orientation de chaque projet et de la structure des rubriques aux fins de la publication. Comme on pourra le constater plus loin, nos rubriques diffèrent de celles habituellement adoptées dans les dictionnaires phraséologiques actuels et ce, pour des raisons tenant de la matière traitée et des buts visés.

Les consultations continuent en vue d'adapter le traitement sur micro aux exigences du dépouillement phraséologique, et d'arrêter une procédure d'emmagasinement de ces données dans **TERMIUM**. Une première tentative de saisie optique des textes à dépouiller au moyen du logiciel WordPerfect n'a pas donné les résultats escomptés, le logiciel WP et le lecteur optique dont nous disposons s'avérant trop lents et peu adaptés à nos besoins. À moins de trouver un logiciel d'indexation adéquat, le dépouillement automatisé nous paraît être la seule solution viable pour le repérage et le traitement des données nécessaires à la recherche phraséologique.

3. Vocabulaire combinatoire de la CFAO appliquée à la fabrication mécanique

Le premier projet, entrepris par Claude Lainé, s'intitule *Vocabulaire combinatoire de la CFAO appliquée à la fabrication mécanique*. Le sigle CFAO signifie **conception et fabrication assistées par ordinateur**. La nomenclature d'environ 300 termes rend compte de la tendance de cette technologie à intégrer de plus en plus toutes les phases de production. L'arbre de domaine recouvre donc des notions d'informatique, d'infographie, de conception, de machines-outils, de robotique et de production.

La terminologie de base ayant déjà été en partie définie et normalisée par l'ISO, ce sont les combinaisons usuelles propres au domaine de la CFAO qui retiennent notre attention. Ces combinaisons ne sont pas accidentelles puisque soit prédestinées par la compatibilité des traits lexico-sémantiques de leurs éléments, soit tacitement acceptées par les spécialistes du domaine précisément par leur écart prémédité d'une combinatoire prévisible. Il est donc possible, à partir de l'analyse de textes spécialisés, de relever les réseaux de combinaisons qui tissent la langue de cette spécialité. Et c'est cette connaissance, alliée à celle des dénominations propres, qui permettra au langagier de s'exprimer de façon idiomatique.

Chaque entrée du vocabulaire est constituée des termes français et anglais, d'une définition et d'un bloc phraséologique en français. Un bloc complet comprend jusqu'à six rubriques sous lesquelles sont classées les combinaisons. L'entrée ci-dessous est présentée à titre purement illustratif. L'emploi de l'astérisque, des crochets, de l'ombre ou des parenthèses est expliqué dans le guide d'utilisation du vocabulaire.

atelier flexible; système de production flexible - flexible manufacturing system; FMS

Système souple pouvant s'adapter facilement à tout change-

ment de production. Il comprend des groupes de fabrication, des systèmes automatisés de transport entre les points de fabrication et le montage sur les machines, ainsi qu'un ensemble informatique chargé de la gestion de l'atelier.

terme sujet

- ~ accélérer le passage des pièces,
- ~ comprendre des points de fabrication,
- ~ englober des concepts d'automatisation individuelle et de technologies,
- ~ fabriquer des pièces sur différents points de travail,
- ~ fonctionner comme un système intégré,
- ~ (pouvoir) manipuler diverses pièces dans le désordre,
- ~ optimiser l'utilisation des machines,
- ~ rassembler des machines, réduire les encours

terme objet

- concevoir ~ , [chariots filoguidés]
- desservir ~

terme + ADJ(ADV)

- ~ automatisé *
- ~ observable,
- ~ omnidirectionnel,
- ~ opérationnel,
- ~ prévisible

terme+(prép.)+N

- ~ d'usinage *

N+(prép.)+terme

- cellule d' ~ ,
- concept d' ~ ,
- configuration de l' ~ ,
- développement d'un ~ ,
- mise en oeuvre d' ~

Rubriques : au nombre de six - il manque dans l'exemple **terme + ad-
verbe + adjectif** - elles indiquent la

relation du terme avec son cooccurrent. Par exemple, la rubrique **terme sujet** signifie que le terme est en **position** sujet; il en va de même avec **terme objet** où le terme est l'objet du verbe avec lequel il apparaît.

Cooccurrents : pour le non-spécialiste, il n'est pas toujours aisé de connaître le degré de lexicalisation d'une combinaison; c'est pourquoi, soumis aux contraintes du temps et d'un corpus limité, nous avons choisi d'accepter tous les syntagmes non définis comme étant des combinaisons usuelles. Un dépouillement plus complet permettra à long terme de vérifier la pertinence des combinaisons et de décider s'il faut éliminer du bloc phraséologique les syntagmes qui constituent une entrée distincte du vocabulaire.

Pour qu'une combinaison soit considérée usuelle, d'aucuns disent conventionnelle, il faut que chez plusieurs locuteurs d'un même groupe linguistique une dénomination donnée détermine l'emploi d'un même terme, ou d'un terme d'une même valeur sémantique; d'où la nécessité de faire intervenir le critère de fréquence. À cause des contraintes déjà énoncées, nous avons fixé ce critère à deux auteurs. Mais la rétroaction des spécialistes qui ont accepté de lire et de commenter la première version du vocabulaire contribuera sans doute à valider les collocations relevées.

4. Terminologie et phraséologie des fractales

Le deuxième projet, entrepris par Silvia Pavel et Monique Boileau, s'intitule *Terminologie et phraséologie des fractales*. Le terme **fractale** a été créé par le mathématicien Benoît Mandelbrot, inventeur du concept, à partir du mot latin *fractus* qui signifie fragment, fraction. Le nom est dérivé de l'adjectif par changement de catégorie grammaticale. Au début des années 1980, le terme était employé au masculin.

Les fractales sont des courbes infinies à dimension non entière, calculables point par point, qui servent à la

modélisation informatique d'objets et de processus dont la complexité semble aléatoire : le relief des planètes, le mouvement des nuages, l'écoulement des fluides, le flux du trafic routier ou les ravages des maladies contagieuses. Au-delà de l'intérêt technique et scientifique, la symétrie interne de ces modèles leur confère une beauté étrange qui a inspiré l'apparition de nouvelles formes d'art assisté par ordinateur : l'art fractal et la musique fractale. Il s'agit donc d'une terminologie à caractère néologique et interdisciplinaire prononcé, qui est en train de se banaliser : des logiciels bon marché apprennent aux enfants à dessiner des fractales à l'écran ou à en composer sur leur synthétiseur musical.

La nomenclature du vocabulaire avait été arrêtée en 1990 à l'aide de Gilles Deslauriers, professeur à l'École polytechnique de Montréal. La décision d'y greffer une composante phraséologique fut prise en 1991 lorsque le responsable du projet s'aperçut que les noms, les verbes et les adjectifs gravitant autour des termes retenus lui fournissaient les propriétés distinctives et relationnelles des notions à définir.

Le besoin de rédiger les définitions est dû ici au fait qu'à la différence des termes CFAO, la terminologie française des fractales n'a jamais fait l'objet d'un vocabulaire. L'emploi des termes varie sensiblement selon l'auteur considéré, et les concepts mathématiques sont souvent exprimés sous forme d'équation. D'autres concepts évoluent si vite que leurs créateurs se refusent à les définir. Le travail terminologique consiste donc à déceler les traits pertinents de ces notions afin d'en rédiger des définitions utiles non seulement aux apprentis programmeurs de fractales, mais surtout à un public averti, intéressé par les applications de cette géométrie non linéaire à des domaines aussi divers que la physique, la médecine, l'économie, la démographie ou la météorologie.

Le vocabulaire contient trois types d'entrées classées par ordre alphabétique absolu : noms ou syntagmes nominaux (N/SN), adjectifs

(ADJ), verbes ou syntagmes verbaux (V/SV). Les rubriques se divisent en une partie terminologique (termes, synonymes français et leurs équivalents en anglais, définition, renvois au réseau notionnel, notes) et une partie phraséologique qui illustre les possibilités combinatoires des termes noyaux (~) selon le modèle suivant :

Noyau nominal

- ~ (+ PRÉP) + N/SN
- N/SN (+ PRÉP) + ~
- ~ + ADJ
- ADJ + ~
- ~ + V/SV
- V/SV + ~

Noyau adjectif

- N/SN + ~ (+ 2e ADJ)
- ~ + ADV
- ADV + ~
- ~ (+ PRÉP) + V/SV

Noyau verbal

- ~ (+ PRÉP) + N/SN
- N/SN + ~
- ~ + ADV (+ ADJ)

Le lecteur n'a nullement besoin d'apprendre cet ordre par coeur car la présentation visuelle des données phraséologiques lui permet de repérer facilement le type de combinaison recherché. Par exemple, les rubriques d'une entrée nominale se présentent comme suit :

fractale (n.f) - fractal (n.)

forme fractale - fractal shape

Objet géométrique non linéaire engendré par répétition de détails et qui préserve les mêmes schémas d'irrégularité des échelles les plus grandes aux plus petites. Propriétés distinctives : complexité, imprévisibilité, infinité de détails, longueur infinie, absence de pente ou de dérivée, dimension fractionnaire, auto-similarité.

Cf. **attracteur, auto-affinité, auto-similarité, courbe fractale, dimension fractale, ensemble de Mandelbrot, invariance d'échelle**

- *amplification de ~ ; croissance de ~ ; développement de ~ ; enchevêtrement de ~ ; génération de ~ ; grossissement de ~ ; initiateur de ~ .*

- *~ aléatoire; ~ anisotrope; ~ auto-affine; ~ auto-inversée; ~ cirriforme; ~ complexe; ~ fermée; ~ invariante; ~ lacunaire; ~ mathématique; ~ non lacunaire; ~ non uniforme; ~ ouverte; ~ physique; ~ quadratique; ~ scalante; ~ spatiale; ~ temporelle; ~ uniforme.*

- *~ s'amasser; ~ s'associer; ~ émerger; ~ former des structures; ~ se fragmenter; ~ s'infiltrer; ~ itérer vers le chaos, le désordre, la turbulence; ~ modéliser des phénomènes; ~ préserver des irrégularités; ~ représenter des images.*

- *créer ~ ; engendrer ~ par itération; obtenir ~ par transformation.*

Ce projet ne vise pas à établir un répertoire exhaustif des termes repérés lors du dépouillement, ni à les définir tous. La nomenclature retient seulement les notions considérées pertinentes par le spécialiste consulté. Quant à la composante phraséologique, elle est sujette aux contraintes de temps, de documentation et d'outils de dépouillement disponibles. Pour cette raison, elle n'apparaît que dans les entrées traitant de notions générales.

Mais en dépit de ces limites, la matière réunie présente un intérêt indiscutable pour des recherches néologiques et phraséologiques ultérieures.

5. Méthodologie de la recherche phraséologique

Les recherches effectuées dans le cadre des projets pilotes ont permis d'identifier des besoins précis en matière d'outils informatisés. Pour le terminologue, les étapes habituelles d'une recherche thématique sont les suivantes :

- achat ou emprunt des ouvrages sélectionnés dans les bibliographies informatisées;
- lecture annotée avec soulignement des unités terminologiques et de leurs satellites phraséologiques;
- transcription et regroupement des données provenant de plusieurs ouvrages dans des dossiers notionnels;
- identification des réseaux conceptuels;
- choix ou formulation des définitions et des observations;
- rédaction des fiches terminologiques;
- établissement du vocabulaire à l'aide d'un logiciel de traitement de texte qui, dans le cas de la DTSL, doit rouler sur un micro IBM.

Pour informatiser cette suite d'opérations, il faudrait disposer d'abord d'un lecteur optique capable de reconnaître rapidement des caractères variés et d'un opérateur qui saisisse optiquement une grande quantité de documents. Vu la quasi impossibilité d'acheter ou d'emprunter de la documentation récente et hautement spécialisée sur support informatique plutôt que sur support papier, la lecture optique devient un prérequis essentiel du traitement phraséologique.

La saisie optique permettrait au terminologue d'effectuer les étapes suivantes :

- lecture des textes à l'écran du micro personnel, repérage et marquage des unités terminologiques pertinentes pour la recherche en cours, ainsi que de leurs cooccurents;
- production d'un index automatique avec mention des pages et option de retour aux contextes de chaque occurrence;
- regroupement sur une fiche de toutes les occurrences et justifications d'une unité repérée dans un ouvrage;

- fusionnement des fiches faites à partir de plusieurs ouvrages dans un "dossier" consultable à l'écran;
- intégration au dossier des données tirées manuellement d'autres sources ou importation des données de TERMIUM;
- extraction de chaque dossier des données essentielles pour les structurer dans les rubriques terminologiques et phraséologiques d'une entrée de vocabulaire;
- transfert d'un dossier à l'autre des renseignements pertinents à plusieurs entrées;
- utilisation d'un contrôle automatique des renvois croisés et de l'insertion des synonymes dans l'ordre alphabétique des entrées;
- production de l'index inverse (langue cible vers langue de départ) incluant les synonymes dans les deux langues;
- sortie du manuscrit sur support papier ou disquette pour lecture, commentaires et modification par des spécialistes;
- intégration des changements désirés dans une version définitive;
- ajout de l'introduction, de l'avant-propos, des notes liminaires, de la bibliographie et de la table des matières;
- envoi du manuscrit à la photocomposition;
- relecture et correction des épreuves;
- envoi du manuscrit à l'impression;
- mise à jour subséquente de la publication en fonction des commentaires reçus.

La méthode développée pour les projets décrits plus haut reste à parfaire, et l'on peut d'ores et déjà affirmer que les efforts porteront sur les trois points suivants :

- établissement et formalisation de critères pour distinguer le degré de figement des combinaisons répertoriées;

- affinement de la liste typologique utilisée pour le classement;
- développement d'un outil informatique qui réponde aux besoins constatés au cours des recherches pour les projets pilotes.

6. Conclusion

Depuis ses débuts, la terminologie s'est avant tout intéressée à la dénomination des notions. Mais au-delà de la justesse du terme, la connaissance du comportement lexico-syntaxique de celui-ci est tout aussi essentielle à quiconque veut s'exprimer avec clarté et précision. C'est justement ce que nos projets visent à fournir au lecteur.

Quoiqu'il soit habitué à repérer les traits sémantiques qui l'aident à cerner une notion, le terminologue qui prépare un recueil phraséologique doit apprendre à scruter ses textes d'un oeil nouveau, à la recherche des cooccurents associés aux dénominations. Le dépouillement se fait donc à deux niveaux différents : celui des notions et celui de la transmission du savoir. Ainsi, loin d'être réduit à un brasseur de mots ou à un simple compilateur de définitions et d'attestations, le terminologue peut analyser et décrire la dynamique des concepts spécialisés et celle de leur expression textuelle.

Notes

1. Nous pensons en particulier aux projets de recherches TERMINO, TRACT, NOMINA et STAN.

2. L'article de A.Kukulska-Hulme a paru dans la revue *Terminogramme*, n° 55, 1990, pp. 21-24. Les travaux de H.Picht ont été publiés dans la revue *Meta* vol. 32, n° 2, 1987, pp. 149-155, et dans *Terminology Science and Research*, IITF, vol.1, no. 1-2, 1990, pp. 33-58.

3. Pour une analyse des logiciels de terminologie, voir les articles de E. Blanchon et de G. Otman dans *La Banque des mots*, n° spécial 4/1991, Paris, Conseil international de la langue française.

Terminologie du maintien de la paix

par Michèle Plamondon

Depuis 1948, plus de 83 000 militaires des Forces canadiennes ont servi comme gardiens de la paix à Chypre, en Namibie, en Corée et plus récemment au Koweït et en Bosnie-Herzégovine. Le Canada a participé à toutes les missions de paix des Nations Unies sauf une, de même qu'à d'autres opérations de maintien de la paix non parrainées par les Nations Unies. Pour souligner la participation des Canadiens aux missions de la paix, la Commission de la Capitale nationale (CCN) avait organisé, il y a quelques années, un concours national de conception d'un monument, et c'est l'oeuvre d'un groupe d'artistes de la Colombie-Britannique qui a été choisie. Ce monument, situé tout près du Musée des Beaux-Arts à Ottawa, sera inauguré au début d'octobre 1992, pour souligner l'attribution du Prix Nobel de la paix en 1988 aux gardiens de la paix du monde entier, et plus particulièrement aux Canadiens.

Que vient faire un terminologue dans cette question d'actualité fort intéressante? En raison de l'édification du monument, les traducteurs de la Direction des services de traduction au ministère de la Défense nationale ont commencé par transmettre à leurs collègues terminologues de la Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) une liste des titres de missions d'observation du maintien de la paix établie par le ministère de la Défense nationale et qui demandait à être révisée. Ces titres ont été repris par la CCN, qui est chargée de faire graver des inscriptions sur le mur du monument. De plus, les traducteurs sont appelés à traduire divers documents sur la question du maintien de la paix, dont le livre intitulé *The Canadian Peacekeeper*, rédigé par le colonel J. Gardam. Il faut souligner qu'il existe peu de documentation en français sur ces activités des Forces canadiennes.

Pour venir en aide aux traducteurs, les terminologues ont procédé au dépouillement de divers documents. Ensuite ils sont entrés en contact avec le service de terminologie des Nations Unies à New York, qui a prêté bien volontiers son appui. La DTSL travaille ainsi en collaboration avec ce service en vue d'établir, dans un premier temps, un lexique d'intérêt commun qui a une dimension internationale. Le dépouillement de nombreux documents qui proviennent du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur du Canada a donné lieu à la consignation des termes sur support informatique. Comme le domaine du maintien de la paix touche divers aspects, tels la politique internationale et le droit international, la logistique, les opérations de maintien de la paix, cela donne beaucoup de termes à relever et constitue un bon projet d'alimentation de TERMIUM. La question de la participation militaire canadienne a nécessité la consultation de la Direction des opérations de maintien de la paix au ministère de la Défense nationale. Les traducteurs reçoivent périodiquement une copie du travail de dépouillement. Il n'est pas exclu que la terminologie relevée puisse faire l'objet d'une publication conjointe du Secrétariat d'État et des Nations Unies.

Pour donner un aperçu des appellations, voici la liste des titres des missions de maintien de la paix, révisée en collaboration avec le Service de terminologie de l'ONU. Dans la plupart des cas, on trouve une abréviation, une version longue et une version courte. La version longue est employée dans les textes courants tandis que la version courte suivie d'un astérisque sera inscrite sur le monument.

Lexique anglais-français

ICCS; International Commission for Control and Supervision in Viet-nam; International Commission for Supervision and Control (Viet-nam)* - CICS; Commission internationale de contrôle et de surveillance (Viet Nam)*

ICSC; International Commission for Supervision and Control (Indochina) - CISC; Commission internationale de surveillance et de contrôle (Indochine)

MFO; Multinational Force and Observers (Sinai) - FMO; Force multinationale et observateurs (Sinai)

MINURSO; United Nations Mission for the Referendum in Western Sahara - MINURSO; Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental; Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum (Sahara occidental)*

Mission of the Representative of the Secretary-General in the Dominican Republic; Mission of the Representative of the Secretary-General (Dominican Republic)* - Mission du Représentant du Secrétaire général en République dominicaine; Mission du représentant du Secrétaire général (République dominicaine)

Observer Team in Nigeria; Observer Team (Nigeria)* - Équipe d'observateurs au Nigéria; Équipe d'observateurs (Nigéria)*

ONUC; United Nations Operation in the Congo; United Nations Operation (Congo)* - ONUC; Opérations des Nations Unies au Congo; Opérations des Nations Unies (Congo)*

ONUCA; United Nations Observer Group in Central America (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua) - ONUCA; Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (Costa Rica,

El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua)

ONUSAL; United Nations Observer Mission in El Salvador - ONUSAL; Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador; Mission d'observation des Nations Unies (El Salvador)*

ONUVEH; United Nations Observer Group for the Verification of Elections in Haiti; United Nations Observer Group for the Verification of Elections (Haiti)* - ONUVEH; Groupe d'observateurs des Nations Unies pour la vérification des élections en Haïti; Groupe d'observateurs des Nations Unies pour la vérification des élections (Haïti)*

ONUVEN; United Nations Observer Mission for the Verification of the Electoral Process in Nicaragua; United Nations Observer Mission to Verify the Electoral Process (Nicaragua)* -

ONUVEN; Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du processus électoral au Nicaragua; Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du processus électoral (Nicaragua)*

Operations in Support of UN Resolution 665 in Persian Gulf and Kuwait; Operations in Support of UN Resolution 665 (Persian Gulf and Kuwait) - Opération d'appui de la résolution 665 des Nations Unies dans le golfe Persique et au Koweït; Opération d'appui de la résolution 665 des Nations Unies (golfe Persique et Koweït)

UNAMIC; United Nations Advance Mission in Cambodia - MIPRENUC; Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge; Mission préparatoire des Nations Unies (Cambodge)*

UNAVEM; United Nations Angola Verification Mission - Mission de vérification des Nations Unies en Angola

UNAVEM II; United Nations Angola Verification Mission - UNAVEM II; Mission de vérification des Nations Unies en Angola

UNDOF; United Nations Disengagement Observer Force in Golan Heights; United Nations Disengagement Observer Force (Golan Heights)* - FNUOD; Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement sur le plateau du Golan; Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (plateau du Golan)*

UNEF I; First United Nations Emergency Force in Sinai; First United Nations Emergency Force (Sinai)* - FUNUI; Première force d'urgence des Nations Unies au Sinaï; Première force d'urgence des Nations Unies (Sinaï)*

UNEF II; Second United Nations Emergency Force in Sinai; Second United Nations Emergency Force (Sinai)* - FUNU II; Deuxième Force d'urgence des Nations Unies au Sinaï; Deuxième force d'urgence des Nations Unies (Sinaï)*

UNFICYP; United Nations Peace-Keeping Force in Cyprus; United Nations Peace - Keeping Force (Cyprus)* - UNFICYP; Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre; Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix (Chypre)*

UNGOMAP; United Nations Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan; United Nations Good Offices Mission (Afghanistan and Pakistan)* - Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan; Mission de bons offices des Nations Unies (Afghanistan et Pakistan)*

UNIFIL; United Nations Interim Force in Lebanon; United Nations Interim Force (Lebanon)* - FINUL; Force intérimaire des Nations Unies au Liban; Force intérimaire des Nations Unies (Liban)*

UNIIMOG; United Nations Iran-Iraq Military Observer Group - GOMNUII; Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq; Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies (Iran et Iraq)*

UNIKOM; United Nations Iraq-Kuwait Observation Mission - MONUIK; Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït; Mission d'observation des Nations Unies (Iraq et Koweït)*

UNIPOM; United Nations India-Pakistan Observation Mission - MONUIP; Mission d'observation des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan; Mission d'observation des Nations Unies (Inde et Pakistan)*

United Nations in Korea; United Nations (Korea)* - Nations Unies en Corée; Nations Unies (Corée)*

UNMOGIP; United Nations Military Observer Group in India and Pakistan; United Nations Military Observer Group (India and Pakistan)* - UNMOGIP; Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan; Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies (Inde et Pakistan)*

UNOGIL; United Nations Observation Group in Lebanon; United Nations Observation Group (Lebanon)* - Groupe d'observation des Nations Unies au Liban; Groupe d'observation des Nations Unies (Liban)*

UNPROFOR; United Nations Protection Force in Yugoslavia - FORPRONU; Force de protection de l'ONU en Yougoslavie

UNSCOB; United Nations Special Committee on the Balkans - UNSCOB; Comité spécial des Balkans

UNTAC; United Nations Transitional Authority in Cambodia - APRONUC; Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge

UNTAC; United Nations Transitional Authority in Cambodia; United Nations Transitional Authority (Cambodia)* - APRONUC; Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge; Autorité provisoire des Nations Unies (Cambodge)*

UNTAG; United Nations Transition Assistance Group [in Namibia]; United Nations Transition Assistance Group (Namibia)* - GANUPT; Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition [en Namibie];

Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (Namibie)*

UNTCK; United Nations Temporary Commission on Korea* - UNTCK; Commission temporaire des Nations Unies concernant la Corée

UNTEA; United Nations Temporary Executive Authority and Security-Force (West New Guinea and West Irian) - UNTEA; Autorité exécutive pro-

visoire et Force de sécurité des Nations Unies [(pour l'administration de la Nouvelle-Guinée occidentale/Irian occidental)]; Autorité exécutive temporaire et Force de sécurité des Nations Unies (Nouvelle-Guinée occidentale/Irian occidental)*

UNTSO; United Nations Truce Supervision Organization [in Palestine]; United Nations Truce Supervision Organization (Palestine)* - ONUST;

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve [en Palestine]; Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (Palestine)*

UNYOM; United Nations Yemen Observation Mission - Mission d'observation des Nations Unies au Yémen.

Trois larrons en foire : TERMIUM, PUBLICIEL et LATTE

par Jean Quirion

Diffuser la terminologie, voilà un des mandats confiés au Bureau de la traduction. Et comment atteindre ce but? Par la mise en oeuvre d'une banque de données linguistiques accessible au plus grand nombre d'utilisateurs possible. Et par la publication d'ouvrages terminologiques.

Vous êtes probablement familier avec ces deux phares du Secrétariat d'État. Vous l'êtes peut-être moins avec ce qui se passe à l'intérieur même du phare. Que diriez-vous d'une visite guidée?

Commençons par la banque de données. TERMIUM contient plus d'un million de fiches. Derrière les murs, c'est encore et surtout une centaine de milliers de créations, d'annulations et de modifications annuelles! La mécanique doit être bien huilée pour maintenir la qualité de la banque.

Par ailleurs, à combien estimez-vous le nombre de publications terminologiques annuelles du Ministère? Cinq? Dix? On frise plutôt la quinzaine. Plus d'une par mois, donc.

Cent mille transactions et une quinzaine de publications évoquent plus la fourmilière que le phare! Le vo-

lume croissant de travail et l'avènement de la terminotique allaient permettre au Secrétariat d'État de revitaliser la chaîne de travail terminologique. L'occasion fait le larron...

PUBLICIEL

Tout d'abord, PUBLICIEL est venu prêter main-forte à la préparation des publications. PUBLICIEL est un logiciel de mise en forme des données terminologiques créé pour le Secrétariat d'État. Il offre un bordereau de saisie simple, composé de quelques champs, permettant de consigner aisément les données destinées à être publiées. Une interface conviviale permet à l'utilisateur de spécifier le format de sortie désiré; tous les types de publications terminologiques du Ministère peuvent être générés en format WordPerfect, ce qui permet de procéder rapidement à la mise en page finale.

Les points forts de PUBLICIEL : le tri absolu des entrées françaises et anglaises, de même que l'automatisation de plusieurs opérations comme la génération des entrées synonymiques et l'établissement de la partie français-anglais. Ce qui laisse le temps de préparer à l'interne l'origi-

nal prêt à photographier : une autre économie de temps et d'argent. Depuis l'arrivée de PUBLICIEL, le temps moyen de préparation d'une publication a chuté de plus de 50 %!

Le tri absolu ne va pas de soi, malgré les apparences. En effet, il n'est généralement pas respecté par les algorithmes de tri des logiciels de traitement de texte sur le marché. Le tri absolu ne prend pas en compte les espaces et les traits d'union. En outre, PUBLICIEL reste indifférent aux parenthèses, aux crochets et à leur contenu, à la ponctuation et à l'emploi des majuscules.

La mise au point de PUBLICIEL se poursuit; de nombreuses améliorations sont en voie d'y être apportées.

LATTE

Or, parallèlement, le processus d'alimentation de TERMIUM n'était pas laissé pour compte, car le Secrétariat d'État a créé le poste de travail du terminologue.

L'abréviation «PTT» étant déjà retenue pour le poste de travail du traducteur, le projet a été baptisé

«LATTER», pour «L'ATelier du Terminologue».

LATTER, dernier-né de la terminotique, cherche à automatiser la chaîne de travail terminologique. LATTER tourne (sans jeu de mots!) sous DOS ou sous Windows. Les copies installées jusqu'ici exploitent un processeur 80386, une mémoire de masse de 200 Mo et une mémoire vive de 4 Mo. L'interface, conviviale, tire profit de menus et de fenêtres, en plus de gérer la souris.

Puissant outil de gestion de base de données, le poste offre au terminologue un écran de saisie d'une grande souplesse. En effet, il accueille aussi bien les données de dépouillement que les fiches de synthèse et se prête à merveille à la rédaction finale des fiches.

La saisie d'information peut être accélérée grâce à la copie de valeurs d'une fiche à l'autre et à une fonction couper/coller. De plus, si le prochain lot de fiches à créer partage certains renseignements (domaine, paramètres, fonds, fichier, sources, etc.), le terminologue peut déterminer les valeurs implicites qui s'appliqueront à toutes les prochaines créations. L'utilisateur peut d'ailleurs créer un nombre illimité de fiches modèles. Le temps passé en saisies multiples et en relectures est ainsi réduit.

Des formats d'impression variés sont offerts à l'utilisateur : affichage tel quel, en parallèle et en formats lexique ou vocabulaire.

Une quinzaine de champs de la fiche LATTER sont indexés pour permettre une gestion pratique de la base de données. Le terminologue peut ainsi rapidement et exhaustivement retracer les fiches qui l'intéressent.

Le poste, qui en est à sa toute première version, présente un module d'importation de fiches de TERMIUM et un module d'exportation vers TERMIUM ou PUBLICIEL. Les terminologues du Secrétariat d'État

peuvent donc travailler sur TERMIUM directement à partir de leur bureau.

Un format d'importation très souple a été prévu pour accueillir les données provenant d'autres banques. Il facilite entre autres la gestion des fiches provenant de collaborateurs extérieurs au Ministère.

L'importation de fiches de TERMIUM accélère grandement la mise à jour des données en banque. Une fois la fiche revue et corrigée, elle peut être rapidement retournée à TERMIUM.

L'interface avec TERMIUM est particulièrement développée. Une validation minimale selon les règles terminologiques établies pour TERMIUM est effectuée lors de la saisie des données. Une comparaison avec la table des valeurs permises pour un champ donné est alors faite, ce qui permet à l'utilisateur de corriger immédiatement des coquilles, par exemple.

Une autre forme de validation, en différé cette fois, est lancée lorsque le terminologue veut faire passer une fiche à TERMIUM. Ici, des erreurs comme l'absence de domaine, de fonds ou de fichier sont relevées. Une fenêtre à l'écran signale le tout, permettant au terminologue de modifier ses fiches sur-le-champ.

TERMIUM n'étant que l'un des deux moyens par lesquels le Secrétariat d'État diffuse ses travaux terminologiques, LATTER devait présenter une interface avec PUBLICIEL. Les fiches d'un projet de publication donné peuvent enrichir TERMIUM au fur et à mesure de leur création. Et quand vient le moment de les regrouper pour une publication, LATTER se charge de la passerelle vers PUBLICIEL et... votre bibliothèque!

Le transfert de données entre postes de travail est également très facile. Que ce soit pour un projet de recherche commun ou pour une simple révision, l'échange d'information est simplifié.

Autre fonction précieuse : l'interrogation en différé de TERMIUM. Supposons qu'un terminologue rédige plusieurs fiches de dépouillement. Avant d'approfondir le travail sur ces notions, il veut s'assurer de ne pas répéter une recherche dont les résultats figurent peut-être déjà dans TERMIUM. LATTER offre une fonction d'interrogation en différé qui permet d'extraire des fiches sélectionnées par le terminologue, l'ensemble des vedettes, synonymes, abréviations et termes-clés anglais et français. Ces termes sont ensuite agencés en un format reconnu par TERMIUM et soumis pour une interrogation en différé. Le terminologue reçoit par la suite les résultats de la recherche, sur papier pour le moment; à l'avenir, le terminologue pourrait recevoir non pas un imprimé, mais une copie des fiches en banque correspondant aux termes interrogés pour fusion éventuelle avec ses fiches de dépouillement. La fiche revue serait alors rapidement renvoyée à TERMIUM.

Le développement de LATTER se poursuit à l'automne 1992. L'affinement de la version 1 est au programme. On fera bientôt de la place sur la fiche aux données phraséologiques. De plus, on prévoit l'intégration d'un module de dépouillement assisté par ordinateur, d'un module d'analyse notionnelle assistée par ordinateur et d'autres outils de terminotique.

TERMIUM

TERMIUM, de son côté, n'a pas besoin de présentation. Il subit présentement une cure de rajeunissement, soit la mise à niveau du logiciel de la banque de données. Depuis peu, l'abonnement à TERMIUM sur CD-ROM est offert en version Macintosh.

Bref, l'automatisation des tâches terminologiques va bon train au Secrétariat d'État. L'intégration des outils de travail informatisés réduit le double emploi : PUBLICIEL, LATTER et TERMIUM s'entendent comme larçons en foire et permettent au terminologue de consacrer le plus clair de son temps et de ses énergies à la re-

cherche terminologique proprement dite.

Tous ces outils sont récents et per-

fectibles, mais ils redéfinissent les méthodes de travail en cours. Les industries de la langue sont en pleine effervescence et les activités terminolo-

tiques du Secrétariat d'État en sont le fidèle reflet.

The Capitalization of Terms such as "Aboriginal" and "Native": Time for Change?

by Mary Sitarski

Currently there is little uniformity or agreement on the capitalization of words such as **aboriginal** and **native**, a subject of discussion that continues to generate much debate in Canada. The terms **aboriginal people(s)**, **indigenous people(s)**, **native people(s)**, and **first people(s)** are used interchangeably in the English-speaking world and are considered to be common nouns in English. This may explain why the term **aboriginal peoples** was not capitalized in the Canadian *Constitution Act, 1982*.

To date, Canadian government documents have reflected the guidelines recommended by *The Canadian Style*. At the time of this style manual's publication in 1985, matters relating to our aboriginal peoples were not being widely discussed nor were they given the importance that they now have, especially with the current constitutional conferences and the upcoming International Year for the World's Indigenous People in 1993. Indeed, the *Second Report of the Standing Committee on Aboriginal Affairs to the House of Commons* in March 1990 noted "...the lack of knowledge Canadians generally have concerning the culture, history and aspirations of aboriginal people...."

The Canadian Style advocates the general tendency in North America to use capitalization sparingly—to give emphasis only where it is absolutely necessary. One of the main functions of capitalization is to distinguish proper nouns and adjectives from common ones. In English, opi-

nions may differ over what constitutes a proper noun beyond the obvious cases of the official name of an individual person, place or organization. A common noun denotes a member of a class of persons, beings or things (i.e. it is the name of the type, not the name of the individual members of that type). A common noun is considered to be a general term of classification and is therefore not capitalized. Examples of common nouns similar to **aboriginal** are **inhabitant**, **national**, **citizen**, **resident**, **immigrant**, and **colonist**. The common nouns **aboriginal** and **aborigine** designate "one of the original or earliest known inhabitants of a region or country" anywhere in the world and, in this sense, are lowercased in English reference works. Traditionally in the English-speaking world, a change in meaning occurs when **aboriginal** or **aborigine** are capitalized: **Aboriginal** and **Aborigine** are synonymous with **Australian Aborigine** and specifically refer to "a member of the dark-skinned people who were the earliest inhabitants of Australia". Therefore, capitalizing **aboriginal** in Canada at this time may cause confusion at the international level, although the meaning would be clear in a strictly Canadian context. A proper noun is the name applied to one of a class to distinguish it from others of the same class. A proper noun does not take a limiting modifier and is always capitalized in English. Therefore, **Mount Robson** is the proper name given to a certain mountain to distinguish it from other mountains such as **Mount Assiniboine** or **Mount Waddington**. The proper nouns **Indian**, **Inuit** and

Métis, which name the three aboriginal peoples of Canada according to the *Constitution Act, 1982*, denote specific, distinct ethnic ancestries in Canada and are capitalized as are the more specific names for various aboriginal nations (e.g. **Mohawk**, **-Dene**, **Micmac**).

Most English reference works recommend the use of capital letters for adjectives derived from proper nouns when these adjectives retain their primary meaning and have not taken on a meaning distinct from the proper name. In Canada, the adjective form **aboriginal**, which is synonymous with **native** and **indigenous** and occurs in such expressions as **aboriginal people(s)**, **aboriginal rights**, **aboriginal title** and **aboriginal self-government**, has been used almost exclusively to date over the noun form **aboriginal** in government documents. At present, a number of preferences are being expressed by the descendants of Canada's first peoples. Some native groups prefer to use **Native** and **Aboriginal** as proper nouns and adjectives in order to give as much importance (through capitalization) to their identity as that given to Anglophones and Francophones in Canada. Others dislike the use of **Aboriginal** as a proper noun or adjective because of the unfortunate association historically with the Australian use of **Aboriginals** and **Aborigines** as a catchall name for the indigenous peoples of that continent in order to contrast them with settlers of European descent. These catchall names ignored the many cultural, so-

L'ellipse du sujet et du verbe après certaines conjonctions ou locutions conjonctives (2^e partie)

par Line Gingras

Note

La première partie de cette étude est parue dans *L'Actualité terminologique*, Vol. 25,2, 1992, pp. I-IV. Voici maintenant la dernière partie.

Tel que

Nous allons examiner le tour **tel que + participe passé** sous deux aspects : tout d'abord l'ellipse du sujet et de l'auxiliaire de conjugaison, qui fait l'objet de la présente étude; puis, ce qui nous paraît le plus important, la façon dont l'adjectif **tel** est employé dans certaines phrases.

Dagenais estime qu'« on ne peut faire suivre **tel que** d'un participe passé ou d'un adjectif »; il condamne en conséquence les exemples suivants, où il voit un calque de la conjonction anglaise *as* :

****Le procès-verbal a été adopté tel que lu (= tel quel).**

****Les règlements tels que modifiés (= les règlements modifiés).**

****Voici la même jeune femme telle que vue par trois peintres (= voici la même jeune femme vue par trois peintres).**

Il est intéressant de noter que l'auteur du *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada* ne propose pas de corriger ces phrases en rétablissant les mots supprimés par l'ellipse. Sans vouloir prononcer comme lui une condamnation générale, nous croyons qu'on a effectivement avantage, dans les passages précités, à ne pas employer la locution **tel que** : celle-ci, ainsi que le fait observer Robert Dubuc, « marque

une insistance inutile ». La même observation pourrait s'appliquer à la formulation suivante, que signale Paul Jinot :

**** Les trois étoiles du match de ce soir, telles que choisies par [...]**

Le linguiste soupçonne d'anglicisme cette construction elliptique, parce qu'à son avis elle ne comporte pas de comparaison, même implicite alors que **tel que** a justement pour rôle d'indiquer une comparaison. Il convient cependant de remarquer que, suivant cette explication, ce n'est pas l'ellipse qui serait discutable ici, mais l'emploi de **tel que**. (Par ailleurs, nous nous demandons si certains amateurs de hockey ne pourraient pas voir dans ce **tel que**, en fait, une comparaison implicite entre le choix de l'invité et celui des spectateurs.)

Sans doute y a-t-il bien des cas où l'on pourrait aisément supprimer **tel que** ou reformuler le passage en cause, même lorsque la locution exprime nettement la comparaison. Cette solution, toutefois, ne s'impose pas toujours. Girodet, par exemple, critique l'ellipse dans la phrase suivante :

Le projet, tel que présenté, suscite bien des critiques.

On pourrait certainement adopter cette formulation :

Le projet, dans sa forme (ou dans sa version) actuelle, suscite bien des critiques.

Cependant, il est aussi possible, comme le propose Girodet, de conser-

ver **tel que** en rétablissant le sujet et le verbe sous-entendus :

Le projet, tel qu'il est présenté, suscite bien des critiques.

Hélène Cajolet-Laganière recommande une construction semblable :

Cette procédure, telle qu'elle a été formulée dans le document ci-joint, ne me paraît pas acceptable.

On pourrait également écrire, dans un contexte où l'insistance ne serait pas utile :

La procédure formulée dans le document ci-joint ne me paraît pas acceptable.

On serait certes bien inspiré de se demander, dans tous les cas, si **tel que** n'est qu'une cheville ou s'il contribue vraiment à faire ressortir une nuance de la pensée.

Cela dit, bon nombre des auteurs consultés ne condamnent pas le tour elliptique, mais estiment qu'il appartient à la langue familière, commerciale, administrative, technique ou télégraphique; Dagenais, avec les linguistes de la Société d'énergie de la Baie James, paraît être seul à y voir systématiquement un anglicisme. (Nous parlons toujours des cas où **tel** se rattache à un nom ou à un pronom.) **Tel que** suivi d'un participe passé se rencontre donc, accompagné d'une réserve relative au niveau de langue, dans divers ouvrages européens et surtout canadiens; nous l'avons trouvé dans le *Girodet*, dans le *Colin*, dans le *Grand Larousse* :

La recette, telle que donnée ci-dessus, est prévue pour six personnes. (On pourrait dire aussi,

à notre avis : La recette donnée ci-dessus...)

Parmi les auteurs canadiens, Jean Darbelnet, Madeleine Sauvé, Hélène Cajolet-Laganière, Frédéric Leroux fils, Pierre Collinge, Marie-Éva de Villers, André Clas et Paul A. Horguelin, notamment, reçoivent cette construction, toujours avec la même réserve.

D'autres, d'ailleurs, estiment ou semblent estimer que le tour est entré dans le bon usage. C'est le cas de *Bélisle*, qui le consigne sans le critiquer :

[...] et la marchandise, **telle que** ci-dessus décrite.

Robert Dubuc, lui aussi, admet implicitement l'ellipse lorsque **tel** se rapporte à un nom ou à un pronom. (Joseph Hanse faisait de même en 1983; nous y reviendrons.) Enfin, selon Maurice Grevisse, cette ellipse du sujet et du verbe est « fréquente dans la langue moderne » :

L'hôpital, **tel qu'**organisé par les sociétés modernes. (Gourmont, mort en 1915.)

L'enterrement **tel que** pratiqué par les catholiques est indéfendable du point de vue catholique. (Montherlant.)

Puis la compagnie [...] décide d'appliquer le système du tonnage brut [...] **tel que** pratiqué en Angleterre. (Siegfried, dans un ouvrage paru en 1940.)

Cette construction nous paraît parfaitement claire; en outre, nous voyons mal ce qu'on pourrait reprocher, sur le plan syntaxique, aux exemples qui précèdent, l'adjectif **tel** et le participe passé se rattachant tous deux à un nom de la proposition principale. Nous croyons par conséquent qu'il convient de se ranger à l'avis de *Grevisse* pour admettre le tour dans le bon usage.

Cela dit, il reste à examiner l'emploi de la locution **tel que** dans les cas où **tel**, pourtant adjectif dans les exemples précités, ne se rattache plus à un nom ni à un pronom, mais à toute une proposition :

****Tel qu'**annoncé, la réunion aura lieu à 17 h.

****Tel que** nous l'avons annoncé, la réunion aura lieu à 17 h.

Comme on l'aura constaté à la lecture de ces deux phrases, la question ne se pose pas uniquement, à notre avis, lorsqu'il y a ellipse du sujet et du verbe après **tel que**. C'est toutefois cette première construction que nous étudierons d'abord.

Deux ouvrages seulement consignent ce tour sans mise en garde. Le *Bélisle* donne l'exemple suivant (à l'article **prévu**) :

****Tout se passe tel que prévu.**

L'autre exemple vient du *Lexis* (à l'article **convenir**) :

****Tel que** convenu, lève la tête vers elle, salue-la, bien haut. (Hébert.)

Nous croyons utile de faire observer que ces exemples auraient plus de poids s'ils figuraient à l'article **tel**. Ils ne sont pas très éloignés, cependant, des tours **comme prévu** et **comme convenu**, qui, considérés de plus en plus comme locutions figées, nous paraissent admissibles.

Certains linguistes canadiens, notamment Hélène Cajolet-Laganière, Pierre Collinge, Paul Jinot et Robert Dubuc, condamnent nettement cette construction non pas à cause de l'ellipse, mais parce que **tel**, adjectif, ne se rattache pas à un nom ni à un pronom. Chez les Européens, à part les auteurs de l'article **convenir** dans le *Lexis*, il semble que seul Joseph Hanse connaisse ce tour, qu'il a rencontré fréquemment chez des auteurs canadiens (édition de 1987); il s'attache d'ailleurs à proscrire cet « emploi de **tel que** dans le sens de **comme** » :

****Une nouvelle réunion se tiendra l'automne prochain tel que prévu.**

****Tel que** suggéré dans votre lettre, j'ai fait retaper le texte. (« Il fallait écrire : "Comme vous l'avez suggéré..." »)

Toutefois, comme il ne cite pas, dans la deuxième édition du *Nouveau*

Dictionnaire des difficultés du français moderne, le tour elliptique employé par Siegfried (« le système du tonnage brut [...] **tel que** pratiqué en Angleterre »), qu'il admettait implicitement dans la première édition, et qu'il écrit au contraire qu'un style « un peu soigné » évite **tel que** devant un participe avec ellipse du sujet et du verbe **être**, nous sommes amenés à croire que ses réserves portent sur l'ellipse; nous ne saurions dire, en tout cas, s'il condamnerait aussi l'emploi de **tel que** dans le cas où, sans qu'il y ait ellipse du sujet et du verbe, l'adjectif **tel** ne serait pas rattaché à un nom ni à un pronom, mais à toute une proposition :

****Tel que** nous l'avons annoncé, la réunion aura lieu à 17 h.

Remarquons tout de même, à propos du deuxième exemple cité plus haut, qu'il ne propose pas de remplacer « **Tel que** suggéré » par « **Tel que** vous l'avez suggéré », mais par « Comme vous l'avez suggéré ».

Ainsi que nous l'avons signalé précédemment, Hélène Cajolet-Laganière, Pierre Collinge, Paul Jinot et Robert Dubuc condamnent l'emploi de **tel que** comme locution invariable se rattachant à une proposition. Néanmoins, d'autres linguistes canadiens n'y trouvent apparemment rien à redire. Certes ils n'écriraient pas, dans un texte soigné :

****Les événements se sont déroulés tel que prévu.**

Il nous paraît cependant que la correction qu'ils proposent ne tient pas compte de la nature de **tel** :

****Les événements se sont déroulés tel qu'on l'avait prévu.** (Formulation recommandée par Dagenais.)

Pour certains linguistes, il semble donc que **tel** n'ait besoin d'aucun appui lorsqu'il est joint à **que**; l'emploi de **tel que** ne présenterait plus aucune difficulté dès lors qu'il n'y aurait pas d'ellipse. Pour notre part, toutefois, nous voyons toujours, dans la locution **tel que**, l'adjectif **tel** :

Tels que des bêtes féroces, ils se sont tous rués sur lui.

La question, **tel** que vous l'exposez, me paraît très complexe.

[...] apporter une réponse aux problèmes de la délinquance **tels que** révélés par les indicateurs sociaux.

Il est manifeste que **tel** s'analyse séparément de **que** dans les phrases précitées (tout en formant avec la conjonction une sorte de locution comparative); en conséquence, nous ne pouvons admettre que, dans d'autres phrases, il puisse perdre sa nature d'adjectif et ne plus être analysable indépendamment de **que** sans qu'un seul dictionnaire de langue signale, à l'article **tel**, l'existence de pareille locution figée.

Nous pensons plutôt, avec Hélène Cajolet-Laganière, Pierre Collinge, Paul Jinot et Robert Dubuc, que les tournures suivantes, elliptiques ou non, ne sont pas conformes à la syntaxe française :

****Prendre tel qu'indiqué** (= suivre la posologie).

****Remplir la formule tel qu'indiqué** (= selon les indications).

****Vous vous conduirez tel que** (= comme) je vous l'ai recommandé.

****Vous prendrez ces médicaments tel que** (= comme) le médecin vous les aura prescrits.

Nous sommes d'avis que **tel**, adjectif, doit nécessairement se rapporter à un nom ou à un pronom, la question de l'ellipse étant secondaire. Si les opinions semblent tellement diverger sur celle-ci, c'est en grande partie, d'après les résultats de nos recherches, que beaucoup d'auteurs se prononcent globalement sur la construction **tel que + participe passé**, sans établir de distinction entre les cas où **tel** est employé comme adjectif et ceux où, abusivement, il forme avec **que** une locution invariable.

Ainsi, des linguistes canadiens critiquent **tel que convenu** uniquement à cause de l'ellipse, dans des phrases où la difficulté, pour nous, vient de ce que

tel se rattache à toute une proposition :

****Je viendrai vous voir tel que convenu.**

Grevisse, par contre, admet l'ellipse après **tel que**, comme nous l'avons vu, mais sans faire allusion à des constructions où **tel** ne serait pas employé comme adjectif. Il est vrai que ces derniers tours paraissent peu connus des linguistes européens.

Il semblerait donc que beaucoup d'auteurs, bien qu'ils expriment des opinions divergentes, considèrent du même oeil les phrases suivantes :

****L'audience a lieu tel que prévu.** (*Le Droit*.)

[...] mais le centre du mouvement était bien **tel que** décrit.

En conclusion, si nous croyons que l'ellipse du sujet et du verbe est permise après **tel que**, nous ne pouvons admettre l'emploi de **tel que**, avec ou sans ellipse, dans le cas où **tel**, adjectif, n'a pas comme appui syntaxique un nom ou un pronom. Certes, nous reconnaissons que l'usage a ses raisons... que la syntaxe ne connaît pas toujours; toutefois, en attendant que grammairiens et lexicographes des deux côtés de l'Atlantique reçoivent explicitement l'emploi de **tel que** comme locution figée invariable, nous recommandons d'employer cette expression, avec ou sans ellipse, uniquement lorsque **tel** se rapporte à un nom ou à un pronom. Darbelnet estime que l'on pourrait se permettre de déroger à cette règle dans une note marginale en style télégraphique :

Tel que demandé.

Tel que convenu.

Nous ne pouvons pas entériner cet usage, qui ne respecte pas la nature de **tel**, avant qu'il soit autorisé par les dictionnaires.

Bibliographie

Note : Notre étude a amené la consultation de cent vingt-quatre ouvrages. Il serait fastidieux d'énumérer ici tous ceux qui nous ont été utiles; nous ne citons par conséquent que les principaux.

Arrivé, Michel, Gadet, Françoise et Galmiche, Michel. *La Grammaire d'aujourd'hui : guide alphabétique de linguistique française*, Paris, Flammarion, 1986.

Bélisle, Louis-Alexandre. *Dictionnaire nord-américain de la langue française*, Montréal, Beauchemin, 1979.

Bénac, Henri. *Guide de l'expression écrite*, Paris, Hachette, 1976.

Boer, C. de. *Syntaxe du français moderne*, 2^e éd. ent. revue, Leiden, Universitaire pers Leiden, 1954.

Borrot, Alexandre et Didier, Marcel. *Bodico : dictionnaire du français sans faute*, Montréal, Bordas, 1970.

Cajolet-Laganière, Hélène. *Le Français au bureau*, 3^e éd. revue et augm., Québec, Cahiers de l'Office de la langue française, 1988.

Cajolet-Laganière, Hélène, Collinge, Pierre et Laganière, Gérard. *Rédaction technique*, 1^{re} éd., Sherbrooke, Éditions Laganière, 1983.

Catherine, Robert. *Le Style administratif*, nouv. éd. revue et augm., Paris, Albin Michel, 1985.

Clas, André P. et Horguelin, Paul A. *Le Français, langue des affaires*, 2^e éd., Montréal, McGraw-Hill, 1979.

Clas, André P. et Seutin, Émile. *Recueil de difficultés du français commercial*, Montréal, McGraw-Hill, 1980.

Colin, Jean-Paul. *Dictionnaire des difficultés du français*, Paris, Robert, 1982.

Collinge, Pierre. « *Tel que + participe passé* », dans *L'Actualité terminologique / Terminology Update*, Ottawa, Secrétariat d'État, vol. 17, n^o 3, 1984.

Dagenais, Gérard. *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, 2^e éd., Boucherville, Québec, Éditions françaises, 1984.

Darbelnet, Jean. *Dictionnaire des particularités de l'usage*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1986.

Darbelnet, Jean. *Le Français en contact avec l'anglais en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1976.

Darbelnet, Jean. *Regards sur le français actuel*, Montréal, Beauchemin, 1964.

Davau, Maurice, Cohen, Marcel et Lallemand, Maurice. *Dictionnaire du français vivant*, Paris, Bordas, 1975.

Daviault, Pierre. *Langage et Traduction*, Ottawa, Secrétariat d'État, Bureau fédéral de la traduction, 1962.

Dictionnaire du français contemporain illustré, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1980.

Dictionnaire du français plus : à l'usage des francophones d'Amérique, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1988.

Dictionnaire Quillet de la langue française, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1975.

Dournon, Jean-Yves. *Dictionnaire d'orthographe et des difficultés du français*, Paris, Hachette, 1974.

Dubois, Jean et al. *Dictionnaire du français contemporain*, Paris, Larousse, 1970.

Dubuc, Robert. « Accord de tel », dans *C'est-à-dire*, Montréal, Radio-Canada, vol. XII, no 6, 1981.

Dupré, P. *Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain*, Paris, Éditions de Trévise, 3 vol., 1972.

Fischer, Maurice et Hacquard, Georges. *À la découverte de la grammaire française*, Paris, Hachette, 1959.

Galichet, G., Chatelain, L. et Galichet, R. *Grammaire française expliquée*, Paris, Hatier-Lavauzelle, 1977.

Georgin, René. *Le Code du bon langage*, Paris, Éditions sociales françaises [ESF], 1966.

Georgin, René. *Comment s'exprimer en français?*, Paris, Éditions sociales françaises, 1969.

Georgin, René. *Consultations de grammaire, de vocabulaire et de style*, Paris, Éditions sociales françaises, 1964.

Georgin, René. *Jeux de mots : de l'orthographe au style*, Paris, A. Bonne, 1957.

Georgin, René. *Le Langage de l'administration et des affaires*, Paris, Éditions sociales françaises, 1968.

Girodet, Jean. *Dictionnaire du bon français*, Paris, Bordas, 1981.

Girodet, Jean. *Logos : grand dictionnaire de la langue française*, Paris, Bordas, 3 vol., 1976.

Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse, sous la dir. de Claude Dubois, Paris, Larousse, 10 vol., 1982-1985.

Grand Larousse de la langue française, sous la dir. de Louis Guilbert, René Lagane et Georges Niobey, Paris, Larousse, 7 vol., 1971-1978.

Grevisse, Maurice. *Le Bon Usage*, 11^e éd. revue et 12^e éd. refondue par André Goosse, Paris-Gembloux, Duculot, 1980 et 1986.

Grevisse, Maurice. *Le Français correct*, Gembloux, Duculot, 1973.

Grevisse, Maurice. *Problèmes de langage*, Gembloux, Duculot, 5 vol., 1961-1970.

Guérard, Fernand. « Quelle scie que ce si! », dans *C'est-à-dire*, Montréal, Radio-Canada, vol. VI, n° 2, 1970.

Hanse, Joseph. *Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne*, 1^{re} éd. et 2^e éd. mise à jour et enrichie, Paris-Gembloux, Duculot, 1983 et 1987.

Hatzfeld, A. et Darmesteter, A. *Dictionnaire général de la langue française*, Paris, Delagrave, 1964.

Imbs, Paul. *Trésor de la langue française*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, vol. 1- , 1971-.

Jinot, Paul. « Tel que + participe passé », dans *L'Actualité terminologique / Terminology Update*, Ottawa, Secrétariat d'État, vol. 20, no 1, 1987.

Larousse de la langue française : Lexis, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1979.

Laurence, Jean-Marie. *Grammaire française*, Montréal, Centre de psychologie et de pédagogie, 1968.

Le Bidois, Georges et Le Bidois, Robert. *Syntaxe du français moderne*, Paris, A. et J. Picard, 2 vol., 1971.

Léonard, Lucien. *Savoir rédiger*, Paris, Bordas, 1978.

Leroux fils, Frédérin. « Tel que + participe passé », dans *L'Actualité terminologique / Terminology Update*, Ottawa, Secrétariat d'État, vol. 17, n° 1, 1984.

Litré, Émile. *Dictionnaire de la langue française*, éd. intégrale, Paris, Pauvert et Gallimard, 7 vol., 1956.

Les Mots dits « grands maux », Montréal, Société d'énergie de la Baie James, 1984.

Le Nouveau Bescherelle 3 - La Grammaire pour tous, Ville LaSalle, Hurtubise HMH, 1984.

Robert méthodique : *dictionnaire méthodique du français actuel*, réd. dir. par J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1982.

Robert, Paul. *Grand Robert de la langue française, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 2^e éd. ent. revue et enrichie, Paris, Le Robert, 9 vol., 1985.

Robert, Paul. *Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, réd. dir. par A. Rey et J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1989.

Sauvé, Madeleine. « Tel que », dans *Observations grammaticales et terminologiques*, fiche n° 85, Montréal, Université de Montréal, 1977.

Spreutels, Marcel. *Dictionnaire du style et des usages administratifs officiels et privés*, Bruxelles, Paris, Société générale d'éditions Sodi, 1967.

Teppe, Julien. *Les Caprices du langage : 250 difficultés de la langue française classées par ordre alphabétique*, Paris, Le Pavillon Roger Maria, v. 1970.

Thomas, Adolphe V. *Dictionnaire des difficultés de la langue française*, Paris, Larousse, 1986.

Van Coillie-Tremblay, Brigitte. *Guide pratique de correspondance et de rédaction*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976.

Villers, Marie-Éva de. *Multidictionnaire des difficultés de la langue française*, Montréal, Québec/Amérique, 1988.

Wartburg, Walther von et Zumthor, Paul. *Précis de syntaxe du français contemporain*, 3^e éd., Berne, Francke, 1973.

Note

Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le Comité consultatif des Représentants - T/R (1991).

cial and linguistic differences between the hundreds of tribes in Aboriginal Australia as did the original catchall name **Indians**, which was coined by European explorers to refer to the indigenous peoples that they encountered upon arrival in the Americas when they mistakenly believed they had reached India. Some aboriginal people prefer capitalizing **Native** regardless of the part of speech used in order to distinguish the meaning of this term as "a descendant of a people who were the traditional or original inhabitants of a region in Canada" from two other senses of **native**: 1)" a person born in a certain place or country: *He is a native of Montréal.*" and 2)" a permanent resident of a place: *Only the natives (of our village) understand the local bus timetable.*" Many Native Canadians feel slighted by the use of **Aboriginals** and **Natives** as nouns instead of the more respectful and humanizing terms **Aboriginal people(s)** and **Native people(s)**. Some native groups prefer the term **First Nations** over the variants mentioned above because they feel that this name more accurately reflects their historical status as independent nations when Canada's two founding nations, France and Great Britain, signed treaties with them on a nation-to-nation basis. Another designation used politically is **Aboriginal People of Canada**.

Although there is no consensus regarding the capitalization of the adjective **indigenous**, it should be noted that, unlike the words **aboriginal** and **native**, which can be used both as nouns and as adjectives, **indigenous** is solely an adjective. Internationally the common adjective **indigenous** is generally used descriptively and therefore has rarely been capitalized in the literature, unless it begins a sentence or forms part of a proper name such as "Indigenous Bar Association" or "Indigenous Women's Collective". However, since the fourth issue of the *Canadian Native Law Reporter* in 1991, the University of Saskatchewan Native Law Centre has adopted the editorial "policy of capitalizing the words **Aboriginal**, **Native**, and **Indigenous** in all instances, except in quotations where the original

spelling is retained." Thus, if the adjective forms **Aboriginal** and **Native** are capitalized, the adjective **Indigenous** should also be capitalized in order to be consistent when these terms are used interchangeably.

Most English reference sources consulted recommend the capitalization of nouns and adjectives denoting race, tribe, ethnic group, nationality and language, citing examples such as **Caucasian**, **Afro-American**, **Inuit**, **Cree**, and **English-Canadian**. However, when references are made to colour, capitalization tends to be optional (e.g. the **blacks**, the **whites** or the **Blacks**, the **Whites**). The *Canadian Style* capitalizes **Anglophone** and **Francophone** since they are formed from the proper combining forms "Anglo-" and "Franco-" and mean "English-speaking" and "French-speaking" which are always capitalized. However, the *Handbook for Writers: Canadian Edition*, 1985 notes that "Canadian practice is mixed on the capitalization of two sets of words referring to linguistic and ethnic groups. Although **Francophone** and **Anglophone** are derived from proper nouns, many writers no longer capitalize them." This practice is also followed by The Canadian Press who prefer lowercase whenever a reasonable option exists. According to the *Handbook for Writers*, "the words *black*, *white*, *oriental*, and *native people* may also be capitalized or lower cased...."

In recent issues of Native Canadian periodicals such as *Windspeaker*, *Wawatay News*, *Kahtou* and *Weetamah* as well as the *Canadian Native Law Reporter*, the words **Native** and **Aboriginal** tend to be capitalized, irrespective of the part of speech, although the adjective form predominates. Increasingly documents from the Royal Commission on Aboriginal Peoples tend to capitalize the adjective **Aboriginal**. If parallel nouns and adjectives such as **European**, **Hispanic**, **Nordic**, **Asian** and **Latino** are capitalized, it is difficult to argue against the capitalization and use of the proper adjective form **Aboriginal** when referring specifically to the In-

dian, Inuit and Métis peoples in Canada at this time.

In matters of language, it is often difficult to reach a consensus of opinion among all interested parties. However, if we follow the spirit of the guidelines contained in the 1991 Treasury Board *Information and Administrative Management Manual on Communications* with regard to respecting the self-identification preferences of racial and cultural groups, then perhaps writers should be more aware of the preferences of Canada's First Nations in describing their ethnicity and try to appreciate their perception of the lack of respect demonstrated by the common editorial practice of lowercasing words such as **aboriginal** and **native**.

Bibliography

Arctic Circle, March/April 1992; November/December 1991.

Assembly of First Nations Education Secretariat, *Towards Linguistic Justice for First Nations*, September 1990.

Canada. Department of the Secretary of State of Canada. *The Canadian Style: A Guide to Writing and Editing*, Toronto: Dundurn Press, 1985.

Canada. Department of Justice Canada. *A Consolidation of the Constitution Acts 1867 to 1982: Consolidated as of January 1, 1986*, Ottawa, 1986.

Canada. Government of Canada. *First Ministers' Conference: The Rights of Aboriginal Peoples*. Ottawa, April 2-3, 1985, *Background Notes*, Ottawa, 1985.

Canada. Government of Canada. *Aboriginal Peoples, Self-Government, and Constitutional Reform*, Ottawa, 1991.

Canada. Government of Canada. *The Mandate: Royal Commission on Aboriginal Peoples: Background Documents*, August 1991, Ottawa.

Canada. Government of Canada. *First Ministers' Conference on Aboriginal Constitutional Matters, 1987: The Federal Approach to Aboriginal Constitutional Reform*, Ottawa: 1987.

Canada. *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. I-5).

Canada. Parliament. House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs. *Unfinished Business: An Agenda for all Canadians in the 1990's: Second Report of the Standing Committee on Aboriginal Affairs*, Ottawa. March 1990.

- Canada. Parliament. House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs. *"You took my Talk": Aboriginal Literacy and Empowerment: Fourth Report of the Standing Committee on Aboriginal Affairs*, Ottawa, December 1990.
- Canada. Parliament. House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs. *The Summer of 1990: Fifth Report of the Standing Committee on Aboriginal Affairs*, Ottawa, May 1991.
- Canada. Royal Commission on Aboriginal Peoples. *The Right of Aboriginal Self-Government and the Constitution: A Commentary*, February 13, 1992, Ottawa.
- Canada. Royal Commission on Aboriginal Peoples. *The Circle*, February/March 1992 and April/May 1992.
- Canada. Royal Commission on Aboriginal Peoples. Press Releases. Ottawa, February 13, 1992 - April 9, 1992.
- Canada. Treasury Board. *Treasury Board Manual. Information and Administrative Management: Communications*, Chapter 1, Appendix E, "Fair and Representative Depiction of Visible and Ethnic Minorities and Aboriginal Peoples." Ottawa, 1991, p.7-9.
- Carsen, Gary L., "Indians." *Canadian Encyclopedic Digest (Ontario)*, 3rd ed. Carswell, 1989, Vol. 16, Title 77, p. 1-85.
- Copperud, Roy H., *American Usage and Style: The Consensus*, New York: Van Nostrand Reinhold, 1980.
- Dyck, Noel, "Indian, Métis, Native: Some Implications of Special Status." *Canadian Ethnic Studies*, 12,1 (1980): p. 34-46.
- Goulet, Keith, "Self-Government: Part of a New Vision for Canada." *Canadian Parliamentary Review*, 13,4 (Winter 1990-91): p. 16-20.
- Greenbaum, Sidney and Janet Whitcut, *Longman Guide to English Usage*, Harlow, Essex, England: Longman Group UK Ltd., 1988.
- Hodge, Frederick Webb, (ed.), *Handbook of American Indians North of Mexico*, Totowa, New Jersey: Rowman and Littlefield, 1979.
- Heap, Peter C., "The Citizen and the Nation." *Policy Options/Options politiques*, 13,2 (March 1992): p. 19-20.
- Isaac, Thomas, "The B.C. Court and Aboriginal Rights." *Policy Options/Options politiques*, 13,2 (March 1992): p. 16-18.
- Jull, Peter, "Re-inventing Australia: Voices in the Cushions." *Policy Options/Options politiques*, 13,1 (January/February 1992): p. 29-31.
- Kahtou, Vancouver: Native Communications Society of B. C., December 1991; February 1990; June 1986; May 1986.
- Kersell, John E., "We Should Learn from Our Native People." *Policy Options/Options politiques*, 12,10 (December 1991): p. 18-20.
- Longman Dictionary of Contemporary English, New ed., Editorial Director: Della Summers, Harlow, Essex, England: Longman Group UK Ltd., 1987.
- Lysyk, K., "The Indian Title Question in Canada: An Appraisal in the Light of Calder." *The Canadian Bar Review/La Revue du barreau canadien*, Vol. 51 (1973): p. 450-470.
- McCormick, Christopher, "Self-Government for Aboriginal People." *Canadian Parliamentary Review*, 13,4 (Winter 1990-91): p.12-15.
- McNamara, Luke, "Aboriginal People and Criminal Justice Reform: The Value of Autonomy-Based Solutions." *Canadian Native Law Reporter*, 1992 [No.] 1: p. 1-12.
- Millward, Celia M. and Jane Flick, *Handbook for Writers: Canadian Edition*, Toronto: Holt, Rinehart and Winston of Canada Ltd., 1985.
- Notes for a Speech by Judge René Dussault and Mr. Georges Erasmus, Co-Chairs of the Royal Commission On Aboriginal Peoples, at the Official Launch of the Public Consultation Process, Fort Garry Place, Winnipeg, Manitoba, April 21, 1992.
- Québec. Gouvernement du Québec. Secrétariat aux affaires autochtones. *The Basis of the Québec Government's Policy on Aboriginal Peoples*, Transl. by Direction de la traduction et de l'interprétation du ministère des Communications, Québec, 1988.
- "Recommendations from the Advisory Committees: Focus on Youth, Race Relations Education, Promoting Equity in Education, Multicultural and Race Relations in Early Childhood, and First Nations." *Multiculturalism/Multiculturalisme*, 14,1 (1991): p. 27-30.
- Sabin, William A. *The Gregg Reference Manual: Third Canadian Edition - SI Metric*, Canadian Adaptation by Sheila O'Neill, Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 1986.
- Shaw, Harry, *McGraw-Hill Handbook of English: Fourth Canadian Edition*, Rev. by Dave Carley, Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 1986.
- Steinhauer, Noella, "Self-Government: No Easy Answers." *Canadian Social Studies, The History and Social Science Teacher*, 26,3 (Spring 1992): p. 97.
- Swindle, Robert E. and Elizabeth M. Swindle, *A to Z Business Office Handbook*, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1984.
- The Canadian Encyclopedia*, 2nd ed., 4 vols., Edmonton: Hurtig Publishers, 1988.
- The Canadian Press, *The Canadian Press Stylebook: A Guide for Writers and Editors*, Toronto, 1992.
- The Chicago Manual of Style: For Authors, Editors, and Copywriters*, 13th ed., rev. and expanded. Chicago: University of Chicago Press, 1982.
- The Encyclopedia Americana*, International ed., 30 vols., New York: Americana Corp., 1977.
- The Gage Canadian Dictionary*, Toronto: Gage Publishing Ltd., 1983.
- The New Encyclopaedia Britannica*, 15th ed., 30 vols., Chicago: Encyclopaedia Britannica, 1985.
- The Oxford English Dictionary*, 13 vols., Edited by James A.H. Murray, Oxford: Clarendon Press, 1933.
- The Oxford Guide to the English Language*, The Oxford Guide to English Usage compiled by E.S.C. Weiner; Dictionary compiled by Joyce M. Hawkins, New York: Oxford University Press, 1984.
- The Penguin Canadian Dictionary*, Edited by Thomas A. Paikeda, Markham, Ont.: Penguin Books Canada; Mississauga, Ont.: Copp Clark Pitman, 1990.
- The Random House Dictionary of the English Language, Unabridged*, 2nd ed., Stuart Berg Flexer, Editor in Chief; Leonore Crary Hauck, Managing Editor, New York: Random House, 1987.
- Tusaayaksat, Inuvik, Northwest Territories: Inuvialuit Communications Society, December 1991; November 1991.
- University of Birmingham, *Collins COBUILD English Language Dictionary*, Editor in chief: John Sinclair, London, England: Collins Publishers, 1987.
- University of Saskatchewan, Native Law Centre, *Canadian Native Law Reporter*, 1991, [No.] 4.
- Wawatay News, Sioux Lookout, Ont.: Wawatay Native Communications Society, December 1991; November 1991.
- Webster's New World Dictionary of American English*, Third College Edition, Editor in chief: Victoria E. Neufeldt, New York: Simon & Schuster, Inc., 1988.
- Webster's Secretarial Handbook*, Springfield, Mass.: Merriam-Webster, 1983.
- Webster's Third New International Dictionary of the English Language*, Unabridged, Editor in Chief: Philip Babcock Gove, Springfield, Mass.: G. and C. Merriam Company, 1981.
- Wetamamah, Winnipeg, Manitoba: Mikisiw Publishers Ltd., November 1991.
- Windspeaker*, Edmonton: Aboriginal Multi-Media Society of Alberta, January 1992; September 1991; August 1991; February 1991.

La main et le toucher des étoffes/tissus

par Fadila El-Kheddiwi-Wakas

Notre étude portera sur les notions suivantes : **étoffe**, **tissu**, **main** et **toucher**.

Les fibres textiles permettent la création des textiles linéaires (fils) et des textiles surfaciques ou surfaces textiles (**étoffes/tissus**). Les premiers sont obtenus par la filature ou le filage, les seconds sont réalisés au moyen de techniques conventionnelles (tissage et tricotage) ou au moyen de procédés modernes (les non-tissés par exemple).

Les textiles, comme tout produit, sont soumis au contrôle de la qualité, c'est-à-dire l'évaluation des fils, des **étoffes/tissus**. Les produits textiles se caractérisent par des propriétés objectives et par des propriétés subjectives. Les propriétés objectives sont mesurables, telles les propriétés physiques ou mécaniques d'un fil ou d'un tissu.

Parmi les propriétés subjectives citons la **main**, le **toucher**, le **drapé**, le **tombant**, etc. Peut-on caractériser et mesurer des qualités aussi complexes que la **main du tissu** et le **toucher du tissu**?¹ Dans le cas des textiles linéaires, les experts sont arrivés à une évaluation objective basée sur des techniques modernes. Le problème devient très complexe lorsqu'il s'agit des textiles surfaciques (tissus chaîne et trame, tissus maille, non-tissés).

I - Étude du terme étoffe

L'Association française de normalisation (AFNOR) nous donne la définition du terme **étoffe** :

Article présentant une surface d'utilisation étendue par rapport à son épaisseur, constitué par l'enchevêtrement de matière tex-

tile de toute nature, ayant une certaine cohésion conférée par tout mode de fabrication approprié (tissage, tricotage, nappage, touffetage, aiguilletage, etc.) et destiné généralement à un usage d'habillement ou d'ameublement.²

Donc, le terme **étoffe** est un générique. Il est l'équivalent de deux termes anglais *fabric* et *cloth*.³ Voici la définition du terme *cloth*:

A generic term embracing all textile fabrics and felts. Cloth may be formed of any textile fiber, wire, or other material, and it includes any pliant fabric woven, knit, felted, needled, sewn, or otherwise formed.⁴

II - Étude du terme tissu

L'AFNOR donne la définition suivante du substantif **tissu**:

Étoffe formée par l'entrecroisement généralement perpendiculaire de deux ensembles de fils: cet entrecroisement est réalisé au cours du tissage sur métier ou machine à tisser.⁵

Donc, on désigne par le substantif **tissu**, dont l'équivalent anglais est *woven fabric*, les surfaces textiles tissées sur métier à tisser. En nous basant sur l'AFNOR, il nous est loisible de dire que le terme **étoffe** est un générique et que le substantif **tissu** est un spécifique.

L'examen que nous venons de faire porte sur l'aspect conventionnel des textiles. Or, les technologies textiles se sont largement développées, ont évolué et continuent à évoluer. Dès lors, quelle est l'utilisation des termes **étoffe** et **tissu**?

III - Utilisation actuelle des termes étoffe et tissu

C'est le terme **tissu** qui pose des problèmes en ce qui concerne son emploi. Est-il un générique? Nous avons constaté qu'il existe deux tendances à ce sujet.

La tendance classique

Certains spécialistes et auteurs restent dans la voie de l'AFNOR. Ils sont, si l'on peut dire, partisans du «classicisme»; pour eux, le mot **tissu** est un spécifique réservé aux surfaces textiles tissées sur métier ou machine à tisser. D'autres auteurs et spécialistes ne sont pas du même avis.

La tendance moderne

En effet, au cours de nos recherches, nous avons constaté qu'un grand nombre de spécialistes et d'auteurs rendent ce qui correspond à *woven fabric* non pas seulement par **tissu** comme l'AFNOR, mais par **tissu chaîne et trame**.⁶ Pourquoi ont-ils ajouté **chaîne et trame**?

Dans l'esprit de ces spécialistes et auteurs, le terme **tissu** est un générique comme le mot **étoffe**. Notre affirmation à ce sujet n'est qu'une déduction. Il nous faudrait d'autres preuves.

Voici quelques exemples sur le terme **tissu** employé comme générique:

- Froissabilité des **tissus**;
- Inflammabilité des **tissus**;
- Apprêts modifiant le lustre des **tissus**;
- Les apprêts qui modifient le toucher ou la tenue du **tissu**;

- Contrôles effectués sur les **tissus**, etc.⁷

- *Technologie des **tissus*** :

c'est le titre d'un aide-mémoire relatif aux textiles.⁸ Dans cet ouvrage, il ne s'agit pas seulement des **tissus chaîne et trame** mais de tous les textiles surfaciques.

- *Essai sur la détermination statistique de la qualité des **tissus*** :

c'est le titre d'un autre ouvrage.⁹ L'auteur utilise le terme **tissu** comme générique.

- *TUT, La Revue des utilisateurs de textiles à usages techniques*:

c'est le titre d'un trimestriel, dont l'auteur emploie également le terme **tissu** comme générique.

Les exemples dans ce sens abondent. De plus, de nouveaux textiles surfaciques ont fait leur apparition sur le marché et les spécialistes les appellent **tissus techniques** ou **tissus à usages techniques**. Cette catégorie englobe tous les modes de fabrication de surfaces textiles (tissage sur métier, tricotage, méthodes modernes pour l'obtention des non-tissés).

Au terme de cette recherche, nous sommes arrivés à la constatation que la norme de l'AFNOR susmentionnée est devenue restrictive. En effet, elle mentionne que les domaines d'utilisation des étoffes sont l'habillement et l'ameublement. Aujourd'hui, nous ne pouvons acquiescer à cette affirmation. Les **étoffes/tissus** sont utilisés dans tous les domaines : agriculture, architecture, bâtiment, électronique, géotextiles, médecine, sports et loisirs, transports, etc.¹⁰

Donc, d'après ce qui précède, nous pouvons affirmer :

- que les termes **étoffe** et **tissu** sont des synonymes et sont souvent utilisés l'un pour l'autre ;
- et que le terme **tissu** commence à suppléer le mot **étoffe**.

Du côté anglais, les termes *fabric* et *cloth* sont des génériques et *woven fabric* (dont l'équivalent français est généralement rendu par **tissu chaîne et trame**) est un spécifique.

Maintenant que la question sur les termes **étoffe** et **tissu** a été débattue, passons à l'examen des expressions **la main** et **le toucher des tissus/étoffes**. Elles sont toutes deux synonymes et correctes.

III - Étude des notions **main** et **toucher**

1 - La **main** des tissus/étoffes

Comme nous l'avons dit plus haut, la **main** fait partie des propriétés subjectives des produits textiles. Caractériser la **main** d'un **tissu/étoffe**,¹¹ c'est caractériser ce textile surfacique.

En fait, la **main** est un phénomène psychologique qui implique la capacité des doigts de fournir une sensation à la fois précise et discriminante, et du cerveau d'intégrer et d'exprimer les résultats sous forme d'un jugement unique.¹²

La **main du tissu** est une sensation subjective que l'on éprouve en touchant et en palpant un **tissu**, non pour ses qualités externes de surface (ce qui est le **toucher** : nous reviendrons plus loin sur cette question), mais pour avoir une idée sur sa compacité. **La main est l'impression que ressentent nos doigts en touchant un tissu, c'est l'impression de plein, d'épaisseur, de tenue, de matérialité d'un tissu.**

À titre d'exemples, voici des expressions concernant la **main des tissus**:

- un **tissu a de la main** : ce qui équivaut à une bonne épaisseur, une texture pleine, etc. ;
- un **tissu a une bonne main** : il a de la compacité ;
- un **tissu n'a pas de main**, c'est-à-dire qu'il est creux, n'a pas de

matérialité. Un **tissu** creux est un **tissu** trop léger ;

- **donner de la main à un tissu** : alourdir un **tissu** par un apprêt ; etc.

L'expérience et les études ont démontré que les appréciations sur la **main des tissus/étoffes** sont différentes d'un expert à l'autre et parfois même contradictoires, la **main** étant différente selon le milieu et les origines de l'expert. Il arrive également qu'un même expert donne des appréciations contradictoires sur la **main d'un même tissu**. Comme nous le constatons, le facteur humain joue un très grand rôle dans l'évaluation de la **main**. **La main n'est pas mesurable mais seulement repérable par l'analyse sensorielle.**

La notion de **main du tissu** est toujours utilisée dans les transactions commerciales portant sur les **tissus/étoffes**. Un confectionneur industriel, par exemple, commande une quantité donnée de **tissu** comportant une **main** donnée. À la livraison, le confectionneur constate que le **tissu** n'a pas la **main** qu'il avait demandée. Et le litige surgit à cause de l'évaluation subjective de la **main du tissu**... Cette subjectivité de l'évaluation de la **main** a toujours été la base de graves problèmes dans les transactions commerciales. Elle est génératrice de litiges même à l'échelle internationale.

Il fallait absolument pallier ce grave inconvénient. La solution était de parvenir à une **évaluation objective de la main**. Des travaux ont été menés sur cette question.

Historique sur l'évaluation objective de la **main** des tissus/étoffes

La difficulté réside dans le fait suivant : cette **main** est subjective, sa définition est imprécise, ses caractéristiques physiques ne sont pas établies...

C'est Peirce, le premier, en 1930, qui a commencé des recherches sur la **main des tissus** en tant que qualité mesurable. Peirce a inventé un appareil permettant de mesurer la rigidité

de flexion des **tissus**. Les travaux de cet expert se sont avérés insuffisants et la notion de main soulevait toujours des difficultés.

Entre 1930 et 1972 de nombreux travaux ont été effectués dans le domaine. En 1972, au Japon, un comité a été créé : le **Comité sur l'évaluation et la normalisation de la Main** (*Hand Evaluation and Standardization*), qui a repris et continué les travaux de Peirce sur la **main des tissus**¹³. Ce comité a établi les **expressions ou propriétés primaires de la main**, comme la **rigidité** (*stiffness*), la **plénitude** (*fullness*). Les chercheurs ont défini pour chaque expression primaire une échelle de 11 valeurs.

En 1980, on aboutit enfin à des résultats plus ou moins positifs : l'équipe du professeur Kawabata, au Japon, a quantifié les définitions établies par Peirce et le HES¹⁴ et a construit des appareils pour mesurer les caractéristiques des **tissus**. Nous n'entrerons pas dans les détails des paramètres et des équations qui ont été établis par Peirce, augmentés par le HES et améliorés par cette équipe.

Aujourd'hui, le **système KES** (*Kawabata Evaluation System*) peut, entre autres, pour caractériser la **main du tissu**, définir des composantes physiques et mécaniques au moyen d'une mesure qualitative et quantitative. Il ne peut toutefois donner une quantification totale à cause de la **main**. Les équations établies pour permettre une évaluation objective de cette **main** sont insuffisantes car on fait encore appel à l'analyse sensorielle.

Des études entreprises en Australie ont abouti, en 1987, à la création d'un autre système parallèle au KES: le **système FAST** (*Fabric Assurance by Simple Testing*). Il a fallu près de 50 ans de recherches sur la **main des tissus** pour arriver à des résultats quelque peu positifs. Il a fallu les efforts conjugués de plusieurs pays, dont le Canada, pour parvenir dernièrement à régler, en partie, cette question de **main**. En partant de l'évaluation subjective, les

chercheurs sont parvenus à une mesure objective de la **main**, qui a pour but principal de remplacer le processus d'appréciation subjective des experts. L'organisme canadien qui a participé à ce travail est le Centre des technologies textiles de Saint-Hyacinthe (Québec).

La caractérisation des vêtements est plus complexe que celle des **étoffes** ou des **tissus**. Pour caractériser un vêtement, outre la **main du tissu**, il faut prendre en considération la notion de **confort hygrothermique**. Pour évaluer le **confort tactile**, il faut caractériser le **toucher**.

2 - Le toucher des tissus/étoffes

Le **toucher** est une appréciation subjective faite avec les doigts, comme pour la **main**, mais c'est une notion qui est relative aux **qualités extérieures du tissu**. En d'autres termes, les caractéristiques surfaciques (évaluées avec les doigts) d'un **tissu** donnent le **toucher** de ce **tissu** qui peut être doux, soyeux, rêche, sec, etc.

Au Canada, en Europe (neuf pays) et dans divers autres pays (Australie, Inde, Japon, etc.) les recherches sur le **toucher du tissu** se poursuivent comme celles relatives à la **main du tissu**.

En 1989, ITF-Lyon¹⁵ entreprend une étude multipartenaire sur le **confort des textiles**. Le but de cette étude était d'aider les industriels à évaluer objectivement le confort, à valoriser leurs produits par des essais normalisés reconnus à l'échelle internationale, et à définir des spécifications.

Au Canada, le Centre des technologies textiles mène des travaux, entre autres, sur l'évaluation du **confort**. Ce Centre possède une chaîne complète de mesure du **Système d'évaluation Kawabata** (*Kawabata Evaluation System* (KES)).

Le KES est aussi utilisé pour l'étude du **toucher**... Mais l'analyse du type KES associée à une analyse

sensorielle est insuffisante car la notion sensorielle est dépendante, comme pour la **main du tissu**, d'une composante culturelle et d'une composante physiologique. Les seuils de détection, les jugements portés sur le **toucher des tissus** ou des **étoffes** varient selon les populations, les individus...

Conclusion

La **main** et le **toucher des étoffes** ou des **tissus** sont des propriétés difficiles à évaluer d'une manière objective. Les 50 ans de recherches et de travaux sur l'évaluation scientifique des textiles surfaciques permettent aujourd'hui la mesure objective d'une série de caractéristiques des **étoffes/tissus**.

Malgré tous ces travaux, la **main du tissu** n'a pas encore été définie d'une manière précise et est encore soumise, comme le **toucher**, aux composantes physiologiques et culturelles des experts qui évaluent les **tissus**.

Cependant, il faut souligner que le **Système KES**, qui a permis de grands progrès dans l'évaluation objective des textiles surfaciques, semble actuellement le mieux adapté à la recherche.

Remerciements

L'auteur désire remercier MM. Roger Leclerc et Gérard Lombard du Centre des technologies textiles de Saint-Hyacinthe, Québec.

Notes et bibliographie

1. Il est possible de dire également: la **main des étoffes** et le **toucher des étoffes**.
2. *Recueil des Normes françaises. Textiles, Dictionnaire des termes normalisés*, NF-G 00-001, 1985, p. 61.
3. En anglais, pour certains auteurs *fabric* est un générique; pour d'autres c'est le terme *cloth* qui est le générique.
4. *Dictionary of Fiber and Textile Technology*, Hoechst Celanese, 1991, p. 28.
5. *Recueil de normes françaises, Textiles, Dictionnaire des termes normalisés NF G 00-001*, 1985, p. 202.

6. L'expression **chaîne et trame** présente une variante orthographique, c'est-à-dire qu'elle peut s'écrire avec des traits d'union : **tissu chaîne-et-trame**.

7. Nozet, Henri, *Textiles chimiques, fibres modernes*, Paris, Éditions Eyrolles, 1976.

8. Garaud, C. et autres, *Technologies des tissus*, Paris, Éditions Castilla, 1988.

9. Bona M., «Essai sur la détermination statistique de la qualité des tissus», Doctorat-Ingénieur, ENSIT, Mulhouse (France), 1984.

10. Voir à ce sujet le trimestriel *TUT, La Revue des utilisateurs de textiles à usages techniques*, de l'Industrie Textile, Paris (France), avril 1991, n° 1.

11. L'expression: **étoffe/tissu** ou **tissu/étoffe** indique que les deux termes sont synonymes et que l'on peut employer indifféremment l'un ou l'autre terme.

12. *La Revue du Textile Canadien/Canadian Textile Journal*, May, 1990, p. 34.

13. *La Revue du Textile Canadien/Canadian Textile Journal*, January/February, 1992, p. 29.

14. HES: *Hand Evaluation and Standardization*.

15. Institut Textile de France, section Lyon.

Lexique anglais-français sur le toucher et la main des étoffes / tissus

anti-drape stiffness - rigidité opposée au drapé (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

boardy hand¹ - toucher carteux

body feel - toucher ferme

brittle feel - toucher fragile

brittle handle - toucher cassant

cotton handle - toucher coton

crepiness - aspect crêpe (d'un tissu)

crinkly - à aspect froissé (un tissu)

crisp - nerveux (toucher)

crisp feel - toucher effet nerveux

crisp feel; crisp handle - toucher craquant

crisp handle; crisp feel - toucher craquant

crispness - craquant (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

crispness - l'effet «crêpe» (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

crunchy feel; scroop feel; scroopy feel; scroopy handle - toucher craquant

downy feel - toucher duveteux

drapy - qui a du tombant; du drapé (un tissu)

dry handle; dry touch - toucher sec

elastic feel - toucher élastique

feel of cloth; handle of fabric - le toucher du tissu

feel; feeling; hand; handle; touch - le toucher (d'un tissu)

feel of the cloth - le toucher de l'étoffe

hand; handle - la main d'un tissu

feeling - feel; hand; handle; touch - toucher d'un tissu

filmiest - le plus léger (dans le sens d'un tissu)

firm handle; firm feel; firmness feel - toucher ferme

firm feel; firmness feel; firm handle - toucher ferme

firmness feel; firm feel; firm handle - toucher ferme

fishy feel - toucher poisseux

fleecy - laineux (tissu)

full - plein (adj) (toucher)

full hand; full handle; good feel; good test - ayant un bon toucher (un tissu)

full handle; full hand; good feel; good test - toucher plein

full feel finishing - toucher plein

fullness - la plénitude (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

good test; good feel; full hand; full handle - ayant un bon toucher (tissu)

good feel; good test; full hand; full handle - ayant un bon toucher

hand modifiers - modificateurs du toucher

Hand Value; H.V.; HV - valeur HV; valeur d'une expression primaire de la main

Hand Evaluation and Standardization Committee; H.E.S.C.; HESC - Comité d'évaluation et de normalisation de la Main

hand; handle - toucher du tissu

hand; handle - main d'un tissu

handle, to - toucher; manipuler (un tissu)

handle; hand; touch - toucher; main

handle modulus - module de la main

handle of fabric; feel of cloth - le toucher du tissu

hard handle; hard feel - toucher dur

hard feel; hard handle - toucher dur

harsh handle - toucher rêche

limp handle - toucher mou

linear textile - textile linéaire (fil, filé)

nonwoven - nontissé; non-tissé

nonwoven fabric - étoffe non tissée; textile non tissé

paper-like handle (of fabric) - toucher papier du tissu

pebbly - aspect caillouteux (d'un tissu crêpe)

Primary Hand Values; P.H.V.; PHV - valeurs des expressions primaires de la main

raggy handle - toucher creux

rough handle - toucher rude

rough-textured surface - aspect rugueux (d'un tissu)

rubbery handle; rubbery feel - toucher caoutchouteux

scroop feel; crunchy feel; scroopy feel; scroopy handle - toucher craquant

scroopy handle; scroopy feel; scroop feel; crunchy feel - toucher craquant

semi-stiff in finish and hand; semi-stiff in finish and handle - mi-souple en finition et en toucher; mi-raide en finition et en toucher

silk scroop; silk-like handle; silky feel - toucher soyeux

silk-like handle; silky feel; silk scroop - toucher soyeux

silky handle; silk-like handle - toucher soyeux

slippery feel - toucher glissant

smooth - lisse

smooth - doux; souple; uni (tissu - sa surface)

smooth hand; smooth handle; soft hand; soft handle - toucher souple²

smooth yarn - fil lisse

smoothness - douceur (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

soft hand; soft handle - toucher doux

soft feeling - souplesse (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

soft feel - toucher moelleux

soft hand; soft handle; smooth hand; smooth handle - toucher souple²

soft handle - toucher doux

soft-handling - au toucher doux

softness - moëlleux (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

strooping - froufrou (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

stiff feel; stiff handle - toucher raide

stiff hand; hard hand; harsh hand; stiff handle, hard handle, harsh handle - toucher raide; toucher sec³

stiff handle; stiff feel - toucher raide

stiffness - rigidité (de la main des tissus) (Une des expressions primaires de la main)

straw-like feel; straw-like feel - toucher paillé; toucher pailleux

straw-like handle; straw - like feel - toucher pailleux

supple feel - toucher souple

surfacic textile - textile surfacique; surface textile (étouffe/tissu)

Total Appearance value; T.A.V.; TAV - valeur totale d'apparence (C'est la prédiction de la confectionnabilité d'un tissu. Ce concept de confectionnabilité permet de prédire l'apparence du vêtement. C'est à partir de la main du tissu que l'on détermine la valeur totale d'apparence du vêtement)

Total Hand Value - T.H.V.; THV - valeur d'appréciation globale de la main (Il s'agit d'une appréciation globale de la main d'un tissu en conformité avec la fonction vêtement et le goût des individus)

touch; feel; hand; handle - le toucher

velvety feel - toucher velouté

wiry handle - toucher nerveux

woolly feel; woolly handle - toucher laineux

woolly handle; woolly feel - toucher laineux

woven fabric - tissu chaîne et trame; tissu chaîne-et-trame

Notes

1. Les auteurs anglais, pour désigner le **toucher**, utilisent les synonymes suivants : *hand, handle, feel* et *feeling*.

2. *Soft* et *smooth* sont souvent utilisés l'un pour l'autre dans l'évaluation du toucher souple.

3. *Stiff, hard* et *harsh* sont utilisés comme synonymes pour désigner le toucher raide ou sec.

Erratum

L'Actualité terminologique, Vol. 25, 2, 1992, pp.14-15

Quelques erreurs figurent dans l'article de M. Julien Marquis intitulé «Les associations professionnelles au Canada». Ainsi, l'**Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) / Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO)** a été fondée en 1921 (et non en 1920). Cette association a été la première association de traducteurs à obtenir également (et non légalement) la reconnaissance d'un titre réservé pour ses membres.

Dans le cas de l'**Association des traducteurs et interprètes de la Saskatchewan (ATIS) / Association of Translators and Interpreters of Saskatchewan (ATIS)**, il y a deux membres associés en langue cri et des interprètes en langage (et non langage) gestuel.

Enfin la **Society of Translators and Interpreters of British Columbia (STIBC)**, a réussi à faire reconnaître par le Procureur général de la Colombie-Britannique l'examen uniformisé d'agrément en interprétation judiciaire (et non seulement effectué des efforts en ce sens).

Toutes nos excuses à l'auteur (N.D.L.R.).

The Term "quasquicentennial"

by Mary Sitarski

Are you looking for an English noun that means "a 125th anniversary" or "a celebration of a 125th anniversary"? An undertaking of this magnitude would normally constitute the linguistic equivalent of looking for the proverbial needle in a haystack and necessitate a very good reverse dictionary of English, a stack of Latin dictionaries, or a stroke of serendipity at the very least. When the author was asked to find the noun in question several months ago, it was in fact in the course of very other research that the wordy word **quasquicentennial** pronounced **kwashskwee**...., was found. This word has first been suggested by Robert I. Chapman of Funk & Wagnall's in August 1961 to Mr. Frank W. Hatten of Delavan, Illinois, who was trying to find a single word to describe Delavan's upcoming 125th anniversary celebrations in 1962. Despite coining **quasquicentennial** as the lesser of many aberrations proposed at

the time, even Mr. Chapman has called this expression a monstrosity and was apparently dismayed when it became widely used in the United States, primarily as a result of the energetic and determined efforts of 80-year-old Mr. Hatten to have it accepted as a dictionary entry.

Quasquicentennial, which may also be used adjectivally, is patterned after **sesquicentennial**, which designates "a 150th anniversary". The combining form **sesqui-** means "plus a half" and is shortened from **semis que** meaning "and a half". By similarly shortening **quadrans**, which means "a fourth", by retaining the first syllable and final "s" of **quadrans**, Mr. Chapman arrived at **quasquicentennial**.

Quasquicentennial was duly entered in the 1964 edition of Funk & W-

gnall's *Standard Dictionary of the English Language*, International Edition. It may also be found (if one only knew where to look) in the 1987 edition of the *Random House Dictionary of the English Language* as well as in the addendum to the 1981 edition of *Webster's Third New International Dictionary*. As previously mentioned, it was serendipity alone that enabled the terminologist to utter "Eureka!" while researching a totally unrelated matter several days after receiving (and abandoning the quest for) this vexacious, although obviously recurring and timely, request. Now, if the terminologist could only find an English expression for Montréal's "350th anniversary or its commemoration"! In the meantime, we take this opportunity to wish our Canadian readers a **Happy Quasquicentennial**.

Appel à tous

par Diane Parent

«Je vous engage tous à fabriquer du verbe pour que s'épanouisse notre langue. Ne vous laissez pas arrêter par la crainte de passer pour incultes. Notre langue n'est pas la propriété exclusive des ronchons chargés de la préserver; elle nous appartient à tous. Allons les gars et les filles, verbaillons à qui mieux mieux et refoulons les puristes sur l'île déserte des langues mortes!» (San Antonio)

Le Réseau international de néologie et de terminologie (Rint), dont fait partie le Secrétariat d'État du Canada qui dirige le module canadien, a approuvé le lancement d'un projet de recherche néologique, à la réunion du Comité d'orientation tenue à Paris en novembre 1991. Ce projet com-

porte deux volets. Le premier consiste à établir un recueil de créations néologiques et le second, à relever les néologismes dans les ouvrages techniques ou scientifiques et dans des périodiques.

L'objectif du projet est d'échanger les créations néologiques ou propositions terminologiques dans les domaines scientifiques et techniques de pointe, afin qu'elles profitent au plus grand nombre de langagiers possible. Le projet vise également à contribuer à l'harmonisation des terminologies nouvelles et à en favoriser l'implantation au sein de la francophonie.

Afin de permettre à ce projet de prendre son envol, la Direction de la terminologie et des services linguisti-

ques (DTSL) du secteur Langues officielles et Traduction, qui est chargée de la publication du recueil de néologismes, compte mettre en place un plan d'action, lequel prévoit notamment la création d'une rubrique dans *L'Actualité terminologique*. La rédaction lance donc un appel à tous afin de trouver un nom à cette nouvelle rubrique. J'ai pensé à des noms comme «Place à la néologie» et «Néologismes en herbe». Qui dit mieux?

Je vous invite à communiquer vos suggestions à M^{me} Michèle Valiquette, rédactrice en chef, d'ici le 30 novembre 1992. Le Secrétariat d'État publiera une liste de néologismes dans les prochains numéros.

Journée nationale et internationale de la traduction (30 septembre)

Le Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC), conformément à la recommandation de la Fédération internationale des traducteurs (FIT), proclame le 30 septembre **Journée nationale et internationale de la traduction** au Canada. Journée qui sera célébrée dans les provinces et les territoires, dont les associations de traducteurs, d'interprètes et de terminologues professionnels sont membres du CTIC.

Le CTIC est une fédération de neuf associations professionnelles provinciales et territoriale regroupant environ 3 000 traducteurs, terminologues et interprètes. Ces associations sont les suivantes : ATIA (Alberta), STIBC (Colombie-Britannique), ATIM (Manitoba), CPTIAQ (Québec), CTINB (Nouveau-Brunswick), ATIO (Ontario), ATIS (Saskatchewan), ITSNTW (Territoires du Nord-Ouest) et ATINE (Nouvelle-Écosse). Le CTIC est membre de la Fédération internationale des traducteurs (FIT), où il est représenté au Conseil par M. Jean-François Joly, président de la FIT.

Un concours pour une affiche commémorant la **Journée nationale et internationale de la traduction** a été organisé. Sur vingt projets d'affiche présentés, celui de Kathy McNabb, diplômée du cours d'art commercial du Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie de Toronto a remporté le concours.

Le jury était présidé par le CTIC et composé de la FIT, de toutes les associations membres du CTIC ainsi que des autres intervenants majeurs dans le domaine des services linguistiques : l'Association canadienne des écoles de traduction (ACET), l'Association canadienne de traductologie (ACT), l'As-

sociation des conseils en gestion linguistique (ACGL), l'Association des interprètes en langage visuel du Canada (AILVC), le Syndicat canadien des employés professionnels et techniques (SCEPT) - Groupe des traducteurs, interprètes et terminologues, le Secrétariat d'État du Canada et la Commission canadienne pour l'Unesco.

La remise du prix pour le concours d'affiche sera effectuée à l'Hôtel de ville de Toronto le 30 septembre, **Journée nationale et internationale de la traduction**, par M. Julien Marquis, président du CTIC. M^{me} June Rowlands, maire de Toronto, a été conviée à célébrer cet événement.

Les autres affiches seront exposées dans un édifice public à Toronto qu'il reste à déterminer au moment de la publication de ce communiqué. Le Comité de coordination nationale de la **Journée nationale et internationale de la traduction** au Canada est présidé par M^{me} Aurella Losier-Vienneau, secrétaire-trésorière du CTIC. Le comité a élaboré un plan d'action locale pour les provinces et les territoires. Pour obtenir des détails à ce sujet, veuillez communiquer avec l'une des personnes ci-dessous, selon votre situation géographique.

Renseignements :

Ontario : Julien Marquis (416) 327-2715

Québec : Diane Blais (514) 874-4312

Maritimes : Aurella Losier-Vienneau (506) 453-2689

Ottawa : Francine Fréchette (613) 562-0379

Prairies, Ouest et Nord : Nicole Giguère (403) 244-2215

Associations membres du CTIC :

- Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ);
- Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO) / *Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO)*;
- Corporation des traducteurs, terminologues et interprètes du Nouveau-Brunswick (CTINB) / *Corporation of Translators, Terminologists and Interpreters of New Brunswick (CTINB)*;
- Association des traducteurs et interprètes de la Nouvelle-Écosse (ATINE) / *Association of Translators and Interpreters of Nova Scotia (ATINS)*;
- Association des traducteurs et interprètes du Manitoba (ATIM) / *Association of Translators and Interpreters of Manitoba (ATIM)*;
- Association des traducteurs et interprètes de la Saskatchewan (ATIS) / *Association of Translators and Interpreters of Saskatchewan (ATIS)*;
- Association des traducteurs et interprètes de l'Alberta (ATIA) / *Association of Translators and Interpreters of Alberta (ATIA)*;
- *Society of Translators and Interpreters of British Columbia (STIBC)*;
- *Interpreters and Translators Society of North-West Territories (ITSNTW)*.

National and International Translation Day (September 30)

The Canadian Translators and Interpreters Council (CTIC), in accordance with a recommendation by the International Federation of Translators (FIT), proclaims September 30 as **National and International Translation Day** in Canada. This will be celebrated in all the provinces and territories having a CTIC member association of professional translators, interpreters and terminologists.

The CTIC is a federation of nine provincial and territorial professional associations representing some 3 000 translators, interpreters and terminologists. It has member societies located in British Columbia (STIBC), Alberta (ATIA), Saskatchewan (ATIS), Manitoba (ATIM), Ontario (ATIO), Québec (CPTIAQ), New Brunswick (CTINB), the North-West Territories (ITSNWT) and Nova Scotia (ATINS). As a member association of FIT, CTIC is represented on Council by Mr. Jean-François Joly, FIT President.

The CTIC has organized a contest for a poster to commemorate the **National and International Translation Day**. Twenty designs were submitted and the winning entry was a poster designed by Kathy McNabb, a 1992 graduate of the Commercial Art Course at George Brown College of Applied Arts and Technology in Toronto.

The CTIC chaired the jury for this contest. The jury was made up of the members of the International Federation of Translators (FIT), and CTIC provincial and territorial member associations, as well as members of other major associations in the field of linguistic services: the Canadian Association of Schools of Translation (CAST), the Canadian Association of Translation Science (CATS), the Literary Translators As-

sociation of Canada (LTCAC), the Association des conseils en gestion linguistique (ACGL), the Association of Visual Language Interpreters of Canada (AVLIC), the Canadian Union of Professional and Technical Employees (CUPTÉ) - Translators, Interpreters and Terminologists Group, the Department of the Secretary of State of Canada and the Canadian Commission for Unesco.

The award for the poster will be presented on the **National and International Translation Day**, September 30, at City Hall in Toronto by, Mr. Julien Marquis, the CTIC President. The Mayor of Toronto, Ms. June Rowlands has been invited to participate in the celebration of this event.

The other posters submitted in the contest will be exhibited in a public building in Toronto which has not been determined when this newsrelease was issued. The Committee for Coordinating the **National and International Translation Day** in Canada is chaired by Ms. Aurella Losier-Vienneau, Secretary-Treasurer of CTIC. The Committee has developed a Local Action Plan for implementation by all provinces and territories. For further details about the proposed activities please call one of the contact persons in your region (see below).

Information:

Ontario : Julien Marquis (416) 327-2715

Québec : Diane Blais (514) 874-4312

Maritimes : Aurella Losier-Vienneau (506) 453-2689

Ottawa : Francine Fréchette (613) 562-0379

Prairies, West and North : Nicole Giguère (403) 244-2215

Member Societies of CTIC:

- *Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ);*
- Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO) / *Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO);*
- Corporation of Translators, Terminologists and Interpreters of New Brunswick (CTINB) / *Corporation des traducteurs, terminologues et interprètes du Nouveau-Brunswick (CTINB);*
- Association of Translators and Interpreters of Nova Scotia (ATINS) / *Association des traducteurs et interprètes de la Nouvelle-Écosse (ATINE);*
- Association of Translators and Interpreters of Manitoba (ATIM) / *Association des traducteurs et interprètes du Manitoba (ATIM);*
- Association of Translators and Interpreters of Saskatchewan (ATIS) / *Association des traducteurs et interprètes de la Saskatchewan (ATIS);*
- Association of Translators and Interpreters of Alberta (ATIA) / *Association des traducteurs et interprètes de l'Alberta (ATIA);*
- Society of Translators and Interpreters of British Columbia (STIBC);
- Interpreters and Translators Society of North-West Territories (ITSNWT).

Au fil des événements / News and Events

La Semaine du français 1992

Du 16 au 20 mars 1992 a eu lieu la Semaine du français, organisée par l'Office de la langue française du Québec (OLF), sous le thème *Acheter en français, est-ce avantageux?* M. Jean-Claude Rondeau, président de l'OLF, a dressé un bilan de la francisation au Québec en précisant que les deux tiers des entreprises ont maintenant un certificat de francisation. Il a également fait état de certaines réussites de l'Office comme la mise en place du téléphone linguistique au Service des consultations et la création de l'Observatoire québécois des industries de la langue (OQIL).

Des représentants d'entreprises et d'organismes ont fait état de leurs réalisations en matière de francisation et des problèmes qui s'y rattachent. Il y a également eu la présentation d'une douzaine de publications de l'OLF parues en 1991-1992 et le lancement des trois ouvrages suivants : *Vocabulaire de la machine-outil et du tournage des métaux*, *Vocabulaire du magnétoscope et du caméscope* et le dépliant *Chaque place a sa place*. Quant à la remise des 20 *Mérites du français* 1992, elle a eu lieu lors de la **Journée de la francophonie**, soit le 20 mars dans les domaines de l'éducation (13), du travail (6) et de la culture (1).

Colloque Langue et technologies de l'information au Québec

Le Colloque Langue et technologies de l'information au Québec s'est tenu à l'Université du Québec à Montréal les 2 et 3 avril 1992. Il était organisé par l'Université du Québec et le Conseil de la langue française du Québec.

Les conférences ont porté sur les thèmes suivants : *La langue, au cœur du défi de la société et des*

nouvelles technologies de l'information et Technologies de l'information et langue de diffusion, Technologies de l'information et Technologies de l'information et langue de formation.

Association des usagers de la langue française (ASULF)

Le 25 mars 1992 a eu lieu l'Assemblée générale annuelle de l'Association des usagers de la langue française à l'Université du Québec à Montréal.

L'ASULF a pour but de veiller à la promotion de la langue française. En 1991-1992, le président de l'ASULF, le juge Robert Auclair, a effectué une centaine d'interventions auprès de divers organismes et entreprises afin de signaler des entorses au bon usage de la langue française.

Observatoires canadien et québécois des industries de la langue

Le 11 mai 1992 avait lieu à Hull une réunion du comité de direction de l'Observatoire canadien des industries de la langue (OCIL). Il a été question du suivi du Sommet francophone de Chaillot (19-21 novembre 1991) et de l'approbation par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) du projet d'informatisation du fichier du Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ) de l'Université de Moncton. La création d'une base de données en industries de la langue au Canada, à l'extérieur du Québec, a permis d'ores et déjà de répertorier une cinquantaine de projets dans divers sous-domaines. Des discussions sur le domaine de l'apprentissage des langues secondes et les nouvelles technologies pour y arriver ainsi que sur la promotion des produits canadiens des industries de la langue au sein de la francophonie ont également eu lieu.

Le 28 mai 1992 se tenait à Montréal la réunion du comité d'orienta-

tion de l'Observatoire québécois des industries de la langue (OQIL), précédé d'un atelier sur la situation des industries de la langue au Québec, sur les enjeux et sur les défis à venir. L'OQIL a émis un avis sur la promotion et le développement du français et des industries de la langue. La réunion a traité de la programmation budgétaire de l'ACCT, de la possibilité de mise en réseau des observatoires nationaux des industries de la langue. Il a été également question de la mobilisation du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (MICT) du Québec, de l'organisation d'un séminaire franco-québécois sur les technologies de l'information à l'automne 1992 et de l'étude de marché sur les industries de la langue au Québec.

Assemblée générale annuelle de la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ)

Le 28 mai 1992 a eu lieu, à Montréal, à la fois la dernière assemblée générale annuelle de la cinquantenaire Société des traducteurs du Québec (STQ) et la première assemblée générale annuelle de la toute nouvelle Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec (CPTIAQ).

La seconde succède à la première par suite de l'obtention de la reconnaissance professionnelle et du titre réservé pour les traducteurs, interprètes et terminologues du Québec. Entre autres questions, il a été décidé d'offrir aux membres de la CPTIAQ la possibilité de s'abonner à une revue professionnelle (*Meta, TTR, L'Actualité terminologique et Terminogramme*).

Michèle Valiquette

Le Coin des publications / Publications in Review

Nouvelles publications du Secrétariat d'État du Canada (1991-1992)

Bulletins de terminologie

144 Répertoire alphabétique de titres de lois fédérales, 263 pages (S52-2/144-1990 Canada : 18,95 \$; étranger : 24,65 \$ US)
Auteur : Cyrille Goulet, c.r. (Q.C.)

194 Vocabulaire de l'administration publique et de la gestion, 775 pages (S52-2/194-1990 Canada : 28,95 \$; étranger : 37,65 \$ US)
Auteur : Raymond Pepermans

195 Vocabulaire des additifs alimentaires (1990), 401 pages (S52-2/195 Canada : 29,95 \$; étranger : 38,95 \$ US)
Auteur : Alix Renaud

196 Vocabulaire de technologie éducative et de formation (1991), 1 005 pages (S52-2/196 Canada : 44,95 \$; étranger : 58,45 \$ US)
Auteurs : Madeleine Brisebois et Mariette Grandchamp-Tupula
En collaboration avec Françoise Parc

197 Vocabulaire de l'agriculture (1990), 1 213 pages (S52-2/197 Canada : 53,95 \$; étranger : 70,15 \$ US)
Auteur : Pierre Dermine
En collaboration avec Line Paradis

198 Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur, Volume I : signes cliniques (1990), 528 pages (S52-2/198 Canada : 29,95 \$; étranger : 38,95 \$ US)
Sous la direction de : Dr André Lussier et Sylvie Dionne
Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada

199 Vocabulaire de sémiologie médicale (1990), 426 pages (S52-2/199 Canada : 27 \$; étranger : 35,10 \$ US)
Sous la direction de : Dr André Lussier, Dr Philippe Dionne et Sylvie Dionne
Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada

200 Vocabulaire du génie génétique (1990), 328 pages (S52-2/200 Canada : 25 \$; étranger : 32,50 \$ US)
Sous la direction de : Dr Edgard Delvin et Gisèle Pham
Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada

201 Vocabulaire des pensions (1990), 151 pages (S52-2/201 Canada : 14,95 \$; étranger : 19,45 \$ US)
Auteur : Linda P. Collier

202 Nomenclature française des oiseaux d'Amérique du Nord (1990), 128 pages (S52-2/202

Canada : 13,95 \$; étranger : 18,15 \$ US)
Auteurs : Henri Ouellet, Michel Gosselin, Jean-Pierre Artigau
Projet conjoint du Musée canadien de la nature et du Secrétariat d'État du Canada

203 Vocabulaire des céramiques techniques (1990), 217 pages (S52-2/203 Canada : 17,95 \$; étranger : 23,35 \$ US)
Auteur : Françoise Parc
En collaboration avec Gilles Gervais

204 Vocabulaire du libre-échange (1991), 445 pages (S52-2/204 Canada : 28,95 \$; étranger : 37,65 \$ US)
Auteur : Helen Hutcheson

205 Lexique des services de santé (1991), 133 pages (S52-2/205 Canada : 14,95 \$; étranger : 19,45 \$ US)
Auteur : Entraide Traduction Santé (ETS)

206 Vocabulaire du langage Ada (1991), 217 pages (S52-2/206 Canada : 17,95 \$; étranger : 23,35 \$ US)
Auteur : Noël Lazure

208 Vocabulaire de la statistique et des enquêtes, 555 pages (S52-2/208-1992 Canada : 29,95 \$; étranger : 38,95 \$ US)
Auteur : Yves Thériault
En collaboration avec Estelle Beauregard et Michel Charvest

211 Vocabulaire du génie cellulaire, Volume I : structure cellulaire, xxx-315 pages (S52-2/211-1992 Canada : 22,95 \$; étranger : 29,85 \$ US)
Sous la direction de : Dr Edgard Delvin et de Gisèle Pham
Projet conjoint du Conseil de recherches médicales du Canada et du Secrétariat d'État du Canada

Collection Lexiques ministériels

Lexique de l'assurance-chômage, 421 pages (S52-5/3-1992 Canada : 29,95 \$; étranger : 38,95 \$ US)
Auteur : Janeen Johnston-Des Rochers
En collaboration avec Denise Langlois

Série Lexiques

Caméscope, 60 pages (S52-3/38-1991 Canada : 8,95 \$; étranger : 11,65 \$ US)
Auteur : François Mouzard

Chauffage central, 69 pages (S52-3/37-1991 Canada : 7,95 \$; étranger : 10,35 \$ US)
Auteur : Louise Claude

Géotextiles, 74 pages (S52-3/39-1992 Canada : 8,95 \$; étranger : 11,65 \$ US)
Auteur : François Richard

Mécanique des sols et fondations, 99 pages (S52-3/35-1990 Canada : 8,95 \$; étranger :

11,65 \$ US)
Auteur : François Richard

Projets de construction, 75 pages (S52-3/34-1990 Canada : 9,95 \$; étranger : 12,95 \$ US)
Auteur : Bruno Couture
En collaboration avec la Direction des langues officielles, Travaux publics Canada

Vocabulaires bilingues de la common law

Droit des biens (Tome 4) (1990), 300 pages et **Supplément** comprenant l'index cumulatif anglais et français - anglais des quatre tomes du **Droit des biens**, 200 pages. Prix : 32 \$.
Auteur : Association du Barreau canadien

Recent Publications of the Department of the Secretary of State of Canada (1991-1992)

Terminology Bulletins

144 Alphabetical List of Titles of Federal Statutes, 263 pages (S52-2/144-1990 Canada : \$18.95; other countries: US\$24.65)
Author: Cyrille Goulet, c.r. (Q.C.)

194 Public Administration and Management Vocabulary, 775 pages (S52-2/194-1990 Canada : \$28.95; other countries: US\$37.65)
Author: Raymond Pepermans

195 Vocabulary of Food Additives (1990), 401 pages (S52-2/195 Canada : \$29.95; other countries: US\$38.95)
Author: Alix Renaud

196 Vocabulary of Educational Technology and Training (1991), 1,005 pages (S52-2/196 Canada : \$44.95; other countries: US\$58.45)
Authors: Madeleine Brisebois and Mariette Grandchamp-Tupula
With the collaboration of Françoise Parc

197 Vocabulary of Agriculture (1990), 1,213 pages (S52-2/197 Canada : \$53.95; other countries: US\$70.15)
Author: Pierre Dermine
With the collaboration of Line Paradis

198 Vocabulary of Signs and Symptoms of the Musculoskeletal System, Volume I: *Clinical Findings* (1990), 528 pages (S52-2/198 Canada : \$29.95; other countries: US\$38.95)
Under the Direction of: Dr. André Lussier and Sylvie Dionne
Joint Project of the Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada

199 Vocabulary of Medical Signs and Symptoms (1990), 426 pages (S52-2/199 Canada : \$27; other countries: US\$35.10)
Under the Direction of: Dr. André Lussier, Dr. Philippe Dionne and Sylvie Dionne

Joint Project of the Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada

200 Vocabulary of Genetic Engineering (1990), 328 pages (S52-2/200 Canada: \$25; other countries: US\$32.50)

Under the Direction of: Dr. Edgard Delvin and Gisèle Pham

Joint Project of the Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada

201 Pensions Vocabulary (1990), 151 pages (S52-2/201 Canada: \$14.95; other countries: US\$19.45)

Author: Linda P. Collier

202 French Nomenclature of North American Birds (1990), 128 pages (S52-2/202 Canada: \$13.95; other countries: US\$18.15)

Authors: Henri Ouellet, Michel Gosselin, Jean-Pierre Artigau

Joint Project of the Canadian Museum of Nature and the Department of the Secretary of State of Canada

203 Vocabulary of Advanced Ceramics (1990), 217 pages (S52-2/203 - Canada: \$17.95; other countries: US\$23.35)

Author: Françoise Parc

With the collaboration of Gilles Gervais

204 Vocabulary of Free Trade (1991), 445 pages (S52-2/204 Canada: \$28.95; other countries: US\$37.65)

Author: Helen Hutcheson

205 Glossary of Health Services (1991), 133 pages (S52-2/205 Canada: \$14.95; other countries: US\$19.45)

Author: Entraide Traduction Santé (ETS)

206 Ada Language Vocabulary (1991), 217 pages (S52-2/206 Canada: \$17.95; other countries: US\$23.35)

Author: Noël Lazure

208 Statistics and Surveys Vocabulary, 555 pages (S52-2/208-1992 Canada: \$29.95; other countries: US\$38.95)

Author: Yves Thériault

With the collaboration of Estelle Beauregard and Michel Charuest

211 Vocabulary of Cell Engineering, Volume I: Cell Structure, 315 pages (S52-2/211-1992 Canada: \$22.95; other countries: US\$ 29.85)

Under the Direction of: Dr. Edgard Delvin and Gisèle Pham

Joint Project of the Medical Research Council of Canada and the Department of the Secretary of State of Canada

Departmental Glossary Series

Unemployment Insurance Glossary, 421 pages (S52-5/3-1992 Canada: \$29.95; other countries: US\$38.95)

tries: US \$38.95)

Author: Janeen Johnston-Des Rochers

With the collaboration of Denise Langlois

Glossary Series

Camcorder, 60 pages (S52-3/38-1991 Canada: \$8.95; other countries: US\$11.65)

Author: François Mouzard

Central Heating, 69 pages (S52-3/37-1991 Canada: \$7.95; other countries: US\$10.35)

Author: Louise Claude

Construction Projects, 75 pages (S52-3/34-1990 Canada: \$9.95; other countries: US\$12.95)

Author: Bruno Couture

In co-operation with Official Languages Directorate, Public Works Canada

Geotextiles, 74 pages (S52-3/39-1992 Canada: \$8.95; other countries: US\$11.65)

Author: François Richard

Soil Mechanics and Foundations, 99 pages (S52-3/35-1990 Canada: \$8.95; other countries: US\$11.65)

Author: François Richard

Bilingual common law vocabularies

Property Law (Volume 4) (1990), 300 pages and **Supplement** containing a cumulative English index and a French-English index to the four volumes on Property Law, 200 pages. Price: \$32.

Author: Canadian Bar Association

Publications récentes de l'Office de la langue française (1991-1992)

1. Études

Bouchard, Pierre. **Les enjeux de la francisation des entreprises au Québec** (1977-1984), Montréal, Office de la langue française, 1991, 250 p. (Langues et sociétés) Gratuit.

Les indicateurs de la situation linguistique au Québec, Québec, Conseil de la langue française, 1991, 125 p. Gratuit.

2. Guides d'écriture

Biron, Monique. **Au féminin : guide de féminisation des titres de fonction et des textes**, Québec, Publications du Québec, 1991, 34 p. (Guides de l'Office de la langue française) Prix : 5,95 \$.

Bisson, Monique. **Guide d'écriture des imprimés administratifs**, Québec, Publications du Québec, 1992, 136 p. (Guides de l'Office de la langue française) Prix : 10,95 \$.

Juneau, Denis. **La signalisation dans les hôpitaux**, Montréal, Office de la langue française, 1991, 27 p. (Guides de l'Office de la langue française) Gratuit.

3. Informatique

Boivin, Gilles. **Vocabulaire du logiciel**, nouv. éd., Québec, Publications du Québec, 1991, 63 p. (Cahiers de l'Office de la langue française, Terminologie technique et industrielle). Prix : 7,95 \$.

Gaumont, Jean-Claude. **Comment franciser un poste de travail micro-informatique**, Québec, Office de la langue française, Service des communications, 1991, 31 p. Gratuit.

Michel, France. **Vocabulaire de l'échange de documents informatisés : vocabulaire anglais-français**, Québec, Publications du Québec, 1991, 37 p. (Cahiers de l'Office de la langue française, Terminologie technique et industrielle). Prix : 7,95 \$.

4. Autres travaux terminologiques

Croteau, Clément. **Lexique des fruits: Lexique français-anglais-latin**, Québec, Publications du Québec, 1991, 51 p. (Cahiers de l'Office de la langue française) (Terminologie de l'alimentation) Prix : 7,95 \$.

Paquin, Laurent. **Vocabulaire des véhicules de transport routier : vocabulaire anglais-français**, Québec, Publications du Québec, 1991, 166 p. (Cahiers de l'Office de la langue française, Terminologie technique et terminologique) Prix : 17,95 \$.

Pétrin, Hélène. **Vocabulaire des conventions collectives : vocabulaire français-anglais**, Québec, Publications du Québec, 1991, 95 p. (Cahiers de l'Office de la langue française, Terminologie de gestion) Prix : 9,95 \$.

Vocabulaire des tours et du tournage des métaux : vocabulaire anglais-français, Québec, Publications du Québec, 1991, 38 p. (Cahiers de l'Office de la langue française, Terminologie technique et industrielle) Prix : 6,95 \$.

Vocabulaire du magnétoscope et du caméscope : vocabulaire anglais-français, Québec, Publications du Québec, 1991, 60 p. (Cahiers de l'Office de la langue française, Terminologie technique et industrielle) Prix : 9,95 \$.

5. Divers

Chaque place a sa place, Montréal, Office de la langue française, dépliant. Gratuit.

It's time to put place in its place, Montréal, Office de la langue française, dépliant. Gratuit.

Téléphone linguistique, Montréal, Office de la langue française, dépliant. Gratuit.

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) les membres du Bureau de la traduction sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull:
Téléphone : (819) 994-0715 ou 997-1275
Télécopie : (819) 994-3670

b) les abonnés qui ont un compte avec le Groupe Communications Canada - Édition doivent s'adresser au Groupe même (téléphone : (819) 956-4802) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Direction de la terminologie et des services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Téléphone : (514) 283-0283
Télécopie : (514) 283-1983

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, l'interprétation, les difficultés de langue, les industries de la langue en français comme en anglais, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) All members of the Translation Bureau should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull:
Telephone: (819) 994-0715 or 997-1275
Fax: (819) 994-3670

b) Subscribers having an account with the Canada Communication Group - Publishing should contact the Group directly ((819) 956-4802).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services Directorate
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Telephone: (514) 283-0283
Fax: (514) 283-1983

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in French or in English, as long as the articles are well documented and of interest to our readers who are translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro/ This issue's contributors

Robert Bellerive, Secrétariat d'État, Hull;
Monique Boileau, Secrétariat d'État, Montréal;

Fadila El-Keddiwi-Wakas, Secrétariat d'État, Hull;

Claude Lainé, Secrétariat d'État, Montréal;

Gilles Martel, Secrétariat d'État, Hull;

Diane Parent, Secrétariat d'État, Hull;

Silvia Pavel, Secrétariat d'État, Montréal;

Michèle Plamondon, Secrétariat d'État, Ottawa;

Jean Quirion, Secrétariat d'État, Hull;

Mary Sitarski, Department of the Secretary of State, Hull;

Michèle Valiquette, Secrétariat d'État, Montréal.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau.

© Minister of Supply and Services Canada 1992

ISSN 0001-7779

Abonnement :

1 an (4 numéros) - Canada : 14,95 \$
Étranger : 19,45 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ - Étranger 4,25 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) - Canada: \$ 14.95
Other countries: US\$ 19.45
Per issue: Canada \$ 3.25 - Other countries: US\$ 4.25

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Groupe Communications Canada - Édition, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

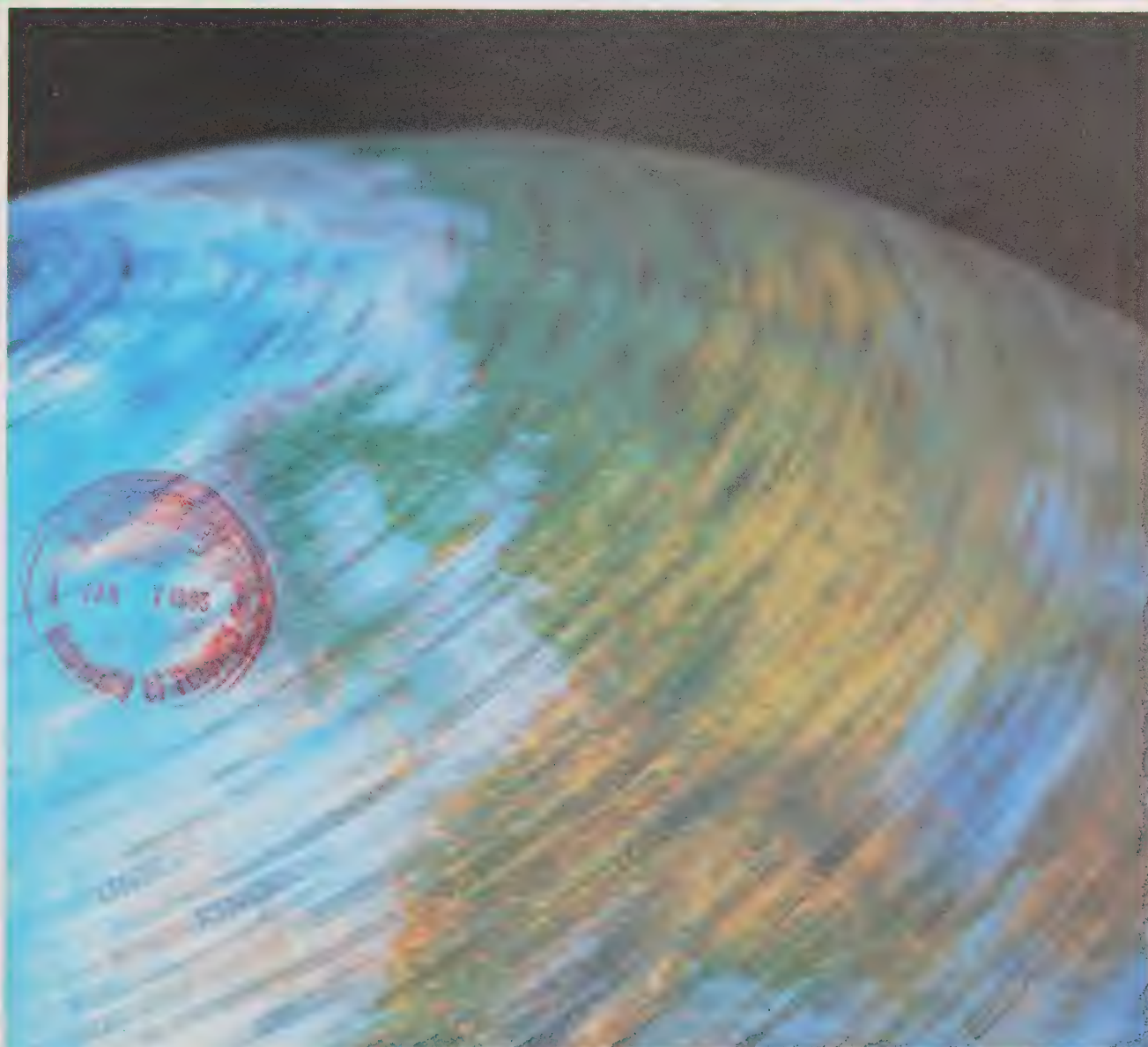
Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canada Communication Group - Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont. K1A 0S9



CAI
SS 210
- A17

L'ACTUALITÉ TERMINOLOGIQUE UPDATE TERMINOLOGY

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 25, 4, 1992



MULTILINGUISME / MULTILINGUALISM



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Table des matières / Contents

Multilinguisme et Communauté européenne	3
La Communauté des traducteurs européens	5
L'Europe et les langues	8
<i>Multilateral Trade, Multilingual Terminology, New Directions!</i>	9
Le quadrilinguisme en Suisse	11
L'Amérique latine et le multilinguisme	14
<i>Mission Discovery</i> . Un traducteur à la NASA	16
<i>The Term "Quasquicentennial"</i>	19
Troisième Congrès du Centre régional nord-américain de la FIT	19
XV ^e Congrès international des linguistes	21
Quatrième Colloque international sur les aspects théoriques et méthodologiques de la traduction automatique (TM1-92)	24
Congrès et colloques nationaux et internationaux / <i>National and International Congresses and Symposiums</i>	26
Le Coin des publications / <i>Publications in Review</i>	26
Fiches Repères - T/R	I

Rédactrice en chef / Editor

Michèle Valiquette

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Comité de lecture / Review Committee

Gérard Bessens

Janine Laurencin

Direction des services de traduction centralisés

Françoise Dupont

Direction de la terminologie et des services linguistiques

Pierre Goulet

Direction générale de la promotion des langues officielles

Christine Leonhardt

Mary Sitarski

Terminology and Linguistic Services Directorate

Bruno Lobrichon

Direction de la traduction multilingue

Sommaire

À l'ère de la mondialisation des échanges, ce numéro de *L'Actualité terminologique* consacre sa partie thématique au multilinguisme.

Les deux premiers articles traitent de la dynamique de travail dans les neuf langues des douze pays membres de la Commission des Communautés européennes (CCE). L'article suivant entraîne le lecteur à la Direction de la traduction multilingue du Secrétariat d'État, service qui assure la traduction vers les deux langues officielles du pays, le français et l'anglais, de textes rédigés dans une soixantaine d'autres langues.

La Direction de la terminologie et des services linguistiques (DTSL) du Secrétariat d'État nous donne un aperçu de la composante multilingue de TERMIUM et nous fait part de ses récents projets en terminologie multilingue. Suit un exposé sur le quadrilinguisme qui prévaut sur le territoire helvétique et une carte linguistique du pays complète cet article.

Une petite visite en Amérique Latine nous en fait découvrir la situation linguistique : cohabitation de l'espagnol et du portugais avec de nombreuses langues autochtones et utilisation de l'anglais comme langue de communication et du français comme langue de culture.

Pour sa part, un traducteur du Secrétariat d'État qui a participé à *Mission Discovery* à la NASA nous fait partager son enthousiasme. Suit la version révisée de l'article *The term "Quasquicentennial"*.

En mai dernier s'est déroulé à Montréal le Troisième Congrès trilingue (français, anglais et espagnol) du Centre régional nord-américain de la FIT, dont le président du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC), Julien Marquis, nous brosse un tableau. Deux autres manifestations font l'objet de comptes rendus, soit le Quatrième Colloque international en traduction automatique, tenu à Montréal en juin, et le XV^e Congrès international des linguistes, qui s'est déroulé à Québec en août.

La liste des congrès et colloques nationaux et internationaux, la chronique régulière *Le Coin des publications / Publications in Review* et une fiche Repères - T/R portant sur le terme **responsable** complètent ce numéro.

Michèle Valiquette

Summary

Given the current significance of economic globalization, the thematic part of this issue of *Terminology Update* deals with the subject of multilingualism.

The first two articles describe the dynamics of work in the nine languages used by the twelve-member countries of the Commission of the European Communities (CEC). The third article presents the Multilingual Translation Directorate of the Department of the Secretary of State, which provides translation services from approximately sixty languages into French and English, the two official languages of Canada.

The Terminology and Linguistic Services Directorate (TLSD) brings us up-to-date on its new multilingual approach to TERMIUM and on recent multilingual terminology research projects. An overview of quadrilingualism (one of the characteristics of Switzerland) follows and is completed by a linguistic map of the country.

A little tour of Latin America provides us with an insight into the linguistic situation of that continent, such as the coexistence of Spanish and Portuguese with many indigenous languages, as well as the use of English as the language of communication and of French as a language of culture.

A translator from the Department of the Secretary of State, who participated in *Mission Discovery* at NASA describes his experience with great enthusiasm. His summary is followed by the corrected version of the article *The Term "Quasquicentennial"*.

Julien Marquis, President of the Council of Translators and Interpreters of Canada (CTIC), reports on the Third Trilingual Congress (French, English and Spanish) of the Regional Center for North America of the FIT, which was held last May in Montréal. Also included are reports on the Fourth International Symposium of Automatic Translation and the Fifteenth International Congress of Linguists; the former was held in Montréal in June and the latter in Québec City last August.

The list of national and international congresses and symposiums, the regular column *Le Coin des publications / Publications in Review* and a Repères - T/R record on the term **responsable** complete this issue.

Michèle Valiquette

Multilinguisme et Communauté européenne

par Jacques Goetschalkx et Hubert Paesmans

Lorsque la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), la première des Communautés européennes, a vu le jour, le premier règlement édicté avait trait à l'emploi des langues. La Communauté décréta alors que toutes les langues seraient traitées sur un pied d'égalité. C'était un principe fondamental.

À l'époque, il n'y avait que quatre langues : le français, l'allemand, l'italien et le néerlandais. L'anglais, utilisé dans le cadre d'une association avec le Royaume-Uni, n'avait toutefois pas le statut de langue officielle. En effet, ce n'est que beaucoup plus tard que les Anglais éprouvèrent le besoin de faire leur entrée dans la Communauté.

La Communauté est due à Robert Schuman, Lorrain né à Luxembourg et Ministre des Affaires Étrangères de France. C'est toutefois à Jean Monnet que revient l'honneur d'avoir été le véritable artisan de cette entreprise avant tout de réconciliation d'ennemis «héréditaires». C'est pourquoi il ne faut guère s'étonner qu'il ait été désigné par les partenaires comme premier Président de la nouvelle Communauté, établie à Luxembourg. Au début, le français était largement dominant, mais la plupart des documents faisaient l'objet de traductions dans une ou plusieurs langues.

Au Parlement Européen, qui à cette époque s'appelait Assemblée Commune, c'est-à-dire commune à la CECA et au Conseil de l'Europe, les choses se passaient un peu différemment puisque les Membres, venus des six parlements nationaux, se servaient d'emblée tout naturellement de leur langue nationale ou maternelle.

Il en était de même au Comité Consultatif, préfiguration du Comité Économique et Social actuel. En revanche, le régime linguistique qui prévalait à la Cour de Justice, était

celui des parties intéressés. Le *Journal Officiel* était toujours publié dans les quatre langues officielles de l'époque.

Pour l'Europe, cette initiative de Schuman a été une véritable Académie où les peuples et leurs dirigeants ont fait l'apprentissage d'une coopération internationale ne se limitant plus aux manœuvres des diplomates mais visant la mise en ordre en commun de deux grands secteurs des économies nationales des six Parties Contractantes.

Quand la première entreprise européenne connut un certain flottement, les Gouvernements des Pays du Bénélux demandèrent la convocation de la Conférence de Messine. Ce fut le point de départ d'une fuite en avant qui allait mener à la création des deux Communautés européennes : la Communauté Économique Européenne (CEE) et la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique, mieux connue sous le nom d'Euratom.

On put alors dire que l'Europe était vraiment lancée. Tous les problèmes des six économies nationales étaient devenus affaires communes. La Communauté, jusque-là sectorielle, était devenue globale.

C'est à partir de ce moment-là que d'autres pays ont commencé à s'intéresser à la Communauté et ont finalement décidé de joindre ses rangs. Nouveaux pays, nouvelles langues : le multilinguisme allait s'amplifier et l'arrivée de l'anglais dans ce concert ne passa pas inaperçue.

L'accroissement massif du nombre de dossiers traités et du nombre de langues officielles, de même que la complexité croissante des sujets abordés, entraîneront la recherche de solutions techniques pour s'attaquer à la charge grandissante de la traduction.

La Commission a suivi deux pistes parallèles et complémentaires, celle de la terminologie multilingue et celle de la traduction automatique, pistes qui nécessitent des efforts importants à la fois aux plans linguistique et informatique.

La terminologie était devenu un problème majeur à mesure que le discours de la Communauté s'écartait de celui des diplomates pour épouser celui des techniciens, des économistes et des hommes de science. La banque de terminologie EUROIDAUTOM avec 500 000 termes dans tous les domaines, et en neuf langues, a constitué la réponse à ce défi.

Dans le cadre de la coopération technique avec les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), on envisage maintenant d'ajouter le russe à EUROIDAUTOM afin de normaliser la communication dans les domaines prioritaires de la coopération.

La mise à jour du système SYSTRAN et la recherche entreprise sur le système tout à fait européen EUOTRA furent la réplique aux volumes affolants de textes à traduire.

SYSTRAN

À la suite d'une étude des différents systèmes de traduction automatique qui existaient vers 1975 pour les langues communautaires, la Commission des Communautés européennes opta pour SYSTRAN qui était alors le seul système à syntaxe libre disponible pour l'anglais-français. C'est en travaillant sur cette combinaison linguistique que SYSTRAN a connu ses premiers balbutiements en 1976. Il s'agissait alors d'un projet pilote portant sur la traduction de l'anglais vers le français d'une base de données documentaires relative à l'agriculture. En raison des résultats jugés encourageants, une version français-anglais du système a été

mise au point l'année suivante et, en 1979, l'italien a été introduit comme langue cible de l'anglais.

La possibilité de recourir à SYSTRAN comme aide à la traduction des documents internes n'a été envisagée qu'au début des années 1980. Dès lors, les développements se sont essentiellement articulés autour des besoins de traduction de la Commission elle-même. Grâce à la participation des traducteurs et des terminologues, les dictionnaires ont peu à peu été étendus de manière à couvrir les principaux domaines d'activité. Dans les années 1980, de nouveaux couples de langues sont venus progressivement s'ajouter aux trois premiers : cinq à partir de l'anglais (vers l'allemand, le néerlandais, l'italien et l'espagnol), deux à partir de l'allemand (vers l'anglais et le français) et deux à partir de l'espagnol (vers l'anglais et le français).

Au total, seize couples de langues font actuellement l'objet d'une mise au point et quinze (l'allemand-français excepté) sont à la disposition de l'ensemble du personnel de l'institution, y compris des traducteurs, tant à Bruxelles qu'à Luxembourg.

En 1992, le Service de traduction a lancé une campagne de sensibilisation aux possibilités d'utilisation de la traduction machine. Une brochure d'information a été diffusée à l'ensemble des fonctionnaires, ce qui a donné lieu à une augmentation considérable de la demande.

Après une phase d'utilisation massive engendrée par la curiosité à l'égard de cette nouvelle technologie, la production est actuellement en voie de stabilisation à un niveau élevé. Le nombre d'utilisateurs pour l'année 1992 se chiffre à plus de 600 et la plupart sont des utilisateurs «fidélisés».

Le nombre de pages traduites a plus que triplé en un an puisqu'il a été porté d'environ 25 000 pages en 1991 à quelque 80 000 pages en 1992. Le rythme mensuel d'utilisation est de 10 000 pages.

Ainsi, un nombre croissant de traducteurs manifestent un intérêt pour SYSTRAN, tant à la Commission que dans les autres institutions communautaires.

EUROTRA : Programme de traduction automatique multilingue (1982-1992)

EUROTRA est un programme de recherche et de développement dans le domaine de la traduction automatique, entrepris à la demande de la Commission des Communautés européennes, qui en assure également le contrôle. EUROTRA vise à mettre au point un prototype scientifique de traduction automatique multilingue et à promouvoir la recherche et la coopération dans les secteurs de la traduction automatique et du traitement automatique du langage naturel (TALN) au sein des douze États membres.

Le programme EUROTRA, qui vient à échéance à la fin de 1992, sera soumis à une évaluation par un groupe d'experts indépendants en 1993.

L'objectif principal de la dernière phase, appelée «programme de transition 1991-1992», est d'étendre le prototype et d'améliorer ses performances linguistiques. Cette ligne d'action, mise en oeuvre dans le cadre de contrats d'association, prévoit notamment le réexamen et l'extension des applications existantes, des recherches monolingues et contrastives ainsi que l'incorporation et le test des résultats des recherches.

Parallèlement aux activités de recherche et de développement relevant des contrats d'association, la Commission apporte son soutien à un certain nombre de projets visant à créer une technologie linguistique de base en Europe. À cette fin, elle a subventionné toute une série d'études de conception et de faisabilité en vue de définir de nouveaux outils et de nouvelles normes et quasi-normes devant servir de plate-forme commune aux activités ultérieures de R&D en matière de traitement du langage naturel.

Le Programme LRE (Recherche et ingénierie linguistique)

Pour faire suite aux recommandations du rapport Danzin, la CCE a lancé en 1991 la ligne d'action «Recherche et ingénierie linguistique» (LRE) relevant du programme spécifique sur la télématique qui s'inscrit lui-même dans le troisième programme-cadre. Le programme LRE, doté d'un budget de 22,5 millions d'écus et s'étendant sur quatre ans (1991-1994), s'attache à stimuler un grand nombre d'initiatives R&D, non seulement dans le domaine de la traduction automatique mais aussi dans celui du traitement du langage naturel en général. L'objectif à long terme est de mettre au point une technologie linguistique de base, susceptible d'être intégrée à un grand nombre d'applications informatiques où le langage naturel est un élément essentiel. Le programme LRE s'articule autour de trois sous-domaines complémentaires :

- recherche d'intérêt général;
- création d'outils et de ressources communes;
- projets-pilotes et démonstration.

La stratégie qui sous-tend ce programme nécessite le passage du stade de la recherche fondamentale à un effort concerté de R&D pour mettre au point des prototypes d'applications conçus d'une manière professionnelle et fondés sur des méthodes, des outils et des ressources définis en commun. La stimulation des travaux de normalisation à l'échelle européenne et internationale prévue par le programme LRE, la promotion active des groupes d'experts s'efforçant de mettre au point des spécifications communes et le développement d'un formalisme au titre du projet ET-6/ALEP peuvent être considérés comme des actions qui augurent bien de l'avenir.

Contribution d'EUROTRA aux travaux en matière de traitement du langage naturel

Le programme EUROTRA a fait l'objet de deux évaluations par des

groupes d'experts indépendants : en 1987, par le Comité Pannenberg et, en 1990, par le Comité Danzin. Le programme actuel, comprenant le système EUROTRA et les mesures d'accompagnement, sera soumis à une évaluation analogue en 1993. L'objectif technique, en l'occurrence la création d'un prototype scientifique de traduction automatique pour un domaine limité et des types de texte restreints, a été globalement atteint en termes de couples de transfert mais aussi de phénomènes linguistiques couverts. En même temps, l'expérience acquise dans ce projet a montré que des progrès sensibles, tant pour les aspects linguistiques qu'informatiques du traitement du langage naturel, sont nécessaires au perfectionnement d'un système

fonctionnel EUROTRA de traduction automatique. Cette conclusion dégagée lors de l'évaluation préliminaire d'EUROTRA a contribué à la préparation des programmes suivants de la CCE.

Quant aux autres objectifs, c'est-à-dire les aspects scientifiques et éducatifs, EUROTRA les a pleinement atteints. Il a contribué à la formation de spécialistes, de linguistes et d'informaticiens; il a aussi donné lieu à un échange de compétences et de résultats de recherche entre les linguistes et les informaticiens des différents pays de la Communauté européenne.

Le projet EUROTRA a également stimulé la recherche dans le domaine

des langues que les récentes tendances du traitement du langage naturel avaient quelque peu négligée. Il a joué le rôle d'un catalyseur dans certains pays qui avaient déjà prévu d'établir des structures d'étude et de promotion des technologies linguistiques. Pour un certain nombre de langues, les grammaires et les dictionnaires élaborés dans le cadre d'EUROTRA constituent, au stade actuel, les seules ressources significatives disponibles pour la mise au point d'applications de conception avancée.

De ce point de vue, EUROTRA joue un rôle clé dans le développement d'une industrie européenne de la langue.

La Communauté des traducteurs européens

par María José Velasco Ulazia

Je désire exprimer mes remerciements au comité organisateur du Troisième Congrès du Centre régional nord-américain (CRNA) de la Fédération internationale des traducteurs (FIT) de m'avoir donné la possibilité de venir à Montréal en mai 1992, dans ce pays jeune et pourtant dans la force de l'âge, si riche culturellement et si assidu au travail.

Je suis fort honorée de pouvoir vous apporter un message d'outre-Atlantique, précisément en cette année du 500^e anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. En effet, cela fait 500 ans que les premiers habitants de ces nouveaux pays se sont vus dans la nécessité de communiquer avec des étrangers qui utilisaient des langues inconnues.

On m'a demandé de vous entretenir aujourd'hui de la communauté européenne des traducteurs. Pour ce faire, je dois me référer à la Communauté économique européenne

(CEE), qui est le principal employeur de traducteurs en Europe. Il me faut analyser le processus de communication interne que cet organisme a élaboré et examiner ensuite l'importance vitale du traducteur et de l'interprète comme véhicules de compréhension entre les pays, les peuples et les cultures qui caractérisent cette entité supranationale.

La CEE est une communauté de douze nations qui sont montées à bord du même navire. Plus de 320 millions de citoyens se sont mis d'accord en temps voulu pour voguer ensemble vers un destin commun dans le respect mutuel. Aucune langue ni aucune culture ne prédominent: **toutes sont sur un pied d'égalité.** Fort de ce principe fondamental, le Vieux Continent a donc entrepris une marche audacieuse qui a nécessité un effort sans précédent pour faire des neuf langues des douze États membres de la CEE les langues officielles de la Communauté.

Cette décision, adoptée conformément au grand principe démocratique de l'égalité, fait de la Communauté européenne la seule institution à avoir neuf langues officielles qui jouent un rôle de premier plan en matière de législation communautaire et de prise de décisions. La volonté de modifier radicalement l'échiquier politique rend obligatoire la traduction et, par conséquent, situe le service de traduction de la Commission européenne au coeur même du processus d'unification déjà entamé. Sans ce maillon indispensable, la machine communautaire serait paralysée et l'Europe ne pourrait maintenir cette richesse qui la caractérise, soit le multilinguisme.

En effet, l'Europe a érigé le multilinguisme en principe. Nombreux sont les arguments qui justifient le pluralisme linguistique, principe fondamental adopté, comme je l'ai déjà dit, dans le respect de la démocratie, de la transparence et du droit. De

plus, le multilinguisme constitue la garantie de l'indépendance culturelle de chacun des États membres, ainsi que du respect mutuel. En s'adressant à chaque citoyen dans sa propre langue, l'Europe des Douze peut rejoindre simultanément les spécialistes (juristes, chefs d'entreprise, etc.) et l'homme de la rue. Grâce aux traducteurs, le message passe et la communication multilingue permet d'assurer la transparence et la compréhension mutuelles.

En ce qui a trait au champ d'application juridique, la Communauté crée dans les faits un droit communautaire valable pour l'ensemble du territoire : par exemple, les règlements européens sont directement applicables dans les États membres. D'où l'importance pour la Communauté de pouvoir produire neuf textes qui, dans chaque langue, font foi, c'est-à-dire qu'ils sont considérés comme neuf textes originaux. De ce point de vue, le rôle du traducteur est essentiel car il contribue à l'exercice de l'autorité publique.

Comme nous le voyons, le régime linguistique de la CEE est particulier et, me risquerais-je à le dire, unique en son genre. Il produit actuellement 72 combinaisons linguistiques. Le 15 avril 1958, le premier règlement du Conseil des ministres de la CEE faisait déjà référence au régime linguistique et reconnaissait les langues nationales comme langues officielles et langues de travail.

Au fur et à mesure des expansions successives de la CEE, le nombre de langues officielles est passé de quatre en 1957 (celles des six États fondateurs de la Communauté) à six en 1973, à sept en 1981 et à neuf en 1986. Actuellement, les neuf langues officielles et de travail sont les suivantes : allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais et portugais. Avec la dernière expansion de la Communauté, c'est-à-dire l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, le nombre de combinaisons linguistiques est passé de 42 à 72... De plus, plusieurs linguistes au service de la Commission européenne connaissent d'autres lan-

gues comme le russe, le norvégien, l'arabe, le chinois, le japonais, le persan ou le serbo-croate.

La Commission européenne possède donc le plus grand service de traduction au monde. Les tâches de traduction de la Commission absorbent environ 2% de son budget global. La Commission est également la première quant à l'effectif du personnel permanent qu'elle emploie en traduction. Son activité traductionnelle se répartit entre ses deux sièges, soit Bruxelles et Luxembourg.

À Bruxelles, sont traduits les textes portant sur les relations extérieures, les questions économiques, la compétence, les affaires sociales, l'agriculture, les transports, le développement, l'information, l'environnement, la recherche, la pêche, la politique régionale, l'énergie, le budget, le contrôle financier, les douanes, etc.

À Luxembourg, sont traduits les documents relatifs aux statistiques, à la sécurité et à l'hygiène, aux innovations scientifiques et industrielles, aux crédits et aux investissements, aux secteurs du charbon et de l'acier, au contrôle et à la sécurité de l'énergie nucléaire (EURATOM), etc.

La Commission compte autant de divisions linguistiques que de langues officielles, et le processus auquel un texte est soumis est le suivant :

Prenons comme exemple un document de travail élaboré par l'une des directions générales de la Commission et destiné à devenir une « directive » communautaire. Étant donné que le projet devra être débattu par tous les États membres, il est évident que chaque État devra disposer d'une version de qualité linguistique irréprochable.

Le secrétariat de la direction générale, dont émane le document, transmet celui-ci au secteur de la programmation et de la coordination par lequel transitent toutes les demandes, et il en précise le degré d'ur-

gence. Le texte est transmis aux divisions linguistiques, aux équipes spécialisées et aux traducteurs. Une fois la traduction terminée, elle refait le même cheminement en sens inverse.

Ainsi, le service de traduction de la Commission travaille jour après jour aux documents essentiels au bon fonctionnement de l'Europe des Douze : les informations de haut niveau émanant des comités d'experts, matière première sur laquelle se fonderont ensuite les décisions communautaires, et les textes proposés par la Commission, comme les avis, les recommandations, les règlements et les directives qui devront être soumis à l'approbation du Conseil des ministres.

D'où la nécessité d'embaucher un personnel polyvalent et de grande qualité. La traduction est un travail intellectuel exigeant, un exercice difficile qui nécessite un effort continu. Quel est donc le profil idéal du traducteur de la CEE et comment est-il embauché ?

Le recrutement se fait par un concours général externe fondé sur l'examen des diplômes et sur des épreuves écrites et orales. Les avis de concours sont régulièrement publiés tant dans le *Journal officiel* de la CEE que dans la presse de chaque pays membre. La limite d'âge pour les candidats est fixée selon le degré de spécialisation : 32 ans accomplis pour le traducteur non spécialiste et 35 ans pour le traducteur spécialiste.

Les critères de sélection sont les suivants :

- Avoir la nationalité d'un État membre;
- Détenir obligatoirement un diplôme universitaire ou avoir une expérience équivalente;
- Posséder une parfaite connaissance de la langue maternelle (selon la norme, personne ne traduit vers une langue qui n'est pas la sienne) et une connais-

sance approfondie d'autres langues de la Communauté.

Il n'est pas nécessaire que les traducteurs adjoints, dont les travaux sont révisés, aient une autre expérience professionnelle spécialisée. Au contraire, les spécialistes qui ne sont pas linguistes, dont l'expertise est précieuse en raison de la technicité des documents, doivent avoir au moins deux ans d'expérience dans le domaine de leur spécialité (économie, droit, sciences, etc.) en plus d'une expérience en traduction.

Une fois les épreuves écrites et orales réussies, le candidat est inscrit sur une liste d'admissibilité. Pour combler un poste vacant, le nouveau fonctionnaire demeurera en probation pendant neuf mois, après quoi il entamera sa carrière proprement dite. Les possibilités d'avancement sont variées et se dessinent naturellement en fonction de l'aptitude et des prestations effectives du traducteur devenu fonctionnaire.

En tenant compte du vaste éventail de combinaisons linguistiques et de la grande technicité des documents à traduire, la formation professionnelle fait partie intégrante du cheminement professionnel du traducteur. Ainsi, sont organisés des cours d'apprentissage d'une langue supplémentaire, des ateliers linguistiques, des cours de recyclage en langue maternelle et des cours spécialisés en aviation civile, en informatique, en énergie nucléaire, en économie, etc., en vue de l'approfondissement des connaissances dans divers domaines.

Par ailleurs, et ceci est très important, ni à Bruxelles ni à Luxembourg le traducteur ne se trouve «seul face au danger» (c'est-à-dire, au texte à traduire). Le traducteur, chercheur-né d'équivalences dans une autre langue de la Communauté dispose de toute une gamme de solutions : les dictionnaires, les collègues, les glossaires, les banques de données et surtout EUROIDAUTOM, dont je ne vais pas m'attarder ici à décrire le fonctionnement.

Jusqu'à présent, j'ai exposé l'importance de la traduction et des traducteurs comme véhicules de communication dans cette méga-institution qu'est la CEE. Je souhaiterais maintenant attirer votre attention sur la lumière que le multilinguisme jette sur chacune des langues qui composent la mosaïque communautaire.

Évidemment, la législation de la Communauté a engendré des notions nouvelles, «métanationales», sans équivalence exacte ni dans aucun des pays ni dans aucune des langues. Compte tenu du caractère normalisateur du discours législatif communautaire, de tels textes ont créé des équivalences contraignantes : correspondances types, formules figées, traductions préétablies quelquefois qualifiées d'intouchables et consacrées dans des documents qui font foi. Un exemple très représentatif en espagnol est le terme *directiva* traduit littéralement du français **directive**, norme contraignante de la CEE et dont la traduction correcte aurait dû être *directriz*. Ce terme donna lieu à de multiples discussions, et défenseurs et détracteurs ont fait couler des fleuves d'encre. Mais, une fois de plus, ce sont les thèses des techniciens en la matière qui ont triomphé, en l'occurrence des juristes qui se sont empressés d'utiliser le gallicisme puisque, selon eux, il s'agissait d'un terme qui n'existait pas auparavant dans le système juridique espagnol et qu'il fallait lui donner une dénomination «originale». Cela s'est également produit avec plusieurs autres expressions qui ont, petit à petit, créé ce que l'on a appelé l'**EURO-LECTE**.

D'autres passages de textes administratifs portent le sceau d'authenticité dérapages terminologiques, stylistiques et sémantiques. Ainsi l'expression **saisir l'autorité d'une demande** a été traduite de façon erronée en espagnol par *formular demandas*, alors qu'il aurait fallu la traduire par *presentar una solicitud*. L'expression **au sein du Conseil** a été rendue par *en el seno del Consejo* alors que l'expression correcte aurait plutôt été *en Consejo*. La formule finale d'un document, **Fait à**

Bruxelles, a été traduite par *Hecho en Bruselas*, au lieu de *Dado en Bruselas* ou simplement *En Bruselas*... De toute évidence, j'ai choisi ces comparaisons entre le français et l'espagnol parce qu'il s'agit des langues dans lesquelles je travaille le plus, mais nous trouverons assurément toute une collection de «perles» de ce type si nous comparons les autres langues communautaires.

Quel impact l'existence de la Communauté a-t-elle eu sur l'image du traducteur et de l'interprète dans la société?

Il ne fait aucun doute que l'existence de la CEE a porté le traducteur et l'interprète à des niveaux qu'on n'avait jamais connus auparavant. Si je me limite à l'expérience espagnole, il est évident que la présence des traducteurs et de la traduction n'a jamais été aussi visible dans les moyens de communication. Entrevues à la radio, à la télévision, dans la presse écrite... Le pays qui fut le berceau de l'École de traducteurs de Tolède redécouvre aux portes du XXI^e siècle l'existence d'une profession sans laquelle la compréhension et la connaissance mutuelles entre les peuples seraient tout simplement impossibles. En peu de temps, nous sommes passés du quasi-anonymat au devant de la scène en devenant l'intermédiaire indispensable lors des échanges d'information.

Les grandes industries se font aussi à l'idée qu'il est important non seulement de fabriquer des produits de qualité, mais aussi d'expliquer leur fonctionnement dans une documentation multilingue qui les fera connaître de long en large à travers le monde. Ainsi, elles se préoccupent de plus en plus de s'entourer d'équipes de traducteurs spécialisées qui peuvent faire connaître leurs produits et les mettre en relation avec la communauté internationale.

Cependant, tout ce que j'ai tenté de décrire ne signifie pas que nous en soyons arrivés à une communauté européenne homogène de traducteurs. Jusqu'à maintenant, l'esquisse que j'ai présentée nous offre un por-

trait intéressant mais, en même temps, succinct du fonctionnement de la CEE comme institution. J'insiste sur le fait qu'il n'y a aucun doute que la Communauté a eu un énorme impact sur la reconnaissance professionnelle de notre métier de traducteur mais, pour constituer une authentique communauté de traducteurs dans les pays membres de la CEE, nous devrions tous défendre une même position en ce qui a trait à la formation, en premier lieu, et à l'exercice de la profession, en second lieu. Il faudrait en arriver à définir rapidement des critères semblables, et je dois dire qu'aujourd'hui la réalité est encore éloignée de ces souhaits puisqu'elle varie grandement d'un pays à l'autre au sein de la Communauté. Je suis tout de même optimiste et je pense que, une fois de plus, à cet égard aussi, la FIT doit être le moteur de cohésion dont nous avons besoin de manière IMPÉRATIVE.

Voici où en est l'Europe d'aujourd'hui. Qu'arrivera-t-il le jour où les pays de l'ancien « bloc de l'Est » s'incorporeront de plein droit aux institutions communautaires? Et quand les pays scandinaves se joindront à nous? À combien de combinaisons linguistiques arriverons-nous? Il ne fait aucun doute que le traducteur doit être à la hauteur des circonstances et

qu'il ne doit pas esquisser le rôle qui lui revient de droit.

À l'aube du XXI^e siècle, et dans notre monde de plus en plus interrelié, le traducteur est appelé à jouer un rôle vital dans la société. C'est que tous les traducteurs, tant ceux des pays de la Communauté que ceux d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud ou d'Amérique centrale, de Chine, d'Europe de l'Est ou d'Afrique, ont une communauté d'intérêts et l'essentiel est de faire connaître notre travail. Nous sommes le véhicule de communication, de compréhension et de connaissance entre les peuples et les cultures. Nous sommes aussi les normalisateurs de nos langues et nous sommes ou devrions être les fidèles gardiens de leurs richesses.

Puisqu'aujourd'hui nous vivons à l'ère de la communication, nous devons démontrer au monde que la communication sans nous est tout à fait impossible; puisque nous vivons aujourd'hui à l'ère de l'image, nous devons savoir projeter notre propre image qui doit être, ni plus ni moins, celle du médiateur interculturel sans lequel l'interrelation entre les peuples et les nations n'est que pure chimère.

Voilà les intérêts communs que tous nous devons défendre.

Note

Cette communication a été présentée en espagnol par Mme María José Velasco Ulazia à la séance de clôture du Troisième Congrès du Centre régional nord-américain (CRNA) de la Fédération internationale des traducteurs (FIT), tenu à Montréal du 27 au 29 mai 1992.

Michèle Valiquette, rédactrice en chef de L'Actualité terminologique, en a fait l'adaptation en français et la révision du texte a été assurée par Bruno Lobrichon, membre du comité de lecture de la publication et traducteur à la Direction de la traduction multilingue du Bureau de la traduction.

Bibliographie

Velasco Ulazia, María José. "La Communauté des traducteurs européens / The European Community of Translators / La Comunidad Europea de Traductores", *Actes du Troisième Congrès du Centre régional nord-américain de la FIT / Proceedings of the Third Congress of the Regional Center for North America of FIT / Actas del Tercer Congreso del Centro Regional de los Países del Norte de América de la FIT*, Montréal, MP Reproduction, 1992, pp. 288-292.

L'Europe et les langues

par Monique Dufournaud

L'Europe, l'Europe de toujours, l'Europe de 1993, la carte de l'Europe, les langues de l'Europe... ça y est! C'est bien cela l'Europe pour la Direction de la traduction multilingue (la Multilingue) du Secrétariat d'État du Canada. L'Europe, c'est un ensemble de langues, depuis les langues scandinaves jusqu'aux langues finno-ougriennes et ouralo-altaïques, en passant par les langues slaves et les langues romanes. Enfin, c'est plus ou moins cela.

Le traducteur de la Multilingue

voyage dans une Europe que les langues découpent en pays, dont les monuments sont des recherches scientifiques, des conférences et des traités et dont les montagnes sont des dossiers personnels.

L'Europe est agricole, vous le saviez. Nous savons tout de la fécondité des Holstein sous des climats chauds (elle baisse!) et nous avons une importante documentation sur l'utilité de l'insémination artificielle. Les risques de listériose ou de salmo-

nellose que nous pourrions courir à goûter des spécialités régionales (d'une région qui restera anonyme) nous ont fait frémir. La solidité des boîtes de conserve italiennes n'a plus de secret pour nous et les qualités organoleptiques des saucissons bava-rois nous en ont fait « baver ».

L'Europe est peuplée d'intellectuels qui inondent le monde d'articles savants, d'études et de brevets. Les scientifiques canadiens, les chercheurs ou même les industriels se les

arrachent. Grâce à eux, et pour eux, nous suivons l'actualité et l'évolution des sciences et nous leur permettons de le faire aussi.

D'autres Européens sont moins brillants. Nous nous occupons aussi d'eux. Comme lors de la traduction de ces textes allemands, ou était-ce danois, requis pour l'extradition d'un violeur de jeunes femmes ou du meurtrier d'un bijoutier.

À l'occasion, le Canada et l'Europe se chamaillent. Certains droits, certaines limites ne font pas l'unanimité. Les eaux de l'Atlantique se troublent peut-être parfois, mais nous sommes là pour assurer que la communication passe.

Mais l'Europe et le Canada se rencontrent et travaillent aussi ensemble. Et nous sommes alors aux premières loges. Ainsi, à la Convention sur les ciels ouverts, en 1990, nous avons volé en quatre langues. Sujet plus délicat, nous avons discrètement traduit les rapports sur la limitation des armements des pays qui ont changé de nom récemment, et les documents de hauts fonctionnaires qui cherchent à aligner leurs politiques de défense sur celles de pays ayant une longue tradition démocratique. Et n'oublions pas les feuillets techniques sur le CL289, en clair le système de surveillance du champ de bataille, engin construit conjointement par le Canada (cellule), l'Allemagne (moteur) et la France (système optronique).

D'ailleurs, le Canada, c'est également un peu l'Europe puisque quatre millions de Canadiens sont nés à l'étranger et ont apporté dans leur valise leur langue et leur culture. Ils ont aussi apporté leurs papiers, leurs extraits de naissance, leurs certificats de maladie, leurs diplômes... qui doivent être traduits lorsqu'ils cherchent un emploi, se marient, obtiennent la citoyenneté canadienne ou prennent leur retraite; et ces documents viennent grossir la demande de traduction.

Par la suite, la mosaïque multiculturelle canadienne profitera de ces langues patrimoniales et nous serons encore là.

Mais notre équipe polyglotte aime bien aussi se déplacer autrement qu'en pensée, et lorsqu'il faut suivre notre Premier ministre auprès du Chancelier allemand, M. Helmut Kohl, interpréter pour M^{mes} Gorbatchev et Mulroney ou pour un adjoint de M. Boris Eltsine, ou encore accompagner notre ministre de l'Agriculture à Madrid pour la *X^e Conférence interaméricaine des ministres de l'Agriculture (CIMA)*, c'est sans rechigner que nous le faisons.

Nous remontons aussi l'histoire et le temps, dans un registre plus sombre. Et depuis quelques années, nous consacrons de longues heures à lire et à traduire des caisses de documents d'archives ramassées dans divers pays d'Europe et qui viendront étayer les poursuites contre

d'anciens criminels de la Seconde Guerre mondiale, il s'entend.

La collaboration avec les Européens, comme nous disons parfois au Québec, prend une forme plus personnalisée lors des échanges. Parfois, nous y allons faire des stages pour rafraîchir nos connaissances linguistiques et culturelles. Plus souvent encore, pays d'accueil, nous avons l'honneur de recevoir des étudiants en traduction des Écoles européennes les plus prestigieuses ainsi que des traducteurs chevronnés venus chez nous se ressourcer et améliorer leurs connaissances de l'anglais et du français. Nous connaissons les gens qui travaillent ou étudient dans les organismes européens, et nous entretenons avec eux des rapports à la fois d'amitié et de collaboration professionnelle. Que ce soit avec les futurs diplômés de l'Université de Maastricht ou les fonctionnaires de la Chancellerie allemande, c'est un petit cercle d'initiés que nous formons.

L'Europe, c'est loin, mais c'est aussi tout près donc. Elle nous est proche, car nous la côtoyons tous les jours, par le biais du verbe. Et nous la rapprochons aussi du Canada. Sans plume, ni panache, le traducteur n'en demeure pas moins un ambassadeur. Avec son papier et son crayon, pardon son ordinateur, il explique, interprète et présente l'Europe à des milliers de fonctionnaires et de citoyens canadiens. Et il sait choisir ses mots pour parler européen à ses concitoyens canadiens.

Multilateral Trade, Multilingual Terminology: New Directions!

by Gregg Joe, Helen Hutcheson and Christine Leonhardt

Since 1976, when the "Mission Terminologie" pilot project was undertaken, terminology research efforts in the Department of the Secretary of State of Canada have been focussed primarily on establishing and substantiating equivalent term pairs in English and French and on promoting

the use of correct specialized terminology in the official languages of Canada. The quality of the research carried out and the distribution media selected have contributed significantly both to the Department's ability to attain its language usage goals and to its reputation as a leader

in the area of terminology-based aids.

The bilingual nature of the Department's terminology work is clearly evidenced by its terminology products. For example, publications in the Terminology Bulletin and Glossa-

ry series are almost exclusively French-English (Latin entries have occasionally been included). Further, while the current online version of TERMIUM, the Linguistic Data Bank of Canada, does offer nascent collections of terminology in Spanish and German (100,000 records), the structure of individual records is bilingual, one of the languages on any given record being either English or French.

Globalization of Markets and Multilingualism

The globalization of markets, the rapid growth of communications and the multicultural fabric of Canada have had an important influence on socio-economic, scientific and cultural activities. These factors have also had a tremendous impact on the work of the Translation Bureau. At present, approximately sixty foreign languages are translated into either French or English by the Multilingual Translation Directorate (MTD). This accounts for seven percent of all translations done by the Bureau.

Economic globalization has also had an effect on the entity primarily responsible for terminology production, standardization and dissemination, the Terminology and Linguistic Services Directorate (TLSD). During the past few years, the Directorate has actively fostered the exchange of specialized terminology with international organizations, which should ultimately facilitate the work of all language specialists. Agreements have been established with over seventy organizations including the Latin Union, the International Information Centre for Terminology (Infoterm), the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), the International Standardization Organization (ISO), the Bundessprachenamt (Germany), the All-Union Research Institute for Comprehensive Information on Standardization for Quality (VNIKI), Russia, and the United Nations (UN).

Changing economic and political realities have encouraged the Directorate to broaden the focus of its work to encompass languages other than

English and French in a multilingual, rather than bilingual, context. The Directorate has embarked on a number of projects and is adopting a number of approaches to increased multilinguality that extend beyond the use of its own resources. For example, there is the formation of partnerships with the MTD, within the Translation Bureau, and with outside organizations working primarily in a language other than English or French. The partner organization might be asked to collaborate with the Directorate in carrying out a vocabulary research project or to add equivalents in a third language to one of the Directorate's existing publications or to a selected set of TERMIUM records.

Technical Approach to Multilingual Methodology Terminology

Adoption of a multilingual approach to terminology has had an impact on both methodology and technology. Work methods are being reviewed and measures have already been taken to upgrade the Directorate's technical aids. The electronic publishing system is being adapted to produce layouts appropriate for multilingual vocabularies, while the structure of the TERMIUM record has been redefined (as part of the general redevelopment of the term bank, to be completed by April 1993) to accommodate multiple languages. The menu structure, display formats and user profiles of the online version of TERMIUM have also been modified so that users may access terminological information in the languages of interest to them. (English and French data will continue to be extracted from the term bank in order to produce *TERMIUM on CD-ROM*. As the database contents evolve and grow, CD-ROM products in other language combinations may be developed to meet market demand.)

One of the Directorate's newest aids, the terminologist's workstation, was designed with a multilingual structure from the outset, and currently accommodates English, French, Spanish and German. Further refinements for indexing and sorting are required in order to add other lan-

guages. The multilingual structure of the TERMIUM and workstation database records will facilitate data exchanges with other terminology research organizations.

While it is expected that publications containing terminological information in languages using non-Latin alphabets will be produced, technical constraints continue to limit the terminology stored in TERMIUM to that of languages using the Latin alphabet. The workstation is limited to the Latin-1 character set for the time being.

Bilateral Multilingual Terminology

Trilingual Free Trade Vocabulary

Following discussions at the May 1992 Third Congress of the Regional Center for North America (CRNA) of the International Federation of Translators (FIT), a memorandum of understanding has been concluded by representatives of the Department of the Secretary of State, the Communications Canada Group and the Secretaría de Comercio y Fomento Industrial (SECOFI) of the Mexican government with a view to producing a trilingual (English, French and Spanish) vocabulary of free trade. The publication will reflect the contents of the North American Free Trade Agreement (NAFTA) scheduled to be signed on December 17, 1992, by the leaders of the governments of Canada, the United States of America and Mexico. Pending ratification by the United States Congress, it is hoped that this agreement will be in full effect by January 1, 1994. NAFTA furthers the process of trade liberalization began by the Canada-U.S. Free Trade agreement signed in January 1988. It also complements Canada's efforts to achieve greater access to markets outside North America through the GATT.

In the light of these economic realities, the TLSD considers it essential that the Spanish terminology of free trade be added to the 1991

Vocabulary of Free Trade (BT-204). After a training period with the TLSD, language specialists hired by the Mexican government will add the Spanish component to the vocabulary. It is hoped that people in governments, communications, trade and the language industries will find the revised editions extremely useful.

Trilingual Export Vocabularies

NAFTA will have a far-reaching impact on the economics of each of the respective countries, and especially on their business communities. Since tariffs between Canada and Mexico are to be gradually eliminated, there will be a corresponding increase in the number of insurance and financing packages needed to promote the sale of Canadian goods and services abroad and to encourage competition.

Export trade assistance of this kind is of the responsibility of the Export Development Corporation of Canada (EDC), a Crown corporation. EDC now has thirteen lines of credit established in Mexico with various commercial banks, state-owned development banks and companies. These lines offer Mexican buyers financial packages en-

abling them to import Canadian goods more easily.

At the request of and in co-operation with the EDC, the TLSD has already begun two English-French-Spanish research projects with a view to producing two trilingual vocabularies, one on export financing and the other on export insurance. In addition, both of these publications will include information that has hitherto not been systematically incorporated into Secretary of State terminology bulletins, namely phraseology and solutions to translation problems.

Multilingual TLSD Products

The new trilingual publications (English - French - Spanish) on free trade, on export financing and on export insurance will eventually be loaded into TERMIUM. The Directorate is also negotiating agreements with other organizations for the purpose of adding foreign languages to TERMIUM records in specific subject fields of particular interest at this time.

It is hoped that the inclusion of the additional data will enhance the value of our terminology multilingual publications which will become more use-

ful to existing and potential clients -- not only to language specialists, but also to Canadian business persons negotiating with companies in Spanish-speaking countries, or to Hispanophones promoting their products in Canada.

This extension of scope reflects the need for the Department's terminology products to adapt to an ever-growing, ever-changing, and increasingly demanding clientele. This clientele is eager to discern nuances in regional usages and easily confusable terms, to use the correct phraseology in a business context and to avoid the traps in communicating across several languages.

Bibliography

Collet, Roger. «Historique du Bureau de la traduction», *L'Actualité terminologique / Terminology Update*, Vol. 25,2, Ottawa, Department of the Secretary of State, 1992, p. 5.

Lainé, Claude; Pavel, Silvia; Boileau, Monique, «La phraséologie - Nouvelle dimension de la recherche terminologique. Tra-vaux du module canadien du Rint», *L'Actualité terminologique / Terminology Update*, Vol. 25,3, Ottawa, Department of the Secretary of State 1992, p. 6.

Le quadrilinguisme en Suisse

par Clau Solèr et Françoise Parc

1. Vers un État pluriculturel

La Suisse d'aujourd'hui est souvent présentée comme un ensemble solidement campé sur ses bases, capable de répondre aux besoins d'une population qui se réclame de deux religions, possède quatre langues. Elle occupe un territoire accidenté et constitue un pays à la fois agricole et hautement industrialisé. Portrait fidèle pour l'essentiel, mais qui ne doit pas faire oublier qu'au cours de plus de 700 ans d'existence, cet ensemble économique et politique a évolué, et que s'il est tou-

jours viable, ce n'est que grâce à la volonté de ses membres, qui font tout pour garantir son existence, le préserver et l'améliorer.

La Suisse a grandi petit à petit à partir de 1291; chaque nouveau pacte a été le résultat de négociations particulières, destinées à garantir le fonctionnement de la nouvelle entité, laquelle ne s'est jamais perçue elle-même comme nation. Chaque unité associée restait ce qu'elle était, sans rien changer à son mode de fonctionnement, jugé le mieux adapté à son cas, et sans

chercher à l'imposer au nouvel ensemble, afin de ne pas l'alourdir.

1.1 Situation juridique des langues en Suisse

Les lois et les règlements sont impuissants à sauver les langues; ils peuvent cependant garantir une politique favorable à la paix linguistique. Le fédéralisme, caractéristique essentielle de la Suisse, règle avec précision les compétences linguistiques propres à chaque niveau de gouvernement.

1.1.1 Confédération

Dans son article 116, la constitution suisse garantit les langues de la façon suivante :

1. L'allemand, le français, l'italien et le romanche sont les langues nationales de la Suisse.
2. Sont déclarés langues officielles de la Confédération l'allemand, le français et l'italien.

Tandis que le premier alinéa énonce une volonté politique, la deuxième règle a trait à l'emploi effectif des langues. Pour les postes de hauts fonctionnaires, règlements et usages veillent à une représentation et une alternance équitables des trois langues officielles, des régions, des confessions, etc.

1.1.2 Cantons et communes

Les cantons, tous membres de la Confédération, sont tenus de posséder leurs propres dispositions exécutoires, et celles-ci ne peuvent en aucun cas restreindre les dispositions fédérales. L'absence au niveau national de toute disposition législative relative à l'école frappe au premier abord, mais ceci est conforme à la loi. L'autonomie scolaire se situe en effet au niveau cantonal. Les cantons sont responsables de l'instruction publique et, par le fait même, des dispositions linguistiques. De la même façon, chaque canton décide de sa ou de ses langues officielles, parfois aussi les communes, si la loi qui les régit le prévoit. C'est ainsi que la Suisse compte quatre cantons francophones (Vaud, Genève, Neuchâtel et Jura), trois cantons bilingues allemand-français (Berne, Fribourg, Valais), un canton trilingue romanche-allemand-italien (Grisons), un canton italophone (Tessin) et enfin dix-sept cantons germanophones.

Même en l'absence de dispositions réglementaires à ce sujet, tous les cantons plurilingues dotent les postes importants en tenant compte

des forces linguistiques; ceci permet d'éviter certains déséquilibres et garantit la paix linguistique. Le système de rotation de membres de différentes communautés linguistiques sert les mêmes desseins.

1.2 Les langues en Suisse

Certains phénomènes linguistiques suisses ne peuvent se comprendre sans référence, pour une langue donnée, à la situation qui est la sienne à l'extérieur de la Suisse.

1.2.1 L'allemand

Lorsqu'on parle de l'allemand en Suisse, il faut distinguer deux formes de diffusion, soit la langue parlée qu'on appelle **Schwyzerdütsch** et la norme écrite, le **Hochdeutsch**. L'écrit utilise la même norme que celle de tous les autres pays germanophones, abstraction faite de légères variantes lexicales¹, ce qui est aussi le cas en Allemagne du sud d'ailleurs. Cette forme normalisée de la langue est également utilisée à l'oral, avec maintien de la prononciation régionale, dans certaines situations bien définies. Mais dans la plupart des cas c'est la **Mundart** (langue orale, dialecte) dans toutes les variantes régionales du dialecte alémanique qui est utilisée. Les formes varient d'une commune à l'autre, se regroupent en unités régionales plus vastes, par exemple au niveau cantonal. L'intercompréhension de locuteurs de variantes dialectales extrêmes n'est pas assurée a priori.

Il est important de noter que le **Schwyzerdütsch** diffère tellement de la norme, que seule une longue fréquentation de celui-ci ou un apprentissage en bonne et due forme permettra à ceux et celles qui pratiquent la norme (les germanophones non méridionaux ou quiconque a appris le **Hochdeutsch**, en particulier les Romands de la Suisse francophone) de le comprendre. Une fois apprise sur place une des formes dialectales, la compréhension du **Schwyzerdütsch** en général ne pose plus de problèmes.

Pour les locuteurs germanophones, norme et **Mundart** forment une diglossie, les domaines d'emploi de l'une et l'autre étant clairement répartis, indépendamment de toute appartenance sociale².

La diversité d'emploi entre ces deux formes est considérable et aujourd'hui même des sermons se font en dialecte.

1.2.2 Le français

Langue officielle suisse, tout en étant langue nationale de la France voisine, normalisée et ignorant la diglossie³, le français est une langue fonctionnelle à tout niveau et dans tous les domaines, d'ordre privé, politique ou économique. Dans la capitale, à Berne, le français occupe presque la même place que l'allemand, langue locale.

1.2.3 L'italien

Les italophones forment la plus petite communauté linguistique suisse, mais par ailleurs l'italien est langue nationale de l'Italie voisine. Au Tessin et dans quatre vallées du sud des Grisons, on parle un italien dialectal qui s'écarte également de la norme. Ces dialectes sont en train de disparaître ou du moins de se rapprocher d'une forme d'italien régional lombard, sous-norme pour l'Italie du Nord.

1.2.4 Le romanche

Le romanche est l'unique langue suisse à ne pas être en même temps langue nationale d'un pays voisin. Avec son petit nombre de locuteurs et sa subdivision en cinq variantes écrites, dont le nombre de locuteurs se situe entre 1 200 et 17 000, cette langue est menacée d'extinction, surtout si l'on considère que presque tous les Romanches sont de parfaits bilingues. Le romanche est langue officielle uniquement dans le canton des Grisons, au même titre que l'allemand et l'italien.

2. Situation actuelle

Outre les quatre langues possédant un statut légal, il se parle en Suisse bon nombre d'autres langues apportées par la main-d'œuvre étrangère et les réfugiés. Bien que non réglementées, ces langues jouent un rôle de communication important au sein d'une société devenue plurilingue et pluriculturelle.

Contrairement à beaucoup d'autres situations de plurilinguisme, il n'existe pratiquement aucune corrélation spécifique entre une langue et un parti ou une langue et une confession (p. ex. français et parti radical ou français et Église réformée; toutes les combinaisons sont possibles, ce qui empêche ainsi la formation de blocs susceptibles de se détacher).

En 1980, les langues nationales se répartissaient de la façon suivante :

allemand	4 140 901	65,0 %
français	1 172 502	18,4 %
italien	622 226	9,8 %
romanche	51 128	0,8 %

En prenant aussi en compte les langues non officielles, on obtient la distribution suivante (1989) :

population totale	673 900
total des étrangers	1 066 139
dont Italiens	382 276
Espagnols et Portugais	184 880
Yougoslaves	117 024
Turcs	59 817

Le nombre relativement élevé de langues, d'une part, et la dimension réduite des communautés, d'autre part, font que dans beaucoup de

cas on doit recourir à une autre langue que la sienne.

2.1 Bilinguisme institutionnel

La coexistence de plusieurs langues dans un même État ne conduit à une société bi- ou plurilingue que si les membres des diverses communautés linguistiques doivent entretenir des rapports économiques ou sociaux. Les zones linguistiques frontalières sont alors des zones de bilinguisme avec des habitants bilingues. En Suisse, les germanophones sont un peu moins plurilingues que les Romands et les Italiens du Tessin et des Grisons, à condition que ces derniers n'aient pas quitté leur territoire. Pour les locuteurs du romanche, par contre, le plurilinguisme est une nécessité absolue; l'exiguïté et la dispersion de leur territoire font que les frontières linguistiques se trouvent dans la tête même des individus.

2.2 Bilinguisme individuel

Le bilinguisme institutionnel n'existe que grâce à des individus qui parlent une langue tout en en connaissant une autre. Ils jouent le rôle d'interprètes, soit pour leur bénéfice personnel, soit à titre d'intermédiaires dans la transmission du message. La compétence bilingue peut aller de la connaissance de la deuxième langue comme langue étrangère, propre à beaucoup de Suisses, jusqu'au point où les deux langues ne sont que deux modes d'expression d'un système linguistique individualisé. Quand tous les membres d'une communauté linguistique sont devenus bilingues, ils abandonnent progressivement la langue la moins fonctionnelle, abstraction faite de la dimension folklorique, pour devenir monolingues en adoptant la langue de plus grande diffusion. En Suisse tel est le cas pour les Romanches et pour un grand nombre d'individus faisant partie de petites communautés d'expression étrangère.

3. Défi pour l'avenir

En Suisse, depuis environ deux décennies, les minorités linguistiques bénéficient de beaucoup de sympathie de la part des majorités. Les langues n'ont par contre pas augmenté leur rayon d'action, elles ont au contraire perdu de leur valeur traditionnelle à cause de changements sociaux et structuraux; la modernisation passe par les langues majoritaires.

La révision de l'article 116 de la constitution fédérale, actuellement en cours, tend à redonner aux diverses langues certaines de leurs fonctions, spécialement au romanche. Elle vise à soutenir par ailleurs les efforts de ceux pour qui les langues ne doivent pas être réduites à de simples expressions folkloriques ou symboliques, et qui luttent pour qu'elles soient de véritables instruments de communication.

Dans la perspective de l'Europe unifiée, les minorités devraient prendre conscience du caractère utilitaire de la langue et renforcer son pouvoir identitaire en la rendant capable de remplir une fonction normale de communication, c'est-à-dire capable de tout exprimer.

Notes

1. À chaque nouvelle édition du *Duden*, le nombre d'helvétismes augmente largement.
2. Chaque individu, qu'il soit professeur ou manoeuvre, utilise le dialecte dans des situations données, p. ex. en famille, entre amis.
3. Il existe dans certaines régions des patois qui jouent un certain rôle dans la communication orale des indigènes à côté du français, langue véhiculaire. Ces patois concernent environ 1 ou 2 % des Romands.

Bibliographie

Schläpfer, R. et al. d. *La Suisse aux quatre langues*, Genève, Zo, 1985.

Solèr, C. «Le romanche, un laboratoire contrôlé (presque) totalement», *Terminologies nouvelles*, vol. 6, *Terminologie et développement*, 1991, pp. 24-31.

Vouga, J.-P. rd. (1990). *La Suisse face à ses langues. Die Schweiz im Spiegel ihrer Sprachen. La Svizzerza e le sue lingue*, Aarau, Sauerländer.

Weibel, E. (1986). «Les rapports entre les groupes linguistiques», German, R.E. d. Handbuch.

Politisches System der Schweiz. Manuel Système politique de la Suisse, vol. 3. *Fédéralisme*, pp. 221-267, Berne, Haupt.

- 1 français
- 2 allemand
- 3 italien
- 4 romanche



L'Amérique latine et le multilinguisme

par Daniel Prado

L'Amérique latine est-elle multilingue? Cet ensemble de plus de 400 millions d'habitants ne sait parler d'autre langue étrangère que l'anglais, que ce soit pour vendre, acheter, participer, faire de la recherche ou simplement diffuser de l'information.

L'Amérique latine est multilingue

Ce vaste ensemble, cet immense marché potentiel qu'est l'Amérique latine, est pourtant multilingue si on prend en considération ses langues autochtones (le quetchua, l'aymara, le guarani, les langues mayas, etc.). Elles ont une diffusion restreinte, ont toujours été pratiquement ignorées par les pouvoirs publics, et les rares initiatives pour leur donner un statut qui tienne compte du nombre de locuteurs (l'officialisation du quetchua au Pérou dans les années soixante, par exemple) n'ont été suivies d'aucune action concrète pour leur rendre leur légitimité. Même si les langues autochtones ne sont pas le sujet de cet article, leur existence ne doit pas passer inaperçue pour autant.

L'espagnol et le portugais

Deux langues très proches règnent sur l'Amérique latine¹ : l'espagnol et le portugais. Ces deux langues comptent dans le monde 500 millions de locuteurs, si nous prenons en compte l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Cependant, elles sont surtout parlées dans des pays en voie de développement, ce qui explique qu'il y ait plus de livres, produits ou services traduits en néerlandais ou en italien (langues dont le nombre de locuteurs est de 4 à 10 fois inférieur) qu'en portugais, par exemple.

L'espagnol est une langue qui se porte plutôt bien en raison de la croissance rapide de l'Espagne (qui rejoint le «club des grands») et d'une présence très importante aux États-Unis². Ce n'est pas le cas du portugais qui apparaît sous deux variantes principales, celle du Brésil et celle du Portugal, lesquelles ont parfois du mal à trouver une entente pour «parler d'une même voix»³.

Les langues étrangères

Quant aux langues étrangères, le seul fait de constater que le nombre de traductions du portugais vers l'espagnol est insignifiant et que le portugais n'est presque pas enseigné dans l'ensemble des pays hispano-américains (alors que sept d'entre eux ont une frontière commune avec le Brésil) révèle le faible intérêt porté aux langues étrangères autres que l'anglais. La proximité de ces deux langues n'excuse ni ne justifie cette indifférence. Une enquête menée par l'Union latine dans une université brésilienne (c'est-à-dire auprès d'une population dite cultivée) a montré des taux de compréhension de l'espagnol écrit et oral variant entre 45 et 60 %. Or, le Mercosur⁴ est prévu pour 1994!

Quant aux autres langues étrangères, soit le français, l'italien et l'allemand, elles continuent à perdre du terrain dans l'enseignement, au profit de l'anglais. Et, en dehors de Cuba (où le russe est beaucoup enseigné), les autres langues sont presque inexistantes.

(suite en page 15)

Responsable, responsabilité de + infinitif

par Line Gingras

Introduction

Est-il correct d'attribuer à **responsable** et à **responsabilité**, comme complément, un verbe à l'infinitif? On s'interroge souvent sur des constructions comme les suivantes :

Elle est **responsable** d'entretenir des relations avec les fournisseurs.

Elle a la **responsabilité** d'entretenir des relations avec les fournisseurs.

Aucun des ouvrages que nous avons consultés ne répond à cette question. Nous croyons cependant que les définitions et les exemples qu'ils proposent devraient nous permettre d'y voir clair.

La conclusion présente l'essentiel de notre exposé.

Responsable

Étant donné que l'apparition de **responsabilité**, dans le vocabulaire français, est postérieure de plusieurs siècles à celle de **responsable**, il nous semble approprié de commencer notre étude par ce dernier terme. **Responsable**, nous apprend Grevisse, est un dérivé savant du latin *responsus*, participe passé de *respondere*, au sens de « répondre de ses actes ». De fait, ses emplois se rattachent tous à cette définition générale : « Qui doit répondre de ses propres actions ou des actions d'autrui, en accepter et subir les conséquences » :

Il est **responsable** des objets qui lui sont confiés.

Les parents sont **responsables** de la santé morale de leurs enfants.

Jamais on n'a vu tant de zèle et tant d'intrépidité [que chez les Français à Prague]; chaque soldat semble être **responsable** de la gloire de la nation. (Voltaire.)

Le ministre est **responsable** de ses décisions.

L'homme est **responsable** de ce qu'il est, **responsable** de son destin.

Il ne peut être tenu **responsable** des dettes de ses employés.

En droit pénal, on n'est **responsable** que de sa propre faute; ainsi un père n'est pas, pénalement, **responsable** d'un délit commis par son enfant mineur.

Le locataire est **responsable** des dégradations causées à l'appartement loué.

À l'idée que le **responsable** se porte garant de quelque chose, qu'il a des comptes à rendre, que, par suite, il peut devoir réparer des dommages ou subir les conséquences de ses actes, se greffe celle qu'il peut être considéré comme l'auteur, la cause consciente de quelque chose de fâcheux :

Il tenait tous les hommes de son âge pour **responsables** de la guerre. (Beauvoir.)

La police recherche les **responsables** d'un grave accident.

C'est le gouvernement actuel qui est **responsable** de l'aggravation de la situation économique.

[...] George III, ayant perdu dans sa vieillesse l'esprit qu'il n'avait jamais eu dans sa jeunesse, n'est point **responsable** des calamités de son règne. (Hugo.)

Il convient de faire observer, ici, que nous n'avons trouvé aucun exemple avec un complément à l'infinitif (du type « Elle est **responsable** de se trouver une remplaçante », « Je suis **responsable** d'entretenir la voiture », « Il est **responsable** d'avoir contracté ces dettes », « Ce général est **responsable** d'avoir tué des milliers d'innocents »).

Responsable se dit encore, plus particulièrement, à propos d'un décideur qui doit rendre compte de son administration; employé comme substantif, il désigne une personne qui, au sein d'une administration, d'une entreprise, d'un mouvement, d'une organisation, a la charge d'un service et doit répondre de son bon fonctionnement :

Être **responsable** de l'organisation d'une fête.

Le ministre **responsable** de la Santé publique.

Le **responsable** du ravitaillement dans une colonie de vacances.

Le **responsable** du département de voitures d'occasion dans un garage.

Le **responsable** des activités culturelles.

Signalons ici, avec Madeleine Sauvé, que **responsable** peut s'employer comme substantif pour désigner une qualité, mais non un poste; « ce mot ne marque aucunement à quel degré de la hiérarchie se trouve l'intéressé ».

Cela dit, il faut noter que **responsable**, cette fois encore, n'est jamais suivi d'un infinitif dans les ouvrages que nous avons consultés. Comment expliquer ce phénomène? Le **responsable**, avons-nous dit, est

celui qui prend les décisions et qui rend des comptes; c'est à lui qu'il appartient, notamment, de déterminer ce qu'il faut faire, quand et comment il convient de le faire, et de désigner les exécutants, autrement dit ceux qui seront chargés de faire ce que lui aura décidé. C'est lui qui, par la suite, devra répondre des résultats bons ou mauvais que son équipe aura obtenus.

Ainsi, le **responsable** du ravitaillement ne conduit pas nécessairement le camion qui transporte les denrées, mais il veille à ce que la colonie de vacances dispose toujours d'une nourriture saine et variée, en quantité suffisante et pour un prix raisonnable. Ce faisant, il peut charger quelqu'un ou se charger lui-même, au besoin, d'accomplir certaines tâches : dresser une commande, traiter avec un fournisseur, acheter... Le choix des exécutants lui revient, et il devra répondre des résultats. De même, le **responsable** de la protection d'un chef d'État n'est pas un simple garde du corps, chargé de veiller sur quelqu'un; son rôle est plutôt de décider quelles mesures il convient de prendre dans telle ou telle circonstance, de coordonner l'action des services de sécurité. Il peut très bien prendre la décision d'accompagner personnellement le chef d'État, mais en pareil cas il se désigne lui-même comme garde du corps, comme exécutant de ses propres directives; ce n'est pas en qualité de garde du corps qu'il est **responsable** de la protection du chef d'État, mais en qualité de **responsable** qu'il peut charger un subordonné, ou se charger lui-même, de veiller sur le chef d'État.

Ainsi que le montrent les définitions et les exemples qui précèdent, **responsable** appelle un complément qui évoque soit quelque chose de fâcheux, soit une charge dont on doit rendre compte, ou encore un champ d'action, un domaine d'activité, de compétence; ce rôle peut être joué par un substantif, mais non par un infinitif, qui exprime une action donnée, accomplie par un sujet déterminé. Certes, en qualité d'administrateur, le **responsable** a des fonctions, des tâches, des devoirs à remplir, des obligations à respecter, éventuelle-

ment des fautes à réparer le fait est que sa responsabilité dépasse chacune de ces tâches isolées, qu'elle comprend l'ensemble de ces devoirs : le **responsable**, rappelons-le, est avant tout un décideur qui doit rendre compte de son administration, qui doit répondre des résultats de son travail et du travail de son équipe.

Responsabilité

Qu'est-ce donc au juste que la **responsabilité**, qu'une **responsabilité**? Il nous semble approprié de réunir ici plusieurs définitions dont certaines, examinées isolément, pourraient être difficiles à interpréter, mais qui se complètent et s'éclairent les unes les autres. On remarquera qu'elles suivent de très près les acceptions attribuées à **responsable**.

La **responsabilité** se définit d'abord comme l'obligation ou la nécessité morale, intellectuelle de répondre de ses actions ou de celles des autres, de s'en porter garant devant une autorité, de réparer une faute, de remplir un devoir, une charge, un engagement, d'accepter ou de supporter les conséquences de ses actes ou des actes des personnes dont on a la charge. En droit civil, cette obligation entraîne celle de réparer les dommages causés à autrui par soi-même, par une personne qui dépend de soi, par un animal ou une chose que l'on a sous sa garde. Une **responsabilité**, ce peut être aussi, plus particulièrement, une charge qui confère l'initiative de décisions, mais qui oblige celui qui en est investi à rendre compte de ses actes à ceux qui la lui ont confiée. Les exemples rappellent ceux que nous avons recueillis pour illustrer les emplois de **responsable** :

Avoir la **responsabilité** d'un dépôt, d'un objet confié.

Les maîtres ont la **responsabilité** de leurs élèves.

Les parents ont la **responsabilité** morale de l'éducation de leurs enfants.

[Ponce Pilate] cédait à la pression populaire, mais entendait signifier qu'il n'assumait point la

responsabilité de la décision. (Daniel-Rops.)

Avoir la **responsabilité** de la gestion, de la sécurité.

Mais M. Daladier, qui, depuis plusieurs années, portait la **responsabilité** de la défense nationale, avait épousé le système en vigueur. (De Gaulle.)

Faire porter à quelqu'un la **responsabilité** d'un échec.

Les deux automobilistes partagent la **responsabilité** de l'accident.

Ce que nous avons dit à propos de **responsable** s'applique également à **responsabilité** : ce terme ne désigne pas une fonction, une tâche, une obligation ou un devoir précis; cependant, du fait que la personne investie d'une **responsabilité** doit prendre des décisions et répondre de ses actions comme de celles des autres, l'idée de **responsabilité** suppose, englobe des fonctions, des tâches, des devoirs à remplir, des obligations à respecter. **Responsabilité** évoque donc, à notre avis, une réalité trop vaste pour être contenue dans les limites imposées par un infinitif complément, lequel désigne, ainsi que nous l'avons vu précédemment, une action donnée, accomplie par un sujet bien déterminé. **Responsabilité**, tout comme **responsable**, appelle un complément qui évoque un fait, une charge dont on doit rendre compte, un champ d'action, un domaine d'activité ou de compétence rôle qui revient à un substantif. On ne s'attend pas, par exemple, qu'un ministre portant la **responsabilité de la défense** nationale prenne lui-même les armes.

Aucun des dictionnaires que nous avons consultés ne relève l'emploi de **responsabilité** avec un infinitif complément; aucun ne propose d'exemple de cette construction. De fait, il n'y a qu'un seul ouvrage où nous ayons trouvé le tour qui nous occupe : il s'agit d'un recueil de chroniques du linguiste canadien Gérard Dagenais, qui a été publié en 1966 sous le titre *Des mots et des phrases*. Dagenais critique la formulation telle

chose est la responsabilité de quelqu'un avec raison nous semble-t-il, cette construction ne figurant pas dans les dictionnaires. Cependant, il propose de dire plutôt la responsabilité incombe à quelqu'un de faire ceci ou cela, ce qui revient à admettre implicitement l'emploi de **responsabilité** avec, pour complément, un infinitif : il incombe à quelqu'un, il lui incombe la responsabilité de faire ceci ou cela.

Devons-nous, pour notre part, recevoir cette construction? Dagenais lui-même ne reprend le tour en cause ni dans la première ni dans la deuxième édition de son *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*.

Nous voulons bien admettre que, au premier abord, avoir la responsabilité de faire telle chose ne paraît pas aussi inquiétant que être responsable de faire telle chose. C'est peut-être que le syntagme de faire telle chose pourrait être vu seulement comme complément s'il suivait **responsable**, alors qu'on pourrait le considérer aussi bien comme apposition s'il venait après **responsabilité**. Toutefois, si l'infinitif précédé de la préposition de peut effectivement jouer le rôle d'une apposition, celle-ci se trouve à désigner le nom qui précède. (Que l'on songe à des tours comme « l'obligation de rendre compte », « le plaisir de chanter », « le délice de se promener dans Venise », où **rendre compte** est une **obligation**, **chanter** un **plaisir**, et **se promener** dans Venise un **délice**.) Or, nous l'avons vu, une responsabilité ne se réduit pas à une action précise que le sujet a accomplie ou doit accomplir; le syntagme complément ou apposition doit plutôt évoquer un fait ou une charge dont quelqu'un est tenu de rendre compte.

Conclusion

Ainsi que le montrent, à l'exception d'un tour proposé par Dagenais, tous les nombreux exemples que nous avons rencontrés au cours de nos recherches, le complément de **responsable** et de **responsabilité** devrait toujours être un substantif, jamais un verbe.

C'est que le **responsable** n'est pas tenu d'accomplir une tâche précise : son rôle consiste plutôt à organiser, à coordonner le travail des exécutants il devra d'ailleurs répondre des résultats de ce travail. Il lui revient de prendre les décisions importantes; il lui appartient, notamment, de désigner qui sera chargé de faire telle chose il peut même décider de devenir lui-même exécutant. On commit donc une impropriété en employant **responsable** pour désigner un simple exécutant, ou **responsabilité** pour désigner une tâche précise dont on confie l'exécution à une personne donnée. De même, du moins suivant la morale, le **responsable** d'un crime n'est pas nécessairement celui qui a commis le crime (ce peut être un chef de la mafia, et dans certains cas plusieurs personnes, par exemple des complices ou des parents indignes, peuvent avoir une part de **responsabilité**); inversement, on peut avoir tué quelqu'un dans un moment où l'on n'était pas **responsable** de ses actes.

Il se peut que l'usage en vienne à ne plus distinguer entre **responsable** et **chargé de** ou **exécutant**, entre **tâche** et **responsabilité**. Ce n'est pas à nous, toutefois, qu'il appartient de décider à partir de quand une impropriété (qui se manifeste ici par une construction douteuse) est assez répandue pour être admise comme nouvelle acception. Pour l'instant, nous devons constater que les définitions et les exemples des dictionnaires, dans le cas présent, vont tous dans le même sens.

Responsable et responsabilité appellent un complément qui évoque soit un résultat fâcheux, soit une charge dont on doit rendre compte, ou encore un champ d'action, un domaine d'activité ou de compétence; un substantif peut jouer ce rôle, mais pas un verbe, qui, même à l'infinitif, exprime une action donnée, accomplie par un sujet déterminé.

Bibliographie

Notre étude a amené la consultation de cent trente-deux ouvrages. Il serait fastidieux d'énumérer ici tous ceux qui nous

ont été utiles; nous ne citons par conséquent que les principaux.

Bélisle, Louis-Alexandre. *Dictionnaire nord-américain de la langue française*, Montréal, Beauchemin, 1979.

Bescherelle, Louis Nicolas. *Nouveau Dictionnaire national ou Dictionnaire universel de la langue française : répertoire encyclopédique des lettres, de l'histoire, de la géographie, des sciences, des arts et des industries*, Paris, Garnier, 1887.

Causse, Jean-Pierre. *Dictionnaire des vrais amis : dictionnaire français-anglais de locutions similaires placées dans un contexte*, Saint-Pons, Maraval (imprimeurs), 1978.

Colin, Jean-Paul. *Dictionnaire des difficultés du français*, Paris, Robert, 1982.

Dagenais, Gérard. *Des mots et des phrases*, Montréal, Éditions du Jour, 2 vol., 1966.

Davau, Maurice, Cohen, Marcel et Lallemand, Maurice. *Dictionnaire du français vivant*, Paris, Bordas, 1975.

Dictionnaire Beauchemin canadien, Montréal, Librairie Beauchemin, 1968.

Dictionnaire de la langue française : Lexis, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Librairie Larousse, 1989.

Dictionnaire du français contemporain illustré, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1980.

Dictionnaire du français plus : à l'usage des francophones d'Amérique, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1988.

Dictionnaire Quillet de la langue française, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1975.

Le Dictionnaire universel d'Antoine Furetière, réimpression de l'éd. de 1690 publiée à La Haye par A. et R. Leers, Paris, SNL - Le Robert, 3 vol., 1978.

Dubois, Jean et al. *Dictionnaire du français contemporain*, Paris, Larousse, 1970.

Dupré, P. *Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain*, Paris, Éditions de Trévise, 3 vol., 1972.

Georgin, René. « Responsabilité... illimitée », dans *Défense de la langue fran-*

çaise, Paris, Association Défense de la langue française, n° 88, mai 1977.

Girodet, Jean. *Dictionnaire du bon français*, Paris, Bordas, 1981.

Girodet, Jean. *Logos : grand dictionnaire de la langue française*, Paris, Bordas, 3 vol., 1976.

Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse, sous la dir. de Claude Dubois, Paris, Larousse, 10 vol., 1982-1985.

Grand Larousse de la langue française, sous la dir. de Louis Guilbert, René Lagane et Georges Niobey, Paris, Larousse, 7 vol., 1971-1978.

Grevisse, Maurice. *Problèmes de langage*, Gembloux, Duculot, 5 vol., 1961-1970.

Hanse, Joseph. *Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne*, 2^e éd. mise à jour et enrichie, Paris-Gembloux, Duculot, 1987.

Hatzfeld, A. et Darmesteter, A. *Dictionnaire général de la langue française*, Paris, Delagrave, 1964.

Imbs, Paul. *Trésor de la langue française*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, vol. 1- , 1971-

Larousse de la langue française : Lexis, sous la dir. de Jean Dubois, Paris, Larousse, 1979.

Le Bidois, Robert. *Les Mots trompeurs*, Paris, Hachette, 1970.

Littré, Émile. *Dictionnaire de la langue française*, éd. intégrale, Paris, Pauvert et Gallimard, 7 vol., 1956.

Petit Larousse illustré, Paris, Librairie Larousse, 1989.

Robert-Collins, *Dictionnaire français-anglais, anglais-français*, avec la collab. du comité du Robert sous la présidence de Paul Robert, par Beryl T. Atkins et al.; Glasgow, Collins; Paris, Société du Nouveau Littré, 1978.

Robert méthodique : dictionnaire méthodique du français actuel, réd. dir. par J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1982.

Robert, Paul. *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française : les mots et les associations d'idées*, Casablanca, Société du Nouveau Littré, Paris, Presses universitaires de France, 6 vol., 1953-1964.

Robert, Paul. *Grand Robert de la langue française, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 2^e éd.

ent. revue et enrichie, Paris, Le Robert, 9 vol., 1985.

Robert, Paul. *Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, réd. dir. par A. Rey et J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, 1989.

Sauvé, Madeleine. « Responsable », dans *Observations grammaticales et terminologiques*, fiche n° 55, Montréal, Université de Montréal, 1976.

Villers, Marie-Éva de. *Multidictionnaire des difficultés de la langue française*, Montréal, Québec/Amérique, 1988.

Notes

1. Étude effectuée par le Service des recherches et conseils linguistiques, en accord avec le Comité consultatif des Repères - T/R (1992).

2. Les fiches Repères - T/R sont publiées pour la dernière fois dans *L'Actualité terminologique*. À compter de janvier 1993, elles seront regroupées sous forme d'un recueil intitulé *Repères - T/R* qui sera diffusé par le Groupe Communications Canada - Édition.

Le français conserve toujours l'étiquette de «langue de culture», ce dont les organismes francophones chargés de la diffusion du français sont particulièrement responsables, et on ne voit aucunement se dessiner une politique tendant vers la diffusion du français scientifique et technique. La Colombie et l'Uruguay, pays où le français écrit était la première langue étrangère enseignée, ont relégué celle-ci à la deuxième place en l'espace de quelques années.

L'autonomie, la recherche et le multilinguisme

Cependant, le multilinguisme devrait se répandre dans ces régions au courant de cette décennie qui s'annonce prometteuse sur le plan des investissements étrangers, particulièrement ceux d'origine européenne. En effet, la France, l'Italie et l'Espagne sont les principaux acheteurs des compagnies nouvellement privatisées dans ces pays (télécommunications, aviation, transport) et investissent résolument dans le tourisme, la construction et l'énergie.

En outre, l'Amérique latine retrouve les exilés de l'époque des dictatures, en général une population hautement qualifiée et destinée à jouer un rôle important dans les décisions nationales. De retour des États-Unis mais surtout d'Europe, cette population maintient des contacts avec les pays d'exil, dont elle continue à parler les langues.

Mais l'Amérique latine n'a pas de réelle stratégie commerciale. Ses entreprises n'ont pas les structures des grandes entreprises mondiales qui, aujourd'hui, traduisent leur documentation dans presque toutes les langues.

Elle n'a pas non plus le réflexe d'aller chercher l'information scientifique et technique (IST) ailleurs que dans les revues écrites en anglais ou dans les bases de données disponibles aux États-Unis. Il est vrai que les diffuseurs d'IST non anglophones ne font pas non plus l'effort de rendre accessibles leurs informations.

La traduction

Les traducteurs des pays considérés sont généralement mal formés, mal payés, peu sollicités en dehors de la littérature ou des documents juridiques, leurs statuts sont peu clairs, et ils n'ont pas d'outils adéquats pour mener à bien des traductions scientifiques, techniques ou professionnelles.

Bien entendu, le faible pouvoir d'achat empêche l'automatisation des postes de travail des traducteurs et l'achat de dictionnaires en raison de contraintes budgétaires... L'accès à l'information reste le problème numéro un du traducteur latino-américain.

Certes, on voit des traducteurs latino-américains participer à des congrès internationaux. Mais il ne s'agit malheureusement que de ceux qui ont davantage de moyens personnels ou qui sont rattachés à certaines universités, les entreprises refusant de dégager des fonds à ce sujet. Et, par la suite, il n'y a pas de structures permettant une distribution généralisée de l'information.

Les banques de données terminologiques en Amérique latine

Et l'accès aux banques de données terminologiques? Il n'y a pratiquement pas de banque terminologique latino-américaine qui soit utile aux traducteurs. Les différentes (mini)banques de terminologie latino-américaines ont été conçues en milieu universitaire ou par des services de documentation, et sont donc peu adaptées aux besoins des traducteurs. De plus, elles ne sont pas accessibles en direct.

Fondé en 1988, le Réseau ibéro-américain de terminologie (Riterm), se compose actuellement d'une quarantaine d'institutions d'Amérique latine et de la péninsule ibérique. Les membres de ce réseau -qui n'a, en réalité, pas encore de statut juridique- ont évoqué, entre autres, la nécessité d'accorder leurs activités en matière d'uniformisation de méthodes, d'échange de données terminologi-

ques, de formation et d'information. Mais les moyens financiers de ces institutions ne sont pas suffisants pour atteindre ces objectifs. De plus, la conjoncture actuelle ne permet pas de voir se dégager des investissements en leur faveur⁵.

L'Union latine, avec l'Institut colombien pour la promotion de l'enseignement supérieur (ICFES) et l'Institut brésilien d'information scientifique et technique (IBICT), a prévu un projet (Riterm-BD) qui permettrait le développement de ce secteur. Malheureusement, il nécessite un financement extérieur et les différents bailleurs de fonds contactés restent pour l'instant discrets quant à leur participation.

L'accès aux autres banques de données

Le coût élevé des télécommunications dans la région, la mauvaise qualité des lignes⁶, ainsi que la non-utilisation des moyens technologiques modernes par les traducteurs latino-américains empêchent la consultation de banques de données telles que TERMIUM, BTQ, EUROCAUTOM, Siemens, etc.

Les initiatives concernant la mise sur DOC (CD-ROM) de certaines banques de données pourraient néanmoins encourager leur consultation par des Latino-Américains. En effet, le DOC est un outil largement utilisé. Il est bien connu que les pays ayant de mauvaises télécommunications consultent plus aisément les banques de données sur DOC que les autres⁷. Encore faut-il que le travail des traducteurs s'automatise!

Et l'avenir?

L'Amérique latine deviendra-t-elle multilingue? Sûrement, mais ce multilinguisme sera provoqué davantage par une vague mondiale de réglementations concernant la protection de l'utilisateur que par un besoin réellement ressenti. Quant aux importations, les traducteurs latino-américains ne sont pas prêts d'en profiter

tant sont en retard les réglementations de la région relatives à la documentation destinée au marché local. À l'heure actuelle, l'accroissement vertigineux du tourisme, dont l'Amérique latine est l'un des principaux bénéficiaires, apporte un peu de «multilinguisme» mais très marginalement.

Et que dire de la recherche et de l'IST en général? Il est certain qu'elles ne pourront contribuer au multilinguisme en Amérique latine que si des efforts sont consentis par des organismes extérieurs au continent, afin de diversifier les sources⁸, ou si les pays en question se réunissent en un forum centré sur la science et la technologie. Les différents organismes créés de par le continent n'ont pour l'instant pas fait grand-chose. Et le deuxième sommet des chefs ibéro-américains qui s'est tenu récemment n'a donné pour l'instant que des résultats modestes sur la question (le marché de la connaissance, en particulier). À moins que le troisième...?

Notes

1. Dans la définition courante du terme Amérique latine, le Canada n'est jamais compris, le terme en soi recouvrant plus une réalité socio-économique que vraiment linguistique. Par ailleurs, les régions des Caraïbes non latines sont souvent comprises dans cet ensemble, mais dans cet article nous ne le ferons pas.

2. Estimations : plus de 30 millions d'hispanophones en l'an 2000 aux États-Unis, ce qui en ferait le troisième pays pour le nombre d'hispanophones aux côtés de l'Argentine et de la Colombie, après le Mexique et l'Espagne.

3. Un accord orthographique a été approuvé par les deux pays, mais les recommandations sont plutôt mal suivies et il subsiste encore d'autres différences non moins importantes au niveau du vocabulaire, de la grammaire, voire de la syntaxe.

4. MERCOSUR : Traité de libre commerce et circulation liant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

5. La défectuosité des lignes est un obstacle à la consultation des bases de données. Le Brésil, le Mexique et l'Argentine

possèdent un très mauvais réseau téléphonique. Néanmoins, l'avenir semble à court terme prometteur en ce qui concerne la modernisation des centraux et des services téléphoniques du continent.

6. La troisième assemblée de Riterm se tiendra au mois de décembre 1992 à La Rioja en Espagne.

7. Voir les mauvais débuts du DOC dans la France du Minitel, à l'opposé des résultats obtenus par l'Italie, alors non dotée de bons services de télécommunications, et emportant la moitié du marché européen du DOC.

8. Le projet REDALC, par exemple, mené par l'Union Latine et l'Unesco avec l'aide financière de la CEE, prévoit de constituer un réseau destiné à la recherche latino-américaine, accessible au plus grand nombre, adapté aux réalités structurelles latino-américaines et ne dépendant pas d'un axe unidirectionnel vers les États-Unis comme c'est le cas pour la plupart des réseaux latino-américains d'aujourd'hui.

Mission Discovery. Un traducteur à la NASA

par Gilles Gervais

Le soleil n'est pas encore levé, le petit déjeuner, servi dans le hall de l'hôtel, a été expédié, les bagages sont à bord des autobus et nous sommes en route pour assister à un événement qui sera un autre jalon de l'aventure spatiale canadienne. À l'ouest, des étoiles scintillent encore. La journée sera magnifique.

À part quelques petits nuages à 7 km à l'est de la rampe de lancement, le ciel est complètement dégagé et les palmiers s'agitent doucement sous la brise matinale. Sur le terrain gazonné qui jouxte la lagune, où s'ébattent pélicans et dauphins, l'immense panneau indicateur poursuit depuis deux jours son inexorable compte à rebours pendant que photo-

graphes et journalistes installent caméras, trépieds et appareils multiples. Nous sommes le 22 janvier 1992. Depuis huit heures ce matin, les astronautes sont installés dans le poste de pilotage de la navette et, dans quelques minutes, soit à 9 h 55 précisément, *Discovery*, qui se trouve à moins de 3 km de notre poste d'observation, emportera à son bord la première mission du Laboratoire international de microgravité (IML-1) et un équipage de sept astronautes, dont la Canadienne Roberta Bondar.

La tension est à son comble, presque palpable. Le Centre de presse du Kennedy Space Center est une ruche bourdonnante d'activité. L'imposante équipe des communica-

tions de la NASA, les représentants de la presse américaine et internationale et le groupe des communications de l'Agence spatiale canadienne; moins imposant mais tout aussi efficace, se sont donné rendez-vous dans une véritable atmosphère de collaboration internationale. Américains, Français, Allemands, Japonais et Canadiens travaillent depuis des années à ce grand projet qui permettra de faire avancer les connaissances scientifiques et la médecine, pour ne nommer que ces deux aspects de la mission. Pour plusieurs d'entre nous, c'est une première, et quelle première! Quelques minutes avant l'heure du lancement, les haut-parleurs du Centre annoncent que le vol est retardé et qu'il peut même

être remis au lendemain si les nuages à l'est de la rampe de lancement ne se dissipent pas ou s'ils continuent de progresser vers nous. Heureusement, après une heure d'attente, on nous annonce que le lancement aura lieu dans quatre minutes. Le temps de s'installer dans les gradins et le spectacle commence. Three, two, one! LIFT OFF!!

Pendant quelques secondes, il n'y a rien à voir, sauf des gerbes de feu sous la navette. Puis, c'est le déchaînement, le sol tremble sous nos pieds et les tuyères des fusées latérales et de la navette crachent des torrents de flammes. Le bruit est presque insupportable. Lentement, très lentement, la navette s'élève sous la poussée du propergol en combustion et commence son ascension pendant que se forme un épais nuage blanc autour de sa base. Quel spectacle! La navette accélère, atteint rapidement une vitesse phénoménale et deux minutes douze secondes plus tard, les deux fusées latérales blanches se détachent du réservoir central et retombent lentement vers la mer où elles seront récupérées pour être ensuite reconditionnées en vue d'un prochain vol. La foule, qui jusqu'à maintenant était figée sur place, se met à applaudir à tout rompre. La navette n'est déjà plus qu'un petit point lumineux dans le ciel. Quelques instants plus tard, en orbite à deux cent quatre-vingt-seize kilomètres d'altitude, les astronautes commencent leur voyage de neuf jours autour de notre planète; ils en feront le tour en quatre-vingt-dix minutes. Il aura fallu à peine huit minutes seize secondes pour arracher ces quelques milliers de tonnes à l'attraction terrestre. De retour au Centre de presse, l'émotion contenue pendant le décollage commence à s'exprimer et certains d'entre nous pleurent de joie et de soulagement. Depuis le terrible accident de *Challenger*, c'est le même scénario, me dit-on.

Avant de poursuivre, je dois expliquer ma présence à cet événement. Depuis près de trois ans, la section Plans et Devis de la Direction des services du Québec, à Montréal,

est responsable de la traduction de tous les documents dont l'Agence spatiale canadienne a besoin dans les deux langues officielles. Avec la collaboration de mes excellentes collègues, M^{mes} Michèle Kumps et Céline Bonin, nous avons établi des liens étroits avec ce client qui nous permet de participer de très près à l'aventure aérospatiale canadienne.

Mais revenons un peu en arrière, plus précisément au 19 novembre 1991. C'est ce jour-là, en début d'après-midi, que l'aventure a commencé pour moi. À la suite d'un simple appel téléphonique de M^{me} Kathy Kennedy, du Programme des astronautes canadiens, je me suis retrouvé intégré à leur équipe des communications pour couvrir, à titre de traducteur officiel, la mission IML-1 (vol STS-42) qui devait se dérouler en janvier 1992. Le Laboratoire international de microgravité, mieux connu sous le nom de *Spacelab*, a été construit par l'Agence spatiale européenne à titre de contribution au programme de la navette spatiale. Entièrement équipé pour réaliser une multitude d'expériences scientifiques, médicales et biologiques, le laboratoire est installé dans la soute de la navette d'où il est relié par un tunnel à la cabine de pilotage. Les astronautes peuvent y travailler à l'aise sous l'oeil vigilant de caméras qui retransmettent en direct les activités qui se déroulent à bord.

Les préparatifs pour une mission de cette envergure sont relativement longs. Il faut d'abord traduire la *Trousse de presse* de la mission. Il s'agit d'un document d'une quarantaine de pages dans lequel on retrouve la biographie de l'astronaute canadien qui participera à la mission, celle de ses coéquipiers et celle des principaux gestionnaires de l'Agence, des notes explicatives sur la mission proprement dite et sur les expériences qui seront menées à bord de la navette, une description détaillée des principaux centres de la NASA et, enfin, des directives générales à l'intention des journalistes et reporters qui seront sur place. Pour nous faciliter la tâche pendant notre séjour aux É.-U., l'équipe des communica-

tions de l'Agence prépare un canevas de tous les communiqués qui seront remis quotidiennement à la presse canadienne. Nous traduisons ces documents avant la mission de manière à avoir une bonne idée des activités qui se dérouleront à bord de la navette. Une fois sur place, il va sans dire que nous les modifions en fonction des événements, mais nous avons au moins des documents de base avec lesquels nous pouvons travailler.

Nous nous rendons au Kennedy Space Center trois jours avant la date officielle du lancement. Cette période est nécessaire pour mettre en place les structures d'accueil à l'intention des dignitaires qui seront sur place et des journalistes qui couvriront l'événement. Le traducteur participe à toutes les réunions du comité organisateur et collabore avec l'équipe de mille et une façons. Il est appelé à traduire des parties d'allocutions prononcées par le ministre ou le sous-ministre, le message transmis par l'astronaute canadien lors du buffet organisé en son honneur la veille du départ, etc.

Il va sans dire que le traducteur doit connaître son sujet sur le bout des doigts et, surtout, être disponible. Le temps consacré à la préparation du dossier avant le départ est d'une importance capitale. Rien ne doit être laissé au hasard. On ne sait jamais à quel moment un astronaute ou un journaliste posera la question à laquelle vous n'aviez pas pensé ou vous demandera la traduction d'un terme pour lequel vous n'aviez pas trouvé d'équivalent. Les heures de travail sont longues et les conditions de travail sont bien différentes de celles que nous connaissons habituellement. Nous travaillons dans des salles de presse où le va-et-vient est continu et où les discussions et les éclats de voix sont la norme. Ce n'est pas l'endroit rêvé pour qui la concentration passe par le silence. Il ne faut pas oublier non plus qu'il n'y a pas de jour de congé pendant la durée de la mission. Le travail commence dès l'arrivée au Kennedy Space Center et il se termine à l'atterrissage de la navette à la Base des

forces aériennes Edwards, en Californie. On comprendra maintenant pourquoi l'annonce d'une prolongation de mission d'une seule journée n'est pas forcément saluée par une salve nourrie d'applaudissements par les membres de l'équipe.

Du Kennedy Space Center, où nous sommes restés jusqu'au jour du lancement, nous nous sommes envoyés pour le Marshall Space Flight Center qui se trouve à Huntsville, en Alabama. C'est au coeur de cet immense complexe administratif et scientifique que la plupart des expériences de la mission IML-1 ont été mises au point et testées dans la maquette du *Spacelab*. C'est également au Marshall Center que le docteur Roberta Bondar et M. Ken Money, l'astronaute de relève, se sont entraînés pour la mission. Il convient de souligner le rôle important que joue l'astronaute de relève au cours d'une mission. Non seulement ce dernier subit-il le même entraînement que l'astronaute qui fera partie de l'équipage, mais il connaît aussi dans le moindre détail chacune des expériences qui se dérouleront à bord du *Spacelab*. Ainsi, une fois la mission amorcée, c'est l'astronaute de relève qui assure en permanence les communications vocales (pendant le quart de travail approprié) avec l'astronaute en orbite. Du Centre de presse où nous étions installés, nous avons pu suivre, sur écran et à la minute près, le déroulement de chacune des expériences à l'intérieur du *Spacelab*. Nous nous présentions au Centre à huit heures et mettions la dernière main au communiqué de la

journée. Vers 10 heures, les journalistes commençaient à arriver et s'installaient pour rédiger leur article. Une heure plus tard, le communiqué était distribué sur place et envoyé par télécopieur à la Presse canadienne, dans les deux langues officielles. Les astronautes travaillaient par quart de douze heures et nous avions la chance que M^{me} Bondar soit en poste pendant le quart de jour. C'est pour quoi nous avons pu suivre en direct le déroulement des expériences qu'elle et ses coéquipiers ont menées à bord de la navette.

Pendant mon séjour au Marshall Space Flight Center, même si les temps libres étaient rares, j'ai pu me libérer à quelques reprises pour visiter en détail certaines installations, dont celle de la maquette modifiée et grandeur réelle de la station spatiale *Freedom* et, bien sûr, celles de la navette et du *Spacelab*. Je me rends compte de la chance extraordinaire que j'ai eu de pouvoir toucher du doigt des appareils et des instruments qui autrement seraient restés des mots sur le papier, sans autre forme que celle que mon imagination aurait pu leur donner. Non loin du Marshall Space Flight Center, j'ai visité un imposant musée dédié essentiellement à l'aventure de l'humanité dans l'espace et dans lequel se trouvent entre autres les principales fusées qui ont marqué l'évolution du programme spatial américain. On retrouve aussi dans ce musée une maquette du télescope Hubble, toutes sortes d'appareils qui permettent au commun des mortels de se familiariser, de loin j'en conviens, avec des

commandes utilisées par les astronautes dans l'espace et des singes bien vivants, ceux-là mêmes qui, les premiers, ont fait l'expérience de l'impesanteur et des voyages spatiaux.

Ce séjour dans cet univers encore jeune de la spatologie m'a permis de comprendre les raisons fondamentales du besoin que nous avons tous de découvrir ce qui se cache derrière les choses, de chercher à approfondir nos connaissances et d'aller un peu plus loin sur le chemin qui nous permettra d'améliorer nos conditions de vie sur terre. La mission IML-1 aura des retombées importantes dans de multiples domaines de l'activité humaine. De la croissance des protéines et des cristaux aux expériences relatives à la séparation des phases, en passant par la mesure de la dépense énergétique ou de la compliance veineuse et l'étude des douleurs dorsales chez les astronautes, les scientifiques sauront, après l'analyse des données recueillies pendant la mission, trouver des applications dans le monde de l'industrie ou apporter des solutions à des problèmes médicaux qui jusqu'à maintenant échappaient à leur compréhension.

Je tiens à exprimer mon amitié sincère et ma reconnaissance à tous les membres de l'équipe du Programme des astronautes canadiens qui m'ont accueilli avec chaleur et qui, pendant toute la durée de la mission, m'ont toujours considéré comme membre à part entière du service des communications de l'Agence spatiale canadienne.

The Term "Quasquicentennial"

by Mary Sitarski

Are you looking for an English noun that means "a 125th anniversary" or "a celebration of a 125th anniversary"? Although an undertaking of this magnitude would normally constitute the linguistic equivalent of looking for the proverbial needle in a haystack and necessitate a very good reverse dictionary of English, a stack of Latin dictionaries, or a stroke of serendipity at the very least, it was serendipity that made this discovery possible when a terminologist was asked this question several months ago. The word is **quasquicentennial** (pronounced kwahskwee--), which may have been suggested first by Robert I. Chapman of Funk & Wagnall's in August 1961 to Mr. Frank W. Hatten of Delavan, Illinois, who was trying to find a single word to describe Delavan's upcoming 125th anniversary celebrations in 1962. Despite coining **quasquicentennial** as the lesser of many aberrations proposed at the time, even Mr. Chapman has called this expression a monstrosity and was apparently dismayed when it became widely used in the

United States as a result of the energetic and determined efforts of 80-year-old Mr. Hatten to have it accepted as a dictionary entry.

Quasquicentennial, which may also be used adjectivally, is patterned after **sesquicentennial**, which designates "a 150th anniversary". The combining form *sesqui-* means "plus a half" and is shortened from *semis* meaning "and a half". By similarly shortening *quadrans* which means "a fourth" by retaining the first syllable and final "s" of *quadrans*, Mr. Chapman arrived at **quasquicentennial**.

Quasquicentennial was duly entered in the 1964 edition of Funk & Wagnall's *Standard Dictionary of the English Language, International Edition*. It may also be found (if one only knew where to look) in the 1987 edition of *The Random House Dictionary of the English Language* as well as in the addendum to the 1981 edition of *Webster's Third New International*

Dictionary, Unabridged. As previously mentioned, it was serendipity alone that enabled the terminologist to utter "Eureka!" while researching a totally unrelated matter several days after receiving (and abandoning the quest for) this vexatious, although obviously recurring and timely, request. Now, if this terminologist could only figure out how to find an English noun for Montréal's "350th anniversary or its commemoration"! In the meantime, we take this opportunity to wish our Canadian readers a **Happy Quasquicentennial**.

Note

Some editing errors were made in the publication of this article in the last issue of *Terminology Update*, i.e. Vol. 25, 3, 1992. The correct version of the text is reprinted here with our apologies to the author and to our English readers.

The Editor

Troisième Congrès du Centre régional nord-américain de la FIT

par Julien Marquis

Le troisième Congrès du Centre régional nord-américain (CRNA) de la Fédération internationale des traducteurs (FIT) s'est déroulé en mai dernier à Montréal. J'y ai participé à titre de président du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC), accompagné d'Aurella Losier-Vienneau, trésorière du CTIC, et d'André Séguinot, président de l'Association des traducteurs et inter-

prètes de l'Ontario (ATIO).

Après les discours de la soirée d'ouverture, nous avons eu droit dès le lendemain matin à une première séance plénière qui portait notamment sur l'affirmation de la profession avec trois conférenciers, séance présidée par Florence Herbulot, vice-présidente de la FIT. Le premier de trois volets, présenté par Mary Plaice, pré-

sidente sortante du CTIC, était consacré à l'affirmation de la profession au Canada, à la suite de la reconnaissance du statut juridique en Ontario, au Nouveau-Brunswick et enfin au Québec. Les deux autres exposés ont porté, l'un sur la reconnaissance juridique du traducteur au Mexique dans le cadre de l'accord du libre-échange nord-américain et présenté par Leticia Leduc Segura, et

l'autre sur la formation comme élément essentiel de l'affirmation de la profession, par Peter W. Krawutschke de l'État du Michigan.

Deux autres exposés ont suivi, l'un portant sur la formation du traducteur et l'autre sur le commerce de la traduction. L'organisation des ateliers suivait un même modèle avec, dans la mesure du possible, trois conférenciers provenant respectivement des trois pays membres du Centre régional : le Mexique, les États-Unis et le Canada.

Ainsi donc, trois invités ont abordé le domaine de la formation. David Ashworth de l'Université d'Hawaï nous a parlé des défis que pose la formation des traducteurs en langues orientales. Brian Harris, de l'École des traducteurs et interprètes de l'Université d'Ottawa, nous a entretenus à bâtons rompus des programmes d'échanges et de la coopération avec des écoles d'autres pays. Pour résumer, la conférencière mexicaine Nair Maria Ferreira Anaya nous a décrit la formation des traducteurs dans le «village planétaire».

Jocelyne Doyle-Rodrigue d'Excelcom Translex d'Ottawa a été la première conférencière à aborder le thème de la traduction en tant qu'activité commerciale. Il a été question de l'impact de la conjoncture économique et des nouvelles technologies sur la gestion des cabinets de traduction et sur la pratique de la profession. Willy de Winter, du Mexique, nous a parlé de l'internationalisation de la traduction et de la pratique de la profession. Quant à Karl Kummer, ancien président de l'American Translators Association (ATA), il a traité de l'utilisation rationnelle des ressources humaines en traduction.

Dans l'après-midi de cette première journée, nous avons eu droit à des exposés sur les langues autochtones. Les conférencières canadienne et mexicaine ont confirmé que dans ces pays, les langues sont en voie de disparition. Susan Sammons de l'Arctic College nous a donné un aperçu de la situation au Canada et des chances de survie des langues

autochtones. Georganne Weller Ford nous a parlé des 55 langues indigènes du Mexique et de la pénurie de traducteurs et d'interprètes qualifiés dans ces langues.

Un autre atelier, celui-là sur la terminologie, était présenté au même moment. Mónica Remes La Brely nous a parlé des efforts déployés dans ce domaine au Mexique et des perspectives de développement. Maridale Jackson des États-Unis a expliqué comment elle en est arrivée à la conclusion que la recherche terminologique en anglais et en français est un produit plus interchangeable que dans d'autres combinaisons de langues. Jean Quirion a décrit le poste de travail informatisé du terminologue au Secrétariat d'État du Canada et les étapes du travail en terminologie.

Cette première journée s'est terminée par un exposé sur les nouvelles technologies. Betty Howell des Traductions Betty Howell a parlé de l'importance pour le traducteur de se servir des outils électroniques et informatisés mis à sa disposition. Moïse Lévy du Secrétariat d'État nous a exposé clairement tout ce qui se faisait en matière de traduction assistée par ordinateur (TAO) question de se préparer aux défis du troisième millénaire. Des feux d'artifice sur le Saint-Laurent en soirée ont rappelé aux participants les 350 ans de Montréal.

La journée suivante, tout a recommencé par une séance plénière animée par des représentantes de l'UNESCO et présidée par Monique Legros, élue première lauréate du Prix du Centre régional nord-américain de la FIT à Mexico en 1986.

Roseann Runte, nouvelle présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, nous a entretenus, à grands renforts d'images poétiques et évocatrices et de citations d'écrivains et de philosophes, de l'interaction entre les langues et la traduction. Elle nous a rappelé que nous étions en quelque sorte des agents culturels et que notre contribution à l'Histoire n'est pas à négliger. Quant à Carol

J. Patrie, de l'Université Gallaudet, elle nous a expliqué d'une façon on ne peut plus «expressive» en quoi consiste le langage des signes et la culture des muets. À tel point que l'assistance l'a applaudie avec le geste approprié du langage des signes qu'elle venait de nous enseigner.

Après cette séance plénière, nous sommes passés à l'interprétation judiciaire. Sylvia Mendès-Roux, du Nouveau-Brunswick, nous a expliqué en quoi consistent les difficultés pour les interprètes judiciaires, les difficultés linguistiques, mais aussi protocolaires. Virginia Benmaman, des États-Unis, a parlé des conséquences terminologiques lorsque deux systèmes de droit sont en cause (common law et droit civil). Donald Gilmore a fait un exposé sur le droit des personnes à avoir un procès dans leur langue et nous a parlé des compétences des interprètes judiciaires, ainsi que des critères de qualification professionnels de ces derniers.

Pendant ce temps, Leslie Willson, président en exercice de l'ATA, parlait du travail de bénédictin qui échoit aux traducteurs littéraires et de tous les obstacles qui leur empoisonnent l'existence et qui ont pour résultats : la pauvreté du texte traduit, la gêne pour le lecteur et le tort fait à la réputation de l'auteur. Martí Soler Vinyes nous a dit que le traducteur littéraire, selon la loi mexicaine, est assimilé à un auteur et que les éditeurs doivent en tenir compte dans les contrats, ce qui n'est pas toujours le cas. Patricia Claxton, traductrice littéraire, lauréate du prix de la traduction littéraire du Gouverneur Général du Canada en 1987, nous a rappelé quels effets avaient les politiques en matière de langue et de culture sur la traduction littéraire au Canada et elle a précisé quelle était l'action du Conseil des Arts du Canada dans ce domaine. Elle a déploré le manque d'intérêt de la classe politique pour les questions culturelles, ce qui nuit aux arts en général et à la traduction en particulier.

L'après-midi a été consacré à une séance sur l'interprétation de conférence. Pierre Meurice a commenté les effets du libre-échange, sous l'angle canadien, et Martha Chenillo de Flisser nous a donné le point de vue mexicain sur la question. Au même moment une autre séance portait sur la traduction technico-scientifique avec Alain Raymond, du Canada qui nous a parlé de la difficulté de trouver et de former de bons traducteurs techniques; il a invité tous les intervenants de la profession à la concertation et au partenariat pour tenter de résoudre le problème. Sergio Alarcón, du Mexique, a évoqué l'obligation d'utiliser une langue unique dans les domaines scientifique et technique et l'utilité d'une banque de terminologie commune aux trois pays du CRNA.

La séance de clôture a été animée par Roda P. Roberts de l'Université d'Ottawa, responsable du programme. Nous avons entendu María

José Velasco Ulazia, vice-présidente de la FIT et présidente de l'Asociación Profesional Española de Traductores e Intérpretes (APETI), qui nous a parlé de la Communauté européenne des traducteurs. Pour terminer, Jean-François Joly, président de la FIT en exercice, nous a entretenus de la Communauté internationale des traducteurs, ce qui a donné une dimension véritablement internationale à cette rencontre de Montréal.

Nada Kerpan a prononcé le discours de clôture en tant que présidente du congrès et elle a invité également le président du Prix de la Fondation Le Quellec à remettre le prix, qui cette année a été attribué à une jeune étudiante de l'Université d'Ottawa. La lauréate du Prix CRNA n'est autre cette année que Roda P. Roberts, traductrice agréée de l'ATIO.

Il nous faut également adresser toutes nos félicitations et nos remer-

ciements à l'équipe organisatrice du congrès sous la houlette de Nada Kerpan et au président du CRNA, Michel Limbos.

Soulignons l'excellent travail accompli par le personnel du Secrétariat d'État à ce colloque, soit Denise Campillo, Joan Dyer, Bruce Knowlden, Louise Leduc, Peggy Lancaster, Line Thiбаudeau et Michèle Valiquette, aux Comités des Communications et des Actes.

Note

Adaptation de l'article de Julien Marquis, intitulé «3^e Congrès nord-américain de la FIT. Feux d'artifice et traduction à Montréal», publié dans *Informatio*, Bulletin trimestriel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario, Volume 21, N^o 1, juillet 1992, pp. 1, 3 et 5.

XV^e Congrès international des linguistes

par Michèle Valiquette

Du 9 au 14 août 1992 a eu lieu à Québec le **XV^e Congrès international des linguistes / XVth International Congress of Linguists**, sous le thème *Les langues menacées / Endangered Languages*. Ce congrès, qui a accueilli plus de 800 participants provenant de 73 pays, s'est déroulé dans les murs de la plus vieille université française d'Amérique du Nord, l'Université Laval de Québec, fondée en 1663.

Un congrès d'une telle envergure nécessite une organisation hors pair, ce qui a été le cas. Sous l'égide d'un comité international permanent, le comité exécutif, présidé par M. Pierre Auger, professeur au Département de langues et linguistique de l'Université Laval, et le comité d'orga-

nisation avec ses sous-comités (Programme, Publication, Accueil, Salon des éditeurs) en ont été la cheville ouvrière. Signalons également le travail sans relâche de M. André Crochetière, coordonnateur, de ses assistantes et d'une armée d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval pour faire du congrès un franc succès.

Le congrès, qui s'est déroulé en français et en anglais, a pu se tenir grâce à la généreuse contribution des organismes suivants :

- Bureau fédéral de développement régional du Québec;
- Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec;

- Secrétariat d'État du Canada;
- Ministère du Tourisme Québec du Québec;
- Conseil de recherche en sciences humaines du Canada;
- Université Laval de Québec.

Les journées ont été fort bien remplies. Toutes les séances plénières ont eu lieu le matin, les après-midi étant consacrés à des ateliers (jusqu'à dix-sept selon le nombre de sections prévues au programme), où des communications suivies d'une période de questions étaient présentées toutes les demi-heures. Il y a également eu des présentations par affiche et des tables rondes de deux heures se sont déroulées en soirée.

À l'occasion du congrès, le Conseil de la langue française du Québec a procédé au lancement de l'ouvrage de M. Jacques Maurais intitulé *Les langues autochtones au Québec*. Au chapitre des activités sociales ont également eu lieu des réceptions d'ouverture et de clôture.

Séances plénières

Pendant les séances plénières, des communications ont été présentées sur les thèmes suivants : langues menacées et approches théoriques en linguistique contemporaine.

De nos jours, les linguistes ont une responsabilité sociale face aux langues menacées, qu'ils doivent étudier avec toute l'éthique professionnelle nécessaire, et il convient d'établir une législation pour protéger ces dernières, notamment dans le cas des langues autochtones.

Une grande proportion des quelque 6 000 langues de la planète sont en voie de disparition et elles sont souvent irremplaçables. En effet, très peu des langues menacées sont suffisamment documentées pour que l'on puisse assurer leur survivance et leur revitalisation, et il est bien souvent difficile d'obtenir des statistiques précises à leur sujet. De plus, leur sort importe la plupart du temps fort peu à la majorité des locuteurs des langues dominantes.

Pourtant, la diversité linguistique enrichit la vie intellectuelle, que ce soit sur le plan scientifique ou humaniste, d'où l'importance du mot, comme l'a si bien dit Ferdinand de Saussure, père de la linguistique :

«...le mot, malgré la difficulté qu'on a à le définir, est une unité qui s'impose à l'esprit, quelque chose de central dans le mécanisme de la langue...»

Le mot s'insère dans une phrase construite grammaticalement. Différentes écoles s'affrontent quant aux aspects théoriques de la grammaire universelle de type chomskien. Il est dès lors nécessaire d'identifier

les éléments positifs des diverses approches en vue d'effectuer les combinaisons adéquates.

En ce qui a trait à la sémantique, plusieurs disciplines s'y intéressent, soit la linguistique, la philosophie, la logique, la science cognitive, l'intelligence artificielle, l'automatisation théorique, l'informatique, la sémiotique et la critique littéraire. Chacune d'entre elles aborde la sémantique d'un point de vue différent. Ainsi, les linguistes s'intéressent soit aux traits distinctifs, soit à l'arbre de domaine, les logiciens sont préoccupés par les systèmes formels, les psychologues, par la discrimination conceptuelle, et les chercheurs en intelligence artificielle ne jurent que par les bases de données et la manipulation des symboles.

En ce qui a trait à la linguistique, il s'agit d'une science, dont l'objet est les langages humains. Sa principale caractéristique est de refléter la réalité sociale de la communication, par l'emploi de diverses formes linguistiques, grâce auxquelles les êtres humains interprètent l'univers en fonction de leurs besoins.

La communication de M. Claude Hagège, linguiste réputé du Collège de France, a été très remarquée non seulement par son contenu mais parce qu'elle a été prononcée en anglais à Québec, capitale française d'Amérique, ce qui a provoqué des remous parmi les représentants de la francophonie présents au congrès.

Ateliers

Voici quels ont été les thèmes des dix-sept ateliers où ont été présentées les communications spécialisées des nombreux conférenciers venus des quatre coins du monde.

L'atelier **Le mot** a abordé les problèmes de morphologie, de lexicologie, de lexicographie et de terminologie. L'atelier **La phrase** a porté sur la syntaxe de la phrase. Pour sa part, l'atelier **Le sens** a traité de sémantique, de signification lexicale et de signification grammaticale. L'ate-

lier suivant a porté sur **Le texte parlé et écrit**.

Dans l'atelier **Langage et société**, les communications ont abordé la sociolinguistique, la variation linguistique, la langue et la culture. L'atelier **La langue et l'individu** a traité de psycholinguistique, de neurolinguistique et d'acquisition du langage.

Ont également eu lieu des ateliers portant sur **La langue et le temps**, sur **L'aménagement linguistique**, sur **L'apprentissage des langues**, sur **La survie des langues menacées**, sur **Les Approches théoriques en linguistique contemporaine**, sur **Langage et informatique**, sur **Pidgins et créoles** et sur **Histoire de la linguistique**.

L'atelier **Méthodologie** a porté sur l'observation des données, la constitution et le traitement de corpus et l'expérimentation. Dans l'atelier **Autres**, il a été question de la langue des femmes et du langage par signes.

Table ronde sur la terminologie

La *Table ronde terminologique CIL92 Terminologie, discours et textes spécialisés* a eu lieu en soirée.

Dans la communication intitulée «Les apports de la sémiostylistique à l'analyse de la description scientifique», le texte scientifique a été envisagé non pas comme une accumulation de termes techniques mais comme une entité globale et comme un système dynamique que son auteur doit gérer.

La communication intitulée «Contribution de l'expérience française à une méthodologie de l'aménagement linguistique» a mis en relief un contexte institutionnel et sociologique et a permis de dégager des lignes de force pour une méthodologie active.

La communication intitulée «Implications méthodologiques de la socio-terminologie» a mis en lumière le fait que l'élaboration et la diffusion des savoirs et des savoir-faire se font

au coeur du réel contradictoire. Le travail scientifique et les réalisations techniques n'ont jamais été indépendantes de leur communication dans le discours. Si elle veut remplir ses fonctions socio-historique, langagière, cognitive, la terminologie doit donc être remise sur ses pieds. Cette socio-terminologie nécessite de reconsidérer les sources, les lieux d'émergence des notions et des termes, d'une part, et les moyens, les contraintes de leur circulation, d'autre part.

Dans la communication intitulée "Relations between Phraseology and Terminology in Specialized Languages", il a été question des caractéristiques communes et distinctives de la langue commune et des langues de spécialité. Parmi les caractéristiques communes, on note la lexicalisation, la reproductibilité, la syntactique et la stabilité sémantique. Les langues de spécialité se distinguent toutefois de la langue commune par les points suivants : les phrases ont rarement des connotations stylistiques ou expressives; elles sont rarement des idiomes.

Dans la communication intitulée "Specialized Texts and Terminology as Objects of Linguistics and Pragmatic Analysis", on montre la place qu'occupe la terminologie et la langue de spécialité dans l'histoire de la linguistique. Il est également question du rôle que la linguistique joue ou peut jouer dans l'analyse des termes et des textes spécialisés. Il existe une complémentarité des approches terminologique, sémiotique, textuelle et pragmatique, d'une part, et la possibilité d'une coexistence fructueuse entre l'école d'une terminologie autonome et la conception selon laquelle la terminologie pourrait être complètement incorporée dans la linguistique, d'autre part.

Dans la communication intitulée «Analyse contrastive du texte scientifique vulgarisé», la mise en contraste de plusieurs versions (anglais, français, espagnol) d'un texte de vulgarisation scientifique, ou de plusieurs textes traitant du même sujet, a permis de mettre en évidence des parti-

cularités linguistiques et conceptuelles de chaque langue de spécialité. Au delà du texte, on perçoit une compréhension liée à la langue, et une image de la science ayant des caractères nationaux marqués.

La communication intitulée «Tirer une terminologie des textes : réflexions théoriques et méthodologiques» a fait ressortir que les mots connaissent une évolution sémantique, notamment dans les sciences inexactes et que cette évolution est liée à la culture des locuteurs d'une langue.

La communication intitulée «Moyens d'insertion de la terminologie dans le discours médical anglais et français» a permis de dégager des types de discours à partir de l'analyse de microcontextes médicaux, portant sur la pathologie. Deux catégories de textes didactiques ont servi à cette étude : des textes de type «classique» et des ouvrages de référence renouvelés périodiquement. Les notions clés sont exprimées au moyen de discours différents, soit le discours «cadre» qui vise à situer la notion à l'étude dans un cadre plus général et le discours «modulé» qui présente des points de vue différents et se situe à des niveaux d'abstraction différents ou fait appel à des figures.

Dans la communication intitulée "Identifying the Phraseology of LSPs", on présente la communication effective en langue de spécialité comme étant fondée sur un discours qui comprend non seulement les termes désignant des notions propres au domaine à l'étude mais également la phraséologie qui entoure ces termes ou expressions. On s'interroge sur les modalités de reconnaissance et d'extraction de ces expressions phraséologiques dans le cours du dépouillement de textes.

Dans la communication intitulée «La terminologie selon une approche textuelle : une représentation plus adéquate du lexique dans les langues de spécialité (LSPs), on a présenté une réflexion sur l'apport de l'analyse textuelle assistée par ordinateur comme fondement des pratiques ter-

minologiques et terminographiques. Cette réflexion a fait ressortir la déficience des méthodes terminographiques traditionnelles pour une représentation adéquate du lexique de LSP.

Dans la communication intitulée «L'Acte de langage, source et fin de la terminologie», on fait ressortir que jusqu'à maintenant la pratique terminologique, majoritaire mais heureusement non universelle au sein de l'ISO, a privilégié les fonctions cognitive et classificatoire au détriment des fonctions langagières qui sont pourtant la base de la communication et de l'expression et qui sont omniprésentes dans le transfert des connaissances. Toutefois, dans la perspective de l'aménagement linguistique, la terminologie devient une composante des langues de spécialité, lesquelles sont constituées de beaucoup d'autres éléments linguistiques, que l'on peut appeler «phraséologismes», ce qui ouvre de nouvelles avenues aux terminologues et aux linguistes.

Recommandation générale de l'UNESCO

À la fin du congrès, l'UNESCO a émis la recommandation générale suivante :

Comme la disparition de toute langue constitue une perte irréparable pour l'Humanité, il est de la responsabilité de l'UNESCO de réagir rapidement à cette situation en faisant la promotion et, si possible, en patronnant les programmes des organisations à vocation linguistique pour la description - sous forme de grammaires, dictionnaires et textes incluant les enregistrements des littératures orales - des langues non décrites ou insuffisamment documentées, des langues menacées ou en voie d'extinction.

Cette recommandation est assortie d'un programme de travail pour les linguistes :

1. Chaque langue individuelle et la diversité des langages humains sont d'une valeur inestimable pour l'humanité en général et pour la linguistique en particulier.

2. Nous reconnaissons que la grande majorité des langages humains sont gravement menacés ou même en train de mourir.

3. Par conséquent, les linguistes doivent reconnaître l'obligation urgente de faire face à cette situation de la façon suivante :

- a) Établir le statut des langues de façon à déployer les rares ressources de façon rationnelle;
- b) Documenter les langues mourantes qui n'ont pas fait l'objet d'une étude appropriée compte tenu de l'imminence de leur extinction, de leur position génétique et de leur isolement typologique;
- c) Travailler au renforcement et à la revitalisation des langues menacées, non seulement par le truchement de la recherche linguistique mais aussi par le contact direct avec les locuteurs de ces langues, pour former du personnel sur place et maintenir des programmes

éducatifs et culturels qui pourront promouvoir la survivance des langues menacées;

- d) Sensibiliser davantage les linguistes à l'imminence et à l'énormité de la perte des langues menacées, encourager les départements de linguistique à donner une formation dans le domaine, à décerner des diplômes, à créer des emplois et à donner des promotions pour un travail en linguistique qui soit approprié à la situation;
- e) Encourager les linguistes à sensibiliser le public en général à cette situation et conscientiser également les groupes linguistiques à la grande valeur de leurs langues et à l'aide que les linguistes peuvent apporter pour les préserver.
- f) Dans la mesure du possible, les linguistes doivent travailler en collaboration avec les gouvernements pour défen-

dre les législations et les mesures afférentes en vue de la promotion et de la survivance des langues menacées.

Note

Les Actes de ce congrès seront publiés en plusieurs volumes en 1993 par les Presses de l'Université Laval de Québec.

Bibliographie

XV^e Congrès international des linguistes / XVth International Congress of Linguists. *Textes des séances plénières / Plenary Sessions Texts*, Québec, Université Laval, août 1992.

XV^e Congrès international des linguistes / XVth International Congress of Linguists. *Recueil des résumés abrégés / Condensed Abstracts Book*, Québec, Université Laval, août 1992.

XV^e Congrès international des linguistes / XVth International Congress of Linguists. *Résumés de la Table ronde terminologique CIL92 Terminologie, discours et textes spécialisés*, Québec, Université Laval, août 1992.

Quatrième Colloque international sur les aspects théoriques et méthodologiques de la traduction automatique (TM1-92)

par Pierre Isabelle

Le Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail (CCRIT) a été l'hôte, du 25 au 27 juin 1992, du *Quatrième Colloque international sur les aspects théoriques et méthodologiques de la traduction automatique* (TMI-92), organisé en collaboration avec le Secrétariat d'État du Canada et avec l'appui financier des organismes suivants : Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA),

International Association for Machine Translation (LAMT) et l'Association for Machine Translation of America (AMTA).

Ce colloque, qui avait pour thème l'opposition entre les méthodes rationalistes et les méthodes empiriques de traduction automatique, a réuni quelque 150 participants venus du monde entier (Canada,

États-Unis, Europe, Japon, Taïwan, etc.) à l'Hôtel Radisson-Gouverneurs de Montréal.

Durant trois jours, les participants ont eu le privilège d'assister à un feu roulant de présentations, dont 23 communications sélectionnées par le comité de programme du colloque et deux remarquables conférences sollicitées prononcées par Robert

Mercer d'IBM Thomas J. Watson Research Center et par Yorick Wilks de New Mexico State University.

Au cours de la première journée, une dizaine de thèmes ont été abordés par une trentaine de conférenciers et de conférencières. Voici les titres des exposés présentés :

- *Translation Equivalence and Lexicalization in the ACQUILEX LKB;*
- *Translation in the Machine Translation of Prepositional Phrases;*
- *Example-Based Machine Translation Using Connectionist Matching;*
- *A Pattern-Learning Based, Hybrid Model for the Syntactic Analysis of Structural Relationships among Japanese Clauses;*
- *Natural Language Analysis Using a Network Model - Modification Deciding Network;*
- *Rationalist MT: Another Cargo Cult or Just Plain Snake Oil;*
- *Using Cognates to Align Sentences in Bilingual Corpora;*
- *Analysis, Statistical Transfer, and Synthesis in Machine Translation;*
- *Using Bilingual Materials to Develop Word Sense Disambiguation Methods;*
- *Where the Tagger Falts.*

Le lendemain, une vingtaine de conférenciers ont traité d'une dizaine de thèmes :

- *Are the Grammars so far Developed Appropriate to Recognize the Real Structure of a Sentence?;*
- *An Example-Based Method for Transfer-Driven Machine Translation;*
- *Interactive Multilingual Text Generation for a Monolingual User;*
- *Non-Hybrid Example-Based Machine Translation Architectures;*
- *Tree Cover Search Algorithm for Example-Based Translation;*

- *In Defense of Rationalist Approaches to MT Research;*
- *Stone Soup and the French Room;*
- *Rationalism and the Treatment of Referential Dependencies;*
- *Towards a Quality improvement in Machine Translation: Modeling Discourse Structure and including Discourse Development in the Determination of Translation Equivalents;*
- *Contextual Constraints for MT;*
- *The KANT Perspective: A Critique of Pure Transfer (and Pure Interlingua, Pure Statistics...).*

La deuxième journée fut clôturée par un banquet au cours duquel Kenneth W. Church prononça une allocution amusante intitulée "How to cook a demo" et assaisonnée d'un montage audiovisuel très savoureux.

Au cours de la dernière demi-journée, six conférenciers abordèrent les quatre thèmes suivants :

- *Translation Relations and the Combination of Analytical and Statistical Methods in Machine Translation;*
- *Why Corpus-Based Statistics-Oriented Machine Translation;*
- *Combining Rationalist and Empiricist Approaches to Machine Translation.*

L'événement final fut une mémorable «dispute» (un débat de style médiéval) mettant en vedette six des plus grandes personnalités du domaine : Margaret King de l'Université de Genève était animatrice, Geoffrey Sampson de Sussex University et Kenneth W. Church de AT&T Bell Laboratories représentaient le camp rationaliste tandis que Graeme Hirst de University of Toronto et Ronald Kaplan de XEROX PARC faisaient partie du camp empiriste. Martin Kay de XEROX PARC a clôturé le débat. TMI-92 aura donc permis à la communauté scientifique

visée de se livrer à un échange de vues aussi coloré que bénéfique.

Globalement, il n'est pas exagéré de dire que TMI-92 a connu un succès retentissant. L'événement se déroulait à guichets fermés, battant tous les records de participation aux colloques TMI. Les participants s'entendaient pour dire qu'il s'agissait du meilleur TMI à ce jour.

Plusieurs facteurs expliquent ce succès. D'abord, le choix d'un thème particulièrement controversé a permis aux organisateurs d'attirer l'attention de toute la communauté scientifique concernée, ce qui a facilité la mise en place d'un programme de haute qualité.

De plus, les éloges des participants concernaient non seulement le contenu mais également l'organisation qui s'est avérée impeccable. Bravo à Hélène Hains (logistique), Anita LaRose-Demers du Secrétariat d'État (planification), Denise Dufresne (secrétariat et inscription), Marie-Annick Morin-Forest (publications), Nathalie Duchesne (assistante, logistique), Michel Hall (administration) et Elliott Macklovitch (adjoint au directeur). Soulignons également le travail, durant le colloque, des membres de l'équipe de traduction assistée par ordinateur du CCRIT (accueil et transport) ainsi que celui de Raymond Nadeau (transport) et Éric Renaud (audiovisuel).

Cet exploit contribuera certainement de façon significative à apporter aux efforts canadiens en traduction assistée une reconnaissance nationale et internationale bien méritée.

Note

Pierre Isabelle est responsable de la TAO au CCRIT et il dirigeait le comité organisateur du Colloque TMI-92.

Congrès et colloques nationaux et internationaux (juin à décembre 1993) / National and International Congresses and Symposiums (June to December 1993)

Date Date	Lieu Location	Organisation Organization	Activité Event
--. --. - --.06 1993	Montréal	RINT Réseau international de néologie et de terminologie	Réunion bisannuelle du Comité d'orientation et Séminaire sur la phraséologie
08.08.-12.08 1993	Pays-Bas	AILA Association internationale de linguistique appliquée	10 ^e Congrès mondial
06.08-13.08 1993	Brighton	FIT Fédération internationale des traducteurs	13 ^e Congrès mondial
06.10. - 10.10. 1993	Philadelphia	ATA American Translators Association	Annual Conference
Automne 1993	Alexandrie	Biennale de la langue française	XV ^e Biennale de la langue française
Automne 1993	Montréal	Réseau Lexicologie, terminologie, traduction de l'UREF (Université des réseaux d'expression française)	Journées scientifiques : La traduction automatique - Recherches de pointe - Évaluation - Applications immédiates

Le Coin des publications / Publications in Review

Valiquette, Michèle, Sous la direction de / Edited by / Preparadas por. *La traduction en Amérique du Nord - Une communauté d'intérêts. Actes du troisième congrès du Centre régional nord-américain de la FIT / Translating in North America - A Community of Interests. Proceedings of the Third Congress of the FIT Regional Center for North America / La Traducción en América del Norte - Una Comunidad de Intereses. Actas del tercer congreso del Centro Regional de los Países del Norte de América de la FIT*, Montréal, Groupe MP Photo Reproductions Ltée, 1992, XVII-304 pages.

Preface

The Third Congress of the Regional Center for North America (RCNA) of the International Federation of Translators (FIT), held in Montréal from May 27-29, 1992, faced the difficult task of equalling in quality the first two successful RCNA-FIT congresses: the first in Mexico City in 1986, the second in Washington, D.C., in 1989 while at the same time establishing its own identity. To accomplish this, the Program Committee decided to build the program around a specific theme.

After much cogitation, the theme "Translating in North America: A Commu-

nity of Interests" was finally selected. It comprises three key terms: "translating," "North America" and "a community of interests" all of which are interrelated. Translating, as a generic term covering human translation, machine translation, interpretation, terminology and other language-related fields, represents in itself a community of interests.

Translators in Canada, the United States and Mexico, the three countries which make up the Regional Center, share many common interests and problems. While some are the result of the overall internationalization of the translation market and the rapid evolution of translation tools,

others are due to particular North American characteristics and developments.

Primary among the latter is the interest in North-South trade, which will certainly increase if the current free trade talks between Canada, the US and Mexico come to fruition in the form of an official agreement.

Such an agreement will undoubtedly lead to a greater demand for translation in these three countries and also no doubt to greater collaboration among translators. On the eve of such major developments, it seemed timely for us to gather to exchange ideas on points of common interest and reflect on the exciting possibilities that await us.

So we have invited eminent speakers translators, terminologists, interpreters, machine translation experts and academics from the three countries constituting the Regional Center to talk about specific topics in their area of expertise while bringing out the fact that translating in North America represents a community of interests. We hope that this theme will bring home the fact that it is only by working together towards common goals that we can make translation the truly important profession it should be.

Roda P. Roberts

Préface

Les organisateurs du troisième congrès du Centre régional nord-américain (CRNA) de la Fédération internationale des traducteurs (FIT), qui s'est tenu à Montréal du 27 au 29 mai 1992, devaient relever le difficile défi de présenter un programme d'une aussi grande qualité que celui des deux premiers congrès, fort réussis, qui ont lieu à Mexico en 1986 et à Washington, D.C., en 1989, tout en lui donnant un caractère distinctif. C'est pourquoi le Comité du programme a choisi de placer le congrès sous un thème particulier.

Après mûre réflexion, le choix s'est arrêté sur le thème «La traduction en Amérique du Nord - une communauté d'intérêts». S'en dégagent trois notions-clés : «traduction», «Amérique du Nord» et «communauté d'intérêts», notions qui sont interdépendantes. La traduction est un champ d'activité qui englobe la traduction

humaine, la traduction automatique, l'interprétation, la terminologie et d'autres domaines reliés à la langue; elle représente donc en soi une communauté d'intérêts.

Les traducteurs du Canada, des États-Unis et du Mexique les trois pays qui forment le Centre régional ont de nombreux intérêts et problèmes en commun, dont certains tiennent à l'internationalisation du marché de la traduction et à la rapide évolution des outils de traduction, alors que d'autres sont dus à des particularités et à une situation proprement nord-américaines.

Dans ce contexte, il faut notamment mentionner l'intérêt pour le commerce Nord-Sud, qui ne pourra que s'intensifier si les pourparlers sur le libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique aboutissent à la signature d'un accord. Un tel accord ne manquera pas d'accroître la demande en traduction dans ces trois pays et la collaboration entre les traducteurs. À la veille de changements aussi importants, il est opportun de nous réunir pour échanger nos idées sur des sujets d'intérêt commun et réfléchir sur les perspectives stimulantes qui s'ouvrent à nous.

C'est pourquoi le Comité a invité des personnalités - traducteurs, terminologues, interprètes, experts en traduction automatique et universitaires - des trois pays du Centre régional à entretenir les congressistes de sujets propres à leur champ de compétence tout en mettant l'accent sur la communauté d'intérêts que représente la traduction en Amérique du Nord. Nous souhaitons que ce thème fasse ressortir la nécessité de travailler ensemble à des buts communs pour donner à notre profession toute la place qui lui revient.

Roda P. Roberts

Prefacio

El tercer congreso del Centro Regional de los Países del Norte de América (CRPNA) de la Federación Internacional de Traductores (FIT), celebrado en Montreal del 27 al 29 de mayo de 1992, debía, por una parte, alcanzar el nivel elevado de los congresos anteriores que tuvieron lugar el primero en México, D.F. en 1986 y el segundo en Washington, D.C. en 1989 y, por otra, forjarse una personalidad propia. A ese fin, el Comité del pro-

grama decidió elaborar el programa del congreso en torno a un tema preciso.

Tras prolongada reflexión, se escogió el tema "La traducción en América del Norte - una comunidad de intereses", que encierra tres elementos clave estrechamente relacionados: "traducción", "América del Norte" y "comunidad de intereses". Ya de por sí, la traducción que, además de la traducción tradicional, abarca la traducción automática, la interpretación, la terminología y otras esferas lingüísticas afines representa una comunidad de intereses. Los traductores de Canadá, Estados Unidos y México, países que integran el Centro regional, comparten intereses y dificultades comunes.

Si bien algunos de éstos son el resultado de la internacionalización global del mercado de la traducción y la rápida evolución de los instrumentos de la misma, otros tienen su origen en características y circunstancias continentales.

A ese respecto, cabe mencionar, ante todo, el interés del comercio Norte-Sur que, sin lugar a dudas, aumentará si se convierte en realidad el acuerdo de libre comercio, objeto actualmente de negociaciones entre Canadá, Estados Unidos y México. Se prevé que ese acuerdo dará lugar a una mayor demanda en materia de traducción en los tres países y, por ende, a una mayor colaboración entre los traductores. En vísperas de tan importantes acontecimientos, parecía apropiado reunirse con objeto de intercambiar opiniones sobre cuestiones de interés común y examinar las interesantes posibilidades que encierra el futuro.

Así, hemos invitado a distinguidos oradores traductores, terminólogos, intérpretes, expertos en traducción automática y universitarios de los tres países que constituyen el Centro regional, a fin de que tratan temas concretos relacionados con su esfera de conocimientos, destacando al mismo tiempo el hecho de que la traducción en América del Norte representa una comunidad de intereses. Esperamos que este tema nos hará ver claramente que sólo si aunamos nuestros esfuerzos, con miras a objetivos comunes, permitiremos a la traducción alcanzar la importancia que le corresponde como profesión.

Roda P. Roberts

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) **les membres du Bureau de la traduction** sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull:
Téléphone : (819) 994-0715 ou 997-1275
Télécopie : (819) 994-3670

b) **les abonnés** qui ont un compte avec le Groupe Communications Canada - Édition doivent s'adresser au Groupe même (téléphone : (819) 956-4802) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Direction de la terminologie et des services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Téléphone : (514) 283-0283
Télécopie : (514) 283-1983

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, l'interprétation, les difficultés de langue, les industries de la langue en français comme en anglais, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leurs numéros de téléphone et de télécopie dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) **All members of the Translation Bureau** should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull:
Telephone: (819) 994-0715 or 997-1275
Fax: (819) 994-3670

b) **Subscribers** having an account with the Canada Communication Group - Publishing should contact the Group directly ((819) 956-4802).

2. **MANUSCRIPTS** and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Directorate
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Telephone: (514) 283-0283
Fax: (514) 283-1983

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in French or in English, as long as the articles are well documented and of interest to our readers who are translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone and fax numbers with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Les collaborateurs pour ce numéro/ This issue's contributors

Monique Dufournaud, Secrétariat d'État, Hull;

Gilles Gervais, Secrétariat d'État, Montréal;

Line Gingras, Secrétariat d'État, Hull;

Jacques Goetschalkx, Commission des communautés européennes, Luxembourg;

Helen Hutcheson, Department of the Secretary of State, Hull;

Pierre Isabelle, Centre canadien de recherche en informatisation du travail, Laval;

Gregg Joe, Department of the Secretary of State, Hull;

Christine Leonhardt, Department of the Secretary of State, Hull;

Julien Marquis, Conseil des traducteurs et interprètes du Canada, Toronto;

Hubert Paesmans, Commission des communautés européennes, Luxembourg;

Françoise Parc, Chancellerie fédérale de Suisse, Berne;

Daniel Prado, Union latine, Paris;

Roda P. Roberts, University of Ottawa, Ottawa;

Mary Sitarski, Department of the Secretary of State, Hull;

Clau Solèr, Chancellerie fédérale de Suisse, Berne;

Michèle Valiquette, Secrétariat d'État, Montréal;

María José Velasco Ulazia, Fédération internationale des traducteurs, Madrid.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité terminologique* n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

The opinions expressed in *Terminology Update* are not necessarily those of the Translation Bureau.

© Minister of Supply and Services Canada 1992

ISSN 0001-7779

Abonnement :

1 an (4 numéros) - Canada : 14,95 \$
Étranger : 19,45 \$US
Numéro : Canada 3,25 \$ - Étranger 4,25 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) - Canada: \$ 14.95
Other countries: US\$ 19.45
Per issue: Canada \$ 3.25 - Other countries: US\$ 4.25

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Groupe Communications Canada - Édition, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canada Communication Group - Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Ontario K1A 0S9



CAI
SS 210
- A17

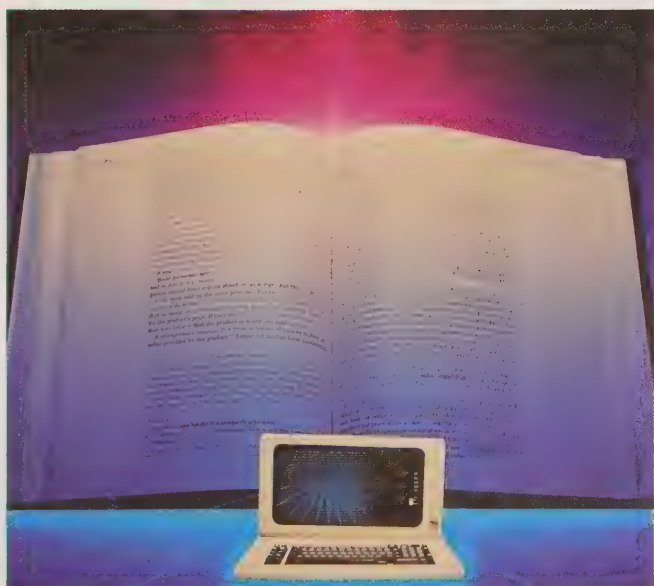
ACTUALITÉ

TERMINOLOGIQUE

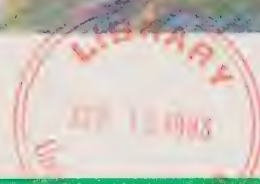
UPDATE

TERMINOLOGY

BULLETIN DU BUREAU DE LA TRADUCTION / BULLETIN OF THE TRANSLATION BUREAU VOL. 25, 1992



INDEX



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Index des termes, expressions et sujets traités dans le volume 25 (1992)* / Index of terms, expressions and subjects found in volume 25 (1992)**

* Les entrées de langue anglaise ou de toute autre langue que le français sont en italique, ainsi que les exemples qui les illustrent. Les domaines sont indiqués, dans ce cas, en romain. Toutes les expressions dont les termes peuvent offrir un intérêt particulier ont été présentées alphabétiquement sous chacun de ces termes. Le premier nombre indique le volume, le deuxième, le numéro, et le(s) dernier(s), la page, et ainsi de suite après chaque point-virgule.

** Words given in English or any language other than French appear in italics, and so do their examples. Subject fields, in the case, are indicated in ordinary script. All expressions containing terms that may be of particular interest have been given in alphabetical order below each term. The first number indicates the volume, the second, the issue, and the last refer(s) to the page, and so on after each semicolon.

30 septembre. 25:3:23 (*traduction*)
1841 Union Act. 25:2:3 (*law*)
1864 Quebec City conference. 25:2:3 (*politics*)
1981 and 1986 Censuses. 25:2:17 (*statistics*)
1991 Aboriginal Languages Conference. 25:2:18 (*language*)
3^e congrès du CRNA. 25:1:24 (*traduction*) 125^e anniversaire. 25:2:2 (*politique*)
3^{er} congreso del Centro Regional de los Países del Norte de América de la FIT. 25:1:24 (*traducción*)
3rd Congress of the FIT Regional Center for North America. 25:1:24 (*translation*)
125th anniversary. 25:2:2,22; 4:19 (*politics*)
150th anniversary. 25:3:22; 4:19 (*language*)
350^e anniversaire de la fondation de Montréal. 25:1:24 (*histoire*)
350th anniversary. 25:4:19 (*language*)

500^e anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. 25:4:5 (*histoire*)
X^e Conférence interaméricaine des ministres de l'Agriculture. 25:4:9 (*agriculture*)
XIV^e Biennale de la langue française. 25:1:23 (*langue*)
XV^e Congrès de l'Association internationale des linguistes. 25:1:3,25 (*linguistique*)
XV^e Congrès international des linguistes. 25:2:2,22; 4:2,21 (*linguistique*)
XVth International Congress of Linguists. 25:1:3,25; 2:2:22 (*language*)

A

abonné itinérant. 25:2:26 (*télécommunications*)
abonnement annuel. 25:1:17 (*terminologie*)
aboriginal. 25:3:2,14,15 (*sociology*)
aboriginal language. 25:2:2,17,18 (*language*)
Aboriginal language literacy training. 25:2:18 (*education*)
Aboriginal language retention. 25:2:18 (*language*)
aboriginal languages of Canada (the). 25:2:17 (*language*)
Aboriginal People (of Canada). 25:2:18; 3:14,15 (*sociology*)
aborigine. 25:3:14 (*sociology*)
Acadien. 25:1:23 (*langue*)
accès aux banques de données terminologiques. 25:4:15 (*terminotique*)
accès aux bases de terminologie (L'). 25:1:23,24 (*terminologie*)
accord de libre-échange (nord-américain). 25:2:5,10; 4:19 (*économie*)
accreditation examination. 25:2:17 (*education*)
ACCT. 25:1:23,25; 3:25 (*francophonie*)
ACET. 25:1:3,13; 3:23 (*traduction*)

ACGL. 25:3:23 (*gestion*)
ACGL. 25:3:24 (*management*)
achat de travaux terminologiques. 25:1:17 (*terminologie*)
Acheter en français, est-ce avantageux?. 25:3:25 (*langue*)
acquisition et l'échange de terminologie (L'). 25:1:17 (*terminologie*)
ACT. 25:1:13; 3:23 (*traduction*)
Actas del tercer congreso del Centro Regional de los Países del Norte de América de la FIT. 25:4:26 (*publications*)
Actes du troisième congrès du Centre régional nord-américain de la FIT. 25:4:26 (*publication*)
acteur + actions. 25:2:19 (*linguistique*)
acteur + propriétés. 25:2:19 (*linguistique*)
actions + acteur. 25:2:19 (*linguistique*)
actualisation du SICAL (L'). 25:1:12 (*traduction*)
Actualité terminologique (L'). 25:1:2,3; 3:25; 4:2,IV (*terminologie*)
Actualité terminologique entame sa vingt-cinquième année (L'). 25:1:3 (*terminologie*)
Adaptation to End-User. 25:3:3 (*translation*)
adhérent. 25:2:14 (*profession*)
Aeronautical Terminology Standardization Committee. 25:2:8 (*aeronautics*)
aérospatiale. 25:1:17 (*aéronautique*)
affermage. 25:2:5 (*travail*)
affichage des postes. 25:2:27 (*emploi*)
affichage en parallèle. 25:3:13 (*informatique*)
affiliation. 25:2:16 (*profession*)
affirmation de la profession dans le contexte du libre-échange. 25:1:24 (*profession*)
AFN. 25:2:18 (*native*)
AFNOR. 25:3:17,18 (*normalisation*)
Afro-American. 25:3:15 (*sociology*)
Agence de coopération culturelle et technique. 25:1:23,25; 3:25 (*francophonie*)
Agence spatiale canadienne. 25:3:4; 4:16,17,18 (*aérospatiale*)
agréé. 25:2:14 (*profession*)

- AILVC. 25:3:23 (*interprétation*)
- AIPLF. 25:1:23 (*langue*)
- Air Canada. 25:2:7,8 (*aviation*)
- Algonquin (*language*) family. 25:2:17 (*language*)
- algorithme de tri. 25:3:12 (*terminotique*)
- All-Union Research Institute for Comprehensive Information on Standardization for Quality. 25:4:10 (*terminology*)
- Alpine Club of Canada. 25:2:8 (*sports*)
- ambiguïté. 25:1:11 (*traduction*)
- amélioration des pratiques de gestion. 25:3:4 (*gestion*)
- aménagement linguistique. 25:2:18; 4:22,23 (*linguistique*)
- American Translators Association. 25:2:16; 4:20 (*traduction*)
- American Translators Association. 25:2:17 (*translation*)
- Amérique latine est multilingue (L'). 25:4:14 (*multilinguisme*)
- anacoluthie. 25:1:11 (*traduction*)
- analyse contrastive du texte scientifique vulgarisé. 25:4:23 (*linguistique*)
- analyse de discours. 25:2:22 (*linguistique*)
- analyse de la description scientifique. 25:4:22 (*sciences*)
- analyse de microcontextes médicaux. 25:4:23 (*médecine*)
- analyse des termes et des textes spécialisés. 25:4:23 (*linguistique*)
- analyse phraséologique. 25:2:19 (*langue*)
- analyse syntaxique. 25:1:5 (*langue*)
- analyse textuelle assistée par ordinateur. 25:4:23 (*terminotique*)
- analyseur. 25:1:4 (*industries de la langue*)
- analyseur, lemmatiseur et générateur de textes. 25:1:26 (*industries de la langue*)
- ancestral language. 25:2:18 (*language*)
- anglicisme. 25:1:5,11,II,22; 3:I (*langue*)
- animisme abusif. 25:1:11 (*traduction*)
- Annual Congress of the Association of Translators and Interpreters of Ontario. 25:1:2 (*translation*)
- Antenne. 25:2:14 (*publication*)
- APETI. 25:4:21 (*traduction*)
- appel en attente. 25:2:26 (*télécommunications*)
- appellation officielle. 25:2:5 (*appellation*)
- apprenti programmeur de fractales. 25:3:8 (*informatique*)
- apprentissage des langues (secondes). 25:2:22; 3:25; 4:22 (*éducation*)
- apprentissage d'une langue de spécialité. 25:1:5 (*éducation*)
- Approches théoriques en linguistique contemporaine. 25:1:25; 2:22; 4:22 (*linguistique*)
- approche terminologique, sémiotique textuelle et pragmatique. 25:4:23 (*linguistique*)
- APRONUC. 25:3:11 (*militaire*)
- arbre de domaine. 25:4:22 (*linguistique*)
- arbre fractal. 25:2:19 (*phraséologie*)
- archaïsme. 25:1:11 (*traduction*)
- Arctic College. 25:4:20 (*éducation*)
- armée. 25:1:I (*militaire*)
- art assisté par ordinateur. 25:3:8 (*art*)
- art fractal. 25:2:19; 3:8 (*phraséologie*)
- artificial intelligence. 25:2:7 (*terminology*)
- ASC. 25:3:5 (*terminologie*)
- aspect combinatoire du vocabulaire LS. 25:3:5 (*phraséologie*)
- Assemblée Commune. 25:4:3 (*politique*)
- Assemblée générale annuelle de la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec. 25:3:25 (*traduction*)
- Assemblée internationale des parlementaires de langue française. 25:1:23 (*langue*)
- Assemblée législative. 25:2:11,12 (*gouvernement*)
- Assemblée nationale du Québec. 25:2:2,15,16,21 (*gouvernement*)
- Assembly of First Nations. 25:2:18 (*native*)
- Association canadienne des écoles de traduction. 25:1:3,13; 2:13; 3:23 (*traduction*)
- Association canadienne de traductologie. 25:1:13; 3:23 (*traduction*)
- Association des conseils en gestion linguistique. 25:3:23 (*gestion*)
- Association des conseils en gestion linguistique. 25:3:24 (*management*)
- Association des interprètes en langage visuel du Canada. 25:3:23 (*interprétation*)
- Association des juristes d'expression française de l'Ontario. 25:2:8 (*droit*)
- Association des municipalités bilingues du Manitoba. 25:2:12 (*gouvernement*)
- Association des traducteurs et interprètes de l'Alberta. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
- Association des traducteurs et interprètes de la Nouvelle-Écosse. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
- Association des traducteurs et interprètes de la Saskatchewan. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
- Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario. 25:1:13,23,27; 2:14; 3:23; 4:19 (*traduction*)
- Association des traducteurs et interprètes du Manitoba. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
- Association des usagers de la langue française. 25:3:25 (*langue*)
- association de traducteurs, d'interprètes et de terminologues professionnels. 25:3:23 (*traduction*)
- Association française de normalisation. 25:3:17 (*normalisation*)
- association membre du CTIC. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
- Association of Translators and Interpreters of Alberta. 25:2:14; 3:23 (*translation*)
- Association of Translators and Interpreters of Manitoba. 25:2:14; 3:23 (*translation*)
- Association of Translators and Interpreters of Nova Scotia. 25:2:14; 3:23 (*translation*)
- Association of Translators and Interpreters of Ontario. 25:1:6; 2:14; 3:23 (*translation*)
- Association of Translators and Interpreters of Saskatchewan. 25:2:14; 3:23 (*translation*)
- Association of Visual Language Interpreters of Canada. 25:3:24 (*interpretation*)
- Association Profesional Española de Traductores e Intérpretes. 25:4:21 (*traducción*)
- association professionnelle de terminologues. 25:1:24 (*terminologie*)
- association professionnelle de traducteurs. 25:1:24; 2:13 (*traduction*)
- association professionnelle d'interprètes. 25:1:24 (*interprétation*)
- association professionnelle provinciale et territoriale. 25:3:23 (*traduction*)
- associations professionnelles au Canada (les). 25:2:13 (*langue*)

astronaute de relève. 25:4:18
(*aérospatiale*)
astronaute en orbite. 25:4:18
(*aérospatiale*)
astronautique. 25:3:5 (*aérospatiale*)
ASULF. 25:3:25 (*langue*)
ATA. 25:2:16; 4:20 (*traduction*)
ATA. 25:2:17 (*translation*)
atelier. 25:3:3,4 (*formation*)
Atelier du CAFI sur l'accès aux bases
de terminologie. 25:1:23
(*terminologie*)
atelier thématique. 25:3:3
(*formation*)
Athapaskan language family. 25:2:17
(*language*)
ATIA. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
ATIA. 25:2:14; 3:23 (*translation*)
ATIM. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
ATIM. 25:3:23 (*translation*)
ATINE. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
ATINS. 25:2:14; 3:23 (*translation*)
ATIO. 25:1:2,13,23,24,27; 2:14;
3:23; 4:19,21 (*traduction*)
ATIO. 25:1:2,6,8; 2:14; 3:23
(*translation*)
ATIS. 25:2:14; 3:23 (*traduction*)
ATIS. 25:2:14; 3:23 (*translation*)
Atlas et toponymie du Canada.
25:1:18 (*toponymie*)
atlas toponymique. 25:1:18 (*toponymie*)
AT&T Bell Laboratories. 25:4:25
(*trade*)
atterrissage de la navette. 25:4:17
(*aérospatiale*)
attracteur (fractal). 25:2:19; 3:8
(*phraséologie*)
attraction terrestre. 25:4:17
(*aérospatiale*)
attribution des fréquences. 25:2:26
(*télécommunications*)
audience language development.
25:2:18 (*language*)
Au fil des événements. 25:1:2,3,22;
3:2,25 (*langue*)
Australian Aborigine. 25:3:14
(*sociology*)
autoaffinité (fractale). 25:2:19
(*phraséologie*)
autochtone. 25:2:13 (*langue*)
automated machine translation.
25:1:8 (*language industries*)
automatisation des postes de travail
des traducteurs. 25:4:15
(*informatique*)
automatisation des tâches
terminologiques. 25:3:13
(*terminotique*)

automatisation du dépouillement
terminologique. 25:1:4 (*terminologie*)
autonomie, la recherche et le
multilinguisme (L'). 25:4:15 (*langue*)
Autorité exécutive provisoire et Force
de sécurité des Nations Unies [(pour
l'administration de la
Nouvelle-Guinée occidentale (Irian
occidental)]. 25:3:12 (*militaire*)
Autorité exécutive temporaire et
Force de sécurité des Nations Unies
(Nouvelle-Guinée occidentale/Irian
occidental. 25:3:12 (*militaire*)
Autorité provisoire des Nations Unies
(Cambodge). 25:3:11 (*militaire*)
Autorité provisoire des Nations Unies
au Cambodge. 25:3:11 (*militaire*)
auto-similarité. 25:3:8 (*phraséologie*)
available. 25:1:I,II (*language*)
aventure de l'humanité dans l'espace.
25:4:18 (*aérospatiale*)
aventure spatiale canadienne.
25:4:4,16 (*aérospatiale*)
aviation civile. 25:4:7,15 (*aviation
civile*)
avis sur la féminisation des titres.
25:2:27 (*féminisation*)
avis sur la promotion et le
développement du français et des
industries de la langue. 25:3:25
(*marketing*)
AVLIC. 25:3:24 (*interpretation*)
aymara. 25:4:14 (*langue*)

B

back problem. 25:1:9 (*health*)
B.A. in translation. 25:1:8
(*education*)
balayer d'un revers de main. 25:2:20
(*langue*)
banque de connaissance. 25:1:5
(*informatique*)
banque de données. 25:4:7,15
(*informatique*)
banque de données linguistiques.
25:3:12 (*terminotique*)
banque de données linguistiques du
Canada. 25:1:27; 2:5 (*terminologie*)
banque de données rédactionnelles.
25:1:5 (*rédaction*)
banque de données terminologiques.
25:1:4,17; 3:6 (*terminologie*)
banque de données terminologiques
en Amérique latine (Les). 25:4:15
(*terminotique*)
banque de terminologie.
25:1:4,5,17,27; 2:5; 4:21
(*terminologie*)
Banque de terminologie de
l'Université de Montréal.
25:1:26,27 (*terminologie*)
Banque de terminologie du Québec.
25:1:8; 2:7 (*terminology*)
banque de terminologie
EURODICAUTOM. 25:4:3
(*terminologie*)
banque de terminologie
latino-américaine. 25:4:15
(*traductive*)
banque de terminologie sectorielle.
25:1:5 (*terminologie*)
banque terminologique
latino-américaine. 25:4:15
(*terminotique*)
barbarisme. 25:1:11 (*traduction*)
barème de correction d'examen.
25:1:10 (*éducation*)
base de données. 25:2:20; 4:15,22
(*informatique*)
base de données documentaires
relative à l'agriculture. 25:4:3
(*documentation*)
base de données en industries de la
langue au Canada. 25:3:25
(*industries de la langue*)
base de données terminologiques.
25:1:24 (*terminologie*)
Base des forces aériennes Edwards.
25:4:17-18 (*aérospatiale*)
base lexicographique relationnelle
WORDNET. 25:3:6 (*informatique*)
B & B commission. 25:2:4 (*politics*)
B & B Report. 25:2:4 (*politics*)
Bell Canada. 25:2:7
(*telecommunications*)
BICT. 25:4:15 (*information*)
Bilateral Multilingual Terminology.
25:4:10 (*multilingualism*)
bilingual (English and French) and
multilingual (German and
Spanish) records. 25:2:7
(*terminology*)
bilingual character of Canada.
25:2:7 (*language*)
Bilingual common law vocabularies.
25:3:27 (*publication*)
Bilingual Dictionary of International
Telecommunications. Volume 4:
Telecommunication Services.
25:2:26,27 (*telecommunications*)
bilingualism. 25:2:3 (*language*)
bilinguisme. 25:1:23; 2:10 (*langue*)
bilinguisme individuel. 25:4:13
(*bilinguisme*)

bilinguisme institutionnel. 25:4:13
(*bilinguisme*)
bilinguisme judiciaire et législatif.
25:2:11 (*langue*)
biotechnologies. 25:1:5 (*médecine*)
black. 25:3:15 (*sociology*)
bloc de l'Est. 25:4:8 (*politique*)
bloc phraséologique. 25:3:7
(*phraséologie*)
bordereau de saisie simple. 25:3:12
(*terminotique*)
broadband network. 25:2:27
(*telecommunications*)
broadcasting. 25:2:27
(*telecommunications*)
BTQ. 25:1:4,15,17 (*terminologie*)
BTQ. 25:2:7 (*terminology*)
BTUM. 25:1:27 (*terminologie*)
Budget des dépenses. 25:1:10 (*finances*)
bulletins de terminologie. 25:1:19;
3:26 (*publication*)
Bundessprachenamt. 25:4:10
(*terminology*)
Bureau de la traduction.
25:1:3,9,10,13,17;
2:2,4,5,6,9,10,11,15,24; 3:3,4,12
(*traduction*)
Bureau des traductions. 25:1:18
(*traduction*)
Bureau fédéral de développement
régional du Québec. 25:4:21
(*économie*)
bureautique intelligente. 25:1:6
(*informatique*)

C

cabine. 25:2:25 (*techniques*)
cabinet de traduction. 25:1:15,16;
2:9:10; 4:20 (*traduction*)
cabinet privé (de traduction).
25:1:17; 2:13 (*traduction*)
cablecasting. 25:2:27
(*telecommunications*)
câblodistribution. 25:2:26
(*télécommunications*)
CAFI. 25:1:2,23 (*langue*)
Cahier des termes nouveaux. 25:2:20
(*néologie*)
Cajun. 25:1:23 (*langue*)
call waiting. 25:2:27
(*telecommunications*)
calque. 25:2:20; 3:1 (*langue*)
Canada Northwest Territories
Co-operation Agreement for French
and Aboriginal Languages.
25:2:18 (*langue*)

Canada's First Nations. 25:3:15
(*ethnology*)
Canada's first people. 25:3:14
(*sociology*)
Canada's official languages policy.
25:2:2 (*politics*)
Canada's 125th anniversary. 25:2:3
(*politics*)
Canada-U.S. Free Trade agreement.
25:4:10 (*free trade*)
Canada-Yukon Funding Agreement for
the Development and Enhancement
of Aboriginal Languages. 25:2:18
(*language*)
Canadian Advisory Committee of ISO
Technical Committee. 25:2:8
(*standardization*)
Canadian Air Transportation
Administration. 25:2:8
(*transportation*)
Canadian Association of Schools of
Translation. 25:1:3; 3:24
(*translation*)
Canadian Association of Translation
Science. 25:3:24 (*translation*)
Canadian Charter of Rights and
Freedoms. 25:2:4 (*law*)
Canadian Commission for Unesco.
25:3:24 (*translation*)
Canadian confederation. 25:2:2,3
(*politics*)
Canadian Constitution Act, 1982.
25:3:14 (*law*)
Canadian Council on Social
Development. 25:2:8 (*sociology*)
Canadian federalism. 25:2:3 (*politics*)
Canadian good and service. 25:4:11
(*economy*)
canadianisme. 25:1:11 (*traduction*)
Canadian legislature. 25:2:3
(*law*)
Canadian Native Law Reporter.
25:3:15 (*law*)
Canadian Observatory on Language
Industries. 25:1:3 (*langue*)
Canadian Peacekeeper'(The).
25:3:10 (*military*)
Canadian Permanent Committee on
Geographical Names. 25:2:8
(*geography*)
Canadian Press (The). 25:3:15
(*langue*)
Canadian standard on information
technologies. 25:2:8
(*standardization*)
Canadian Style (The). 25:3:14
(*publication*)
Canadian Translators and
Interpreters Council. 25:1:3; 2:2;
3:2,24 (*translation*)

Canadian Union of Professional and
Technical Employees. 25:3:24
(*translation*)
Canadiens-français. 25:2:13
(*sociologie*)
canton. 25:4:12 (*politique*)
canton bilingue allemand-français.
25:4:12 (*politique*)
canton des Grisons. 25:4:12
(*politique*)
Canton et commune. 25:4:12
(*politique*)
canton francophone. 25:4:12 (*politique*)
canton germanophone. 25:4:12
(*politique*)
canton italoophone. 25:4:12 (*politique*)
canton plurilingue. 25:4:12 (*politique*)
canton trilingue. 25:4:12 (*politique*)
capitalization. 25:3:14,15 (*langue*)
Capitalization of Terms such as
"Aboriginal" and "Native":
Time for Change (The)? 25:3:14
(*langue*)
capitalization of words. 25:3:14
(*langue*)
capital letter. 25:3:14 (*langue*)
caractère néologique. 25:2:19 (*néologie*)
caractère normalisateur. 25:4:7
(*normalisation*)
carrier. 25:2:27 (*telecommunications*)
carte (du Canada). 25:1:18 (*toponymie*)
carte de l'Europe. 25:4:8 (*politique*)
carte linguistique. 25:4:2 (*langue*)
cartographe. 25:1:18 (*géographie*)
CAST. 25:1:3; 3:24 (*translation*)
catchall name. 25:3:14 (*langue*)
CATS. 25:3:24 (*translation*)
CCE. 25:1:4; 4:2,4,5 (*politique*)
CCITT. 25:2:26 (*télécommunications*)
CCITT. 25:2:27 (*telecommunications*)
CCN. 25:3:10 (*politique*)
CCRIT. 25:4:24 (*industries de la*
langue)
CD-ROM. 25:1:4; 4:15
(*informatique*)
CD-ROM. 25:2:7 (*informatics*)
CEC. 25:4:2 (*politics*)
CECA. 25:4:3 (*économie*)
CEC Jeunesse. 25:1:22 (*publication*)
CEE. 25:4:3,5,6,7,16 (*économie*)
CEI. 25:4:3 (*politique*)
celebration of a 125th anniversary.
25:3:22 (*langue*)
cellule. 25:4:9 (*aviation*)
centralisation des services de
traduction. 25:2:4 (*gestion*)
Centre canadien de recherche sur
l'informatisation du travail.
25:4:24 (*industries de la langue*)

- Centre d'ATO. 25:1:4 (*industries de la langue*)
- centre de formation et de perfectionnement professionnel. 25:2:5 (*éducation*)
- Centre de presse du Kennedy Space Center. 25:4:16,17 (*communications*)
- Centre des technologies textiles de Saint-Hyacinthe. 25:3:19 (*textiles*)
- Centre de traduction et de terminologie juridiques (de l'Université de Moncton). 25:2:8,11 (*droit*)
- Centre international d'information en terminologie. 25:1:22 (*terminologie*)
- Centre régional nord-américain (CRNA) de la FIT. 25:1:24; 2:16; 4:2,27 (*traduction*)
- Centro Regional de los Paises del Norte de América. 25:4:27 (*traducción*)
- certificat de francisation. 25:3:25 (*langue*)
- certification examination. 25:2:17 (*education*)
- certified interpreter. 25:2:17,22 (*labour*)
- certified member. 25:2:16 (*labour*)
- certified terminologist. 25:2:17,22 (*labour*)
- certified translator. 25:2:17,22 (*labour*)
- C'est-à-dire. 25:2:III (*langue*)
- CFAO. 25:2:19; 3:7 (*mécanique*)
- CFES. 25:4:15 (*éducation*)
- chaîne de travail terminologique. 25:3:12,13 (*terminologie*)
- chaîne du travail terminographique. 25:1:4 (*terminologie*)
- Challenger. 25:4:17 (*aérospatiale*)
- Chambre des communes. 25:2:5 (*gouvernement*)
- champ de compétence. 25:4:27 (*profession*)
- champs. 25:3:12,13 (*informatique*)
- Chancellerie allemande. 25:4:9 (*politique*)
- Chaque place a sa place. 25:3:25 (*langue*)
- charabia. 25:1:11 (*traduction*)
- charbon. 25:4:6 (*énergie*)
- charge et poids des véhicules. 25:2:25 (*techniques*)
- chronique portant sur la néologie. 25:3:2 (*néologie*)
- CICS. 25:3:10 (*militaire*)
- CIMA. 25:4:9 (*agriculture*)
- Circuit. 25:2:14 (*publication*)
- CISC. 25:3:10 (*militaire*)
- Civil Service Act of 1888. 25:2:3 (*law*)
- CL289. 25:4:9 (*défense*)
- CLC. 25:1:9 (*translation*)
- clientele. 25:4:11 (*marketing*)
- clientèle extérieure. 25:3:3,4 (*marketing*)
- client service. 25:1:2 (*translation*)
- CN. 25:2:7 (*railroad*)
- code de déontologie. 25:2:16 (*travail*)
- code de discipline. 25:2:16 (*travail*)
- code des professions. 25:1:13 (*droit*)
- code of ethics. 25:2:17 (*labour*)
- CODOFIL. 25:1:23 (*langue*)
- Coin des publications (Le). 25:1:2,3,25; 2:2,24; 3:2,26; 4:2,26 (*publications*)
- COLI. 25:1:3 (*language*)
- collaboration internationale. 25:4:16 (*collaboration*)
- collaboration professionnelle. 25:4:9 (*travail*)
- Collection Lexiques ministériels. 25:3:26 (*publication*)
- collections of terminology. 25:4:10 (*terminology*)
- Collège universitaire de Saint-Boniface. 25:2:13 (*éducation*)
- collocateur. 25:2:19; 3:6 (*phraséologie*)
- collocation. 25:1:21; 3:6,7 (*phraséologie*)
- collocation LS. 25:3:6 (*phraséologie*)
- Colloque international Les industries de la langue Perspectives des années 1990. 25:1:3,25 (*industries de la langue*)
- Colloque international Phraséologie et terminologie en traduction et en interprétation. 25:1:21 (*linguistique*)
- colloque international Terminologie et documentation dans la communication spécialisée. 25:3:6 (*communication*)
- Colloque Langue et technologies de l'information au Québec. 25:3:25 (*langue*)
- Colloque sur les anglicismes et leur traitement lexicographique. 25:1:22 (*langue*)
- column on neology. 25:3:2 (*terminology*)
- combinaison de langue. 25:1:17; 4:20 (*langue*)
- combinaison linguistique. 25:2:14; 4:3,6,7,8 (*langue*)
- combinaison (LS). 25:3:5,7 (*phraséologie*)
- combinaison polaire. 25:3:6 (*phraséologie*)
- combinaison répertoriée. 25:3:9 (*phraséologie*)
- combinaison usuelle. 25:3:7 (*phraséologie*)
- combinatoire. 25:3:7 (*phraséologie*)
- combinatoire
acteurs-actions-propriétés. 25:2:19 (*linguistique*)
- comercio Norte-Sur. 25:4:27 (*economia*)
- Comité consultatif de la normalisation et de la qualité du français à l'Université Laval. 25:2:II (*normalisation*)
- Comité consultatif des Repères - T/R (1992). 25:4:IV (*langue*)
- Comité d'action pour le français dans l'informatique. 25:1:2 (*langue*)
- Comité Danzin. 25:4:5 (*multilinguisme*)
- Comité de la normalisation et de la qualité du français. 25:1:I (*normalisation*)
- comité de la reconnaissance professionnelle de la STQ. 25:1:14 (*langue*)
- Comité de terminologie du matériel routier. 25:2:24 (*transport*)
- Comité d'évaluation et de normalisation de la Main. 25:3:20 (*textiles*)
- comité d'orientation du Rint. 25:2:20 (*francophonie*)
- Comité d'uniformisation de la terminologie spatiale (origine et évolution, Le). 25:3:2:4 (*aérospatiale*)
- Comité Économique et Social. 25:4:3 (*politique*)
- Comité Pannenberg. 25:4:5 (*multilinguisme*)
- Comité permanent des langues officielles. 25:1:10 (*langues*)
- Comité spécial des Balkans. 25:3:11 (*militaire*)
- Comité sur l'évaluation et la normalisation de la Main. 25:3:19 (*textiles*)
- Comité technique\37. 25:1:22 (*normalisation*)
- commande. 25:4:18 (*aérospatiale*)
- commerce de la traduction. 25:4:20 (*traduction*)
- commerce Nord-Sud. 25:4:27 (*économie*)
- Commission canadienne de l'Unesco. 25:1:24 (*traduction*)
- Commission canadienne pour l'UNESCO. 25:3:23; 4:20 (*culture*)

- Commission de la Capitale nationale. 25:3:10 (*politique*)
- Commission de la fonction publique du Manitoba. 25:2:24 (*langue*)
- Commission des communautés européennes. 25:1:4; 4:3,4 (*politique*)
- Commission des examens uniformisés du CTIC. 25:2:14 (*langue*)
- Commission européenne. 25:4:5,6 (*politique*)
- Commission internationale de contrôle et de surveillance (VietNam). 25:3:10 (*militaire*)
- Commission internationale de surveillance et de contrôle (Indochine). 25:3:10 (*militaire*)
- Commission ministérielle. 25:3:5 (*terminologie*)
- Commission ministérielle de terminologie de sciences et techniques spatiales de France. 25:3:5 (*terminologie*)
- Commission scolaire de Saint-Boniface. 25:2:13 (*éducation*)
- Commission temporaire des Nations Unies concernant la Corée. 25:3:12 (*militaire*)
- Committee for Coordinating. 25:3:24 (*translation*)
- common law (en français). 25:2:13; 4:20 (*droit*)
- common noun. 25:3:14 (*language*)
- Communauté des États indépendants. 25:4:3 (*politique*)
- Communauté des traducteurs européens (La). 25:4:5 (*multilinguisme*)
- communauté de traducteurs. 25:4:8 (*travail*)
- communauté d'expression étrangère. 25:4:13 (*langue*)
- communauté d'intérêts. 25:4:8,27 (*traduction*)
- Communauté Économique Européenne. 25:4:3,5 (*économie*)
- Communauté Européenne de l'Énergie Atomique. 25:4:3 (*énergie*)
- communauté européenne des traducteurs. 25:4:5,21 (*traduction*)
- Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. 25:4:3 (*économie*)
- Communauté internationale des traducteurs. 25:4:21 (*traduction*)
- commune. 25:4:12 (*politique*)
- communication interlinguistique. 25:2:6,15 (*langue*)
- communication multilingue. 25:4:6 (*multilinguisme*)
- Communications Canada Group. 25:4:10 (*communications*)
- community-based language. 25:2:18 (*language*)
- community language preservation and consultation. 25:2:18 (*language*)
- community of interests. 25:4:26,27 (*translation*)
- commutabilité restreinte. 25:3:6 (*phraséologie*)
- Compact Disk - Read-Only-Memory. 25:2:7 (*informatics*)
- compagnie d'assurances Great West. 25:2:13 (*assurances*)
- Compagnie de la Baie d'Hudson. 25:2:11 (*économie*)
- compétence des membres. 25:1:14 (*travail*)
- compétence linguistique. 25:2:4; 4:11 (*langue*)
- compétence scientifique ou langagière. 25:3:5 (*langue*)
- compilateur de définitions et d'attestations. 25:3:9 (*phraséologie*)
- compilation lexicographique. 25:2:5 (*lexicographie*)
- compliance veineuse. 25:4:18 (*médecine*)
- comportement lexico-syntaxique. 25:3:9 (*phraséologie*)
- composante des langues de spécialité. 25:4:23 (*terminologie*)
- composante multilingue de TERMIUM. 25:4:2 (*multilinguisme*)
- composante phraséologique. 25:2:20; 3:8 (*phraséologie*)
- compromis Laurier-Greenway. 25:2:11 (*histoire*)
- computational linguistic bent. 25:1:7 (*linguistics*)
- computational linguistic theorist. 25:1:6 (*linguistics*)
- computer-aided translation tool. 25:1:8 (*language industries*)
- computer-assisted translation. 25:1:2 (*translation*)
- computer-assisted translation system. 25:2:8 (*language industries*)
- computer-assisted translation tool. 25:1:8 (*language industries*)
- computerization. 25:1:3 (*informatics*)
- computer programmer. 25:1:7 (*informatics*)
- computer screen. 25:1:8 (*informatics*)
- comunidad de intereses. 25:4:27 (*traducción*)
- concept à caractéristiques verbales. 25:3:6 (*terminologie*)
- concepteur et gestionnaire des ressources informationnelles. 25:1:26 (*industries de la langue*)
- conception et fabrication assistées par ordinateur. 25:2:19; 3:7 (*mécanique*)
- concept mathématique. 25:3:8 (*mathématiques*)
- concours général externe. 25:4:6 (*recrutement*)
- Confederation (in 1867). 25:2:3,4 (*politics*)
- confédération canadienne. 25:2:2,13; 4:12 (*politique*)
- Confederation debate. 25:2:3 (*politics*)
- Conférence de Messine. 25:4:3 (*politique*)
- conférence nationale et internationale. 25:2:5 (*langue*)
- confession. 25:4:12,13 (*religion*)
- Congrès annuel de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario. 25:1:2,23 (*traduction*)
- Congrès du Centre régional nord-américain de la FIT. 25:2:21 (*traduction*)
- congrès et colloques nationaux et internationaux. 25:2:2,23; 4:2,26 (*langue*)
- Congrès nord-américain de la Fédération internationale des traducteurs. 25:1:24 (*traduction*)
- conjoncture économique. 25:2:10; 4:20 (*économie*)
- Connaissez-vous les industries de la langue? Perspectives des années 1990-2000. 25:1:25 (*industries de la langue*)
- connection-oriented service. 25:2:27 (*telecommunications*)
- connotation stylistique ou expressive. 25:4:23 (*linguistique*)
- Conseil de la langue française du Québec. 25:1:22; 3:25; 4:22 (*langue*)
- Conseil de l'Assiniboia. 25:2:11 (*politique*)
- Conseil de l'Europe. 25:4:3 (*politique*)
- Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. 25:4:21 (*sciences humaines*)
- Conseil des Arts du Canada. 25:4:20 (*arts*)
- Conseil des traducteurs et interprètes du Canada. 25:1:3,13,23,27; 2:2,14,15,16; 3:2,23; 4:2,19 (*traduction*)
- Conseil du trésor. 25:3:4 (*économie*)
- Conseil norvégien de terminologie technique. 25:1:17 (*terminologie*)
- consignation des termes sur support informatique. 25:3:10 (*terminologie*)

- Consommation et Corporations
Canada. 25:1:16 (*marketing*)
Constitution. 25:2:3 (*politics*)
Constitution Act, 1982. 25:3:14 (*law*)
Constitution Act of 1867. 25:2:3
(*politics*)
constitution fédérale. 25:4:13
(*politique*)
constitution suisse. 25:4:12 (*politique*)
construction douteuse. 25:4:III
(*langue*)
construction elliptique. 25:3:I
(*langue*)
consultation des bases de données.
25:4:16 (*informatique*)
contexte institutionnel et
sociologique. 25:4:22 (*sociologie*)
continuing education program.
25:2:17 (*education*)
contrat. 25:4:20 (*droit*)
contrat d'association. 25:4:4
(*marketing*)
contrat d'échange de terminologie.
25:1:18 (*terminologie*)
contrats et la tarification : comment,
combien et quand (les). 25:1:23
(*économie*)
contresens. 25:1:11 (*traduction*)
contribution de l'expérience française à
une méthodologie de l'aménagement
linguistique. 25:4:22 (*linguistique*)
Contribution d'EUROTRA aux
travaux en matière de traitement du
langage naturel. 25:4:4 (*traduction*)
contrôle automatique. 25:3:9
(*terminologie*)
contrôle de la qualité (de textes
traduits). 25:1:10,12,14; 3:3
(*traduction*)
contrôle de la qualité linguistique
(Le). 25:1:10; 2:13 (*traduction*)
contrôle des textes traduits à contrat.
25:1:10 (*traduction*)
contrôle financier. 25:4:6 (*finances*)
contrôle interne. 25:1:15 (*marketing*)
contrôleur (de la qualité).
25:1:9,10,11,12; 3:3 (*traduction*)
Convention sur les ciels ouverts.
25:4:9 (*aviation*)
cooccurrence. 25:3:6 (*phraséologie*)
cooccurent (lexical). 25:1:5,21;
2:19; 3:7,9 (*phraséologie*)
coopération internationale. 25:4:3
(*diplomatie*)
copie du travail de dépouillement.
25:3:10 (*terminologie*)
copyright. 25:2:9 (*law*)
coquille. 25:3:13 (*langue*)
Corporation. 25:2:16 (*entreprise*)
corporation à titre réservé. 25:2:16
(*profession*)
Corporation des traducteurs et
interprètes du
Nouveau-Brunswick. 25:1:13,27;
2:10,11,14; 3:23 (*traduction*)
Corporation of Translators,
Terminologists and Interpreters
of New Brunswick. 25:2:14;
3:23 (*translation*)
corporation professionnelle.
25:2:16,21 (*profession*)
Corporation professionnelle des
traducteurs et interprètes agréés
du Québec. 25:1:14,27;
2:2,9,10,13,14,15,16,21; 3:23,25
(*traduction*)
Corporation professionnelle des
traducteurs et interprètes agréés
du Québec. 25:2:16,17,22
(*langue*)
correcteur orthographique. 25:1:4,11
(*industries de la langue*)
correction (de l'examen d'agrément).
25:1:11,13 (*traduction*)
correction des épreuves. 25:3:9
(*publication*)
correction grammaticale et
orthographique. 25:2:6 (*langue*)
correct phraseology. 25:4:11
(*langue*)
correspondance d'associations.
25:2:12,13 (*documentation*)
correspondance type. 25:4:7
(*terminologie*)
cotes A, B, C et D. 25:1:10
(*traduction*)
Council for the Development of French
in Louisiana. 25:1:23 (*langue*)
Council of Translators and
Interpreters of Canada. 25:2:7,17;
4:2 (*translation*)
couple de langues. 25:4:3 (*langue*)
couple de transfert. 25:4:5 (*langue*)
courbe fractale. 25:2:19; 3:8
(*phraséologie*)
Cour de Justice. 25:4:3 (*droit*)
coureur des bois. 25:2:11 (*histoire*)
cours d'apprentissage. 25:4:7
(*éducation*)
cours de formation. 25:2:6 (*éducation*)
cours de recyclage en langue
maternelle. 25:4:7 (*éducation*)
Cour suprême du Canada. 25:2:11,12
(*droit*)
CPCGN. 25:2:8 (*geography*)
CPTIAQ. 25:1:27; 2:2,9,10,14,15,16,21;
3:23,25 (*traduction*)
CPTIAQ. 25:2:2,16,17,22
(*translation*)
création d'outils informatisés.
25:1:17 (*informatique*)
création néologique. 25:2:19; 3:22
(*néologie*)
crédit. 25:4:6 (*économie*)
Cree. 25:2:17; 3:15 (*language*)
créer une fractale. 25:2:19
(*phraséologie*)
critère de fréquence. 25:3:7
(*phraséologie*)
critère de qualification
professionnelle. 25:4:20
(*profession*)
critère de sélection. 25:4:6
(*recrutement*)
critère d'évaluation. 25:1:17
(*terminologie*)
critical defect. 25:1:11 (*translation*)
critique littéraire. 25:4:22 (*langue*)
CRNA. 25:4:5,8,19,21,27 (*traduction*)
CRNA. 25:4:10 (*translation*)
crochet. 25:3:7,12 (*punctuation*)
Crown corporation. 25:4:11
(*corporation*)
CRPNA. 25:4:27 (*traducción*)
CSA. 25:2:8 (*standardization*)
CTV37. 25:1:22 (*normalisation*)
CTIC. 25:1:3,13,14,23,27; 2:2,14,15,16;
3:2,23; 4:2,19 (*traduction*)
CTIC. 25:1:3; 2:2,7,17; 3:2,24; 4:2
(*translation*)
CTIC member association of
professional translators, interpreters
and terminologists. 25:3:24
(*translation*)
CTIC provincial and territorial
member association. 25:3:24
(*translation*)
CTINB. 25:1:13,27; 2:11,14; 3:23
(*traduction*)
CTINB. 25:2:14; 3:23 (*translation*)
CTTJ. 25:2:11; 3:25 (*droit*)
Cuba. 25:4:24 (*géographie*)
CUENGO. 25:1:18 (*géographie*)
culture des malentendants. 25:1:24
(*culture*)
culture des muets. 25:4:20 (*culture*)
CUPTE. 25:3:24 (*translation*)
curriculum guide. 25:2:18 (*education*)

D

DARPA. 25:4:24 (*automatic translation*)
dauphin. 25:4:16 (*zoologie*)
débat de style médiéval. 25:4:25
(*langue*)

- décideur. 25:1:26; 4:I,II (*politique*)
 décision communautaire. 25:4:6
 (*administration*)
 décollage. 25:4:17 (*aérospatiale*)
 décret. 25:2:12 (*droit*)
 défectuosité des lignes. 25:4:16
 (*télécommunications*)
defence. 25:2:7 (*terminology*)
 Defense Advanced Research Projects
 Agency. 25:4:24 (*automatic
 translation*)
 Défense nationale. 25:3:10
 (*militaire*)
 défenseur. 25:4:7 (*langue*)
 déficit national. 25:3:4 (*économie*)
 défi langagier. 25:2:6 (*langue*)
 définition. 25:2:19; 27:3:8; 4:I,II,III
 (*lexicographie*)
 définition de la recherche
 phraséologique. 25:3:6
 (*phraséologie*)
 degré de lexicalisation. 25:3:7
 (*phraséologie*)
 degré de spécialisation. 25:4:6 (*travail*)
 Délégation générale à la langue
 française. 25:2:20 (*langue*)
 délivrance des certificats de
 citoyenneté. 25:3:3 (*citoyenneté*)
 demande de traduction. 25:1:14; 4:9
 (*traduction*)
 demande en traduction. 25:2:10; 4:27
 (*traduction*)
 démarche normative. 25:2:26
 (*normalisation*)
 démographie. 25:3:8 (*sciences*)
Dene. 25:3:14 (*language*)
 dénomination des notions. 25:3:9
 (*terminologie*)
 dénomination originale. 25:4:7
 (*terminologie*)
 déontologie. 25:1:13 (*droit*)
 Département de langues et
 linguistique. 25:4:21 (*langue*)
 département de sciences
 informatiques. 25:2:11
 (*informatique*)
 département de traduction. 25:2:11
 (*traduction*)
Departmental Glossary Series.
 25:3:27 (*publication*)
*Department of National Defence of
 Canada*. 25:2:8 (*defence*)
*Department of the Secretary of State
 of Canada*. 25:2:2,7,8,18; 3:2,24;
 4:2,9,10 (*government*)
 dépouillement (terminologique).
 25:3:6,7,10 (*terminologie*)
 dépouillement automatisé. 25:1:5;
 3:6 (*terminologie*)
 dépouillement des dossiers d'étude du
 satellite. 25:3:5 (*aérospatiale*)
 dépouillement de textes. 25:1:5; 4:23
 (*terminologie*)
 dépouillement phraséologique. 25:3:6
 (*phraséologie*)
 dérapage sémantique. 25:4:7 (*langue*)
 dérapage stylistique. 25:4:7 (*langue*)
 dérapage terminologique. 25:4:7
 (*terminologie*)
 description de poste. 25:1:15 (*travail*)
 description étymologique. 25:1:21
 (*linguistique*)
 destinataire. 25:1:10 (*traduction*)
 détection de fautes d'orthographe.
 25:1:5 (*langue*)
 détermination de la fréquence des
 expressions nominales. 25:1:4
 (*langue*)
 détracteur. 25:4:7 (*langue*)
 Deuxième force d'urgence des Nations
 Unies (Sinaï). 25:3:11 (*militaire*)
 Deuxième Force d'urgence des Nations
 Unies au Sinaï. 25:3:11 (*militaire*)
develop. 25:1:7,9 (*language
 industries*)
diacritical mark. 25:1:8 (*translation*)
 dialecte alémanique. 25:4:12
 (*langue*)
dictionary entry. 25:4:19 (*language*)
 dictionnaire. 25:2:6,20,21; 3:6,III;
 4:4,5,17,23,II,III (*lexicographie*)
 dictionnaire actions-acteurs. 25:3:6
 (*terminologie*)
*Dictionnaire bilingue des
 télécommunications internationales*.
 25:2:26 (*télécommunications*)
 dictionnaire de langue. 25:3:III
 (*langue*)
*Dictionnaire des difficultés de la
 langue française au Canada*.
 25:3:I; 4:III (*langue*)
*Dictionnaire des locutions idiomatiques
 françaises*. 25:2:21 (*langue*)
 Dictionnaire des termes absents.
 25:1:17 (*terminologie*)
Dictionnaire du français Plus.
 25:1:22 (*publication*)
 dictionnaire électronique et
 terminologie assistée par ordinateur.
 25:1:25 (*industries de la langue*)
 dictionnaire pan-francophone, de la
 nécessité à l'élaboration (le).
 25:1:23 (*langue*)
 dictionnaire phraséologique. 25:2:18;
 3:16 (*lexicographie*)
 dictionnaires électroniques et bases de
 données lexicales. 25:1:26
 (*industries de la langue*)
 didacticiel. 25:1:5 (*éducation*)
 didacticiels à vocation scientifique et
 industrielle. 25:1:26 (*industries de
 la langue*)
 diffuseur d'IST. 25:4:15 (*langue*)
 diffusion du français (scientifique et
 technique). 25:4:12,15 (*langue*)
 diffusion restreinte. 25:4:14 (*marketing*)
 diglossie. 25:4:12 (*langue*)
 dimension didactique. 25:2:25
 (*éducation*)
dinámica trilingüe. 25:1:24
 (*traducción*)
 diplôme universitaire. 25:4:6
 (*éducation*)
 directeur administratif du CTIC.
 25:2:14 (*langue*)
 directeur des ressources humaines.
 25:1:15 (*gestion*)
 Direction de la promotion des langues
 officielles. 25:2:5 (*langue*)
 Direction de la terminologie et des
 services linguistiques. 25:1:22;
 2:5,19; 3:2,4,6,10,22; 4:2,8 (*langue*)
 Direction de la traduction multilingue
 du Secrétariat d'État. 25:4:2,8
 (*traduction*)
 Direction des opérations de maintien
 de la paix. 25:3:10 (*militaire*)
 Direction des services de traduction
 au ministère. 25:3:10 (*traduction*)
 Direction des services du Québec.
 25:4:17 (*administration*)
 Direction des services linguistiques.
 25:2:25 (*langue*)
 directive communautaire. 25:4:6
 (*administration*)
Directorate's technical aids. 25:4:10
 (*technology*)
disciplinary code. 25:2:17 (*labour*)
 discipline langagière. 25:2:6
 (*langue*)
 discours. 25:1:10; 4:23 (*langue*)
discourse analysis. 25:2:22
 (*linguistics*)
 discours législatif communautaire.
 25:4:7 (*droit*)
 discours spécialisé. 25:3:5 (*langue*)
Discovery. 25; 4:16 (*aérospatiale*)
 discrimination conceptuelle. 25:4:22
 (*linguistique*)
dismiss with a wave of the hand (to).
 25:2:20 (*language*)
 disponible. 25:1:2,I-IV (*langue*)
 disposition exécutoire. 25:4:12 (*droit*)
 disposition fédérale. 25:4:12 (*droit*)
 disposition législative. 25:4:12 (*droit*)
 disposition linguistique. 25:4:12
 (*droit*)

disposition réglementaire. 25:4:12
(*droit*)
dispute. 25:4:25 (*langue*)
disque (optique) compact.
25:1:4,17,26; 2:5 (*informatique*)
diversité des langages humains.
25:4:23 (*langue*)
diversité linguistique. 25:4:22
(*linguistique*)
division linguistique. 25:4:6
(*administration*)
Division Montréal-Québec. 25:3:6
(*gouvernement*)
DOC. 25:4:15,16 (*informatique*)
doctrine traductionnelle. 25:1:10,11
(*traduction*)
document à caractère administratif.
25:2:13 (*documentation*)
documentaliste. 25:1:26 (*travail*)
documentation multilingue. 25:4:7
(*documentation*)
domaine. 25:3:13; 4:3, 23
(*terminologie*)
domaine d'activité. 25:4:4,II,III
(*langue*)
domaine de formation. 25:2:26
(*formation*)
domaine de la radiodiffusion.
25:2:26 (*télécommunications*)
domaine d'emploi. 25:4:12 (*langue*)
domaine de pointe. 25:1:5; 2:19
(*terminologie*)
domaine des langues. 25:4:5 (*langue*)
domaine de spécialisation. 25:1:13
(*langue*)
domaine de spécialité. 25:3:3,6
(*terminologie*)
domaine des télécommunications.
25:2:26 (*télécommunications*)
domaine d'intérêt commun. 25:1:17
(*terminologie*)
domaine du maintien de la paix.
25:3:10 (*militaire*)
domaine lacunaire. 25:1:17
(*terminologie*)
domaine scientifique et technique (de
pointe). 25:3:22; 4:21 (*néologie*)
domaine technoscientifique. 25:1:24
(*traduction*)
donnée phraséologique. 25:3:13
(*phraséologie*)
donnée terminologique. 25:2:19
(*terminologie*)
donnée linguistique. 25:2:5 (*langue*)
DOS. 25:3:13 (*informatique*)
dos de la main. 25:2:21 (*langue*)
dossier notionnel. 25:3:9 (*terminologie*)
douanes. 25:4:6 (*économie*)
douleur dorsale. 25:4:18 (*médecine*)

douze pays membres de la
Commission des Communautés
européennes. 25:4:2 (*politique*)
droit civil. 25:4:20 (*droit*)
droit communautaire. 25:4:6 (*droit*)
droit d'auteur. 25:1:24,26 (*droit*)
droit d'entrée. 25:3:3 (*droit*)
droit des personnes. 25:4:20 (*droit*)
droit international. 25:3:10 (*droit*)
DTSL. 25:1:11,22; 2:5,6,19,20;
3:2,4,9,10,22; 4:2 (*langue*)
dualité linguistique. 25:2:11 (*langue*)
D'un océan à l'autre. 25:1:2,3 (*langue*)
durée de la mission. 25:4:17
(*aérospatiale*)
dynamics of languages. 25:2:2
(*langue*)
dynamique de groupe. 25:2:26
(*éducation*)
dynamique des concepts spécialisés.
25:3:9 (*phraséologie*)
dynamique des langues. 25:2:2
(*langue*)

E

EAO. 25:1:25 (*industries de la
langue*)
eau de l'Atlantique. 25:4:9
(*océanologie*)
échange de publications. 25:1:17
(*terminologie*)
échange de terminologues. 25:1:18
(*terminologie*)
échange sur papier dans le cas des
petits volumes de données. 25:1:24
(*terminologie*)
échelle fractale. 25:2:19
(*phraséologie*)
École de droit. 25:2:11 (*droit*)
École des traducteurs et interprètes.
25:4:20 (*traduction*)
École de traducteurs de Tolède.
25:4:7 (*traduction*)
École de traduction. 25:2:13
(*traduction*)
École de Traduction et
d'Interprétation. 25:1:21
(*traduction*)
École européenne. 25:4:9 (*éducation*)
École polytechnique de Montréal.
25:3:8 (*éducation*)
école polyvalente. 25:2:20 (*éducation*)
economic globalization. 25:2:8;
4:2,10 (*economy*)
économie nationale. 25:4:3
(*économie*)
écoulement des fluides. 25:3:8
(*physique*)
écran de saisie. 25:3:13 (*informatique*)
écu. 25:4:4 (*finances*)
EDC. 25:4:11 (*export*)
EDI. 25:2:8 (*terminology*)
édition. 25:1:17 (*terminologie*)
édition électronique. 25:1:5
(*publication assistée par ordinateur*)
éditique. 25:1:5; 2:6 (*industries de la
langue*)
effet du libre-échange. 25:4:21
(*traduction*)
effet du recouvrement sur la
demande. 25:3:4 (*économie*)
Église réformée. 25:4:13 (*religion*)
élaboration de la méthodologie de
préparation des vocabulaires.
25:1:22 (*terminologie*)
El 350\$ aniversario de Montreal.
25:1:24 (*historia*)
electronic bulletin (board). 25:1:8
(*informatics*)
electronic index. 25:1:8 (*informatics*)
electronic publishing system. 25:4:10
(*publishing*)
electronic word count. 25:1:8
(*informatics*)
électronique. 25:3:5,18 (*techniques*)
ellipse du sujet et du verbe après
certaines conjonctions ou locutions
conjonctives (L'). 25:2:I,II,III
(*langue*)
ellipse. 25:2:2,I-IV; 3:2,I-III (*langue*)
ellipsis. 25:3:2 (*language*)
emballage. 25:1:15 (*emballage*)
empathie. 25:1:16 (*psychologie*)
emploi de disponible avec un nom de
chose (L'). 25:1:I (*langue*)
emploi de disponible avec un nom de
personne (L'). 25:1:I (*langue*)
emploi des langues. 25:4:3 (*langue*)
emploi des majuscules. 25:3:12
(*punctuation*)
emploi effectif des langues. 25:4:12
(*langue*)
emploi elliptique. 25:2:I (*langue*)
encadrement en situation réelle.
25:2:11 (*éducation*)
encadreur. 25:1:12 (*traduction*)
Endangered Languages. 25:1:25;
2:22; 4:21 (*language*)
engendrer une fractale. 25:2:19
(*phraséologie*)
English and/or French linguistic
minority communities. 25:2:6
(*terminology*)
English-Canadian. 25:3:15
(*sociology*)

- English expression.* 25:3:22
(*language*)
- English-French-Spanish research projects.* 25:4:11 (*terminology*)
- English noun.* 25:4:19 (*language*)
- English reference source.* 25:3:15
(*documentation*)
- English-speaking and French-speaking linguistic minority community.* 25:2:4 (*sociology*)
- English-speaking Canadian.* 25:2:4
(*politics*)
- enjeu économique. 25:1:25
(*économie*)
- enjeu linguistique. 25:1:25
(*linguistique*)
- enjeu politique. 25:1:25 (*politique*)
- En lutte pour la survie du français.
25:1:23 (*langue*)
- énoncé d'une stratégie de développement, d'implantation et de mise en marché des produits.
25:1:26 (*industries de la langue*)
- enquête sur la satisfaction des clients.
25:1:10 (*traduction*)
- enregistrement sur bandes magnétiques. 25:2:5 (*audio-visuel*)
- enrichissement du dictionnaire.
25:1:4 (*langue*)
- enseignement assisté par ordinateur.
25:1:25 (*industries de la langue*)
- enseignement de la common law en français. 25:2:11 (*droit*)
- enseignement du français, clé de voûte de la francophonie, et les classes d'immersion en français (l').
25:1:23 (*langue*)
- enseignement en français. 25:2:11
(*éducation*)
- enseignement religieux. 25:2:11
(*éducation*)
- ensemble de Mandelbrot. 25:3:8
(*phraséologie*)
- ensemble des collocations à commutabilité restreinte. 25:3:6
(*phraséologie*)
- ensemble économique et politique.
25:4:11 (*économie*)
- entente. 25:1:18 (*terminologie*)
- entente ad hoc entre systèmes compatibles. 25:1:24 (*terminologie*)
- entité géographique. 25:1:19
(*géographie*)
- entité supranationale. 25:4:5 (*politique*)
- entre-deux-guerres. 25:1:26 (*histoire*)
- entrée distincte du vocabulaire.
25:3:7 (*phraséologie*)
- entrepreneurial professional.* 25:1:9
(*labour*)
- entreprise privée. 25:1:14; 3:3,4
(*marketing*)
- entreprise privée de traduction automatique. 25:2:10 (*industries de la langue*)
- entrevue. 25:1:15 (*gestion*)
- enveloppe de traduction. 25:2:5
(*traduction*)
- épithète en hypallage. 25:1:11
(*traduction*)
- époque des dictatures. 25:4:15
(*politique*)
- Équipe d'observateurs (Nigéria).
25:3:10 (*militaire*)
- Équipe d'observateurs au Nigéria.
25:3:10 (*militaire*)
- équipement de commutation. 25:2:26
(*télécommunications*)
- équipement de transmission. 25:2:26
(*télécommunications*)
- équipement électronique. 25:2:25
(*techniques*)
- équipement périphérique. 25:1:5
(*informatique*)
- équipe polyglotte. 25:4:9
(*multilinguisme*)
- ère de la communication. 25:4:8
(*communication*)
- ère de l'image. 25:4:8 (*communication*)
- erreur critique. 25:1:11 (*traduction*)
- erreur de ponctuation. 25:1:11
(*traduction*)
- erreur grave. 25:1:11 (*traduction*)
- erreur mineure. 25:1:11 (*traduction*)
- error detection.* 25:1:11 (*translation*)
- esfera lingüística.* 25:4:27 (*idioma*)
- espace. 25:4:18 (*aérospatiale*)
- espagnol et le portugais (L'). 25:4:14
(*langue*)
- essai normalisé. 25:3:19 (*textiles*)
- Essai sur la détermination statistique de la qualité des tissus. 25:3:18
(*textiles*)
- établissement d'un protocole d'échange entre les intéressés.
25:1:24 (*terminologie*)
- établissement et formalisation de critères. 25:3:9 (*phraséologie*)
- état de situations nord-américaine, européenne et africaine. 25:1:26
(*industries de la langue*)
- État fondateur de la Communauté.
25:4:6 (*politique*)
- ethnic ancestries.* 25:3:14 (*sociology*)
- ethnic group.* 25:3:15 (*ethnology*)
- ethnicity.* 25:3:15 (*ethnology*)
- étouffe/tissu. 25:3:17,18,19,21 (*textiles*)
- étude de conception et de faisabilité.
25:4:4 (*marketing*)
- étude de marché. 25:1:14,16
(*marketing*)
- étude de marché sur les industries de la langue au Québec. 25:3:25
(*industries de la langue*)
- Étude des notions main et toucher.
25:3:18 (*textiles*)
- Étude du terme étoffe. 25:3:17
(*textiles*)
- Étude du terme tissu. 25:3:17 (*textiles*)
- Euratom. 25:4:3,6 (*énergie*)
- EURODICAUTOM.* 25:1:4; 4:3,7,15
(*terminologie*)
- EUROLECTE.* 25:4:7 (*langue*)
- Europe de 1993. 25:1:23; 2:6; 4:8
(*politique*)
- Europe de l'Est. 25:4:8 (*géographie*)
- Europe des Douze. 25:4:6
(*politique*)
- Europe et les langues (L'). 25:4:8
(*multilinguisme*)
- EUROTRA.* Programme de traduction automatique multilingue (1982-1992). 25:4:4 (*traduction*)
- évaluateur. 25:1:9,10,11,12
(*traduction*)
- évaluation. 25:1:2,9,10 (*traduction*)
- evaluation.* 25:1:2,11 (*translation*)
- évaluation de la qualité linguistique.
25:1:10 (*langue*)
- évaluation des candidats à l'agrément.
25:1:13 (*travail*)
- évaluation : un second regard (L').
25:1:9,23 (*traduction*)
- évolution sémantique. 25:4:23
(*linguistique*)
- examen d'accréditation. 25:1:10
(*travail*)
- examen d'accréditation des marchés de service. 25:2:15 (*traduction*)
- examen d'accréditation des pigistes en traduction. 25:2:15 (*traduction*)
- examen d'agrément (du CTIC).
25:1:14; 2:15,16 (*langue*)
- examen d'agrément des pigistes.
25:1:11 (*travail*)
- examen d'avancement interne.
25:1:10,11 (*travail*)
- examen de recrutement. 25:1:10
(*travail*)
- examen des diplômes. 25:4:6
(*recrutement*)
- examen en langues officielles.
25:2:15 (*traduction*)
- examen uniformisé d'agrément.
25:2:14 (*langue*)
- examen uniformisé d'agrément en interprétation judiciaire. 25:2:15
(*interprétation*)

examen uniformisé d'agrément en traduction du CTIC. 25:2:15 (*traduction*)
exchange of specialized terminology. 25:4:10 (*terminology*)
 exercice de la profession. 25:4:8 (*travail*)
existing client. 25:4:11 (*marketing*)
 expérience de l'impesanteur. 25:4:18 (*aérospatiale*)
 expérience équivalente. 25:4:6 (*recrutement*)
 expérience professionnelle spécialisée. 25:4:7 (*recrutement*)
 expert en traduction. 25:1:16 (*traduction*)
 expert en traduction automatique. 25:4:27 (*traduction*)
experto en traducción automática. 25:4:27 (*trabajo*)
 exploitation optimale des données. 25:2:19 (*terminologie*)
Export Development Corporation of Canada. 25:4:11 (*export*)
export financing. 25:4:11 (*export*)
export insurance. 25:4:11 (*export*)
Export trade assistance. 25:4:11 (*export*)
 expression elliptique. 25:2:II (*langue*)
 expression figée. 25:1:11 (*traduction*)
 expression folklorique. 25:4:13 (*langue*)
 expression idiomatique. 25:1:21 (*langue*)
 expression parallèle en français. 25:3:4 (*langue*)
 expression phraséologique. 25:4:23 (*langue*)
 expression textuelle. 25:3:9 (*phraséologie*)
 extinction. 25:2:17 (*language*)

F

Fabric Assurance by Simple Testing. 25:3:19 (*textiles*)
Fathers of Confederation. 25:2:3 (*politics*)
 faute à réparer. 25:4:II (*langue*)
 faute de transfert. 25:1:11 (*traduction*)
 faute grave. 25:1:11,13 (*traduction*)
 faute mineure. 25:1:11 (*traduction*)
 faux sens. 25:1:11 (*traduction*)
fax machine. 25:1:7 (*telecommunications*)
Federación Internacional de Traductores. 25:4:27 (*traducción*)
federal government. 25:2:18 (*government*)
federal institution. 25:2:6 (*administration*)
 fédéralisme. 25:4:11 (*politique*)
federal public service. 25:2:3 (*government*)
federal terminology and language commission. 25:2:8 (*terminology*)
Federal Translation Bureau. 25:2:3 (*translation*)
 fédération. 25:3:23 (*traduction*)
federation. 25:3:24 (*translation*)
 fédération canadienne. 25:2:11 (*politique*)
 Fédération internationale des traducteurs. 25:1:3; 2:2,14,16,21; 3:23; 4:5,8,19,27 (*traduction*)
 féminisation des textes. 25:2:27 (*féminisation*)
 féminisation linguistique. 25:2:27 (*féminisation*)
 femme autochtone. 25:2:11 (*sociologie*)
 fenêtre à l'écran. 25:3:13 (*informatique*)
 feuillet technique. 25:4:9 (*documentation*)
 fibres optiques. 25:1:17 (*télécommunications*)
 fiche à épurer. 25:1:17 (*terminologie*)
 fiche de dépouillement. 25:3:13 (*terminologie*)
 fiche de synthèse. 25:3:13 (*terminologie*)
 fiche de terminologie. 25:1:5 (*terminologie*)
 fiche LATTE. 25:3:13 (*terminotique*)
 fiche Repères - T/R. 25:1:3,I; 2:2; 3:2; 4:2,IV (*langue*)
 fiche terminologique. 25:3:6 (*phraséologie*)
 fichier de terminologie bilingue. 25:1:5 (*terminologie*)
 fichier de textes. 25:1:5 (*langue*)
 fichier terminologique de Radio-Canada. 25:1:27 (*terminologie*)
 fidélité à l'auteur. 25:1:11 (*traduction*)
 fidélité au destinataire. 25:1:12 (*traduction*)
 fidélité au message du texte de départ. 25:1:11 (*traduction*)
Fifteenth International Congress of Linguists. 25:4:2,21 (*linguistics*)
file sharing. 25:1:8 (*translation*)
 finalité (du texte). 25:1:11 (*traduction*)
 finalité conceptuelle au fonctionnement linguistique (De la). 25:1:21 (*linguistique*)

financial package. 25:4:11 (*finance*)
financing package. 25:4:11 (*finance*)
 FINUL. 25:3:11 (*militaire*)
First Nations. 25:3:15 (*sociology*)
first people. 25:3:14 (*sociology*)
First United Nations Emergency Force (Sinai). 25:3:11 (*military*)
First United Nations Emergency Force in Sinai. 25:3:11 (*military*)
 FIT. 25:1:3,24; 2:2,14,16; 3:23 (*traduction*)
 FIT. 25:1:3; 2:7,17; 3:24; 4:5,8,10,19,21,26,27 (*translation*)
 FIT. 25:4:27 (*traducción*)
FIT's Regional Centre for North America (RCNA) Congress. 25:2:22 (*translation*)
fixed terminal. 25:2:27 (*telecommunications*)
Flight Operations. 25:2:8 (*aviation*)
 FMO. 25:3:10 (*militaire*)
 FNUOD. 25:3:11 (*militaire*)
 fonction cognitive et classificatoire. 25:4:23 (*linguistique*)
 fonction combinatoire. 25:3:6 (*phraséologie*)
 fonction couper/coller. 25:3:13 (*terminotique*)
 fonction d'interrogation en différé. 25:3:13 (*terminotique*)
 fonction langagière. 25:4:23 (*langue*)
 fonction socio-historique, langagière, cognitive. 25:4:23 (*linguistique*)
 fonction terminologie. 25:2:10 (*terminologie*)
 fonds. 25:3:13 (*terminologie*)
 fonds multilingue. 25:1:17 (*terminologie*)
 Force de protection de l'ONU en Yougoslavie. 25:3:11 (*militaire*)
 Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (plateau du Golan). 25:3:11 (*militaire*)
 Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement sur le plateau du Golan. 25:3:11 (*militaire*)
 Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix (Chypre). 25:3:11 (*militaire*)
 Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. 25:3:11 (*militaire*)
 Force intérimaire des Nations Unies (Liban). 25:3:11 (*militaire*)
 Force intérimaire des Nations Unies au Liban. 25:3:11 (*militaire*)
 force linguistique. 25:4:12 (*langue*)

- Force multinationale et observateurs (Sinaï). 25:3:10 (*militaire*)
- Forces canadiennes. 25:3:10 (*militaire*)
- Foreign Broadcast Information Service. 25:1:17 (*information*)
- foreign language. 24:4:10,11 (*multilingualism*)
- formalisme. 24:4:4 (*linguistique*)
- formatage. 25:1:16 (*informatique*)
- format de sortie. 25:3:12 (*terminotique*)
- format d'importation. 25:3:13 (*terminotique*)
- format d'impression variés. 25:3:13 (*terminologie*)
- formation. 25:1:15; 2:9,10,11; 4:8,24 (*éducation*)
- formation à l'interrogation de la banque. 25:1:17 (*terminologie*)
- formation continue. 25:1:5 (*éducation*)
- Formation des chefs d'équipe. 25:3:3 (*formation*)
- Formation des contrôleurs de la qualité. 25:3:3 (*formation*)
- formation des traducteurs. 25:1:24; 4:20 (*traduction*)
- formation en ingénierie linguistique (la). 25:1:23 (*industries de la langue*)
- formation en traduction. 25:2:13 (*éducation*)
- formation et le perfectionnement : le partenariat (la). 25:1:23 (*éducation*)
- Formation et perfectionnement Canada. 25:3:3,4 (*formation*)
- formation spécialisée. 25:3:3 (*formation*)
- formation universitaire. 25:2:10 (*éducation*)
- format lexique. 25:3:13 (*publication*)
- formatting. 25:1:7 (*informatics*)
- format vocabulaire. 25:3:13 (*publication*)
- format WordPerfect. 25:3:12 (*informatique*)
- forme de validation. 25:3:13 (*terminotique*)
- forme dialectale. 25:4:12 (*langue*)
- forme elliptique. 25:2:II (*langue*)
- forme linguistique. 25:4:22 (*linguistique*)
- forme normalisée. 25:4:12 (*langue*)
- formulation des définitions. 25:2:19 (*terminologie*)
- formulation des définitions et des observations. 25:3:9 (*terminologie*)
- formulation des observations. 25:2:19 (*terminologie*)
- formulation elliptique. 25:2:IV (*langue*)
- formule administrative. 25:2:12 (*administration*)
- formule figée. 25:4:7 (*langue*)
- formule semi-thématique. 25:1:2 (*terminologie*)
- FORPRONU. 25:3:11 (*militaire*)
- founding nation. 25:3:15 (*sociology*)
- fournisseur. 25:1:15; 4:II (*langue*)
- fournisseur de services. 25:1:10 (*travail*)
- Fourth International Symposium of Automatic Translation. 25:4:2 (*translation*)
- Foxe Channel. 25:1:20 (*toponymy*)
- fractal. 25:3:8 (*phraséologie*)
- fractale. 25:2:19; 3:6,7,8 (*phraséologie*)
- fractalité d'une forme. 25:2:19 (*phraséologie*)
- fractal shape. 25:3:8 (*phraseology*)
- fraction. 25:3:7 (*mathématiques*)
- français (Le). 25:4:12 (*langue*)
- français en Louisiane et sa survie (le). 25:1:23 (*langue*)
- francisation. 25:2:9 (*langue*)
- francisation au Québec. 25:3:25 (*langue*)
- Francization policy. 25:2:6 (*terminology*)
- Francophone. 25:3:14,15 (*language*)
- francophone du (Manitoba). 25:2:11 (*langue*)
- Francophone Summit. 25:1:3 (*francophony*)
- francophonie. 25:2:12,19; 3:22,25; 4:22 (*langue*)
- francophonie canadienne. 25:2:9 (*francophonie*)
- francophonie internationale. 25:3:5 (*francophonie*)
- free trade. 25:1:24; 4:11,27 (*economy*)
- free translation training. 25:3:2 (*training*)
- French-speaking Canadians. 25:2:4 (*politics*)
- frontière linguistique. 25:4:13 (*langue*)
- function. 25:2:22 (*linguistics*)
- FUNU. 25:3:11 (*militaire*)
- FUNU II. 25:3:11 (*militaire*)
- fusée latérale (blanche). 25:4:17 (*aérospatiale*)
- gallicisme. 25:1:5; 4:7 (*langue*)
- GANUPT. 25:3:11 (*militaire*)
- garantie constitutionnelle. 25:2:11 (*politique*)
- gardien de la paix. 25:3:10 (*militaire*)
- GATT. 25:4:10 (*trade*)
- Gazette officielle. 25:2:16,27 (*publication*)
- General Motors. 25:2:7 (*mechanics*)
- générateur de textes. 25:1:4 (*industries de la langue*)
- génération des entrées synonymiques. 25:3:12 (*terminotique*)
- Génériques en usage dans les noms géographiques du Canada. 25:1:18 (*toponymie*)
- Geological Survey of Canada. 25:2:8 (*geology*)
- géométrie non linéaire. 25:3:8 (*géométrie*)
- gerbe de feu. 25:4:17 (*aérospatiale*)
- germanophone. 25:4; 13 (*langue*)
- germanophone non méridional. 25:4:12 (*langue*)
- gestion de la pige. 25:1:10 (*gestion*)
- gestion d'entreprise. 25:1:15,26 (*gestion*)
- gestion des fiches. 25:3:13 (*terminotique*)
- gestion des salaires. 25:1:26 (*gestion*)
- gestion documentaire et textuelle. 25:1:26 (*industries de la langue*)
- gestion financière (la). 25:1:23 (*gestion*)
- gestion pratique de la base de données. 25:3:13 (*terminotique*)
- glissement de sens. 25:1:11 (*traduction*)
- Globalink Translation System. 25:1:6 (*language industries*)
- Globalization of Markets (and Multilingualism). 25:4:10 (*economy*)
- globalization of trade. 25:2:17 (*economy*)
- Glossary Series. 25:3:27 (*publication*)
- GOMNUII. 25:3:11 (*militaire*)
- grammaire universelle. 25:4:22 (*linguistique*)
- grammar checker. 25:1:7,8 (*language industries*)
- grammar error. 25:1:11 (*grammar*)
- grammar, style, and usage (English and French) database. 25:2:7 (*terminology*)
- grammatical meaning. 25:2:22 (*linguistics*)
- Grand Larousse. 25:3:I (*langue*)
- Grand Robert. 25:2:I (*langue*)
- graphisme fractal. 25:2:19 (*phraséologie*)
- gratuité de la formation. 25:3:2 (*formation*)
- grille SICAL. 25:1:10,11 (*traduction*)

G

Groupe Communications Canada -
Édition. 25:4:IV (*publications*)
Groupe d'assistance des Nations
Unies pour la période de transition
[en Namibie]. 25:3:11 (*militaire*)
Groupe d'assistance des Nations
Unies pour la période de transition
(Namibie). 25:3:12 (*militaire*)
Groupe des traducteurs, interprètes et
terminologues. 25:3:23 (*traduction*)
Groupe d'observateurs des Nations
Unies en Amérique centrale
(Costa Rica, El Salvador,
Guatemala, Honduras, Nicaragua).
25:3:10 (*militaire*)
Groupe d'observateurs des Nations
Unies pour la vérification des
élections en Haïti. 25:3:11 (*militaire*)
Groupe d'observateurs des Nations
Unies pour la vérification des
élections (Haïti). 25:3:11 (*militaire*)
Groupe d'observateurs militaires des
Nations Unies (Inde et Pakistan).
25:3:11 (*militaire*)
Groupe d'observateurs militaires des
Nations Unies (Iran et Iraq).
25:3:11 (*militaire*)
Groupe d'observateurs militaires des
Nations Unies dans l'Inde et le
Pakistan. 25:3:11 (*militaire*)
Groupe d'observateurs militaires des
Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq.
25:3:11 (*militaire*)
Groupe d'observation des Nations
Unies (Liban). 25:3:11 (*militaire*)
Groupe d'observation des Nations
Unies au Liban. 25:3:11 (*militaire*)
*Guide à l'usage des fabricants
alimentaires et des annonceurs.*
25:1:16 (*alimentation*)
*Guide de féminisation des titres de
fonction et des textes.* 25:2:27
(*féminisation*)

H

Haida. 25:2:17 (*language*)
*Handbook for Writers : Canadian
Edition.* 25:3:15 (*language*)
*Hand Evaluation and Standardization
(Committee).* 25:3:19,20 (*textiles*)
hansard. 25:2:5 (*documentation*)
Hansard Journal des débats. 25:1:12
(*traduction*)
Happy Quasquicentennial. 25:3:22;
4:19 (*language*)

harmonisation des terminologies
nouvelles. 25:2:19; 3:22
(*terminologie*)
haute occurrence. 25:1:17
(*terminologie*)
helvétisme. 25:4:3 (*langue*)
heure du lancement. 25:4:16
(*aérospatiale*)
*high court judgments can be vacated
effortlessly.* 25:2:20 (*language*)
Hispanophone. 25:4:11 (*language*)
hispanophone. 25:4:16 (*langue*)
histoire de la linguistique. 25:2:22;
4:23 (*linguistique*)
historical status. 25:3:15 (*history*)
historien. 25:1:18 (*histoire*)
historique du Bureau de la traduction.
25:2:2,4 (*traduction*)
Historique sur l'évaluation objective
de la main des tissus/étoffes.
25:3:18 (*textiles*)
history of language (the). 25:2:22
(*linguistics*)
history of linguistics (the). 25:2:22
(*linguistics*)
history of the Translation Bureau.
25:2:2 (*translation*)
home language. 25:2:17 (*language*)
homme de science. 25:4:3 (*sciences*)
homologue LC. 25:3:5
(*phraséologie*)
hôpital. 25:3:3 (*santé*)
human translation. 25:4:26
(*translation*)
hygiène. 25:4:6 (*santé*)

I

IBM (Canada Ltée). 25:1:4,17
(*informatique*)
IBMOT. 25:1:4 (*terminologie*)
ICAO. 25:2:8,27 (*aviation*)
ICCS. 25:3:10 (*military*)
ICSC. 25:3:10 (*military*)
identification des réseaux
conceptuels. 25:3:9 (*terminologie*)
Identifying the Phraseology of LSPs.
25:4:23 (*phraseology*)
idiomaticité. 25:1:21; 3:5 (*langue*)
idiomaticité collocations et
cooccurents expressions et
locutions. 25:1:21 (*langue*)
image communication service.
25:2:27 (*telecommunications*)
image fractale. 25:2:19 (*phraséologie*)

image poétique et évocatrice.
25:4:20 (*langue*)
IML-1. 25:4:16 (*arérospatiale*)
immigrant. 25:3:14 (*sociology*)
immigration. 25:2:12 (*immigration*)
implication méthodologique de la
socio-terminologie. 25:4:22
(*terminologie*)
importation de fiches de TERMIUM.
25:3:13 (*terminotique*)
importation des données de
TERMIUM. 25:3:9 (*terminologie*)
imprévisibilité d'une forme. 25:2:19
(*phraséologie*)
imprimante (au) laser. 25:1:4,14
(*informatique*)
impropriété. 25:1:5,11; 4:III (*langue*)
index automatique. 25:3:9
(*terminologie*)
index inverse. 25:3:9 (*terminologie*)
indigène. 25:4:13 (*sociologie*)
indigenous. 25:3:14,15 (*sociology*)
Indigenous Bar Association. 25:3:15
(*sociology*)
indigenous language. 25:4:2
(*language*)
indigenous people. 25:3:14,15
(*sociology*)
Indigenous Women's Collective.
25:3:15 (*sociology*)
industrie européenne de la langue.
25:4:5 (*langue*)
industries de la langue.
25:1:3,4,6,23,25; 2:11; 3:14,25
(*langue*)
industries de la langue Perspectives
des années 1990, Actes du Colloque
international sur les industries de la
langue (Les). 25:1:25 (*publication*)
infinité des détails d'une forme.
25:2:19 (*phraséologie*)
infographie. 25:3:7 (*informatique*)
*Information and Administrative
Management Manual on
Communications.* 25:3:15
(*language*)
information scientifique et technique.
25:4:15 (*langue*)
information terminologique et
documentaire. 25:1:17
(*terminologie et documentation*)
informatique. 25:1:5,16,26; 3:7;
4:7,22 (*techniques*)
informatique documentaire. 25:1:25
(*documentation*)
informatisation. 25:1:3,4 (*informatique*)
INFOTERM. 25:1:22; 3:6
(*terminologie*)
Infoterm. 25:2:8; 4:10 (*terminology*)

inhabitant. 25:3:14 (sociology)
 Inmarsat. 25:2:26 (télécommunications)
 Inmarsat. 25:2:27 (telecommunications)
 insertion des synonymes. 25:3:9 (terminologie)
 insignificant shift in meaning. 25:1:11 (translation)
 inspection (professionnelle). 25:1:2,13; 2:21 (traduction)
 inspection professionnelle (L'). 25:1:13 (travail)
 installation. 25:4:18 (aérospatiale)
 Institut brésilien d'information scientifique et technique. 25:4:15 (information)
 Institut colombien pour la promotion de l'enseignement supérieur. 25:4:15 (éducation)
 Institut Joseph-Dubuc. 25:2:13 (droit)
 intellectual property. 25:2:9 (terminology)
 intelligence artificielle. 25:1:5; 2:5; 3:5; 4:22 (informatique)
 Intelsat. 25:2:26 (télécommunications)
 Intelsat. 25:2:27 (telecommunications)
 Intelsat services. 25:2:27 (telecommunications)
 interaction entre langagiers, professionnels de différentes disciplines. 25:1:26 (industries de la langue)
 interface avec TERMIUM. 25:3:13 (terminotique)
 interface d'interrogation en langue naturelle : virtualité ou réalité (les). 25:1:23 (industries de la langue)
 interface en langue naturelle écrite ou vocale. 25:1:26 (industries de la langue)
 internacionalización global del mercado. 25:4:27 (economia)
 international carrier. 25:2:27 (telecommunications)
 International Civil Aviation Organization. 25:2:8 (aviation)
 International Commission for Control and Supervision in Viet-nam. 25:3:10 (military)
 International Commission for Supervision and Control (Indochina). 25:3:10 (military)
 International Commission for Supervision and Control (Viet-nam). 25:3:10 (military)
 International Federation of Translators. 25:1:3; 2:2,7,17,22; 3:24; 4:10,26 (translation)

International Information Centre for Terminology. 25:4:10 (terminology)
 internationalisation (du marché) de la traduction. 25:4:20,27 (traduction)
 International Standardization Organization. 25:2:8; 4:10 (standardization)
 International Symposium on Terminology and Documentation in Specialized Communication. 25:2:8 (terminology)
 International Year for the World's Indigenous People. 25:3:14 (politics)
 interprétation de conférence. 25:4:21 (traduction)
 interprétation de conférence. 25:1:24; 2:11,14 (interprétation)
 interprétation judiciaire. 25:1:24; 2:11,14; 4:20 (interprétation)
 Interpreters and Translators Society of North-West Territories. 25:2:14; 3:23 (translation)
 interrogation en différé (de TERMIUM). 25:3:13 (terminotique)
 Intersection. 25:2:14 (interprétation)
 Inuit. 25:3:14,15 (sociology)
 Inuit Tapirisat of Canada. 25:2:18 (native)
 Inuktitut. 25:2:17 (language)
 Inuktitut language families. 25:2:17 (language)
 invariance d'échelle. 25:3:8 (phraséologie)
 inventaire des procédés d'écriture. 25:2:27 (rédaction)
 Iroquian language family. 25:2:17 (language)
 ISDN service. 25:2:27 (telecommunications)
 ISO. 25:1:5,22; 2:26; 3:7; 4:23 (normalisation)
 ISO. 25:2:8,27; 4:10 (standardization)
 IST. 25:4:15,16 (langue)
 italophone. 25:4:12 (langue)
 ITC. 25:2:18 (native)
 itérer vers le chaos. 25:3:6 (phraséologie)
 ITSNT. 25:2:14; 3:23 (translation)

J

jour-interprète. 25:2:5 (langue)
 Journal officiel (de la CEE). 25:3:4:6 (publication)
 Journée de la francophonie. 25:3:25 (langue)

Journée nationale et internationale de la traduction. 25:3:2; 3:23 (traduction)
 justification. 25:3:9 (terminologie)

K

Kahtou. 25:3:15 (language)
 Kawabata Evaluation System. 25:3:19 (textiles)
 Kennedy Space Center. 25:4:17,18 (aérospatiale)
 Key Word in Context. 25:1:5 (documentation)
 King Abdulaziz City for Science and Technology. 25:1:17 (science)
 Kootenayan. 25:2:17 (language)
 kwashskwee. 25:3:22 (language)
 KWIC. 25:1:5 (documentation)

L

Laboratoire international de microgravité. 25:4:16 (aérospatiale)
 lagune. 25:4:16 (géographie)
 LAMT. 25:4:24 (automatic translation)
 lancement. 25:4:17,18 (aérospatiale)
 langage des signes. 25:4:20 (traduction)
 langage et informatique. 25:2:22; 4:22 (linguistique)
 langage et société. 25:2:22; 4:22 (linguistique)
 langage humain. 25:4:22,24 (langue)
 langage naturel. 25:4:4 (langue)
 langage par signes. 25:4:22 (linguistique)
 langagier. 25:1:2,4,5,6,23,24,26; 2:19; 3:3,5,7,22 (langue)
 langagier de l'an 2000 (les). 25:1:23 (langue)
 langagier de l'an 2000 : Les besoins en formation et en information du traducteur et du terminologue (Le). 25:1:4 (langue)
 language acquisition. 25:2:22 (linguistics)
 language and society. 25:2:22 (linguistics)
 language and the computer. 25:2:22 (linguistics)
 language and the individual. 25:2:22 (linguistics)

- language combination.* 25:4:10
 (language)
language community. 25:2:3
 (language)
language family. 25:2:17 (language)
language industries. 25:1:3; 2:8;
 4:11 (language)
language learning. 25:2:22
 (linguistics)
language planning. 25:2:22
 (linguistics)
language professional. 25:1:2;
 2:7,8,22 (language)
language program. 25:2:18
 (language)
language right of Canadians. 25:2:4
 (politics)
language service. 25:1:6,7 (language)
language specialist. 25:4:10,11
 (labour)
language usage. 25:4:9 (language)
langue administrative. 25:3:I (langue)
*langue, au coeur du défi de la société
 et des nouvelles technologies de
 l'information (La).* 25:3:25 (langue)
langue autochtone. 25:1:24; 2:2;
 4:2,14,20,22 (langue)
langue cible. 25:3:9 (langue)
langue commerciale. 25:1:II; 3:1
 (langue)
langue communautaire. 25:4:7
 (langue)
langue commune. 25:4:23 (langue)
langue courante. 25:3:5 (langue)
langue cri. 25:2:15 (langue)
langue dans le temps (la). 25:2:22
 (linguistique)
langue d'arrivée. 25:1:11; 2:19
 (traduction)
langue de communication. 25:4:2
 (communication)
langue de départ. 25:1:11; 3:9
 (traduction)
langue de spécialité. 25:1:5; 2:18,20;
 3:5; 4:23 (langue)
langue des signes. 25:1:24
 (traduction)
langue dominante. 25:4:22
 (linguistique)
langue en voie d'extinction. 25:4:23
 (langue)
langue et individu. 25:2:22; 4:22
 (linguistique)
langue étrangère. 25:4:13,14 (langue)
langue et temps. 25:4:22 (langue)
langue familière. 25:3:I (langue)
langue finno-ougrienne. 25:4:8
 (multilinguisme)
langue fonctionnelle. 25:4:12 (langue)
langue française. 25:2:27 (langue)
langue inconnue. 25:4:5 (langue)
langue indigène. 25:4:20 (langue)
langue individuelle. 25:4:23
 (langue)
langue insuffisamment documentée.
 25:4:23 (langue)
langue juridique. 25:1:I (langue)
langue locale. 25:4:12 (langue)
langue majoritaire. 25:4:13 (langue)
langue maternelle. 25:4:3 (langue)
langue maya. 25:4:13 (langue)
langue menacée. 25:4:22,24 (langue)
langue moderne. 25:3:II (langue)
langue mourante. 25:4:24 (langue)
langue nationale. 25:4:3,6,12,13
 (langue)
langue non décrite. 25:4:23 (langue)
langue non officielle. 25:4:13
 (langue)
langue officielle. 25:2:11,14,15;
 4:2,3,5,6,12,18 (langue)
langue officielle d'enseignement.
 25:2:11 (langue)
langue orale. 25:4:12 (langue)
langue orientale. 25:4:20 (langue)
langue ouralo-altaïque. 25:4:8
 (multilinguisme)
langue parlée. 25:4:12 (langue)
langue patrimoniale. 25:4:9 (langue)
langue romane. 25:4:8
 (multilinguisme)
langue scandinave. 25:4:8
 (multilinguisme)
langues des femmes. 25:4:22
 (linguistique)
langues en Suisse (Les). 25:4:12
 (multilinguisme)
langues étrangères (Les). 25:4:14
 (langue)
langue slave. 25:4:8; (multilinguisme)
langues menacées (les). 25:1:25;
 2:22; 4:21 (langue)
Langues officielles et Traduction.
 25:1:2 (langue)
langue technique. 25:3:I (langue)
La Presse. 25:2:20 (langue)
largeur de bande. 25:2:26
 (télécommunications)
La Semaine du français 1992.
 25:3:25 (langue)
laser printer. 25:1:7 (informatics)
L'ATelier du TERminologue. 25:3:13
 (industries de la langue)
*la terminologie selon une approche
 textuelle : une représentation plus
 adéquate du lexique dans les
 langues de spécialité.* 25:4:23
 (terminologie)
Latin dictionary. 25:3:22; 4:19
 (language)
Latin Union. 25:4:10 (organization)
LATTER. 25:3:2 (terminology)
LATTER. 25:3:13 (terminotique)
*lauréate du prix de la traduction
 littéraire du Gouverneur Général du
 Canada.* 25:4:20 (traduction)
LC. 25:3:5 (langue)
leading edge fields. 25:2:7
 (terminology)
lecteur optique. 24:3:6,9 (informatique)
*lecture des textes à l'écran du micro
 personnel.* 25:3:9 (informatique)
lecture optique. 25:1:4; 3:9
 (informatique)
Le Devoir. 25:2:20 (langue)
législation communautaire. 25:4:5
 (droit)
législation de la Communauté. 25:4:7
 (droit)
législation québécoise. 25:2:21 (droit)
Legislature of Quebec. 25:2:3
 (politics)
Le Larousse. 25:1:22 (langue)
Le Monde. 25:2:20 (langue)
Le Robert. 25:1:22 (langue)
Le Routier. 25:1:9 (translation)
Les langues autochtones au Québec.
 25:4:22 (publication)
Les Publications du Québec. 25:2:25
 (publications)
Le téléphone linguistique. 25:2:8
 (language)
lexicalisation. 25:4:23 (linguistique)
lexical meaning. 25:2:22 (linguistics)
lexicographie. 25:2:22; 4:22
 (linguistique)
lexicography. 25:2:22 (linguistics)
lexicologie. 25:2:22; 4:22
 (linguistique)
lexicologie terminologique. 25:1:21
 (linguistique)
lexicology. 25:2:22 (linguistics)
lexique. 25:1:3 (terminologie)
*Lexique anglais-français sur le
 toucher et la main des étoffes /
 tissus.* 25:3:20 (textiles)
lexique de LSP. 25:4:23 (terminologie)
*Lexique des cooccurrents -Bourse et
 conjoncture économique.* 25:3:6
 (économie)
Lexique des termes de formation.
 25:2:26 (formation)
Lexis. 25:2:20; 3:II (langue)
Lexi-Tech. 25:1:9 (translation)
Lexi-tech inc.. 25:2:10 (traduction)
libre cambio. 25:1:24 (economía)
libre comercio. 25:4:27 (economía)

libre-échange (nord-américain). 25:1:24; 2:6,10; 4:27 (*économie*)
LIFT off. 25:4:17 (*aérospatiale*)
 ligne d'action «Recherche et ingénierie linguistique». 24:4:4 (*industries de la langue*)
 limitation des armements des pays. 25:4; 9 (*défense*)
linguistic and ethnic group. 25:3:15 (*language*)
linguistic (minority) community. 25:2:3,6 (*language*)
Linguistic Data Bank of Canada. 25:4:10 (*terminotics*)
linguistic duality (of the country). 25:2:3,4 (*language*)
linguistic equivalent. 25:4:19 (*language*)
linguistic law. 25:2:2 (*law*)
linguistic map. 25:4:2 (*language*)
linguistic minority. 25:2:3 (*language*)
linguistic provision. 25:2:3 (*law*)
linguistic regime. 25:2:3 (*language*)
linguistic service. 25:3:24 (*translation*)
linguistic variation. 25:2:22 (*linguistics*)
linguistique. 25:1:25; 4:22,23 (*langue*)
linguistique contemporaine. 25:4:22 (*linguistique*)
linguistique générale. 25:1:21 (*linguistique*)
lisse. 25:3:21 (*textiles*)
liste d'admissibilité. 25:4:7 (*recrutement*)
liste de néologismes. 25:3:22 (*néologie*)
liste des titres de missions d'observation du maintien de la paix. 25:3:10 (*militaire*)
liste terminologique. 25:1:16 (*terminologie*)
liste typologique. 25:3:9 (*phraséologie*)
Literary Translators Association of Canada. 25:3:24 (*translation*)
literature development. 25:2:18 (*language*)
litige terminologique. 25:2:25 (*terminologie*)
littéralité. 25:1:11 (*traduction*)
littérature orale. 25:4:23 (*langue*)
locuteur du romanche. 25:4:13 (*langue*)
locuteur germanophone. 25:4:12 (*langue*)
locution figée. 25:3:III (*langue*)
locution figée invariable. 25:3:III (*langue*)

logiciel. 25:1:4,14,24; 2:6 (*informatique*)
logiciel d'application avec fenêtres. 25:2:6 (*informatique*)
logiciel de conversion. 25:1:15 (*informatique*)
logiciel de mise en forme des données terminologiques. 25:3:12 (*terminotique*)
logiciel de préparation de publications. 25:1:17 (*éditique*)
logiciel de traitement de texte et de mise en page. 25:1:4; 3:9,12 (*informatique*)
logiciel d'indexation adéquat. 25:3:6 (*informatique*)
logiciels d'aide à la lecture et à la rédaction. 25:1:26 (*industries de la langue*)
logiciel WordPerfect. 25:3:6 (*informatique*)
logiciel WP. 25:3:6 (*informatique*)
Logos (system). 25:1:6,9 (*language industries*)
Loi 101. 25:2:9 (*droit*)
Loi des aliments et drogues. 25:1:16 (*droit*)
Loi du Bureau des traductions. 25:2:4 (*droit*)
Loi sur les langues officielles. 25:1:10; 2:4,10,11,13 (*droit*)
lot de fiches. 25:3:13 (*terminologie*)
lourdeur. 25:1:11 (*traduction*)
LRE. 25:4:4 (*industries de la langue*)
LS. 25:3:5,6 (*langue*)
LSPs. 25:4:23 (*terminology*)
LTCAC. 25:3:24 (*translation*)

M

MacDraw. 25:1:15 (*informatique*)
machine à enseigner. 25:2:26 (*éducation*)
machine interpretation. 25:1:6 (*language industries*)
machine-readable text. 25:1:8 (*informatics*)
machine translation. 25:1:6,7,8,9; 4:26 (*language industries*)
machine translation developer. 25:1:7 (*language industries*)
machine translation expert. 25:4:27 (*translation*)
Machine Translation summit. 25:1:6 (*language industries*)

machine translation system. 25:1:6,7,9 (*language industries*)
machine-translation theory. 25:1:8 (*translation*)
Macintosh. 25:1:4; 3:13 (*informatique*)
maintien de la paix. 25:3:2 (*terminologie*)
maison Le Robert. 25:1:21 (*langue*)
major defect. 25:1:11 (*translation*)
mandat confié à un organisme centralisateur. 25:1:24 (*terminologie*)
mandat principal du CTIC. 25:2:14 (*langue*)
manipulation des symboles. 25:4:22 (*linguistique*)
Manitoba Civil Service Commission. 25:2:24 (*langue*)
Manuel pratique de terminologie. 25:1:26 (*terminologie*)
maquette. 25:4:18 (*aérospatiale*)
marché de la pige. 25:1:17 (*marketing*)
marché de service de traduction. 25:3:3 (*traduction*)
marché québécois de la traduction. 25:2:9 (*traduction*)
marketing de la profession. 25:2:14 (*marketing*)
marque géographique. 25:1:27 (*langue*)
marque grammaticale. 25:1:21 (*grammaire*)
marque syntaxique. 25:1:21 (*syntaxe*)
Marshall Space Flight Center. 25:4:18 (*aérospatiale*)
matériel. 25:1:4,24 (*informatique*)
meaning. 25:2:22 (*linguistics*)
mécanique. 25:3:5 (*technique*)
mécanisme de formation et d'intégration des néologismes. 25:3:6 (*terminologie*)
mécanisme d'inspection professionnelle. 25:2:16 (*profession*)
médecine nouvelle. 25:1:5 (*médecine*)
médiateur interculturel. 25:4:8 (*multilinguisme*)
médiatiseur. 25:3:5 (*phraséologie*)
méga-institution. 25:4:7 (*politique*)
member society. 25:2:17; 3:24 (*profession*)
membre agréé. 25:1:14 (*profession*)
membre agréé en langues autochtones. 25:2:15 (*traduction*)
membre agréé en traduction. 25:2:15 (*traduction*)
membre multilingue. 25:2:15 (*traduction*)
memorandum of understanding. 25:4:10 (*diplomacy*)

- menu et fenêtres. 25:3:13 (*informatique*)
menu structure. 25:4:10 (*informatics*)
Mercosur. 25:4:14,16 (*économie*)
 Méritas du français 1992. 25:3:25
 (*langue*)
Meta. 25:3:25 (*documentation*)
 météorologie. 25:3:8 (*sciences*)
 méthode de dépouillement du corpus.
 25:3:6 (*terminologie*)
 méthode d'inspection professionnelle.
 25:1:14 (*travail*)
 méthode empirique. 25:4:24
 (*traduction automatique*)
 méthode rationaliste. 25:4:24
 (*traduction automatique*)
 méthode terminographique
 traditionnelle. 25:4:23
 (*terminologie*)
 méthodologie (observation des
 données, constitution et traitement
 de corpus, expérimentation).
 25:2:22 (*linguistique*)
 méthodologie de la phraséologie.
 25:2:18 (*phraséologie*)
 méthodologie de la (recherche)
 phraséologique. 25:2:20:3:8
 (*phraséologie*)
 Métis. 25:2:11 (*sociologie*)
 Métis. 25:3:14 (*sociology*)
 Metis National Council. 25:2:18
 (*native*)
 Métis people. 25:3:15 (*language*)
 Mexican buyer. 25:4:11 (*marketing*)
 Mexican government. 25:4:10
 (*government*)
 Mexico. 25:4:26,27 (*geography*)
 Mexico. 25:4:27 (*géographie*)
 Mexico. 25:4:27 (*geografia*)
 Mexico City. 25:4:26 (*geography*)
 MFO. 25:3:10 (*military*)
 Micmac. 25:3:14 (*language*)
 micro-électronique. 25:1:17
 (*électronique*)
 micro IBM. 25:3:9 (*informatique*)
 micro-ordinateur. 25:1:4; 2:5
 (*informatique*)
 MICT. 25:3:25 (*commerce*)
 mini-banque de terminologie. 25:1:4
 (*terminologie*)
 ministère de la Défense nationale.
 25:3:10 (*militaire*)
 ministère de la Justice. 25:2:12
 (*justice*)
 Ministère de l'Enseignement supérieur
 et de la Science du Québec. 25:4:21
 (*éducation*)
 ministère de l'Industrie, du
 Commerce et de la Technologie.
 25:3:25 (*commerce*)
- ministère des Affaires culturelles du
 (Manitoba). 25:2:12 (*culture*)
 ministère des Affaires extérieures et
 du Commerce extérieur. 25:3:10
 (*affaires extérieures*)
 ministère des Communications du
 Québec. 25:1:25,26 (*communications*)
 ministère du Tourisme du Québec.
 25:4:21 (*tourisme*)
 ministre des Affaires Étrangères de
 France. 25:4:3 (*affaires étrangères*)
 Minitel. 25:4:16 (*télécommunications*)
 minor defect. 25:1:11 (*translation*)
 minority-language education. 25:2:4
 (*education*)
 MINURSO. 25:3:10 (*military*)
 MINURSO. 25:3:10 (*militaire*)
 MIPRENUC. 25:3:11 (*militaire*)
 mise à jour des données en banque.
 25:3:13 (*terminotique*)
 mise à jour subséquente de la
 publication. 25:3:9 (*publication*)
 mise à niveau de TERMIUM. 25:3:6
 (*informatique*)
 mise à niveau du logiciel de la
 banque de données. 25:3:13
 (*terminotique*)
 mise en réseau des observatoires
 nationaux des industries de la
 langue. 25:3:25 (*industries de la*
langue)
 mission. 25:4:17,18 (*aérospatiale*)
 Mission de bons offices des Nations
 Unies (Afghanistan et Pakistan).
 25:3:11 (*militaire*)
 mission de (la) paix. 25:3:10
 (*militaire*)
 Mission des bons offices des Nations
 Unies en Afghanistan et au
 Pakistan. 25:3:11 (*militaire*)
 Mission des Nations Unies pour
 l'organisation d'un référendum
 (Sahara occidental). 25:3:10
 (*militaire*)
 Mission des Nations Unies pour
 l'organisation d'un référendum au
 Sahara occidental. 25:3:10
 (*militaire*)
 Mission de vérification des Nations
 Unies en Angola. 25:3:11 (*militaire*)
 Mission Discovery. 25:4:2 (*aérospatiale*)
 Mission Discovery. (Un traducteur à
 la NASA.) 25:4:2,16 (*aérospatiale*)
 Mission d'observation des Nations
 Unies (El Salvador). 25:3:11
 (*militaire*)
 Mission d'observation des Nations
 Unies (Iraq et Koweït). 25:3:11
 (*militaire*)
- Mission d'observation des Nations
 Unies (Inde et Pakistan). 25:3:11
 (*militaire*)
 Mission d'observation des Nations
 Unies au Yémen. 25:3:12 (*militaire*)
 Mission d'observation des Nations
 Unies chargée de la vérification du
 processus électoral au Nicaragua.
 25:3:11 (*militaire*)
 Mission d'observation des Nations
 Unies chargée de la vérification du
 processus électoral (Nicaragua).
 25:3:11 (*militaire*)
 Mission d'observation des Nations
 Unies en El Salvador. 25:3:11
 (*militaire*)
 Mission d'observation des Nations
 Unies pour l'Inde et le Pakistan.
 25:3:11 (*militaire*)
 Mission d'observation des Nations
 Unies pour l'Iraq et le Koweït.
 25:3:11 (*militaire*)
 Mission du représentant du Secrétaire
 général (République dominicaine).
 25:3:10 (*militaire*)
 Mission du Représentant du
 Secrétaire général en République
 dominicaine. 25:3:10 (*militaire*)
 mission IML-1. 25:4:18 (*aérospatiale*)
 Mission of the Representative of the
 Secretary-General (Dominican
 Republic). 25:3:10 (*military*)
 Mission of the Representative of the
 Secretary-General in the Dominican
 Republic. 25:3:10 (*military*)
 Mission préparatoire des Nations
 Unies (Cambodge). 25:3:11
 (*militaire*)
 Mission préparatoire des Nations
 Unies au Cambodge. 25:3:11
 (*militaire*)
 "Mission Terminologie" pilot project.
 25:4:9 (*terminology*)
 MNC. 25:2:18 (*native*)
 modalité de service et d'accès.
 25:2:26 (*télécommunications*)
 modèle d'insertion de la terminologie
 dans le discours médical anglais et
 français. 25:4:23 (*terminologie*)
 modèle terminologique. 25:1:21
 (*terminologie*)
 modélisation fractale. 25:2:19
 (*phraséologie*)
 modélisation informatique. 25:3:8
 (*informatique*)
 modernisation des centraux. 25:4:16
 (*télécommunications*)
 module canadien. 25:2:19,20; 3:6,22
 (*francophonie*)

module d'analyse notionnelle assistée par ordinateur. 25:3:13 (terminotique)

module de dépouillement assisté par ordinateur. 25:3:13 (terminotique)

module français. 25:2:20 (francophonie)

Mohawk. 25:3:14 (language)

mondialisation des échanges. 25:2:6,16; 4:2 (économie)

mondialisation des marchés. 25:2:5,10,15 (économie)

monolingual environment. 25:2:7 (language)

monstre fractal. 25:2:19 (phraséologie)

Montreal celebrating its 350th birthday. 25:1:24 (history)

MONUIK. 25:3:11 (militaire)

MONUIP. 25:3:11 (militaire)

morphologie. 25:2:22; 4:22 (linguistique)

morphology. 25:2:22 (linguistics)

mosaïque communautaire. 25:4:7 (politique)

mosaïque multiculturelle canadienne. 25:2:15; 4:9 (multiculturalisme)

mot. 25:2:22; 4:22 (linguistique)

mot clé. 25:2:19 (langue)

mot et phrase. 25:4:II (langue)

moteur. 25:4:9 (aviation)

mother tongue. 25:2:17 (language)

motif fractal. 25:2:19 (phraséologie)

Mots de tête. 25:1:3; 2:2 (langue)

mots de tête. «revers de la main». 25:2:20 (langue)

mouvement des nuages. 25:3:8 (météorologie)

MTD. 25:4:10 (administration)

MT development. 25:1:9 (language industries)

multicultural fabric. 25:4:10 (multiculturalism)

Multiculturalism and Citizenship. 25:1:2 (government)

Multiculturalisme et Citoyenneté. 25:1:2 (gouvernement)

Multidictionnaire des difficultés de la langue française. 25:1:22 (langue)

multifractalité d'une forme. 25:2:19 (phraséologie)

Multilateral Trade, Multilingual Terminology: New Directions! 25:4:9 (multilingualism)

multilingual approach to terminology. 25:4:10 (multilingualism)

multilingual approach to TERMIUM. 25:4:2 (multilingualism)

multilingual context. 25:4:10 (multilingualism)

multilingual environment. 25:2:7 (language)

multilingualism. 25:4:2,10 (language)

multilingual structure of TERMIUM. 25:4:10 (terminotics)

multilingual terminological database. 25:2:8 (terminology)

multilingual terminology. 25:4:2 (multilingualism)

Multilingual TLSO Products. 25:4:11 (multilingualism)

Multilingual Translation Directorate. 25:4:2,10 (administration)

multilingual vocabulary. 25:4:10 (multilingualism)

multilinguisme. 25:4:2,3,5,6,7,15,16 (langue)

multilinguality. 25:4:10 (multilingualism)

Multimedia system. 25:2:8 (terminology)

Multinational Force and Observers (Sinai). 25:3:10 (military)

multiple language. 25:4:10 (multilingualism)

Mundart. 25:4:12 (langue)

musique fractale. 25:2:19; 3:8 (phraséologie)

N

NAFTA. 25:4:10 (free trade)

NASA. 25:4:2,16 (aérospatiale)

NASA. 25:4:2 (aerospace)

National and International Congresses and Symposiums. 25:2:2,23,26 (congresses)

National and International Translation Day. 25:3:2 (translation)

National Assembly (of Quebec). 25:2:2,16,22 (politics)

National Hydrology Research Institute. 25:2:8 (hydrology)

national language conference. 25:2:18 (language)

National Program for the Integration of the Two Official Languages in the Administration of Justice. 25:2:7 (law)

Nations Unies. 25:3:10,11 (politique)

Nations Unies (Corée). 25:3:11 (militaire)

Nations Unies en Corée. 25:3:11 (militaire)

native. 25:3:2,14,15 (sociology)

Native Canadian. 25:3:15 (sociology)

Native Canadian periodical. 25:3:15 (documentation)

Native Communications Societies. 25:2:18 (sociology)

Native Council of Canada. 25:2:18 (native)

native group. 25:3:14 (sociology)

native people. 25:3:14,15 (sociology)

Native Social and Cultural Development Program. 25:2:18 (sociology)

NATO. 25:2:8 (military)

natural-language generation software. 25:1:8 (language industries)

navette. 25:4:16,17,18 (aérospatiale)

NCC. 25:2:18 (native)

nécessité de l'évaluation (La). 25:1:9 (traduction)

needle. 25:4:19 (language)

néologie terminologique. 25:2:19 (néologie)

néologisme. 25:1:11; 2:19,20; 3:5,22 (traduction)

néologisme attesté. 25:2:20 (néologie)

néologisme barbare. 25:1:11 (traduction)

Néologismes en herbe. 25:3:22 (néologie)

Neuchâtel. 25:4:12 (géographie)

neurolinguistics. 25:2:22 (linguistics)

neurolinguistique. 25:2:22; 4:22 (linguistique)

New Mexico State University. 25:4:25 (education)

New Options. 25:1:2 (language)

New Realities. 25:1:2 (language)

News and Events. 25:1:2,3,22; 3:2,25 (language)

niveau cantonal. 25:4:12 (politique)

niveau d'abstraction. 25:4:23 (logique)

niveau de langue fautif. 25:1:11 (traduction)

niveau de langue. 25:3:I (langue)

nivellement des structures hiérarchiques. 25:1:14 (gestion)

NNBAP. 25:2:18 (language)

nombre de locuteurs. 25:4:13 (langue)

nombre de pages traduites. 25:4:4 (documentation)

nombre fractal. 25:2:19 (phraséologie)

nom d'entité géographique. 25:1:18 (géographie)

nom géographique. 25:1:18
(géographie)

nom ou syntagme nominal. 25:3:8
(grammaire)

non-linéarité d'une forme. 25:2:19
(phraséologie)

non-sens. 25:1:11 (traduction)

non-tissé. 25:3:17,18,20 (textiles)

Nordic. 25:3:15 (language)

norm. 25:2:18 (society)

normalisation. 25:1:3 (terminologie)

norme. 25:4:12 (langue)

norme contraignante. 25:4:7
(normalisation)

norme de compétence. 25:1:13
(travail)

norme de qualité. 25:1:13 (travail)

norme d'évaluation. 25:1:13 (travail)

norme écrite. 25:4:12 (langue)

normes d'inspection (Les). 25:1:13
(travail)

norme terminologique. 25:1:22
(terminologie)

North American Free Trade Agreement. 25:4:10 (free trade)

North American trilingual Symposium. 25:1:3 (translation)

Northern Native Broadcast Access Program. 25:2:18 (sociology)

North-South trade. 25:4:27 (trade)

North-West Territories Act of 1875. 25:2:3 (law)

note. 25:3:8,III (terminologie)

note liminaire. 25:3:9 (publication)

notion. 25:2:25; 4:23,27
(terminologie)

notion à l'étude. 25:4:23 (terminologie)

notion clé. 25:4:23 (terminologie)

notion générale. 25:3:8 (terminologie)

Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne. 25:3:II (langue)

nouvelle acception. 25:4:III (langue)

nouvelle entité. 25:4:11 (politique)

nouvelle orientation des grands employeurs. 25:1:23 (travail)

Nouvelles publications du Secrétariat d'État du Canada (1991-1992). 25:3:26 (publication)

Noyau adjectif. 25:3:8 (phraséologie)

Noyau nominal. 25:3:8
(phraséologie)

noyau terminologique de type nominal, verbal ou adjectival. 25:2:19; 3:6 (terminologie)

Noyau verbal. 25:3:8 (phraséologie)

NSCDP. 25:2:18 (language)

N/SN. 25:3:8 (grammaire)

N+(prép.)+terme. 25:3:7
(phraséologie)



OACI. 25:2:26 (aviation)

objet fractal. 25:2:19 (phraséologie)

objectif de normalisation. 25:2:19
(normalisation)

obligation constitutionnelle. 25:2:12
(droit)

observation des données. 25:4:22
(linguistique)

observation (terminologique). 25:2:19;25 (terminologie)

Observatoire canadien des industries de la langue. 25:1:3,25; 3:25
(industries de la langue)

Observatoire français des industries de la langue. 25:1:23 (industries de la langue)

Observatoire québécois des industries de la langue. 25:3:25 (industries de la langue)

observatoire national des industries de la langue. 25:1:23,25 (industries de la langue)

Observatoire wallon des industries de la langue. 25:1:25 (industries de la langue)

Observer Team (Nigeria). 25:3:10 (military)

Observer Team in Nigeria. 25:3:10 (military)

occurrence. 25:3:9 (phraséologie)

OCIL. 25:1:3,25; 3:25 (industries de la langue)

OCR software. 25:1:8 (informatics)

OECD. 25:4:10 (economy)

Office de coordination des affaires francophones de la Saskatchewan. 25:1:17 (langue)

Office des professions. 25:2:16 (profession)

Office des professions du Québec. 25:2:14,16 (profession)

official agreement. 25:4:27 (politics)

official definition. 25:2:27 (terminology)

Official Gazette. 25:2:16 (documentation)

official language. 25:2:4,17; 4:9 (language)

Official Languages Act. 25:2:4,6 (law)

Official Languages and Translation (sector). 25:1:2; 3:2 (translation)

official languages policy (of Canada). 25:2:3,6 (politics)

official titles database. 25:2:7 (terminology)

OFIL. 25:1:23 (industries de la langue)

Ojibway. 25:2:17 (language)

OLF. 25:2:8 (language)

OLF. 25:2:24; 3:25 (langue)

ombre. 25:3:7 (ponctuation)

omission. 25:1:11 (traduction)

OMS. 25:1:5 (santé)

online version of TERMIUM. 25:4:10 (terminotics)

ONUC. 25:3:10 (military)

ONUC. 25:3:10 (militaire)

ONUCA. 25:3:10 (military)

ONUCA. 25:3:10 (militaire)

ONUSAL. 25:3:11 (military)

ONUSAL. 25:3:11 (militaire)

ONUST. 25:3:12 (military)

ONUVEH. 25:3:11 (military)

ONUVEH. 25:3:11 (militaire)

ONUUVEN. 25:3:11 (military)

ONUUVEN. 25:3:11 (militaire)

opération bancaire, investissement et planification de la retraite. 25:1:23 (économie)

Opération d'appui de la résolution 665 des Nations Unies (golfe Persique et Koweït). 25:3:11 (militaire)

Opération d'appui de la résolution 665 des Nations Unies dans le golfe Persique et au Koweït. 25:3:11 (militaire)

opération de maintien de la paix. 25:3:10 (militaire)

opération produit livré. 25:1:10
(traduction)

Opérations des Nations Unies (Congo). 25:3:10 (militaire)

Opérations des Nations Unies au Congo. 25:3:10 (militaire)

Operations in Support of UN Resolution 665 (Persian Gulf and Kuwait). 25:3:11 (military)

Operations in Support of UN Resolution 665 in Persian Gulf and Kuwait. 25:3:11 (military)

opératrice de traitement de texte. 25:1:16 (informatique)

optical character recognition software. 25:1:8 (informatics)

optical storage system. 25:2:8 (informatics)

optronique. 25:1:17 (électronique)

OQIL. 25:3:25 (industries de la langue)

orbite. 25:4:17 (aérospatiale)

ordinateur. 25:1:15,16; 2:26; 4:9
(informatique)

ordinateur Macintosh. 25:1:14
(informatique)

ordre de présentation logique.
25:2:25 (*terminologie*)

organe de freinage. 25:2:25
(*techniques*)

organisation à vocation linguistique.
25:4:23 (*linguistique*)

Organisation de coopération et de
développement économiques.
25:1:17 (*économie*)

organisation de la profession.
25:2:13 (*profession*)

organisation de l'offre et de la
demande. 25:1:26 (*industries de
la langue*)

Organisation internationale de
normalisation. 25:1:5,22
(*normalisation*)

Organisation mondiale de la santé.
25:1:5,17 (*santé*)

organisme de normalisation. 25:1:22
(*normalisation*)

Organisme des Nations Unies
chargé de la surveillance de la
trêve [en Palestine]. 25:3:12
(*militaire*)

Organisme des Nations Unies chargé
de la surveillance de la trêve
(Palestine). 25:3:12 (*militaire*)

Organization for Economic
Co-operation and Development.
25:4:10 (*economy*)

original prêt à photographier. 25:3:12
(*terminotique*)

OSI concepts. 25:2:27
(*telecommunications*)

Osterreichisches Normungsinstitut.
25:1:17 (*standardization*)

Ottawa-Carleton Social Planning
Committee. 25:2:8 (*sociology*)

outil de dépouillement disponible.
25:3:8 (*terminologie*)

outil de gestion de base de données.
25:3:13 (*gestion*)

outil de traduction. 25:4:27
(*traduction*)

outil de travail informatisé. 25:3:13
(*terminotique*)

outil électronique et informatisé.
25:4:20 (*traduction*)

outil informatique. 25:3:9 (*informatique*)

outil lexicographique ou
terminographique. 25:1:21
(*linguistique*)

outil terminographique. 25:1:21
(*terminologie*)

ouvrage de référence (bilingue).
25:1:18; 2:5; 4:23 (*documentation*)

ouvrage technique ou scientifique.
25:3:22 (*documentation*)

ouvrage terminologique. 25:3:12
(*terminologie*)

OWIL. 25:1:25 (*industries de la
langue*)

P

PageMaker. 25:1:15 (*informatique*)

paix linguistique. 25:4:11,12 (*langue*)

panne d'ordinateur. 25:1:16
(*informatique*)

parallel noun. 25:3:15 (*language*)

paramètre. 25:3:13 (*terminologie*)

parenthèse. 25:3:7,12 (*punctuation*)

Parlement du Canada. 25:2:11
(*gouvernement*)

Parlement Européen. 25:4:3
(*politique*)

Parliament of Canada. 25:2:3
(*politics*)

partenaire socio-économique. 25:2:16
(*économie*)

participation militaire canadienne.
25:3:10 (*militaire*)

particularité linguistique et
conceptuelle. 25:4:23 (*linguistique*)

partie phraséologique. 25:3:8
(*phraséologie*)

Parties Contractantes. 25:4:3
(*politique*)

Parti québécois. 25:2:9 (*politique*)

pauvreté du texte traduit. 25:4:20
(*traduction*)

paysage fractal. 25:2:19 (*phraséologie*)

pays germanophone. 25:4:12 (*langue*)

pays hispano-américains. 25:4:14
(*géographie*)

pays membre de la CEE. 25:4:8
(*politique*)

pays scandinave. 25:4:8 (*géographie*)

PC Translator. 25:1:6 (*language
industries*)

peace-keeping terminology. 25:3:2
(*terminology*)

pêche. 25:4:6 (*pêche*)

péninsule ibérique. 25:4:15 (*géographie*)

pénurie de traducteurs et
d'interprètes. 25:4:20 (*traduction*)

perception de droits supplémentaires.
25:3:3 (*droit*)

perfectionnement. 25:1:15; 2:10
(*éducation*)

perfectionnement de ses membres.
25:2:16 (*éducation*)

performance linguistique. 25:4:4
(*langue*)

permanent resident. 25:3:15
(*sociology*)

personal computer workstation.
25:1:7 (*language industries*)

personne en pratique privée. 25:1:13
(*travail*)

personnel polyvalent. 25:4:6
(*personnel*)

peuple autochtone. 25:2:11,13
(*sociologie*)

phaséologie et traduction. 25:1:21
(*langue*)

phénomène linguistique suisse.
25:4:12 (*langue*)

Philips. 25:1:17 (*informatique*)

phonème. 25:2:22 (*linguistique*)

phoneme. 25:2:22 (*linguistics*)

phonetics. 25:2:22 (*linguistics*)

phonétique. 25:2:22 (*linguistique*)

phonologie. 25:2:22 (*linguistics*)

phonology. 25:2:22 (*linguistics*)

photocomposition. 25:3:9 (*graphique*)

photocopier. 25:1:7 (*informatics*)

phrase. 25:2:22; 4:22 (*linguistique*)

phraséologie. 25:1:21; 2:20; 3:2,6;
4:23 (*langue*)

phraséologie et terminologie en
interprétation. 25:1:21
(*terminologie*)

phraséologie LS. 25:3:6
(*phraséologie*)

phraséologie LS et LC. 25:3:6
(*phraséologie*)

phraséologie Nouvelle dimension de
la recherche terminologique (La).
Travaux du module canadien du
Rint. 25:3:5 (*phraséologie*)

phraséologisme. 25:1:21; 3:5,6; 4:23
(*phraséologie*)

phraseology. 25:3:2; 4:II (*language*)

physique. 25:3:5,8 (*sciences*)

pidgin and creole. 25:2:22
(*linguistics*)

pidgin et créole. 25:2:22; 4:22
(*linguistique*)

pige. 25:2:5,13 (*travail*)

pigiste. 25:1:5,10,11; 2:9,11,12,13
(*travail*)

Place à la néologie. 25:3:22
(*néologie*)

plan linguistique. 25:4:3 (*langue*)

plan scientifique ou humaniste.
25:4:22 (*linguistique*)

plan syntaxique. 25:3:II (*langue*)

platitude. 25:1:11 (*traduction*)

Pleins feux sur la francophonie : le
Réseau international de néologie et
de terminologie. 25:2:2,18
(*francophonie*)

- plénitude. 25:3:19,20 (*textiles*)
 pléonasmе. 25:1:5,11 (*langue*)
 pluralisme linguistique. 25:4:5
 (*multilinguisme*)
 plurilinguisme. 25:1:23; 4:13 (*langue*)
political realities. 25:4:10 (*politics*)
 politique de défense. 25:4:9 (*défense*)
 politique de recouvrement des coûts.
 25:3:3 (*économie*)
 politique des langues officielles au
 Canada. 25:2:2 (*politique*)
 politique internationale. 25:3:10
 (*politique*)
 politique régionale. 25:4:6 (*politique*)
 ponctuation. 25:3:12 (*langue*)
 position. 25:3:7 (*phraséologie*)
 position génétique. 25:4:24
 (*génétique*)
 possibilité combinatoire des termes.
 25:3:8 (*phraséologie*)
 possibilité d'avancement. 25:4:7
 (*recrutement*)
 poste de pilotage. 25:4:16
 (*aérospatiale*)
 poste de travail. 25:1:4,5; 3:13
 (*industries de la langue*)
 poste de travail du terminologue.
 25:1:17; 3:12 (*industries de la*
langue)
 poste de travail du traducteur.
 25:3:12 (*industries de la langue*)
 poste de travail informatisé. 25:2:6
 (*industries de la langue*)
 poste de travail informatisé du
 terminologue. 25:4:20 (*industries*
de la langue)
post-editing translation. 25:1:8
 (*translation*)
 post-édition. 25:1:4 (*langue*)
 poste d'observation. 25:4:16
 (*aérospatiale*)
potential client. 25:4:11 (*marketing*)
 pourquoi des associations
 professionnelles?. 25:2:13 (*langue*)
 Pourquoi le recouvrement des coûts?
 25:3:3 (*économie*)
 poussée du propergol en combustion.
 25:4:17 (*aérospatiale*)
 pouvoir d'achat. 25:4:15 (*économie*)
 pouvoir identitaire. 25:4:13 (*langue*)
powerful software. 25:2:8
 (*informatics*)
practitioner. 25:1:8 (*translation*)
pragmatics. 25:2:22 (*linguistics*)
 pragmatique. 25:2:22 (*linguistique*)
 praticien de la traduction. 25:1:21;
 3:3 (*traduction*)
 pratique contractuelle. 25:1:12
 (*traduction*)
 pratique de la profession. 25:4:20
 (*traduction*)
 pratique de la traduction. 25:1:21
 (*traduction*)
 pratique terminologique. 25:4:23
 (*terminologie*)
 pratique terminologique et
 terminographique. 25:4:23
 (*terminologie*)
Pratt & Whitney of Canada. 25:2:7
 (*mechanics*)
 pré-édition. 25:1:4 (*langue*)
 Première force d'urgence des Nations
 Unies (Sinaï). 25:3:11 (*militaire*)
 Première force d'urgence des Nations
 Unies au Sinaï. 25:3:11 (*militaire*)
 préparation des publications. 25:3:12
 (*publications*)
 présentation visuelle des données
 phraséologiques. 25:3:8
 (*phraséologie*)
 prestations OSI. 25:2:26
 (*telecommunications*)
pre-translation. 25:1:8 (*translation*)
pre-translation glossary. 25:1:8
 (*language industries*)
pre-translation software. 25:1:8
 (*language industries*)
 principe de la grille SICAL (Le).
 25:1:11 (*traduction*)
 principes et méthodes de la
 terminologie. 25:1:22
 (*terminologie*)
private-line service. 25:2:27
 (*telecommunications*)
 Prix CRNA. 25:4:21 (*traduction*)
 Prix de la Fondation Le Quellec.
 25:4:21 (*traduction*)
 prix des produits et services
 gouvernementaux, Les. 25:3:4
 (*économie*)
 Prix du Centre régional
 nord-américain de la FIT. 25:4:20
 (*traduction*)
 probation. 25:4:7 (*recrutement*)
 problème de l'équivalence
 interlangues. 25:3:6 (*langue*)
 problème médical. 25:4:18
 (*médecine*)
 problème terminologique. 25:2:25
 (*terminologie*)
Proceedings of the Third Congress of
the FIT Regional Center for North
America. 25:4:26 (*publications*)
 procès dans leur langue. 25:4:20
 (*droit*)
 processeur 80386. 25:3:13
 (*informatique*)
processing information. 25:2:27
 (*telecommunications*)
 processus d'alimentation de
 TERMIUM. 25:3:12 (*terminotique*)
 productique. 25:1:5 (*informatique*)
 produit de qualité. 25:4:7 (*marketing*)
profesione lingüística. 25:1:24
 (*idioma*)
professional association. 25:2:2
 (*profession*)
professional corporation. 25:2:22
 (*profession*)
professional inspection. 25:1:2;
 2:17,22 (*labour*)
professional interpreter. 25:2:18
 (*labour*)
professional recognition. 25:1:3;
 2:16 (*labour*)
 profession à titre réservé. 25:1:14
 (*droit*)
profession corporation. 25:2:17
 (*profession*)
Profile of the Aboriginal Languages
of the Yukon. 25:2:18 (*language*)
 programmation budgétaire de l'ACCT.
 25:3:25 (*économie*)
 programme d'activités touristiques.
 25:1:24 (*tourisme*)
 programme de baccalauréat ès arts
 spécialisé. 25:2:13 (*éducation*)
 programme de certificat. 25:2:13
 (*éducation*)
 programme d'échange et de
 coopération. 25:4:20 (*traduction*)
 programme de formation continue.
 25:2:16 (*éducation*)
 programme de francisation. 25:2:9
 (*francisation*)
 programme de perfectionnement
 professionnel. 25:3:3 (*formation*)
 Programme des astronautes canadiens.
 25:4:18 (*aérospatiale*)
 programme de traduction. 25:1:17;
 2:13 (*traduction*)
 programme de transition 1991-1992.
 25:4:4 (*traduction*)
 programme éducatif et culturel.
 25:4:24 (*linguistique*)
 programme en traduction. 25:2:13
 (*éducation*)
 programme EUROTRA. 25:4:4
 (*traduction*)
 programme international sur l'espace.
 25:3:4 (*aérospatiale*)
 Programme LRE (Recherche et
 ingénierie linguistique (Le). 25:4:4
 (*industries de la langue*)
 Programme national d'administration
 de la justice dans les deux langues
 officielles. 25:2:13 (*droit*)
 programmer. 25:1:7 (*informatics*)

programme spatial américain. 25:4:18 (*aérospatiale*)
programming. 25:2:18 (*education*)
 projet d'alimentation de TERMIUM. 25:3:10 (*terminologie*)
 projet de recherche néologique. 25:3:22 (*néologie*)
 projet d'informatisation du fichier du Centre de traduction et de terminologie juridiques. 25:3:25 (*droit*)
 projet ET-/6 ALEP. 25:4:4 (*multilinguisme*)
 projet EUROTRA. 25:4:5 (*traduction*)
 projet LATTE. 25:1:4 (*industries de la langue*)
 projet RÉDALC. 25:4:16 (*langue*)
 projet TERMINO. 25:1:4 (*industries de la langue*)
 prolongation de mission. 25:4:18 (*aérospatiale*)
 promotion de la langue française. 25:3:25 (*langue*)
 promotion des langues officielles. 25:1:10 (*langue*)
 promotion des produits canadiens des industries de la langue. 25:3:25 (*marketing*)
 promotion des technologies linguistiques. 25:4:5 (*technologie*)
 promotion de TERMIUM. 25:1:17 (*terminologie*)
 promotion du français. 25:1:23 (*langue*)
 promotion du multiculturalisme. 25:2:5 (*multiculturalisme*)
 promotion du statut professionnel. 25:2:14 (*profession*)
 prononciation régionale. 25:4:12 (*langue*)
proper name. 25:2:7,27; 3:15 (*language*)
proper noun. 25:2:27; 3:14,15 (*language*)
 proposition principale. 25:3:II (*langue*)
 proposition terminologique. 25:3:22 (*néologie*)
 propriété + acteurs. 25:2:19 (*phraséologie*)
 propriété distinctive et relationnelle. 25:3:8 (*phraséologie*)
protection and preservation of the Aboriginal languages of Canada. 25:2:18 (*language*)
 protéine. 25:4:18 (*chimie*)
 protocole (d'entente). 25:1:17; 2:15 (*terminologie*)

prototype scientifique de traduction automatique. 25:4:5 (*traduction*)
provincial and territorial professional associations. 25:3:24 (*translation*)
psycholinguistic. 25:2:22 (*linguistics*)
psycholinguistique. 25:2:22; 4:22 (*linguistique*)
 publication assistée par ordinateur. 25:1:25 (*industries de la langue*)
Publications in Review. 25:1:2,3,25; 2:2,24; 3:2,26; 4:2,26 (*language*)
 publications récentes de l'Office de la langue française (1991-1992). 25:3:27 (*publication*)
 publication terminologique. 25:1:4; 3:12 (*terminologie*)
 PUBLICIEL. 25:3:2 (*terminology*)
 PUBLICIEL. 25:3:13 (*terminotique*)
punctuation error. 25:1:11 (*translation*)

Q

quadrilingualism. 25:4:2 (*multilingualism*)
 quadrilinguisme. 25:4:2 (*multilinguisme*)
 quadrilinguisme en Suisse (Le). 25:4:11 (*multilinguisme*)
 qualité de la banque. 25:3:12 (*terminotique*)
 qualité des traductions. 25:1:16 (*traduction*)
 qualité du contrôle linguistique (La). 25:1:11 (*traduction*)
 qualité linguistique. 25:1:12 (*traduction*)
 qualité attendue d'un correcteur orthographique et syntaxique : cinq correcteurs face au marché (les). 25:1:23 (*industries de la langue*)
quasibicentennial. 25:3:2,22; 4:19 (*terminology*)
 Quatrième Colloque international en traduction automatique. 25:4:2,24 (*traduction*)
québécoisisme. 25:2:20 (*langue*)
 québécoisisme de mauvais aloi. 25:1:11 (*langue*)
Quebec Research Center of Private and Comparative Law. 25:2:8 (*law*)
Québec translators acquire new status. 25:2:22 (*translation*)
 quelques outils de bureautique intelligente. 25:1:25 (*industries de la langue*)

question de compétence (une). 25:1:23 (*travail*)
 quetchua. 25:4:14 (*langue*)

R

raccord. 25:2:25 (*techniques*)
racial and cultural groups. 25:3:15 (*sociology*)
 RADARSAT. 25:3:5 (*aérospatiale*)
 radiation du membre. 25:1:13 (*droit*)
Radio-Canada. 25:2:7 (*broadcasting*)
 Radio-Canada International. 25:1:23 (*langue*)
 radio-télévision. 25:1:26 (*arts*)
 rampe de lancement. 25:4:17 (*aérospatiale*)
Random House Dictionary of the English Language (The). 25:3:22; 4:19 (*documentation*)
 rapport Charpentier. 25:2:10 (*traduction*)
 rapport Danzin. 25:4:4 (*multilinguisme*)
 RCNA. 25:4:26 (*translation*)
 RCNA-FIT. 25:4:26 (*translation*)
 réalité linguistique. 25:4:16 (*langue*)
 réalité socio-économique. 25:4:16 (*économie*)
 réalité structurelle latino-américaine. 25:4:16 (*langue*)
Recent Publications of the Department of the Secretary of State of Canada (1991-1992). 25:3:26 (*publication*)
 recherche dans des domaines de pointe. 25:1:17 (*terminologie*)
 recherche d'équivalences. 25:1:21 (*terminologie*)
 recherche des cooccurrents. 25:3:9 (*phraséologie*)
 recherche des termes nouveaux. 25:1:4 (*langue*)
 recherche néologique. 25:3:8 (*phraséologie*)
 recherche phraséologique. 25:3:6 (*phraséologie*)
 recherche ponctuelle. 25:2:10 (*terminologie*)
 recherche terminologique. 25:1:4,5,27; 2:5,10,25; 3:2,3,6,13; 4:20 (*terminologie*)
 recherche thématique. 25:1:4; 2:10; 3:8 (*terminologie*)
 réciprocité du titre. 25:1:13 (*droit*)
 recommandation générale de l'UNESCO. 25:4:23 (*linguistique*)

- reconnaissance de la parole. 25:1:17 (*industries de la langue*)
reconnaissance du statut juridique. 25:4:19 (*droit*)
reconnaissance juridique du traducteur. 25:4:19 (*droit*)
reconnaissance officielle. 25:2:11 (*traduction*)
reconnaissance professionnelle. 25:1:3,13,15,27; 2:15; 3:25; 4:8 (*travail*)
recouvrement des coûts. 25:3:4 (*économie*)
Recouvrement des coûts en formation. 25:3:3 (*formation*)
recrutement. 25:1:12; 4:6 (*traduction*)
recueil de créations néologiques. 25:3:22 (*néologie*)
Recueil de néologismes. 25:2:18,19; 3:22 (*néologie*)
recueil phraséologique. 25:3:9 (*phraséologie*)
rédaction de fiches de terminologie. 25:1:5 (*terminologie*)
rédaction des fiches terminologiques. 25:3:9 (*terminologie*)
rédaction législative. 25:3:3 (*rédaction*)
reddition de comptes. 25:1:10 (*finances*)
redondance. 25:1:11 (*traduction*)
réflexions et reflets : l'image de la profession. 25:1:23 (*travail*)
régime anglais. 25:2:13 (*histoire*)
régime de bilinguisme judiciaire et législatif. 25:2:11 (*langue*)
régime d'écoles confessionnelles. 25:2:11 (*éducation*)
régime de recouvrement des coûts. 25:3:3,4 (*économie*)
régime linguistique. 25:4:3,6 (*langue*)
Regional Center for North America (RCNA) of the FIT. 25:2:17; 4:2,26 (*translation*)
réglementation. 25:4:15,16 (*droit*)
regroupement notionnel. 25:2:19 (*terminologie*)
relations avec les clients (Les). 25:1:14,15,16,23 (*marketing*)
Relations between Phraseology and Terminology in Specialized Languages. 25:4:23 (*linguistic*)
relations entre concepteurs et distributeurs (les). 25:1:23 (*langue*)
relief des planètes. 25:3:8 (*astronomie*)
Renommée aux cent bouches. 25:1:26 (*langue*)
renvoi au réseau notionnel. 25:3:8 (*terminologie*)
Renvoi sur les droits linguistiques au Manitoba. 25:2:12 (*langue*)
repérage et marquage des unités terminologiques. 25:3:6,9 (*terminologie*)
Repères - T/R. 25:1:2,I-IV; 2:2,I-IV; 3:2,I-IV; 4:2,I-IV (*langue*)
Repères - T/R record. 25:1:2; 2:2; 3:2; 4:2 (*langue*)
répertoire des pigistes. 25:2:15 (*traduction*)
répertoire exhaustif des termes repérés. 25:3:8 (*phraséologie*)
Report of the Royal Commission of Government Organization. 25:2:3 (*politics*)
représentation de la connaissance dans le traitement des langues naturelles. 25:1:26 (*industries de la langue*)
représentation lexicographique ou terminographique. 25:1:21 (*langue*)
reproductibilité. 25:4:23 (*linguistique*)
répulsor fractal. 25:2:19 (*phraséologie*)
réputation de l'auteur. 25:4:20 (*langue*)
réseau à large bande et services d'images. 25:2:26 (*télécommunications*)
réseau de combinaisons. 25:3:7 (*phraséologie*)
réseau de concepts. 25:3:5 (*terminologie*)
réseau de postes de travail domicile-bureau-client. 25:1:5 (*informatique*)
Réseau ibéro-américain de terminologie. 25:4:15 (*terminotique*)
Réseau international de néologie et de terminologie. 25:1:3; 2:2,18; 3:22 (*francophonie*)
réseau latino-américain. 25:4:16 (*langue*)
réseautique. 25:2:6 (*informatique*)
reserve. 25:2:18 (*sociology*)
reserved title for certified professional. 25:2:17 (*law*)
réservoir central. 25:4:17 (*aérospatiale*)
responsabilité envers le grand public (Une). 25:3:4 (*protection*)
responsabilité. 25:4:I,II,III (*langue*)
responsable. 25:4:2,I,II,III (*langue*)
responsable, responsabilité de + infinitif. 25:4:I-IV (*langue*)
réunion du comité organisateur. 25:4:17 (*aérospatiale*)
réunion internationale du CT37 de l'ISO. 25:1:22 (*terminologie*)
revers de la main. 25:2:20,21 (*langue*)
reverse dictionary of English. 25:3:22; 4:19 (*langue*)
revitalisation des langues menacées. 25:4:24 (*linguistique*)
rigueur terminologique. 25:2:25 (*terminologie*)
Rint. 25:1:3; 2:2,18,20; 3:6,22; 4:15,16 (*francophonie*)
Riterm-BD. 25:4:15,16 (*terminotique*)
roamer. 25:2:27 (*telecommunications*)
Robert. 25:2:20,III (*langue*)
robotique. 25:3:5,7 (*informatique*)
Royal Commission on Aboriginal Peoples. 25:2:18; 3:15 (*native*)
Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. 25:2:3 (*politics*)
rubrique d'une entrée nominale. 25:3:8 (*phraséologie*)
rubrique terminologique et phraséologique. 25:3:9 (*terminologie*)

S

- saisie des données. 25:3:13 (*terminotique*)
saisie d'information. 25:3:13 (*terminotique*)
saisie multiple. 25:3:13 (*terminologie*)
saisie optique (des textes à dépouiller). 25:3:6;9 (*informatique*)
saisir l'autorité d'une demande. 25:4:7 (*droit*)
salarié. 25:1:5 (*travail*)
Salish. 25:2:17 (*langue*)
Salon des éditeurs. 25:4:21 (*édition*)
Salon international des industries de la langue. 25:1:23,25 (*industries de la langue*)
Santé et Bien-être Canada. 25:1:12 (*santé*)
satellite canadien de télédétection de nouvelle génération. 25:3:5 (*aérospatiale*)
satellite phraséologique. 25:3:9 (*phraséologie*)
satisfaction des clients. 25:1:10,16 (*marketing*)
SATO. 25:1:4 (*industries de la langue*)
SC1. 25:1:22 (*normalisation*)
SC2. 25:1:22 (*normalisation*)
scanner. 25:1:8 (*informatics*)
SCEPT. 25:3:23 (*traduction*)
science cognitive. 25:4:22 (*linguistique*)

- sciences humaines. 25:2:19 (*sciences humaines*)
- SECOFI. 25:4:10,11 (*economia*)
- Seconde Guerre mondiale. 25:4; 9 (*histoire*)
- Second Report of the Standing Committee on Aboriginal Affairs to the House of Commons. 25:3:14 (*politics*)
- Second United Nations Emergency Force (Sinai). 25:3:11 (*military*)
- Second United Nations Emergency Force in Sinai. 25:3:11 (*military*)
- Secretaría de Comercio y Fomento Industrial. 25:4:10 (*economia*)
- Secrétariat à la politique linguistique. 25:1:22 (*langue*)
- Secrétariat des relations culturelles fédérales-provinciales. 25:2:12 (*culture*)
- Secrétariat d'État (du Canada). 25:1:3,4,10,11,13,17,22,24,25,27; 2:2,4,6,10,11,12,15,19,24,26; 3:2,3,6,10,12,13,22,23; 4:2,8,20,21,24 (*gouvernement*)
- Secretary of State of Canada. 25:2:6; 4:11 (*government*)
- SECTER. 25:2:10,14 (*terminologie*)
- secteur des industries de la langue. 25:2:10 (*industries de la langue*)
- Secteur Langues officielles et Traduction. 25:1:24; 2:5; 3:22 (*traduction*)
- secteur multilingue. 25:2:5 (*traduction*)
- Section de Québec. 25:2:14 (*traduction*)
- Section des terminologues. 25:2:10 (*terminologie*)
- section Plans et devis. 25:3:4; 4:17 (*traduction*)
- Semaine du français. 25:3:25 (*langue*)
- semantics. 25:2:22 (*linguistics*)
- sémantique. 25:2:22 (*linguistique*)
- semifractalité d'une forme. 25:2:19 (*phraséologie*)
- séminaire franco-québécois sur les technologies de l'information. 25:3:25 (*information*)
- séminaire Rint. 25:3:6 (*francophonie*)
- sémiostylistique. 25:4:22 (*linguistique*)
- sémiotique. 25:4:22 (*linguistique*)
- semis que. 25:3:22 (*language*)
- sens. 25:2:22; 4:22 (*linguistique*)
- sentence. 25:2:22 (*linguistics*)
- séparation des phases. 25:4:17 (*chimie*)
- September 30. 25:3:24 (*translation*)
- Série Lexiques. 25:3:26 (*publication*)
- service à la clientèle. 25:1:2; 3:3 (*marketing*)
- service à la clientèle (le). 25:1:14 (*marketing*)
- service aux membres. 25:2:14 (*langue*)
- service avec ou sans connexion. 25:2:26 (*télécommunications*)
- service centralisé de traduction. 25:2:12 (*traduction*)
- service de couche. 25:2:26 (*télécommunications*)
- service de documentation. 25:4:15 (*documentation*)
- service de formation. 25:3:3 (*formation*)
- Service de la formation et du perfectionnement. 25:1:12; 3:3,4 (*traduction*)
- service de l'évaluation. 25:1:10,12 (*traduction*)
- service de liaisons spécialisées. 25:2:26 (*télécommunications*)
- service de pigistes. 25:2:13 (*traduction*)
- service des communications. 25; 4:18 (*communications*)
- Service des consultations. 25:3:25 (*langue*)
- Service des recherches et conseils linguistiques. 25:4:IV (*langue*)
- Service des traductions scientifiques. 25:3:4 (*traduction*)
- Service des traductions techniques. 25:3:4 (*traduction*)
- service de télécommunications. 25:2:26; 4:16 (*télécommunications*)
- service de terminologie. 25:2:5 (*terminologie*)
- Service de terminologie de l'ONU. 25:3:10 (*terminologie*)
- service de terminologie des Nations Unies. 25:3:10 (*terminologie*)
- service de terminologie et de documentation. 25:2:5 (*langue*)
- service de traducteurs agréés. 25:2:13 (*traduction*)
- service de traduction. 25:1:10,11,12,14,15,17; 2:5,11,12,13,15; 4:4,5 (*traduction*)
- service de traduction de la Commission. 25:4:6 (*administration*)
- service de traduction, de terminologie et d'interprétation. 25:2:10 (*traduction*)
- service de traduction générale. 25:2:12 (*traduction*)
- service de traduction juridique. 25:2:12 (*traduction*)
- service de traduction provincial. 25:1:10 (*traduction*)
- service d'Intelsat. 25:2:26 (*télécommunications*)
- service d'interprétation gestuelle. 25:2:5 (*interprétation*)
- service d'interprétation simultanée. 25:2:5 (*interprétation*)
- service feature. 25:2:27 (*telecommunications*)
- service individualisé. 25:1:16 (*marketing*)
- service linguistique. 25:1:15; 2:6,9,10,19,20; 3:23 (*langue*)
- service (de traduction) multilingue. 25:2:5 (*traduction*)
- service (linguistique de) Nestlé. 25:1:14,15 (*langue*)
- service RNIS caractérisé. 25:2:26 (*télécommunications*)
- sesquicentennial. 25:3:22; 4:19 (*language*)
- SFP. 25:1:12; 3:3 (*traduction*)
- SGML. 25:2:8 (*standardization*)
- SICAL. 25:1:10,12 (*traduction*)
- SIDA. 25:1:5 (*médecine*)
- Siemens. 25:4:15 (*terminotique*)
- signification grammaticale. 25:2:22; 4:22 (*linguistique*)
- signification lexicale. 25:2:22; 4:22 (*linguistique*)
- simulateur. 25:2:26 (*informatique*)
- Siouan language family. 25:2:17 (*language*)
- sitting exam. 25:2:17 (*education*)
- situation de plurilinguisme. 25:4:13 (*multilinguisme*)
- situation juridique des langues en Suisse. 25:4:11 (*droit*)
- situation linguistique. 25:4:2 (*langue*)
- Skills Review. 25:3:3 (*translation*)
- Socatra. 25:1:9 (*language industries*)
- société aérospatiale Bristol. 25:2:13 (*aérospatiale*)
- société bi- ou plurilingue. 25:4:13 (*multiculturalisme*)
- Société d'énergie de la Baie James. 25:3:I (*langue*)
- Société des traducteurs du Canada. 25:2:14 (*traduction*)
- Société des traducteurs du Québec. 25:1:13,25,27; 2:9,10,13,14,16,21; 3:25 (*traduction*)
- société devenue plurilingue et pluriculturelle. 25:4:13 (*multiculturalisme*)
- Société SPAR Aérospatiale. 25:3:4 (*aérospatiale*)

- Society of Translators and Interpreters of British Columbia.* 25:2:14; 3:23 (translation)
- sociolinguistics.* 25:2:22 (linguistics)
- sociolinguistique.* 25:2:22; 4:22 (linguistique)
- socio-terminologie.* 25:4:23 (terminologie)
- software.* 25:1:9 (informatics)
- solécisme.* 25:1:11 (traduction)
- solution to translation problems.* 25:4:11 (translation)
- Sommet de la Francophonie.* 25:2:18 (francophonie)
- Sommet francophone de Chaillot.* 25:1:23,25; 3:25 (francophonie)
- Sommet francophone de Dakar.* 25:1:3 (francophonie)
- son.* 25:2:22 (linguistique)
- sound.* 25:1:18,19 (toponymy); 2:22 (linguistics)
- source.* 25:3:13 (terminologie)
- source-language text.* 25:1:8 (translation)
- souris.* 25:3:13 (informatique)
- Sous-comité 1.* 25:1:22 (normalisation)
- Sous-comité 2.* 25:1:22 (normalisation)
- Sous-groupe Terminologie du Comité d'action pour le français dans l'informatique.* 25:1:23 (terminologie)
- sous-ministre.* 25:4:17 (politique)
- sous-secrétaire d'État adjoint.* 25:2:5 (langue)
- sous-traitance.* 25:1:5,10 (travail)
- soutien de la compétence de ses membres.* 25:2:16 (profession)
- Spacelab.* 25:4:18 (aérospatiale)
- Spanish terminology of free trade.* 25:4:10 (free trade)
- SPAR.* 25:3:5 (aérospatiale)
- Spatial Terminology Standardization Committee.* 25:3:2 (terminology)
- spatiologie.* 25:4:18 (aérospatiale)
- spécialiste de la communication.* 25:1:26 (communications)
- spécialiste de la langue.* 25:2:25; 3:3 (langue)
- spécialiste des langues (asiatiques).* 25:2:15 (langue)
- spécialiste en communications.* 25:1:15 (communications)
- spécialiste en éditique.* 25:1:15 (éditique)
- spécialiste en traduction.* 25:1:15 (traduction)
- spécialiste en traitement de texte.* 25:1:15 (informatique)
- specialized terminology.* 25:4:9 (terminology)
- speech recognition system.* 25:1:8 (language industries)
- spell checker.* 25:1:7,8 (language industries)
- spelling error.* 25:1:11 (translation)
- stabilité sémantique.* 25:4:23 (linguistique)
- stack.* 25:4:19 (langue)
- stage de perfectionnement ou de ressourcement.* 25:3:3 (formation)
- Standard Dictionary of the English Language.* 25:3:22 (documentation)
- Standard Dictionary of the English Language.* 25:4:19 (publication)
- Standard Generalized Marking-Up Language.* 25:2:8 (standardization)
- standardization.* 25:1:3; 2:7; 4:10 (terminology)
- standardized term.* 25:2:27 (standardization)
- state-owned development bank.* 25:4:11 (economy)
- station spatiale (Freedom).* 25:3:4,5; 4:18 (aérospatiale)
- statistiques.* 25:4:6 (statistiques)
- statut des langues.* 25:4:24 (linguistique)
- statut des professionnels de l'industrie de la langue.* 25:2:15 (industries de la langue)
- statut juridique.* 25:4:15 (droit)
- statut légal.* 25:4:13 (droit)
- STIBC.* 25:2:14; 3:23 (translation)
- STQ.* 25:1:13,14,27; 25:2:9,10,13,14,16,21; 3:25 (traduction)
- STQ.* 25:2:17,22 (translation)
- stratégie commerciale.* 25:4:15 (marketing)
- stratégie de mise en marché.* 25:1:17 (marketing)
- stratégies de marketing (les).* 25:1:23 (marketing)
- stratégies proactives : options, pratiques et perceptions.* 25:1:23 (travail)
- structuration.* 25:3:6 (terminologie)
- structuration notionnelle des domaines.* 25:1:5 (terminologie)
- structure d'accueil.* 25:4:17 (aérospatiale)
- structure des rubriques.* 25:3:6 (phraséologie)
- structure fractale.* 25:2:19 (phraséologie)
- structure hiérarchique.* 25:1:14 (gestion)
- structure of the TERMIUM record.* 25:4:10 (terminology)
- style.* 25:1:11 (traduction)
- style.* 25:2:8 (langue)
- surintendant.* 25:2:4,5 (gestion)
- survie des langues autochtones.* 25:4:20 (langue)
- survie des langues menacées.* 25:4:22 (langue)
- survival of endangered languages.* 25:2:22 (langue)
- survivance des langues menacées.* 25:4:24 (langue)
- Sussex University.* 25:4:25 (education)
- SVP.* 25:2:8 (terminology)
- Symposium international Terminologie et documentation.* 25:1:22 (langue)
- Syndicat canadien des employés professionnels et techniques.* 25:3:23 (traduction)
- syntactique.* 25:4:23 (linguistique)
- syntax.* 25:2:22 (linguistics)
- syntaxe.* 25:1:11; 2:22:III; 3:III; 4:16:22 (linguistique)
- syntaxe française.* 25:3:III (langue)
- synthétiseur musical.* 25:3:8 (art)
- systématisation des combinaisons usuelles.* 25:3:6 (terminologie)
- système à syntaxe libre.* 25:4:3 (linguistique)
- Système canadien d'appréciation de la qualité linguistique.* 25:1:10 (langue)
- Système d'analyse de texte par ordinateur.* 25:1:4 (industries de la langue)
- système d'analyse et de synthèse de la parole.* 25:1:6,25,26 (industries de la langue)
- système de contrôle de la qualité.* 25:1:9 (traduction)
- système de documentation.* 25:2:5 (documentation)
- système de droit.* 25:4:20 (droit)
- système de renvois.* 25:2:19 (terminologie)
- système de surveillance du champ de bataille.* 25:4:9 (défense)
- système de traduction assistée par ordinateur.* 25:1:6 (industries de la langue)
- système de traduction automatique.* 25:4:3 (traduction)
- système de traductique.* 25:1:4 (industries de la langue)

système d'évaluation continue.
25:1:10 (*traduction*)
Système d'évaluation Kawabata.
25:3:19 (*textiles*)
système documentaire. 25:1:5
(*documentation*)
système fonctionnel EUOTRA de
traduction automatique. 25:4:5
(*traduction*)
système formel. 25:4:22
(*linguistique*)
système juridique espagnol. 25:4:7
(*droit*)
système linguistique individualisé.
25:4:13 (*langue*)
système optronique. 25:4:9 (*aviation*)
Systran. 25:1:6 (*translation*)
SYSTRAN. 25:4:3,4 (*traduction*)

T

table ronde sur la terminologie.
25:4:22 (*terminologie*)
table ronde terminologique CIL92
Terminologie, discours et textes
spécialisés. 25:4:22 (*linguistique*)
Tagish language. 25:2:17,18 (*langue*)
TALN. 25:4:4 (*industries de la
langue*)
TAO. 25:4:20 (*industries de la langue*)
teacher training. 25:2:18 (*education*)
TEAM. 25:1:4 (*terminologie*)
Technical Approach to Multilingual
Methodology Terminology. 25:4:10
(*multilingualism*)
technique de stockage. 25:2:26
(*télécommunications*)
technique radar. 25:3:5 (*aérospatiale*)
techniques for storing. 25:2:27
(*telecommunications*)
technologie de gestion. 25:4:20
(*gestion*)
technologie éducative. 25:2:26
(*éducation*)
technologie linguistique de base.
25:4:4 (*industries de la langue*)
technologie linguistique de base en
Europe. 25:4:4 (*linguistique*)
Technologies de l'information et langue
de diffusion. 25:3:25 (*langue*)
Technologies de l'information et langue
de formation. 25:3:25 (*information*)
télécommunicateur international.
25:2:26 (*télécommunications*)
telecommunication service. 25:2:27
(*telecommunications*)
téléconférence. 25:2:26
(*télécommunications*)
teleconferencing. 25:2:27
(*telecommunications*)
télécopieur. 25:1:4,14,15; 4:18
(*télécommunications*)
Teleglobe Canada. 25:2:7,27
(*telecommunications*)
Téleglobe Canada. 25:2:26
(*télécommunications*)
telegraph. 25:2:27
(*telecommunications*)
télé-informatique. 25:2:26
(*télécommunications*)
télémarketing. 25:2:26
(*télécommunications*)
telemarketing. 25:2:27
(*telecommunications*)
télématique. 25:4:4
(*télécommunications*)
Telephone Consultation Service.
25:2:8 (*language*)
téléphone linguistique. 25:3:25
(*langue*)
telephony-related service. 25:2:27
(*telecommunications*)
téléscope Hubble. 25:4:18
(*aérospatiale*)
télé-travail (le). 25:1:23 (*travail*)
telex services. 25:2:27
(*telecommunications*)
télèx traditionnel. 25:2:26
(*télécommunications*)
temps fractal. 25:2:19 (*phraséologie*)
tercer congreso. 25:4:27 (*traducción*)
term bank. 25:1:8; 4:10 (*terminology*)
terme à déconseiller. 25:1:22 (*langue*)
terme + ADJ(ADV). 25:3:7
(*phraséologie*)
terme + adverbe + adjectif. 25:3:7
(*phraséologie*)
terme CFAO. 25:3:8 (*phraséologie*)
terme-clé. 25:3:13 (*terminotique*)
terme féministe. 25:1:22 (*langue*)
terme générique. 25:2:25
(*terminologie*)
terme+(prép.)+N. 25:3:7 (*phraséologie*)
terme normalisé. 25:1:16
(*normalisation*)
terme objet. 25:3:7 (*phraséologie*)
terme raciste. 25:1:22 (*langue*)
terme sexiste. 25:1:22 (*langue*)
terme spécifique. 25:2:25
(*terminologie*)
terminal fixe. 25:2:26
(*télécommunications*)
terminal mobile. 25:2:26
(*télécommunications*)

Terminogramme. 25:3:25
(*documentation*)
terminographie assistée par
ordinateur. 25:1:4 (*terminologie*)
terminological information. 25:4:10
(*terminology*)
terminological research. 25:2:7,8;
3:2 (*terminology*)
terminological study. 25:1:3
(*terminology*)
terminologie à caractère néologique
et interdisciplinaire prononcé.
25:3:8 (*terminologie*)
terminologie assistée par ordinateur.
25:1:6,23 (*industries de la langue*)
terminologie autonome. 25:4:23
(*terminologie*)
terminologie bilingue des véhicules.
25:2:25 (*terminologie*)
terminologie comparée. 25:3:5
(*terminologie*)
terminologie conceptuelle. 25:1:5
(*terminologie*)
terminologie didactique (La). 25:2:24
(*éducation*)
terminologie du maintien de la paix.
25:3:10 (*militaire*)
terminologie et documentation dans le
contexte du travail d'équipe assisté
par ordinateur. 25:1:23 (*langue*)
terminologie et documentation pour
les interprètes de conférence.
25:1:23 (*langue*)
terminologie et documentation pour
les rédacteurs techniques. 25:1:23
(*langue*)
terminologie et lexicographie
assistées par ordinateur. 25:1:26
(*industries de la langue*)
Terminologie et phraséologie. 25:1:2
(*terminologie*)
terminologie et phraséologie des
fractales. 25:3:7 (*phraséologie*)
terminologie et phraséologie
problématique. 25:1:21 (*langue*)
Terminologie et Services
linguistiques. 25:1:11 (*langue*)
terminologie et traduction. 25:1:21
(*langue*)
terminologie française des fractales.
25:3:8 (*mathématiques*)
terminologie multilingue. 25:4:2,3
(*multilinguisme*)
terminologie nouvelle. 25:2:6; 3:5
(*terminologie*)
Terminologies nouvelles. 25:2:20
(*néologie*)
terminologist's workstation. 25:2:8;
4:10 (*language industries*)

- terminology and language consultation services. 25:2:8 (terminology)
- Terminology and Linguistic Services Directorate. 25:2:8; 3:2; 4:2,10 (terminology)
- terminology-based aids. 25:4:9 (terminology)
- Terminology Bulletin and Glossary series. 25:4:9 (publication)
- Terminology Bulletins. 25:3:26 (publication)
- terminology committee. 25:2:8 (terminology)
- Terminology Committee of the Canadian Standards Association. 25:2:8 (standardization)
- terminology data bank. 25:2:7,8 (terminology)
- terminology database. 25:2:8 (terminotics)
- terminology in Canada. 25:2:6 (terminology)
- terminology management. 25:1:8 (terminology)
- terminology management software. 25:1:8 (terminology)
- terminology multilingual publication. 25:4:11 (multilingualism)
- terminology principles and co-ordination. 25:2:8 (terminology)
- terminology product. 25:4:9,11 (terminology)
- terminology production. 25:4:10 (terminology)
- terminology research. 25:4:9 (terminology)
- terminology research organization. 25:4:10 (terminology)
- terminology standardization. 25:2:8 (standardization)
- Terminology Update. 25:1:2,3; 4:2 (terminology)
- Terminology Update in its Twenty-Fifth Year. 25:1:3 (terminology)
- TERMIUM. 25:1:4,5,17,27; 2:5,6,19,20; 3:6,13; 4:15 (terminotique)
- TERMIUM. 25:2:7; 3:2; 4:10,11 (terminotics)
- TERMIUM linguistic data bank. 25:2:8 (terminology)
- TERMIUM on CD-ROM. 25:2:7; 4:10 (terminotics)
- TERMIUM record. 25:4:10,11 (terminology)
- TERMIUM sur CD-ROM. 25:1:17; 3:13 (terminotique)
- TERMIUM sur disque optique. 25:1:17 (terminologie)
- The Term "quasiquicentennial". 25:3,2:22; 4:2,19 (language)
- texte de vulgarisation scientifique. 25:4:23 (linguistique)
- texte législatif provincial. 25:2:12 (droit)
- texte officiel. 25:2:12 (documentation)
- texte publicitaire. 25:2:13 (documentation)
- texte réglementaire. 25:1:10 (documentation)
- texte scientifique. 25:4:22 (sciences)
- théâtre. 25:1:26 (arts)
- theoretical overview. 25:1:3 (terminology)
- Theoretical Positions in Current Linguistics. 25:1:25; 2:22 (linguistics)
- théorie linguistique et terminologique. 25:1:21 (langue)
- theory of terminology. 25:2:7 (terminology)
- thesauri. 25:1:8 (documentation)
- Third Congress of the Regional Center for North America. 25:4:10 (translation)
- titre de périodiques. 25:2:20 (documentation)
- titre réservé. 25:1:14,27; 2:14; 3:25 (droit)
- titre réservé (aux professionnels agréés). 25:2:16,21 (profession)
- Titres et fonctions au féminin : essai d'orientation de l'usage. 25:2:27 (féminisation)
- Tlingit. 25:2:17 (language)
- TLSD. 25:3:2; 4:2,10,11 (terminology)
- TMI-92. 25:4:24,25 (traduction automatique)
- torrent de flammes. 25:4:17 (aérospatiale)
- tour elliptique. 25:2:I; 3:I,II (langue)
- tourisme. 25:4:15,16 (tourisme)
- tournure. 25:3:III (langue)
- tour phraséologique. 25:1:5 (langue)
- Tovna machine-translation system. 25:1:6 (language industries)
- Trade. 25:4:11 (economy)
- traditional telephone. 25:2:27 (télécommunications)
- Traducción en América del Norte - Una Comunidad de Intereses (La). 25:4:26 (traducción)
- traduccion automatica. 25:4:27 (traducción)
- traducteurs, terminologues et interprètes entrent dans le monde professionnel (les). 25:2:15 (langue)
- traduction administrative. 25:3:3 (traduction)
- traduction assistée par ordinateur. 25:1:4; 2:6,11:4:20,25 (industries de la langue)
- traduction au Manitoba (La). 25:2:11 (traduction)
- traduction au Nouveau-Brunswick, la. 25:2:10 (traduction)
- traduction au Québec (La). 25:2:9 (traduction)
- traduction automatique. 25:1:4; 3:4,24,27 (industries de la langue)
- traduction automatique multilingue. 25:4:4 (traduction)
- traduction des noms géographiques. 25:3:3 (traduction)
- traduction des textes. 25:2:12 (traduction)
- traduction des toponymes. 25:1:18 (toponymie)
- traduction dite «automatique». 25:2:6 (industries de la langue)
- traduction en Amérique du Nord une communauté d'intérêts. 25:1:24 (traduction)
- traduction en Amérique du Nord - Une communauté d'intérêts (La). 25:4:26,24 (traduction)
- traduction en langues autochtones et étrangères. 25:2:9 (traduction)
- traduction en langues officielles. 25:2:15 (traduction)
- traduction juridique. 25:2:12 (traduction)
- traduction littéraire. 25:1:21,24:4:20 (traduction)
- traduction machine. 25:4:4 (traduction)
- traduction multilingue. 25:1:17; 2:15 (traduction)
- traduction préétablie. 25:4:7 (traduction)
- traduction scientifique. 25:4:15 (traduction)
- traduction spécialisée. 25:1:21 (traduction)
- traduction technico-scientifique. 25:4:21 (traduction)
- traduction technique. 25:3:3; 4:15 (traduction)
- traduction : un système (La). 25:1:14 (traduction)
- traductique. 25:1:4,26 (industries de la langue)
- Traduire, interpréter, les mots pour le dire. 25:1:21 (langue)
- training program. 25:2:17 (training)
- trait distinctif. 25:4:22 (linguistique)

traitement automatique de la langue
 et industries de l'information.
 25:1:23 (*industries de la langue*)
 traitement de corpus. 25:4:22
 (*linguistique*)
 traitement de la langue. 25:1:25
 (*industries de la langue*)
 traitement de l'information. 25:2:26
 (*télécommunications*)
 traitement des cancers. 25:1:5
 (*médecine*)
 traitement des données. 25:3:6
 (*informatique*)
 traitement (automatique) du langage
 naturel (TALN). 25:4:4,5
 (*industries de la langue*)
 traitement lexicographique (des
 anglicismes). 25:1:22 (*langue*)
 traitement phraséologique. 25:3:9
 (*phraséologie*)
 trait lexico-sémantique. 25:3:7
 (*linguistique*)
 trait sémantique. 25:3:9
 (*phraséologie*)
 tranchant de la main. 25:2:21 (*langue*)
 transaction. 25:3:12 (*terminotique*)
 transfert. 25:1:11 (*traduction*)
 transfert de données. 25:3:13
 (*terminotique*)
 transfert des connaissances. 25:4:23
 (*linguistique*)
*Translating in North America - A
 Community of Interests.* 25:4:26
 (*translation*)
Translation Bureau. 25:1:3; 2:2,8;
 4:10 (*translation*)
translation firm. 25:1:9
 (*translation*)
translation market. 25:1:6; 4:26
 (*translation*)
translation service. 25:1:6; 4:2
 (*translation*)
translation-services node. 25:1:8
 (*informatics*)
translation theory. 25:1:8
 (*translation*)
*Translators, Interpreters and
 Terminologists Group.* 25:3:24
 (*translation*)
*translators, terminologists and
 interpreters join ranks of
 professionals.* 25:2:16 (*langue*)
 transmission. 25:2:26
 (*télécommunications*)
 transmission du message. 25:4:13
 (*communications*)
transmission of a culture. 25:2:18
 (*culture*)
 transparence francophone. 25:1:26
 (*langue*)

Transport Canada. 25:2:8
 (*transportation*)
 travail à contrat. 25:2:13 (*travail*)
 travail de normalisation. 25:4:4
 (*normalisation*)
 travail des exécutants. 25:4:III
 (*langue*)
 travail terminologique. 25:3:8,13
 (*terminologie*)
Trésor de la langue française.
 25:1:II; 2:II (*langue*)
 trésor terminologique. 25:2:25
 (*terminologie*)
 tri absolu (des entrées). 25:3:12
 (*terminotique*)
tribe. 25:3:15 (*ethnology*)
Trilingual Congress. 25:4:2
 (*multilingualism*)
Trilingual Export Vocabularies.
 25:4:11 (*export*)
Trilingual Free Trade Vocabulary.
 25:4:10 (*free trade*)
trilingual publication. 25:4:11
 (*multilingualism*)
trilingual vocabulary of free trade.
 25:4:10 (*free trade*)
 Troisième Congrès du Centre régional
 nord-américain de la FIT.
 25:4:5,8,19,27 (*multilinguisme*)
 Trois larrons en foire : TERMIUM,
 PUBLICIEL et LATTE. 25:3:12
 (*terminotique*)
Tsimshian. 25:2:17 (*langue*)
TTR. 25:3:25 (*documentation*)
 turbulence fractale. 25:2:19
 (*phraséologie*)
*TUT, La Revue des utilisateurs de
 textiles à usages techniques.*
 25:3:18 (*textiles*)
 tuyère. 25:4:17 (*aérospatiale*)
 typographical error. 25:1:11
 (*translation*)

U

UNFICYP. 25:3:11 (*militaire*)
UNGOMAP. 25:3:11 (*military*)
UNIFIL. 25:3:11 (*military*)
 uniformisation de méthodes, d'échange
 de données terminologiques. 25:4:15
 (*terminologie*)
 uniformisation de méthodes, d'échange
 de formation. 25:4:15 (*formation*)
 uniformisation de méthodes,
 d'échange d'information. 25:4:15
 (*information*)
UNIIMOG. 25:3:11 (*military*)
UNIKOM. 25:3:11 (*military*)
unilingualism. 25:2:3 (*language*)
 Union latine. 25:4:14,15,16
 (*organisation*)
UNIPOM. 25:3:11 (*military*)
United Nations (Korea). 25:3:11
 (*military*)
United Nations. 25:4:10 (*politics*)
*United Nations Advance Mission in
 Cambodia.* 25:3:11 (*military*)
*United Nations Angola Verification
 Mission.* 25:3:11 (*military*)
*United Nations Disengagement
 Observer Force (Golan Heights).*
 25:3:11 (*military*)
*United Nations Disengagement
 Observer Force in Golan Heights.*
 25:3:11 (*military*)
*United Nations Good Offices Mission
 (Afghanistan and Pakistan).*
 25:3:11 (*military*)
*United Nations Good Offices Mission
 in Afghanistan and Pakistan.*
 25:3:11 (*military*)
*United Nations India-Pakistan
 Observation Mission.* 25:3:11
 (*military*)
United Nations in Korea. 25:3:11
 (*military*)
*United Nations Interim Force
 (Lebanon).* 25:3:11 (*military*)
*United Nations Interim Force in
 Lebanon.* 25:3:11 (*military*)
*United Nations Iran-Iraq Military
 Observer Group.* 25:3:11 (*military*)
*United Nations Iraq-Kuwait
 Observation Mission.* 25:3:11
 (*military*)
*United Nations Military Observer
 Group (India and Pakistan).*
 25:3:11 (*military*)
*United Nations Military Observer
 Group in India and Pakistan.*
 25:3:11 (*military*)
*United Nations Mission for the
 Referendum in Western Sahara.*
 25:3:10 (*military*)

- United Nations Observation Group (Lebanon).* 25:3:11 (military)
- United Nations Observation Group in Lebanon.* 25:3:11 (military)
- United Nations Observer Group for the Verification of Elections (Haiti).* 25:3:11 (military)
- United Nations Observer Group for the Verification of Elections in Haiti.* 25:3:11 (military)
- United Nations Observer Group in Central America (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua).* 25:3:10 (military)
- United Nations Observer Mission for the Verification of the Electoral Process in Nicaragua.* 25:3:11 (military)
- United Nations Observer Mission in El Salvador.* 25:3:11 (military)
- United Nations Observer Mission to Verify the Electoral Process (Nicaragua).* 25:3:11 (military)
- United Nations Operation (Congo).* 25:3:10 (military)
- United Nations Operation in the Congo.* 25:3:10 (military)
- United Nations Peace-Keeping Force (Cyprus).* 25:3:11 (military)
- United Nations Peace-Keeping Force in Cyprus.* 25:3:11 (military)
- United Nations Protection Force in Yugoslavia.* 25:3:11 (military)
- United Nations Special Committee on the Balkans.* 25:3:11 (military)
- United Nations Temporary Commission on Korea.* 25:3:12 (military)
- United Nations Temporary Executive Authority and Security-Force (West New Guinea and West Irian).* 25:3:12 (military)
- United Nations Transitional Authority (Cambodia).* 25:3:11 (military)
- United Nations Transitional Authority in Cambodia.* 25:3:11 (military)
- United Nations Transition Assistance Group [in Namibia].* 25:3:11 (military)
- United Nations Transition Assistance Group (Namibia).* 25:3:11 (military)
- United Nations Truce Supervision Organization [in Palestine].* 25:3:12 (military)
- United Nations Truce Supervision Organization (Palestine).* 25:3:12 (military)
- United Nations Yemen Observation Mission.* 25:3:12 (military)
- United States.* 25:4:19,26 (geography)
- United States Congress.* 25:4:10 (politics)
- unité du discours.* 25:3:6 (langue)
- unité phraséologique.* 25:1:21 (langue)
- unité terminologique.* 25:1:4; 3:5,6,9 (terminologie)
- Université de Barcelone.* 25:1:17 (éducation)
- Université de Genève.* 25:1:21; 4:25 (éducation)
- Université de Maastrich.* 25:4:9 (éducation)
- Université de Moncton.* 25:2:10,11; 3:25 (éducation)
- Université de Montréal.* 25:1:27 (éducation)
- Université de Sherbrooke.* 25:1:22 (éducation)
- Université d'Hawaï.* 25:4:20 (éducation)
- Université d'Ottawa.* 25:4:20 (éducation)
- Université du Québec.* 25:3:25 (éducation)
- Université du Québec à Montréal.* 25:1:4 (éducation)
- Université Gallaudet.* 25:4:20 (éducation)
- Université Laval de Québec.* 25:1:4; 4:21 (éducation)
- Université Princeton.* 25:3:6 (éducation)
- University of Saskatchewan Native Law Centre.* 25:3:15 (sociology)
- University of Toronto.* 25:4:25 (education)
- UNMOGIP.* 25:3:11 (military)
- UNMOGIP.* 25:3:11 (militaire)
- un océan à l'autre (D').* 25:1:18 (toponymie)
- UNOGIL.* 25:3:11 (military)
- UNPROFOR.* 25:3:11 (military)
- UNSCOB.* 25:3:11 (military)
- UNSCOB.* 25:3:11 (militaire)
- UNTAC.* 25:3:11 (military)
- UNTAG.* 25:3:11 (military)
- UNTCOK.* 25:3:12 (military)
- UNTEA.* 25:3:12 (military)
- UNTEA.* 25:3:12 (militaire)
- UNTOCK.* 25:3:12 (militaire)
- UNTSO.* 25:3:12 (military)
- UNYOM.* 25:3:12 (military)
- UQAM.* 25:1:4 (éducation)
- US.* 25:4:27 (geography)
- Usage de Atlas et toponymie du Canada dans la traduction des toponymes.* 25:1:18 (toponymie)
- usage error.* 25:1:11 (translation)
- user profile.* 25:4:10 (informatics)
- utilisateur.* 25:3:12,13 (marketing)
- utilisateur "fidélisé".* 25:4:4 (marketing)
- utilisation des langues officielles.* 25:2:6 (langue)
- utilisation des télécommunications et des services télématiques.* 25:1:24 (télécommunications)
- ## V
- valeur du SICAL (La).* 25:1:12 (traduction)
- variant.* 25:3:15 (language)
- variante écrite.* 25:4:12 (langue)
- variante lexicale.* 25:4:12 (langue)
- variante principale.* 25:4:14 (langue)
- variante régionale.* 25:4:12 (langue)
- variation linguistique.* 25:2:22; 4:22 (linguistique)
- version de qualité linguistique irréprochable.* 25:4:6 (langue)
- Vers un État pluriculturel.* 25:4:11 (multilinguisme)
- vidéotex.* 25:2:26 (télécommunications)
- videotex.* 25:2:27 (telecommunications)
- village planétaire.* 25:2:15; 4:20 (sociologie)
- virage technologique.* 25:1:4 (informatique)
- vision à long terme.* 25:1:15 (marketing)
- vision fractale.* 25:2:19 (phraséologie)
- vitrine technologique.* 25:1:26 (industries de la langue)
- vocabulaire.* 25:2:25; 4:16 (terminologie)
- vocabulaire bilingue.* 25:1:27 (terminologie)
- Vocabulaire bilingue de la publicité.* 25:1:26,27 (publicité)
- Vocabulaire combinatoire de la CFAO appliquée à la fabrication mécanique.* 25:3:7 (phraséologie)
- vocabulaire de formation.* 25:2:26 (formation)
- Vocabulaire de la machine-outil et du tournage des métaux.* 25:3:25 (mécanique)
- vocabulaire de la terminologie.* 25:1:22 (terminologie)
- Vocabulaire de sémiologie de l'appareil locomoteur.* 25:1:17 (médecine)

Vocabulaire des fractales. 25:2:19
(mathématique)

Vocabulaire des véhicules du transport routier. 25:2:24
(transport)

Vocabulaire de technologie éducative et de formation. 25:2:26
(éducation)

Vocabulaire du magnétoscope et du caméscope. 25:3:25 (magnétoscope)

vocabulaire européen de la publicité. 25:1:26 (publicité)

vocabulaire français de la publicité. 25:1:27 (publicité)

Vocabulaire général. 25:2:5,19
(langue)

vocabulaire phraséologique. 25:2:20
(phraséologie)

vocabulaire (à composante) phraséologique. 25:3:6
(phraséologie)

vocabulaire publicitaire américain. 25:1:26 (publicité)

Vocabulaires bilingues de la common law. 25:3:26 (publication)

Vocabulary of Educational Technology and Training. 25:2:26 (education)

Vocabulary of Free Trade. 25:4:11
(free trade)

voice-writing system. 25:1:8
(language industries)

vol. 25; 4:16,17 (aérospatiale)

volume de traduction. 25:2:16
(traduction)

volume of translation. 25:2:17
(translation)

voyage spatial. 25:4:18 (aérospatiale)

workstation. 25:4:10 (language industries)

workstation data-base record. 25:4:10 (terminotics)

world bank. 25:2:8 (terminology)

X

XEROX PARC. 25:4:25 (trade)

XLT. 25:1:9 (language industries)

W

Wakashan. 25:2:17 (language)

Wawatay News. 25:3:15 (language)

Webster's Third New International Dictionary. 25:3:22; 4:19
(publication)

Weetamah. 25:3:15 (language)

white. 25:3:15 (sociology)

Windows. 25:3:13 (informatique)

Windspeaker. 25:3:15 (language)

word. 25:2:22 (linguistics)

word-crunching software. 25:1:8
(informatics)

WordPerfect. 25:1:15 (informatique)

working language. 25:2:7 (language)

Work methods. 25:4:10 (terminology)

Y

Yukon Aboriginal community. 25:2:18 (sociology)

Z

zeugme. 25:1:11 (traduction)

zone de bilinguisme. 25:4:13 (langue)

zone linguistique. 25:4:13 (langue)

Note de la rédaction

1. Pour tout problème d'ordre matériel concernant le bulletin (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, excédentaire ou défectueux),

a) les membres du Bureau de la traduction sont priés de s'adresser à leur secrétaire de section ou de division qui transmettra, le cas échéant, le problème au Service des publications (Promotion et Services à la clientèle, à Hull :

Téléphone : (819) 994-0715 ou 997-1275
Télécopie : (819) 994-3670

b) les abonnés qui ont un compte avec le Groupe Communications Canada - Édition doivent s'adresser au Groupe même (téléphone : (819) 956-4802) et non au Bureau de la traduction.

2. Les MANUSCRITS ainsi que toute correspondance relative à la parution de(s) textes doivent être adressés à :

Michèle Valiquette
L'Actualité terminologique
Direction de la terminologie et des services linguistiques
Langues officielles et Traduction
Secrétariat d'État du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Téléphone : (514) 283-0283
Télécopie : (514) 283-1983

Nous rappelons que ce bulletin est ouvert à tous. Nous acceptons tous les articles portant sur la traduction, la terminologie, l'interprétation, les difficultés de langue, les industries de la langue en français comme en anglais, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser les traducteurs, terminologues et rédacteurs qui forment le cercle de nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture qui a toute autorité pour accepter ou rejeter les manuscrits ainsi soumis. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés. Nous prions nos collaborateurs de nous rappeler leur numéro de téléphone dès le premier contact pour accélérer le dialogue.

Editor's Note

1. Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing damaged issues should be directed as indicated below.

a) All members of the Translation Bureau should refer such matters to their section or division clerk, who will, if necessary, contact the Publications Service, Promotion and Client Services, in Hull:

Telephone: (819) 994-0715 or 997-1275
Fax: (819) 994-3670

b) Subscribers having an account with the Canada Communication Group - Publishing should contact the Group directly ((819) 956-4802).

2. MANUSCRIPTS and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Michèle Valiquette
Terminology Update
Terminology and Linguistic Services
Directorate
Official Languages and Translation
Department of the Secretary of State of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0M5
Telephone: (514) 283-0283
Fax: (514) 283-1983

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, and language problems, in French or in English, as long as the articles are well documented and of interest to our readers who are translators, terminologists and professional writers.

Manuscripts are reviewed by a committee which has the right to accept or reject any articles submitted for publication. Rejected manuscripts are not returned to the authors. Contributors are asked to include their telephone number with their initial correspondence in order to accelerate subsequent exchanges.

Nouveaux tarifs d'abonnement à L'Actualité terminologique

À compter de février 1993, les nouveaux tarifs d'abonnement à L'Actualité terminologique sont les suivants :

1 an (4 numéros et 1 index annuel) :

Canada : 19,95 \$

Étranger : 25,95 \$US

Numéro :

Canada : 5,00 \$

Étranger : 6,50 \$US

New Subscription Fees for Terminology Update

Starting February 1993, the new subscription fees for Terminology Update are as follows:

1 year (4 issues and 1 annual index):

Canada: \$ 19.95

Other countries: US\$ 25.95

Per issue:

Canada: \$ 5.00

Other countries: US\$ 6.50

Les opinions exprimées dans L'Actualité terminologique n'engagent pas nécessairement le Bureau de la traduction.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1993

The opinions expressed in Terminology Update are not necessarily those of the Translation Bureau.

© Minister of Supply and Services Canada 1993
ISSN 0001-7779

Abonnement :

1 an (4 numéros) - Canada : 19,95 \$

Étranger : 25,95 \$US

Numéro : Canada 5,00 \$ - Étranger 6,50 \$US

Subscription rates:

1 year (4 issues) - Canada: \$ 19.95

Other countries: US\$ 25.95

Per issue: Canada \$ 5.00 - Other countries: US\$ 6.50

Règlement : par chèque ou mandat (en devises canadiennes de préférence), à l'ordre du Receveur général du Canada, adressé au Groupe Communications Canada - Édition, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa (Ont.) K1A 0S9

Payment: by cheque or money order (preferably in Canadian currency), made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to the Canada Communication Group - Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Ont. K1A 0S9



DEC 8 1985

